This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

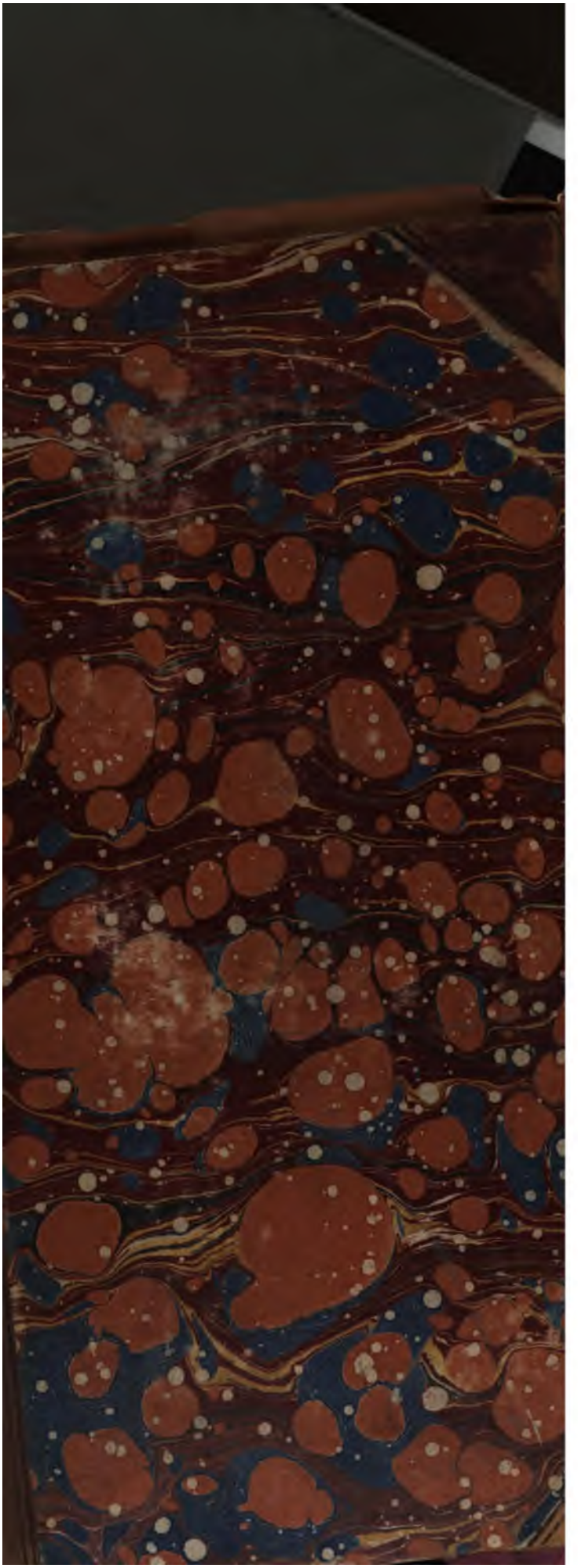
À propos du service Google Recherche de Livres

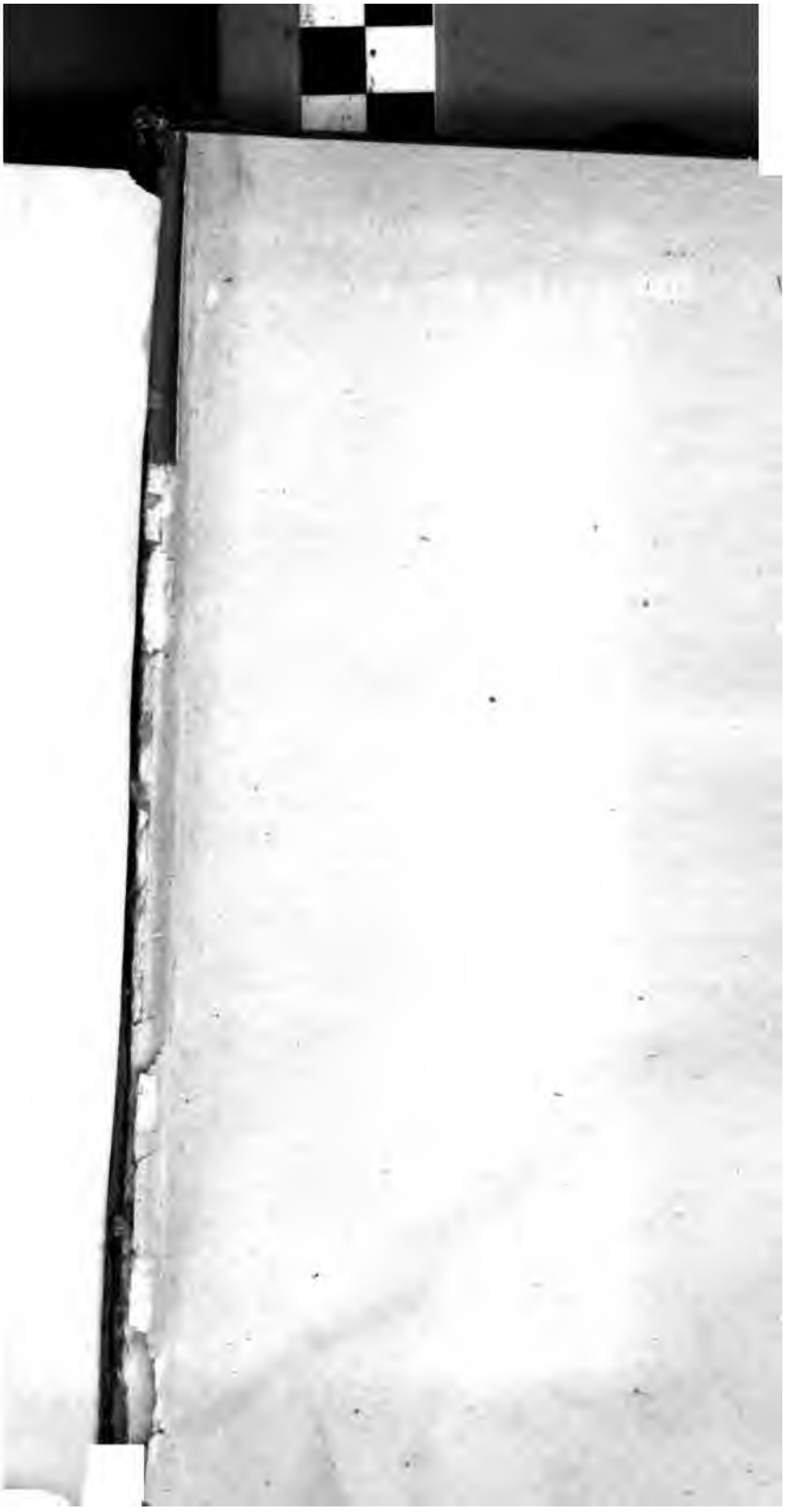
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NOUVEAU
RECUEIL
DE
TRAITÉS.

TOME
XVI.

MARTENS.





1072.
PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE;

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome XVI.

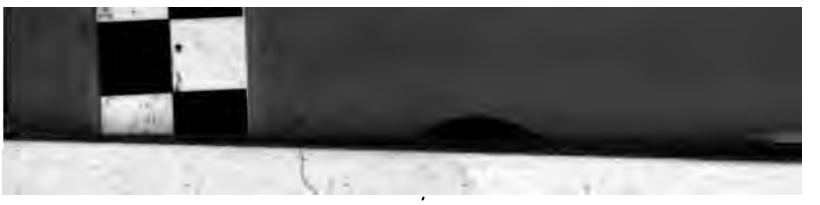
1830—1839.

Première Partie.

À GOETTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1841.



1.

Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le royaume de Danemarc et le duché de Schleswig d'une part et la ville libre de Lübeck de l'autre part. En date du 30 *Novembre* 1830.

1830

(Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen dem Königr. Dänemark und dem Herzogth. Schleswig einer und der freien Hanse-Stadt Lübeck anderer Seits. Copenhagen, 1830).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark mit dem Senate der freien Hanse-Stadt Lübeck dahin übereingekommen sind, die Aufhebung der Auswanderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Herzogthümern Holstein und Lauenburg und der freien Hanse-Stadt Lübeck bereits festgesetzt worden, nunmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und die freie Hanse-Stadt Lübeck mit ihrem gesammten Gebiet auf der anderen Seite auszudehnen, so wird hierdurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark erkläret, dass:

1. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthume Schleswig in die freie Hanse-Stadt Lübeck und deren gesammtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — soll irgend ein Abschoss oder Abfahrtsgeld, (jus detractus, census emigrationis) erhoben werden.

2. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche,

1832 ohne Rücksicht darauf, ob das Obj
Lande bleibt oder nicht, von Einheimi
den gleichmässig zu erlegen sind.

3. Die vorstehend bestimmte Frei
sowohl auf denjenigen Abschoss und
fahrtsgeld, welche in die Königlicher
würden, als auf denjenigen Abschoss
Abfahrtsgeld erstrecken, welche sonst
müneu oder öffentlichen Stiftungen zu

4. Die Bestimmungen der oben
treten von dem 1ten Januarii 1831 an
für Erbschaften nicht das Datum de
sondern der Exportation des Vermöge
tigen sein wird.

5. Die durch obige Artikel bestim
hat hinsichtlich der Personen keine
dern es verbleibt hierunter bey den
Majestät dem Könige von Dänemark
Hanse-Stadt Lübeck bestehenden Vert
den beiderseitigen Gesetzen in ihrer je
tigen Modalität, welche die Person de
und seine persönlichen Pflichten nam
lich des Kriegsdienstes betreffen.

Dessen zu Urkund ist gegenwärti
allerhöchstgedachter Seiner Majestät de
nemark allergnädigsten Befehl unter v
niglichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, d
ber 1830. (L. S. R.) E. Gr

2.

***Convention sur l'abolition récip
de détraction, conclue entre le
nemarc et la Principauté de Scha
En date du 30 Juliet***

(Convention wegen wechselseitiger Aufhebun
zwischen den Königlich Dänischen und den
Lippischen Landen. s. d. Frederiksberg, der
hagen, gedruckt in der Königl. u. Univers

Wir Frederik der Sechste
den König zu Dänemark, der We

Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Ditmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, thun kund und bekennen hiedurch, dass zwischen Unserer und der Fürstlich Schaumburgischen Regierung folgender Freizügigkeits-Vertrag eingegangen und abgeschlossen ist:

Artikel 1. Bei einem Vermögens-Ausgang aus Unserem Königreiche Dänemark und Unserem Herzogthum Schleswig in die Fürstlich Schaumburgischen Lande, oder aus diesen in Unser Königreich Dänemark und Unser Herzogthum Schleswig soll (so wie solches bereits, zufolge des 18ten Artikels der deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg bestimmt ist) irgend ein Abschoss (gabella haereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben.

Art. 2. Diese Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die Landesherrlichen Kassen fliessen würde, als auf dasjenige Abschoss- und dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welches etwa in die Kassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonial-Gerichte und Corporationen fliessen würde.

Die Gutsbesitzer in Unserm Königreiche Dänemark und Unserm Herzogthum Schleswig, so wie in den Fürstlich Schaumburgischen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

Art. 3. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel 1 und 2. sollen sich auf alle jetzt pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken.

Art. 4. Die in den obigen Artikeln 1., 2 und 3. bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach, dieser Uebereinkunft ungeachtet, diejenigen Dänischen und Schaumburgischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten, seine Ver-

1833 pflichtungen zum Kriegsdienste h
jeden Unterthan bei Strafe aufforde
derung um die Bewilligung derselbe
der vorgeschriebenen Ordnung gen

In dieser Hinsicht soll auch
dieser Materie der Gesetze über di
dienst und über die persönlichen F
dernden keine der beiden, die geg
abgeschlossen habenden Regierung
Gesetzgebung, in den respectiven
werden.

Urkundlich unter Unserm Kö
und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben auf Unserm Schloss
den dreizigsten Juli Eintausend Ac
und Dreizig.

Frederik R.
(L. S.)

3.

Circulaire de la cha de douanes et du co merce en Danemarc, bâtimens de l'état de date de Copenhague, l

(Publication officielle faite

Til Efterretning og Jagttagels

1. Da det er Hans Majestæt Konge at Collegiet skal, ved indeværer lægge allerunderdanigst Indber hvormange Varer, der i Lobe fortoldede til Forblivelse i L derne, med fuldkommen Noia, af Toldbogerne og, inden Udga 1833, indsende Beretning deron Orden.

Forsaavidt der af deslige Va sendelse til fremmed Sted, vil Qvantiteten.

und welch
der Auswan-
Landesherrn
bitten.
Zukunft in
zum Kriegs-
des Auswan-
Convention
nsehung der
beschränkt

Handzeichen

riksberg.
und Zwei

Carisius.

énérale
e con-
nt les
. En
1832.
e).

gende:
ste Villie,
ing, ned-
vilke og
e blevne
Toldste-
ige dette
Maaned
habetisk

eet For-
bemærke

2. Ifolge Meddelelse fra det Kongelige Departemen
de udenlandske Sager, har det under 14de f. M. be
Hans Majestæt Kongen allernaadigst at approbe
Skibe fra Kirkestaten skulle i de Kongelige S
Havne behandles som Landets egne, saalæng
lignende Behandling tilstaaes danske Skibe i d
velige Havne.

Overeensstemmende hermed vilde Toldstedet
iagttage, at alle, i Kirkestaten beviisligen hje
hørende, Skibe og Ladninger i dem blive, ved An
sten til Kongerigets Toldsteder, at behandle lige
indenlandske Skibe og Varer i disse.

General-Toldkammer- og Commerce-Collegium, den
August 1832.

Lowzow. Schleyer. Kirstein. v. Schmidt-Phise
Lehmann. Thonning. Malling. Wedel. Ga
Jensen.

4.

Déclaration sur l'abolition réci que du droit de détraction entre royaumes de Danemarc et de W temberg. En date du 16 Octobre 1

(Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung de
zugsrechts zwischen den gesammten Königlich Däni
und den gesammten Königlich Würtembergischen
den. Copenhagen, 1832).

Seine Majestät der König von Dänemark
Sich mit Seiner Majestät dem Könige von Würten
in Betracht der Beschwerden, welche mit dem
von den um- und wegziehenden Landes-Eingeses
auch in Erbschafts- und andern Fällen, gefor
Abzugs- oder Abschoss-Gelde verknüpft sind,
vereinigt, dieses Abzugs- oder Abschoss-Recht nun
zwischen den gesammten Königlich Dänischen L
einer, und den gesammten Königlich Würtemberg
Landen (so wie solches bereits, zu Folge des 18te
tikels der deutschen Bundesacte vom 8ten Juni
und des Beschlusses der deutschen Bundesversam
vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogtl

1832 Holstein und Lauenburg geschehe
lich abzustellen und aufzuheben.

Demnach soll von den Köni
thanen, welche aus den gesam
schen Landen, nach ihrem gegen
tigen Umfange, mit ihren Güter
sammten Königlich Würtembergisch
gegenwärtigen oder zukünftigen
wollen, oder in diesen Erbschaften
Schenkungen von Todeswegen zu
ebenso auch von Königlich Würten
nen, welche aus den gesammten Kö
schen Landen, nach ihrem gegenwä
gen Umfange, mit ihren Gütern, künf
Königlich Dänischen Lande, nach i
oder zukünftigen Umfange, überziel
diesen Erbschaften, Vermächtnisse,
von Todeswegen zu erheben habe
Nachsteuer, Zehent- oder Abzugs-Ge
ner Benennung gefordert, noch eing

Unter dieser wechselseitigen Aufl
beiderseits nicht begriffen alle diejeni
ten, oder Vermächtnissen zu entri
welche, ohne Rücksicht darauf, ob da
im Lande bleibt, oder nicht, von
Fremden, gleichmässig zu erlegen sin

Die vorstehend bestimmte Freiz
sowohl auf denjenigen Abschoss und
fahrts-Geld, welche in die Königliche
würden, als auf denjenigen Abschoss
Abfahrts-Geld erstrecken, welche sons
herrschaften, Corporationen, Commü
chen Stiftungen zufallen möchten.

Gegenwärtige im Namen Seiner
nigs von Dänemark und Seiner Ma
von Würtemberg gleichlautend ausgef
soll von dem Tage der gegenseitigen A
sogleich Kraft und Wirksamkeit, in Be
Vermögen, wovon weder der Abzug
noch die Exportation schon erfolgt ist
in den beiderseitigen Landen öffentlich
werden.

Zu welchem Ende auf Seiner Maje
von Dänemark allergnädigsten Befehl,

unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel, ausgest worden ist.

So geschehen zu Copenhagen, den 16ten Oc ber 1832.

(L. S. / R.) KRABBE-CARISIUS.

(L'échange des Déclarations respectives a eu li le 14 Décembre 1832.)

5.

Convention sur l'abolition récipr que du droit de détraction entre Royaume de Danemarc et le Duc d'Anhalt-Dessau. Signée à Cope hague, le 12 Novembre 1832.

(Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des A zugsrechts zwischen den Königlich Dänischen und d Herzoglich Anhalt-Dessau'schen Landen. Copenhag 1832).

Wir Frederik der Sechste, von Gottes G den König zu Dänemark, der Wenden und Goth Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Ditm schen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Th kund und bekennen hierdurch, dass zwischen Unse und der Herzoglich Anhalt-Dessauischen Regierung f gender Freizügigkeits-Vertrag eingegangen und abgeschl sen ist:

Art. 1. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus Un rem Königreiche Dänemark und Unserem Herzogth Schleswig in die Herzoglich Anhalt-Dessauischen Lan oder aus diesen in Unser Königreich Dänemark u Unser Herzogthum Schleswig soll (so wie solches reits, zufolge des 18ten Artikels der Deutschen B desacte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 18 in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenb bestimmt ist) irgend ein Abschoss (gabella haeredita oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werd es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, o Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Sch kung, oder auf andere Art ergeben.

1832 Art. 2. Diese Freizügigkeit soll si
denjenigen Abschoss und auf dasjenig
welches in die Landesherrlichen Kassen
als auf dasjenige Abschoss- und dasjen
erstrecken, welches etwa in die Kas
Märkte, Kämmereyen, Stifter, Klöster, G
trimonial-Gerichte und Corporationen fli

Die Gutsbesitzer in Unserm Königr
und Unserm Herzogthum Schleswig, so
zoglich Anhalt-Dessauischen Landen, w
gleich allen Privatberechtigten in den ge
der gegenwärtigen Vereinbarung untergeo
fen bei Exportationen in die gegenseitige
Lande weder Abschoss- noch Abfahrtsgel
nehmen.

Unter dieser wechselseitigen Aufhel
derseitig nicht begriffen alle diejenigen Al
ohne Rücksicht darauf, ob das Object
Lande bleibt oder nicht, von Einheimisc
den gleichmässig zu erlegen sind.

Art. 3. Die Bestimmungen der vors
kel 1 und 2 sollen sich auf alle jetzt pe
alle künftige Fälle erstrechen.

Art. 4. Die in den obigen Artikeln 1
stimmte Freizügigkeit soll sich nur auf
beziehen. Es bleiben demnach, dieser
ungeachtet, diejenigen Dänischen und A
schen Gesetze in ihrer Kraft bestehen,
son des Auswandernden, seine persönl
seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste
welche jeden Unterthan bei Strafe auff
Auswanderung um die Bewilligung dersel
desherrn, der vorgeschriebenen Ordnung g

In dieser Hinsicht soll auch für die
ser Materie der Gesetze über die Pflic
dienst und über die persönlichen Pflicht
dernden keine der beiden, die gegenwär
abgeschlossen habenden Regierungen, in A
setzgebung, in den respectiven Landen bes

Urkundlich unter Unserm Königlich
und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben in Unserer Königlichen Re
penhagen, den 12ten November 1832.

Frederik R. L. S. Kn

6.

Déclaration sur l'abolition récipro que du droit de détraction entre le royaumes de Danemarc et de Bavièr En date de Copenhague, le 4 Décem bre 1832.

(Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung des A zugsrechts zwischen den Königlich Dänischen Land und dem Königreiche Baiern. Copenhagen, 1832.)

Seine Majestät, der König von Dänemark, hab Sich mit Seiner Majestät, dem Könige von Bayern, Betracht der Beschwernisse, welche mit dem bisher v den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen, au in Erbschafts- und anderen Fällen, geforderten Abzug oder Abschoss-Gelde verknüpft sind, dahin vereini dieses Abzugs- oder Abschoss-Recht nunmehr zwisch den gesammten Königlich Dänischen Landen einersei und dem Königreiche Bayern (so wie solches berei zu Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesac vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der deu schen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817, Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenbu geschehen) andererseits, gänzlich abzustellen und au zuheben.

Demnach soll von keinem künftigen Vermöge Uebergang aus den gesammten Königlich Dänisch Landen in das Königreich Bayern, gleichwie aus dies in die gesammten Königlich Dänischen Lande, — s cher Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Au wanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Sche kung oder auf andere Art ergeben, — so wie auch v den Königlich Bayerischen Unterthanen, welche in d gesammten Königlich Dänischen Landen künftig Er schaften zu erheben haben, und solche in das Köni reich Bayern ziehen und transportiren, und gengensei ebenso bei Vermögens-Ausgang aus dem Königrei Bayern in die Königlich Dänischen Staaten, kein A Abschoss-, Nachsteuer-, Zehnt- oder Abzugs-Geld, u ter irgend einer Benennung, gefordert noch beigetrieb werden.

1833 que ce Pacha affecte dans ce moment-ci de
tahia, on entend dire comme une chose ce
avancent, en se répandant aux environs, et
auprès de lui les troupes qui étaient restées
Ministre, notre ami, conviendra donc sans
quand on considère la conduite d'Ibrahim Pach
trop les assurances en simples paroles donné
gations.

Mais la Sublime Porte qui a agi dans tou
la plus grande franchise, a pris sur elle de d
conseils énergiques à Méhémed Ali Pacha, ni
cha. Entr'autres conseils, Son Altesse le Cai
dernièrement à Ibrahim Pacha, pour l'engage
rière, en lui faisant sentir que tant qu'il est d
surtout tant qu'il reste à Kutahia, nous ne pou
tout-à-fait en sûreté. Mais Ibrahim Pacha n
traite, et ne dit rien de rassurant dans sa ré
quoi Son Altesse le Calmacan a écrit de nou
chas, il y a quelques jours, dans l'objet qu'Ib
ment Kutahia pour s'en retourner, et que l'on
sorders qui ont eu lieu dans les environs. On

Si Ibrahim Pacha prolonge son séjour à
d'agir de la manière qu'il agit à présent,
excusable de ne pas mettre une véritable confi
rances en paroles données, soit par lui, soit p

Les deux Ambassades sont donc priées d'
cha, d'une manière analogue aux circonstanc
parvenir leurs lettres, après s'être concertées
Employé envoyé exprès, ainsi que le projet en
rement.

Inclosure 2 in No. 1.

Mr. Mandeville to Ibrahim

(Extract.) Therapia, F

The Sublime Porte having represented
danger to which they are exposed by the
army in the neighbourhood of this capital, an
me to use my best endeavours to engage yo
an end to their well-founded apprehensions,
army from Kutaya, I consider it my duty to ac

Under these circumstances I cannot too
your Highness the necessity of retiring with t
command from Kutaya, since by persisting in
sent position, and by a non-compliance with
Sublime Porte, you endanger the tranquillit
the neighbourhood of the capital, and raise
of the Turkish Ministers, of the sincerity o
concurring with His Highness Mehemet Ali
submission to his Sovereign.

No. 2.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*Recei ved April* 1, 1833.)

My Lord, Therapia, March 7, 1833.

I have the honour to inclose to your Lordship a translatio of the answer to the letter which, at the request of the Sublim Porte, I addressed to Ibrahim Pasha on the 23rd February.

In this letter his Highness accounts for his advance from Kon to Kutaya, as being the consequence of the instructions which I had received from his father Mehemet Ali. Upon his arrival i this city, he received an order from his father not to advanc and there he has remained; and whether he advances or retir from the position which he at present occupies, his conduct wi be regulated by the Pasha of Egypt's will and pleasure. In th meantime he has been written to on this subject, and an answ will soon come, and whatever may be the orders which it contain he will not long delay the execution of them.

When I yielded to the repeated request of the Reis Effen of writing to Ibrahim Pasha, I never anticipated that I should ha a more satisfactory answer than the one which I have now rece ved, and my repugnance to accede to his Excellency's desire h been justified by the little success of the undertaking.

I have, etc.

Viscount Palmerston, G. C. B. etc. etc. etc. (Signed) J. H. Mandeville.

Inclosure in No. 2.

Ibrahim Pasha to Mr. Mandeville, dated 10 *Schewal,* 1248. — (*March* 1, 1833.)

Très-estimable, très-bien aimé et bienveillant Ami!

J'ai pris connaissance du contenu de la lettre amicale que vo m'avez écrite le 3 Schewal (23 Février) pour me dire de me r tirer, loin d'avancer.

Mon armée était encore à Konia lorsqu'un Aide-de-Cam Russe y arriva de la part de M. l'Envoyé de Russie, et me de ne pas avancer. Ma réponse fut, que d'après les devoirs q ma commission m'imposait, je ne pouvais m'arrêter sans en av reçu l'ordre.

Arrivé à Kutahia, j'y ai reçu de la part de mon père l'ord de ne pas avancer. Pour obéir à ses ordres je me suis arrêté su le-champ, et j'en ai donné l'avis tant à la Sublime Porte qu' Chargé d'Affaires de France, M. le Baron de Varenne.

Voilà Monsieur, ce qui en est, et soit que j'avance, soit q je me retire, je ne puis agir que conformément à la volonté mon père, aux ordres duquel ma conduite est, comme vous l'ignorez pas, toujours assujettie.

D'ailleurs, on a écrit sur ce point à mon père, et sa répon ne peut pas tarder d'arriver. Quant au soupçon qu'on a que marcherai en avant, ce que j'ai dit plus haut doit le faire cess

1833 J'attendrai les ordres de mon père et quand
les mettrai à exécution sans perte de tems.
En vous informant de tout ce que j'ai
écrite, je saisis cette occasion pour demande

No. 3.

Mr. Mandeville to Viscount Palm
ceived April 8, 1833

(Extract.) Therapia

The Reis Effendi proposed that the Fr
I should try again to prevail upon Ibrahim I
his army from Kutaya. I told his Excellenc
was impossible: that Ibrahim Pasha had refu
the request that we had addressed to him, up
that I for one would not expose myself to an

No. 4.

Mr. Mandeville to Viscount Palm
ceived May 2, 1833)

(Extract). Therapia

The late intelligence from Alexandria, of
terms proposed by the Sultan to Mehemed Al
rations to renew hostilities if his proposals we
his Highness, has caused the Sublime Porte
Effendi to confer with the Representatives of
wers, in order to ascertain from them their
respect to the best means of averting the dan
with ruin this empire.

I accordingly, on the 27th instant, waite
fendi, who said he had called me to him, as
Representatives of France and Russia, to
with the state of the question between Mehem
as it at present stands, for the purpose of ob
counsel and opinions, upon the measures whi
cessary for the Porte to adopt under their try

I replied, that I too well knew how ina
dinary matters, to give advice to the Subli
less at this juncture could I presume to offer
Excellency; but if he was desirous of having
upon any particular question, and did me the
me, in this as in all things, I should be alwa
with his wishes; that I had felt the deepest
cessful issue of the arrangement which his
French Ambassador had entered into for the fi
dispute between the Sublime Porte and the I
at learning the exorbitant demands of terri
Ali had made, and which consisted, as I w

Syria, the towns of Damascus and Aleppo, of the Pashalics of Adana and Itcheli, and the ports of Selefkeh and Alaya. His Excellency assured me that it was true, and that he did not ask the government of these provinces as a favour granted by a sovereign to a subject, but that he had told the Amedgi, upon his departure from Alexandria, that if what he had asked was not immediately made over to him, he had directed his son Ibrahim, into whose hands he had put the negotiations, to march his army upon Constantinople, and that he would obtain it by force of arms; „And now," addressing himself to me, his Excellency said, "I beg of you to tell me what measure you think will be most advisable to adopt in the present situation of affairs."

I had considerable hesitation in giving an answer upon so momentous a subject, and I assured his Excellency, that I should have the greatest reluctance in complying with his desire, if I thought that the conduct which the Porte would pursue, could be regulated at all by my opinion; but before I expressed it I wished to have it clearly explained to me whether Mehemet Ali sought to obtain possession of these Governments in perpetuity, or upon the same terms as is held the command of the different provinces in Turkey by the Governors named to them by the Sultan. The answer was, upon the same conditions as those granted to other pashas; then I said, that since his Excellency insisted upon my giving my sentiments, they were these: that as long as resistance could be made with any chance of success, I would be the last person to counsel submission to the demands of Mehemet Ali, and the Sublime Porte were alone able to judge if the means which they possessed were sufficient to stop any further advance of the Egyptian army; if this were not the case it seemed to me that hard as would be the necessity of yielding to these demands, the evil, great as it is, would be less than that of making this country the seat of a long and sanguinary struggle, and of risking the existence of the capital. But were they reduced to these cruel extremities? was there no middle measure capable of preventing these calamities, that had occurred to his Excellency's enlightened mind?

The Reis Effendi after a short pause said, „I think, although I am not authorised to declare it to you, that the Sublime Porte would make a great sacrifice for peace and tranquillity, and would give to Mehemet Ali a considerable part of the country which he requires; for instance were we to add to the concessions which we have already granted, the Governments of Aleppo and Damascus, but not Adana and Itcheli, and the ports; these we never can give up; and were these propositions supported by the French Ambassador, and by you, we think that Ibrahim Pasha, into whose hands the negotiations have been placed by his father, would hardly venture to refuse the acceptance of them; I therefore request of you to go with this proposal to the French Ambassador, to confer with his Excellency and to take the affair into your hands; I do not ask either his Excellency or you to go to Ibrahim Pasha, but it appears to me that he ought to make no difficulty to send the late Chargé d'Affaires, Monsieur de Varenne, who, in presenting this final offer, should back it with such language explanatory of

1833 the feelings of England and France with r
no will prevail upon Ibrahim to conclude
these terms, and I will ask permission of th
the Amedgi and Prince Vogoridi to take hi
solution upon the subject."

I agreed to this proposal and promised
yours should not be wanting to induce Ad
sent to it.

Upon my return to Therapia the followi
French Ambassador, and laid before his Ex
proposals of the Reis Effendi. He told me
by surprise, and that he had been prepared
was very ready to adopt them; that he sho
ous M. Vogoridi and the Amedgi upon thi
we could prepare our letters to Ibrahim P
renne should set out immediately for the head
tian army.

On the 29th the Amedgi and Prince V
French Ambassador at Therapia, and it wa
de Varenne should accompany the Amedgi t
the head-quarters of Ibrahim Pasha were, wi
port the negotiations which the Turkish Plen
rised to enter into with Ibrahim Pasha, and
Highness could never expect the acquiescen
vernment to the cession of the Pashalics of A
the ports of Selefkeh and Alaya, and that i
peace upon the conditions now offered to hi
mely, the cession of the Government off all
of Damascus and Aleppo, would highly offe
France.

M. de Varenne has also been furnished
to Ibrahim Pasha, in which I acquaint his Hig
is the bearer of the Hatti Scheriff, or gran
Syria; that M. de Varenne has been inst
Ambassador to point out to his Highness, t
incur by irritating the French Government by
peace upon these terms, and that with res
Government, their sentiments are too well k
to leave any doubt with him of the sensatio
would cause in the minds of His Majesty's I
urged a prompt acceptance of these conditio
most advantageous to his interests and to th
have the honour to inclose to your Lordship

The Amedgi and M. de Varenne left
30th. They went by water to Mondania,
are to proceed together to Ibrahim's head-
gence from them may be expected about the 5t

Inclosure in No. 4

Mr. Mandeville to Ibrahi

General, Therap

The Sublime Porte has informed me, t

been authorised to conclude the negotiations which Halil Pasha charged with at Alexandria, to put an end to the hostilities which l too long carried desolation into the heart of the Ottoman Em

The Sultan has deigned to concede to His Highness Mehe Ali, the government of the whole of Syria, with the town Aleppo and Damascus; and the Amedgi Reschid Bey is to be bearer of this grant to your Highness.

Baron de Varenne, late French Chargé d'Affaires, has l commissioned by the French Ambassador to accompany the Ame and to represent to your Highness the danger which you will cur from irritating the French Government, were you to refus conclude peace upon the terms which are now offered to you.

With respect to Great Britain, the sentiments of His M sty's Government are by this time too well known to His Hig Mehemet Ali, to leave any doubt in his mind of the sensa which such a refusal would cause to the British Government, of the consequences which would inevitably ensue from it.

In counselling, therefore, your Highness to a prompt ac tance of the honourable and advantageous conditions which l been granted to you, I am urging you to adopt a measure most salutary to your interests, and to those of His Highness Pasha of Egypt.

I avail myself, etc.

(Signed) J. H. MANDEVILL

IBRAHIM PASHA.
etc. etc. etc.

No. 5.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*l ceived May* 4, 1833.)

(Extract). Therapia, April 14, 183

I told Admiral Roussin that I had already written to Ibra as he knew, for the purpose of inducing him to accede to terms which the Amedgi was the bearer of from the Porte, that more would be superfluous on my part; and with respec any guarantee from Great Britain to the concession of Syri Mehemet Ali, according to my knowledge of the sentiment His Majesty's Government, there never could be a question of

Soon after the arrival of M. de Varenne's letters, I rece an application from the Reis Effendi to write again to Ibra Pasha, to urge him to conclude the negotiation with the Ame and, that no further difficulty should remain in the way of its mination, I should be authorised to say to His Highness, that Porte would consent to add Adana to the Government of S which had been already granted.

It was evident by this proposal, that the object of the l Effendi was to have my support for the concession of Adana, w I always opposed; and the Porte having already made up t mind to the sacrifice of this territory, it was clear that it was asked for, of me, to countenance the transaction. I there begged leave to decline acceding to his Excellency's request, u the ground of the uselessness of the measure.

1833

No. 6.

Mr. Mandeville to Viscount Paln
ceived May 4, 1833

(Extract). The

M. de Varenne has informed me that
Ibrahim Pasha for an answer to the letter
bearer, from me to His Highnes, he told him,
answer that I can give or you can carry to

No. 7.

Mr. Mandeville to Viscount Paln
ceived May 4, 1833

(Extract). Therapi

The inclosed list, which is annually publi
confirmation of the Governments of the Ott
different persons on whom they are bestowed
at the Porte.

Inclosure in No. 7.

General List of the Pashas of the (
the 24 Zilkadé, 1248. April

Les Eyalets (Grand-Gouvernements) de
d'Adana; ainsi que les Sandjacks (districts), d
de Castamouni, de Boli, de Tchermen, de Ham
Karasi, d'Angora, de Kiangari, de Laroukhan
roum, de Nighdé, de Beyshehri, de Kir-Sh
Codja-ili et de Sagkla, étant placés sous la
des Fermes de l'Empire, et le Sandjack de
à l'administration Impériale des métaux et d
la direction de la Monnaie, il n'y a pas e
fonctions supérieures dans ces provinces.

Eyalets.	*Nom*
Abyssinie avec le Sandjack de Djidda et le Chéikhul-Naremlik (administration des fonds pieux affectés à l'entretien du Temple) de la Mecque	Ibrahim Pa
Séraskier des troupes régulières et Gouverneur-Général de Constantinople	Méhémed firmé.
Archipel et Capitan Pacha	Tahir Pach
Conseiller Militaire du Palais	Fevzi Ahm

*) Il est entendu que sa réintégration a ét

Eyalets.	*Noms des Pachas.*
Directeur-Général de l'Artillerie	Halil Rifat Pacha, confirmé.
Roumélie et Garde des Défilés.	Houssein Pacha, confirmé.
Damas avec la charge de conduire les Pélérins à la Mecque.	Halil Rifat Pacha, nommé.
Bagdad	Ali Riza Pacha, confirmé.
Chehrezor (dans le Curdistan)	Méhémed Pacha, ci-devant G verneur de Bassora, nom
Bassora, annexé au Pachalic de Bagdad	Ali Riza Pacha, nommé.
Egypte	Méhémed Ali Pacha, confirm
Alep	Méhémed Ali Pacha nommé.
Bosnie	Mahmoud Hamdi Pacha, confi
Safad, Seyde, et Beyrout	Méhémed Ali Pacha, confirm
Tripoli de Syrie	Méhémed Ali Pacha, confirm
Erzeroum	Essad Pacha, confirmé.
Silistrie	Méhémed Pacha, confirmé.
Crête, avec le Commandement Militaire de la forteresse de Candie	Méhémed Ali Pacha, confirm
Trébizonde	Osman Pacha, confirmé.
Caramanie	Hadji Ali Pacha, confirmé.
Diarbekir, avec le Gouvernement de Rikka et la direction des Mines Impériales	Ishak Pacha, confirmé.
Marrash (Mouhassil) Fermier-Général	Suleyman Pacha, confirmé.
Tchilder, avec l'adjonction du Gouvernement de Kars	Idjareli Ahmed Pacha, confi
Van, avec le Commandement Militaire de la Forteresse de ce nom et l'adjonction du Gouvernement d'Erzeroum	Essad Pacha, confirmé.
Moussoul	Yahia Pacha, confirmé.
Alger	(Laissé en blanc.)
Tunis.	Ahmed Fethi Pacha, Général Division de la Garde, confi
Tripoli de Barbarie.	Méhémed Pacha, Général de vision de la Ligne.
Jérusalem, Naplouse	Méhémed Ali Pacha, confirm
Vidin et Nicopolis avec le Commandement Militaire de Vidin	Izzet Méhémed Pacha, Nn Grand Vizir, confirmé.
Tricala	Moustafa Nouri Pacha, confi
Yanina, avec l'adjonction des districts de Delvino et d'Avlonia	Emin Pacha, confirmé.
Scutari d'Albanie, avec les districts d'Ilbessan et d'Ochri	Ali Namick Pacha, confirmé.

*) Cette concession a été faite par Halil Pacha. Acre compris dans ce Pachalic.

1833 *Eyalets.*	*Noms des Pashas.*
Semendria, avec le Commandement Militaire de Belgrade	Vedjihi Pacha, confirmé.
Cara-Hissar Sahip, avec le district de Menteche	Hadji Osman Pacha, nommé.
Bigah, avec le Commandement des Dardanelles	Salik Pacha.
Salonique et Cavala	Omer Pacha, confirmé.
Césarée	Osman Nouri Pacha, nommé.
Zekké	Osman Hairi Pacha, nommé
Uskub	Seyd Méhémed Yechar P confirmé.
Kustendil, avec l'adjonction de Ducahiah et le Commandement Militaire de Nich	Salik Pacha, confirmé.
Perzerin	Mahmoud Pacha, confirm
Kelis en Bosnie	Mahmoud Hamdi Pacha,
Isvornik	Idem.
Hersek	Istolidjeli Ali Pacha,
La Canée et Retimo, avec le Commandement Militaire de ces Forteresses	Méhémed Ali Pacha
Ak-Shekr	V. Caramanie.
Alaya	Halil Rifaat Pach Général de l'Art
Itchil	Youssouf Pacha,
Guennish en Caramanie	V. Trébizonde,

No. 8.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerstc ved May 28, 1833).

(Extract). Ther

I have the honour to inform your Lordst yesterday graciously conceded the administr of Adana to Ibrahim Pasha, by appointing hi lector of the revenues of the Crown, of that ditional value has been given to this favour, sent to Ibraïm one of the officers of the D and brother to the Minister of the Interior the communication of this concession.

---

*) Réintégration faite par Halil Pacha

8.

Ordonnance du gouvernement danois concernant les malfaiteurs et vagabonds exilés du royaume de Hanovre. En date du 27 Juin 1833.

(Verfügung, betreffend das Verfahren bei der Annahme der aus dem Königr. Hannover verwiesenen Verbrecher und Landstreicher und bei dem Transport derartiger Personen aus dem hiesigen Lande über die Hannoversche Gränze. Glückstadt, 1833).

Namens Sr. Königlichen Majestät.

Unter Beziehung auf die Circulair-Verfügung vom 6ten December 1814, das Verfahren bei der Annahme der aus dem Königreich Hannover verwiesenen Verbrecher und Landstreicher und bei dem Transport derartiger Personen aus dem hiesigen Lande über die Hannöversche Gränze betreffend, wird hierdurch Folgendes festgesetzt:

1. Es sollen Personen, deren Transport in das hiesige Land beabsichtigt wird, von den diesseitigen Grenzbehörden nur dann angenommen werden, wenn durch beigebrachte glaubhafte Nachweisungen, wohin ganz besonders die schriftliche Erklärung der diesseitigen Obrigkeit des Bestimmungsorts über die unweigerliche Annahme gehört, in Gewissheit gesetzt worden ist, dass die zurückzuführende Person das Recht habe, ihren Aufenthalt in dem hiesigen Lande zu nehmen.

2. Personen, welche, um nach einem auswärtigen Staate zu gelangen, aus dem Königreich Hannover durch das hiesige Herzogthum geführt werden sollen, sind von den diesseitigen Gränzbehörden nur dann anzunehmen und weiter zu schaffen, wenn auf gleiche Weise feststehet, dass sie in dem Staate, wohin sie bestimmt sind, ihre Heimath haben, oder ihre Annahme nicht verweigert werden wird.

3. Bei entstehenden Zweifeln über die Annahme der zurückzuführenden Personen hat die diesseitige Gränzbehörde, welcher eine Ablieferung geschehen soll, unverzüglich an das Holsteinisch-Lauenburgische Obergericht Bericht zu erstatten und bis nach erfolgter Ver-

1833 haltungs-Vorschrift die Annahme der abzuliefernden Person abzulehnen.

4. Dagegen wird allen diesseitigen Behörden zur Pflicht gemacht, in den Fällen, wenn von hieraus Verbrecher und Landstreicher in das Königreich Hannover oder in solche Länder, wohin der kürzeste Weg durch die Hannöverschen Lande führt, transportirt werden sollen, solche nicht eher abführen zu lassen, als bis die Heimath dieser Personen, oder dass sie von einer auswärtigen Behörde unweigerlich werden angenommen werden, durch Correspondenz mit der betreffenden auswärtigen Behörde, oder durch glaubhafte Papiere, welche der zu verweisende bey sich führt, oder auf eine sonstige Weise, in Gewissheit gestellt worden ist.

5. Die vorstehenden Bestimmungen finden auf solche Personen, welchen nur leichte polizeyliche Vergehun gen oder Mängel im Passe zur Last fallen, die jed nicht verdächtig, noch weniger aber der öffentli Sicherheit gefährlich sind, keine Anwendung. Personen sind vielmehr mit einem auf den zur kehr nach der Heimath, oder doch zur Räum hiesigen Lande nöthigen Zeitraume beschränkt fortzuschaffen.

Urkundlich unterm vorgedruckten Köni siegel. Gegeben im Königlichen Holsteinisch gischen Obergericht zu Glückstadt den 27ster

(L. S. / R.) Levsen. J. G.

9.

Ordonnance royale donné le 27 Juillet 1833, relative sion du pavillon t

(Publication officielle imprimée ?

Nous, Charles-Jean, par la grâc Suède, de Norwège, de Gothie et d savoir que, puisqu'il nous a été r mens suédois ne paient dans le p de lest (de tonnage) qu'à l'égal

que désormais ils n'y sont plus tenus à payer l'augmentation de 25 pour cent en frais de lamanage, comme autrefois, ce qui fait qu'ils sont favorisés à l'égal des navires du pays; nous ordonnons, par conséquent, et en considérant les autres avantages dont jouissent les bâtimens suédois dans les autres ports de la Belgique, que les bâtimens du susdit pays, ainsi que leurs cargaisons, ne seront désormais, en arrivant dans les parages ou les ports de Suède, assujétis à d'autres droits, de nature quelconque, que ceux que paient les navires et chargemens suédois. Ce que nous ordonnons à tous à qui il appartient. Sur ce, nous avons, etc. 1833

Au château de Stockholm, le 27 juillet 1833.

Signé: Charles-Jean.

10.

Convention entre la Prusse et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les relations réciproques de jurisdiction. En date de Berlin, le 23 Décembre 1833.

(Gesetz-Sammlung für die Königlich Preussischen Staaten. Jahrg. 1834. Nro. 43).

Zwischen der Königlich-Preussischen und Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Regierung ist zur Beförderung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft getroffen worden:

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die Gerichte beider Staaten leisten sich gegenseitig alle diejenige Rechtshülfe, welche sie den Gerichten des Inlandes, nach dessen Gesetzen und Gerichtsverfassung, nicht verweigern dürfen, inwiefern das gegenwärtige Abkommen nicht besondere Einschränkungen feststellt.

Art. 2. Die Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse wird gegenseitig anerkannt, dafern diese nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens von einem beiderseits als kompetent aner-

1833 kannten Gerichte gesprochen worden sind, und nach den Gesetzen des Staats, von dessen Gericht sie gefällt worden, die Rechtskraft bereits beschritten haben.

Solche Erkenntnisse werden an dem in dem andern Staate befindlichen Vermögen des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt.

Art. 3. Ein von einem zuständigen Gerichte gefälltes rechtskräftiges Erkenntniss begründet vor den Gerichten des andern Staates die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

II. Besondere Bestimmungen.

1) *Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.*

Art. 4. Keinem Unterthanen ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des anderen Staates, dem er als Unterthan und Staatsbürger nicht angehört, zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts, um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenn nisses statt zu geben, vielmehr wird jedes von ei solchen Gerichte gesprochene Erkenntniss in dem ren Staate als ungültig betrachtet.

Art. 5. Beide Staaten erkennen den Grund dass der Kläger dem Gerichtsstande des Bekla folgen habe; es wird daher das Urtheil der Gerichtsstelle nicht nur, sofern dasselbe den B sondern auch sofern es den Kläger, z. B. rück der Erstattung von Gerichtskosten, betrifft, in deren Staate als rechtsgültig anerkannt und v

Art. 6. Für die Widerklage ist die Geri des über die Vorklage zuständigen Richters dafern nur jene mit dieser im rechtlichen hange steht, und sonst nach den Lande Vorbeklagten zulässig ist.

Art. 7. Die Provokationsklagen (ex l oder ex lege si condendat) werden erhob persönlich zuständigen Gerichte der Provo da, wohin die Klage in der Hauptsache

ist; es wird daher die von diesem Gerichte, besonders 1833
im Falle des Ungehorsams, rechtskräftig ausgesprochene Sentenz vor der Obrigkeit des Provozirten als vollstreckbar anerkannt.

Art. 8. Der persönliche Gerichtsstand, welcher entweder durch den Wohnsitz in einem Staate, oder bei denen, die einen eignen Wohnsitz noch nicht genommen haben, durch die Herkunft in dem Gerichtsstande der Eltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagsachen dergestalt anerkannt, dass der Unterthan des einen Staates von den Unterthanen des andern nur vor seinem persönlichen Richter belangt werden darf. Es müssten denn bei jenen persönlichen Klagsachen neben dem persönlichen Gerichtsstande noch die besonderen Gerichtsstände des Kontraktes oder der geführten Verwaltung konkurriren, welchen Falls die persönliche Klage auch vor diesen Gerichtsständen erhoben werden kann.

Art. 9. Die Absicht, einen beständigen Wohnsitz an einem Orte nehmen zu wollen, kann sowohl ausdrücklich, als durch Handlungen, geäussert werden.

Das Letztere geschieht, wenn Jemand an einem gewissen Orte ein Amt, welches seine beständige Gegenwart daselbst erfordert, übernimmt, Handel oder Gewerbe daselbst zu treiben anfängt, oder sich daselbst Alles, was zu einer eingerichteten Wirthschaft gehört, anschafft. Die Absicht muss aber nicht bloss in Beziehung auf den Staat, sondern selbst auf den Ort, wo der Wohnsitz genommen werden soll, bestimmt geäussert seyn.

Art. 10. Wenn Jemand, sowohl in dem einen als in dem anderen Staate, seinen Wohnsitz in dem landesgesetzlichen Sinne genommen hat; so hängt die Wahl des Gerichtsstandes vom Kläger ab.

Art. 11. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand des noch in seiner Gewalt befindlichen Kindes, ohne Rücksicht auf den Ort, wo dasselbe geboren worden, oder wo das Kind sich nur eine Zeit lang aufhält.

Art. 12. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Ge-

richtsstand des Kindes, so lange dasselbe noch keinen eigenen ordentlichen Wohnsitz rechtlich begründet hat.

Art. 13. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt, so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

Art. 14. Diejenigen, welche in dem einen oder dem andern Staate, ohne dessen Bürger zu seyn, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerks-Anstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnortes belangt werden können.

Art. 15. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute, soll den Wohnsitz des Pächters im Staate begründen.

Art. 16. Ausnahmsweise sollen Studirende und Dienstboten auch in demjenigen Staate, wo sie sich in dieser Eigenschaft aufhalten, während dieser Zeit nor einen persönlichen Gerichtsstand haben, hier aber, viel ihren persönlichen Zustand und die davon ab genden Rechte betrifft, ohne Ausnahme nach der setzen ihres Wohnortes und ordentlichen Gerich des beurtheilt werden.

Art. 17. Erben werden wegen persönlich bindlichkeiten ihres Erblassers vor dessen Geric so lange belangt, als die Erbschaft ganz oder noch dort vorhanden, oder, wenn der Erbe sind, noch nicht getheilt ist.

Art. 18. Im Konkurse wird der per richtsstand des Schuldners auch als Allgem richt anerkannt, ausgenommen wenn der g des Vermögens bei dessen Bestimmung c Vermögensmasse aufzunehmende Inventari zum Grunde zu legen ist, in dem ande befindet, wo alsdann dem letztern unt 22. enthaltenen Beschränkung das Rech nen Gantgerichts zugestanden wird.

Art. 19. Aktivforderungen werde schied, ob sie hypothekarisch sind od

hen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Gemeinschuldners. 1833

Art. 20. Einem Partikularkonkurse wird nicht Statt gegeben, ausgenommen, wenn ein gesetzlich begründetes Separationsrecht geltend gemacht wird, namentlich wenn der Gemeinschuldner in dem andern Staate, wo er seinen Wohnsitz nicht hatte, eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes dergleichen Etablissement, welches als ein eigenes Ganzes, einen besonderen Inbegriff von Rechten und Verbindlichkeiten des Gemeinschuldners bildet, besitzt, welchen Falls zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung dieses Etablissements besonders kreditirt haben, ein Partikularkonkurs eröffnet werden darf.

Art. 21. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem Allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, oder, wenn sie bereits klagbar gemacht worden, dort weiter zu verfolgen. Das ausserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird, nach vorgängiger Veräusserung der Grundstücke und Effekten, durch den Richter der gelegenen Sache dem Gantgerichte abgeliefert.

Art. 22. Dingliche Rechte werden nach den Gesetzen des Orts der belegenen Sache beurtheilt und geordnet; über die Rangordnung rein persönlicher Ansprüche und deren Verhältnisse zu den dinglichen Rechten entscheiden die am Orte des Gantgerichts geltenden Gesetze, und es findet kein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern, als solchen, statt. Damit insbesondere bei der Eigenthümlichkeit der Peussischen Hypothekenverfassung die auf den im Preussischen Gebiete gelegenen Grundstücken eingetragenen Gläubiger in ihren Rechten keinen Schaden leiden, hat es in Rücksicht ihrer bei der Absonderung und Vertheilung der Immobiliarmasse nach den Vorschriften der Allgemeinen Gerichtsordnung Theil I. Titel 50. §§. 489—522. sein Bewenden.

Art. 23. Alle Realklagen, desgleichen alle possessorische Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae, müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in dessen Bezirk sich die Sache befindet — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten — erhoben werden, vor-

1833 behältlich dessen, was auf den Fall des Konkurses bestimmt ist.

Art. 24. In dem Gerichtsstande der Sache können keine blos (rein) persönliche Klagen angestellt werden.

Art. 25. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks, oder aus Handlungen fliesst, die er in der Eigenschaft als Gutsbesitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein solcher Grundbesitzer

1) die mit seinem Pachter, oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen oder
2) die zum Besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse, oder gelieferten Materialien und Arbeiten, zu vergüten sich weigert, oder
3) die Patrimonial-Gerichtsbarkeit, oder ein ähnliches Befugniss missbraucht, oder
4) seine Nachbarn im Besitz stört,
5) sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechts berühmt, oder
6) wenn er das Grundstück ganz, oder zum Theil veräussert, und den Kontrakt nicht erfüllt, oder schuldige Gewähr nicht leistet,

so muss derselbe in allen diesen Fällen bei dem richtsstande der Sache Recht nehmen, wenn seine ner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nic langen will.

Art. 26 Eben so begründet ausnahmsweise der Besitz eines Lehn-Gutes, oder die gesammte daran, zugleich einen persönlichen Gerichtsstand

Art. 27. Erbschaftsklagen werden da, wo schaft sich befindet, erhoben und zwar dergest wenn die Erbschaftsstücke zum Theil in dem e Theil in dem andern Staatsgebiete sich befi Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, sicht, wo der grösste Theil der Erbschaft befinden mag.

Doch werden alle bewegliche Erbschaf gesehen, als befänden sie sich an dem W Erblassers.

Aktivforderungen werden ohne Unters hypothekarisch sind oder nicht, den bewe beigezählt.

Art. 28. Ein Arrest darf in dem einen Staate und 1833
nach den Gesetzen desselben, gegen den Bürger des anderen Staates ausgebracht und verfügt werden, unter der Bedingung jedoch, dass entweder auch die Hauptsache dorthin gehöre, oder dass sich eine wirkliche gegenwärtige Gefahr auf Seiten des Gläubigers nachweisen lasse. Ist in dem Staate, in welchem der Arrest verhangen worden, ein Gerichtsstand für die Hauptsache nicht begründet; so ist diese nach vorläufiger Regulirung des Arrestes an den zuständigen Richter des anderen Staates zu verweisen. Was dieser rechtskräftig erkennt, unterliegt der allgemeinen Bestimmung im Art. 2.

Art. 29. Der Gerichtsstand des Kontraktes, vor welchem eben sowohl auf Erfüllung, als wie auf Aufhebung des Kontraktes geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Kontrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichtsbezirke sich anwesend befindet, in welchem der Kontrakt geschlossen worden ist, oder in Erfüllung gehen soll.

Dieses ist besonders auf die, auf öffentlichen Märkten geschlossenen Kontrakte, auf Viehhandel und dergleichen anwendbar.

Art. 30. Die Klausel in einer Wechselverschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechselgerichts, in dessen Gerichtszwang er zu der Verfallzeit anzutreffen sey, unterworfen hat, wird als gültig, das hiernach eintretende Gericht, welches die Vorladung bewirkt hat, für zuständig, mithin dessen Erkenntniss für vollstreckbar an den in dem anderen Staate belegenen Gütern anerkannt.

Art. 31. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, muss er auch auf die aus einer solchen Administration angestellten Klagen sich einlassen, es müsste denn die Administration bereits völlig beendigt und dem Verwalter über die gelegte Rechnung quittirt seyn. Wenn daher ein aus der quittirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert, oder eine ertheilte Quittung angefochten wird, so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

Art. 32. Jede echte Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einen schon anhängigen Prozess einmischt, sie sey principal oder

rung des Wohnsitzes o
gestört oder aufgehoben

Die Rechtshängigke
durch Insinuation der L
Klage für begründet erka

2) *In Hinsicht der Geri*
gen Re

Art. 34. Alle Rechts
auf den Todesfall werden,
rücksichtlich ihrer Form be
Orts beurtheilt, wo sie ein

Wenn nach der Verfas
dern Staates die Gültigkeit
der Aufnahme von einer
selben abhängt, so hat es a

Art. 35. Verträge, we
dinglichen Rechtes auf unbe
haben, richten sich lediglich
tes, wo die Sachen liegen.

3) *In Rücksicht der*

Art. 36. Verbrecher un
Strafgesetzen werden, so we
Artikel Ausnahmen bestimmen
dem sie angehören, zur Unter
diesen Gesetzen gerichtet. D
Kontumazialverfahren des ande
statt.

mals nach der Wahl des Wald-Eigenthümers in Forst- 1833
Arbeit verwandelt werden können. Für Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen der kompetenten Forst- und Polizeibeamten des Ortes des begangenen Frevels die volle gesetzliche, zur Verurtheilung des Beschuldigten hinreichende, Beweiskraft von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, wenn dieser Beamte, der übrigens keinen Denunzianten-Antheil an den Strafgeldern und keine Pfandgelder zu geniessen hat, nach Massgabe des Königlich-Preussischen Gesetzes vom 7ten Juni 1821., vor Gericht auf die wahrheitmässige, treue und gewissenhafte Angabe seiner Wahrnehmung und Kenntniss eidlich verpflichtet worden ist.

Art. 37. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat, und daselbst ergriffen und abgeurtheilt worden ist, so wird, wenn der Verbrecher vor der Strafverbüssung sich in seinen Heimathsstaat zurückbegeben hat, oder vor der Aburtheilung gegen juratorische Kaution entlassen worden ist, von diesem das Erkenntniss des ausländischen Gerichts, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urtheiles, sowohl an der Person, als an den im Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, dass die Handlung, wegen deren die Strafe, erkannt worden, auch nach den Gesetzen des requirirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen erscheint, und nicht zu den blos polizei-finanzgesetzlichen Uebertretungen gehört, von welchen der nächstfolgende Artikel handelt. Im Falle einer eigenmächtigen Flucht des Verbrechers, vor der Aburtheilung, soll es dem untersuchenden Gerichte nur frei stehen, unter Mittheilung der Akten bei dem Gerichte des Wohnortes auf Fortsetzung der Untersuchung und Bestrafung nach Art. 36. anzutragen. In solchen Fällen, wo der Verbrecher nicht vermögend ist, die Kosten der Strafvollstreckung zu tragen, hat das requirirende solche zu ersetzen.

Art. 38. Hat ein Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher

1833 Abgaben-Gesetze, Polizeivorschriften u
und welche demnach von diesem Staate
straft werden könnten, so soll auf vo
sition zwar nicht zwangsweise der Unt
Gericht des andern Staates gestellt, dems
selbst zu stellen verstattet werden, dam
die Anschuldigungen vertheidigen und g
chem Falle zulässige Kontumazial-Ver
könne.

Doch soll, wenn bei Uebertretung
Gesetzes des einen Staates dem Unterth
Waaren in Beschlag genommen worden
urtheilung, sey es im Wege des Kontu
rens oder sonst insofern eintreten, als s
die in Beschlag genommenen Gegenständ

Art. 39. Der zuständige Strafrichter
die aus dem Verbrechen entsprungenen P
mit erkennen, wenn wegen derselben
digten adhärirt worden ist.

Art 40. Unterthanen des einen
wegen Verbrechen oder anderer Ueberti
terland verlassen und in den andern St
tet haben, ohne daselbst zu Unterthan
worden zu seyn, werden nach vorgäng
gegen Erstattung der Kosten, und zwa
Unvermögenheit der Inquisiten oder s
suchungskosten niedergeschlagen werde
der baaren Auslagen, z. B. für Atzu
Porto und Kopialien, ausgeliefert.

Art. 41. Solche, eines Verbrech
Uebertretung verdächtige Individuen, w
einen noch des anderen Staates Unterth
den, wenn sie Strafgesetze des einen d
ten verletzt zu haben beschuldigt sind,
welchem die Uebertretung verübt wurd
gige Requisition, gegen Erstattung de
diese im vorigen Artikel bestimmt ist,
sey denn, dass der Staat, welchem e
angehört, auf die vorher von dem requi
Anzeige der Verhaftung, jene Uebertret
mirt, und ihre Auslieferung zur eigene
Antrag bringt.

Art. 42. In denselben Fällen, wo
berechtigt ist, die Auslieferung eines B

fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem an dern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Art. 43. In Kriminalfällen, wo die persönlich Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchun nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen de einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern zur Ablegung des Zeugnisses, zur Konfrontation ode Rekognition, gegen vollständige Vergütung der Reise kosten und der Versäumniss, nie verweigert werden Auch in solchen Fällen, wo die Zeugen vor dem re quirirten Gerichte abgehört werden, hat das requiri rende Gericht die Entschädigung der Zeugen zu bezah len. Uebrigens verbleibt es bei dem, wegen der ge genseitigen Kostenvergütung unter dem 8ten Mai 1819 mit der Herzoglich-Sachsen-Gotha- und Altenburgische Regierung getroffenen Uebereinkommen.

Art. 44. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden soll, so hat im einzelnen Falle die Behörde welcher sie obliegt, weder vorgängige reversales de ob servando reciproco zu erfordern, noch, dafern sie nur eine Provinzialbehörde ist, in der Regel erst die be sondere Genehmigung der ihr vorgesetzten Ministerial behörde einzuholen, es sey denn, dass im einzelnen Falle die Anwendung des Abkommens noch Zweifel zuliesse, oder sonst ganz eigenthümliche Bedenken her vorträten. Unterbehörden bleiben aber unter allen Um ständen verpflichtet, keinen Menschen ausser Lande verabfolgen zu lassen, bevor sie nicht zu dieser Aus lieferung die Autorisation der ihnen unmittelbar vorge setzten Behörde eingeholt haben.

Art. 45. Sämmtliche vorstehende Bestimmungen gel ten nicht in Beziehung auf die Königlich-Preussischen Rheinprovinzen. Rücksichtlich dieser hat es bei der Verordnung vom 2ten Mai 1823. sein Bewenden.

Art. 46. Die Dauer dieses Abkommens wird auf zwölf Jahre, vom 1sten Januar 1834. an gerechnet, fest gesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Auf kündigung von der einen oder der andern Seite, so ist es stillschweigend als auf noch zwölf Jahre weiter ver längert, anzusehen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Kö nigs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs

von Sachsen-Koburg-Gotha zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 23sten Dezember 1833.

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) Ancillon.

11.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. En date de Berlin, le 1 Mai 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staat 1834. Nro 13).

Nachdem die Königlich-Preussische Staatsregier und die Fürstlich-Reussische Regierung zu Gera ü eingekommen sind, wirksamere Maassregeln zur hütung der Forst- und Jagdfrevel gegenseitig zu t so erklären dieselben Folgendes:

I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich sische als die Fürstlich Reussische Regierung, d und Waldfrevel, welche ihre Unterthanen in d dungen und Jagdrevieren des andern Gebiets v ben möchten, sobald sie davon Kenntniss er denselben Gesetzen zu untersuchen und z nach welchen sie untersucht und bestraft w den, wenn sie in inländischen Forsten und begangen worden wären.

II. Von den beiderseitigen Behörden s ckung der Frevler alle mögliche Hülfe gel und namentlich wird gestattet, dass die Sp durch die Förster und Waldwärter etc. Stunde Entfernung von der Grenze verf wenn die auf der Verfolgung eines W frevlers begriffenen Förster oder Waldv

suchung in dem jenseitigen Gebiete vorzunehmen für 1834
nöthig finden, sie solches an den Orten, wo der Sitz einer Gerichts-Obrigkeit ist, bei dieser, an anderen Orten aber dem Bürgermeister oder Ortsschultheissen anzuzeigen haben, von welchen alsdann unverzüglich und zwar im letzteren Falle, mit Zuziehung eines Gerichtsschöppen, die Haussuchung im Beiseyn des Requirenten vorgenommen werden dürfe.

III. Bei diesen Haussuchungen muss der Ortsvorstand sogleich ein Protokoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thalern für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Wenn der Ortsvorsteher nicht im Stande seyn sollte, das Protokoll gehörig aufzunehmen, und kein Forst-Offiziant daselbst befindlich ist, so hat der Ortsvorsteher die betreffenden Umstände doch so genau zu untersuchen und zu beobachten, dass er nöthigen Falls ein genügendes Zeugniss darüber ablegen könne, weshalb er auch eine sofortige mündliche Anzeige bei der vorgesetzten Behörde zu machen hat. Auch kann der Angeber verlangen, dass, wenn in dem Orte, worin die Haussuchung vorgenommen werden soll, ein Förster, Holzwärter, Holzvogt etc. wohnhaft oder gerade anwesend ist, ein solcher Offiziant zugezogen werde.

IV. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich-Preussischen Staaten und in den Fürstlich-Reussischen Landen jüngerer Linie wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forst- und Jagdfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich seyn wird.

V. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa stattgehabten Gerichtskosten, soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntniss stattgefunden hat, und nur der Betrag des Schaden-Ersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

VI. Für die Konstatirung eines Frevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Ge-

biete des andern verübt worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen, welche von den kompetenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den offiziellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

VII. Es wird in der Regel nicht erforderlich seyn, die denunzirenden Forstbedienten in den ausländischen Gerichten zur Bestätigung ihrer Anzeigen erscheinen zu lassen, sondern das requirirende Gericht wird in den mehrsten Fällen bloss die Rüge nebst Beschreibung des Pfandes und den übrigen Beweismitteln, dem requirirenden Gerichte mitzutheilen haben.

VIII. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Ihrer Durchlauchten der regierenden Fürsten Reuss jüngerer Linie, zweimal gleichlautend ausgefertigte Konvention soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, am 1ten Mai 1834.

(L. S.)

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen gelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Uebereinkunft wird, nachdem si gen ein übereinstimmendes Exemplar der Fürstlich-J Plauischen der jüngeren Linie gemeinschaftlichen rung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur chen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 28sten Juni 1834.

Ancillon.

12.

Publication d'une convention conclue entre la Prusse et la Saxe royale concernant les biens féodaux et allodiaux dans les territoires ci-devant saxons cedés à la Prusse. En date de Dresde, du 12 Mai 1834.

(Sammlung der Gesetze und Verordnungen für das Königreich Sachsen. Jahrg. 1834. Stück 15).

Bekanntmachung,

die Uebereinkunft zwischen der Königl. Sächsischen und Königl. Preussischen Regierung, wegen der durch die Landesabtretung an Preussen betroffenen, in Zinsen, Diensten oder andern Rechten bestehenden Zugehörungen der Lehn- und Allodialgüter betreffend;

vom 12 Mai 1834.

Im Verfolg des zwischen Sachsen und Preussen abgeschlossenen Staatsvertrags vom 18. Mai 1815. und der Hauptconvention vom 28. August 1819. (Gesetzsammlung vom Jahre 1819. S. 237. ff.) sind zeither die zu preussisch gewordenen Lehngütern als Pertinenzien gehörigen Parcellen oder Beigüter, welche sächsisch verblieben sind, wie sächsische Lehne und die zu sächsisch gebliebenen Lehngütern als Pertinenzien gehörigen Parcellen oder Beigüter, welche preussisch geworden sind, wie preussische Lehne angesehen worden. Hierbei hat es nun auch für die Folge sein Bewenden.

Dagegen ist im Uebrigen zwischen der Königlich Sächsischen und der Königl. Preussischen Regierung, gegen Ende vorigen Jahres folgende Vereinbarung getroffen worden:

I. Zinsen und Dienste, welche einem im Verfolg der angeführten Staatsverträge an Preussen gelangten oder Sächsisch verbliebenen Lehngute von Grundstücken oder Unterthanen des andern Landestheils zu leisten sind, sollen nicht wie besondere Lehne und nicht als der Lehnsherrlichkeit desjenigen Landesherrn unterworfen betrachtet werden, unter den die Grundstücke oder

Personen gehören, von welchen jene Zinsen oder Dienste zu leisten sind.

II. Der nur gedachte Grundsatz soll auch ausgedehnt werden:

1) auf andere Rechte, welche zu einem dies- oder jenseitigen Gute gehören und in dem andern Gebiete ausgeübt werden, (vergl. die Hauptconvention vom 28. August 1819. Art. II. §. 13—19.) jedoch
   a) unbeschadet der besonderen, etwas Andres feststellenden Bestimmungen in der Hauptconvention, z. B. in Ansehung der Gerichtsbarkeit, Art. II. §. 11. und
   b) mit der Beschränkung, dass
      α) Processe über jene Rechte (§. I und II. sub. 1.) nur bei den Gerichten des Gebiets der Pflichtigen geführt werden und auch nur von diesen Gerichten die Execution gegen die Pflichtigen geschehen darf,
      β) bei der Subhastation eines Guts, wozu Rechte der fraglichen Art gehören, die etwa nöthige Taxation solcher Rechte von den unter α. erwähnten Gerichten geschehe,
2) auf die zu Allodialgütern gehörigen Rechte der dachten Art in dem andern Gebiete.

III. Nicht zu erstrecken aber ist diese Vereinig auf selbstständige, nicht zu einem Gute gehörige Re welche in beiden Gebieten ausgeübt werden, z. B das einer Corporation oder einzelnen Berechtigten, Rücksicht auf ein Gut zustehende Recht, Zinsen i rern Dörfern, von welchen einige preussisch ge andere sächsisch verblieben sind, zu erheben.

Auf Sr. Königl. Majestät und Sr. des Prin regenten Königl. Hoheit Befehl wird Vorsteher mit zur Nachachtung bekannt gemacht.

Dresden, den 12. Mai 1834.

Die Ministerien der Justiz und des Inn

VON KÖNNERITZ VON CARLOWIZ

F

13.

Convention entre la Prusse et la Bavière concernant la correspondance des autorités judiciaires respectives. En date de Berlin, le 17 Mai 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1834. Nro 12.)

Nachdem die Königlich-Preussische Regierung mit der Königlich-Bayerischen Regierung übereingekommen ist, zur Erleichterung und Sicherung der Rechtspflege das Verfahren bei Korrespondenz der beiderseitigen Gerichtsbehörden zweckgemäss festzustellen; erklärt das Königlich-Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten hiermit Folgendes:

Art. 1. Was die Beförderungs-Mittel der beiderseitigen gerichtlichen Korrespondenz anbelangt, so verbleibt es für die Rheinprovinzen beider Staaten vor der Hand bei den betreffenden Bestimmungen der in dieser Beziehung unterm $\frac{4}{30}$ Oktober 1819. getroffenen Uebereinkunft.

Für die übrigen Provinzen ist bei jeder Korrespondenz eine gegenseitig unmittelbare Kommunikation der beiderseitigen Gerichtsbehörden zulässig.

Art. 2. Bei allen Requisitionen, welche bloss die Insinuation von Ladungen und Verfügungen betreffen, sollen gegenseitig keine baaren Auslagen und sonstige Kosten berechnet, Requisitionen dieser Art vielmehr unbedingt kostenfrei befördert und erledigt werden. Es bleibt jedem Staate überlassen, ob und welche Kosten er von seinen Unterthanen für Bewirkung der Insinuation einziehen will.

Art. 3. Bei anderen Requisitionen findet gegenseitig Einziehung sämmtlicher erwachsenen Kosten Statt, wenn und inwiefern

a) in Untersuchungssachen der Angeschuldigte zur Zahlung von Kosten rechtskräftig verurtheilt worden und vermögend ist;

b) in den übrigen gerichtlichen Angelegenheiten der Extrahent der Requisition zur Zahlung von Kosten vermögend und gesetzlich verpflichtet ist.

1834 Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Königlich-Bayerischen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 12ten Juni 1834.

Ancillon.

14.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen sur l'accélération de l'exercise réciproque de l'administration de la justice. En date de Berlin, le 5 Juillet 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1834. Nro 17).

Zwischen dem Königlich-Preussischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten zu Berlin und der Fürstlich-Reussischen Regierung zu Gera ist zu Beförderung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft getroffen worden.

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die Gerichte beider Staaten leisten sich gegenseitig alle diejenige Rechtshülfe, welche sie den Gerichten des Inlandes, nach dessen Gesetzen und Gerichtsverfassung, nicht verweigern dürfen, inwiefern da gegenwärtige Abkommen nicht besondere Einschränku gen feststellt.

Art. 2. Die Vollstreckbarkeit der richterlichen kenntnisse wird gegenseitig anerkannt, dafern di nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen kommens von einem beiderseits als kompetent kannten Gerichte gesprochen worden sind, und den Gesetzen des Staats, von dessen Gericht sie worden, die Rechtskraft bereits beschritten habe

Solche Erkenntnisse werden an dem in de dern Staate befindlichen Vermögen des Sachfällig weigerlich vollstreckt.

Art. 3. Ein von einem zuständigen Geri

1833 men haben, durch die Herkunft in dem Gerichtsstande der Eltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagsachen dergestalt anerkannt, dass der Unterthan des einen Staates von den Unterthanen des andern nur vor seinem persönlichen Richter belangt werden darf. Es müssten denn bei jenen persönlichen Klagsachen neben dem persönlichen Gerichtsstande noch die besonderen Gerichtsstände des Kontraktes oder der geführten Verwaltung konkurriren, welchen Falls die persönliche Klage auch vor diesen Gerichtsständen erhoben werden kann.

Art. 9. Die Absicht, einen beständigen Wohnsitz an einem Orte nehmen zu wollen, kann sowohl ausdrücklich, als durch Handlungen, geäussert werden.

Das Letztere geschieht, wenn Jemand an einem gewissen Orte ein Amt, welches seine beständige Gegenwart daselbst erfordert, übernimmt, Handel oder Gewerbe daselbst zu treiben anfängt, oder sich daselbst Alles, was zu einer eingerichteten Wirthschaft gehört, anschafft. Die Absicht muss aber nicht bloss in Beziehung auf den Staat, sondern selbst auf den Ort, wo der Wohnsitz genommen werden soll, bestimmt geäussert seyn.

Art. 10. Wenn Jemand, sowohl in dem einen als in dem anderen Staate, seinen Wohnsitz in dem landesgesetzlichen Sinne genommen hat; so hängt die Wahl des Gerichtsstandes vom Kläger ab.

Art. 11. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand des noch in seiner Gewalt befindlichen Kindes, ohne Rücksicht auf den Ort, wo dasselbe geboren worden, oder wo das Kind sich nur eine Zeit lang aufhält.

Art. 12. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Gerichtsstand des Kindes, so lange dasselbe noch keinen eigenen ordentlichen Wohnsitz rechtlich begründet hat.

Art. 13. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt, so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gle che Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande d Mutter.

Art. 14. Diejenigen, welche in dem einen od

dem andern Staate, ohne dessen Bürger zu seyn, eine 1833
abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerks-Anstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnortes belangt werden können.

Art. 15. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute, soll den Wohnsitz des Pächters im Staate begründen.

Art. 16. Ausnahmsweise sollen Studirende und Dienstboten auch in demjenigen Staate, wo sie sich in dieser Eigenschaft aufhalten, während dieser Zeit noch einen persönlichen Gerichtsstand haben, hier aber, so viel ihren persönlichen Zustand und die davon abhangenden Rechte betrifft, ohne Ausnahme nach den Gesetzen ihres Wohnortes und ordentlichen Gerichtsstandes beurtheilt werden.

Art. 17. Erben werden wegen persönlicher Verbindlichkeiten ihres Erblassers vor dessen Gerichtsstande so lange belangt, als die Erbschaft ganz oder theilweise noch dort vorhanden, oder, wenn der Erben mehrere sind, noch nicht getheilt ist.

Art. 18. Im Konkurse wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als Allgemeines Gantgericht anerkannt, ausgenommen wenn der grössere Theil des Vermögens bei dessen Bestimmung das über die Vermögensmasse aufzunehmende Inventarium und Taxe zum Grunde zu legen ist, in dem andern Staate sich befindet, wo alsdann dem letztern unter der im Art. 22. enthaltenen Beschränkung das Recht des Allgemeinen Gantgerichts zugestanden wird.

Art. 19. Aktivforderungen werden, ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Gemeinschuldners.

Art. 20. Einem Partikularkonkurse wird nicht Statt gegeben, ausgenommen, wenn ein gesetzlich begründetes Separationsrecht geltend gemacht wird, namentlich wenn der Gemeinschuldner in dem andern Staate, wo er seinen Wohnsitz nicht hatte, eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes derglei-

1834 chen Etablissement, welches als ein eigenes Ganzes, einen besonderen Inbegriff von Rechten und Verbindlichkeiten des Gemeinschuldners bildet, besitzt, welchen Falls zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung dieses Etablissements besonders kreditirt haben, ein Partikularkonkurs eröffnet werden darf.

Art. 21. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem Allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, oder, wenn sie bereits klagbar gemacht worden, dort weiter zu verfolgen. Das ausserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird, nach vorgängiger Veräusserung der Grundstücke und Effekten, durch den Richter der gelegenen Sache dem Gantgerichte abgeliefert.

Art. 22. Dingliche Rechte werden nach den Gesetzen des Orts der belegenen Sache beurtheilt und geordnet; über die Rangordnung rein persönlicher Ansprüche und deren Verhältnisse zu den dinglichen Rechten entscheiden die am Orte des Gantgerichts geltenden Gesetze, und es findet kein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern, als solchen, statt. Damit insbesondere bei der Eigenthümlichkeit der Peussischen Hypothekenverfassung die auf den im Preussischen Gebiete gelegenen Grundstücken eingetragenen Gläubiger in ihren Rechten keinen Schaden leiden, hat es in Rücksicht ihrer bei der Absonderung und Vertheilung der Immobiliarmasse nach den Vorschriften der Allgemeinen Gerichtsordnung Theil I. Titel 50. §§. 489—522. sein Bewenden.

Art. 23. Alle Realklagen, desgleichen alle possessorische Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae, müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in dessen Bezirk sich die Sache befindet — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten — erhoben werden, vorbehältlich dessen, was auf den Fall des Konkurses bestimmt ist.

Art. 24. In dem Gerichtsstande der Sache können keine blos (rein) persönliche Klagen angestellt werden.

Art. 25. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks, oder

Handlungen fliesst, die er in der Eigenschaft als Gutsbesitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein solcher Grundbesitzer 1834

1) die mit seinem Pachter, oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen oder
2) die zum Besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse, oder gelieferten Materialien und Arbeiten, zu vergüten sich weigert, oder
3) die Patrimonial-Gerichtsbarkeit, oder ein ähnliches Befugniss missbraucht, oder
4) seine Nachbarn im Besitz stört,
5) sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechts berühmt, oder
6) wenn er das Grundstück ganz, oder zum Theil veräussert, und den Kontrakt nicht erfüllt, oder die schuldige Gewähr nicht leistet,

so muss derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. 26 Eben so begründet ausnahmsweise auch der Besitz eines Lehn-Gutes, oder die gesammte Hand daran, zugleich einen persönlichen Gerichtsstand.

Art. 27. Erbschaftsklagen werden da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben und zwar dergestalt, dass, wenn die Erbschaftsstücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Staatsgebiete sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, ohne Rücksicht, wo der grösste Theil der Erbschaftssachen sich befinden mag.

Doch werden alle bewegliche Erbschaftsstücke angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

Aktivforderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, den beweglichen Sachen beigezählt.

Art. 28. Ein Arrest darf in dem einen Staate und nach den Gesetzen desselben, gegen den Bürger des anderen Staates ausgebracht und verfügt werden, unter der Bedingung jedoch, dass entweder auch die Hauptsache dorthin gehöre, oder dass sich eine wirkliche gegenwärtige Gefahr auf Seiten des Gläubigers nachweisen

dann seine Anwendung, v
der Ladung in dem Geric
findet, in welchem der I
ist, oder in Erfüllung gehe

Dieses ist besonders a
ten geschlossenen Kontrakt
gleichen anwendbar.

Art. 30. Die Klausel
bung, wodurch sich der S
eines jeden Wechselgericht
er zu der Verfallzeit anzutr
wird als gültig, das hiernac
ches die Vorladung bewirkt
dessen Erkenntniss für vol
anderen Staate belegenen Gü

Art. 31. Bei dem Geric
Jemand fremdes Gut oder
oder verwaltet hat, muss er
solchen Administration angest
sen, es müsste denn die Ad
beendigt und dem Verwalter ü
quittirt seyn. Wenn daher ei
nung verbliebener Rückstand g
theilte Quittung angefochten wi
bei dem vormaligen Gerichtssta
waltung geschehen.

Art. 32. Jede echte Interv
besonders zu

Art. 33. Sobald vor irgend einem in den bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstände eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dass die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte. 1834

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagsachen wird durch Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2) *In Hinsicht der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.*

Art. 34. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind.

Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme von einer bestimmten Behörde in demselben abhängt, so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. 35. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechtes auf unbewegliche Sachen zum Zweck haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Ortes, wo die Sachen liegen.

3) *In Rücksicht der Strafgerichtsbarkeit.*

Art. 36. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, so weit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen bestimmen, von dem einen Staate dem sie angehören, zur Untersuchung gezogen und nach dessen Gesetzen gerichtet. Daher findet denn auch ein Kontumazialverfahren des andern Staates gegen sie nicht statt.

Rücksichtlich der Forst- und Jagdfrevel in den Grenzwaldungen hat es bei dem Abkommen vom 4ten Dezember 1821. und 26sten November 1824. sein Bewenden; in solchen Fällen jedoch, wo der Holzdieb nicht vermögend ist, die Geld-Strafe ganz oder theilweise zu erlegen, und wo Gefängnissstrafe eintritt, soll letztere niemals nach der Wahl des Waldeigenthümers in Forstarbeit verwandelt werden können.

den Strafgeldern und
hat, nach Maassgabe des
vom 7ten Juni 1821.,
mässige, treue und gew
nehmung und Kenntniss

Art. 37. Wenn de
in dem Gebiete des ande
teren verübten Vergehens
zur Untersuchung gezoge
Strafe jedoch in seinen H
so finden folgende Bestim

a) Ist diese Rückkehr des
fassung des rechtskräfti
wird letzteres auf vorgä
lung von dem Heimathsa
als an den in dem Staa
des Verurtheilten vollzo
Handlung, wegen deren
auch nach den Gesetzen
Vergehen oder Verbreche
zu den polizei- oder Fin
gen gehört, von welchen
handelt.

b) Ist die Rückkehr des Ang
rechtskräftigen Entscheidu
dem untersuchenden Gericl
lung der Akten bei dem
Verbrechers auf Fortsetzu
Bestrafung

pönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher 1834
Abgaben-Gesetze, Polizeivorschriften und dergleichen, und welche demnach von diesem Staate auch nicht bestraft werden könnten, so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchem Falle zulässige Kontumazial-Verfahren wahren könne.

Doch soll, wenn bei Uebertretung eines Abgaben-Gesetzes des einen Staates dem Unterthan des andern Waaren in Beschlag genommen worden sind, die Verurtheilung, sey es im Wege des Kontumazial-Verfahrens oder sonst insofern eintreten, als sie sich nur auf die in Beschlag genommenen Gegenstände beschränkt.

Uebrigens soll durch gegenwärtige Uebereinkunft den Bestimmungen des Zoll-Kartels, welches am 11ten Mai 1833. zwischen Preussen, Kurhessen und dem Grossherzogthum Hessen, ferner Bayern und Würtemberg, sodane Sachsen einerseits, und den zu dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten andererseits abgeschlossen worden ist, nichts an Kraft entzogen seyn, es vielmehr bei diesen Bestimmungen durchgehends bewenden.

Art. 39. Der zuständige Strafrichter darf auch über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privat-Ansprüche mit erkennen, wenn wegen derselben von dem Beschädigten adhärirt worden ist.

Art. 40. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderen Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu seyn, werden nach vorgängiger Requisition, gegen Erstattung aller baaren Auslagen, ingleichen sämmtlicher nach der, bei dem requirirten Gerichte üblichen, Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren aus dem Vermögen des reklamirten Delinquenten, wenn solches dazu hinreicht, ausgeliefert.

Hat aber der Delinquent kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts weg und es werden nur die baaren Auslagen, welche durch die Verhaftnehmung und Unterhaltung des Delinquenten bis zur erfolgten Abholung desselben veranlasst worden sind, vergütet.

[illegible], gegen
diese im vorigen Artikel
sey denn, dass der Staa
angehört, auf die vorher
Anzeige der Verhaftung,
mirt, und ihre Auslieferu
Antrag bringt.

Art. 42. In denselber
berechtigt ist, die Ausliefe
fordern, ist er auch verbu
dern Staate angebotene Aus

Art. 43. In Krimina
Gegenwart der Zeugen an
nothwendig ist, soll die St
einen Staates vor das Unter
zur Ablegung des Zeugnisse
Rekognition, gegen vollstän
kosten und der Versäumniss
Auch in solchen Fällen, wo
quirirten Gerichte abgehört
rende Gericht die Entschädigun

Bei Gestellung der Zeuge
richt hat die requirirte Behör
rende Vergütungssumme zu
bei erfolgter wirklicher Sistir
bühren sofort an diese zu ve
deswegen eines Vorschusses be
rirte Gericht zwar die Auslag
es sollen selbige jedoch vom re
erhaltene Benachrichtigung ung
werden.

Art. 44 [illegible]

und Kurkosten, Lagerstroh, Wäsche und nothdürftige Bekleidungsgegenstände darunter begriffen sind), Transport und Bewachung der Gefangenen, so wie für Kopialien zu berechnen und zu erstatten haben; wogegen alle andere Kosten für Protokollirung, Ausfertigung und Mittheilungen, so wie für die an die Gerichts-Besitzer oder an das Gericht und die Kassen sonst zu entrichtenden Sporteln bei Requisitionen gegenseitig nicht in Anspruch zu nehmen sind. 1834

Art. 45. Zu Entscheidung der Frage, ob der Delinquent hinreichendes eigenes Vermögen zu Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht, soll in den beiderseitigen Landen nichts weiter, als das Zeugniss derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher der Delinquent seine wesentliche Wohnung hat. Sollte er diese in einem dritten Lande gehabt haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden seyn, so wird es so angesehen, als ob er kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

Art. 46. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden soll, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, weder vorgängige reversales de observando reciproco zu erfordern, noch, dafern sie nur eine Provinzialbehörde ist, in der Regel erst die besondere Genehmigung der ihr vorgesetzten Ministerialbehörde einzuholen, es sey denn, dass im einzelnen Falle die Anwendung des Abkommens noch Zweifel zuliesse, oder sonst ganz eigenthümliche Bedenken hervorträten. Unterbehörden bleiben aber unter allen Umständen verpflichtet, keinen Menschen ausser Landes verabfolgen zu lassen, bevor sie nicht zu dieser Auslieferung die Autorisation der ihnen unmittelbar vorgesetzten Behörde eingeholt haben.

Art. 47. Sämmtliche vorstehende Bestimmungen gelten nicht in Beziehung auf die Königlich-Preussischen Rheinprovinzen. Rücksichtlich dieser hat es bei der Königlich-Preussischen Verordnung vom 2ten Mai 1823. sein Bewenden.

Art. 48. Die Dauer dieses Abkommens wird auf 12 Jahre, vom 1ten September 1834. an gerechnet, festgesetzt.

Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Aufkündi-

...gefertigte, Er
genseitiger Auswechslun
den beiderseitigen Lande
gemacht werden.

So geschehen Berlin

Königlich-Preussisches M

gele

A

Vorstehende Erkläru
eine übereinstimmende Erl
Plauenschen der jüngeren
gierung ausgewechselt wor
lichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 4ten Aug

Anc

1

Décret de la Diè
fusant aux Puissa
droit de s'immisce
res intérieures de
germanique. En d
le 18 Septen

(v. Meyer's Staatsakten für (
Recht des deutschen Bundes.
Theil

Deutschlands errichtet worden ist (Art. 1. der Bundes- 1834
Akte), —

dass durch die Einverleibung des Bundesvertrags in die Kongress-Akte den fremden Mächten, welche die Kongress-Akte mit unterzeichnet haben, weder ein Recht, die Aufrechthaltung der in der deutschen Bundes-Akte sanktionirten Grundsätze zu beaufsichtigen, eingeräumt, noch eine Verpflichtung, die Unabhängigkeit der einzelnen Glieder des deutschen Bundes zu beschützen, übertragen worden, —

dass vielmehr daraus für gedachte Mächte die Verbindlichkeit, sich vermöge der vertragsmässigen Grundverfassung des Bundes jeder Einmischung in dessen innere Angelegenheiten zu enthalten, hervorgegangen ist, —

dass es dagegen der eigentliche Zweck des deutschen Bundes ist, die innere und äussere Sicherheit Deutchlands, und die Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten selbst zu erhalten (Art. 2 der Bundes-Akte);

in fernerer Erwägung,

dass der Bundesversammlung das Recht zusteht, die Grundgesetze des Bundes abzufassen und abzuändern (Art. 6),

und dass die Bundesglieder unter sich über diejenigen Fälle übereingekommen sind, in welchen die Bundesversammlung durch Stimmenmehrheit und Stimmeneinhelligkeit gültige Beschlüsse zu fassen berechtigt ist (Art. 7.), —

dass ferner die organische Einrichtung des Bundes, in Rücksicht auf seine militairischen, inneren und auswärtigen Angelegenheiten, ausdrücklich der Bundesversammlung zugewiesen ist (Art. 10), —

dass alle Mitglieder des Bundes in der Bundes-Akte (ohne irgendwo und irgendwie die Garantie fremder Mächte in Anspruch zu nehmen) versprochen haben, sowohl ganz Deutschland, als jeden einzelnen Bundesstaat gegen Angriff in Schutz zu nehmen und sich gegenseitig ihre sämmtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen zu garantiren (Art. 11.), —

in Erwägung endlich,

dass Deutschland mittelst der Bundesverfassung ein eigner, durch sich selbst entstandener, für innere und äussere Zwecke so vollständig gebildeter und so fest begründeter politischer Körper geworden ist, dass es

Französischen ... dem
und jener des Königlich
tigten Ministers v. 18. Ju
mischung in seine inner
Anforderung von Rechte
welche, wenn sie, dem
gress-Akte zuwider, zug
Verhältniss des Bundes ve
keit gefährden, und dem
und Zwecken seiner Stifte
keit gegen das Ausland geb

Diesemnach beschliesst

1) Dass der deutsche B
Noten des Königlich-Franzö
Grossbritannischen Ministers
d. J. aufgestellten Theorien,
desakte im direkten Wider
verwahre; dass derselbe den
unterzeichnern der Kongress-A
heiten niemals Rechte zugestel
dem Wortlaute des Bundesver
dem Inhalte der Kongress-Akte
Gliedern des deutschen Bundes
zustehen; dass der wahre Sch
zelnen Bundesstaaten gegen Ve
gigkeit in der ausschliessend n
dern gegenseitig übernommenen
begriffenen Besitzungen liege,
der ruhigen und konsequenten
bildung seiner Gesetzgebung nac
deszwecke, und

für die Fälle, wenn wider Vermuthen von Seiten frem- 1834
der Mächte sich ähnliche Einschreitungen in die inneren Angelegenheiten des Bundes oder eine Bestreitung der Competenz der Bundesversammlung erneuern sollten; und es werden sonach Noten solchen Inhalts diesen Grundsätzen gemäss behandelt werden, ohne sich in weitere Erklärungen einzulassen.

3) In der durch das Präsidium zu bewirkenden Mittheilung von Abschriften dieses Beschlusses an die Gesandtschaften von Frankreich und Grossbritannien, werden die bevollmächtigten Minister genannter Höfe die Beantwortung ihrer Noten v. 30. Juni und vom 18ten Juli d. J. finden.

16.

Circulaire de la chambre générale de douanes et du collège de Commerce à Copenhague, concernant les bâtimens grecs et leurs cargaisons. En date du 21 Juillet 1834.

(Publication officielle).

Ifolge Meddelelse fra det Kongelige Departement for de udenlandske Sager, har det under 14de d. M. behaget Hans Majestæt Kongen allernaadigst at resolvere, at græske Skibe og Ladninger skulle i de Kongelige Staters Havne indtil videre med Hensyn til Afgivter behandles lige med Landets egne.

Hvilket tilmeldes Toldstedet til Jagttagelse.

General-Toldkammer- og Commerce-Collegium, den 21de Juli 1835.

Lowzow. Thonning. Bech.
Malling. Wedel. Garlieb. Rathgen. Francke.

...rlin, du

(Gesetz-Sammlung für di
ten. Jahrg.

Das unterzeichnete
rium der auswärtigen Ang
dass, nachdem die zwisch
und der Herzoglich-Braun
gierung unterm 23sten De
und am 12ten Januar 18
und Etappen-Konvention
abgelaufen ist, und seitden
dauert hat, das gegenseitig
difikation mehrerer darin e
heischt, die beiderseitigen b
der ihnen von ihren Gouve
sation, nachstehende anderw
redet und geschlossen haben

§. 1. Die Militairstrasse
rende Königlich-Preussische
lich-Braunschweigischen Lan
gende Linien in sich:

A. die Hauptstrasse, welche
desheim führt, und den H
büttel mit den dazu gehöri
rührt; derselben werden

a) für kleinere Durchmärs
eines ganzen Bataillons o
Wolfenbüttel folgende O
lich Linden, Wendessen
Gross-Stöckheim, Thiede.
Ahlum.

Auf derselben kann, erforderlichen Falls, für Artillerie die Strasse über Braunschweig benutzt werden. 1835

Die Entfernung beträgt von

Wolfenbüttel nach	Gross-Lafferde	3½	Meilen,
	Dardesheim	4	„
	Osterwieck	3	„

B. Strasse, welche von Gross-Lafferde über Lehndorf nebst Oelper, so wie über Lehre und Vorsfelde nach Oebisfelde führt, und für Remonte-Kommando's des 7ten und 8ten Armeekorps nach den Marken und nach Pommern einzig und allein bestimmt ist.

Die Entfernung beträgt:

von Gross-Lafferte nach Oelper	3	Meilen,
von Oelper nach Lehre	2¼	„
von Lehre nach Oebisfelde	4¼	„

C. Strasse, welche von Höxter nach Hildesheim führt und den Haupt-Etappenort Eschershausen berührt. Derselben werden bei kleineren Durchmärschen bis zu einem Bataillon oder einer Eskadron, die im Umkreise von ½ Stunde, bei grösseren Durchmärschen die im Umkreise von 1 Stunde von Eschershausen belegenen Ortschaften nach jedesmaliger Designation der Herzoglichen Kreisdirektion zugelegt.

Die Entfernung beträgt:

von Höxter üb. Holzminden nach Eschershausen	3½	Meilen,
von Höxter üb. Holzminden nach Stadtoldendorf	3½	„
von Eschershausen (auf der Route nach Hildesheim) nach Alefeld	3	„
von Stadtoldendorf (auf der Route nach Hildesheim) nach Alefeld	4	„

§. 2. Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann, sind gehalten, nach jedem, als zum Bezirk gehörig, bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird, es sey denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die eben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echelons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftrag-

...ndort ein Ru

§. 4. Sämmtliche
schweigischen Lande
auf vorgenannten Milit
sichtigung der §. 1. fe
instradirt seyn, indem
noch auf Verpflegung A

§. 5. Was die Ein
trifft, so können die M
Preussischen Truppen,
Braunschweigischen Lan
Königlich-Preussischen K
neral-Kommando in Sachs
tigkeit ausgestellt werden.
wähnten Behörden auszust
Zahl der Mannschaft (Offi
Kompagnie-Chirurgen, Fe
daten, Frauen und Kinder)
zukommende Verpflegung,
portmittel genau zu bestimm

§. 6. Insbesondere ist
Behörden von den Truppen
in Kenntniss gesetzt werden.

Den Detaschements bis
ein Quartiermacher vorauszus
pen-Behörden das Nöthige an
kunft grösserer Detaschements
taillon oder einer Eskadron m
den wenigstens drei Tage vor
den. Wenn ganze Bataillons,
Truppen gleichzeitig marschi...
die Etappen ...

Dislokation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der 1835
Transportmittel u. s. w. mit der die Direktion über die Militairstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen am Etappen-Hauptorte für das ganze Korps zu treffen. Dieser kommandirte Offizier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt seyn. Auch kleine Detaschements unter 20 Mann sollen nie ohne einen Vorgesetzten marschiren.

§. 7. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militair-Personen, wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben, wenn sie sich nicht durch Marschrouten als dazu berechtigt ausweisen; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den Baracken oder Ordonnanzhäusern, deren Anlage der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken oder Ordonnanzhäusern bestehen für den Unteroffizier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen, oder hinreichenden Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken oder Ordonnanzhäusern zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmässig zu fordern berechtigt ist.

§. 8. Die auf den Durchmarsch, Verquartierung u. s. w. bezüglichen Geschäfte, werden auf der Haupt-Etappenstrasse (§. 1. A.) durch eine eigene, von dem Herzoglich-Braunschweigischen Gouvernement dazu bestellte Etappen-Behörde zu Wolfenbüttel, und auf den andern beiden Etappen-Strassen (§. 1. B. und C.) durch die betreffenden Kreisdirektionen und Ortsobrigkeiten besorgt.

Die durchmarschirenden Truppen, welche, der Marschroute gemäss, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der vorgenannten Behörden und gegen auszustellende Quittungen der Kommandirenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dass der Offizier sowohl als der Soldat mit dem Tische seines Wirthes zufrieden seyn muss. Um

gen: 2 Pfund gut ausgeb
Fleisch und Zugemüse, so
zu einer reichlichen Mahl
Frühstück kann der Solda
wenig er berechtigt ist, vo
wein oder gar Kaffee zu
Ortsobrigkeiten dafür sorge
rath von Bier und Branntw
den ist, und dass der Sol
Die Subaltern-Offiziere bis zu
ten, ausser Quartier, Holz u
Suppe, Gemüse und ½ Pfund
gehörig gekocht, auch Mitta
Mahlzeit, eine Bouteille Bier
gebrauet wird; Morgens zum
terbrot und ⅛ Quart Branntw
ausser der oben erwähnten Ve
ein Gericht verlangen.

§. 9. Für diese Verpflegu
ger Liquidation von dem Kön
vernement folgende Vergütung
für den Soldaten
für den Unteroffizier
für die Frauen dieser beiden
chen
für deren Kinder, dafern si
Verquartierung und Verpfle
durch eine Marschroute üb
legitimirt sind
für den Subaltern-Offizier
für den Kapitain

Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsoffizieren unmittelbar berichtigt. 1825

§. 10. Frauen und Kinder der durchmarschirenden Offiziere haben keinen Anspruch auf Quartier und Verpflegung, sondern müssen auf eigene Kosten für ihr Unterkommen sorgen.

§. 11. Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, dergestalt, dass sie nicht gleich füglich weiter transportirt werden könnten, sollen dieselben auf Kosten des Königlich-Preussischen Gouvernements in einem dazu geeigneten Hospitale untergebracht, verpflegt und ärztlich behandelt werden, worüber man sich mit dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspektor zu Hildesheim berechnen wird.

§. 12. Die Etappen-Behörden und Orts-Obrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird.

Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nich zufrieden, so hat er seine Beschwerden bei der Orts-Obrigkeit vorzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militairpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

§. 13. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappen-Behörde und gegen Quittung des Empfängers, aus den in den Etappen-Hauptorten zu etablirenden Magazinen in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von den Etappen-Behörden sofort regulirt.

Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit frei steht, oder machen es die Umstände in den zu den Etappen-Bezirken gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus den Etappen-Magazinen nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Kommandirter des Detaschements die Fourage zur weiteren Distribution von der Orts-Obrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden.

§. 14. Die Lieferung der Rationen soll in einem von dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspector zu Hildesheim zu bestimmenden Zeitraume in desselben

...ches ihm die Herz
Behörde nicht verweigern kan
In denjenigen Fällen, wo
den Magazinen genommen, s
stände wegen von der Orts-Obr
diese denselben Preis, welchen
haben würde, wenn aus dem Ma

§. 15. Die Transportmittel
schirenden Truppen auf Anweisu
den und gegen Quittung nur ins
deshalb in den förmlichen Mar
bemerkt worden.

Nur diejenigen Militair-Person
erkrankt sind, können ausserdem
tung und nachdem die Unfähigkeit
das Attest eines approbirten Arztes o
gewiesen worden, auf Transportm
fung in das nächste Etappen-Hospit

§. 16. Wenn bei Durchmärsc
korps der Bedarf der Transport-
theilung nicht bestimmt angegeben
nach diese Ordnung nicht genau
kann, so ist der Kommandeur der
quartierten Abtheilung zwar befugt
Verantwortung Transportmittel zu
muss aber durch eine schriftliche, an
Orts gerichtete Requisition geschehen
Stellung der Fuhren gegen die bei d
gleich zu ertheilende Quittung sorgen

Die Quartier machenden Komma
auf keine Weise Wagen- oder Reit-f
quiriren, es sey den

Behörden gänzlich überlassen. Die durchmarschierenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen, dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. 1835

§. 18. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militair-Personen, welche auf der Etappe eintreffen, werden den anderen Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 19. Den betreffenden Offizieren wird es, bei eigener Verantwortung, zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

§. 20. Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königlich-Preussischen Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 gGr. Gold bezahlt.

§. 21. Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte, wird nicht mit in Anrechnung gebracht.

§. 23. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militair nicht eigenmächtig genommen, viel weniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von der Obrigkeit des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Das Botenlohn wird Königlich-Preussischer Seits für jede Meile mit 4 gGr. Gold vergütet, wobei der Rückweg nicht gerechnet wird.

§. 22. Die Liquidationen der Kosten für Verpflegung des durchmarschirten Königlich-Preussischen Militairs in den verschiedenen, §. 1. genannten, Etappen-Bezirken, so wie für die gestellten Transportmittel, (mit

Ausschluss der Kosten für die Fourage-Rationen, welche von Seiten des Lieferanten direkt bei der Königlich-Preussischen Etappen-Inspektion zu liquidiren sind,) werden von dem Herzoglich-Braunschweigischen Kriegskollegio quartaliter in einer Hauptrechnung zusammengestellt, und nebst den Belegen an die Königlich-Preussische Etappen-Inspection zu Hildesheim eingesandt, worauf von Seiten des Königlich-Preussischen Gouvernements die Zahlung erfolgt.

§. 24. Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu erhalten, ist in Hildesheim ein Königlich-Preussischer Etappen-Inspektor angestellt worden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwaigen Beschwerden so viel wie möglich abzuhelfen.

Besagter Etappen-Inspektor wird auch die §. 1. genannten Etappen unter seiner Inspektion haben. Er hat aber keine Autorität über die Herzoglich-Braunschweigischen Unterthanen.

Dem Etappen-Inspektor wird die Portofreiheit bei Dienstsiegel und Konsignatur der Briefe zugestanden.

§. 25. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen, so werden dieselben von den Etappen-Behörden und den kommandirenden Offizieren, wie auch von dem Etappen-Inspektor gemeinschaftlich beseitigt.

Die Etappen-Behörden sind berechtigt, jeden Unteroffizier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirthes oder eines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Kommandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

§. 26. Die Herzoglich-Braunschweigischen Etappen-Behörden haben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an Nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigk verlangen können, über welchen Gegenstand der Königlich-Preussische Etappen-Inspektor zu Hildesheim gleichfalls zu wachen hat, und bei den Landesbehörd Beschwerde führen kann.

§. 27. Die kommandirenden Königlich-Preussis Offiziere sowohl, als die Etappen-Behörden, sind weisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu tra

dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein 1335
guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner in Beziehung auf ihre Deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

§. 28. Die vorstehende Etappen-Konvention wird von dem 1sten Juli 1835. angerechnet und soll auf zehn Jahre vom besagtem Dato als gültig abgeschlossen seyn.

Es wird damit festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

§. 29. Ausfertigungen der gegenwärtigen Uebereinkunft sollen zwischen den beiderseitigen betreffenden Ministerien baldmöglichst ausgewechselt und alsdann den Staats-Behörden und Unterthanen zur Nachachtung gehörig bekannt gemacht werden.

Die Bestimmungen vorstehender erneuerter Durchmarsch- und Etappen-Konvention haben die Genehmigung Seiner Majestät des Königs erhalten, und ist demzufolge gegenwärtige Ausfertigung derselben vollzogen worden, um gegen eine gleichmässige Erklärung des Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgischen Staats-Ministeriums ausgewechselt zu werden, welchemnächst die erforderlichen Bekanntmachungen zur Ausführung und Nachachtung erfolgen sollen.

Berlin, den 8ten September 1835.

(L. S.)

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgischen Staatsministeriums ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntnis gebracht.

Berlin, den 8ten September 1835.

Ancillon.

... de Dresd
et de Berlin, le

(Gesetz- und Verordnungsb
sen. 1836. Stück 26. Gesetz
Preussischen Staate

Veror

zu Bekanntmachung der mi
Regierung abgeschlossenen U
tung der Forstfrevel in den G
vom 28sten Oc

Zwischen der Königl.
Preussischen Regierung ist
Maasregeln zu Verhütung der
waldungen eine Uebereinkunf
diesseits die nachstehende M
22sten September dieses Jahre
eine gleiche Königl. Preussische
dieses Monats ausgewechselt w

Auf Befehl Sr. Königl. Ma
zen Mitregenten Königl. Hoheit
kunft zu genauer Befolgung hie
Kenntniss gebracht.

Dresden, am 28sten Octobe
Ministerium der
von Könneri

Nachdem die Königlich Säc
der Königlich Preussi

dungen des andern Gebiets verübt haben möchten, so- 1835
bald sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

II. Von den beiderseitgen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dass die Spur der Frevler durch die Förster, Waldwärter etc. bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt werde, und dass, wenn die auf der Verfolgung eines Waldfrevlers begriffenen Förster und Waldwärter eine Haussuchung in dem jenseitigen Gebiete vorzunehmen für nöthig finden, sie solches an den Orten, wo der Sitz einer Gerichtsobrigkeit ist, bei dieser, an andern Orten aber den Ortsgerichtspersonen (dem Bürgermeister oder Ortsschultheissen) anzuzeigen haben, von welchen alsdann unverzüglich — und zwar im letztern Falle mit Zuziehung eines Gerichtsschöppen — die Haussuchung im Beiseyn des Requirenten vorgenommen werden darf.

III. Bei diesen Haussuchungen muss der Ortsvorgesetzte über den Erfolg der geschehenen Haussuchung dem requirirenden Förster oder Waldwärter eine schriftliche Ausfertigung ausstellen und demnächst an die ihm vorgesetzte Behörde in gleicher Maasse Bericht erstatten, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von ein bis fünf Thalern für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dass der Förster oder, in dessen Abwesenheit, der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

IV. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa Statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt und in welchem das Erkenntniss Statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Casse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

V. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Sächsischen und in den Königlich Preussischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem ein-

und öffentlich bekannt g

Déclarations don
nement du royau
celui de la ville
Brème, concernan
bâtimens danois
les ports respecti
5 Novem

(Publicatio

Nachdem Seine Majestä
und der Senat der freien
Wunsche übereingekommen
Aufhebung alles Unterschied
beiderseitigen Schiffe und de
spectiven Häfen, zur Beförd
mark und der freien Hanse
Handelsverkehrs beizutragen,
nete Senat der freien Hanses
Erwiederung der von dem K
sterium der auswärtigen Ang
der Bremischen Schiffe ausgestel

Dass in den Bremischen Hä
bei ihrem Einlaufen wie bei ih
aller Zoll-

So geschehen Dresden, am 22sten September 1835. 1835
(L. S.)
Königlich Sächsische Ministerien der Justiz und der auswärtigen Angelegenheiten.
(gez.) Julius Traugott Jacob von Könneritz.
Heinrich Anton von Zeschau.

La déclaration de la part de la Prusse est datée de Berlin, le 12 Octobre 1835.

19.

Deklaration von der Königlich Dänischen Regierung und der freien Hansestadt Bremen, betreffend die Behandlung der Dänischen und Bremischen Schiffe in den beiderseitigen Häfen. Vom 5ten November 1835.

(Officielle Bekanntmachung).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark und der Senat der freien Hansestadt Bremen in dem Wunsche übereingekommen sind, durch gegenseitige Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in ihren respectiven Häfen, zur Beförderung des zwischen Dänemark und der freien Hansestadt Bremen bestehenden Handelsverkehrs beizutragen, so erklärt das unterzeichnete Ministerium hiedurch in Folge allerhöchsten Auftrags, und in Erwiederung der von dem Senate der freien Hansestadt Bremen rücksichtlich der Dänischen Schiffe ausgestellten gleichen Zusicherung:

Dass in den Dänischen Häfen, mit Ausnahme der Dänischen Colonien (Grönland, Island und die Färöer mit darin begriffen) die Bremischen Schiffe bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt hinsichtlich aller Zoll-, Hafen-, Tonnen-, Leuchtthurm-, Lootsen- und Bergegelder, und überhaupt hinsichtlich aller anderen jetzt oder künftig der Staatskasse, den Städten, den Communen oder Privat-Anstalten zufliessenden Lasten oder Abgaben irgend einer Art oder Benennung, auf ganz gleichem Fusse mit den Dänischen Schiffen behandelt, auch die auf Bremischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren, deren Einfuhr in die Häfen des König-

Die Wirksamkeit dieser
dem 1sten Januar 1836 an beg
1sten Januar 1846 erstrecken,
Zeit hinaus, es sei dann, das
andere der contrahirenden Par
Absicht erklären möchte, die V
hören zu lassen.

In diesem Falle wird auf di
hirenden Parteien der anderen
zeige, dass die Gleichstellung au
diese nichts desto weniger bis na
auf jene Anzeige folgenden Monat

Bremen, den 5 Novbr. 1835.

Der Senat der freien Hans

Der Präsident des S

(L. S.) (unterzeichnet

20.

Traité entre la Prusse
les Duchés d'Anhalt-Coe
halt-Dessau de l'autre
nant le renouvellement
subsistans entre ces Etat
lations de commerce et
et les d

reichs Dänemark in Dänischen Fahrzeugen gesetzlich 1835
erlaubt ist oder erlaubt werden wird, keinen höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art als die auf Dänischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren zu erlegen haben, unterworfen werden sollen, so wie dass die Bremischen Schiffe und deren Ladungen bei der Fahrt durch den Sund oder durch die Belte keine höhere oder andere Abgaben und Gefälle zu entrichten haben werden, als diejenigen, die von den begünstigsten Nationen jetzt oder künftig erlegt werden.

Die Wirksamkeit dieser Gleichstellung soll von dem 1sten Januar 1836 an beginnen und sich bis zum 1sten Januar 1846 erstrecken, und selbst über diese Zeit hinaus, es sei dann, dass später die eine oder andere der contrahirenden Parteien ausdrücklich ihre Absicht erklären möchte, die Wirkung derselben aufhören zu lassen.

In diesem Falle wird auf die von einer der contrahirenden Parteien der anderen gemachte officielle Anzeige, dass die Gleichstellung aufgehoben werden soll, diese nichts desto weniger bis nach Verlauf von zwölf auf jene Anzeige folgenden Monaten verbindlich bleiben.

Copenhagen den 5. Novbr. 1835.

Königlich Dänisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S. R.) (unterzeichnet) Krabbe-Carisius.

---

in Betreff der beiderseitigen Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse unterm 17ten Juli 1828. abgeschlossenen Verträge mit dem Ende dieses Jahres abläuft, so haben in der Absicht diese Verträge zu erneuern, dabei aber diejenigen Abänderungen zu vereinbaren, welche die seitdem zwischen Preussen und mehreren deutschen Staaten abgeschlossenen Zollvereinigungen nöthig machen, zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Carl Ludolph Windhorn, Ritter des Königlich-Preus-

1836 sischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich-Bayerischen Krone und des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens;

Seine Hochfürstliche Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Köthen:

Höchst-Ihren Minister-Residenten am Königlich-Preussischen Hofe, den Kammerherrn Ludwig August von Rebeur, Ritter des Königlich-Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Komthur zweiter Klasse des Herzoglich-Sächsischen Ernestinischen Haus-Ordens;

Seine Hochfürstliche Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Dessau:

Höchst-Ihren Kammerrath und Steuer-Direktor, Dr. Friedrich von Basedow,

welche nach vorausgegangener Unterhandlung, über nachstehende Artikel, unter Vorbehalt der Genehmigung, übereingekommen sind.

Art. 1. Die wegen des Beitritts Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten zu Anhalt mit den verschiedenen Theilen der Herzogthümer Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau zu dem Preussischen Zollsysteme abgeschlossenen Verträge, namentlich:

1) der Vertrag vom 17ten Juli 1828. wegen der Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse zwischen Preussen und den Herzoglichen Hauptlanden;

2) der Vertrag vom 17ten Juli 1828. wegen Beitritts Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht des Herzogs von Anhalt-Köthen zum Preussischen indirekten Steuersystem mit der Hohen Grafschaft Warmsdorf;

3) der Vertrag vom $\frac{\text{30sten März}}{\text{5ten April}}$ 1827. wegen der selben Beitritts Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht d Herzogs von Anhalt-Dessau mit dem Amte Sandersle

4) der Vertrag vom $\frac{\text{30sten März}}{\text{5ten April}}$ 1827. wegen selben Beitritts mit dem Herzoglich-Anhalt-Dessauis Amte Gross-Alsleben,

sollen vom 1sten Januar d. J. ab mit nachstehende änderungen und Zusätzen verlängert werden.

Art. 2. In Betracht, dass die Bestimmun

bisherigen Verträge, nach welchen der Antheil Ihrer 1836
Hochfürstlichen Durchlauchten an den Zoll-Einkünften in Verhältniss dieses Einkommens der zu den 7 östlichen Preussischen Provinzen gehörigen Landestheile und nach Maassgabe der Bevölkerung der betreffenden Anhaltschen Lande zu der Bevölkerung der gedachten 7 östlichen Preussischen Provinzen regulirt worden, nach Eintritt der Zollvereinigung mit anderen Deutschen Staaten, in Folge welcher der Zoll-Ertrag dieser Provinzen von dem Zoll-Einkommen des Gesammtvereins nicht mehr geschieden werden kann, als Maassstab jener Antheilberechnung fernerhin nicht mehr anwendbar sind, soll das für die gesammten Herzoglich-Anhalt-Köthischen und Anhalt-Dessauischen Lande den Herzoglichen Kassen in Beziehung auf die Zollgefälle zu gewährende jährliche Einkommen vom 1sten Januar d. J. an nach Maassgabe des Reinertrages, welcher in dem Gebiete des zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten bestehenden Gesammt-Zollvereins aufkommen wird, anweit regulirt werden und der Betrag desselben in gleichen Viertheilen, in den Monaten März, Juni, September und Dezember, nach Abrechnung der darauf bereits in Gemässheit der nachfolgenden Artikel in die Herzoglichen Kassen geflossenen Zollgefälle, zur Verfügung Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten in der bisherigen Weise bereit stehen.

Art. 3. Alle für die Herzoglichen Lande bestimmten fremden zollpflichtigen Waaren können, so weit deren unverzollte Abfertigung von der Grenze aus nach den allgemeinen zollgesetzlichen Vorschriften überhaupt zulässig ist, jedoch mit Ausschluss von Schnittwaaren, auf gewissen näher zu verabredenden Strassen sowohl zur Elbe als zu Lande von den daran belegenen Hauptämtern an der Gränze und in den Packhofsstädten, unter spezieller Begleitschein-Kontrole unverzollt auf das in Rosslau bestehende gemeinschaftliche Herzoglich-Anhalt-Köthensche und Anhalt-Dessausche Steueramt abgefertigt und dort erst alsbald oder nach vorausgegangener Lagerung in amtlichen Niederlagen verzollt werden.

Art. 4. Sobald diese Waaren in dem einen oder dem anderen Falle in den freien Verkehr übergehen sollen, muss davon die in völliger Uebereinstimmung mit dem für Preussen publizirten Tarif gesetzlich bestimmte Abgabe zur herzoglichen Steuerkasse entrichtet werden.

Steueramte zu Rosslau
ordnen, welcher von den Ge
übrigen Steuerstellen in den
wohl in Beziehung auf die Z
als insbesondere auf die Bea
weinfabrikations - Steuer Kenn
Einhaltung eines gesetzlichen V
die Abstellung etwaniger Mäng
sich jeder eigenen Verfügung z

Ihren Hochfürstlichen Dur
Befugniss, einem Preussischen
falls einen solchen Beamten bei
Kontrole und in gleichem Umfa

Art. 11. Ihre Hochfürstlic
Herzöge von Anhalt-Köthen und
für ihre sämmtlichen Lande de
welche von Preussen in den
Staaten abgeschlossenen und den
Regierungen mitgetheilten Zollv
wegen folgender Gegenstände getr
a) wegen Herbeiführung eines gle
und Gewicht - Systems,
b) wegen Beförderung der Gewerbsa
gleichförmiger Grundsätze und d
terthanen des einen Staats in den
Arbeit und Erwerb zu suchen;
von den Unterhanen, welche in
dern Staats Handel und Gewerbe
suchen, zu entrichtenden
Zulassung

c) wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Damm-, 1836
Brücken- und Fährgelder, der Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied ob alle diese Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeine bisher stattfanden,

d) wegen des Besuches der Märkte und Messen.

Art. 12. In Folge der, in dem vorhergehenden und dem Art. 8. getroffenen Vereinbarung, insbesondere aber nach Einführung der im Art. 8. litt. A. vorbehaltenen Besteuerung der Branntweinfabrikation in den Herzoglichen Landen wird nicht nur der im Art. 11. des ältern Hauptvertrages den Unterthanen der Hohen Kontrahenten gegenseitig zugesicherte freie Verkehr auch auf die inneren Erzeugnisse ausgedehnt werden und mit alleiniger Ausnahme des Salzes und der Spielkarten so wie der Fälle, wo nach litt. E. des Art. 8. eine Besteuerung der dort benannten Erzeugnisse eintritt, zwischen den Herzoglich-Anhaltschen und Königlich-Preussischen Landen, nebst den in letzteren eingeschlossenen souverainen Landen und Landestheilen ein völlig freier und unbelasteter Verkehr mit den gegenseitigen Erzeugnissen und Waaren stattfinden, sondern es wird auch sowohl in dieser Beziehung als rücksichtlich des Gewerbsbetriebes eine völlige Gleichstellung der Anhaltschen mit den Preussischen Unterthanen gegenseitig im Verhältniss der Herzoglichen Lande zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll-, Steuer- und Handelsverträge verbundenen Staaten eintreten.

Art. 13. Die Allerhöchsten und Höchsten kontrahirenden Souveraine erneuern insbesondere das im Art. 15. des ältern Hauptvertrages enthaltene Versprechen, Sich in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und zur Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maassregeln einander gegenseitig freundschaftlich zu unterstützen und wollen die Anwendung der zu diesem Zweck führenden, in dem vorgedachten Artikel vereinbarten Mittel in ihrem ganzen Umfange statt finden lassen.

Art. 14. Die Bestimmungen des Artikel 16. des ältern Haupt-Vertrages wegen Untersuchung und Bestrafung der Zollvergehen etc. finden auch auf Vergehen gegen die Branntweinsteuer-Gesetze Anwendung.

Art. 15. Wegen gegenseitiger Befreiung von dem

Déclaration minis
de Convention de
cité entre le Granc
bourg et le Royaur
les droits à payer
de chaque pays d
l'autre, et d'entière
deux Pavillons. Dat
le 1 Octobre 1836 et
7 Novembr

(Copie authe

Son Altesse Royale, le G
d'une part, et Sa Majesté, le I
vège, de l'autre, étant conven
lations commerciales existantes
spectifs, d'établir une parfaite r
assimilation des Pavillons Olde
sous le rapport des droits de d
nage, de fanaux, de pilotage e
navires de l'un des deux Eta
ports de l'autre à l'égal

mant toutefois aux stipulations des Ordonnances Grand-Ducates qui régissent la navigation et le commerce maritime de ce pays. 1836

En foi de quoi le Soussigné a muni de sa signature et du sceau du Cabinet Grand-Ducal la présente déclaration destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, assurant aux bâtimens Oldenbourgeois une parfaite réciprocité dans les ports du Royaume de Suède.

Fait à Oldenbourg, le 1 Octobre 1836.

(L. S.) (signé) DE BERG.

Sa Majesté, le Roi de Suède et de Norvège d'une part, et Son Altesse Royale, le Grand-Duc d'Oldenbourg, de l'autre, étant convenus dans l'intérêt des relations commerciales existant entre Leurs Etats respectifs, d'établir une parfaite réciprocité et une entière assimilation des pavillons Suédois et Oldenbourgeois, sous le rapport des droits de douane, de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage etc., de manière que les navires de l'un des deux Etats seront traités dans les ports de l'autre à l'égal des nationaux; le Soussigné, Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, autorisé à cet effet par Son Auguste Souverain, déclare par la présente, que les navires Oldenbourgeois jouiront dorénavant dans les ports de Suède des mêmes avantages que les nationaux pour les droits susmentionnés, tant à l'importation qu'à l'exportation des marchandises, en se conformant toutefois aux stipulations des Ordonnances Royales touchant les bâtimens étrangers qui importent d'autres produits que ceux du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

En foi de quoi le Soussigné a muni de sa signature et du cachet de Son Ministère la présente Déclaration, destinée à être échangée contre une Déclaration semblable de la part du Gouvernement de Son Altesse Royale, le Grand-Duc d'Oldenbourg, assurant aux bâtimens Suédois une parfaite réciprocité dans les ports du Grand-Duché.

Fait à Stockholm, le 7 Novembre 1836.

(L. S.) (signé) G. Comte DE WETTERSTEDT.

Se. Majestät der König
und Ihre Maj. die Königin
Grossbritannien und Irland
wünschend, ihren mit einan
stehenden Unterthanen alle
thigung zu verschaffen, und i
mehr zur Erreichung dieses
beitragen werde als eine geg
Unterscheidungs- und Vergelt
Schiffen der hohen contrahir
den Ladungen jener Schiffe in
der beiden Reiche erhoben w
Bevollmächtigten ernannt, um
einkunft zu schliessen: Se. Maj
derlande Herrn J. G. Baron Ver
minister der auswärtigen Angel
Ihre Maj. die Königin des verei
britannien und Irland den Sir
ordentlichen Gesandten und b
bei Sr. Maj. dem Könige de
welche, nachdem sie einander
guter und gehöriger Form befu
getheilt, wegen folgender Artik

Art. 1. Es soll gegenseiti
und der Schifffahrt zwischen d
den hohen contrahirenden Par
Unterthan

beiden hohen contrahirenden Parteien sollen dieselben 1337
Rechte, Vorrechte, Freiheiten, Begünstigungen, Befreiungen und Privilegien in Betreff des Handels und der Schifffahrt geniessen, welche den Unterthanen der am meisten begünstigten Nation in jedem Königreiche zugestanden sind oder später zugestanden werden möchten. Keine Mauthabgabe oder eine andere Belastung soll auf Güter, die Erzeugnisse eines der Reiche sind, bei der Einfuhr zur See oder zu Lande aus einem Reiche ins andere gelegt werden, höher als die Belastungsabgabe, die auf dergleichen Güter gelegt ist, wenn dieselben das Erzeugniss irgend eines andern Landes sind oder aus solchem eingeführt werden, und Se. Maj. der König der Niederlande und Ihre Maj. die Königin des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland verbinden und verpflichten sich hiermit, keine Begünstigung, Vorrecht oder Befreiung in Handels- und Schifffahrtsangelegenheiten den Unterthanen irgend eines andern Staates zugestehen zu wollen, die nicht ebenfalls und zu gleicher Zeit auf die Unterthanen der andern hohen contrahirenden Partei soll ausgedehnt werden, damit nicht, falls die Begünstigung zu Gunsten eines andern Staates unentgeldlich ist gegeben worden oder gegen eine Entschädigung oder ein möglichst genaues Aequivalent, auf solche Art die Begünstigung bindungsweise zugestanden werde.

Art. 2. Keine Tonnen-, Hafen-, Baken-, Lootsen-, Quarantainegelder oder andere dergleichen, oder damit gleichlautende Gebühren, von welcher Art oder unter welchem Namen auch immer, sollen in einem der beiden Länder auf die Schiffe des andern in Bezug auf Reisen zwischen den beiden Ländern mit einer Ladung, oder in Bezug auf alle Reisen mit Ballast gelegt werden, die nicht gleichfalls in denselben Fällen auf Nationalschiffe gelegt seyn sollten, und in keinem der beiden Länder soll irgend ein Recht, Steuer, Einschränkung oder Verbot gelegt werden auf Güter, noch irgend eine Rückzahlung von Gebühren, Prämien oder Nachlass entzogen werden bei Gütern, die eingeführt werden aus, oder ausgeführt werden nach dem einen Lande mit den Schiffen des andern Landes, die nicht gleichfalls auf derartige Güter gelegt oder bei denselben entzogen werden soll, wenn dieselben auf diese Art mit Nationalschiffen ein- oder ausgeführt werden.

königlichen, über Pri
den Hof rechtmässig als ges
und alle Schiffe, die durch
gen Verletzung der Gesetze a
handels verurtheilt sind, als
werden, wenn dieselben als
befahren werden, und gleichl
Gesetzen eingeschrieben sind;
in den Staaten des Königs der
oder die durch Sr. Maj. Krie
Kaperbriefen versehene Unterth
dem Feinde genommen und du
dischen, über Priseangelegenhe
rechtmässig als gesetzliche Prise
Schiffe, die durch einen berech
letzung der Gesetze zur Hinderu
verurtheilt sind, als niederländi
werden, wenn dieselben gänzlich
einen Unterthan des Königs de
werden, und wenn der Befehlsh
tel der Mannschaft niederländisch

Art. 4. Ferner ist man ü
in allen Fällen, wo in einem der
hebende Abgabe auf einige ein
nach einem festen Massstabe fest
dem Werthe der Güter in Verhi
gabe ad valorem in folgender W
festgesetzt werden, nämlich: D
der Anmeldung wegen Bezahl
Zollbureau

rechtigt seyn, die Güter gegen Zahlung des Werthes an 1837
den Einführer gemäss dessen Erklärung an sich zu ziehen, mit Hinzufügung von zehn Procent und unter Zurückgabe der bezahlten Abgabe. Der Betrag dieser Summen muss durch den oder die genannten Beamten bei Uebergabe der Güter an ihn oder sie bezahlt werden und muss diess binnen funfzehn Tagen nach dem ersten Anhalten der Güter geschehen.

Art. 5. Gleichwie alle Waaren, wessen Ursprungs sie auch immer seyen, sey nun die Einführ zum inländischen Verbrauche erlaubt oder nicht, in allen Häfen des vereinigten Königreiches Grossbritannien und Irland, die gesetzlich zu Niederlagen für solche Artikel bestimmt sind, zugelassen und gelagert werden dürfen, die Anmeldungen derselben, sey es zum inländischen Verbrauch oder zur Wiederausfuhr, nach Umständen, mit Wahrnehmung der darauf bezüglichen Bestimmungen, und ohne dass derartige Artikel unterdessen der Bezahlung einer der Rechte, womit dieselben sollten belastet werden, schwebend bleiben, im Falle dieselben bei der Ankunft zum Verbrauche in dem vereinigten Königreiche angegeben wären; auf gleiche Weise vergönnt und bewilligt der König der Niederlande, dass alle Häfen in den Staaten Seiner niederländischen Majestät, die gegenwärtig gesetzlich zu Niederlagen erklärt sind oder als solche später erklärt werden möchten, Freihäfen für den Empfang und das Lagern aller mit britischen Schiffen eingeführten Waaren, und aller Artikel, wie sie immer heissen, Erzeugnisse und Fabrikate der britischen Staaten seyn sollen mit welchen Schiffen sie auch eingeführt werden, es sey zum inländischen Verbrauch oder zur Wiederausfuhr, nach Massgabe der Umstände, und die jetzt empfangenen und gelagerten Artikel sollen, vorbehaltlich der Beobachtung gebräuchlicher Formalitäten, unterdessen einem der Rechte, womit dieselben belastet werden sollten, nicht unterworfen seyn, indem dieselben bei ihrer Ankunft in den Niederlanden zum Verbrauche bezeichnet waren.

Art. 6. Sollten Kriegsschiffe oder Handelsfahrzeuge an den Küsten einer der beiden hohen contrahirenden Parteien Schiffbruch leiden, so sollen solche Schiffe oder Fahrzeuge oder Theile derselben, sowie auch alles zur Ausrüstung und Proviantirung Gehörige, nebst allen Gütern und Handelswaaren, die aus denselben soll-

... an Bord solcher
Fahrzeuge sich vorfindende
schen oder britischen Cons
Schiffbruch stattgehabt hat,
sollen der Consul, die Eigen
allein die zur Erhaltung des
nebst dem Bergelohne, der i
eines Nationalschiffes zu bezah
bezahlen, und die von dem
und Handelswaaren sollen k
von Abgaben unterworfen seyn
selben zum Verbrauche angeme

Art. 7. Der gegenwärtige
von zehn Jahren, vom Tage
und ferner bis zum Ablauf von
seyn, nachdem eine der hohen
die andere in Kenntniss von ihre
wird, denselben aufzuheben; je
renden Mächte behält sich das
theilung der andern bei Ablauf
von zehn Jahren zu machen.
übereingekommen; dass bei Abl
nachdem solche Mittheilung durc
teien von der andern erhalten
und alle dessen Bestimmungen auf

Art. 8. Der gegenwärtige
werden und die Ratificationen
einem Monate nach Unterzeich
möglich, früher ausgewechselt
kunde

Déclaration faite par le plénipotentiaire, de Sa Maj. Britannique, lors de l'échange des ratifications du traité conclu le 27 octobre 1837 entre les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. 1837

En procédant à l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation conclu et signé à La Haye, le 27 octobre 1837, entre S. Maj. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et Irlande et S. Maj. le roi des Pays-Bas, le soussigné, plénipotentiaire de S. Maj. B., a reçu l'ordre d'expliquer et de déclarer que S. M. a ratifié ledit traité, bien que son préambule renferme les mots „*en Europe*" que le gouvernement de S. M. a trouvés superflus; mais qu'elle considère ces mêmes mots comme n'ayant aucune valeur en tant que s'appliquant aux possessions de S. M., attendu que ces mots semblent établir une distinction entre un royaume en Europe et un royaume hors d'Europe; tandis que par ce mot „*royaume*" employé dans ledit traité, S. M., quant à ce qui concerne ses propres territoires, n'entend parler que du royaume-uni de la Grande-Bretagne et Irlande, que l'on sait bien être situé en Europe, et non d'aucune possession de sa couronne au-delà des mers. La ratification de S. M. dudit traité est échangée sous la déclaration explicite et avec l'explication susmentionnée.

A La Haye, le 22 novembre 1837.

Signé: Ed. Cromwell Disbrowe.

Contre-Déclaration du plénipotentiaire de Sa Maj. le Roi des Pays-Bas.

M. le plénipotentiaire de Sa Maj. Britannique ayant, avant de procéder à l'échange des ratifications du Traité de commerce et de navigation, conclu le 27 Octobre 1837 entre S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, remis au sousigné plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas une déclaration portant que S. M. n'a point eu en vue dans ledit Traité les possessions d'outre mer de sa couronne: le sousigné se trouve chargé par S. M. le Roi des Pays-Bas, de déclarer que sadite Majesté accepte la déclaration sus-mentionnée, et qu'également,

La Haye, le 22 Novem
Sig

24

Traité conclu à Bu
vier 1838 *entre les*
l'Amérique septent
sieurs tribus d'Ind
de New-York et am
1838 *par le Sénat a*

(Acts and Resolutions passed at
26 Congress of the United Stat

Treaty with the New-York
by the Senate of the United
to by the several

Articles of a Treaty made
falo Creek in the State of New
January 1838, by Ransom St. G
on the part of the United States
men and warriors of the severa
Indians assembled in council wit

Whereas the six nations
not long after the close of
became

consent to their leaving their habitations and their re- 1838
moving into the neighborhood of their western brethren, and if they could procure a home there, by gift or purchase, whether the government would acknowledge their title to the lands so obtained in the same manner it had acknowledged it in those from whom they meight receive it; and further, whether the existing treatics would, in such a case, remain in full force and their annuities be paid as heretofore; and whereas, with the approbation of the President of the United States purchase were made by the New-York, Indians from the Menomonie and Winnebago Indians of certain lands at Green Bay in the Territory of Wisconsin, which after much difficulty and contention with those Indians concerning the extent of that purchase, the whole subject was finally settled by Treaty between the United Staates and the Menomonie Indians, concluded in February 1831, to which the New-York Indians gave their assent on the 17 October 1832; and whereas, by the provisions of that Treaty, 500,000 acres of land are secured to the New-York Indians of the six Nations and the St. Regis tribe, as a future home, on condition that they all remove to the same within three years or such reasonable time as the President would prescribe; and whereas the President is satisfied that various considerations have prevented those still residing in New-York from removing to Green Bay, and among other reasons, that many who where in favor of emigration, preferred to remove at once to the Indian territory, which they were fully persuaded was the only permanent and peaceable home for all the Indians. And they therefore applied to the President to take their Green Bay lands and provide them a new home among their brethren in the Indian territory. And whereas the President being anxious to promote the peace, prosperity and happiness of his red children and being determined to carry out the humane policy of the Government in removing the Indians from the east to the west of the Mississippi, within the Indian territory by bringing them to see and feel by his justice and liberality that it is their true policy, and for their interest to do so without delay.

Therefore taking into consideration the foregoing premises, the following articles of a Treaty are entered

1838 that are granted and secured by the United States to any of the several tribes of emigrant Indians settled in the Indian Territory.

Art. 5. The Oneidas are to have their lands in the Indian Territory in the tract set apart for the New-York Indians, adjoining the Osage tract and that hereinafter set apart for the Senecas; and the same shall be so laid off as to secure them a sufficient quantity of timber for their use. Those tribes, whose lands are not specially designated in this treaty, are to have such as shall be set apart by the President.

Art. 6. It is further agreed that the United States will pay to those who remove west, at their new homes all such annuities, as shall properly belong to them. The schedules hereunto annexed shall be deemed and taken as part of this treaty.

Art. 7. It is expressly understood and agreed, that this treaty must be approved by the President and ratified and confirmed by the Senate of the United States, before it shall be binding upon the parties to it. It is further expressly understood and agreed that the rejection by the President and Senate of the provisions thereof, applicable to one tribe or distinct branch of a tribe, shall not be construed to invalidate as to others, but as to them it shall be binding and remain in full force and affect.

Art. 8. It is stipulated and agreed that the accounts of the commissioner and expenses incurred by him in holding a council with the New-York Indians and concluding treaties at Green Bay and Duck Creek in Wisconsin and in the State of New-York 1836, and those for the exploring party of the New-York Indians in 1837, and also the expenses of the present treaty, shall be allowed and settled according to former precedents.

Special provisions for the St. Regis.

Art. 9. It is agreed with the American party of the St. Regis Indians, that the United States will pay to the said tribe, on their removal west, or at such time as the President shall appointed, the sum of 5000 dollars or a remuneration for moneys laid out by the said tribe and for services rendered by their chiefs and agents in securing the title to the Green Bay lands, and

in removal to the same, the same to be apportioned 1838
out the several claimants by the chiefs of the said party and a United States Commissioner, as may be deemed by them equitable and just. It is further agreed that the following reservation of land shall be made to the Rev. Eleazer Williams of said tribe, which he claims in his own right and in that of his wife, which he is to hold in fee simple by patent from the President, with full power and authority to sell and dispose of the same, to wit: beginning at a point in the west bank of Fox River, 13 chains above the old milldam at the rapids of the little Kockalin; thence north 52° 30′ west, 250 chains, thence north 37° 30′ east 250 chains to the bank of Fox river; thence up along the bank of Fox river to the place of beginning.

Special Provisions for the Senecas.

Art. 10. It is agreed with the Senecas that they shall have for themselves and their friends, the Cayugas and Onondagas, residing among them, the easterly part of the tract set apart for the New-York Indians, and to extend so far west, as to include one half section (320 acres) of land for each soul of the Senecas, Cayugas and Onandagas, residing among them; and if, on removing west, they find there is not sufficient timber on this tract for their use, then the President shall add thereto timber land sufficient for their accomodation, and they agree to remove from the State of New-York to their new homes within 5 years and to continue to reside there. And whereas at the making of this treaty, Thomas L. Ogden and Joseph Fellows the assignees of the State of Massachusetts, have purchased of the Seneca nation of Indians, in the presence and with the approbation of the United States Commissioner, appointed by the United States to hold said treaty or convention, all the right, title, interest, and claim of the said Seneca nation to certain lands, by a deed of conveyance, a duplicate of which is hereunto annexed; and whereas the consideration money mentioned in said deed, amounting to 200 and 2000 dollars, belongs to the Seneca nation, and the said nation agrees that the said sum of money shall be paid to the United States, and the United States agree to receive the same, to be disposed of as follows: the sum of

1838 100,000 dollars is to be invested by the President of the United States, in safe stocks, for their use, the income of which is to be paid to them at their new homes annually, and the balance, being the sum of 100 and 2000 dollars is to be paid to the owners of the improvements and a distribution and award of said sum of money among the owners of said improvements, to be made by appraisers, hereafter to be appointed by the Seneca nation, in the presence of the United States Commissioner, hereafter to be appointed, to be paid by the United States to the individuals who are entitled to the same, according to said apprisal and award, on their severally relinquishing their respective possessions to the said Ogden and Fellows.

Special Provisions for the Cayugas.

Art. 11. The United States will set apart for the Cayugas, on their removing to their new homes at the west, 2000 dollars, and will invest the same in some safe stocks, the income of which shall be paid them annually at their new homes. The United States further agree to pay to the said nation on their removal west 2000 dollars, to be disposed as the chiefs shall deem just and equitable.

Special Provisions for the Onondagas residing on the Seneca reservations.

Art. 12. The United States agree to set a part for the Onondagas, residing on the Seneca reservations, 2500 dollars, on their removing west, and to invest the same in safe stocks, the income of which shall be paid annually at their new homes. And the United States further agree to pay to the said Onondagas, on their removal to their new homes in the west, 2000 dollars, to be disposed of as the chiefs shall deem equitable and just.

Special Provisions for the Oneidas residing in the State of New-York.

Art. 13. The United States will pay the sum of 4000 dollars, to be paid to Baptista Powlis, and the chiefs of the first Christian party residing at Oneida, and the sum of 2000 Dollars shall be paid to William Day and the chiefs of the Orchand party residing there, for expenses incurred and services rendered in securing

PARSONS LIB. University MICHIGAN

the Green Bay country and the settlement of a portion 1838
thereof, and they hereby agree to remove to their new homes in the Indian Territory, as soon as they can make satisfactory arrangements with the Governor of the State of New-York for the purchase of their lands at Oneida.

Special Provisions for the Tuscaroras.

Art. 14. The Tuscarora nation agree to accept the country set apart for them in the Indian Territory and to remove there within five years and continue to reside there. It is further agreed that the Tuscaroras shall have their lands in the Indian country, at the forks of the Neasha river, which shall be so laid off as to secure a sufficient quantity of timber for the accommodation of the nation: But if on examination they are not satisfied with this location, they are to have their lands at such place as the President of the United States shall designate. The United States will pay to the Tuscarora nation, on their settling at the west, 3000 Dollars, to be disposed of, as the chiefs shall deem equitable and just. Whereas the said nation owns in fee simple, 5000 acres of land, lying in Niagara country, in the State of New-York, which was conveyed to the nation by Henry Dearborn and they wish to sell and convey the same before they remove west. Now therefore, in order to have the same done in a legal and proper way, they hereby convey the same to the United States and to be held in trust for them, and they authorize the President to sell and convey the same, and the money which shall then be received for the said lands, exclusive of the improvements, the President shall invest in save stocks for their benefit, the income from which shall be paid to the nation at their new homes annually; and the money, which shall be received for improvements on said lands shall be paid to the owners of the improvements when the lands are sold. The President shall cause the said lands to be surveyed and the improvements shall be appraised by such persons as the nation shall appoint; and said lands shall also be appraised, and shall not be sold at a less prize as the apprisal, without the consent of James Cusick, William Mount pleasant and William Chew, or the survivor or survi-

1838 vors of them; and the expenses incurred by the United States in relation to this trust are to be deducted from the moneys received before investment.

And whereas, at the making of this Treaty, Thomas L. Ogden and Joseph Fellows, the assignees of the State of Massachusetts, have purchased of the Tuscarora nation of Indians, in the presence and with the approbation of the Commissioner appointed on the part of the United States to hold said treaty or convention, all the right, title and interest and claim of the Tuscarora nation to certain lands by a deed of conveyance, a duplicate of which is hereunto annexed; and whereas the consideration money for said lands has been secured to the said nation to their satisfaction, by Thomas L. Ogden and Joseph Fellows, therefore the United States hereby assent to the said sale and conveyance and sanction the same.

Art. 15. The United States hereby agree that they will appropriate the sum of 400,000 Dollars, to be applied from time to time, under the direction of the President of the United States, in such proportions, as may be most for the interest of the said Indians, parties to this treaty, for the following purposes, to wit: To aid them in removing to their homes, and supporting themselves the first year after their removal; to encourage and assist them in education, and in being taught to cultivate their lands; in erecting mills and other necessary houses; in purchasing domestic animals and forming ustensils and acquiring a knowledge of the mechanic arts.

In testimony whereof the Commissioner and the Chiefs, headmen and people, whose names are hereto annexed, being duly authorized, have hereunto set their hands and affixed their respective seals, at the time and place above mentioned.

R. H. Gillet, Commissioner.

Suivent les signatures des Indiens:

Senecas	43
Tuscaroras	10
Oneidas residing in the State New-York, for themselves and their parties	2
Oneidas at Green Bay	4
St. Régis	1

Oneidas residing on the Seneca reservation, for themselves and in behalf of their nation	3	1838
Principal Onondaga, warriors, in behalf of themselves and the Onondaga warriors	2	
Cayugas, for themselves and in behalf of the nation	4	
Principal Cayuga Warriors in behalf of themselves and the Cayuga warriors	13	

Témoins: *James Stryker*, Sub-Agent, Six Nations, New-York Indians.

Nathaniel T. Strong, United States Interpreter, New-York agency, et 9 autres.

Schedule annex. au Traité précédent.

Census of the New-York Indians as taken in 1837.

Number residing on the Seneca reservations.

Senecas	2309
Onondagas	194
Cayugas	130
Sa	2,633
Onondagas at Onondaga	300
Tuscaroras	273
St. Regis in New-York	350
Oneidas at Green-Bay	600
Oneidas in New-York	620
Stockbridges	217
Munsees	132
Brothertowns	360

The above was made before the execution of the Treaty.

R. H. Gillet, Commissioner.

At a Treaty held under the authority of the United States of America, at Buffalo Creek in the county of Erie and State of New-York between the chiefs and head-men of the Seneca nation of Indians, duly assembled in council and representing and acting for the said nation on the one part, and Thomas Ludlow, Ogden of the city of New-York and Joseph Fellows of Geneva in the county of Ontario, on the other part, concerning the purchase of the right and claim of the said Indians in and to the lands within the State of New-York, remaining in their possession: Ransom H. Gillet Esquira, a Commissioner appointed by the Presi-

Ogden and Joseph
chase all the right, title and
nation of, in and to the sev
cels of land mentioned and d
of writing next here inafte
price or sum therein specified,
purchase money for such sale
strument being read and expla
and mutually agreed to, was
said contracting parties, and is

This Indenture, made this
between the chiefs and head-me
of Indians, duly assembled in
and on behalf of the said Seneca
the first part, and Thomas Ludl
of New-York, and Joseph Tello
county of Ontario, on the other p
the said Chiefs and head-men of
Indians, in consideration of the
to them in hand paid by the said
den and Joseph Fellows, the rece
acknowoledged, have granted, ba
and confirmed, and by these pr
gain, sell, release and confirm
Ludlow Ogden and Joseph Fello
and assigns, all that certain trac
tuate, lying and being in the Co
of New-York, commonly called
name of Buffalo Creek reserva
tion 49920

Cattaraugusin said State, commonly called and known 1838
by the name of the Allegany reservation, containing by estimation 30469 acres, be the contents more or less. And also all that certain other tract or parcel of land, situate, lying and being partly in said county of Erie and partly in the county of Genesee in said State, commonly called and known by the name of the Tonawando reservation, and containing by estimation 12800 acres, be the same more or less; as the said several tracts of land have been hereto fore reserved and here held and occupied by the said Seneca nation of Indians or by individuals thereof, together with all and singular the rights, privileges, hereditaments and appertenances to each and every of the said tracts or parcels of land belonging or appertaining; and all the estate, right, title, interest, claim and demand of the said party of the first part and of the said Seneca nation of Indians of, in and to the same and to each and every part and parcel thereof; to have and to hold all and singular the above described and released premises unto the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, their heirs and assigns, to their proper use and behoof for ever, as joint tenants, and not as tenants in common.

In witness whereof the parties of these presents have hereunto and to three other instruments of the same tenor and date one to remain with the United States, one to remain with the State of Massachusetts, one to remain with the Seneca nation of Indians, and one to remain with the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, interchangeably set their hands and seals the day and year first above written.

(Suivent les Signatures des Indiens et des témoins).

At the before mentioned Treaty, held in my presence, as Superintendent on the part of the commonwealth of Massachusetts, and this day concluded, the foregoing instrument of writing was agreed to by the contracting parties therein named, and was in my presence executed by them, and being approved by me, I do hereby certify and declare such my approbation thereof.

Witness my hand and seal, at Buffalo Creek, this 15 January 1838.

JOSIAH TROWBRIDGE (L. S.)

Prove
R

At a Treaty held und
the United States of Amer
county of Erie and State
sachems, chiefs and warr
of Indians, duly assembled
and acting for the said nat
Thomas Lugdow Ogden of
Joseph Fellows of Geneve i
the other part, concerning
and claim of the said nation
lands within the State of N
their occupation: Ranson H.
ner appointed by the Presid
to attend and hold the said
Trowbridge Esq., the Superin
commonwealth of Massachuse
sent at the said Treaty, the
warriors on behalf of the said
dians, did agree to sell and re
Ludlow Ogden and Joseph Fel
Thomas Ludlow Ogden and Jo
to purchase all the right, title
Tuscarora nation of, in and to
cel of land mentioned and desc
of writing next hereinafter set f
or sum therein specified, as the
chase money for such sale
ment bei

second part witnesseth: That the said sachems, chiefs 1838
and warriors of the Tuscarora nation, in consideration of the sum of 9600 Dollars, to them in hand paid by the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows the receipt whereof is hereby acknowledged, have granted, bargained, sold released and confirmed, and by these presents do, grant, bargain, sell, release and confirm to the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows and to their heirs and assigns, all that tract or parcel of land situate, lying and being in the county of Niagara and State of New-York, commonly called and known by the name of the Tuscarora reservation or Seneca grant, containing 1920 acres, be the same more or less, being the lands in their occupancy and not included in the land conveyed to them by Henry Dearborn together with all and singular the rights, privileges, heridaments and appurtenances to the said tract or parcel of land belonging or appertaining, and all the estate, right, title, interest, claim and demand of the said party of the first part, and of the said Tuscarora nation of, in and to the same, and to every part and parcel thereof: To have and to hold all and singular the above described and released premises unto the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, and their heirs and assigns, to their proper use and behoof for ever, as joint tenants and as not tenants in common.

In witness whereof the parties to these presents have hereunto and to three other instruments of the same tenor and date, one to remain with the United States one to remain with the State of Massachusetts, one to remain with the Tuscarora nation and one to remain with the said Thomas Ludlow Ogden et Joseph Fellows, interchangeably set their hands and seals, the day and year first above written.

(Suivent les Signatures des Indiens et des témoins).

At the abovementioned Treaty, held in my presence, as Superintendent on the part of the commonwealth of Massachusetts, and this day concluded, the fore going instrument was agreed to by the contracting parties therein named, and was in my presence executed by them and being approved by me, I do hereby certify and declare such my approbation thereof.

Witness my hand and seal, at Buffalo Creek, the 15 January 1838. J. Trowbridge (L. S.), Superind.

Seneca tribe included, and
nate the President is autho
as in full force and operati
(La Proclamation du Présid
ratification de ce Traité,
Avril

Correspondance di
Lord Palmerston et
bell à Alexandrie, s
Vice-roi d'Egypte. F

(Communications with Meheme
houses of Parliament by Cos
Lond. 183

No. 1.

Viscount Palmerston to

Sir,

Foreign O

With reference to your despatc
1837, from which it appears that the P
himself to increase his army in Syria,
state to the Pasha, that you are instruc
the evil consequences which will result
measures an attack upon any part of the S
also represent to the Pasha
tive mili

Ali in Syria, render it necessary that I should instruct you to state to that Pasha, that Her Majesty's Government cannot any longer delay asking him for a distinct explanation, as to the intention with which those preparations are made. 1838

No. 3.

Viscount Palmerston to Colonel Campbell.

Sir, Foreign Office, March 29, 1838.

With reference to your despatch of the 7th February, reporting the assurances, given to you by Mehemet Ali, that he had not the most remote view of conquest on any part of the Sultan's territory, beyond the limits of his own Government, I have to instruct you to state to Mehemet Ali, that you have been ordered by your Government seriously to warn him of the consequences to himself, which will follow any attempt on his part to extend his authority, by force of arms, in any direction.

You will point out to the Pasha, that he ought to be sensible that his talents and energies, great as all the world know them to be, will find ample scope for their exertion in establishing a good system of administration in the countries already subject to his rule, and in relieving the people of those countries from the evils of various kinds under which they at present labour.

I have further to instruct you specially to state to the Pasha, that the frightful atrocities committed in Syria by his troops, under the pretext of enforcing the conscription, have produced in all Europe the most unfavourable and painful impression.

No. 4.

Viscount Palmerston to Colonel Campbell.

(Extract.) Foreign Office, [illegible]

I have to acquaint you that reports have reached Her Majesty's Government from various quarters, tending to show that the Pasha of Egypt has it in contemplation to throw off his allegiance to the Sultan, and to declare himself independent. [illegible] may have been led to imagine that Great Britain would [illegible] passive acquiescence such a proceeding on his part, [illegible] of the utmost importance that no illusions should [illegible] of the Pasha, upon a matter so [illegible] to himself, you are instructed [illegible] any error under which the Pasha [illegible] which Great Britain would take [illegible] between him and the Sublime [illegible]

I shall send you fuller [illegible]

... the Pasha should himself set
at naught, and should give to the world, by
signal example of violent injustice, and of
done, instead of leaving behind him a name t
future ages, he will tarnish the reputation he h
and be included in the list of men, who, acco
of their means, have, upon a larger or smaller
to appropriate to themselves by force, things
right to others.

But equally erroneous would be the exp
such an attempt, he would improve the condit
Far different would be the result, for success i
prize being impossible, he would involve his fa
table ruin which he would bring upon himself, a
destroy those very persons for whose future wel
strong an interest.

Her Majesty's Government at once, and dec
the successful execution of the attempt to be im
inevitable consequence to be ruin to the Pash
know that the conflict which must necessarily be
such an attempt, would not be between the Pash
single-handed, but between the Pasha and the S
supported by all the Powers of Europe.

Were the contest, indeed, to lie between
Egyptian forces left to themselves, it would not
state of things, be safe for the Pasha to reckon
the same success as that which attended his arms
it is needless to say, that if the Great Powers
determine to assist and uphold the Sultan, the re
test must be the overthrow and expulsion of the I

The British Government, however, speaks only f
itself bound, in return for the frank and unreserve
which it has received from the Pasha, to declare to
ner equally unreserved and explicit, that if he sho
proceed to execute his announced intentions, and if
(as they indisputably would ...

No. 7. 1838

Colonel Campbell to Viscount Palmerston. — (Received August 14).

(Extract.) Alexandria, July 9, 1838.

In obedience to your Lordship's despatch of the 9th June, I called on the Pasha on the 5th instant, to communicate it to Mehemet Ali.

Boghos Bey, who accompanied me to the palace, and the interpreter, Artin Bey, were present.

I had previously read the despatch to Boghos Bey, and I again read it over slowly to Mehemet Ali, and it was translated to him paragraph after paragraph.

The Pasha asked me what I understood by „the course which Great Britain would take in any conflict which might arise between him and the Sultan upon such a ground."

I replied to him, that my opinion was, from the whole context of your Lordship's despatch, that Great Britain would regard as an act of hostility on his part, any attempt to throw off his allegiance to the Sultan, and that it would not, as His Highness might see, view such a proceeding with passive acquiescence.

The Pasha said, that however your Lordship's despatch to me, was not in reply to his communication to me of the 25th May last, and which I had the honour to report to your Lordship in my despatch of that date.

That, in the meantime, he should not commit any aggression, and should await your Lordship's reply to the communication made by him.

The Pasha again repeated, that he hoped that I should shortly receive a reply from your Lordship to my communication of 25th May, and that he trusted that the dispositions of Great Britain would then be more favourable to him.

The activity of the Pasha in continuing to increase his navy, cannot have any other object in view, than to be able to oppose the Porte by sea, as he is quite aware that his means can never make him a Great Maritime Power.

This declaration of Independence may be retarded or set aside for a season, should he think the chances of success against him, but your Lordship may be assured, that Mehemet Ali will never abandon the intention which he has declared; and, that he will seize the first favourable opportunity, which any political events may hold out to him for the realization of his project; and, that he will risk every thing rather than descend to his grave as a vassal of the Porte, and than leave his family without an established succession.

I have learnt on the authority of an influential Turk, that an Ulema of Cairo, in whom much faith is placed as an Astrologer, has predicted that there will be great movements, and that Mehemet Ali will be independent in the year 1254, the present Turkish year.

[illegible] of the Pasha in send

In reply to my questions on this h
that he had no hesitation in telling me fr

He said that the vessels of war w
in the neighbourhood of Alexandria, an
dia to order the vessels of war in the I
others off Alexandria.

On my asking him what would be
Squadron, he told me, that there wou
Line, five heavy Frigates, and some Co

On my mentioning to him my satisfa
drawn his vessels from points where they we
dron of the Sultan, he told me that he had le
and another off Rhodes, in order to give
ments of the Sultan's squadron; — „and,"
squadron shall come in this neighbourhood
steam-vessel, and go on board of my Ad
mise to you that you shall see all the Sul
Alexandria, with the exception of such as

I told him that I thought that any
fleet would be considered as an aggression
certainly it could not be so considered, pro
should come off his coast in the way of h
so, as he had withdrawn his ships from Ca

The Pasha then said that he supposed
France and myself would receive instruct
ments by the French steamer, expected on
on my replying that I thought it probable,
Cochelet and myself would most probably
strong language towards him; but that he
his reasons for his conduct, either verbally o
might require; but that the British Govern
understand his position, and how impossibl
the sacrifices which he had made, and the
had introduced in the country, to go to the
his memory of having left [illegible]

vernment; and I must frankly tell him, that I thought that the best means to be employed in obtaining the independence which he so much conveted, would have been by governing his country in such a manner, as to show all Europe the superiority of his Government over that of the other parts of the Turkish Empire, and the greater happiness and comfort enjoyed by the people under his rule; and that, above all, in England, such conduct would have been most warmly appreciated by the Government, and by every class of the people. 1838

The Pasha replied to this, that the circumstances of his uncertain position had forced him to keep up a force rather disproportionate to his means, and had consequently obliged him to keep up heavy imposts; but that was in some measure the fault of the Great Powers who had placed him, and kept him in so difficult and unpleasant a position; and for which he did not see any remedy other than the step which he had communicated his intention to take.

No. 9.

Colonel Campbell to Viscount Palmerston.— (Received August 9.)

(Extract.) Alexandria, July 17, 1838.

Yesterday evening I called on the Pasha, with whom I found Count Medem, the Consul-General of Russia.

On my entrance the Pasha told me that he was glad to see me, as he had just been talking to Count Medem relative to the answer which he had given the day before to M. Cochelet, and which he would now repeat.

He said that he had told M. Cochelet, that he had been toiling during fifty-two years to arrive at his present name and power. That he had a large family for whose welfare he must think, as also a thousand *(un millier)* of adopted children to whom he acted as father, who were devoted to him, and whose fate was linked with his; that they had nobody else but him to look to in this world, and that he could not quit this life without having settled *(assuré)* their future state; that he could not permit that his name should be cursed after his death, and that it should be said, that Mehemet Ali had laboured for himself alone; that he would await the answer of the other Great Powers; that in the interval he would not exercise any hostility against the Sultan, either by land or sea, unless forced to it by acts of the Porte itself. That if the answer of all the Great Powers were negative, he would reiterate his demand, hoping from their justice, that they would end by granting him his request. Nevertheless, should he find that there were no hopes for him, patience could not be carried beyond certain bounds, and he would declare himself independent.

The Pasha then said, that it was in his power to raise up all Turkey, and that he had only to lift up his hand, and all Roumelia and Anatolia would follow him; he was glad, however, to say that he believed the Capitan Pasha was coming here from Constantinople, and he had reason to believe, that he would be the bearer of some propositions from the Porte, and which he hoped would arrange the whole difficulty.

... I read it in French, and having e:
gers which awaited the Pasha in the even
dependence, I impressed upon him the pr
me in urging on the Pasha the necessity
views of independence, and of conforming
in your Lordship's despatch.

Boghos Bey did not appear to enter
hold out the least hopes of a possibility o
intentions.

On the same evening I waited on the
with Artin Bey (his interpreter) alone.

I read to the Pasha your Lordship's de
which was translated to him, phrase by ph
listened with very great attention.

I then recapitulated to the Vice-Roy th
would infallibly be exposed should he persis
dependence, and my anxious hope that he
wishes expressed by your Lordship, which w
to secure the peace of Europe, but also the
of Mehemet Ali himself.

The Vice-Roy, after expressing gener
would not abandon his intention of indepen
to me what he had said to M. Cochelet, as
patch of the 7th July, requested me to give him
Lordship's despatch, in order that he migh
fully master of its contents, after which he
sitive reply to it.

I sent to him the translation on the fol
instant), and upon the 7th instant, I again
who soon entered upon the subject of your

He said, that he would not precipitate
any act which could be considered by the P
gressive; and that he would keep religiously
his own frontiers; and in regard to his squ
see that the whole of it was kept within
and entirely

Pasha should arrive here, he hoped to be able to arrange every thing amicably with him, without the necessity of co-operation by the Great Powers; and that if the Capitan Pasha came to negotiate, he (Mehemet Ali) would content himself with the succession *(l'hérédité)* in his family. 1838

He then talked of undertaking a voyage to inspect the new gold mines in the Sennaar, and said, that if he returned with plenty of gold, he would not require friends or armies to arrange with the Porte. He said, that he would go in the month of October, and would be absent for some months, during which time affairs might assume a more favourable aspect.

The subject of his gold mines naturally elicited from me a question respecting the tribute, which he told me he considered as a sacred debt to the Sultan, which he would pay; but at present he found some difficulties on account of the exchange. I, however, believe, that he is taking measures to pay it, by way of Trieste, to which place he has sent a quantity of cotton.

The Pasha then began to comment on what he called the intrigues of the Porte against him. He said, that Kourshed Pasha had sent him from the Hedjas a letter written by Ali Pasha, of Bagdad, to stir up the tribes in the Nedjed against Mehemet Ali, and that he would send me, in proof of it, a copy of that letter.

I have since received it, and have now the honour to transmit to your Lordship a copy of it. This letter, however, does not appear to me to say much.

The Pasha added, that he was confident, that the Porte was concerned in the late affair of Syria; that he certainly had not the proofs of it; but that he is more than persuaded, that, but for the underhand proceedings of the Porte, that affair could not have lasted so long as it had; and that the menaces of the Porte on the Syrian frontiers against the Egyptian Government, was a palpable proof of it. He said, „Thank God, the affair of the Druses is terminated, and I hope to get possession of the letters which have been written to the Syrians, in order to show them to you. I have always told you, and I repeat it again, that my desire shall always be to avoid war, whenever my natural defence does not force me to it; but this desire shall not make me abandon my endeavour to ensure, during my life, the future fate of my family, as well as of those persons who are attached to me."

The Pasha concluded by saying, that all those circumstances obliged him to persist in his project, and to implore the justice of the Great Powers for its accomplishment.

Your Lordship will thus perceive, that Mehemet Ali persists in his intention, and which he has repeated to the Consuls-General of the Great Powers here, since my interview with him.

Inclosure in No. 10.

Traduction d'une lettre écrite par Ali Pacha de Bagdad, à Fayssel, fils de Turchi, en date du 1er Décembre, 1837.

Depuis longtems je n'ai pas reçu de vos nouvelles. J'ai su cependant votre destitution, et que Haled-el-Saut est venu vous

... et votre me
vous me teniez au courant de ce qui
dans le besoin, vous disposiez de no
tière et prompte réussite des affaires.
rez votre devoir envers la Sublime Po

26.

Convention entre le G
Hesse, le Duché de
ville libre de Francfo
struction de chemins
faciliter la communica
villes de Francfort e
celle entre Darmstad
et celle de Bieberich
avec Mayence. Signé
sur le Mein, le 10 1

(Frankfurter Jahrbücher 1838. I

Die unterzeichneten zur F
Eisenbahnen, durch welche die
Mainz, Darmstadt und Mainz, s
Wiesbaden mit Mainz in Verbin
sollen, von ihren höchsten und h
ernannten Kommissarien, nämlich:

Von Seiten d... G...

Art. 1. Die herzoglich Nassau'scher Seits und von 1838
Seiten der freien Stadt Frankfurt bereits vorläufig concessionirte Taunus-Eisenbahn soll von Frankfurt, an Höchst, Hattersheim und Flörsheim vorbei, zwischen der Anhöhe von Hochheim und den Main in das grossherzoglich Hessische Gebiet, an Kostheim vorüber in das Innere von Kastel, von da weiter nach Wiesbaden geführt werden und eine Seitenbahn nach Bieberich enthalten.

Die Grossherzogl. Hessische Regierung gibt ihre Zustimmung zu dem Bau dieser Eisenbahn innerhalb ihres Gebiets in der Voraussetzung, dass die direkte Verbindung der Taunusbahn mit der von Darmstadt nach Frankfurt zu bauenden Eisenbahn durch eine weitere Eisenbahn, welche in der Gegend von Flörsheim in die erstere einmündet, gestattet wird.

Art. 2. Da sich die Eisenbahn-Comités zu Frankfurt und Wiesbaden mit der Mainzer Eisenbahngesellschaft durch Vertrag d. d. Mainz den 31 Oktober 1837, Wiesbaden den 2 November 1837 und Frankfurt a. M. den 6. November 1837 dahin vereinigt haben, den Bau der im Artikel 1. bezeichneten Taunus-Eisenbahn auf gemeinschaftliche Rechnung zu unternehmen, so werden die höchsten und hohen kontrahirenden Staatsregierungen denselben in Bezug auf den allegirten Vertrag die definitiven Concessionen, mit Gestattung der Anwendung der bestehenden Expropriationsgesetze, für die betreffenden Gebietstheile ertheilen.

Art. 3. In den, nach Art. 2. zu ertheilenden Concessionen sollen den Unterzeichnern der Taunus-Eisenbahn folgende Bedingungen vorgeschrieben werden:

1) Hauptstationsplätze der Bahn müssen angelegt werden zu Frankfurt, Kastel und Wiesbaden.

2) Der Bau der Bahnstrecken zwischen Frankfurt und Höchst, und zwischen Wiesbaden und Kastel ist binnen sechs Monaten nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft zu beginnen und möglichst gleichzeitig zu vollenden. Die ganze Bahn muss um so gewisser binnen vier Jahre, vom Tage der Ratifikation dieser Uebereinkunft an gerechnet, vollendet werden, als man im entgegengesetzten Falle die Concessionen für erloschen erklären wird.

3) Die Bahn darf nicht eher zum Gebrauch des Publikums eröffnet werden, als bis die contrahirenden

spaterhin keine neue Maschine in
eine wesentliche Abänderung in
Bahn vorgenommen werden.

4) Die Gesellschaft ist verbu
Wagen und Maschinen, die Bei
die für den Betrieb der Bahn sell
stalten und Einrichtungen stets in
baren und ihrem Zwecke entspre
erhalten. Um sich hievon zu übe
betreffenden Staatsregierungen von
so oft sich eine besondere Veranla
Zustand der Maschinen, der Wage
selbst untersuchen und die erkann
sten der Gesellschaft, wenn sie
selbst bewirkt, verbessern lassen.

5) Die zur Erhaltung und zu
erforderliche Anzahl tauglicher Pers
Gesellschaft auf ihre Kosten angeste

Die Gesellschaft ist überdies ve
jenigen Anordnungen zu unterwerfe
contrahirenden höchsten und hohe
zur Ausübung des Staatsaufsichtsrec
der Gesellschaft, so wie zur Ausü
Bezug auf den Gebrauch und den
innerhalb ihres Gebietes vorschreibe

6) Das Reglement des Dienste
die Fahrten betrifft, ebenso die T
und Waaren-Transporte sollen den c
sten und hohen Staatsregierungen zu
gelegt und

7) Während der Dauer der Concession dürfen ohne 1838
Zustimmung der contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen keine Veränderungen, Destruktionen, wesentliche Direktionsveränderungen einzelner Bahnstrecken, so wie der ganzen Bahn vorgenommen und keine Seitenbahnen angelegt werden.

8) und 9) Rücksichtlich der speciellen Direktion, welche die Taunusbahn innerhalb der verschiedenen Gebiete gegeben werden soll, ist die Genehmigung der betreffenden Staatsregierung einzuholen.

10) Wird der Fiscus eines der contrahirenden Staaten wegen der Anlage oder des Gebrauchs der Eisenbahn oder ihrer Beiwerke in irgend einen civilrechtlichen Anspruch genommen, es sey, von wem es wolle, so ist die Gesellschaft in ihrer Gesammtheit verbunden, denselben vor Gericht zu vertreten, ihn in jeder Beziehung auch hinsichtlich der Kosten, schadlos zu halten, und deshalb auf fiskalisches Verlangen genügende Caution zu leisten.

11) Die Taunusbahn muss in der Gegend von Flörsheim so dirigirt werden, dass die Einmündung der Verbindungsbahn zwischen Darmstadt und Mainz ohne besondere Schwierigkeiten bewerkstelliget werden kann.

Können sich die Unternehmer dieser beiden Bahnen hierüber nicht vereinigen, so müssen sie sich den Bestimmungen unterwerfen, welche die grossherzogl. hessische und herzogl. nassauische Regierungen ihnen gemeinschaftlich vorschreiben werden.

12) Die Unternehmer der Taunusbahn dürfen die stipulirte Einmündung der erwähnten Verbindungsbahn, so wie die Weiterbeförderung der darauf hin und her zu transportirenden Personen und Waaren zu keiner Zeit und unter keinem Vorwande weder verweigern noch aufkündigen, oder sich dieser Verpflichtung auf sonstige Weise entziehen. Sie sind verbunden, solche Anstalten und Einrichtungen zu treffen, dass die Militairbeförderung auf die schnellste Weise bewirkt wird, widrigenfalls sie sich denjenigen Anordnungen unterwerfen und dieselben ausführen müssen, welche ihnen deshalb von der grossherzogl. hessischen Regierung in Gemeinschaft mit der herzogl. nassauischen Regierung werden vorgeschrieben werden.

13) Die Taunuseisenbahn muss mit der in dieselbe bei Flörsheim einmündenden Verbindungsbahn gleiche

... Güter und Perso
furt nach Mainz oder umgekehrt
dieselbe Strecke gelten.

15) Die Dauer der Concessio
festgesetzt. Wird nach Ablauf de
Concession nicht erneuert oder ve
die Taunuseisenbahn Gesellschaft w
Concession aus finanziellen Gründ
Bahn nicht fortsetzen können, ode
lösen; so sind die höchsten und h
Staatsregierungen befugt, entweder

a) das Eigenthum der Bahn mi
und allen Zubehörungen, und name
bäuden, Beiwerken, Maschinen und
Betriebsmaterial gegen gleichzeitig z
Ersatz des Werthes dieser Gegenstän
hen — in welchem Falle die Ausmit
summe durch gerichtliche Texation
Weise geschieht, dass bei der Schätz
Preis zu sehen ist, den jeder Gegen
einzeln und nicht als Bestandtheil o
Eisenbahn verkauft, erreichen könnte

6) zu verfügen, dass die Bahn a
oben genannten Zubehörungen zum
veräussert werden darf, und die Be
setzen, unter welchen sie diese Erl
sich bewogen finden. Erklären die
diesen Befugnissen keinen Gebrauch
so können die im Eigenthum der Ge
chen Gegenstände

gegeben, die gedachten Statuten mit den Unterschriften 1838
der Mitglieder der drei Comité's versehn, officiell binnen vier Wochen vorzulegen. Vorläufig wird übrigens festgesetzt, dass eine Abänderung der Statuten überhaupt und namentlich eine Erhöhung des Aktienkapitals, so wie eine Verminderung der statutenmässig bestimmten Procente vom reinen Gewinne zu einem Reserve-Fonds jederzeit nur mit Genehmigung der contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen erfolgen kann.

Art. 5. Die im Art. 3. unter Nro. 11-14. bemerkten Verpflichtungen wird die grossherzogl. hessische Regierung auch derjenigen Gesellschaft auflegen, welche sie zum Bau der mehrerwähnten Verbindungsbahn zwischen Mainz und Darmstadt concessioniren wird. Dagegen ertheilt die herzogl. nassauische Regierung die verbindliche Versicherung ihrerseits, der gedachten Gesellschaft zum Bau der nöthigen Brücke über den Main und der Bahnstrecke, die von dieser Brücke in der Richtung nach Kastel, bis zu dem Einmündungspunkte, anzulegen ist, nebst den nöthigen Beiwerken, die landesherrliche Concession, mit Gestattung der Anwendung des Expropriationsgesetzes, geben zu wollen, unter der Voraussetzung, es werde dieser Brückenbau so ausgeführt werden, dass derselbe die gehörige Sicherheit verspricht, die Schifffahrt nicht hindert und dass dabei auf das Austreten des Flusses die gehörige Rücksicht genommen.

Sollte die grossherzogl. hessische Regierung den Unternehmern der oftgedachten Verbindungsbahn gestatten wollen, den Uebergang über den Main, statt mittelst einer Brücke durch eigends dazu eingerichtete Fahrzeuge zu bewirken, so verspricht die herzoglich nassauische Regierung dieser Einrichtung dieselben Vortheile zuzugestehen, welche hinsichtlich der Einmündung der Verbindungsbahn in dieser Uebereinkunft überhaupt stipulirt worden sind.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll von den höchsten und hohen Contrahenten ratificirt werden und die Auswechselung der Ratificationsurkunden binnen 8 Tagen erfolgen.

Frankfurt, am 10ten Februar 1830.

Hier folgen die Unterschriften.

(Correspondence relating to Persia
sented to both Houses of Parli.
p. 96 sq.)

I.

Note adressée aux Ministres de Perse (Shah Mohammed) par l'. tentiaire de la Grande-Bretagn date du 24 Avril :

The undersigned, Her Britannic Maj
nary and Minister Plenipotentiary at the (
honour to inform His Persian Majesty's M.
deavoured by the desire of both parties, a
the terms of the Treaty of Tehran, to me
sian Government and the Affghan Governn
purpose of terminating by an amicable a
conclusion of an equitable Treaty, the diffe
exist between these high Parties; and findi
diment to the success of his mediation is tl
sian Government, that Herat and its depend
ledged to be Persian territory, and that tl
people of Herat shall acknowledge themselv
jects, it becomes the duty of the Undersign
ness and perfect sincerity, that the British
times past contracted alliances with the S
stan, by which it recognized their independ
Affghan nation; finding also that the Gove
is mentioned in the Treaty of Tehran in
doubt that the Affghan nation, at the tin
Treaty, was regarded by the Persian Govern
State; and keeping in mind that the affairs o
been administered up to this time by a Gover-
pendent

Persian Majesty is wasting in enterprises which, even if successful, can neither contribute to the stability of his Throne, nor to the prosperity of his kingdom, resources which every friend of Persia must desire to see employed in maintaining the internal tranquillity, and providing for the security of His Persian Majesty's Empire; and notwithstanding the desire which the British Government has ever felt and substantially evinced to add to the strength and security of Persia, Her Britannic Majesty would not consider herself justified in continuing to afford assistance to Persia if it is to be directed by the Persian Government against its neighbours, and to be employed, not for purposes of defence, for which alone it was intended, but for purposes of aggression or territorial aggrandisement. 1838

The Undersigned has the honour further to state, that the British Government cannot view with indifference the persevering attempt of His Persian Majesty to subdue, to overturn, or to disturb all the existing Governments in the various States or Principalities which intervene between the Persian frontier and the British dominions in India; and that it cannot regard the policy which the Persian Government has lately pursued in these parts, as conducive to the true interests of Persia, consistent with the spirit of her Treaty with England, or calculated to give a character of cordiality or stability to the alliance which has so long, and hitherto so happily, subsisted between the Sovereigns of Great Britain and Persia. His Persian Majesty's Ministers are well aware that the object which Great Britain proposed to herself in her alliance with Persia, and the purpose of the stipulations of the Treaty which established that alliance, were the tranquillity and security of these frontiers, and their protection from the disturbing attempts of other nations; but now the Persian Government itself becomes the cause of producing the very evils which it was the object of the alliance, and the chief purpose of the Treaty to prevent.

The Undersigned is unwilling in this place to touch on a variety of circumstances not unknown to the Persian Government, which have occurred within the last two years, and which assuredly have not tended to give the British Government greater confidence in the feelings or intentions of the Government of Persia; but the Undersigned feels himself called upon especially to mention an official letter from the Persian Deputy-Minister for Foreign Affairs, in which it is distinctly announced, in the name of the Shah, that the Persian Government no longer considers itself bound to fulfil the stipulations of the Treaty with England. The Undersigned was willing to believe that this statement was made by mistake; but to the letter in which he required an explanation of this remarkable assertion, the Persian Government did not even deign to vouchsafe a reply. Nevertheless it is still the anxious desire of Her Britannic Majesty's Ministers to see every cause of coldness and alienation between the Governments speedily removed, and to feel themselves again at liberty, without fear of injuring the interests of their own nation, to afford to Persia the full support and the assistance which they are reluctantly compelled in the present position of affairs to withhold.

Britain, to the very questionable and ten
His Persian Mejesty may hope to derive
terprise, in which success could now b
renown, but in which, if he presses it fu
the more probable result, cannot but tar
arms, and may not improbably lead to o
gnitude.

The Undersigned, at all times desir
entire, but to draw more close the bond
between the British and Persian nations,
greater part of his life in endeavours to
trusts that the reply of the Persian Minist
tion will be such as to give him confider
stability of the friendship which has hitherto
and will relieve him from the anxiety he f
bours for twenty years in the service of
to have been of no avail.

The Undersigned, with sentiments of t
for His Persian Majesty's Ministers, has th

Camp before Herat, April 24, 1838.

(Signed)

II.

Letter from Meerza Ali, Deputy-
reign Affairs, to His Excellency

The Ministers of the Persian Governme
Letter of His Excellency Mr. Mc Neill, Env
Minister Plenipotentiary from the Governm
and India, beg leave to state, that in respect
the Affghans of Herat, the Persian Governm
that His Excellency should take the trouble o
maining in the royal camp, or of discussing
verbally or by written official communica
existing

ring tribes; and who had never ceased to do all in their power 1838
to ruin Khorassan. The Persian Government, after the urgent requests of His Excellency, consented to his making these inquiries in consideration of the friendship between the States. After His Excellency's return from the fortress, it became apparent that this permission had become the means of increasing the strength of the Affghans. Formerly they had consented to give indemnity for injuries, which they now refused.

With regard to what His Excellency has written respecting Prince Kamran acknowledging Herat to be a dependence of Persia, it is indeed evident and apparent to the whole world that Herat is one of the cities of Khorassan, and is represented as such in the maps of all countries, and this fact is stated without concealment in the histories of all States.

Amongst the evidences of this are their own papers which were brought to Tehran by Futteh Mahommed Khan; and the authority of Prince Kamran is derived from a Firman of His late Majesty Futteh Ali Shah. The Affghans themselves do not deny that Prince Kamran came to the presence of His late Majesty Futteh Ali Shah, at Tehran, and after making submission, received by Firman the Government of Herat. If the friendship of the British Government with the Affghans be made the means of separating this country from Persia, so, as the British Government, in consequence of the friendship between the States, has intercourse with all parts of Persia, ought all those parts in like manner to be separated from Persia?

Although it is stipulated in the existing Treaty that the British Government shall not, in the event of a war, concern itself with the Affghans, nevertheless the Persian Government, in consideration of the friendship between the States, remained silent, and did not forbid communication.

Hitherto the Affghans have never regarded themselves as an independent State, having repeatedly made submission, and given Peesh-kush.

In like manner, in the year of the decease of the late heir apparent, when His present Majesty succeeded as heir to the throne, he came to these parts, and at that time never did they (the Affghans of Herat) assert such pretensions, nor did other Governments put forward such statements as these.

The Persian Government has never requested the British Government to become a party in obtaining the restitution of prisoners (slaves) or tribes, or in relieving these countries from the disturbances of this people, although it (the Persian Government) is always desirous in time of need, when any one without just cause should attack the Persian Territory, that the British Government, in consideration of the friendship between the States, should to the utmost of its ability prevent the aggression, and render assistance to the Persian Government.

The British Government, in its exceeding kindness and anxiety on our account, have not deemed it advisable that the resources of the Persian Government should be expended on trifling occasions. This is supposing that the territory of Persia be secure from plunder and rapine, slavery, massacre, and destruction, that

[illegible] and ruin in the Persian terr
not repose in the country, which is con
and oppressed on all sides?

If it (the British Government) is i
things, it is evident that it has some
be necessary for the Persian Governn
means it can remedy the evil, and afte
cious and intelligent Envoy, and havi
from the Ministers of the British Gover
means for its own protection and securit
ment has no other object in view at pre
of its frontiers, and the prevention of
the same manner as it did last year wi
Goorgaun and the Attruck, so this year
its determination of preventing the disturl
Herat, and the Turcomans of Merve and

If the execution of these designs sh
reign States as contrary to the true int
cause of offence to themselves, to what

If in consequence of these trifling matte
vernments are undoubtedly acquainted, the I
feel a want of confidence and security, a
to other intentions, it will be apparent t
ment does not desire the stability of this
British Government) will become the ca
tween the Governments. Let it not be s
Government will let this matter remain un
municate it to other Governments. With
tings, although the writer failed to exp
and to convey his meaning distinctly, ye
contained nothing that could evince unfrie
It should not be attributed to any unfrie
meaning was, that the Ministers of the
thout the sanction of their Government,
interests, will not carry into effect certai
sting Treaty- but [illegible]

If certain Ministers and Envoys, for their own purposes, should misrepresent things to their own Governments, no doubt the misunderstanding will be easily removed, and no signs of coolness or decrease of friendship will at any time, or in any way be displayed. 1838

With regard to the request which His Excellency has made to the Ministers of the Persian Government, that just and equitable terms may be accorded to the people of Herat, and that thus hostilities may be terminated, and the shedding of innocent blood prevented, the plain answer is this, that in perfect friendship between the States, and His Excellency, a wise and learned person, being on the spot, if the object be to put an end to the war, it is necessary that the Ministers of the Persian Government should acquire a feeling of perfect security with respect to these parts, and then return; and that is conditional upon the restitution of prisoners; the restoration to their own land of the wandering Tribes that have been removed from (Persian) Khorassan; the giving security to the Persian Government, either by hostages or trustworthy guarantee, that whether in prosperity or adversity, in tranquillity or trouble, the Affghans shall take no step that may cause uneasiness to our minds, and that they shall not be rebellious subjects: otherwise so long as it may be in the power of the Persian Government, it will not cease its endeavours to obtain this security.

And on this account no diminution or loss of friendship shall in any way be caused. Indeed after these hostilities have been put a stop to, they (the British Ministers) will have reason to feel assured, that in consideration of the extreme friendship between the States, they ought to have afforded us ample assistance and support in the prosecution of this enterprise; now that they have withheld it, they are themselves the best judges.

His Excellency need feel no anxiety or uneasiness on this account. Let him consider the stipulations of the existing Treaty more binding than in former times, and let him feel assured that every day of the twenty years during which His Excellency has faithfully served the two States, will in the eye of affection appear as one or even two hundred years, and will all be acceptable and agreeable to the exalted States.

(Sealed by) MEHERZA ALI.

2 Month of Suffer, A.H., 1254. corresponding with April 27. 1838.

III.

Letter addressed by His Excellency Mr. Mc Neill to the Ministers of the Persian Government.

I have had the honour to receive the answer of the Ministers of the Persian Government to my letter, and have thoroughly understood its contents.

My object in writing that letter was to afford information to the Ministers of the Persian Government, in consequence of my instructions to that effect; and now that my communication has been answered in this manner, I shall of course forward the an-

and did not wish to change their con
vernment, why should they prohibit I
former usage, from visiting its Ministe
that the Ministers of the Persian Gov
object, regarding which they do not de
formation conveyed to the agents o
There can be no other construction p
been so many similar signs and eviden
of this Government towards the Brith
now amount to demonstration.

Secondly; With regard to my not
diate, which has been stated, the truth
have no written paper from the Ministe
ment to this effect to produce as my au
sters of the Persian Government place
own words that I did, the powers instru
Government exceeded those of a mediato

It is also stated that my visit to th
of strengthening the Affghans. I had tw
effect, one was to induce Shah Kamran
Shah, and to content himself with that
the other was to persuade Yar Mahomme
presence of His Majesty. Neither of thes
but both were amongst the principal requ
Government.

If to evince a desire to carry these
duce the Affghans to accede to these two
means or cause of strengthening the Affgh
statement of the Ministers of the Persian G

Thirdly; It is stated that in histories a
scribed and laid down as belonging to th
The statement is correct; but Georgia, Shu
vân, Karabaugh, and even Mosul, and Bag
numbered amongst the hereditary dominions
places are now in the possession of

subject to Ameer Timoor, would they be justified in doing so, or not? 1838

Fourthly; With regard to what is stated respecting the writings which were brought to Tehran by Futteh Mahommed Khan, the Envoy from Herat: if the Ministers of the Persian Government believed these writings to be true and authentic, it is evident there would have been no necessity for this advance and movement of troops; but after the Ministers of the Persian Government themselves did not believe these writings to be true or worthy of credit, and in consequence of their disbelief in, and discredit of, these writings, they marched an army in this direction, what possible reliance or confidence can be placed in these writings that they should be produced as evidence or testimony? However the contents of the Treaty concluded between the two Governments afford a clear demonstration that the Ministers of the Persian Government acknowledged the independence of the Affghans.

Fifthly; It is stated with regard to the Envoys of the British Government that they do certain things for their own ends and purposes. Should it be known, or become known to the Ministers of the British Government that their Envoys or Agents in Persia, or elsewhere, have acted contrary to established rule, or, without the consent of their own Government, have attempted to arrange any affair, such conduct will be investigated and disapproved of; but the investigation of such matters is with their own Government.

Sixthly; With regard to the statement regarding an arrangement with the Affghans of Herat; if the wish and desire of the Ministers of the Persian Government be really the tranquillity of the people, and the peace of the country subject to Persia, and the restitution of prisoners as far as may be practicable, and the possession of security against the disturbances of the Affghans on the frontiers of Persia, and the assistance and endeavours of that people to prevent others from disturbing or injuring the hereditary dominions of Persia, these objects would be gained and this tranquillity secured by the very Treaty the draft of which I laid before His Majesty a few days ago, and the conclusion of which I was desirous to mediate.

The only apparent obstacle to the arrangement of these matters are certain unreasonable propositions, impossible to be caried into effect, which have been made by the Ministers of the Persian Government to the Affghans.

It appears probable that every delay and procrastination that occurs in settling this affair will render the ultimate arrangement of it more difficult and troublesome, and may be the cause of still further loss to the Persian Government.

In conclusion; if the wish and desire of the Ministers of the Persian Government be to obtain security from the Affghans, and to put an end to disturbance and aggression on their part in the hereditary dominions of Persia, the matter can be arranged with facility; but if the Persian Government has other objects, that is a separate affair.

Written on the 7th of the month, Suffer-ool Muzuffer, A. H. 1254. Corresponding with May 1, 1838.

..... I presented to him a m
I made on the part of my Gover
inclose. This, as I expected, led
affairs, and especially on the questi
is regarding as the only real ques
said, arose out of it. I expressed
friendship between the Governments
conviction, that if he persevered in
pursuing, it must terminate in a
had come out to Persia, in my prese
hope that I should have it in my pov
to contribute to the preservation of
such having been my own wish, and
Government, it was most painful to
Majesty permit himself to be urged on
friendly character to another, till now
or pretend to feel, that with any exe
serve this ancient friendship, there
of its being lost for ever. The Shah
him in Affghanistan, whereas in the
had taken no interest in Herat. I told
his grandfather we felt confident in the
Persian Government, and considered it
our own: but that now it was different,
not so act as to force us to regard his
I urged him for his own sake to concl
ment with Herat, telling him his doin
to the British Government, and the firm
tion of confidence. He said if they wo
Persian subjects, he would conclude t
I had proposed. I replied that the H
to this; that I could take no part in
their independence, which they had s
that such acknowledgment would, I fe
even to the Shah, for that as soon
to be Persian

vernment, from which it would be very difficult to extricate him. 1838
The conversation terminated in his agreeing to abandon his claim to the sovereignty of Herat, and accept the Treaty which I had proposed, if he could be furnished with any reason which would enable him to withdraw with honour. I told him that no reason could be better than the fear of losing the friendship of England. He said if he was at liberty to announce that we would attack him, if he did not retire, no one could find fault with him. I said he was at liberty, of course, to say to his own subjects whatever he might think proper; but that it appeared to me the fear of losing the friendship of England, was a reason for abandoning the enterprise which every one must admit to be valid. To this he assented, and promised to conclude the agreement with Herat, assigning that reason for his doing so.

The question of most immediate urgency, however, appears to me to be the Treaty with Kandahar, by which Russia acquires a right to interfere directly in the affairs of that country, and to force Persia to defend it against us or any one else who may attack it. But Persia cannot defend it; and I am of opinion that the Indian Government must feel the necessity of putting an end to this Treaty on any terms.

If the Shah is forced to retreat without having taken Herat, or if he concludes the Treaty as he has promised, I do not apprehend that there will be any great difficulty in recovering our proper position in Affghanistan; but if Herat falls, and becomes united, as it then must, with Kandahar, in one Principality, nominally subject to Persia, but actually under the protection of Russia, I confess I can see no prospect of tranquillity for India, and no way but one of dealing with such a Gordian knot. I would, therefore, if I could venture to do so, save Herat, which would be saving all Affghanistan.

V.

Memorandum of the Demands of the British Government presented to the Shah.

1st. That the Persian Government shall conclude an equitable arrangement with the Government of Herat, and shall cease to weaken and disturb these countries.

2d. That the Persian Government, according to the stipulations of the general Treaty, shall conclude a commercial Treaty with Great Britain, and that it shall place the commercial agents of Great Britain on the same footing with respect to privileges, etc. as the Consuls of other Powers.

3d. That the persons who seized and ill-treated Ali Mahommed Beg, a messenger of the British mission, shall be punished; and that a Firman shall be issued, such as may prevent the recurrence of so flagrant a violation of the laws and customs of nations.

4th. That the Persian Government shall publicly abandon the pretension it has advanced, to a right to seize and punish the Persian servants of the British mission, without reference to the British Minister.

Letter addressed to His M
Excellency Mi

May it please your Majesty,

Two days ago I had the honou
a memorandum of certain demands
vernment, which have doubtless re
consideration. I trust that your Ma
tion to comply with demands so ju
ment which has never ceased to evin
the security of the Persian throne an
nation.

A series of events which have o
years, and the general course of p
Persian Government have destroyed,
confidence which the British Governm
reposed in the sentiments, views, and

The march of Persian troops agai
ment had offered, through me, a Tre
every advantage she had a right to d
more, was an act of aggression on a
perseverance of the Persian Governmen
repeated remonstrances which I had the
part of the British Government, vince
the interests of the British Government,
pose of its Treaty of Alliance with Pe
that the expedition promised to Persia,
taken, no avowed advantage beyond what
to her by the proposed Treaty.

In the general Treaty between Engla
nounced that a Treaty of Commerce will
but the Persian Ministers, on various pre
promises to conclude it on equitable term
the conclusion of this Treaty, and, in the
tions on the subject, have
description

to the British Minister, the Persian servants who may be employed by him; and hitherto, notwithstanding the remonstrances which have been addressed to the Persian Ministers, no reply has been given; and this pretension, which is at variance with the laws and usages of all nations, has not been renounced. 1838

A letter, threatening violence, has been addressed by the Governor of Bushire to the British resident there, and that too in reference to circumstances in which the Governor had no right to interfere. Yet no answer has hitherto been returned to the demand for redress which I considered it my duty to transmit to the Persian Ministers several months ago.

I earnestly hope that, by an early compliance with these just demands, your Majesty will restore to its ancient cordiality and intimacy the alliance between the two States, and thus furnish the British Government with an opportunity, of which it would gladly avail itself, to afford to Persia the support and assistance which it so long continued to offer, and which the course lately pursued by the Persian Government has compelled it for some time to withhold. But my duty to your Majesty, as well as to my own Government, makes it imperative on me to warn your Majesty, that, in the event of a refusal to comply with these demands, the British Government can pursue no other course than, by employing the ample means at its command, to oblige the Persian Government to render it justice, and to abstain from further injuring its interests and frustrating the objects of the alliance between the two States. But I feel the greatest confidence that your Majesty's wisdom, sense of justice, and regard for the welfare of your Majesty's loyal subjects, will induce your Majesty rather to preserve the ancient and beneficial alliance with Great Britain; and that, by concluding a Treaty with the Government of Herat and withdrawing the Persian forces from this territory, as well as by speedily satisfying the other just demands of the British Government, your Majesty will relieve it from the necessity of having recourse to measures which it would resort to with extreme reluctance.

(Sealed) JOHN MC. NEILL.

May 18, 1838. 25th Suffer, A. H., 1254.

VII.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

A. C.

Remarques de Mr. Mc Neill.

I am commanded by the Shah to return the following answer to the letter Your Excellency addressed to His Majesty.

This is an allusion to the dismissal of General Gardanne's mission.

In the year 1222, 1223 of the Hejira, the late Shah, with the concurrence of the late Prince Royal, broke off his connection with other Governments, whether

sought a quarrel with Persia, that Russia *because* Persia was in intimate alliance with England, would seem to imply that that intimacy cannot be renewed without incurring the hazard of similar consequences. In a subsequent part of his letter, the Deputy-Minister asks, „Who interferes in the friendship between the Governments?" He has here stated that other Powers (Russia) attacked Persia because of this friendship.

S
s
fu
fe
G
iti
ve
all
by
pro
this
that
resi
The
time
1254
selves
Britis
submit
been
within
have a
particle
land, l
their fr
views,
existing
The
Governm
things w
positively
engageme
is evinced
collateral
theless, th

in the late Prince Royal's ruckum, agreeing to abrogate the Articles, that this change in the Treaty is agreed to, in consideration of a payment of 200,000 tomauns. Persia therefore, though she may have a claim to consideration, in consequence of the circumstances attending the transaction, cannot by any means establish a *right* to the greater sum, when she subsequently agreed to accept, and acknowledges that she has accepted, the less sum as the price of the sacrifice she made.

2nd. The war commenced in the summer of 1826, and the Treaty of Toorkmantchai was signed in February, 1828, being about one year and a half.

This statement is incorrect. I admitted, and who can deny, that the Russian troops had occupied a portion of uninhabited ground, which by right bolonged to Persia, but I combated the opinion that this insulated fact constituted the case of aggression contemplated in the Treaty of Tehran.

3rd. The circumstances here alluded to appear to be these: — When the Russian army entered Tabreez, the muskets remaining in store there were in the custody of Major Hart, who, on being called upon by the Russian officer commanding, was of course obliged to surrender them. The Persian Government now wishes to make the British Government responsible for arms which could have been in Major Hart's custody only in his quality of servant to the Persian Government. The arms were bonâ fide the property of the Prince, and therefore lawful prize.

4th. The Persian Government has all along insisted on that as it bore no signature, it was not valid, notwithstanding that the British Ministers had themselves made the abrogation of the two Articles of the Treaty conditional, on the payment of 250,000 tomauns in cash. If, therefore they have paid the money, let them produce a receipt; and if they have no receipt, the Articles are still binding upon them, and remain part of the Treaty. 1838

2d. In regard to the 600,000 tomauns for the three years of War which was stipulated in the existing Treaty: your Excellency yourself acknowledged to the Persian Ministers, in presence of Major Todd, that the aggression was made by them (the Russians); and they themselves do not deny this fact. Your Excellency ought at least, during these ten years, to have solicited this Government in a becoming manner to forgive the British Government the payment of this sum; but during all this time you have taken notice of it.

3rd. In regard to the muskets and military stores which were entrusted to Major Hart as a deposit for which he was responsible, and which were all carried off by force: it was incumbent on the British Government to replace less or more of these articles, that it might be relieved from the responsibility for their security which it had incurred, and thus have given support to this Government, which had for years been subjected to injury, in consequence of its friendship with England; and, at the same time, have taken the best means to protect the British frontiers; for this Government was at least a sentry in advance of the British Government.

4th. In regard to the Affghans, respecting whom it is

Colonel Taylor at Bagdad, as well as to my intercourse with the Government of Herat.

1st. These mortars were applied for by Sir H. Bethune, to enable him to reduce some of the hill forts in Fars, which however had surrendered before the mortars arrived at Bushire, where they were permitted to lie unnoticed by the Persian Government for several months; in fact, until they were carried back to India. I am unable to say, whether they were intended to be a present to the Persian Government, or were only to be lent for a particular service. From the fact of their having been carried back, it is fair to presume that the latter had been the intention of the Government of India.

2nd. The circumstances in which these rifles were retained are well known to the Persian Government; and it is perfectly

ha
Pe
shi
not
frie
the
hair
to
whic
the t

dence

to Bu
the Pe
were
ried ba
and all
Persian
ble to
and has
yet it
name of
that mili
should b
State to
happened
vernment
insult?

2nd.
were broug
Persia, an

could be expected was, that the price of these rifles should have been taken from the Persian Government.

3nd. The Persian Government does not affect to have any other grounds to go upon in this accusation, than its own conjectures as to the cause of Mr. Bugress's detention.

The allusion in the latter part of the paragraph, to the quarter from whence cheaper muskets might be procured, refers to Russia.

3rd. It is now nearly a year and a half, that Mr. Burgess received from the Persian Government goods and money, engaging in the space of six months to furnish the Persian Government with 25,000 stand of arms, and he has derived a large profit from that money and these goods; and numerous messengers have gone to England, but no inquiry has been made of him, why he has delayed to bring the arms. It is obvious that he is a merchant, and would not endeavour to injure his own credit. It is therefore thought probable that impediments have been thrown in the way by the British Ministers, and that thus an indignity has been offered to the Persian Government in the face of other States, notwithstanding that it was possible to have purchased the arms at a cheaper rate from other Governments. Now they say, what sort of transaction was this?

4th. It would appear from what the Shah stated to me verbally, that the Persian merchants at Bagdad had written to the Persian Ministers to this effect. I assured the Shah more than once, that I had not the slightest reason to regard these reports as well-founded.

4th. According to letters which have been received, it would appear that the British resident at Bagdad was the instigator of the Pasha of Bagdad's attack on Mahumrah. The Persian Government had hoped, that if he (the Pasha) had proposed to undertake such an expedition, the British resident would have forbidden him, and would have said, „The Shah of Persia is now engaged on an expedition, wait till His Majesty shall have returned to his Capital, and if then you have any political representations to make, prefer them, and afterwards show this boldness and attack Mahumrah." If such things are not to be attributed to unkindness, to

The Affghans of Herat offered Persia all she had a right to demand bef

Th
ca
ver
and
con
vern
vern
bett
there
who
the
vernm
had n
fidenc
matter
would
to the
ment,
come n
them,
dignities
ment in
far and
The
cellency
rately to
The
ter is thi
Herat hav
their powe
by plunder
moving th
the sale of
wise to inj
habitants of

1838

the great losses which have been sustained from these people, who have been continually subject to the late Shah, and former sovereigns, and against whom, in consequence of their misconduct, armies have been continually employed which have punished them, and extorted Peeshkush, and returned. Let them restore the captives and the tented tribes, and give indemnity for the losses they have caused, and let them engage not again to be guilty of such conduct, and let the views of the Shah, in regard to the security and tranquillity of these countries be carried into effect, then certainly, without dispute, His Majesty will return. He will then neither injure the interests of any one, nor will he act in opposition to the will of any one.

The Deputy-Minister here only gives the assurance, that if the Shah is allowed to do what he chooses in Affghanistan, he will not seek a quarrel with any one.

The answer to the second matter is this, that His Excellency Mr. Ellis came, and concluded and terminated the matter, and went away, and at this moment his letter expressing his satisfaction is in our hands, and the matter was well and agreeably settled. Afterwards when your Excellency came, you preferred another request, viz. that one Agent for Commercial Affairs should reside at Tabreez, and that he should not have the attributes and privileges of a Consul. In consideration of the friendship between the States, this too was agreed to. What other demand then is this that you make, and what further trouble is this that you give the Persian Ministers?

This is altogether a misstatement, the whole correspondence respecting the Commercial Treaty bears evidence, that I not only did not propose, but that I would not consent to let the commercial Agent, whom it was proposed to establish at Tabreez be without the rank and privileges of Consul.

The answer to the third matter is this, that the high in rank, Ali Khan Badanloo, on the road, saw that a Persian was proceeding by bye-roads from Herat to Meshed. He seized him, and brought him to

On this paragrah which avoids touching on the most offensive part of the transaction, it is unnecessary to offer any comment. The proposed apology of Ali Khan was a mere mockery of redress, even for

...ed to, are those of the abrogated articles of the Treaty of Tehran, in virtue of which Persia pretends to claim 600,000 tomauns or L300,000 subsidy. The smallest amount of indemnity she has demanded from the Afghans is L1,250,000, making together with the 50,000 toms, claimed on Sir John Macdonald's note, the sum of 1,600,000 pounds sterling, which Persia demands as the price of the return of her army from Herat. This sum exceeds the whole amount of revenue received by the Shah since he mounted the throne.

This invitation is equivalent to asking what proportion of the sums above mentioned I was prepared to give, to procure the arrangement of the affairs of Herat.

The Deputy-Minister affects to regard the whole demands as complied with, except those the decision on which awaits information from Bushire, and from the foreign Governments who have been applied to.

Translated by

26 Safer, 1254.
May 19, 1838.

(Signe

nected with the affairs of the Government; and partly such as have been repeatedly brought forward by the Persian Government, and to which specific answers have more than once been given by the British Government. I therefore consider it unnecessary to repeat those answers. 1838

From the nature of this communication it would appear, that the object of the Persian Government is to obtain money from the British Government, and from the Affghan people; and judging from the proceedings and measures of the Persian Ministers in the management of the affairs of the Government, and especially in regard to their receipts and expenditure, it was to be expected that in the end such must be the result; but if the Persian Ministers expect by taking these exceptions, and preferring unsubstantial claims, or by acting in opposition (to the British Government,) to reap advantage from the British Government, they can gain nothing by pursuing such a course.

I have communicated to this Government the demands of my own Government, and have requested that they might be complied with, and have pointed out to the Persian Government the advantages of compliance, and the disadvantages of rejecting them. No doubt, after taking into consideration these advantages and disadvantages, the Persian Government is at liberty to decide, and will pursue whatever course it may consider most beneficial to itself. My object has been, in conformity with the duties entrusted to me by my own Government, to give the Persian Government full information, that if hereafter anything should occur, the responsibility may rest on the Persian Ministers themselves, and I am relieved from it, for I have discharged my duty.

You have written respecting the affairs of Herat. The fact is that I arranged, and would have concluded the affair of Herat in a manner which the Persian Government itself agreed to; but afterwards the Persian Government changed its mind, and refused to conclude that arrangement which it had accepted. No doubt it expected to derive some advantage from this change of purpose; but even now, if it will permit me to conclude the matter in the same manner, there is reason to believe that, please God, I shall still be able so to conclude it. What more shall I write?

27 Suffer, 1254. (Signed) JOHN MC NEILL.
May 20, 1838.

IX.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

A. C.

As your Excellency has required a fresh answer to the written demands, therefore, by command of His Majesty the Shah, etc. etc. I write these lines.

In regard to the seizure of your Excellency's messenger, as the Persian Ministers have written letters in detail, it is unnecessary to say more than these few words. The Persian Government never intended, either in regard to this matter especially, or to

...ge by secret ways. Without ...
sed them and brought them to th...
were people of Herat, and one ...
As soon as they were recognized ...
Colonel Stoddart, with all the pap...
without any one's having become ...
These are the facts of the case. ...
sire to represent to your Excelle...
sincere and disinterested proceedi...
Excellency ought not to credit thei...
of the Government, in taking the ...
duty, and acted up to the orders ...
unnecessary that they should be fou...
Colonel Stoddart, previous to the ...
Toorbut Sheikh Jaum, had informed ...
messenger of the Britsih Government ...
turn, or if the messenger himself had ...
frequented road, and had presented ...
army, we should have escaped all th...
His Majesty the Shah feels confiden...
these sincere statements, which by con...
written, all the feeling of irritation a...
arisen will be removed, and that your ...
satisfied and gratified. Moreover, Hi...
that Ali Khan Badanloo should also, fo...
your Excellency, come and apologize.

In regard to the Commercial Treaty ...
Excellency is urgent: Although His Maj...
rangement which the Persian Ministers ...
with His Excellency Mr. Ellis, agreed to ...
expectations of the British Government, ...
away satisfied; nevertheless, solely in co...
which your Excellency made, instructions ...
connected with commerce, together with ...
granted to the Minister for Foreign ...
the matter ...

cellency desires to conclude this matter, let him converse with the Minister for Foreign Affairs, who still retains the powers formerly granted him for that purpose; and, moreover, this matter has been arranged and adjusted here. 1838

You have written regarding the Governor of Bushire, that because he has written a threatening letter, in respect to a certain matter, to the British resident, he must be called to account and punished. His Majesty the Shah, has commanded, that we should never consent that the meanest subject of the British Government shall encounter, in our dominions, oppression or insult, still less the British resident. In regard to this matter, a special messenger has been sent, and his Highness Feridoon Meerza has been written to, to examine this affair with the greatest accuracy; and if the Governor of Bushire is in fault, to give your Excellency full satisfaction.

After all these written statements, which are evidences of the justice and candour of His Majesty, the shadow of God, and the boundless condescension of His Majesty towards your Excellency, His Majesty has ordered me to state, that in respect to the other matter mentioned in your Excellency's letter, His Majesty has given the answer, which you will regard as coming from His Majesty himself. Your Excellency requests, that His Majesty's army may return from this expedition; and states, that the advantages and benefits to be derived from complying with the wishes of the British Government, are greater than can be obtained from the capture of Herat. If your Excellency's statements had been confined to this one representation of the best policy to be pursued by the Persian Government, His Majesty would have attributed this representation to sincerity and goodwill; but your Excellency mixes up this representation with threatening expressions. Your Excellency states, that because the punishment of the mischievous inhabitants of Herat, who have committed numerous acts of plunder and slave dealing, is contrary to the views of the British Government, that Government, for the purpose of opposing and preventing this expedition, will employ its ample means. In all sincerity, I cannot see the justice of your Excellency's making such a representation, because this is an affair of State, which the Persian Government consider advisable, for the purpose of giving security and tranquillity to its own subjects. By the will of God, and his own fortunate star, His Majesty has been seated on the throne of his ancestors and predecessors; and he considers himself like other sovereigns independent and free to follow his own will, to put an end to the mischievous persons who have committed many acts of plunder, and rapine, and slave dealing; and in matters regarding which the Persian Government has contracted engagements with other States, no breach or violation shall occur. His Majesty will pursue his own views of what is the best policy. To make this proposition, is to change the accepted mode of proceeding between States which all other Governments have adopted; and it is obvious that the British Government will not sacrifice this honorable feeling for all the world; and the British Government is the oldest friend of Persia, and will never consent hat those bonds of friendship and union, which His Majesty the

played towards the c
cially after the death of the late Sh
as the punishment of the wicked At
tives and much plunder, especially
that punishment can never cause a cl
friendship. His Majesty the Shah,
perfect confidence in his own justi
and royal liberality of the Sovereing
refers this matter to the Ministers
have, therefore, to request, that
cate this letter to Her Britannic Ma

What more trouble shall I give

9th Rubbee-ul-Avul, 1254.

June, 1, 1838.

X.

Letter from His Excellency M Ali, Deputy-Minister fo

I have received your letter, and I

In reply I have to inform you,
insults have been offered to the Briti
vants of the Shah, and certain just
vernment have been evaded, or negle
Persia. I undertook a journey to the
pose of endeavouring to induce the P
to these just demands, and to give th
for the insults that had been offered,
ded in vain. When setting out on t
the Shah and his Ministers, that my o
was to prevent a misunderstanding be

But when I arrived here, and eve
that fresh evidences of disrespect were
the Persian Government had determine
treatment, such as no B

to the British Government, and evades or rejects the other just demands, I feel that it would be inconsistent with the honour or the interests of my own Government, that I should continue to maintain an official intercourse with this Court, and I therefore have to request that a Mehmendar may be appointed to conduct me, and the other Englishmen who accompanied me, in security to the frontiers of the Turkish territory, between Khoi and Bayazeed, where I shall await further instructions from England. 1838

It is my intention to set out to-morrow.

I feel myself called upon to inform you, that until the reparation and satisfaction I have demanded, for the indignities already offered, shall have been fully given, the Queen of England cannot receive at her Court any Minister who may be sent thither by the Shah of Persia.

Camp, before Herat, (Signed) JOHN MC NEILL.
Sunday, June 3, 1838.

XI.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

A. C.

Your letter has been received, and has been laid before His Majesty the Shah. His Majesty has commanded me to communicate to your Excellency His Majesty's orders to this effect: — 1st. That we do not know what is your Excellency's object in all these writings, and what you propose to yourself, and what you desire: and, 2dly, that there has been no breach of Treaty, or engagement, on the part of the Persian Government; and no indignity or disrespect has been offered to your Excellency, which should cause you offence. In regard to the demands which your Excellency represented to his Majesty in the presence, one of them had reference to your Excellency's messenger, the details of which matter have repeatedly been written to your Excellency, and the truth of which has been stated by the Ministers of this haughty Government viz. that although it was contrary to the Treaty that your Excellency should hold intercourse with the Affghans, nevertheless no indignity or disrespect was offered to your Excellency's messenger: and as soon as he was recognized, he was sent to Colonel Stoddart. It is obvious to every one, that in regard to this matter, the Persian Government violated no Treaty or engagement: and if a violation of usage and of respect had occurred, the Ministers of this Everlasting Government have repeatedly apologized for it; and in the last letter which I wrote, by order of His Majesty, an ample apology was written. Moreover Ali Khan Badanloo, who seized the said messenger, was directed to wait on your Excellency, and apologize in any manner you might desire.

The second point was in regard to the Commercial Treaty, which the Ministers of this Government had arranged with his Excellency Mr. Ellis: and they have in their hands a letter from him expressing his satisfaction. Solely in consequence of your desire, his Excellency the Minister for Foreign Affairs, was or-

an apology, and give full

The fourth point was the
which the Ministers of this haug
their reply; and though the inte
not in conformity with the Treaty
said in regard to this matter was
liance on the loyalty and sincerity
jesty's return from these countries
dependencies of Persia, is condit
captives and the tented tribes and
rely the British Government will n
jury, and to the destruction of the
has an ancient union with this
the gain and loss of this Gove
loss to itself. If they (the Affgham
soners, and pay indemnity for the lo
will ratify the arrangement which it
Excellency. Notwithstanding all thes
should complain and feel offended,
astonishment. His Majesty as soon
letter was exceedingly surprised, an
follows): — „God protect us, never
sent to his Excellency going away.
and loyal exertions of his Excellen
he should himself consent to take suc
two stable Governments are in existen
ship must daily be improved, and we
to this measure. So long as we live
and union must be raised, and the
removed." Independent of the friend
your Excellency has rendered great
gard to these demands which you h
has issued orders in conformity with
of the Treaty, and your Excellency
complaint or grievance in
else

XII. 1838

Memorandum presented to the Shah on the 4th of June, 1838. by the British Plenipotentiary.

The Persian Ministers having written., stating that His Majesty the Shah has not fully understood the demands and wishes of this well-wisher of the State, I have therefore written my requests, one by one, in this memorandum, and represent them to His Majesty the Shah.

First. That the high in rank, Hajee Khan Karabaughee, who used violence towards Ali Mahommed Beg, the messenger of the British Government, shall be removed from his office, and shall not be reinstated until the British Government shall have forgiven his offence.

Second. That his Excellency Hajee Meerza Aghassee, who, knowing that Ali Mahommed Beg was a messenger of the British Government, ordered him to be placed under a guard, shall come to my tent and make a suitable apology.

Third. That a firman shall be issued, commanding the servants of His Majesty the Shah not in any way to interfere with the servants of the British mission, whether natives of Persia or foreigners, and ordering that if any of these servants should be guilty of an offence, they shall not be punished without the knowledge and concurrence of the British Minister.

Fourth. That after it shall have been ascertained that what the high in rank, the British Resident at Bushire, has written, respecting the conduct of Sheikh Nassir, is correct, Sheikh Nassir shall be removed from the Government of Bushire.

Fifth. That a Commercial Treaty, according to the Articles which are written separately, but which are presented to His Majesty the Shah along with this memorandum, shall be concluded and ratified.

Sixth. That the first, second, third, and fifth demands (or requests) shall be carried into effect in three days from this day; and that the fourth demand, after the accuracy of the statement of Sheikh Nassir's conduct shall have been ascertained, shall be carried into effect without delay.

Articles of the Commercial Treaty referred to in the preceding Memorandum.

Art. I. The merchants of the two mighty States are reciprocally permitted and allowed to carry into each other's territories their goods and manufactures of every description, and to sell or exchange them in any town of the respective countries; and on the goods which they bring into or carry out of the country, the same amount of custom duties shall be demanded once for all, on entering the country, which is demanded from the most favoured European nations; and in like manner on goods taken out of the country; and, except this, no demand shall be made on the merchants of the High Contracting Parties, in each other's dominions, on any pretext or under any denomination; and the merchants

mercial Agents on the part of t
one in the Capital, and one in
and on this condition, that he
he alone, shall be honoured wit
sul: and as for a series of yea
vernment has resided at the Port
ment grants permission that the
as heretofore; and in like manne
part of the Persian Government s
of London, and one in the Port
same rank and privileges which
British Government shall enjoy in
This Commercial Treaty we,
High Contracting Parties, have agr
therepnto set our hands and seals.

XIII.

Letter from Meerza Ali, D
reign Affairs, to His Exce

His Majesty, the Shah, in answ
just now presented to His Majesty, ha
in respect to the affairs (Treaty) of
cellency comprised in two Articles, th
tion to the first Article; but in the sec
written, that a Commercial Agent sho
pital in the same manner as at Tabreez
mer arrangement, and your Excellency
of His Majesty, represented that as th
cument formerly written, it was here in
fore, let your Excellency change this,
the form in which the Persian Governme
and it shall be ratified; and the answer
written demands also, by God's
commands of H

dispense with the placing a commercial Agent at the Capital, on condition that the Persian Ministers will arrange the other matters in question, and carry them into effect. In the event of the other demands being accomplished, I shall not press the placing a Commercial Agent at the Capital Tehran. What more shall I write? 1838

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XV.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs. to His Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your Excellency's note, and I have laid it before His Majesty, the Shah. His Majesty has issued his commands, that according to what was formerly arranged and to what the Persian Government agreed to, and settled at the request of your Excellency, and to what your Excellency, heard verbally from His Majesty; and your Excellency admitted that it had been written by mistake; the two Articles of the commercial affairs, (Treaty) in conformity with what was formerly arranged, viz. the placing a Commercial Agent in Tabreez only, must be written anew and sealed, that the answer to the other matters also, in the manner in which it has frequently been given, may be given, that this affair may be settled.

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XVI.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

In regard to the affairs of commerce, the objection which His Majesty the Shah made was just, and I also adhere to what I said, and agree to sustain His Majesty's objection, and I have written a sealed note to that effect. If His Majesty is prepared to conclude it (the Commercial Treaty) in this manner let me know, and if not, also inform me; and in regard to the other matters likewise, if His Majesty agrees to them, let me know; and if His Majesty will not agree to them, write to me to say so. What more shall I write?

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XVII.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc. Neill.

I have received your note, and I have submitted it to His Majesty the Shah. His Majesty has issued his commands, that

1838 although your Excellency adheres to the statement you made, and though you have avowed that it was there written by mistake, but your Excellency must write the commercial affairs in two Articles in a separate paper, and in the second Article distinctly state that there shall be one Commercial Agent at Tabreez, and one at Bushire, and there only, and having sealed it, send it, that that draft which your Excellency yesterday presented to His Majesty may be changed, and that this one may be ratified, and that the answer to the other demands also, according to the positive orders of His Majesty the Shah, may be sent.

My haste in regard to this matter is in consequence of your Excellency's request, that in the space of three days the answers to all demands may be given. What more shall I write?

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XVIII.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I inclose the Articles of the Treaty of Commerce written in the manner you desired, but it is very necessary that the Persian Ministers, in conformity with what His Majesty the Shah commanded, should write to me to-day, stating that they agree to the remainder of my demands and will carry them into effect. Certainly after the promise you gave me yesterday, and what you have written to-day, you will not disappoint me.

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

Inclosure.

Written on the margin of the amended draft of the Commercial Treaty.

These two Articles on commercial affairs I agree to substitute for the two Articles on commercial affairs which, together with the other demands I presented to His Majesty, the Shah, yesterday; on this condition that the other demands which yesterday I submitted to His Majesty the Shah, and the whole of which His Majesty agreed to, shall have been carried into effect at the time appointed.

12 Rubbee-ul-Avul, 1254. JOHN MC. NEILL.
June 4, 1838.

XIX.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your Excellency's note, together with the Articles of the Treaty of Commerce, and I have submitted them to

the analyzing glance of His Majesty the Shah; His Majesty has 1838
issued his commands, that your Excellency has again, in the second Article, written what is at variance with what has hitherto been written and spoken, and to what your Excellency represented in the presence; for it has been frequently written, that the Commercial Agent established at Tabreez shall not have the privileges and rank of Consul; and your Excellency also, in the presence of His Majesty the Shah, agreed that the flag of the Mission should be only on the Mission-house. In the second Article you have again written what is contrary to this, and have specially stated that he shall be honoured with the rank of Consul. After that this expression shall have been changed, and according to what you yourself agreed to, and to what has repeatedly been written and sent, stating that the Commercial Agent at Tabreez shall *not* have the privileges and rank of Consul, we shall give a reply on the affairs of commerce and other affairs. What more shall I write?

12 Rubbee-ul-Avul, 1234.
June 4, 1838.

XX.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I have received your note and have understood its contents. I never represented to His Majesty in the presence, that the Commercial Agent of the British Government, who should be established at Tabreez, should not have the rank and privileges of Consul; and I have no authority from my own Government to agree to such an arrangement. And it is apparent, from His Britannic Majesty's commission to Mr. Bonham, which I placed before His Majesty the Shah, that the British Commercial Agent, established at Tabreez, should have the rank and privileges of Consul; but as I perceived that the Persian Government entered into discussions on the question of his hoisting a flag, and even objected to his doing so, I stated that the British Commercial Agent who should reside at Tabreez, should not hoist a separate flag, that thus there should be more flags than one; but that he should content himself with the flag which is now hoisted over the Mission-house, and that it should be exclusively his.

But the arrangement of the commercial matter (Treaty) appears to me to be of small importance, compared with making reparation and giving satisfaction, for the indignity and disrespect which has been shown towards the British Government; and that in the manner stated in the written demands which I submitted to His Majesty the Shah. I will take upon myself to separate the present conclusion of the Commercial Treaty from the other matters; and I shall not make the conclusion of this matter, at the present time, a condition of my remaining; that it may be made apparent and obvious, whether or not it is the intention of the Persian Government, to persevere in the indignity and disrespect it has offered to the British Government.

1838 Finally, I shall write no more, and I shall engage in no further verbal discussion regarding the matters (demands) which I submitted to His Majesty the Shah. If, by the day after to-morrow, which will be Thursday, they (the Persian Government) shall have carried into effect those demands which are required to be immediately complied with, and shall have agreed to carry the others into effect, it will have accomplished my most anxious wish, and if not, I shall set out on my journey and go away.

If it is the intention of the Persian Government to comply with these demands, I beg they will state it, that I may be informed; and if they have not the intention to comply with them, I beg they will also acquaint me with it, and that, according to my former request, they will appoint a Mehmendar.

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
Tuesday, June 5, 1838.

XXI.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your note, and I have laid it before His Majesty, the Shah. His Majesty issued his commands, that your Excellency, in the presence of His Majesty, represented, that the mission flag should be considered sufficient; and besides it, that there should not be another flag; and I also wrote exactly this in my letter; and your Excellency's representation in the presence was confined to this, and I did not write more than this.

And in regard to what you have written, stating that indignity and disrespect has been offered to the British Government, His Majesty has issued his commands, that until this time no indignity has been offered, and no insult has occurred; and of the things which you have written, not one of them has taken place, and they have not been proved in our presence; but because it was a hostile expedition, and because, according to the existing Treaty, it was not to be expected that your Excellency should hold any intercourse with the Affghans, the outposts of the army, in conformity with discipline, seized a person who was coming from the enemy's country, and brought him to the Royal Camp; and they did not know that he was your Excellency's man; after it was ascertained that he was a person sent by your Excellency, he was subjected to no insult or indignity, and was not put in the guard, and he was not stripped of his clothes. They all deny these things; and without our having done anything contrary to rule and custom, he was handed over to Colonel Stoddart. Your Excellency must prove these things which you assert.

What more trouble shall I give?

His Majesty the Shah issues his commands that your Excellency shall transmit this letter to the British Ministers.

13 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 6, 1838.

XXII.

1838

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I have received that kind friend's note, and I have apprehended its meaning. I have to request, that a Mehmendar may be appointed to-day; that he may be ready and in attendance, and to-morrow, please God, accompany me on my departure. As it was necessary to mention this, I have acquainted you with it.

13 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 6, 1838.

XXIII.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to his Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your Excellency's note, and I have submitted it to His Majesty the Shah. His Majesty issued his commands that, „No, never shall we consent to the departure of His Excellency, let him by all means lay aside this intention, and let him not allow this idea to enter his mind." Let your Excellency fix some time that His Excellency, etc. etc. the Hajee, may meet your Excellency, and in respect to all the demands he will arrange in some manner, which shall be the means of removing your Excellency's displeasure. I expect your Excellency will take the trouble to fix a time, and acquaint me with it, that I may represent it to His Majesty the Shah.

13 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 6, 1838.

XXIV.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to His Majesty the Shah.

After thanks and compliments.

I have the honour to represent to your Majesty, that I had the greatest desire and anxiety to have the honour of being presented to your Majesty, for the purpose of begging, in all sincerity and attachment, that your Majesty and the Persian Government would forgive me all the trouble I have given for nearly twenty years, and of expressing my gratitude for all the favor I have experienced from your Majesty. But as it was to be feared lest during my audience certain commands of your Majesty, or certain representations from me on public affairs might occur, which might cause additional vexation and annoyance between the Governments, I therefore did not take the liberty of seeking an audience. I have the strongest hopes from the condescension and liberality of your Majesty, that if during these twenty years, there has been any defect or imperfection in my services to this Government, your Majesty, from your Majesty's generosity and kindness, will forgive it.

I shall not intrude further.

14 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 7, 1838.

Under such circumstances, i
be a most hazardous policy to all
of Russia, and, under protection
break down the main defence of
the country untenable to us, at
tween Persia and Russia in these
therefore urge Lord Auckland, by
mind, to take a decided course, a

In the meantime, I have, eve
continue to defend itself; and I ha
Pottinger to leave Herat, where h
be an immense advantage, but I ha
ding him to remain, and I have o
sian Government, that he is there
thorities.

It is currently reported, and
not say on what grounds, that th
between Persia and Russia, to exc
districts beyond the Arras, which
This report was first mentioned to m
but I then paid no attention to it, b
Russia was to get at Herat; and I s
as probably unfounded, though Count
Mahommed Ameen, a servant of th
hommed Khan, (who was sent with a
the Persian camp,) that, if Herat di
he would march a Russian army agai

I mentioned some time ago, in a
which I think I sent your Lordship a
tion with a Persian gentleman at T
stated his having advised the Shah a
his attention to Sinye. This advice,
it, appeared to me to be unintelligib
quainted with the arrangements enter
mystery was solved.

change of conduct on the part of His Persian Majesty; and in having left the Camp, when it became apparent that the Shah was only trifling with you, and endeavouring to expose you to degradation, by inducing you to prolong your stay, although the Persian Government had taken its determination not to grant your demands. 1838

I am, etc.

(Signed) PALMERSTON.

XXVIII.

Message delivered by Lieutenant-Colonel Stoddart to the Shah of Persia.

I am directed by Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary to state that he has been entrusted by Her Majesty's Ministers to inform Your Majesty, that the British Government look upon this enterprise in which Your Majesty is engaged against the Affghans, as being undertaken in a spirit of hostility towards British India, and as being totally incompatible with the spirit and intention of the alliance which has been established between Great Britain and Persia. That consequently if this project is persevered in, the friendly relations which up to this time have so happily subsisted between Great Britain and Persia, must necessarily cease, and that Great Britain must take such steps as she may think best calculated to provide for the security of the possessions of the British Crown.

I am further directed to inform Your Majesty, that if Herat should have surrendered to Your Majesty, the British Government will consider Your Majesty's continuing to occupy, that or any other portion of Affghanistan, as a hostile demonstration against England.

Her Majesty's Minister Plenipotentiary anxiously hopes that by speedily withdrawing the Persian army into Your Majesty's own dominions, Your Majesty will avert the inevitable consequences of persevering in a course of hostility to England.

The British Government also demands reparation for the violence offered to its messenger, which is a matter quite distinct from the question of Herat. Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary trusts Your Majesty will grant that reparation in the manner which he pointed out, and thus relieve the British Government from the necessity of having recourse to other measures to exact it.

Your Majesty is no doubt informed by the Government of Fars, that a body of British troops, and a naval armament consisting of five ships of war, have already arrived in the Persian Gulf, and that for the present the troops have been landed on the Island of Karrak. The measures Your Majesty may adopt in consequence of this representation will decide the future movements and proceedings of that armament; but Your Majesty must perceive from the view which Her Majesty's Government has taken of the present state of affairs, and from the effect which must have been produced on the minds of Her Majesty's Ministers and

...ary will pursue his journey to ... Her Brita
move all the English from the
that the bad counsel of the ill-d
Your Majesty to persevere in a
this position will no longer in
guided by your own wisdom, an
ests of Persia. Your Majesty w
enable Her Britannic Majesty's M
to Your Majesty's Court, and to
cordiality the alliance between the

Your Majesty has seen that al
ster Plenipotentiary has stated to Y
matters; has been dictated by since
xious desire to avert the evils whicl
from a perseverance in the course
was pursuing; and he again assure
but immediate danger and injury to
ting the demands of the British Gov

That God may guide Your Maj
that he may forgive those whose evil
state of things, is the earnest praye
vant, who has ever been a sincere we
Persian Government.

28.

Décret du Roi de
l'organisation des Dou
Duchés de Schleswig
En date de Copenhag

in Unseren Herzogthümern Schleswig und Holstein wiederholt zu Unserer Kunde gekommenen Beschwerden haben Uns allerhöchst bewogen, die sorgfältigsten Untersuchungen darüber anstellen zu lassen, welche Mängel in dieser Beziehung Statt finden, und wie denselben abgeholfen werden könne. 1838

Es ist daraus hervorgegangen, dass namentlich die seitherigen vielfachen Exemtionen von der Zollerlegung bis jetzt der Einrichtung eines dem Zwecke entsprechenden Zollwesens entgegen gestanden haben, und dass eine verbesserte Organisation des Zollwesens, die auf eine für die Sicherung Unserer Intraden und den Schutz der Interessen Unserer Unterthanen gleich wirksame Controle gestützt ist, durch die Verlegung der Zollgrenze an die Landesgrenze, und die Erstreckung der Zollpflichtigkeit auf sämmtliche Districte und Einwohner innerhalb der Zollgrenze bedingt wird. Ausserdem hat sich gezeigt, dass die bisherigen Zolltarife und die Taxen für die Schiffsabgaben den jetzigen Waarenpreisen und Handelsverhältnissen nicht mehr völlig entsprechen, dass bei einer zeitgemässen Aenderung derselben ein freierer Verkehr zwischen Unseren Herzogthümern und Unserem Königreiche hergestellt werden kann, und dass ebenfalls die Einrichtung in Ansehung der Zollsporteln einer Verbesserung bedarf. Dabei haben eine gleichmässige Regulirung der Durchgangsabgaben auf allen Transitwegen Unserer Herzogthümer, eine grössere Begünstigung der Creditauflagefreiheit, ein einfacheres Verfahren in der Erhebung der Abgaben und eine angemessenere Regulirung der Controle über den innern Verkehr als Förderungsmittel für die Erreichung der hier vorliegenden Zwecke sich ergeben; so wie die Mitwirkung der Gerichte hinsichtlich der Entscheidungen wegen Uebertretungen der Zollgesetze, zur Sicherung der Gerechtsame der Beikommenden in erhöhetem Grade beizutragen geeignet befunden ist.

In Erwägung dieser Resultate der angestellten Untersuchung hat Uns Unsere landesväterliche Fürsorge für das Wohl Unserer sämmtlichen lieben und getreuen Unterthanen nicht länger Anstand nehmen lassen können, sowohl die ausgemittelten Hindernisse einer besseren Organisation des Zollwesens hinwegzuräumen, als auch die übrigen Mittel wirksam zu machen, welche sich zu diesem Zwecke darbieten, damit der rechtliche

gefunden, und verordnen u
folgt:

I. Von den Zollgrenze

tigk

§. 1. Die Landesgrenze
det zugleich die Zollgrenze g
sitzt die Organisirung der Zo
Landesgrenze des Herzogthu
seung einzelner Landestheile
mit sich bringen sollte. Die
her, so auch fernerhin weg
und Verhältnisse als ausserhal
zu betrachten. Auch gestatte
Wandsbeck wegen seiner Lag
verbleibe.

§. 2. Die einzelnen Dist
tern, Klöstern und Corporatio
ämten und den Predigern seith
wird unter Vorbehalt der daf
schädigung aufgehoben, und we
führung des Gesetzes an, alle in
belegenen Districte, Städte un
wohnern derselben der Zoll
Maasse unterworfen.

II. Von der Freiheit des

kehrs.

Von der Fr

Von der Ausfuhr. 1838

§. 4. Ebenso ist die Ausfuhr aller Waaren aus den Herzogthümern in die Fremde erlaubt. Indessen dürfen Feldsteine lediglich als Ballast für Schiffe ausgeführt werden.

Nur diejenigen Waaren, welche dazu im Tarif ausdrücklich angesetzt worden, sind bei der Ausfuhr einem Zolle unterworfen.

Unter dem Ausdruck „Waaren" sind hier, wie überall, wo derselbe in dieser Verordnung vorkommt, auch rohe Landesproducte, imgleichen Vieh und Pferde zu verstehen.

Von der Durchfuhr.

§. 5. Die Durchfuhr durch hiesiges Territorium ist für alle Waaren, welche von fremden Orten nach fremden Orten transportirt werden, gegen Erlegung tarifmässiger Durchgangsabgaben, oder soweit der Tarif solches ausdrücklich besagt, abgabefrei erlaubt.

Bei der Passage durch den Oeresund, die Belte und den Schleswig-Holsteinischen Canal werden die Abgaben nach den desfallsigen besonderen Zollrollen erhoben. Für alle ohne Strom- oder Canalclarirung transitirenden Waaren kommt der allgemeine Transitzolltarif zur Anwendung.

Von dem Verkehr zwischen den Herzogthümern und dem Königreich Dänemark.

§. 6. Ebenso wie nach Unserer Verordnung für das Königreich Dänemark vom 1. Mai 1838 alle Waaren, welche innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer verfertigt und zum Beweise dessen von Zollpassirzetteln begleitet, auch soweit solches vorgeschrieben, mit Fabrikzeichen oder dem Stempel versehen sind, zollfrei in Dänemark eingehen, sollen auch gegenseitig alle Fabrik-, Manufactur- und Handwerkerwaaren, welche im Königreich Dänemark verfertigt und gleichfalls zum Beweise dessen mit Zollpassirzetteln, auch soweit solches vorgeschrieben, mit Fabrikzeichen oder dem Stempel versehen sind, zollfrei in die Herzogthümer eingeführt werden.

Eine Ausnahme von dieser Regel machen lediglich die Fabrikate der Zuckerraffinaderien in den Herzogthümern, für welche bei der Einfuhr derselben in das Königreich während einer Zeit von drei Jahren, vom

1. Januar 1839 angerechnet, die Hälfte des für fremde in die Herzogthümer einzuführende Fabrikate dieser Art festgesetzten Einfuhrzolls zu entrichten ist.

§. 7. Alle Landesproducte des Königreichs und die dort aus selbigen bereiteten Waaren gehen unter Begleitung von Zollpassirzetteln zollfrei in die Herzogthümer ein, sowie umgekehrt alle innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer gewonnenen Landesproducte und die dort aus selbigen bereiteten Waaren zollfrei in das Königreich eingeführt werden können. Jedoch erlegen diejenigen der zuletzt erwähnten Producte und Waaren, welche in Dänemark einer Consumtionsabgabe unterworfen sind, bei ihrer Einfuhr aus den Herzogthümern in consumtionspflichtige Städte des Königreichs diejenigen Consumtionsabgaben, welche von gleichen Producten und Waaren des Königreichs zu erlegen sind. Von Korn- und anderem inländischen Branntwein, sowie von Bier und Essig, ist diese Abgabe zu entrichten, ohne Rücksicht darauf, ob diese Waaren in die Städte oder die Landdistricte des Königreichs eingeführt werden.

§. 8. Für alle fremden verzollten Waaren, welche in Dänemark und in den Herzogthümern zu gleichem Einfuhrzoll angesetzt sind, ist der Verkehr zwischen beiden Landestheilen gänzlich zollfrei und auch für diejenigen Waarenartikel, deren Zollsätze in beiden Tarifen von einander abweichen, ist ein gegenseitiger Verkehr unverwehrt, wenn der Unterschied zwischen den beiderseitigen Zollsätzen insoweit, als am Ankunftsorte der höhere Zoll Statt hat, daselbst durch Nachlegung des Differenzzolles ausgeglichen wird. Wie aber bei Versendung inländischer Waaren von einem Landestheile nach dem andern die inländische Qualität aus dem mitfolgenden Zollpassirzettel erhellen muss, so muss auch bei Versendung verzollter fremder Waaren die geschehene Verzollung allemal durch mitfolgende Zollpassirzettel dargethan werden.

Von dem Verkehr innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer.

§. 9. Waarentransporte innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer sind bei ihrer Versendung zu Wasser von Zollstätte zu Zollstätte der Zollangabe unterworfen und mit Passirzetteln zu versehen.

§. 10. Bei Versendungen zu Lande bedarf es da-

gegen für folgende Waaren weder der Zollangabe noch 1838
der Passirzettel oder sonstiger Zolldocumente:

1. Waaren, welche eben so wenig einem Ein- als Ausfuhrzolle unterworfen sind;
2. Kornwaaren, Rapsaat, Butter, Vieh und Pferde;
3. alle inländische Fabrikate, deren inländische Verfertigung aus den mitfolgenden Begleitscheinen der Fabrikanten hervorgeht und die, soweit solches vorgeschrieben, mit Fabrikzeichen oder Fabrikstempel versehen sind;
4. alle fremde Waaren, wenn der Transport derselben in Quantitäten geschieht, für welche zusammen der Zoll nicht über 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 β vorm. Cour. beträgt.

§. 11. Alle sonstigen Waaren sind bei dem Transport zu Lande innerhalb der Zollinie mit Folgezetteln der Absender zu versehen, worin der Bestimmungsort zu nennen ist. Einer vorgängigen Zollangabe derselben bedarf es indessen nicht und sind die Folgezettel lediglich mit dem Product der Aufsichtsbeamten zu bezeichnen.

§. 12. Eine Ausnahme von vorstehender Vorschrift (§. 11) machen folgende fremde Waaren, hinsichtlich deren bei Versendungen von Zollstätte zu Zollstätte und bei Versendungen vom Lande nach einem Zollort, sofern der Zollbetrag für die Gesammtquantität der mittelst Eines Transports zu versendenden Waaren die Summe von 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 β vorm. Cour. übersteigt, eine Zollangabe und ein Passirzettel erforderlich ist.

Band aller Art, Bobinet und Tüll, Baumwollengarn, Baumwollenmanufacturwaaren, Branntwein, Cichorienkaffee, Cochenille, Eisenwaaren (Stangen- und Bandeisen ausgenommen), Essig, Felle und Häute, gegärbte und bereitete, sammt Corduan und Saffian, getrocknete Früchte, Glaswaaren, Handschuhmacherarbeit, Hopfen, Indigo, Kaffee, Leinengarn und gewebte Leinenwaaren, Mandeln, Messing- und Gürtlerarbeit, Papier, Porcellain, Posamentirmacherarbeit, Reis, Rosinen und Corinthen, Segel- und Raventuch, Seidenwaaren, Seife, Steinzeug, Taback, Thee, Wein, Wollenwaaren und Zucker.

Bei Waarenversendungen von anderen Zollstätten als Kopenhagen ist, wie bisher, jedoch nur für das laufende Jahr, Verzollungsnummer und Datum in den Pas-

neren zollfreien Vers
Zollgrenze der Herzo
vorgeschriebenen Contr
Beschränkung in der V
benen Verzollung auf e

§. 14. Unser Gene
Collegium soll autorisir
im inländischen Verkehr
nicht gefährden, den Ums

Ausserhalb der Zo

§. 15. Diejenigen La
bei Organisirung des Gre
Zollgrenze bleiben, sind in
fuhr sowie überhaupt im Z
trachten. Rücksichtlich Alto
die früheren Verfügungen u
in Kraft.

Fremde E

§. 16. Die hinsichtlicl
Westindischen Colonien, l
indien und Afrika, sowie m
Färöern geltenden Bestimr
und nehmen die innerhalb
Unterthanen Unserer Herz
rechtigungen, wie die Unt
an diesem Handel Theil.
Altona bleibt es in dieser
den allgem

bei ihrer Verzollung zu mehrerem Beweise der geschehenen Berichtigung mit einem Zollstempel zu versehen. 1858

Binnenlandesfracht.

§. 18. Die Schifffahrt von und nach der Fremde, sowie von einem inländischen Orte zum andern steht den Schiffen aller Nationen frei; doch ist die Binnenlandesfrachtfahrt von einem Orte Dänemarks und der Herzogthümer zum andern mit Fahrzeugen von 15 Commerzlasten und darunter, sowie auch Böten ausschliesslich Unseren Unterthanen, unter gleichen Rechten für die Schiffe Dänemarks und der Herzogthümer, vorbehalten.

III. Von der Zollangabe.

§. 19. Soweit in dieser Verordnung nicht Ausnahmen gemacht werden (§§ 10—12) sind alle Waaren, solche mögen zollfrei oder zollpflichtig sein, welche aus der Fremde und dem Königreich Dänemark in die Herzogthümer eingehen, oder von den Herzogthümern in die Fremde oder nach Dänemark ausgehen oder durch die Herzogthümer transitiren oder innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer versandt werden, am Zoll anzugeben.

§. 20. Nach Verschiedenheit der von den Zollbeamten mit den gemeldeten Waaren anzustellenden Untersuchung ist entweder eine generelle oder specielle Angabe zu beschaffen.

Die generelle muss enthalten:

Namen und Heimath des Schiffers und des Fahrzeuges, sowie dessen in dem anzuführendem Messbriefe nahmhaft gemachte Gattung und Lastträchtigkeit, oder bei Versendung zu Lande den Namen und Wohnort des Fuhrmanns und die Zahl der Pferde, womit sein Fuhrwerk bespannt ist;

Namen und Wohnort des Empfängers eingehender und des Absenders ausgehender Waaren;

Zahl und Art der Verschläge nach deren im Handel gebräuchlichen Benennungen, nebst deren Brutto-Gewicht, Merkzeichen und Nummer;

Inhalt dieser Verschläge nach der Qualität oder Gattung der Waaren;

Aus der speciellen Angabe muss aber hervorgehen: die Quantität der Waaren nach Gewicht, Maass oder

§. 21. Ist derjenig
speciell anzugeben hat,
heit derselben nicht so
vorschriftsmässige Angab
kann er die Waare, nac
wahrsam genommen, vor
Zollbeamten nachsehen u
tarifmässigen Zollabgaben
nen pflichtig. Macht er
Gebrauch, so wird er na
gung wegen etwaniger Un
gehört. Auch wird durch
in vorstehender Weise zur
die Erkennung der wegen
bereits gemachten generellen
gegen die Contravenienten, n

§. 22. Wenn die Richti
tern auszustellenden oder ein
Bescheinigungen nach den V
nung von den Ausstellern noc
ist, so sollen solche Versiche
an Eidesstatt, sondern nur b
Leumunds ertheilt werden.
lich, dass diese Versicherung
leistet werde. Findet des Zol
tigkeit der Unterschrift, so st
solche entweder von der Ob
sen, die dies Geschäft unent
oder die Versicherun

meinen Landesgesetzen und Prozess-Vorschriften verhalten werden. 1838

IV. Von der Zollaufsicht, dem Wägen und Messen der Waaren, sowie von der Tara.

Von der Zollaufsicht.

§. 23. Alle Waaren, sowohl zollpflichtige als zollfreie, es mögen solche aus der Fremde und dem Königreich einkommen oder dahin ausgehen oder durch die Herzogthümer transitiren oder innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer transportirt werden, sind der Aufsicht der Zollbeamten unterworfen. Es sind daher Frachtfuhrleute, Packenträger, sowie diejenigen, welche zollpflitige Waaren auf bepackten Wagen fahren, verpflichtet, den Zollbeamten auf Befragen die gehörige Auskunft zu ertheilen, denselben auch die zu den im Transport begriffenen Waaren gehörenden Zollpassirzettel und sonstigen Zollexpeditionen oder Bescheinigungen auf Verlangen vorzuweisen.

§. 24. Von allen Waaren, für welche der Einfuhrzoll nach Gewicht zu entrichten ist, soll bei der ersten See- oder Land-Zollstätte, wo sie bei ihrem Eintritt ins Land anzugeben sind die Richtigkeit des in der generellen Angabe angeführten Brutto-Gewichts ermittelt, und dasselbe in die Angabe, sowie ebenfalls in die für den etwanigen Weitertransport zu ertheilenden Passirzettel eingetragen werden. Bei den Durchgangs-Seezollstätten, wohin auch die Zollstätte zu Rendsburg insofern zu rechnen ist, als Schiffe bloss die Zollstätte passiren und ihre Ladungs-Documente produciren, ohne dahin bestimmt zu sein, ist jedoch das Gewicht lediglich nach dem Manifeste des Schiffers anzuführen und eine Ausladung behuf wirklicher Ermittelung des Gewichts tritt nur wegen verdächtiger Umstände ein, welche sich aus einer erwiesenen oder erweislichen Thatsache ergeben. Wenn daher der Verdacht sich nicht bestätigt, und zugleich die Thatsache, welche ihn veranlasst hat, nicht erwiesen worden, so ist das Zollwesen verpflichtet die Kosten zu tragen, der Schiffer daher mit denselben gänzlich zu verschonen.

Ausgehende Waaren aber, soweit dafür nach dem Gewicht eine Zollerlegung oder Zollvergütung Statt findet, werden da gewogen, wo der Ausfuhrzoll für sie

vvaaren Gleichförmigkeit her
schiedenartigen Erlegung der
wollen Wir, dass dasselbe kün
beamten, und zwar unentgeld

Von dem M

§. 26. Trockne Waaren,
zu verzollen sind, müssen bei
mit den angeordneten Messgef
jedoch ohne Kosten für das Z

In den Städten, wo beei
sind, geschieht das Messen, auf
sens, durch diese, gegen das a
liche Messgeld. Wo es an auf
können andere zuverlässige Leu
men werden.

§. 27. Wenn für flüssige
dem Maasse der Fustagen zu e
es, wenn letztere nicht voll sind
die Verzollung beschafft, ab, sie
Zollaufsicht aufzufüllen. Den I
das Zollwesen erforderlichenfalls
zu bestimmen, und bei Spirituos
koholgehalt verzollt und zur Auf
selbigen durch Gradirung zu
Ende Unser General-Zollkammer
gium die Zollstätten mit den
Gradiren nöthigen Geräthschaften
Gebrauch erforderlich

V. Vom Ein- und Ausfuhrzoll und sonstigen Abgaben von Waaren. 1838

Allgemeine Bestimmungen.

§. 29. Die von Waaren an Unsere Zollcasse zu erlegenden Abgaben sind:

der Einfuhrzoll von fremden Waaren, welche zum Verbleiben im Lande eingeführt werden (§. 3);

der Ausfuhrzoll, insonderheit von inländischen Waaren, die nach der Fremde ausgeführt werden (§. 4);

der Transitzoll von aus der Fremde eingehenden Waaren, die entweder wiederum in die Fremde, oder nach Unseren aussereuropäischen Besitzungen oder nach Island und den Färöern ausgeführt werden (§. 5).

Für die Erlegung dieser Abgaben gelten bis weiter die dieser Verordnung unter Litr. A, B und C angehängten Tarife. Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium hat am Ende eines jeden dritten Jahres, von der Publication der neuen Tarife angerechnet, allerunterthänigst Bericht an Uns abzustatten, in wie weit wegen veränderter Handelsverhältnisse Modification in den bemeldeten Tarifen erforderlich sein möchten, so wie auch Unser genanntes Collegium, wenn eintretende Conjuncturen es dringend nothwendig machen sollten, in den Tarifen enthaltene Abgabenbestimmungen provisorisch zu ändern, die desfallsigen allerunterthänigsten Vorschläge Uns vorzulegen hat.

§. 30. Sowohl der Ein- und Ausfuhrzoll, als alle andere bei den Zollstätten in Unseren Herzogthümern zu erlegenden Abgaben sind in Reichsbankgeld Silber, nach dem Münzfuss von 18½ Reichsbankthalern oder 11 Rthlr. 27 ß vorm. Cour. auf die Mark fein gerechnet, in den in den Herzogthümern gesetzlich autorisirten Geldsorten zu entrichten.

In Schillingen werden nur Summen von ½ Reichsbankthaler oder 15 ß vorm. Cour. und darunter angenommen.

Sicherstellung der Abgaben.

§. 31. Für die angeordneten Zollabgaben haften zunächst die Waaren selbst. Demnächst haftet aber derjenige, welcher die Zollangabe beschafft hat und soll Unserer Zollcasse in dessen Vermögen ein Pfand-

Indessen sind Kleinigkei
nicht über 2 Rthlr. oder
beträgt, stets sofort bei der
tigen.

Auch sind die von den
eingeführten Artikel, als Hopf
bei der ersten Eingangszollst
zu verzollen.

Ebenso ist allezeit bei der
fuhrzoll für die Waaren zu
dem Transport nach ihrem B
der Zollstätte berühren und
mungsorte selbst eine solche

Für wieder ausgeführ

§. 39. Der Einfuhrzoll
Verzollung angegebene Waaren
nicht wieder zurückgegeben, w
später wieder nach der Fremde

Ausnahm

§. 40. Eine Ausnahme vo
Pferde, welche von Rosshändl
und nach einiger Zeit wiederun

Diese sollen zwar bei ihren
Einfuhrzoll für ihre Pferde bei
legen. Wenn sie aber sofort an
nicht zum Verbleiben im Lande
selbige innerhalb 6 Monaten

beschreiben und zugleich den Betrag des erlegten Zolles mit Zahlen und Buchstaben deutlich darin anzuführen. Für Pferde und anderes Zugvieh wird jedoch dann überall nicht Zoll bezahlt, wenn aus dem Gebrauch, der von ihnen beim Eingang gemacht wird, nach der Ueberzeugung der Zollbeamten hervorgeht, dass sie als Zug- oder Lastthiere zum Angespann eines Reise- oder Frachtwagens gehören, oder zum Waarentragen dienen, oder die Pferde von Reisenden zu ihrem Fortkommen geritten werden müssen. 1838

Gebrauchte Sachen.

§. 41. Für gebrauchte Sachen, als Kleidungsstücke, Mobilien, Instrumente und dergleichen, die aus der Fremde eingehen, wird kein Einfuhrzoll erlegt, insofern sie als Umzugs- oder Reisegut für Rechnung und zum Gebrauch solcher Personen eingeführt werden, welche sich dieser Sachen schon bedient haben.

Einfuhrzoll für Gegenstände von inländischen ausserhalb der Zolllinie belegenen Orten.

§. 42. Dahingegen ist der tarifmässige Einfuhrzoll von allen Producten, Fabrikaten und Waaren ohne Unterschied zu entrichten, welche von einem ausserhalb der Grenzzollinie des Herzogthums Holstein belegenen inländischen Ort über diese Zollgrenze geführt werden. (§. 15).

Vom Ausfuhrzoll.

§. 43. Alle Waaren, welche in dem dieser Verordnung angehängten Ausfuhrtarif sich nicht namentlich aufgeführt finden, können zollfrei ausgeführt werden.

§. 44. Der Ausfuhrzoll wird bei Versendungen zu Wasser stets an der Zollstätte des Orts, von welchem aus die Einschiffung geschieht, entrichtet, bei Versendungen zu Lande aber, entweder bei der Zollstätte des Orts, von welchem die Waaren ausgehen, und wo stets die Angabe zur Ausfuhr geschehen muss, oder bei der Grenzzollstätte erlegt, welche dieselben bei ihrer Ausfuhr nach der Fremde passiren.

Das zur Ausfuhr nach den Herzogthümern in die Fremde bestimmte Vieh ist dagegen der Zahl, Farbe und dem Geschlechte nach stets am Orte der Absendung, wenn daselbst eine Zollstätte ist, sonst aber bei der ersten Zollstätte, welche dasselbe auf ordentlicher, zum

[illegible] behandelt.

Für zollpflichtige Waa
dem Distrikt einer Grenzz
ist der Ausfuhrzoll immer b
Bestimmungen dieses § rücl
Vieh kommen auch bei de
Anwendung.

§. 45. Der einmal erleg
fern nicht nach Maassgabe
gegenwärtigen Verordnung i
Anderes gestattet ist, nicht wi
gleich die Waare, für welche
wieder eingeführt wird.

§. 16. Eine Ausnahme
jedoch Pferde, welche von R
aus dem Lande geführt und
wieder zurückgeführt werden.
bei der Erlegung des Zolles
ausgeführten Pferde innerhalb
derselben Zollstätte bei welche
hen oder bei einer anderen w
gegeben werden, so ist der erl
Zollstätte, wo die Einfuhr ge
Die Ausgangszollstätte hat es d
Gegenstände zu ertheilenden
halten, wie im §. 40 rücksicht
fuhr eingehenden Pferde vor
dient auch für die Ausfuhr in
stimmung des §. 40 zur Richts

§. 47. [illegible]

und guten Leumunds versichert, dass die Waaren, worauf er den Rückattest einliefert, dieselben sind, welche er an dem von ihm anzugebenden Tage bei gedachter Zollstätte verzollt hat. Nach Verlauf von 4 Wochen darf jedoch eine solche Zurückzahlung nicht ohne besondere Genehmigung Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii Statt finden. 1838

§. 48. Für alle mit einem Ausfuhrzoll belegten Waaren und Producte der Herzogthümer ist dieser Zoll zu entrichten, wenn sie nach einem ausserhalb der Zollgrenze belegenen Ort, er mag einheimisch oder fremd sein, geführt werden, und kommt dasselbe auch hinsichtlich der Producte des Königreichs zur Anwendung. (§. 15). Für gebrauchte Sachen der Reisenden wird kein Ausfuhrzoll erlegt.

§. 49. Die dem Ausfuhrzoll unterworfenen Producte und Waaren der Herzogthümer, welche nach Unseren Besitzungen in Westindien oder nach Grönland, Island und den Färöern versandt werden, sind von Erlegung desselben frei, wenn dargethan wird, dass sie dort angekommen sind. Der Ausfuhrzoll für solche Waaren wird daher einstweilen creditirt.

§. 50. Isländische-, Grönländische- und Färöische Waaren, welche von zollpflichtigen inländischen Orten in Dänemark oder den Herzogthümern nach der Fremde geführt werden, unterliegen keinem Ausfuhrzolle, erlegen aber, sie mögen zu den im Tarife genannten Artikeln gehören oder nicht, bei der Ausgangszollstätte eine Recognition von Einem Procent ihres Werths.

Fristen wegen Rückatteste.

§. 51. Zur Beibringung von Rückattesten oder Bescheinigungen, dass zollpflichtige Producte und Waaren der Herzogthümer, so wie unberichtigte fremde Waaren und unter Zollversiegelung gesetzte Verschläge überhaupt, imgleichen Schiffe an dem Orte, wohin sie gemeldet worden, angekommen sind, werden folgende Fristen bewilligt:

von Orten der Herzogthümer, Altona exclusive	1	Monat
— Altona	2	—
— Dänemark	2	—
— Island und den Färöern, wie auch Grönland	1	Jahr
— Westindien.	1½	—

Gehen solche Rückatteste nicht innerhalb dieser Fristen

gabe der dessfälligen Vorsc

Der Zollrechnungsfü
der wegen fehlender Rück
gaben und hat solche gle
ten Frist in Einnahme zu
steht, sich bei solchen
Nachlage, des Zolles Sicher

Vom T

§. 52. Von allen du
und nach der Fremde geh
sie nicht den Strom- oder
noch zu erlegen haben (§. 5
angehängten Tarif erlegt.

Der Transitzoll wird b
einer Waare von und nac
einmal für jeden Durchgang
welche die für die Sund- un
ten Abgaben erlegt haben, e
Annkuftszollstätte als Transit
wieder nach der Fremde a
Transitzoll.

Die Erhebung des Trans
Zollstätte, welche die Waar
Fremde zuletzt berühren. Es
cher Waaren von der Transit
meldet, auch unverwehrt sein
fort bei der Zollstätte zu erleg
ren von der Auflage ausgemeld

Stempel - P

VI. Von landwärts ein- oder ausgehenden Waaren. 1838

Erlaubte Strassen.

§. 55. Für den Transport von fremden Waaren, welche über die Landeszollgrenze eingehen, sowie von einheimischen zollpflichtigen Waaren, welche nach der Fremde ausgehen, sind nur diejenigen ordentlichen Landstrassen zulässig, an denen Grenzzollstätten belegen sind.

Die Landstrassen, welche zur Einfuhr fremder, sowie zur Ausfuhr einheimischer zollpflichtiger Waaren und Producte über die Landeszollgrenze und zum Transit erlaubt sind, sollen öffentlich bekannt gemacht und als solche gehörig bezeichnet werden.

§. 56. Frachtfuhrleute, Packenträger, oder Diejenigen welche zollpflichtige Waaren auf bepackten Wagen fahren, sollen, wenn sie mit zollpflichtigen Waaren bei ihrem Transport auf den erlaubten Strassen eine Zollstätte passiren, insofern eine zollpflichtige Waare schon früher angegeben ist, den darüber ertheilten Zollpassirzettel auf Verlangen vorzeigen. Alle zollpflichtigen Waaren, welche auf Wegen betroffen werden, die um die Grenzzollstätte herumführen, oder welche denselben auf der erlaubten Strasse unangegeben vorbeigeführt sind, werden als verschwiegen angesehen und demgemäss behandelt.

Von eingehenden Waaren.

Fracht- oder Adress-Briefe und Zollangabe.

§. 57. Alle landwärts eingehenden fremden Waaren sollen von Fracht- oder Adress-Briefen begleitet sein, aus denen ausser dem Namen des Fuhrmanns, die Zahl und Art der Verschläge nach der Benennung, die sie im Handel führen, deren Inhalt, Bruttogewicht, Merkzeichen und Nummer, Bestimmungsort und Empfänger hervorgeht. Auch über diejenigen Waaren, welche dem Fuhrmann, der sie transportirt, eigenthümlich gehören, müssen, wenn sie nicht mit Fracht- oder Adress-Briefen versehen sind, wenigstens Verzeichnisse vorhanden sein, welche über die eben erwähnten Gegenstände die nämliche Auskunft, wie die Fracht- und Adress-Briefe geben. Fehlt es an solchen Verzeichnissen, Fracht- oder Adress-Briefen, so tritt das § 60 vorgeschriebene Verfahren ein.

[illegible] er auf seinem
che er keine Frachtbriefe
führt, so muss er solche
handenen Frachtbriefe ode
comtoir angeben (§ 60)
Umständen nach einer Ord
oder 30 ß. — 1 Rthlr. 12

Unterlässt er diese An
auf heimliche Einfuhr gese

§. 58. Sofort nach A
Grenzzollstätte sind diese
zu übergeben, und wird a
generelle Angabe ausgestellt,
der Zollbehörde unentgeldli

Revi

§. 59. Nach dieser ge
Zollbeamten sofort die Visita
weit das Gewicht der angegeb
berichtigung derselben in B
Bruttogewicht jedes einzelne

Durch die Visitation s
von der Richtigkeit der gen
rücksichtlich der Gattung de
weit solches ohne eine eige
packung der Verschläge gesc
sen die Zollbeamten Grund z
tigkeit der Angabe rücksichtl
ren zu bezweifeln, so steht
Jedoch müssen

beamten an der Grenzzollstätte geöffnet, rücksichtlich 1838
ihres Inhalts speciell untersucht, und der Einfuhrzoll dafür berichtigt werden, welchemnächst darüber ohne weitere generelle Angabe ein Passirzettel ertheilt wird.

Die Expedition solcher Waaren muss der Expedition derer, die mit gehörigen Fracht- oder Adress-Briefen oder Verzeichnissen versehen, angekommen sind, nachstehen, und hat derjenige, welcher die Waaren transportirt, mit Vorbehalt seines Regresses an den Eigner oder Absender, die aus der Eröffnung und dem Wiedereinpacken entstehenden Kosten abzuhalten.

Verzollung an der Grenze.

§. 61. Soll die Verzollung eines Theils der Ladung eines Frachtfuhrmanns an der Grenzzollstätte geschehen, so ist über solche Waaren, ausser der generellen Angabe, auch noch eine von dem Empfänger, wenn dieser zugegen ist, sonst aber von dem Fuhrmann, auszustellende specielle Angabe und eine darnach von den Zollbeamten vorzunehmende specielle Nachsicht erforderlich. Giebt aber der Fuhrmann seine sämmtlichen geladenen Waaren zum Zweck der Zollberichtigung speciell an, so kann die generelle Angabe wegfallen.

Weiterer Transport und Expedition am Bestimmungsorte.

§. 62. Ueber diejenigen Waaren, welche nach anderen Zollstätten bestimmt sind, wird dem Fuhrmann übereinstimmend mit seiner generellen Angabe und dem Befund der Zollnachsicht unter Zurücklieferung der mit dem Product der Grenzzollstätte bezeichneten Fracht- oder Adress-Briefe oder Verzeichnisse ein Passirzettel ertheilt und ihm der weitere Transport der Waaren gestattet.

§. 63. Den Passirzettel (§ 62) hat der Fuhrmann bei der Zollstätte am Bestimmungsorte der Waaren, oder, wenn sich an diesem keine Zollstätte befinden sollte, bei der letzten Zollstätte, welche sie auf ihrem Transport berühren, sofort nach seiner Ankunft zugleich mit den Frachtbriefen oder Verzeichnissen einzuliefern. Mit dem Abladen darf aber nicht eher angefangen werden, als bis der Zollbeamte, welcher die Nachsicht verrichten soll, angekommen ist. Die Waaren sind hierauf von dem Empfänger am Zoll speciell anzugeben; wenn dies aber nicht sofort geschieht, im

zu bestimmen.
verschiedener Gattung, m
specielle Untersuchung erf

Erst wenn die Angabe
Nachsicht, rücksichtlich d
tung richtig befunden und
dessen Erlegung Statt findet
zur Creditauflage notirt ist,
ger ausgeliefert.

§. 64. Findet sich es al
dass Waaren, die ihrer Q
Zoll erlegen, als solche ang
ringeren Zoll entrichten, oder
ren auf einem Wagen, als a
geben worden, so sind solch
hen. Doch soll, wenn das
als 4 pCt. von dem angegebe
solche Unrichtigkeit ausser der
weitere Folge haben.

Fehlen dahingegen Versc
Passirzettel befinden, so ist f
des ermittelten Gewichts, nach
Tara, der höchste für Manufac
kommende Zollsatz zu berichti
über den Inhalt eines solchen
Verschlags mit Gewissheit const
gen mag, wenn hiernach der Z
das Gewicht eines Verschlags le
Grenzzoll...

höchste im Tarif für Manufacturen vorkommende Zoll- 1838
satz erhoben werden.

Wird das Brutto-Gewicht eines Verschlags am Orte der Verzollung mit dem bei der generellen Angabe an der Grenze ermittelten übereinstimmend befunden: so steht es dem Empfänger frei, zum Behufe der Ermittelung des Netto-Gewichts, den Verschlag in Gegenwart der Zollbeamten im Zollpackhause auszupacken und nach dem auf diese Weise ermittelten Netto-Gewicht den Einfuhrzoll zu entrichten, wobei jedoch die hinsichtlich der Tara vorgeschriebenen näheren Bestimmungen stets zur Richtschnur zu nehmen sind.

§. 65. Wenn die Ablieferung aus der Fremde eingeführter Waaren an mehreren, zu verschiedenen Zolldistricten gehörigen Orten geschieht, so wird es bei jeder der letzteren auf die im vorhergehenden § 63 angegebene Weise verhalten, und dem Fuhrmann statt des abgelieferten Passirzettels über seine ganze Ladung ein neuer ertheilt, welcher auf den Rest lautet, unter Zurückgabe der betreffenden, jedesmal zu producirenden Frachtbriefe oder Verzeichnisse.

Ausgehende Waaren.

§. 66. Landwärts ausgehende zollpflichtige Waaren sind entweder von dem Fuhrmann, welcher sie transportirt oder von dem Eigner oder Commissionair nach ihrer Menge und Beschaffenheit speciell anzugeben. Erst nachdem hierauf von dem Zollbeamten eine specielle Untersuchung der angegebenen Waaren angestellt und ein Passirzettel darüber ertheilt worden, darf der Fuhrmann sich von der Zollstätte, wo die Angabe geschehen ist, entfernen.

§. 67. Ist die Zollberichtigung für solche Waaren bei der Zollstätte des Orts der Absendung oder der dieser zunächst belegenen geschehen, so hat der Fuhrmann die geladenen Waaren bei der Grenzzollstätte, die er auf seiner Reise berührt, zur Nachsicht zu stellen und den darüber erhaltenen Passirzettel abzuliefern. Ueber die geschehene Ablieferung des Passirzettels wird er von der Grenzzollstätte nach befundener Richtigkeit zu seiner ferneren Legitimation mit einer Bescheinigung versehen.

Damit obige Bestimmungen gehörig zur Ausführung

gen Zollbeamten vorzuneh
dition ist jedoch mit der
binden, dass über die me
Document entsteht, zu welc
rere Bogen Papier an einan
Zollsiegel zu versehen sind.

Binnen-

§. 69. Jeder Frachtfuhr
wer sonst zollpflichtige Waa
fährt, ist verbunden, bei d
passirt, auf Verlangen seiner
und schuldig, jedem Zollbea
wegs befragt wird, über die
und Antwort zu geben, dems
vorzuzeigen und ihm eine Nach
sie ohne Abladen derselben gesc

§. 70. Wenn es sich be
sofort klar ergiebt, dass Wa
unrichtig angegeben worden,
solche Waaren sofort anzuhalt
der nächsten Zollstätte, oder
fernt ist, nach der nächsten P
wohin der Fuhrmann ihm un
pflichtet ist. Sofern aber solch
fen zu Tage liegt, der Zollb
eine Unrichtigkeit zum Nachtl
vermuthen, so hat er den Wa
dem Wege zum Bestimmun-

mann daraus Kosten erwachsen. Finden sich dahingegen bei der Nachsicht Unrichtigkeiten der gedachten Art, so werden die verschwiegenen oder unrichtig angegebenen Gegenstände angehalten, und der Fuhrmann hat sich den daraus entstehenden Aufenthalt nebst Kosten selbst beizumessen. Reisende (zu Wagen oder zu Pferde) dürfen von den Zollbeamten innerhalb der Zolllinie auf den Landstrassen überall nicht angehalten werden. 1838

Fährböte.

§. 71. Fährböte und Fährprahme, welche zum Uebersetzen von einem Orte der Herzogthümer zu einem andern dienen, sind zwar zur Angabe bei den Zollstätten nicht verpflichtet. Sie sind aber nichts destoweniger der besonderen Aufsicht der Zollbeamten unterworfen und alle Waaren, welche nach den Bestimmungen der gegenwärtigen Verordnungen bei ihrem Transport innerhalb der Zollgrenze mit Zolldocumenten, oder Bescheinigungen, soweit solche überall erforderlich (§§ 9—12), versehen sein müssen, unterliegen der Anhaltung, wenn sie ohne dieselben in einem solchen Fährzeuge angetroffen werden.

Behandlung der Postgüter.

§. 72. Ueber alle mit der ordentlichen fahrenden oder Frachtpost aus der Fremde eingehenden zollpflichtigen Waaren, sollen die im § 57 vorgeschriebenen Fracht- oder Adressbriefe oder Verzeichnisse bei den Grenzzollstätten producirt werden, und ist von diesen zugleich eine allgemeine Nachsicht der Postgüter, der Stückzahl nach, unter Benutzung der Postcharte, vorzunehmen.

Befinden sich unter den Postgütern solche, über welche zwar keine Fracht- oder Adress-Briefe vorhanden sind, die aber doch in der Postcharte aufgeführt stehen, so sind solche zur Sicherung des Zollinteresse sofort mit dem Zollsiegel sorgfältig zu versiegeln und demnächst am Bestimmungsorte der genauesten Nachsicht zu unterwerfen.

Sind aber die Verschläge, über welche es an Fracht- oder Adressbriefen oder Verzeichnissen mangelt, in der Postcharte nicht aufgeführt, so sind sie, als zur heimlichen Einfuhr bestimmt, von den Zollbeamten anzuhalten.

§. 73. Für alle Waaren, welche mit der ordent-

nach dem Zollpackhause zu
untersuchen.

§. 74. Es haben daher
Ankunft der Frachtposten de
schriften der Postcharten zua
menen Waaren, bis die Zollb
richtungen beginnen können, i

§. 75. Die Eigner oder
ren haben darüber, unter l
mente, Fracht- oder Adressl
specielle Angaben am Zolle a
wenn sie es vorziehen, der
durch deren Eröffnung in Ge
ermittelt und demgemäss d
Wenn hiernächst im ersten Fa
hen und in dem einen wie i
Zoll erlegt worden, so wird d
zettel ertheilt, gegen dessen
erst an ihn verabfolgt werden

§. 76. Von dieser Angab
aus der Fremde und über die
Waaren, sind jedoch Kleinigkei
1 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. an
Zollbeamten sich bei der Visita
ben, nicht minder gedruckte S
Documente befreiet, und kön
Zollbeamten jenen geringeren
gedachte Qualität der Gegenstän
Postcharte attestirt haben

einem Ausfuhrzoll nicht belegten inländischen und fremden Waaren können zur Versendung mit den ordentlichen fahrenden oder Frachtposten ohne weitere Zollangabe von den Postcomtoiren angenommen werden. 1838

§. 78. Bei den Binnenzollstätten, wo die Posten nur durchpassiren, ohne etwas abzuladen, sind sie keiner Zollvisitation unterworfen.

§. 79. Bei Versendungen mit der Frachtpost innerhalb der Zollgrenze gelten die für anderweitige Versendungen dieser Art vorgeschriebenen Regeln (§§ 9—12).

Behandlung der Reisenden.

§. 80. Reisende, welche nicht als Gewerbtreibende ins Land kommen, sollen bei der Grenzzollstätte, die sie bei ihrem Eintritt ins Land berühren, anhalten. Sie haben die freie Wahl, ob sie ihre Effecten sofort zur Nachsicht der Zollbeamten stellen oder eine Zollangabe machen und sich der auch nach beschaffter Angabe zulässigen Zollnachsicht unterwerfen wollen.

Auf diese Bestimmungen haben die Zollbeamten die Reisenden jederzeit ausdrücklich aufmerksam zu machen.

§. 81. Im Fall die Effecten sofort zur Nachsicht gestellt werden, sind die bei der Nachsicht vorgefundenen zollpflichtigen Gegenstände sofort zu verzollen, die zur Einfuhr verbotenen aber anzuhalten, und Zollstrafen werden nur für diejenigen Waaren verwirkt, welche die Reisenden durch die getroffenen Anstalten zu verheimlichen bemüht gewesen sind.

§. 82. Zieht der Reisende es vor, eine Zollangabe zu machen, so kommen die in dieser Beziehung vorgeschriebenen allgemeinen Regeln zur Anwendung. Der Reisende hat also, nach gemachter Angabe, seine Effecten der Nachsicht zu unterwerfen, bei deren Bewerkstelligung indessen Kleinigkeiten, die nicht in Handelsgegenständen bestehen und wovon der Einfuhrzoll nicht über 2 Rbthlr. oder 1 Rthlr 12 β vorm. Cour. beträgt, wenn sie anzugeben versäumt sind, nicht angehalten, sondern gegen Entrichtung des Einfuhrzolles sogleich ausgeliefert werden sollen. Nach geschehener Nachsicht wird ihm ein Zollpassirzettel ertheilt (§§ 9—12), rücksichtlich dessen Producirung und Ablieferung am Bestimmungs- oder Ausgangs-Orte die allgemeinen Vorschriften gelten.

§. 83. Bei den zur Nachsicht gestellten Kleinigkeiten, für welche zusammen der Zoll nicht über 2 Rbthlr.

welche, nach Vergleichung
zeichnisse mit dem Manifes
erstgenannten Documente
und das Manifest nebst Du
terschrift unter Beidruckun
Während das erwähnte Du
Consul oder Agenten oder
weitere Verfügung zurückl
Ladungsdocumente dem Schi

§. 92. Hat ein Schiffer
eingenommen, so wird es rück
und Verzeichnisse in jedem
Vorschrift des vorstehenden
eingenommenen Waaren sind
Abgangsorte vorgeschriebener
Manifeste nachzutragen. A
zum Manifeste ist ein Dupl
nach Maassgabe des § 91 verf

§. 93. Dem Consul oder
hat der Schiffer für die Du
und die Beglaubigung der g
die im § 19 der Verordnung
treffend das Verhalten der dä
fahrenden in fremden Häfen, w
Viceconsuln angestellt sind; a
12 Rbfs. oder 3 β Hamb. Bco.
der Trächtigkeit des Schiffs n
entrichten. Die im § 15 der
vorgeschriebenen Certificate falle

stätte, in deren District es angekommen, bestimmt, so 1838
soll es sich, wenn Wind und Wetter es erlauben, unverzüglich dahin begeben. Dem Zollwesen steht es von dem Augenblick der Ankunft eines Schiffes in einem Zolldistrict frei, sämmtliche Ladungsdocumente einzusehen und zu versiegeln, die Ladung, soweit es, ohne dieselbe zu brechen, geschehen kann, einer generellen Nachsicht zu unterwerfen, sowie das Schiff zu versiegeln, oder unter Zollschloss zu legen, oder bis zur Ankunft bei der Zollstätte oder am Löschplatze selbst oder bis zur geschehenen Löschung am Bord zu bleiben.

§. 96. Auch werden gleiche Berechtigungen rücksichtlich der Einsicht und Versiegelung der Ladungsdocumente, der generellen Nachsicht der Ladung, sofern solche ohne Eröffnung der etwa verschalkten Lucken geschehen kann, der Versiegelung und ferner der Begleitung in Ansehung aller Schiffe, welche vor Anker liegen oder segelnd angetroffen werden, den Kreuzzollbedienten beigelegt, auf deren Verlangen der Schiffer die für erforderlich erachteten Reverse zu unterzeichnen hat.

§. 97. Die von fremden oder ausserhalb der Zolllinie belegenen Orten kommenden Schiffer, welche mit ganz oder theilweise beladenen Fahrzeugen in die Pinnaue, Krückaue, Stör, Eider, Schlei, Flensburger, Haderslebener oder Alsener Föhrde einlaufen, sollen sich bei der ersten an diesen Gewässern angelegten Zollcontrole oder Zollstätte setzen und ihre Ladungsdocumente übergeben. Die Zollbeamten haben darauf die Ladung einer generellen Nachsicht zu unterziehen und den Umständen nach das im §. 24 für die Durchgangs-Seezollstätten angeordnete Verfahren zu beobachten.

Finden sich keine Unrichtigkeiten, so sind die Ladungsdocumente, mit dem Product versehen, zurückzugeben, widrigenfalls aber ist die vorgefundene Unrichtigkeit auf dem Manifeste zu notiren und gleichzeitig der Zollstätte des Bestimmungsortes anzuzeigen. In jedem Falle ist das Schiff für die weitere Binnenfahrt zu versiegeln und die Anzahl der Siegel in dem Manifeste zu bemerken. Falls die Zollbeamten solches für erforderlich erachten, haben sie die nach §. 95 gestattete Begleitung zu beschaffen.

§. 98. Ledige oder geballastete Schiffe sind bei der ersten Zollcontrole oder Zollstätte auf den §. 97 genann-

§. 99. Nach Ankun
oder im Hafen des Orts
der Schiffer sich unaufhi
Schiff und die Ladung b
dem Zollamte einfinden u
seine generelle Angabe au
gen von der Zollbehörde u

§. 100. Der von ein
mer oder des Königreichs
gegen seinen Passirzettel so
zugleich, jenachdem er bela
nicht schon geschehen, ei
auf demselben dahin auszus
im Passirzettel angeführten
seinem Fahrzeuge befinden,
den habe.

§. 101. Nach der von d
nerellen Angabe wird das S
zum Theil beladen ist, von
dies nicht schon früher gesch
der Schiffer soll verpflichtet
Wahrnehmung dieses Geschäf
wiederum ans Land zu setzen
und Zugänge zur Ladung un
Waaren befindlich sind oder

§. 102. Ausser den vorer
der Schiffer bei Ausstellung
oder Einlieferung des von ein
erhaltenen Zollpassirzettels zu

der Lastträchtigkeit des Schiffs zu erlegen sind, bis zur 1838
erfolgten Messung des Schiffs oder Ausstellung des Messbriefes, jedoch nicht länger, Anstand haben.

§. 104. Schiffe, welche widrigen Windes, Havarie halber, oder um Proviant einzunehmen, in den District einer Zollstätte der Herzogthümer einlaufen und, ohne zu löschen, demnächst wieder absegeln, sind zu einer Angabe ihrer Ladung nicht verpflichtet. Zur Sicherung des Zollinteresse sind aber solche Fahrzeuge sofort unter Zollversiegelung und nöthigenfalls unter specielle Zollaufsicht zu stellen.

§. 105. Erst nach beschaffter generellen Angabe oder nach Ablieferung des Passirzettels (§ 100) kann mit dem Ausladen unter Aufsicht der Zollbeamten der Anfang gemacht werden. Es muss dann aber auch sofort mit dem Ausladen begonnen und solches ohne Zögerung bis zur beendigten Löschung fortgesetzt werden. Es ist hierbei das Bruttogewicht eines jeden Verschlags, insofern dessen Gewicht bei der Verzollung in Betracht kommt oder das sonstige Maass oder die Stückzahl jeder aus dem Schiffe gelöschten Waare zu ermitteln. Hiernächst sind die aus der Fremde eingeführten oder von inländischen Zollstätten kommenden unverzollten Waaren, worüber nicht sofort von dem Empfänger eine specielle Angabe geschieht, im Zollpackhause, oder, wenn ein solches nicht vorhanden, in der Wägebude oder an einem andern sichern Orte unter Schloss oder Siegel des Zolles so lange aufzubewahren, bis die specielle Angabe geschieht, als bis wohin die solchergestalt aufgelegten Waaren als Transitgut anzusehen und zu behandeln sind.

§. 106. Eine andere, als die einmal bei Einlieferung der Schiffs- und Ladungsdocumente ausgestellte Angabe darf von den Zollbeamten nicht angenommen werden. Alle vorgefundene Waaren, rücksichtlich deren Quantität und Qualität die generelle Angabe und die gedachten Documente sich als unrichtig ausweisen, werden daher als zum Einschleichen bestimmt angesehen und demgemäss behandelt. Von der hiefür bestimmten Strafe kann namentlich auch der Umstand nicht befreien, dass vom Absender mehrere oder andere Waaren, als vom Empfänger bestellt, beigepackt oder mitgegeben worden. Eben so wenig kann dieser Umstand die Befugniss, solche Waaren sofort wieder retour zu

oder nicht vollständig al
und 248 bestimmte Mul

§. 109. In Ansehu
Waaren (§§. 105, 106, 10
des §. 60 zu verhalten.

§. 110. Verschläge
che richtig am Zoll ange
dem Orte, wo sie gelös
sondern weiter ins Land
von den Zollbeamten zu
mit Passirzetteln, welche
nerellen Angabe ausgefert
mer das bei der Löschu
nebst Waarengattung anz
dem Orte ihrer Bestimmung
einen Zoll-Rückattest die
gung dort geschehene Meld

Ergeben sich dabei U
die in dem §. 64 gegebenen

Von ausgehe

§. 111. Ein Schiffer, w
zeug einnehmen will, hat s
stricte, worin dasselbe liegt,

§. 112. Er hat demnäc
den der Anfang gemacht wer
gabe über die Waaren, welc
weder selbst auszustellen od
zuliefern.

§. 113. Geschieht die

und hat unter diesen der Ablader oder Schiffer die 1838
Wahl. Wenn das Einladen vollbracht, alles von dem die Aufsicht führenden Zollbeamten richtig befunden und die Berichtigung des Zolles, soweit ein solcher zu erlegen, geschehen ist, so wird dem Schiffer ein Zollpassirzettel ertheilt. Diejenigen Waaren, welche mit einem bereits ausclarirten Schiffer ausgemeldet werden, sind von ihm in Continuation seiner ersten Angabe am Zoll zu melden und demnächst entweder auf dem ihm ertheilten Passirzettel hinzuzufügen, oder es ist ein neuer Passirzettel über die ganze Ladung zu ertheilen, dergestalt, dass die ganze Zollexpedition nur in Einem Documente besteht.

§. 115. Wenn der Schiffer oder Ablader nicht sofort im Stande ist, eine specielle Angabe auszustellen, weil er nicht weiss, wie viel das Fahrzeug einnehmen kann, so mag zwar das Einladen vor Ausstellung der speciellen Angabe geschehen, es soll aber dann der beim Einladen die Aufsicht führende Zollbeamte über die eingeladenen Waaren ein genaues Verzeichniss führen, nach welchem die demnächst einzuliefernde Angabe zu beurtheilen ist.

§. 116. Weder der Schiffer noch der Ablader ist durch seine specielle Angabe verpflichtet, die zur Ausfuhr angegebenen Waaren auszuführen. Es steht ihnen vielmehr frei, wenn sie es ihrem Interesse gemäss finden, das Einladen zu unterlassen, oder die bereits eingeladenen Waaren wiederum zu löschen. Jedoch ist darüber eine neue Angabe auszustellen und solche rücksichtlich ihrer Richtigkeit nicht nur vom Controleur, sondern auch vom Zollinspector oder Zollverwalter selber zu attestiren, worauf denn der Ausfuhrzoll, wenn solcher bereits erlegt, gegen Quitung zurückgegeben wird.

§. 117. Die Schiffe, welche von der Flensburger, Alsener und Haderslebener Föhrde, der Schlei, der Eider, der Stör, der Krückaue und der Pinnaue ausgehen, sollen sich bei den an diesen Gewässern errichteten Zollcontrolen, zum Behufe einer generellen Nachsicht unter Vorweisung ihrer Passirzettel mündlich melden und zu dem Ende daselbst anlegen.

§. 118. Die in den §§. 95 — 97 den Zollbeamten beigelegten Befugnisse finden auch Anwendung auf ausgehende Warentransporte, welche nach dem Ermessen der Zollbeamten bis in die offene See begleitet werden können.

... Postf.

§. 120. Postfahr
welche zum Transpor
Dänemark oder der
thümer und umgekehr
rer Ankunft und Abfa
Nachsicht von Seiten d

§. 121. In Ansehu
oder abgehenden Passag
ten, welche in den §§.
kommenden Reisenden
dürfen die Sachen der P
bringen lassen, als bis s
gesehen sind. Eben so
Ausgehen die Sachen de
giere vor geschehener Unt
beamten annehmen.

Sonstige Bestimmungen
ausgehena

§. 122. Seewärts ein
dürfen nur bei Tage, von
deren Untergange aus- ode
Nachtzeit, sowie an Son
Aus- und Einladen verboten
mag jedoch, wenn den Zolll
Ausladen davon Nachricht ge
von dieser Vorschrift Statt f

Empfänger am bequemsten belegenen Stelle ausgeladen 1838
werden mögen.

§ 125. Dieselbe Vergünstigung steht in Rücksicht aller zollfreien Waaren, welche seewärts ausgeführt werden sollen, den Abladern zu. Es muss sich aber der Schiffer auch in diesem Falle zuvor bei der beikommenden Zollstätte melden und darf mit dem Einladen erst dann den Anfang machen, wenn von dieser wegen der dabei zu führenden Aufsicht die erforderliche Vorkehrung getroffen ist. Dem Zollbeamten, welcher in solchen Fällen die Aufsicht führt, soll, wenn der Loss- oder Ladeplatz eine halbe Meile oder weiter von seinem Wohnorte entfernt ist, ausser freier Beförderung, falls er nicht mit einem Dienstpferde versehen ist, für jeden Tag, welchen er bei diesem Geschäft zubringt, 1 Rbthlr. oder 30 β vorm. Cour. an Diäten von dem Schiffer oder Eigner der Ladung entrichtet werden.

§. 126. Würde ein Schiffer durch einen Nothfall gezwungen, Waaren vor geschehener Zollangabe auszuladen oder ans Land zu werfen, so muss er solches der nächsten Zollstätte oder, wenn diese nicht näher belegen ist, der nächsten obrigkeitlichen Behörde, sobald die Umstände es gestatten, unverzüglich anzeigen und die Nothwendigkeit dieses Ausladens hinlänglich darthun, auch für die ausgeladenen Waaren gehörige Richtigkeit am Zolle machen.

§. 127. Der Vorrath an Lebensmitteln für die Schiffsmannschaft oder die sogenannte Schiffsprovision, welche sich auf einem aus der Fremde ankommenden Schiffe befindet oder mit einem von einem inländischen Orte kommenden Fahrzeuge, als daselbst von der Fremde eingebracht und noch unberichtigt, eingeht, ist der Verzollung unterworfen. Will aber der Schiffer seine Provision lieber unter Zollaufsicht auflegen, um sie demnächst beim Aussegeln wieder mitzunehmen, so erlegt er dafür keinen Einfuhrzoll.

§. 128. Die Provisionen, welche einheimische Schiffe nach der Fremde mitnehmen, sind von Erlegung des Ausfuhrzolles befreiet.

§. 129. Ein Schiffer, welcher mit seinem Fahrzeuge ledig nach einem anderen innerhalb des Districts der Zollstätte oder Zollcontrole, bei welcher er einclarirt ist, belegenen Orte gehen will, hat solches der Zollstätte nur mündlich anzuzeigen.

§. 131. Eine Ausn
machen jedoch Fahrzeu
küste des Herzogthums
liegenden Inseln und H
oder zur Beförderung
ducten gebraucht werde
ihrem Landtransport in
Zollangabe unterworfen
ssen dieselbe Befreiung
nach § 71 den Fährböten
den ist. Sie sind aber au
beamten wie diese, unterw
gen Waaren, welche oh
tel, sofern solche überall
angetroffen werden, sind
ten Verkehr begriffen anzu
handeln.

VIII. Von gest

§. 132. Sowie es rüc
Allgemeinen und soweit n
rungen getroffen sind, bei
30. December 1803 sein V
auch künftig, sobald ein Sc
vögte solches ohne Aufenth
der Strandverordnung dem
amten melden zu lassen.
ist indessen von nun an, d
machen, damit auch diese
am Strande

§. 134. Alles Geborgene hat der die Aufsicht führende Zollbeamte für sich zu verzeichnen und zugleich das im § 16 der Strandverordnung erwähnte Verzeichniss, nach Conferirung desselben, mitzunnterschreiben. 1838

§. 135. Soweit der Zollbeamte nicht mit einem Dienstpferde versehen ist, hat er Behuf seiner Anwesenheit bei der Bergung Vergütung für die Beförderung und in allen Fällen für jeden Tag den er mit diesem Geschäft zubringt, 2 Rbthlr. S. M. oder 1 Rthlr. 12 β vorm. Cour. an Diäten zu geniessen, welche Kosten aus Unserer Casse abgehalten werden. Fungirt ein Unterzollbeamter bei der Strandung, so liegt es ihm ob, sofort nach Beendigung des Geschäfts der beikommenden Zollstätte bei abschriftlicher Mittheilung des Verzeichnisses, eine Anzeige von dem Strandfalle zu machen.

§. 136. Rücksichtlich dieser, so wie aller sonstigen Strandfälle hat der Beikommende, mit der Auslieferung und dem Verkauf gestrandeter Waaren beauftragte Hebungsbeamte (§. 19 der Strandverordnung), je nachdem die Waaren öffentlich verkauft oder ohne solchen öffentlichen Verkauf dem Eigenthümer oder Reclamanten überliefert werden sollen, der Zollstätte des Districts vorgängig die Entwürfe zu Auctionsprotocollen und Ueberlieferungsprotocollen zuzustellen.

§. 137. Diese Protocolle sind so einzurichten, dass sie der Berechnung der davon zu erlegenden Zollabgabe zur Grundlage dienen können und zu dem Ende die Waaren von der beikommenden Zollstätte nachzusehen, die Protocolle erforderlichenfalls in Gemeinschaft mit dem Hebungsbeamten zu rectificiren und nachdem der Betrag der Zollabgaben auf selbigen verzeichnet worden, dem Hebungsbeamten wiederum zuzustellen. Für etwanige desfällige Reisen gebührt dem Zollbeamten, nach Maassgabe des § 135 Vergütung für die Beförderung, jedoch nur 1 Rbthlr. oder 30 β vorm. Cour. Diäten. Zu den Auctionen wird er dagegen nicht zugezogen.

§. 138. Vor Auslieferung der verkauften oder reclamirten Waaren hat der Hebungsbeamte, sofern die Waaren im Lande verbleiben sollen, den Zoll einzufordern und solchen mit einer Abschrift der vollzogenen Protocolle, worin zugleich die Namen der Käufer oder Reclamanten und ihrer Wohnörter anzuführen, sofort der beikommenden Zollstätte gegen Quittung zu übersenden, letztere aber den Zollbetrag gehörigen Orts

..... aufzubewahren. E
ten vom Tage des abgeh
schehenen Auslieferung
so ist dafür weder Trans
zu bezahlen. Der Hebu
beamten eine Anzeige üb
Waaren zu machen und
Vorstehenden in dieser B
zunehmen.

§. 139. Nach Ablauf
der auszuführende gestran
als Transitwaaren nach de
Verordnung enthaltenen Vo
sichtlich der Entrichtung u
sitzolls wird es nach Maass
verhalten.

§. 140. Sind keine St
so hat der Strandbeamte vo
der Zollstätte solches rücksi
res anzuzeigen und unter
sowie der eventuell eingeg
Documente sämmtlich der Z
formirt die Zollstätte am
eigenes Conto über Strandu

§. 141. Für beschädigt
Lande verbleiben, kann au
der Einfuhrzoll mit 12½ pC
vollen Auctionssumme entric
die obrigkeitliche Behörde
solche

§. 142. Gestrandete Dänische, Schleswigsche und Holsteinische Landesproducte und Waaren sind, wenn sie in den Herzogthümern verbleiben, frei von allen Abgaben, vorausgesetzt, dass auf Verlangen die nöthigen Beweisthümer über ihren inländischen Ursprung beigebracht werden. 1838

IX. Von der Abgabe von Schiffen, die aus der Fremde angekauft und eingeführt werden.

§. 143. Von Schiffen und Fahrzeugen, welche Unsere Unterthanen aus der Fremde ankaufen, oder welche auf andere gesetzliche Weise aus fremdem Eigenthum in das Eigenthum Unserer Unterthanen übergehen und als inländische in Fahrt gesetzt werden, sind:

I. Für Schiffe aus Eichenholz, d. h. solche Schiffe, in denen sowohl die Inhölzer als die Aussen- und Binnenbordsbekleidung aus Eichen- oder Tiekholz besteht, oder auch solchen, die Inhölzer aus Eichen- oder Tiekholz haben, deren Aussen- oder Binnenbordsbekleidung aber theils aus Eichen- und Tiekholz, theils aus anderen Holzarten besteht,
   - sofern sie unter 10 Commerzlasten trächtig, 20 Rbthlr. oder 12 Rthlr. 24 β vorm. Cour. pr. Com. Last.
   - wenn sie aber 10 Commerzlasten und darüber trächtig sind, 10 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 β vorm. Cour. pr. Com. Last.

II. Für Schiffe aus Föhrenholz, d. h. solche Schiffe, in denen sowohl die Inhölzer als Bekleidungen allein aus Föhrenholz bestehen, sowie auch solche, die aus verschiedenen Holzarten in anderen Zusammensetzungen als den unter Schiffen aus Eichenholz genannten, erbaut sind
   - sofern solche unter 10 Commerzlasten trächtig, 14 Rbthlr. oder 8 Rthlr. 36 β vorm. Cour. pr. Com. Last,
   - sofern solche 10—50 Lasten trächtig sind 7 Rbthlr. oder 4 Rthlr. 18 β vorm. Cour. pr. Com. Last,
   - sofern solche 50 Commerzlasten und darüber trächtig sind, 2 pCt. des Werths an Unsere Zollcasse zu entrichten

und erst nach geschehener Erlegung dieser Abgabe wird solchen Schiffen, anderen inländischen gleich,

ues beikommenden Consu
verständige vorgenommen

§. 145. Fischerquase
welche mit lebendigen Fis
Fahrzeuge, welche zum
fang gebraucht werden, u
lebendig ins Land bringen,
ihre Trächtigkeit die solch
immer nur mit resp. 10
vorm. Cour. und 7 Rbthlr
Cour pr. Com. Last.

§. 146. Werden sie jed
ten eingerichtet, so tritt, s
dann weniger als 10 Comm
Schiffe bis zu dieser Grösse
resp. 20 Rbthlr. oder 12 Rth
14 Rbthlr. oder 8 Rthlr. 36
Last ein, und ist mithin di
bei der Zollstätte, bei welche
gen Einrichtung zuerst ein- o
resp. 10 Rbthlr. oder 6 Rthl
7 Rbthlr oder 4 Rthlr. 18 β
Last nachzulegen.

§. 147. Eine gänzliche B
gabe wird bewilligt:
1. für alle Schiffe und Fahrzeu
terthanen von Fremden ankau
Robben- und Wallrossfang
2. für alle F

Werden die gedachten Fahrzeuge nachher zu anderen 1838
Zwecken in Fahrt gesetzt, so ist die Ankaufsabgabe nachzulegen.

X. Von dem Messen der Schiffe und der Ertheilung von Messbriefen.

§. 148. Um die Lastträchtigkeit der Schiffe, wornach die Schifffahrtsabgaben zu erlegen sind, zu ermitteln, sollen alle Fahrzeuge, sowohl fremde als einheimische, wenn selbige nicht schon bei anderen Zollstätten in dem Königreich oder den Herzogthümern gemessen und mit gültigen Messbriefen versehen sind, von den Zollbeamten des Orts, wo sie ein- oder ausclariren, wenn sie 2 Commerzlasten und darüber trächtig sind, nach der diesen Beamten dazu ertheilten Instruction gemessen und mit Messbriefen versehen werden.

§. 149. Wird die Lastträchtigkeit eines Fahrzeuges durch Umbauen oder veränderte Einrichtung vergrössert, so hat der Eigner oder Führer des Schiffes diese Veränderung den Zollbeamten sofort anzuzeigen, damit sie von diesen auf dem Messbriefe bemerkt werde. Ist aber durch eine solche Veränderung das Schiff um Eine Commerzlast und darüber grösser geworden, so muss es umgemessen und mit einem neuen Messbriefe versehen werden. Bei Verringerung der Trächtigkeit durch Umbau oder veränderte Einrichtung steht es dem Eigner oder Führer frei, die Ummessung und Ertheilung eines neuen Messbriefes gegen die vorgeschriebene Gebühr zu verlangen.

Der Name eines dänischen Schiffes darf, so lange es dänisches Eigenthum ist, ohne Vorwissen und Genehmigung Unseres General-Zollkammer- und Commerz-Collegii nicht verändert werden.

§. 150. Die Messbriefe werden auf Stempelpapier angefertigt und sind für das signirte Papier die in dem Anhange Litr. F, welcher zugleich die Taxa für das Messen der Schiffe, die Ausfertigung des Messbriefes, das Einbrennen der Commerzlastenzahl und des Zeichens: „Dansk Eiendom" enthält, näher angegebenen Gebühren zu entrichten.

XI. Von den Schifffahrtsabgaben.

§. 151. Die Schifffahrtsabgaben, nemlich Lastgelder, Feuergelder und Clarirungssporteln werden nach

an Commerzlasten
nächst zu publicirenden Be

§. 152. Bei Berechnu
der ganzen Trächtigkeit
briefe angegebene Zahl d
— mit oder ohne Bruch
Berechnung derselben von
ladener Lasten aber wird,
volle ausgemessene Trächti
auf ganze Commerzlasten g
merzlast nicht gerechnet,
aber für eine volle Comme
keinem Falle aber könne
Ladung eines Schiffes zu erl
essere Commerzlastenzahl a
cher das Schiff gemessen ist.

§. 153. Bei den Schiffs
in- und ausländischer Fahrt

Die inländische Fahrt b
Ort zu Ort in den Herzogthü
auf Island, Grönland und di
Fahrt zwischen der Westküst
fremden Elborten nebst Helgola
fahrtsabgaben der inländischen

Die ausländische Fahrt
zwischen inländischen und fre
auch die Fahrt auf Unsere
Westindien und Guinea gleich

§. 154. Dampfschiffe

ausländischen Fahrt, bei einer inländischen Zollstätte 1838
nicht so viele Waaren löschen oder laden, dass dieselben ½ Commerzlast ausmachen, sind von den nach der Ladung zu erlegenden Abgaben gänzlich befreit.

§. 156. Ist aus dem mitgebrachten Passirzettel eines von einer inländischen Zollstätte kommenden Schiffes zu ersehen, dass die Schifffahrtsabgaben nicht mit dem vorschriftsmässigen Betrage erlegt worden sind, so ist das zu wenig Erlegte nachzufordern und zu berechnen.

A. Schiffslastgelder.

§. 157. Das Lastgeld wird unter Berücksichtigung der am Schlusse des § 152 enthaltenen Bestimmung nur für so viele Commerzlasten berechnet, als die bei einer inländischen Zollstätte ausgeladenen oder eingenommenen Waaren betragen und für die verschiedenen Fahrten nach der unter Litr. G. angehängten Taxe gehoben.

Von Waaren, welche bei der Einclarirung eines Schiffes vom Auslande ungelöscht im Schiffe verbleiben und später an anderen inländischen Orten gelöscht werden, ist an letzteren das für die ausländische Fahrt angeordnete Lastgeld zu erlegen.

§. 158. Von Erlegung des Lastgeldes sind gänzlich befreiet:

a) Fahrzeuge, welche wegen widrigen Windes, Eisgangs- oder Seeschadens oder um Winterlager zu halten, in einen Hafen der Herzogthümer einlaufen und — ohne zuzuladen — mit ihrer eingebrachten (gelöscht gewesenen oder im Schiffe behaltenen) Ladung wiederum absegeln;
b) Fährfahrzeuge, insoweit als sie zur ordentlichen Fährfahrt gebraucht werden;
c) Fahrzeuge und Böte von 2 Commerzlasten und darunter für Reisen in der inländischen Fahrt;
d) Fahrzeuge von 5 Commerzlasten und darunter für Reisen von Ort zu Ort an der Elbe und der Holsteinischen Westküste, bis zur Eider incl.;
e) alle Fahrzeuge für Reisen von Ort zu Ort innerhalb eines und desselben Zolldistricts;
f) alle Fahrzeuge für Reisen von Ort zu Ort auf der Eider und dem Canal, an der Stör, der Hever, der Schlei, der Flensburger-, Eckernförder- und Kieler Föhrde und anderen ähnlichen Binnenlandsflüssen und Gewässern, imgleichen für Reisen zwischen den Inseln und Halligen an der Schleswigschen Westküste,

welche Muschelschaalen
führen, sowie alle diejeni
Gras, Heu, Stroh, Dü
Busch und Pfähle in d
portiren;

h) Fahrzeuge, soweit sie le
ren, jedoch immer nur
Gebinden bestehenden Th

§. 159. Auch sollen
Transit- oder Creditauflage
legung des Lastgeldes befrei
dem in solchen Waaren bes
eines Schiffes kein Lastgeld

Ueberdies soll bei der A
ren, es sei von der Transit-
die auf einmal ausgemeldete (
mehrerer Waarensorten nicht
im letzteren Falle jede ein
Waare nicht unter ¼ Comme
Belauf des beim Eingehen e
Zollcasse zurückbezahlt werde
solche Vergütung hinsichtlich
nur dann Statt, wenn die
Jahresfrist geschieht und von
mer und Datum, unter welch
ditauflage eingeführt ist, aufg
die Ausfuhr nicht vor Ablauf d
Tage der Einfuhr oder besch
solche bestimmte Aufgabe über

§. 161. Das Feuergeld für die Ladung in der ausländischen Fahrt wird jedesmal da, wo die von der Fremde eingehenden oder dorthin versandten Waaren gelöscht oder geladen werden, nach dem Commerzlastenbetrage der gelöschten oder geladenen Waaren, unter Berücksichtigung der am Schlusse des §. 152 enthaltenen Bestimmung entrichtet. 1838.

§. 162. Das Feuergeld für das Schiff in der ausländischen Fahrt aber, wie auch das Feuergeld für die inländische Fahrt, wird nach der gemessenen Trächtigkeit des Schiffes, jedoch für jede Reise nur ein Mal gehoben, und zwar für Reisen in der inländischen Fahrt, imgleichen vom Inlande nach dem Auslande, bei der ersten Ausclarirungszollstätte, für Reisen von der Fremde nach dem Inlande, bei der ersten inländischen Zollstätte, welche ein Schiff anläuft, für Reisen endlich auf Altona von der Westküste der Herzogthümer auf die fremden Elborte nebst Helgoland, ferner auf Island, Grönland und die Färöer sowie auf den Fischfang in offener See, sowohl bei der Einclarirung als bei der Ausclarirung.

§. 163. Um indessen den Commerzirenden die Benutzung gelegentlicher Waarenbeförderungen zu erleichtern, sollen zu diesem Zwecke folgende Modificationen hinsichtlich der Erlegung des inländischen Feuergeldes, sowie des ausländischen für das Schiff eintreten.

§. 164. Wenn ein Schiff in der inländischen Fahrt zwischen seinem ordentlichen Abgangsorte, von welchem es Ausclarirung erhalten, und seinem ordenlichen Bestimmungsorte, wohin es, dem ertheilten Passirzettel zufolge, ausclarirt worden, einen andern inländischen Ort anläuft und daselbst weitere Ladung einnimmt, oder mitgebrachte Waaren löscht, so ist, wenn die gelöschten Waaren weniger als $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit vom Commerzlastenbetrage ausmachen, kein ferneres Feuergeld zu erlegen. Löscht ein Schiff dahingegegen an einem solchen Orte Waaren, welche $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit oder mehr ausmachen, so wird die Reise als vollendet angesehen und deshalb bei vollständiger Ausclarirung auch von Neuem Feuergeld erlegt.

§. 165. In der Fahrt vom Inlande nach dem Auslande wird, nachdem das angeordnete Feuergeld bei der Ausclarirung erlegt worden (§. 162) beim Einlaufen in anderen Häfen behuf Ladens und Löschens kein fer-

...nde soll ein Schiff, na
in welchen es, um Wa
ausländische Feuergeld f
ferneres Feuergeld für d
Rest der Ladung in and
und tritt überall nur das
dem jedesmaligen Betrag
Nimmt ein solches Schiff
einem inländischen Orte
anderen inländischen Orte
$\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit des S
muss auch mit vollständig
Feuergeld und zwar nach
Schiffs erlegt werden.

§. 167. **Wenn das Fe**
inländischen Fahrt oder in
dem Auslande bei der erst
anläuft, aus dem Grunde
können, weil das Schiff a
kein Feuer passirte, letzter
ger Abänderung der Route,
Feuergeld bei der nächsten
im Obigen enthaltenen Vorsc
trage nachgefordert, mit wel
werden müssen, wenn die
Schiffs sofort vollständig ange

§. 168. Wenn ein Schi
fremden Orten eine hiesige
selbst nicht so viel Waaren li

nach dem Commerzlastenbetrage der eingenommenen 1838
Waaren gehoben. Machen die auf einer solchen Fahrt bei einer hiesigen Zollstätte gelöschten oder geladenen Waaren aber ¼ der Trächtigkeit des Schiffs oder mehr aus, so wird das Schiff denen gleich behandelt, welche vom Auslande nach dem Inlande in ordentlicher Fahrt einclarirt worden sind und ist mithin die Feuerabgabe für das Schiff sowohl ausgehend als eingehend nach der gemessenen Trächtigkeit desselben zu zahlen. Doch soll in diesem Abgabenbelaufe das gekürzt werden, was bei einer etwa vorhergegangenen unvollständigen Clarirung auf derselben Reise bei einer anderen inländischen Zollstätte an Feuergeld für das Schiff bereits erlegt worden ist.

§. 169. Die Vorschriften hinsichtlich des Canalfeuergeldes werden durch die gegenwärtige Verordnung nicht geändert.

§. 170. Gänzlich befreit von der Feuerabgabe sind:

1) alle Schiffe in der inländischen Fahrt für solche Reisen, auf welchen sie keine Feuer passiren;
2) alle Schiffe für Reisen von und nach Häfen an der Westküste der Herzogthümer und Jütland, insofern sie auf der bevorstehenden oder zurückgelegten Reise kein anderes Feuer als das Canalfeuer passiren;
3) die Schiffe in der Fahrt von Neustadt auf Lübeck und weiter längs der mecklenburgischen Küste bis nach Rostock incl.;
4) gestrandete Schiffe, sofern sie ledig oder blos mit ihrer eingebrachten oder an hiesigen Küsten gestrandeten Ladung wieder abgehen, in welchem Falle auch für die Ladung keine Feuerabgabe zu erlegen ist;
5) alle Fahrzeuge von 2 Commerzlasten und darunter;
6) alle Fährfahrzeuge, jedoch nur insoweit, als sie zur ordentlichen Fährfahrt benutzt werden;
7) alle Schiffe, die wegen Havarie einen inländischen Hafen anlaufen.

§. 171. Ferner sollen die Transitwaaren, welche von der Transit- oder Creditauflage ausgeführt werden, vom Feuergelde dergestalt befreit sein, dass für so viele Commerzlasten von Schiff und Ladung, als diese Waaren ausmachen, nicht nur kein Feuergeld bei deren Wiederausschiffung entrichtet, sondern auch das für solche bei ihrer Ausfuhr von Schiff und Ladung erhobene Feuergeld mit dem doppelten Betrage dessen,

1838 was nach der Commerzlastenbestauung der Waaren von diesen allein erlegt ist, aus der Zollcasse zurückgezahlt und es dabei in aller Weise ebenso verhalten wird, wie es in Ansehung des Lastgeldes im §. 159 bereits näher festgesetzt worden ist.

C. Schiffsclarirungssporteln.

§. 172. Die Clarirungssporteln sind von Schiffen und Fahrzeugen ohne Unterschied, ob sie beladen oder ledig sind, nach der unter Litr. E angehängten Taxe zu entrichten.

§. 173. Diese Sporteln sind bei vollständiger Einclarirung, sowie bei vollständiger Ausclarirung eines Schiffs immer nach der Commerzlastenzahl der Trächtigkeit desselben zu erlegen. Der vollständigen Clarirung unterliegt das Schiff beim Ausgehen allemal da, wo es Waaren von $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit und darüber eingenommen hat, so wie da, wo es zuvor vollständig einclarirt worden. Die vollständige Einclarirung muss aber nicht nur dann, wenn das Schiff sich an seinem Bestimmungsorte einmeldet, sondern auch wenn es an einem anderen Orte Waaren von $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit und darüber löscht oder ladet, mit Ausnahme des im §. 176 gedachten Falles, eintreten.

§. 174. Zur Erleichterung des Handels und der Schifffahrt soll es indessen allen Schiffen gestattet sein, sowohl auf Reisen in der inländischen Fahrt, als auch auf Reisen zwischen inländischen und fremden Orten, sowie auf Reisen von und nach der Fremde bei inländischen Zollstätten anzulaufen und daselbst Waaren bis zu $\frac{1}{4}$ Trächtigkeit zu löschen oder zu laden, ohne dadurch zu einer vollständigen Ein- und Ausclarirung genöthigt zu werden, und tritt in diesem Falle eine Ermässigung der Clarirungssporteln dahin ein, dass dieselben nur nach dem jedesmaligen Commerzlastenbetrage der gelöschten oder geladenen Waaren erlegt werden.

§. 175. Diese Ermässigung soll ferner auch für den Fall Statt finden, wenn ein vom Inland nach dem Auslande vollständig ausclarirtes Schiff bei anderen inländischen Zollstätten anläuft und dort zur Completirung seiner Ladung Waaren selbst über $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit nach dem Auslande einnimmt.

§. 176. Von Schiffen, welche Havarie halber oder um Winterlager zu halten, eine Zollstätte anlaufen, sind

die Sporteln beim Eingehen und beim Ausgehen eben 1833
so zu erlegen, wie von Schiffen, welche sonst vollständige Clarirung beschaffen.

Wenn jedoch ein Schiff, welches nach der Fremde clarirt worden, wegen erlittener Havarie zum Abgangsorte oder nach einem anderen inländischen Hafen zurückkehrt, so soll dasselbe sowohl beim Eingehen als beim Ausgehen nur die für die inländische Fahrt angeordneten Sporteln zu erlegen schuldig sein.

§. 177. Von Erlegung der Schiffsclarirungssporteln sind gänzlich befreit:

1) alle Fahrzeuge von 2 Commerzlasten und darunter in der inländischen Fahrt;
2) die Fährfahrzeuge, soweit sie zur ordentlichen Fährfahrt gebraucht werden, sowie andere Fahrzeuge, welche keiner schriftlichen Schiffsexpedition bedürfen.

XII. Von der Auflagefreiheit.

§. 178. Von der Regel, dass der Einfuhrzoll sofort bei der Einfuhr der Waaren, soweit sie nicht unmittelbar durchgeführt werden, erlegt wird, macht die Auflagefreiheit eine Ausnahme, die Wir zur Begünstigung des Handelsstandes und insonderheit zur Beförderung des Handels mit fremden Waaren nach der Fremde auch fernerhin gestatten und überdies nachstehendermaassen erweitern wollen.

A. Creditauflage.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 179. Wir bewilligen die Creditauflagefreiheit in demselben Umfange, wie solche im Königreich ausgeübt wird, sämmtlichen Städten und Flecken Unserer Herzogthümer, so weit sich Zollstätten daselbst befinden.

§. 180. Einem jeden angesessenen, zum Handel berechtigten Bürger und Einwohner gedachter Städte und Flecken, welcher ordentliche Handelsbücher führt und die zu einer ordentlichen Sortirung und Untersuchung der Waaren erforderlichen Packräume besitzt, soll es demnach gestattet sein, von der Fremde zu Lande oder zu Wasser mit einheimischen oder fremden Schiffen eingehende zollbare Waaren, soweit sie nicht ausdrücklich von der Creditauflage ausgeschlossen sind, nach geschehener Angabe, Zollnachsicht und Eintragung in sein Creditauflageconto zur eigenen Aufbewahrung und

1838 Verfügung dergestalt in Empfang zu nehmen, dass die Waaren erst demnächst, soweit sie im Lande verbleiben, mit dem Einfuhrzoll berichtigt, soweit sie aber nach fremden Orten wieder ausgeführt sind, gegen Entrichtung des tarifmässigen Transitzolles und ohne fernere Erlegung der bisher stattgefundenen Recognition, die Wir hiemittelst ausdrücklich aufheben, in dem Auflageconto abgeschrieben werden, wobei indessen die in den nachfolgenden Paragraphen dieses Abschnitts enthaltenen Vorschriften zu beobachten sind.

Unter Beobachtung dieser Vorschriften mögen auch in gleicher Weise, wie bei der Ausfuhr von Creditauflagewaaren nach der Fremde, solche bei deren Ausfuhr nach Unserer Stadt Altona, imgleichen nach Unseren aussereuropäischen Besitzungen und nach Island und den Färöern gegen blosse Entrichtung des Transitzolles vom Creditauflageconto abgeschrieben werden.

§. 181. Die Zu- und Abschreibung kann nicht in geringeren Quantitäten geschehen, als welche in dem Einfuhrtarif, der diejenigen Waaren bezeichnet, welche zugleich zur Creditauflage zugelassen werden dürfen, für jede einzelne Gattung der Creditauflagewaaren angegeben sind. Indessen mögen Waaren, welche von Creditauflagen nach den Colonien, den Färöern, nach Grönland und Island ausgehen, in Quantitäten von ½ des im Tarif bestimmten Abschreibungsminimi von der Auflage abgeschrieben werden Auch soll Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium autorisirt sein, für einzelne Städte und Flecken, deren Handelsverhältnisse solches wünschenswerth machen, den Umständen nach, die Abschreibung einzelner Waarengattungen in geringeren Quantitäten zu gestatten.

Die zur Creditauflage eingehenden Waaren sind mit Rücksicht auf Angabe und Untersuchung ganz wie die zur Verzollung angegebenen Waaren zu behandeln.

§. 182. Wenn der Auflagehaber die gehörige Ordnung beobachtet, so können die Waaren ohne Zeitbeschränkung auf der Creditauflage verbleiben.

§. 183. Die zur Creditauflage gegebenen Waaren werden nach vorgenommener genauer Untersuchung von Seiten des Zollwesens und befundener Richtigkeit auf dem Auflageconto des Empfängers verzeichnet und ihm hiernächst gegen seine Verantwortlichkeit für die darauf haftenden Zollabgaben und unter seiner Verpflichtung,

die Zollbehörde von dem Aufbewahrungsort zu unterrichten und sie von jeder damit vorgenommenen Veränderung in Kenntniss zu setzen, zur eigenen Disposition überlassen. 1838

Uebertragung und Versendung der Creditauflagewaaren.

§. 184. Es dürfen Creditauflagewaaren unter den in Folgendem festgesetzten näheren Bestimmungen mit den darauf haftenden Abgaben und mit dem fortgesetzten Auflagerecht von einer Creditauflage auf eine andere an demselben oder an einem anderen inländischen Orte, mag letzterer sich in den Herzogthümern oder im Königreiche befinden, übertragen werden; nicht minder können Waaren von der Transitauflage auf die Creditauflage übergehen, wenn der Zollbehörde davon zuvor die erforderliche schriftliche Angabe (§. 185) gemacht wird.

Bei blosser Translocation von Creditauflagewaaren mittelst Transports von einer inländischen Creditauflage auf die andere richtet sich das hier gemeinschaftliche Minimum der Abschreibung auf dem einen und der Zuschreibung auf dem andern Conto nach dem für die Zuschreibung bestimmten Quantitätsminimo.

§. 185. Wenn Waaren von der Creditauflage nach fremden Orten oder nach einem anderen inländischen Orte an eine dortige Creditauflage oder überhaupt als unberichtigt gegen Rückattest nach anderen inländischen Orten (§. 206) versandt werden sollen, so ist über die Versendung eine förmliche Angabe bei der rechnungsführenden Zollbehörde einzureichen und selbige demnächst mit Attestation des beikommenden Zollaufsichtsbeamten über die geschehene Einladung oder Versendung zu versehen. Einer Anmeldung für diejenigen Waaren aber, welche zum Verbleiben und zum Verbrauch im Lande von der Creditauflage genommen oder von einer Creditauflage auf eine andere an demselben Orte (ausser dem §. 191 gedachten Zeitpunct) gebracht werden, bedarf es nur am Schlusse eines jeden Vierteljahrs, wo denn von der Zollstätte mit dem Auflagehaber über diejenigen Abgaben Abrechnung gehalten wird, welche er für das letztverflossene Quartal von seiner Creditauflage zu entrichten hat.

§. 186. Bei Waaren, die Jemand von der Creditauflage nimmt, um sie als zollberichtigte Waare nach

1838 anderen Orten zu versenden, wird ihm auf desfallsige schriftliche Angabe ein Passirzettel, sofern ein solcher überhaupt erforderlich, dahin ertheilt, dass die Waare als verzollte Creditauflagewaare frei passire; die Erhebung der davon zu entrichtenden Zollabgaben erfolgt dann bei der nächsten Quartalsabrechnung.

Quartalsabrechnung.

§. 187. Die Quartalsabrechnung findet zu Anfang Januars, Aprils, Julius und Octobers eines jeden Jahres Statt, und gleichzeitig mit dieser geschieht die Erlegung der Einfuhrabgaben für die von der Auflage zum Verkauf oder Verbrauch im Lande entnommenen Waaren.

Bei Veränderung des Zollsatzes für einen Waarenartikel ist jedoch jedesmal eine sofortige Nachsicht und Untersuchung der von selbigem auf der Auflage befindlichen Vorräthe, auf welche der neue Zollsatz anzuwenden, vorzunehmen, um die solchergestalt nach dem früheren Zollsatze annoch zu berichtigenden abgesetzten Auflage - Quantitäten zu ermitteln.

§. 188. Zur Quartalsabrechnung wird von jedem Auflagehaber der beikommenden Zollstätte eine von ihm eigenhändig unterschriebene Angabe in Folioformat nach dem dieser Verordnung unter Litr. L angehängten Schema (No. I. XIX. XXVI.) eingeliefert, enthaltend:

Auf der ersten Seite:

a) Namen der Artikel,
b) Behalt der letzten Quartalsabrechnung,
c) Ueberführung von anderen Creditauflagen am Orte,
d) Einfuhr im verflossenen Quartal,
e) Summe der Rubriken b, c und d,

auf der anderen Seite:

a) die Waaren, welche nach Maassgabe der darüber ausgestellten Angaben (§§ 197 und 204) im verflossenen Quartal nach fremden Orten ausgeführt,
b) die Waaren, welche im vorhergegangenen Quartal an andere Auflagehaber an demselben Orte abgesetzt,
c) die Waaren, welche im abgewichenen Quartal nach anderen inländischen Orten zur dortigen Creditauflage oder Verzollung gegen Rückattest versandt,
d) die Waaren, welche in dem Quartal von der Creditauflage zum Verkauf und Verbrauch (am Orte oder an anderen inländischen Orten) entnommen sind,
e) die Quantität jeder Auflagewaare, die im Behalt ver-

blieben, verbunden mit der Anzeige des Orts, wo 1866
sich dieselbe befindet, und

f) die Summe der Rubriken a—e.

§. 189. Nach dieser, unter gehöriger sofortiger Nachweisung in der Zollrechnung, derselben anzulegenden Angabe hat der Zollrechnungsführer dem beikommenden Zollaufsichtsbeamten ein Verzeichniss über den Waarenbehalt des Auflagehabers zuzustellen (Schema II. XVIII. XXVIII.) um darnach so bald als thunlich die Nachsicht vorzunehmen und das Verzeichniss, gehörig attestirt und mit Hinzufügung des Datums, wann die Untersuchung beendigt, dem Rechnungsführer zum Beleg seiner Rechnung zurückzuliefern.

§. 190. Bei dieser Nachsicht, welche an den von der Zollaufsichtsbehörde dazu bestimmten Tagen und Stunden geschieht, ist von Seiten des Auflagehabers folgendes zu beobachten:

a) Es müssen die Waaren so sortirt hingelegt sein, dass jede Waarenart für sich bequem übersehen und untersucht werden kann, und soll dem fungirenden Zollaufsichtsbeamten dabei jede Willfährigkeit und Hülfe zur Beförderung und Beschleunigung des Geschäfts gewährt werden.

b) Als Behalt werden nur Waaren in unangebrochenen Tonnen, Fässern, Oxhoften, Pipen, Körben, Ballen, Matten, Bünden, Säcken und dergleichen im Handel üblichen Einpackungen angenommen. Für die bei der Quartalsnachsicht in angebrochener Emballage vorgefundenen Waarenreste ist der Zoll sofort in Einnahme zu stellen, so wie auch in allen Fällen, wenn das ganze auf der Auflage vorräthige Quantum einer Waarensorte bei der Nachsicht geringer, als das für selbige bestimmte Minimum der Abschreibung gefunden wird, dieser Waarenrest, er mag in angebrochener oder unangebrochener Emballage enthalten sein, sofort zur Verzollung anzusetzen ist.

c) Sind in dem Zeitverlauf zwischen dem Tage, an welchem die Angabe gemacht ist, und dem, an welchem die Nachsicht geschieht, Waaren aus dem angegebenen Behalt abgesetzt, so dass dieser dadurch verringert worden, so hat der Auflagehaber der Zollstätte darüber vor Beginn der Nachsicht eine schriftliche Erklärung zur Nachricht für den fungirenden Nachsichtsbeamten zu übergeben.

1838 Für die Quartalsabrechnung ist jedoch die am Ablauf des Quartals ausgestellte Angabe zu Grunde zu legen und die nach dieser Angabe bis zur Nachsicht vorgenommenen Veränderungen in der Auflage gehen, gleich allen anderen Lagerveränderungen im Quartalslaufe, in die nächste Quartalsangabe über.

§. 191. In dem Zeitraume, wo die Quartalsnachsicht vorgenommen wird, dürfen, bei Strafe der Confiscation, keine Waaren von einer Creditauflage zur andern am Orte geführt werden, ohne dass zuvor eine von der beikommenden Aufsichtsbehörde mit dem Product zu versehende und dann als Legitimations- oder Begleitschein dienende schriftliche Anzeige darüber bei der Zollstätte gemacht worden.

§. 192. Spätestens innerhalb 8 Tage nach abgehaltener Quartalsnachsicht, hat der Auflagehaber für die zum Verkauf und Verbrauch im Lande von seiner Auflage versandten und genommenen Waaren die Einfuhrabgaben und für die wieder in die Fremde geführten Waaren den Transit-Zoll zu erlegen.

§. 193. Hinsichtlich derjenigen Waaren, welche an eine andere Creditauflage ausserhalb des Orts, oder sonst als unberichtigt abgesetzt sind, muss bei der Abrechnung die Abschreibung derselben vom Auflageconto zwar sogleich geschehen, von dem versendenden Auflagehaber aber die Einclarirung der Waaren am Bestimmungsorte, entweder zur sofortigen Ausfuhr oder zur ferneren Auflage oder zur Verzollung, mittelst Zollrückattestes, dessen Bewirkung ihm stets überlassen bleibt, erwiesen werden; und kann überhaupt nur für denjenigen Theil der solchergestalt versandten Waaren der Zoll ungefordert bleiben, auf welchen der beigebrachte Rückattest lautet.

Ist ein Rückattest über solchergestalt versandte Waaren zur Zeit der Abrechnung noch nicht eingegangen, so hat der Auflagehaber jedenfalls im Laufe des nächstfolgenden Quartals denselben beizubringen, widrigenfalls er dafür dieselben Abgaben, wie für im Lande verbliebene Waaren erlegen muss.

§. 194. Für den Fall, wo ein Auflagehaber für die Quartalsberechnung einen grösseren Waarenbehalt angegeben, als unter Zugrundelegung der Angabe und der über den Absatz in der Zwischenzeit bei der Zoll-

stätte eingereichten Anzeige bei der Nachsicht vorgefunden wird, treten die Strafbestimmungen des § 255 ein. 1838

§. 195. Bleibt ein Auflagehaber nach dem Quartalsschluss länger als 4 Tage mit seiner Auflageangabe aus, so büsst er diese Versäumniss für den ersten Tag nach Ablauf dieser Frist mit 1 Rbthlr. oder 30 β vorm. Cour., für den zweiten mit 3 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 42 β vorm. Cour. und für den dritten mit 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 β vorm. Cour. Ordnungsstrafe. Am vierten Tage ist für sämmtliche Waaren, welche nach dem Auflageconto bei dem Auflagehaber noch unberichtigt lagern, der Einfuhrzoll zu erlegen, und wenn die Berichtigung desselben alsdann nicht erfolgt, durch die Zollbehörde der gerichtliche Verkauf so vieler Auflagewaaren zu veranlassen, als zur Deckung der Abgaben und der verwirkten Ordnungsstrafe nebst Kosten erforderlich sind.

§. 196. Gleichergestalt hat der Auflagehaber, welcher nach vorgenommener Quartalsuntersuchung länger als 8 Tage mit den von ihm zu erlegenden Abgaben ausbleibt, solches mit Einem Procent vom Betrage dieser Abgaben für jeden Tag seines längeren Ausbleibens zu büssen. Nach achttägiger Versäumniss hat die Zollstätte den gerichtlichen Verkauf so vieler Auflagewaaren des säumigen Debitors zu veranstalten, als zur Deckung der Abgaben, sammt der Mulcten und Kosten erforderlich sind.

Angaben bei Versendungen von Creditauflagewaaren.

§. 197. Wenn Creditauflagewaaren nach fremden oder den im §. 180 bezeichneten Orten versandt werden sollen, so sind darüber zwei gleichlautende Angaben, die eine mit „Prima" die andere mit „Secunda" bezeichnet, von dem Auflagehaber eigenhändig zu unterzeichnen, worin jede Waare nach ihrer Benennung, Stückzahl, Maass, Gewicht, Merkzeichen, sowie der Ort, wohin sie bestimmt ist, aufgeführt sein muss.

Sowohl Prima als Secunda werden als specielle Angaben bei der Zollstätte eingeliefert und hier nach geschehener sofortiger Eintragung in die Zollrechnung dem Zollinspector oder demjenigen Beamten behändigt, welcher über die Verladung zu wachen hat.

§. 198. Vor der geschehenen Einlieferung der förmlichen Angabe darf weder eine Zollversiegelung zu ver-

1838 sendender Creditauflagewaaren, noch eine anderweitige Untersuchung derselben von Seiten des Zollwesens vorgenommen werden.

§. 199. In der Prima-Angabe (Schema X[1]) versichert der Auflagehaber oder Absender bei Verlust Ehre und guten Leumunds, dass es mit der angegebenen Ausfuhr seine Richtigkeit habe, und dass die Waaren mit seinem Wissen und Willen nicht unangegeben in Unsere Lande zurückgeführt werden sollen. In der Secunda-Angabe (Schema X[2]) bedarf es der Wiederholung dieser Versicherung nicht.

§. 200. Will der Creditauflagehaber selbst Waaren von seiner Auflage versenden, so hat er die Angabe nach dem Formular X abzufassen.

Werden dagegen von dem Creditauflagehaber im Lande Auflagewaaren an einen Andern zur Ausfuhr in die Fremde verkauft, so ist hierüber sowohl abseiten des Verkäufers als Käufers eine Zollangabe zu beschaffen. Der Creditauflagehaber als Verkäufer hat seine Angabe dem Formular XI gemäss einzurichten, während der Käufer solcher Waaren, wenn er nicht der Schiffer selbst ist, eine dem Formular XII entsprechende Angabe auszustellen hat. Ist der Käufer aber selbst der Schiffer, so hat er die erforderliche Zollangabe in Uebereinstimmung mit dem Formular XIII zu beschaffen.

§. 201. In beiden Fällen — es mag der Auflagehaber selbst Absender sein oder nicht — hat der Schiffer, mit welchem die Waaren abgehen, gleichmässig bei Verlust Ehre und guten Leumunds auf seiner beim Ausgehen zu beschaffenden Angabe zu versichern, dass die betreffenden in sein Fahrzeug geladenen Waaren nicht unangegeben wieder ausgeladen und mit seinem Wissen und Willen nicht unangegeben in Unsere Lande zurückgeführt werden sollen. Hat der Schiffer als Käufer bereits die obgedachte Angabe beschafft, so bedarf es in der ausgehend zu beschaffenden Gesammtangabe nicht der Wiederholung der Versicherung, sondern nur der Bezugnahme darauf, dass sie in der erstgedachten separaten Angabe ausgestellt sei.

§. 202. Hat Jemand von seiner Creditauflage Waaren zur Ausfuhr nach der Fremde verladen, sie aber vor der Einschiffung als solche anzugeben versäumt, so soll eine Abschreibung dieser Waaren von seinem Auflageconto nicht zugestanden werden.

Zollnachsicht. 1838

§. 203. Emballirtes Gut, welches von der Creditauflage ausgeführt werden soll, muss schon beim Verpacken selbst, wenn die Zollbeamten es verlangt haben, speciell nachgesehen und untersucht sein; auch soll es mit Merkzeichen, welche in den Angaben ausgeführt sein müssen, versehen sein.

Sind die Merkzeichen des Waarenverschlages in der Angabe ausgelassen, oder stimmen die angegebenen mit den auf dem Verschlage befindlichen nicht überein, so wird die Angabe — auch wenn sie sonst richtig sein sollte — von dem Aufsichtsbeamten nicht attestirt, und es findet dann für eine solche Waarenversendung keine Abschreibung von dem Auflageconto Statt.

§. 204. Wenn die zur Verschiffung in die Fremde angegebenen Waaren von Zollwegen nachgesehen und bei dieser Nachsicht und der damit zu verbindenden Messung, Wägung oder sonstigen genauen Untersuchung mit der Angabe übereinstimmend gefunden sind, so soll die Einladung unverzüglich und jedenfalls an demselben Tage, an welchem die Angabe ausgestellt ist, vorgenommen, und wenn sie geschehen ist, auf beiden Angabeexemplaren die Richtigkeit der Angabe und die geschehene Einladung bezeugt werden.

Das mit „Prima" bezeichnete Angabeexemplar wird der generellen Angabe des Schiffers als Beleg angefügt, das mit „Secunda" bezeichnete dahingegen dem Auflagehaber zugestellt, um es bis zu seiner Quartalsrechnung aufzubewahren.

§. 205. Beschafft der Absender die Einladung nicht sofort, oder wird sie, obgleich angefangen, an dem zur Abführung von der Creditauflage bestimmten Tage nicht vollendet, so hat er des Abends vor Ablauf der Clarirungszeit eine schriftliche Anzeige, welche ihm, mit dem Product versehen, zurückzuliefern, auf dem Zollcomtoir dahin abzugeben, dass die Einladung am Tage der Angabe nicht geschehen oder nicht vollendet worden, mit hinzugefügter Erklärung darüber, ob er entweder überall die betreffenden Waaren nicht ausführen, oder an welchem anderen Tage er solche einladen wolle, in welchem letzteren Falle dann die Abgabe für den namhaft gemachten Tag annoch gelten mag. Die gedachte auf dem Zollcomtoir producirte Anzeige wird dem bei der Einladung die Aufsicht führenden Beamten

...gung und der Quart
schriften über die C
aber eine gerichtlich
oder wird das Handl
ditauflagehabers nicht
sicht des Behalts Anl
rung Unserer Zollcas
Vorschriften des §. 211
lageabgaben unverzüg
dieselben anderweitige

§. 214. Vom Au
Vermögen eines Cred
mende Gericht die Zo
setzen. Dieser liegt e
nach Maassgabe des §
dem Auflageconto einz
ventur der Masse gesc
der vorhandenen Credi
legen ist. Die Zollbeh
Aufklärungen und Nac
dem Gericht aufzuforde
sein, und als Creditaufl
gleichfalls alle vorgefun
welche der Art nach, m
berichtigt aufgeführten W

Demnächst werden
waaren auf Antrag der
zum Betrage der Auflagea
der Erlös an die Zollcass

kommen die allgemeinen Rechtsgrundsätze über das Verfahren im Concurse zur Anwendung. 1838

§. 215. Würde es sich beim Ausbruch eines Concurses über das Vermögen eines Creditauflagehabers finden, dass er von seinen Creditauflagewaaren so viele veräussert hätte, dass Unsere Zollcasse, ihres Vorzugs- und Pfandrechts ungeachtet, nicht befriedigt werden könnte, so ist er nicht nur des Rechts zur Creditauflage auf immer verlustig, sondern soll auch den Umständen nach, als böslicher Güterverschlepper zur Untersuchung und Bestrafung gezogen werden.

§. 216. Um das beikommende Gericht stets in Kunde zu erhalten, welche Einwohner des Gerichtsbezirks von der Creditauflagefreiheit Gebrauch machen, hat die Zollstätte ein Verzeichniss derselben dem Gerichte mitzutheilen und selbiges von den hinsichtlich der Creditauflagehaber eintretenden Veränderungen in Kenntniss zu setzen.

B. Transitauflage.

§. 217. Die Transitauflage findet Statt bei allen Waaren, welche von einem fremden oder ausserhalb der Zolllinie befindlichen inländischen Orte kommen und nach einem solchen Orte oder nach Island, den Färöern, Grönland, wie auch Unseren anderen ausseruropäischen Besitzungen bestimmt sind, wenn diese ihre Bestimmung gleich bei der Einfuhr am Zolle angegeben wird.

Ueberdies sind alle eingehende fremde Waaren bis dahin, dass der Eigner oder Commissionair solche zur Vollziehung oder zur Creditauflage declarirt, als auf der Transitauflage befindlich anzusehen.

Von der Transitauflage ausgeschlossene Waaren.

§. 218. Zur Transitauflage können alle Waaren, auch solche, deren Einfuhr sonst verboten ist, angenommen werden. Jedoch sind Pulver und andere leicht Feuersgefahr bringende Waaren ausgeschlossen. Desgleichen kann Holz nicht auf die Transitauflage genommen werden, es wird aber für alles bei der Einfuhr verzollte Föhren- und Tannenholz, wenn solches in Quantitäten, die nicht weniger als 1 Com. Last (150 Cubikfuss Schifferaum) bestauen, oder 100 Cubikfuss Holz enthalten, seewärts wieder ausgeführt wird, der

1838 erlegte Einfuhrzoll zurückbezahlt. Jedoch sind 20 Rbss. oder $6\frac{1}{4}$ β vorm. Cour. à Com. Last, oder à 100 Cubikfuss Holzmaass als Transitzoll zu kürzen, sofern der Strom- oder Canalzoll nicht erlegt wird.

Expedition.

§. 219. Transitgüter sind wie andere landwärts oder seewärts aus der Fremde eingehende Waaren unter Einlieferung vorschriftsmässiger Ladungsdocumente generell anzugeben. Nach geschehener Angabe ist das Bruttogewicht derselben zu ermitteln und sind die Waaren der generellen Nachsicht, sowie im Falle des sofortigen weiteren Transports der für erforderlich erachteten Controle zu unterziehen.

§. 220. Wird der weitere Transport nicht sofort beschafft, so müssen solche bis zu ihrer Wiederausfuhr oder anderweitigen Zollberichtigung entweder im Zollpackhause oder anderen unter Aufsicht des Zollwesens stehenden öffentlichen Packräumen, so lange dort Raum ist, gegen Entrichtung der vorgeschriebenen Packhausmiethe, versiegelt oder plombirt aufbewahrt werden.

§. 221. Für die solchergestalt im Verwahrsam der Zollbeamten befindlichen Transitgüter haften diese als für anvertrautes Gut nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen.

§. 222. Kann aber die Zollaufsicht solche Waaren nicht in ihren Verwahrsam nehmen, so werden dieselben dem Spediteur oder Commissionair nach vorgängiger Versiegelung, soweit diese nicht schon Statt gefunden hat, zur eigenen Aufbewahrung übergeben.

In diesem Falle steht der Spediteur oder Commissionair für die auf den Waaren haftenden Abgaben ein. Dieser muss daher ein am Orte wohnhafter Mann sein, welcher überdies, wenn die Zollaufsicht es verlangt, für die Abgaben Bürgschaft zu bestellen hat.

Von der Packhausmiethe.

§. 223. Die Transitauflagewaaren sind von Erlegung einer Lagermiethe befreit, wenn sie innerhalb 14 Tage nach ihrer Ankunft im Zollpackhause wieder aus demselben genommen werden. Für ein längeres Lagern in den Zollpackhäusern oder auf deren Plätzen ist monatlich, vom Ablauf der ersten 14 Tage angerechnet, an Lagermiethe $\frac{1}{8}$ vom Betrage des Transitzolles zu

berechnen (Anl. Litr. C) und bei demnächstiger Decla- 1838
ration der Waare zur Einfuhr oder Ausfuhr zu erheben.

Für Waaren, welche zu einem Transitzoll nicht angesetzt sind, ist die Packhausmiethe ebenfalls monatlich nach den in der Anlage unter Litr. J bestimmten Ansätzen zu erheben.

Verstehen die Handelnden sich zu einer solchen Einrichtung von Packhäusern unter Aufsicht des Zollwesens, wodurch das Zollinteresse als gegen Beeinträchtigung sichergestellt betrachtet werden kann, so mag die §. 220 gedachte Versiegelung oder Plombirung der Transitgüter unterbleiben. Auch sind die darin aufbewahrten Waaren von der Lagermiethe befreit.

§. 224. Bei der Wiederausfuhr von Transitwaaren nach der Fremde wird dafür, soweit nicht etwa in Folge der §§. 5 und 52 eine Befreiung eintritt, der in dem dieser Verordnung angehängten Tarif bestimmte Transitzoll entrichtet, und zwar nach dem bei der Einfuhr an der Grenze ermittelten Bruttogewicht.

Ausser dem Transitzoll und der vorgeschriebenen Packhausmiethe wird übrigens nichts entrichtet und die in den §§1. 66 und 167 der Zollverordnung vom 8. Juli 1803 und in dem §. 2 der Verordnung vom 30. September 1825 festgesetzten Abgaben und Recognitionen werden hierdurch ausdrücklich aufgehoben.

§. 225. Wenn Transitwaaren von den Herzogthümern nach Dänemark ausgeführt werden, so ist bei dieser Ausfuhr kein Transitzoll zu entrichten; die Waaren müssen aber gegen Rückattest expedirt und in dem sie begleitenden Passirzettel als Transitgüter ausdrücklich bezeichnet sein, damit dann in Dänemark, jenachdem sie daselbst verbleiben oder von dort in die Fremde gehen, die Zollberichtigung geschehen könne.

§. 226. Für Ladungen solcher Schiffe, welche um Winterlager zu halten, oder widrigen Windes wegen in einen Hafen der Herzogthümer einlaufen, ohne zu löschen, ist kein Transitzoll zu entrichten. Von der Entrichtung dieses Zolles sind auch die Ladungen solcher Schiffe frei, welche Havarie halber einen Hafen der Herzogthümer suchen, es mögen solche Ladungen in denselben Schiffen oder in andern wiederum nach der Fremde ausgeführt werden.

§. 227. Bleiben aber solche Waaren bis zum Ab-

Merkzeichen, Maass u
und worin zugleich anz
chem Schiffer oder Fuhr
Bekanntmachung ist gle
fentliche Blätter einzurü
mand innerhalb der fes
den die Waaren nach v
kanntmachung verkauft
die verfallenen Transita
Kosten entrichtet. Der
Zollcasse aufbewahrt un
der Eigner der Waaren
von dem Tage des öffe
am Zoll meldet und legit

XIII. Von

A. Allgemein

Strafgattungen. Gegen

§. 229. Wegen der
haften theils die Waaren,
Contravention ausmachen,
als Schiffe und Fuhrwerke
ziehung auf welche die C
theils bestehen die Strafen
Geldmulcten, die im Unve
körperlich abzubüssen sind.

§. 230. Der

welcher durch seine Handlungen den Verlust der Waaren herbeigeführt hat. Es gelten diese Vorschriften für Frachtfuhrleute und deren Knechte, so wie für Schiffer und deren Bootführer. Allen übrigen Eignern von Transportmitteln bleibt jedoch, wenn sie nicht bei der Anhaltung betroffen werden, der Beweis frei, dass die Handlung ohne ihr Wissen geschehen. Nach darüber geführtem Beweise soll das Transportmittel wieder zurückgegeben, oder die bei sofortiger Rückgabe des Transportmittels bestellte Caution wieder aufgehoben werden. 1838

§. 231. Die Geldmulcten, die aus den Waaren oder Transportmitteln nicht realisirt werden können, oder die an deren Stelle tretenden körperlichen Strafen treffen nur den Urheber der Handlungen, welche mit solchen Strafen bedroht sind.

Wenn jedoch dieser beweisen kann, dass er die strafbare Handlung auf das Geheiss einer Person begangen hat, zu welcher er in einem solchen Verhältniss steht, dass er im Allgemeinen deren Aufträge Folge zu leisten hat, z. B. Schiffsleute, Fuhrknechte, Handlungsdiener, Dienstboten, Kinder, so wird die ordentliche Strafe den Umständen nach für ihn herabgesetzt oder wegfällig, und trifft dagegen denjenigen, von welchem das Geheiss ausgegangen ist.

Im Uebrigen kommen bei der Theilnahme mehrerer an einer Zollcontravention die allgemeinen Grundsätze des Strafrechts zur Anwendung.

Straferhöhung im Wiederholungsfalle.

§. 232. Eine Zolldefraudation, auf welche ein Theil des Werths der Waaren oder der mehrfache Zoll als Mulct angedroht ist, wird, wenn sie zum zweiten Male von Jemandem begangen worden, mit einer um die Hälfte höheren Mulct gebüsst.

Eine nach zweimaliger Bestrafung zum drittenmale begangene Contravention dieser Art hat die zweifache Mulct und so jede fernere Wiederholung eine neue Steigerung der Mulct um 50 pCt. zur Folge. Die härtere Bestrafung eines jeden Rückfalls setzt indessen voraus, dass die Strafe der vorhergegangenen Contravention nicht allein erkannt, sondern auch vollzogen worden. Im entgegengesetzten Falle wird die früher nicht bestrafte Contravention oder nicht bestrafte Wiederho-

jeuer ferneren Wiederh
ten Mulct gesteigert wir

Eine nach vorherig
vierten Male begangene
ten Art ist jedoch stets
den, deren Dauer sich
wie sie den obigen Besti
den im §. 234. enthaltene

Der Name eines sol
inländischen Zeitung beka

§. 233. Eine Ausnahm
jedoch alle Contraventions
nende Strafe, sie bestehe in
Betrag von 16 Rbthlr. od
übersteigt, und sollen solc
im §. 282 genannten Ordnu
tion Unseres General-Zoll
legii ausschliesslich vorbeha
ten zur vorgedachten Schä
holungsfalle nicht angerech

Abbüssung mittelst

§. 234. Können erl
Waaren oder Transportmi
den, oder werden dieselbe
nerhalb der ihm gesetzten
solche in körperliche Straf
der Grösse, entweder in
und Brodt, so dass mit

Es dürfen jedoch die Freiheitsstrafen, in welche 1838
Zollmulcten zu verwandeln sind, wie gross auch der Belauf der letzteren sein mag, die Dauer von 5 Jahren nicht übersteigen.

Inwiefern statt der Gefängnissstrafe bei Wasser und Brod eine Gefängnissstrafe bei gewöhnlicher Gefangenkost eintreten könne, ist nach allgemeinen gesetzlichen Vorschriften zu beurtheilen.

Für die subsidiäre Verpflichtung zur Abhaltung der mit der Detention des Verurtheilten verbundenen Kosten, falls derselbe nicht des Vermögens ist, solche zu bezahlen, kommen, bei Concurrenz eines Criminalverbrechens mit einer Zolldefraudation die allgemeinen Vorschriften in Betreff der Criminalkosten, zur Anwendung. Bei blossen Zollcontraventionen werden die Kosten, für den Fall des Unvermögens der Contravenienten zu deren Erstattung, aus der Zollcasse abgehalten.

Verbindlichkeit zum Haften für die Zollgefälle und Schiffsabgaben.

§. 235. Von den auf Zolldefraudation gesetzten Mulcten sind die Zollgefälle und etwanigen Schiffsabgaben ganz unabhängig, für welche zunächst Waaren und Schiffe, jeder Theil, soweit er davon betroffen wird, demnächst aber auch die Contravenienten nach den allgemeinen Regeln über die Verpflichtung zum Schadenersatz haften.

In Confiscationsfällen werden die Zollgefälle, abgesehen von den Fällen, in welchen der mehrfache Betrag derselben als Mulct zu erlegen ist, aus der Verkaufssumme der confiscirten Waaren Unserer Zollcasse berechnet (§ 309).

Surrogat der Confiscation.

§. 236. Die Confiscation tritt nur dann ein, wenn der Gegenstand einer damit bedrohten Contravention im Besitz des Zollwesens sich befindet oder mit Beschlag hat belegt werden können. Sonst wird als Betrag der Confiscation auf eine dem achtfachen Einfuhrzolle, oder falls die Quantität und Qualität der Waaren nicht mit Sicherheit zu ermitteln steht, auf eine Mulct von 50—500 Rbthlr. oder 31 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. erkannt, für welche die Contravenienten solidarisch haften, die aber ebensowenig wie die Zollabgaben ein Ge-

hat der Gegenstand
zur vorschriftsmässigen
können, weil er, nach
den, der Zollbehörde m
zogen ist, so ist gleichfa
schriften zu erkennen, i
straftrechtlichen Bestimmu
wirkt ist. Aber auch in
schriften zur Anwendung
der Contravention, in de
ten begriffen sind, von de
lich vernichtet worden, e
sicht, um den für sie ode
ren angesehenen Gegenstan
in seiner bisherigen Eigens
sen zu entziehen oder zu
schehen sein.

Concurrenz der geset

§. 237. Concurriren
welche der Verlust der W
gesetzwidrige Handlungen,
lust der letzteren zur Folge
vention der einen Behörde
oder Bewirkung der Confisc

Cumulation

§. 238. Wenn von den
ten verschiedene Zollstrafgese
det die

Jeder, welcher sich mit der Ein- oder Ausfuhr 1838
solcher Waaren befasst, erlegt überdies eine Mulct von 25 pCt. des Werths derselben.

Diese Mulct findet jedoch für die heimliche Einfuhr von Spielkarten nicht Statt, als in welcher Hinsicht das Placat vom 24. Januar 1827, demzufolge für jedes Spiel solcher Karten ein Mulct von 8 Rbthlr. oder 5 Rthlr. vorm. Cour. zu erlegen ist, zur Anwendung kommt.

Bestrafung der Defraude.

§. 240. Alle mit einem Ein- oder Ausfuhrzoll oder Transitzoll belegten Waaren verfallen zur Confiscation, wenn sie bei der Ein- oder Ausfuhr oder Durchfuhr der Erlegung dieses Zolles entzogen werden; überdies erlegt der Fuhrmann, Schiffer oder jeder Andere, welcher sich mit dem heimlichen Ein- oder Ausbringen oder Durchführen solcher Waaren befasst, das Zweifache des tarifmässigen Ein- oder Ausfuhr- oder Transitzolles als Mulct.

§. 241. Wer Waaren zur Schmälerung der Zollabgaben der Gattung nach unrichtig angiebt, hat die Confiscation der unrichtig angegebenen Waaren zu gewärtigen (§ 245).

§. 242. Eine zum Nachtheil der Zollcasse beschaffte, der Quantität nach unrichtige Angabe über zollpflichtige Waaren hat die Confiscation des zu wenig Angegebenen zur Folge (§ 245).

§. 243. Fremde und einheimische zollpflichtige Waaren, soweit es zu deren Versendung innerhalb der Zollgrenze eines Zollpassirzettels oder eines Folgezettels bedarf, unterliegen der Confiscation, wenn sie ohne einen solchen im Transport, wohin auch die Versendung mit Fährböten oder Fährschiffen gehört, betroffen werden. Ueberdies hat der Fuhrmann oder jeder Andere, der solche Waaren transportirt, desgleichen die Führer der genannten Fahrzeuge, das Zweifache des Einfuhrzolles als Mulct zu erlegen.

§. 244. Wer einheimische Fabrik- oder Manufacturwaaren ohne den für deren Transport innerhalb der Zollgrenze vorgeschriebenen Begleitschein der Fabrikanten transportirt, erlegt den einfachen Betrag des für ähnliche fremde Waaren angeordneten Einfuhrzolles als Mulct.

welche die Contrave

Strafe wegen mang

§. 246. Rücksichtli
Verzeichnisse für landw
der § 57 zur Anwendun

§. 247. Fehlen bei
See von der Fremde od
§. 88 vorgeschriebene La
Schiffer eine dem sechsfa
für die Waaren gleichko

§. 248. Sind Connoss
handen, fehlt aber das M
Betrag, und fehlen die C
nisse, der zweifache Betra
zu entrichten.

§. 249. Ein Schiffer,
ner generellen Angabe ode
inländischen Zollstätte erh
Messbrief nebst dem Strom
document im Canal (§ 102)
mag, hat eine Mulct von 2
12 β bis 6 Rthlr. 12 β vor

Strafe der Zollsi

§. 250. Der Schiffsführ
siegelt oder anderweitig unt
sowie der Inhaber eines un
Zollschloss gesetzten Packra

unter Zollversiegelung gesetzten Fahrzeuges ohne Ver- 1888
letzung der Versiegelung, soll von dem Schiffsführer, es mag die That von ihm selbst herrühren oder von Dritten mit seinem Vorwissen und Willen verübt sein, wenn das Schiff 22 Commerzlasten oder weniger trächtig ist, mit einer Brüche von 300 Rbthlr. oder 187 Rthlr. 24 β vorm. Cour.; wenn es aber über 20 Commerzlasten gross ist, mit 16 Rbthlr. oder 10 Rthlr. vorm. Cour. mehr für jede über diese Grösse hinausgehende Commerzlast gebüsst werden.

Die Erbrechung der Zollsiegel oder Zollschlösser an Packräumen, welche unter Zollversiegelung oder Zollverschluss gesetzt sind, oder die Eröffnung derselben ohne Verletzung des Zollverschlusses, wird mit einer Mulct von 300 bis 800 Rbthlr. oder 187 Rthlr. 24 β bis 500 Rthlr. vorm. Cour. geahndet.

Durch die Erbrechung eines Zollverschlusses an einem Waarenverschlage, sowie durch die gänzliche oder theilweise Herausnahme des Inhalts eines solchen Verschlags, ohne Verletzung des Zollverschlusses, ist eine Mulct von 100 Rbthlr. oder 62 Rthlr. 24 β vorm. Cour. für jeden Verschlag verwirkt.

Die aus versiegelten oder anderweitig unter Zollverschluss gesetzten Fahrzeugen, Packräumen oder Verschlägen herausgenommenen Waaren verfallen zur Confiscation (§. 236).

§. 152. Würde indessen von demjenigen, welcher dafür verantwortlich ist, dass die Zollversiegelung oder Zollverschluss nicht verletzt werde, bewiesen werden, dass die Erbrechung oder Verletzung des Zollsiegels oder Zollverschlusses unvorsätzlich, ohne sein Wissen und Willen geschehen und zu Defraudationen benutzt sei, so mag statt der in dem § 251 angedrohten Strafen nach dem Grade der in jedem einzelnen Falle bezeigten Unachtsamkeit und Nachlässigkeit eine ermässigte Mulct von 2 — 50 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 β bis 31 Rthlr. 12 β vorm. Cour eintreten.

Eröffnung unversiegelter Verschläge.

§. 253. Wenn am Zollwesen angegebene Verschläge, welche mit keinem Zollsiegel versehen sind, eröffnet werden, bevor solches durch den Zollbeamten, dem die Untersuchung und Nachsicht obliegt, gestattet oder vorgenommen ist, so ist dadurch eine Brüche von 2 bis

...liche Angabe ode
Legitimationsschein, von
am Orte geführt werden, (

§. 255. Hat ein Au
rechnung einen grösseren
unter Zugrundelegung de
Absatz in der Zwischenz
eingereichten Anzeige, b
wird, (§. 194) so soll dersa
denen Waaren, ausser der
desselben gleichkommende
richten.

§. 256. Wer von seir
ren zur Versendung in di
bei der Nachsicht von Seite
erlegt für die zuviel angeg
chen Einfuhrzoll als Betrag

§. 257. Würde ein Au
ner Creditauflage zur Vers
geben, bei deren Nachsicht
andere Waaren oder Sachen
angegeben sind, so sind nich
tergeschobenen Sachen, sow
zur Confiscation verfallen, s
lagehaber überdies das achtfac
Waaren der angegebenen Art
der Confiscation, während er
dem im vorhergehenden §. 25
angegebenen, aber bei der N.

bewerkstelligt, hat den zweifachen Einfuhrzoll als Mulct 1838
zu entrichten.

Den Auflagehaber oder Schiffer trifft überdies in diesem, wie in den Fällen, von welchen die beiden vorhergehenden §§. 256 und 257 handeln, der Verlust der Auflagefreiheit und die Strafe der fälschlichen Versicherung nach Maassgabe seiner ausgestellten Angabe, weshalb auf desfällige Anzeige Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii von dem beikommenden Criminalgericht wider ihn zu verfahren ist.

Producirung falscher Documente.

§. 259. Ebenso ist wider den Aussteller einer Versicherung bei Verlust Ehre und guten Leumunds zu verfahren, welche beim Zoll eingeliefert wird, um Waaren von Erlegung der Zollabgaben zu befreien oder die Zurückgabe erlegter Zollabgaben zu bewirken, wenn eine solche Versicherung unwahr befunden oder derselben entgegengehandelt wird.

Als Zollstrafe erlegt aber der Aussteller einer solchen Versicherung den achtfachen Betrag dessen, was er dadurch Unserer Casse entzogen oder zu entziehen gesucht hat und verliert überdies das Recht zur Ausstellung ähnlicher Versicherungen für die Zukunft.

§. 260. Wenn zur Schmälerung des Zollinteresse ein Document am Zoll eingeliefert wird, welches entweder seinem ganzen Inhalte nach falsch oder sonst verfälscht oder worin die Bezeichnung der Quantität oder Qualität einzelner Waaren verfälscht ist, so ist nicht nur das ganze Waarenquantum, worauf ein solches seinem Inhalte nach falsches oder verfälschtes Document oder die einzelne Waare, worauf der verfälschte Theil des Documents lautet, der Confiscation zu unterziehen und der zweifache Einfuhrzoll als Mulct zu erlegen, sondern es ist überdies von dem beikommenden Criminalgericht auf desfällige Anzeige Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii wider den Urheber der Fälschung und die etwanigen Theilnehmer in Gemässheit allgemeiner Strafbestimmungen zu verfahren.

§. 261. Wird ein Zollpassirzettel oder ein anderes Document über Waaren producirt, zu denen das Document nicht gehört, so ist ebenso zu verfahren, als wenn überall kein Document über dieselben producirt wäre.

Es tritt mithin nach Beschaffenheit des Falles die

zeuges gebracht werde
10 Rbthlr. oder 30 β
und haftet überdies für
zu entrichtenden Zollab

§. 271. Würde ei
geschehener Zollangabe
ausgeladen oder ans La
züglich, nachdem die G
bei der nächsten obrigk
erlegt er nach Beschaffe
pelten bis vierfachen Zoll c

§. 272. Würde ein
ser Verordnung angegebe
nes Bestimmungsortes mi
ohne am Zoll gehörige
so verfällt er in eine Mul
30 β bis 1 Rthlr. 12 β vo
last der Trächtigkeit des
nachzulegenden Abgaben
dung, so wie etwa sonst

§. 273. Ein Schiffsfüh
er kommt, oder wohin er
rung des Lastgeldes und an
tig angiebt, hat ausser der
unsern Intraden durch seine
ziehen gesucht hat, den
als Mulct zu entrichten.

§. 274. Würde ein Sc
gabe seines Fahrzeuges zur

2 Rthlr. 24 β vorm. Cour. für jede Commerzlast der 1838
Vergrösserung zu entrichten.

Strafen wegen Vergehen der Postillone.

§. 276. Ein Postillon, welcher mit Extrapost Reisende der Grenzzollstätte, die sie beim Eintritt ins Land berühren, ohne Zollmeldung vorbeifährt, hat eine Mulct von 10 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 β vorm. Cour. zu erlegen. Hinsichtlich der solchergestalt der Grenzzollstätte vorbeigeführten Waaren kommt die allgemeine Bestimmung der §§. 56, 230 und 231 zur Anwendung und steht dem Reisenden wegen des in solchem Falle sie betreffenden Verlustes ihrer Waaren nach ihrer Wahl der Regress gegen den Postillon oder denjenigen zu, für dessen Rechnung die Post befördert ist, ohne dass Letzterem die etwa ohne sein Wissen und Willen verübte Contravention des Postillons zur Entschuldigung gereicht. Ihm bleibt es jedoch unbenommen, sich an den Postillon zu halten.

§. 277. Wenn ein Postillon Waaren, die nicht auf der Postcharte verzeichnet sind, ins Land führt oder bei Beförderung der Briefpost mitnimmt, oder Waaren, welche beim Transport innerhalb der Zollgrenze eines Legitimationsdocuments bedürfen, ausser den chartirten Postgütern ohne ein solches befördert, so unterliegen solche Waaren der Confiscation, und der Postillon hat ausser der durch die begangene Postcontravention verwirkten Strafe, den zweifachen Zoll der Waaren als Mulct zu erlegen.

Ueberdies ist der Postillon von dem Postmeister sofort zu entlassen und darf überhaupt von keinem Postmeister zur Beförderung der Posten weiter gebraucht werden.

Beleidigungen und Widersetzlichkeiten gegen die Zollbeamten.

§. 278. Wer einen Zollbeamten in seinen Amtsverrichtungen mit Worten beleidigt oder sich ungeziemender Ausdrücke gegen ihn bedient, erlegt eine Mulct von 5 bis 50 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 β bis 31 Rthlr. 12 β vorm. Cour.; hat Jemand ehrenrührige Beschuldigungen wider den Zollbeamten in Beziehung auf seine Amtsführung erhoben, so hat Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium zu entscheiden, ob der

soll nach Beschaffenh
von 50 bis 200 Rbth
Rthlr. vorm. Cour. be

Sind mit einer s
hinderung, Thätlichkei
den, so kommen die
meinen Strafbestimmur
gestalt, dass wenigsten
strafe eintritt.

§. 280. Jede Zollc
rung die Contravenienter
derischen Instrumenten
ben ausser den sonstige
bis zweijährige Zuchtha

Haben sie aber von
amten Gebrauch gemacht
des allgemeinen Strafrech
zur Anwendung, dass ke
rige Zuchthausstrafe eintr

§. 281. Diejenigen,
ausdrücklich mit einander
pflichtige Waaren dem Ei
ziehen und von dem Sc
machen, sind schon im
den sonstigen verwirkten
jähriger Zuchthausstrafe zu
lungsfällen zu erhöhen ist.

§. 283. Sind nach einer begangenen Zollcontravention 3 Jahre verflossen, bevor eine Untersuchung zur Ermittelung der Thäter begonnen hat, so soll dieselbe als verjährt betrachtet werden und eine Untersuchung darüber nicht weiter Statt finden.

§. 284. Da derjenige, welcher zollpflichtige Waaren der angeordneten Abgabe entzieht, nicht nur Unsere Staatscasse der ihr nöthigen Einnahme beraubt, sondern auch, so viel an ihm ist, den redlichen Handel seiner Mitbürger untergräbt, so erwarten Wir von jedem guten Bürger, dass er zur Vorbeugung solcher Unterschleife und deren Entdeckung beitragen werde.

XVI. Vom Verfahren in Zollcontraventions- und Strafsachen.

Anzeige von der Contravention und Wahl zwischen der Erledigung der Sache im gerichtlichen oder administrativen Wege.

§. 285. Von der geschehenen Anhaltung von Waaren zur Confiscation, sowie von den abseiten des Zollwesens gegen einen Contravenienten erhobenen Ansprüchen auf das Eintreten einer sonstigen Strafe hat die Zollstätte Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio sofort Bericht zu erstatten.

§. 286. Nicht minder hat die Zollstätte demjenigen, welchem Waaren zur Confiscation angehalten worden, über den Grund der geschehenen Anhaltung eine Mittheilung zu machen, wenn er sich deshalb binnen 14 Tagen bei selbiger meldet. Werden aber von Zollwegen gegen Jemanden Ansprüche auf das Eintreten einer sonstigen Strafe erhoben, so hat die Zollstätte ihn von dem Grunde derselben sofort in Kenntniss zu setzen. Uebrigens steht es der Zollstätte zu, sich in Defraudationsfällen, behuf der vorläufigen Untersuchung des in Betracht kommenden Thatbestandes, sofort an das beikommende Gericht zu wenden, welches diesem Verlangen ohne Aufenthalt zu entsprechen hat.

§. 287. Innerhalb 14 Tage nach der solchergestalt geschehenen Mittheilung oder, falls der Betheiligte eine solche binnen der im vorhergehenden Paragraphen vorgeschriebenen Frist nicht verlangt hat, innerhalb 4 Wo-

Erklärung ist bei der Zo
und hat diese dem Produ
selben, mit ihrem Produc

Die Wahl der Betheil
der Sache im gerichtlich
Wege ist jedoch in den F
gesetzliche Strafe die Sum
Rthlr. vorm. Cour. nicht ü
legung oder Nachlegung vo
In diesen Fällen steht die
General-Zollkammer- und
welches der Betheiligte sic
wenden hat und zwar im erst

§. 288. Unterlässt der
vorhin erwähnten Erklärung
benen Frist auf gerichtliches
kann er ein solches nicht m
sondern es hängt dann von U
mer- und Commerz-Collegi
nach verfügter näherer Unte
Entscheidung zu verweisen,
ausgehende Entscheidung, be
chen Entscheidungen geltend
wendung kommen sollen, zu

Gerichtliche E

§. 289. Ist die Provocat
Entscheidung gehörig

ernennen, oder eine demselben untergeordnete Justiz- 1838
behörde nach seiner Wahl zu committiren.

§. 290. Die committirte Behörde hat zu diesem Behuf dem Gegentheil die erhobene Klage abschriftlich mitzutheilen, zugleich aber einen Termin anzusetzen und darauf beide Theile vorzuladen, wobei es dem Beklagten frei zu lassen ist, ob er zu dem Termin, in welchem er übrigens persönlich erscheinen und Rede und Antwort geben muss, seine Vertheidigung schriftlich mitbringen, oder seine Einwendung mündlich zu Protocoll geben will. Auch soll es demselben gestattet sein, sich in dem Termin eines Anwalds zu bedienen, sowie die Obersachwalter befugt sein sollen, wenn der Termin nicht an ihrem Wohnorte abgehalten wird, zur Wahrnehmung ihres Amts einen Advocaten an dem Ort des Gerichts zu substituiren.

§. 291. Im Fall des ungehorsamen Ausbleibens des einen oder anderen Theils ist, unter Verurtheilung desselben in die Terminskosten, Citation zu einem neuen Termin abzugeben, und beim nochmaligen Ausbleiben der Ausgebliebene nicht weiter zu hören, sondern die Klage nebst den, den Ungehorsam ergebenden Protocollextracten an das beikommende Oberdicasterium einzusenden, welches demnächst ein definitives Erkenntniss abzugeben hat.

§. 292. Erscheinen die Parteien, so hat die committirte Behörde die schriftliche Klage im Termin zu verlesen, die Vertheidigung des Beklagten, oder in deren Ermangelung die mündlich angebrachten Einwendungen (§. 290) zu Protocoll zu nehmen, beide Theile weiter mündlich zu hören, das Wesentliche ihrer Replik und Duplik gleichfalls zu protocolliren und die in termino erwachsenden Acten nebst der Klage an das Oberdicasterium einzusenden, welches demnächst ein Erkenntniss abgiebt.

§. 293. Findet das Oberdicasterium die relevanten Thatsachen durch die eingesandten Acten und Protocolle nicht in gehörige Gewissheit gesetzt, so ist das Erkenntniss auf eine Bescheinigung solcher Thatsachen zu richten und der committirten Behörde unter Beifügung der erwachsenden Acten zuzustellen.

Diese hat hierauf unter Mittheilung der erkannten Bescheinigung an beide Theile einen Termin anzuberaumen, zu welchem selbige ihre Bescheinigungs- und

...ung bei Verl
verpflichtet und ihre A
sind sämmtliche Acten u
sterium zur Abgebung e
einzusenden.

Gerich

§. 294. Die für die
gen und die in den Tern
mittirten Behörden abgeh
Gerichtsgebühren sind die

Unsere Obersachwalte
gung dieser Gebühren befr
jenigen Angeschuldigten n
stattung der Kosten schuldi

Alternative Fassun

§. 295. Jedes in Zollstr
erkenntniss muss alternativ
spondirende Gefängniss- od
eine Frist, von 6 Wochen,
zu erlegen ist, festsetzen. I
Vergehen von der Art, d
Schärfung der Strafe nach
urtheilte in dem Erkenntniss
zu machen.

Nicht weniger ist die
eines nach dreimaliger Be
verurtheilten Zollcontraveni
erkenntniss

Strafsachen ein Recurs an Unser Schleswig-Holstein- 1838
Lauenburgisches Oberappellationsgericht, und zwar stets in der Form der Supplication zulässig sein, wenn die Erkenntnisse auf eine schwerere Strafe, als auf eine Mulct von 40 Rbthlr. oder 25 Rthlr. vorm. Cour. oder als auf eine Gefängnissstrafe von 2mal 5 Tagen bei Wasser und Brod, oder als auf eine Gefängnissstrafe von 40 Tagen bei gewöhnlicher Gefangenkost, lauten. Für das Verfahren in Fällen einer solchen Recursnahme dienen die in der provisorischen Gerichtsordnung für das Schleswig-Holstein-Lauenburgische Oberappellationsgericht rücksichtlich der Supplication in Strafsachen gegebenen Vorschriften bis weiter zur Richtschnur.

Vollziehung der Erkenntnisse.

§. 297. Für die Vollziehung rechtskräftiger Straferkenntnisse in Zollsachen gelten die allgemeinen gesetzlichen Vorschriften.

Erkannte Geldstrafen sollen indessen nie executivisch beigetrieben, sondern, wenn der Verurtheilte sie nicht in der ihm gesetzten Frist bezahlt, sofort durch die alternativ erkannte Freiheitsstrafe abgebüsst werden.

Erledigung auf administrativem Wege.

§. 298. Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio steht die Verweisung einer Sache, auch, wenn der Betheiligte dieselbe auf administrativem Wege erledigt wünscht, zur gerichtlichen Entscheidung frei. Findet dasselbe sich aber veranlasst, in diesem Falle, oder wenn die Provocation auf eine gerichtliche Entscheidung binnen der vorgeschriebenen Frist (§. 287) nicht eingelegt ist, nach etwa verfügter näherer Untersuchung die Sache selbst zu entscheiden, so tritt diese Entscheidung sowohl gegen den Angeschuldigten als gegen das Zollwesen sofort in Rechtskraft.

§. 299. In allen Fällen sind die Entscheidungen des General-Zollkammer- und Commerz-Collegii alternative auf die verwirkte Mulct oder die derselben entsprechende körperliche Strafe (§. 234) oder auf die ausschliesslich zu erkennende körperliche Strafe (§. 232) zu richten, überhaupt aber nach den Vorschriften des § 395 abzufassen und zugleich auf den Kostenpunct zu erstrecken.

§. 300. Bei allen Entscheidungen in Zollstrafsachen

Verurtheilten, der Obr
von dieser in derselbe
rechtskräftigen Straferk
bringen.

§. 302. Von den s
scheidungen des General
Collegii kann nur an Uns
rung der erkannten Straf
Wenn in einem solch
theiligten, sich an Unsere
sofort nach Eröffnung de
gegeben, oder binnen ein
10 Tagen durch eine bei d
schriftliche Anzeige, wovo
dieser sofort an das Gene
merz-Collegium einzusenden
erklärt und die Absendung
nen 4 Wochen docirt wird
Entscheidung über selbiges
Strafe Anstand zu nehmen,
schriften nicht befolgt werde
Aufenthalt zur Vollstreckung

Untersuchungen wegen
Gewaltthätigkeiten gegen
gen versuchter Wa

§. 303. In den in den §
len haben die Zoll

zuwarten, nach den Vorschriften des Criminalprocesses, 1838
wider die Schuldigen eine Untersuchung anzustellen und nach Beendigung derselben eine Abschrift des abgegebenen Erkenntnisses Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio wie auch der betreffenden Zollstätte sofort mitzutheilen.

§. 304. Wenn Zollbeamte die Anhaltung verdächtiger Waaren versucht haben, daran aber verhindert sind, so sollen sie befugt sein, auf frischer That die zu Ermittelung der beim Transport betheiligten Personen erforderlichen Wahrnehmungen bei den Polizei- oder richterlichen Beamten des Orts zu veranlassen, wo die Anhaltung versucht oder wohin die Waaren gebracht worden oder die Personen sich begeben haben.

Verfahren der Zollbeamten rücksichtlich angehaltener Waaren.

§. 305. Wenn es den Zollbeamten nicht gelingt, betroffene verdächtige Waaren zur Anhaltung zu bringen, so haben sie sich zur Sicherheit für die Abgaben der Transportmittel der Contravenienten zu versichern, sofern nicht der am Schluss des §. 230 gedachte Fall vorliegt. Diese werden jedoch sofort freigegeben, wenn für den Betrag der Abgaben und der etwa verwirkten Mulcten Sicherheit bestellt wird.

§. 306. Die angehaltenen Waaren haben die Zollbeamten sofort genau nach der Quantität und Qualität zu verzeichnen, auch eine Taxation derselben vorzunehmen. Dem Eigner oder demjenigen, welchem die Waaren angehalten sind, und dem, wenn er zur Stelle ist, von der Zeit der Inventur und Taxation eine Anzeige zu machen ist, steht es frei, bei der Inventur und Taxation gegenwärtig zu sein. Ist der Eigner mit der Schätzung nicht zufrieden, so ist es ihm unbenommen, auf seine Kosten eine gerichtliche Taxation zu verlangen.

Von dem aufgenommenen Inventar- und Taxations-Instrument erhält der Eigner auf Verlangen eine vom Zollwesen beglaubigte Abschrift.

§. 307. Dem Eigner steht es frei, die Waaren, soweit es nicht Contrebande sind, gegen Entrichtung der Zollabgaben und baare Deposition des taxirten Werths in Empfang zu nehmen.

Im entgegengesetzten Falle bleiben die Waaren, bis deren Freigabe oder Confiscation erkannt worden, im

Commissions- oder Spe
halten oder daran Anth
gen einer etwanigen Abv
all keine Vorstellung ges

§. 317. Würde Jen
Zolldefraudation anzeige
dass und wie eine solch
so hat derselbe zur Anh
der Waaren die geeignet
und des Angebers Namen
heim zu halten.

§. 318. Die Zollbeam
tung verschwiegener Waa
sie Zollcontravenienten auf
die sie antreffen, nachdem
worden, sondern sie sind a
ren, wenn deren Anhaltun
in Häuser, Scheunen, Pack
möglich ist, bis an und in
ren gebracht werden, zu ve
zuhalten. Werden sie aber
Thüren von den Waaren, i
griffen, abgeschnitten oder
tritt ins Haus verwehrt, so
der nächsten obrigkeitlichen
bleibt, erforderlichenfalls bei
in der Nähe befindlichen Mil
Haussuchung vorzunehmen.

Auch sollen alle einzeln
Packh...

stattet, Haussuchungen nach verschwiegenen Waaren 1838
anzustellen.

Es ist den Zollbeamten erlaubt, Waaren in den Gassen von Städten und Flecken anzuhalten, wenn sie solche auf frischem Fuss dahin verfolgt haben. Werden aber sonst verdächtige Waarentransporte innerhalb der Städte und Flecken betroffen und von den Zollbeamten angehalten, so sind sie dem Eigenthümer allen Nachtheil, der ihm aus solcher Anhaltung erwachsen möchte, zu erstatten schuldig, wenn nicht von dem Anhalter erwiesen wird, dass die Waaren eingeschlichen oder sonst mit selbigen contravenirt worden.

§. 319. Lässt ein Zollbeamter sich Nachlässigkeiten in seiner Amtsverrichtung zu Schulden kommen, wodurch Zolldefraudationen veranlasst oder befördert werden, so soll er desshalb mit einer dem Grade des Vergehens angemessenen Mulct belegt oder nach Beschaffenheit der Umstände auf eine gewisse Zeit von seinem Amte suspendirt oder gänzlich removirt werden.

§. 320. Würde ein Zollbeamter zur Ausübung einer Zolldefraudation selbst behülflich sein, so hat er sein Amt verbrochen und ist überdies der sonst verwirkten Strafe zu unterziehen, auch den Umständen nach mit Zuchthausstrafe zu belegen.

§. 321. Sowie Wir Unsere Zollbeamten zur genauen Erfüllung aller und jeder ihnen vorgeschriebenen Amtspflichten anhalten lassen werden, so wollen Wir sie dahingegen auch aufs Nachdrücklichste in dem amtlichen Ansehen und in der gesetzmässigen Wirksamkeit schützen, welche die pflichtmässige Wahrnehmung Unseres Dienstes erfordert.

§. 322. Keiner soll daher sich bei Vermeidung der in den §§. 278 – 281 dieser Verordnung angedrohten Strafen unterstehen, Unseren Zollbeamten in ihren Berufsgeschäften ungeziemend zu begegnen, vielweniger ihnen in der Ausführung ihres Amts Hindernisse in den Weg zu legen, oder wohl gar Gewalt gegen sie zu verüben.

§. 123. Ueber dasjenige, was Unseren Zollbeamten in ihren Dienstgeschäften begegnet, soll, wenn es nicht durch Zeugen erwiesen werden kann, ihr amtseidlicher Bericht oder Rapport eben die Glaubwürdigkeit haben, welche der Aussage eines vollgültigen Zeugen beigelegt wird.

...keit die Assiste
ten verlangen.

§. 325. Insonderhe
wie die klösterlichen
strate und Polizeibehörd
den in ihrem amtlichen
ten allen zur Wahrneh
chen Beistand zu leister
hörden, so haben insbe
Uebertretungen der Zolla
übung ihrer Dienstgeschä
möglichst zu hindern und
Untersuchung sofort anzu

Von der Zollhebu

§. 326. So wie Unse
beamte das ihnen anvertra
wesen nach den ihnen er
zu besorgen haben, so ha
eigene Zollinspectoren ange
ste Aufmerksamkeit auf all
ausserhalb des Zollcomtoir

Die Zollverwalter, ode
toren angestellt sind, diese
ten der ihnen untergebene
nen, auf das Betragen ders
haben, ihnen bei den Vis
nicht nur zu Hülfe kommen
richtungen, so oft die Umst
lein

mehr haben sie solche dergestalt für sich besonders auf- 1838
zubewahren, dass sie selbige sofort auf Erfordern vorzeigen können.

Welcher Zollhebungsbeamter hierwider gehandelt zu haben betroffen wird, der soll nach den bestehenden Anordnungen, mithin nach Beschaffenheit des Falles, mit Remotion bestraft werden.

§. 329. Wenn ein Zollhebungsbeamter die von ihm erhobenen, Unserer Casse zu berechnenden Gelder sowie die bei der Zollstätte etwa deponirten Summen nicht in der bestimmten Zeit abliefert, oder ein Cassemangel bei ihm vorgefunden wird, so hat Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium denselben sofort von seiner Bedienung zu suspendiren, und den Fall Uns zur näheren Verfügung vorzutragen. Derjenige aber, der in solchem Fall nicht nur nicht das Fehlende ersetzen, sondern auch für dessen Erstattung mit den doppelten Zinsen, vom Tage der gesetzlich angeordneten oder besonders vorgeschriebenen Ablieferung an, nicht einmal hinreichende Sicherheit bestellen kann, der hat ohne weitere von Uns zu erwartende Resolution seine Bedienung verbrochen, und soll noch überdies von Unserem Obersachwalter angeklagt und den Rechten gemäss bestraft werden.

§. 330. Wegen unrichtiger Rechnung, Laterirung und Summirung in den Zollrechnungen hat Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium den Umständen nach, ausser der Nachlegung des dadurch zu wenig abgelieferten Geldes, auch auf Erlegung doppelter Zinsen zu erkennen.

§. 331. Die Zollhebungsbeamten sollen einem jeden in der Ordnung, in welcher er sich meldet, die verlangte Zollexpedition ertheilen und zwar an allen Werktagen, eine Stunde in der Mittagszeit ausgenommen, in folgenden Stunden:

in den Monaten October, November, December, Januar und Februar von 7 Uhr Morgens bis 7 Uhr Abends;

in den Monaten März, April, August und September von 5 Uhr Morgens bis 8 Uhr Abends;

in den Monaten Mai, Juni und Juli von 4 Uhr Morgens bis 9 Uhr Abends.

An Sonn- und Festtagen sind die Zollbeamten nur in den Stunden des Gottesdienstes Zollexpeditionen zu er-

werde. Dabei
gegenwärtige Verordn
den auf das Zollwese
und Verfügungen, be
10 Rbthlr. oder 6 Rth
Zollcomtoir zur Hand
nöthigen Aufklärungen
sollen den Angaben di
leuten eingelieferten Ma
briefe und Verzeichniss
in allen Fällen denjen
oder dem sie zur Unter
eher unterschreiben lass
les, was er anzugeben l

§. 333. Bei der e
es sein Bewenden. Es
untersagt, über eine ur
als die einmal ausgestellt

§. 334. Ueber Waa
bei der Zollstätte des Or
nicht angegeben worden,
stätte kein Passirzettel er

§. 335. Auf Zollabg
bung gehörigen Gefälle w
welche solche zu entrichte
Transitauflage eingehen,
mehr sind diese Abgaben
fuhr der Waaren zu erhel

Für diese Abgaben hat

Angabe erlöscht aber das Recht des Zollbeamten zu 1838
dieser Regressnahme.

§. 336. Die Zollstätten der Herzogthümer sollen sich gegenseitig monatlich über diejenigen im Laufe des Monats eingegangenen zollpflichtigen Waaren Rückatteste zustellen, für welche solche erforderlich sind.

Dabei ist es die Pflicht der Zollbeamten, denen, welche solcher Atteste bedürfen und welche sie fordern, solche unaufhältlich zu ertheilen. Wenn aber eine Waare nicht gleich bei der Ankunft am Orte, von dessen Zollbeamten der Rückattest ertheilt werden soll, am Zoll angegeben und mit Beziehung auf den darüber ausgestellten Passirzettel den Zollbeamten vorgezeigt wird, so soll darüber kein Rückattest ausgefertigt werden.

§. 337. Für Creditauflagewaaren, welche nach einer anderen Stadt zur Creditauflage gebracht werden, hat jedoch der Auflagehaber zur Bewirkung der Abschreibung selbst die erforderlichen Rückatteste beizubringen.

§. 338. Wenn ein Zollverwalter oder Zollinspector mit Tode abgeht oder auf andere Weise an der Wahrnehmung seines Amts behindert wird, so ist solches von einem der sonstigen bei der Zollstätte Angestellten nicht nur unverzüglich an Unser-General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einzuberichten, sondern auch dem Oberbeamten des Zolldistricts sofort anzuzeigen. Dieser hat hierauf entweder den Zollgevollmächtigten oder wenn ein solcher nicht vorhanden ist, einem anderen tauglichen und zuverlässigen Mann, der keinen Handel treibt, zur Wahrnehmung der Zollgeschäfte sogleich zu constituiren.

Vorgängig ist jedoch eine generelle Nachsicht der mit der Unterschrift des Beamten zu versehenden Rechnungsbücher und eine Vergleichung derselben mit dem Cassebehalt vorzunehmen. Das Resultat dieser Nachsicht wird demnächst mit einer Anzeige rücksichtlich der geschehenen Constituirung an Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einberichtet.

Von der Zollaufsicht und dem Wägen und Messen.

§. 339. Für die Wahrnehmung der Visitationsgeschäfte beim Löschen und Laden der Schiffe, sowie beim Auf- und Abladen der Frachtwagen und in allen

Vernachlässigun
fen unterworfen, v
solchen Fällen festg

§. 341. Die Z
zugestellte, mit Un
hene Zeichen alleze
ihrer Legitimation so

§. 342. Diejenig
das Wägen der Waa
schäfte nach den ihn
genden Pflichten und
naueste Aufmerksamk
hütung der Zollunterscl

§. 343. So wie
befindlichen oder auf
das Bruttogewicht der
auch die Zollbeamten
die Tara nach Anleitu
jedesmal gewissenhaft
das Nettogewicht der W
das Bruttogewicht imm
zuführen.

§. 344. In Ansehu
dieser Verordnung als N

Von der Heb

§. 345. Die in diese
bestimmten Gebühren we
bungsbeamten einbezahlt

Der Inspector oder Unterzollbeamte, welcher diese 1838
Anordnung übertritt, soll, wenn es der erste Fall ist, mit einer von dem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio zu bestimmenden Mulct oder Suspension belegt werden. Würde er aber zum zweiten Male sich eines ähnlichen Vergehens schuldig machen, so ist er seiner Bedienung für verlustig und für unwürdig zu achten, je wieder in Unseren Diensten gebraucht zu werden.

§. 347. Eben diese Bestrafung hat auch der Zollverwalter oder Zollcassirer oder sonstige Einnehmer zu gewärtigen, welcher andere oder mehr Gebühren erhebt, als in der Sporteltaxe bestimmt worden.

Dieselbe Strafe tritt endlich ein, wenn ein Zollbeamter irgend ein Entgeld oder Geschenk, es habe Namen wie es wolle, für ein Dienstgeschäft verlangt oder annimmt.

§. 348. Die Zollverwalter oder Zolleinnehmer, welche Gevollmächtigte oder Schreiber zur Hülfe in ihren Amtsverrichtungen halten, sollen auf's Genaueste dahin sehen, dass diese ihre Bediente von keinem Schiffer, Commerzirenden oder Anderen irgend einige Sporteln oder Geschenke für sich erheben.

Ein Zollhebungsbeamter, der seinen Comtoirbedienten das Erheben von unerlaubten Sporteln oder irgend einem Entgeld oder Geschenk für ein Dienstgeschäft gestattet, soll ebenso bestraft werden, als wenn er diese gesetzwidrige Handlung selbst begangen hätte. Findet aber ein solches Sportuliren ohne seine Einwilligung oder ohne seine Wissenschaft Statt, so soll er dennoch, wenn er solches durch eine pflichtmässige genaue Aufsicht hätte verhüten können, eine Mulct von 10—100 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 ß — 62 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. nach dem Ausspruche Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii entrichten.

Der Comtoirbediente aber, der sich des verbotenen Sportulirens, es mag mit oder ohne Vorwissen seines Principals geschehen sein, schuldig gemacht hat, ist nicht nur sogleich aus dem Zollcomtoir zu verabschieden, sondern er soll auch weder auf diesem, noch bei einer andern Zollstätte je wieder gebraucht werden, noch weniger aber darf auf Beförderung eines solchen Comtoirbedienten in Unseren Dienst angetragen werden.

§. 349. Ausser vorgedachter Bestrafung soll das von einem Zollhebungsbeamten oder seinen Comtoirbe-

§. 350. Statt
peditionen erhoben
der unter Litr. E u
Zollclarirungs-, Sch
gebühren zu entrich

§. 351. Ausser
dem Zollcomtoir, w
werden, sind übera
und Versendung von

Es fallen demnac
Ausfertigung der Zol
Passirzetteln und Rüc
Passirzetteln und dere
imgleichen für die Ver
renverschlägen bisher
lich weg.

Auch soll in Zuk
Gewichte zu verzollend
ohne eine desfällige Ge

Im übrigen werden
Fällen erlegt, wo die Z
Verbindung stehen, erl
mässig erhobene Sporteln
zurückgefordert werden,
lich erlegter Zollabgaben
hoben sind, durch specie
den ist

Zollabgaben, namentlich der Wagenzoll, die ausserordentliche Abgabe, die Verkaufsabgabe von Schiffen, werden hiedurch ausdrücklich aufgehoben. 1838

Wornach Alle, die es angeht, sich allerunterthänigst zu achten haben.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Kopenhagen, den 1. Mai 1838.

Urkundlich unter Unserem Königlichen Handzeichen und beigedrucken Insiegel.

FREDERIK R.

(L. S.)

LOWZOW. LEHMANN. THONNING. BECH.

C. WARNSTEDT.

29.

Convention entre les Royaumes de Bavière et de Würtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse-Darmstadt, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et le Duché de Saxe-Meiningen de l'autre part, sur l'admission de celui-ci aux conventions de monnoie conclues le 25 Août 1837 entre ceux-là. En date de Munic, le 8 Juin 1838.

(Amtsblatt der freien Stadt Frankfurt v. 13. Juli 1838).

Nachdem die Herzoglich Sachsen-Meining'sche Regierung die Absicht zu erkennen gegeben hat, den zwischen den Staaten von Bayern, Würtemberg, Baden, Hessen-Darmstadt und Nassau, dann der freien Stadt Frankfurt am 25. August 1837 abgeschlossenen Münz-Conventionen, welche also lauten:

(Suit le texte des conventions du 25 Août 1837).

beizutreten, und nachdem die Regierungen von Würtemberg, Baden, Hessen-Darmstadt und Nassau, so wie Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt, das Königlich Bayerische Staats-Ministerium des Königlichen

... Namen der gen
dann dem unterzeichnet
Herzoglich Sachsen-Me.
andererseits, vorbehalt
Vertrag abgeschlossen w

Art. I. Die Herzo
gierung tritt mit dem ga
der zwischen den Köni
berg, den Grossherzogthü
stadt, dem Herzogthum
Frankfurt abgeschlossene
Aug. 1837, und der an
vollmächtigten der genan
besonderen Uebereinkunft
fend, unter der Verbindl
dieser Conventionen in al
hen und vollziehen zu las

Art. II. Ausserdem
Herzogthums Sachsen-Mei

1) Die Bestimmungen des
tion in der Art zu vol
der Ratification des geg
bis zum 1. Jänner 1839
dem Massstabe der Bevö
revenüen, betreffende S
von fl. 70,934 in ganze
halben Guldenstücken,
setzen wird

Controlirender Staat.	*Zu controlirende Staaten.*		
	1838.	1839.	1840.
Bayern.	Würtemberg.	Baden.	Hessen.
Würtemberg.	Baden.	Hessen.	Nassau.
Baden.	Hessen.	Nassau.	Frankfurt.
Hessen.	Nassau.	Frankfurt.	Meiningen.
Nassau.	Frankfurt.	Meiningen.	Bayern.
Frankfurt.	Meiningen.	Bayern.	Würtemberg.
Meiningen.	Bayern.	Würtemberg.	Baden.
	1841.	1842.	1843.
Bayern.	Nassau.	Frankfurt.	Meiningen.
Würtemberg.	Frankfurt.	Meiningen.	Bayern.
Baden.	Meiningen.	Bayern.	Würtemberg.
Hessen.	Bayern.	Würtemberg.	Baden.
Nassau.	Würtemberg.	Baden.	Hessen.
Frankfurt.	Baden.	Hessen.	Nassau.
Meiningen.	Hessen.	Nassau.	Frankfurt.

3) Die Bestimmungen des Art. V. der besonderen Uebereinkunft auch auf die vor dem Theilungs-Vertrag vom Jahre 1826 von der Hildburghausischen Münzstätte ausgeprägten Sechs- und Drei-Kreuzerstücke auszudehnen und vollziehen zu lassen.

Art. III. Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratification der hohen contrahirenden Höfe vorgelegt und die Auswechslung der Ratifications-Urkunden spätestens binnen drei Wochen in München bewirkt werden.

So geschehen München den 8. Juni 1838.

In Folge specieller Vollmacht

(L. S.) Frh. v. Giese. (L. S.) Vahl-Kampf.

Gotha et de Sax
Principautés de
Reuss, sur l'exéc
tion de monnoie
30 *Juillet* 1838.

jo

(Sammlung von Gesetzen
hessen etc.

Besondere protocollarisch
allgemeinen Münzconven
Dresden, am 30

Verhandelt zwischen de
conferenz legitimirten Bevoll
für Preussen,
Sachsen,
Kurhessen,
Sachsen-Weimar-
Sachsen-Coburg-
zogthums Gotha,
Sachsen-Altenbu
Schwarzburg-Ru
Unterherrschaft,
Schwarzburg-Son
Reuss älterer Lini
Reuss-Schleitz und

Punkte, welche die nähere Characteristik ihres Münzfusses und Münzsystems bezwecken, über folgende Bestimmungen übereingekommen: 1838

1) Sämmtliche Courantmünzen werden im Ringe geprägt werden und das Theilungsverhältniss zur feinen Mark auf dem Gepräge ausgedrückt enthalten.
2) Die Courantheilstücke des Thalers sollen nur in Einsechstel- und nach Befinden in Eindrittel- und Zweidrittel-Thalerstücken bestehen.
3) In Uebereinstimmung mit den im Königreiche Preussen bestehenden Vorschriften, wird:
   a) der Durchmesser
      für die Einthalerstücke auf 34 Millimeter,
      für die Einsechstelthalerstücke auf 23 Millimeter,
   b) Das Legirungsverhältniss
      für die Einthalerstücke auf: vier Theile Kupfer zu zwölf Theilen Silber (12löthig),
      für die Einsechstelthalerstücke auf: drei und zwanzig Theile Kupfer zu fünf und zwanzig Theilen Silber ($8\frac{1}{3}$löthig).
   c) die äussersten Falles zulässige Abweichung im Mehr oder Weniger:
      beim einzelnen Thalerstücke auf: ein Grän im Feingehalte und ein halb Procent im Gewichte, und
      beim einzelnen Einsechstelthalerstücke auf: ein und einhalb Grän im Feingehalte und ein Procent im Gewichte festgesetzt.
4) In der künftig auszuprägenden Scheidemünze soll die Mark feinen Silbers durchgehends zu Sechszehn Thalern ausgebracht werden.

Im Uebrigen wird verabredet, dass die gegenwärtige protocollarische Uebereinkunft, welche, insofern die in Aussicht stehende umfassendere Vereinbarung nicht zu Stande kommen würde, mit der Eingangsgedachten allgemeinen Münz-Convention gleiche Dauer und Gültigkeit haben soll, nur in Einem Exemplare ausgefertigt und in dem königlich sächsischen Hauptstaatsarchive zu Dresden verwahrlich niedergelegt, den betreffenden Bevollmächtigten aber beglaubter Abschrift mitgetheilt, ingleichen, dass dieselbe durch die landesherrliche Ratification der vorerwähnten allgemeinen Münz-Convention als mitratificirt angesehen werden soll.

Hier folgen die Unterschriften.

conclu à Gènes i

(Publié officie

S. M. le roi de Sarda
rique, désirant consolider
ligence qui ont si heureuse
leurs Etats respectifs, et fac
commerciales entre les deu
trer en négociation pour
merce et de navigation.

A cet effet, S. M. le
pleins pouvoirs le comte Sol
valier grand-cordon de l'ord
Saint-Maurice et Saint-Laz
d'Isabelle-la-Catholique d'Esp
dre du Christ, son premier
affaires étrangères,

Et le président des Etats
des mêmes pouvoirs Nathanie
auprès de S. M. sarde;

Lesquels plénipotentiaires,
pleins pouvoirs, trouvés en b

1838

31.

Treaty of commerce and navigation between the United States of America and the King of Sardinia, concluded 26th November 1838 at Genoa.

(Acts and Resolutions passed at the first Session of the 26th Congress of the U. St. Append. p. 91. Washingt. 1840.)

The United States of America and His Majesty the King of Sardinia desirous of consolidating the relations of good understanding which have hitherto so happily subsisted between their respective States and of facilitating and extending the commercial intercourse between the two countries, have agreed to enter into negotiations for the conclusion of a Treaty of commerce and navigation;

For which purpose the President of the United States has conferred full powers on Nathaniel Niles, their special agent near His Sardinian Majesty;

and His Majesty the King of Sardinia has conferred like powers on the Count Clement Solar de la Marguerite, Grand Cross of the military and religious order of St. Maurice and St. Lazarus, of Isabella the catholic of Spain, and knight of the order of Christ, his first Secretary of State for the foreign affairs;

And the said plenipotentiaries having exchanged their full powers found in good and due form, have concluded and signed the following articles.

Art. 1. There shall been between the territories of the high contracting parties a reciprocal liberty of commerce and navigation. The inhabitants of their respective States shall mutually have liberty to enter the ports and commercial places of the territories of each party, wherever foreign commerce is permitted. They shall be at liberty to sojourn and reside in all

...proquement les bâtimens
arrivant chargés ou sur le
roi de Sardaigne, seront t
leur séjour et à leur sortie
bâtimens nationaux venant
port aux droits de tonnage
péage; aux droits de port,
ainsi qu'à toutes les taxes e
ou dénomination que ce soi
profit du gouvernement, de
blissemens particuliers quelc

Art. 3. Toute espèce de
commerce provenant du sol
Unis d'Amérique, ou de tout
légalement être importés dan
8. M, le roi de Sardaigne
pourront également y être im
des Etats-Unis, sans être tenus
plus forts droits, de quelque
que ce soit, perçus au nom ou
ment, des autorités locales ou
liers quelconques, que ceux q
dises ou produits paieraient de
étaient importés sur des bâtimen
ment toute espèce de marchand

parts whatsoever of said territories in order to attend 1838
to their affairs and they shall enjoy to that effect the same security and protection as the natives of the country wherein they reside, on condition of their submitting to the laws and ordinances there prevailing.

Art. 2. Sardinian vessels arriving either laden or in ballast in the ports of the United States of America, and reciprocally vessels of the United States arriving either laden or in ballast in the ports of the dominions of His Sardinian Majesty, shall be treated on their entrance, during their stay and at their departure upon the same footing as national vessels coming from the same place, with respect to the duties of tonnage, light-houses, pilotage and port charges, as well as to the fees and perquisites of public officers and other duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever.

Art. 3. All kind of marchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or the industry of the United States of America or of any other country, which may be lawfully imported into the ports of the dominions of Sardinia in Sardinian vessels may also be so imported in vessels of the United States of America, without paying other or higher duties or charges of whatoever kind or denomination levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever, than if the same marchandise and articles of commerce, either the produce had been imported in Sardinian vessels: And reciprocally all kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the dominions of Sardinia or of any other country, which may be lawfully imported into the ports of the United States, in vessels of the said States may also be so imported in Sardinian vessels, without paying other or higher duties or charges of whatsoever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in vessels of the United States of America.

1838 s'ils étaient importés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique.

Art. 4. Afin de prévenir toute espèce de malentendu, il est convenu que les dispositions contenues dans les art. 2 et 3 sont applicables dans toute leur étendue aux bâtimens sardes et à leurs cargaisons arrivant dans les ports des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement aux bâtimens desdits Etats et à leurs cargaisons arrivant dans les ports de S. M. le roi de Sardaigne, soit que ces bâtimens viennent directement des ports du pays auquel ils appartiennent, soit de ceux de tout autre pays étranger.

Art. 5. Toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports des Etats-Unis d'Amérique sur des bâtimens nationaux, pourront en être également exportés sur des bâtimens sardes, sans payer d'autres ou de plus forts droits, ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'un établissement particulier quelconque, que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises et objets de commerce qui auraient été exportés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement toute espèce de marchandises ou objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de S. M. le roi de Sardaigne sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises ou objets de commerce, s'ils avaient été exportés sur des bâtimens sardes.

Art. 6. Il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans les Etats-Unis d'Amérique de tout article provenant du sol ou de l'industrie du royaume de Sardaigne, et il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans le royaume de Sardaigne de tout article provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, que ceux qui sont ou seront imposés sur de semblables articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même

Art. 4. To provent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the two proceding articles are to their full extend applicable to Sardinian vessels and their cargoes arriving in the ports of the United States. And reciprocally to vessels of the said States and their cargoes arriving in the ports of the dominions of Sardinia, whether the said vessels clear directly from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country.

Art. 5. All kind of merchandise and articles of commerce which may lawfully be exported from the ports of the United States of America in national vessels, may also be exported therefrom in Sardinian vessels without paying other or higher duties or charges of whatever kind or denomination levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever, than if the same merchandise or articles of commerce had been exported in vessels of the United States of America. And reciprocally all kind of merchandise and articles of commerce which may be lawfully exported from the ports of the kingdom of Sardinia in national vessels, may also be exported therefrom in vessels of the United States of America without paying other or higher duties or charges of whatever kind or denomination levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or to any private establishment whatsoever, than if the same merchandise or articles of commerce had been exported in Sardinian vessels.

Art. 6. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States of America of any article of the produces or manufactures of Sardinia; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the kingdom of Sardinia of any article of the produces or manufactures of the United States, than are or shall be payable on the same article being the produce or manufacture of any other foreign country: Nor shall any prohibition be

1838 on ne mettra aucune entrave ou prohibition quelconque à l'importation ou à l'exportation de tout article provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique ou du royaume de Sardaigne, à l'entrée ou à la sortie des ports de chaque pays, qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. 7. Il est expressément entendu que les articles précédens ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des deux nations se réservent exclusivement.

Art. 8. Aucune priorité ou préférence quelconque ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent agissant en son nom ou par son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé par considération ou préférence pour la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des parties dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté précises des hautes parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 9. Si par la suite l'une des parties contractantes accordait quelque faveur spéciale à d'autres nations en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra immédiatement commune à l'autre partie, qui en jouira sans charge d'aucune espèce si elle a été accordée gratuitement à l'autre nation, ou en accordant la même compensation ou une autre équivalente si la concession a été conditionelle.

Art. 10. Les bâtimens de l'une des deux parties contractantes abordant à quelque côte de la dépendance de l'autre, mais n'ayant pas l'intention d'entrer au port, ou y étant entrés, ne voulant pas y décharger tout ou partie de leur cargaison, jouiront des mêmes priviléges, et seront traités à cet égard de la même manière que les bâtimens des nations les plus favorisées.

Art. 11. S'il arrivait qu'un vaisseau appartenant à l'une des deux parties contractantes, ou bien à ses citoyens ou sujets, fît naufrage, sombrât ou souffrît quelque autre dommage sur les côtes ou dans les Etats soumis à l'autre partie, il sera accordé à ces navires et à toutes les personnes qui seront à bord, le même secours

imposed on the importation or exportation of any article of the produce or manufacture of the United States or of Sardinia, to or from the ports of the United States, or to or from the ports of the kingdom of Sardinia which shall not equally extend to all other nations. 1838

Art. 7. It is expressly understood and agreed that the preceding articles do not apply to the coastwise navigation of either of the two countries, which each of the two high contracting parties reserves exclusively to itself.

Art. 8. No priority or preference shall be given directly or indirectly by either of the high contracting parties, nor by any company, corporation or agent acting in their behalf or under their authority in the purchase of any article of commerce lawfully imported on account of or in reference to the character of the vessel, whether it be one party or the other, in which such article was imported, it being the true intent and meaning of the contracting parties, that no distinction or difference what ever shall be made in this respect.

Art. 9. If either party shall hereafter grant to any other nation any particular favor in commerce or navigation, it shall immediately become common to the other party freely where it is freely granted to such other nation, or on yielding the same or an equivalent compensation when the grant is conditional.

Art. 10. Vessels of either of the high contracting parties arriving on the coasts of the other, but without the intention to enter a port, or having entered not wishing to discharge the whole, or any part of their cargoes, shall enjoy on this respect the same privileges, and be treated in the same manner, as the vessels of the most favored nations.

Art. 11. When any vessel belonging to either of the contracting parties or to their citiziens, or subjects shall be wrecked, foundered or otherwise suffer damage on the coasts, or within the dominions of the other, there shall be given to such vessel and all persons on board every aid and protection, in like manner as is

1838 et la même protection dont jouissent ordinairement les bâtimens de la nation où le naufrage a eu lieu ; et les vaisseaux naufragés, les marchandises ou autres effets qu'ils contiendront, ou leur produit, si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayant-droit un payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un vaisseau national.

Art. 12. Tout bâtiment de commerce sarde entrant en relâche forcée dans un port des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement tout bâtiment de commerce desdits Etats entrant en relâche forcée dans un des ports de S. M. le roi de Sardaigne, y sera exempt de tout droit de port et de navigation, perçu ou à percevoir au profit de l'Etat, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'ils ne se livrent dans le port de relâche à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises ; bien entendu toutefois que les déchargemens et rechargemens motivés par l'obligation de réparer le bâtiment ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les cas qui auront donné lieu à la relâche.

Art. 13. Vu l'éloignement des pays respectifs des deux hautes parties contractantes, et l'incertitude qui en résulte sur les divers événemens qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'elles, qui se trouverait destiné pour un port supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans ledit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé que ledit bâtiment avait pu et dû apprendre en route que l'état du blocus de la place en question durait encore. Mais les bâtimens qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeraient pendant le même voyage d'entrer une seconde fois dans le même port bloqué durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus ou condamnés.

Art. 14. Les articles de commerce produits du sol ou des manufactures des Etats-Unis d'Amérique, et des pêches de ce pays, excepté le sel, la poudre à ca-

usual and customary to vessels of the nation, where 1838
such shipwreck or damage happens and such shipwrecked vessel, its merchandize and other effects or their proceeds, if the same shall have been sold, shall be restored to their owners or to those entitled to receive them upon the payment of such costs of salvage as would have been paid by national vessels in the same circumstances.

Art. 12. Sardinian merchant Vessels being forced from stress of weather or other unavoidable causes to enter a port of the United States of America, and reciprocally merchant vessels of the said States, entering the ports of his Sardinian Majesty from similar causes, shall be exempt from port charges and all other duties levied to the profit of the Government, in case the causes which have rendered such entry necessary, are real and evident, provided such vessels does not engage in any commercial operation while in port, such as loading and unloading merchandize, it being understood nevertheless that the unloading and reloading rendered necessary for the repair of the said vessel, shall not be considered as an act of commerce affording ground for the payment of duties, and provided also that the said vessel shall not prolong her stay in port beyond the time necessary for the repair of her damages.

Art. 13. Considering the remoteness of the respective countries of the two high contracting parties, and the uncertainty resulting therefrom with the respect to the various events which may take place, it is agreed, that a merchant vessel, belonging to either of them, which may be bound to a port supposed at the time of its departure to be blockaded, shall not however be captured or condemned for having attempted a first time to enter said port, unless it can be proved that said vessel could and ought to have learned during its voyage, that the blockade of the place in question still continued. But all vessels which after having been warned off once, shall during the same voyage attempt a second time to enter, the same blockaded port during the continuance of the said blockade, shall then subject themselves to be detained and condemned.

Art. 14. All articles of commerce the growth or manufacture of the United States of America, and the products of their fisheries, with the exception of salt,

1838 non et le tabac fabriqué, pourront librement passer du port franc de Gênes à travers le territoire de S. M. sarde, à un point quelconque de la frontière intérieure dudit territoire, et *vice versâ* tous les articles de commerce venant par un point quelconque de la frontière intérieure sarde qui seront destinés pour les Etats-Unis, pourront traverser les Etats de S. M. le roi de Sardaigne jusqu'au port franc de Gênes, sans être tenus de payer aucune espèce de droits perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'un établissement particulier quelconque, excepté ceux nécessaires pour couvrir les frais qu'exigent les précautions et les mesures contre la fraude et la contrebande, et qui ne seraient pas également applicables au transit des mêmes articles importés par les bâtimens de l'une ou l'autre des hautes parties contractantes. Mais si, par des circonstances et des motifs particuliers, il était jugé convenable ou nécessaire de rétablir des droits de transit sur les articles susmentionnés dirigés par un point de la frontière sarde, le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne s'en réserve le plein droit, s'engageant toutefois à notifier cette détermination au gouvernement des Etats-Unis six mois avant son exécution. Il est aussi convenu que tous les articles de commerce importés directement des Etats-Unis d'Amérique seront reçus et considérés comme des produits desdits Etats, et en cette qualité auront également droit au libre transit à travers les Etats de S. M. le roi de Sardaigne, sauf les exceptions mentionnées dans le présent article.

Art. 15. Les deux hautes parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'envoyer dans les ports et villes commerçantes de leurs Etats respectifs des consuls, vice-consuls et agens commerciaux nommés par elles, qui jouiront des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ceux des nations les plus favorisées. Mais dans le cas où quelques-uns de ces consuls voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation et les sujets des Etats les plus favorisés.

gunpowder and tabacco manufactured for use, shall be 1838
permitted to pass in transitu from the free port of Genoa through the territories of his Sardinian Majesty to any point of the inland frontier of the said territories, and *vice versa* all articles of commerce coming from any one point of the Sardinian inland frontier destined for the United States, shall be permitted to pass the territories of his Sardinian Majesty to the free port of Genoa without being liable to the payment of any duty whatever, levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever other than such, as are required to meet the expenses of the necessary precautionary measures against smuggling, which precautionary measures to be observed in regard to transit to the frontier shall be the same, whether the said articles of commerce are imported by the vessels of the one or the other of the high contracting parties. But if peculiar circumstances or considerations should render the re-establishment of transit duties necessary on the said articles of commerce directed to any one point of the Sardinian frontier, the Sardinian Government, in reserving to itself the full right to establish such duty, engages to notify to the Government of the United States such determination six months before any such transit duty shall be exacted. It is also understood that all articles of commerce imported directly from the United States of America shall be taken and considered as the products of the said States, and shall be entitled equally and in likemanner, with the exceptions above mentioned in the present article, to a free transit through the territories of his Sardinian Majesty.

Art. 15. The two high contracting Parties reciprocally grant to each other the liberty of having each in the ports and other commercial places of the other, Consuls, Vice-Consuls and commercial agents of their own appointment, who shall enjoy the same privileges, powers and exceptions as those of the most favored nations. But if any of such consuls shall exercise commerce, they shall be subjected to the same laws and usages to which the private individuals of their nation, or subjects or citizens of the most favored nations are subject in the same places, in respect to their commercial transactions.

... à laquelle
conséquent soumis aux
les nationaux dans le
cette obligation puisse
cice de ses fonctions co
l'inviolabilité des archiv

Art. 17. Lesdits con
merciaux seront autorisé
torités locales pour la r
tention et l'emprisonnem
mens de guerre et marc
dresseront à cet effet aux
compétens, et réclameron
mentionnés, en prouvant
gistres des bâtimens ou
d'autres documens officiels
partie desdits équipages.
vée, l'extradition ne sera p
lorsqu'ils auront été arrêtés,
desdits consuls, vice-consuls
pourront être renfermés dar
la réquisition et aux frais
pour être retenus jusqu'au
être rendus aux bâtimens
ou pour être renvoyés dans
nationaux ou autres. Mais
dans l'espace de trois mois à
arrestation ...

Art. 16. It is especially understood that whenever 1899
either of the two contracting parties shall select for a consular agent to reside in any port or commercial place of the other party a subject or citizen of this last, such Consul or Agent shall continue to be regarded, nothwithstanding his quality of a foreign Consul, as a subject or citizen of the nation to which he belongs, and consequently shall be submitted to the laws and regulations to which natives are subjected in the place of his residence. This obligation however shall in no respect embarass the exercise of his consular functions, or affect the inviolability of the Consular Archives.

Art 17. The said Consuls, Vice-Consuls and commercial Agents are authorized to require the assistance of the local authorities, for the search, arrest, detention and imprisonment of the deserters from the ships of war and merchant vessels of their country. For this purpose they shall apply to the competent tribunals, judges and officers, and shall in writing demand said deserters, proving by the exhibition of the registers of the vessels, the rolls of the crews, or by other official documents that such individuals formed part of the crews; and this reclamation thus substantiated, the surrender shall not be refused. Such deserters when arrested shall be placed at the disposal of the said consuls, vice-consuls or commercial Agents and may be confined in the public prisons at the request and coasts of those who shall claim them in order to be detained until the time when they shall be restored to the vessels to which they belonged, or sent back to their own country by a vessel of the same nation or any other vessel whatsoever. But if not sent back within three months from the day of their arrest, they shall be set at liberty and shall not again be arrested for the same cause. If however the deserter should be found to have committed any crime or offence, his surrender may be delayed until the tribunal, before which his case should be depending, shall have pronounced its sentence and such sentence shall have been carried into execution.

Art. 18. The citizens and subjects of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by testament, donation or otherwise, and

1838 héritiers qui seront sujets ou citoyens de l'autre nation, pourront succéder à leurs biens personnels, soit en vertu d'un testament, soit *ab intestato*, et en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur nom; ils pourront, en outre, en disposer à leur gré, en ne payant à cet effet que les mêmes impositions, taxes ou droits auxquels sont assujétis dans des cas semblables les habitans du pays où se trouvent lesdits biens. En cas d'absence des héritiers, on ordonnera pour la conservation desdits biens les mêmes dispositions qu'on prendrait en pareil cas pour les propriétés des natifs du pays, jusqu'à ce que le propriétaire ait fait les arrangemens necessaires pour recueillir l'héritage. S'il s'élevait des contestations entre différens prétendans quant aux droits que chacun d'eux soutiendrait avoir sur la succession, elles seront décidées en dernier ressort par les juges et selon les lois du pays où ces biens seront situés; et si par la mort d'une personne possédant des biens fonds sur le territoire d'une des deux parties contractantes, ces biens fonds venaient à passer, par la dernière volonté de leur possesseur, à un citoyen ou sujet de l'autre partie, qui par sa qualité d'étranger serait inhabile à les posséder, on lui accordera un délai convenable pour les vendre, pour en retirer et emporter le produit sans obstacle d'aucune sorte, et sans qu'on lui impose au profit du gouvernement respectif aucune taxe, imposition ou droits plus forts que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les habitans du pays où ces biens sont situés.

Art. 19. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si un an avant ce terme l'une des parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera obligatoire pendant douze mois au-delà de ce terme, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une semblable déclaration, quelle que soit l'époque à laquelle elle aurait eu lieu.

Art. 20. Le présent traité sera approuvé et ratifié par S. M. le roi de Sardaigne et par le président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du sénat desdits Etats, et les ratifications en seront échangées à Washington dans dix mois de la date

their representatives, being citizens or subjects of the other party, shall succeed to their said personal goods, whether by testament or *ab intestato*, and may take possession thereof either by themselves or by others acting for them and dispose of the same at will, paying such taxes and dues only as the inhabitants of the country wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases. And in case of the absence of the representatives such care shall be taken of the said goods as would be taken of the goods of a native of the same country in like case, until the lawful owner may take measures for receiving them. And if a question should arise among several claimants as to which of them said goods belong the same shall finally be decided by the laws and judges of the land wherein the said goods are. And where on the death of any person holding real estate within the territories of one of the contracting parties such real estate would by the laws of the land descend on a citizen or subject of the other party, who by reason of alienage may be incapable of holding it, he shall be allowed a reasonable time to sell such real estate and to withdraw and export the proceeds without molestation and without paying to the profit of the respective governments any other dues, taxes or charges than those to which the inhabitants of the country wherein said real estate is situated shall be subject to pay in like cases. 1838

Art. 19. The present Treaty shall continue in force for ten years, counting from the day of the exchange of the ratifications, and if, twelve months before the expiration of that period, neither of the high contracting parties shall have announced to the other by an official notification its intention to arrest the operation of the said Treaty, it shall remain obligatory one year beyond that time and so on until the expiration of the twelve months which will follow a similar notification whatever is the time at which it may take place.

Art. 20. The present Treaty shall be approved and ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by his Majesty the king of Sardinia and the ratifications shall be exchanged in the city

1838 de la signature, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Gênes, le 26 novembre 1838.

(L. S.) Solar de la Marguerite.
(L. S.) Nathaniel Niles.

Article séparé. S. M. sarde jugeant convenable, par des motifs particuliers, de continuer à percevoir pour à présent des droits différentiels au détriment des pavillons étrangers sur les blés l'huile d'Olive et le vin importés directement de la mer noire, des ports de la mer Adriatique et de ceux de la mediterranée jusqu'au au Cap Trafalgar, non obstant les art. 2, 3 et 4 du présent Traité, il est spécialement entendu et établi entre les hautes parties contractantes, que les Etats-unis auront pleine et entière liberté d'établir des droits différentiels équivalens sur les mêmes articles importés des mêmes pays au détriment du pavillon sarde, dans le cas où la perception des droits différentiels continuerait à être exercée au détriment du pavillon les Etats-unis d'Amérique par S. M. le roi de Sardaigne au-delà de l'espace de quatre ans, à compter du jour de l'échange des ratifications des présens Traité et article séparé. Mais ces droits différentiels équivalens de quelque espèce qu'ils soient, sur, les dits articles de commerce, cesseront d'être perçus du moment où le gouvernement des Etats-unis aura été informé d'office de la cessation des droits differentiels de la part de S. M. Sarde.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot à mot dans le Traité signé aujourd'hui et sera ratifié en même temps. En foi de quoi nous Soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs avons signé le présent article séparé, et avons apposé nos cachets respectifs.

Fait à Gènes, le 26 Novembre 1838.

(L. S.) Solar de la Marguerite.
(L. S.) Nathaniel Niles.

of Washington within ten months from the date of the 1838
signature thereof or sooner if possible.

In faith whereof the plenipotentiaries of the contracting parties have signed the present Treaty and thereto affixed their respective seals.

Done at Genoa this 26th of November 1838.

NATHANIEL NILES (L. S.)
SOLAR DE LA MARGUERITE (L. S.)

Separate Article.

Circumstances of a peculiar nature rendering it necessary for his Sardinian Majesty to continue for a time differential duties to the disadvantage of foreign flags, on grain, olive oil and wine, imported directly from the Black Sea, the ports of the Adriatic and those of the Mediterranean, as far as Cape Trafalgar, nothwithstanding the general provisions of the articles 2, 3 and 4 of the present Treaty, it is distinctly understood and agreed by the high contracting parties, that the United States shall have full and entire liberty to establish contrevailing differential duties on the same articles imported from the same places to the disadvantage of the Sardinian flag, in case the existing or any other differential duties on the said articles shall be continued in force to the disadvantage of the flag of the United States of America by his Sardinian Majesty, beyond a period of four years, counting from the day of the exchange of the ratifications of the present Treaty and Separate Article.

But all countervailing differential duties on the said articles shall cease to be exacted from the time the United States government shall have been informed officially of the discontinuance of differential duties on the part of his Sardinian Majesty.

The present separate article shall have the same force and value as if it were inserted word for word in the Treaty signed this day and shall be ratified in the same time.

In faith whereof, we the undersigned, by virtue of our full powers have signed the present separate article and thereto affixed our respective seals *).

Done at Genoa, the 26th Novembre 1838.

NATH. NILES. (L. S.) SOLAR DE LA MARGUERITE. (L. S.)

---

*) L'échange des ratifications respectives de ce Traité, ainsi

32.

Correspondance diplomatique entre les cabinets de Londres et de St. Petersbourg, concernant les relations de la Perse. Octobre 1838 — *Avril* 1839.

(Correspondence relating to Persia, presented to both Houses of Parliament by command of Her Majesty. London, printed by J. Harrison and Son 1839.)

I.

Note de Lord Palmerston adressée au cabinet de la Russie, remise au Comte de Nesselrode par le Marquis de Clanricarde, Ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à St. Petersbourg.

The Undersigned, etc., is instructed by his Government to state to His Excellency Count Nesselrode, etc., that events which have lately occurred in Persia and in Affghanistan, render it necessary for the British Government to request from that of Russia, explanations with respect to certain circumstances which are connected with those events, and which have an important bearing upon the relations between Russia and Great Britain.

It is unnecessary for the Undersigned to remind Count Nesselrode that the British and Russian Governments have, for a long time past, and from similar motives, taken a deep interest in the affairs of Persia.

To Russia, Persia is an immediate neighbour; the frontiers of the two countries touch; and it is a legitimate object of solicitude to Russia that her neighbour should be friendly and tranquil; so that the Russian territory should be secure from attack, and the Russian population should be free from the uneasiness which civil commotions in an adjoining country have a tendency to create. Russia therefore must naturally desire that the Persian nation should be prosperous and contented; and that the Persian Government should abstain from all external aggression; should direct its at-

---

que de l'article séparé a eu lieu à Washington, le 18 Mars 1839 entre John Forsyth, Secretaire d'Etat des Etats-unis et Auguste Colombiano, chargé d'affaires de Sa Maj. le Roi de Sardaigne. La proclamation du Président des Etats-unis (van Buren) pour la publication officielle de ce Traité et de l'article séparé est datée de Washington, le 19 Mars 1839.

tention exclusively to internal improvement; and should occupy 1838
itself in the pursuits of peace.

Great Britain has regarded Persia as a barrier for the security of British India against attack from any European Power. With this defensive view, Great Britain has contracted alliance with Persia; and the object of that alliance has been, that Persia should be friendly to Great Britain, independent of foreign control, and at peace with all her neighbours.

The interests therefore of Great Britain and Russia, with regard to Persia, are not merely compatible, but almost the same; and hence the two Governments have felt, that having common objects to attain in Persia, they would find it for their mutual advantage to consult together upon matters connected with Persian affairs, and to endeavour to pursue, with respect to those affairs, a common course.

The expediency of such concert between Great Britain and Russia upon Persian affairs, has frequently been urged by the Russian Government, and acknowledged by that of Great Britain.

Upon this principle it was, that after the death of Abbas Meerza, in 1833, the two Governments came to an understanding with respect to the part they should take in regard to the succession to the Persian throne, whenever the then reigning Shah should die; and that they agreed together to give their support to the present Shah, whom the then reigning Monarch named as his successor. It is well known to the Russian Government how instrumental British influence was, in carrying that decision of the late Shah promptly into effect; and in preventing Persia from becoming the theatre of a protracted and ruinous civil war.

The two Governments continued for some time afterwards to maintain the same similarity in their respective courses of policy towards Persia; and the influence of both, as exerted by their missions at Tehran, appeared to be directed towards the same end, namely, to secure to Persia internal tranquillity, and external peace.

But in 1836, the Shah announced an intention of undertaking an expedition to attack and conquer Herat; founding that intention upon some antiquated and obsolete claims of a former dynasty of Persia upon Affghanistan.

The British Minister at Tehran was instructed to dissuade the Shah from such an enterprise; urging reasons of indisputable force, and founded upon the interests of the Shah himself.

But the advice given by the Russian Ambassador was all of an opposite tendency. For while Mr. Mc Neill was appealing to the prudence and the reason of the Shah, Count Simonich was exciting the ambition, and inflaming the passions of that Sovereign; while the one was preaching moderation and peace, the other was inciting to war and conquest; and while the one pointed out the difficulties and expense of the enterprise, the other inspired hopes of money and assistance.

This conduct on the part of Count Simonich, so much at variance with the professed policy of Russia, determined the British Government to seek explanations at St. Petersburgh. And accordingly in February, 1837, the Earl of Durham stated to

...ment, assuming a
the British Minister had acted
adviser of the Shah; employ
Russian Mission to direct th
prosecute the offensive oper
money for distribution to the
tenance, support, and advice
tion to persevere in his hostili

But in about ten days aft
the Persians in the siege not c
which they had been led to f
Mr. Mc Neill, requesting him
and to arrange matters between
he might think proper. An in
tween Mr. Mc Neill and the P
ter accepted, with some trifling
Mr. Mc Neill had obtained the
rat during his visit to the town.

The British Minister now a
he had succeeded in his endeavo
remained to be done for the fu
but that he should carry back th
it signed by the Shah of Herat
secret cause interfered to disappo
Persian Government again sudden
having agreed to accept the Trea
tences, to permit Mr. Mc Neill t
der to communicate to Kamran S
sian Government; and afterwards
his acceptance of the Treaty as
Affghans still continued to carry o
withstanding a Treaty, the accept
Government had been studiously c

Her Majesty's Government hav
a manner which seems to entitle th
Count Simonich

ended in the defeat of the Persians with considerable loss; and it 1839
is said, that among those who fell on the Persian side upon that occasion, there were officers belonging to the Russian service.

The Undersigned is further instructed to state, that the British Government possess a copy of a Treaty which has been concluded between Persia and the Affghan Ruler of Kandahar, the execution of which has been guaranteed by Count Simonich, and the stipulations of which are injurious and offensive to Great Britain. The guarantee which Count Simonich has given to this Treaty, tends to afford Russia, if she adopts the guarantee, a pretence to compel the Shah of Persia, not only to make himself master of Herat, but to deliver over that city afterwards to the rulers of Kandahar, to be held by them, together with their other possessions, in the capacity, which those Rulers engage by the Treaty to acknowledge, of tributaries to Persia.

The guarantee, moreover, contains a promise to compel Persia to defend the Rulers of Kandahar against attack from any quarter whatever. It is true, that in this stipulation no specific allusion is made to England; but the intention of the parties may be inferred from the original draft of this Treaty, of which, also, Her Majesty's Government have a copy, and which was less cautiously worded, and in which specific allusion was made to England, as one of the Powers, against whom assistance was to be given by Russia to the Rulers of Kandahar.

The Undersigned is further instructed to state, that a Russian agent of the name of Vicovich, but sometimes calling himself Omar Beg, and said to be attached to the Staff of the General commanding at Orenberg, was the bearer of letters from the Emperor and Count Simonich to the Ruler of Cabool, copies of which are in the possession of the British Government; and that Count Simonich observed the most perfect silence towards the British Minister at Tehran with respect to the mission of this agent; a reserve which might seem unnecessary if this agent was merely to deliver the letters of which he was the bearer, and if his mission was to have no tendency prejudicial to British interests.

But the British Government have learned that Count Simonich announced to the Shah of Persia, that this Russian agent would counsel the Ruler of Cabool to seek assistance of the Persian Government to support him in his hostilities with the Ruler of the Punjaub; and the further reports which the British Government have received of the language held by this Russian agent at Kandahar and at Cabool, can lead to no other conclusion than that he strenuously exerted himself to detach the Rulers of those Affghan States from all connection with England, and to induce them to place their reliance upon Persia in the first instance, and ultimately upon Russia.

If the British Government could entertain a doubt of the correctness of the foregoing information, that doubt would, in a great measure, be removed by the unfriendly language with respect to the British Government which Count Simonich held some time ago to the agent of Cabool at the Court of Persia, and of which the British Government possess proof in the Report made by that agent to the Ruler of Cabool.

[illegible] since the above-
exerted himself to encourag
king; and has contributed
officers under his orders,
prise; and it appears, mo
Government was led to thin
rode in a conversation which
of Durham on the 1st May,
not long remain in Persia,"
continued to remain in Persi
and in the most open manne
ment had expressed such deci

It further appears from t
Russia has of late years inva
with Great Britain the course
ments should pursue with re
of their measures in that qua
their friendship and union; Ru
nistan have lately been engage
from the British Government,
to Great Britain, and for obje

The British Government re
pursue with respect to the mat
may appear to the Cabinet of
the interests of Russia; — and
her own strength, and too sen
of the means which she possesse
every quarter of the globe, to
the transactions to which this note
ment considers itself entitled to as
whether the intentions and the po
towards Great Britain, are to be
Count Nesselrode and M. [illegible]

been established between the two Governments, gave to the British Cabinet a good right to expect, that so entire a change of policy on the part of Russia, together with the reasons on which it was founded, would have been made known to Her Majesty's Government by the Cabinet of St. Petersburgh, instead of being left to be inferred from the acts of Russian agents in Persia and Affghanistan. 1839

The Undersigned in conclusion is instructed to say, that Her Majesty's Government is persuaded that the Cabinet of St. Petersburgh will see in this communication, a fresh proof of the anxious desire of the British Government to maintain unimpaired the friendly relations which so happily subsist between the two countries; and to which the British Government justly attaches so great a value: because, explanations sought for with frankness and in a friendly spirit, tend to remove misunderstandings, and to preserve harmony between nations.

II.

Depêche transmise par le Comte de Nesselrode au Comte de Pozzo di Borgo, Ambassadeur de la Russie à Londres, en date de St. Petersbourg, 20 Octobre / 1 Novembre 1838.

Monsieur le Comte, St. Pétersbourg, le 20 Octobre, 1838.

L'empereur a voué une attention sérieuse à la lecture des Dépêches de Votre Excellence qui rendent compte de deux entretiens consécutifs, dans lesquels, Lord Palmerston, en parlant de la situation actuelle des affaires en Perse, a manifesté les appréhensions que l'expédition du Shah contre Hérat a fait naître dans le Gouvernement de la Compagnie des Indes.

A cette occasion, le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique, dirigeant le Département des Affaires Etrangères, ne vous a point dissimulé, M. le Comte, que l'opinion publique en Angleterre attribue à l'influence de la Russie, une part décisive aux évènemens qui se passent aujourd'hui en Perse, et prête à notre Cabinet des intentions dangereuses pour la sécurité des Possessions Britannique en Asie.

Cette considération est si grave, elle est faite pour influer d'une manière si fâcheuse sur toutes nos relations avec la Grande Bretagne, que nous n'hésitons pas un seul instant à aller au-devant du Cabinet Anglais par une explication franche et spontanée pour le rassurer complètement sur les intentions et les vues de notre Gouvernement à l'égard des Affaires d'Asie.

La politique que l'Empereur y poursuit, M. l'Ambassadeur, est guidée par les mêmes principes qui la dirigent en Europe. Loin de toute idée d'envahissement, cette politique n'a pour but que le maintien des droits de la Russie et le respect de ceux légitimement acquis à toutes les autres Puissances.

La pensée de porter atteinte à la sûreté et au repos de l'état de possession de la Grande Bretagne aux Indes, ne s'est donc jamais présentée, et ne se présentera jamais, à l'esprit de notre Au-

... cet égard toute pr
que homme impartiel et écl
l'Angleterre, ne saurait dirige
tre Cabinet.

Voilà, M. le Comte, c
lui-même à Lord Clanricarde
Majesté a eu avec lui, le jou
a eu lieu le $\frac{16}{28}$ de ce mois, à

Cet Ambassadeur ne manq
Gouvernement de tout ce que
dire. La confiance que nous
de Sa Majesté Britannique, no
taire quelconque au récit qu'il
nous bornons à y nous référer,
rendu un juste hommage aux
a daigné lui exposer de vive vo

Si le Gouvernement Britan
confiance qu'ils sont faits pour
l'Ambassadeur, d'éclaircir à ses
sur la conduite que nous avons
nemens en Perse, et nommême
Mahommed Shah contre Hérat.

Afin de mettre Votre Exce
dans leur exacte vérité, des faits
ment dénaturés, je m'empresse,
niquer dans leur ensemble les dé
dépêche, en vous autorisant à la
sous les yeux du Cabinet Anglais.

Il connaît, comme nous, l'ori
tre la Perse et Hérat, partie la pl
Cette inimitié date de loin. Le G
droit d'exiger un tribut de cette c
elle une suprématie que, déjà sou
Abbas Mirzaet Mahommed Mirza
soutenir, les armes à la main, i

En dépit ...

toute Puissance indépendante, et de porter les armes contre des voisins qui l'inquiétent et l'insultent. En s'engageant dans un conflit avec une province qui touche à ses frontières, la Perse ne faisait donc absolument rien de ce qui fût contraire à ses droits; elle ne donnait aucun motif de plainte fondée à une Puissance tierce étrangère à ce litige entre deux pays limitrophes. Encore moins devait elle s'attendre à irriter et à blesser le Gouvernement Britannique, qui, par ses transactions avec la Cour de Téhéran, s'est expressément engagée à n'intervenir *en faveur d'aucun parti*, si la guerre venait à éclater entre les Persans et les Affghans. 1839

Toutes ces considérations réunies mettent hors de doute que Mahommed Shah, en se déterminant à faire la guerre contre Hérat, a été complètement dans la limite de ses droits, comme Souverain indépendant, et qu'il n'a manqué d'aucune manière aux obligations que la foi des Traités lui impose.

Cependant, si cette guerre, comme nous venons de le dire, nous a paru complètement justifiée en principe, et par les droits incontestables que possède le Gouvernement Persan, et par les griefs continuels que lui donnent les déprédations d'une peuplade sans frein, nous n'avons jamais hésité, d'un autre côté, à considérer comme intempestive et comme dangereuse, toute expédition militaire que le Gouvernement Persan entreprendrait dans l'état de faiblesse et d'épuisement où il se trouve. Au lieu de le précipiter dans une entreprise qui, à nos yeux, ne présentait aucune chance de succès, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour l'en détourner, et pour le décider à préférer un accommodement à l'amiable avec le Chef de Hérat, à un état d'hostilité indéfiniment prolongé.

C'est dans ce sens qu'ont été rédigées toutes les instructions dont le Cabinet Impérial a muni son Représentant à la Cour de Téhéran, dès l'instant où nous avons été avertis de la résolution qu'elle avait prise de tourner de nouveau les armes contre Hérat.

En 1836 comme en 1837, les conseils de notre Cabinet, dictés par un véritable esprit de conciliation et de sincère bienveillance, ont constamment eu pour objet de consolider le repos de la Perse et des provinces voisines, par un accommodement qui mit fin à leurs dissensions et empêchât Mahommed Shah de s'engager dans une lutte sans espoir.

Durant l'hiver de 1837, l'arrivée à Téhéran d'un envoyé du Chef de Hérat, nous fit entrevoir la possibilité d'un arrangement pacifique entre les deux parties contendantes.

Le Comte Simonich reçut en conséquence l'ordre positif „d'employer tout son crédit auprès du Shah pour le disposer à un accommodement formel." Tels sont les propres termes dans lesquels est conçue la dépêche que, d'ordre de l'Empereur, j'addressai à ce Ministre sous la date du 4 Mai, 1837.

Si nos conseils sont malheureusement restés sans effet, nous n'en avons pas moins la conscience d'avoir employé tous nos soins pour prévenir le renouvellement d'une guerre dont nous avions prévu d'avance la regrettable issue.

Certes, ce n'est point sur le Cabinet de Russie que retombe le reproche d'avoir suggéré, ni encouragé cette fatale entreprise.

que notre Ministre a sollicit
auprès du Shah.

Arrivé au camp, le Co
dans laquelle se trouvait l'a
fuser son assistance au Shah
l'instante prière d'examiner l

Assurément, nous ne
Simonich a prise à ces tra
sous des conditions semblable
même pour prêter à un Sou
clamée dans une situation si

Cependant lors même qu
torieusement de cette situatio
d'Hérat aurait été forcée de
notre Cabinet n'aurait jamais
sance Persane une extension
prehension pour les contrées

Loin de là, notre Ministr
favorable, avait cru devoir su
Téhéran, le projet d'un arran
Hérat aurait été remis par la
Kandahar.

Déjà une négociation avait
dernier et Mahommed Shah som

Cet arrangement, s'il ava
expressément pour base *l'indép*
posant au Shah „l'obligation fo
nière à *l'intégrité* du pays don
ment en possession, ni à la t
les chefs."

Une pareille transaction, pa
selon toute apparence, à raffermi
stan, à faire

Forts de notre loyauté et de notre conscience, nous n'aurons jamais rien à cacher ni à dissimuler de ce que nous avons médité ou entrepris. 1839

Nous sommes donc les premiers à convenir franchement envers l'Angleterre, qu'un employé Russe s'est rendu dernièrement à Caboul dans un but d'exploration commerciale.

Le fait de l'apparition de cet agent dont Lord Palmerston vous a parlé, M. le Comte, se trouve ainsi complètement exact. Mais l'origine et la tendance de son envoi semblent avoir été représentées au Ministère Anglais avec des commentaires dont il nous importe de démontrer l'exaggération et la fausseté.

Pour cela il nous suffira de dire que l'envoi d. M. Witkewitsch [Vicovich] à Caboul, a été motivé tout simplement par la mission d'un agent que Dost Mahomed Khan nous a envoyé en 1837, à St. Pétersbourg, dans l'intention de former avec la Russie des relations de commerce. Afin de reconnaître les avantages et le degré de sûreté qu'une pareille entreprise pourrait offrir à nos commerçans dans une contrée jusqu'ici inconnue à la Russie, notre Gouvernement a résolu avant tout d'y envoyer un Employé chargé de lettres en réponse à celles que Dost Mahommed Khan avait été le premier à nous adresser.

Tel est l'exposé clair et simple des circonstances qui ont amené l'apparition momentanée d'un voyageur Russe à Caboul. Elle n'a eu pour but ni Traité de Commerce, ni combinaison politique quelconque, dont une Puissance tierce ait lieu de se plaindre et de prendre ombrage. Elle n'a produit, et elle ne devait produire qu'un seul résultat; celui de mieux nous faire connaître une contrée séparée de nos frontières par de grandes distances qui obligent notre Gouvernement à redoubler de précautions, afin que l'activité de notre commerce ne risque point de s'y engager dans des entreprises ruineuses, sans avoir été éclairée d'avance sur les chances qu'elle peut courir.

En rétablissant ainsi les faits dans leur entière vérité, notre Cabinet peut offrir à celui de Londres, l'assurance positive que dans l'envoi de M. Witkewitsch [Vicovich] à Caboul, et dans les instructions dont il a été muni, il n'y a pas eu la moindre pensée hostile envers le Gouvernement Anglais, ni la moindre idée de nuire au repos des possessions Britanniques aux Indes.

S'il est une Puissance qui aurait quelque appréhension à nourrir, ou quelque plainte à former, ce serait la Russie, qui n'ignore point l'activité infatigable déployée par les voyageurs Anglais pour répandre l'inquiétude au milieu des peuplades de l'Asie Centrale, et pour porter l'agitation jusqu'au sein des contrées qui touchent à nos frontières.

Tandis que pour notre part nous ne demandons autre chose que d'être admis à participer par une franche concurrence aux avantages de commerce de l'Asie, l'industrie Anglaise, exclusive et jalouse, voudrait nous priver totalement des bénéfices qu'elle prétend recueillir sans partage; et faire disparaître s'il se pouvait, les produits de nos fabriques de tous les marchés du centre de l'Asie; témoin les reflexions de Burnes, et la tendance des voyageurs Anglais qui ont suivi ses traces sur la route de Bokhara et jusqu'aux portes d'Orenbourg.

1839 Si nous citons ces faits, si nous signalons l'inquiète activité de quelques individus sans mission et sans aveu, nous ne voulons certainement pas rejeter le blâme qu'ils méritent sur le Gouvernement auquel ils appartiennent. Au contraire, nous croyons le Cabinet Britannique entièrement étranger à la tendance que nous venons d'indiquer. Mais de même que nous plaçons une juste confiance dans la loyauté des intentions du Gouvernement Anglais, de même aussi nous avons le droit d'attendre qu'il n'élève pas de doute sur la nôtre.

La Grande Bretagne, comme la Russie, doit avoir à coeur le même intérêt, celui de maintenir la paix au centre de l'Asie, et d'éviter qu'il ne survienne dans cette vaste partie du globe, une conflagration générale. Or, pour empêcher ce grand malheur, il faut conserver soigneusement le repos des pays intermédiaires qui séparent les possessions de la Russie de celles de la Grande Bretagne. Consolider la tranquillité de ces contrées, ne point les exciter les unes contre les autres en nourissant leurs haines mutuelles, se borner à rivaliser d'industrie, mais non pas s'engager dans une lutte d'influence politique; enfin, plus que tout le reste, respecter *l'indépendance* des pays intermédiaires qui nous séparent; tel est, à notre avis, le système que les deux Cabinets ont un commun intérêt à suivre invariablement, afin d'empêcher la possibilité d'un conflit entre deux grandes Puissances qui, pour rester amies, ont besoin de ne pas se toucher et de ne pas se heurter au centre de l'Asie.

Ces réflexions, M. le Comte, que l'Empereur vous charge de communiquer au Ministère Anglais avec la plus entière franchise, serviront, j'espère, à le rassurer avant tout sur les intentions de notre Cabinet, et à replacer dans son vrai jour la politique conservatrice et désintéressée de notre Auguste Maître.

Après vous être acquitté de ce premier devoir, veuillez, M. l'Ambassadeur, aborder nettement les questions qui se rattachent plus spécialement à la situation actuelle de la Perse, et sur lesquelles se fixent en ce moment les regards attentifs de l'Empereur. Votre Excellence voudra bien rappeler d'abord à Lord Palmerston, que de toutes les affaires politiques que nous avons eu à traiter avec l'Angleterre, celle de la Perse est précisément celle où nous avons toujours été assez heureux pour établir un parfait accord entre notre Cabinet et celui de Londres, et cela par la simple raison que nos intérêts bien entendus sont les mêmes à l'égard de la Perse, vû que nous déplorerions autant que l'Angleterre, de voir ce pays redevenir le théatre d'une commotion politique à laquelle nous ne saurions rester étrangers. Pénétré de cette conviction, notre Cabinet a été le premier, avant l'avènement du Shah actuel, à aller au devant du Gouvernement Anglais pour aviser au moyens d'établir entre la Russie et la Grande Bretagne une parfaite entente au sujet des affaires de la Perse, afin de préserver ce pays des malheurs d'une succession contestée et d'une guerre civile.

Le résultat de cette ouverture a répondu alors complètement à notre attente. Les deux Cabinets, vous le savez, M. le C[illegible] ont agi dès-lors dans un esprit de conciliation et de bonne [illegible] ligence qui a pleinement assuré le succès de toutes leurs [illegible]

ches. Des instructions rédigées d'un commun accord, ont été envoyées à leurs Représentans à Téhéran; Mahommed Mirza, secondé par les deux Cours, est monté sur le Trône, et la paix intérieure de la Perse, malgré les élémens de trouble qui semblaient la compromettre alors, n'a pas été exposée un seul instant à la moindre altération, grâces à l'unanimité qui régnait entre la Russie et la Grande Bretagne. 1839

Il ne sera pas sans utilité, M. le Comte, de replacer aujourd'hui sous les yeux de Lord Palmerston, la dépêche qu'il a adressée à cette époque au Ministre d'Angleterre à St. Pétersbourg, et que ce dernier a été chargé alors de nous communiquer.

Votre Excellence la trouvera ci-jointe en copie. Ce document à la main, vous voudrez bien, M. l'Ambassadeur, témoigner à Lord Palmerston, que les mêmes sentimens qui nous ont guidés en 1834, et qui nous ont porté alors à désirer une entente amicale avec l'Angleterre, sur les affaires de la Perse, sont encore aujourd'hui le motif de la présente démarche, et nous inspirent la pleine confiance de voir celle-ci amener des résultats tout aussi satisfaisans que celle qui l'a précédée.

Votre Excellence exprimera ensuite sans réserve, le regret que nous éprouvons de voir momentanément troublés les rapports de bonne intelligence entre la Cour de Londres et celle de Téhéran, ainsi que notre sincère désir de les voir promptement rétablis sur leur ancien pied.

Veuillez ajouter, M. le Comte, qu'il est loin des intentions de notre Cabinet de vouloir s'ériger en juge des griefs directs que la Grande Bretagne peut avoir à faire valoir contre le Gouvernement Persan. Ces griefs, ainsi que nous ne l'ignorons pas, se rapportent toutefois à des objets d'une importance secondaire. Il nous semblerait donc permis de croire que le Gouvernement Persan s'entendrait facilement avec le Ministère Anglais sur les moyens d'aplanir ces difficultés d'une manière équitable.

Mais il est une circonstance d'une nature plus grave, et une considération d'un ordre plus élevé, qui nous déterminent à nous ouvrir sans detour envers le Cabinet Britannique, et à lui communiquer amicalement, le jugement que nous portons sur la situation actuelle des affaires en Perse.

Cette situation se complique et s'aggrave à nos yeux par l'attitude menaçante que l'Angleterre a prise en dernier lieu envers la Cour de Téhéran.

En effet, la demonstration navale à laquelle le Gouvernement Britannique s'est porté dans le golfe Persique, l'occupation de l'île de Karrak, et les bruits repandus sur la ré-apparition prochaine de Zelly Sultan et des Princes Persans qui se seraient placés sous la protection Anglaise, sont autant de circonstances qui doivent nécessairement inspirer à Mahommed Shah des appréhensions sérieuses.

Dans cet état de choses, ce Souverain a cru devoir recourir à l'amitié de l'Empereur pour réclamer ses bons offices auprès de l'Angleterre, afin d'en venir à une entente à l'amiable, et de faire disparaître les motifs de crainte que l'attitude récemment adoptée par le Gouvernement Britannique, a dû donner à la Cour de Téhéran.

1839 Je vous ai annoncé de plus, que cette négociation, à la demande du Shah, avait été appuyée des bons offices du Comte Simonich, alors notre Représentant à la Cour de Téhéran.

En effet, avec la coopération de ce Ministre, un Acte avait été rédigé et arrêté entre le Shah et Kohundil Khan dans le but de placer Hérat sous la dépendance de ce Chef, et d'assurer par là la tranquillité des frontières Orientales de la Perse, en mettant un terme aux brigandages qui ne cessent de la troubler.

Croyant agir dans les intérêts du Shah, le Comte Simonich prit sur lui de prêter à cet Acte une garantie que le Gouvernement Persan et le Serdar de Kandahar réclamaient unanimement de lui, comme un gage de confiance qu'ils auraient à placer désormais dans leurs obligations mutuelles. Pleins de soupçons, les uns envers les autres, ils éprouvaient également le besoin d'en appeler à l'impartialité d'un tiers. Ce motif décida notre Ministre à ne point refuser sa garantie, qui lui était demandée par les deux parties, comme une condition indispensable de leurs engagemens.

Le projet de Convention qui renfermait ces stipulations, nous parvint au mois d'Avril, 1838. Rien ne manifestait dans cet Acte une pensée agressive, ni hostile. Un système strictement défensif servait de base aux stipulations convenues de part et d'autre. Malgré cela, l'Empereur ne voulut point confirmer la garantie que notre Ministre avait prêtée à cet Acte. Bien que purement défensifs, les engagemens qu'il consacrait étaient placés en dehors des limites que notre Auguste Maître a posées à sa politique. En conséquence sa Majesté donna au Comte Simonich l'ordre de s'abstenir de se rendre garant d'une transaction, à laquelle notre Cabinet croyait devoir rester complètement étranger. Cet ordre fut expédié à notre Ministre en Perse, le 26 Avril, 1838, avant le départ de l'Empereur pour l'Allemagne.

Cependant, sans attendre les décisions de la Cour Impériale, le Comte Simonich avait apposé son nom à l'Acte qui venait dans l'intervalle d'être signé entre le Shah et Kohundil Khan.

Ce fait n'a pu apporter aucun changement aux déterminations une fois arrêtées par l'Empereur. Il avait désapprouvé la garantie, lorsqu'elle avait été conçue et projetée. Il a refusé de la ratifier, dès qu'elle a été donnée sans son autorisation.

Le Général Duhamel a reçu l'ordre de déclarer en conséquence au Shah, comme aux Affghans, que la transaction dont son prédécesseur s'est porté garant, n'a point obtenu la sanction de notre Auguste Maître.

A cette déclaration, le Général Duhamel ajouta:

Que l'intention de l'Empereur a été et sera de n'entretenir avec l'Affghanistan que des relations purement commerciales;

Que ses volontés ont été mal rendues ou mal comprises, si l'on y a attaché une tendance politique quelconque; enfin

Que la Russie ne veut avoir aucune part aux guerres civiles des Chefs Affghans, ni à leurs haines de famille, qui n'ont nul droit à notre intervention.

Tel est le langage que le Général Duhamel a l'ordre de tenir aux Serdars de Caboul et de Kandahar. A son arrivée à Téhéran, il a trouvé que son prédécesseur, ainsi que Lord Palmer-

ston vous l'a dit, avait envoyé le Lieutenant Witkewitch [Vicovich] à Kandahar. 1839

Aussitôt, le Général Duhamel, sans demander et sans attendre de nouvelles instructions, mais agissant strictement en conformité aux volontés arrêtées une fois pour toutes par l'Empereur, a rappelé le Lieutenant Witkewitch [Vicovich] de Kandahar.

Voilà, Monsieur l'Ambassadeur, quelle a été la conduite de notre Cabinet, dans l'affaire de l'Affghanistan.

Nous laissons au Ministère Anglais le soin de juger, s'il peut encore s'élever le moindre doute sur la loyauté des intentions et des démarches de la Russie, dont nous venons de retracer ici l'ensemble. Résumons les faits tels qu'ils se sont passés.

En Angleterre, des inquiétudes se sont répandues sur nos prétendues vues d'agression dirigées contre les Indes. L'Empereur a calmé ces appréhensions par le langage le plus positif, par les assurances les plus franches.

En Perse, une contestation sérieuse s'est engagée entre le Shah et l'Angleterre. Le Ministre Britannique a quitté Téhéran. Une rupture a eu lieu. Loin de la faire servir à l'avantage de notre influence exclusive, nous ne visons qu'à rétablir la bonne intelligence entre les deux Cours.

L'Angleterre demande une satisfaction à la Perse. Au lieu d'empêcher cet acte de réparation, nous sommes les premiers à conseiller au Shah d'y acquiescer, parceque nous trouvons que la Justice est en cela du côté de l'Angleterre, le tort du côté de la Perse.

Dans l'Affghanistan, une transaction est conclue sous la garantie du Ministre de Russie. L'Empereur refuse de la ratifier, parcequ'il ne peut et ne veut avoir avec les Affghans que des relations de commerce, et nullement des intérêts politiques. Un agent Russe parait à Kandahar sous l'apparence d'une mission diplomatique. Cet agent est rappelé.

Tout observateur réfléchi qui jetera un coup-d'oeil sur les faits que je viens de citer, sera forcé de convenir, Monsieur le Comte, que notre Cabinet a fait tout ce qui a dépendu de lui pour maintenir dans ses relations avec l'Asie Centrale cet état de paix qu'il est de l'intérêt mutuel de la Russie, comme de l'Angleterre, de préserver de toute atteinte.

Il appartient aujourd'hui au Gouvernement Britannique de concourir de son côté à ce résultat si nécessaire et si désirable: nous ne pouvons que nous référer à ce sujet à nos communications précédentes, et rappeler encore une fois au Cabinet Anglais, les voeux que nous lui avons exprimés par notre dépêche du 20 Octobre dernier.

Rétablir promptement les relations d'amitié entre les Cours de Londres et de Téhéran; faire cesser les mesures hostiles adoptées dans le Golfe Persique; ne pas troubler le repos des peuples du centre de l'Asie, en nourrissant leurs haines; se borner à rivaliser d'industrie dans ces vastes contrées, mais non pas s'y engager dans une lutte d'influence politique; respecter l'independance des Pays intermédiaires qui nous séparent, tel est, nous le répétons encore une fois, le système que l'Angleterre et la Russie ont un commun intérêt à suivre invariablement, afin d'empêcher la possibilité d'un conflit entre ces deux grandes Puissances, qui,

1839 pour continuer à être amies, ont besoin de rester chacune dans ses limites, et de ne pas avancer l'une contre l'autre au centre de l'Asie.

Nous abandonnons au jugement éclairé du Cabinet Anglais de peser ces réflexions dans sa sagesse. Il est trop intéressé lui-même à la conservation de l'ordre des choses existant pour ne pas se persuader que le repos de l'Asie, pour être assuré d'une manière durable, ne peut l'être que par un mutuel accord de vues et de démarches pacifiques. Il importe qu'il y ait à cet égard une complète réciprocité entre les deux Puissances qui influent en commun sur les destinées de cette vaste partie du globe. Nous soumettons ces considérations à l'esprit d'équité et de sagesse du Cabinet Anglais, en nous félicitant de lui offrir par les explications contenues dans la présente, une nouvelle preuve de nos sentimens de conciliation et de franchise.

C'est dans cette intention que votre Excellence voudra bien remettre à Lord Palmerston copie de cette dépêche, qui sert de complément à nos communications précédentes du 20 Octobre, et du 29 Janvier.

Recevez, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) NESSELRODE.

VIII.

Le Vicomte de Palmerston au Comte de Pozzo di Borgo.

Monsieur le Comte, London, Foreign Office, April 4, 1839.

I have the honour to acquaint your Excellency, that I have not failed to communicate to my colleagues the Despatch from Count Nesselrode of the $\frac{\text{21 February}}{\text{5 March}}$ on the affairs of Persia, of which your Excellency delivered to me a copy on the 25th of last month; and I feel great pleasure in expressing to your Excellency the satisfaction which the renewed assurances contained in that Despatch have afforded to Her Majesty's Government. Her Majesty's Government have also been much gratified by learning that one of the first acts of Colonel Duhamel, on entering upon his functions at Tehran, was to recall Captain Vicovich from Affghanistan.

With respect to the relations between Great Britain and Persia, I beg again to assure your Excellency, that Her Majesty's Government are waiting with great anxiety for the moment when Great Britain may be enabled to re-establish those relations upon their former footing of friendship; but it rests with the Shah, and not with Her Majesty's Government, to take the steps which are necessary for bringing about that result.

I have, etc.

(Signed) PALMERSTON.

33.

Tarif de Douanes mis en vigueur le 1 Janvier 1839 dans les Duchés de Schleswig et de Holstein.

(Publication officielle imprimée à Copenhague).

Allgemeine Bemerkungen.

1. Da bei gleichlautenden Tarifpositionen nur dann auch gleiche Abgaben in Dänemark und in den Herzogthümern erlegt werden, wenn zugleich der Verzollungsmaassstab in beiden Landestheilen der nämliche ist: so ist auch bei Berechnung der Zollabgaben in den Herzogthümern das schwerere dänische Gewicht und das stärkere dänische Maass zu Grunde zu legen, wobei bis weiter folgende Verhältnisse angenommen werden:

100 ℔ Zollgewicht	=	103 ℔ Schleswig-Holsteinisch Gewicht,				
100 Fuss Zollmass	=	109½ Fuss Schleswig-Holsteinisch Maass,				
100 □ Fuss „	=	120 □ Fuss	„	„	„	
100 Cubikfuss „	=	131¼ Cubikfuss	„	„	„	
100 Pott „	=	106⅔ Quartier	„	„	„	

2. Bei Waaren, deren Verzollungsmaassstab nach Vierteln und Oxhoften gesetzt ist, werden 8 Potte auf 1 Viertel und 240 Potte auf 1 Oxhoft gerechnet.
3. Für trockene Waaren, die nach Tonnenmaass verzollt werden, ist mit Ausnahme von Steinkohlen, die in den Herzogthümern, wie in Dänemark, geltende gestrichene seeländische Tonne der Verzollungsmaassstab.
4. Steinkohlen können gleichfalls nach dieser Tonne gemessen werden. Es ist hierbei jedoch eine Reduction dergestalt vorzunehmen, dass 11 seeländische Tonnen = 9 Steinkohlentonnen gerechnet werden.
5. Die in Dänemark zu einem höheren Zolle als in den Herzogthümern angesetzten Artikel, wofür also, wenn solche in den Herzogthümern verzollte Waaren nach Dänemark geführt werden, zufolge §. 8 der Zollverordnung daselbst die Erhebung eines Differenzzolles eintritt, dergestalt, dass an dem Betrage des dort angeordneten Einfuhrzolles dasjenige gekürzt wird, was nach Ausweis des mitfolgenden Passirzettels bei der vorhergegangenen Verzollung der Waaren in den Herzogthümern erlegt ist, sind am Schlusse des Tarifs hinzugefügt.

Agarik (Lerchenschwamm)

Alaun, aller Art		100
Aloe		
Ambra		„
Ameiseneier		„
Amidam		„
Anis		„
„ Stern-		„
Antimonium		„
Apothekerwaaren (simplicia und composita), welche nicht speciell genannt, auch unter anderen im Tarif genannten Classen nicht begriffen sind		„
Arsenik, weisser, gelber rother		„
Asche, Pottasche, Soda und alle andere Asche		
Asia (Achiar) aller Art (von Citronen, Limonen, Gurken etc.		
Bäume und Büsche, lebende		
Balsam, Riga-	100 Gläser à $\frac{1}{8}$ Pott	2.
„ alle andere Arten	100 ℔	2.

Aal, s. Fische. — Aepfel, s. Obst

Allerhand, s. Di...

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth.	Ct.	Tara.
Bambus, Spanisches und anderes Rohr:						
„ rohes (unverarbeitetes)		frei				
„ verarbeitetes, als Spazierstöcke, Reitpeitschen etc.	100 ℔	16	64	10	20	
Band: Leinenband	„	10	40	6	24½	
„ Baumwollenband	„	15	—	9	18	
„ Wollenband	„	25	—	15	30	
„ Seidenband	„	30	—	18	36	Wenn von dem Holz oder der Pappe, worüber das Band gewunden, nichts hinweggenommen wird: fürs Holz 12 Pc. für die Pappe 5 „ fürs Holz u. die Pappe in Schachteln 40 „
Bänder aus verschiedenen dieser Stoffe sind mit dem höchsten Zolle eines derselben zu belegen.						
Baumwolle und Baumwollenwaaren:						
„ Baumwolle		frei				
„ Baumwollengarn, gezwirntes und ungezwirntes						
„ ungefärbtes	100 ℔	2	48	1	27	in Packen 8 Pc.
„ gefärbtes	„	5	20	3	12½	in Packen. 8 „
„ Sonstige Baumwollenmanufacte	„	15	—	9	18	
„ Shawls und Shawlstücher	„	1	24	—	37½	
Bernstein		frei				
Besen	100 Stiege	8	32	5	10	
Betten (ausgefüllte Federbetten) imgleichen Matratzen	100 ℔	8	32	5	10	
* Bettbühren:						
„ aus Wolle und Wolle in Verbindung mit andern Materialien	„	12	48	7	39	
„ alle andere (leinene etc.)	„	10	40	6	24½	
Bibergeil		frei				

stöcke, s. Weiden. — Barattband, s. Band. — Barchend (Bettbarchend, Futterbarchend, Kleiderbarchend) oder Parchend, s. Baumwollenwaaren. — Barometer, s. Instrumente, physikalische. — Basthüte, s. Stroh- und Spanarbeit. — Bastmatten: zum Packen, s. Matten, andere, s. Stroh- und Spanarbeit. — Battist von Leinen, s. Leinen, dito von Baumwolle, s. Baumwollenwaaren. — Baumöl, s. Oel. — Baumwollen-Band, s. B. dito Posamentirwaaren, s. P. dito Haartuch, s. H. — Beeren, s. Obst. — Berberisholz, wie Färbeholz. — Berberiswurzeln, wie Färbekräuter. — Berlinerblau, s. Farben, Maler-. — Bestecke mit Instrumenten, wie Instrumente. — Bettbühren, ganz oder theilweise aus Baumwolle, s. Baumwollenwaaren. — Biber- oder Castorhaar, s. Haar. — Bieressig, s. Essig. — Bilderbogen, s. Papier, buntes. — Bindfaden, wie Seilerarbeit. — Birnen.

℔ Pott		100 Bout.
Bildhauer- und Steinhauerarbeit:		
„ Kunstsachen, als Statuen, Büsten, Basreliefs		
„ Geräthe (Utensilien) mit gedrechselter und gravirter Arbeit, oder mit Figuren und andern Verzierungen, als Uhrfutterale mit und ohne Uhrwerk, Vasen, Lampen, Leuchter etc., auch mit einzelnen Theilen von Metall	100 ℔	
„ simple Arbeit, als Leichensteine, Tischplatten, Mörser, Gesimse etc.		
„ von Marmor, Alabaster, u. Porphyr		
„ von Sandstein, Serpentinstein und anderen gröberen Steinarten.	1000 ℔	„
Bildschnitzerarbeit aus Holz	100 ℔	
Bimstein		
Blaufarbe, Blausel, (Sächsisch Blau, Schmalte)		„
Blei in Blöcken und Mollen, sowie altes Bleigut, namentlich auch altes Futterblei		
„ in Rollen und Platten		
„ in Röhren	„	—
Bleierz	„	—
Bleifedern:	„	—
„ grobe für Handwerker		
„ feine und Mittelsorten	„	1
Bleiweiss	„	31
Bleizucker	„	1
Blocksteine, Blöcke von Marmor	„	1

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Blonden, Bobinett, Flor und Tüll, bordirte und unbordirte, von Seide, Baumwolle oder Leinen und von Gemischen aus diesen Materialien 100 ℔	30 —	18 36	
Blumen, gemachte:			
„ ohne Einpackung 1 ℔	5 —	3 6	
„ mit Einpackung (Schachtel etc.) 1 ℔ brutto	1 24	— 37½	
Blumen und Blumenpflanzen	frei		
Blumenzwiebeln	frei		
Blutstein	frei		
Böttcherarbeit, alle nicht unten angegebene, namentl. aptirte Stäbe u. Bodenstücke 100 ℔	1 4	— 31½	
Bohnen 1 Tonne	— 24	— 7½	
„ Mehl, 100 ℔	— 64	— 20	in Säcken von Leinen 3 Pc.
Bolus, weisser und rother, sammt terra sigillata	frei		
Bork oder Lohe	frei		
Borax, roher und raffinirter	frei		
Bouillontafeln 100 ℔	5 20	3 12½	
Branntwein und Spirituosa aller Art:			
„ Genever in Flaschenkellern (mit Einschluss des Zolles für die Flaschen-Keller und Flaschen):			
„ in rothen, mit 15 Flaschen à 1¾ Pott 1 Stück	1 48	— 45	
„ in grünen, mit 12 Flaschen à 1¼ Pott „	— 88	— 27½	
„ Rum, von St. Croix ausklarirter, oder nach Zollzettel auf St. Thomas und St. Jan producirter, wenn derselbe in inländischen Schiffen von diesen Inseln eingeführt wird 30 Viertel	2 —	1 12	
„ aller andere Branntwein aus Trauben, Korn und Kartoffeln und aller andere Genever und Rum, auch Arack etc.			
Branntwein und Spirituosa aller Art:			
„ in Fässern:			

Blumen, aus Stroh gemachte, s. Stroharbeit. — Bobinet, s. Blonden. — Bodenstücke ohne Stäbe, wie Stäbe unter ¾ Ellen, s. Stabholz (sub rubr. Holz). — Böcke, wie Schafe. — Böte, s. Schiffsböte. — Böttcherarbeit, finnische (finnisches Holzgut), s. Holz. — Bouteillen, s. Glas.

36 Rbts. oder $11\frac{1}{4}$ β vorm. Cou[illegible] mehr, also für Spiritus von $8\frac{1}{4}$ Gra[illegible] 12 Rbth. 36 β, von $8\frac{1}{2}$ Grad 1[illegible] Rbth. 72 β u. s. w.		
„ in Flaschen (mit Einschluss des Zolles für die Flaschen) à $\frac{3}{4}$ Pott	100 Bout.	
Braunstein		
Brennholz		
Brod, aller Art (hartes u. weiches)	100 ℔	
Buchdruckerschwärze		
Buchweizen	„	
Bücher, gedruckte, mit dazu gehörigen Kupferstichen, gebundene und ungebundene	1 Tonne	
Büchsenschmiedearbeit: Flinten- und Pistolenläufe in roher Arbeit	100 ℔	1
„ alle andere Büchsenschmiedearbeit, mit und ohne Schaft	100 ℔	12
Bürstenbinderarbeit, als: Theerquäste, Kehrbesen, Maurer- u. Malerquäste, Pinsel u. Bürsten aller Art:		
„ grobe in Verbindung mit unpolirtem und unlackirtem Holze oder Eisen	100 ℔	4
„ feine, in Verbindung mit polirtem oder lackirtem Holze, oder mit anderen Materialien	100 ℔	25
Butter	1 Tonne (224 ℔ netto)	6

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Cacao 100 ℔	2 32	1 22	in Fustagen 12 Pc. in Säcken v. Leinen 3 „
Caffebohnen, mit u. ohne Schale „	2 8	1 14½	in Fust. u. Kisten: „ üb. 400 ℔ brto. 14 „ „ v. u. unter 400 ℔ brutto 17 „ in Säck. v. Leinen 3 „ in einf. Gunnis. 2 „ in doppelten „ 4 „
Caffe, gebrannter, Cichoriencaffe und alle andere gebrannte Caffesurrogate	einzuführen verboten		in einf. Binsens. à St. 2 ℔ in dopp. Binsens. à St. 4 „
Campher, raffinirter und roher „	frei		
Canariensaamen „	— 80	— 25	in Embige. v. L. 3 Pc.
Caneel, ächter und unächter oder cassia lignea. „	5 20	3 12½	Caneel, oh. Unterschied d. Embig. 16 „ Cassia lignea: „ in Kisten 28 „ „ in Strohmatten 12 „
Canonen von Metall „	8 32	5 10	
Capern „	2 48	1 27	in Fustagen 20 „ in Flasch. u. Gläs., „ verp. in Kisten 50 „ „ oh. diese Verp. 40 „
Cardamom: „ ächter „	25 —	15 30	in Fust. u. Kisten 28 „ in Säcken v. L. 3 „ in einf. Gunnis. 2 „ in dopp. „ 4 „
„ wilder „	5 20	3 12½	in einf. Binsens. à St. 2 ℔ in dopp. „ à St. 4 „
Carristoff „	12 48	7 39	in Flasch. u. Gläs., „ verp. in Kist. 50 Pc. „ oh. diese Verp. 40 „
Castanien „	1 4	— 31½	in Fust. u. Kisten 16 „ in Embige. v. L. 3 „

Cadmium, s. Galmei. — Kaffemühlen, s. Eisenkram (süd rohr. Eisen). — Caleschen, s. Rademacherarbeit. — Calliatur, s. Färbeholz. — Cambricks, s. Baumwollenwaaren. — Cameelgarn, wie Wollengarn. — Cameelhaar, s. Haar. — Campescheholz, s. Färbeholz. — Candiszucker, s. Zucker. — Caneel, weisser, wie Rinden für Apotheker. — Caningarn, wie Wollengarn. dito verarbeitetes (Arbeit aus Caningarn), s. Wollenwaaren. — Canonen von Eisen, s. Eisen. — Cantillen, wie Goldsteherarbeit. — Carmin, s. Farben, Maler-. — Cascarilla, s. Rinden für Apotheken. — Casselergelb, s. Farben, Maler-.

Chocolade	
Cichorienwurzeln	
Cider- oder Obstwein	1 Ton
Cochenille.	
Cölnische Erde, weisse	100
Corinthen	
	„
Cravatten	
Cureuma, Curcumei	1 ℔
Dachreth	
Dachziegel:	
„ unglasirte	1000 Stück
„ glasirte	1000 „
Datteln	100 ℔

Cassia fistula, s. Saamenarten für Apoth
Castorgarn, wie Wollengarn. dito ver
s. Wollenwaaren. — Castorhaar, s. Haa
Catun, s. Baumwollenwaaren. — Ca
Holz. — Chagrin, s. Felle u. Häute. —
ciell tarifirte, wie Apothekerwaaren. —
ken. — Chinawurzel, s. Wurzel für
Caffe. — Cideressig, s. Essig. — Cigarre
nensaft, s. Orangen. — Citron-Asia, s.
musikalische. — Claviersaiten, s. Saiten.
kelkörner, s. Saamenarten für Apotheker
für Apoth

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth.	Ct.	Tara.	
Devisen (Conditorwaare)	100 ℔	5	20	3	12½	in Kisten	16 Pc.
Dinte und Dintepulver	„	6	24	3	43½		
Dochte:							
„ Lampendochte, gewebte baumwollene, mit und ohne Wachs.		15	—	9	18		
Drechslerarbeit:							
„ grobe aus grobem Holze, namentlich auch sogenannte Schiffsblöcke	„	6	24	3	43½		
„ Kunstdrechslerarbeit:							
a. aus Horn, Knochen, Fischbein, Cocosnüssen, u. Holz, oder aus mehreren dieser Materialien zugleich, mit u. ohne Beschlag, imgleichen Kämme u. Knöpfe aus diesen Materialien	100 ℔	25	—	15	30		
b. aus Elfenbein, Perlmutter, Bernstein u. Schildpatte, od. aus mehreren dieser Materialien zugleich, mit u. ohne Beschlag, imgleichen Kämme u. Knöpfe aus diesen Materialien	1 ℔	1	64	1	2		
c. aus einer Verbindung der unter a. u. der unter b. rubricirten Materialklassen	100 ℔	13	32	20	40		
Dünger		frei					
Edelsteine, uneingefasste, ächte		frei					
Eier	100 Stiege	3	12	1	45¾		
Eisen:							
„ Roheisen u. altes (nur zu weiterer Bearbeitung dienliches) Guss- u. Schmiedeeisen		frei					
„ in Stangen u. Bänden	100 ℔	—	36	—	11½		
„ in Ballasteisen	„	—	20	—	6¼		
„ geschmiedetes Eisen:							
„ Eisen u. Stahldraht	„	1	48	—	45		
„ Nägel u. Spiker,							
„ von 3 Zoll Länge u. darüber	„	1	32	—	30	in Fustagen	8 Pc.
„ kleinere	„	2	8	1	14½	in Kisten	20 „

Schwerdtfegerarbeit. — Degenklingen, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Dochtengarn, wie Garn. — Drachenblut, wie Gummi. — Drahtkörbe, s. Nadlerwaaren. — Drehorgeln, s. Instrumente, musikalische. — Drillich, s. Leinen. — Druckerschwärze, s. Buchdruckerschwärze. — Dunen, s. Federn.

Edelsteine, uneingefasste, unächte, wie Glasschmelz. dito eingefasste werden zugleich mit der Einfassung gewogen und wie diese verzollt. — Eiderdunen, s. Federn. — Eiergrütze, s. Grütze. — Eisen, andere, oben nicht specificirte Eisen- u. Stahlschmiedearbeit, s. unten sub. rubr. Eisen-

„ schwarze oder unverzinnte
„ weisse oder verzinnte
„ Schiffsanker.
„ am inländ. Strande oder Fahrwasser geborgene Ankerketten, Wasserkisten, Dampfkessel, imgleichen Ambosse
„ gegossenes Eisen:
„ Kanonen, Bomben, Granaten und Kugeln
„
„ sonstige Gusseisenwaaren:
„ grobe, als: Oefen, Grapen, Kochtöpfe, Pfannen, Casserollen, Tiegel Kessel, Comfore (Confords), Feuerheerdplatren, Ofenröste, Röhren, Retorten, Geländer u. Gitter, Wagen u. Gewichte etc.; imgleichen: grobe abgeschliffene, abgefeilte, abgedrechselte Gusseisenwaaren, namentlich abgedrehte Mörser, abgeschliffene Streich- u. Bügeleisen, Achsen u. Zapfen, Balancen, Sprossen zu Treppengeländern, abgeschliffene Ambosse u. Hämmer; ferner: Theile zu Maschinen, namentlich ausgebohrte Cilinder, abgedrechselte Walzen etc. 100 ℔
„ feinere, abgefeilte, polirte, ciselirte Gusseisenwaaren, als: Leuchter, Gestelle zu Lichtschirmen, imgleichen zu Uhren; Lampen, Präsentir- u. andere Teller od. Becken, Schreib-

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth-	Rth.	Ct-	Tara.
Eisen: gegossenes.				
nadeln, Kreuze, Pettschaften, Uhrketten, Halsketten, Uhrhaken, Strickhaken, Leib- u. Armbänder, Schnallen etc. 100 ℔	33	32	20	14
„ Eisenkram: grobe Eisen- u. Stahlschmiedearbeit, als: Schraubstöcke, Hämmer, Balancen, Hufeisen, Ofenröhre, u. andere Arbeit aus Eisenplatten; Bratpfannen, Spaten u. Schaufeln, Sensen, Sicheln u. Häckselmesser, Meissel u. Stemmeisen, Gesimseisen, Hobeleisen, Beile, Bohrer, Sägeblätter Wollscheeren, Brodmesser, ordin. Taschenmesser (Einlegemesser), Locheisen (Durchschläge) Säbel- u. Degenklingen, Feile, Raspeln, Feuerzangen u. Schaufeln, Propfenzieher grobe Feuerstähle, Schlösser, Riegel, Thürbänder, Thürangeln, Holzschrauben, Caffemühlen, Schlittschuhe, Säbel- (u. Degen)-Scheiden, Fischangeln, Segel-, Pack., Spick- u. Schnürnadeln, Spornen u. Schnallen aller Art (blanke, schwarze, lakirte u. verzinnte) 100 ℔	3	12	1	45¾
„ feine Eisen- u. Stahlschmiedearbeit, als: Tischmesser, Rasirmesser Federmesser u. feine Taschenmesser, Scheeren, Lichtscheeren, feine Feuerstähle, Stricknadeln, Carabinerhaken, chirurg. Instrumente, Knöpfe, Uhrketten u. andere incrustirte, facettirte u. plettirte Arbeit nebst Bijouteriewaaren von Stahl 100 ℔	16	64	10	20
ferner: Eisenblechwaaren (Blechschlägerarbeit aus Eisenblech)				
„ lakirte u. gemalte, mit u. ohne Plettirung 100 ℔	16	64	10	20
„ weisse oder unlakirte „	8	32	5	10

Electrisirmaschinen, s. Instrumente, physikalische. — Elfenbein, gebranntes, wie Beinschwärze, s. Knochen. — Elfenbeinplatten, wie Drechslerarbeit. — Emaille, wie Glasschmelz. — Englische Erde, s. Erde. — Enten, s. Vögel. — Erde, Cölnische, s. Cölnische Erde. — Essenzen, wohlriechende, wie Wasser, wohlriechendes. — Etuis und Kästchen, als: Näh-, Barbier-, Frisir-Kästchen etc., wie Galanteriewaaren.

Erde, als: Pfeifenthon, Mergel, er
sche Erde, Porzelanerde (Puzzol
s. P.), Zuckererde und alle an
nicht speciell tarifirte Erd-, Thon
Mergelarten.

Erze, ungeschmolzene, aller Art
Esel und Maulesel 1 St

Essig, Bieressig 1 Tonne (64 Kan

„ Wein- u. Cideressig 1 Oxh. (30 Vie

„ Kräuteressig (mit Einschluss d. Zol
für die Flaschen) 100 Bout. à $\frac{3}{4}$ P

Färbeholz, aller Art in Stücken 100

„ in Spänen, geraspeltes, gemahl. „

Färbekräuter, soweit sie nicht speciell tarifirt sind „

Fajence (Steinzeug), weisse u. farb. „

Farben, Maler-, soweit sie nicht na
dem Alphabet tarifirt sind

„ feinere, als: Neublau, Berlinerbla
Bremerblau, Bremergrün u. ander
grüne Malerfarben, Berlinerroth, Flo
rentinerlak, Kugellak u. andere Lak
farben, Carmin, Zinnober, Ultramari
u. dgl. imgl. Farben zum Zeichnen
als: Pastellfarben, Saftfarben, Tusch
etc. in Blasen, Gläsern, Täfelchen u.
Kästchen 100 ℔

„ gröbere, als: Braunroth (Englisch-,
Schwedisch-, Preussischroth (Oker,
Umbra u. braune Cölnische Erde, s.
C.) u. andere nicht namentlich ge-
nannte gröbere Malerfarben 100 ℔
(Bleiweiss, Sittgelb, Schmalte, Kien-
russ, Mennig, Spanisch Grün sind

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth.	Ct.	Tara.
Federn, Bett-						
„ Flaumfedern oder Dunen:						
„ Eiderdunen	„	33	32	20	40	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
„ andere Dunen	„	8	32	5	10	in Emblge. v. L. 4 „
„ andere Bettfedern	„	4	16	2	29	in Emblge. v. L. 4 „
„ Schreib- (Federkiele, Federposen), ohne Unterschied präparirt oder roh.	„	40	—	25	—	in Kisten 45 „
„ Schmuck- (Plümagen),						
„ von Straussfedern	1 Dutzend	2	—	1	12	
„ von andern Federn	1 ℔	3	32	2	4	in Fust. u. Kist. 14 „
Feigen	100 ℔	1	4	—	31½	in einf. Binsenm. à St. 2 ℔
Feldspath		frei				in dopp. Binsenm. à St. 4 „
Feldsteine		frei				
Felle und Häute:						
„ Felle, unbereitete:						
„ Rennthierfelle, Elendsthierfelle, Hirsch- und Rehfelle		frei				
„ Schaaf- u. Lammfelle, Kalbsfelle, Schweinsfelle, Ziegenfelle		frei				
„ weissbereitete Felle, sämischgares Leder v. Rennthieren, Elendsthieren, Hirschen u. Rehen, imgl. v. Ziegen, sowie v. Schaafen u. Lämmern sammt von Kälbern	100 ℔	16	64	10	20	
„ gegerbte Felle (lohgares Leder):						
„ Kalbsleder,						
„ unlakirtes	„	16	64	10	20	
„ lakirtes	„	33	32	20	40	
„ Schweinsleder	„	33	32	20	40	
„ Häute von grossem Rindvieh u. Pferden,						
„ unbereitete:						
„ trockene unter 20 ℔ pro St.	„	4	16	2	29	
„ von und über 20 „ pro „	„	frei				
„ nasse u. gesalzene unter 40 ℔ pr. Stück u. mit Kopf, Hörnern u. Schwanz unter 48 ℔ pro St.	„	2	8	1	4½	
„ von u. über resp. 40 u. 48 ℔ pr. St.		frei				
„ bereitete Häute oder Leder:						
„ Sohlleder		8	32	5	10	

holz. — Fernröhre, s. Instrumente, optische. — Fett, s. Schmalz. — Feuerschwamm, s. Schwämme. — Filz, wie Wollenwaaren. — Finnische Holzwaaren, s. Holz. — Firniss, s. Farben, Maler-. — Fischangeln, s

„ unlakirtes
„ lakirtes
„ weissbereitetes
„ Juchten
„ Felle u. Häute, zubereitete, als: Corduan, Saffian, Chagrin, Marc quin, ferner: vergoldetes und ver silbertes, auch mit Figuren ver ziertes Leder, imgleichen Perga ment 100 ℔
Feuerzeuge, chemische, aller Art
Fischbarden, Wallfischbarden, ungespaltenes Fischbein
„ gespaltenes Fischbein
Fische: frische:
„ Austern 1 Tonne (c. 800 St.)
„ andere
„ gesalzene oder eingemachte:
„ Anschovis 100 ℔
„ Lampretten, Neunaugen, Muscheln, Sardellen, imgl. Caviar „
„ Austern „
„
„ Aale
„ —
„ Lachse
„ Heeringe „ 3
andere Arten 1 Tonne 1
„ in Tonnen gesalzene od. eingemachte (namentlich auch Rogen zum Fischköder), ohne Unterschied, ob das Gebinde ganz voll ist

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Fische:			
„ geräucherte:			
„ Lachse (auch im Dänischen s. g. „raeset Lax") 100 ℔	5 20	3 12½	
„ Aale u. alle andere Arten „	— 80	— 26	
Flachs, ungehechelter „	1 4	— 31½	in Matten à Stück 4 ℔
„ gehechelter. „	3 12	1 45¾	in Matten à „ 4 „ in Embige. v. L. 4 Pc.
Fleisch von Hornvieh, Schaafen, Lämmern, Schweinen etc.			
„ frisches	frei		
„ gesalzenes „	1 4	— 31½	
geräuchertes (namentlich auch geräucherte Ochsenzungen) „	2 8	1 14½	in Fustagen 28 „ in Pustegen 18 „ in Embige. v. L. 3 „
Fliesen, v. Marmor u. Alabaster 100 [] Fuss	3 32	2 4	
„ gothländische u. andere ders. Art 100 Stück	1 32	— 40	
Flintensteine oder Feuersteine 100 ℔	2 8	1 14½	in Kisten 12 „
Flores Cassiä (Zimmtblumen).	frei		
Folie, Spiegelfolie u. F. f. Tischler „	4 16	2 29	
Fustagen u. Kasten, leere, sofern sie alt u. nicht Gegenstand des Handels sind	frei		
Galanteriewaaren aus verschiedenem Material, alle nicht namentlich genannte, soweit sie nicht unter die Rubrik: Kunstdrechslerarbeit (s. Drechslerarbeit) fallen 100 ℔	33 32	20 40	
Galläpfeln und Knoppern	frei		
Galmei	frei		
Gartengewächse:			
„ frische Kohlköpfe aller Art 1 Schock	— 20	— 6½	

Tischlerarbeit. — Flaumen, s. Schmalz. — Fleisch (Speck, s. S. Geflügel, geschlachtetes, s. Vögel. — Wild, geschlachtetes s. Wild). — Fliesen, thönerne, s. Mauersteine. — Flinten, s. Büchsenschmiedearbeit. — Flöten, s. Instrumente, musikalische. — Flor, s. Blonden. — Florband, s. Band. — Florentinerlack, s. Farben, Maler-. — Floretwaaren, wie Seidenwaaren. — Flottholz, s. Zollholz. — Flügel, s. Instrumente, musikalische. — Folie zu Goldstickerei, wie Goldzieherarbeit. — Fortepianos, s. Instrumente, musikalische. — Frangen, goldene und silberne, s. Goldzieherarbeit. dito andere, s. Posamentirwaaren. — Früchte, s. Obst.

Gänse, s. Vögel. — Galgantwurzel, s. Wurzel für Apotheken. — Gardinnesseltuch, s. Baumwollenwaaren. Garn, s. die einzelnen Arten, wie: Baumwollen-, Wollen-, Leinengarn. dito Angora-, Caninchen- und Castorgarn, wie Wollengarn. — Gartengewächse, eingemachte, nicht speciell tarifirte, wie Obst, eingemachtes. — Gartensaamen, s. Saamen. — Gaze,

..., Petersilie-, Selle
Wurzeln, rothe Beeten 100 Ton
„ alle andere, nicht speciell tarifi
frische, getrocknete und gesalze
100

Gemälde, imgleichen Kupferstiche, s
wie Lithographien u. Stanograph.
Gerste 1 Ton
Gips: pulverisirter 100 „
Gipsfiguren, Gipsabgüsse
Glätte, Blei-, Silber-, Goldglätte 100
Glaswaaren:
(Für den Bruch wird keine Ver
gütung gegeben).
„ Fensterglas:

„ Tafelglas aller Art (grünes u.
weisses) 100 ℔
„ Kronglas aller Art, mit Aus-
nahme von Scheiben
„ in Scheiben „
„ Dachscheiben von Glas (grüne u.
weisse) so wie Gläser zur Ein-
fassung in's Verdeck etc. auf Schif-
fen, imgleichen Gläser zu Leucht-
feuern. 100 ℔
„ Spiegelglas,
„ unfoliirtes,
das St. zu 100 □ Zoll und dar-
unter 100 St.

von 101 bis 150 □ Zoll		„	
„ 151 — 200	„	„	1
„ 201 — 250	„	„	1
„ 251 — 300	„	„	25
„ 301 — 350	„	„	33
„ 351 — 400	„	„	41

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Glaswaaren:			
— Spiegelglas, unfoliirtes.			
von 451 — 500 [] Zoll 100 St.	75 —	46 42	
„ 501 — 550 „ 1 Stück	— 88	— 27½	
„ 551 — 600 „ „	1 8	— 32½	
„ 601 — 700 „ „	1 32	— 40	
„ 701 — 800 „ „	1 64	1 2	
„ 801 — 900 „ „	2 24	1 19½	
„ 901 —1000 „ „	2 64	1 32	
„ 1001 —1100 „ „	3 40	2 6½	
„ 1101 —1200 „ „	3 80	2 19	
„ 1201 —1300 „ „	4 20	2 30¼	
„ 1301 —1400 „ „	5 —	3 6	
„ 1401 —1500 „ „	5 48	3 21	
„ 1501 —1600 „ „	6 —	3 36	
„ 1601 —1700 „ „	7 —	4 18	
„ 1701 —1800 „ „	8 —	5 —	
u. s. w. für jede fernere 100 [] Zolle 1 Rbth. oder 30 β Ct. à Stück mehr.			
„ foliirtes Glas, mit und ohne Rahmen, wird nach obigem Tarif mit 50 Pc. Erhöhung verzollt.			
„ andere Glaswaaren:			
„ Flaschen von grünem Glase (grüne Bouteillen)			
„ von ½ Pot u. darunter 100 St.	1 24	— 37½	
„ über ½ Pot bis 1 Pot incl. „	1 64	1 2	
„ über 1 Pot, incl. Glasgefässe zum Einmachen etc. . à 100 Pot Gehalt	1 64	1 2	
„ Flaschen von weissem u. blauem Glase, ohne geschliffene Zierrathen, wie ungeschliffene Glaswaaren.			
„ Flaschen mit Geflecht umgeben, wie andere Flaschen.			
Bouteillen, Flaschen, Kruken, welche als Behälter eingehender zollbarer Waaren dienen, werden nicht besonders verzollt. Bei Verzollung nach dem Gewicht wird den in solchen Behältern eingehenden Waaren die für selbige festgesetzte Tara gegeben.			
„ grüne und weisse Medicingläser, Retorten und Kolben zu chemischen und und physicalischem Ge-			

„ wenn sie für sich, ohne mit anderen Glaswaaren zusammengepackt zu sein, eingehen	100		
„ sonst, wie andere ungeschliffene und ungepresste Glaswaaren.			
„ andere ungeschliffene und ungepresste Glaswaaren aller Art, imgleichen gepresste Trinkgläser. Als ungeschliffene Glaswaaren werden auch Trinkgläser mit abgeschliffenem Boden und Hüttenrande behandelt.			
„ geschliffene u. andere gepresste Glaswaaren aller Art, imgleichen Uhrgläser und Glaskapseln zu Tafeluhren, Vasen etc.	100 ℔		
Glasscherben			
Globen			
Glockenspeise			
Gold in Barren und Bruch, imgleichen gemünztes			
„ verarbeitetes, mit Einschluss dessen, was in Gold gefasst ist	1 Loth		
„ Blattgold (Goldschaum), ächtes u. unächtes	100 ℔	1	
Goldzieherarbeit:			
„ unächte Gold- u. Silberspitzen	„	2	
„ alle andere ächte und unächte Goldzieherarbeit.			
Graphit	1 ℔	2	
	100 ℔	—	
Graupen u. Grütze: Perlgraupen, imgleichen Eiergrütze oder Hirse, auch Mannagrütze	100 ℔	1	

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth-Ct.		Tara
Graupen alle andere Sorten Graupen, imgleichen Grütze v. Gerste, Buchweizen, Hafer	100 ℔	1	4	— 31¼	in Fustagen 12 Pc. in Säcken 2 „
Griffel von Schieferstein	„	—	64	— 20	
Gummi aller Art	„	4	16	2 29	in Fust. u. Kist. 16 „ in Embige. v. L. 3 „
Gurken, gesalzene	„	—	32	— 10	in Fustagen 20 „
Gurten von Leinen	„	10	40	6 24½	
„ von Wolle	„	12	48	7 39	
„ von Baumwolle	„	15	—	9 18	
Haar:					
„ Krullhaare	„	5	20	3 12¼	in Embige v. L. 4 „
„ Pferdehaare, rohe, gesottene		frei			
„ Schweinsborsten		frei			
„ alle andere Haare		frei			
Haartuch, u. Flaggentuch v. Wolle	„	25	—	15 30	
Hafer	1 Tonne	—	21	— 7½	in Fust. u. Kist. 12 „ in Embige. v. K. 3 „
Hagel	100 ℔	1	4	— 31¼	
Handschuhmacherarbeit:					
„ Handschuhe aller Art, sowohl genähete als bloss zugeschnittene	1 „	1	24	— 37½	
„ alle andere Handschuhmacherarbeit, als Jacken, Hosen, Hosenträger, Bettlaken etc.	„	—	64	— 20	
Hanf, ungehechelter	100 ℔	—	48	— 15	in Matten à St. 4 ℔
„ gehechelter	„	1	48	— 45	
Hanfsaamen	„	frei			
Harz, gemeines (Kienharz, Fichtenharz), braunes und gelbes	„	—	24	— 7½	in Fust. u. Kist. 16 „ in Matten à St. 4 „
Hausenblase, in Ringeln u. Blättern	1 „	—	40	— 12½	in Kisten 16 „ in Embige. v. L. 4 „
Hecheln:					
„ kleine v. Messing u. Eisen	100 Paar	4	16	2 29	
„ grosse englische (Fabrikhecheln)	1 „	1	64	1 2	
Heede, von Flachs	100 ℔	—	48	— 15	in Matten à St. 4 ℔

Messing. — Gurken, frische, wie Gartengewächse. dito in Essig eingemachte, s. Asia. — Gurten von Hanf, wie Seilerarbeit.

Haarlocken, s. Perückenmacherarbeit. — Haarnadeln, s. Nadeln. — *Haartuch von Wolle in Verbindung mit anderen Materialien, nach dem Material. Alles andere Haartuch, von Leinen (Pferdehaaren, wie Leinen), von Baumwolle, s. Leinen, Baumwollenwaaren. — Häute, s. Felle. — Hafer-Grütze, s. Graupen und Grütze. — Hafer-Mehl, s. Mehl. — Hafnererz und Glasurerz (Alquifoux), s. Erze. — Haken und Oeschen, wie Stecknadeln, s. Nadeln. — Hanföl, s. Oel. — Harfen, s. Instrumente, musikalische. — Guajac-Harze und andere, im Tarif nicht namentlich an-

...peltes und ungeraspeltes

Holz:

1) feine Holzsorten für Tischler
Drechsler:
„ Mahagoni
„ Ebenholz 100 (
„ Pockholz
„ Buxbaum

2) Eichen-, Fichten-, Tannen u.
alles andere, nicht speciell tarif
Zimmer-, Bau- u. Nutzholz „
ferner:

a. wenn es in ganzen, keine ande
Waaren enthaltenden Schiffsl
dungen eingeht, für das im Schiff
raum unterhalb des Verdecks
befindliche Holz von jeder Com
merzlast der Trächtigkeit de
Schiffes.

b. wenn bei gemischten, den ganzen
Schiffsraum bis an das Verdeck
ausfüllenden, Ladungen das ge-
ladene Holz den grössten Theil
der Ladung unterhalb des Ver-
decks ausmacht und der übrige
Theil der Ladung unterm Ver-
deck in Pech, Theer, Salz, Stein-
kohlen, Schleifsteinen oder Eisen,
und nicht in anderen Waaren be-
steht, mag gleichfalls die Ver-
zollung des geladenen Holzes
nach der Trächtigkeit des S...
fes statt...

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Holz: Inhalt des ganzen Schiffsraumes abgezogen, und nur von dem also ermittelten Commerzlastenraum, welcher im Schiffe mit Holz wirklich bestaut ist, wird der Zoll vom Holze erhoben. Nach Maassgabe des Raumes, welchen 1 Commerzlast Holz im Schiffe bestaut = 150 Cubikfuss, muss demnach für jede einen gleichen Raum im Schiffe bestauende Quantität anderer Waaren 1 Commerzlast von dem Gesammtbetrage der Commerzlasten, zu welchen das Schiff gemessen ist, in Abgang gebracht und die solchergestalt zur Kürzung Einer Commerzlast erforderliche Quantität:			
von Pech zu 24 Tonn.			
„ Theer zu 24 „			
„ Salz (das lose im Schiffe liegt) zu 32 „			
„ Steinkohlen (die lose im Schiffe liegen) zu 24 „			
„ Schleifsteinen zu 100 Cbkf.			
„ Eisen in Stangen zu 60,000 ℔			
„ Gusseisenwaaren zu 40,000 „			
angesetzt werden. Wenn die hiernach für solche, ausser dem Holze geladene Waaren sich ergebende Lastenzahl an dem Gesammtbetrage der Commerzlasten, zu welchen das Schiff gemessen ist, zum Abgang gebracht wird: so ergiebt die übrig bleibende Lastenzahl, für wie viele Commerzlasten der unter lit. a. angegebene Zollsatz berechnet werden soll.			
c. Deckslasten, sowie Holzladungen in Schiffen ohne Verdeck, nicht minder auch Holzladungen, welche zugleich mit anderen als den unter lit. b. genannten Waaren eingehen, sind aufzumessen und dem Cubikinhalte nach zu verzollen. Dies gilt auch dann, wenn Holz in einem nicht voll belade-			

[illegible], nach der vollen Tr
tigkeit des Schiffes zu verzo

„ Finnisches Holz und Holzgut (Ba
tröge, Kübel, Bütten, Schaufeln e

„ wenn es in ganzen Schiffsladun
verzollt wird à Comm.-L

„ wenn es als besonderer Theil ei
Gesammtladung zur Verzollung
gegeben wird, oder sonst in e
zelnen Parthieen zur Verzollu
kommt 100

„ Stabholz und Tonnenstäbe:

„ Stäbe v. $\frac{7}{4}$ Ell. Höhe u. darüb
120 S

„ zwischen $\frac{7}{4}$ u. $\frac{4}{4}$ Ell. Höhe „

„ von $\frac{4}{4}$ Ell. Höhe u. darunter „
(Von Bodenstücken werden 2 au
Einen Stab gerechnet.)

„ andere Waaren aus Holz:

„ hölzerne Schachteln aller Art (auch
Apothekerschachteln). 100 ℔

Holzarten für Apotheken, nicht speciell tarifirte, namentlich auch Sassafrasholz

Honig „

Hopfen „

Horn, Hörner: von Rindvieh (auch „
rohe Hornspitzen

Hornplatten. „

Hornvieh oder Rindvieh:

„ Ochsen, Kühe, Stiere und Starken

„ Kälber. 1 Stk.

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth.	Ct.	Tara.	
„ seidene, Mannshüte.	„	50	—	31	12		
„ von Wachstuch, imgl. lakirte, sowie von Seehundsfellen, ferner Strohhüte für Seeleute.	„	8	32	5	10		
Hutformen von Filz (zu Seidenhüten)	„	12	48	7	39		
Indigo	100 ℔	12	48	7	39	in Seronen in Fustagen	16 Pc. 20 „
Ingber, weisser und brauner	„	2	8	1	14½	in Kisten in Fässern in Säcken v. L. in einf. Gunnis. in dopp. „	30 „ 12 „ 3 „ 2 „ 4 „
Instrumente, mathematische, optische, astronomische, physikalische, chirurgische u. dgl. (mit u. ohne Besteck)	100 ℔	20	80	13	1		
„ musikalische: Claviere, (als Fortepianos, Flügel etc.	1 Stk.	32	—	20	—		
„ Harfen	„	12	—	7	24		
„ Violinen, Bratschen, Flöten, Posthörner	1 Dtzd.	1	48	—	45		
„ alle andere musik. Instrumente	1 Stk.	—	64	—	20		
Käse	100 ℔	4	16	2	29	in Kisten in Körben	20 „ 12 „
Kalksteine, Kreidesteine u. Gipssteine		frei					
Kalk, gelöschter u. ungelöschter	100 Tonn.	12	48	7	39		
Karden, Weberdisteln (Wolldisteln)		frei					
Karten, Spiel-		einzuführen verboten					
(Karten, die nur als Kinderspielzeug zu betrachten, werden als Bilderbogen u. buntes Papier verzollt).							

horn. — Hühner, s. Vögel. — Hüte, seidene Damen-, s. Putzsachen. dito von Papier, wie Papparbeit. dito von Stroh, Bast und Span, s. Stroh- u. Spanarbeit. — Hutfutterale, wie Papparbeit. — Hutzucker, s. Zucker. — Hygrometer und Hydrometer, s. Instrumente, physikalische.

Jaconet, s. Baumwollenwaaren. — Jalapwurzel, s. Wurzel für Apotheken. — Jalousien, wie Galanteriewaaren. — Ingber, eingemachter oder candirter, wie Obst, eingemachtes. — Instrumente, mechanische, s. Maschinen. — Johannisbeersaft, wie Obst, eingemachtes. — Jollen, s. Schiffsböte. — Ipecacuanha, s. Wurzeln für Apotheken. — Juchten, s. Leder (sub. rubr. Felle und Häute).

Verzollungs - Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.
Kartoffeln	frei		
Kermeskörner oder Scharlachkörner	frei		
Kienruss 100 ℔	2 8	1 14½	in Taschen u. Tönnch. unter 50 ℔ br. 75Pc. v. 50 ℔ br. u. darüb. 50„
Kisten und Fustagen, leere, soweit sie alt und nicht Gegenstand des Handels sind	frei		
Kleidungsstücke, nach dem Material (dem Manufact), woraus sie bestehen, oder welches den Haupttheil derselben ausmacht, mit 50Pc. Erhöhung.			
Kleie 100 Tonn. (Mandelkleie, s. M.)	8 32	5 10	
Knochen: rohe, namentlich auch Wallfischknochen, (Wallfischbarden, s. Fischbein)	frei		
„ pulverisirte (nicht gebrannte) Knochen (Knochenpulver 100 ℔	— 32	— 10	in Fustagen 16„
„ gebrannte Knochen (Beinschwärze) „	— 80	— 25	in Fustagen 16„
Kohlen, Holz	frei		
„ Stein- (auch Braun-) 100 Tonn.	12 48	7 39	
Korbmacherarbeit:			
„ von ungeschälten Reisern 100 ℔	1 4	— 31¼	
„ von geschälten Reisern, imgl. Körbe von Spänen. „	10 40	6 24½	
„ von gespaltenen Reisern „	60 —	37 24	
Kork.	frei		

Kabelgarn, wie Seilerarbeit. — Kälber, s. Hornvieh. — Kästchen und Etuis, als Näh-, Barbier-, Frisir-Kästchen etc., wie Galanteriewaaren. — Kalkuten, s. Vögel. — Kammacherarbeit, wie Drechslerarbeit. — Kammertuch von Baumwolle, s. Baumwollenwaaren. dito von Leinen, s. Leinen. — Kanonen, s. C. — Karten, geographische, s. Charten. — Kartoffelmehl, s. Mehl. — Kirschen, s. Obst. — Klappholz, wie Stabholz, s. Holz. — Kleesaamen, s. Saamen. — Klempnerarbeit, s. Eisenkram (sub. rubr. Eisen) und Messing- und Gürtlerarbeit (sub. rubr. Messing). — Klingen, Degen- u. Säbel-: ohne Gefäss, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). dito mit Gefäss, s. Schwerdtfegerarbeit. — Klippfische, s. Fische. — Knöpfe: von Knochen, Elfenbein, Horn, Perlmutter, Bernstein, Cocosschaale, und Holz, s. Drechslerarbeit. dito von Glas, s. Glasschmelz. dito von Zinn, s. Zinngiesserarbeit. dito von Eisen und Stahl, s. Eisen. dito von Messing und Metallcomposition, s. Messing. dito übersponnene und überzogene, s. Posamentirwaaren. — Knopfnadeln, s. Nadeln. — Knoppern, s. Galläpfel. — Koffer von Leder, wie Sattlerarbeit. dito von Holz und andern Materialien, wie Tischlerarbeit. — Kohl, s. Gartengewächse. — Kohlentheer, Steinkohlentheer, s. Theer. — Korbweiden, s. Weiden. — Korkpfropfen mit Beschlag, wie Galanteriewaaren. — Krähenaugen, wie Apothekerwaaren. —

Verzollungs - Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto - Gewicht in Bbth.	Rth.Ct.	Tara.	
Korkpropfen	100 ℔	3 12	1 45¾	in Embige v. L.	4 Pc.
Kräuter, Blumen u. Blätter, auch Beeren für Apotheken, soweit sie nicht speciell tarifirt sind	„	1 48	— 45	in Embige. v. L.	4 „
Krapp oder Krappwurzeln	„	— 80	— 25	in Fässern	16 „
Krebsaugen		frei			
Kreide, gemahlene	„	— 64	— 20	in Fustagen	12 „
„ rothe, in Stücken u. gemahlene		frei			
Kuchen (Pfefferkuchen, Honigkuchen, Pfeffernüsse etc.)	„	5 20	3 12¼		
Kümmel aller Art, namentlich auch Malteserkümmel	„	1 48	— 15	in Fustagen in Säcken	16 „ 3 „
Kupfer: Garkupfer u. Kupfermünzplatten, imgleichen altes zum Umarbeiten (Bruchkupfer)		frei			
„ gehämmertes, gewalztes, in Platten u. Blechen, imgleichen Kupferdraht und Kupfernägel	„	5 64	3 26	in Kisten	12 „
„ plettirte Kupferplatten	„	10 40	6 24½		
„ Kupfergut oder Kupferschmiedearbeit,					
„ unpolirte	„	8 32	5 10		
„ polirte	„	16 64	10 20		
„ bronzirte, plettirte u. versilberte	„	33 32	20 40		
Kupferhütchen (Knallhütchen) u. Zündhütchen aller Art zu Percussionsschlössern	„	33 32	20 40	in Kisten in Fustagen	30 „ 20 „
Lak: Siegel	„	16 64	10 20		
„ Lac dye (Lac-Lac)		4 16	2 29	in Seronen	10 „
Lakmus	„	2 48	1 27	in Fust. u. Kist.	16 „
Lakritzensaft	„	1 48	— 45	in Kisten	16 „
Lampen: aus verschiedenen Materialien	„	16 64	10 20		
„ Nachtlampen (Menagelampen)	„	8 32	5 10		
Laternen zu Kutschen	„	16 64	10 20		
Lederwaaren: Arbeit aus Cor-					

Kräuselhaar (Krullhaar), s. Haar. — Kraftmehl, s. Amidam. — Kratzen, Woll-, s. Wollkratzen. — Kreide, weisse, in Stücken, s. Kalksteine. dito rothe in Holz gefasste, wie Bleistifte. dito schwarze, wie Pastellfarben, s. Farben, Maler-. — Krull- oder Krollhaar, s. Haar. — Krystallglas, s. Glas. — Kühe, s. Hornvieh. — Kürschnerarbeit, s. Rauchwerk. — Kugellack, s. Farben, Maler-. — Kugeln, eiserne, s. Eisen. — Kupfertwist (Gewebe von Kupferdraht), wie Kupfergut, unpolirtes. — Kupferrauch, Copperas, wie Vitriol, weisser. Kupferstiche, s. Gemälde.

Lachs, s. Fische. — Lämmer, s. Schafe. — Lahn, s. Goldsieherarbeit. — Lak Gumm-, wie Gummi. — Lakfarben, s. Farben, Maler-. — La-

Leinen: Leinengarn, ungezwirntes, ungebleichtes
gebleichtes und gefärbtes
„ Zwirn ungebleichter
„ gebleichter und gefärbter
„ Sonstige Manufacte aus Leinen
„ gespartelte (zum Gebrauch für Maler) präparirte Leinwand
„ Reepleinwand und andere ganz grobe ungebleichte Leinwand (grobes Pack- u. Sackleinen,) wovon der Werth 8 Rbß das Pfund od. 8⅓ Rbthlr. das Hundertpfund nicht übersteigt.
Leinsaat „
Leuchter, Kron-: von verschiedenen Materialien
Lichter, von Talg „
„ von Wachs, Wallrath u. Mark, imgleichen Stearinkerzen „
Lichtschirme, aus verschiedenen Materialien bestehende „
Linsen „
Lorbeeren und Lorbeerblätter „
Lumpen 100 ℔

---

kritzenwurzel, Süsswurzel, Süssholz, pen aus lakirtem Blech. Bronze, gegos Lampendochte, s. Dochte. — Lamprett mente, musikalische. — Leder, s. Felle schuhmacherarbeit aus Leder, s. H. Sa s. S. — Leinen: Waaren aus L

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Lunten	100 ℔	— 80	— 25	
Maccaroni, Nudeln, Vermicelli		4 16	2 29	in Kisten 30 Pc.
Magnesia	„	1 4	— 31$\frac{1}{4}$	
Mais	1 Tonne	— 48	— 15	
Malz	„	— 40	— 12$\frac{1}{7}$	in Fustagen 12 „
Mandeln	100 ℔	3 12	1 45$\frac{3}{7}$	in Strohmatten 8 „
Mandelkleie	„	3 12	1 45$\frac{3}{7}$	in Säcken 4 „
Manna		frei		
Marienglas		frei		
Maschinen, als: Dampfmaschinen, Dreschmaschinen, Kornreinigungsmaschinen, Kratz-, Spinn- u. Scheermaschinen, Papiermaschinen u. andere dergleichen im Industrie- und Fabrikwesen, sowie in der Landwirthschaft, anwendliche Maschinen u. Theile zu Maschinen, soweit sie nicht namentlich zum Zoll angesetzt sind	100 ℔	2 8	1 14$\frac{1}{7}$	
Masken	„	16 64	10 20	
Matratzen (mit Krullhaaren gefüllte)	„	8 32	5 10	
Matten zum Packen	100 St.	— 60	— 18$\frac{3}{4}$	
Mauersteine: doppelte Mauersteine, holländische Klinker u. Mopse, feuerfeste Mauersteine und gebrannte Fliesen	1000 „	2 8	1 14$\frac{1}{7}$	
„ alle andere	„	1 4	— 31$\frac{1}{4}$	
Medaillen von Gold- u. Silber, imgleichen von Bronze		frei		
Meerrettig	100 ℔	1 4	— 31$\frac{1}{4}$	
Meerschaum, roher		frei		
Mehl von Weizen, Gerste, Mais u. Kartoffeln	„	1 48	— 45	in Fustagen 12 „ in Säcken 3 „
„ v. Rocken, Buchweizen, Hafer, Erbsen und Bohnen	„	— 64	— 20	
Mennig	„	1 4	— 31$\frac{1}{4}$	in Fust. u. Kist. 10 „
Messing: neues unverarbeitetes, imgleichen altes zum umarbeiten (Bruchmessing)		frei		
„ Messingdrath:				

Macis, s. Muscat. — Mahagoniholz, s. Holz. — Maismehl, s. Mehl. — Malereien, s. Gemälde. — Malerfarben, s. Farben, Maler-, — Malerpinsel, s. Bürstenbinderarbeit. — Mannagrütze, s. Grütze. — Marabuts, s. Federn, Schmuck-. — Marmor, s. Blocksteine. — Marmorarbeit, s. Bildhauerarbeit. — Maroquin, s. Felle u. Häute. — Marzipan, wie Confect, s. Obst, eingemachtes. — Mastix, wie Gummi. — Meerschaumpfeifenköpfe, s. P. — Melasse, s.

„ polirter
„ versilberter
„ Messingblech u. Messingplatt
„ unplettirte
„ plettirte
„ Messingwaaren und alle Gü
beit aus Messing, Bronze u
deren Metallcompositionen:
„ unpolirte, grob abgefeilte
abgedrechselte, als: Grapen,
ken und Schellen, Mörser
pfenpfannen, Spindelmütter
andereMaschinentheile,Hähne
Zapfen), Thürbeschläge u.
geln (mit Einschluss des
befindlichen Eisens), grobe
gerhüte, Nähringe, Gardinenr
grobe Uhrschlüssel, Rollen
Meubeln, welche auf Rollen
fen), Kessel und Becken, N
mit u. ohne Eisenstifte, img
chen unpolirte Knöpfe. 10
„ polirte u. geschliffene, als Ble
schlägerarbeit von polirtem M
sing „ imgl. polirte Knöpfe 10
„ bronzirte, gefirnisste, plettir
versilberte und vergoldete, a
Leuchter, Lampen, Gardinenb
gel, Tischglocken, Geschirr
Steigbügel, Spornen, Beschläg
Knöpfe zu Schiebladen, Wann
schrauben (Haken und Knöpfe
ferner gepresste Waaren, al
Gardinenschrauben u. Rosetten
Basreliefs u. Bronzeziera

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Bbth.	Rth.Ct.	Tara.
Messing:				
Steine, Uhrfutterale mit und ohne Uhrwerk, Vasen und Tischaufsätze von Bronze, Bijouteriewaren, vergoldete, versilberte und plettirte m. Steinen u. ohne Steine, als: Armbänder, Ohrringe, Fingerringe, Brustnadeln, Uhrketten, Uhrschlüssel etc.	100 ℔	33 32	20 40	
„ Arbeit aus weissen Kupfercompositionen als Neusilber, Argentan, Packfong, imgl. aus brittischem Metall	100 ℔	33 32	20 40	
Metall (Bronze und andere dem Messing ähnliche, nicht namentlich tarifirte Metallcompositionen):				
„ unverarbeitetes		frei		
Meth	1 Tonne	4 —	2 24	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
Modelle aller Art				
Morcheln	100 ℔	6 24	3 43½	in Fust. u. Kist. 16 „
Moschus		frei		
Mühlen- u. Querensteine aller Art	100 Cbkf.	25 —	15 30	
Münzen aller Art		frei		
Muscatblüthe		25 —	15 30	in Kisten 25 „ in Embige. v. L. 4 „
Muscatnüsse	100 ℔	16 64	10 20	in Fust. u. Kist. 12 „ in Embige. v. L. 3 „
Muschelschaalen		frei		
Musicalien		frei		
Nadeln:				
„ Nähnadeln	„	33 32	20 40	
„ Stecknadeln (Kopf- od. Knopfnadeln) u. Haarnadeln sammt Haken u. Oeschen	„	16 64	10 20	
„ andere Nadlerwaaren, als Vogelbauer etc.	„	6 24	3 43½	
Naturalien, als Erd-, Stein- u.				

strumente, optische. — Mineralien, s. Naturalien. — Mineralwasser, s. Wasser, mineralische. — Moos, isländisches, s. Kräuter für Apotheken. — Most, s. Cider. — Mull, wie Baumwollenwaaren. — Multum, s. Wollenwaaren. — Mundharfen von Messing, in Verbindung mit anderem Metall, wie Messingwaaren, polirte. — Muscheln, s. Fische. — Musikalische Instrumente, s. Instrumente, musikalische. Musselin (Muslin), wie Baumwollenwaaren. — Myrrha, wie Gummi.

Nadeln: Pack-, Segel-, Spick- und Schnurnadeln, imgleichen Stricknadeln, s. Eisenkram (sub. rubr. Eisen). — Nägel von Eisen, s. Eisen.

...ere, ausgestopfte
ritus für Naturalienkab
wissenschaftliche Sammlu
Nelken (Gewürznägelein)
kenstiele
Nürnbergerwaaren, als Papp
Spielzeug
Nüsse aller Art, soweit sie
speciell tarifirt sind
Oblaten aller Art
Obst, frisches
» Aepfel und Birnen 10
» Pflaumen, Kirschen, Man
Erdbeeren, Johannisbeer
alles andere nicht genannte
Stein- und Beerenobst
» getrocknetes:
» getrocknete Pflaumen, al
Catharinenpflaumen, Prüne
len, Zwetschen und ander
Pflaumen
» alles andere getrocknete Obst
» eingemachtes (in Zucker, Sy-
rup und Spirituosen), auch Con-
fect und Zuckerwerk
Oel: wohlriechende Oele, namentl
auch Anisöl
» Hanföl 100 ℔ brut
» Leinöl und Rüböl, imgleichen
Palmöl

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Oelkuchen	100 ℔	— 20	— $6\frac{1}{4}$	in Fustagen 20 Pc.
Oliven, auch wenn sie in Gläsern eingehen	„	3 12	1 $45\frac{3}{4}$	in Flasch. u. Gläs., „ verp. in Kist. 50 „ „ ohne d. Verp. 40 „
Opium		frei		
Orangen aller Art, als Citronen, Limonen, Apfelsinen, Pomeranzen etc.				
„ frische	100 St.	— 32	— 10	
„ getrocknete, imgl. Citronen u. Pomeranzenschaalen	100 ℔	1 4	— $31\frac{1}{4}$	in Fust. u. Kist. 16 „ in Strohmatten 8 „ in Embige v. L. 4 „
„ gesalzene	„	— 60	— $18\frac{3}{4}$	in Fustagen 20 „ in Kisten 16 „
„ in Zucker eingemachte	„	5 20	3 $12\frac{1}{4}$	in Flasch. u. Gläs., „ verp. in Kist. 50 „ „ ohne d. Verp. 40 „
„ Citron- u. Limonsaft	1 Oxh. 30 Vrt.	3 —	1 42	
Orleans	100 ℔	2 8	1 $14\frac{1}{7}$	in Fust. u. Kist. 16 „
Orseille	„	1 4	— $31\frac{1}{4}$	in Fust. u. Kist. 16 „
Papier: beschriebenes (Acten)		frei		
„ Schreib-, Post-, Noten-, Zeichenpapier u. alle Arten von weissem geleimten Papier überh.	„	4 16	2 29	in Kisten 16 „ in Embige. v. L. 3 „
„ Druckpapier u. ungeleimtes Papier zu Spielkarten	„	2 48	1 27	
„ Carduuspapier	„	2 8	1 $14\frac{1}{7}$	
„ Pappe	„	1 24	— $37\frac{1}{2}$	
„ graues Papier aus wollenen Lumpen u. überhaupt alles Maculaturpapier	„	— 64	— 20	
„ Presspapier (Pressspäne, Raufpapier für Tuchfabriken)	„	— 72	— $22\frac{1}{2}$	in Kisten 16 „ in Embige. v. L. 3 „
„ blaues Papier für Zuckerraffinerien	„	— 48	— 15	
„ Papiertapeten	„	12 48	7 39	
„ anderes farbiges u. buntes Papier aller Art, nebst gepresstem, versilbertem u. vergoldetem Papier, auch Papierborten,				

Obst: Beeren für Apotheken, s. Kräuter etc. für Apotheken. Schaalenobst, s. Mandeln und Nüsse. — Obstwein, s. Cider. — Ochsen, s. Hornvieh. — Ochsenzungen, s. Fleisch. — Ocker (Ocher), s. Farben, Maler-. — Oefen, eiserne, s. Eisen. dito thönerne, s. Töpferarbeit. — Oel: Spermacetöl, s. Wallrath. Vitriolöl, s. Säuren. — Operment, s. Auripigment. — Optische Instrumente, s. Instrumente. — Orangen: Citron- und Limon-Asia, s. Asia.

aller Art

Pappwaaren u. Arbeiten aus pier u. Papiermaché, mit A nahme von Spielzeug

Pasteten

Pech 1 Tonne (224

„ weisses

Perlen:

„ eingefasste werden mit der Ei fassung gewogen u. wie die verzollt.

Perlmutter: rohe in Schaalen

Perükenmacherarbeit aller Art, Haare, Seide etc.

Pfeffer: spanischer u. Cajenne pfeffer, imgl. langer Pfeffer

„ anderer Pfeffer, schwarzer u weisser

Pfeifen, Tabacks-, thönerne, ohne Vergütung für den Bruch 100

Pfeifenköpfe, mit u. ohne Besc

„ meerschaum., ächte u. unächte 1

„ thönerne, porzelanerne, hölzerne, steinerne u. alle andere Pfeifenköpfe überhaupt

Pfeifenschlangen (Material zu Pfeifenröhren)

Pferde, mit Ausnahme v. Füllen 1

„ Füllen (Säuge-)

Pfirsichkerne 10

Piment

„

Parchent (Bettparchent

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth.	Ct	Tara.
Pistacien, Pimpernüsse	100 ℔	8	32	5	10	
Pomade	100 ℔ br.	20	80	13	1	
Porzelan:						
„ weisses, u. weisses u. blaues	100 ℔	10	—	6	12	
„ mit farbigen od. goldenen Rändern, imgl. mit einfarbiger Malerei mit und ohne Gold	„	20	—	12	24	
„ mit mehrfarbiger Malerei oder goldenen Decorationen od. mit beiderlei Verzierung	„	40	—	25	—	
Posamentirwaaren:						
„ ganz oder theilweise v. Seide:						
„ von Seide u. Floretseide	1 ℔	1	24	—	37½	
„ von Seide in Verbindung mit anderen Materialien	„	—	64	—	20	
„ ohne Seidenbestandtheile (von Leinen, Baumwolle, Wolle, Cameelgarn etc.)	100 ℔	33	32	20	40	
(Die Verzollung geschieht ohne Abzug für das Gewicht d. übersponnen. Holzes etc.)						
Probirsteine	100 St.	—	48	—	15	
Puder	100 ℔	3	12	1	45¾	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
Putzsachen (fertiger Putz), nicht speciell tarifirte namentlich auch bordirte Hals- u. Taschentücher	1 „	3	32	2	4	
Puzzolano		frei				
Quecksilber		frei				
Rademacherarbeit:						
„ ganze Wagen:						
„ vierräderige Wagen:						
„ Kutschen u. Landauerwg.	1 St.	40	—	25	—	
„ Wiener u. Offenbacherwg.	„	32	—	20	—	

Erde. — Pfirsiche, s. Obst. — Pflanzen, s. Bäume und Blumenpflanzen. — Pflaster aller Art, wie Apothekerwaaren. — Pflaumen, s. Obst. — Pfropfen, s. Kork. — Pimpernüsse, s. Pistacien. — Pinsel, s. Bürstenbinderarbeit. — Pistolen, s. Büchsenschmiedearbeit. — Platin (Platina), unverarbeitetes, wie Silber. dito verarbeitetes, wie Silberarbeit. — Plattblau (Plattindigo), wie Lakmus. — Plümagen, s. Federn, Schmuck-. — Pockholz, s. Holz. — Pomeranzen, s. Orangen. — Porzelan-Pfeifenköpfe, s. P. — Porzelanerde, s. Erde. — Pottasche, s. Asche. — Pottloth wie Bleierz. — Presenningtuch, s. Segeltuch. — Prünellen, s. Obst. — Pulver, Schiess-, s. Schiesspulver. — Punschextract, wie Rum, s. Branntwein.

Quecksilberpräparate, wie Apothekerwaaren. — Quercitron, s. Färbeholz. — Quernsteine, s. Mühlensteine.

Rauschgelb, wie Arsenik. — Raventuch, s. Segeltuch. — Rechen-

„ ohne Calesche
„ Arbeitswagen
„ zweiräderige Wagen
„ Theile zu Wagen:
„ Caleschen
„ Stühle, lakirte
„ alle übrige nicht speciell t
rifirte Wagenmacherarbeit
Theile zu Wagen
Räucherpulver, Räucherkerzen
Rauchwachs (Ofenlak) etc.
Rappsaat
Rauchwerk: 1
„ bereitete u. unbereitete Fell
Kürschnerarbeit:
„ von Bibern, englischen C
chen, Hermelinen, Iltissen,
dern, Nerzen od. Sumpfot
Vielfrassen u. Zobeln, imglei
Cchinchilla, Kolinsky- u. Pe
witzkyfelle. 1
„ von Affen, Bisamratten, Luch
Hasen, Wieseln, Ottern, s
Katzen, Tigern, nebst wil
Katzen
„ von Leoparden, Löwen, Wöl
Bären, Füchsen, Hamstern, Ei
hörnchen, Dachsen, Caninc
(gemeinen), Padranduken o
westindischen Mäusen, imgleich
Janotten (Genetten) nebst all
andern im Tarif nicht aufgeüh
ten Fellen f. Kürschnerarbeit, n
mentlich auch Seehundsfellen. 100
„ Kürschnerarbeit

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Regen und Sonnenschirme:			
„ mit Ueberzügen von Seide 100 St.	50 —	31 12	
„ mit anderen Ueberzügen, imgleichen Schirmgestelle ohne Ueberzüge „	25 —	15 30	in Fustagen 12 Pc. in Säcken v. L. 3 „ in dopp. Gunnis. 4 „ in einf. „ 2 „
Reis und Reismehl 100 ℔	1 80	1 7	
Reis in d. Schaale (Nelloo, Paddy) „	1 —	— 30	
Rinde, Rinden für Apotheken, als: Chinarinde, Cascarillrinde sowie alle andere nicht speciell tarifirte Rindenarten für Apotheken „	1 48	— 45	in Fust. u. Kist. 16 „ in Emblge. v. L. 4 „
Rocken 1 Tonne	— 32	— 10	
Rosinen 100 ℔	2 16	— 35	in Fustagen 14 „ in Kisten 24 „ in einf. Binss. à St. 2 ℔ in dopp. „ à St. 4 ℔ in Strohmatten 8 Pc.
Saamen zu Bäumen u. Büschen u. alle nicht speciell tarifirte Saamenarten zum Acker-, Wiesen- und Gartenbau	frei		
Saamenarten für Apotheken, als Ricinussaamen, Wurmsaamen (semen sinae), Fenchelsaamen, Cokelkörner, Coloquinten, Coriander, Cubeben, Cassia fistula u. andere nicht speciell tarifirte Saamenarten für Apotheken 100 ℔	1 48	— 45	in Fust. u. Kist. 16 „ in Emblge. v. L. 3 „
Säuren: Schwefelsäure (Vitriolöl) „	1 24	— 37½	in Flasch. od. Bout. ohne andere Emb., od. in einf. od. dopp. groben Körben m. Stroh 20 Pc.
„ Salzsäure „	1 48	— 45	
„ Salpetersäure (Scheidewasser) u. alle andere Arten mineralischer Säuren, sammt Phosphorsäure „	6 —	3 36	in Kist. m. Sägespänen verpackt 40 „ in thönern. Kruk. 30 „

s. Bork, dito Caneel und Cassia lignea, s. Caneel. — Rindvieh, s. Hornvieh. — Rocken-Mehl, s. M. — Röthel, s. Kreide. Rogen, s. Fische. — Rohr, s. Bambus- etc. Rohr. — Rosinenwein, wie Wein. — Rosmarin, wie Kräuter für Apotheken. — Rothgiesserarbeit, s. Messing. — Rothstifte, s. Bleistifte. — Rum, s. Branntwein.

Säcke, wie das Material, aus dem sie bestehen. — Saffian, s. Felle u. Häute. — Saftfarben, s. Farben, Maler-. — Salpetersäure, s. Säuren. —

„ Darm-, imgl. D
„ Metall-,
„ von Stahldraht
„ von Messing u.
besponnenen S
(Saiten werde
zug für das
Holzes, worau
kelt sind, verzo

Salep

Salmiak
Salpeter, roher und raffi
Salz: officinelle Salze als
bersalz, Seidlitzer Salz,
bader Salz, Englisches
salz, Tartarus vitriolatu
„ rohes Steinsalz in Stück
„ alles andere Salz
Sattler- und Riemerarbeit:
„ mit vergoldetem, silbernem
plettirtem Beschlag
„ alle andere Sattler- u. Riem
arbeit mit und ohne Besch
Schaafe und Lämmer
Schiefertafeln und Griffeln
Schiesspulver
Schiffe, Schiffsböte, welche nich
Inventar eingehender Schiffe ge
„ Schiffsgerätlschaften, bei Stran
gen geborgene, imgl. Schiffswr
zum Schleifen, vom Bruttoan
belauf.
Schiffswerf

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Schildkrötenschaalen		frei		
Schleifsteine, englische, 1 Fuss engl. 1 Chald. = 9 à 10 Zoll dän. Maass 36 St.				
$1\frac{1}{2}$ „ „ $10\frac{1}{2}$-$11\frac{1}{2}$ „ „ 30 „				
2 „ „ 15-16 „ „ 27 „				
$2\frac{1}{2}$ „ „ 17-18 „ „ 21 „				
3 „ „ 19-20 „ „ 18 „		— 80	— 25	
$3\frac{1}{2}$ „ „ 22-23 „ „ 12 „				
4 „ „ 26-27 „ „ 9 „				
$4\frac{1}{2}$ „ „ 30-31 „ „ 6 „				
5 „ „ 34-35 „ „ 5 „				
6 „ „ 40-41 „ „ 3 „				
7 „ und darüber	1 „			
„ schwedische und andere	100 St.	1 4	— $31\frac{1}{4}$	
Schmack oder Sumach		frei		
Schmalz (Fett und Flaumen)	100 ℔	1 4	— $31\frac{1}{4}$	1 Ton. 24 ℔, $\frac{1}{2}$ T. 12 ℔. $\frac{1}{2}$ Ton. 18 ℔, $\frac{1}{8}$ T. 8 ℔.
Schmergel (Schmirgel)		frei		
Schminke	1 ℔	— 48	— 15	
Schriftgiesserarbeit	100 ℔	2 48	1 27	in Kisten 10 Pc.
Schuhwichse, Stiefelwichse	100 ℔ br.	2 8	1 $14\frac{1}{2}$	
Schusterarbeit aller Art	100 ℔	66 64	41 32	
Schwämme:				
„ Wasch-, imgl. Feuer-	„	33 32	20 40	in Embige. v. L. 4 „
„ essbare als: Morcheln, Trüffeln, Champignons, s. diese Artikel.				
Schwefel, roher.	„	— 24	— $7\frac{1}{2}$	
„ in Stangen, imgleichen Schwefelblumen	„	1 4	— $31\frac{1}{4}$	
Schweine und Ferkel:				
„ zahme	1 St.	— 64	— 20	
„ Spanferkel		frei		
Schwerdtfegerarbeit aller Art, mit u. ohne Scheide u. ohne Rücksicht auf das Material, woraus sie verfertigt.	100 ℔	12 48	7 39	

Sassaparillwurzel, s. Wurzeln für Apotheken. — Saucen, wie Soya. — Sauerbrunnenwasser, s. Wasser, mineralische. — Schachteln: hölzerne, s. Holzwaaren, dito von Pappe, s. Pappwaaren. — Scharlachkörner (Scharlachbeeren), s. Kermeskörner. — Scharte (Gelbkraut), s. Färbekräuter. — Scheidewasser (Salpetersäure), s. Säuren. — Schellak, wie Gummi. — Schiessgewehre, s. Büchsenschmiedearbeit. — Schiffe, cfr. §§. 143—147 der Zollverordnung. — Schiffsanker, s. Eisen. — Schiffssegel, s. Segeltuch. — Schlittschuhe, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Schmalte, s. Blaufarbe. — Schneidewerkzeuge, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Schreibfedern, s. Federn. — Schusterspäne, s. Späne. — Schwefelsäure (Vitriolöl), s. Säu-

„ Raventuch ... davon
„ fertige Segel davon
Seide u. Seidenwaaren aller Ar
„ Waaren aus Seide in Verbindur
mit andern Materialien:
„ mit Wolle oder Baumwolle
„ Shawls u. Shawltücher
„ Waaren aus Seide in Verbindung
mit den genannten oder anderen
Stoffen, wie Seidenwaaren.
Seife, grüne, weiche, Seife 1
„ weisse u. farbige, harte, Seife,
gemeine
„ wohlriechende Seife u. alle Seife
in Täfelchen, Kugeln etc. sammt
Seifenpulver
Seiler: oder Reepschlägerarbeit „
„ altes entzweigehauenes Tau- „
werk zum Auftrennen.
Senf gemahlener, „
„ in Gläsern u. Kruken (zube-
reiteter und unzubereiteter) 100 ℔ bi
„ in anderen Gefässen 100 ℔
Senfsaamen
Siebmacherarbeit „
Silber, gemünztes (namentlich auch „
Spanische Piaster) u. in Barren,
imgleichen Bruchsilber zum Um-
schmelzen.
„ gepresstes (Silberpressung.) als Mate-
rial zur weit. Verarbeitung 100 Lth.
„ verarbeitetes
Sirup, brauner und weisser „ 100 ℔

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth-Ct.	Tara
Sittgelb		frei		
Soya	100 Pott	8 32	5 10	
Späne, für Buchbinder, Schuster, Schwerdtfeger	100 ℔	— 16	— 5	
Spanischgrün, unraffinirtes	„	4 16	2 29	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
Spanische Fliegen		frei		
Speck, frischer		frei		gesalz. Speck in Fustag. 28 Pc.
„ gesalzener oder geräucherter	„	2 8	1 14½	geräucherter „ 16 „
„ von Wallfischen, Robben.		frei		in Emb. v. L. 3 „
Speckstein		frei		
Spitzen: von Baumwolle	1 „	1 24	— 37½	
„ von Zwirn: geklöppelte	„	5 —	3 6	
„ gewebte	„	— 64	— 20	
Stahl	100 ℔	— 64	— 20	in Fust. u. Kist. 10 „
Steine: Steine zum Steindruck		frei		
Stroh		frei		
Stroh- und Spanarbeit:				
„ Hüte, Hutköpfe, Huträndер u. Blumen aus Stroh	1 ℔	2 —	1 12	
„ Bast- u. Spanmatten zu Hüten nebst Spangeflechten aller Art	100 ℔	6 24	3 43½	
„ Strohgeflechte, sowie alle andere Strohrbeit, mit und ohne Einwebung von Seide, Linon etc.	1 ℔	1 —	— 30	
Succade	100 ℔	5 20	2 12¼	in Kisten 16 „

Lak. — Silberdraht, s. Goldzieherarbeit. Blattsilber, wie Blattgold, s. Gold. — Silberglätte, s. Glätte. — Singvögel, s. Vögel. — Soda, s. Asche. — Spanarbeit, s. Stroh- und Spanarbeit. — Spargel, s. Gartengewächse. — Sparmacetöl, s. Wallrath. — Spiegel, s. Glaswaaren. — Spielkarten, s. Karten. — Spiessglas, Spiessglanz, s. Antimonium. — Spitzen von Seide, wie Blonden. Gold- und Silberspitzen, s. Goldzieherarbeit. — Spornmacherarbeit, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen), u. Messingwaaren (sub. rubr. Messing). — Spriet, wie Branntwein. — Stabholz, s. Holz (Aptirte Stäbe, s. Böttcherarbeit). — Stahlwaaren, s. die Rubrik Eisen. — Stearinkerzen, s. Lichte. — Steigbügel, s. Spornmacherarbeit. — Steine: Edelsteine, s. E. Feldsteine, s. F. Blocksteine, s. B. — Steindruckerarbeit, wie Kupferstiche. — Steinhauerarbeit, s. Bildhauerarbeit. — Steinkohlen, s. Kohlen. — Steinkohlentheer, s. Theer. — Steinzeug, s. Fajence. — Sternanis, s. Anis. — Stockfische, s. Fische. — Storax, wie Gummi. — Strandwaaren, cfr. §. 141 der Zollverordnung (Schiffswrack u. bei Strandungen geborgene Schiffsgeräthschaften, s. Schiffe). — Straussfedern, s. Federn. — Strickwaaren oder Tricotage, s. die Rubriken, Baumwollen-, Leinen-, Seiden- und Wollenwaaren. — Stricknadeln, s. Nadeln. — Stroh- u. Spanarbeit: Spankörbe, s. Korbmacherarbeit. — Grobe Strohhüte für Seeleute, s. Hüte. — Spanschachteln, s. Holzwaaren. — Strümpfe, s. Tricotage. — Stuhlmacherarbeit, wie Tischlerarbeit. — Stummwein, wie Wein. — Süssholz, wie Wurzeln für Apotheken. — Süssholzsaft, wie Lakritzensaft.

Verzollungs - Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto - Gewicht in Rbth.		Rth. Ct.	Tara.
Tabak:					
„ unfabricirter in Blättern u. Rollen, imgl. Tabacksstengel	100 ℔	1	54	— 46⅞	in Fustagen 12 Pc. in Körben 3 „ in Emblg. v. L. 3 „ in Matten à Stück 4 ℔
„ fabricirter: Rauchtabak aller Art, imgl. Kautabak	„	6	—	3 36	in Fust., Kist. u. Körb. 18 Pc.
„ Schnupftabak aller Art, mit Einschluss von Rapé in Stangen und Carotten	„	8	32	5 10	in Fl. verp. in Kst. 50, „ ohne d. Verp. 40, in anderer Emblg. 15,
„ Cigarren	„	33	32	20 40	in einf. Kisten 30, wenn mehrere Kist. in einer äusseren Emblg. eingeschlossen 50 Pc.
Talg		2	8	1 14½	in Fässern 10,
Tamarinden, eingemachte u. uneingemachte	„	1	24	— 37½	in Fust. u. Kist. 16, in thönern. Kruk. 30,
Teppiche:					
„ Fuss-,					
„ aus gemalter Leinwand	„	4	16	2 29	
„ aus Viehhaaren	„	2	8	1 14½	
„ aus Schilf, Stroh, Kabelgarn, Werg etc.	„	—	48	— 15	
„ andere Teppiche nach den Stoffen, woraus sie gemacht sind.					
Terpentin:					
„ venetianischer	„	2	8	1 14½	in Fustagen 17,
„ anderer	„	—	32	— 10	
Teufelsdreck		frei			
Thee aller Art	„	10	40	6 24½	ohne Utrsch. d. E. 24,
Theer	1 Tonne	—	48	— 15	
„ Steinkohlentheer	„	—	32	— 10	
Thiere in Menagerien u. zum Vorzeigen (Hausthiere ausgenommen)		frei			
Thran	1 Tonne à 120 Pott	2	24	1 19½	
Tiegel aller Art, namentlich auch von Graphit	100 ℔	—	24	— 7½	in Fust. u. Kist. 12,
Tischlerarbeit:					
„ von Fichten- u. Tannenholz	„	2	48	1 27	
„ von Eichen-, Eschen-, Buchen-, Birken u. anderem auch im Inlande wachsendem Holze	„	4	16	2 29	

Tabakspfeifen, s. Pfeifen. — Taft, s. Seidenwaaren. — Talglichte, s. Lichte. — Tangasche, s. Asche. — Tapeten, s. Papier. — Tauwerk, s. Seilerarbeit. — Teppiche, Fuss-, aus Wolle, s. Wollenwaaren. — Thermometer, s. Instrumente, physikalische. — Thon, s. Erde. — Todtenkopf,

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth.	Ct.	Tara.
Tischlerarbeit:						
„ von Mahagoni- u. anderen feinen ausländischen Holzarten, massive u. fournirte, imgl. vergoldete Tischlerarbeit	100 ℔	6	64	4	8	
Töpferarbeit aller Art (mit Ausnahme von Zuckerformen und Potten, Tiegeln, sammt Wasser- u. Wärmeleitungsröhren	„	1	4	—	$31\frac{1}{4}$	in Fässern 34 Pc. in Körben 22 „
Tonnenbänder:						
„ hölzerne, zu Ankern, Tonnen, Oxhoften etc.	120 St.	—	6	—	$1\frac{7}{8}$	
Torf		frei		—		
Tripel		frei				
Trüffeln	100 ℔	8	32	5	10	in Kisten 16 „ in Fl. u. Gläsern, verp. in Kisten 50 „ ohne d. Verp. 40 „
Uhren:						
„ Taschen- u. Damenuhren:						
„ von Gold	1 St.	1	24	—	$37\frac{1}{2}$	
„ v. Silber u. anderem Metall	100 „	50	—	31	12	
„ Wand- und Tafeluhren:						
„ hölzerne, Nürnberger und Schwarzwälder	100 ℔	8	32	5	10	
„ metallene aller Art, mit und ohne Gehäuse	„	33	32	20	40	
„ Theile zu Uhren, als Räder, Federn, Scheiben etc.	„	50	—	31	12	
„ Uhrgehäuse (ohne Uhr):						
„ v. Bronze, vergoldetem Metall, Marmor, Alabaster und dergl., in Verbindung mit anderen Materialien	„	33	32	20	40	
Vanille	1 ℔	1	24	—	$37\frac{1}{2}$	in Blechdosen 20 „
Vitriol, blauer	100 ℔	—	48	—	15	
„ weisser	„	—	32	—	10	in Fust. u. Kist. 16 „
„ grüner	„	—	12	—	$3\frac{3}{4}$	

wie Farben, Maler-, gröbere. — Tombach, wie Messing. — Tonnenbänder, eiserne, s. Eisen. — Tonnenstäbe, s. Holz, Stab-. — Tressen, s. Goldzieherarbeit. — Tricotage, s. die Rubriken Baumwollen-, Leinen-, Seiden- und Wollenwaaren. — Tüll, s. Blonden. — Tusch, s. Farben, Maler-. — Typen, s. Schriftgiesserarbeit.

Uhrgehäuse (ohne Uhr) von Holz, wie Tischlerarbeit. — Uhrgläser, s. Glaswaaren. — Ultramarin, s. Farben, Maler-. — Umbra, s. Farben, Maler-.

Vermicelli, wie Maccaroni. — Violenwurzel, Veilchenwurzel, s. Wurzel

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Vögel:				
„ lebende:				
„ Gänse (zahme)	100 St.	16 64	10 20	
„ Enten (zahme)	„	8 32	5 10	
„ Kalekuten	„	25 —	15 30	
„ Hühner (zahme)	„	6 24	3 43½	
„ Rebhühner	„	12 48	7 39	
„ alle andere, namentl. auch Singvögel, Papageien, Pfauen etc.		frei		
„ geschlachtete:				
„ gesalzene oder eingemachte	100 ℔	2 8	1 14½	
„ geräucherte	„	6 24	3 43½	
Wachholderbeeren		frei		
Wachholderstöcke		frei		
Wachs, gelbes und weisses		frei		
Wachstuch:				
„ Wachstaft	„	30 —	18 36	
„ Packwachstuch	„	3 12	1 45¾	
„ alles andere Wachstuch, namentlich auch veloutirtes	„	16 64	10 20	
Walkererde	„	frei		
Wallrath (Spermacet) sammt Spermacetöl		frei		
Wasser:				
„ mineralisches (mit Einschluss des Zolles für die Kruken oder Flaschen	100 Kruken oder Flaschen	1 64	1 2	
„ wohlriechendes	100 ℔ br.	15 —	9 18	
Wasser- u. Wärmeleitungsröhre:				
„ von Thon	100 ℔	— 24	— 7½	
Weiden:				
„ Korbweiden		frei		
„ Bandweiden (Bandholz)	1000 St.	— 32	— 10	
Wein: in Fässern	30 Viert.	8 —	5 —	
„ in Flaschen (mit Einschluss des Zolles f. die Flaschen)	100 Bout. à ¾ Pott	8 32	5 10	
Weinhefen:				
„ in trockenem Zustande (Drooft)		frei		

für Apotheken. — Violinen, s. Instrumente, musikalische. — Vitri
(Schwefelsäure), s. Säuren. — Vögel, geschlachtete frische: Gänse, E
ten, Kalkuten, Hühner, wie lebende derselben Art; alle andere, wie Wi
Wachslichte, s. Lichte. — Wagenmacherarbeit, s. Rademacherarbeit.
Weid oder Wau, s. Färbekräuter. — Wallnüsse, s. Nüsse. — Wallra
lichte, s. Lichte. — Wallrosszähne, wie Elephantenzähne. — Wedgewo
waaren, wie Fajence. — Weihrauch, wie Gummi. — Weinessig, s. E
sig. — Weingeist, wie Branntwein. — Weinhefen in flüssigem Zustan
wie Wein. — Weisskupferwaaren, s. Messingwaaren. — Weizenmehl,

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth.	Ct.	Tara.
Weinstein, gereinigter und ungereinigter	100 ℔	1	4	—	31¼	in Fustagen 16 Pc.
Weintrauben	„	6	24	3	43½	in Kruk. u. and. Emballage 65 Pc.
Weizen	1 Tonne	—	84	—	15	
Wetzsteine	100 St.	—	48	—	15	
Wicken	1 Tonne	—	32	—	10	
Wild aller Art, namentlich auch Federwild	100 ℔	4	16	2	29	in Fust. u. Kist. 16 „
* Wolle und Wollenwaaren:						
„ Wolle aller Art	„	1	4	—	31¼	
„ Wollengarn:						
„ ungefärbtes	„	6	24	3	43½	in Fustagen 16 „
„ gefärbtes	„	8	32	5	10	in Emblg. v. L. 3 „
„ Sonstige Manufacte von Wolle und von Wolle in Verbindung mit anderen Materialien:						
„ Tuch, Halbtuch	„	33	32	20	40	
„ Calmuck, Multum, Flanell, Boy, Coating, Düffel	„	12	48	7	39	
„ Tricotage:						
„ mit Baumwolle gemischte Wollentricotage, wie Baumwollenwaaren.						
„ Tricotage von Wolle allein u. von Gemischen aus Wolle u. anderen Materialien (ausser Baumwolle):						
„ solche grobe gewebte Strümpfe u. Handschuhe u. solche grobe gestrickte Waaren überhaupt, wenn deren Werth nicht über 1 Rbth. das Pfund beträgt	100 ℔	12	48	7	39	
„ andere Wollen- und mit Wolle gemischte Waaren:						
„ die gröbsten Sorten, als: grobe Zeuge von Kämmgarn oder v. Krempelgarn oder v. Gemischen aus diesen beiden Garnsorten oder aus einer derselben mit Baumwolle oder Leinen oder Thierhaaren, nament-						

Mehl. — Werg, s. Schiffswerg. — Wettergläser, s. Instrumente, physikalische. — Wollen- und Wollenwaaren: Sonstige Manufacte von Wolle und Wolle in Verbindung mit anderen Materialien: Band von Wolle und von Wolle und anderen Materialien, s. Band; Posamentirwaaren von Wolle und von Wolle und anderen Materialien, s. Posamentirwaaren. — Wurmsaa-

Verzollungs - Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto - Gewicht in Rbth.	Rth.	Rth. Ct.	Tara.	
Wolle und Wollenwaaren etc. lich solche grobe Zeuge, wie das s. g. eigengemachte Zeug (Warp, dän. „Hvergarn od. Hverkengarn") auch ganz grobe Bettbühren, Wadmel, ganz grobe Pferdedecken sammt groben wollenen Hemden u. Müzzen für Seeleute, wenn der Werth dieser Waaren nicht über 1 Rbth. das Pfund beträgt 100 ℔	12	48	7 39		
„ mit Seide gemischte Wollenwaaren „	30	—	18 36		
„ Shawls und Shawlstücher, sowie aus Wolle allein 1 ℔	1	24	— 37½		
„ alle andere Wollenwaaren 100 ℔	25	—	15 30		
Wollkratzen (Handwollkratzen) „	4	16	2 29	in Kisten	16 Pc.
Wollkratzenblätter (Maschinenwollkratzen) „	12	48	7 39	in Kisten	16 „
Wurzeln: für Apotheken, als: Rhabarberwurzeln, Ipecacuanha (americanische Brechwurzel), Chinawurzel, costi arabici radix, Galgantwurzel, Sassaparillenwurzel, Violenwurzel, Zodoarwurzel u. alle andere nicht speciell tarifirte Wurzeln für Apotheken 100 ℔	1	48	— 45	in Fust. u. Kist. 16 „ in Emb. v. L. 3 „	
Zink, roher, unverarbeiteter, od. in Tafeln	frei				
„ in Platten „	1	16	— 35	in Kisten	10 „
„ Nägeln u. Bolzen von Zink „	2	32	1 22		
Zinn, rohes unverarbeitetes, sowie altes Zinngut (Bruchzinn)	frei				
„ Zinngiesserarbeit, mit Einschluss solcher, welche einen Zusatz von Blei enthält, namentl. auch Zinnknöpfe „	12	48	7 39		
Zollholz (zu Fischernetzen statt Korks gebräuchlich)	frei				

men, s. Saamenarten für Apotheken. — Wurzeln: Küchenwurzeln und Rüben, s. Gartengewächse; Cichorienwurzeln, s. C.

Ziegen, wie Schaafe. — Zifferblätter, wie Theile zu Uhren, s. Uhren. — Zimmt, s. Caneel. — Zimmtblumen, s. Flores Cassär. — Zinnspielsachen, wie Nürnbergerwaaren. — Zinnober, s. Farben, Maler-. — Zittwersaamen, wie Saamenarten für Apotheken. — Zitze oder Zitse (Chites), wie Baumwollenwaaren. — Zodoarwurzeln, s. Wurzeln für Apotheken. — Zuckererde, s. Erde. — Zuckerwerk und Zuckerbackwerk, wie

Verzollungs - Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto - Gewicht in Rbth.	Rtb.	Rtb.	Cr.	Tara.
Zucker: *) roher, imgl. Melasse:						roher Zucker:
„ von St. Croix ausclarirter, oder nach Zollzettel auf St. Thomas und St. Jan producirter, wenn derselbe in inländischen Schiffen von diesen Inseln eingeführt wird:						in Canast. od. Cranjans 12 Pc. in Fustagen 17„ in Kisten v.c. 1400-1800 ℔br.
„ roher Zucker	100 ℔	1	64	1	2	17„
„ Melasse	„	—	80	—	25	v.c. 350- 400 ℔br. 12„
„ in allen anderen Fällen:						
„ roher Zucker	„	2	60	1	30¾	in einf. Gunnis. 2„
„ Melasse	„	1	48	—	45	in dopp. „ 4„ in Säcken v. Lein. 3„ in einf. Binss. à St. 2 ℔ in dopp. „ à St. 4 ℔ Melasse: in Fustagen 12½ Pc.
„ raffinirter (Sirup, s. S.)	„	6	64	4	8	in Fust. u. Kist. 12„
Zuckerformen u. Zuckerpotten von Thon.	„	—	12	—	3¾	
Zwiebeln: alle andere Arten	„	—	40	—	12½	in Fust. u. Kist. 16„
Alle Waaren, welche in diesem Tarif nicht genannt sind und nicht unter die Rubriken desselben fallen	„	3	12	1	45¾	

Confitüren, s. Obst, eingemachtes. — Zündhütchen aus Kupfer und Messing, s. Kupferhütchen. — Zwetschen, s. Obst. — Zwieback, Schiffszwieback, s. Brod. — Zwiebeln, Blumen, s. B. — Zwillich, wie Drillich, s. Leinen. — Zwirn, s. Leinen.

*) 1. Fremde Lumpen erlegen den für Rohzucker bestimmten Zoll, unter der Bedingung, dass solche bei der Verzollung zerschlagen und mit Knochenkohlen bestreut werden.

2. Das Generalzollkammer- und Commerz-Collegium ist autorisirt, den Raffinadeuren, jedoch nicht auf längere Zeit als 5 Quartale, Credit auf fremde unraffinirte Zuckern zuzugestehen, wenn sie solche im unraffinirten Zustande vorzuzeigen im Stande sind.

Creditlagerung.

	Creditlagerung. Minimum der Zuschreib.	der Abschreib.
Alaun, aller Art	300 ℔	200 ℔
Anis	200 »	100 »
» Stern-	50 »	25 »
Baumwollengarn, gefärbtes und ungefärbtes	100 »	10 »
Bettbühren (alle andere leinene etc.)	50 »	25 »
Blaufarbe	100 »	50 »
Blei in Rollen und Platten	200 »	100 »
Bleierz	100 »	100 »
Bleiweiss	200 »	100 »
Bleizucker	200 »	100 »
Branntwein, Genever in Flaschenkellern:		
» » in rothen, mit 15 Flaschen à $1\frac{3}{4}$ Pott	5 Keller	1 Keller
» Rum	20 Viert.	$2\frac{1}{2}$ Viert.
» aller anderer Branntwein, Genever und Rum	20 »	$2\frac{1}{2}$ »
Cacao	200 ℔	100 ℔
Caffeebohnen	250 »	50 »
Caneel	25 »	25 »
Cardamom	10 »	5 »
Cochenille	5 »	1 »
Corinthen	100 »	100 »
Eisen in Stängen und Bändern	300 »	300 »
» Ballasteisen	300 »	300 »
» Eisen und Stahldrath	100 »	50 »
» Nägel und Spiker	200 »	100 »
» Platten aller Art	200 »	100 »
» Schiffsanker	1 St.	1 St.
» sonstige grobe Gusseisenwaaren, als Oefen, Grapen u. s. w.	300 ℔	300 ℔
Essig, Wein- und Cideressig	20 Viert.	$2\frac{1}{2}$ Viert.
Fajence (Steinzeug), weisse und farbige	1000 ℔	200 ℔
Feigen	100 »	100 »
Fische, Anschovis	50 »	50 »
» Heeringe	12 Tonn.	6 Tonn.
» trocken gesalzene	300 ℔	300 ℔
Flachs, gehechelter und ungehechelter	300 »	100 »
Glätte, Blei-, Silber-, Gold-	100 »	100 »
Glaswaaren, Fensterglas aller Art, Kronglas aller Art	200 »	100 »
» Flaschen	1000 St.	1000 St.
» andere Glaswaaren	100 ℔	100 ℔
Graphit	100 »	100 »
Gummi	25 »	25 »
Haar, Krullhaare	100 »	50 »

	Creditlagerung. Minimum der Zuschreib.	der Abschreib.
Hagel	100℔	25 »
Hanf, gehechelter und ungehechelter	300 »	300 »
Harz	100 »	100 »
Heede von Flachs und Hanf	300 »	100 »
Hirschhorn	300 »	100 »
Holz, Stabholz und Tonnenstäbe	1200 St.	1200 St.
Hopfen	200℔	100℔
Indigo	25 »	5 »
Ingber	100 »	50 »
Käse	100 »	100 »
Kienruss	50 »	16 »
Kohlen, Stein- und Braunkohlen	25 Tonn.	12 Tonn.
Korkpfropfen	50℔	25℔
Krapp und Krappwurzel	100 »	50 »
Kümmel aller Art	200 »	100 »
Kupfer, gehämmertes, gewalztes etc.*	300 »	100 »
Lak, Lac-dye (Lac-Lac)*	25 »	25 »
Lakmus	100 »	50 »
Lakritzensaft	100 »	50 »
Leinen: Leinengarn aller Art	50 »	50 »
„ Zwirn aller Art	25 »	25 »
„ sonstige Manufacte aus Leinen	50 »	50 »
„ Reepleinwand*	50 »	50 »
Lichter		[1]
Lorbeeren und Lorbeerblätter	25 »	25 »
Mandeln	50 »	50 »
Matten zum Packen	100 St.	100 St.
Mennig	100℔	100 »
Messingdrath, unpolirter	50 »	25 »
„ polirter	25 »	10 »
Messingblech und Messingplatten, unplettirte	100 »	50 »
Muscatblüthe	10 »	5 »
Muscatnüsse	10 »	5 »
Nelken (Gewürznägelein)	10 »	5 »
Obst, getr., als Cathar. u. andere Pflaumen, Prünellen, Zwetschen	100 »	100℔
„ alles andere getrocknete Obst	50 »	50 »
Oel, Lein-, Rüb- und Palmöl	100 »	100 »
„ Baumöl in Fässern	100 »	100 »
Orangen, frische	300 St.	200 St.

1) Wenn Talglichte, wozu der Talg nachgewiesenermaassen von einer Creditauflage genommen ist, ausgeführt werden, so mag der in den Lichten ausgehende Talg mit eben so vielen Pfunden, als erstere wiegen, von der Auflage abgeschrieben und ebenfalls dabei als Minimum der Abschreibung dasselbe Gewicht in Lichten, welches für Talg bestimmt ist, angenommen werden.

	Creditlagerung. Minimum. der Zuschreib.	der Abschreib.
Orangen, getrocknete	50 ℔	50 ℔
„ Citron- und Limonsaft	30 Viert.	15 Viert.
Orleans	100 ℔	50 ℔
Papier	100 »	50 »
Pech	3 Tonn.	1 Tonn.
Pfeffer, Spanischer, Cajenne, langer, schwarzer und weisser	100 ℔	25 ℔
„ anderer Pfeffer	100 »	50 »
Piment	200 »	100 »
Probirsteine	100 St.	100 St.
Rapsaat	12 Tonn.	12 Tonn.
Reis, Reismehl und Reis in der Schaale.	300 ℔	100 ℔
Rosinen	100 »	50 »
Säuren	100 »	100 »
Safran	5 »	5 »
Sago	100 »	50 »
Salmiak	100 »	100 »
Salpeter	100 »	100 »
Salz *	25 Tonn.	12 Tonn.
Segeltuch und Presenningtuch	100 ℔	100 ℔
„ fertige Segel		[1])
„ Raventuch	50 »	50 »
Seide und Seidenwaaren *	2 »	1 »
Seife *	100 »	100 »
Seiler- und Reepschlägerarbeit	300 »	300 » [2])
Stahl	100 »	100 »
Tabak, unfabricirter	300 »	100 »
„ fabricirter		[3])
Talg	200 »	200 »

1) Das gleiche Abschreibungsquantum gilt für fremdes Segeltuch, welches in fremden Schiffen nach der Fremde als genähte Segel versandt wird, wenn es vor dem Zuschneiden mit einem solchen Merkzeichen von dem Zollwesen versehen ist, dass die Identität nachgewiesen werden kann. — Desgleichen für Segel-, Raven- und Presenningtuch, sowie Leinen, ausgeführt in neuen genähten Säcken.

2) Für 300 ℔ getheertes Tauwerk, verfertigt von fremdem Hanf auf der Creditauflage, mögen bei der Wiederausfuhr nach der Fremde 256 ℔ Hanf nachgeschrieben werden; für ungetheertes Tauwerk wird an Hanf ein dem ausgeführten Tauwerk gleiches Gewicht abgeschrieben.

3) Für Tabaksfabrikate aus Blättern, welche zur Creditauflage eingemeldet sind, mag eine dem Fabrikatsgewicht entsprechende Quantität Tabaksblätter nach dem Verhältniss von 100 ℔ Rauch- oder Schnupftabak = 100 ℔ Tabaksblätter und 100 ℔ Kau- oder Schrottabak = 90 ℔ Blätter von der Auflage abgeschrieben und dabei als Minimum der Abschreibung dasselbe Gewicht im Fabrikat, welches für Blätter bestimmt, angenommen werden. Unter „Tabaksblätter" werden Blätter und Stengel verstanden.

	Creditlagerung. Minimum. der Zuschreib.	der Abschreib.
Terpentin	100 ℔	100 ℔
Thee aller Art	100 •	50 •
Theer	12 Tonn.	6 Tonn.
Vitriol, blauer, weisser, grüner	100 ℔	100 ℔
Wein in Fässern	20 Viert.	2½ Viert.
Weinstein	100 ℔	100 ℔
Wetzsteine	100 St.	100 St.
Zink, in Platten, Nägeln etc.	300 ℔	100 ℔
Zucker, roher	250 •	100 •

Durch das Zeichen * wird auf den Einfuhr-Tarif hingewiesen.
Ueber die Creditlagerung siehe man den Zusatz.

Zusatz.

1) Bei der Subsumtion der im Tarif nicht ausdrücklich genannten Waarenartikel unter die sie mit befassenden Rubriken gilt die Regel, dass Waaren aus nicht benannten Compositionen sich nach ihrem Hauptbestandtheile richten. Waaren von Holz, Metall und dergleichen, welche bei ihrer Verarbeitung mit anderen Materialien verbunden sind, werden solchergestalt, soweit sie nicht zu Galanteriewaaren oder anderen im Tarif genannten Waarengattungen hingezählt werden können, wie gleiche, aus ihrem Hauptbestandtheile allein verfertigte Waaren verzollt.
2) Für diejenigen Artikel des Tarifs, welchen kein Zu- oder Abschreibungsquantum in den desfallsigen Rubriken beigefügt ist, findet keine Creditlagerung statt, und für die übrigen Artikel bezeichnen die beigefügten Quantitäten das Minimum:
   a. Desjenigen, für welches ein Conto gegeben oder eine Zuschreibung im Conto geschehen, und
   b. Desjenigen, für welches eine Abschreibung zugestanden werden kann.
3) Wenn flüssige Waaren zum Betrage des für die Ausfuhr bestimmten Abschreibungsminimi in Bouteillen, welche ohne Inhalt der Auflage zugeschrieben sind, ausgeführt werden, so ist stets auch für die Bouteillen die Abschreibung gestattet, es mag deren Anzahl geringer als das für sie im Tarif bestimmte Abschreibungsminimum sein oder nicht. Ist die Ab- und Zuschreibung wie bei Wein, Branntwein u. Essig nach Vierteln bestimmt, so werden 10 Flaschen à ¾ Pott auf ein Viertel gerechnet.

Verzeichniss

derjenigen Einfuhrartikel, welche in dem Königrei und den Herzogthümern verschieden tarifirt sind und f welche demnach die Erlegung eines Differenzzolles Sta findet.

Verzollungs-Gegenstände.		Einfuhrzollsatz für Dänemark. Rbth.		Einfuhrzollsatz für die Herzogthümer Rbth.
Band:				
Baumwollenband	100 ℔	25	—	15
Seidenband				
Floretband	„	50	—	100 ℔ 30
alles andere Seidenband	1 ℔	2	48	
Baumwollenwaaren:				
stempelpflichtige:				
Zitz oder gedruckter Callico, Cattun, Shirting, Stout und Twill	100 ℔	58	32	
Linnings, farbige und gepresste, sammt farbige Cambriks, Sarsinet, Shirting, Stout u. Twill	„	33	32	15
Shawls und Shawltücher	„	30	Pc.	à ℔ 1
alle andere farbige oder bunte Waaren aus Baumwolle, Baumwolle und Seide, Baumwolle und Wolle und Baumwolle u. Leinen	„	30	Pc.	100 ℔ 1
nicht stempelpflichtige, weisse:				
Musselin, Gardin-Nesseltuch und Jaconet	„	52	8	
Cambriks, Cattun, Schirting, Stout, Ellenwaaren aus Baumwolle und Leinen (Halbleinen), Bomesie und Parchent, sammt allen andern Baumwollenmanufacturwaaren	„	20	80	100 ℔ 1
Baumwollentricotage, gewebte Strümpfe und Handschuhe	„	100	—	
alle andere	„	78	12	
Baumwollentricotage, gestrickte	„	50	—	
Bettbühren in Verbindung mit farbiger Baumwolle		30	Pc.	
Blonden, Bobinet, Flor und Tüll:				
Tüll von Seide, Baumwolle oder Leinen	„	200	—	3
Branntwein:				
„ aus Korn und Kartoffeln. 30 Viert. à 8 Gr. u. darunter		24	—	1
Der Zoll steigt für jeden $\frac{1}{4}$ Grad über 8 Grad um 72 Rbssl.				

Verzollungs-Gegenstände.		Einfuhrzollsatz für Dänemark. Rbth.		Einfuhrzollsatz für die Herzogthümer. Rbth.	
Branntwein:					
in Dänemark und um 36 Rbfs. in den Herzogthümern pr. 30 Viertel.					
„ aus Trauben, imgleichen Arak, Genever u. Rum:					
„ Fustagen	30 Viertel à 8 Grad u. darunter	24	—	12	—
Der Zoll steigt für jeden $\frac{1}{4}$ Grad über 8 Grad um 72 Rbfsl.					
in Dänemark und um 36 Rbfsl. in den Herzogthümern pr. 30 Viertel.					
„ in Bouteillen	100 Bout. à $\frac{3}{4}$ Pott	16	64	8	—
mit Einschluss des Zolles für die Flaschen.					
„ Genever in Flaschenkellern mit Einschluss des Zolles für die Flaschenkeller und Flaschen:					
„ in rothen, mit 15 Flaschen à $1\frac{3}{4}$ Pott	1 St.	3	32	1	48
„ in grünen, mit 12 Flaschen à $1\frac{1}{4}$ Pott	„	2	—	—	88
„ Rum, von St. Croix ausclarirter, oder nach Zollzettel auf St. Thomas oder St. Jan producirter, wenn derselbe in inländischen Schiffen von diesen Inseln eingeführt wird (imgleichen Arak von Ostindien.	30 Viert. à 8 Gr. u. darunter	17	48	2	—
Der Zoll steigt für jeden $\frac{1}{4}$ Grad über 8 Grad in Dänemark um $52\frac{1}{2}$ Rbfsl. pr. 30 Viertel.					
„ Aquavit und Liqueure aus Trauben u. Korn etc.:					
„ in Fustagen	30 Viertel	50	—	12	—
„ in Flaschen	100 Flaschen à $\frac{3}{4}$ Pott	29	16	8	—
mit Einschluss des Zolles für die Flaschen.					
Caffeebohnen	100 ℔	3	12	2	8
Dochte, Lampendochte	„	20	80	15	—
Gurten, von Leinen	„	16	—	10	40
„ von Wolle	„			12	48
„ von Baumwolle	„			15	—
Haartuch, von Wolle		30	Pc.	100 ℔ 25	—
Holz:					
„ Eichen-, Fichten-, Tannen- und alles andere nicht speciell tarifirte Zimmer-, Bau- und Nutzholz pr.	100 Cbkf.	3	32	2	72
„ in ganzen Schiffsladungen à Commerzlast		3	—	2	48
Leinen:					
„ Leinengarn, ungezwirntes, ungebleichtes	100 ℔	4	64	3	12
„ Drillich oder Tischzeug, gebleichtes oder ungebleichtes,					
„ Damast, sammt abgepassten Garnituren	„	25	—		
„ andere Arten Drillich.	„	12	48		
„ Kammertuch, gebleichtes und ungebleichtes, klares und dichtes, bordirtes u. unbordirtes, imgleichen Linon u. Gaze von Leinen, bordirte u. unbordirte	1 ℔	2	—	100 ℔ 10	40

Verzollungs-Gegenstände.		Einfuhrzollsatz für Dänemark. Rbth.		Einfuhrzollsatz für die Herzogthümer Rbth.	
Leinen:					
„ Leinwand von Flachs und Hanf mit Ausnahme von Segeltuch, Presenningtuch u. Raventuch:					
„ gestreifte, gewürfelte u. gedruckte, sammt Hals- und Taschentücher	100 ℔	16	64	100 ℔	10 40
„ gebleichte und gefärbte	„	12	48		
„ ungebleichte:					
„ über 20 Drähte	„	8	32		
Posamentirwaaren von Baumwolle, Leinen, Wolle od. Cameelgarn	„	50	—		33 32
Seidenwaaren:					
„ Seide, roh und verarbeitet	1 ℔	—	32		
„ andere Seiden- und Floretwaaren	„	2	48	100 ℔	30 —
„ Waaren von Seide und Leinen	„	—	60		
Wein:					
„ in Fässern	30 Viert.	20	—		8 —
„ in Flaschen	100 Flaschen à ¾ Pott	16	64		8 32
mit Einschluss des Zolles für die Flaschen.					
Wollene Waaren:					
stempelpflichtige:					
„ Tuch und Halbtuch	100 ℔	100	—		33 32
„ Calmuck, Multum, Flanell, Boy, Coating u. Düffel	„	50	—		12 48
„ Circassia, Cords und Casimir	„	100	—		25 —
„ Bombasin, Camelot, Chalons, Cubias, Merinos und Thibet, einfarbigt, ungewässert und ohne Muster	„	66	64		25 —
„ Bombasin und Merino, roh und ungefärbt	„	43	72		25 —
„ Shawls und Shawltücher		30	Pc.	à ℔	1 24
andere stempelpflichtige Waaren von Wolle, von Wolle und Seide und von Wolle und Baumwolle		30	Pc.	100 ℔	25 —
„ andere nicht stempelpflichtige wollene Waaren (gewebte Strümpfe etc. ausgenommen)		50	—		25 —

Litr. B.

Tarif für den Ausfuhrzoll.

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Bork oder Lohe	100 ℔	— 32	— 10	in Emblg. v. L. 3 Pc.
Eisengut, altes, sammt Rasen- und Wiesenerz	„	— 32	— 10	in Fust. u. Kist. 12 „
Federkiele, ohne Unterschied, ob roh oder präparirt	„	4 16	2 29	in Kisten 45 „
Feldsteine, cfr. §. 4 d. Zollverordn.		dürfen nur als Ballast v. Schiffen ausgeführt werden.		
Felle und Häute:				
„ Felle, unbereitete u. nicht völlig bereitete:				
„ von Kälbern, Schaafen u. Lämmern,				
„ frische und gesalzene	„	1 —	— 30	in Fustagen 12 „
„ getrocknete	„	2 8	1 14½	
„ von Ziegen	„	3 32	2 4	
„ von Hasen und Caninchen	„	20 —	12 24	
„ Häute, unbereitete von grossem Hornvieh u. Pferden,				
„ frische und gesalzene	„	2 —	1 12	in Fustagen 12 „
„ getrocknete	„	4 16	2 29	
Glasscherben	„	— 24	— 7½	in Fust. u. Kist. 16 „
Glockengut und altes Kupfer- und Messinggut.	„	4 16	2 29	in Fust. u. Kist. 12 „
Haar, Hasen- und Caninchen-		25 —	15 30	in Emblg. v. L. 4 „
„ Pferde, rohe, ungesottene (Krullhaar, frei)	„	1 4	— 31¼	
Holz, Eichen	100 Cbkf.	6 —	3 36	
Hornvieh	1 St.	1 64	1 2	
für junges Hornvieh jedoch: für ein Kalb von 80—120 ℔ schwer	„	— 48	— 15	
für ein Kalb über 120 ℔ schwer	„	1 64	1 2	
(Kälber unt. 80 ℔ schwer, frei)				
Knochen (Pulverisirte Knochen, Knochenpulver, frei)	100 ℔	— 10	— 3⅛	
Leimleder	100 ℔	— 80	— 25	

Schweine (Spanferkel frei)		
Talg		
Wachs, weisses und gelbes		10
Wolle		„
„ Kalkwolle (Gerberwolle)		„
Zinngut, altes		„
		„

Zu

1) Alle im Tarif nicht ausdrück
Waaren sind beim Ausgange zollfrei,
Transitauflage ausgehenden Waaren,
genannten Artikel fallen, dem Ausfu
nur die angeordneten Transitabgaben
der Ausfuhrzoll von allen im Tarif da
von der Transit- oder Creditauflage
sie als verzollte fremde Waaren ang
erlegen.

2) Wie nach der Verordnung fü
Waaren ohne Ausfuhrzoll aus dem Kö
ausgehen, so gehen auch alle Waaren
fuhrzoll nach Dänemark. In Dänemar
Ausfuhr nach der Fremde daselbst verb
zogthümern, wo die Ausfuhr gegen E
Zolles gestattet bleibt, versandt werden.

Litr. C.

Tarif für den Transit-Zoll.

1. a) Transitwaaren, welche seewärts von der Ostküste der Herzogthümer ausgehen, oder Waaren, die landwärts nach der Ostküste, und in östlicher Richtung durch die Herzogthümer transitiren, entrichten pr. 100 ℔ Bruttogewicht 32 Rbβ. oder 10 β. vorm. Court.

   b) Transitwaaren, die seewärts von der Westküste der Herzogthümer ausgehen, oder Waaren, die landwärts nach der Elbe oder Westküste und in westlicher Richtung durch die Herzogthümer transitiren, entrichten pr. 100 ℔ Bruttogewicht 16 „ „ 5 „

2. Für Waaren, welche vom Auslande nach vom hiesigen Territorio ganz oder grösstentheils umschlossenen auswärtigen Gebietstheilen eingeführt werden, kann geeigneten Falles, eine der Eingangsabgabe gleiche Durchgangsabgabe erhoben werden.

3. Befreit von Erlegung des Transitzolles sind:
   a) nach der Verordnung vom 27 August 1831, Pech, Federn, ungehechelter Hanf und Flachs, Hanfsaamen, Hanföl, Pferdehaare, Leinsaamen, Hausenblase, Schweinsborsten, Talg, Theer, Tauwerk, Asche aller Art und Wachs:
   b) lebende Thiere aller Art, frische Fische, frisches Fleisch, frischer Speck;
   c) lebende Bäume und Büsche, Blumen und Blumenpflanzen, frische Gartengewächse, Dachreth, Dünger;
   d) Kornwaaren, Malz, Mais, Wicken, Erbsen, Kartoffeln, Heu, Stroh, Torf;
   e) Im Herzogthum Lauenburg bereitete Butter und Käse, sofern der Lauenburgische Ursprung nachgewiesen ist;
   f) Gold und Silber in Barren und gemünztes, sonstige Münzen;
   g) Kunstsachen, als Statüen, Büsten, Basreliefs, Medaillen, Modelle aller Art, Gipsfiguren, Bücher, Charten, Globen, Gemälde, Kupferstiche, Lithographien und Stanographien, Musikalien, Naturalien für wissenschaftliche Sammlungen, Acten, Papierabfall:
   h) Wagen aller Art, Rademacher-, Seiler-Arbeit;
   i) Steine, Meerschaum, leere Fustagen und Kasten, sofern sie alt und nicht Gegenstände des Handels sind.

34.

Notes des cabinets de St. Petersbourg et de Londres concernant la situation de l'Espagne.

(The Morning-Herald.)

Le comte de Nesselrode au marquis de Clanricarde.

„St-Pétersbourg, 2 janvier 1839.

„Le soussigné a mis sous les yeux de l'Empereur la note par laquelle S. Exc. le marquis de Clanricarde, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. britannique, a cherché à attirer l'attention du cabinet impérial sur les calamités dont l'Espagne est malheureusement devenue le théâtre. L'Empereur a pris un intérêt réel à cette communication; il partage avec le cabinet de S. M. britannique l'affliction que toutes les puissances de l'Europe doivent ressentir au sujet de la situation actuelle de l'Espagne. Il desire aussi vivement que le gouvernement anglais de voir mettre un terme à la guerre de sang qui depuis tant d'années couvre la Péninsule de ruines et de deuil. Mais S. M. ne peut se dissimuler qu'au milieu de cette lutte à mort qui désole l'Espagne, il est impossible de lui faire entendre des paroles de paix, et d'en attendre un résultat efficace, sans que des efforts unis et concertés ne soient faits en commun par toutes les grandes puissances de l'Europe. La Russie ne peut rien attendre d'une démarche isolée qu'elle pourrait faire sans la coopération de l'Autriche et de la Prusse, et ces trois cours ne peuvent se déclarer d'une manière efficace à l'égard de l'Espagne sans s'être préalablement concertées avec l'Angleterre et la France. Telle est l'opinion de l'Empereur sur cette question importante. Si l'on croit devoir s'entendre pour la résoudre, non dans aucune vue d'intérêt exclusif, mais dans un esprit de conciliation, comme une question d'humanité qui réclame justement la sollicitude de toutes les puissances, l'Empereur ne refusera pas de participer à une telle délibération, en quelque lieu que l'on juge convenable d'établir le siége de la discussion. Le soussigné prie S. Exc. le marquis de

Clanricarde de vouloir bien mettre cette communication 1839
sous les yeux de sa cour. Il sera heureux que le gouvernement anglais y voie le desir sincère de l'Empereur de seconder, autant qu'il dépendra de lui, les efforts faits par S. M. B. pour pacifier un pays que toute l'Europe s'afflige de voir depuis si longtems plongé dans les malheurs d'une guerre sans fin et sans espérance. Le soussigné a l'honneur, etc.

„Nesselrode."

Le vicomte Palmerston au marquis de Clanricarde.

„Foreign-Office, 25 janvier 1839.

„Mylord,

„Je vous prie d'informer le comte de Nesselrode que le gouvernement de S. M. B. a appris avec une grande satisfaction que l'Empereur a exprimé lui-même au marquis de Villafranca ses sentimens au sujet du caractère barbare qu'a pris la guerre civile en Espagne, et des cruautés auxquelles se livrent les deux parties contendantes. Le gouvernement anglais ne doute pas que le marquis de Villafranca croira de son devoir de faire connaître à don Carlos l'opinion que l'Empereur lui a exprimée, et il est impossible de supposer que des sentimens si justes et si honorables, sortis de la bouche même de S. M. I., puissent manquer de produire un effet décisif sur la conduite de don Carlos.

„Le gouvernement britannique peut assurer au cabinet de St-Pétersbourg, malgré toutes les assertions contraires qui pourraient lui être transmises, que les massacres barbares de prisonniers qui ont eu lieu dernièrement en Espagne ont été en premier l'oeuvre des carlistes et que ce n'a été que comme système de défense que les généraux de la Reine se sont vus contraints d'adopter des mesures de représailles. Le gouvernement de S. M. britannique est parfaitement convaincu que si Cabrera et les autres chefs carlistes voulaient mettre un terme à leurs cruautés et traiter les prisonniers avec humanité, toute mesure de sévérité de la part des généraux de la Reine envers les prisonniers carlistes cesserait à l'instant même.

„Le gouvernement de S. M. britannique remarque que la communication du comte de Nesselrode contient non seulement une réponse à la demande faite au cabinet impérial par le cabinet anglais, mais encore sug-

Hohenfelde, Ham
auch davon ande
sichtigung ihrer ör
den besonderen V
verständnisse ausg

Solche ausges
ziehung auf das
wie Ausland beha
der Stadt Altona u
§. 15 der Zollverc
Bewenden.

Die Regulirung
senen Gebietstheilen
Rechnung bleibt de
und kömmt die Vol
langen gegenseitig K
nung der zu theilen

Art. 5. Den d
vom 1sten Mai 183
fuhr- und Ausfuhr-
thum Lübeck unterw

Art. 6. Verbrau
dürfen künftig in kei
vorbehältlich der im
gaben in einzelnen St
im Einverständnisse d
geordnet werden. In
künftiger Belegung de
Abgabe das Weitere i

tionen auch im Fürstenthum Lübeck werden respective 1839
zur Anwendung gebracht und publicirt werden, so wie nach Maassgabe der ferner gemeinschaftlich vereinbarten besonderen Verordnungen, Reglements und Instructionen Statt finden.

Etwaige Abänderungen der solchergestalt vereinbarten Gesetze, Tariffe und sonstigen Bestimmungen können nur im gemeinschaftlichen Einverständnisse der contrahirenden Regierungen vorgenommen werden.

Art. 8. Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangsverbote, sowohl in gegenseitiger Beziehung, als in Rücksicht auf das gemeinsame Ausland können in den Vereinsländern nicht anders als im gemeinschaftlichen Einverständniss angeordnet werden.

Art. 9. Die bei der Passage durch den Schleswig-Holsteinischen Kanal nach Maassgabe der desfalsigen besonderen Anordnungen zu erlegenden Abgaben sind von der Gemeinschaft ausgeschlossen. Ein gleiches findet Statt in Ansehung der nach der Königlichen Zollverordnung vom 1sten Mai 1838 (Litr. E. Nro 2, Litr. F., Litr. G. und Litr. H.) zu entrichtenden Schifffahrts-Abgaben als Mess- Last- und Feuergeldern wie auch Schiffsclarirungssporteln.

Art. 10. Die Chaussee- Weg- Pflaster- und Brückengelder, die Messgebühren sowie sonstige derartige Abgaben unterliegen der einseitigen Bestimmung der betreffenden Regierung. Die Einwohner der Vereinsländer sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleichgesetzt werden.

Art. 11. Besondere Consumtionsabgaben, welche ein Staat in einzelnen Städten oder Gemeinden für eigene Rechnung angeordnet hat oder anordnen wird oder einzelnen Städten oder Gemeinden bewilligt hat oder bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung des betreffenden Staats. Nur ist stets von dem Grundsatze auszugehen, dass die nach solchen Städten oder Gemeinden aus dem anderen contrahirenden Staate gebrachten Gegenstände in keinem Falle mit einer höheren Abgabe belegt werden dürfen, als die Gegenstände, welche von den Bewohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst sowie von den übrigen Landeseinwohnern in diese Städte oder Gemeinden eingeführt werden.

Art. 12. Wegen solcher Befreiungen und Erleich-

steht, gemeinsc

Art. 13. Z
Zollabgaben od
Fällen, insonde
niglichen Zollve
desherrschaft od
keine Zustimmu
kommt aber zur
rechnung aufzuft

Art. 14. En
bereits aufgehoben
allein zur Last,
ligen wird.

Art. 15. Ges
meinschaftlichen A
ihrem eigenen Na
sich auf das ganze
eigene Staatsgebiet.
tionen werden dage
Staatsregierung selb
sten Zollbehörde u
stein von dem Kö
Commerz-Collegio z
thum Lübeck von
Oberbehörde zu Euti
Verwaltungsbezirks,
des anderen Staats be

Art. 16.

meinsamen Abgaben, nach vorgängiger Verständigung 1839
beigelegt werden können.

Art. 17. Das zur Verwaltung, Controle und Erhebung erforderliche Personal stellt jeder Staat sowohl in seinen eigenen als in den seiner Verwaltung beigelegten Gebietstheilen des anderen Staats an und verfügt dessen eidliche Verpflichtung. Der abzustattende, gemeinschaftlich zu normirende Diensteid soll aber jedem Zollbeamten die Verbindlichkeit auflegen, das gemeinschaftliche Interesse der contrahirenden Länder gleichmässig zu beachten.

Solche Beamte, welche ein Staat in dem Gebiete des anderen angestellt hat und die in diesem für die Dauer ihrer dortigen Dienstfunctionen ihren Wohnsitz nehmen, sind während dieser Zeit rücksichtlich ihrer Privat- und bürgerlichen Verhältnisse den dasigen Gesetzen und Einrichtungen unterworfen, jedoch wird rücksichtlich ihrer und ihrer Söhne Militairpflichtigkeit und ihrer und der ihrigen Heimathsrechte in ihren ursprünglichen Verhältnissen nichts geändert, sowie sie auch in Bezug auf ihre Dienstobliegenheiten ausschliesslich dem Staate, welcher sie angestellt, untergeordnet bleiben.

Art. 18. Alle Administrationskosten werden durch Verabredung der contrahirenden Staaten bestimmt und von dem Bruttoertrage der gemeinschaftlichen Abgaben bestritten werden. Ausgenommen hiervon sind folgende von den einseitigen Staatskassen zu tragende, zu einer Anrechnung nicht geeignete Ausgaben, als:

a) diejenigen, welche durch die Leitung der gemeinschaftlichen Zollangelegenheiten bei der höchsten Zollbehörde jedes Staats und
b) die, welche durch die etwaige, nach den Local-Verhältnissen nicht zu umgehende Erbauung und die bauliche Unterhaltung von Amtslocalen und Packhäusern und zwar innerhalb des eigenen Gebiets, verursacht werden.

Art. 19. Besoldungen, Diäten, Reisekosten und Entschädigungen an die im Dienste befindlichen Zollbeamten, werden durch die Kassen desjenigen Staats, der die Anstellung verfügt hat, ausbezahlt.

Auch die sonstigen Verwaltungs-Ausgaben erfolgen durch die Cassen des Staats, in dessen Verwaltungsbezirke sie verwendet sind. Dagegen werden Unterstützun-

Art. 20. Jeder de
für die Diensttreue de
in der Art, dass Ausfäll
eines solchen Beamten e
Casse von demjenigen S
gestellt hat, zu ersetzen
für die gehörige Bewah
nahmen und für die Si
untergebenen Cassen einz
eignenden Verlüste allein

Art. 21. Den für d
angestellten Beamten kan
nen, sowohl seiner Verw
in den der Verwaltung d
nen Gebietstheilen, die Erh
seitig gebührender Abgab
sonstiger indirecter Steuern
sofern daraus kein Nachthe
Dienst entsteht.

Gleichergestalt kann de
ger Einkünfte schon angeste
den Erhebern die Erhebung
schaftlichen Abgaben, sofer
damit verbunden sind, mit i

In beiden Fällen sollen
von ihrer Oberbehörde mit
steten Diensteid verpflichtet
Staats in Ansehung solcher
gleiche Weise, wie in Ansehu

allenthalben an die Stelle des Königlichen General- 1839
zollkammer- und Commerz-Collegii, und die Grossherzogliche Justiz-Canzley zu Eutin an die Stelle des Königlichen holsteinischen Obergerichts treten, und dass von den Erkenntnissen der Grossherzoglichen Justizcanzeley, wenn diese auf eine schwerere Strafe, als auf eine Mulct von 25 Rthlr. Cour. oder als eine Gefängnisstrafe von 2 mal 5 Tagen bei Wasser und Brod oder als eine Gefängnissstrafe von 40 Tagen bei gewöhnlicher Gefangenkost, lauten, das Rechtsmittel der Appellation an das Grossherzogliche Oberappellations-Gericht zu Oldenburg ergriffen werden kann und dass

2) die bei dem gerichtlichen Verfahren eintretenden Gerichtsgebühren der einseitigen Bestimmung der Grossherzoglichen Regierung vorbehalten bleiben, sowie auch

3) in denjenigen Fällen, wo nach der Königlichen Zollverordnung Zuchthausstrafe eintreten kann, im Fürstenthum Lübeck den Umständen nach auf Arbeitshausstrafe oder Zuchthausstrafe erkannt werden und überhaupt, insofern nicht die zu erlassende Zollverordnung speciellere Vorschriften enthält, nach den Bestimmungen des Oldenburgischen Strafgesetzbuches verfahren werden wird.

Art. 23. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht wird von jeder contrahirenden Regierung rücksichtlich der von ihren eigenen Gerichten erkannten Strafen ausgeübt. Die Zollstrafgelder, sowie die confiscirten Gegenstände oder deren Werth sollen, mit Vorbehalt der Antheile der Denuncianten, demjenigen Staate verbleiben, von dessen Behörden über die Vergehen erkannt worden, von diesem aber, soweit als nöthig ist, zur Unterstützung der Zollbeamten und deren Hinterbliebenen verwendet werden. Die eingezogenen defraudirten Abgaben fliessen jedoch in die gemeinschaftliche Casse.

Art. 24. Die contrahirenden Staaten wollen sich auch überhaupt durch solche fernerweitige Maassregeln gegenseitig bereitwillig und kräftig unterstützen, die geeignet sind, ihre gemeinschaftlichen und besonderen Abgaben zu sichern und den Schleichhandel zu unterdrücken.

Ueber dergleichen Maassregeln, als Verfolgung der

g der Koste
trahirenden Staa
kerung vertheilt.

Zu dem En
die aus der letzte
kerung zum Gru

Art. 26. D
Vertheilung des g
die zu dem Ende
gleichung wird na
res vorgenommen.
raum vom 1sten J
res umfasst, wird
schaftlichen Erheb
und der nach die
angefertigten, geme
ten Rechnungsabsch
jedem Staate sein G
den muss.

Die definitive A
nigt, spätestens ab
nach Ablauf des R
werden.

Art. 27. Jeder
Befugniss, nach der
Staats einen Commis
Geschäften und Verh
meinschaftliche Zollsy
men, auch den dess
Zollbehörd

dürfnisses von Zeit zu Zeit Special Bevollmächtigte der 1839
Vereinsländer zusammentreten, um die etwa erforderlichen Einleitungen zu neuen oder zur Ergänzung und Abänderung bestehender Vorschriften und Einrichtungen zu treffen, den Gang der Verwaltung zu prüfen, die bei dieser entstandenen Ungleichheiten zu beseitigen und um etwanige Zweifel zu heben, welche sich bei der definitiven Jahrsabrechnung über die gemeinschaftliche Einnahme und Ausgabe herausstellen möchten.

Art. 29. Bei der Erhebung der gemeinschaftlichen Abgaben wird in dem Vereinsgebiete einerlei Münze, Maass und Gewicht zum Grunde gelegt, und soweit erforderlich, das Verhältniss der geltenden Münzen, Maasse und Gewichte durch Reductionstabellen bekannt gemacht werden.

Art. 30. Zur Beförderung und Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs ist verabredet, dass, mit Ausnahme der Hausirer, diejenigen Handel- und Gewerbtreibenden des einen Staats, welche sich zur Ausübung ihres Handels oder Gewerbes in den andern Staat begeben, in dem letzteren zu Gewerbesteuern nicht herangezogen werden sollen, wenn sie selbst oder die, in deren Dienste sie stehen, in demjenigen Staate, worin sie ihren Wohnsitz haben, zum Handel oder Gewerbe befugt sind. Auch sollen sich die Unterthanen der Vereinsländer einer gegenseitigen unbeschränkten, auch auf die Landhandwerker ausgedehnten Jahrmarktsfreiheit unter Beobachtung der Zollverordnung, zu erfreuen haben. Es verbleibt indessen im übrigen bei den in dem Königlichen Patent vom 9ten Mai 1825 und der Grossherzoglichen Regierungsbekanntmachung vom 31sten Mai 1825 erhaltenen Bestimmungen.

Art. 31. Nur im Einverständnisse der contrahirenden Regierungen dürfen Verträge mit anderen Staaten hinsichtlich der gemeinschaftlichen Einfuhr- Durchfuhr- und Ausfuhr-Abgaben abgeschlossen werden.

Handels- und Schifffahrts-Verträge mit anderen Staaten, welche auf den Ertrag der gemeinschaftlichen Abgaben keinen Einfluss haben, können dagegen auch künftig von jedem contrahirenden Staate einseitig eingegangen werden.

§. 32. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum Ablaufe von zehn Jahren bestimmt und soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere

Auen werden,
über freien Handel u
meinsame Verabredu
lichen Modificationen
Vertrag angenommene

Art. 33. Dieser
den Original-Exempl
zur Ertheilung der A
cationen vorgelegt we
möglichst Statt finden

Urkundlich ist vo
vollmächtigten unterzei

So geschehen Cop
CARL FRANCKE.
(L. S.)

P a

betreffend den Zollvere
beck. Kopenhagen,

Wir Frederik der
König zu Dänemark, de
zog zu Schleswig, Holstei
und zu Lauenburg, wie
kund hiemit: Wir haben
funden, zur Beförderung d
führung einer einfacheren
Grenzcontrole

kunden gegenseitig ausgewechselt worden sind, hier- 1839
durch zur öffentlichen Kunde gelangen.

Wornach Alle, die es angeht, sich alleruntertäniget zu achten haben.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Kopenhagen, den 20sten Februar 1839.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und beigedruckten Insiegel.

FREDERIK R.
(L. S.)

LOWZOW. LEHMANN. THONNING. BECH. C. WARNSTEDT.

36.

Cartel de Douanes entre le Duché de Holstein et la Principauté de Lübeck. Signé à Copenhague, le 4 Janvier 1839.

(Publication officielle faite à Copenhague).

Seine Majestät der König von Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg;

einerseits

sowie Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog von Schleswig, Holstein, der Ditmarschen und Oldenburg, Fürst von Lübeck und Birkenfeld, Herr von Jewer und Knipphausen, etc. etc.

andererseits

haben zur vollständigen Ausführung des unterm heutigen Tage abgeschlossenen Zollvereins und zur Verhütung des Schleichhandels, Unterhandlungen eröffnen lassen und zu diesen bevollmächtigt:

einerseits

Seine Majestät der König von Dänemark, etc. etc. Allerhöchst Ihren Justizrath Francke, Committirten im Generalzollkammer- und Commerz-Collegium

andererseits

Seine Königliche Hoheit, der Grossherzog von Oldenburg, etc. etc.

sich gegenseitig durch
Mittel dahin zu wirke
gemeinsamen Interesse
del überall verhütet oc

Art. 2. Die Beh
auch die im Interesse d
gensdarmen in den con
in dem Gebiete des St
ist, darauf achten, da
insbesondere aber, dass
lern sich bilden oder W
den, welche zum Zwec
pflichtige Gegenstände
schwärzen.

Sie sind auch oh
verbunden, alle gesetzli
zur Verhütung, Entdecl
den anderen Staat beabs
begangenen Verletzunge
fuhrverbote dienen könn
hörden dieses Staats dav
machen.

Art. 3. Vornemlich
chung und Bestrafung d
tragten Behörden des ein
1) den in einer solchen A
Requisitionen derartiger
sowohl in Beziehung
venienten, dieselben m

gesetzlich eintretenden körperlichen Strafen, stets auf 1839
das bereitwilligste genügen;

2) die von Zollbeamten des anderen Staats, insonderheit nach Maassgabe der §. 286 der Königlichen Zollverordnung vom 1sten Mai 1838 und des betreffenden § der Grossherzoglichen Zollverordnung für das Fürstenthum Lübeck angebrachten Denunciationen gegen Zollcontravenienten fördersamst zur Untersuchung ziehen.

Alles dies in eben dem Maasse, wie wenn eine Behörde des eigenen Landes die Requisition erlassen, oder ein in diesem angestellter Zollbeamte die Anklage erhoben hätte.

Art. 4. Die Vollziehung der von einem zahlungsunfähigen Contravenienten zu erleidenden körperlichen Strafe soll jedesmal der Behörde desjenigen Landes zustehen, in welchem derselbe als domicilirter Unterthan zu betrachten ist.

Ist der Contravenient indessen der Unterthan eines fremden Staats, so soll er im Fall der Betretung in einem der contrahirenden Staaten an diejenige Behörde, welche die Untersuchung geführt hat, auf vorgängige Requisition sofort ausgeliefert werden.

Die Kosten der Detention des Inhaftirten fallen bei dessen Zahlungsunfähigkeit jederzeit dem Staate zur Last, in dessen Bezirke die Strafe vollzogen werden muss.

Art. 5. Den Zollbeamten und Grenzgensdarmen des einen Staats, letzteren jedoch nur in Verbindung mit ersteren, soll gestattet sein, die Spuren verübter Zollcontraventionen auch in das Gebiet des anderen Staats, ohne Beschränkung auf eine gewisse Strecke, zu verfolgen. Sind dabei verordnungsmässig zulässige Haussuchungen oder Beschlagnahmen und andere gesetzliche Maassregeln zur Constatirung des Thatbestandes erforderlich, so sollen selbige auf den mündlichen oder schriftlichen Antrag der Zollbeamte und unter deren Zuziehung von der nächsten obrigkeitlichen Person vorgenommen werden. Letztere hat sodann über den ganzen Vorgang ein Protocoll aufzunehmen, und eine Abschrift desselben dem Zollbeamten, auf dessen Antrag jene Maassregeln ergriffen sind, mitzutheilen. Auch sollen die Zollbeamte und in Verbindung mit ihnen die Grenzgensdarmen befugt und gehalten sein, auf der That betroffene Contravenienten, die mit den Gegen-

der erforderliche Schu

Art. 6. In den l
travention ein persönl
ten gesetzlich zulässig
Contravenienten in de
beamten geschehen kö
dann der nächsten O
werden. Ist indessen
dem verfolgenden Zoll
führung sowie die Zal
den Strafe gesichert,
im anderen Staate nie

Art. 7. Nach de
sive festgestellten Grun
und Angestellten ebenf
Uebertretung eines Ein
ren Staats zu verfolgen

Art. 8. Wenn mi
oder der bestehenden
gleich andere Verbrech
der Fälschung, der W
andere Beamte oder d
Beleidigung concurriren
contrahirenden Staaten
15ten März 1820 oder
heit der That keine An
Artikel 3. 4. 6 des ge

vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst 1839
stattfinden wird.

Zur Urkunde dessen ist derselbe von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Copenhagen, den 4ten Januar 1839.

CARL FRANCKE. (L. S.) WILHELM Freiherr GROTE. (L. S.)

Patent,

betreffend das Zollcartell mit dem Fürstenthum Lübeck. Kopenhagen, den 20sten Februar 1839.

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Thun kund hiemit: In Verbindung mit der hinsichtlich des Herzogthums Holstein und des Fürstenthums Lübeck eingegangenen Zollvereinigung, hat der von Uns ernannte Bevollmächtigte mit dem Bevollmächtigten Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg den beigefügten Vertrag über die Unterdrückung des Schleichhandels, über die Verfolgung der Spuren begangener Zollcontraventionen und über die desfalls zu leistende Rechtshülfe abgeschlossen.

Nachdem dieser Vertrag von beiden Seiten ratificirt worden, lassen Wir solchen hierdurch zur allgemeinen Kunde bringen und befehlen Allen, die es angeht, sich danach gebührend zu achten und die Bestimmungen desselben zur Ausführung zu bringen.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Kopenhagen, den 20sten Februar 1839.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und beigedruckten Insiegel.

FREDERIK R.
(L. S.)

LOWZOW. LEHMANN. THONNING. BECH. C. WARNSTEDT.

les documens y
de Posen, le

(Leipziger Allgemeine Zeitu
lage N

Die Königl. Regierung
Staatszeitung unter dem 3
der Allocution Sr. Heiligkei
ber sich veranlasst gefunde
weise in Betreff der gemisc
Erklärung abzugeben. So
klärung, so wie durch das
mich die Königl. Regierung
rem Standpunkte aus
habe ich doch mit Betrübnis
gleicher Zeit in der Mittheil
lichen Angelegenheit manche
nicht entsprechende und me
Auseinandersetzung gefunde
ich hier die Beurtheilung de
Ereignisses, wie selbe vom
schen Standpunkte ganz vers
hingestellt, und verweise die
logische Discussionen; ich be
tige Erklärung nur das Fac
berühren, respective Klage
durch neue Erklärungen,
der betreffenden Actenstück

zur äussersten Grenze eines sträflichen Trotzes verirrt, bald eine verzagte Wankelmüthigkeit zur Schau trägt." Die nachstehenden Actenstücke sollen es dem Urtheile des verehrlichen Publicums anheimstellen, ob ich von Anfang bis zu Ende nicht die Sache, welche ich als eine Angelegenheit der katholischen Kirche bezeichnete, unverkümmert aufrecht erhalten habe; nur was die Form betrifft, die mir angehört, war ich um des Friedens willen bereit, jegliche Resignation zu üben, Manches zu mildern; dadurch aber hat sich das Königl. Ministerium berechtigt geglaubt, mich einer verzagten Wankelmüthigkeit zu beschuldigen. 1839

2) Es heisst ferner: „in den östlichen Provinzen des preuss. Staats würden gemischte Ehen von katholischen Geistlichen kirchlich eingesegnet, ohne den Verlobten das Versprechen der künftigen Erziehung der Kinder im katholischen Glauben abzufodern. Dies sei für die Erzdiöcese Gnesen-Posen von den verstorbenen Erzbischöfen Gorzeński und Wolicki anerkannt und befolgt, und selbst von mir als ehemaligem Capitularverweser mittelst urkundlicher Versicherung vom 29. Januar 1830 bezeugt worden." Hier nun tritt die beklagenswertheste Seite der ganzen Angelegenheit hervor, insofern dadurch allein die spätern traurigen Folgen durch den verzweifelten Erlass meines Hirtenbriefes herbeigeführt wurden. Die Königl. Regierung umgeht nun, wie früher, Alles, was in Betreff dieser meiner Erklärung von 1830 bemerkt, und eben darauf meine neue Foderung gestützt worden ist, und hebt die aufgestellten weltlichen Gesetze nur noch verstärkter hervor, ohne auf meine Gegengründe einzugehen; sic volo, sic jubeo. „Dadurch hat die Sache den Punkt erreicht, auf dem sie jetzt steht, Autorität gegen Autorität, Gewalt gegen Gewalt." Die Behauptung, dass die gemischten Ehen von allen Geistlichen in meiner Diöcese die kirchliche Einsegnung ohne ein Versprechen erhalten haben, wird ungeachtet der nahe an 1000 nur oberflächlich aus den Kirchenbüchern gesammelten und mehrer an Se. Exc. den Minister von Altenstein hiervon eingesandten Gegenbeweise immer wieder von neuem vorgebracht, da doch die Königl. Regierung selbst in der That diese nicht angenommen zu haben scheint, wie folgendes Aktenstück in Beilage A. beweist, das auf

Sache, an der ich
was in meinen Kr
wie sehr mich die
digste Eröffnung,
Behörde hier und
her bekannt sein k
Erlasse sehen (Beil
Tage an das Hoc
sandte, da die Civ
des h. Adalbert (23

8) Ungeachtet
meiner Seite gesche
doch durch den Ve
23. April, dass ich n
weil die Sache nicht
von mir bereits am
beseitigen können, b
gen ganz mit ihm a
mediatvorstellung a
unterthänigen Schrei

9) Auch in alle
dem Chef-Präsidente
ich in der einmal da
Praxis nicht das Min
nicht; wie geneigt i
ständigung herbeizufü
genden zwei Immedia
entnehmen. Kein bil
und Stellung

Ich habe nichts mehr hinzuzufügen und hätte überhaupt 1839
gewünscht, die Königl. Regierung hätte mich durch einfache Darlegung der betreffenden Actenstücke dieser schmerzlichen Pflicht überhoben. Niemals mehr werde ich dem Publicum gegenüber meine Stimme erheben, aber in meiner Würde als Bischof unter Gottes Beistande die verkannten Rechte meiner Kirche unerschütterlich vertreten. Posen, den 5. Januar 1839. Der Erzbischof von Gnesen und Posen.

MARTINUS DUNIN.

Beilage A. Erlass an die Landräthe. Se. Excellenz der Herr Minister der geistlichen Angelegenheiten haben mittels Rescripts vom 3. Mai d. J. Nr. 9231 angeordnet, dass auch in den beiden Diöcesen Gnesen und Posen die gemischten Ehen ohne Forderung eines Versprechens und ohne Nachweisung eines Uebereinkommens in Betreff der Erziehung der Kinder im katholischen Glauben von der katholischen Geistlichkeit aufgeboten und kirchlich eingesegnet werden sollen. Indem ich diese Bestimmung den Herren Districtscommissarien und Bürgermeistern mittheile, gebe ich denselben hiermit zugleich auf, für deren Bekanntmachung Sorge zu tragen, auf deren Befolgung streng zu halten, event. etwaige Contraventionen sofort umständlich anher anzuzeigen. Schroda, den 19. Juli 1837. In Vertretung des Landraths. (gez.) v. Bünting, Regierungsassessor. An den Herrn Districts-Commissarius zu Kostrzyn. N. 651. II. pr. m. s. p. r. Den Herren Geistlichen des diesseitigen Districts zur gefälligen Kenntnissnahme und baldigen Zurücksendung zu tradiren. Kostrzyn, den 25 Juli 1837. KRIENITZ.

B. Schreiben des Erzbischofs an das Hochw. Domcapitel zu Gnesen. Meine geliebten Brüder! In der gegenwärtigen Angelegenheit unserer heil. Kirche hat Gott die Bemühungen Eures Hirten gesegnet und seine Kräfte gestärkt, wie er den Aposteln und ihren Nachfolgern versprochen, indem er mir den nöthigen Starkmuth verlieh, die kirchliche Lehre hinsichtlich der gemischten Ehen öffentlich zu vertreten. Ohnerachtet des ausdrücklichen Verbotes des Monarchen, gestützt auf Gottes allmächtigen Arm, that ich, was jeder um das Wohl seiner Heerde besorgte Hirt thun muss, habe jedoch hierbei nichts mehr als meine strenge Pflicht erfüllt. Ihr habt es, geliebten Brüder, für eine

nur meiner strenge
Euch schon zugeth
barkeit überfüllt, k
Euren verehrungsw
bewenden lassen; i
diger Schrift und ve
liche Zuneigung, I
aber nach höherm
macht eingekerkert
Wirken gehemmt
wird mich diese sta
gleiten, dass Euer e
rer Väter getreu,
Capitels nicht nacha
unrechtmässig einen
len und sogar seine
sicht verehrungswür
Oberhaupte der Ki
Euch sein, denn Eu
nicht aufhören, für
unterlasset es nicht,
Euch mit Herz und
bringen. Möge mein
hüllen und die freudi
Kirchen verstummen,
ziemt es, nach dem
zu vergiessen, nicht
dieses jedoch Eurem

durchgelesen und wohl erwogen. Vor Allem bemerke 1839
ich ganz ergebenst, dass ich meinen Hirtenbrief vom 27. Februar d. J. in der innigen Ueberzeugung erlassen habe, dass meine Pflicht gegen die katholische Religion, deren Wahrung mir anvertraut ist, und mein Verhältniss zu dem sichtbaren Oberhaupte der katholischen Kirche mich dazu unabweislich nöthigten. Ich habe als katholischer Erzbischof im rein kirchlichen Interesse gehandelt, ohne auch nur im Geringsten die bürgerlichen und Staatsverhältnisse meiner katholischen Diöcesanen berühren zu wollen, und bin dafür nur Gott und dem heil. Apostolischen Stuhle verantwortlich. Indessen geruhen Se. Majestät, unser huldvoller Landesvater, zu erklären, dass Allerhöchstdieselben gar nicht gemeint sind, die Gewissensfreiheit Allerhöchstdero katholischer Unterthanen zu beschränken, und dass es keineswegs Allerhöchstdero Wille sei, die katholischen Geistlichen zu zwingen, gemischte Ehen aufzubieten und einzusegnen, wenn die Satzungen der katholischen Kirche dem entgegenstehen. Dadurch ist meine Hauptbeschwerde beseitigt, und ich finde mich bewogen, dafür meinen tiefgefühlten, allerunterthänigsten Dank mit herzlichster Innigkeit darzubringen. Diese huldvolle Erklärung berechtigt mich zu der Hoffnung, dass auch die sonstigen in der Praxis bei der Sache sich ergebenden Bedenken mit gleicher Huld und Gnade werden gehoben werden. Ich wage, dieselben nachstehend ganz ergebenst vorzutragen: 1) soll den katholischen Geistlichen freistehen, dem gemischten Brautpaare bei dem hier üblichen Brautexamen die katholischen in Beziehung auf die gemischten Ehen und deren Folgen bestehenden Grundsätze vorzuhalten und ihnen die Pflichten in Betreff der religiösen Erziehung der Kinder einzuschärfen. Nimmt das Brautpaar Anstand, dieselben zu erfüllen, so findet nach der Allerhöchsten Erklärung die Verweigerung des Aufgebots und der Trauung statt; der katholische Theil wird aber alsdann von seinem Seelsorger als den katholischen Grundsätzen untreu, nicht nur von den Sacramenten, sondern auch von allen kirchlichen Segnungen ausgeschlossen, und überhaupt in religiöser Rücksicht so berücksichtigt, wie sein moralisch religiöser Zustand es erfordert. 2) Damit die Katholiken unumschränkte Ausübung ihres Glaubens erlangen, ist die Aufhebung der Bestimmung erforderlich, wonach

diction und Amtsthätigk
lischen Grundsätzen nur
Gewalt betrachtet wird u
im Namen ihres Bischof
Bischof des Aufsichtsrech
samen Geistlichen ihm z
rechts entäussern. Wes
Recht in Anspruch nehm
Th. II. Tit. XI. §. 121 fg
Falle schon deshalb erfod
jedem Kirchspiele eine eig
widerlaufende Praxis hera
Kirchenzucht und der Le
wozu ich als Erzbischof
den diese Bedenken beseit
schehenen Allergnädigsten
erwarten steht, so erkläre
andern Erlass die nöthige
Belehrung an die katholisc
diöcesen ergehen zu lasse
Euer Hochwohlgeboren Anr
anbetrifft, dass ich durch
gegen die gesetzliche Ordnu
ich dieselbe als von mir du
ablehnen. Ich habe keine
sondern nur die uralten
Kirche, welche durch die v
briefe angezogenen Bullen
zu verschiedenen Zeiten du

womit dieser Hirtenbrief den Geistlichen durch die Civilbeamten abgenommen worden, die Gemüther allgemein in Unruhe versetzen müssen. Hat mithin gegen meine Absicht irgendwo Aufregung stattgefunden, so ist sie lediglich durch das eingeschlagene Verfahren der Civilbehörden zu meiner höchsten Betrübniss hervorgerufen worden. Ich hege die zuversichtliche Hoffnung, dass Se. Majestät, mein Allergnädigster König, meinen durch Gewissensdrang gethanen Schritt mir nicht ungnädig auszulegen geruhen und sowol mir selbst als auch meinen Geistlichen und Diöcesanen die volle Gewissens- und Religionsfreiheit auch fernerhin Allergnädigst gestatten werden. Schliesslich kann ich nicht umhin, ganz ergebenst zu bemerken, dass die mir gestellte Frist von 24 Stunden bei meinem geschwächten Gesundheitszustande es mir nicht gestattet, meine Erklärung der Wichtigkeit der Sache, meiner Stellung als Erzbischof und Unterthan Sr. Majestät des Königs und meinem Gefühle angemessen abzugeben, weshalb ich Ew. Hochwohlgeboren ganz ergebenst zu bitten mir erlaube, diese Angelegenheit Sr. Majestät dem König in einer solchen Art allerunterthänigst, geneigtest vorzutragen, dass Allerhöchstdieselben diese meine Erklärung in Gnaden aufzunehmen und mir Allerhöchstdero Gewogenheit wieder zuzuwenden geruhen wollen, wobei ich gleichzeitig Ew. Hochwohlgeboren versichere, dass ich in weltlichen Dingen Sr. Majestät meinem Allergnädigsten Könige und Herrn vollkommen ergeben, treu und unterthänig bin. Posen, den 20. April 1838. Der Erzbischof von Gnesen und Posen. (gez.) von Dunin. An den Königl. Oberpräsidenten des Grossherzogthums Posen, Herrn Flottwell, Hochwohlgeboren hier. 1839

D. Erlass des Erzbischofs an das Hochwürdige Domcapitel zu Gnesen. Ich beeile mich, Einem Hochwürdigen Metropolitan-Capitel die in der an den Oberpräsidenten des Grossherzogthums Posen, Herrn Flottwell, von Sr. Majestät, unserm Allergnädigsten Könige und Herrn unterm 12. April c. allerhöchst erlassenen, mir amtlich mitgetheilten Cabinetsordre huldreichst ausgesprochene Willensmeinung Sr. Majestät des Königs bekannt zu machen, wonach Allerhöchstdieselben zu erklären geruhen, „dass jede Be„schränkung der Gewissensfreiheit Ihrer katholischen Un„terthanen in Betreff der sogenannten gemischten Ehen,

1839 „sowie in jeder andern kirchlichen Angelegenheit dem „Allerhöchsten Willen Sr. Königlichen Majestät ganz „entgegen sei, und dass Allerhöchstdieselben keineswegs „gesonnen wären, die durch die Landesgesetze jedem „katholischen Pfarrer gestattete Wahl eine Ehe, wel„che nach den Landesgesetzen erlaubt ist, um deswillen, „weil die Dispensation der geistlichen Oberen versagt „worden, durch Aufgebot und Trauung zu vollziehen, „oder sich gefallen zu lassen, dass diese von einem an„dern Pfarrer verrichtet werde, in irgend einem Theile des „Reiches zu beschränken." Seine Königl. Majestät haben ferner durch den unterm 12. April c. allerhöchst erlassenen Zuruf an Allerhöchstdero katholische Unterthanen im Grossherzogthume Posen allergnädigst zu eröffnen geruhet, dass Allerhöchst Sein ernstlicher Wille dahin gerichtet ist, die katholischen Unterthanen wie bisher, so auch ferner, dem Besitzergreifungspatente vom 15. Mai 1815 gemäss, bei ihrer Religion zu schützen, und daher nicht zu dulden, dass die durch die Allerhöchsten Landesgesetze gebotene Glaubens- und Gewissensfreiheit in irgend einem Gegenstande der kirchlichen Lehre gestört oder gehemmt werde. Seine Majestät, unser allergnädigster Landesvater, haben in diesem Zurufe die für uns Katholiken ganz beruhigende und höchst trostreiche landesväterliche Versicherung auszusprechen geruht, dass es Allerhöchst Ihr eifrigstes Bestreben ist, die von unsern Vorfahren behauptete und geübte Glaubens- und Gewissensfreiheit auch uns zu erhalten. Durchdrungen von dem innigsten Dankgefühl gegen Seine Majestät, unsern Allergnädigsten König und Herrn, für diese trostreiche und wahrhaft landesväterliche Willensmeinung, kann ich nicht umhin, Ein etc. Metropolitan-Capitel auf das dringendste aufzufodern, den zu dem bevorstehenden St.-Adalbertsfeste sich versammelnden Gläubigen durch die betreffenden Prediger die dringende Mahnung an das Herz zu legen, dass sie in dankbarster Anerkennung der von Sr. Majestät dem Könige in dem gedachten Zuruf ausgesprochenen landesväterlichen Absichten, den Landesgesetzen, sowie den Anordnungen der Obrigkeit treu und gehorsam seien und die tiefste Ehrfurcht vor Sr. Majestät dem Könige auch durch fortgesetzte Eintracht mit ihren, zu einer andern christlichen Religionspartei sich bekennenden Mitbürgern an den Tag zu legen, und als treu ergebene und dank-

bare Unterthanen für das Wohl Seiner Majestät des 1839
Königs und Beschützers unserer heil. Religion, des theuersten Erbes unserer Vorfahren, ihre inbrünstigen Gebete zu Gott, dem Geber alles Guten, emporsenden. Ein etc. Metropolitan-Capitel ersuche ich hiermit, hiernach den betreffenden Festtagsprediger zu instruiren und ihm in meinem Namen zur strengsten Pflicht zu machen, die versammelten Gläubigen am Schlusse der Predigt über die von Sr. Majestät uns stets erhaltene und geschützte Gewissens- und Religionsfreiheit vollständig zu belehren, und denselben die Lehre des Apostels Petrus im ersten Briefe, 2. Capitel, Vers 13. 17, welche also lautet: „Seid also einer jeden menschlichen „Obrigkeit wegen des Herrn unterthänig, sowol dem „Könige, als dem Oberbefehlshaber, als auch den Statt„haltern, indem diese zur Rache der Uebelthäter und „zum Lobe der Frommen von ihm gesandt sind. Denn „dieses ist der Wille Gottes, dass ihr durch gute Hand„lungen der Unwissenheit unvernünftiger Menschen den „Mund stopfet, als Freie, nicht aber, als misbrauchtet „ihr die Freiheit zur Bemäntelung der Bosheit, sondern „als Knechte Gottes. Ehret Alle, liebet die Brüder, „fürchtet Gott und ehret den König," ans Herz zu legen. Ein Hochwürdiges Metropolitan-Capitel ersuche ich noch schiesslich, den Festtagsprediger zu veranlassen, dass er diesen meinen Erlass den versammelten Gläubigen von der Kanzel deutlich und vernehmlich vorträgt, worüber ich mir von Hochdenselben eine glaubhafte Bescheinigung nach dem Feste erbitte. Posen, am 21. April 1838. Der Erzbischof von Gnesen und Posen. (gez.) von Dunin. An Ein Hochwürdiges Metropolitan-Capitel zu Gnesen.

E. Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König! Allergnädigster König und Herr! Ew. Königl. Majestät Oberpräsident Flottwell hat mir Allerhöchstdero Befehle an ihn und die Minister von Altenstein, von Rochow und v. Werther vom 12. d. M. bekannt gemacht, und in Abschriften mitgetheilt. Mit tiefster Betrübniss habe ich daraus ersehen, dass mein Hirtenbrief vom 27. Februar c., die gemischten Ehen betreffend, Allerhöchstdero Unwillen mir zuwege gebracht hat, und ich bin darüber untröstlich; — ich rühme mich Ew. Königl. Majestät treuester Unterthan zu sein, ich bin Allerhöchstdenselben mit der unbedingtesten Pflichttreue erge-

gegen strömen
kungskreise strebe
und zu verbreiten.
meiner Gesinnung
Majestät Ungnade z
auszudrücken; ich f
Allerhöchstdieselben
tigung Allergnädigst
nicht so, wie ich es
sind Ew. Königl. M
Landesvater, dessen
überströmt. Es wird
ich eine neue Verord
ohne Wissen und G
habe. Ich wage Ew.
vorzustellen, dass die
hält dieselbe nur die
che in Absicht der ge
nigl. Majestät Staaten
heit und die katholi
2) Entspricht sie nur
polnischen Bischöfe au
Recht beständig publici
ist, die mithin noch i
nicht der landrechtlich
§. 442 fg., wonach di
gezwungen werden soll
katholische Lehre Ehe
und 4) Geruhen Ew.

Erinnerung gebracht, ich habe es gethan, weil ich es 1839
für meine heiligste Pflicht hielt, die katholische Religion in ihrer ganzen Reinheit zu erhalten. Ew. Königl. Majestät bekannter frommer Sinn wird es einem katholischen Bischofe zu gute halten, wenn derselbe, von Gottes Eingebung getrieben, that, was er für seine unabweisliche Gewissenspflicht hielt, wenn er der Gewissensfreiheit folgte, die Allerhöchstdero Gesetze dem geringsten Unterthan sichern. Ich werde ferner angeschuldigt, durch meinen Hirtenbrief das Volk aufgeregt zu haben. Geruhen Ew. Königl. Majestät Allergnädigst zu vergeben, wenn ich diese schwere Anschuldigung allerunterthänigst ablehne: 1) Betrifft mein Hirtenbrief nur den einzigen Gegenstand der gemischten Ehen. Dieser berührt den grossen Haufen des Volkes beinahe gar nicht; er ist demselben fast gleichgültig; er ist nicht geeignet, ihn aufzuregen. 2) Ist der Hirtenbrief nur an die katholischen Geistlichen gerichtet, er schreibt nur ihnen das Verfahren vor, welches sie bei gemischten Ehen zu beobachten haben. Die Empfehlung, dass sie bei Gelegenheit die Parochianen mit den Vorschriften der katholischen Kirche über den fraglichen Gegenstand bekannt zu machen haben, kann nicht Aufregung bewirken; Alles konnte und musste in Ruhe geschehen. Und 3) ist der Hirtenbrief in tiefster Ehrerbietung gegen Ew. Königl. Majestät abgefasst, und verpflichtet die katholischen Bekenner zu innigsten Gebeten für Allerhöchstdero Heil. — Freilich findet hier Aufregung statt, dieselbe ist aber andern Ursachen zuzuschreiben, die mir ganz fremd sind. Ich übergehe die persönliche Kränkung, die ich dabei zu erleiden hatte; ich ertrug sie mit priesterlicher Ergebung und klage nicht. Indessen wurde sie dennoch bekannt. Mein Hirtenbrief wurde den Geistlichen mit Aufsehen weggenommen, es fehlte dabei nicht an Brusquerien, wenn sie auch von der Provinzialbehörde nicht beabsichtigt sein mochten; es wurden zu der Massnahme gegen die Pfarrer unpassende Zeitpunkte, wo beispielsweise die Gemeinde zum Gottesdienste versammelt war, gewählt. Mein Official Brodziszewski in Gnesen, ein allgemeiner Liebe und Achtung sich erfreuender Geistlicher, wurde Seitens der weltlichen Behörde suspendirt und unter Arrest gesetzt. Unmöglich konnten solche Vorkehrungen, ohne Aufregung zu veranlassen, ablaufen; ich habe sie tief betrauert. Allergnädigster Lan-

1839 desvater! Allerhöchstdero Zuruf an die katholischen Unterthanen des Grossherzogthums Posen und der huldvolle Befehl an den Oberpräsidenten Flottwell vom 12. d. M. haben die Angelegenheit grossmüthig erledigt, und ich wage es allerunterthänigst vorzustellen, meinen Hirtenbrief zu bestätigen; dieser enthält nichts weiter, als was jene von Neuem allergnädigst zusichern. Ich erbiete mich allerunterthänigst, die Geistlichkeit und die katholischen Glaubensgenossen darüber schuldigst zu belehren; ich werde es ihnen aus allen Kräften eindringlich machen: 1) Dass die katholische Religion und Gewissensfreiheit und deren Bekenner unter Ew. Majestät segensreichem Scepter geschützt seien, dass, etwas Anderes anzunehmen, Irrthum und Missverständniss sei. 2) Dass die katholischen Geistlichen befugt und verpflichtet seien, den gemischten Brautpaaren vorzuhalten, was die Satzungen der katholischen Kirche von ihnen fodern. 3) Dass die katholischen Geistlichen befugt und verpflichtet seien, ihnen, für den Fall, dass sie jenen Satzungen nicht freiwillig genügen zu wollen erklären, das Aufgebot und die Trauung, sowie die Spendung anderer Sacramente zu versagen, mit dem Anheimgeben, sich deshalb der landrechtlichen Vorschrift gemäss anderweit vorzusehen, oder die Entscheidung des Bischofs mit Ausschluss der Berufung an weltliche Behörden einzuholen. 4) Dass die Geistlichen sammt ihren Gemeinden die inbrünstigsten Dankgebete für den denselben von Ew. Majestät von Neuem Allerhuldreichst bethätigten Schutz erheben, sie zur unverbrüchlichsten Pflichttreue gegen Allerhöchstdieselben ermahnen, ihnen darin selbst mit schuldigstem Beispiele vorangehen, und diese pflichtmässige Gesinnung bei jeder Gelegenheit wieder und wieder erwecken und rege erhalten, damit das beglückende Band zwischen dem Unterthan und seinem mächtigen Beherrscher nie gestört werde. Ew. Königl. Maj. huldvollem Befehle sehe ich ehrfurchtsvoll entgegen, um diese Belehrung sofort schuldigst zu erlassen. Allergnädigster König! Es bleibt noch dann die Frage übrig: Ob die katholischen Geistlichen zu bestrafen seien, welche gemischte Ehen einsegnen, ohne den Vorschriften genügt zu haben, die ihnen als Priester die katholische Lehre auferlegt? Geruhen Ew. Königl. Majestät Allerhuldreichst zu erwägen, dass, wenn die katholische Lehre anerkannt wird, deren Nichtbeach-

tung unmöglich straflos bleiben kann. Denn was wäre 1839
eine Vorschrift, wenn sie ungeahndet übertreten werde könnte? Indessen gelobe ich allerunterthänigst, dass ich in solchen Fällen so viel wie möglich milde nach den kanonischen Vorschriften verfahren werde. Ich lebe der Hoffnung, dass ich bei dieser Selbstbeschränkung Allerhöchstdero huldvoller Genehmigung entgegensehen darf. Ew. Königl. Majestät endlichem Allerhöchsten Befehle harre ich ehrerbietigst entgegen! Mein niedergedrücktes Gemüth stützt die Hoffnung, dass Allerhöchstdieselben mir Allerhöchstdero Gnade wieder grossmüthig zuzuwenden geruhen werden. Mit tiefster Ehrfurcht ersterbe ich Ew. Königl. Majestät von Dunin, Erzbischof von Gnesen und Posen. Posen, am 24. April 1838.

F. Immediatvorstellung an Se. Majestät den König. Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König! Allergnädigster König und Herr! Ew. Königl. Majestät Chefpräsident des Oberlandes- und Oberappellationsgerichts, v. Frankenberg, hat mir heute einen Auszug aus Allerhöchstdero Befehlen an die Minister v. Altenstein, v. Rochow und v. Werther vom 2. d. M. zur endlichen Erklärung publicirt. Ich verfehle nicht, allerunterthänigst zu wiederholen, was meine ehrerbietigste Vorstellung vom 24. v. M. enthält. Deren Inhalt ist aus meiner innigsten Gesinnung geflossen und macht meine vollkommenste Ueberzeugung aus. Ich bin von der unverbrüchlichsten Treue gegen Ew. Königl. Majestät durchdrungen und habe und werde sie bis zu meinem letzten Athemzuge bewähren. Ich erbiete mich von Neuem, meinen Hirtenbrief vom 27. Februar d. J. in der Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst dargelegten Weise zu erläutern, dadurch die Gemüther der Katholiken in meinen Erzdiöcesen zu beruhigen und sie in ihrer Pflichttreue gegen Allerhöchstdieselben kräftigst zu bestärken. Geruhen Ew. Königl. Majestät Allerhuldreichst zu erwägen, dass ich zur Erlassung meines fraglichen Hirtenbriefes mich durch mein Gewissen nothgedrungen sehen musste. Denn die mir zu Theil gewordenen Bescheide gingen dahin: dass die katholischen Geistlichen unbedingt verpflichtet seien, gemischte Ehen einzusegnen, die Betheiligten mögen die Erziehung ihrer zu erzeugenden Kinder in der katholischen Religion versprechen oder nicht. Diess ist den Satzungen der

1839 Treue gegen den Thron handelnd, nicht befürchten konnte, der Gnade meines huldvollen Monarchen verlustig zu werden. Ich bekenne mit Ehrerbietung, dass ich gegen Ew. Königl. Majestät Verbot in meinen Hirtenbriefen der mir untergebenen Geistlichkeit die Lehre der katholischen Kirche wegen der gemischten Ehen in Erinnerung gebracht habe. Ich musste dies thun, nachdem ich von allen weltlichen Behörden abschlägliche Bescheide erhalten hatte; zu diesem Schritte verpflichtete mich mein eignes Gewissen. Anders handelnd hätte ich mich meines bischöflichen Charakters unwürdig gemacht, wäre der katholischen Kirche abtrünnig geworden. Es blieb mir keine andere Wahl, als entweder Ew. Königl. Majestät Befehlen zu gehorsamen, oder aufzuhören, Bischof und Mitglied der katholischen Kirche zu sein: ich that, was einem katholischen Bischofe zu thun geziemte. Aber auch in diesem Schritte, wenngleich derselbe Ew. Königl. Majestät Allerhöchstem Willen entgegen war, geruhen Allerhöchstdieselben nur die That Ihres treuen Unterthanen zu erblicken; wenn ich meineidig gegen meine Religion werden könnte, wie könnte ich Ew. Königl. Majestät treuer Unterthan sein? Allergnädigster König! Die katholische Religion gebietet ihren Bekennern strengen Gehorsam gegen den Monarchen in weltlichen Dingen. In Angelegenheiten der Religion hat aber Christus, nicht Könige, sondern Apostel und demnächst das Haupt der Kirche in der Person des Papstes eingesetzt, dessen Stimme in Religionssachen zu gehorchen, unabwendbare Pflicht jedes Katholiken ist, weil er sonst Katholik zu sein aufhört. Geruhen daher Ew. Königl. Majestät nicht von mir zu verlangen, dass ich die Lehre der katholischen Kirche, die ich meiner Geistlichkeit in Erinnerung brachte, widerrufe; denn dies hiesse verlangen, dass ich meine Religion ableugne. Geruhen Allerhöchstdieselben nicht zu verlangen, dass ich die Geistlichen, welche die Lehre der katholischen Kirche übertreten, ungeahndet lasse; denn alsdann könnte auch der weltliche Richter diejenigen nicht strafen, welche die Landesgesetze übertreten. Geruhen Allerhöchstdieselben nicht zu verlangen, dass die Pfarrer, nachdem sie gemischte Brautpaare von der Lehre der katholischen Kirche unterrichtet, ihnen [illegible] die Frage vorlegen, ob sie alle ihre künftigen Ki[illegible] der katholischen Religion erziehen wollen oder [illegible],

denn sonst wären sie ja ausser Stande zu beurtheilen, 1839
ob sie solche Ehen einsegnen dürfen, oder im Falle einer verneinenden Antwort die Trauung verweigern müssen. Huldreichster Landesvater! Meine Treue ist gegen Allerhöchstdero Thron so unerschütterlich als gegen meine heilige Religion. So lange ich dieser treu bleibe, so lange bleibe ich Ew. Königl. Majestät treu. Geruhen Allerhöchstdieselben meine Religion mir unverletzt zu lassen! Die Aufregung der Gemüther in der hiesigen Provinz ist nicht mein Werk. In der Massnahme der weltlichen Behörden liegt der Grund dieser Unruhe. Indessen befehlen Ew. Königl. Majestät, und sogleich erlasse ich an meine Diöcesanen einen neuen Hirtenbrief, dem Erlasse gleich, den ich am 21. April c. an das Domcapitel in Gnesen gerichtet habe. Ich werde dem katholischen Volke Allerhöchstdero verheissenen Schirm und Schutz für seine Religion verkünden, und dasselbe zur Treue und zum Gehorsam gegen den Thron ermuntern. Ich darf mir mit der Erwartung schmeicheln, dass mein diessfälliger Zuruf wirksamer als jedes andere Mittel sein wird. Ew. Königl. Majestät weiteren Befehlen harre ich allerunterthänigst entgegen. Ew. Königl. Majestät Huld und Gnade wage ich zugleich für meinen Official Brodziszweski allerunterthänigst anzurufen. Sein Verfahren ist einzig und allein aus seinem Eifer für die Aufrechthaltung der katholischen Lehre hervorgegangen. Dasselbe entspricht nur dieser Lehre und betrifft nicht im Geringsten weltliche Angelegenheiten. Ueberdies ist der etc. Brodziszewski vom 19. März bis zum 12. April d. J. unter strengem Arreste in seiner Wohnung in Gnesen ohne Urtheil und Spruch gehalten worden. Auch jetzt befindet er sich in meiner Amtswohnung, welche seit dem 23. April c. von Gendarmen und Polizeibeamten cernirt ist. Geruhen Ew. Königl. Majestät (gez.) v. Dunin, Erzbischof von Gnesen und Posen, Posen, den 30. Mai 1838.

1839

38.

Traité conclu entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les grands et petits Osages, au Fort de Gibson à l'ouest d'Arkansas, le 11 Janvier 1839.

(Acts and Resolutions passed at the third Session of the 25th Congress of the United States. Washingt. 1839. Append. p. 38.)

Articles of a Treaty made and concluded at Fort Gibson west of Arkansas, between Brig. General M. Arbuckle, Commissioner on the part of the United States, and the Chiefs, headmen and warriors of the great and little Osage Indians, duly authorized by their respective bands.

Art. 1. The great and little Osage Indians make the following cessions to the United States:

1) Of all titles or interest in any reservation heretofore claimed by them, within the limits of any other tribe.
2) Of all claims or interests under the Treaties of 10 November 1808 and 2 June 1825, except so much of the latter as is contained in the 6 Article thereof, and the said Indians bind themselves to remove from the lands of other tribes and to remain within their own boundaries.

Art. 2. In consideration of the cessions and obligations contained in the proceeding article, the United States agree to the following stipulations on their part:

1) To pay to the said great and little Osage Indians, for the term of 20 years, an annuity of 20,000 dollars, to be paid to the Osage nation 12,000 in money, and 8000 in goods, stock, provisions or money as the President may direct.
2) To furnish the Osage nation; for the term of 20 years, two blacksmiths and two assistans, the latter to be taken from the Osage nation, and receive 225 dollars each per year; each smith to be furnished with a dwelling house, shop and tools, and 500 pounds of iron and 60 pounds of steel annually.

3) To furnish the Osage nation with a grist and saw mill, a miller to each for 15 years, and an assistant to each for 11 years, the latter to be taken from the Osage nation and receive each 225 dollars per year; each miller to be furnished with a dwelling house and the necessary tools. 1839

4) To supply the said great and Little Osage Indians within their country with 1000 cows and calves, 2000 breeding hogs, 1000 ploughs, 1000 sets of horse gear 1000 axes and 1000 hoes; to be distributed under the direction of their agent and chiefs as follows, viz: to each family who shall form an agricultural settlement, one cow and calf, two breeding hogs, one plough, one set of horse gear, one axe and one hoe: The stock tools etc. to be in readiness for delivery, as soon as practicable, after the ratification of this Treaty, and the Osages shall have complied with the stipulations herein contained.

5) To fournish the following named chiefs, viz; (Suivent les noms de 10 Chefs), each with a house worth 200 dollars and the following named chiefs, viz; (Suivent les noms de 13 autres chefs) each with a house worth 100 dollars, and to furnish the above named chiefs with 6 good wagons, 16 carts and 28 yoke of oxen, with a yoke and log chain to each yoke of oxen, to be delivered to them in their own country, as soon as practicable after the ratification of this Treaty.

6) To pay all claims against said Osages, for depredations, committed by them against other Indians or citizens of the United States, to an amount not exceeding 30,000 dollars, provided that the said claims shall be previously examined under the direction of the President.

7) To purchase the reservations provided for individuals in the 5th Article of the Treaty of 2 June 1825, at not exceeding 2 dollars per acre, to be paid to the respective reservees, excepting however from this provision the tracts what were purchased in the 4th Article of the Treaty with the Cherokees of 29 December 1835.

8) To reimburse the sum of 3000 dollars deducted from their annuity in 1825, to pay for property taken by them, which they have since returned.

Verenigde Staten van
Nederlanden in Europa, in de sch
hoogere of andere regten betalen
geheven op gelyke goederen en
of uitgevoerd in nationale schepe
ruggave van regten of andere be
aard, in de Staten van eene der
aan den in — of uitvoer met nat
kend, zullen insgelyks bewilligd
regtstreeksche in of uitvoer tuss
twee landen zal geschieden met s
deren Stat, met dien verstande,
in het vorige geval, de goederen
ten zyn ingeladen in de havens,
pen respectwelyk zyn uitgeklaard.

Art. II. Geene der partyen za
andere, het zy dezelve ladingen
der Nederlanden in Europa en die
ten overbrengen, of wel in ballast
ander land, eenige regten heffen v
baken- berg- of reddingloon (Salvag
tine- of havengelden van welke soo
welke in gelyke gevallen niet zullen
nationale schepen.

Art. III. Verder is tusschen de be
partyen overeengekomen, dat de Ned
en Vice-Consuls in the havens der
en wederkeerig de Consuls

the Netherlands in Europe, in vessels of the Nether- 1839
lands, shall pay no higher or other duties than shall be levied on the like goods and merchandise so imported or exported in national vessels. And reciprocally, goods and merchandise, whatever their origin may be, imported into, or exported from the ports of the Netherlands in Europe, from or to the ports of the United States, in vessels of the said States, shall pay no higher or other duties, than shall be levied on the like goods and merchandise so imported or exported in national vessels. The bounties, drawbacks, or other favours of this nature, which may be granted in the States of either of the contracting parties, on goods imported or exported in national vessels, shall also and in like manner be granted on goods directly exported or imported in vessels of the other country, to and from the ports of the two countries; it being understood, that in the latter as in the proceding case, the goods shall have been loaded in the ports from which such vessels have been cleared.

Art. II. Neither party shall impose upon the vessels of the other, whether carrying cargoes between the United States and the ports of the Netherlands in Europe, or arriving in ballast from any other country, any duties of tonnage, harbourdues, lighthouses, salvage, pilotage quarantine, or port charges of any kind or denomination which shall not be imposed in like cases on national vessels.

Art. III. It is further agreed between the two contracting parties, that the Consuls and Vice-Consuls of the United States in the ports of the Netherlands in Europe; and reciprocally the Consuls and Vice-Consuls of the Netherlands in the ports of the said States, shall continue to enjoy all privileges, protection and assistance, as may be usual and necessary for the duly exercising of their functions, in respect also of the deserters from the vessels, whether public or private, of their countries.

Art. IV. The contracting parties agree to consider and treat as vessels of the United States and of the Netherlands, all such as, being furnished by the com-

1839 welke, door de bevoegde autoriteit voorzien van een pasport of zeebrief, onder de in der tyd bestaande wetten en verordeningen als nationale schepen zullen worden erkend door het land, tot hetwelk zy respectivelyk behooren.

Art. V. In geval van shipbreuk of zeeschade zal elke party aan de schepen van de andere, het zy dezelve oorlogschepen of koopvaarders zyn, dezelfde hulp en bystand verleenen, welke in gelyke gevallen aan hare eigene schepen zouden worden verstrekt.

Art. VI. Het tegenwoordige traktaat zal van kracht zyn voor den tyd van tien jaren, te beginnen zes weken na de uitwisseling der ratificatien; en verder tot aan het einde van twaalf maanden, na dat eene der contracteerende partyen aan de andere kennis zal gegeven hebben van haar voornemen om hetzelve te doen ophouden; behoudende elk der contracteerende partyen zich het recht voor, om zoodanige kennisgeving aan de andere te doen na het einde van het vernoemde tydperk van tien jaren; en is men hierby onderling overeengekomen, dat ingeval van zoodanige kennisgeving, dit traktaat en al dezelfs bepalingen gezamenlyk, na verloop der gestelde twaalf maanden, zullen ophouden en eindigen.

Art. VII. Het tegenwoordige traktaat zal bekragtigd worden, en de bekragtigingen zullen worden uitgewisseld te Washington, binnen zes maanden na de dagteekening, of zoo mogelyk vroeger.

Ter oorkonde waarvan de wederzydsche gevolmagtigden deze hebben geteekend, en met het zegel hunner wapenen voorzien.

Gedaan in duplikaat, te Washington, negentiensten dag van January, in het jaar onzes Heeren een duizend acht hundred negen en dertig.

ADR. MARTINI (L. S.)
JOHN FORSYTH (L. S.)

(Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Washington, le 23 Mai 1839).

petent authority with a passport or sealetter, shall, under the then existing laws and regulations, be recognised as national vessels by the country to which they respectively belong. 1839

Art. V. In case of shipwreck or damage at sea, each party shall grant to the vessels, whether public or private, of the other, the same assistance and protection which would be afforded to its own vessels in like cases.

Art. VI. The present treaty shall be in force for the term of ten years, commencing six weeks after the exchange of the ratifications; and further untill the end of twelve months after either of the contracting parties shall have given to the other notice of its intention to terminate the same; each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, after the expiration of the said term of ten years. And it is hereby mutually agreed, that in case of such notice this treaty, and all the provisions thereof, shall, at the end of the said twelve months, altogether cease and determine.

Art. VII. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Washington, within six months of its date, or sooner, if practicable.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done in duplicate, at the city of Washington, the nineteenth day of January in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) John Forsyth.
(L. S.) Adr. Martini.

40.

Traité de commerce entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, la Hesse-Electorale, la Hesse-Grand-Ducale, les Etats formant l'union de douanes et de commerce, dite de Thuringe, le Nassau, et la ville libre de Francfort, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part. Signé à Berlin, le 21 Janvier 1839.

(Publication officielle).

Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant tant en Son nom qu'en celui des autres Etats, membres de l'association de douanes et de commerce existant en vertu des traités du 22. et 30. Mars et 11. Mai 1833, 12. Mai et 10. Décembre 1835, et 2. Janvier 1836, savoir: les Couronnes de Bavière, de Saxe et de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Electorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, les Etats formant l'union de douanes et de commerce dite de Thuringe, — nommément le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, et de Saxe-Cobourg-Gotha, et les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss-Greiz, de Reuss-Schleitz et de Reuss-Lobenstein et Ebersdorf, — le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, d'autre part, également animés du désir d'étendre autant que possible les relations commerciales et l'échange des produits entre les Etats respectifs, sont convenus dans ce but d'entrer en négociations, et ont nommé des Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:
le Sieur *Erneste Michaëlis*, Son Conseiller intime de Légation, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de la troisième classe avec le noeud, officier

40.

Handels-Vertrag zwischen Preussen, Baiern, Sachsen, Würtemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörigen Staaten, Nassau und Frankfurt einer Seits, und den Niederlanden anderer Seits. Unterzeichnet zu Berlin, den 21 Januar 1839.

(Officielle Bekanntmachung).

Seine Majestät der König von Preussen, sowohl für Sich als im Namen der übrigen Mitglieder des kraft der Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833, 12ten Mai und 10 Dezember 1835 und 2ten Januar 1836 bestehenden Zoll- und Handels-Vereins, nämlich der Kronen Baiern, Sachsen und Würtemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handels-Verein bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, und Sachsen-Koburg und Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss-Greiz, Reuss-Schleitz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, — des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Seine Majestät der König der Niederlande andererseits, von gleichem Wunsche beseelt, die Handels-Verbindungen und den Austausch der Erzeugnisse der beiderseitigen Staaten möglichst auszudehnen, sind zu diesem Zwecke übereingekommen, in Unterhandlungen zu treten, und haben zu Bevollmächtigten hiezu ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, Offi-

Commandeur de l'o
la Saxe Grand-Ducale;

le Sieur *Charles Ludolph*
seiller intime supérieur des
l'ordre de l'aigle rouge de la
dre de la Couronne de Ba
mérite de Saxe;

et le Sieur *Frédéric Guil*
Conseiller intime supérieur d
l'ordre de l'aigle rouge de la
noeud, officier de la légion d

et Sa Majesté le Roi des Pays-B
le Sieur *Frédéric Henri G*
Son Conseiller de Légation e
la ville libre de Francfort, C
lion Neerlandais, de l'ordre du
Electorale, et de l'ordre du Fa
Grand-Ducale;

et le Sieur *Jean Jaques Ro*
l'entrepôt général et Secrétair
commerce à Amsterdam, Cheval
Neerlandais;

lesquels, sous la réserve de la rat
signé les articles suivans:

Art. 1. Sa Majesté le Roi d

zier der Französischen Ehrenlegion, Kommandeur des 1839
Civil-Verdienst-Ordens der Königl. Baierischen Krone, Ritter des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des Ordens der Königlich Würtembergischen Krone, Kammandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, Kommandeur zweiter Klasse des Kurfürstl. Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen und des Grossherzogl. Hessischen Ludwigs-Ordens, und Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Finanzrath Karl Ludolph Windhorn, Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der Königl. Baierischen Krone, und des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, und

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Regierungsrath Friedrich Wilhelm Westphal, Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, Offizier der Französischen Ehrenlegion; und

Seine Majestät der König der Niederlande:

Allerhöchstihren Legationsrath und Geschäftsträger bei der freien Stadt Frankfurt, Fried. Heinr. Wilh. v. Scherff, Ritter des Königl. Niederländischen Löwen-Ordens, des Kurfürstl. Hessischen Haus-Ordens vom goldnen Löwen, und des Grossherzogl. Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und

den Director des allgemeinen Entrepots und Sekretair der Handelskammer zu Amsterdam, Johann Jakob Rochussen, Ritter des Königl. Niederländischen Löwen-Ordens;

welche, unter dem Vorbehalte der Ratification, die folgenden Artikel festgestellt und unterzeichnet haben:

Art. 1. Seine Majestät der König der Niederlande bewilligen, zuzulassen:

A. bei der Einfuhr über die Niederländisch-Preussische Grenze, sowohl zu Lande, als auch stromwärts unter der Flagge eines der oben benannten, den Zoll- und Handels-Verein bildenden Staaten, die folgenden Gegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs:

1) Wein, in Fässern, zu zehn Centen Niederl. vom Baril (Hectolitre);

...ulis, marbre en
relier etc., au taux de trois pour c

B. à l'importation par les fro
Pays-Bas et la Prusse sur les r
villon d'un des Etats de l'associa
et de commerce:
les bois de constructions et de char
son complète ou en radeaux, à
des Pays-Bas par tonneau. Vin
seront censés équivaloir à un tonn
putées complètes les cargaisons don
sistera en bois;

C. à l'importation tant par mer qu
tières entre les Pays-Bas et la Pr
et sur les rivières, sous contrôle et
d'origine, les produits de l'industrie des
ciation de douanes et de commerce ci-de
1) étoffes, tissus et rubans de soie au tau
rins des Pays-Bas par livre des Pays-Bas

2) bas et bonnetterie, dentelles et tulles
cinq pour cent de la valeur;
3) coutellerie et mercerie (d'après les spe
tarif Neerlandais actuel) au taux de tr
de la valeur.

On déterminera d'un commun ...
de contrôle et les f...

desgleichen in Flaschen, deren 116 oder mehr auf 1839
ein Baril gehen, zu fünf Gulden für 100 Flaschen;

2) Getreide, namentlich Waizen, Roggen, Gerste, Hafer, Spelz und Buchwaizen mit einer Ermässigung der allgemeinen Eingangs-Abgabe um zehn Prozent;

3) Bruch- und behauene Steine, als: flache Steine zu Grabsteinen und Schwellen, Marmor in Blöcken, Flursteine u. s. w. zu dem Satze von drei Prozent vom Werthe;

B. bei der Einfuhr über die Niederländisch-Preussische Grenze stromwärts, unter der Flagge eines Vereinsstaates:

Nutz- und Bauholz in ungebrochenen Schiffsladungen oder in Flössen, zu fünf und zwanzig Centen Niederl. für die Tonne. Fünf und zwanzig Centner sollen einer Tonne gleichgeachtet, und als ungebrochene Schiffsladungen sollen solche angesehen werden, deren Hälfte in Holz bestehet:

C. bei der Einfuhr sowohl zur See, als auch über die Niederländisch-Preussische Grenze zu Lande und stromwärts, unter Controle und mit Ursprungs-Zeugnissen;

1) Zeuge, Gewebe und Bänder aus Seide zu dem Satze von zwei Gulden Niederl. für das Pfund Niederl. (Kilogramm);

2) Strümpfe und Strumpfwirkerwaaren, Spitzen und Tülle zu dem Satze von fünf Prozent vom Werthe;

3) Messerwaaren und kurze Waaren, (nach den Specifications des jetzigen Niederländ. Tarifs) zu dem Satze von drei Prozent vom Werthe.

Man wird im gemeinsamem Einverständnisse die Control-Maassregeln und die Förmlichkeiten für die vorerwähnten Ursprungs-Zeugnisse festsetzen; die betreffenden Behörden werden demzufolge mit den erforderlichen Anweisungen versehen werden.

Art. 2. Seine Majestät der König der Niederlande werden fortfahren, ohne anderweite Gegenleistung die Erzeugnisse des Bodens und des Kunstfleisses der Staaten des Zoll- und Handels-Vereins bei ihrer Einfuhr in die Niederländischen Colonien aller derjenigen Vortheile und Begünstigungen geniessen zu lassen, welche

1839 cordés aux produits du sol et de l'industrie de toute autre Nation Européenne, la plus favorisée.

Art. 3. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas consent à ce que les stipulations Lettre B. Nr. 1 et 2 de l'article 7 du traité de navigation entre la Prusse et les Pays-Bas du 3 Juin 1837, en vertu desquelles les marchandises qui sont chargées ou déchargées dans un des ports Neerlandais, jouissent de la part des Pays-Bas respectivement d'une entière franchise ou d'une diminution du droit de navigation déterminé au tarif C. annexé à la convention de Mayence du 31. Mars 1831, soient également appliquées aux marchandises passant en transit direct par les voies ouvertes à la navigation du Rhin par la dite convention pour aller à la mer, et vice versa, sous pavillon Prussien ou d'un des autres Etats riverains qui participent aux avantages accordés à la navigation du Rhin Neerlandais par le dit traité.

Art. 4. Les Gouvernemens des Etats formant l'association de douanes et de commerce consentent à admettre:

A. à l'importation par les frontières entre la Prusse et les Pays-Bas tant par terre que sur les rivières:

les produits Neerlandais ci-dessous nommés:

Beurre,
Fromage,
Boeufs et taureaux,
Vaches,
Génisses,

à la moitié des droits d'entrée établis par le tarif actuellement en vigueur, ou à établir dans la suite dans les Etats de la dite association.

B. à l'importation tant par mer que par terre et sur les rivières:

1) les sucres lumps des Pays-Bas destinés à l'usage des raffineries dans les Etats de l'association de douanes et de commerce, et sous contrôle officiel de cet emploi, à la moitié du droit d'entrée établi pour les

den Erzeugnissen des Bodens und des Kunstfleisses irgend der begünstigtesten europäischen Nation jetzt zugestanden sind, oder in Zukunft zugestanden werden möchten. 1839

Seine Majestät der König der Niederlande bewilligen, dass die Bestimmungen, Lit. B. Nr. 1 und 2, des Art. 7 des Schifffahrts-Vertrages zwischen Preussen und den Niederlanden vom 3ten Juni 1837, kraft welcher die Waaren, welche in einem Niederländischen Hafen eingeladen sind oder ausgeladen werden, auf Niederländischer Seite respective der gänzlichen Freiheit von der in dem Tarif, Anlage C, der Mainzer Convention vom 31sten März 1831 festgesetzten Abgabe, oder einer Verminderung derselben geniessen, gleichmässig auch Anwendung auf diejenigen Waaren erhalten sollen, welche auf den der Rheinschifffahrt durch diese Convention eröffneten Wegen unter der Flagge Preussens oder eines der anderen Uferstaaten, die an den durch den gedachten Vertrag der Schifffahrt auf dem Niederländischen Rhein zugestandenen Vortheilen Theil nehmen, direckt nach der See, oder umgekehrt, transitiren.

Art. 4. Die Regierungen der den Zoll- und Handels-Verein bildenden Staaten bewilligen, zuzulassen:

A. bei der Einfuhr über die Preussisch-Niederländische Grenze, sowohl zu Lande als auch stromwärts, die nachbenannten Niederländischen Erzeugnisse:

Butter,
Käse,
Ochsen und Stiere,
Kühe,
Jungvieh,

zur Hälfte der Eingangs-Abgaben, welche durch den jetzt in Kraft bestehenden Tarif festgesetzt sind, oder künftig in den Staaten des gedachten Vereins festgesetzt werden möchten;

B. bei der Einfuhr sowohl zur See, als auch zu Lande und stromwärts:

1) Niederländischen Lumpenzucker, zum Gebrauche der Siedereien in den Staaten des Zoll- und Handels-Vereins, und unter amtlicher Controle dieser Verwendung, zur Hälfte der für den Lumpenzucker durch

par quintal de cinquante kilo,

Les membres de l'associatio
merce consentent en outre :

ad B. 1. à n'assujettir en aucun
sucres lumps des Pays-Bas à
excéderait de plus de dix p
seraient frappés les sucres bru
l'usage des raffineries dans leur

ad B. 2, dans les cas où les dro
actuel sur les sucres bruts de
seraient diminués, à réduire en
portionellement les droits sur l
Pays-Bas, de manière que ces d
mais excéder le double de ceux d
les sucres bruts.

La stipulation Lettre A. du pre
son effet immédiatement après la p
et celle Lettre B. 1. huit semaines
blication, tandis que les stipulation
ront mises à exécution qu'à dater d

Art. 5. Les Etats de l'associatio
de commerce n'augmenteront pas les d
blis par le tarif actuel sur les articles,
més à leur importation des
par

den gegenwärtigen Vereinstarif festgesetzten Eingangs- 1839
Abgabe;

2) Niederländischen raffinirten Zucker zu dem Satze von zehn Thalern Preussisch vom Zentner von fünfzig Kilogrammen;

3) Niederländischen Reis zu dem Satze von zwei Thalern Preussisch vom Zentner von fünfzig Kilogrammen.

Ausserdem willigen die Mitglieder des Zollvereins ein:

zu B, 1, den Niederländischen Lumpenzucker in keinem Fall künftig einer Eingangs-Abgabe zu unterwerfen, welche diejenige Abgabe, womit die gleichfalls zum Gebrauche der in Ihren Staaten befindlichen Siedereien bestimmten Rohzucker belegt werden, um mehr als zehn Prozent übersteigen würde;

zu B, 2, in dem Falle, dass die Abgabe, welche durch den gegenwärtigen Tarif auf die zum vorgedachten Gebrauche bestimmten Rohzucker gelegt ist, vermindert würde, gleichzeitig und in demselben Verhältnisse auch die Abgabe von den Niederländischen raffinirten Zuckern in so weit zu ermässigen, dass letztere Abgabe niemals das Doppelte der Abgabe von den Rohzuckern übersteigen wird.

Die Bestimmung, Lit. A, des gegenwärtigen Artikels wird unmittelbar nach der Publikation des Vertrages, und diejenige, Lit. B, 1, acht Wochen nach dieser Publication in Kraft treten, während die Bestimmungen, B 2 und 3, erst mit dem 1sten Januar 1840 in Vollzug gesetzt werden sollen.

Art. 5. Die Staaten des Zoll- und Handels-Vereins werden die durch den gegenwärtigen Tarif festgesetzten Eingangs-Abgaben von nachbenannten Artikeln, Kaffee, Tabak, roh und fabricirt, Gewürze, Thee, Häringe, Saatöl und Branntwein, aller Gattung, für die Einfuhr dieser Artikel aus den Niederlanden, sowohl zur See, als auch zu Lande und stromwärts, nicht erhöhen.

Es wird jedoch verstanden, dass diese Bestimmung den Fall nicht einbegreifen soll, dass künftig etwa der Zentner von fünfzig Kilogrammen, statt des Preussischen Zentners, als Gewichts-Einheit für den Tarif des Zoll- und Handels-Vereins angenommen würde, ohne dass dabei die Abgabensätze des gegenwärtigen Tarifs hinsichtlich der vorbenannten Artikel vermindert würden.

partir du dit terme ces fa
quées aux vins importés d

Art. 7. En considérat
ment d'un chemin de fer
Bas, on est tombé d'accor
société d'actionnaires solicite
sien une concession pour l'é
d'un chemin de fer, en prolon
existant ou à construire sur
Gouvernement Prussien, apr
des Pays-Bas sur le point d
cordera cette concession so
actuellement ou qui seraien
ralement en Prusse pour ce

Art. 8. Les Hautes Pa
gent réciproquement:

a) à ne pas adopter chez Elle
trée ou de sortie qui frap
ou les exportations des Etat
que celles de tiers pays d'
n'en seraient pas atteintes;

b) à ne pas grever, au profit

Art. 6. Sollte die in den Staaten des Zoll- und 1839
Handels-Vereins gegenwärtig zu Gunsten des Grosshandels mit Wein bestehende Rabatt-Bewilligung auf die Eingangs-Abgaben von den unmittelbar aus den Ländern der Erzeugung eingeführten Weinen noch über den 1sten Januar 1840 hinaus fortgesetzt, oder sollten andere Begünstigungen dieser Art jenem Handel zugestanden werden, so ist man für diesen Fall übereingekommen, dass von dem gedachten Zeitpunkte ab, diese Begünstigungen gleichmässig auch auf die aus den Niederlanden eingeführten Weine angewendet werden sollen.

Art. 7. In Rücksicht auf die Nützlichkeit der Anlegung einer Eisenbahn zwischen Preussen und den Niederlanden ist verabredet worden, dass, wenn eine Gesellschaft von Aktionärs bei der Preussischen Regierung eine Concession zur Errichtung und Benutzung einer Eisenbahn nachsuchen sollte, welche zur Verlängerung einer auf Niederländischem Gebiete bereits bestehenden oder anzulegenden Eisenbahn dienen würde, die Preussische Regierung diese Concession, nach erfolgter Verständigung mit dem Niederländischen Gouvernement über den Anschliessungspunkt an der Gränze, unter den Bedingungen ertheilen wird, welche in Preussen für diese Art von Unternehmungen gegenwärtig allgemein bestehen, oder späterhin allgemein angenommen werden möchten.

Art. 8. Die hohen contrahirenden Theile verpflichten sich gegenseitig:

a) keine Ein- oder Ausfuhr-Verbote anzuordnen, welche die Ein- oder Ausfuhren der Staaten des anderen Theils treffen würden, während diejenigen dritter Länder bei Gegenständen derselben Gattung davon unberührt blieben;

b) die gegenseitigen Ein- oder Ausfuhren, ohne Unterschied des Landes, woher sie kommen, oder wohin sie bestimmt sind, weder zu Gunsten der Regierungen, noch der Communen, mit anderen oder höheren Zöllen, Abgaben oder Lasten irgend einer Art zu belegen, als mit denjenigen, welche in Ihren in Kraft stehenden Tarifen und Gesetzen allgemein festgesetzt seyn werden;

c) Ihre Unterthanen und Erzeugnisse gegenseitig an allen Prämien, Zoll-Vergütungen und anderen Vortheilen dieser Art Theil nehmen zu lassen, welche in

1839 accordés généralement dans leurs Etats à de certains articles d'importation ou d'exportation, également sans distinction du pays de provenance ou de destination.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes déclarent envisager les concessions faites de part et d'autre dans le présent Traité, comme ayant été stipulées pour servir dans leur ensemble d'équivalens des avantages acquis par le même Traité, et, en conséquence, n'avoir consenti aux dites concessions qu'en retour de ces avantages, qu'Elles se reservent toutefois d'accorder avec ou sans équivalens à d'autres Etats, ou bien même d'en rendre l'application générale.

Art. 10. Si une des Hautes Parties contractantes accordait par la suite à quelqu'autre Etat des faveurs en matière de commerce ou de douane, autres ou plus grandes que celles convenues par le présent Traité, les mêmes faveurs deviendront communes à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent, si la concession est conditionelle, en quel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 11. Le présent Traité sera immédiatement soumis à la ratification de tous les Gouvernemens respectifs, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de huit semaines à compter du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut. Il sera publié de suite après l'échange des ratifications et immédiatement mis à exécution, à l'exception des stipulations pour lesquelles on est convenu d'une autre époque dans l'article IV.

Le présent Traité restera en vigueur jusqu'à la fin de l'an Mil huit-cent quarante-un, et si, six mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle Son intention d'en faire cesser l'effet, le Traité restera en vigueur pendant un an au delà de ce terme et ainsi de suite d'année en année.

Ihren Staaten für gewisse Gegenstände der Einfuhr 1839
oder Ausfuhr allgemein, gleichfalls ohne Unterschied des Landes der Herkunft oder der Bestimmung, bewilligt werden könnten.

Art. 9. Die hohen contrahirenden Theile erklären, dass Sie die in gegenwärtigem Vertrage gegenseitig gemachten Zugeständnisse als verabredet betrachten, um in deren ganzem Zusammenhange als Vergeltungen für die durch denselben Vertrag erworbenen Vortheile zu dienen, und dass Sie mithin jene Zugeständnisse nur in Erwiederung dieser Vortheile eingeräumt haben, jedoch Sich vorbehalten, dieselben auch anderen Staaten mit oder ohne Gegenleistungen zu bewilligen, oder auch sogar deren Anwendung allgemein eintreten zu lassen.

Art. 10. Sollte einer der hohen contrahirenden Theile in der Folge irgend einem anderen Staate andere oder grössere Begünstigungen zugestehen, als die durch den gegenwärtigen Vertrag vereinbarten, so sollen dieselben Begünstigungen auch dem anderen Theile zu Gute kommen, welcher derselben, wenn das Zugeständniss ohne Vergeltung gemacht ist, ebenfalls ohne eine solche, wenn dasselbe aber an die Bedingung einer Gegenleistung geknüpft ist, gegen Bewilligung einer Vergeltung geniessen wird, die in diesem Falle den Gegenstand einer besonderen Uebereinkunft zwischen den hohen contrahirenden Theilen ausmachen wird.

Art. 11. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich allen betheiligten Regierungen zur Ratification vorgelegt, und die Ratifications-Urkunden sollen binnen acht Wochen nach dem Tage der Unterzeichnung, oder, wenn es seyn kann, noch früher zu Berlin ausgewechselt werden. Derselbe soll sofort nach Auswechselung der Ratifications-Urkunden publicirt, und unmittelbar darauf in Vollzug gesetzt werden, mit Ausnahme der Bestimmungen, wegen welcher im Artikel 4 ein anderer Zeitpunkt verabredet worden ist.

Der gegenwärtige Vertrag wird bis zum Ende des Jahres Eintausend achthundert und ein und vierzig in Kraft bleiben; und wenn sechs Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keiner von beiden hohen contrahirenden Theilen seine Absicht, die Wirkung des Vertrages aufhören zu lassen, mittelst einer officiellen Erklärung kund thun sollte, so wird derselbe noch ein

(L. S.)

(signé) Friedr. W

(L. S

(Ce traité a été dûment r
sances contractantes).

Protocole d'une conférenc
les Plénipotentiaires de la
Bas avant la signature d
vier 1839, *publié par le*
hollanda

Da die Unterhandlungen i
ziehungen zwischen den Staate
träge vom 22. und 30. März
vom 12. Mai und 10. Dec. 1
1836 den bestehenden Handels
den, auf der einen Seite und de
andern Seite zum Schluss eine
schen beiden Parteien geführt h
vollmächtigten Sr. Maj. des Kö
Sr. Maj. des Königs der Niederl
getreten, diesen Vertrag und des
unterzeichnen. Bevor man dazu
Protocoll Folgendes bemerkt w

Jahr über diesen Zeitraum hinaus, und sofort von Jahr 1839 zu Jahr, verbindlich bleiben.

Zur Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten denselben unter Beifügung ihrer resp. Siegel unterzeichnet.

Geschehen zu Berlin, den 21sten Januar 1839.

(gez.) E. Michaelis. (L. S.) (gez.) F. H. W. von Scheff. (L. S.)
(gez.) K. L. Windhorn. (L. S.) (gez.) J. J. Rochussen. (L. S.)
(gez.) Friedr. Wilh. Westphal. (L. S.)

---

aussetzung geschehen, dass im Interesse der Niederlande selbst die niederländische Regierung die Abgaben auf die Einfuhr von Holz zur See nicht erhöhen wird. 2) Da in Art. 1 unter Lit. C. einige Herabsetzungen der Abgaben auf verschiedene Industrie-Erzeugnisse des Zoll- und Handelsverbandes bei ihrer Einfuhr nach den Niederlanden festgesetzt worden sind, unter der Bedingung, dass diese Erzeugnisse mit Ursprungscertificaten versehen sind, so hat man sich hinsichtlich der besondern Bestimmungen der Beilage verständigt, und sollen von beiden Seiten den befugten Behörden die nöthigen Verhaltungsbefehle deshalb ertheilt werden. 3) Die Bevollmächtigten Preussens haben das Verlangen bezeugt, genaue Aufklärungen hinsichtlich der Beweise des Ursprunges zu erhalten, welche in den niederländischen Colonien erfodert werden, um den Genuss der Vortheile, die in Art. 2 festgestellt sind, den Erzeugnissen des Bodens und der Industrie der Staaten des Handels- und Zollverbandes zu verbürgen. Da die niederländischen Bevollmächtigten nicht im Stande waren, hinlänglich genaue Aufschlüsse hinsichtlich dieses Gegenstandes zu geben, so nahmen sie es auf sich, ihre Regierung zu ersuchen, binnen der möglichst kurzen Zeit der preussischen Regierung die Erklärung zu geben, hinsichtlich der Art und Weise, wie der Ursprung der Erzeugnisse des Bodens und der Industrie aus den Staaten des Zoll- und Handelsverbandes bei der Einfuhr in die niederländischen Colonien, sei es aus niederländischen oder andern Häfen, bewiesen werden muss. 4) Die niederländischen Bevollmächtigten sind in Bezug auf die

... durch festgesetzt ist, a
für die Emballage des Javaz
nassers Kranjangs) bestehen
wähnte Zucker gewöhnlich
Beschaffenheit des Zuckers
rend welcher derselbe unte
Emballage zulässt, in dessen
mächtigten, wie jetzt nochma
zu erkennen gegeben haben,
nassers und Kranjangs nach
gestellt werden möge, als in
lichen Gesetz über die Accis
Niederlanden geschieht, d. h.
togewichts. — Die preussisc
ben in Antwort darauf erklär
drücklich deshalb angestellten
haben, dass die ursprünglich
jangs wirklich mehr wiegen al
von anderer Beschaffenheit,
versandt werden und für we
und Handelsverbands eine T
den Centner zugesteht, sie ern
Versprechen zu geben, dass fo
Pfund für den preussischen C
lichen javaschen Kanassers un
werden, aber unter dem Vor
meinen für den rohen Zucke
Tara

den sind und welche die Hemmnisse betreffen, denen 1839
der Rheintransithandel in den Häfen von Rotterdam, Dordrecht und Amsterdam begegnet, im Falle Kaufmannsgüter, die den Rhein herabkommen, um zur See ausgeführt zu werden, oder die von der See ankommen, um rheinaufwärts nach Deutschland oder weiter verführt zu werden, nach diesen Häfen bestimmt sind, um daselbst für kurze oder längere Zeit in den Entrepots aufbewahrt zu werden; Beschwerden, welche bereits bei den Unterhandlungen über den zwischen Preussen und den Niederlanden am 8. Jun. 1837 geschlossenen Schifffahrtsvertrag von den preussischen Commissarien bezeichnet worden sind, als begründet auf die Bestimmungen der Convention von Mainz vom 31. März 1831. — Die niederländischen Bevollmächtigten erklären kraft der dazu von ihrer Regierung empfangenen Vollmacht Folgendes: a) dass bis zur Vollendung der Arbeiten, die man in den Häfen von Rotterdam, Dordrecht und Amsterdam beabsichtigt, die niederländische Regierung vor den Packhäusern, die als Niederlagen verwendet werden, oder in deren Nähe Räumlichkeiten (Kaden) von einer Ausdehnung anweisen wird, die im Verhältniss zu den Bedürfnissen des Handels steht, welche Räumlichkeiten als Entrepots betrachtet werden sollen, damit die Kaufgüter, die dem Rheinhandel zugehören, daselbst zeitweilig unter der Aufsicht der Beamten der Ein- und Ausfuhrzölle niedergelegt und von da zum Transit überladen werden können, gegen Erlegung der Abgabe, die in dem der Convention von Mainz vom 31. März 1831 beigefügten Tarif B festgesetzt worden ist, und ohne dass man gehalten sein soll, die Kaufgüter in den oben gemeldeten Packhäusern zu deponiren; b) dass die Erlaubnissscheine zum Deponiren in diesen Localen unentgeltlich verabfolgt werden, und dass die Aufsicht der Beamten der Ein- und Ausfuhrzölle auf Kosten der Verwaltung während dreier Tage, den Tag des Löschens eingerechnet, ausgeübt werden soll; c) dass die dem Rheinhandel zugehörigen Kaufmannsgüter in den Entrepots sortirt und verpackt werden können; d) dass die Anwendung der Formalitäten hinsichtlich der Ein- und Ausfuhrzölle, welche durch die allgemeinen niederländischen Gesetze oder durch örtliche Verordnungen vorgeschrieben sind, als da sind: Declaration, Visitation, Expedition, Wachen, Oeffnen und Zumachen etc., in

1839 den erwähnten Entrepothäfen für die dem Rheinhandel zugehörigen Kaufgüter, welche zur Durchfuhr bestimmt sind, keine Kosten verursachen soll und dass sie nur die in der mainzer Convention festgesetzten Quaimiethe, Krahn- und Wagegebühren zu entrichten haben, insofern man von diesen Einrichtungen Gebrauch macht. 6) Die niederländischen Bevollmächtigten haben endlich die Aufmerksamkeit der preussischen Bevollmächtigten auf den Wunsch der niederländischen Regierung gelenkt, die Eisenbahn, welche jetzt zwischen den Städten Amsterdam, Utrecht und Arnheim im Baue begriffen ist, auf das preussische Grundgebiet verlängert zu sehen, welche Eisenbahn in diesem Fall auf dem niederländischen Grundgebiete längs dem rechten Rheinufer nach der preussischen Grenze fortgesetzt werden soll, in der Absicht, die Beziehungen des Handels und der Nachbarschaft zwischen beiden Staaten zu sichern und zu vermehren und die mehr entfernten Theile des Handels- und Zollverbandes kräftiger an den gegenseitigen Vortheilen Theil nehmen zu lassen, welche der heutige Vertrag zur Folge haben wird. — Die niederländischen Bevollmächtigten gaben in Folge dessen die Hoffnung zu erkennen, dass die preussische Regierung sich nicht auf die Concession zur Anlegung und zum Gebrauche dieser Eisenbahnverbindung, deren bereits im Art. 7. des Vertrages Erwähnung gethan ist, beschränken würde, sondern dass ausserdem dieselbe Regierung die Anlegung dieser Eisenbahn nicht allein durch die Mitwirkung ihrer Ingenieurs und ihrer Landes- und Localbehörden begünstigen, sondern überdies auch, sei es durch Subsidien, sei es durch baare Betheiligung bei diesem Unternehmen, sei es endlich durch Garantie der Rente des erforderlichen Capitals, zur Verwirklichung eines Planes beitragen werde, der aus verschiedenen Gründen durch die Interessen beider Länder geboten wird. — Die preussischen Bevollmächtigten bemerkten in der Antwort darauf: es sei keineswegs zu bezweifeln, dass, wenn die Concession zur Herstellung besagter Eisenbahn einmal gegeben sei, ihre Regierung die Ausführung dieses Werkes durch Mitwirkung der betreffenden Landes- und Localbehörden begünstigen würde, aber dass sie nicht ermächtigt wären, weder eine bestimmte Zusage in dieser Hinsicht zu geben, noch auch eine [illegible]unterstützung oder irgend eine Bürgschaft zu ver-

sprechen. Die preussischen Bevollmächtigten hielten sich 1839
verpflichtet, bei dieser Gelegenheit die Erwartung auszudrücken, dass, wenn im Verlaufe der Zeit mittels einer Eisenbahn eine Verbindung zwischen dem Gebiete des Zoll- und Handelsverbandes und einem der niederländischen Seehäfen zu Stande kommt, die niederländische Regierung alsdann dem Durchfuhrhandel, welcher längs dieser Bahn statt findet, keine nachtheiligern Bedingungen auferlegen möge, als die sind, welchen jetzt die Kaufmannsgüter unterliegen, die zu Wasser als Transit aus den niederländischen Entrepots nach den Ländern des Zoll- und Handelsverbandes und von diesen Ländern nach den erwähnten Entrepots versendet werden. Die niederländischen Bevollmächtigten, obwohl ohne Vollmacht in Betreff dessen, erklärten ebenfalls, nicht daran zu zweifeln, dass in solchem Fall ihre Regierung die vorgeschlagenen Massregeln, als geeignet, das Interesse der besagten Unternehmung zu befördern, in Erwägung ziehen werde. 7) Endlich bemerkten die preussischen Bevollmächtigten, dass der Vertrag mit den Niederlanden, welchen zu unterzeichnen sie im Begriffe stehen, blos im Namen der Regierungen unterhandelt und beschlossen wurde, die durch den im Eingang erwähnten Vertrag den Zoll- und Handelsvertrag respective gegründet haben oder dazu getreten und also wirkliche Mitglieder desselben geworden sind; aber dass es noch verschiedene andere Staaten gibt, welche, sei es durch ihre ganz oder zum Theil enclavirte Lage, sei es durch gewisse Grenzverhältnisse, grösstentheils schon vor der Stiftung des Verbandes entweder dem Zollsysteme Preussens oder dem eines andern Mitgliedes des Zollverbandes beigetreten sind, und dass diese Staaten oder Theile von Staaten, als solche zu dem Vereine gehörend, aller Vortheile theilhaftig werden müssen, welche dieser Verband durch Handelsverträge erlangt, sowie sie dagegen die gegenseitig eingegangenen Verpflichtungen erfüllen müssen; eine nothwendige Folge davon, dass sie von der Zolllinie des Verbandes umgeben sind und die Gesetzgebung in Sachen der Ein- und Ausfuhrzölle, welche für alle Mitglieder des Verbandes dieselbe ist, daselbst gleichfalls angenommen wurde. — Hierauf ist man zum Verlesen beider Exemplare des Vertrags und der dazu gehörenden besondern Artikel übergegangen, wovon eins für den Zoll- und Handelsverband be-

constituee en tri
la décision defi
concernant des
neté entre la Pr
Detmold et celle
bourg. En date

(Publication offic

Urt

In
des fürstlichen Hauses Sch
g
das fürstliche Haus Lippe
Herausgabe der
und Blomberg
samt Nutzungen
wird — nachdem diese Sac
rung der streitenden fürstlic
sher Bundesversammlung du
gust 1830 an das grosshérz
richt dahier als Austrägalger
scheidung verwiesen worden
nach gesetzmässig gepflogene
der hohen Bundesversammlun
1) die vom fürstlichen Hau

b) auf Herausgabe des weiteren der Speziallinie Alverdissen durch den Vergleich von 1722 entzogenen — Theils der Brakeschen Erbschaft samt Früchten und Zinsen 1839

c) auf Ersatz desjenigen, was dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold für den Verzicht auf seine aus dem Vergleich von 1722 erlangten Ansprüche im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg bewilligt oder erlassen wurde,

d) auf Zurückgabe des im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg an Detmold abgetretenen Amtes Lipperode —

abzuweisen; und

3) das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe in drei Viertheile, Lippe-Detmold aber in ein Viertheil der Kosten des gerichtlichen Verfahrens zu verfällen.

V. R. W.

Dessen zur Urkunde ist dieses Urtheil nach Verordnung des Grossherzoglich Badischen Oberhofgerichts ausgefertigt und mit dem grösseren Gerichts-Insiegel versehen worden.

So geschehen Mannheim den 20sten Decbr. 1838.

Grossherzoglich Badisches Oberhofgericht.

Frhr. von Stengel. Minet.

(L. S.)

vdt. Hübsch.

Entscheidungsgründe.

In Sachen

des fürstlichen Hauses Schaumburg-Lippe, Klägers,

gegen

das fürstliche Haus Lippe-Detmold, Beklagtes,

Herausgabe der Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg, sowie des Amtes Lipperode samt Nutzungen betreffend.

Der Graf Simon VI., der gemeinschaftliche Stammvater der beiden streitenden Häuser, hinterliess bei seinem Ableben im Jahr 1613 vier Söhne, wovon der älteste, Simon VII., der Stammherr des jetzigen fürstlichen Hauses Lippe-Detmold, der jüngste, Philipp, welcher einen Theil der reichsständischen Grafschaft Schaum-

Lippe war zu dieser
die Speziallinien Bück
Die eine dieser
sen, verglich sich im J
Nachlasses mit Lippe-
lich zu Gunsten des let
Ansprüche, wogegen Li
Rente von 1250 Thaler
len einräumte. Allein d
ziallinie, Bückeburg, be
erwirkte ein Reichshofra
gust 1734, wodurch ihr d
lasses samt Früchten zue
dieses in revisorio bestä
Jahr 1748 zwischen Detm
hager Vergleich zu Stand
keschen Nachlass die Aem
hielt, Bückeburg aber die
der bekam.

Da übrigens Detmold
der Speziallinie Alverdisse
1250 Thalern nebst einige
sichert hatte, so hat ihm
gleichung im Stadthager V
Lipperode abgetreten.

Im Jahr 1777 starb die
und nun begann der Streit
und der noch übrigen Spezia
Alverdissen.

Blomberg, Schaumburg-Alverdissen aber das Amt Blomberg erhielt; nachdem inzwischen eine Klage Schaumburgs auf Zurückgabe des Amtes Lipperode durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 27sten April 1778 zurückgewiesen worden war. 1839

Erst während des Rheinischen Bundes, dem beide fürstliche Häuser beigetreten waren, erneuerten sich die Streitigkeiten wieder; vorerst jedoch hauptsächlich nur in Bezug auf die von Detmold über die ganze Grafschaft Lippe, folglich auch über das vom Brakeschen Nachlass herrührende, bei der possessorischen Auseinandersetzung von 1789 im Besitze von Schaumburg-Lippe gebliebene Amt Blomberg, angesprochene Souverainetät. Später im Jahr 1818 machte auch Schaumburg seine petitorischen Ansprüche auf das in possessorio an Detmold gefallene Amt Schieder und auf das im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg an Detmold abgetretene Amt Lipperode bei der Bundesversammlung geltend. Dasselbe verband damit noch weitere aus der Brakeschen Erbschaft herrührende Ansprüche.

Durch Beschluss der Bundesversammlung vom 5ten August 1830 wurde sofort der diesseitige oberste Gerichtshof beauftragt in dieser Sache als Austrägalgericht zu entscheiden, was nun auf die geschlossenen Verhandlungen hin zu geschehen hat. Ueber die bei dieser Verhandlung von Detmold mittelst einer besondern Klage geltend gemachten Souverainetätsansprüche ergeht eine besondere Entscheidung; hier aber handelt es sich nur um die Klage des fürstlichen Hauses Schaumburg-Lippe.

Dasselbe fordert an Lippe-Detmold:

I. die Herausgabe des Amtes Schieder (als der Hälfte der Aemter Blomberg und Schieder) wie dasselbe im Jahr 1789 an Detmold übergeben wurde, samt den seit damals erhobenen Nutzungen;

II. den übrigen der Speziallinie Alverdissen gebührenden, durch den Vergleich von 1722 ihr entzogenen, Theil der Brakeschen Erbschaft samt Früchten und Zinsen;

III. Ersatz desjenigen, was dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold für den Verzicht auf seine aus dem Vergleiche von 1722 erlangten Ansprüche im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg bewilligt oder erlassen wurde;

Der beklagte Theil
mold, bestreitet die Co
richts zur Entscheidung
welche Schaumburg-Lip
als Souverain von Scha
genschaft als Lippischer

Der Souverainetäts-
Paragialgüter der Lippisc
präjudiciell für die Com
die Erbschafts-Ansprüche
sie ihre Erbtheile, wenn i
verainetät gehören, n
Souverains zu verfolgen
stand, dass der klagende
burgischen Besitzunge
nichts zu ändern vermöch

Die gegen die formel
der Incompetenz vom kla
denken sind ungegründet:

1) Der Umstand, dass
5ten August 1830 die En
Streitsache dem diesseitige
behalt überträgt, kann
niss nicht entziehen, beim
gleich auch über die einen
zu erkennen, ob und hin
die Competenz der Bundesv
men das Austrägalgericht zu

Es ist die Sache eines
ihm angebrachten

beziehungsweise den Beschluss vom 5ten August 1830 1839
zur Folge hatte, ausdrücklich gesagt, dass über die Competenz und über die Präjudicialqualität des Souverainetätsstreits

„die hohe Bundesversammlung, die keine richter-
„liche Qualität besitze, sich niemals auszusprechen
„vermöchte,"

und dass es dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold werde

„überlassen werden müssen, die Einrede des nicht
„begründeten forums vor dem nunmehr zu be-
„stellenden Austrägalgerichte geltend zu machen."

Nach diesem dem Beschluss vom 5ten August 1830 zu Grunde liegenden Vortrage ist nun dieser Beschluss selbst auszulegen und es kann darnach nicht angenommen werden, dass durch die Verweisung der Sache an den diesseitigen Gerichtshof die Bundesversammlung über den Competenzpunct schon selbst entschieden, und eben damit dem Austrägalgericht das Erkenntniss hierüber entzogen hat.

2) Eben so unrichtig ist die Behauptung, dass das fürstliche Haus Lippe-Detmold durch Einreichung einer Widerklage (über die Souverainetät von Blomberg) die Competenz des Austrägalgerichts hinsichtlich der Vorklage anerkannt habe, denn Detmold hat jenen Souverainetätsstreit mittelst einer selbstständigen Klage, die nur eventuell auch als Widerklage geltend gemacht wird, angebracht und ausdrücklich als einen Präjudicialpunct für die eben damit bestrittene Competenz hinsichtlich der Schaumburgischen Erbschaftsklage.

3) Endlich ist es unrichtig, dass der diesseitige Gerichtshof durch die völlige Verhandlung der Hauptsache die Einrede der Incompetenz bereits factisch verworfen habe, denn die Verhandlung geschah mit Vorbehalt des Erkenntnisses über alle Streitpuncte, auch über jenen der Competenz.

Hiernach ist noch auf die materielle Prüfung der Einrede einzugehen.

Der Art. XI. der Bundesacte verordnet: „die Bundesglieder machen sich verbindlich, einander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen, noch ihre Streitigkeiten mit Gewalt zu verfolgen, sondern sie bei der Bundesversammlung anzubringen. Dieser liegt alsdann ob, die Vermittlung durch einen Ausschuss zu versuchen; falls dieser Versuch fehl-

bei welcher alle
Bundesglieder un
Im Art. XXI. der
ist gesagt:
„die Bundesversa
schrift der B
bringenden,
die Vermittlung
suchen."
Hieraus geht hervo
heit des Streitgegenstan
alle Streitigkeiten der
Bundesversammlung, b
galgericht gehören, oh
des öffentlichen Rechts
rechts ein Unterschied g
Auch wenn ein Sta
weise ein Souverain mit
rechtssache (z. B. hinsic
lich des Eigenthums an
keitsrechte) einen Vertr
lung desselben alsdann
Streit nicht vor die Lan
verains, sondern vor ei
Klüber, öffentlich
2te Auflage §. 148 i. Nr
von Leonhardi,
schen Bundes §. 95. Nr.
Dagegen soll es be

Die angeführten Bundesgesetze sprechen nur von 1839
den Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich. In so fern aber ein Fürst nur Privatinteressen verfolgt, die mit dieser seiner öffentlichen Stellung in keiner Verbindung stehen, erscheint er nicht als Bundesglied, daher finden jene Gesetze auf einen solchen Fall keine Anwendung. Ein weiterer Beweis hiefür liegt auch darin, dass der Art. XI. der Bundesacte die richterliche Gewalt des Bundes als Surrogat für das unter unabhängigen Staaten sonst eintretende Bekriegen aufstellt, und dass doch ein Bekriegen völkerrechtlich nur da zu erwarten wäre, wo bei einer Streitigkeit ein unabhängiger Staat dem andern, oder ein Souverain als solcher dem andern gegenübersteht, nicht aber auch, wenn der Streit nur Privatinteressen eines Fürsten betrifft, die mit seiner Stellung als Staatsoberhaupt und mit den Interessen des Staats in gar keiner Verbindung stehen, für die also überall die friedlichen Wege der Erledigung vor den Landesgerichten des beklagten Theils vorgezeichnet sind.

Desshalb fordert auch v. Leonhardi in seinem Austrägalverfahren des teutschen Bundes Seite 95 Nr. 2. um eine Sache vor das Bundesausträgalgericht zu ziehen als Subject des Streits

„Bundesglieder, welche in ihrer bundesmässi-
„gen öffentlichen oder Staatseigenschaft ge-
„gen einander auftreten;"

und eben so fehlt nach Klüber am a. O. §. 148 i. Not. a. und §. 148 n. Nr. 16. die Competenz des Bundes,

„wo Bundesglieder nicht in ihrer Staatseigenschaft,
„nicht in ihrer bundesmässigen politi-
„schen Unabhängigkeit, sondern nur als
„Privatpersonen in Betracht kommen."

Dies vorausgesetzt, so könnte nun im vorliegenden Falle die richterliche Gewalt des Bundes nicht angerufen werden, wenn es sich nur um Eigenthums-Ansprüche des Herrn Fürsten von Schaumburg-Lippe an den, unter der Souverainetät von Lippe-Detmold befindlichen und anerkanntermassen unter derselben verbleibenden Aemter Schieder und Lipperode samt Nutzungen handelte.

Der Fürst von Schaumburg-Lippe wäre, insoweit er solche Ansprüche verfolgte, kein Souverain, sondern blos ein paragirter Prinz und Erbherr des fürstlichen

Schaumburgschen Umsta
verain ist, vermöchte hi
so weit er Erbrechte an
spruch nimmt, ist er nic
sondern Prinz und Erbhe
nicht als Bundesglied m
sondern nur als Unterthan
Lippischer Erbherr auftre
hätte er lediglich die Li
gehen.

Allein abgesehen noch
misse, auf welcher diese
sey, ob nemlich ein Aufti
in ihrer Staatseigenschaft
hängigkeit zur Begrünc
erforderlich werde? — wär
auch bei Bejahung dieser F
jedenfalls begründet.

Es ist nemlich nicht ric
lediglich das bürgerliche od
Aemter Schieder und Lipp
Es handelt sich vielmehr zu
welchen hoheitlichen Rechte
dem Rechte der Souverainetät
burg-Lippe übergehen sollen.

In der Triplik bemerkte
stehe sich von selbst, dass,
streit zu seinen Gunsten en
Aemter Schieder und Li

mit welchen Bückeburg früher Lipperode besass, be- 1839
hauptet das klagende Haus Schaumburg-Lippe, dass sie das Recht der Landeshoheit ausmachten, folglich durch die Rheinische Bundesacte zum Rechte der Souverainetät wurden.

Demnach fordert Schaumburg-Lippe jene Aemter in der That mit Souverainetät, und es ist über das Recht der Souverainetät, wie bei der Klage des fürstlichen Hauses Lippe-Detmold zu ersehen ist, eben so vollständig verhandelt, als über die Erbherrlichkeitsrechte an sich.

Hieran ändert auch der Umstand nichts, dass Schaumburg-Lippe den Streit, ob die den Nachgebornen an ihren Paragialgütern zukommenden Rechte wirklich die Landeshoheit ausmachten, jetzt also zum Rechte der Souverainetät wurden? — zu einem besonderen Verfahren vorbehalten wollte. Immerhin fordert es die Aemter Schieder und Lipperode mit jenen Rechten, von welchen unter den Partheien der Streit besteht, oder angekündet ist, ob sie jetzt das Recht der Souverainetät begründen.

Es fordert also jene Aemter jedenfalls unter Widerspruch der Detmoldischen Souverainetät über dieselben, und es kann daher, ohne sich selbst zu widersprechen, seinen Anspruch auch nicht vor die Detmoldischen Landesgerichte bringen.

Insofern hiernach der Herr Fürst von Schaumburg-Lippe jene Aemter immerhin mit solchen Rechten in Anspruch nimmt, die er für Souverainetätsrechte hält, so tritt er nicht blos als Privatperson auf, sondern als Staatsoberhaupt, und insofern die angesprochenen Aemter mit dem Fürstenthum Schaumburg-Lippe vereinigt werden sollen, erscheint er zugleich als Innhaber der Schaumburg-Lippischen Staatsgewalt.

Wenn Bundesglieder sich über die Souverainetät von einzelnen Gebietstheilen streiten, so erscheint keines als der Unterthan des andern, sie stehen sich beide in ihrer politischen Unabhängigkeit gegenüber.

Wenn nun aber das fürstliche Haus Lippe-Detmold begehrt, dass der Souverainetätsstreit über jene Aemter als präjudiciell im voraus entschieden und alsdann der Streit über das bürgerliche oder Patrimonial-Eigenthum derselben vor die Landesgerichte desjenigen Theils, der

1839 als Souverain anerkannt wird, verwiesen werde, — gibt es zu einem solchen Begehren keinen rechtliche Grund.

Wäre die Souverainetät Lippe-Detmolds schon z Zeit, da der Eigenthumsstreit erhoben wurde, ane kannt oder entschieden gewesen, so hätte die Klag nur vor den Lippe-Detmoldischen Landesgerichten a gebracht werden können; jetzt aber, wo die Souvera netät noch nicht anerkannt, sondern mit bestritten is und wo eben dadurch die Bundescompetenz für die Erb schaftsklage begründet ist, kann eine Trennung der a demselben Klagfundamente beruhenden Eigenthum und Hoheits-Ansprüche nicht begehrt werden, sonder die (wenn auch nur wegen der einen Beziehung) ei mal begründete Competenz dauert fort, bis über d aus demselben Klaggrunde abgeleiteten doppelten A sprüche entschieden ist.

Der beklagte Theil gründet seine Einrede der I competenz auch auf den Art. IX. des Compromiss vom 5ten July 1812 des Inhalts:

„Nach Beendigung des Compromisses über d „Souverainetät soll seine Uebereinkunft wege „schiedsrichterlicher Entscheidung über etwaige wei „tere gegenseitige Ansprüche geschlossen werden.

Allein abgesehen davon, dass jenes Compromiss nu „die wegen der Souverainetät über das Amt Blom „berg obwaltenden Differenzien"

zum Gegenstand hatte und der Art. IX. also nicht auc auf die Aemter Schieder und Lipperode bezogen wer den kann, ist ja darin jedenfalls nur eine Uebereinkunft wegen einer schiedsrichterlichen Entscheidun solcher weiteren Ansprüche vorbehalten, was nun, d eine solche Uebereinkunft nicht statt hatte, ohne Erfolg ist.

Hiernach ist die vorgeschützte Einrede der Incompetenz verwerflich und es ist nun zu Prüfung der

Materialien

zu schreiten und zwar sowohl der

A. vier Klagbegehren mit den einem jeden dersel ben besonders entgegengesetzten Einreden, al auch der

B. allen vier Klagbegehren gemeinschaftlich entgegengestellten Einrede. 1839

Zu A. die vier Klagbegehren.

Ohne Zweifel ist das

erste Klagbegehren,

welches die Herausgabe der Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg, beziehungsweise des Amtes Schieder, wie es im Jahr 1789 an Detmold übergeben wurde, samt Nutzungen betrifft, das Wichtigste.

Nach dem Tode Simons des VI. erhielt nach dem im Jahr 1597 von demselben errichteten Testamente der zweite am Leben gebliebene Sohn Otto ausser den Aemtern Brake und Barndorf auch das Amt Blomberg.

Der Sohn Hermann erhielt unter Andern Schieder, und der Sohn Philipp (Stifter der Schaumburgischen Linie) unter Andern Lipperode und Alverdissen.

Hermann starb im Jahr 1620, worauf Schieder nach einem Vergleiche von 1621 noch an Otto von Brake fiel, so dass die Brakesche Linie bei ihrem Aussterben im Jahr 1709 die Aemter Brake, Barendorf, Blomberg und Schieder hinterliess.

Hiervon erhielt, wie schon im Eingang erwähnt wurde, nach dem Stadthager Vergleich von 1748 Lippe-Detmold die Aemter Brake und Barendorf, die Schaumburg-Lippische Speziallinie Bückeburg (Alverdissen hatte 1722 verzichtet) aber die Aemter Blomberg und Schieder.

Schon früher, nachdem nämlich Detmold durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 26sten August 1734 zur Herausgabe der Hälfte des Brakeschen Nachlasses an Bückeburg verurtheilt war, erhob Detmold im Namen von Alverdissen, welches ihm seine Rechte schon 1722 cedirt und diese Cession am 26sten August 1747 neuerlich bestätigt hatte, gegen Bückeburg eine Klage auf die Alverdisser Quart, d. h. auf die Herausgabe der Alverdissen gebührenden Hälfte von der Bückeburg zuerkannten Hälfte des Brakeschen Nachlasses.

Durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 18ten September 1744 wurde Bückeburg zur Herausgabe dieser Quart an Alverdissen verurtheilt. Ehe diese Verurthei-

1839 lung aber rechtskräftig wurde, kam der Stadthager Vergleich von 1748 zu Stande, wornach Bückeburg die Aemter Blomberg und Schieder erhielt.

Diese beiden Aemter hat nach dem Aussterben der Speziallinie Bückeburg 1777 die andere Schaumburg-Lippische Speziallinie Alverdissen in Anspruch genommen, und da Detmold im Jahr 1789 in possessorio die eine Hälfte derselben, das jetzige Amt Schieder, erhielt, so fordert nun Alverdissen diese Hälfte (d. i. das Amt Schieder) von Detmold wieder heraus.

Diese Forderung wird nun auf zwei verschiedene Fundamente gebaut:

A. darauf, dass Alverdissen Erbe von Bückeburg sey, und die Aemter Schieder und Blomberg nach dem Stadthager Vergleiche von 1748 Bückeburg zufielen, folglich jetzt in dessen Nachlass gehören;

B. dass die Güter der Schaumburg-Lippischen Linie in einem Specialfideicommiss-Verband stehen, die noch lebende Speziallinie die weggekommenen Güter (das Amt Schieder) also reclamiren dürfe.

Das erstere Fundament begründet eine Erbschaftsklage, und das Letztere eine Revokatorienklage.

ad A. *Erbschaftsklage.*

Nach dem Testamente des gemeinschaftlichen Stammvaters Simons VI. von 1597 §. 20. hat der (nach dem Recht der Erstgeburt) jeweils regierende Herr nur, wenn ein ganzer Mannsstamm ausstirbt, mit den übrigen Brüdern oder deren Mannserben nach Stämmen in das Erbe einzutreten.

Da nun aber mit Bückeburg kein ganzer Stamm, sondern nur eine Speziallinie des Philippischen (Schaumburg Lippischen) Stammes ausgestorben ist, so ist der Fall des §. 20. des Testaments nicht vorhanden, und der Bückeburg'sche Nachlass gebührt lediglich der andern Speziallinie: Alverdissen.

Dadurch und weil sich die Aemter Schieder und Blomberg ganz und nicht blos zur Hälfte nach dem Stadthager Vergleich von 1748 im Bückeburg'schen Nachlass befinden, ist die Erbschaftsklage Alverdissens auf die Hälfte dieser Aemter, beziehungsweise auf das Amt Schieder, an und für sich allerdings begründet; es fragt sich daher nur, ob sie nicht durch entgegen gehaltene Einreden wieder aufgehoben sey;

1) Die Erste dieser Einreden besteht darin: 1839
Bückeburg habe durch den Stadthager Vergleich von 1748 §. 6. die Aemter Schieder und Blomberg nicht frei und unbedingt, sondern nur unter der Last einer Rückfallsklausel erhalten. Dieselben sollen nemlich nach dem Aussterben der Bückeburg'schen Speziallinie an den andern Stadthager Contrahenten Lippe-Detmold zurückfallen. Dieser Rückfall sey nun durch das Aussterben der Bückeburg'schen Speziallinie wirksam geworden, daher habe Alverdissen als Erbe Bückeburgs auf jene vertragsmässig zurückgefallenen Aemter keine Ansprüche.

Im Stadthager Vergleich, wo Lippe-Detmold die gedachten zwei Aemter an Bückeburg überliess, erklärte dasselbe dabei im §. 6. es müsse

„sich alle sonstige ex cessione Alverdissiensi (1722 und 1747) erlangten jura gegen das Gräfliche Haus Schaumburg-Lippe-Alverdissen ausdrücklich reserviren, und in specie sich und ihrem Gräflichen Hause auf den Fall, da der Mannsstamm des jetzt regierenden Gräflich Schaumburg-Lippe-Bückeburgischen älteren Hauses verblühen sollte, den Rückfall der dem Gräflichen regierenden Hause zu Lippe-Detmold vermöge vorerwähnter Cession von Alverdissen abgetretener und übertragener jurium feierlichst vorbehalten; dergestalt dass es insofern bei diesem Cessions-Transact zwischen Lippe-Detmold und Lippe-Alverdissen sein Verbleiben hat, jedoch Ihro Hochgräflichen Gnaden zur Lippe-Schaumburg-Bückeburg, als welche diese Cession nie anerkannt, unnachtheilig."

Insoweit nun Alverdissen nicht seine ursprünglichen eigenen (durch den Vergleich von 1722 aufgehobenen) Ansprüche auf den Brakeschen Nachlass geltend macht, sondern als Erbe Bückeburgs dessen Eigenthum an den fraglichen Aemtern auf den Stadthager Vergleich von 1748 gründet, hat es die Bedingungen dieses Vergleichs auch gegen sich gelten zu lassen:

Es fragt sich daher nur:

ob es wirklich eine Bedingung des Stadthager Vergleichs sey, dass jene beiden Aemter bei dem Aussterben der Bückeburgischen Speziallinie an Det-

1839 mold zurückfallen, wornach sie in der Bückeburgischen Erbmasse gar nicht vorhanden wären, und somit dem klagenden Theil als Erben Bückeburgs nicht zufallen konnten?

Der Kläger widerspricht dies in doppelter Beziehung, denn

a. die erwähnte Rückfallsklausel des Stadthager Vergleichs von 1748 sey keine Vertragsbedingung,

b. und sie beziehe sich überdies nicht auf die eingeklagte Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg.

ad a. Der erste Einwand ist wohl unrichtig; denn wenn Detmold in der Vertragsurkunde über irgend einen Punct einen Vorbehalt machte und Bückeburg als der andere Contrahent dem Vertrage dennoch seine Zustimmung gab, ohne einen Gegenvorbehalt zu machen, und ohne hierdurch den Gegenstand des Vorbehalts vom Vertrag auszuschliessen, so hat eben damit Bückeburg auch dem Detmoldischen Vorbehalt zugestimmt, und dadurch ist dieser Vorbehalt eine Vertragsbedingung geworden.

Es ist dies um so sicherer anzunehmen, als gerade vor dem Abschluss des Stadthager Vergleichs Bückeburg die Alverdissische Cession von 1722, worüber Detmold den erwähnten Vorbehalt machte, als nichtig angefochten hatte, wornach es zu dem Vorbehalte nicht hätte stillschweigen können, wenn es nicht dem Vorbehalte gemäss die Wirksamkeit der Cession von 1722 zwischen Detmold und Alverdissen hätte anerkennen wollen.

Der Umstand, dass am Schlusse des Vorbehalts bemerkt ist, dass derselbe dem Hause Bückeburg, welches die Cession von 1722 nicht anerkannte, unnachtheilig seyn soll, vermag hieran nichts zu ändern. Es liegt darin vielmehr noch eine Bestärkung der Annahme des Vorbehalts, soweit er Bückeburg unnachtheilig sey.

Bückeburg hat sich dadurch zu nichts verpflichtet, aber es nahm es an, dass die Aemter Schieder und Blomberg (vorausgesetzt, dass diese der Gegenstand des Vorbehalts waren) nur mit der Rückfallsklausel, d. i. mit der Bedingung auf Bückeburg übergingen. dass sie im Falle des Aussterbens der Bückeburgschen Speziallinie dem Hause Lippe-Detmold wieder heimfallen.

Dass aber jener Vorbehalt 1839

ad. b. sich wirklich auf die Aemter Schieder und Blomberg beziehe, kann keinem Zweifel unterliegen, wenn man erwägt, dass als Gegenstand desselben die von Detmold ex cessione alverdissiensi erlangten Rechte bezeichnet sind, und dass unter der Alverdissischen Cession nach den Verhandlungen der Partheien überall nur der (im Jahr 1747 von neuem bestätigte) Verzicht verstanden ist, welchen Alverdissen in dem Vergleiche vom 9ten December 1722 auf den Brakeschen Nachlass zu Gunsten Detmolds geleistet hat.

Dort ist nemlich gesagt, es habe Alverdissen

„in faveur des regierenden Hauses (Detmold) nicht nur auf den Brakeschen An- und Erbfall und desshalb bei dem K. Reichshofrath eingeführte Klage beständigst renunzirt, sondern auch alles Recht, so Sie (Alverdissen) oder die Ihrigen daran quocunque titulo haben können, an Wohlgedachten Herrn Vetter (Grafen von Detmold) und dessen Folgern in der Regierung wohlwissentlich zediret, um sich dessen nach Massgabe sothaner Erstgeburtgerechtigkeit und dero convenience ohne Ihr und der Ihrigen Behinderung ruhig zu gebrauchen.

Damit hat Alverdissen dasjenige, was ihm von der Brakeschen Erbmasse gebührte, an Detmold abgetreten, und es ist dieses Betreffniss bei der spätern Verhandlung Alverdisser Quart genannt worden, indem Detmold, nachdem es 1734 zur Herausgabe der Hälfte des Brakeschen Nachlasses an Bückeburg verurtheilt war, im Namen von Alverdissen gegen Bückeburg auf Abtretung der Hälfte von dieser Hälfte, d. i. der Alverdisser Quart klagte.

Damals waren die Aemter Schieder und Blomberg dem Hause Bückeburg vorläufig schon zugetheilt und im Stadthager Vergleich von 1748 wurde diese Zutheilung bestätigt. Ist nun hierbei in diesem Vergleich von Vorbehalt der von Alverdissen an Detmold abgetretenen Rechte, die nach den frühern Vorgängen als Alverdisser Quart bezeichnet wurden, die Rede, so kann darunter nur die Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg verstanden seyn.

1839 Zwar hat Bückeburg im Stadthager Vergleich von 1748 auch sonstige Ansprüche an Detmold aufgegeben, namentlich im Art. 9. auf den Ersatz der von Detmold bezogenen Nutzungen, auf den Fahrniss-Antheil etc. verzichtet, woraus das klagende Haus Schaumburg-Lippe die Behauptung ableitet, dass Bückeburg durch jenen Vergleich in der That nur seinen eigenen Antheil am Brakeschen Nachlass erhalten habe, der Werth der von Alverdissen an Detmold cedirten Alverdisser Quart aber dem Hause Detmold geblieben sey. Allein Bückeburg erhielt wegen der Nutzungen nach Art. 8. ein Aversum von 100000 Reichsthalern, und über den Werth dessen, was Bückeburg bei diesem Vergleich dem Hause Detmold erlassen hat, und ob dieser Werth das erhaltene Aversum übersteige, liegt kein Beweis vor, und eben so wenig ist nachgewiesen, dass die Erlassung desselben aus Rücksicht der Alverdisser Cession erfolgte. Bückeburg erklärte dabei ausdrücklich, dass es jene Cession gar nicht anerkenne, und wenn es Forderungen an das Haus Detmold aufgab, so konnte es dazu ausser dem erhaltenen Aversum auch noch andere Beweggründe haben, etwa um einmal die Sache zur endlichen Erledigung zu bringen, oder um der im Art. 2. erwähnten Detmoldischen Ersatzforderung für Meliorationen los zu werden u. d. g.

Jedenfalls ist von den vier Aemtern, welche den eigentlichen Fond des Brakeschen Nachlasses bilden, im Art. 1. des Vertrags, Bückeburg die Hälfte und nicht nur ¼tel zugeschieden.

Darum und weil das Reichshofraths-Erkenntniss vom 26sten August 1734 zu dessen Vollzug der Stadthager Vergleich zu Stande kam, dem Hause Bückeburg wirklich die Hälfte des Brakeschen Nachlasses zuerkannte, ist auch, in Ermangelung eines Beweises des Gegentheils, anzunehmen, dass die im Stadthager Vergleich dem Hause Bückeburg zugeschiedenen Aemter Schieder und Blomberg die ganze Schaumburg-Lippische Hälfte, folglich auch die Alverdissische Quart umfassen.

Diese Alverdissische Quart (½ der genannten beiden Aemter) soll nun aber nach dem im Art. 6. des Stadthager Vergleichs gemachten Vorbehalte nach dem Aussterben der Bückeburgischen Speziallinie an Detmold zurückfallen.

Darnach ist die auf diesen Rückfall gebaute Einrede, wornach die eingeklagte Hälfte von Schieder und Blomberg nicht auf die Bückeburgischen Erben übergeht, allerdings gegründet, und es kommt auf die 1839

2) weitere Einrede nicht mehr an:

dass Schaumburg-Lippe auch desswegen nicht klagen könne, weil es nicht blos Erbe von Bückeburg, sondern auch allgemeiner Rechtsfolger von Alverdissen sey, Alverdissen aber durch den Vergleich von 1722 auf alle Ansprüche verzichtet habe, die ihm quocunque titulo am Brakeschen Nachlass zustehen möchten.

Käme es übrigens auf diese Einrede auch noch an, so wäre sie immerhin als ungegründet nicht zu berücksichtigen; denn, wenn Alverdissen im Vergleich von 1722 auf die Brakesche Erbschaft gänzlich verzichtete und alle diesfallsigen Rechte die es

„daran quocunque titulo haben könne,"

an Detmold abtrat, so sind hierunter doch immer nur diejenigen Ansprüche begriffen, welche Alverdissen damals schon quocunque titulo auf jene Erbschaft machen konnte, nicht aber auch jene, die es damals noch gar nicht hatte, sondern erst später erwarb, also auch jene nicht, die erst im Jahr 1777 von der ausgestorbenen Bückeburgschen Linie auf Alverdissen übergingen.

Zwar hatte Alverdissen schon im Jahr 1722 die Hälfte von der Hälfte des Brakeschen Nachlasses als eigenes Recht zu fordern, und darauf hat es 1722 verzichtet; allein dieses sein eigenes Recht ist hier nicht Gegenstand der Klage, sondern nur dasjenige, was die Speziallinie Bückeburg vom Brakeschen Nachlasse ererbte, was also Alverdissen erst im Jahr 1777 von Bückeburg ererbt und was dieses vorher durch den Stadthager Vergleich von 1748 erworben hat.

Bei diesen Umständen kommt es auch auf die der vorliegenden Einrede entgegengestellten Replik:

dass der Verzicht von 1722 nichtig sey, —

nicht mehr an, obschon diese Replik, wenn es darauf ankäme, als verwerflich erschiene.

Der Verzicht von 1722 soll nemlich nichtig seyn,

a. weil der Graf Philipp Ernst von Schaumburg-Lippe-Alverdissen zur Zeit der Vertragsschliessung wegen Blödsinns unter Curatel des Landgrafen Karl

1839 von Hessen gestellt war, und der Curator dabei nicht mitwirkte, auch keine richterliche Bestätigung des Verzichts eingeholt wurde, —

b. weil der Vergleich auf einem Irrthume beruhe und eine enorme Verletzung enthalte, —

c. sodann weil der fragliche Verzicht durch Kaiserliches Rescript vom 17ten Juli 1747 bereits ungültig erklärt sey.

ad a. Abgesehen von der Frage, ob der Curator Landgraf von Hessen den Vergleich von 1722 wirklich in der Fassung, in der er vorliegt, genehmigt habe, — abgesehen davon, ob die nachträgliche Genehmigung von Seiten des Curators hinreichend gewesen oder seine Mitwirkung bei der Schliessung des Vertrags selbst erforderlich gewesen wäre, — und abgesehen davon, ob zur Güitigkeit des Rechtsgeschäfts, da dasselbe eine Entsagung auf Liegenschaften enthielt, eine richterliche Bestätigung erforderlich war, und ob diese durch die beim Reichshofrathe gemachte und von diesem zu den Acten genommene Anzeige ersetzt werde, — so ist der Vergleich jedenfalls durch die Zustimmung des Friedrich Ernst, einzigen Sohnes des contrahirenden Grafen Philipp Ernst, für das von demselben abstammende jetzige Haus Schaumburg-Lippe-Alverdissen bindend geworden.

Wenn auch die Zustimmung, welche Friedrich Ernst noch zur Lebenszeit seines Vaters dem Vertrage ertheilte, dem Vater und dessen Erben das Recht der Anfechtung wegen mangelnder Mitwirkung des Curators oder des Richters nicht entzog, indem Friedrich Ernst dem Vater nichts vergeben und den ungültig abgeschlossenen Vertrag nicht gültig machen konnte, so verhält sich dies doch anders in Bezug auf die Genehmigung, welche er dem Vergleiche erst nach dem Tode des Vaters, insbesondere in der Urkunde vom 26sten August 1747 ertheilte.

Hier war es schon seine eigene Sache, über die er verfügte, und da er rechtsfähig war, so hat die Verfügung selbstständige Wirksamkeit, wenn auch der Vergleich von 1722, durch welchen sie veranlasst, an und für sich nicht gültig war.

Im Einklange mit dieser ausdrücklichen Genehmigung des Vergleichs von Seiten des Sohnes und Rechtsfolgers Friedrich Ernst steht auch die factische Genehmigung desselben, welche nicht blos von Friedrich

Ernst, sondern auch von seinen Nachfolgern erfolgte, 1839
indem sie die ihnen im Vergleiche bedungenen jährlichen 1250 Thaler forthin annahmen und dadurch den Vergleich selbst vollzogen.

Darnach kann der gegenwärtige Herr Kläger, der zugleich Abkömmling und Erbe des Grafen Friedrich Ernst ist, den Vergleich von 1722 wegen der Rechtsunfähigkeit des Grafen Philipp Ernst, der denselben abschloss, nicht mehr anfechten.

ad. b. Was den weiteren Anfechtungsgrund betrifft, dass der Vergleich auf einem Irrthume beruhe und eine enorme Verletzung enthalte, so ist derselbe unerheblich.

Ueber den Vertragsgegenstand war kein Irrthum vorhanden, derselbe soll vielmehr in den Beweggründen zum Vertrag, nemlich darin liegen, dass dabei Alverdissen das Daseyn einer Untheilbarkeit und eines Primogeniturrechts unterstellt habe, was irrig gewesen sey.

Bei einem solchen Irrthume gilt aber die Regel, dass er den Vertrag nicht ungültig mache

Thibaut Pandecten-System §. 146. B. d.

sowie auch die Aufhebung eines Vergleichs wegen enormer Verletzung gesetzlich gar nicht statt findet.

Lauterbach colleg. pand. L. 18. t. 5. §. 45.

ad c. Auch durch das Kaiserliche Rescript vom 17ten Juli 1747 ist die Nichtigkeit des Vergleichs von 1722 nicht dargethan.

Es ist darin nemlich gesagt, dass ihre Kaiserliche Majestät nicht einsehen könnten, wie jener Vergleich mit dem Testamente Simons des VI. und mit verschiedenen pactis domus vereinbarlich sey, und dass daher die Impetraten Detmold und Alverdissen, gegen welche Bückeburg ein Gesuch um Kassation eingereicht hatte, Bückeburg innerhalb zwei Monaten klaglos zu stellen, oder ihre Einwendungen vorzutragen hätten.

Dieses Rescript ist also ein mandatum cum clausula; das noch keineswegs die Kraft einer Entscheidung hat. Hätte der Impetrant eine solche herbeiführen wollen, so hätte er nach Umlauf der anberaumten Frist, da Detmold und Alverdissen keine Einwendungen vortrugen, wieder anrufen, und die Sache, bis ein definitiver Ausspruch erfolgt wäre, betreiben sollen. Letzteres geschah aber nicht.

Zwar hat Detmold auf den Grund des Erkenntnisses vom 18ten September 1744, wodurch Alverdissen

1839 die Hälfte von der auf den Schaumburg-Lippeschen Stamm fallenden Hälfte des Brakeschen Nachlasses gegen Bückeburg zuerkannt wurde, und auf den Grund der unterm 26sten August 1747 neuerlich bestätigten Alverdissischen Cession gegen Bückeburg ein Immissionsgesuch eingereicht, worauf unterm 17ten Juni 1748 die Reichshofraths-Verfügung erfolgte:

„wird pars revisa (Alverdissen) sowohl als die „Gräflich Lippe-Detmoldische Vormundschaft mit „dem vorgeschützten jure cesso auf den super hoc puncto in separato obwaltenden Process, und die hierin unterm 17ten Juli a. p. ergangene Kaiserliche Verordnung hiemit verwiesen."

Allein auch hierin liegt keine definitive Entscheidung über die Vergleichsnichtigkeit, worüber am 17ten Juli 1747 ein mandatum cum clausula ergieng. Es ist im Gegentheil ausdrüchlich gesagt, dass hierüber noch ein Process obwalte, und wenn dabei auf die Kaiserliche Verordnung vom 17ten Juli 1747 verwiesen wird, so ist damit das mandatum cum clausula nur erneuert, aber keineswegs in ein definitives Erkenntniss verwandelt.

3) Eine dritte der vorliegenden Klage entgegengehaltene Einrede ist die der Verjährung.

Dieselbe ist ebenfalls ungegründet: denn erst im Jahr 1789 gelangte Detmold zum wirklichen Besitze der ihm in possessorio zuerkannten Hälfte von Schieder und Blomberg. Von hier an lief also die 30jährige Frist zur petitorischen Rückforderungsklage. Diese Frist war aber noch nicht abgelaufen, als Schaumburg-Lippe im Jahr 1818 seine Klage bei der Bundesversammlung anbrachte.

Der Anspruch Schaumburg-Lippe-Alverdissens auf die durch den Stadthager Vergleich an Bückeburg gekommenen Aemter Schieder und Blomberg entstand zwar schon 1777, als bei dem Aussterben Bückeburgs dessen Rechte auf das klägersche Haus übergiengen. Allein von 1777 bis 1789 war das Letztere im Besitze, es konnte daher für dasselbe die Klagverjährung noch nicht laufen, und sie begann erst im Jahr 1789, wo Detmold in Besitz kam und damit Schaumburg-Lippe Anlass zur petitorischen Klage erhielt. Abgesehen von allen andern klägerscher Seits der Verjährung entgegengehaltenen Gründen ist dieselbe hiernach noch nicht vollendet.

Uebrigens ist, wie unter 1 gezeigt wurde, die

Klage durch die erste (auf die Rückfallsklausel des Stadthager Vergleichs §. 6. gebaute) Einrede schon aufgehoben. 1839

ad B. *Revocatorienklage.*

Ausser der Klage, wodurch Schaumburg-Lippe als Erbe Bückeburgs auf den Grund des Stadthager Vergleichs von 1748 die zweite Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg (das jetzige Amt Schieder) herausfordert, erhebt dasselbe auch noch überhaupt als stammgutsberechtigt den nämlichen Anspruch auf den Grund eines hinsichtlich der Schaumburg-Lippischen Besitzungen bestehenden Spezialfideicommiss-Verbands.

Hatte nämlich Alverdissen am Brakeschen Nachlass $\frac{1}{4}$, oder von der auf den Schaumburg-Lippischen Stamm fallenden Hälfte die Hälfte, also von den Aemtern Schieder und Blomberg $\frac{1}{2}$ anzusprechen, diese Ansprüche aber durch den Vergleich von 1722 aufgegeben, und hat in Folge dessen die Speziallinie Bückeburg im Stadthager Vergleich von 1748 hinsichtlich dieser Alverdissischen Hälfte jener Aemter die Rückfallsklausel zugelassen, wornach die Erben der ausgestorbenen Bückeburgschen Linie als solche darauf keinen Anspruch haben, so kann immerhin jeder Stammberechtigte der Schaumburg-Lippischen Linie diese hiedurch vom Schaumburg-Lippischen Stammvermögen losgetrennten Güter wegen Unveräusserlichkeit derselben wieder zurückfordern. Hierzu wird aber erfordert, dass, wie der klagende Theil behauptet,

sämmtliche Schaumburg-Lippischen Besitzungen unter sich in einem Fideicommiss-Verbande stehen.

Dass sämmtliche Besitzungen des fürstlichen Hauses Lippe in einem gemeinschaftlichen fideicommissarischen Verbande stehen, behauptet Lippe-Detmold selbst.

Dasselbe widerspricht aber die Spezialfideicommiss-Eigenschaft der Schaumburg-Lippischen Besitzungen unter sich.

Die allgemeine Fideicommisseigenschaft der sämmtlichen Lippischen geht auch wirklich aus dem Testamente von 1597 in Verbindung mit dem brüderlichen Vergleiche von 1621 hervor, indem durch das Erstere eine von der gemeinen Erbordnung abweichende Vererbung mit Ausschluss der Töchter vorgeschrieben, durch das Letztere aber noch weiter bestimmt ist, dass nach

1839 dem väterlichen Testamente und den brüderlichen Vergleichen (von 1614—1616) künftig alle und jede

„dispositiones, donationes, alienationes und Vermachungen"

mit Ausnahme jener über die Baarschaft, und mit Ausnahme dessen, was

„aus gemeiner Bewilligung geschehen würde,"

nichtig seyn sollen, welche Bestimmung durch den §. 16. des Schwalenberger Vergleichs von 1667 erneuert wurde.

Dass hiernach Veräusserungen an Andere, als Familien-Mitglieder, unstatthaft seyen, unterliegt keinem Zweifel. Es soll kein Theil zum Nachtheil eines Andern, welcher eventuelle fideicommissarische Rechte hat, Verfügungen treffen, weil dadurch die Dispositionen des väterlichen Testaments und der brüderlichen Vergleiche vereitelt werden, wie dies bei Veräusserungen an Fremde jedesmal der Fall ist.

Ausserdem könnte auch die Veräusserung von Seiten einer Linie an eine Andere möglicherweise zum Nachtheil einer Dritten geschehen, d. h. die dritte Linie in ihrer fideicommissarischen Erbfolge beeinträchtigen, und in diesem Falle unterläge eine solche Veräusserung ebenfalls dem erwähnten Verbote, denn in diesem Falle wäre sie ebenfalls dem väterlichen Testamente und den brüderlichen Vergleichen entgegen.

Dies war namentlich der Fall, als die beiden Söhne Simons des VI. Otto und Herrmann, sich gegenseitig mit Ausschluss ihrer übrigen Brüder zu Erben einsetzen wollten, indem alsdann bei Herrmanns kinderlosem Absterben Otto das Antheilgut desselben allein erhalten hätte, statt dass es nach dem väterlichen Testamente zur Hälfte dem Simon VII. und zur andern Hälfte dem Otto und Philipp mit einander zufallen musste.

Dasselbe hätte sich auch ergeben, wenn Hermann sein Antheilgut dem Otto verkauft oder geschenkt hätte.

Eine andere Frage ist aber: ob eine Veräusserung auch da untersagt sey, wo dieselbe weder an Fremde, noch von Einer Linie an die Andere zum Nachtheil einer Dritten, sondern, wie es 1722 der Fall war, nur unter zwei noch allein existirenden Hauptlinien geschehe, wobei also eine Dritte, im Testamente von 1597 mit fideicommissarischen Rechten begabte, Hauptlinie nicht mehr beeinträchtigt werden kann?

Für die Verneinung dieser Frage spricht: dass im Testamente von 1597, auf welches sich die brüderlichen Vergleiche berufen, das fideicommissarische Recht, die Güter einer ausgestorbenen Linie nach dem aufgestellten Massstabe zu theilen, nur den einzelnen Stämmen ausdrücklich zugesichert ist, dass aber darin über die Erbfolge in einem und demselben Stamme eine gleiche Substitution der einzelnen Spezjallinien untersich nicht enthalten, also die Unveräusserlichkeit einer Besitzung im Verhältniss einer Spezjallinie zur Andern nicht eben so, wie im Verhältniss einer Hauptlinie zur Andern ausgesprochen ist. 1839

Darnach könnte man annehmen, dass die Abtretung von Gütern der Schaumburg-Lippischen Linie an die Detmoldische Linie im Jahr 1722, wo keine weitere, mit fideicommissarischen Rechten begabte, Linie mehr vorhanden war, nicht untersagt sey.

Es ist jedoch nicht nöthig, hierauf weiter einzugehen, da (abgesehen von den nachfolgenden Einreden) jedenfalls die im Vergleich von 1722 aufgegebenen oder abgetretenen Ansprüche Alverdissens auf den Brakeschen Nachlass nicht als eine Alverdissische Besitzung zu betrachten sind, auf die sich der etwa bestandene Specialfideicommiss-Verband erstrecken könnte, und deren Veräusserung daher als Veräusserung eines Stammgutstheils anzusehen wäre.

Es ist nämlich zu erwägen, dass es sich im Vergleich von 1722 nur um die Entsagung auf eine bestrittene Erbschaft handelte, durch welche die fraglichen Güter erst in den Besitz von Schaumburg-Lippe hätten kommen sollen, — und dass, wenn ein Spezialfideicommissverband für jede einzelne Lippische Linie, oder ein solcher besonders für die Schaumburg-Lippische Linie errichtet worden wäre, dieser doch nur diejenigen Güter umfassen könnte, die bei Errichtung dieses Spezialfideikommissverbandes der Schaumburg-Lippischen Linie schon angehörten, oder dass, wenn auch künftig anfallende dem Verbande einverleibt werden sollten, die Specialfideikommisseigenschaft sie jedenfalls nur insofern ergreife, als sie der Linie unbestritten zufallen, und die diesfallsigen Ansprüche nicht (vor der Zuscheidung bestimmter Güter) etwa im Wege des Vergleichs aufgegeben werden.

1839 Arg. Feud. II. tit. 43.

Hiernach erscheint die vorliegende Revocatorienklage, ohne Rücksicht, ob sie von Schaumburg-Lippe in der Eigenschaft von Bückeburg oder in jener von Alverdissen angestellt sey, schon an und für sich als unbegründet.

Es stehen hier aber auch noch Einreden entgegen.

1) So weit nämlich Schaumburg-Lippe als fortlebende Speziallinie Alverdissen klagt, steht ihm entgegen, dass der Veräusserungsact des Grafen Philipp Ernst, nämlich der angefochtene Vergleich von 1722, von dem damaligen einzigen Sohne desselben, Friedrich Ernst, genehmiget wurde, die erst später gebornen Abkömmlinge dieses Friedrich Ernst denselben also, wie oben gezeigt wurde, nicht wieder anfechten können.

Es kann nämlich selbst bei anerkannten Fideicommissbesitzungen ein Theil derselben gültig veräussert, oder selbst der ganze Fideicommissverband wieder aufgehoben werden, wenn alle Betheiligten, die zur Zeit einer solchen Veräusserung oder Aufhebung des Fideicommissverbandes am Leben sind, dazu einwilligen.

Dies ist nicht nur gemeinen Rechtens,

(Runde, teutsches Privatrecht, §. 697.
Moser, teutsches Staatsrecht, Th. XIII. S. 514—517).

sondern es sind im vorliegenden Falle von der erstmals im brüderlichen Vergleiche von 1621 festgesetzten Unveräusserlichkeit in eben diesem Vergleiche ausdrücklich diejenigen Veräusserungen und Verfügungen ausgenommen, welche

„aus gemeiner Bewilligung geschehen."

Hiernach können jene, welche zu einer Veräusserung einwilligten, und ihre erst später geborenen Abkömmlinge, die also zur Zeit der Veräusserung noch kein Anwartschaftsrecht erworben hatten, die Veräusserung in keinem Falle anfechten.

2) Insoweit nun aber Schaumburg-Lippe als Rechtsfolger Bückeburgs klagt, steht ihm auch hier die oben unter a. 1. erörterte Einrede entgegen, indem auch Bückeburg durch die im Stadthager Vergleiche angenommene Rückfallsklausel die eventuelle Veräusserung der reclamirten Hälfte von Schieder und Blom-

berg (dass nämlich dieselbe beim Aussterben Bückeburgs 1839
auf Detmold zurückgehe) bewilligt hat.

3) Auch stünde der von Schaumburg-Lippe als Rechtsfolger Bückeburgs erhobenen Klage die weitere Einrede entgegen, dass es, da es zugleich die fortlebende Speziallinie Alverdissen ist, aus den auf dasselbe übergegangenen Rechten Bückeburgs immerhin seine eigenen (Alverdissischen) Handlungen nicht anfechten dürfe, und zwar sowohl nach dem Rechtsgrundsatze:

> „Cum jura duarum personarum in uno homine concurrunt, idem valet in uno, quod alias in duobus —,"

als auch, weil es für die Cession seiner Rechte (der Alverdisser Quart) im Vergleich von 1722 Gewähr schuldig wäre, nach dem Grundsatze

> „quem de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio."
>
> L. 1. D. de except. rei vend. et trad. 21. 3.

Bei diesen Umständen kommt es auf die von Lippe-Detmold weiter vorgeschützten Einreden nicht an. Sie sind folgende:

4) Die eine derselben besteht darin, dass, wenn aus den Lippischen Besitzungen von Schaumburg-Lippe ein Spezialfideicommiss dieser Linie gebildet worden wäre, dies als der allgemeinen fideicommissarischen Eigenschaft der Besitzungen des Hauses Lippe widersprechend nicht wirksam seyn könnte.

Wenn nun aber auch das im Original nicht mehr leserliche, aber in einer am 28sten December 1592 vom Bürgermeister und Rath der Stadt Lippe ausgefertigten Urkunde wörtlich aufgenommene, in mehreren späteren Urkunden citirte pactum unionis von 1368 eine Untheilbarkeit der Grafschaft Lippe festsetzt, und wenn hinsichtlich derselben das Erstgeburtsrecht als hergebracht vom Kaiser unterm 12ten Februar 1593 und neuerlich unterm 3ten September 1626 bestätigt wurde, so kann deswegen doch das von allen Söhnen freiwillig vollzogene Testament Simons des VI. von 1597, bei welchem sich auch das durch das pactum unionis privilegirte Land beruhigte, nicht unwirksam seyn.

Die allgemeine fideicommissarische Eigenschaft der Lippischen Besitzungen, so weit sie auch durch dieses Testament begründet ist, steht aber der erwähnten Spe-

1839 cialfideicommissqualität der Lippischen Besitzungen von Schaumburg-Lippe nicht im Wege, denn diese könnte neben jener bestehen, sofern sie nur nicht dahin ausgedehnt würde, dass dadurch beim Aussterben des Schaumburg-Lippischen Mannsstamms der Uebergang der Lippischen Besitzungen auf die übrigen Lippischen Stämme nach Massgabe des Testaments gehindert, oder überhaupt irgend eine Verfügung des Testaments dabei unausführbar würde. Eine solche Ausdehnung ist aber nirgends behauptet, noch wäre sie zur Begründung der vorliegenden Revokatorienklage nöthig.

5) Auch die weitere Einrede wäre ungegründet, wornach die Bestimmungen des väterlichen Testaments von 1597, wenn sie auch für die einzelnen Linien Spezialfideikommisse errichteten, auf die Besitzungen von Schaumburg-Lippe nicht anwendbar wären, weil Philipp, der Stifter der Schaumburg-Lippischen Linie, kraft des Testaments gar nichts erhalten habe, sondern seine Brüder ihm nur freiwillig einen Erbtheil zuschieden.

Vor dem Tode des Testirers, Simons des VI., starb der älteste Sohn desselben Bernhard, und es ward ihm dagegen nach Errichtung des Testaments noch ein Sohn, Philipp, der Stifter der Schaumburg-Lippischen Linie, geboren.

An die Stelle Bernhards tratt nun als Regierungsnachfolger Simon der VII., und jeder der übrigen Söhne rückte an die Stelle seines Vormanns, wornach der erst nach Errichtung des Testaments geborne Philipp dass für den Herrmann bestimmte Antheilgut erhielt.

Was nun Philipp durch diese mit allseitiger Zustimmung geschehene Art des Testaments-Vollzugs erhielt, hat er wohl unter den nämlichen Auflagen und Bestimmungen erhalten, unter welchen sein „Antheilgut" dem Herrmann vermacht war.

Die Bestimmungen des Testaments müssen auf dieses „Antheilgut" in gleicher Weise Anwendung finden, dasselbe mochte nach dem Testamente dem Herrmann oder an dessen Stelle nach einer brüderlichen Vereinbarung dem Philipp zugekommen seyn.

6) Eine weitere Einrede ist die der Verjährung.

Dass die Verjährung von 1777 an nicht eingetreten sey, ist schon oben unter a. 3. gezeigt worden; und es fragt sich hier nur, ob dieselbe nicht vor 1777, wo

der klägersche Theil in den Besitz des Streitgegenstandes kam, schon vollendet gewesen sey? 1839

In so fern man die Klage als von der Speziallinie Bückeburg erhoben betrachtet, ist diese Frage ohne Zweifel zu verneinen, da Bückeburg durch die Klage vom 11ten July 1747, wodurch es die Alverdisser Cession von 1722 als unwirksam anfocht, den Lauf der Verjährung unterbrach, von welcher gerichtlichen Unterbrechung an wieder eine neue Verjährungszeit, und zwar eine solche von 40 Jahren lief, welche somit im Jahr 1777, wo der Streit von neuem begann, noch nicht vollendet war.

Wening-Ingenheim, Lehrbuch des gemeinen Civilrechts, Buch I. §. 45. Nr. 3.

Handelt es sich aber um eine Revocatorienklage von Schaumburg-Lippe, soweit es als die frühere Speziallinie Alverdissen fortlebt, so ist die Verjährung vollendet.

Hätte der einzige Sohn des am 27sten November 1723 verstorbenen Philipp Ernst, welcher den Vergleich von 1722 abschloss, Friedrich Ernst, diesem Vergleiche nicht zugestimmt, so hätte er nach des Vaters Tod, da die Alverdissischen Besitzungen auf ihn übergingen, die durch den Vergleich aufgegebene Alverdisser Quart des Brakeschen Nachlasses reklamiren, oder überhaupt den Vergleich oder seine Wirkungen anfechten können.

That es dies 30 Jahre lang nicht, so war das Klagrecht für ihn und eben damit auch für seine erst nach dem Vergleich von 1722 gebornen Mannserben verjährt, denn auch die Revokatorienklage muss, da hinsichtlich ihrer die Gesetze keine Ausnahme festsetzen, mit Ablauf von 30 Jahren erlöschen, und diese Verjährungsfrist kann nicht jedem Nachfolger wieder von neuem beginnen, es sey denn, dass ein solcher schon vor der Veräusserung am Leben war, also ein fideicommissarisches Recht bereits erworben hatte, oder dass er einer andern Linie angehört, welche erst später nach dem Aussterben derjenigen, von welcher die Veräusserung ausging, zur Nachfolge berufen wird, bei welcher also auch das Klagrecht erst später entsteht.

Friedrich Ernst, der einzige zur Zeit des Vergleichsabschlusses im Jahr 1722 vorhanden gewesene Sprössling der Alverdisser Speziallinie, hat nun aber inner-

1839 halb 30 Jahren vom 27sten November 1723 an, wo die Alverdisser Besitzungen auf ihn übergingen, die erwähnte Revokatorienklage nicht erhoben, denn seine Klage vom 28sten Mai 1753 ist noch auf Erfüllung des Vergleichs von 1722 gerichtet, und darin nur eventuell noch mit einer Klage auf Nichtigkeit gedroht, diese aber nicht wirklich angestellt worden.

Der Alverdissischen Speziallinie kann hiernach allerdings die Verjährung ihrer Revokatorienklage entgegengehalten werden.

Insoweit aber die Klage als von der Speziallinie Bückeburg erhoben begründet erachtet würde, wäre diese Einrede ohne Erfolg, da die Verjährung, wie gezeigt, Bückeburg nicht entgegengehalten werden könnte.

Ist hiernach die Klage auf Herausgabe des jetzigen Amtes Schieder als der Hälfte der ehemaligen Aemter Schieder und Blomberg theils wegen Grundlosigkeit an sich, theils wegen entgegenstehender Einreden verwerflich, so fällt eben damit auch die Forderung der Nutzungen, und es fällt die Frage hinweg, mit welchen Rechten Schieder an Schaumburg-Lippe zurückfallen, und welche Rechte Detmold daran behalten soll.

Es fallen damit aber auch das IIte und IIIte Klagbegehren, wornach Detmold an Schaumburg-Lippe auch dasjenige herauszahlen soll, was Alverdissen ausser der mit dem 1sten Klagbegehren reclamirten Hälfte von Schieder und Blomberg noch weiter vom Brakeschen Nachlass anzusprechen, durch den angeblich nichtigen Vergleich von 1722 aber aufgegeben hatte, sowie dasjenige, was Bückeburg dem Fürstlichen Hause Lippe-Detmold im Stadthager Vergleich in Berücksichtigung der angeblich nichtigen Alverdisser Cession erlassen haben soll.

Abgesehen davon, dass, wie oben unter A. 1. ad b. gezeigt wurde, nicht nachgewiesen ist, dass Bückeburg im Stadthager Vergleiche dem Hause Detmold in Berücksichtigung der Alverdisser Cession Nachlässe bewilligte, fehlt es nach der obigen Erörterung (A. 2. a—c.) jedenfalls an der die Grundlage des IIten und IIIten Klagbegehrens bildenden Nichtigkeit des Vergleichs von 1722, und wenn Schaumburg-Lippe die Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg nicht fordern kann, so kann es eben so wenig das

Weitere, was noch zur Alverdisser Quart gehören möchte, 1839
noch auch dasjenige fordern, was ihm Bückeburg im Stadthager Vergleich von 1748 noch neben dem bedungenen Rückfalle der Hälfte von Schieder und Blomberg eingeräumt hat.

Das

vierte Klagbegehren.

geht auf Zurückgabe des von Bückeburg im Stadthager Vergleich an Detmold abgetretenen Amts Lipperode sammt Nutzungen.

Lipperode ist kein Bestandtheil des Brakeschen Nachlasses; es wurde dem jüngsten Sohne Simons des VI., nämlich dem Grafen Philipp, welcher die Schaumburg Lippische Linie stiftete, sogleich bei der Theilung des Nachlasses Simons des VI. zugeschieden.

Von Philipp kam Lipperode auf seinen älteren Sohn, Friedrich Christian, welcher die Bückeburgsche Speziallinie gründete, und von diesem auf Albrecht Wolfgang, welcher im Jahr 1748 mit Detmold den Stadthager Vergleich schloss, und in diesem Vergleich §. 7. das Amt Lipperode an Detmold abtrat, weil Detmold sich verbindlich gemacht hatte, die im Vergleich von 1722 an Alverdissen zu zahlen übernommene Rente von 1250 Reichsthalern auch künftig fortzuentrichten, obschon es im nemlichen Stadthager Vergleich von 1722 die den Hauptstock der Alverdisser Quart bildende Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg mit alleinigem Rückfallsvorbehalt für den Fall des dereinstigen Aussterbens der Speziallinie Bückeburg an Bückeburg abgetreten und damit die Vortheile des Vergleichs von 1722 grösstentheils wieder verloren hatte. Nur für den Fall, dass die Alverdisser Speziallinie aussterbe, behielt sich Bückeburg vor, alsdann gegen Zurücklassung der Rente von 1250 Reichsthalern das Amt Lipperode zurückzuziehen.

Nun ist aber nicht die Alverdisser, sondern die Bückeburger Speziallinie ausgestorben, und da hierdurch Alverdissen zur Nachfolge in die Bückeburgschen Besitzungen gelangte, so reclamirt es jetzt ex pacto et providentia majorum das Amt Lipperode.

Es fragt sich also hier wieder, wie oben bei der hinsichtlich der Hälfte von Schieder und Blomberg erhobenen Revokatorienklage, ob die Lippischen Besitzun-

1839 als vollendet annehmen, weil es von 1806, wo das teutsche Reich seine Verfassung verlor, bis zur Errichtung der teutschen Bundesacte, — welche wieder ein Bundes-Austrägalverfahren statuirte, kein Gericht mehr gab, bei welchem Schaumburg-Lippe seine Klage hätte anbringen können.

Handelte es sich nicht zugleich um die Landeshoheit, jetzt Souverainetät, sondern nur um das Domanial- oder Privat-Eigenthum des Amtes Lipperode, so hätte Schaumburg-Lippe seine Klage auch in den Jahren 1806 — 1815 bei den Detmoldischen Landesgerichten anbringen können.

Damit hätte es aber die Detmoldsche Souverainetät anerkannt, und da es diese selbst bestreitet, so war für seine Klage in jener Periode kein Gericht vorhanden, daher ist die Verjährung jene Zeit über stillgestanden und zwar zur Zeit der bei der Bundesversammlung erhobenen Klage noch nicht vollendet.

Thibaut a. a. O. §. 1024.

Endlich wäre

4) auch die aus der Alverdisser Annahme der Rente von 1250 Reichsthalern abgeleitete Einrede zur Entkräftung der Revokatorienklage, so weit solche an sich gegründet wäre, nicht geeignet.

Die Annahme und der langjährige Bezug dieser Rente von Seiten Alverdissens soll eine factische Genehmigung sowohl des Vergleichs von 1722, als auch des Stadthager Vergleichs von 1748 enthalten.

Allein das Erstere ist unerheblich und das Letztere unrichtig.

Nicht im Vergleich von 1722, sondern erst in jenem von 1748 wurde Lipperode an Detmold abgetreten, die Genehmigung des Vergleichs von 1722 ist daher hier ohne Einfluss und eine Genehmigung des Vergleichs von 1748 liegt in der Alverdisser Annahme der Rente von 1250 Reichsthalern deswegen nicht, weil Alverdissen diese Rente längst schon nach dem Vergleich von 1722 anzusprechen hatte, also beim Fortbezug derselben nach dem Jahr 1748 nur sein altes (1722er) Recht geltend machte, und denselben nicht auf den Vergleich von 1748 zu bauen nöthig hatte.

Indessen bedarf es dieser Einreden (2—4) nicht, da die Klage auf Zurückgabe des Amtes Lipperode, wie oben gezeigt wurde, abgesehen von ihrer Begrün-

dung oder Grundlosigkeit an und für sich, jedenfalls 1839
durch die unter Nr. 1. erörterte Einrede entkräftet ist.

Es ist nun noch die allen 4 Klagbegehren entgegengestellte

zu B. gemeinschaftliche Einrede

zu prüfen.

Lippe-Detmold leitet dieselbe aus dem Art. 34. der Rheinbunds-Acte vom 12ten Juli 1806 ab, welcher Acte auch die beiden streitenden Theile mit ihrem Beitritt zum Rheinbunde unterm 18ten April 1807 die Zustimmung ertheilt haben.

Der gedachte Art. 34. sagt:

„Les rois, grand-ducs, ducs et princes confédérés renoncent, chacun d'eux pour soi, ses héritiers et successeurs, à tout droit actuel, qu'il pourrait avoir ou prétendre sur les possessions des autres membres de la confédération telles qu'elles sont et telles qu'elles doivent être en conséquence du présent traité; les droits eventuels de succession demeurant seuls reservés, et pour le cas seulement où viendrait à s'éteindre la maison ou la branche qui possède maintenant, ou doit, en vertu du présent traité, posséder en souveraineté les territoires, domaines et biens sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre."

Detmold erklärt nun, dass die Aemter Schieder und Lipperode im Jahr 1807, als beide Parteien dem Rheinbunde beitraten, zu den Staatsbesitzungen von Detmold gehörten, Schaumburg-Lippe durch seinen Beitritt zur Rheinbundsacte auf alle Rechte verzichtet habe, die es damals auf die Aemter Schieder und Lipperode etwa noch hätte haben mögen.

Damit wäre das I. und IVte Klagbegehren, und mit dem Iten folgeweise auch das IIte und IIIte jedenfalls entkräftet.

Schaumburg-Lippe hält dafür, das die Rheinbunds-Acte mit Auflösung des Rheinbunds ihre Wirksamkeit verlor, also auch der Art. 34. nicht mehr wirke.

Diess ist nun aber weder durch einen spätern Friedens- oder Staats-Vertrag, noch durch einen Beschluss des teutschen Bundes ausgesprochen, daher ohne rechtliche Basis.

...ung Rechte wieder a
(im Art. 34.) bereits e
Klüber's Abha
Geschichtskunde,
p. 44. 89. und 5

Eben so grundlos
der Art. 34. auf Gliede
unter sich nicht anwendl
ziehung keine Beschränk
von den droits éventuels
im Gegentheil hervor, da
lich die Rechte unter sic
nien im Auge hatte.

Im Uebrigen fragt es
1) welches der Gege
welchen der Art. 34. hand
2) und unter welch
selben verzichtet sey? —
ad. 1. Der Art. 34. be
nicht alle einzeln.

Er spricht nur von d
ein Bundesfürst auf die
dern haben könnte.

Will man nun wissen,
gen verstanden, beziehungsw
auf den sich das aufgegeber
sey, so wird man überhaup
von welchen Rechten die R
meinen handl

sowie was Gegenstand der Souverainetät (Art. 26.) sey, 1839
und was den Mediatisirten bleiben soll (Art. 27).

Die letztern beiden Bestimmungen (Art. 26 und 27) bezeichnen eigentlich die Rechte, um welche es sich in Bezug auf Länderbesitz handelt, und welche der Gegenstand des Friedensschlusses und der Bundesacte waren.

Es gehören hierher

„nach Art. 26. le droit de souveraineté, — und nach Art. 27. les domaines, und les droits seigneuriaux et féodaux non essentiellement inhérens à la souveraineté."

Die Letztern, die im Art. 27. näher spezificirt sind, wurden da, wo frühere Reichsstände Anderen unterworfen wurden, den Unterworfenen vorbehalten.

Wo dagegen ein Mitglied des Bundes einem Andern Güter abtrat, wurde ein gleicher Vorbehalt nicht gemacht, sondern es ging auf den neuen Besitzer ausser der Souverainetät auch das Domanial-Eigenthum mit allen niedern Herrlichkeiten über. Beides ward als der Inbegriff des ganzen Rechts eines Länderbesitzes betrachtet, und nur bei den Mediatisirten wurde aus Rücksichten für diese das Domanial-Eigenthum mit den niedern Herrlichkeiten von der Souverainetät des neuen Besitzers getrennt, während keine gleiche Gründe vorlagen, auch da, wo bei vertragsmässiger Länderabtretung zwei souveraine Bundesglieder einander gegenüber standen, eine solche Abtheilung zu machen und den einen Souverain in dem unter die Souverainetät eines Andern gekommenen Gebiete noch Domainen besitzen und niedere Herrlichkeiten ausüben zu lassen.

In gleichem Sinne ist also auch im Art. 34., wo zwei Souveraine einander gegenüberstehen, unter den possessions eines Bundesglieds nicht nur der Besitz der Hoheit, sondern zugleich auch der Domanialbesitz verstanden, so weit der Letztere dem Souverain nur als solchem und nicht vermöge eines besondern, vom Staatsbesitz unabhängigen, Titels zukommt.

Eben darum sind unter der letztern Voraussetzung im Art. 34. unter den Rechten, auf welche verzichtet wird, alle Rechte eines Souverains auf den Staatsbesitz eines Andern, einschliesslich dessen Domanialbesitzes verstanden.

In gleicher Weise muss aber, insoweit es sich um den Verzicht des Art. 34. handelt, auch der ver-

1839 zichtende Souverain in seiner Staatseigenschaft erscheinen, und wenn derselbe unabhängig von seiner Staatseigenschaft nach Privatrecht Rechte auf die Domainen eines andern Souverains hätte, so wären diese Rechte unter dem Verzicht des Art. 34. nicht begriffen.

Handelt es sich aber um wirkliche Staatsberechtigungen, d. h. um Rechte eines Souverains als solchen auf den Staatsbesitz eines Andern, so kommt es nicht darauf an, ob sich dieselben auf den Inbegriff der gesammten Staatsgewalt samt Domainen, oder nur auf einzelne hoheitliche Befugnisse beziehen.

In beiden Fällen ohne Unterschied ist das gesammte Recht auf den fremden Staatsbesitz der Gegenstand des Verzichts, von welchem der Art. 34. handelt, und in Anwendung auf die vorliegende Streitsache wäre, insofern Schaumburg-Lippe die beiden Aemter Schieder und Lipperode mit den erbherrlichen (nach seiner Behauptung jetzt die Souverainetät begründenden) Hoheitsrechten herausfordert, der ganze, auf Detmolds hoheitlichen und Domanialbesitz der beiden Aemter gerichtete Anspruch der Gegenstand des Verzichts, vorausgesetzt, dass hier ad 2. überhaupt der Fall vorhanden ist, für welchen im Art. 34. der Verzicht ausgesprochen ist.

Der Art. 34. stellt das „droit actuel" den droits eventuels de succession"
entgegen. Auf das Erstere wird verzichtet, auf die Letztere aber nicht.

Ein droit actuel ist nach dieser Gegenüberstellung ein solches, welches der Verzichtende schon wirklich hat, und das ihm nicht erst durch Erbschaft künftig anfällt.

Damit aber ein solches droit actuel als durch Verzicht aufgegeben gelte, musste es zur Zeit der Errichtung oder des Beitritts zur Rheinbundsacte in dem Besitze eines andern Bundesglieds gewesen seyn; das Recht müsste gerichtet seyn sur les possessions d'un autre membre de la confédération.

So wie sie im Jahr 1806 waren, traten die Mitglieder in den Bund, d. h. jeder mit den Ländern, hinsichtlich deren er damals im Besitze der Landeshoheit war, oder die er damals als Staatsgebiet inne hatte. Hierauf bezieht sich der Ausdruck: „posses-

sion, telles qu'elles sont," — wornach der damalige Staatsbesitz, soweit er nicht durch den Bundesvertrag selbst abgeändert wurde, massgebend erklärt war. 1839

Eine Untersuchung, ob ein Contrahent die Hoheit über einen Gebietstheil mit Recht besitze, oder ob sie ihm etwa von einem Andern abgestritten werden könne, war auf der Stelle nicht möglich, man nahm daher jeden nach seinem Besitzstande auf, und damit der öffentliche Friede nicht gefährdet werde, wenn unter souverainen Fürsten die Souverainetät über einzelne Gebietstheile selbst wieder in Streit gezogen würde, so erklärten sie sich gegenseitig auf die Ansprüche, welche Einer auf die Besitzungen des Andern etwa machen könnte, verzichten zu wollen.

Ein Beweis, dass dies der Sinn des Art. 34. sey, liegt auch noch im Nachsatze, wornach selbst die Erbrechte, welche ein Souverain in Bezug auf die Besitzungen des Andern ansprechen möchte, nur in dem Fall noch sollten geltend gemacht werden können, wenn

„das Haus oder die Linie, welche gegenwärtig besitzt etc. etc.,"

ausstirbt, womit ausdrücklich erklärt ist, dass Erbschaften von Ländern mit Landeshoheit, welche, wie im vorliegenden Falle zur Zeit der Rheinbundsacte bereits eröffnet waren, gegen das im Besitz befindliche Haus nicht mehr sollten geltend gemacht werden können.

Darnach wäre die von Detmold auf den Art. 34. der Rheinbundsacte gestützte Einrede des Verzichts gegen die Schaumburg-Lippischen Ansprüche auf die Aemter Schieder und Lipperode jedenfalls gegründet, ausgenommen, insofern man, den Souverainetäts-Streit zu Gunsten Detmolds dahin entscheidend, dass Detmold auch über alle, den Nachgebornen als Erbherrn zugetheilten, Aemter die Souverainetät habe, darnach die Klage Schaumburg-Lippes blos in Bezug auf die, unabhängig vom Staatsbesitz kraft Privaterbrechts angesprochenen, Patrimonialgüter von Schieder und Lipperode gerichtet, betrachtete.

Was schlüsslich die von Detmold aufgestellten eventuellen Gegenforderungen betrifft, so findet ein Erkenntniss darüber nicht statt, da Detmold sie, wie es selbst sagt, ohne ein diesfallsiges Petitum zuzustellen, nur vorläu-

1839 fig angedeutet, nicht aber in einer förmlichen Wiederklage wirklich geltend gemacht hat.

Von den Prozesskosten wurden dem beklagten Theil, weil er mit der Incompetenzeinrede unterlag, $\frac{1}{4}$tel und dem in der Hauptsache unterliegenden klagenden Theil $\frac{3}{4}$tel zugewiesen.

(L. S.) Die Aechtheit der Abschrift der Entscheidungsgründe beurkundet

Mannheim den 25sten Januar 1839.

Grossh. Oberhofgerichts - Secretariat.

coll. Hübsch.

II.

Urtheil.

In Sachen

des fürstlichen Hauses Lippe-Detmold, Widerklägers,

gegen

das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe, Widerbeklagtes.

Die Souverainetät über das Amt Blomberg und Ersatzforderung betreffend.

wird — nachdem diese Sache auf vorgängige Vereinbarung der Häuser streitenden fürstlichen von hoher deutscher Bundesversammlung durch Beschluss vom 5ten August 1830 an das Grossherzoglich badische Oberhofgericht als Austrägalgericht zur rechtlichen Entscheidung verwiesen worden — nunmehr von diesem nach gesetzmässig gepflogener Verhandlung im Namen der hohen Bundesversammlung zu Recht erkannt:

1) es sey dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold die Souverainetät über das erbherrliche Amt Blomberg mit allen nach dem Staatsrecht des deutschen Bundes aus der Souverainetät hervorgehenden Rechten zuzuerkennen, und

2) das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe schuldig zu erklären, dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold die landesherrliche Hälfte der seit den 5ten Oktober 1831 aus dem Amte Blomberg erhobenen Judenschutzgelder, sowie

3) die seit dem 5ten Oktober 1831 im Amte Blomberg erhobene ordinäre Steuer und seit jenem Tage etwa erhobene indirekte Steuer, nach Abzug dessen, was

Schaumburg-Lippe davon an die Detmoldsche Landeskasse ablieferte, oder für, sonst dieser Landeskasse obgelegene, Steuerausgaben verwendete — herauszubezahlen, wogegen 1839

4) das fürstliche Haus Lippe-Detmold mit seiner Ersatzforderung für die vor dem 5ten Oktober 1831 erhobenen Judenschutzgelder, ordinären und indirecten Steuern abgewiesen werde.

5) Von den Kosten des gerichtlichen Verfahrens habe das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe drey Viertheil und das fürstliche Haus Lippe-Detmold ein Viertheil zu tragen.

V. R. W.

Dessen zur Urkunde ist dieses Urtheil nach Verordnung des Grossherzoglich badischen Oberhofgerichts ausgefertigt, und mit dem grössern Gerichts-Insiegel versehen worden.

So geschehen Mannheim den 22sten December 1838.

Grossherzoglich Badisches Oberhofgericht.

Freiherr von Stengel. Minet.

(L. S.)

vdt Hübsch.

Entscheidungsgründe.

In Sachen

des Fürstlichen Hauses Lippe-Detmold, Widerklägers

gegen

das Fürstliche Haus Schaumburg-Lippe, Widerbeklagtes,

die Souverainetät über das Amt Blomberg betreffend.

Das Amt Blomberg ist eines jener Aemter, welche beim Vollzug des Testaments Simon des VI. von 1597 dem nachgebornen Sohne Otto, dem Stifter der Brakeschen Linie, zugeschieden wurden.

Nach dem Aussterben der Brakeschen Linie wurde dieses Amt durch den im Jahr 1748 zwischen der Primogeniturlinie Lippe-Detmold und der Schaumburg-Lippischen Speziallinie Bückeburg abgeschlossenen Stadthager-Vergleich nebst dem Amt Schieder der letztgenannten Speziallinie Bückeburg zugetheilt, und als diese Speziallinie im Jahr 1777 ausstarb, erhielt bei der possessorischen Auseinandersetzung von 1789 die noch

1839 übrige andere Schaumburg-Lippische Speziallinie Alverdissen das Amt Blomberg, wogegen das Amt Schieder der Primogeniturlinie Detmold zugeschrieben wurde.

Diese letztere Primogeniturlinie nimmt nun aber auch über das dem fürstlichen Hause Schaumburg-Lippe-Alverdissen im Jahr 1789 zugeschiedene Amt Blomberg die Souverainetät in Anspruch, und fordert zugleich Ersatz alles durch diesfallsige Beeinträchtigung von Seiten Schaumburgs-Lippes veranlassten Schadens.

Nach dem Klagpetitum soll nemlich erkannt werden:

I. dass Lippe-Detmold die Souverainetät über das Amt Blomberg zustehe, mithin: Schaumburg-Lippe schuldig sey, sich aller Eingriffe in dieselbe fortan zu enthalten, Detmold bei Ausübung der Souverainetät über jenes Amt keinerlei Hindernisse in den Weg zu legen, und

II. allen, durch Beeinträchtigung derselben veranlassten Schaden zu ersetzen, demnach: insbesondere die unbefugter Weise erhobenen Steuern zu vergüten, und zwar, was die Grundsteuer oder Contribution anbetrifft, vom Jahr 1737, jedenfalls aber von 1807 angerechnet, ausserdem den durch Vorlegung der betreffenden Rechnungen, Hebe- und Controll-Register zu beglaubigenden Ertrag der seit 1807 noch sonst im Amt Blomberg erhobenen Steuern, so wie endlich auch den vorenthaltenen halben Betrag des von den Juden im Amte Blomberg erhobenen Schutzgeldes, alles mit Zinsen des Verzugs herauszugeben.

Das Amt Blomberg wurde im Stadthager Vergleich von 1748 vom Brakeschen Nachlass nebst dem Amte Schieder der Speziallinie Bückeburg zugeschieden. Nach dem Aussterben dieser Linie fiel es bei der possessorischen Auseinandersetzung vom Jahr 1789 an Schaumburg-Lippe-Alverdissen, sowie das Amt Schieder an Lippe-Detmold.

Obschon hiernach Blomberg seither im Besitze von Schaumburg-Lippe ist, so bezieht sich dies vorläufig unbestritten nur auf die Domanial- und Patrimonial-Rechte, wogegen die Souverainetät von jeher von Detmold angesprochen wird.

In Bezug auf diese Souverainetät wurde am 5ten Juli 1812 zwischen den Parteien ein Intermistikum verabredet, wornach das Recht der Gesetzgebung einweilen ruhen soll, von den übrigen Hoheitsrechten aber

einzelne von Schaumburg, andere von Detmold ausgeübt 1839
werden sollen.

Ehe nun die Detmoldischen Souverainetäts-Ansprüche geprüft werden, ist vorerst noch über den

Competenzpunct.

zu sprechen.

In einer von Schaumburg-Lippe am 8ten Juni 1818 der Bundesversammlung übergebenen Beschwerdeschrift wurde die Entscheidung der Brakeschen-Erbschaftsstreitigkeit durch eine Austrägalinstanz in Antrag gebracht, worauf eine Vermittlungs-Commission niedergesetzt wurde.

Am 8ten September 1819 übergab Detmold dieser Commission eine summarische Beantwortung jener Beschwerdeschrift, und brachte darin den Souverainetätsstreit in Anregung mit dem Bemerken, dass derselbe für die Bundescompetenz in der Erbschaftssache präjudiciell sey.

Im Jahr 1827 den 3ten April übergab Schaumburg-Lippe der Vermittlungs-Commission, deren neue Bestellung es in der Bundestagssitzung vom 8ten März 1827 veranlasst hatte, eine Beleuchtung der Detmoldischen summarischen Beantwortung nebst Vergleichsvorschlägen, worauf die Commission zwischen beiden Theilen Vergleichsverhandlungen einleitete, die sich sowohl über den Brakeschen Erbschaftsstreit, als über den Souverainetätsstreit erstreckten.

Da kein Vergleich zu Stande kam, so beschloss die Bundesversammlung am 27sten Mai 1829 die Ernennung einer Austrägalinstanz.

Im Verlaufe der Verhandlungen übergab Schaumburg-Lippe der Bundesversammlung ferner eine Beschwerde gegen Detmold, weil dasselbe in der Stadtfeldmark Blomberg durch eigenmächtige Aufrichtung von Strafpfählen, Warnungstafeln und eines Chaussée-Geldtarifs sich Hoheitsrechte angemasst, auch wegen einer Jurisdictionsstreitigkeit, in Betreff der Stellung eines Detmoldischen Unterthans vor dem Amte Blomberg und der Pfändung desselben, den Weihnachtstermin 1828 von den aus alten erbschaftlichen Auseinandersetzungen an Schaumburg-Lippe schuldigen Competenz-Geldern innebehalten habe.

Die Bundesversammlung stellte diese Beschwerde der Lippe-Detmoldischen Regierung zur Erklärung zu.

1839 Die letztere bezahlte die rückständigen Competenzgelder, suchte aber die andere Beschwerde zu widerlegen, und bat, dass die Bundesversammlung nicht nur diese Beschwerde, sondern überhaupt den Streit über die Hoheit im Amte Blomberg an die Austrägalinstanz verweise, worauf am 27sten Mai 1830 beschlossen wurde, dass die Beschwerde wegen der Competenzgelder als erledigt zu erklären, und jene wegen der Strafpfähle, Warnungstafeln und des Chaussée-Geld-Tarifs an die für den Brakeschen Erbschaftsstreit eröffnete Austrägalinstanz zu verweisen sey.

Hierauf erfolgte die Ernennung des diesseitigen Gerichtshofs als Austrägalinstanz, und hier übergab nun Detmold eine selbstständige Klage wegen der Souverainetät im Allgemeinen mit dem oben angeführten doppelten Petitum. Nur eventuell, insofern nämlich eine selbstständige Klage nicht zulässig erachtet würde, will Detmold seine Klage als Widerklage angesehen wissen, weil es, sofern eine eigene Klage wegen des Souverainetätsstreits zulässig ist, der Schaumburg-Lippischen Erbschaftsklage die oben erörterte Einrede der Incompetenz entgegen halten konnte, während es auf diese Einrede factisch verzichtete, wenn es seine Souverainetätsklage nur als eine Widerklage anbrachte.

Des nämlichen Verhältnisses wegen hat dagegen Schaumburg-Lippe die Zulässigkeit der Souverainetätsklage als einer selbstständigen Klage, die unabhängig von der Erbschaftsklage verhandelt werden könnte, bestritten, weil Detmold diese Streitsache nicht schon im bundesgesetzlichen Wege bei der Bundesversammlung angebracht habe, der Bundesbeschluss sie auch nicht an das Austrägalgericht verwiesen.

Indessen hat Schaumburg-Lippe in der Einredeschrift p. 4. sowie in der Duplik p. 3 u. ff. die Competenz des Austrägalgerichts anerkannt, insofern der Souverainetätsstreit nur wegen Konnexität mit der Brakeschen Erbschaftssache als Widerklage zugelassen werde; insofern also mit demselben zugleich auch die letztere Sache dahier entschieden werde.

Insofern nun diese Bedingung erfüllt wird, da nämlich aus den oben dargestellten Gründen die Schaumburg-Lippische Erbschaftsklage ebenfalls zur Competenz des Austrägalgerichts gehört, und daher über den materiellen Gehalt derselben erkannt wird, — ist unter

den Parteien ein Einverständniss vorhanden, dass auch 1839
die Souverainetätsstreitsache dahier entschieden werde. Auf den Namen, ob nämlich diese Sache als Gegenstand einer selbstständigen Klage oder als Gegenstand einer Widerklage entschieden werde, kommt es nicht an, da die eine oder andere Art dieser Klage nur alsdann von Einfluss wäre, wenn die Competenz hinsichtlich der Erbschaftsklage nicht begründet wäre, indem in diesem Falle von einer blossen Widerklage keine Rede seyn könnte.

Abgesehen von solchem Einverständnisse der Parteien, und abgesehen von der Frage, ob die Entscheidung des Souverainetätsstreits schon direct in dem von der Bundesversammlung ertheilten Auftrage liege, wäre übrigens die Verfolgung desselben im Wege der Widerklage schon nach dem Bundesbeschlusse vom 3ten August 1820 §. 3. jedenfalls zulässig. Nach diesem Bundesbeschlusse ist nämlich eine Widerklage alsdann zulässig, wenn zwischen den derselben zu Grunde liegenden Rechtsverhältnissen und jenen welche den Gegenstand der Vorklage ausmachen, eine wesentliche Verbindung besteht, was hier ohne Zweifel der Fall ist, da beide Klagsachen grösstentheils sogar auf dem nämlichen Rechtsverhältnisse beruhen, da namentlich die nämlichen väterlichen Dispositionen, Vergleiche und Erkenntnisse, welche für die Erbschaftssache entscheidend sind, auch über die Landeshoheit Bestimmungen geben, und da sogar zur vollständigen Entscheidung der Vorklage selbst, insofern solche zu Gunsten von Schaumburg-Lippe ausfiele, die Lösung der Souverainetätsfrage gehört hätte, indem zur vollständigen Entscheidung der Vorklage in dem erwähnten Falle auch die Bestimmung nöthig gewesen wäre, mit welchen Rechten die Aemter Schieder und Lipperode an Schaumburg-Lippe übergehen sollten.

Materialien.

Was nun den Gehalt der Sache selbst betrifft, so ist zuerst das

erste Klagbegehren

zu prüfen.

Lippe-Detmold nimmt die Souverainetät über das Amt Blomberg in Anspruch, es behauptet, dass ihm bis zum Jahr 1806 die Landeshoheit im deutschrechtlichen Sinne über dasselbe zugestanden sey.

1839 Durch die rheinische Bundesacte ist die ehemalige Landeshoheit in die Souverainetät umgewandelt worden.

Wenn dort von den Besitzungen die Rede ist, mit welchen die contrahirenden Fürsten dem Bunde beitraten, so sind darunter nur diejenigen verstanden, hinsichtlich welcher sie damals Landesherrn (Reichsstände) waren.

Wenn daher ein Landesherr zugleich in dem Gebiete eines andern Landesherrn und unter dessen Landeshoheit Patrimonialrechte besessen und ausgeübt hätte, so wäre nicht der Erstere sondern der Letztere in diesem Gebiete der Souverain geworden.

Detmold behauptet nun, dass dies im Amte Blomberg, so wie in allen an nachgeborne Lippische Söhne gekommenen Gebietstheilen, der Fall gewesen sey.

Die Landeshoheit sey in allen diesen Gebietstheilen nach Erstgeburtsrecht dem Hause Lippe-Detmold als dem regierenden Hause geblieben, wenngleich die Nachgeborenen einzelne Aemter als Paragien mit Domanial- und Patrimonialrechten erhalten haben.

Zur Begründung der vorliegenden Klage sucht Detmold daher nachzuweisen, dass ihm bis zur Errichtung der rheinischen Bundesacte im Amte Blomberg die Landeshoheit zugestanden habe, und zwar

A. sowohl nach den Hausgesetzen und Verträgen im Allgemeinen

B. als auch nach den einzelnen demselben zugewiesenen und von ihm ausgeübten Hoheitsrechten.

Durch die Hausgesetze und Verträge sey nämlich dem Hause Detmold als der Primogeniturlinie die Landeshoheit:

ad A. *im Allgemeinen.*

zugewiesen worden.

Als die Grundlage der Hausgesetze wird.

1) das pactum vel privilegium unionis von 1368 angerufen, welches von Kaiser Karl V. im Jahre 1521 bestätigt wurde.

Nach dieser Unions-Urkunde hat Simon der III. seinen Rittern, Knechten, Städten und andern Einwohnern der Graftschaft die Zusicherung ertheilt, dass sie künftig nur einen Herrn (nach der Wahl der Städte Lippe und Lemgo) haben, also nur in eine Hand hul-

digen sollen, indem seine Herrschaft ewig ungetheilt 1839
bleiben soll.

Die Kaiserliche Urkunde von 1521 bestätigt diesen Vertrag auf Antrag des damäligen Grafen Simon.

In Bezug auf die Urkunde von 1368 ist nun,

a. von Schaumburg-Lippe die Aechtheit bestritten, und das vorgelegte Original ist unleserlich.

Da übrigens in einer mit Siegel versehenen amtlichen Fertigung von Bürgermeister und Rath der Stadt Lippe vom 28sten Dezember 1592 die Urkunde von 1368 wörtlich aufgenommen, und dabei bezeugt ist, dass dieselbe

> „in originali forma zu allen Theilen vollkommen unargwöhnig, auch an Siegel und Schriften unmangelhaft befunden"

worden sey, — da ferner das Dasein dieser Urkunde und ihr wesentlicher Inhalt selbst durch die Kaiserliche Bestätigung von 1521 bezeugt, auch in mehreren spätern Urkunden z. B. in dem zwischen der Detmoldischen und Brakeschen-Linie errichteten sogenannten Hamelnschen Rezesse von 1655 ausdrücklich anerkannt, dadurch aber insbesondere durch die Kaiserliche Bestätigungs-Urkunde) dasjenige, was an der Glaubwürdigkeit der Lippischen Stadtraths-Beurkundung noch abgeht, ersetzt ist, so kann die Aechtheit der fraglichen Urkunde von 1368 keinem erheblichen Bedenken unterliegen.

Was aber

b. den Inhalt derselben betrifft, so wendet Schaumburg-Lippe ein, dass sie wohl die Untheilbarkeit der Herrschaft, aber keine Primogenitur festsetze. Allein immerhin hat doch die ausgesprochene Untheilbarkeit die Folge, dass das Amt Blomberg von dem Lippischen Stammlande nicht getrennt sein kann, und da zur Zeit über die Lippische Stammherrschaft nicht gestritten wird, so ist die Bestimmung, wer die untheilbare Herrschaft erhalten soll, hier nicht erheblich.

Wenn aber Schaumburg-Lippe behauptet,

c. das pactum unionis sei nie in Wirksamkeit getreten, sondern durch eine entgegengesetzte Observanz entkräftet, so sind die angeführten Theilungsfälle von 1278 und 1344 dem pactum unionis vorausgegangen, gehören also nicht hierher, was aber die Abfindung des

1839 stützte. Jedenfalls begründet die Kaiserliche Bestätigung auch die Vermuthung, dass das Gesuch Simons des VI. diejenige Form hatte, welche zu einer die Einführung oder Feststellung des Primogeniturrechts erzielenden Willenserklärung gesetzlich nothwendig war oder seyn mochte.

Es folgt nun

3) das Testament Simons VI. vom Jahr 1597, welches wieder von der Primogenitur-Ordnung von 1593 abweichende Bestimmungen insoweit enthält, als es den nachgebornen Söhnen ebenfalls einzelne Aemter und nicht blos, wie die Primogenitur-Ordnung bestimmt hatte, ein Deputat anwies.

Indessen ist dieses Testament von allen Betheiligten anerkannt und stets vollzogen worden, daher hat es auch in demjenigen volle Kraft, worin es von der Primogenitur-Ordnung abweicht. Andererseits hat die Letztere aber immerhin soviel Wirkung, dass überall, wo das Testament nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt, das Primogeniturrecht massgabend, und dass also das Testament im Zweifel zu Gunsten des Erstgebornen auszulegen ist.

Diess vorausgesetzt, so verordnet nun das Testament, soweit es den vorliegenden Streitpunkt, nämlich die Landeshoheit des Erstgebornen in den, den Nachgeborenen zugetheilten Aemtern betrifft, im §. 4., dass der Erstgeborne (nach dem Testament Bernhard, beim Tode des Testirers aber Simon VII.)

> „an Unser statt ... zu Unserm Land und Grafschaft forthin regierender Herr seyn soll."

Sterbe er aber noch minderjährig, so

> „soll die Landesverwaltung und Administration von Vormündern .... bis zu seinen mündigen Jahren vertreten werden."

Auch in den §.§. 6. 7. 9. 22. 23 und 28. wird der Erstgeborne überall allein als der regierende Herr bezeichnet.

Von den Nachgeborenen in Bezug auf die ihnen angewiesenen Aemter ist dieser Ausdruck nie gebraucht, und eben so wenig ist von ihrer Landesverwaltung die Rede.

Damit steht in Verbindung, dass es im §. 3. heisst: es soll

> „in Austheilung Unseres Nachlasses auch Regi-

mentsbestallung unter Unsern Söhnen, wie folgt 1839
gehalten werden etc."

Der Testirer unterschied hiernach zwischen der Vertheilung des Vermögensnachlasses und der Regimentsbestellung. Auf jene bezog sich die Vertheilung unter dem Aeltesten und den Nachgebornen, wogegen in Bezug auf das Regiment, welcher Ausdruck auch im §. 9. wiederholt ist, der Erstgeborne allein eingesetzt wurde, wenn gleich auch den Nachgebornen gewisse Hoheitsrechte eingeräumt wurden.

Auch bei der speziellen Bestimmung der Rechte, welche der regierende Herr und welche die Nachgebornen ausüben sollten, sind wohl die wichtigsten Hoheitsrechte dem Ersteren vorbehalten.

Von diesen einzelnen bestimmt bezeichneten Hoheitsrechten wird übrigens erst unten ad B. die Rede seyn, doch ist hier zu bemerken, dass im §. 7. des Testaments dem Erstgebornen unter andern die

„Landsfolge, und anderes, was dem regierenden Herrn zukommt, als: Huldigung der Städte etc.

zugewiesen ist.

Darnach sind die einzelnen Rechte nicht gerade erschöpfend aufgeführt, das Wort „als" hat in einem solchen Zusammenhange denselben Sinn, wie: namentlich, insbesondere, z. B. etc. Man muss also annehmen, dass dem Erstgebornen durch jene Klausel überhaupt alles zugedacht sey, was wesentlich zur Landeshoheit gehört, denn von allem diesem muss man sagen, dass es der Natur der Sache nach

„dem regierenden Herrn zukomme."

Insoweit also einzelne Hoheitsrechte mit Stillschweigen übergangen sind, muss man annehmen, dass sie eben durch diese allgemeine Klausel des §. 7. als „dem regierenden Herrn zukommend," dem Erstgebornen zugedacht seyen, da dieser im Testamente als der regierende Herr bezeichnet ist.

Der Umstand, dass im §. 7. des Testaments die Untergebenen der erbherrlichen Aemter auch Unterthanen der nachgebornen Söhne genannt werden, ist nicht entscheidend, da dieser Ausdruck wohl auch von den Gerichtspflichtigen der Patrimonialherrn gebraucht wurde.

Ebenso unerheblich in Bezug auf die vorliegende Streitfrage ist es, dass den Nachgebornen im §. 23. die

1839 Hälfte der Schulden zugetheilt wurde, da die Schulden auf den Domainen ruhten und die nachgebornen Söhne mit den ihnen zugetheilten Aemtern auch die Domainen und sonstige Nutzungen derselben erhielten.

Bei diesen Umständen und in Erwägung, dass das Testament von 1597 wegen des schon vorher im Jahr 1593 vom Kaiser bestätigten Primogeniturrechts hinsichtlich der Landeshoheit im Zweifel immer zu Gunsten des Erstgebornen auszulegen ist, kann kein gegründeter Zweifel obwalten, dass darnach dem Erstgebornen (jetzt Lippe-Detmold) auch über die den Nachgebornen zugetheilten Aemter (hier namentlich über das Amt Blomberg) die Landeshoheit zustand.

Dieses Verhältniss wird noch bestätigt

4) durch die brüderlichen Vergleiche über den Vollzug des väterlichen Testaments von 1614, 1616 und 1621.

Es ist darin überall der Erstgeborne als der regierende Herr und als Landesherr, die Nachgebornen aber sind als abgetheilte Herrn und als Erbherrn bezeichnet.

Zwar ist im §. 9. des Vergleichs von 1616 gesagt, „die abgetheilte Herrn seyen dem regierenden Herrn" nicht unterworfen, wornach ihnen die persönliche Reichsunmittelbarkeit zukam, dass sich diese aber nicht auch auf die ihnen zugetheilten Aemter erstreckte, ist sogleich durch den nachfolgenden Satz ausgedrückt mit den Worten: „aber, die Landsassen und Städte, so dem regierenden Herrn huldigen, sind für dessen Unterthan allein zu achten."

Es war, wie Pütter (Entwicklung der deutschen Staatsverfassung III. p. 290) bezeugt, üblich, dass die Nachgebornen, welchen besondere Gebiete angewiesen wurden, für ihre Personen und Familien die Reichsunmittelbarkeit hatten, während ihre Gebiete der Landeshoheit des Erstgebornen unterworfen waren.

Dazu kommt, dass die Rechte des Erstgebornen nicht blos

„Superiorität, Hoheit und Regierung (1614)"

sondern auch

„hohe Landesobrigkeit (1616)"

und im Vergleich von 1621 sogar „Landeshoheit" genannt sind, welche Letztere gerade der allgemeine Ausdruck für dasjenige ist, was Lippe-Detmold vor

1806 gehabt zu haben behauptet und was durch die Rheinbundsacte zur Souverainetät geworden ist. 1839

Dass der Graf Philipp, der Stammvater der Schaumburg-Lippischen Linie, bei den Vergleichen von 1614 und 1616 nicht persönlich mitgewirkt, und seine Vormünder, die nach Inhalt des Vergleichs mitwirkten, denselben nicht unterschrieben haben, ist schon desswegen ohne Einfluss, weil in dem von Philipp unterschriebenen Vergleiche von 1621 jene beiden erstern Vergleiche angerufen und als Norm für Veräusserungen und andere Verfügungen aufgestellt sind.

5) Auch in dem zwischen der Detmoldischen und Brakeschen Linie im Jahr 1661 abgeschlossenen Herberhauser-Vergleich ist gesagt, dass dem Erstgebornen als regierenden Herrn im Erbherrlichen Gebiete die superioritas territorialis vorbehalten bleibe. Im Vergleiche von 1722 ist das Primogeniturrecht von Seiten Alverdissens ausdrücklich anerkannt und auch im Stadthager-Vergleiche von 1748, welcher mit der andern Schaumburg-Lippischen Speziallinie Bückeburg abgeschlossen ist, wurde Alverdissen als eine apanagirte Linie, Schaumburg-Lippe überhaupt als Erbherr und der Graf von Lippe-Detmold als regierender Herr bezeichnet.

Aehnliche Anerkenntnisse liegen auch in verschiedenen Verhandlungen zwischen Detmold und Schaumburg-Lippe im Brakeschen Erbschaftsprocess, so wie das nämliche Verhältniss auch durch verschiedene Beschlüsse des Reichshofraths, und selbst durch die zwischen beiden Theilen vereinbarte Huldigungsformel für die Unterthanen in den erbherrlichen Aemtern, und endlich durch das Zeugniss der Landstände bestätigt ist.

Hingegen kann Lippe-Schaumburg den Ehevertrag Simons des VII. von 1623 beziehungsweise die darin enthaltene Bestimmung, dass Land und Leute unter des letztern Söhne (jedoch nur mit Vorbehalt der nach den Hausverträgen dem Aeltesten darüber gebührenden Präeminenz) vertheilt werden sollen, nicht für sich anführen, denn diese Bestimmung ist, abgesehen davon dass sie nicht zum Vollzug kam, für Schaumburg res inter alios acta.

Dasselbe gilt von den Streitigkeiten, welche die Söhne Simons VII. hierwegen unter sich hatten, und namentlich von der dabei durch die Nachgebornen der Detmoldischen Linie im Jahr 1640 gegen das Primoge-

1839 niturrecht abgegebenen Erklärung. Wären aber diese Streitigkeiten im Hause der Detmoldischen Linien, obschon dabei die andern Linien nicht in Conflict kamen, gleichwohl auch auf diese von Einfluss, so mussten diese wohl auch den Schlussact derselben, nämlich den Schwalenberger Vergleich von 1667 gegen sich gelten lassen, welcher die Primogenitur nicht (wie der widerbeklagte Theil behauptet) erst einführt, sondern im §. 1. ausdrücklich sagt, dass es

„bei dem im Hause Lippe vorhandenen pacto unionis und jure primogenituraе bleibe."

Zu diesem im Jahr 1668 von den Landständen genehmigten Vergleiche haben überdiess, wie in der Einredeschrift p. 221 selbst anerkannt ist, Brake, und Schaumburg-Lippe wenn auch nur als Vermittler mitgewirkt.

Uebrigens bedarf es all dessen nicht, und es ist jedenfalls durch die Kaiserliche Primogenitur-Verordnung von 1593 in Verbindung mit dem pactum unionis von 1368, und durch das Testament Simon des VI. in Verbindung mit den zu dessen Vollzug abgeschlossenen brüderlichen Vergleichen ausser Zweifel gesetzt, dass der Primogeniturlinie vor 1806 auch in den erbherrlichen Besitzungen die Landeshoheit im Allgemeinen zustand. Lippe-Detmold sucht diess aber auch noch aus den

ad B. *einzelnen Hoheitsrechten*

nachzuweisen, welche durch die Hausgesetze und Verträge ihm zugewiesen und von ihm stets ausgeübt worden seyen.

Es behauptet darnach von jeher im Besitze derjenigen Rechte über die erbherrlichen Aemter gewesen zu seyn, die zusammen den Inbegriff der Landeshoheit bilden, wogegen Schaumburg-Lippe diesem nicht nur widerspricht, sondern aus einem entgegengesetzten Besitzstande sogar die Einrede der Verjährung und in Verbindung mit dem §. 34. der Rheinbundsacte, die Einrede des Verzichts zu begründen sucht.

Hiernach sind nun die einzelnen Hoheitsrechte, soweit Detmold die ihm geschehene Zuweisung und seine Ausübung derselben

a. zur Bestärkung seiner Widerklage benützt, zu erörtern und alsdann

b. ist noch von den auf einen entgegengesetzten Besitz-

stand gebauten Einreden der Verjährung und 1839
des Verzichts zu sprechen.

ad A.

Wäre durch die vorliegenden Urkunden der Erstgeborne nicht überhaupt als der regierende Herr erklärt, und ihm dadurch und durch andere ausdrückliche Bestimmungen nicht im Allgemeinen die Landeshoheit zugedacht, so müsste um die Ansprüche desselben zu prüfen, untersucht werden, ob die einzelnen Hoheitsrechte, die ihm zugewiesen wurden, oder in deren Besitz er sich befand, den Charakter der Landeshoheit an sich tragen, oder die Letztere ausmachen.

Als die wesentlichen und sonst wichtigen Hoheitsrechte werden aufgeführt:

1) Das Recht, die Huldigung zu fordern. Es giebt übrigens auch eine Lehnshuldigung, eine Patrimonial- oder Erb-Huldigung; als Zeichen der Landeshoheit gilt aber nur die davon zu unterscheidende Staatshuldigung.

Klüber, öffentliches Recht des deutschen Bundes §. 207.

Im Testament Simons des VI. ist nun diesfalls verordnet: es bleibe dem Erstgebornen die

„. . . . . Landesfolge, und anderes was dem regierenden Herrn zukömmt, als Huldigung der Städte, auch das Gaugericht etc."

„Doch mag ein jeder von unsern Söhnen seine Unterthanen, wie auch bei jedem Hause angehöriger Flecken und Dörfer Eingesessene, ihm huldigen lassen, es soll aber die Stadt Blomberg dem regierenden Herrn huldigen, auch ihre privilegia von demselben empfangen."

Hier ist also dem Erstgebornen nur die Huldigung der Städte zugedacht.

Die Behauptung Lippe-Detmolds, dass sich die Landeshuldigung für den Erstgebornen vermöge des Primogeniturrechts von 1593 und weil er im Testament von 1597 als der regierende Herr bezeichnet werde, von selbst verstehe, die Huldigung der Städte aber nur deshalb besonders erwähnt sey, um dadurch die auf dem Lande concurrirende erbherrliche Huldigung in den Städten auszuschliessen, lässt sich durch den §. 7 des Testaments nicht begründen; allein Detmold hat diesen seinen Anspruch durch spätere Acte begründet.

Namentlich gehört hierher:

1839 a. der Hamelnsche Rezess von 1655 §. 1. wo sich der Graf Otto, Stifter der Brakeschen Linie, von welcher das Amt Blomberg herrührt, verbindlich erklärt,

„auf erstes Erfordern des regierenden Herrn seine Unterthanen in den von ihm innehabenden Aemtern das hommagium oder Landhuldigungseid in der bei weiland Herrn Graf Simons Grafen und edlen Herrn zu der Lippe geführten Landesregierung gewöhnlichen Formula anzuhalten.

Dieser Rezess enthält nicht, wie Schaumburg-Lippe behauptet, ein blosses Gutachten, sondern ein unter Leitung Kaiserlicher Commissarien von Bevollmächtigten beider Theile definitiv abgeschlossenes Uebereinkommen. Am Schlusse ist gesagt, es werde den Herrn Prinzipalen überlassen, ob sie die Urkunde

„ingrossiren, und mit ihren gräflichen Insiegeln und Handzeichen befestigen lassen wollen.

Es erfolge nun dieses Letztere oder nicht, so ist und bleibt, einen Weg wie den andern, dieses was obsteht, in seinen völligen Kräften und unverrückten beständiger Verbindlichkeit."

Zur Zeit, als Brake diesen Vergleich schloss, gehörte das Amt Blomberg, um dessen Souverainetät es sich gegenwärtig handelt, noch der Brakeschen Linie; die Rechte des Erstgebornen im Amt Blomberg waren also namentlich auch Gegenstand dieses Vergleichs.

Das von Detmold weiter angerufene

b. Austrägal-Urtheil von 1681 spricht nur vom hommagium der Brakeschen Bedienesteten, nicht aber von jenem der Brakeschen Landorte.

Dagegen ist

c. in der zum Vollzug des Erkenntnisses vom 26sten August 1734 über den Brakeschen Nachlass in Sachen Schaumburg-Lippes gegen Lippe-Detmold unterm 18ten Juni 1737 vom Reichshofrath erlassenen Verfügung ausgesprochen, dass der Detmoldischen Primogeniturlinie die Landeshuldigung, so wie alle nach dem Testamente ihr gebührenden Landesherrlichen Vorrechte und Prärogativen verblieben, und es ist

d. bei einer Conferenz beiderseitiger Deputirten am 29sten Juli 1750 die Eidesformel für die Detmoldische Landeshuldigung, so wie jene für die erbherrliche Huldigung verabredet, sofort

e. der doppelte Eid nach diesen Formeln am 22sten Mai 1753 den erbherrlichen Bediensteten und Unterthanen wirklich abgenommen worden. 1839

Durch den Hamelnschen Vertrag von 1655 wie er durch die angeführten spätern Vorgänge Bestätigung und Vollzug erhalten hat, ist also das Recht der Primogeniturlinie auf die Landeshuldigung in den erbherrlichen Aemtern der Brakeschen Linie jedenfalls begründet, wenn es auch seine Begründung nicht schon im Testamente Simons des VI. selbst hatte.

2) Ein weiteres und zwar wesentliches Hoheitsrecht ist die Vertretung nach aussen.

Dass Detmold die erbherrlichen Aemter beim Reich und Kreis vertrat, ist anerkannt und im §. 7. des Testaments von 1597 begründet. Dass es aber dabei nur mittelst Führung der Virilstimme die Erbherrn vertreten habe, dafür liegt keine Nachweisung vor. Die Erbherrn müssten immerhin doch als Reichsstände anerkannt gewesen seyn, wenn Detmold in ihrem Namen hätte erscheinen sollen, und es wäre überhaupt nicht erklärlich, warum hier nicht, wie in andern Fällen, wo eine Virilstimme unter mehrere vertheilt war, ein Umwechsel in der Stimmführung statt hatte.

Wer wegen eines Landes, sagt Johann Jacob Moser (in seinem deutschen Staatsrecht Th. IX. §. 133).

> „Sitz und Stimme auf Reichstagen verlangt, muss dasselbe jure proprio et pleno territoriali besitzen. Es geht daher nicht an, wenn etwa zwei, sie seyen nun aus einem Hause oder Fremde, sich mit einander vergleichen wollten, dass der Eine das Land besitzen, der Andere aber Sitz und Stimme davon führen sollte."

Detmold, welches für die erbherrlichen Besitzungen Sitz und Stimme führte, musste daher auch der Landesherr derselben seyn.

Nur es war eben, durch diese Stimmführung im deutschen Reiche als der Landesherr dieser Besitzungen anerkannt. Nur Detmold galt darnach gegen aussen als der Landesherr, und als der Rheinische Bund geschlossen wurde, konnte eben desswegen auch nur es mit jenen erbherrlichen Besitzungen diesem Bunde als Souverain beitreten.

Einer Erörterung der Fälle, da Detmold die erb-

1839 herrlichen Aemter auch bei Unterhandlungen mit andern Staaten vertreten hat, bedarf es hiernach nicht mehr.

3) Ein weiter wesentliches Hoheitsrecht ist die Gesetzgebung mit Berufung der Landtäge.

Der §. 6. des Testaments von 1597 verordnet:

„der regierende Herr soll Macht haben, Landtage auszuschreiben und zu halten, jedoch dass er sich zuvor mit seinen Gebrüdern dessen beredet, welche ihm auch brüderlich und getreulich beistehen sollen, auch der Landschaft zu Nutz in guter Eintracht das beste rathen und befördern helfen."

Die Macht, die Landtage zu berufen und abzuhalten, stand also nur dem Erstgebornen zu, und die Erbherrn wirkten nur berathend mit. Im Hamelnschen Rezesse von 1655 §. 5. ist sogar gesagt, dass wenn Brake, der damalige Besitzer von Schieder und Blomberg

„vom Landtag zurückbleiben und nicht erscheinen würde, nichts da weniger der Landtag seinen Fortgang gewinne, und die daselbst ausfallende conclusa allenthalben wirklichen Nachdruck haben sollen."

Erwägt man dabei noch, dass mit Zustimmung dieser Landstände Gesetze gegeben werden konnten, welche dann selbst, wenn die Erbherrn auf den Landtagen nicht mitwirkten, für die ganze Grafschaft Lippe, also auch für die erbherrlichen Aemter Kraft erhielten, so ist klar, dass darnach die Gesetzgebung im verfassungsmässigen Wege auch in den erbherrlichen Besitzungen dem Erstgebornen zustand.

Die von Schaumburg-Lippe behaupteten erbherrlichen Protestationen gegen Landtage, zu denen die Erbherrn nicht mitwirkten und gegen die auf solchen Landtagen erlassenen Gesetze sind unerheblich, da nach dem Hamelnschen Rezesse von 1655 ein solches Mitwirken nicht wesentlich war, und wenn behauptet wird, dass seit 1778 wegen solcher Widersprüche die Lippischen Gesetze in den erbherrlichen Aemtern gar nicht mehr publicirt und vollzogen wurden, so konnte dadurch das durch Testament und Vertrag begründete Sachverhältniss wohl nicht aufgehoben werden.

Auch in Bezug auf Verordnungen, zu deren Erlassung die Zustimmung der Landstände nicht erforder-

lich war, sind in dem Hamelnschen Vergleiche von 1655 1839
§. 6. und im Herberhauser Vergleiche von 1661 §. 9. noch besondere Vorschriften ertheilt. Es sollen darnach nämlich Verordnungen des regierenden Landesherrn in Polizeisachen in den erbherrlichen Aemtern in des Landesherrn und in des Erbherrn Namen zugleich publicirt werden, dagegen sollen Kaiserliche mandata und fremder Herrn Patente auf Requisition bei dem regierenden Herrn in dessen Namen allein verkündet und vollzogen werden, und eben so die edictales, citationes oder mandata, welche der regierende Herr etwa gegen verbotene Werbung, herrenloses Gesindel, oder in Bezug auf Lehne, zu erlassen nützlich oder nöthig findet. Also selbst in den zuerst genannten Polizeisachen, wo die Publication in des regierenden und des Erbherrn Namen zugleich geschieht, sind es doch immer nur Verordnungen des regierenden Landesherrn, und es ist nicht gesagt, dass auch zur Erlassung derselben die Zustimmung des Erbherrn erforderlich sey, wenn gleich ihre Verkündigung wegen seines Patrimonial-Verhältnisses zugleich auch in seinem Namen zu geschehen hatte. Auch hierin liegt also wieder eine Anerkennung der Landeshoheit des Erstgebornen.

Was sodann:

4) Die Justizhoheit als ein weiteres Zeichen der Landeshoheit betrifft, so stand sie ebenfalls auf Seiten der Primogeniturlinie, wenngleich die Erbherrn als Patrimonialherrn die niedere Gerichtsbarkeit hatten, und bei Besetzung des Hofgerichts mitwirkten.

Im Testamente von 1597 ist dem Erstgebornen die Abhaltung der Gaugerichte, welche ehemals die höchste Gerichtsbarkeit hatten, eingeräumt, und wenn gleich das Hofgericht nach dem §. 27. des Testaments von den Söhnen nach einem Umwechsel zu präsidiren war, so gebührte doch dem Erstgebornen nach dem Vergleiche von 1614 die ganze Direction desselben, sowie derselbe im Vergleiche von 1616 §. 3. als der perpetuus judex, Richter und Director" erklärt ist, und auch in den erbherrlichen Aemtern die Urtheile nicht allein in des Erbherrn (als Gerichtsherrn) Namen, sondern zugleich auch in des regierenden Herrn Namen gefasst werden mussten.

Dieses Rechtsverhältniss konnte dadurch nicht ver-

1839 ändert werden, dass das Hofgericht sich bei einigen Ausfertigungen Sammthofgerichte nannte, was dasselbe in seinem Zeugniss vom 15ten Oktober 1834 ohnehin als ein blosses Versehen erklärt.

5) In Bezug auf die Kirchenhoheit ist im Testamente von 1597 nichts gesagt, als dass die Söhne nach §. 24. die Unterthanen bei der evangelischen Religion ungehindert lassen und die Religion fortpflanzen, und darüber einträchtlich halten, nach §. 25 an den Stiftungen für Kirchen und Schulen festhalten, sodann nach §. 26. das geistliche Gericht oder Konsistorium halten und handhaben sollen.

Damit sey aber, sagt Detmold, das dem regierenden Hause naturgemäss zustehende Oberaufsichtsrecht nicht aufgehoben, wesshalb bei dem Vollzuge des Testaments Streitigkeiten hierüber entstanden seyen, welche durch die brüderlichen Vergleiche von 1614 und 1616 beigelegt wurden.

Der Vergleich von 1614 wurde vom Grafen Ernst zu Holstein mit Beizug von Abgeordneten der Ritter und Städte unterhandelt. Darin ist nun gesagt, die Nachgebornen seyen darauf bestanden, einen der drei Superintendenten zur Visitation der Pfarreien abzuordnen, welcher ihnen ebenso, wie dem regierenden Herrn Bericht darüber zu erstatten habe, auch die Pfarreien selbst zu besetzen und die Pfarrer neben dem regierenden Herrn zu confirmiren. Jedoch, heisst es weiter,

„weilen dieser Punkt eigentlich an das Consistorium und jus episcopale, so der Superiorität anhängig, gehört, so haben Graf Ernst (der Vermittler) und die Verordneten aus der Ritterschaft und von den Städten dafür gehalten, dass dieses alles bei dem regierenden Herrn laut des Testaments verbleibe."

Ferner sagt der §. 5. des Vergleichs von 1616

„Weil unwiederbringlich wahr dass die geistliche jurisdictio jetziger Zeit ein vornehmes Stück der hohen Landesobrigkeit ist, so kann dieselbe auch dem regierenden Herrn keineswegs entzogen werden, sonderlich weil hievon auch in der brüderlichen Vergleichung ausdrücklich versehen, doch dass die abgetheilten Herrn jus praesentandi behalten, und ohne Vor-

wissen und Beliebung derselben keine reformatio 1839
angestellt werde etc."

Zugleich ist im §. 3. dieses Vergleichs, sowie in Bezug auf das Hofgericht, eben so auch in Bezug auf das geistliche Consistorium gesagt,

„dass der regierende Herr perpetuus judex, Richter und Direktor bleibe,"

und die abgetheilten Herrn im Umwechsel das Consistorium präsidiren.

Endlich sagt der §. 11. des Herberhauser Vergleichs von 1661, wie es

„mit dem jure episcopali beschaffen, und dass dasselbe dem regierenden Landesherrn privative reservirt und vorbehalten, dasselbe führen das altväterliche Testament und die brüderlichen Verträge mit mehreren nach, dabei und von allen den davon dependirenden Effecten, in soweit dieselben darin nicht restringirt und limitirt, es dann allerdings verbleibt."

Hiernach ist der Grundsatz, dass dem Erstgebornen die Episcopalgewalt zustehe, durch die Verträge festgestellt, und die im Herberhauser Vergleiche erwähnten Restrictionen und Limitationen, namentlich auch die Bestimmungen des Vergleichs von 1616, dass die Erbherrn das Präsentationsrecht haben und ohne ihre Zustimmung keine reformatio statt habe, kann jenen Grundsatz nicht aufheben, und den Schluss auf die Landeshoheit der Primogeniturlinie nicht erschüttern."

Wenn das Mandat vom 27. März 1775 Detmold untersagte, einseitig durch ein Spezialkonsistorium Kirchen-Verordnungen zu erlassen und den Geistlichen Befehle zu ertheilen, und wenn der Reichshofrath unterm 8ten Juli 1740 den von einem Geistlichen ausgestellten Revers, wodurch er sich einseitig gegen ein Detmoldisches Spezialkonsistorium verpflichtete, nichtig erklärte, und wenn die Erbherrn die neue Kirchenordnung von 1684 mit genehmigten, so war dies alles eine natürliche Folge der Beschränkungen, unter welchen die Episkopalgewalt der Primogeniturlinie vertragsmässig zustand, kann aber diese in den Verträgen ausdrücklich anerkannte Episkopalgewalt selbst nicht vernichten.

6) Ein weiteres wesentliches Hoheitsrecht ist die

folge" und die „E
und Ritterdienste
den Herrn vorbehalte

In Bezug auf d
mentlich im Kriegsdie
fel ob, und was die
der Unterthanen i
nigstens in Bezug auf
hebung eines Soldatens
stritten worden.

Inzwischen ist die
im Vergleiche von 16
von 1616 §. 14. als „z
rig" dem regierenden
Hamelnschen Rezesse v
„Landfolge und Musteru
„eigentliche propr
juris superioritatis"
erklärt, mit dem Zusatz
keschen Linie „nicht com

Damit steht im Eink
linie auch von den erbhe
zum Reichscontingent stell

Dass Schaumburg-Lip
vorgelegten Erlass der D
11ten November 1794 dart
gierenden Ha

bunde provisorisch festgestellt wurde, ist nicht massgebend, weil sich beide Theile im Jahr 1807 reversirten, dass daraus kein Präjudiz gezogen werden dürfe. 1839

Durch die angeführten Testaments- und Vertrags-Bestimmungen und durch die (mit der Vertretung beim Reich überhaupt in Verbindung stehende) Stellung des erbherrlichen Betreffnisses zum Detmoldischen Reichscontingent ist die Militairhoheit Detmolds über die erbherrlichen Besitzungen dargethan, und es kommt auf die vielen Streitigkeiten und Verwahrungen in Betreff des Brakeschen Soldatenschatzes und der Haltung einer Anzahl Soldaten in Friedenszeiten zur Bewachung des Schlosses etc. lediglich nicht an.

Was nun noch

7) Das Besteuerungsrecht betrifft, so gebührten die Reichs- und Kreis-Steuern nach dem §. 7 des Testaments dem Erstgebornen, der solche auch an Reich und Kreis zu entrichten hatte.

Ueber andere Steuern ist im Testament nichts verfügt, jedoch scheint, wie Schaumburg-Lippe richtig bemerkt, im §. 31. die Andeutung zu liegen, dass eine etwa nothwendig werdende Landsteuer allen Söhnen und nicht blos dem Erstgebornen gehören sollte, indem dort gesagt ist, es soll ein

> „jeder von unsern Söhnen mit seinem Antheil friedlich und begnügig seyn, auch die Sachen seiner Hofhaltung dermassen anstellen, dass er ohne Beschwerung der Untersassen sein Auskommen haben möge."

Diese Andeutung wird bestätigt durch den Vergleich von 1614, wo gesagt ist:

> „die Contribution oder Collecten betreffend, ist verabredet und allerseits gewilligt worden, wenn mit Vorwissen der Ritter und Landschaft, auch von den Städten eine Landsteuer verwilligt, sollen die Nachgebornen ihren Antheil pro rata davon haben und zur Austilgung der alten Schulden verwenden und geniessen; sonsten aber haben sie sich der Reichs- und Kreissteuer nicht anzumassen, sondern bleibt solches dem regierenden Herrn allein."

Darnach gelangte Brake, als die Landstände später für den Militairdienst in der Friedenszeit einen sogenannten Soldatenschatz bewilligten, zum Bezug eines

1839 Antheils hiervon, worüber übrigens wieder Streit entstand.

Nach dem Aussterben der Brakeschen Linie wurde Bückeburg, welchem durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 26sten August 1734 die Hälfte des Brakeschen Nachlasses zuerkannt war, durch weiteres Reichshofraths-Erkenntniss vom 12ten November 1739 §. 5.

„bei dem genügsam bescheinigten Genusse der ordinairen Contribution und des Soldatenschatzes . . . in possessorio summarissimo geschützt . . . jedoch dass es sich circa modum nach den Landes-Verträgen und Herkommen . . . . richte, wogegen das possessorium ordinarium und petitorium dem Grafen von Lippe-Detmold frei bleibt etc."

Diese weitern Rechtsverfolgungsmittel konnten bei den Reichsgerichten nicht mehr zur Erledigung kommen. Indessen hat Detmold der Bückeburgischen Linie im Stadthager Vergleiche von 1748 §. 5. zugesagt, dass zwar den

„Ständen ihre etwa habende Gerechtsame bevorbleiben, und der von denselben der Contribution und Collecten halber erregte Prozess seinen Lauf behalten, inzwischen aber Schaumburg-Lippe bei dem bisherigen Genusse der sogenannten ordinairen Contribution und des Soldatenschatzes, so wie es dermalen in possessione sich befinde, und per conclusa caesarea vom 12ten November 1739 und vom 28sten Juli 1747 dabei geschützt worden, unhinderlich gelassen werden soll."

Ueberdies verpflichtete sich Detmold in einem Reverse vom 12ten Februar 1748 gegen Bückeburg, dass, wenn die Stände

„in petitorio respectu der ordinairen Contribution jemals etwas obtiniren sollen, alsdann Detmold und seine Successoren die in ihren Aemtern fallenden Raten von den zum Privatbehufe des regierenden Herrn bewilligten extraordinairen Steuern und Contributionen unweigerlich erheben und geniessen lassen wollen."

Dagegen machte sich Schaumburg-Lippe im §. 5. des Stadthager Vergleichs von 1748 verbindlich, seine

„quotam zu den Reichs-Kreis-Fräulein-gräflichen Collegial- und Hofgerichts-Steuern, auch Reichs-

kammer-Zielern, unweigerlich abzutragen, und 1839
zwar, soviel die Kreisgelder betrifft, in Friedenszeiten das gewöhnliche Simplum von 600 Reichsthalern jährlich, worunter die Rata des Amtes Schieder mitbegriffen, in Kriegszeiten aber und wenn das Contingent ausser Land geht das duplum ohne einige Einwendung an Detmold zu entrichten, und falls die Kreisausgaben noch höher steigen sollten, auch dazu praevia communicatione et deliberatione pro rata des Amts Blomberg zu concurriren."

auch behufs des Schulmonats jährlich 50 Reichsthaler und behufs des Wesermonats 50 Reichsthaler

„aus dem erbherrlichen Antheil zu erheben und zu bezahlen, überhaupt auch hiefür zu allen publiken Landes-Angelegenheiten und desfalls auf öffentlichen Landtagen Landesverfassungsmässig bewilligten Steuern die auf seine Aemter kommende Ratam zu erheben und ad usum destinatum abliefern lassen zu wollen."

Durch den Blomberger Rezess vom 7ten März 1751 wurde ausser den im Stadthager Vergleich festgesetzten 700 Reichsthalern einstweilen auf 12 Jahre, ein weiterer Aversalbeitrag Schaumburg-Lippes zu den öffentlichen Lasten mit jährlichen 1500 Reichsthalern verabredet. Darunter sollten aber alle ordinairen und extraordinairen gemeinen Landesbedürfnisse, die extraordinairen Reichs- und Kreisanlagen und die Fräuleinsteuer allein ausgenommen, begriffen seyn.

Dieses Aversum wurde, in später gemindertem Betrage, stets fortentrichtet. Ausserdem wurden die Beiträge zu den Kreisprästationen von Detmold auch auf die erbherrlichen Aemter ausgeschlagen.

Aus allem dem ergiebt sich nun, dass

a. Detmold die Reichs- und Kreis-Steuern auch aus den von ihm beim Reich- und Kreis vertretenen erbherrlichen Aemtern erhoben hat.
b. Dass es ebenso Kriegskosten besonders von denselben erhob,
c. dass dagegen Schaumburg-Lippe die ordinaire Landessteuer und den Soldatenschatz in seinen Aemtern für sich selbst erhob,
d. dass diese Steuer-Erhebung von Detmold genehmigt, aber von den Landständen angefochten, der

1839 darüber geführte Prozess aber von den Reichsgerichten in petitorio nicht mehr entschieden wurde;

e. dass übrigens Schaumburg-Lippe von allen allgemeinen Landeslasten das auf seine Aemter kommende Steuerbetreffniss abzuliefern versprach,

f. und sodann hiefür ein verabredetes jährliches Aversum bezahlte.

Nun war aber, wie Strube in seinen Nebenstunden (IV. p. 164 und 165) unter Berufung auf ein Reichshofraths-Erkenntniss von 1729 ausführt, die Erhebung einer Steuer nicht überall der Beweis der Landeshoheit, und ein solcher Beweis liegt darin vielmehr nur zu Gunsten desjenigen, welcher Reichssteuern erhob, da nur diese Steuern aus wirklicher oberherrlicher Macht hervorgingen, andere Steuern aber auch im Besitz von andern, als vom Landesherrn, seyn konnten, indem sie entweder auf besonderen Vertragsverhältnissen oder auf jeweiligen eigenen landständischen Bewilligungen zu bestimmten nützlichen Zwecken beruhten.

Hiernach kann eine nähere Erörterung der Frage, ob Schaumburg-Lippe zum Bezug der ordinairen Contribution und des Soldatenschatzes berechtigt war, und ob Detmold, seiner Zustimmung im Stadthager Vergleiche ungeachtet, die von den Landständen dagegen erhobene Einsprache im Namen des Landes zu verfolgen befugt wäre? — füglich umgangen werden.

So weit die Steuern für Lasten bewilligt wurden, welche der Erbherr trug, war es ohnehin billig, dass er dieselben auch für sich bezog. So weit es aber von allgemeinen Landesangelegenheiten herrührende Lasten betraf, leistete Schaumburg-Lippe einen Aversalbeitrag, und der Bezug dieses Aversums ist von Seiten Detmolds einem Steuerbezug selbst gleich zu achten.

Nach allem dem ist daher auch das in der Besteuerung liegende Hoheitsrecht auf der Seite Detmolds. Die noch übrigen minder wichtigen Hoheitsrechte — z. B. auf Seite Detmolds: Die Kollation der Lehenschaften, das Münzen, die Salzwerke, die Bewahrung der Original-Urkunden und Siegel, das Recht der Bestätigung städtischer Privilegien etc. oder auf Seiten Schaumburg-Lippes die Ertheilung von Wirthschaftsconcessionen, Antheil am Zoll etc. — können, da sie jedenfalls in der Sache nichts mehr entscheiden, übergangen werden.

Aus der bisherigen Erörterung ergiebt sich nämlich, 1839
dass alle hier aufgeführten Hoheitsrechte (1 — 7) so weit sie wesentlich zur Landeshoheit gehören, durch das Testament von 1597 und die nachgefolgten Verträge allein der Primogeniturlinie zugewiesen waren, dass dagegen die dem Nachgebornen zugewiesenen Berechtigungen weder eine (von dem Erstgebornen unabhängige) wahre Landeshoheit, noch auch ein (durch Gleichheit der Rechte bedingtes) Mitregiment oder Condominat begründen.

Wenn also auch der Erstgeborne nirgends als der regierende Herr oder Landesherr im Gegensatz der abgetheilten oder Erbherrn erklärt, wenn ihm nirgends das Regiment oder die Landesverwaltung im Allgemeinen übertragen, — wenn sein Rechtsverhältniss nirgends in den Verträgen „Superiorität," Regierung „hohe Landesobrigkeit" und selbst „Landeshoheit" genannt wäre, wenn dabei überdies die Primogenitur-Verordnung von 1593 und das pactum unionis von 1368 gar nicht bestünden, so würde Detmold doch schon nach den einzelnen Hoheitsrechten, die ihm zustanden, als der Innhaber der im Jahr 1806 in Souverainetät übergegangenen Landeshoheit zu betrachten seyn.

Darnach können auch

ad. b. die auf einen entgegengesetzten Besitzstand gebauten Einreden der Verjährung und des Verzichts nicht gegründet seyn.

Was insbesondere

1) die Verjährung betrifft, so findet bei Hoheitsrechten gegeüber den Unterthanen nur die, hier überall nicht vorhandene, unfürdenkliche statt

Thibaut, Pandecten-System §. 1048. A. in Verbindung mit §. 1023.

A. Haeberlin, deutsches Staatsrecht Bd. III. S. 191.

Insofern nun aber auch da, wo das Hoheitsrecht nicht gegenüber den Unterthanen, sondern zwischen 2 Berechtigten unter sich bestritten ist, die 30jährige Verjährung eintritt, so kann dies denn doch nur eine erwerbende und keine blos erlöschende Verjährung seyn, und ein Berechtigter kann sich auf die Nichtausübung des Andern mit Erfolg nur in sofern berufen, als er selbst während der Verjährungszeit das Recht ausgeübt hat.

Hoheitsrechtes nach

Was insbesonde
wähnten Hoheitsrech
Kreis und der Justiz
derselben der Besitz
und auch bei den an
da und dort Modific
von der Art, dass dac
gehoben worden wäre.

Namentlich in Be
vorgenommene Lande
wägen, dass von dam
eine Personalveränderu
rung statt hatte, dass a
1782 laufen könnte, un
des noch gar nicht abge
nicht nachgewiesen ist,
Lippe für sich selbst na
Herrn (im Jahre 1750)
gung einnahm.

In Betreff der Lip
in den erbherrlichen Ae
von 1778 an dort nicht
Eintritt des Rheinbundes
ablaufs die Verjährung
überdies wäre durch da
15ten Oktober 1834 jede
widerlegt, dass in jener Z
Gesetze und Verordnu

Detmolds dadurch, dass Brake und nach ihm Schaumburg-Lippe eine Anzahl Soldaten hielt und einen Soldatenschatz erhob, nicht verjährt werden, da Detmold durch die eigentliche Landesfolge im Krieg, namentlich durch Stellung der erbherrlichen Mannschaft zum Detmoldischen Reichscontingent immerhin diejenige Gewalt ausübte, welche allein der wesentliche Ausfluss der Landeshoheit war. 1839

Dasselbe gilt von dem Besteuerungsrechte (A. 7.) welches Detmold da, wo es allein ein wesentliches Hoheitsrecht ist, nämlich in Bezug auf Reichs- und Kreislasten, auch dann noch ausübte, als Schaumburg-Lippe längst die ordinaire Land-Steuer für sich bezog, wovon dasselbe indessen überdies einen Aversalbeitrag zu den allgemeinen Lasten der Grafschaft Lippe an Detmold ablieferte.

So wie hiernach die Verjährung, eben so ist

2) auch die Einrede des Verzichts nicht gegründet.

Hätte sich Schaumburg-Lippe zur Zeit des Beitritts zum Rheinbunde, wenn gleich die Detmoldischen Hoheitsrechte noch nicht verjährt gewesen, dennoch schon im anerkannten ruhigen Besitz derselben befunden, so läge im Art. 34. der Rheinbundsacte von Seiten Detmolds ein Verzicht auf die fernere Geltendmachung seiner Rechte.

Es wären dies nämlich, wie der Art. 34. der Rheinbundsacte sich ausdrückt.

„droits actuels sur les possessions"

von Schaumburg-Lippe, und dieses als Besitzer der Landeshoheit in den erbherrlichen Ländern wäre Souverain derselben geworden, wogegen Detmold seine Rechte gegen den Besitzer durch Verzicht verloren hätte.

Da nun aber umgekehrt Detmold zur Zeit des Beitritts zum Rheinbunde im Besitze derjenigen Hoheitsrechte war, welche das Wesen der Landeshoheit ausmachen, so kann gegen dasselbe der Art. 34 der Acte keine Anwendung finden.

Detmold ist durch die Rheinbundsacte Souverain vom Amte Blomberg geworden, daher ist sein 1stes Klagbegehren begründet.

Der erbherrlichen Linie Schaumburg-Lippe bleiben übrigens auch unter der Souverainetät Detmolds ihre vertragsmässigen Patrimonialrechte oder untergeordneten Herrlichkeiten.

1839 Einer Bestimmung derselben bedarf es hier nicht, sie wäre auch unzulässig. Die Gesetzgebung der Souverains verfügt über die Ausübung jener Rechte, und die Bundescompetenz tritt nur dann ein, wenn durch diese Gesetzgebung Rechte verletzt werden, welche der Art. 14. der deutschen Bundesacte und der Art. 63. der Schlussacte gewährleisten.

Das

zweite Klagbegehren

Detmolds geht auf Ersatz alles diesem Hause durch Beeinträchtigung seiner Souverainetät veranlassten Schadens, namentlich der unbefugterweise erhobenen Steuern.

Was insbesondere

1) die ordinaire Contribution oder Grundsteuer betrifft, so fordert Detmold den Ersatz derselben von 1737 oder eventuell vom Beitritt zum Rheinbunde von 1807 an.

Für die Periode von 1737—1807 wird die Forderung, da das fürstliche Haus Detmold im Stadthager-Vergleich von 1748 diese Steuer der Schaumburg-Lippe-Bückeburgischen Linie überliess, und nur die Rechte der Landstände vorbehielt, nur im Namen der Landeskasse geltend gemacht.

Das souveraine fürstliche Haus Detmold ist nach dem gegenwärtigen Staatsrecht der deutschen Bundesstaaten, bei welchen nach dem §. 57. der Schlussacte von 1820 die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupt des Staats vereinigt ist, allerdings ermächtigt, auch die Interessen der Staatsgesammtheit, beziehungsweise die Rechte der früher nur von den Landständen vertretenen Landeskasse zu verfolgen.

Was nun aber die vom Standpunkte der Landstände erhobene Rückforderungsklage betrifft, so ist zu erwägen, dass nirgends behauptet ist, dass Schaumburg-Lippe von den Landständen nicht bewilligte Steuern im Wege der Gewalt erhoben habe. Es handelt sich vielmehr nur darum, ob Schaumburg-Lippe berechtigt war, von den durch Landstände wirklich bewilligten Steuern den auf das Amt Blomberg gefallenen Antheil für sich zu beziehen, und nur einen Theil davon zur Bestreitung der allgemeinen Lasten abzuliefern?

Diese Berechtigung verstand sich nun keineswegs von selbst, denn obwohl auch solche, welche nicht

wirkliche Landesherrn waren, zum Bezug von 1839
Steuern mitunter berechtigt seyn konnten, so war ihnen dazu doch ein besonderer Titel nöthig, und selbst wirkliche Landesherrn waren nicht schon im Allgemeinen befugt, für andere als für vom Reich und Kreis herrührende Lasten ohne Zustimmung der Landstände Steuern auf das Land zu legen, insofern sie nicht auf besonderen Reichsgesetzen, oder besondern Rechtstiteln oder auf Herkommen beruhten.

Selchow. elem. juris publ. I. §: 447—453.

Handelte es sich daher gegenwärtig erst um die Frage, ob Schaumburg-Lippe im Steuerbezug petitorisch geschützt werden solle, so hätte dasselbe den hiezu erforderlichen besondern Titel oder das diesfallsige rechtmässige Herkommen nachzuweisen.

Da jedoch die Steuer, um deren Ersatz es sich handelt, bereits bezahlt ist, und die Zahlung ursprünglich, wenn kein wahrer Rechtsgrund dazu vorhanden, und eben so wenig eine freie Bewilligung beabsichtig war, nur auf einem Irrthume beruhen konnte; der hiedurch entstandene Besitzstand aber später in possessorio aufrecht erhalten wurde, so hat jetzt der, das ungebührlich Bezahlte zurückfordernde, klagende Theil zu erweisen, dass die Brakesche oder später die Schaumburg-Lippische Linie durch keinen besondern Rechtstitel und durch kein Herkommen zum Bezug der fraglichen Steuer berechtigt war.

Dieser Beweis ist aber weder mit der Klagschrift, noch später angetreten, wie es nach §. 71. der Obergerichts-Ordnung erforderlich gewesen wäre, ja es sind nicht einmal die thatsächlichen Verhältnisse angegeben, welche die Nichtigkeit des Grundes, aus dem die Steuer ursprünglich erhoben wurde, darstellen, folglich die Nichtschuldigkeit des Bezahlten begründen, daher ist die Rückforderungsklage auch vom Standpunkte der Landstände aus nicht begründet.

Für die Periode vom Beitritt der beiden streitenden Theile zum Rheinbunde an macht Detmold noch einen weitern, vom Standpunkte der Landstände unabhängigen Klaggrund geltend. Es leitet denselben aus den §.§. 26. und 34. der Rheinbundsacte ab, da hiernach das Besteuerungsrecht (le droit d'impot) als ein Recht der Souverainetät erklärt sey und Schaumburg-Lippe durch den Art. 34. auf alle dem Souverain ge-

1839 hörigen, Rechte verzichtet habe, selbst wenn ihm einzelne derselben früher auch gebührt hätten.

Daraus folgt jedoch nur, dass Detmold nach seinem Beitritt zum Rheinbunde und nach dadurch erlangter Souverainetät die fragliche ordinaire Contribution aus dem Amte Blomberg (vorbehaltlich der aus den Verträgen von 1748 und 1789 etwa schuldigen Gewährleistung) staatsrechtlich hätte an sich ziehen können.

Es folgt daraus keineswegs, dass von jenem Zeitpuncte an, Schaumburg-Lippe als ipso jure aus dem rechtlichen Besitze gesetzt zu betrachten, oder dass es ipso jure in bösen Glauben versetzt war.

In der Meinung, dass nach der Rheinbundsacte ihm selbst die Souverainetät über Blomberg zukomme; hielt sich dasselbe in gutem Glauben für berechtigt, die fragliche Steuer als eine Nutzung der Souverainetät fortzubeziehen. Dass es dabei in gutem Glauben war, ist um so weniger durch einen Beweis des Gegentheils widerlegt, als Detmold dasselbe stets ungestört im Besitze der Steuer liess, und selbst bei dem Interimistikum vom 5. Juli 1812 in dieser Beziehung keine Aenderung bewirkte, und nicht einmal darthut, eine solche verlangt zu haben.

Wenn aber Schaumburg-Lippe in gutem Glauben sich für den Souverain von Blomberg hielt und darum in gutem Glauben die Steuern als eine der Souverainetät anklebende Nutzung fortbezog, und wie immer verwendete, so ist dasselbe zum Ersatz des bereits Bezogenen nicht verbunden.

(l. 23. in f. D. VII. 4—1. 25. §. 1. XXII. 1—l. 48. pr. XLI. 1.)

ausgenommen von der Zeit an, wo es durch Zustellung der Detmoldischen Klage nach einer Fiction der Gesetze in bösen Glauben versetzt wurde.

L. 25. §. 7. D. V. 3.

Die Zustellung der Klage erfolgte am 5ten Oktober 1831, an diesem Tage wurden also von Detmold die fraglichen Steuern von Schaumburg-Lippe gerichtlich herausgefordert, und von diesem Tage an hat das Letztere als Besitzer malae fidei sie zu ersetzen, jedoch nur nach Abzug des an die Detmoldische Landeskasse bezahlten Aversalbeitrags zu öffentlichen Lasten, und dessen, was Schaumburg-Lippe davon etwa für Staats-

ausgaben, welche sonst der Detmoldischen Landeskasse 1839
obgelegen wären, selbst verwendete.

Dabei bleibt alsdann dem fürstlichen Hause Schaumburg-Lippe überlassen, die Gewährleistungs- oder Entschädigungs-Ansprüche, die es wegen Entziehung der Steuer aus den Verträgen von 1748 und 1789 begründen zu können vermeint, coram competenti zu verfolgen.

Was hier von der seit dem Beitritte zum Rheinbunde erhobenen ordinairen Steuer gesagt ist, gilt

2) auch von den seit damals eingeführten und von Schaumburg-Lippe aus dem Amte Blomberg erhobenen indirecten Abgaben.

Was dagegen

3) das Judenschutzgeld betrifft, so hat darin der Beitritt zum Rheinbunde keine Aenderung hervorgebracht. Dasselbe war nicht nothwendig mit der Landeshoheit verbunden, und die Rheinbundsacte erwähnt seiner nicht besonders, auch ist nichts von einem desfalsigen Detmoldischen Landesgesetz gesagt.

Der Grund, aus dem es gefordert wird, ist vielmehr der §. 4. des Stadthager Vergleichs von 1748, wornach dasselbe zur Hälfte dem regierenden Herrn und zur Hälfte dem Erbherrn gehören soll.

Dabei blieb es bis zum Aussterben der Bückeburgschen Linie im Jahr 1777, worauf Schaumburg-Lippe, wie in der Einredeschrift anerkannt wird, die Entrichtung des Antheils an Detmold einstellte.

Im Jahr 1789 erfolgte nun die Abtheilung der Aemter Schieder und Blomberg, und Schaumburg-Lippe erhielt das Amt Blomberg.

Bis zum Jahr 1789 wurde über die von Schaumburg-Lippe gezogenen Nutzungen im Jahr 1793 eine Vereinbarung getroffen. Von 1789 an, hatte aber jeder Theil die Nutzung von einem der beiden Aemter, und Schaumburg-Lippe erhob aus dem Amte Blomberg das Schutzgeld, ohne die Hälfte davon an Detmold abzuliefern.

Es behauptet ungeachtet des Stadthager Vergleichs hiezu berechtigt zu seyn, weil bei der Theilung von 1789, wo es das Amt Blomberg erhielt, jedem Theil das Schutzgeld unter den unständigen Gefällen zugetheilt wurde.

Allein nur das, was Bückeburg hinterliess, war hierGegenstand der Theilung, die beiden Aemter Schieder undBlomberg also nur mit denjenigen Rechten, welche

1839 Bückeburg daran hatte. Zu diesen Rechten gehörte aber nach dem Stadthager Vergleich von 1748 nur die Hälfte der Schutzgelder, die andere Hälfte war ein Gefäll der Primogeniturlinie, welches bei der Theilung des Bückeburgischen Nachlasses kein Theilungsgegenstand war.

Wenn daher bei der Theilung der Aemter im Jahr 1789 jedem Theil ein Amt sammt den dazu gehörigen Schutzgeldern zugetheilt wurde, so war hierunter wohl nur der erbherrliche Antheil der allein Theilungsgegenstand war, verstanden, die landesherrliche Hälfte aber blieb dem fürstlichen Hause Detmold auch im erbherrlichen Amte Blomberg nach dem dadurch nicht abgeänderten Stadthager Vergleiche von 1748 §. 4.

Inzwischen muss angenommen werden, dass Schaumburg-Lippe auch diese Schutzgelder bis zur Zustellung der Klage, den 5ten Oktober 1831 in gutem Glauben bezog. Es ist nämlich nicht behauptet, dass im Jahr 1789 bei der Theilung der Aemter Schieder und Blomberg ein besonderer Vorbehalt des im Stadthager Vergleiche bestimmten landesherrlichen Antheils der Schutzgelder gemacht wurde, daher konnte Schaumburg-Lippe sich zum ausschliesslichen Bezug der Schutzgelder in dem ihm zugetheilten Amte Blomberg um so eher für berechtigt halten, als Detmold auch von damals an seinen Antheil nie forderte.

Auch hinsichtlich dieser Schutzgelder ist daher Schaumburg-Lippe nur erst vom 5ten Oktober 1831 an zum Ersatz verpflichtet.

Da hiernach Detmold mit dem grössten Theile seiner Ersatzforderungen unterliegt, dagegen in der Hauptsache wegen der Souverainetät obsiegt, so hat es nach einem billigen Verhältnisse ¼tel, Schaumburg-Lippe aber ¾tel der Prozesskosten zu tragen.

(L. S.) Die Aechtheit der Abschrift der Entscheidungsgründe beurkundet

Mannheim den 25sten Januar 1839.

Grossh. Oberhofgerichts - Secretariat.

coll. E. Hübsch.

42.

Différens Traités conclus par la Grande-Bretagne avec plusieurs tribus et le Sultan Mahomed Houssain en Arabie.

(Publiés par ordre du Parlament d'Angleterre).

I.

Treaty between the English and the Hazzabee Tribe.

31 January 1839.

This agreement is between the Hazzabees for peace on the part of Sheik Abdulla Hazzaab, Sheik Hamed bin Abdulla Hazzaab, Sheik Mahomed bin Abdulla Hazzaab, Mukee Hazzabee, and Commander Haines, the English agent, on the part of the Government.

We are now friends and promise peace and friendship, great and lasting friendship, and that our hearts and wishes are one.

Further, that there shall be peace and friendship with Aden, and that if any of our subjects, or the subjects of Britain pass into each other's territory, neither party shall be insulted or injured. We are one. If the subjects of either do wrong, they are to be given over for punishment by their own laws.

II.

Treaty between the English and Mohamed Jaffer bin Syed Hydroosse, Chief of Wahert, and all under him.

2 February 1839.

We agree to lasting peace and friendship.

Aden is open for our free intercourse and friendship, and so is our country to each other; and both parties agree there shall be no oppression or insult.

Houssain bin West b
mise to Commander
head, in the presence
ship, lasting friendshi
between the English a
or insult shall be don
British Government a
med Houssain and al
and I am responsible.
the interior, shall be
me, as they were wh
Aden. This is agreed
der Haines, on the part
to do even more than
God. I require respe
return, and more than

Treaty between the
Mahomed Houssain
his accr

This treaty is form
Houssain and Hassan Cuti
of Lahedge, and Comman
Government.

On the word and p
Houssain, I promise that

43.

Rapport fait aux Chambres de la Belgique par le Ministre des affaires étrangères sur l'état des négociations entamées de nouveau à Londres relativement à la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. En date de Bruxelles, le 1 Février 1839.

(Histoire parlementaire du Traité de Paix du 19 Avril 1839 entre la Belgique et la Hollande. T. I. Bruxelles, 1839 p. 2 et suiv.)

Le dernier rapport fait aux chambres, sur nos différends avec la Hollande, est du 4 octobre 1833. M. le général Goblet, ministre des affaires étrangères, a rendu compte alors des motifs qui avaient suspendu les négociations ouvertes à Londres, immédiatement après la conclusion de la convention du 21 mai de cette année.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que, durant ces négociations, plusieurs articles du traité du 15 novembre 1831 furent paraphés avec ou sans modifications, modifications qui, dans aucun cas, n'altérèrent essentiellement la disposition qui en était l'objet. Il en fut ainsi des art. 1, 2, 4 et 6, relatifs au territoire; de l'art. 7, qui consacre l'indépendance et la neutralité de la Belgique; de l'art. 8, qui règle l'écoulement des eaux des Flandres; de l'art. 10 et de l'art. 15, qui déclarent, l'un que l'usage des canaux qui traversent la Hollande et la Belgique continuera d'être libre et commun aux deux pays, et l'autre que le port d'Anvers sera uniquement un port de commerce; de l'art. 16, qui règle la propriété des ouvrages d'utilité publique ou particulière; de l'art. 17, concernant les séquestres; des art. 18, 19, 20, 21, 22 et 23, relatifs à la situation des sujets des deux pays, aux pensions, traitements d'attente et cautionnements; de l'art. 24, qui détermine l'époque de l'évacuation réciproque.

L'art. 3, qui porte que, pour les cessions faites dans le Luxembourg, il sera assigné au roi des Pays-

1839 Bas une indemnité territoriale dans le Limbourg, et l'art. 5, qui réserve à ce souverain de s'entendre avec la diète et les agnats de sa maison sur le point de savoir si cette partie du Limbourg serait incorporée à la Hollande ou à la confédération germanique, avaient été provisoirement écartés. Le cabinet de La Haye, ayant espéré qu'il pourrait réunir à la Hollande la rive droite de la Meuse, ses plénipotentiaires avaient demandé la suppression de ces articles et des expressions de l'art. 2 qui s'y rattachaient.

Les plénipotentiaires belges, de l'aveu du gouvernement, y avaient, de leur côté, consenti, à la condition, qui fut admise par la Hollande, que *le roi grand-duc produirait, avant la signature du traité, le consentement de la diète germanique et des agnats de la maison de Nassau.*

On examina, en outre, les questions soulevées par l'art. 9, touchant la navigation des fleuves et rivières; les art. 11 et 12, touchant les routes et autres communications; les art. 13 et 14, touchant les arrangements financiers. Les prétentions de la Hollande étaient exorbitantes. Elle voulait borner la libre navigation de l'Escaut à l'Escaut occidental, avec un droit de péage de fl. 2, qui serait perçu à Batz ou à Flessingue; elle rejetait la disposition relative à la pêche; elle exigeait un droit de transit pour les routes indiquées à l'art. 11, et déclarait inadmissible l'art. 12; quant à la dette, outre le remboursement de ses avances, réclamation que tous les membres de la conférence jugeaient fondée, elle voulait que la liquidation des fonds du syndicat d'amortissement n'eût lieu que comme *mesure d'ordre.*

Aucune rédaction ne fut formellement arrêtée à la suite du débat qui s'établit sur ces différents points; mais des principes généraux furent posés; des propositions furent éventuellement admises: ainsi, en ce qui concerne l'Escaut, un péage de *un* florin 50 cents, moyennant certaines conditions, parut être consenti par le gouvernement belge.

Vous savez, Messieurs, comment furent suspendues ces négociations, lorsque la conférence apprit que le roi grand-duc n'avait point fait les démarches nécessaires pour se procurer l'assentiment de la diète germanique et des agnats de la maison de Nassau à la

cession éventuelle de la partie du grand-duché de Luxembourg attribuée à la Belgique. 1839

J'arrive maintenant à une tentative du cabinet de La Haye pour reprendre les négociations.

Le roi Guillaume, à la suite de l'ajournement de la conférence, avait fait, enfin, des ouvertures à la diète germanique et aux agnats. Ces ouvertures ne conduisirent point au résultat qu'il avait en vue; le 18 août 1836, la diète prit la décision suivante:

„1° S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, sera informée, par l'intermédiaire de sa légation, que la confédération germanique ne peut donner son assentiment à la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg, sans indemnité territoriale; mais qu'elle est disposée, en ayant égard à la déclaration produite par rapport aux agnats de la maison de Nassau, à donner son consentement à la cession de la partie du grand-duché de Luxembourg mentionnée dans l'art. 2 de l'acte de séparation du 15 octobre 1831, contre une indemnité territoriale, moyennant les portions de territoire désignées dans l'art. 4 dudit acte, *sous la condition que l'obligation soit imposée au gouvernement belge, de ne point établir de fortifications dans la partie du grand-duché de Luxembourg qui lui sera cédée, et qui, dès lors, se sépare des liens fédératifs de l'Allemagne, et, nommément, de ne jamais fortifier la ville d'Arlon*" *).

2° L'Arrangement ultérieur et la fixation de l'indemnité territoriale à allouer à la confédération dans le Limbourg sont réservés, en conformité de la stipulation exprimée dans l'art. 5 de l'acte de séparation, à une négociation spéciale entre la confédération et S. M. le roi des Pays-Bas; et la confédération y partira du principe, que le territoire à réunir à celui de la confédération, entièrement sur le même pied, en remplacement de la partie à céder du grand-duché de Luxembourg, s'il ne peut pas former une compensation équivalente en étendue et en population, devra cependant répondre, autant que possible, aux intérêts de la confédération sous le rapport de la contiguïté de la ligne de défense."

*) Cette clause était une addition onéreuse au traité du 15 novembre 1831.

nis en conférence.

Bien que cette d
plusieurs puissances, el
merston déclara qu'il r
la conférence,

Voici les termes d

„Le soussigné reg
n'est pas en son pouvoi
les, de leur (*aux p*
cette note."

„Les réunions de la
jusqu'à ce que les plén
mis à même de déclarer
S. M. néerlandaise a obte
du duc de Nassau à l'a
par le gouvernement néer
duquel tout le district du
la Hollande, ou que S. M
sentement, était prête à
torial contenu dans les
plénipotentiaires à signer
qui ont rapport à l'arran

„La note adressée p
tiaires des cinq cours, dé
daise n'a pas réussi à ob
et du duc de Nassau à
posé par S. M.

Ici commence le récit des négociations qui forment 1839
l'objet principal de ce rapport.

A cette époque, le roi des Pays-Bas fit connaître officiellement qu'il adhérait au traité du 15 novembre 1831.

En recevant cette adhésion, les plénipotentiaires parurent être sur le point de poser un acte qui eût exercé sur la négociation l'influence la plus décisive.

Un projet de note destinée à M. Dedel avait été rédigé, par lequel les cinq plénipotentiaires déclaraient qu'ils étaient prêts à signer les 24 articles avec le plénipotentiaire hollandais; mais sous la réserve des art. 9, 11, 12, 13 et 14 et du principe d'une indemnité territoriale dans le Limbourg en faveur de la confédération germanique. C'était admettre que les cinq puissances avaient le droit de signer un traité avec la Hollande, sauf à s'entendre, plus tard, avec la Belgique, et que les modifications à introduire de gré à gré ne tomberaient que sur les cinq articles indiqués.

Ces détails furent portés officieusement à la connaissance du ministre plénipotentiaire de Belgique.

Dès que j'eus avis de la communication de M. Dedel, je m'empressai de faire savoir à M. Van de Weyer que, dans le cas où il serait appelé à prendre immédiatement part aux conférences, il s'y refusât, attendu qu'il n'avait pas cru devoir, en l'absence d'une notification officielle de la démarche du cabinet de La Haye, réclamer des instructions de son gouvernement. M. Van de Weyer recevait, en même temps, l'invitation de ne rien négliger pour éviter la reprise des négociations sous l'influence de la conférence, de continuer ses rapports officieux avec les plénipotentiaires, rapports si utiles en ce qu'ils permettaient d'agir sur les esprits, mais en ayant soin qu'ils ne pussent, en aucun cas, être envisagés comme une sorte d'adhésion à un arbitrage désormais sans motif. Je fis sentir que la ratification pure et simple des 24 articles n'était plus possible et que les plénipotentiaires, réunis en conférence, ne devaient prendre aucun engagement à l'égard du cabinet de La Haye, avant un sérieux examen de la situation diplomatique, si essentiellement modifiée. Notre intérêt était de prévenir tout acte *positif* de la part de la conférence, de nous procurer des délais et de les mettre à profit pour sonder le terrain et préparer

1839 les voies à notre système. Mes instructions furent rédigées dans ce sens. Nos efforts obtinrent un premier succès. L'envoi de la note projetée fut combattu par deux des plénipotentiaires réunis en conférence, qui apportèrent l'idée de se borner à annoncer à M. Dedel la réception de sa communication et d'en référer, sur le fond même de la question, aux cours respectives. Au protocole de cette résolution allaient être annexées toutes les pièces reçues ou envoyées depuis le mois de septembre 1833.

Cette dernière condition, sur laquelle les plénipotentiaires britannique et français insistèrent, excita les vives réclamations des plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse et de Russie, qui semblaient craindre, pour le cabinet de la Haye, les effets de cette publication. Elle amena une scission au sein de la conférence; on arrêta qu'il n'y aurait point de protocole, que le ministre britannique répondrait à M. Dedel par *un simple accusé de réception*, et que les plénipotentiaires dissidents demanderaient à leurs cours de nouvelles instructions. Par là, nos désirs étaient satisfaits. Aucune mention n'était faite, ni de l'acceptation des 24 articles, ni de la négociation de 1833, et l'on avait obtenu du temps. Ceci se passait le 6 avril.

Ainsi donc, voici quelle était la situation des choses: Il importe de la préciser.

Trois des plénipotentiaires se trouvaient sans instructions suffisantes; et, par conséquent, il était impossible que la conférence se réunît; condamnée à une inaction complète, elle n'existait réellement pas. Rappelons ici que M. de Senfft, plénipotentiaire d'Autriche, qui prit, depuis, une part si active aux travaux diplomatiques, n'arriva en Angleterre qu'au mois de juillet; l'ambassadeur de France resta éloigné de son poste du 15 avril au 10 juin. Des entretiens privés et plus ou moins confidentiels, c'était là tout ce qui pouvait avoir lieu. Ce n'est qu'après l'arrivée des instructions aux plénipotentiaires du Nord que la conférence a pu se reconstituer; et, de fait, ce n'est qu'au mois d'août, lors de la présence à Londres de nos commissaires, MM. Fallon et Du Jardin, qu'a eu lieu cette reconstitution, qui, du reste, n'a jamais été notifiée aux plénipotentiaires belge et néerlandais.

Mais l'on se méprendrait singulièrement, Messieurs,

si l'on supposait que, durant cet intervalle, le gouvernement belge demeura inactif. 1839

A vrai dire, des négociations, proprement dites, n'étaient point possibles; nous n'étions saisis d'aucune proposition, et nous n'avions pas à en formuler de notre côté; je vais plus loin, et je dis que, si même l'initiative nous eût été permise, si la conférence eût été assemblée, il aurait été d'une inexcusable légèreté à nous, de proclamer hautement l'ensemble de nos réclamations, alors que nous savions déjà de quelles immenses difficultés nous étions entourés, alors que nous avions tant d'intérêt à agir, au dehors, pour nous procurer quelque point d'appui efficace. Or l'imprudence eût été plus grande encore, au moment où nous ignorions si la dissidence qui s'était manifestée entre les plénipotentiaires, ne serait pas suivie d'actes qui empêcheraient la conférence de commencer ses travaux.

De négociations régulières, il ne pouvait, je le répète, en être question. Mais nous avions la ressource des pourparlers préliminaires; et c'est dans ces entretiens que nos agents à Londres et à Paris s'appliquaient à développer les idées que j'avais exposées dans mes instructions; c'est dans ces entretiens que, tous, nous pûmes nous convaincre des résistances qui attendaient, de toutes parts, nos réclamations territoriales.

Il convient de se rendre compte, Messieurs, des dispositions des différentes cours à cette époque.

Le cabinet de La Haye avait été contraint d'adhérer aux 24 articles par l'attitude qu'avaient prise les états-généraux. Il avait obéi à d'impérieuses nécessités. Les difficultés qui avaient eu lieu à diverses reprises, et récemment encore, dans le Luxembourg, à l'occasion du Grunenwald, avaient, par contre-coup, donné lieu à des démonstrations militaires en Belgique, en France et en Allemagne, état de choses qui avait nui au *statu quo*, qui l'avait, en quelque sorte, frappé de discrédit aux yeux des cabinets britannique et français, comme aux yeux des cabinets de Vienne et de Berlin. Aussi, la résolution du roi Guillaume, lorsqu'il fut constaté qu'elle était sérieuse, fut-elle accueillie avec faveur par toutes ces cours. Celles-ci désirèrent unanimement d'arriver, sans retard, à une solution définitive. Elles voulaient profiter de leur bonne intelligence actuelle, prévoyant que le changement de politique d'un seul cabi-

1839 net pourrait tout remettre en question. L'Orient, d'ailleurs, était là, avec ses complications graves qui pouvaient exiger tout à coup une entière liberté d'action, et rendre, plus que jamais, nécessaire le calme dans l'occident de l'Europe.

Voilà, Messieurs, sous quelles influences s'ouvrirent les pourparlers, et ensuite les négociations, sur la question hollando-belge. C'est là qu'il faut chercher le motif de ces déclarations qui furent faites, dès le principe, par ces différentes cours, sur l'impossibilité de toute modification aux arrangements territoriaux du 15 novembre; c'est là ce qui dicta au cabinet britannique une démarche officielle dont j'aurai bientôt à vous entretenir, démarche qui eut lieu avant les réunions de la conférence, et qui suffirait, à elle seule, pour établir qu'il y avait, même chez les gouvernements les plus favorables à notre cause, un invariable *parti pris*, en ce qui touchait la question territoriale. D'autres cours, à une époque peu éloignée, avaient été beaucoup plus loin, sous ce rapport.

Vous avez vu, Messieurs, que l'acte de la diète germanique du 18 août 1836, dont j'ai eu l'honneur, il y a peu d'instants, de vous donner lecture, renfermait, à notre détriment, une clause relative à des éventualités de fortifications dans la partie belge du Luxembourg, aux termes des 24 articles.

Une tendance du même genre s'était manifestée, dans le courant de la même année, ailleurs qu'à Francfort. L'un des cabinets représentés à la conférence de Londres, avait laissé entrevoir le désir qu'il fût apporté de nouvelles rigueurs à la combinaison territoriale imposée par le traité du 15 novembre.

En face de ces volontés puissantes, en dépit de ces précédents fâcheux, le gouvernement du roi ne se découragea point; il voulut poursuivre jusqu'au bout cette oeuvre de réparation qu'il appelait de tous ses voeux! Une issue lui semblait ouverte: la Hollande, à l'effet d'améliorer son état financier si désastreux, manifesterait peut-être l'intention de s'entendre avec la Belgique pour arriver à un système de compensation; la diète germanique, ainsi placée entre les sollicitations d'une puissance amie et les embarras que pouvait susciter la Belgique, ne mettrait-elle pas fin à son opposition? La possibilité d'un arrangement de gré à gré

avec la Hollande, lasse et épuisée, telle était donc notre chance principale de succès dans la négociation. La persistance de nos efforts pouvait, d'ailleurs, dans une autre hypothèse, nous valoir le bénéfice d'un *terme moyen:* c'est ce qu'eut en vue le gouvernement belge, en produisant et en développant, à diverses reprises, l'idée d'une trève de longue durée, qui aurait consacré le *statu quo* territorial, idée dont la presse s'empara plus tard. 1839

Dès le 20 mars, c'est-à-dire, immédiatement après l'adhésion du roi Guillaume, j'avais écrit à M. Van de Weyer qu'il fallait s'attacher à la conservation du territoire. J'avais écrit dans le même sens à notre envoyé à Paris.

L'un et l'autre reçurent des explications étendues sur les intentions du gouvernement du roi.

Mes instructions générales reposèrent sur les données suivantes:

Les réserves apportées aux ratifications des cours du Nord ont ôté au traité du 15 novembre son caractère d'immutabilité et d'indivisibilité; le texte même du traité et des actes diplomatiques qui en ont expliqué l'origine et le but; et, de plus, les erreurs matérielles commises, viennent, sous ce rapport, en aide aux réserves; la convention du 21 mai 1833, le refus prolongé du roi Guillaume et les conséquences naturelles de ce refus ont créé une situation nouvelle, en maintenant et en fortifiant de plus en plus les liens auxquels les 24 articles portent une si cruelle atteinte; les négociations de 1833 n'ayant pas amené un résultat complet, le paraphe donné à cette époque a perdu sa valeur, et la Belgique conserve la faculté de décliner tout ou partie de ces négociations. D'autres considérations étayaient celles-là: le voeu si manifeste des populations belges en faveur du *satu quo* territorial; l'intérêt bien entendu, quoiqu'à titres divers, de toutes les puissances, y compris la Hollande, pour qui des populations désaffectionnées, hostiles, seraient un grave et perpétuel embarras; les dangers que présenterait, pour la paix et la stabilité générales, un démembrement qui blesserait les sympathies nationales les plus pures, les plus légitimes, et qui, en troublant le présent, compromettrait la sécurité de l'avenir.

Des raisons d'un autre ordre, et plus particulières

eut été se priver de t
tion. Dajà, plusieurs

„Si nul engagemen
au premier jour de v
les puissances, et vous
restez pas moins en p
appuyée sur les traités
retrouvez (abandonnés
sous le coup des article
face de la conférence, r
que vous lui déniez auj

En appelant votre a
convénients de toute dé
amené à vous rendre c
auquel j'ai fait allusion,
presque au début des pé

Immédiatement après
lieu en Belgique, au moi
que, qui n'avait cessé d
gociation de 1833 avait ét
et qu'il fallait reprendre c
au traité, fit une notificati
représentées en conférenc
clarer que le cabinet de S.
tenir les arrangements terr

D'un autre côté, le c
de mars, ne se dissimulait
ritoires paraissait irrévocabl
du cabinet britan

cières, questions qui avaient, du reste, par elles-mêmes, une si haute importance. 1839.

Des principes furent posés quant à la nécessité d'une révision du partage des dettes et au non-payement des arrérages. Des demarches furent faites pour établir les erreurs commises en 1831; j'invoquai, pour la rectification de ces erreurs, les déclarations de la conférence elle-même, et notamment le protocole n° 48, protocole que n'a infirmé ni le *memorandum* du 7 octobre, ni la note du 14.

Des arguments furent également puisés dans le protocole n° 45 et dans d'autres documents diplomatiques.

C'était là des jalons établis sur la route qui restait à parcourir. Des travaux considérables, et s'étendant à tous les détails de cette question si compliquée, vinrent compléter les éclaircissements à fournir. Je me plais à reconnaître qu'indépendamment de l'action du gouvernement, la publication d'écrit, qui eurent du retentissement, à l'étranger, exerça une salutaire influence.

Peu favorablement accueillie d'abord, la question de la dette, grâce à des efforts persévérants, gagna du terrain. Ainsi, des deux cabinets qui nous appuyaient le plus fréquemment, l'un paraissait disposé à soutenir la révision de la dette et la libération des arrérages; et l'autre, qui avait commencé par présenter des objections à toute modification dans le chiffre de la rente, s'était, enfin, rapproché de nous, n'admettant toutefois le principe de la révision que dans les termes restrictement interpretés du protocole Nro 48 de la conférence de Londres, interprétation qui semblait exclure toute amélioration sensible dans la répartition de la dette.

Le gouvernement du roi avait donc obtenu quelques avantages partiels dans les pourparlers préliminaires; bien qu'aucune résolution n'eût été et n'eût pu être prise, la conférence ne siégeant pas, ces avantages n'étaient pas sans valeur et pouvaient servir de point d'appui.

Les faits que je viens de resumer doivent être envisagés comme formant la première période de la négociation, cette période toute en pourparlers, qui a revêtu un caractère plus arrêté, quoique toujours officieux et confidentiel, par suite de l'arrivée à Londres, des instructions qu'avaient réclamées les plénipotentiai-

1839 res d'Autriche, de Prusse et de Russie, à qui elles parvinrent du 10 ou 15 Juillet.

On pouvait craindre que, chacun des plénipotentiaires étant muni des pouvoirs nécessaires, ils ne commençassent leurs délibérations par la déclaration formelle que, reprenant les négociations suspendues en 1833, ils tenaient pour valides les articles paragraphés alors et par conséquent comme décidée la question territoriale. Pour prévenir ce danger, M. Van de Weyer, ensuite de mes instructions, exposa à Lord Palmerston l'ordre que le gouvernement belge désirait de voir adopter dans la négociation qui allait s'ouvrir.

La pensée première de quelques-unes des cours représentées en conférence fut de nous proposer la signature d'un Traité avec la Hollande, comprenant les 24 articles (du Traité du 15 novembre 1831), sauf quelques modifications, traité qui aurait maintenu les cessions territoriales et aurait abandonné à l'examen d'une commission, et au cas d'un désacord complet dans le sein de cette commission, à l'arbitrage de la conférence, la question des arrérages et celle de la liquidation du syndicat d'amortissement.

Ces propositions furent, conformément à notre opinion, déclarées inacceptables par deux membres de la conférence. Persuadé, de plus en plus, que la révision de la liquidation de 1831 s'ouverait seule, si elle pouvait être sauvée, l'intégralité du territoire belge, j'insistais constamment, dans mes instructions, sur la nécessité d'entamer le débat par les questions financières, en même temps que je continuais à faire valoir avec force le caractère odieux et toutes les conséquences dangereuses d'un démembrement. Chacune des considérations précédement indiquées, appuyée d'observations spécialement applicables à des circonstances présentes, telles que l'état des esprits en Belgique et en Allemagne, reçut des développemens plus étendus. Mais la France et la Grande-Bretagne persistèrent à répéter à nos Envoyés que la Belgique ne parviendrait pas à faire modifier en sa faveur les arrangemens territoriaux. Le projet d'une trève, malgré nos efforts, demeura également dépourvu de toute chance de succès. Outre les travaux entrepris par le Département des affaires étrangères et le ministère des finances une commission avait été créé par ce dernier, le 29 Juin 1838, pour exami-

ner tous les points relatifs à la révision de la dette. 1839
Elle avait rédigé un memoire lequel seroit de base aux instructions ministérielles expédiées à Londres et à Paris.

Les principes et les faits exposés dans ce document remarquable devaient donner lieu à des discussions qui pouvaient rendre utile la présence de connaissaires spéciaux, chargés de fournir des éclairicissemens les plus complèts. C'est dans cette vue que M. M. Fallon et Du Jardin se rendirent à Londres. Ils y arrivèrent le 2 août. Ils n'étaient revêtus d'aucun caractère politique; leur mission se bornait à appuyer d'explications nouvelles les assertions énoncées dans le mémoria, à la réduction duquel ils avaient pris part. Ils se mirent sur-le-champ en relation avec les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne, et eurent avec eux de longs entretiens, auxquels prit part M. van de Weyer. Le mémoire de la commission des finances avait été remis à ces plénipotentiaires et communiqué à leurs collegues, qui redigèrent et envoyèrent à Lord Palmerston une réfutation de ce document. Cette refutation était accompagnée de propositions qui avaient pour but d'assurer à la Hollande le payement de fl. 8,400,000, sauf pour la Belgique la diminution éventuelle resultant d'une liquidation du syndicat d'amortissement, liquidation qui aurait lieu après la signature du Traité:

Les propositions firint l'objet de la part du Plénipotenttaire et des commissaires de la Belgique de notes où furent consignées les idées qu'ils avaient, plus d'une fois, exposés aux plénipotentiaires de France et d'Angleterre, et sur le syndicat d'amortissement et sur le non-payement des arrérages.

En présence de nos objections aux propositions des représentans du Nord, Lord Palmerston, d'accord avec le plénipotentiaire de France, revint sur une idée qu'il avait déja mise en avant, à savoir qu'un chiffre transactionnel était le seul moyen pratique d'en finir. Le cabinet français restait toutefois disposé à ne pas abandonner le systême de la révision. Le 16 Octobre les plénipotentiaires des cinq cours se réunirent en conférence et malgré les objections du gouvernement belge, ils repoussèrent le systême de la révision, persistant dans le projet d'une transaction. Le chiffre de la déduction à faire sur la portion de la dette à mettre

1838 à la charge de la Belgique fut, par eux, porté à fl. 3,000,000.

Ils arrêtèrent, en outre, que des démarches seraient faites auprès des deux parties pour les amener à l'adoption de ce système de transaction.

Ces démarches furent immédiatement faites auprès du cabinet de Bruxelles, à qui l'on communiqua confidentiellement des propositions, en forme d'articles, qui consacraient les arrangements territoriaux du 15 novembre. Ces propositions parvinrent à Bruxelles, le 23 octobre 1838.

Remarquons que ces actes des plénipotentiaires appartenaient encore à un ordre de négociations plutôt officieuses qu'officielles. Dans l'état des choses et des esprits, il eût été très-imprudent, de la part du gouvernement belge, de chercher à donner un autre caractère aux délibérations des plénipotentiaires.

Notre ministre et nos commissaires n'étant nullement autorisés à admettre de semblables bases, durent s'abstenir de les discuter; mais ils cherchèrent à connaître, afin de pouvoir, au besoin, les rectifier, les données qui avaient déterminé la fixation du chiffre de fl. 3,000,000, ils ne purent obtenir des éclaircissements bien précis.

Ainsi, le gouvernement belge se trouvait, cette fois, en présence, non-seulement du principe, mais du chiffre même d'une transaction et du projet de traité qui maintenait les arrangements territoriaux du 15 novembre.

La plupart des plénipotentiaires se montraient fort impatients de recevoir la réponse du cabinet de Bruxelles. Ceux d'Autriche et de Prusse remirent à lord Palmerston, le 27 octobre, un *memorandum* pour déclarer que, dans l'opinion de leurs cours, les puissances, si la Belgique repoussait l'arrangement proposé, devaient mettre un terme au *statu quo* établi par la convention du 12 mai. Quelques jours après, lord Palmerston faisait savoir, à son tour, au gouvernement belge, que, „si la négociation présente échouait par suite d'obstacles suscités par nous, la Grande-Bretagne ne pourrait s'opposer à ce que, ou la confédération germanique ou le roi des Pays-Bas, soit dispensé de respecter plus longtemps le *statu quo* territorial, et ne pourrait accéder à l'occupation prolongée, par les

Belges, de la partie allemande du Luxembourg, et des 1839
équivalents dans le Limbourg."

Cette déclaration, l'Angleterre en donna connaissance au cabinet de Paris. J'en pris occasion pour rétablir, par une suite de déductions tirées des faits, le sens et la portée de la convention du 21 mai, convention dont, à mes yeux, la violation donnerait à la Belgique le droit de profiter des chances favorables, et d'imputer, sur le chiffre de la dette, le montant des frais et des dommages qu'elle pourrait avoir à supporter.

Le cabinet français, près duquel nous insistâmes sur les obligations résultant pour lui de la convention du 21 mai, quelle que fût, d'ailleurs, l'interprétation qu'y attachassent les autres parties contractantes, pensait qu'il serait obligé de s'abstenir, si le *statu quo* cessait d'être maintenu par la Grande-Bretagne, dans le cas où la confédération germanique interviendrait, pourvu, toutefois, que celle-ci ne dépassât pas les limites de la Belgique, aux termes des 24 articles. Le gouvernement belge expédia à Londres les instructions suivantes, sous la date du 10 novembre:

„Le gouvernement du roi, ayant eu égard à l'initiative prise par les plénipotentiaires des grandes puissances fixant le chiffre transactionnel de la dette à fl. 5,400,000, payables à partir du jour de l'échange des ratifications, veut répondre à cet esprit de conciliation, en proposant de déterminer ce chiffre à un taux mieux en rapport avec la vérité des faits et avec la justice qui doit présider au partage de la communauté. Par ces motifs, il propose, de son côté, de fixer le chiffre à fl. 3,200,000, payables à partir de ce même jour. Il est bien entendu que, par suite de la renonciation à la liquidation du syndicat et du caissier de l'Etat, le gouvernement hollandais n'aurait, de ce chef, aucune répétition à exercer en Belgique, le but de la non-liquidation étant de laisser à la Hollande la jouissance de ce dont le syndicat est actuellement en possession. Cette réserve est, en tout, conforme aux explications qui ont été verbalement données aux commissaires belges.

„Le gouvernement du roi s'est occupé exclusivement du chiffre transactionnel, parce qu'il considère toujours, et surtout aujourd'hui qu'on est en voie de rapprochement, qu'il y a nécessité de s'entendre, avant tout, sur la question de la dette et d'ajourner la dis-

1829 cession de tout autre article. En conséquence, vous aurez, monsieur le ministre, en faisant connaître à lord Palmerston notre proposition transactionnelle, à déclarer, de la manière la plus expresse, que le gouvernement se réserve de répondre aux communications officieuses qui lui ont été faites sur d'autres points, et qu'il n'entend, quant à présent, admettre aucun article des projets que Sa Seigneurie vous a remis."

On le voit, le gouvernement avait soin de disjoindre, si l'on peut s'exprimer ainsi, le principe de la transaction des autres points à régler. Il continuait de faire, à l'égard de ces derniers, les réserves les plus explicites et s'en tenait invariablement à la discussion préalable des questions financières.

Mentionnons ici que M. Dedel avait, le 8 novembre, fait, en vain, une démarche officielle pour obtenir une réponse à l'adhésion de son souverain, adhésion remontant au mois de mars.

Le chiffre proposé par nous fut envisagé à Londres comme un refus de négocier.

La situation était grave; toutefois, un avenir rapproché pouvait l'améliorer. Les traités n'étaient encore qu'à l'état de propositions purement officieuses. Rien n'était donc irrévocable. L'idée d'une transaction était dans le voeu du pays. Les chambres, en l'exprimant formellement, donnaient un appui aux propositions que le gouvernement avait résolu de faire, appui d'autant plus utile, qu'elles fournissaient ainsi une preuve des sentiments de conciliation qui animaient la Belgique, qu'elles faisaient un appel aux vues élevées des puissances et qu'elles signalaient à l'attention de la Hollande les avantages que celleci pouvait retirer d'une semblable combinaison. Cette marche est d'autant mieux justifiée que le cabinet des Tuileries, avant de poser un acte qui l'engageât, a voulu faire connaître à la législature nationale la ligne politique qu'il s'était tracée.

Néanmoins, le vif désir qu'éprouvaient plusieurs des puissances de terminer la grande question qui, depuis si longtemps, les occupait, fit que les faits qui se produisirent, à cette époque, en Belgique, furent défavorablement appréciés.

Je ne m'en appliquai pas moins, dans la correspondance officielle, à reproduire toutes les considérations d'intérêt européen, qui se rattachaient à la con-

servation des territoires que nous possédons. Je revins 1839
sur l'ensemble des raisons que je pouvais puiser dans des antécédents plus où moins rapprochés de nous, dans l'unanimité de sentiments qui se manifestait en Belgique par l'organe des corps constitués. C'est alors que le gouvernement français, jugeant que le moment était venu de sonder les intentions du cabinet de La Haye, voulut suggérer à ce dernier l'idée d'une transaction sur les territoires. Cette idée ne fut pas accueillie.

De son côté, le gouvernement du roi avait confidentiellement transmis à M. Van de Weyer, le 23 novembre 1838, des instructions ainsi conçues:

„Il paraît résulter de votre correspondance et de celle de Paris, que la conférence ne voudra plus s'occuper de la question de la dette dans l'état actuel des choses. S'il en est réellement ainsi, vous ne ferez aucun usage de la présente: si, au contraire, cette haute assemblée était d'intention de suivre la voie où elle était entrée et d'arriver à un arrangement équitable, le gouvernement ne serait pas éloigné de consentir à un chiffre de fl. 3,800,000, dans lequel seraient compris les avantages commerciaux dont le prix ferait, cependant, l'objet d'un article distinct; mais vous comprendrez, en tout cas, que vous devez user d'une extrême circonspection pour que l'on ne s'empare pas du chiffre de fl. 3,800,000, afin de nous engager à des concessions plus fortes. Ainsi, soit que la Hollande ne veuille pas descendre au-dessous du chiffre de fl. 5,000,000 *), soit que la conférence veuille vider, au préalable, la question territoriale, ce qui serait contraire à toute justice, vous vous abstiendrez de faire mention du contenu de cette dépêche."

Toutes les tentatives furent infructueuses, et ces instructions éventuelles restèrent provisoirement sans application possible. Quatre des plénipotentiaires persistèrent à ne pas vouloir s'occuper de la question financière, voulant trancher, avant tout, la question territoriale, et tous déclarant, comme leurs cours, irrévocables les sept premiers articles du traité du 15 novembre.

Nous avons dit qu'une tentative avait été faite par

*) Il est à remarquer que, dans l'intervalle, le chiffre des propositions faites au gouvernement belge avait été baissé de fl. 400,000.

1839 le cabinet français auprès du gouvernement néerlandais, pour amener ce dernier au système d'une transaction concernant le territoire.

Cette tentative tout amicale avait éveillé à Londres des susceptibilités. En présence des intentions manifestées par la Belgique, on crut y voir, soit des arrière-pensées, soit un dangereux encouragement.

C'est ici que commence la troisième période des négociations.

Les plénipotentiaires d'Autriche de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie rédigèrent, à la fin de novembre, un projet de déclaration tendant à constater officiellement l'immutabilité des arrangements territoriaux de 1831. Cette déclaration devait être signifiée au plénipotentiaire belge. L'ambassadeur de France fut invité à s'associer à cette démarche, à laquelle avait coopéré le ministre britannique; mais il répondit qu'il ne pouvait signer qu'après en avoir référé à sa cour. MM. de Senfft et de Bulow, comme investis des pouvoirs et chargés des intérêts de la diète, remirent, en outre, le 28 du même mois, entre les mains de lord Palmerston une protestation formelle, au nom de la confédération, contre les prétentions de la Belgique *).

Le gouvernement du roi avait essayé, d'une part, de faire comprendre que la démarche dont on faisait un grief à la France, avait en vue un résultat qui satisferait à toutes les prétentions légitimes, en affermissant la paix européenne; et de l'autre, que le droit de poursuivre l'exécution partielle des 24 articles ne saurait être reconnu à la confédération germanique; permettre l'occupation des territoires contestés, ce serait anéantir la convention du 21 mai, que cette convention devait subsister jusqu'à ce qu'il intervînt un traité con-

*) Dans cette pièce, les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, en énonçant que „les droits de la confédération germanique sur le grand-duché de Luxembourg ont été transférés, quant à la partie du grand-duché destinée à appartenir à la Belgique d'après le 2e des 24 articles, sur la partie de la province de Limbourg qui y a été substituée par l'art. 4; „ajoutent que la diète les *a autorisés, en vertu de son arrêté du 15 juin 1838, à la déclarer satisfaite de cette translation dont elle avait fait dépendre son consentement aux arrangements territoriaux dans le Luxembourg.* On voit qu'il n'est plus fait mention aujourd'hui de la réserve, relative aux fortifications, qu'avait formellement stipulée l'acte de la diète du 18 août 1836.

venu de gré à gré, et débattu dans toutes ses parties; 1839
qu'elle liait, non-seulement la France et la Grande-Bretagne, mais encore les cours qui l'avaient acceptée pour point de départ des négociations de 1833; que la France n'avait du reste aucune hostilité à craindre, et que son devoir était de ne point accorder son adhésion à la note projetée.

Le gouvernement apprit, sur ces entrefaites, que le cabinet des Tuileries, partageant son opinion sur la portée de la convention du 21 mai et la durée de ses effets, avait refusé de s'associer à la notification proposée.

Mais la situation diplomatique ne tarda pas à changer d'aspect, à notre détriment.

Le 6 décembre 1838, les plénipotentiaires des cinq puissances se réunirent, et le protocole suivant fut rédigé :

(Suit le texte du dit Protocole et de ses Annexes, que nous avons publié dans le Tome précédent de ce Recueil.)

Ce protocole fut signé, *ad referendum*, par l'ambassadeur de France.

Dès que j'eus connaissance de ces projets de notes et de traité, j'invitai M. le comte Le Hon à ne rien négliger pour amener le cabinet français à refuser son adhésion. Mais ce cabinet envisagea les choses d'un autre œil; il se décida à adhérer, en réclamant un ajournement, qu'il obtint avec difficulté. L'ambassadeur de France s'engagea, vis-à-vis de la conférence, à signer les notes avant le 16 janvier et à s'associer aux actes relatifs à cet *ultimatum*.

Dans cette situation, le gouvernement du roi crut devoir appeler l'attention de son plénipotentiaire sur l'autorisation qu'il lui avait donnée, le 23 novembre, de consentir au chiffre de fl. 3,800,000, moyennant certaines conditions. Il porta ce chiffre à 4,000,000. Je revins, en outre, sur cette idée que la conférence ne pouvait plus exercer un arbitrage forcé, et que le traité devait être négocié de gré à gré. J'engageai notre ministre à continuer ses efforts pour empêcher la notification d'avoir lieu, ajoutant que, s'il ne pouvait y parvenir, il devait, du moins, faire en sorte qu'elle fût envisagée comme le commencement d'une négociation officielle et régulière.

Notre envoyé put se convaincre que la conférence,

1839 provinces, éloignées qu'elles seraient désormais des sources de leur prospérité et privées de leurs rapports naturels fortifiés par une longue communauté d'intérêts.

„Le soussigné doit encore faire remarquer à LL. EE. les plénipotentiaires qu'il résulte des adresses votées au mois de mai et de novembre 1838, par les chambres belges, que ces chambres supposent la nécessité de communications ultérieures de la part du gouvernement pour être muni de pouvoirs nouveaux conformément à la constitution, à l'effet de signer un traité; attendu que, s'il a été mis, par elles, à même de souscrire, dans les premiers temps, le traité des 24 articles, en vue de l'exécution immédiate anoncée dans les annexes B et C du protocol n° 49, et sous l'empire des considérations énoncées dans ces actes, il n'en est plus de même aujourd'hui; l'acceptation du gouvernement néerlandais n'ayant pas eu lieu en temps opportun, et sous l'empire des mêmes circonstances qui avaient déterminé l'acceptation de la Belgique, celle-ci n'ayant pas d'ailleurs obtenu les résultats qu'elle attendait d'une paix immédiate et notamment la possibilité du désarmement.

„Il est à observer surtout qu'une séparation telle que celle dont il s'agit, à la suite d'événements désastreux, quoique toujours douloureuse, est cependant susceptible d'exécution immédiate; mais qu'une semblable mesure acquiert une tout autre gravité, lorsque ces populations ont continué de vivre, pendant un grand nombre d'années, sous les mêmes lois et de jouir des mêmes avantages que le reste du pays et que, par cette longue communauté, de nouveaux liens se sont formés.

„Telles sont les causes de l'opposition générale qui s'est manifestée dans le pays à toute idée de séparation.

„Ces sentiments nationaux si légitimes, si unanimes, doivent être envisagés avec satisfaction par les plénipotentiaires des cinq puissances; ils doivent leur servir de témoignage irrécusable que leurs cours ne se sont point trompées lorsqu'elles ont reconnu la Belgique comme Etat independant et neutre. Aussi, on ne doit pas hésiter à penser qu'ils s'empresseront de donner un appui à cet esprit national.

„Le plénipotentiaire soussigné arrive maintenant à exposer à LL. EE. les sacrifices pécuniaires que la Belgique est disposée à faire pour obtenir le désistement de toute prétention sur les territoires du Limbourg et

du Luxembourg. Mais, pour en faire mieux compren- 1839
dre l'étendue, il commencera par traiter succinctement la question du partage de la dette en prenant pour point de départ les derniers errements de la négociation qui a eu lieu sur cet article, et qui ont pour objet la discussion d'un chiffre transactionnel. Il paraîtrait que LL. EE. les plénipotentiaires des cinq cours seraient disposées à faire peser annuellement et perpétuellement sur ce pays une somme de fl. 5,000,000, et que ce chiffre serait établi d'après les données suivantes:

Loi du	9 février	1818,	capital	14,136,836	(*Voir Ann.* B *au proto-cole n°* 48).
—	31 décembre	1819,	—	23,083,000	
—	24 décembre	1820,	—	7,788,000	
—	2 août	1822,	—	56,902,000	
—	27 décembre	1822,	—	67,292,000	
—	3 mai	1825,	—	12,605,000	

„Du chef de ces différentes lois, il serait imposé à la Belgique en rectifiant l'erreur commise en 1831, au préjudice de la Hollande, dans la défalcation de l'amortissement, une rente annuelle de . . . . . fl. 1,690,000

„On y ajouterait l'ancienne dette belge constituée et la part de la dette austro-belge 525,000

„On pourrait prétendre, non sans raison, que ces deux millions deux cent quinze mille florins constituent la seule dette perpétuelle, liquide, que strictement la Belgique eût dû supporter.

„Toutefois, en faisant revivre une dette qui n'existait plus, dont le royaume des Pays-Bas n'a jamais rien porté à ses budgets, on frapperait, en outre, la Belgique à *la décharge* de la Hollande, sous le titre de dette *franco-belge*, d'une annuité de 1,000,000

„Les avantages commerciaux pour la navigation dans les eaux intérieures de la Hollande ont été évalués, en 1831, à fl. 600,000 par an; ils formeraient un tribut perpétuel de 600,000

„Qu'on remarque que ce tribut, la Belgique serait dénuée de tout moyen de s'y soustraire, si la Hollande rendait illusoires

A reporter 3,815,000

1839 Report... 3,815,000

les avantages commerciaux qui doivent en être le prix.

„D'un autre côté, pour déférer au désir de la cour de La Haye, et bien que l'on n'ait point constaté si, au lieu d'un passif, cette opération n'offrirait point à la Belgique un boni considérable, on n'admettrait point la liquidation du syndicat d'amortissement et l'on mettrait de ce chef à la charge du gouvernement belge, 1,185,000

fl. 5,000,000

„Il convient de ne point perdre de vue que, dans cette répartition, il n'est tenu aucun compte à la Belgique de ce dont elle aurait pu revendiquer le retour, savoir: du matériel de la marine militaire, des colonies, des sommes énormes supportées dans l'amortissement de la dette *purement hollandaise* pendant quinze années, et enfin de plusieurs autres sommes dont la Hollande profitera désormais seule, bien que la charge ait été commune.

„Le soussigné doit terminer en déclarant que la Belgique ne saurait se soumettre au chiffre de cinq millions de florins, en l'envisageant sous le rapport du droit et isolément; mais il s'empresse d'ajouter qu'en rattachant cette question à celle du territoire, le gouvernement du roi, si l'on reconnaît son état de possession actuelle, n'hésiterait pas à accepter la dette ainsi fixée, et que même, dans ses vues de paix et de conciliation, il ajouterait à la rente de 5,000,000 de florins une somme capitale de 60,000,000 de francs à payer immédiatement."

Cette note fut portée à Londres par M. De Gerlache, commissaire du gouvernement, lequel avait été complétement initié à sa pensée sur le système transactionnel et les moyens de faire admettre ce système par la conférence.

M. le comte De Mérode, ministre d'Etat, fut chargé de se rendre à Paris, pour appuyer notre proposition, conjointement avec M. le comte Le Hon, auprès du gouvernement de S. M. le roi des Français.

La note, qui prit la date du 14 janvier 1839, fut officiellement remise, le 15, à lord Palmerston, qui, depuis le début des négociations, servait d'intermédiaire

entre la conférence et nous, par M. Van de Weyer, 1839
accompagné de M. De Gerlache.

Dans les jours qui précédèrent et ceux qui suivirent immédiatement, nos divers agents, tant à Paris qu'à Londres, appuyèrent de leurs démarches les plus actives le système transactionnel, ne négligeant point de faire ressortir les difficultés que présenterait l'occupation forcée des territoires cédés, et les embarras de toute nature qui arrêteraient la marche des puissances dans cette voie. M. Van de Weyer et M. De Gerlache virent successivement les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne et de Prusse; ils les trouvèrent également inébranlables.

On se rappelle que la signature de l'ambassadeur de France devait être apposée au protocole ouvert, avant le 16 janvier; elle ne le fut réellement que le 22.

Le 23 janvier 1839 notre plénipotentiaire reçut:

1° Une note accompagnant deux *projets de traité:*

Traité entre S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas;

Traité entre les cinq puissances et S. M. le roi des Belges, avec une *annexe;*

2° Une note adressée à M. Dedel.

Cet envoi était accompagné d'une réponse de la conférence à la Note du 14, réponse ainsi conçue:

„Les soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont pris connaissance de la note que M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges leur a fait l'honneur de leur adresser, le 14 du courant, ainsi que les trois mémoires séparés dont cette pièce est accompagnée. La note du 14 Janvier 1839 propose une somme d'argent à payer à S. M. le roi des Pays-Bas comme équivalent des territoires que la Belgique est tenue de restituer à ce Souverain, en vertu du Traité du 15 Novembre 1831, soit pour être possédés par lui comme Grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunis au royaume des Pays-Bas."

„Les soussignés observent à ce sujet que les déterminations annoncées à la conférence de la part de la confédération germanique, dont les droits sont reconnus par les Puissances, s'opposent à la prise en considération de cette proposition. Quant au contenu des trois mémoires joints à la note de M. le plénipotentiaire

1839 de S. M. le roi des Belges, les soussignés doivent se référer à la teneur des propositions pour un arrangement définitif, qu'ils ont adressés à M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, en date de ce jour."

„Les soussignés prient le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges de porter la présente note, contenant leur réponse à la sienne du 14 du courant, à la connaissance de son gouvernement."

„Ils saisissent cette occasion pour avoir l'honneur de renouveler à Son Excellence l'assurance de leur haute considération."

(Signé): Seefft. — Sebastiani. — Palmerston. — Bulow. — Pozzo di Borgo."

Telle est, Messieurs, la dernière communication parvenue au gouvernement du roi.

Bruxelles, le 1er Février 1839.

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur.
Chevalier de Theux de Meylandt.

44.

Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. (1 *Février* — 19 *Avril* 1839).

I.

Note adressée au Plénipotentiaire du Roi des Pays-Bas par la conférence de Londres, en date du 1er Février 1839.

Les soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie ont appris avec regret, qu'au moment où les efforts de leurs cours ont dirigés vers un arrangement définitif entre le royaume des Pays-Bas et celui de la Belgique, et où les propositions que les soussignés ont adressées aux plénipotentiaires des deux gouvernemens, par leur note du 23 Janvier dernier, sont actuellement en délibération, les forces militaires ont pris de part et d'autre une position et une attitude tellement ménaçantes que la

moindre imprudence d'un commandant subalterne ou un 1839
simple malentendu, pourraient faire éclater les hostilités entre les deux pays.

Les soussignés, interprètes fidèles de la sollicitude de leurs augustes Souverains pour le maintien de la paix, remplissent un devoir sacré en invitant de la manière la plus pressante, tant le gouvernement néerlandais que le gouvernement belge, à prendre sans le moindre délai les mesures nécessaires pour faire cesser le danger imminent qu'ils viennent de signaler, en retirant les troupes respectives de l'extrême frontière, en les disposant de telle sorte à ne plus donner lieu à l'appréhension d'une rencontre ou au soupçon d'un dessein hostile.

Ils prient en conséquence M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas de porter la présente note à la connaissance de son gouvernement, et ils ne doutent pas que S. M. n'autorise M. Dedel à leur faire connaitre sans délai les ordres qu'elle aura donnés pour satisfaire à leur demande.

En faisant part à S. Exc. de la note qu'ils adressent en même temps au plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, ils saisissent cette occasion pour avoir l'honneur de lui renouveler l'assurance de leur haute considération.

Foreign-Office, le 1er Février 1839.

Sebeft, H. Sebastiani, Palmerston, Bulow, Pozzo di Borgo.

(La note adressée au gouvernement belge sur le même objet par la conférence de Londres, était textuellement semblable à celle adressée au gouvernement hollandais).

II.

Note du plénipotentiaire de la Hollande adressée à la conférence de Londres pour faire connaitre que le Roi de Hollande adhérait aux propositions de la conférence du 23 *Janvier* 1839. *En date de Londres, le* 4 *Février* 1839.

Le Soussigné, plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, a reçu et a transmis sans délai à son gouvernement la note accompagnée de six pièces, que Leurs Excellences M. M. les plénipotentiaires des cours d'Au-

1839 tions est, en effet, de nature à motiver des changements dans les stipulations dudit traité, et que ces stipulations ont été modifiées sur tous les points où des considérations d'*équité* ont paru justifier un pareil procédé.

D'un autre côté, dans la note destinée à M. le plénipotentiaire des Pays-Bas, et dont le soussigné a reçu copie, LL. EE. ont déclaré qu'un laps de sept années avait produit des changements dans les positions respectives de la Belgique et de la Hollande, changements auxquels la conférence était obligée d'avoir égard.

Si la *stricte application* des dispositions du traité de 1831 a été jugée inadmissible aujourd'hui par MM. les plénipotentiaires des cinq puissances; si les considérations d'*équité* leur ont paru justifier des modifications; si un laps de sept années a produit, à leurs yeux comme aux yeux de la Belgique, un nouvel état de choses dont il faut tenir compte, il est naturel d'étendre le bénéfice de cette appréciation à l'ensemble des stipulations essentielles. Cette conséquence nécessaire ne saurait échapper à la sagacité de LL. EE. Elles comprendront que les intérêts qui se rattachent aux questions financières ne sont pas les seuls qu'il importe de prendre en considération. Les retards apportés à l'exécution des vingt-quatre articles, retards qui ne sont point imputables à la Belgique, et qui, en resserrant les liens établis par une longue communauté de gouvernement, de souvenirs nationaux et de sympathies, ont laissé supposer aux habitants du Limbourg et du Luxembourg que ces liens étaient désormais indissolubles; le vœu des populations, leurs sentiments les plus intimes, leurs besoins moraux les plus impérieux; tous ces faits constituent, sans aucun doute, des intérêts dignes de la plus haute sollicitude et qui imposent au gouvernement de S. M. le roi des Belges, envers ces populations, des devoirs particuliers qu'il lui est impossible de méconnaître.

C'est donc en s'appuyant sur les principes émis par MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, que le gouvernement de S. M. le roi des Belges, toujours animé d'un véritable esprit de conciliation, a résolu de proposer un moyen qui faciliterait la solution que LL. EE. ont en vue, en donnant satisfaction suffisante à des intérêts qui ont fixé leur attention.

Il résulte de la réponse, en date du 23 janvier, 1839
de MM. les plénipotentiaires des cinq puissances à la note que le soussigné a eu l'honneur d'adresser à LL. EE., le 14, que les droits de la confédération germanique s'opposent à ce que l'on prenne en considération la proposition de payer à S. M. le roi des Pays-Bas une somme d'argent à titre de compensation pour certaines parties de territoire.

Comme cette considération paraît avoir été le seul, ou, du moins, le principal obstacle à l'admission de cette proposition, et qu'il est permis, dès lors, de supposer que, dans une autre hypothèse, ce projet aurait paru acceptable, le gouvernement de S. M. le roi des Belges fera observer que les droits de la diète peuvent être mis à l'abri de toute atteinte par une combinaison qui aurait pour résultat de placer en dehors de la neutralité garantie à la Belgique les territoires dont il s'agit, arrangement qui, sous les rapports militaires, séparerait ces territoires du reste du royaume, et qui autoriserait la formation d'un corps spécial et *local* de 2 à 3,000 hommes, destinés à fournir le contingent fédéral, que la diète aurait sous son influence et à ses ordres. S. M. le roi des Belges ne serait, toutefois, liée, sous aucun autre rapport, à la confédération germanique. Cet état mixte conserverait aux habitants les relations civiles qui existent pour eux depuis des siècles, et que les traités même de 1815 n'ont point fait cesser.

Le soussigné a l'honneur de prier LL. EE. les plénipotentiaires des cinq puissances d'agréer l'assurance de sa plus haute considération.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

Londres, le 4 février 1839.

V.

Réponse de la conférence de Londres à la note du Plénipotentiaire Belge du 4 Février 1839. En date du 4 Février 1839.

Les Soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont pris connaissance de la note, en date de ce jour, que M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges

ne sauraient en cons
cussion sur aucune r
vent, en aucun cas,
près les vues de leur
plénipotentiaire de S.
leur proposer par r
Ils espèrent que le go
principes de justice et
projets de traités qui
des soussignés du 23 J
d'une prompte conclus
tre la Belgique et le
son consentement aux

Les Soussignés pri
M. le roi des Belges d
connaissance de son gou

Ils ont l'honneur d
les assurances de leur h

SEBFFT. H. SEBASTIANI.

Foreign-Office, le 4

Lettre adressée au p
Bas par la conféren
du 4 Fé

des soussignés, du 23 janvier, et qu'il est prêt à procéder à cette signature." 1839

„Les soussignés se félicitent de recevoir cette communication de la part de S. M. le Roi des Pays-Bas, et ils s'empressent de la porter à la connaissance du gouvernement belge par la note ci-jointe en copie, adressée à son plénipotentiaire. Ils prient en même temps S. Exc. M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas de recevoir les nouvelles assurances de leur haute considération.

SENFFT, H. SEBASTIANI, PALMERSTON, BULOW, POZZO DI BORGO.

VII.

Depêche transmise au Chev. G. H. Seymour, Envoyé de la Grande-Bretagne à Bruxelles, par Lord Palmerston. En date de Londres, le 8 Février 1839.

Foreign-Office, 8 février 1839.

Monsieur,

En réponse à votre dépêche n° 23 du 6 courant, par laquelle vous rendez compte de ce qui s'est passé dans les entrevues que vous avez eues avec les ministres belges, le 5 et le 6 de ce mois, je dois vous charger de déclarer au gouvernement belge qu'à présent il est tout à fait impossible de faire aucun changement aux stipulations qui ont été proposées aux deux parties, et que l'une d'elles a déjà acceptées. Le gouvernement belge doit comprendre sa position: il est lié par le traité de 1831, et les cinq puissances ont le droit d'exiger de la Belgique l'accomplissement littéral et complet des engagements que la Belgique a contractés par ce traité. Une négociation a cependant continué pendant les dix derniers mois, dans le but de modifier en faveur de la Belgique quelques-uns des articles de ce traité, et le nouveau projet de traité qui a été proposé par la conférence aux deux parties contient beaucoup de modifications d'une nature très-importante.

Le gouvernement hollandais a déjà consenti à ce projet, quoique avec répugnance; mais aucune concession ultérieure d'aucune sorte ne pourrait maintenant être proposée par la conférence au gouvernement hol-

1839 landais, ou ne serait consentie de la part de ce gouvernement.

Les Belges ont donc à choisir maintenant entre le traité de 1831, auquel ils sont actuellement liés, et le traité modifié qui à été proposé à leur acceptation; et comme le traité modifié est de beaucoup plus avantageux à la Belgique que celui de 1831, le gouvernement de S. M. ne peut douter de la décision du gouvernement de la Belgique.

Par rapport aux points particuliers signalés par le ministre belge, je dois vous charger de faire observer que le droit actuellement proposé sur l'Escaut est beaucoup plus bas que celui stipulé par le traité de 1831, et est en réalité le montant précis du droit qui a été proposé et réclamé par les Belges eux-mêmes dans les négociations de 1833, et que, à cette époque, les marchands d'Anvers déclaraient être satisfaisant pour eux; et, quant à l'opinion du ministre belge, que, si la question territoriale était arrangée par la retraite des Belges des districts qui ne leur appartiennent pas, les cinq puissances ne seraient pas à même d'employer la coërcition pour amener la Belgique à payer la dette à la Hollande, vous l'assurerez que si le gouvernement belge agissait dans une pareille supposition, il se trouverait sérieusement abusé.

Vous communiquerez à M. de Theux copie officielle de cette dépêche.

PALMERSTON.

VIII.

Note du plénipotentiaire des Pays-Bas adressée à la conférence de Londres en date du 11 *Février* 1839.

Londres, le 11 février 1839.

Par la note que MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie ont fait l'honneur d'adresser, le 1er de ce mois, au soussigné plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, LL. EE. ont bien voulu l'engager à transmettre à sa cour l'invitation de leur part à retirer les troupes néerlandaises de l'extrême frontière, et à les disposer de telle sorte à ne plus donner lieu à l'appré-

hension d'une rencontre avec les troupes belges, ou au 1839
soupçon d'un dessein hostile.

„En réponse à ladite note, le soussigné est chargé de porter à la connaissance de LL. EE. que, déjà avant la réception de cette note, le gouvernement des Pays-Bas, partageant l'idée qui s'y trouve exprimée, a eu soin de modifier les cantonnements de ses troupes, de manière à prévenir de son côté, autant que possible, toute espèce de collision avec les Belges.

„Le soussigné saisit avec empressement cette nouvelle occasion pour renouveler à LL. EE. MM. les plénipotentiaires de cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, l'assurance de sa haute considération.

S. Dedel.

IX.

Note adressée à la conférence de Londres par le plénipotentiaire de la Belgique, en date du 11 *Février* 1839.

Londres, le 11 février 1839.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, a reçu de son gouvernement l'ordre de transmettre à LL. EE. MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, des détails précis sur la concentration des troupes belges du côté des frontières septentrionales du royaume, ainsi que l'augmentation successive de leur nombre. LL. EE. verront qu'il est impossible de reconnaître aucun symptôme d'un projet d'agression quelconque dans ces mesures, suite naturelle et indispensable des mouvements de l'armée hollandaise.

En effet, le mouvement opéré par la 3e division de l'armée belge, du 15 au 25 décembre dernier, n'a été qu'un changement de garnison motivé par la nécessité reconnue de renforcer celles de Namur, de Huy et de Liége. Mais ce mouvement concentré sur les rives de la Meuse supérieure ne pourrait être de nature à donner la moindre inquiétude à la Hollande. Par suite de ce déplacement de forces, qui laissait entièrement dégarnies les garnisons des Flandres, on fut obligé de rappeler deux régiments de réserve, qui allèrent

1839 remplacer dans ces provinces les troupes portées sur la Meuse, mais sans qu'il y ait eu pour cela augmentation numérique des garnisons de la Flandre. A la vérité, quelques corps durent en même temps, pour conserver l'ordre de bataille entre les divisions, prendre des cantonnements plus rapprochés de la frontière septentrionale du royaume; mais pour éviter même de donner aucun prétexte à la Hollande de prêter à ce mouvement une apparence quelconque d'hostilité, le nombre de troupes campées à Beverloo ne fut point augmenté, et le gouvernement belge préféra cantonner, en arrière de cette position, les corps que le mouvement de la 2e division sur Namur et Liége avait forcés d'étendre leurs cantonnements plus vers le nord.

Il n'y avait donc, en réalité, jusque-là, aucune augmentation des forces belges vers les frontières de la Hollande, aucun changement dans la position des armées respectives, et rien qui pût faire présumer, de la part de la Belgique, une pensée d'agression.

Les choses en étaient à ce point lorsque, dans les premiers jours de janvier, se répandit le bruit d'un mouvement de l'armée hollandaise vers la frontière septentrionale du Limbourg. Le premier avis en fut donné au gouvernement par le commandant de Venloo, sous la date du 8 janvier. Ce mouvement eut lieu, en effet, surtout le 11, et se continua les 14, 15 et 16 du même mois. Toute l'armée hollandaise, composée de bataillons et de détachements nombreux venus de l'intérieur de la Hollande, se concentra sur la gauche entre Tilbourg et Eindhoven, et borda l'extrême frontière du Limbourg, jusques en avant de Nimègue, de forces imposantes. Depuis ce moment, la ligne hollandaise, de ce côté, n'a cessé de recevoir des renforts, et de prendre une attitude de plus en plus hostile.

En présence de ces faits, et connaissant les bruits généralement répandus du rappel sous les armes des permissionnaires de l'armée hollandaise et de la *schuttery*, rappel qui pouvait doubler en peu de jours la force de cette armée, le gouvernement belge dut prévoir l'éventualité d'une agression et prendre des mesures pour s'y opposer. Car ce mouvement de concentration sur ce point, où aucun mouvement n'avait été fait par les troupes belges, et lorsque aucune augmentation numérique n'avait eu lieu parmi celles-ci, ces

forces portées sur la frontière septentrionale du Lim- 1839
bourg, entièrement dégarnie de soldats belges, et au nord de Venloo, dont la garnison n'avait reçu aucun accroissement, tous ces faits réunis présentaient le caractère d'un agression, et il était du devoir du gouvernement de se mettre en mesure de la repousser.

C'est de ce moment seulement, et du 16 au 20 janvier, que l'armée belge se concentra dans ses positions, porta des forces plus considérables au camp de Beverloo, et augmenta son effectif par le rappel sous les armes d'une partie de ses permissionnaires et de ses corps de réserve. Jusqu'au 15 janvier dernier, les deux armées continuèrent leurs mouvements, et renforcèrent respectivement leurs positions, mais sans que, de notre part, un seul mouvement pour nous porter en avant de nos positions défensives et vers la frontière hollandaise, ait pu donner lieu à l'interpréter sous le sens d'un projet d'agression.

Depuis ce jour, aucun changement n'a été effectué dans les positions de l'armée belge, et il n'y a plus eu aucune augmentation dans l'effectif de ses forces.

L'armée hollandaise concentrée sur notre extrême frontière n'a également rien changé à son attitude hostile. En présence d'un tel état de choses, la Belgique ne peut se dispenser d'attendre dans l'attitude militaire qu'elle a été forcée de prendre que la Hollande ait elle-même, par des dispositions nouvelles, écarté toute probabilité d'une agression de sa part.

Le soussigné a l'honneur, etc.

„Silvain Van de Weyer."

X.

Note de la conférence de Londres adressée au plénipotentiaire des Pays-Bas, en date du 12 Février 1839.

Foreign-Office, le 12 février 1839.

Les soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont reçu la note que M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas leur a fait l'honneur de leur adresser en date d'hier, en réponse à l'invitation faite par la conférence au gouvernement néerlandais de prendre les

1839 dispositions nécessaires pour écarter toute chance d'une collision entre ses troupes et les troupes belges. M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Pays-Bas verra par la note ci-jointe, en copie, du plénipotentiaire belge, les explications que le gouvernement de S. M. le roi des Belges donne au sujet des mouvements de ses troupes du côté de la frontière, et d'où il résulte qu'à la suite des dispositions arrêtées par S. M. le Roi des Pays-Bas, on peut compter que des mesures analogues seront prises en Belgique. Dans l'état actuel des choses, les soussignés croiraient manquer aux devoirs que leur impose la sollicitude de leurs cours pour le maintien de la tranquillité générale, s'ils n'invitaient le gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, de la manière la plus pressante, à faire cesser sans retard les armements extraordinaires qui ont eu lieu dans ses Etats, en renvoyant dans leurs foyers les réserves et les permissionnaires appelés sous les drapeaux, et en remettant l'armée sur le pied où elle a été au 1er octobre dernier.

Les soussignés adressent une pareille invitation au gouvernement belge, par la note ci-jointe en copie; et en engageant les deux parties à exécuter les mesures indiquées avant la fin du mois courant, ils s'attendent à recevoir, sans aucun délai, une réponse satisfaisante du cabinet de la Haye, afin de pouvoir en faire part en temps utile à celui de Bruxelles, dont la déclaration sera egalement communiquée, sans perte de temps, au gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas.

Les Soussignés saisissent cette occasion pour avoir l'honneur de renouveler à S. E. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas l'assurance de leur haute considération.

SENFFT. H. SEBASTIANI. PALMERSTON. BULOW. POZZO DI BORGO.

(La note adressée au plénipotentiaire de la Belgique par la conférence de Londres, était conforme en tous points à celle adressée au plénipotentiaire des Pays-Bas).

XI. 1839

Note adressée à LL. EE. MM. les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, réunis en conférence à Londres par le plénipotentiaire des Pays-Bas, en date du 25 *Février* 1839.

„Londres, le 25 Février 1839.

„Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, a eu l'honneur de recevoir la note de LL. EE. MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, du 12 de ce mois, contenant l'invitation au gouvernement du Roi de faire cesser les armements extraordinaires qui ont eu lieu dans ses Etats, en renvoyant dans leurs foyers les permissionnaires appelés sous les drapeaux, et en remettant l'armée sur le pied où elle a été au 1er octobre dernier.

„La cour de La Haye, ayant pris connaissance de cette note, a cru ne pouvoir mieux y répondre que par un simple exposé des faits.

„Il est de notoriété publique que les mesures de précaution adoptées dans les derniers temps par le gouvernement des Pays-Bas, datent seulement du commencement de l'année actuelle et sont postérieures de plusieurs mois aux armements belges. Elles n'en furent dès lors que la conséquence inévitable, quoique tardive, et se bornèrent à la dislocation de quelques bataillons, à laquelle, pour assurer le service dans les places fortes, est venu se joindre plus tard l'appel des permissionnaires de la milice de 1832 et de ceux de la classe de 1833, laquelle avait été envoyée en congé dans les derniers mois de l'année 1838; mais il n'a pas été question de l'appel de la *schuttery* ni de la réserve.

„L'esprit de conciliation qui a dicté les réponses du cabinet néerlandais aux communications de MM. les plénipotentiaires des cinq puissances, du 23 janvier et du 1er février, leur présente un gage nullement équivoque de ses intentions pacifiques; mais il n'a pu se dispenser de remplir le devoir sacré et imprescriptible de tout gouvernement, celui de veiller à la sûreté du territoire, en proportionnant, bien que sur une échelle

néerlandais pourrait co
en diminuant ses moye
Belgique, qui a pris l'i
plus considérables que l
une position pacifique.

„Le soussigné crainc
cieux de MM. les plénip
de France, de la Grand
Russie, en se permettant
sur une matière dont leu
mier abord, apprécier la
pressement cette occasio
l'assurance de sa haute c

Note du Plénipotentia
sée à la conférence

14 *Av*

Le soussigné, envoy
plénipotentiaire de Sa Ma
de Sa Majesté Britannique,
Leurs Excellences les plé
France, de la Grande-Breta
des propositions (annexes
ranties dues aux population

1. L'article 2 porte que la route d'Arlon à Bastogne appartiendra à la Belgique, et le village de Martelange au grand-duché de Luxembourg: dispositions contradictoires, car le village de Martelange est à cheval sur la route, et en majeure partie à sa gauche en partant d'Arlon. Le soussigné renvoie à la note ci-jointe (annexe D), qui renferme des détails précis sur l'état des lieux. Il est d'ailleurs physiquement impossible de détourner la route, qui, en ce point, présente un caractère tout particulier. La stipulation qui attribue à la Belgique la route d'Arlon à Bastogne est le principe; la disposition qui conserve Martelange au grand-duché n'est qu'une conséquence: conséquence opposée au principe qui sert de point de départ. Il est évident que, dans l'exécution, c'est le principe qui devra prévaloir et l'emporter dans l'esprit des commissaires démarcateurs. Toutefois, une déclaration à cet égard préviendrait des difficultés, en même temps qu'elle rassurerait les commissaires démarcateurs sur le sens du dernier paragraphe de l'article 2, qui les concerne. 1839

2. D'après le *statu quo* existant pour l'Escaut, la navigation de ce fleuve est exempte de tout droit; mais, considérée comme de tolérance par le gouvernement néerlandais, de fait presque exclusivement en possession du régime fluvial, elle semble dépourvue de garanties. L'article 9, destiné à faire cesser ce *statu quo*, contient deux genres de stipulations; il établit un péage au profit de la Hollande, et des garanties en faveur de la Belgique et de la navigation en général. Les garanties sont inséparablement liées à la perception du péage; il est impossible que le *statu quo* cesse quant à l'absence du péage, et subsiste quant au défaut de garanties, les obligations étant dépendantes du droit. La perception de ce droit commencera immédiatement; il faut aussi que les dispositions garantissantes aient immédiatement leur effet, en attendant que le règlement général en ait déterminé l'exécution définitive. Il est donc entendu, par exemple, que, du jour où le droit sera payé, la surveillance commune, stipulée par le § 2, sera introduite, que les commissaires nécessaires à cet effet seront nommés de part et d'autre, que le pilotage sera facultatif à l'instant même, sauf régularisaton pour le service définitif.

3. Le § 3 de l'article 9 stipule un droit unique

1839 pour le trajet, par l'Escaut ou le canal de Terneuzen, de la pleine mer *en Belgique*, ou de la Belgique à la pleine mer; ainsi, en considération du trajet par le canal de Terneuzen, les navires devront le droit en entier, bien qu'ils ne se soient servis de l'Escaut que sur une étendue de quatre lieues environ. La Hollande, percevant ainsi le droit dans son intégralité, y trouve le dédommagement de l'entretien du canal que la Belgique, de son côté, entretient de la frontière hollandaise à Gand, sans percevoir de droit, le péage étant unique. La Belgique se plaît à déclarer que c'est dans ce sens qu'elle entend, de sa part et de la part du gouvernement néerlandais, l'exécution de cette disposition. Entendre autrement l'article 9 serait exiger, pour un trajet de quatre lieues, une somme aussi forte que pour un trajet de dix-huit, et placer Gand dans une position très-désavantageuse par rapport à Anvers, en négligeant même les intérêts de Terneuzen, point de la Flandre zélandaise pour lequel le transit vers Gand doit être d'une si grande importance. En mettant Gand et Anvers, relativement au péage, sur la même ligne dans le système de navigation qui rattache ces deux villes à la mer, la conférence n'a fait qu'appliquer la pensée à laquelle est due la voie directe de Gand à la mer.

4. La conférence, en stipulant un droit unique sur la navigation de l'Escaut, a sans doute voulu que, pour calculer ce droit, les conditions de navigation fussent les mêmes pour toutes les nations. Le principe de l'uniformité est donc évident; ce qui peut le paraître moins, c'est la règle d'après laquelle ce droit uniforme sera évalué: c'est sur le deuxième point que les opinions ont besoin d'être fixées. Il doit, en outre, être entendu que l'application du droit est subordonnée aux distinctions admises dans la pratique générale, que notamment les bateaux à vapeur ne sont imposés qu'à raison de la marchandise et non de la capacité totale, et que les bateaux remorqueurs sont exempts de tout droit.

5. La quote-part de la dette assignée à la Belgique comprend une rente de 600,000 florins pour avantages commerciaux, au nombre desquels il faut ranger son admission à la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin. Néanmoins, elle subit, en outre, des péages qui, selon le § 5 de l'article 9, doivent être

modérés et les mêmes pour le commerce des deux pays: 1839
ce qui assure, dans tous les cas, au commerce belge la condition de la nation la plus favorisée. Par le § 6, il est réservé au règlement général de fixer le montant *permanent et définitif* de ces péages. L'admission de la Belgique à la navigation des eaux intérieures ne pouvant être ajournée qu'après la rédaction de ce règlement, et le principe de péages communs étant posé, il en résulte que la Belgique, mise immédiatement en jouissance, participe à la navigation des eaux intérieures, aux mêmes conditions que les navires néerlandais, en supportant provisoirement les droits que payent ou que payeraient, d'après les tarifs existants, ces derniers, naviguant par ces eaux entre Anvers et le Rhin.

6. La conférence, en prescrivant, dans certains cas exceptionnels, aux navires de se faire accompagner par des gardes de santé, a subordonné l'accomplissement de cette formalité à la condition qu'il n'y aurait ni entrave ni retard. Il faut donc que le service sanitaire soit organisé de manière que cette condition subsiste; il faudra notamment que, dans ces circonstances d'exception, les gardes de santé passent sur le navire qui se signale comme suspect, avec assez de promptitude pour qu'il ne soit pas nécessaire de jeter l'ancre, ni d'exposer le navire à un danger quelconque.

7. Il eût été à désirer que la conférence eût fixé un délai endéans lequel les deux parties eussent eu à convenir du règlement général sur l'Escaut, et qu'elle eût déterminé le recours à prendre en cas de dissentiment. Cette omission, toutefois, est moins importante, la mise en possession de la Belgique, des avantages assurés en sa faveur, étant immédiate, et le gouvernement du Roi des Belges pouvant compter, au besoin, sur la garantie générale d'exécution stipulée par les cinq grandes puissances.

8. La conférence ayant eu pour but d'assurer le droit de naviguer sur l'Escaut, il est évident que ce droit emporte celui de stationner librement, si les vents, les glaces ou d'autres circonstances l'exigent, dans toutes les eaux du fleuve et de ses embouchures. Si la conférence n'a pas exprimé ces conséquences du droit, c'est qu'elles ressortaient et du principe et des règles générales du droit des gens: les nier serait nier le principe même. C'est donc dans cet esprit que devra être

1839 rédigé le règlement général, acte important qui doit servir de complément à l'article 9; c'est aussi dans cet esprit que l'article devra recevoir son application avant la rédaction du règlement.

9. L'article 12, dans les cas où il serait construit en Belgique une nouvelle route ou creusé un canal qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis du canton hollandais de Sittard, stipule en faveur de la Belgique le droit, en se conformant à certaines formalités, de faire prolonger cette route ou ce canal jusqu'aux frontières d'Allemagne. Il est incontestable que le mot *route*, surtout opposé au mot *canal*, s'entend de toute communication autre que celle d'un canal, et notamment d'un *chemin de fer*. Si le gouvernement belge regarde une explication sur ce point comme n'étant pas sans utilité, c'est qu'il n'est pas parvenu à rassurer des intérêts privés qui se sont adressés à lui.

10. L'article 25 du traité destiné à être conclu entre Leurs Majestés le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas, en stipulant paix et amitié entre Leurs Majestés, leurs héritiers et successeurs, a fait naître une observation par le rapprochement de cet article avec l'article 26 des traités conclus le 15 novembre 1831, par Sa Majesté le Roi des Belges, avec Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies; observation sur laquelle le soussigné croit ne pas devoir insister, le mot *à perpétuité* constituant une véritable rédondance dans le texte même, et la disposition se trouvant d'ailleurs renforcée par l'article 6, portant que chaque partie renonce *à jamais* à toute prétention sur les territoires assignés à l'autre, et par l'article 7 qui déclare la Belgique *perpétuellement* neutre.

Le soussigné, en plaçant sous les yeux de Leurs Excellences cette note et les trois propositions qui la complètent, croit avoir mis la conférence à même d'amener immédiatement la solution définitive de la question hollando-belge. Il prie Leurs Excellences d'agréer les assurances de sa plus haute considération.

Londres, 14 avril 1839.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

Annexe A. — *Garanties pour les populations du Limbourg et du Luxembourg.* 1839

Il est entendu que les habitants des parties du Limbourg et du Luxembourg qui retournent sous la domination du Roi Grand-Duc conserveront leurs libertés religieuses, et qu'il leur sera accordé des institutions en rapport, soit avec la loi fondamentale des Pays-Bas; soit avec les statuts fédéraux de l'Allemagne *).

---

*) A l'appui de la proposition concernant les garanties civiles et religieuses dues aux populations du Limbourg et du Luxembourg, le plénipotentiaire belge a mis sous les yeux de la conférence, à la suite de l'annexe A, les divers extraits qui suivent:

Traité de Paix de Nimègue, 10 *Aout* 1678.

Art. IX. Lesdits seigneurs états généraux promettent que toutes choses qui concernent l'exercice de la religion catholique romaine, et la jouissance des biens de ceux qui en font profession, seront rétablies et maintenues, sans aucune exception, dans ladite ville de Maestricht et ses dépendances, en l'état comme elles étaient réglées par la capitulation de l'an 1632, et que ceux qui auront été pourvus de quelques biens ecclésiastiques, canonicats, personnats, prévotez et autres bénéfices, y demeureront établis et en jouiront sans aucune contradiction.

Traité de Ryswick, *en* 1697.

Art. IV. Seront restitués, surtout à Sa Sacrée Majesté Impériale et à l'Empire et à ses Etats et Membres, par Sa Majesté Très-Chrétienne, tous les lieux et droits occupés tant pendant la guerre par les voies de fait, que sous le nom d'union et de réunion, qui sont situées hors de l'Alsace, ou contenues dans la liste des réunions qui a été produite par l'ambassade française, de manière que les décrets, arrêts et déclarations qui ont été rendus pour cet objet par les chambres de Metz et de Besançon et par le conseil de Brisach, sont cassés, et que tout sera remis dans l'état où cela était avant lesdites occupations, cessions ou réunions, pour n'être plus troublés ou inquiétés; néanmoins, la religion catholique romaine restera, dans les lieux ainsi restitués, dans l'état où elle est présentement.

Traité de Paris, 10 *Février* 1763.

Traduction de l'anglais.

Art. IV. Sa Majesté Très-Chrétienne renonce à toutes les prétentions qu'elle a formées jusqu'ici ou qu'elle pourrait avoir formées sur la Nouvelle-Ecosse ou l'Acadie, en toutes ses parties, et la garantit tout entière et avec ses dépendances, au Roi de la Grande-Bretagne; de plus, Sa Majesté Très-Chrétienne cède et garantit à Sadite Majesté Britannique, en plein droit, le Canada

1839 *Annexe* B. — *Proposition d'un mode spécial de payement sur l'Escaut.*

Les droits de navigation sur l'Escaut seront acquittés à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas par Sa Majesté

---

avec toutes ses dépendances, aussi bien que l'île du cap Breton, et toutes les autres îles et côtes dans le golfe et fleuve de Saint-Laurent, et en général, tout ce qui dépend desdits pays, terres, îles et côtes, avec la souveraineté, propriété, possession et tous les droits acquis par traité ou autrement, que Sa Majesté Très-Chrétienne et la couronne de France ont eus jusqu'ici sur lesdits pays, terres, îles, places, côtes et leurs habitants, de façon que le Roi Très-Chrétien cède et délaisse le tout audit Roi, à la couronne de la Grande-Bretagne, et cela dans la forme et manière la plus ample, sans restriction et sans la liberté de revenir sur ladite cession et garantie, sous aucun prétexte, ou de troubler la Grande-Bretagne dans les possessions ci-dessus mentionnées. Sa Majesté Britannique, de son côté, convient d'accorder le libre exercice de la religion catholique aux habitants du Canada; elle donnera, en conséquence, les ordres les plus précis et les plus efficaces pour que ses nouveaux sujets catholiques romains puissent professer le culte de leur religion, suivant les rites de l'Eglise romaine, autant que les lois de la Grande-Bretagne le permettent.

Ratification faite à Madrid, le 2 mai 1713, du traité d'Utrecht, du 11 avril, même année.

La partie du haut quartier de Gueldre, dite Gueldre espagnole..., que ledit seigneur, Roi de Prusse, occupe et possède actuellement, lui est cédée à perpétuité... Cette cession ainsi faite avec cette clause expresse que l'état de la religion catholique subsistera dans lesdits lieux cédés, en tout et partout, tel qu'il était avant leur occupation, et sous la domination des rois d'Espagne, sans que ledit seigneur, Roi de Prusse, y puisse rien changer.

Congrès d'Utrecht, 1713.

Art. IX. Des demandes prussiennes.

Comme plusieurs Français de la religion réformée, ayant été obligés de quitter la France, se sont réfugiés sous l'obéissance de Sa Majesté, et sont devenus ses sujets par droit de naturalisation, bourgeoisie et autres, et qu'entre ces réfugiés quelques-uns ont laissé, en France, leurs maris, femmes, enfants, pères, mères et autres proches parents, et que plusieurs y ont acquis depuis des biens par succession, hérédité, ou autrement, sans avoir pu les retirer et en jouir, Sa Majesté, en conséquence de la protection qu'elle doit à ses sujets, demande: 1° qu'il soit permis à ces maris, femmes, enfants, pères, mères ou autres proches parents desdits réfugiés, de sortir librement de France, et de venir rejoindre leurs maris femmes, enfants, pères, mères ou autres proches pa-

le Roi des Belges, à la décharge de tous les pays indistinctement, au moyen d'une somme consistant dans une rente fixe et un supplément éventuel et variable. 1839

---

rents établis sous l'obéissance de Sa Majesté; 2° la restitution de tous les biens, meubles et immeubles, appartenant de droit, tant auxdits réfugiés qu'à leurs descendants nés sous l'obéissance de Sa Majesté, ou à leurs héritiers qui y sont; 3° que lesdits réfugiés et leurs descendants nés sujets de Sa Majesté, seront considérés et réputés en toute manière comme de véritables sujets de Sa Majesté, et qu'ainsi ils jouissent, tant en France que dans toute l'étendue de sa domination, de tous droits, priviléges, franchises, immunités, libertés et avantages dont les autres sujets du Roi doivent jouir, sans aucune exception ni réserve. Sa Majesté souhaite de plus qu'il plaise à Sa Majesté Très-Chrétienne d'accorder, en considération de l'amitié qui doit être rétablie par la paix, la liberté de la conscience à ceux de la religion réformée qui resteront en France, comme aussi de faire élargir et remettre en liberté tous ceux qui, à cause de la religion réformée, sont détenus dans les prisons, couvents, galères ou autres lieux.

Traité de Francfort, du 22 Juillet 1744, entre l'Empereur et la Prusse.

Art. VI. Sa Majesté Prussienne promet et s'engage le plus fortement qu'il est possible, elle, ses héritiers et descendants à l'infini, de maintenir la religion catholique et l'exercice d'icelle dans les pays qui sont cédés, de la même manière qu'elle y est présentement établie, sans pouvoir jamais y faire le moindre changement ni la moindre innovation, sous quelque prétexte, motif ou raison que ce puisse être.

Traité de Fontainebleau, du 8 Novembre 1785.

Art. XXI. Il sera libre aux sujets respectifs de se retirer des pays qui viennent d'être cédés réciproquement, et ceux qui y resteront jouiront du libre exercice de leur religion. Les deux puissances pourvoiront respectivement à la compétence et à l'entretien des desservants de leurs églises.

Traité de paix de Kiel, entre le Danemarck et la Suède (1814).

Art. V. Sa Majesté le Roi de Suède s'engage, par conséquent, de la manière la plus formelle, de laisser jouir, pour le futur, les habitants du royaume de Norwége et de ses dépendances, de toutes les lois, libertés, et de tous les droits et priviléges maintenant existants.

Huit articles de Londres (1814).

Art. I. Cette réunion devra être intime et complète, de façon que les deux pays ne forment qu'un seul et même Etat,

1839 Cette somme sera payée par douzièmes, le premier de chaque mois, par anticipation, au consul néerlandais à Anvers, par un agent du gouvernement belge.

---

régi par la constitution déjà établie en Hollande, et qui sera modifiée, d'un commun accord, d'après les nouvelles circonstances.

Art. II. Il ne sera rien innové aux articles de cette constitution qui assurent à tous les cultes une protection et une faveur égales, et garantissent l'admission de tous les citoyens, quelle que soit leur croyance religieuse, aux emplois et offices publics.

Art. III. Les provinces Belgiques seront convenablement représentées à l'assemblée des états généraux, dont les sessions ordinaires se tiendront, en temps de paix, alternativement dans une ville hollandaise et dans une ville de la Belgique.

Art. IV. Tous les habitants des Pays-Bas, se trouvant ainsi constitutionnellement assimilés entre eux, les différentes provinces jouiront également de tous les avantages commerciaux et autres que comporte leur situation respective, sans qu'aucune entrave ou restriction puisse être imposée à l'une au profit de l'autre.

Art. V. Immédiatement après la réunion, les provinces et les villes de la Belgique seront admises au commerce et à la navigation des colonies sur le même pied que les provinces et les villes hollandaises.

Art. VI. Les charges devant être communes, ainsi que les bénéfices des dettes contractées jusqu'à l'époque de la réunion, par les provinces hollandaises d'un côté, et de l'autre, par les provinces Belgiques, seront à charge du trésor général des Pays-Bas.

Art. VII. Conformément aux mêmes principes, les dépenses requises pour l'établissement et la conservation des fortifications sur la frontière du nouvel Etat, seront supportées par le trésor général, comme résultant d'un objet qui intéresse la sûreté et l'indépendance de toutes les provinces et de la nation entière.

Art. VIII. Les frais d'établissement et d'entretien des digues resterent pour le compte des districts qui sont plus directement intéressés à cette partie du service public, sauf l'obligation de l'Etat général à fournir des secours en cas de désastre extraordinaire, le tout ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent en Hollande.

Le ministre de Nagell, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, déclara, sous la date du 21 juillet 1814, qu'il était autorisé par le prince souverain des Pays-Bas Unis à accepter la souveraineté des provinces Belgiques sous les conditions contenues dans les huit articles.

Déclaration des puissances sur les affaires de la confédération helvétique, du 20 *mars* 1815.

Art. IV. Les habitants de l'évêché de Bâle, et ceux de Bienne, réunis aux cantons de Berne et de Bâle, jouiront à tous égards, sans différence de religion (qui sera conservée dans l'état présent), des mêmes droits politiques et civils, dont jouissent et pourront jouir les habitants des anciennes parties desdits cantons

La rente fixe est de 240,000 florins; elle ne pourra 1839
être inférieure à cette somme, et sera due quand même le tonnage annuel n'aurait point atteint ce chiffre.

En conséquence, ils concourront avec eux aux places de représentants et aux fonctions, suivant les constitutions cantonnales. Il sera conservé à la ville de Bienne, et aux villages ayant formé sa juridiction, les priviléges municipaux compatibles avec la constitution et les règlements généraux du canton de Berne.

Traité entre la Prusse et la Saxe, du 18 *mai* 1815.

(Traduction).

Art. XVI. Les communautés, corporations et établissements religieux et d'instruction publique qui existent dans les provinces et districts cédés par Sa Majesté le Roi de Saxe à la Prusse, ou dans les provinces et districts qui restent à Sa Majesté Saxonne, conserveront, quel que soit le changement que leur destination puisse subir, leurs propriétés, ainsi que les redevances qui leur appartiennent d'après l'acte de leur fondation, ou qui ont été acquises depuis par eux, par un titre valable devant les lois, sous les deux dominations prussienne et saxonne, sans que l'administration et les revenus à percevoir puissent être molestés ni d'une part, ni de l'autre, en se conformant toutefois aux lois et en supportant les charges auxquelles toutes les propriétés ou redevances de la même nature sont sujettes dans le territoire dans lequel elles se trouvent.

Acte pour la constitution fédérative de l'Allemagne, du 8 *juin* 1815.

(Traduction).

Art. XVI. La différence des confessions chrétiennes dans les pays et territoires de la confédération allemande n'en entraînera aucune dans la jouissance des droits civils et politiques. La diète prendra en considération les moyens d'opérer, de la manière la plus uniforme, l'amélioration de l'état civil de ceux qui professent la religion juive en Allemagne, et s'occupera particulièrement des mesures par lesquelles on pourra leur assurer et leur garantir, dans les Etats de la confédération, la permanence des droits civils, à condition qu'ils se soumettent à toutes les obligations des autres citoyens. En attendant, les droits accordés déjà aux membres de cette religion par tel ou tel Etat en particulier leur seront conservés.

Acte du congrès de Vienne, du 9 *juin* 1815.

Art. I. Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder.

Art. LXXXVIII. Les Génois jouiront de tous les droits et

1839 Si, à l'expiration d'une première période de trois ans, commençant au 1er juillet 1839, le tonnage moyen de ces trois années offrait un chiffre supérieur à la rente fixe susindiquée, le gouvernement belge payerait, pendant la deuxième période de trois ans, c'est-à-dire, à partir du 1er juillet 1842, outre la rente fixe, et toujours par douzièmes, un supplément égal à l'excédant de la première période.

Si, à l'expiration de la deuxième période, on constatait de nouveau un excédant du chiffre moyen du tonnage sur la rente fixe, le gouvernement belge payerait également, pendant la nouvelle période de trois ans, c'est-à-dire à partir du 1er juillet 1845, la rente fixe et un supplément; et ainsi de suite, toujours en ayant égard, pour fixer le supplément, au chiffre moyen de la dernière période de trois ans.

Pour évaluer le tonnage annuel, on supposera les bateaux à vapeur imposés seulement à raison de la marchandise et non de leur capacité totale, et les bateaux remorqueurs totalement exempts: on déduira du nombre total les navires néerlandais.

Si le gouvernement belge négligeait ou refusait d'acquitter directement la rente et éventuellement le supplément, le gouvernement néerlandais aurait le droit de percevoir les péages de chaque navire, conformément au §. 3 de l'art. 9.

Annexe C. — *Proposition pour une réduction de dette.*

NOTE.

Parmi les éléments des calculs auxquels la conférence s'est livrée pour arriver à la fixation, à 5 millions de florins, du chiffre de la dette de la Belgique envers la Hollande, figure encore, ainsi que cela se trouve exposé dans la note du plénipotentiaire belge,

---

priviléges spécifiés dans l'acte intitulé: *Conditions qui doivent servir de bases à la réunion des Etats de Gênes à ceux de Sa Majesté Sarde;* et ledit acte, tel qu'il se trouve annexé à ce traité général, sera considéré comme partie intégrante de celui-ci et aura la même force et valeur que s'il était textuellement inséré dans l'article présent. (Voir cet acte, pages 356, 363 du tome VIII du recueil de Schoell.)

du 4 janvier dernier, une annuité d'un million de florins pour la dette dite française. 1839

Il a cependant été établi, de la manière la plus patente et la plus authentique, tant dans la correspondance diplomatique que par le mémoire de la commission des finances, et les notes et discussions verbales des commissaires du gouvernement à Londres, que cette dette avait été remboursée par la convention du 25 avril 1818, en majeure partie au moyen de créances belges.

En persistant à grever encore la Belgique de ce chef, les plénipotentiaires des cinq cours lui refuseraient la seule application qui puisse lui être faite du principe de confusion de bénéfices, invoqué par la conférence elle-même, et posé dans l'art. 6 du protocole annexé à l'acte de Vienne, tandis que, dans toutes les circonstances favorables à la Hollande, cette puissance a profité, de la manière la plus large, des avantages de ce même principe.

A l'appui de cette dernière observation, on peut faire remarquer qu'on a refusé à la Belgique tout concours au partage de la marine de guerre et du matériel des arsenaux, et qu'on ne lui a tenu aucun compte de ce qu'elle a payé chaque année, pendant l'existence de la communauté, à la décharge de la Hollande, pour les intérêts de l'énorme dette que celle-ci avait apportée dans cette communauté, et dont il a été amorti une bonne partie aux dépens de la Belgique.

Toutefois, entrant dans les considérations qui ont porté la conférence à terminer le différend hollando-belge par un chiffre transactionnel sur l'ensemble du partage des dettes, et voulant donner aux cinq cours un nouveau témoignage de son désir de paix et de conciliation, le gouvernement belge se borne à demander une nouvelle réduction de fl. 400,000, qui ne porterait plus le chiffre de la dette proprement dite (c'est-à-dire, abstraction faite des 600,000 florins pour prix d'avantages de commerce et de navigation, dont il va être question ci-après) qu'à quatre millions de florins.

Il est un autre fait sur lequel le gouvernement belge attire l'attention spéciale, et invoque l'équité de la conférence; c'est sur la confusion dans le chiffre de la dette, et dans le transfert des rentes et capitaux des

1839 fl. 600,000 dont il vient d'être fait mention, pour prix d'avantages commerciaux.

L'étendue de ces avantages n'est point explicitement stipulée dans le traité; mais, en tout cas, rien n'y indique qu'une portion quelconque de la dette ait pour cause ou destination le payement de ce prix.

Il serait donc logique et juste que cette somme fît l'objet d'un article spécial du traité; et le gouvernement belge insiste avec d'autant plus de force sur cette demande, que déjà les plénipotentiaires d'Angleterre et de France, qui en comprenaient la valeur et la justesse, avaient promis aux commissaires belges leurs bons offices à cet égard. Il est entendu, en outre, que le payement de la rente n'aura lieu qu'à partir de l'époque où s'opérera l'échange des ratifications.

Annexe D. — *Note relative à Martelange.*

L'article 2 du traité du 15 novembre est ainsi conçu:

„Dans le grand-duché de Luxembourg, les limites du territoire belge seront telles qu'elles sont décrites ci-dessous:

„A partir de la frontière de France, entre Rodange, qui restera au grand-duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue, et *la route d'Arlon à Bastogne*, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge, et Clémency, qui restera au grand-duché de Luxembourg, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au grand-duché. De Steinfort, cette ligne sera prolongée dans la direction d'Eischen, Hecbus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé jusqu'à Martelange; Hecbus, Guirsch, Grende, Nothomb et Parette devant appartenir à la Belgique, et Eischen, Ober-Pallen, Perlé et Martelange au grand-duché. De Martelange, ladite ligne descendra le cours de la Sûre dont le Thalweg servira de limite entre les deux Etats jusque vis-à-vis Tintange."

Les stipulations qui précèdent avaient évidemment pour but de laisser à la Belgique la communication entière et *continue* de Bruxelles vers la France, que l'on suit aujourd'hui pour se rendre à Metz, en pas-

sant par Namur, Marche, Bastogne, *Martelange*, Arlon, Messancy, Aubange, Longwy, etc. 1839

Le texte même de l'article le prouve suffisamment. En effet, il est dit qu'il sera tiré une ligne laissant à la Belgique *la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon et sa banlieue et la route d'Arlon à Bastogne.*

En partant de cette disposition, qui constitue le principe, le village de Martelange ne saurait faire partie du grand-duché de Luxembourg. Il doit nécessairement rester à la Belgique, parceque la grande route passe à *travers ce village*, et laisse même la plus grande agglomération de maisons à sa gauche avec l'église. Ce qui a pu donner lieu à la contradiction que présente le texte, c'est la position assignée au village de Martelange, sur la plupart des cartes, par rapport à la grande route de Namur à Arlon: suivant ces cartes, ce village se trouve placé entièrement sur la droite et en dehors de la route, ce qui est une erreur de fait, due sans doute à la récente construction de cette route, construction postérieure à la publication de la grande carte de Ferraris, que l'on s'est borné à copier servilement, sans jamais s'enquérir des changements survenus depuis et constituant l'état définitif des lieux.

La communication indiquée sur la carte de Ferraris n'était pas une véritable route: en partant de Luxembourg, la route s'arrêtait un peu au delà d'Arlon; de ce point jusqu'à Bastogne et Marche, il n'existait plus de communication régulièrement ouverte et assurée; les voitures de roulage et les messageries suivaient le terrain naturel jusque près de Marche; mais elles rencontraient dans le trajet des obstacles presque insurmontables, notamment pour descendre dans le vallon de la Sûre à Martelange, et atteindre ensuite le point culminant du versant de gauche de ce vallon. Là, il fallait gravir deux coteaux présentant des inclinaisons de 20 à 25 pour cent, ce qui exigeait parfois l'emploi de 30 à 40 chevaux.

L'administration française, reconnaissant l'impérieuse nécessité de faire disparaître cet obstacle, entreprit l'abaissement des côtes de Martelange. Cet ouvrage, véritable chef-d'oeuvre de l'art, ne fut complétement terminé que de 1808 à 1809. Il exigea une dépense considérable; car la route, taillée presque entièremen

1839 dans le roc, a dû être établie à mi-côte, afin de pouvoir lui donner une pente de 5 centimètres par mètre.

L'intervention du gouvernement français dans l'établissement de la route d'Arlon à Namur par Bastogne se borna à l'abaissement des côtes de Martelange; le surplus de cette communication de Martelange à Arlon, et de Martelange à Marche, fut exécuté sous le gouvernement des Pays-Bas.

Par suite des travaux faits à Martelange, le village de ce nom se trouve placé à cheval sur la grande route, et, si, aux termes de l'art. 2, ce village devait appartenir au grand-duché de Luxembourg, il y aurait solution de continuité pour la route, ce qui serait contraire à la pensée de la conférence et au principe qui lui sert de point de départ; l'on sait d'ailleurs que la Belgique n'a que cette seule communication pour atteindre la frontière de France du côté de Longwy.

Il serait matériellement impossible de détourner la route, qui, en ce point, offre un caractère tout particulier: ce n'est pas dans l'intérêt de Martelange que l'on a fait passer à grands frais la route par ce village; c'est que l'on ne pouvait passer ailleurs.

XIII.

Réponse de la conférence de Londres à la note précédente, en date du 18 *Avril* 1839.

Foreign-Office, 18 avril 1839.

Les soussignés, plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont reçu la note, accompagnée de plusieurs annexes, que M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges leur a fait l'honneur de leur adresser le 14 du courant, et ils se félicitent de reconnaître, par le contenu de cette pièce, que les dispositions qui animent le gouvernement belge sont de nature à promettre la solution immédiate et définitive de la question hollando-belge.

Les soussignés sont dans le cas de répéter, relativement aux objets touchés dans les trois premières annexes de la note de M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, ce qu'ils ont eu l'honneur de lui déclarer dans leur note du 4 février, savoir: qu'au point où en est aujourd'hui la négociation, et depuis

l'adhésion pure et simple donnée par S. M. le Roi des Pays-Bas aux actes du 23 janvier, ils ne sauraient entrer en discussion sur aucune nouvelle proposition, et que les dispositions desdits actes, ainsi que leur texte, ne sont plus susceptibles d'aucun changement ni ne peuvent recevoir aucune addition. 1839

Les soussignés ne sauraient, en conséquence, admettre la stipulation proposée dans l'annexe A, au sujet des libertés religieuses et politiques réclamées en faveur des habitants des parties du Limbourg et du Luxembourg qui retournent sous la nomination du Roi grand-duc. Ils observent que lesdites libertés qui, par leur nature, sont exclusivement du ressort du régime intérieur des Etats auxquels, sous un point de vue légal, les territoires en question n'ont point cessé d'appartenir, trouvent leur garantie, soit dans la loi fondamentale du royaume des Pays-Bas, auquel une partie desdits territoires est destinée à être réunie, soit dans les dispositions des actes formant la constitution fédérative de l'Allemagne, qui sont applicables au grand-duché de Luxembourg, en sorte que la réclamation de M. le plénipotentiaire belge se trouve effectivement sans objet.

Quant à la proposition, développée dans l'annexe B, d'un mode de payement à effectuer de gouvernement à gouvernement, pour remplacer la perception directe du droit de tonnage sur l'Escaut, les soussignés, sans méconnaître ce que ce mode semblerait présenter d'avantages et de facilités pour les deux parties intéressées, ne sauraient, par les raisons ci-dessus mentionnées, considérer cette question comme susceptible d'être traitée par eux, tandis qu'il dépendra des gouvernements belge et néerlandais de s'entendre de gré à gré à ce sujet, lorsqu'ils le jugeront conforme à leurs intérêts. L'impossibilité où les soussignés se trouvent placés d'admettre un changement dans les dispositions des actes du 23 janvier, s'applique également à la quotité de la rente imposée à la Belgique du chef de la dette commune, aux éléments qui ont servi de base à l'établissement de cette rente, et au terme où elle doit commencer; objets dont traite l'annexe C de la note de M. le plénipotentiaire belge.

Obligés d'écarter tout ce qui renfermerait une stipulation nouvelle, ou une modification des actes du 23 janvier, les soussignés se sont appliqués à l'examen

qui pourront en résult
cet objet à la satisfacti

Ad 2. Les droit
caut, accordés aux de
par le traité, tels que
de tonnage d'une part,
commune, ainsi que
doivent trouver leur ap
des ratifications du trai
ment à intervenir, que
d'exercer ces mêmes dr
venable dans l'intérêt r

Ad 3. Le droit
gouvernement néerlanda
et de ses embouchures,
sance et de transit, le
être pris en considératic
il a été entendu que les
que pour se rendre à la
haute mer pour se rendi
et l'autre direction, soit
de Terneuse, ne fussen
que. En conséquence,
droit ni sur la partie holl
du canal qui communiqu

Ad. 4. Suivant l'u
les nations, les droits p

exceptionnel, les soussignés sont d'avis que le droit à precevoir doit être réglé d'après le principe que le tonnage de ces bâtiments ne sera calculé que relativement à la partie de leur capacité destinée à recevoir un chargement de marchandises; principe qui renferme de plus l'exception des bateaux remorqueurs servant uniquement à la remorque: lesquels semblent d'ailleurs rentrer dans la catégorie des bâtiments qui font le cabotage dans le cours du fleuve. 1839

Ad. 5. Il ressort du sens du paragraphe 5 de l'article 9, que la Belgique jouira, aussitôt après l'échange des ratifications, de la navigation sur les canaux et eaux intermédiaires, aux mêmes conditions que les navires hollandais, et en supportant les mêmes droits suivant les tarifs en vigueur.

Ad 6. Les termes exprès du paragraphe 3, d'après lesquels les navires suspects auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard, renferment l'obligation de faire passer les gardes de santé sans que les bâtiments soient aucunement arrêtés dans leur cours. Au reste, les instructions à donner aux pilotes, tant néerlandais que belges, pour signaler les vaisseaux suspects, rentrent dans les attributions des commissaires à nommer de part et d'autre pour exercer la surveillance commune d'après le paragraphe 2 de l'art. 9.

Ad 7. Cette remarque trouve sa solution dans les explications données au n° 2.

Ad 8. La libre navigation de l'Escaut renferme, sans aucun doute, la faculté, pour tout navire, de stationner librement dans toutes les eaux de ce fleuve et de ses embouchures, si les vents, les glaces ou d'autres circonstances l'exigent, et il n'est pas à prévoir qu'aucune contestation puisse s'élever sur cet objet, qui pourra, au reste, être plus positivement déterminé par le règlement.

Ad 9. Le terme générique d'une *route* à construire éventuellement par le canton de Sittard s'applique naturellement à la construction d'un chemin de fer comme à toute autre espèce de route.

Ad 10. Les soussignés ne peuvent qu'applaudir à la sage réserve de M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, qui s'abstient d'insister sur les mots *à perpétuité*, omis sans aucune intention dans la rédaction de l'art. 25 du traité entre la Belgique et la Hol-

1839 lande. Cette omission qui n'infirme aucunement la solidité et la durée de l'engagement, et à laquelle suppléeraient au besoin, les expressions des art. 6 et 7, cités dans la note du 14 avril, est, au reste, d'autant moins de conséquence qu'elle est conforme à divers précédents.

Après avoir satisfait, par les explications qui précèdent, au désir de S. M. le Roi des Belges d'être rassuré sur le sens des divers points qu'elles concernent, il ne reste aux soussignés qu'à exprimer la confiance que M. le plénipotentiaire belge va leur déclarer immédiatement qu'il est prêt à procéder à la signature du traité entre les cinq puissances et Sa Majesté le Roi des Belges, et du traité entre Sadite Majesté et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, annexés à la note des soussignés du 23 janvier.

Les soussignés saisissent cette occasion pour avoir l'honneur de renouveler à Son Excellence l'assurance de leur haute considération.

SENFFT, H. SEBASTIANI, PALMERSTON, BULOW, POZZO DI BORGO.

XIV.

Nouvelle Note adressée à la conférence de Londres par le Plénipotentiaire de la Belgique. En date du 19 *Avril* 1839.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges près Sa Majesté Britannique, a reçu la réponse que Leurs Excellences les plénipotentiaires des cinq cours ont bien voulu lui faire à la communication qu'il avait eu l'honneur de leur adresser sous la date du 14.

Le soussigné regrette que la conférence n'ait pas pu se saisir de la proposition relative à l'acquittement du péage sur l'Escaut au moyen d'une rente annuelle; mode de payement dont Leurs Excellences ont néanmoins apprécié les avantages, circonstance qui ne peut manquer d'exercer une favorable influence sur la négociation spéciale et directe à ouvrir à ce sujet entre les deux parties.

Le gouvernement du Roi apprendra sans doute avec peine que la conférence se soit crue dans l'impos-

sibilité d'améliorer la position de la Belgique par une 1839
réduction plus forte de la dette.

Il verra avec satisfaction que, si la conférence n'a pas admis un article additionnel, relatif aux garanties civiles et religieuses dues aux populations du Limbourg, et du Luxembourg, c'est qu'elle regardait comme sans objet une semblable stipulation, les garanties en question résultant d'actes déjà existants.

En ce qui concerne les dix points qui, indépendamment des trois dispositions ci-dessus rappelées, ont été soumis à Leurs Excellences, le gouvernement du Roi, s'étant rencontré avec la conférence, se trouve, par les explications qu'il a reçues, pleinement satisfait et rassuré. La conférence, qui avait apporté tant de soin à la rédaction de l'article 9, relatif à une question qui intéresse le monde commercial, a mis la réalisation de son oeuvre à l'abri de toute contestation et de tout retard.

Il reste un dernier devoir à remplir au soussigné, pour compléter cette communication. Sa Majesté le Roi des Belges a retrouvé avec douleur, dans les projets qui lui ont été soumis, les stipulations territoriales imposées dans des jours de malheur, et demeurées sept années sans exécution; le temps a exercé une bienfaisante influence sur d'autres questions, et celle-ci, digne d'une généreuse sollicitude, est restée irrévocablement résolue. Il a fallu que ce résultat se reproduisît avec son caractère primitif de nécessité, pour que le pays pût se résoudre à un si grand sacrifice; il a fallu que l'empire des circonstances fût de nouveau constaté de la manière la plus évidente.

Sa Majesté devait un dernier effort à des populations qui ont montré tant d'affection et de dévouement; et, si elle renonce à les conserver, c'est moins à cause des dangers qui menaçaient la Belgique entière, qu'en considération des maux qui devaient fondre sur les provinces du Limbourg et du Luxembourg. Jamais Sa Majesté n'a senti plus péniblement toute l'étendue de la tâche qu'elle a acceptée dans l'intérêt de la paix générale, et pour constituer une nationalité devenue une condition nécessaire de la politique européenne; elle trouvera une consolation dans l'idée que cette nationalité et cette paix sont désormais à l'abri de toute atteinte.

1839 Le soussigné a été chargé de donner ces explications, afin que la marche et le caractère de la résolution de son gouvernement ne pussent être méconnus; il déclare, en conséquence, que, vu les éclaircissements renfermés dans la note de la conférence en date du 18, il est autorisé à signer, aux termes de l'acte du 23 janvier, les traités entre Sa Majesté et les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à Leurs Excellences les assurances de sa plus haute considération.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

XV.

Communication adressée au Plénipotentiaire de la Hollande par la conférence de Londres, en date du 19 *Avril* 1839.

Foreign-Office, le 19 Avril 1839.

Les soussignés plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont l'honneur de prévenir M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas que, par une note en date de ce jour, M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges leur a déclaré qu'il est autorisé à signer, aux termes de l'acte du 23 janvier, les traités entre Sadite Majesté et les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas. Les soussignés invitent, en conséquence, M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas à procéder aujourd'hui avec eux et M. le plénipotentiaire belge à la signature des traités respectifs.

Ils saisissent cette occasion pour renouveler à S. Exc. l'assurance de leur haute considération.

SENFFT, A. SEBASTIANI, PALMERSTON, BULOW, POZZO DI BORGO.

44.

Articles supplémentaires à certains Traités entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaws de la nation indienne des Chippewas, signés et conclus en Michigan le 7 Février 1839.

(Acts and Resolutions passed at the 3d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1839. Append. 42).

Art. 1. Whereas the Saganaw tribe of Chippewas have, by the Treaty of the 14 January 1837, ceded to the United States all their reserves of land in the State of Michigan, on the principle of said reserves being sold at the public land offices for their benefit, and the actuel proceeds being paid to them, as further defined by stipulations contained in the amendments to said Treaty of the 20 December 1837 and of the 23 January 1838. And whereas it is required by a subsequent law of Congress, to erect a light-house on one of said reserves, called Na-bo-bish tract, lying at the mouth of the Saganow river, and to reserve so much of the same, from sale, as may be necessary; it is therefore hereby agreed by the said tribe that for and in consideration of the sum of 8 dollars per acre, one sixteenth of a section of said tract, situated as aforesaid, shall be, and the same is hereby appropriated and set apart, to be located and disposed of in any manner the President may direct. And the same shall be reserved from sale, and all claim to any proceeds therefrom, except the sum herein before stipulated, is fully, completely and forever relinquished by such tribe.

Art. 2. This compact shall be submitted to the President and Senate of the United States, to be approved by them, where upon possession of the land may be immediately taken, and the usufructory right of the Indians thereto shall cease. In testimony whe-

1839 reof, the acting Superintendent pro tem. of Indian Affairs for the State of Michigan, duly authorized for this purpose, and the chiefs of the said tribe, have hereunto set their hands and seals at Lower Saganaw in Michigan, this 7 day of February, in the year 1839.

JOHN HULBERT.

Signatures de Chefs indiens et de 5 témoins.

45.

Convention concernant l'abolition du droit d'aubaine et de détraction entre la Sardaigne et la Hesse-électorale. En date du 13 Février 1839.

(Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen. Jahrg. 1839. Nro V. v. 23. März).

Ausschreiben des Kurhessischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten,

vom 20sten März 1839,

den mit dem Königreiche Sardinien abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrag betreffend.

Nachdem von dem unterzeichneteu Ministerium mit dem Königlich Sardinischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten ein Freizügigkeits-Vertrag abgeschlossen worden ist, und die Auswechselung der denselben genehmigenden, von Seiner Hoheit dem Kurprinzen und Mitregenten und von Seiner Majestät dem Könige von Sardinien vollzogenen Urkunden am 13ten vorigen Monats Statt gefunden hat; so wird hierdurch zu öffentlicher Kunde gebracht, dass Abzugsgeld oder Nachsteuer von dem aus dem Kurfürstenthume Hessen in das Königlich Sardinische Gebiet, oder aus diesem Gebiete in die Kurfürstlich Hessischen Staaten übergehenden Vermögen von gedachtem Tage an nicht erhoben werden soll.

Cassel am 20sten März 1839.

Kurfürstliches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Für dasselbe der interimistisch mit demselben beauftragte Finanz-Minister MOTZ.

46.

Mémoire intitulé: „La vérité sur la question de succession à la couronne d'Espagne", redigé dans le but de prouver la légitimité de la Reine Isabelle II et présenté à la cour de Berlin le 19 Février 1839, par M. Don Francisco de Zea Bermudez (ancien premier Secrétaire d'Etat, président du Conseil des Ministres de S. M. Catholique) et M. Marliani, chargés d'une Mission en Allemagne.

L'avénement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne, en 1700, fut signalé par une guerre générale en Europe: il mit Louis XIV à deux doigts de sa perte, et attira sur l'Espagne des maux incalculables. L'extinction masculine, par la mort de Ferdinand VII, a été suivie de nouveaux malheurs pour la Péninsule: depuis cinq années révolues, le sang y coule à torrents dans une guerre civile qui fait frémir l'humanité.

La mort d'un roi soulève le point de droit le plus important qui puisse se présenter dans une monarchie, alors que les lois fondamentales du pays ne règlent pas d'une manière positive, claire, inattaquable, la succession au trône: mais l'Espagne possède, sur ce point, une législation nationale, forte et vénérable par son antiquité, nullement équivoque, en aucun temps enfreinte, en aucune occasion méconnue, et, par le fait, jamais tombée en désuétude. Il n'est pas de monarchie qui ait été régie d'une manière plus uniforme: aucune ne peut invoquer, comme l'Espagne, des droits, des coutumes, et des lois d'une antiquité aussi reculée, puisque celles qui y règlent la succession au trône se perdent dans la nuit des temps; et c'est surtout en matière de légitimité monarchique que l'antiquité du droit est le plus sacré de tous les titres. Comment s'expli-

1839 quer cette étrange et incompréhensible anomalie qui renverse la question au sujet de l'Espagne? Et qui accuser quand nous voyons les cabinets les plus sévères gardiens de la legitimité douter de celle d'Isabelle II au trône de ses pères, alors qu'elle dérive d'un droit fondé sur une coutume immémoriale, consacrée plus tard par les lois fondamentales de la monarchie? Celles-ci, invariablement et religieusement observées pendant huit siècles et jusqu'à nos jours, ne présentent pas une seule exception contraire, tandis que le prétendu droit de don Carlos ne repose que sur l'altération radicalement vicieuse de ces mêmes lois fondamentales, et par conséquent nulle, altération passagère, qui n'a jamais eu d'effet ni une application quelconque, et qui, d'ailleurs, a été rapportée et complètement annulée dans toutes les formes requises, avec toutes les solennités et toutes les conditions voulues par le droit public espagnol.

Qui accuser, répétons-nous, de ce malheur déplorable? La fatalité car la fatalité seule, amenée par une erreur funeste, a pu présider au renversement du principe immuable des monarchies, dans l'opinion de ses plus glorieux et de ses plus fermes soutiens.

Combattre et détruire cette fatale et dangereuse erreur, faire disparaître tous les doutes, en mettant dans tout son jour et son évidence la légitimité des droits d'Isabelle II au trône d'Espagne; telle est la tâche que nous allons entreprendre, tel est le but unique de cet écrit.

Nous ne reculerons devant aucune difficulté, nous n'omettrons aucune preuve, tant nous nous sentons forts dans la défense du bon droit.

Nous remontons au berceau de la monarchie. L'empire des Goths était électif. Le choix des monarques se faisait par des assemblées nationales: les premières déviations, — acheminement aux principes de l'hérédité royale, — furent les choix faits par la nation dans la famille du prince régnant.

La monarchie élective offrait des inconvénients si graves, qu'on y substitua la monarchie héréditaire, en faisant élection d'une famille à qui la couronne fut assurée. En établissant ce principe de stabilité monarchique, le droit d'hérédité fut étendu aux femmes, et dès l'année 739, nous voyons Alonso 1er, surnommé le Catholique, porté au trône en vertu du droit de sa

femme Ermesenda, soeur du roi Favila, et fille de Pélage; puis Silo, simple particulier succédant à Aurelio, monte sur le trône des Asturies, du droit de sa femme Adosenda, soeur du roi Froela. 1839

En 1037, nous voyons l'élévation au trône de Léon, de Doña Sancha, fille de Don Alonso V, et soeur de Bermudo III, par la mort duquel se trouvait éteinte la ligne masculine, et le trône vacant.

Doña Sancha se maria au prince Don Fernando, surnommé le Grand (el magno), héritier du comté de Castille. Ce prince acquit le droit au trône de Léon par ce mariage, et c'est ainsi que s'opéra la première réunion des couronnes de Castille et de Léon *).

Don Alonso VI, au lit de mort, et n'ayant pas d'enfants mâles, fit réunir les Etats à Tolède, et en présence de l'archevêque primat, des prélats et de la noblesse, il fit proclamer reine sa fille, Doña Urraca, veuve du comte Don Ramon, acte de proclamation qui était la conséquence d'un acte antérieur de reconnaissance, par lequel Doña Urraca avait été désignée comme l'héritière du trône, et reconnue par les Etats du royaume, en 1108.

Don Alonso VIII, roi de Castille, n'ayant pas d'enfant mâle, sa fille aînée Doña Berenguela, fut deux fois reconnue par les Etats comme héritière du trône; d'abord dans l'année de sa naissance par les cortès de Burgos de 1171, et la seconde par les cortès de Carrion de 1188. Doña Berenguela abdiqua en faveur de son fils saint Ferdinand, troisième du nom **).

Don Alonso X n'ayant pas de fils, les cortès de Séville de 1255, proclamèrent héritière du trône, sa fille aînée, doña Berenguela. Les infants, frères du roi, assistèrent à ces cortès, et prêtèrent serment le 5 mai. Mais Don Alonso ayant eu l'année suivante un fils, le prince Don Fernando, les cortès le proclamèrent son successeur, et quand une mort prématurée eut en-

---

*) Les couronnes de Castille et de Léon furent définitivement réunies par suite du mariage du roi Don Alonso IX de Léon, avec la reine de Castille Doña Berenguela, mère de saint Ferdinand.

**) Il est digne de remarque que c'était une princesse qui la première a reçu, comme héritière du trône, le serment de la nation réunie en cortès générales: car Doña Berenguela en est le premier exemple authentique que nous offre l'histoire d'Espagne.

1839 levé ce prince, son frère, Don Sancho, fut proclamé héritier au trône.

Don Enrique III fit reconnaître par les cortès de Tolède, de 1402, héritière au trône sa fille unique l'infante Doña Maria. Cet acte eut lieu le 6 janvier. Don Enrique eut plus tard un fils, l'infant Don Juan. A l'instant il fut déclaré son successeur par les cortès de Valladolid de 1405. Celui-ci régna sous le nom de Don Juan II. Il eut une fille l'infante Doña Catalina, que les cortès de Tolède de 1422 proclamèrent héritère du trône; elle fut exclue elle-même du trône par la naissance de l'infant Don Enrique, son frère, qui régna ensuite quatrième du nom.

Dans ces cortès de 1422, le premier qui prêta serment à l'héritière du trône, fut l'infant son oncle. „Je jure, dit-il, que dans le cas où le roi viendrait à mourir sans laisser de succession masculine, j'aurai dès-lors la princesse pour reine et souveraine des royaumes de Castille et de Léon, et que j'observerai envers elle toutes choses et chacune de celles que tout loyal et bon vassal doit et est obligé de garder envers son roi et seigneur naturel."

Don Enrique IV eut la volonté de faire proclamer héritière du trône une fille du nom de Doña Juana (la Beltraneja) dont la voix publique lui déniait la paternité, attribuée au favori de la reine, Beltran de la Cueva. Les cortès s'y refusèrent, et après des débats trop prolongés pour le repos du pays, il y eut enfin, en 1468, une convention signée à Guisando, par laquelle l'infante Doña Isabel, soeur du roi, fut reconnue comme héritière du trône, et hommage lui fut rendu. Là fut signé le décret de convocation des cortès, pour la proclamation de l'infante. En effet les cortès se réunirent à Ocaña en 1469, et l'infante fut proclamée. Don Enrique IV étant mort, l'infante monta sur le trône avec le roi Ferdinand d'Aragon, son mari, et dès-lors les couronnes de Castille et d'Aragon, furent réunies.

Le premier acte des rois catholiques fut de rassembler les cortès pour faire reconnaître comme leur héritière, l'infante Doña Isabel, leur fille, avec le titre de princesse des Asturies. C'est la première fois qu'apparaît ce titre de l'héritier présomptif de la couronne. Les lettres de convocation des députés pour cet acte prou-

vent d'une manière si formelle le droit des femmes, 1839
que nous croyons devoir les rapporter en extrait.

„Vous savez qu'il est d'usage et coutume dans nos royaumes, que les prélats, chevaliers, gentilshommes et députés de la nation, prêtent serment au fils aîné ou fille du roi et de la reine, comme à l'héritier de la couronne. Pour ce, vous devez envoyer à notre cour les dits députés pour prêter serment à la princesse Isabel, notre très-chère et très-aimée fille, comme princesse héritière de ce royaume: vous nommerez les députés comme vous avez usage de le faire, afin qu'ils viennent à la cour avec vos pouvoirs en bonne règle et suffisants, qu'ils reconnaissent et prêtent serment à ladite princesse, notre fille, comme héritière de nos royaumes pour y être reine après notre décès, en cas que nous n'ayons pas d'enfant mâle, etc. etc. *).

En effet, l'infante Doña Isabel fut solennellement reconnue comme héritière du trône par les cortès de Madrigal de 1475—76. Plus tard les rois catholiques eurent un fils, l'infant Don Juan. A l'instant, les cortès se réunirent à Tolède, en 1480, et reconnurent l'infant comme héritier du trône. Le prince mourut en 1497; l'infante Doña Isabel, sa soeur, fut de nouveau reconnue héritière de la couronne. Mariée au roi de Portugal Don Manuel, tous deux furent proclamés successeurs du trône, par les cortès de Tolède de 1498. En 1475, les cortès de Madrigal eurent à s'occuper de la loi de succession, parce que quelques intrigants voulaient que la réversibilité du trône fût acquise au roi Ferdinand, prétendant qu'Isabel, quoique descendant en droite ligne, ne pouvait être préférée, en tant que femme, au roi Ferdinand, son mari. Les cortès déclarèrent solennellement que „par les lois de Castille et coutume immémoriale, les femmes avaient capacité pour hériter, et qu'elles avaient toujours succédé à la couronne à défaut d'héritier mâle"; elles rappelèrent tous les faits prouvant l'existence de ce droit, et proclamèrent „que l'infante Doña Isabel était la véritable héritière du trône, et qu'à elle seule appartenait de gouverner l'Etat."

L'infante Doña Isabel étant morte ainsi que son

---

*) L'original de cette lettre de convocation du 7 février 1475 se trouve à la bibliothèque royale de Madrid, DD. 132, fol. 109.

1839 fille la reine Doña Juana, la folle, mariée à l'archiduc Pchilippe d'Autriche, que Charles-Quint monta sur le trône d'Espagne. A l'extinction de la dynastie autrichienne dans la personne du roi Charles II, c'est encore sur les droits d'une femme, l'infante doña Maria Teresa, femme de Louis XIV, que ce monarque fonda ses prétentions pour mettre la couronne d'Espagne sur le front de son petit-fils. Comment, devant ces faits historiques, authentiquement constatés, qui prouvent l'existence séculaire de la loi de succession, ses nombreuses et constantes applications, et enfin l'hérédité acquise par le droit des femmes à la maison d'Autriche, puis à la maison de Bourbon; nous demandons, disons-nous, en présence de ces faits, comment élever un doute sur la légitimité d'Isabelle II à succéder au trône de son auguste père Ferdinand VII?

Nous avons prévu la réponse, — la loi de Philippe V. Eh bien! si nous prouvons que cette loi n'a jamais eu de véritable existence, que jamais elle n'a pu être validée, ni par le droit ni par le fait, et que l'acte qu'on désigne par cette qualification n'est autre chose qu'un acte arbitraire, illégal, radicalement nul, — que nous opposera-t-on?

Nous l'ignorons. Certains de notre bon droit, nous allons démontrer le néant de cet acte, et prenant la question sous toutes ses phases, nous la porterons à la simplicité d'une démonstration mathématique. Rien ne peut intéresser une nation, autant que le changement dans l'ordre de succession au trône. Aussi les lois et les coutumes d'Espagne à cet égard sont positives, et frappent de nullité l'acte de 1713, émané de Philippe V.

La guerre de succession était à son déclin. Les provinces soulevées en faveur de la maison d'Autriche se pacifiaient, et reconnaissaient l'autorité de Philippe. Le traité d'Utrecht vint raffermir ce trône si longuement combattu. Ce fut alors que Philippe V crut pouvoir faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'eût eu la témérité d'entreprendre. Sans compter pour rien une pratique constante et les lois établies depuis plus de sept siècles, il dérogea à cette même loi fondamentale de la succession au trône, qu'à son avénement il avait juré d'observer avec fidélité. Sans consulter même les députés du pays légalement convoqués en cortès générales du royaume, Philippe V, *motu proprio*, promul-

gua un auto acordado auquel on a donné abusivement 1839
le nom de loi salique.

Philippe V, ne voulant pas courir les chances d'un refus, s'il réunissait selon les formes établies les cortès générales, pour leur proposer son projet de dérogation, voulut cependant qu'une apparence de légalité vint couvrir sa violente détermination: il entendit le conseil de Castille. La majorité du conseil se refusa à ce changement dans l'ordre de succession au trône. Le président Ronquillo fit une vive opposition: le roi l'exila. Rien ne fut épargné pour obtenir l'adhésion du conseil: mais on ne put lui arracher que l'avis suivant:

„Pour la légalité et la valeur, ainsi que pour l'acceptation générale, il fallait que le royaume convoqué en cortès générales concourût à l'établissement de cette même loi."

Le droit et la gravité de la mesure l'exigeaient impérieusement. On n'en fit rien. Les cortès ne furent pas appelées: les lettres de convocation ne furent pas expédiées: il n'y avait pas d'élection de députés par les municipalités, villes et communes y ayant droit: les prélats du royaume ne furent ni appelés ni consultés: on se contenta d'ordonner que les pouvoirs fussent envoyés à d'anciens députés qui se trouvaient à Madrid, et dont le vote, gagné d'avance, ne pouvait être douteux. Le roi se fit adresser une pétition pour déroger à l'ancienne loi, pétition à laquelle il répondit le 10 mai 1713, dans les termes suivants:

„Je veux et j'ordonne que la succession procède dorénavant suivant la forme exprimée dans la loi nouvelle, et que ladite loi soit considérée comme loi fondamentale de ces royaumes et de toutes leurs dépendances présentes et à venir, *nonobstant la loi de Partidas et toutes les lois, statuts, coutumes, usages, capitulations et autres, et toutes dispositions des rois mes prédécesseurs*, y dérogeant et les annulant en tout ce qui serait contraire à la présente loi, et les laissant pour tout le reste dans leur force et vigueur, parce que *telle est ma volonté*."

Cet acte attentatoire aux lois fondamentales du pays et de la monarchie, si révoltant pour la forme et pour le fond, contient en outre un parjure. A son avénement, Philippe jura de tenir, de conserver e patrimoine royal, d'observer les lois selon les lois de

1839 *Partidas* et autres du royaume, et dans la dérogation ci-dessus, il procède *nonobstant* les lois de Partidas et autres.

Voilà donc sur quoi se fondent les prétentions de Don Carlos; sur quoi s'élève cette légitimité imaginaire! une violation de la loi fondamentale et un parjure. Et tout cela comme si cette violation n'eût pas été abolie et annulée par les cortès de 1789, que l'on donne comme non avenues. Il faut, nous le disons encore, que Dieu veuille éprouver l'Espagne de toutes les manières, pour être malheureuse au point de voir le bon droit, la sainte légitimité de sa jeune reine méconnue d'une partie des cabinets de l'Europe, et qu'elle trouve des adversaires dans les souverains les plus intéressés au soutien de la légitimité des rois.

Ayant démontré ce que de tout temps a été la loi de succession en Espagne, que l'acte de Philippe V, y dérogeant pour substituer l'auto acordado, décoré du nom de loi salique, est un acte nul, arbitraire, d'usurpation de pouvoir, un acte enfin n'ayant et ne pouvant avoir la valeur et la force légale que les lois reçoivent des formalités et des conditions essentielles requises pour les rendre valables, et pour devenir obligatoires, il ne nous reste plus qu'à parler de la dérogation de l'auto acordado de 1713, par les cortès de 1789.

C'est à tort et par une des erreurs dont il est difficile d'indiquer la source, qu'on a attribué au roi Ferdinand VII ce retour aux anciennes lois, alors qu'il n'a fait que mettre en pratique la pragmatique sanction donnée par Charles IV dans les cortès de 1789.

Voici l'historique de ces cortès et de l'annulation de l'auto acordado de Philippe V.

Les cortès générales du royaume furent convoquées, avec toutes les solennités d'usage, par un décret de Charles IV, du 31 mai 1789, à l'occasion de prêter serment au prince des Asturies, fils aîné du roi, l'infant Don Fernando, acte qui devait se faire le 23 septembre, d'après les termes du décret. Les élections eurent lieu, et le 14 septembre tous les députés des villes ayant droit de nomination furent réunis sous la présidence du comte de Campomanes, gouverneur du conseil de Castille, et prêtèrent serment dans ses mains. Leurs pouvoirs furent reconnus suffisants pour cet acte

et *pour toute autre affaire que le roi leur soumettrait.* Avis en fut donné au roi, pour qu'il voulût bien désigner le jour de l'ouverture des cortès. Le roi signala le 19 du mois, et en effet l'ouverture eut lieu le jour même; le serment au prince des Asturies, comme héritier du trône, fut prêté le 23. L'acte qui en fait foi nomme tous les députés, province par province; l'hommage rendu, le serment prêté, le président, comte de Campomanes, fit lire la proposition et la pétition suivantes par don Pedro Escolano de Arrieta, notaire du royaume, délégué par le roi pour donner acte des déterminations des cortès. 1839

Proposition.

„Chaque fois qu'on a voulu changer ou réformer la méthode établie par nos lois et la coutume immémoriale, et le mode de succession dans l'hérédité de la couronne, il en est résulté des guerres sanglantes et des perturbations qui ont désolé la monarchie, Dieu permettant que, malgré les desseins et les mesures contraires à la succession régulière, celle-ci ait toujours prévalu.

Commençant par le fait le plus récent de notre histoire, tout le monde sait que la succession de ce royaume, à la mort du roi Charles II, revenait au fils et au petit-fils de l'infante Doña Maria Teresa d'Autriche, soeur du roi et femme de Louis XIV, de France, et par conséquent à Philippe V, son petit-fils, le trône de France étant dévolu au dauphin, son père, et au duc de Bourgogne, son frère aîné. Tout le monde sait, répétons-nous, que l'évidence du droit fut attaquée et combattue sous prétexte de renonciation faite par les infantes mariées à des princes français. Il en résulta une guerre de succession au commencement de ce siècle, guerre dont le royaume eut tant à souffrir. Cependant, après plusieurs années de lutte, le droit des infants de meilleure ligne fut reconnu, et Philippe V, qui en était le représentant, fut assuré sur le trône d'Espagne.

Dans la succession de la reine Isabelle-la-Catholique, on parvint, malgré des guerres et des troubles excités par des mécontents, à former cette grande monarchie aujourd'hui existante, unissant les royaumes de Castille et d'Aragon au moyen du mariage de la reine avec le roi Don Fernando d'Aragon.

1839 Le même cas avait eu lieu lors de l'héritage de la reine Doña Berenguela, mère de saint Ferdinand, par son mariage avec Don Alonso de Léon: les couronnes de Castille et de Léon furent à cette époque unies à jamais.

Enfin l'expérience de tant de siècles a fait voir qu'en Espagne il convient avant tout de conserver les lois anciennes et la coutume immémoriale consignée dans la loi 2, tit. 15, partida 2, pour que les filles de meilleure ligne et degré soient héritières de la couronne dans l'ordre fixé par la même loi, sans que jamais les enfants mâles d'une ligne et d'un degré plus éloignés leur fussent préférés.

Quoique, en 1713, il a été question d'altérer cette méthode régulière, par des motifs tenant à des circonstances de cette époque, lesquelles n'existent plus, on ne peut regarder la résolution d'alors comme loi fondamentale, parce qu'elle est contraire à celle qui existait et qui avait été jurée, et parce que le royaume n'avait été ni consulté, ni n'avait eu à s'occuper d'une altération aussi notable dans la succession de la couronne que celle par laquelle se trouvaient exclues les lignes les plus proches masculines et féminines.

Si, dans les temps de paix où nous nous trouvons, on ne portait un remède radical à cette altération, il y aurait à craindre, dans la suite, des guerres et des perturbations semblables à celles qui eurent lieu à l'époque de la succession de Philippe V, malheurs qu'on évitera en ordonnant d'observer nos lois et nos coutumes antiques suivies pendant plus de sept cents ans dans la succession de la couronne.

„Ce désir d'une paix inaltérable pour ses sujets a mû le coeur paternel et bienfaisant du roi à proposer que les cortès s'occupent et déterminent dans le plus grand secret et le plus bref délai possible sur cette matière, et, pour cela, il m'a semblé que la rédaction de la pétition à adresser à Sa Majesté, conformément à ses intentions souveraines, pourrait être la suivante:

Pétition des Cortès de 1789.

„Sire, la loi 2, tit. 15, partida 2, déclare ce qui a été observé de temps immémorial, et ce qu'on doit observer dans la succession du royaume; — l'expérience ayant démontré la grande utilité qui en est résultée,

puisqu'elle a amené la réunion de Castille et de Léon, 1839
et de la couronne d'Aragon par l'ordre de successibilité marqué dans ladite loi, le contraire ayant toujours produit des guerres et de grandes perturbations.

„Par toutes ces considérations, les cortès supplient Votre Majesté que, malgré l'innovation faite par l'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, Votre Majesté ordonne qu'on observe et qu'on garde à perpétuité dans la succession de la monarchie, la coutume immémoriale consignée dans ladite loi 2, tit. 15, partida 2, comme elle a été de tout temps observée et gardée, et comme elle fut jurée par les rois vos prédécesseurs, et que Votre Majesté ordonne qu'elle soit publiée comme loi et pragmatique faite et formée en cortès, afin que cette résolution soit constatée, ainsi que la dérogation dudit auto acordado."

Quand cette proposition et pétition eurent été lues, le marquis de Villa Campo, député de Burgos, prit la parole au nom de l'assemblée.

Ayant commencé par remercier Dieu d'avoir accordé à l'Espagne un roi aussi religieux et doué de sentiments aussi sages et aussi élevés, et ayant ensuite protesté des vifs désirs des cortès de correspondre dignement à la haute confiance de S. M. dans une affaire aussi grave et d'un si grand intérêt, il finit par demander que l'on procédât à son examen et à la votation.

Le gouverneur du conseil de Castille, président des cortès, ordonna alors qu'il fût donné lecture de nouveau et à haute voix de ladite pétition : cette formalité ayant été remplie, et tous les députés ayant pris connaissance de ce document et des raisons sur lesquelles il s'appuyait, la votation eut lieu, et toutes les voix furent unanimes pour élever la pétition à S. M. Prenant ensuite en considération la justice et l'utilité de rétablir, à l'égard de la succession de la couronne, l'ordre régulier consigné dans la loi 2, tit. 15, partida 2 avec abrogation formelle de l'auto acordado de 1713. qui est le 5e, tit. 7, liv. 5, de la *Recopilacion*, ils convinrent du même unanime avis de remercier S. M. pour le rétablissement si nécessaire de la loi de succession à la couronne, et de procéder sur-le-champ à en rendre l'acte solennel, en formulant et signant la demande et la pétition des cortès.

La pétition ayant été mise au net, le président la fit relire encore une fois à haute et intelligible voix par

1839 les notaires des cortès, et tous les députés ayant déclaré qu'ils la trouvaient conforme à ce qui avait été délibéré et voté par eux et qu'ils étaient prêts à la signer, ils la signèrent, en effet, séance tenante le 30 septembre 1789.

Le président leva ensuite la séance, après avoir indiqué les affaires d'administration intérieure dont les cortès auraient à s'occuper dans leurs prochaines réunions.

Dans celle tenue le 3 octobre, les notaires des cortès donnèrent lecture de *verbo ad verbum* de l'acte ou procès-verbal de la séance du 30 septembre, et tous les députés l'approuvèrent et ratifièrent, l'ayant trouvé en tout conforme à ce qui avait été unanimement convenu.

La pétition originale fut élevée à S. M. par l'entremise du premier ministre, comte de Florida Blanca, avec un rapport (*consulta*) de la Junte des *assistentes* des cortès *) conçu en ces termes:

La Junte des *assistentes* des cortès a l'honneur de remettre entre les mains de V. M. la pétition qui lui est adressée par les députés du royaume pour demander l'observance de la loi 2, tit. 15, partida 2, où se trouve établi, d'après l'usage immémorial de l'Espagne, le mode de succession régulier à la couronne, préférant l'aîné au plus jeune, et les enfants mâles aux filles dans les lignes respectives et d'après leur ordre, en dérogeant à ce qui avait été arrêté l'année 1713 dans l'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, contrairement audit usage immémorial, afin que, prenant en considération l'avis unanime des cortès réunis au Buen Retiro, où furent présents aussi le gouverneur du conseil de Castille, comme président de ces mêmes cortès, et tous les *assistentes*, V. M. daigne dicter la résolution qu'il lui plaise de prendre et qu'elle juge la mieux adaptée au bien du royaume. Madrid, le 30 septembre 1789.

La décision du roi ne se fit pas attendre; en voici le texte:

---

*) Cette Junte se composait du comte de Campomanes, gouverneur du conseil de Castille, ex-président des cortès; de Don Rodrigo de la Torre Marin; Don Pedro Perez Valiente; Don Juan Acedo Rico; et Don Santiago Ignacio de Espinosa, tous membres du conseil suprême de Castille.

„*J'ai pris la résolution conforme à la demande ci-jointe, et je recommande qu'il soit gardé provisoirement le plus grand secret, car il convient ainsi à mon service.*" 1839

Ce fut dans la séance du 30 octobre que lecture fut donnée aux cortès de la résolution royale qui précède et immédiatement après leur fut communiqué le décret royal annexé à leur propre pétition. En voici les termes textuels:

„Ayant eu en considération votre demande et les avis pris à ce sujet, je réponds que j'ordonnerai aux membres de mon conseil d'expédier la Pragmatique-sanction de droit et d'usage en pareil cas."

Ces décrets du roi Charles IV, ainsi communiqués aux cortès dans la forme requise pour exprimer la volonté souveraine et donner l'approbation et la sanction royale à leurs propositions, tous les députés, se conformant aux désirs exprimés par S. M., promirent sur la foi du serment de garder le secret sur cette *disposition et loi constitutionelle* (*providencia y ley constitucional*) jusqu'à la publication de la Pragmatique.

Les cortès furent fermées le 5 novembre par le roi en personne.

Dans les actes de ce grand débat national, il existe un document qui, par son importance, mérite d'être ici textuellement rapporté comme preuve de l'examen consciencieux et solennel qui présida à la révocation de l'auto acordado de 1713. C'est l'adresse et l'avis des prélats présents à la reconnaissance du prince des Asturies par les cortès, acte dont l'original existe aux archives du ministère de la justice à Madrid.

Charles IV dont l'âme pieuse et la conscience timorée voulait dans cette révocation agir avec toute la solennité et la maturité possibles, fit remettre par le comte de Florida Blanca, son premier ministre, à l'assemblée des archevêques et des évêques, afin qu'ils lui donnassent leur avis, la pétition des cortès ayant pour but que l'ancienne loi des Partidas et la coutume immémoriale sur la succession de la couronne, fussent remises en vigueur.

L'adresse et l'avis signés par les quatorze prélats qui formaient l'Assemblée, sont du 7 octobre, et de la teneur suivante:

Sire, l'archevêque de Tolède et les autres prélats

1839 du royaume convoqués par votre ordre pour la prestation de serment à Son Altesse l'Infant Don Fernando, prince des Asturies, ont vu, bien médité, et examiné entre eux la pétition qui a été adressée à Votre Majesté par tous les députés du royaume réunis en cortès, qui a pour objet unique de faire voir que malgré l'innovation faite par l'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, Votre Majesté doit ordonner qu'on observe et qu'on garde à perpétuité dans l'ordre de succession de la couronne, la coutume immémoriale consignée dans la loi 2 tit. 15, partida 2, comme elle a toujours été gardée et observée, et comme elle a été jurée par les rois prédécesseurs de Votre Majesté, la promulguant loi et pragmatique faite et formée en cortès, afin que cette résolution soit constatée, ainsi que la dérogation dudit auto acordado, se fondant sur la grande utilité de l'observation de ladite loi de Partidas et coutume immémoriale, car c'est par l'ordre établi dans ladite loi, que les couronnes de Castille, de Léon et d'Aragon ont été réunies.

Sire, Votre Majesté désirant prendre la résolution la plus juste, a daigné, pour y parvenir, nous faire remettre par son premier ministre, le comte de Florida Blanca, la proposition des cortès, avec l'ordre précis que nous ayons à donner notre avis, mis à continuation de ladite proposition, sur le fait de savoir si Votre Majesté doit et peut accéder à la demande des cortès en conscience et en justice.

Et après la plus sérieuse méditation, comme les plus intéressés au bonheur du royaume, et comme représentants du clergé, nous sommes de l'avis unanime et de la ferme opinion que Votre Majesté peut et doit en conscience et en justice accéder à la demande des cortès. Elle le peut, parce qu'on ne saurait mettre en doute l'autorité souveraine législative de Votre Majesté, surtout quand elle se fonde et s'appuie sur la proposition faite par tous les députés du royaume, présidés par le gouverneur du Conseil de Castille, avec les délégués de Votre Majesté assistant aux cortès. Votre Majesté doit accéder en conscience et en justice, d'abord parce que les motifs que les cortès ont présentés à Votre Majesté, sont puissants et convaincants; car nous devons regarder comme des époques de bonheur, celle où s'opéra la réunion des couronnes de Castille et de Léon sous le règne de la reine Doña Berenguela et son

fils, saint Ferdinand, comme celle de la réunion de 1839
la couronne d'Aragon, par le mariage des rois catholiques, Doña Isabel et Don Fernando; et pour comble de bonheur, nous avons vu cet ordre de choses se compléter dans la personne de Philippe V, qui est monté sur le trône d'Espagne, comme représentant des droits de son aïeule, l'infante Doña Maria Teresa d'Autriche, soeur du roi Charles II, dernier souverain du royaume (de la maison d'Autriche,) malgré les oppositions qu'il y eut contre cet ordre de successibilité, vu les renonciations au bénéfice de cette loi qui avait été faite au moment de son mariage, par l'infante Doña Maria Teresa. A cette époque l'avis des meilleurs théologiens et jurisconsultes fut, que les droits de l'infante et de ses descendants étaient dans toute leur force, sans avoir été le moins du monde altérés par les traités de capitulation et renonciation: car ainsi que l'exprime le roi Don Alonso le Sage, dans la loi de Partida, par nous déjà citée, de son temps il était déjà de coutume immémoriale, que dans l'hérédité de la couronne, le fils du sexe masculin était préféré à la fille; l'aîné au plus jeune, et la fille aînée a la plus jeune, à défaut d'enfants mâles: loi fondée sur la loi divine et naturelle. Le roi s'exprimait ainsi: „Voilà ce qui a été en usage toujours dans tous les pays du monde où le pouvoir souverain est devenu héréditaire, mais surtout en Espagne, pour éviter bien des maux comme par le passé, et on établit que s'il n'y avait pas d'enfants du sexe masculin, la fille aînée hériterait le trône, et que si le fils aîné mourait avant d'hériter, et qu'il laissât des enfants légitimes des deux sexes, les uns et les autres auraient l'héritage, et non autres personnes quelconques."

„Sire, le fondateur d'un nouveau majorat peut sans doute établir l'ordre de successibilité d'une manière irrégulière et par agnation rigoureuse, excluant, à jamais les femmes, parce que les biens avec lesquels il fonde le majorat, sont libres et lui appartiennent; mais celui qui hérite un royaume ou un majorat, où la succession est régulière et non pas d'agnation rigoureuse, n'a pas le droit qu'eut le fondateur, pour en altérer une partie essentielle quelconque: il pourra bien renoncer pour lui personnellement, à la possession du majorat, mais dans aucun cas il ne pourra faire chose préjudiciable aux droits de ses fils et descendants appe-

1839 lés à la succession par la loi, la fondation, et la coutume immémoriale; raison inattaquable par laquelle l'infante Maria Teresa put bien renoncer pour elle au bénéfice de la loi, mais en aucune manière elle ne put altérer les droits de son petit-fils Philippe V, car les droits de successibilité de celui-ci ne commencent pas à son aïeule, mais ils dérivent en droite ligne du chef de la base et de l'origine de la loi de succession du royaume, qui sont passés de génération en génération, et que les souverains se sont transmis par droit de succession.

„L'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, ne change absolument rien à cet ordre de choses, car quoique nous, prélats du royaume, nous nous soyons bien enquis, et nous soyons bien sûrs qu'il ne fut pas demandé sur cette altération si importante, l'avis de nos prédécesseurs, et que ledit auto acordado fut seulement publié dans les cortès, sans avoir été dûment examiné comme le cas le requérait, malgré tout, nous poserons à Votre Majesté l'évidente démonstration qui suit: ou Philippe V eut le pouvoir, avec les cortès et sans les prélats, d'altérer la coutume immémoriale dans l'ordre de successibilité si solidement fondée dans la susdite loi de Partidas, ou bien il n'avait pas pouvoir à ce faire: s'il eut pouvoir pour détruire tout le droit ancien, et même l'ordre régulier de la nature, avec bien plus de raison Votre Majesté peut, avec les cortès et les prélats, rétablir les choses et l'ordre de successibilité à leur état primitif, naturel, civil et régulier, forme ancienne et coutume immémoriale: et si Philippe V n'eut pas pouvoir à faire ce qu'il a fait, Votre Majesté doit en conscience et en justice accéder à la demande des cortès du royaume. Madrid, 7 octobre 1789. *Signé*: Francisco, Cardinal archevêque de Tolède; Agustin, évêque de Jaen (inquisiteur général); Agustin, archevêque de Saragosse; Juan Manuel, archevêque de Grenade; Antonio, archevêque-évêque de Cordoue; Cayetano, évêque de Léon; Domingo, évêque de Tuy; Victoriano, évêque de Tortose; Gabino, évêque de Barcelone; José, évêque d'Albarracin; Manuel, évêque d'Astorga; Lorenzo, évêque de Segorve; Estevan-Antonio, évêque de Pamplune; Juan-Francisco, évêque de Ségovie."

Tel était le langage des prélats du royaume. Telle

était leur opinion sur l'abrogation de l'auto acordado 1839
de 1713. La solennité de l'avis donné par les archevêques et les évêques éloigne tous les doutes qui pourraient s'élever sur la véritable opportunité de ce retour aux anciennes lois et aux coutumes immémoriales qui réglaient la succession au trône. Nous ferons observer que cette révocation de l'auto acordado de 1713, faite avec toute la légalité et toutes les solennités voulues par les lois du pays, n'était pas une mesure de circonstance, car elle avait lieu précisément à l'occasion que les cortès proclamaient héritier du trône le prince des Asturies, depuis roi Ferdinand VII, et qu'il recevait le serment et l'hommage des députés du royaume réunis en cortès générales, et présidés par l'illustre comte de Campomanes. C'était donc dans la complète absence d'une nécessité impérieuse et instantanée que Charles IV rendait à l'ancienne loi sa force et sa vigueur. Si le roi de son vivant ne crut point devoir rendre public et notoire le rétablissement de cette loi, l'explication se trouve naturellement dans une mesure de prudence en face des agitations et des bouleversements qui, pendant son règne, eurent lieu dans l'état politique de la France, dont les divers gouvernements ne cessèrent de garder une attitude toujours gênante, toujours dominatrice envers l'Espagne.

C'est donc sur la disposition authentique de la loi de 1789, sanctionnée en bonne et due forme par le roi Don Carlos IV, et solennellement promulguée dans les cortès de la même année, que Ferdinand VII, comme roi et comme père, s'appuya autant que sur les anciennes lois et coutumes immémoriales dans sa pragmatique sanction du 29 mars 1830, pour abolir l'auto acordado de 1713, et pour rétablir l'ancienne loi de succession à la couronne, loi qui se rattache aux plus glorieux souvenirs de l'histoire d'Espagne.

Ferdinand ne pouvait voir sans frémir l'avenir du royaume et de sa fille, si de son vivant il n'assurait la succession au trône à sa descendance, en faisant retour aux anciennes lois du royaume, et faisant valoir la pragmatique sanction que la sagesse de son auguste père avait arrêtée dans des circonstances bien différentes. Un si grand exemple, un acte accompli avec toutes les solennités d'usage en pleine paix, et alors que rien ne faisait craindre des ambitions dynastiques au

1839 sein de la famille royale, et que l'hérédité du trône était assurée dans la ligne masculine, tout concourait à faire au roi Ferdinand VII un devoir de cette promulgation.

C'est ici le cas de mettre au néant une assertion fausse et sciemment mensongère, que des brouillons politiques ont inventée à propos du testament de Ferdinand VII; ils ont signalé ce testament comme le seul titre d'où dérivaient les droits de son auguste fille à la couronne d'Espagne, — supposition admise sans examen par quelques personnes à l'étranger. Nous croyons devoir la détruire ici. L'hérédité au trône étant formellement dévolue et assurée à Isabelle II par les lois constitutives du royaume, ainsi que nous l'avons déjà dit, ces droits ne pouvaient être rendus ni meilleurs ni plus forts par le testament du roi son père. Qu'est-il besoin d'ajouter que Ferdinand VII n'a pas inséré dans son testament un mot sur cette question, laquelle d'ailleurs n'était pas douteuse pour Sa Majesté.

Nul n'ignore que les intrigues d'un parti fanatique ont abreuvé d'amertume l'existence du roi Ferdinand VII. Ce parti s'est toujours prévalu du nom de l'infant don Carlos. Loin de nous de vouloir offenser ce prince par nos paroles, en jetant sur sa conduite un blâme injuste; mais nous avons le droit de dire, que soit faiblesse de caractère, soit aveuglement, soit enfin défaut de réflexion, il est un fait constant: c'est que don Carlos n'a jamais cherché par aucun acte public à démentir ces bruits, alors qu'il devait les repousser comme des calomnies, et flétrir hautement aux yeux du pays et du monde entier les coupables qui profanaient ainsi son nom. L'existence de ces rumeurs, des menées séditieuses, des conspirations permanentes contre le roi son frère, faisait un devoir à don Carlos de parler; et cependant jamais à cette époque, un désaveu n'est tombé de sa bouche contre les entreprises criminelles des conspirateurs, auxquels son nom était toujours mêlé.

Le roi Ferdinand en 1825 eut à réprimer une rébellion à main armée, tramée dans sa capitale même par les fauteurs d'un fanatisme en délire. En 1827, Ferdinand VII dut encore aller en personne conjurer l'orage plus menaçant et plus violent, que la même faction avait de nouveau soulevé en Catalogne.

Nous savons qu'on allègue contre la pragmatique-

sanction de 1830, un décret de Ferdinand VII qui 1839
l'abolissait: mais les moyens de contrainte morale par lesquels on extorqua ce décret pendant l'agonie du roi en 1832, sont publiques et notoires. Un document qui dénonce au monde entier cette contrainte exercée sur la personne du roi, et que nul ne sera tenté de révoquer en doute, c'est la déclaration solennelle faite par Ferdinand VII, le 31 décembre 1832, dont nous donnons ci-joint la traduction textuelle. La lecture de cet acte fut faite avec toute la pompe et les formalités les plus solennelles, le roi présent, devant un grand nombre de témoins composés de tous les ministres, de grands dignitaires de l'Eglise et de l'Etat, de hauts fonctionnaires publics dans l'ordre judiciaire et administratif du royaume, des membres de la députation permanente de la grandesse, de titres de Castille, et autres notabilités de la capitale, tous individuellement nommés. Dès lors, il ne peut rester aucun doute sur la nullité du décret arraché au monarque agonisant. On remarquera que cette déclaration solennelle eut lieu, l'infant don Carlos se trouvant encore à Madrid, sans qu'il ait protesté contre son contenu. La fille de Ferdinand VII fut ensuite solennellement reconnue comme l'héritière du trône, et en cette qualité reçut le serment, foi et hommage des députés de la nation réunis en cortès; le 22 juin 1833. Tout le corps diplomatique assista à cette cérémonie, moins l'envoyé de Naples, qui protesta au nom de sa cour, et alors, comme en 1830, quand la pragmatique-sanction fut publiée, aucune autre réclamation ne fut faite, pas même par la France. Nous ferons observer ici que cette pragmatique, datée du 29 mars 1830, est antérieure de six mois à la naissance de la fille de Ferdinand VII.

Résumons-nous: ayant cherché à être les plus concis et le plus clair possible dans cette grave question, nous dirons pour terminer: veut-on invoquer les lois anciennes, la coutume immémoriale de la monarchie? la légitimité d'Isabelle II se trouve consacrée par une législation nationale de huit siècles d'observance non interrompue, et par les nombreux exemples de reines qui ont porté la couronne d'Espagne. La seule déviation qui se présente à nous, est l'auto acordado de 1713, dont l'illégalité est manifeste, et qui fut annulé en 1789, sans avoir jamais été suivi d'aucun effet.

1839 Pour nous servir du dilemme posé par les illustres prélats dans leur déclaration du 7 octobre 1789, nous disons encore — Invoque-t-on l'auto acordado de 1713? Veut-on lui accorder force de loi? C'est à vrai dire l'omnipotence souveraine du monarque dérogeant aux lois les plus anciennes et à la coutume immémoriale. Eh bien, nous accordons pour un moment cette énormité. Mais alors, on ne saurait nous refuser la continuité inaltérable de cette omnipotence, sous peine de contradiction et de mauvaise foi manifeste. Les droits de Charles IV en 1789, ceux de Ferdinand VII en 1830, étant les mêmes que ceux de Philippe V en 1713, les effets doivent être les mêmes. Ces deux rois ont pu défaire ce que leur aïeul avait fait, et au même titre, avec cette différence, que Charles IV et son fils Ferdinand VII ont procédé avec la plus rigoureuse légalité et la plus grande solennité, se trouvant d'accord avec la nation assemblée en cortès avec l'esprit et la lettre des lois, et la coutume immémoriale; tandis que Philippe viola le fond et foula aux pieds la forme.

Si par contre on veut entacher d'arbitraire les actes de 1789 et de 1830, et les frapper de nullité, nous y accédons encore par hypothèse. Alors la même accusation d'arbitraire, la même nullité retombent, a plus forte raison, sur l'acte de 1713; et mettant le tout au néant, nous nous trouvons face à face de la loi ancienne, la seule vraie, la seule légitime par une consécration de huit siècles d'existence, la seule qu'il soit permis d'invoquer, et celle-ci appelle au trône des rois catholiques, comme reine et légitime souveraine des Espagnes, Isabelle II, fille de Ferdinand VII.

Dans cette exposition fidèle et authentique de la légitimité de la reine Isabelle II, nous avons laissé parler l'histoire inexorable, et si parfois nous avons invoqué la logique, c'est qu'elle est l'inséparable compagne du bon droit; celui-ci pour se défendre n'a pas besoin de sophismes; la vérité est une.

Homme monarchique, sujet fidèle, esclave consciencieux des principes conservateurs de l'ordre et de la justice, notre voix ne peut être suspecte alors que nous l'élevons en faveur de notre partie, laquelle, dans son immense majorité, a pensé et pense comme nous. Nous

avons eu de rigoureux devoirs à remplir, nous n'y 1839
avons pas failli, car nous savions prévoir. Dépositaire de la confiance du souverain qui nous honora jusqu'à son dernier jour de ses augustes bontés, nous avons été témoin de ses angoisses de père et de roi, dans les derniers instants de son existence; dans ces instants suprêmes où le monarque semblait déjà être devant son Dieu, Ferdinand VII nous recommanda de veiller sur le trône de sa fille, et à la conservation de sa royale autorité. Nous y engageâmes notre foi par devoir, par honneur et par reconnaissance. Souvent nous avons renouvelé avec transport cet engagement solennel. L'Europe sait si nous y avons été fidèle. Nous avons combattu avec vigueur, courage et persévérance, pour garantir l'Espagne des malheurs qui sont survenus. Nous avons fait face avec calme et résignation à tous les dangers, et nous avons accepté avec joie tous les sacrifices pour rester fidèle à nos serments, à nos principes et à nos convictions politiques. Pur dans nos intentions, désirant autant et plus que personne la réforme des abus administratifs par le progrès lent mais assuré du temps et de l'expérience, nous nous sommes dévoué à arrêter le torrent des innovations hâtives qui nous semblaient dangereuses. Nous sentions que le pouvoir ne pouvait être affaibli sans péril, surtout au moment de combattre, car de longue main, nous avions appris à connaître les menées des partisans de don Carlos. Nous avons succombé sur la brèche sans capituler; nos tristes prévisions ne se sont que trop réalisées. Si, dans la position où nous sommes aujourd'hui, nous n'avions consulté que notre besoin de repos et nos convenances personnelles, nous ne l'eussions pas quitté, mais si les malheurs personnels ne sont rien, et ne peuvent rien sur notre âme fidèle, elle se brise au récit des calamités publiques; car toutes nos sympathies et toutes nos facultés appartiendront, jusqu'à notre dernier soupir, à l'auguste fille et légitime héritière de nos rois, et à notre chère patrie.

Une voix confiante a pénétré dans notre paisible retraite; elle a fait un appel à nos sentiments de dévouement et de loyauté; elle nous a appris que l'intérêt de l'Espagne et de sa jeune souveraine voulait que nous vinssions plaider leur cause, qui est aussi la cause de l'humanité si cruellement outragée et souffrante.

le culte de la roya
absente.

Berlin, ce 19 f

Do

Don Ferdinand VII,
de Léon, d'Aragon, etc.,
Et en son royal no
revêtue, par décret royal
cessaires pour m'occuper
de mon auguste époux,
A mes conseillers, pr
Sachez que j'ai adr
cretaire d'Etat au départe
pour être publiée en cour
circuler.

Don Francisco Fernan
royal d'Isabelle-la-Catholiq
département de la justice,
Je certifie et j'atteste
président du conseil, m'ay
pour que j'eusse à me pré
rol, notre seigneur; et aya
midi, j'ai trouvé réunis dan
dinal archevêque de Tolèd
Francisco-Xavier Castaños,
res étrangères, président d
mudez, Don José de la Cru
cisco-Xavier Ulloa, minist
Encima y Piedra, ministre

Omulriany, Rourera et le caméristo Don Francisco Caro et Torquemada. — Don Felipe de Cordova, gouverneur du conseil suprême des finances. — Don Angel Fuertès, doyen du conseil royal des ordres. — Les titres de Castille, comte de San-Roman, marquis de Campoverde, marquis de la Cuadra, comte d'Adanero. — La députation du royaume composée de Don Matias Pareja et Torres, Don Joaquin Gonzalez Nieto, Don Francisco Iñigo de Iñigo, Don José Ferrer, Don Juan-Pablo-Perez Caballero, Don Pedro Vivero y Moreno, Don Santiago Lopez Regañon, Don Esteban Hurtado de Mendoza et Ponce de Léon, députés de la province du Guipuzcoa. — Don Joseph Cariga et Don Simon Ibarra, présidents du tribunal de commerce de Madrid. Et en leur présence S. M. le roi me remit une déclaration écrite de sa royale main, m'ordonnant de la lire, ce que je fis à haute voix de manière à être entendu des assistants. Voici la teneur littérale de cette déclaration : 1839

„Mon âme royale surprise dans les moments d'agonie où me conduisit la maladie grave dont la miséricorde divine m'a miraculeusement sauvé, je signai un décret dérogeant à la pragmatique sanction du 29 mars 1830, décrétée par mon auguste père à la suite de la pétition des cortès de 1789, afin de rétablir la succession régulière à la couronne d'Espagne. Le trouble et l'angoisse d'un pareil état, où par moment la vie paraissait m'échapper, indiqueraient assez l'impossibilité dans laquelle je me suis trouvé de juger un semblable acte, si sa nature même et ses effets ne suffisaient pas pour le prouver. Comme roi, je ne pouvais détruire les lois fondamentales du royaume, dont j'avais publié le rétablissement, comme père, je ne pouvais de ma libre volonté dépouiller ma descendance de droits si augustes et si légitimes. Des hommes déloyaux ou induits en erreur assiégèrent mon chevet, et abusant de l'amour que ma chère épouse et moi nous portons aux Espagnols, augmentèrent son affliction et l'amertume de ma situation en affirmant que le royaume entier repoussait la pragmatique, et en nous montrant la désolation universelle et les torrents de sang dont notre refus de l'annuler serait l'origine. Cette atroce prédiction faite dans des circonstances où la vérité est plus que jamais obligatoire, et surtout pour les personnes qui sont tenues de me la faire connaître, alors que je n'avais ni le temps ni la possibilité de vérifier la vérité de ce que l'on m'annonçait, consterna mon âme abattue, et dissipa ce qui me restait d'intelligence. Ne voulant donc plus penser qu'à la paix et à la conservation de mes sujets, je fis en ce qui me concernait, ce grand sacrifice, à la tranquillité de la nation espagnole, ainsi que je l'ai exprimé dans le décret que l'on m'a présenté.

La perfidie consomma l'horrible trame que la séduction avait commencée, car le jour même on rédigea des attestations de ce qui venait de se passer, et on y inséra le décret, violant ainsi traitreusement l'injonction expresse que j'avais faite dans le décret même et de vive voix de ne rien révéler qu'après ma mort.

Mais aujourd'hui persuadé de la fausseté avec laquelle on a calomnié mes Espagnols bien aimés, toujours fidèles à la descendance de leurs rois; convaincu en outre qu'il n'était pas dans mon pouvoir et que je n'avais pas la volonté de déroger à la coutume immémoriale de la succession établie depuis des siècles, sanctionnée

1839 par la loi, réalisée dans la personne des héroïnes illustres qui m'ont précédé sur le trône et dont le maintien a été unanimement demandé par les Etats du royaume, libre moi-même de l'influence et de la contrainte que l'on a exercée sur ma personne dans une funeste circonstance, je DECLARE SOLENNELLEMENT de mon plein vouloir et de mon propre mouvement, que le décret signé au milieu des angoisses de ma maladie m'a été arraché par surprise; que ce fut à la suite des fausses terreurs dont on m'environna; qu'il est *nul*, *sans aucune valeur*, étant contraire aux lois fondamentales de la monarchie, et à mes devoirs de roi et de père envers mon auguste descendance. Fait en mon palais de Madrid, le 31 décembre 1832."

Après avoir achevé cette lecture, je remis la déclaration entre les mains royales de S. M.; laquelle affirmant qu'elle était bien l'expression de sa pleine et entière volonté, la signa et paraphe en présence des témoins susnommés, écrivant au bas *Fernando*. Je demandai ensuite aux personnes présentes si elles avaient une connaissance parfaite de cette déclaration, et toutes m'ayant répondu affirmativement, je mis fin à l'acte qui en faisait foi. S. M. ayant ordonné aux assistants de se retirer, j'ai immédiatement déposé cette déclaration royale dans les archives de la secrétairerie de mon département. Et pour qu'en tout temps elle puisse produire tels effets que de droit, je donne la présente attestation. Fait à Madrid, le même jour 31 décembre 1832.

FRANCISCO FERNANDEZ DEL PINO.

Suit la formule usitée de publication et d'expédition.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et États

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE;

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome XVI.

1830—1839.

Seconde Partie.

À GOETTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1842.

47.

Avis du gouverneur-général des Pays-Bas à Java, relatif à l'interdiction du commerce avec la Nouvelle-Hollande. En date de Batavia, le 23 Février 1839.

1839

(Nouvelles archives du commerce publiées sous la direction de M. Colombet à Paris. 1839).

Le soussigné, d'après les ordres de S. Exc. le gouverneur-général, donne avis qu'il a été reçu une déclaration officielle du gouverneur-général de la Nouvelle-Galles du Sud, portant que, par une décision du gouvernement britannique d'Europe, le commerce qui a eu lieu jusqu'ici entre la Nouvelle-Galles et les possessions hollandaises de l'Inde orientale, ne peut plus être permis entre les sujets des gouvernemens anglais et néerlandais dans l'Archipel indien, attendu que les termes du traité du 17 mars 1824 ne sont pas considérés comme applicables à la Nouvelle-Hollande, et qu'en conséquence aucun bâtiment néerlandais parti des ports des possessions hollandaises de l'Inde après la publication de cette mesure, ou qui arrivera après le 1er janvier 1839, ne pourra pénétrer dans les ports de la Nouvelle-Galles et de ses dépendances, *sans égard à l'époque à laquelle il pourra être parti des ports des possessions hollandaises de l'Inde.*

Batavia le 23 Février 1839.

Le secrétaire-général, Cornets de Groot.

48.

Déclaration du Concile de l'église grecque-unie assemblé à Polozk, dans le mois de Février 1339.

(Nordische Biene).

Im Namen des Vaters, des Sohnes und des heiligen Geistes. Wir, durch Gottes Güte die Bischöfe und

1839 geweihte Versammlung der griechisch-unirten Kirche in Russland haben in wiederholten Zusammenkünften Nachfolgendes in Berathung gezogen.

Unsere Kirche war von ihrem Beginn an eins mit der heiligen, apostolischen, rechtgläubig katholischen Kirche, welche von unserm Herrn und Heiland Jesus Christus selbst im Orient gestiftet wurde, vom Orient aus die Welt erleuchtete und bisher die göttlichen Lehren der christlichen Religion ganz und unverändert bewahrte, ohne irgend etwas aus dem Geiste menschlicher Spitzfindigkeit hinzuzufügen. In diesem gesegneten, überaus wünschenswerthen, allgemeinen Bunde bildete unsere Kirche einen unzertrennbaren Theil der griechich-russisschen Kirche, wie auch unsere Vorfahren ihrer Sprache und Herkunft nach stets einen untrennbaren Theil des russischen Volks bildeten. Aber die traurige Losreissung unserer Provinzen von unserm wahren Vaterlande Russland riss auch unsere Vorfahren von der wahren katholischen Einheit los, und die Macht fremder Herrschaft unterwarf sie der Gewalt der römischen Kirche unter dem Namen der Unirten. Obwohl ihnen aber von derselben durch förmliche Urkunden der orientalische Gottesdienst in unserer heimischen russischen Sprache, alle heiligen Ceremonien und selbst die Einrichtung anderer orientalischen Kirche gesichert, und obwohl ihnen der Uebergang zu dem römischen Glaubensbekenntniss-verboten war (ein deutlicher Beweis, wie sehr man unsere alten orientalischen Einrichtungen als rein und unveränderlich betrachtete!), so strebte doch die schlaue Politik der ehemaligen polnischen Republik und die mit ihr harmonirende Richtung der lateinischen Geistlichkeit, welche den Geist der russischen Nationalität und des althergebrachten Gottesdienstes der orientalischen Kirche nicht ertragen konnten, aus allen Kräften dahin, wo möglich auch die Spuren der ursprünglichen Herkunft unseres Volks und unserer Kirche auszutilgen; durch diese gedoppelten Bemühungen waren unsere Vorfahren nach Annahme der Union dem allerkläglichsten Loose unterworfen. Der Adel, in seinen Rechten gedrückt, ging zum römischen Glaubensbekenntniss über, Bürger und Bauern aber, welche die auch noch in der Union bewahrten Sitten der Vorfahren nicht aufgeben wollten, erduldeten schwere Verfolgung. Aber bald wurden unsere Gebräuche und

die heiligen Kirchenceremonien, die Einrichtungen und 1839
der Gottesdienst unserer Kirche selbst bedeutend verändert, und an ihre Stelle traten lateinische, ihr keineswegs zusagende Einrichtungen. Die griechisch-unirte Geistlichkeit, aller Unterrichtsmittel beraubt, in Armuth und Erniedrigung, wurde von der römischen gänzlich unterdrückt, und war der Gefahr einer gänzlichen Vernichtung und Zerstörung ausgesetzt, wenn nicht der Höchste ihrer Jahrhunderte langen Leiden ein Ende gemacht hätte, indem unsere Provinzen, ein altes Besitzthum Russlands, wieder zu dem russischen Reich zurückkehrten. Der grösste Theil der Unirten benützte diess glückliche Ereigniss, vereinigte sich gleich damals wieder mit der rechtgläubigen orientalisch-katholischen Kirche, und bildete bereits einen unzertrennlichen Theil der allgemeinen russischen Kirche; die übrigen fanden nach Möglichkeit in der wohlthätigen russischen Regierung einen Schutz gegen die Uebermacht der römischen Geistlichkeit. Aber der väterlichen Milde des jetzt regierenden frommen Fürsten, des Kaisers Nikolaus Paulowitsch, verdanken wir die jetzige volle Unabhängigkeit unserer Kirche, die jetzigen reichlichen Mittel zur angemessenen Bildung unserer geistlichen Jugend, die jetzige Erneuerung und wachsende Pracht unserer heiligen Tempel, wo der Gottesdienst in der Sprache unserer Väter gehalten wird, und wo die heiligen Ceremonien in ihrer alten Reinheit wieder hergestellt sind. Allenthalben bringt man allmählig alle Einrichtungen unserer von alten Zeiten her orientalischen, von alten Zeiten her russischen Kirche wieder in Gebrauch. Man braucht nur noch zu wünschen, dass diese alte, gottgefällige Ordnung auch auf künftige Zeiten für die ganze unirte Bevölkerung in Russland befestigt werde, damit in voller Wiederherstellung der früheren Einheit mit der russischen Kirche diese früheren Kinder im Schoosse ihrer wahren Mutter die Ruhe und den geistlichen Fortschritt finden mögen, deren sie zur Zeit ihrer Entfremdung beraubt waren. Aber durch die Gnade des Herrn waren wir auch früher von unserer alten Mutter, der rechtgläubigen katholischen, orientalischen, und namentlich der russischen Kirche nicht sowohl im Geiste, als durch Abhängigkeit von Fremden und durch unangenehme Ereignisse getrennt, jetzt aber sind wir durch die Gnade des allgütigen Gottes ihr wiederum so sehr

rechtgläubigen katholis
erkennen, und darum
uns anvertrauten Heerd
gen orientalischen, rec
Gehorsam gegen die he
sische Synode zu verha

2) Den sehr from
terthänigst zu bitten, u
in seinen erhabenen Sc
ziehung desselben, zum
len, durch seine allerhö
scherwillen zu fördern,
thätigen Scepter mit all
und demselben Munde
dreieinigen Gott loben,
Amte, nach den Vorsch
Concilien und nach de
Bischöfe- und Lehrer d
Kirche.

Zur Bekräftigung d
übrige Vorstände der Gei
lungs-Urkunde eigenhä
Bestätigung der allgemein
gen griechisch-unirten G
händigen Erklärungen de
schen Brüderschaften, in

Gegeben in der von

Februar am 12 Tage am Sonntag der grossen Fasten. 1839
(Folgen die Unterschriften).

49.

Instruction pour les agens diplomatiques de Don Carlos dans l'étranger, redigée par M. de Labrador, cidevant Ambassadeur espagnol au Congrès de Vienne et à Rome.

(Traduction exacte publiée par la gazette universelle de Leipzig. 1839. Nro. 169).

Zwei entgegengesetzte Principe theilen die Welt sowie die Geister. Es giebt keine Grenzen mehr zwischen den Staaten, aber die Menschen stehen von einander getrennt, der Krieg ist überall, und so thut man überall seinem Gewissen genug, wo man die conservativen Grundsätze der Gesellschaft vertheidigen kann, sey es an den Ufern des Tajo, oder denen der Seine, oder der Weser. In Folge dieser allgemeinen Interessen geschieht es, dass ein alter Diener der Legitimität den an ihn gerichteten Wünschen, seine Ansichten über die Lage der Angelegenheiten Spaniens und insbesondere über die Karl's V. auszusprechen, nachkommt. Ferdinand VII. hat seinem Königreich ein unheilvolleres Geschenk als das des Midas hinterlassen, er hat gleichsam die brennende Fackel in die Mitte der entzündbarsten Stoffe geworfen; und die Folgen davon sind ebenso bedeutend für ganz Europa als für Spanien selbst. Die Regierung, die er eingeführt, hat die Vertheidiger des Königthums veruneinigt, seine grässlichsten Feinde ermuthigt. Kraftlos zwischen die Royalisten und die Revolution gestellt, ist dieselbe ohne hinlängliche Stütze, dieses gefährliche Gleichgewicht aufrecht zu erhalten; sie ist und wird stets machtlos sein, eine feste Ordnung herzustellen. Der Wille des seligen Königs hatte die Mehrzahl der Anhänger der Legitimität hingerissen, Schwäche und Bestechlichkeit haben das Uebrige gethan. Die Grossen des Königthums, die Bischöfe, die Säculargeistlichkeit, die Mehrzahl der Militairchefs haben sich ohne Wider-

1839 stand der neuen Ordnung der Dinge unterworfen. In Wahrheit, tapfere Generale sind in den Nordprovinzen aufgestanden, um die legitimen Rechte zu vertheidigen; aber die Armee ist im Allgemeinen dem thatsächlichen Gouvernement treu geblieben, europäische Mächte haben dasselbe bestätigt, und welches auch ihre geheimen Wünsche sind, sie werden sich kein Zeichen der Anhänglichkeit für ein Unternehmen erlauben, das innigst verbunden ist mit der gemeinsamen Vertheidigung. England und Frankreich sind der Illegitimität entgegengekommen und haben ihr jede Art der Freundschaftbezeigung zukommen lassen, endlich sind die Fortschritte der revolutionairen Faction in Frankreich der Art, dass sie in Spanien das Bestehen der festesten Regierung bedrohen würden. Das ist die Lage, in welcher Karl V. wie Heinrich IV. sein Königreich wiedererobern soll, und es ist dies wahrlich nichts Kleines. Ein solches Unternehmen kann nicht mit gewöhnlichen Mitteln und einem gewöhnlichen Charakter angefangen werden, man muss bei demselben von dem höchsten politischen Standpunkt ausgehen und die kräftigste und folgerechteste Art zu handeln, sodass man alle Interessen berührt und sich ihrer bemächtigt, in Anwendung bringen. Man wird versuchen, nach und nach die bedeutendsten zu erleuchten.

1) Einrücken des Königs in Spanien. Von dem Augenblick an, dass man Karl V. sein Nachfolgerecht in Anspruch nehmen und sich in Spanien bewaffnete Parteien, um dasselbe zu unterstützen, bilden sah, fragte man sich allgemein, wie es komme, dass der König nicht an der Spitze Derjenigen stehe, die ihr Blut für seine Sache vergossen. Die Freunde des Königthums beklagten sich darüber, die Feinde fanden einen Grund des Vorwurfes und sagten: „Dort wie anderswo sind es stets die Könige, die sich selbst im Stiche lassen". Eine kleine Anzahl aufgeklärter Männer hielt sogleich dafür, dass bei der Natur der für die königliche Sache bewaffneten Parteien, zertheilt, zersplittert in einzelnen Provinzen, verfolgt von einer feindlichen Armee und nur in den Partisankrieg eine Hoffnung des Erfolges habend, diese keine solche Stütze böten, dass der König klugerweise ihnen die Bestimmung des Landes, die in diesem Augenblicke so zu sagen in ihm personificirt ist, überlassen könne. Es

gibt Etwas, das über diesen Berechnungen der kalten 1839
Vernunft steht, dies ist der Aufschwung, die Kraft und Ergebenheit, die die Gegenwart des Prinzen, für den sie ihr Blut vergiesst, einer Partei einzuflössen im Stand war. Das ist eine Thatsache, die alle andern überwog, und deren Folgen unberechenbar sind. In der Keckheit, die auf die Geister wirkt, liegen Hülfsmittel, die die gewöhnliche Vernunft übersieht; endlich selbst im Unglücke, wenn das Geschick eine so edle Ergebenheit nicht begünstigen sollte, senkt sich auf die königliche Stirn eine Aureole des Ruhmes, die mehr als eine Krone werth ist und ihm die Gewissheit gibt, dieselbe zu erobern.

2) Einwirkung auf die Anhänger der Legitimität. Diese besteht darin, sie in den Gegenden, die unthätig geblieben sind, zu vereinigen und ihren Eifer anzufeuern, die Royalisten zu unterstützen, zu organisiren und zu discipliniren, und alle Arten von Dienstleistungen in Bewegung zu setzen, sodass man endlich im Stand ist, ihre vereinzelten Kräfte in einer vollkommenen Einigkeit gemeinsam zur Ausführung des Werkes der Erlösung wirken zu lassen.

3) Einwirkung auf die Royalisten, die zur Partei der Usurpation hinübergezogen worden. Wie feindlich sich auch die Royalisten, die der Act Ferdinand's VII. hat verführen und verirren können, der Partei Karl's V. gezeigt haben, so muss man doch Alles thun, um sie wieder zu gewinnen. Man muss berücksichtigen, dass man nur mit ihnen die königliche Regierung aufrecht erhalten kann, dass sie dazu nöthig sind. Man muss also ihnen gegenüber mit der höchsten Moderation zu Werke gehen. Es sind dies verirrte Brüder, die man um jeden Preis und durch jedes Mittel zurückführen und sie so von der revolutionairen Partei, dem ewigen und unversöhnlichen Feinde des Königthums, trennen muss. Es ist nothwendig, unablässlich der Geistlichkeit zu zeigen, dass das ephemere Gouvernement sie nicht zu schützen im Stand ist, dass es sie ohne Vertheidigung der Revolution, bereit, sie zu verschlingen, überliefert, dass es für sie kein Heil als in der Legitimität gibt, an die das Geschick der Religion innigst gefesselt ist.

4) Benehmen gegen die revolutionaire Partei. Diese Partei, als unversöhnlicher Feind, wird sich

schüttern, würde es vielleicl
besondern Examen die beiden
die sich zuerst aufdrängen, d.
man den König übernehmen
versammeln, unter der Form:
Anleihen der Revolution, Bons

A. Versprechen, die C
zu versammeln. Eine solche
men in der Stellung; in der
würde in den Augen aller Welt
der Partei sein, die ihn unt
Gunst des Feindes durch ant
gewinnen, oder besser zu erb
chungsdocumente gewinnen N
selbst die alte spanische Treue
zige Motiv, das in der gegeh
diese Berufung an den Volks
sein, die Succession auf eine
festzusetzen; aber heute schon
bedürfe einer festern Bestimm
Organe, hiesse sicher, es selbst
ihnen das Recht zuzugestehen,
genehmigen oder zu verweiger
aber tritt denn der König in S
eines erworbenen, über alle D
verjährbaren Rechtes! Und v

Borgo, von Spanien im Jahr 1829 zurückkehrend, 1839
sagte: „Ferdinand VII. ist verloren und Spanien in voller Revolution, wenn man eine Nationalversammlung, welcher Art sie auch wäre, selbst eine Versammlung nur aus Mönchen bestehend, zusammenberufen sollte."

B. Königliches Versprechen, die Bons der Cortes anzuerkennen. Die zweite Frage, die man, mehr in einem ausländischen Interesse als im Bewusstsein eines nationalen Vortheils verschieben wird, ist die Verpflichtung, die der König übernehmen sollte, die Bons der Cortes anzuerkennen. Diese vollkommene Anerkennung des Werkes der Revolution von 1822 widerstrebt allen monarchischen Grundsätzen und Consequenzen; sie würde das royalistische Spanien revoltiren, um- und vollkommen misstimmen. Endlich, selbst wenn man voraussehen könnte, dass es sich mit der Politik des in der ganzen Fülle seiner Rechte eingesetzten Königs vertrüge, sowohl die Cortes zu versammeln, als das Anleihen der spanischen Revolte anzuerkennen, so würde es noch immer höchst unpolitisch sein, den Ansichten des Feindes zu schmeicheln, indem man zum Voraus Verpflichtungen übernähme, die man vielleicht nicht erfüllen könnte, ohne sich nachtheiligen Folgen auszusetzen. Kein augenblicklicher Beweggrund könnte somit die geringste Principconcession veranlassen. Aber es verhält sich ganz anders mit Denjenigen, die sich unverholen von den revolutionairen Opinionen lossagen und sich der Sache des Königthums anschliessen; welches auch ihre Motive sind, man muss sie aufnehmen und ihnen die Hand reichen, ohne Andenken und ohne Rachegedanken wegen vergangener Ereignisse.

5) Benehmen der Armee gegenüber. Man darf der Armee keine Vorwürfe machen; sie hat nur in Folge der militairischen Disciplin gehandelt; sie durfte und konnte nicht berathen über die Rechtsgültigkeit der Acte des verstorbenen Königs, nicht entscheiden zwischen dem durch diese Acte hergestellten Recht und denen der legitimen Succession. Sie ist der bestehenden, von der Mehrzahl anerkannten Ordnung und der Stimme ihrer Chefs gefolgt. Man kann ihr somit keine Vorwürfe machen, und es würde ein Unglück sein, wenn sie anders gehandelt hätte. Ihre Rückkehr zum legitimen Königthum muss von dem öf-

1839 rung in Allem, wo sie der Regierung von Madrid zu vortheilhaft sein könnte, zu mässigen und zu beschränken suchen. Man muss also durch alle genehmbaren Mittel mit derselben in Verbindung zu treten suchen, zeigen, dass die Wiederherstellung des Königs Karl V. keine der Folgen nach sich ziehen würde, die eine Restauration der verbannten Familie in Frankreich haben müsste, dass alle Protection, die sie der Tochter Ferdinand's VII. zukommen lasse, nicht im Stande sein werde, eine feste und beständige Regierung in Madrid zu bilden, dass der Erfolg, den man in Frankreich erlangt, indem man auf eine reiche, grosse und mächtige Mittelklasse gefusst hat, in Spanien nicht möglich ist; dass es hier nur Chancen gebe für eine mit aller Kraft umgebene Monarchie oder für eine Revolution mit allen ihren Schrecknissen, dass diese Revolution, noch weniger lenkbar in Spanien, nicht ermangeln würde, den Revolutionairs in Frankreich allen Vorschub zu leisten, und endlich, dass das wahre Interesse jeder Regierung verlange, dass sie ihren Beistand nur der Regierung leiste, die im Stand ist, sich in einem Reiche, dessen Ruhe für den Nachbarstaat von Bedeutung ist, aufrecht zu erhalten. Weiter würde man dann ihr begreiflich machen, wie sehr das Interesse der Familie mit dem Interesse der Staaten in Einklang ist, um die weibliche Succession von dem Throne Spaniens zurükzuweisen. Es würde über die Grenzen dieser raschen Auseinandersetzung gehen, alle Motive zu entwickeln, die man anführen könnte, um Frankreich die Interessen zu zeigen, die es der Wiederherstellung des Königs gewogen machen müssen, sodass, wenn man nicht dahin gelangt, es für dieselbe zu gewinnen, es wenigstens sie nicht als ihm feindlich betrachtet. Uebrigens würden die grössten Gefahren für die Sache des Königs in Spanien nicht von der gegenwärtigen Regierung zu befürchten sein, sondern von dem sichern und vielleicht nahen Siege der demokratischen Partei in Frankreich, der beide Königreiche gleich bedroht; denn es ist leicht einzusehen, welche Macht das revolutionaire Frankreich den Revolutionairs von Spanien leihen würde. Die rasche Wiederherstellung des Königs in die Fülle seiner Autorität und die Verbindungen mit den Mächten Europas, im Einklange nach einem conservativen Systeme handelnd, sind die einzigen Bedingungen des Heils für

Spanien. Dies sind die Reflexionen, die beim ersten Anblicke das Interesse der Legitimität in Spanien hervorrufen. (gez.) LABRADOR. 1839

50.

Traité de paix et d'amitié entre la France et la République du Mexique, signé et conclu à Vera-Cruz, le 9 Mars 1839.

(Moniteur univ. 1839).

Au nom de la très-sainte trinité,

Sa Majesté le roi des Français et le président de la république du Mexique, désirant terminer la guerre qui a malheureusement éclaté entre les deux pays, ont choisi pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

S. M. le roi des Français, M. Charles Baudin, contre-amiral, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur;

Et S. Exc. le président de la république du Mexique, MM. Emmanuel-Edouard de Gorostiza ministre des affaires étrangères, et Guadalupe Victoria, général de division;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre S. M. le roi des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la république du Mexique, d'autre part, et entre les citoyens des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux.

2. Dans le but de faciliter le prompt rétablissement d'une bienveillance mutuelle entre les deux nations, les parties contractantes conviennent de soumettre à la décision d'une tierce puissance les deux questions de savoir:

1° Si le Mexique est en droit de réclamer de la France, soit la restitution des navires de guerre mexicains, capturés par les forces françaises subséquemment à la reddition de la forteresse d'Ulloa, soit une compensation de la valeur desdits navires, dans le cas où le gouvernement français en aurait déjà disposé;

1839 2° S'il y a lieu d'allouer les indemnités que réclameraient, d'une part, les Français qui ont éprouvé des dommages par suite de la loi d'expulsion, de l'autre, les Mexicains qui ont eu à souffrir des hostilités postérieures au 26 novembre dernier.

3. En attendant que les deux parties puissent conclure entre elles un traité de commerce et de navigation qui règle, d'une manière définitive, et à l'avantage réciproque de la France et du Mexique, leurs relations à venir, les agens diplomatiques et consulaires, les citoyens de toute classe, les navires et marchandises de chacun des deux pays, continueront de jouir, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques qui sont ou qui seront accordés, par les traités ou par l'usage, à la nation étrangère la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec les mêmes compensations, si elle est conditionnelle.

4. Aussitôt qu'un des originaux du présent traité et de la convention du même jour, dûment ratifiés l'un et l'autre par le gouvernement mexicain, comme il sera dit en l'article ci-après, auront été remis entre les mains du plénipotentiaire français, la forteresse d'Ulloa sera restituée, au Mexique, avec son artillerie, dans l'état où elle se trouve aujourd'hui.

5. Le présent traité sera ratifié par le gouvernement mexicain, en la forme constitutionnelle, dans les douze jours de sa date, ou plus tôt, si possible, et par S. M. le roi des Français, dans le terme de quatre mois, également comptés de ce jour.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Vera-Cruz, en trois originaux, dont deux pour S. M. le roi des Français, et un pour S. Exc. le président de la république du Mexique, le 9e jour du mois de mars de l'an de grâce 1839.

(L. S.) Carles Baudin. (L. S.) M. E. de Gorostiza.

(L. S.) Guadalupe Victoria.

51.

Convention d'armistice, conclue le 9 Mars 1839 entre l'amiral français Baudin et le Général mexicain Victoria.

(Journal des Débats. 1839).

Le Contre-Amiral, Commandant en chef les forces navales de France dans le golfe du Mexique, et le général de division général en chef de la division d'avant-garde de l'armée mexicaine, considérant, d'une part: qu'un traité de paix a été signé aujourd'hui par les plénipotentiaires respectifs; que s'il obtient, comme on doit s'y attendre, la ratification nécessaire, la bonne intelligence entre les deux nations sera promptement rétablie; et, de l'autre part, qu'il est du devoir des deux puissances belligérantes d'abréger autant que possible les souffrances du commerce neutre, sont convenus de conclure un armistice dans les termes suivans:

Art. 1er. Les hostilités seront suspendues des deux côtés pendant l'espace de quinze jours, à partir de lundi prochain, onze du courant, et le port de Vera-Cruz sera ouvert à tous les pavillons sans aucune exception.

2. Toutes les marchandises de commerce licite, quelle que soit leur origine, seront admises assitôt qu'elles auront payé les droits qui leur sont imposés par les tarifs en vigueur et pendant le terme sus-indiqué. Ces droits une fois payés, on ne pourra empêcher l'internation de ces marchandises.

3. Le général en chef de la division d'avant-garde s'engage à donner les ordres nécessaires pour que les consignaraires ou les propriétaires français des marchandises qui s'importeront à Vera-Cruz, en vertu de la stipulation contenue dans l'article ci-dessus, ainsi que les personnes dont ils auraient besoin pour la gestion de leurs intérêts, puissent entrer et demeurer dans la ville, et vaquer à toutes leurs affaires pendant le laps de temps indiqué.

Fait à Vera-Cruz, le neuf mars mil huit cent trente-neuf. Signé: Charles Baudin, Victoria.

et ratifiée à

(Jour

Sa Maj. le Ro
sident de la Repu
commun accord, m
malheureusement é
spectifs, et qui o
ont nommé pour le

Sa Maj. le Roi
contre-amiral, offic
d'honneur;

Et S. Exc. le
que, MM. Emmanu
des affaires étrangèr
de division;

Lesquels, après
leurs pleins pouvoir
due forme, sont co

Art. 1er. Pour
France, relatives a
tionaux antérieurem
vernement mexicain
une somme de 600,
ques. Ce paiement
deux cent mille pia

cus, et postérieurement capturés par les Français, à la suite de la déclaration de guerre, doivent être considérés comme légalement acquis aux capteurs, sera soumise à l'arbitrage d'une tierce puissance, ainsi qu'il est dit en l'art. 2 du traité de ce jour. 1839

3. Le gouvernement mexicain s'engage à n'apporter et à ne laisser mettre désormais aucune entrave à l'acquittement ponctuel et régulier des créances françaises qu'il a déjà reconnues, et qui se trouvent en cours de paiement.

4. La présente convention sera ratifiée avec les mêmes formalités et dans les mêmes délais que le traité de paix de ce jour, auquel elle demeurera annexée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Vera-Cruz, en trois originaux, dont deux pour S. M. le roi des Français, et un pour S. Exc. le président de la république du Mexique, le 9e jour du mois de mars de l'an de grâce 1839.

(L. S.) Charles Baudin. (L. S.) Guadalupe Victoria.
(L. S.) M. E. de Gorostiza.

Extrait du Rapport

Présenté à la Chambre des députés, par M. Lacrosse, le 21 juin 1839 au sujet des crédits supplémentaires relatifs à l'expédition contre le Mexique. *).

Nos différends avec le Mexique sont terminés. Il nous est donné d'exposer l'origine, les incidens divers et l'issue des contestations. Elles intéressent près de six mille Français qui possèdent au Mexique des valeurs évaluées authentiquement à 50 millions.

Sous la Restauration, le gouvernement, influencé sans doute par la tradition des anciennes alliances de famille, et craignant de légitimer l'indépendance des États qui s'étaient formés dans l'Amérique espagnole, ne consentit pas à reconnaître l'empire éphémère d'Iturbide, et plus tard la république mexicaine.

On se borna à signer, en 1827, dix-sept articles qui conféraient aux Français le traitement de la nation la plus favorisée dans les États mexicains. Ces stipu-

*) Nous donnons cet extrait pour faire connaître l'historique des différends de la France avec le Mexique.

lut mettre un terme
un traité d'amitié, d
sur le principe de l
ratification rencontra
grès mexicain. Nos
sion de les aplanir,
ment, même après q
du 15 octobre 1832,
troversées. Cependan
désir de contracter de
et le gouvernement d
à la défiance, par la
Restauration avait refu
les prétentions respect
merciale : on perdit ce
difficultés que n'a pas
tannique, et qui eusse

Au milieu du cho
qui se sont disputé le
vérance d'une même p
incertitude du lendem
et la débilité de l'autor
cles tout particuliers.
mois sans qu'on pût sav
promesse fut suivie d'u
ciation, la France s'est

encore sur nos compatriotes. Les magistrats ne craignaient pas de rendre contre eux des jugemens iniques. Enfin des Français avaient été égorgés dans la capitale et à Oaxaca, sous les yeux d'un général et de son armée. 1839

Le pillage du bazar del Parian motivait une réclamation pécuniaire, fondée sur d'autres motifs; c'était la suite d'un désordre inséparable des révolutions fréquentes.

En 1837, des pétitions, renvoyées par la Chambre à M. le ministre des affaires étrangères, dénonçaient ce système d'oppression intolérable.

Notre ministre plénipotentiaire eut ordre de demander des réparations que le gouvernement mexicain refusa avec hauteur. M. le baron Deffaudis s'embarqua pour la France; mais, rappelé dans le golfe par des instructions en date du 10 novembre 1837, il adressa, le 21 mars 1838, une dernière communication, amèrement blâmée dans le sein du congrès.

Cet ultimatum vous est communiqué. Il reproduit les plaintes mentionnées dans les notes antérieures; il contient une évaluation des dommages occasionnés par les troubles civils, par les emprunts forcés ou les dénis de justice. Il subordonne le rétablissement des relations amicales aux conditions suivantes: indemnité de 600,000 piastres (3 millions de francs) au profit des Français spoliés, liberté de commerce sans restrictions, exemption d'emprunts forcés. Enfin il requiert la destitution des officiers et des magistrats coupables d'abus de pouvoir.

Le terme du 15 avril était fixé pour tout délai, et, faute de réponse, le gouvernement mexicain était prévenu qu'un blocus réel serait mis devant ses ports.

Quant au fond, l'ultimatum était conforme aux instructions expédiées de Paris, à cela près que le ministre des affaires étrangères n'avait point enjoint d'exiger la révocation des juges réputés inamovibles, d'après la constitution.

Toutefois, la négociation ne pouvait continuer en ces termes. Le gouvernement mexicain s'abstint de se prononcer, sous prétexte que le ministre français avait perdu, en s'éloignant, son caractère officiel. Il n'était plus temps de revenir à des voies de conciliation; il fallut recourir à la force.

Mais il n'y avait dans le golfe du Mexique, à l'époque du 16 avril 1838, qu'une seule frégate et cinq

1839 bricks. Les équipages de cette faible division se composaient de 965 hommes; décimés par l'insalubrité du climat. On assure que déjà le fort de Saint-Jean-d'Ulloa était armé et pourvu de munitions, qu'il renfermait une garnison de 300 soldats soutenus des troupes et des milices de la Vera-Cruz. De concert avec le ministre plénipotentiaire, à qui la direction principale des opérations avait été remise par les instructions du ministre de la marine, le commandant de la station prit le parti de bloquer étroitement les sept ports abordables dans ce littoral de 700 lieues. Les croisières, trop tardivement renforcées, arrêtèrent, dans l'espace de six mois, quarante-six navires de diverses nations, et mirent sous le séquestre quatre bâtimens portant le pavillon du Mexique. Les personnes ni les propriétés n'éprouvèrent aucun dommage: ces mesures coërcitives n'étaient pas encore la guerre, et la guerre eût été faite par nous, comme sur les côtes du Portugal et de la Hollande, avec des ménagemens qui deviendront la loi commune des nations civilisées.

Il paraît que les illusions du gouvernement mexicain ont été entretenues par le petit nombre et la dissémination forcée de nos bâtimens. Si la présence d'une escadre imposante, portant des troupes de débarquement, eût appuyé l'ultimatum du 21 mars, si des instructions positives avaient tracé l'emploi immédiat de ces forces, ce gouvernement eût-il persisté à repousser nos légitimes réclamations? Cette épreuve n'a pas été tentée, le doute subsiste; mais votre commission est amenée à croire qu'il y a là un exemple de l'inconvénient des mesures incomplètes.

On le sentit au retour de M. Deffaudis. M. l'amiral Baudin reçut l'ordre de prendre le commandement de la station avec les pouvoirs les plus étendus. Vingt bâtimens armés en quinze jours se trouvèrent rassemblés sur la rade de la Vera-Cruz au commencement de novembre. C'était le moment où la fièvre jaune suspend son intensité: on préférait, avec raison, s'exposer aux coups de vents du nord qui succèdent à la maladie et qui battent ces parages avec des intermittences d'un ou de deux jours au plus.

Le capitaine de vaisseau Leray, ancien député, porta au président Bustamente des propositions calquées sur celles du 21 mars. Loin d'y accéder dans un court

délai, le président offrit d'entamer des négociations et 1839
d'ouvrir des conférences, soit à Mexico, soit dans une autre ville éloignée de la côte. Ce moyen dilatoire n'avait pas été prévu dans les instructions du 23 août 1838; la violence parfois irrésistible des ouragans pouvait le rendre funeste.

L'amiral Baudin, inaccessible à la défiance, et mu par un sentiment élevé, consentit à se rendre à Xalapa, à vingt lieues dans l'intérieur. Il y rencontra, le 17 novembre, M. Cuevas, ministre des relations extérieures. Quatre projets et trois contre-projets furent promptement échangés. Malgré les efforts du plénipotentiaire français, on ne pouvait s'entendre. Les points débattus sans résultats étaient spécialement :

1° La fixation des indemnités réclamées pour les particuliers;

2° La jouissance légale de la faculté de faire le commerce de détail, et l'obligation de ne pas retirer cette faculté sans indemnités préalables et satisfaisantes.

Un seul point nouveau figurait parmi ces demandes, c'était une indemnité de 200,000 piastres (1 million de francs), pour les frais extraordinaires de l'expédition.

L'urgence d'une prompte solution se faisait sentir; elle devenait improbable par la voie des conférences. L'amiral s'éloigna le 21 novembre, après avoir déclaré que les hostilités commenceraient le 27 à midi.

Au moment où l'escadre embossée allait ouvrir le feu, une note de M. Cuevas fut transmise par le commandant de la Vera-Cruz. C'était un quatrième contre-projet, daté de Xalapa; ce n'était pas une accession pure et simple aux conditions posées dans les conférences. La prudence défendait de renoncer, sur la foi douteuse de ces propositions, à des avantages qu'on n'est pas toujours maître de ressaisir. Les mouillages sont difficiles dans cette rade; ils pouvaient devenir impossibles à portée du canon des batteries. Un seul bâtiment coulé à dessein pouvait obstruer les passes. Les dispositions de défense étaient activées sous les yeux de l'amiral, qui tenait avec raison à l'effet moral d'un combat commencé à jour dit; il se fût rendu responsable des suites incalculables d'un plus long retard, déjà contraire aux instructions; il dut ordonner l'attaque.

La date du 27 novembre 1838 est inscrite dans

1839 l'histoire. L'attaque de Saint-Jean-d'Ulloa avait été préparée de loin et avec une habileté qui permit encore d'épargner la ville de la Vera-Cruz.

En peu d'heures, malgré les obstacles de l'art et de la nature, l'artillerie est détruite, les parapets sont rasés, les magasins font explosion. Dans la nuit, les débris de la garnison se retirent, protégés par une capitulation honorable comme l'avait été la résistance. Le pavillon tricolore flotte sur la citadelle la plus formidable du Nouveau-Monde.

Cet événement devait mettre un terme au conflit: il prouvait assez que la puissance de notre marine fera respecter partout le nom français.

Des conventions militaires furent signées dans des vues de rapprochement que manifestaient les Mexicains. Leur gouvernement les désavoua, fit un appel aux passions, et déclara la guerre.

D'après ces mesures hostiles, le désarmement de la Vera-Cruz parut nécessaire à la sûreté de l'escadre; on l'effectua dans la matinée du 5 décembre. A la pointe du jour, nos marins pénétrèrent dans cette ville, que plus tard ils devaient sauver de l'incendie. Le plan de l'amiral Baudin s'exécute avec une valeur et un sang-froid dont il donne l'exemple. Tous ses officiers le secondent; et l'on distingue, à la tête de l'équipage de *la Créole*, le jeune prince, à qui le général Arista remet son épée. Deux forts sont escaladés, quatre-vingts canons sont mis hors de service: les grandes casernes donnant sur la campagne résistent; mais elles sont bientôt démolies par le feu de l'escadre.

Votre commission s'arrête avec un sentiment d'orgueil national sur ces belles journées, où l'on a vu l'ardeur des équipages s'allier à la plus rigide discipline. Les étrangers ont admiré l'ordre maintenu au milieu d'une ville opulente: nous constatons ce fait qui n'a pas lieu de nous surprendre.

Traiter sur des bases honorables et avantageuses aux deux pays, tel était le but réel de l'expédition confiée à l'amiral Baudin; il ne s'en écarta point, rencontrant chaque jour des difficultés nouvelles. La situation avait été aggravée, sur l'avis des hostilités, le congrès rendit, le 1er décembre, le *décret d'expulsion*. Par cet acte, contraire à des engagemens écrits, les Français étaient condamnés à une mort presque certaine; il leur

était enjoint de sortir immédiatement du Mexique, par 1839
la voie d'Acapulco, port de la mer du Sud! Hâtons-nous de dire que le président Bustamente modifia ces mesures de rigueur; elles eurent néanmoins pour résultat la mort de quelques personnes, et la ruine de beaucoup de familles.

Avant d'être informé de ces malheureux événemens, l'amiral Baudin avait exprimé l'intention de reproduire, dans la négociation, son dernier projet de convention, non agréé à Xalapa. En voici les clauses principales:

1° Paiement, dans un délai de quinze jours, de 800,000 piastres, dont 600,000 à titre d'indemnité aux Français spoliés, et le surplus pour les frais de l'armement;

2° Le gouvernement mexicain devait, en droit et en fait, renoncer à lever des emprunts forcés;

3° Remboursement des créances reconnues, tant sur le gouvernement mexicain que sur les particuliers;

4° Liberté aux Français de faire le commerce de détail, et, dans le cas d'interdiction de cette faculté, compensation par voie d'indemnité préalable;

5° La punition des fonctionnaires et des juges, coupables d'avoir molesté des Français, était remise au gouvernement de la république.

La conclusion définitive eût été suivie de l'éloignement de l'escadre et de la restitution des navires séquestrés.

Par le contre-projet du 26 novembre, remis au moment du combat, M. Cuevas avait consenti:

1° Le paiement d'une indemnité de 600,000 piastres, en six mois, sans délégation sur une branche déterminée des revenus publics;

2° La déclaration que son gouvernement *était d'avis* de ne plus imposer d'emprunts forcés, ni aux Mexicains ni aux étrangers;

3° Le paiement des dettes du gouvernement envers les citoyens français;

4° Le traitement de la nation la plus favorisée sous les rapports commerciaux, *comme par le passé*, et sauf réciprocité: la stipulation du commerce de détail et de l'indemnité préalable en cas d'empêchement, n'étant pas mentionnée;

5° Enfin, M. Cuevas ne faisait pas préssentir la

1839 détermination du gouvernement en ce qui touchait aux fonctionnaires signalés à sa justice.

Ces deux projets, dont les différences sont sensibles, ont dû être rapprochés l'un de l'autre, afin d'éclairer sur les intentions réciproques; ils démontrent la longanimité et la modération du plénipotentiaire français. Le ministre des relations extérieures du Mexique paraît s'être appliqué à éluder plutôt qu'à résoudre les questions posées.

Dans le courant de décembre dernier, l'amiral Baudin maintint ses propositions dans leur intégrité, appliquant seulement les 200,000 piastres demandées pour frais de guerre, au profit des victimes du décret d'expulsion. Vers la fin de ce mois, MM. Gorostiza et Guadalupe Victoria vinrent renouer les négociations qui ont abouti au traité du 9 mars et à la convention du même jour. Ces deux actes diplomatiques renferment des concessions qui ne sauraient être appréciées que sous la réserve d'éclaircissemens nouveaux; le ministère des affaires étrangères n'a pas encore reçu les documens complets qui lui sont annoncés. On sait que la distance ralentit l'échange des instructions et des correspondances: or, dans cette négociation suivie sous un climat meurtrier, le temps est d'un prix immense. Le plénipotentiaire était donc en position de prendre beaucoup sur lui; nous répétons que, d'ailleurs, les instructions du 23 août lui laissaient toute latitude. Les Mexicains s'attachaient à la forme, à la rédaction qui n'atténue pas la portée des conditions réelles que l'amiral a stipulées.

Ce traité de la Vera-Cruz contient toutes les garanties désirables. Au premier coup d'oeil, on pourrait craindre que les intérêts du commerce n'aient pas obtenu du succès de nos armes une protection plus efficace que celle offerte par M. Cuevas le 26 novembre; mais il faut juger ces grandes transactions d'après leur esprit.

En vous reportant, Messieurs, à l'analyse des négociations, vous apprécierez les différences essentielles. Dans son art. 3, le traité embrasse implicitement tous les engagemens exigés pour l'exemption d'emprunts forcés, pour la liberté entière et absolue du commerce, pour les franchises, priviléges et immunités qui sont

ou *seront* accordés, par les traités ou par l'usage, à 1839
la nation la plus favorisée.

Tout est compris dans cette clause, même le commerce de détail, principale et première cause de si longues querelles.

Le traité, dans son art. 2, et la convention réservent à la décision d'une tierce-puissance, la question de savoir *s'il y a lieu d'allouer des indemnités aux Français atteints par la loi d'expulsion.* Tout ce qu'on pouvait accorder sans compromettre des intérêts respectables, c'eût été de laisser la fixation de ces indemnités à une commission mixte, départagée au besoin par une tierce-puissance; mais le principe même des indemnités est mis en arbitrage, et c'est trop.

Nous pensons que l'expérience du passé aurait dû éclairer sur les inconvéniens et les lenteurs des négociations au Mexique.

La forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa a été restituée, le 6 avril, dans l'état de délabrement où notre artillerie l'a réduite. Une occupation plus prolongée compromettait probablement, et sans utilité, la vie de nos soldats.

Les clauses financières se réduisent définitivement à une indemnité de 600,000 piastres, payable en six mois par délégation sur la douane de la Vera-Cruz. Au fur et à mesure des paiemens, il y aura une répartition à faire, d'après les évaluations qui vous sont communiquées. Nous avons dit que le décret d'expulsion a été suivi de pertes dont la quotité n'est pas encore connue. Le droit à une indemnité est incontestable; il sera certainement admis par la tierce-puissance qui sera désignée selon le premier paragraphe de l'art. 2. Le ministère ne perdra pas de vue la nécessité de provoquer un arbitrage prochain.

Il n'y a point de difficulté probable au sujet des bâtimens séquestrés ou capturés.

On a renoncé au remboursement intégral des frais de l'expédition, et même au paiement des 200,000 piastres demandées avant le 27 novembre. Si vous donnez votre approbation à cette clause, ce ne sera sans doute qu'en considération des avantages d'un débouché annuel de plus de 22 millions des produits français. Nous désirons que ce sacrifice soit compensé par le rétablissement des relations amicales, et qu'une aussi grande concession soit convenablement appréciée au Mexique.

1839 A cela près des circonstances exceptionnelles qui comportent des ménagemens, quand des armemens sont rendus nécessaires par le fait d'un gouvernement, ou par les torts de ses agens, le principe d'indemnités égales aux frais de la guerre devra être appliqué, comme il l'a été à Lisbonne. Il serait contraire aux vues de la Chambre de faire peser exclusivement sur les contribuables des charges qui s'ajoutent à tant d'autres charges onéreuses.

En résumé, Messieurs, l'initiative des réparations exigées du Mexique vient de la Chambre.

Un blocus pénible et perilleux, suivi de glorieux faits d'armes, telle est la part de la marine.

Un traité remplacera les *déclarations*, acte d'une autorité précaire et affaiblie par des interprétations confuses. Des réparations équivalentes aux dommages constatés avant le 1er décembre sont assurées; une sécurité entière pour l'avenir est promise.

La renonciation aux frais de guerre, et les détails qui nous ont paru susceptibles de critique, ne feront pas méconnaître que la solution est satisfaisante: on pourrait mesurer ces résultats à l'impression qu'ils ont causée dans le congrès, où la ratification a paru douteuse.

Après avoir fait preuve de force, le Gouvernement français a voulu faire acte de modération et même de générosité: en ratifiant le traité du 9 mars, il accepte le devoir d'en faire exécuter loyalement les clauses, et de maintenir au commerce français des avantages égaux à ceux de la nation la plus favorisée.

53.

Décret du 27 mars 1839, relatif à l'admission du pavillon espagnol au traitement national dans les possessions de la république de l'Equateur.

(Journal général du commerce 1839).

Le Sénat et la Chambre des représentans de la république de l'Equateur, réunis en congrès, décrètent:

Art. 1er. La république continuera à admettre

dans ses ports les navires de commerce de la nation espagnole, es les sujets de cette nation jouiront de la protection et des garanties accordées à ceux des autres nations. 1839

2. A partir de la publication du présent décret, les navires de commerce de la nation espagnole ne paieront d'autres droits de port que ceux qu'acquittent ou acquitteront les navires de commerce nationaux.

3. Les produits du sol ou des fabriques de l'Espagne ne paieront d'autres droits que ceux qu'acquittent ou acquitteront les produits du sol ou des fabriques des autres nations européennes.

Palais du gouvernement de Quito, le 27 mars 1829.

Signé: Juan Jose Flores.

1839

54.

Convention entre les Royaumes de Bavière et de Würtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Saxe-Meiningen et de Nassau et la ville libre de Francfort, pour fixer et exécuter les dispositions relatives à la quantité de monnoie frappée, sur lesquelles étaient demeurés d'accord les Commissaires rassemblés à Dresde pour un congrès monétaire. Signée à Munich, le 30 Mars 1839.

(Journal de Francfort 1839).

Les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les grands-duchés de Bade et de Hesse, les duchés de Saxe-Meiningen et de Nassau, et la ville libre de Francfort dans l'intention de fixer et d'exécuter le plustôt possible au moyen d'une nouvelle convention, les dispositions relatives à la quantité de monnoie frappée, et sur lesquelles étaient demeurés d'accord les commissaires rassemblés à Dresde pour un congrès monétaire, ont à cet effet nommé des plénipotentiaires qui sont convenus, sauf ratification, des points suivants :

Art. 1er. Les parties contractantes s'engagent à faire battre dans chacune des années suivantes 1839, 1840, 1841 au moins quatre millions de florins, savoir 2,666,667 en pièces d'un florin. et 1,333,333 en pièces d'un demi-florin sur le pied fixé par l'article 8 de la convention monétaire tenue à Munich le 25 août 1837.

Art. 2°. A dater du 1er janvier 1842 les parties

54.

Uebereinkunft zwischen den Königreichen Baiern und Würtemberg, den Grossherzogthümern Baden und Hessen, den Herzogthümern Sachsen-Meiningen und Nassau, so wie der freien Stadt Frankfurt, zur Ausführung der Bestimmungen, worüber sich die in Dresden zu einem Münz-Congresse versammelt gewesenen Commissarien vereinigt haben. Abgeschlossen zu München, am 30. März 1839.

(Königl. Baier'sches Regierungsblatt. 1839. v. 14. Juni. Nro. 18).

Die Königreiche Baiern und Würtemberg, die Grossherzogthümer Baden und Hessen, die Herzogthümer Sachsen-Meiningen und Nassau, dann die freie Stadt Frankfurt, von der Absicht geleitet, diejenigen Bestimmungen, welche sich auf ein neues Ausmünzungs-Quantum beziehen, und worüber sich ihre in Dresden zu einem Münz-Congresse versammelt gewesenen Commissarien vereinigten, sobald wie möglich, mittelst einer besondern Uebereinkunft festzustellen und zur Ausführung zu bringen, haben zu dem Ende Bevollmächtigte ernannt, welche, vorbehaltlich der Ratifikation, über nachstehende Punkte übereingekommen sind.

Art. 1. Die kontrahirenden Staaten machen sich verbindlich, in jedem der Jahre 1839, 1840 und 1841 eine Masse von wenigstens Vier Millionen Gulden, und zwar davon

2,666,667 in ganzen und
1,333,333 in halben Gulden-Stücken,

nach dem in der Münchener Münz-Convention vom 25. August 1837 (Art. VIII) bestimmten Vertheilungs-Maassstabe, ausprägen zu lassen.

Art. 2. Vom 1. Januar 1842 an werden die kon-

1839 vernment of Mexican Republic was concluded and signed at Washington on the 10th day of September 1838, which convention was not ratified on the part of the Mexican Government, on the alleged ground that the consent of His Majesty the king of Prussia to provide an arbitrator to act in the case provided by said convention could not be obtained:

And whereas the parties to said convention are still, and equally, desirous of terminating the discussions which have taken place between them in respect to said claims, arising from injuries to the persons and property of the citizens of the United States by Mexican authorities, in a manner equally advantageous to the citizens of the United States, by whom said injuries have been sustained; and more convenient to Mexico than that provided by said convention, the President of the United States has named for this purpose and furnished with full powers, John Forsyth, Secretary of State of the said United States; and the President of the Mexican Republic has named his Excellency Señor Don Francisco Pizarro Martinez, accredited as Envoy extraordinary and Minister plenipotentiary of the Mexican Republic to the United States, and has furnished him with full powers for the same purpose; And the said plenipotentiaries have agreed upon and concluded the following articles:

Art. I. It is agreed that the claims of citizens of the United States upon the Mexican Government, statements of which, soliciting the interposition of the Government of the United States, have been presented to the Department of State or to the diplomatic agent of the United States at Mexico untill the signature of this convention, shall be referred to four commissioners, who shall form a board and be appointed in the following manner, namely: two commissioners shall be appointed by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and two commissioners by the President of the Mexican Republic. The said commissioners, so appointed, shall be sworn impartially to examine and decide upon the said claims according to such evidence as shall be laid before them on the part of the United States and the Mexican Republic respectively.

Art. II. The said board shall have two secreta-

el arreglo de reclamaciones de ciudadanos de los Estados Unidos de America contra el Gobierno de la Republica Mexicana, cuya convencion no fue ratificada por parte del Gobierno Mexicano, fundandose en que no podia obtenerse de Su Magestad el Rey de Prusia que consintiese en nombrar un arbitrator que actuase en el caso prevenido en dicha convencion 1839

Y por cuanto las partes interesadas en ella continuan igualmente deseosas de terminar las discusiones que han tenido, con respecto à las espresadas reclamaciones por daños causados à las personas y propiedades de ciudandos de los Estados Unidos per autoridades Mexicanas, de una manera igualmente ventajosa à los ciudadanos de los Estados Unidos que han sufrido dichos daños; y mas conveniente para Mexico que la estipulada en la mencionada convencion, ha conferido el Presidente de la Republica Mexicana plenos poderes, à este efecto, à Francisco Pizarro Martinez Enviado estraordinario y Ministro plenipotenciario de la misma Republica cerca de los Estados Unidos; y el Presidente de estos ha nombrado y autorizado plenamente, con el propio fin, al honorable Señor Juan Forsyth, Secretario de Estado de dichos Estados Unidos; quienes han ajustado y convenido en los articulos siguientes:

Art. I. Todas las reclamaciones de ciudadanos de los Estados Unidos contra el Gobierno Mexicano, acerca de las cuales se haya representado solicitando la interposicion del de los Estados Unidos, y hayan sido exhibidas al Departemento de Estado ò al agente diplomatico de los mencionados Estados Unidos en Mexico hasta que esta convencion sea firmada, se pasàran à cuatro commissionados, que formeràn una junta, y seran nombrados de la manera siguiente: à saber, dos de ellos lo seràn por el Présidente de la Republica Mexicana, y los otros dos por el de los Estados Unidos, con consentimiento y aprobacion del Senado de los mismos. Los dichos comisionados nombrados segun se ha espresado, prestaràn juramento de ecsàminar y fallàr imparcialmente sobre dichas reclamaciones, con arreglo à las pruebas que se les presentàren por parte de la Republica Mexicàna y de los Estados Unidos.

Art. II. La mencionada juntà tendra dos secreta-

1839 ries, versed in the English and Spanish languages; one to be appointed by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and the other by the President of the Mexican Republic. And the said secretaries shall be sworn faithfully to discharge their duty in that capacity.

Art. III. The said board shall meet in the city of Washington within three months after the exchange of the ratifications of this convention, and within eighteen months from the time of its meeting shall terminate its duties. The Secretary of State of the United States shall, immediately after the exchange of the ratifications of this convention, give notice of the time of the meeting of the said board, to be published in two newspapers in Washington, and in such other papers as he may think proper.

Art. IV. All documents which now are in, or hereafter, during the continuance of the commission constituted by this convention, may come into the possession of the Department of State of the United States, in relation to the aforesaid claims, shall be delivered to the board. The Mexican Government shall furnish all such documents and explanations as may be in their possession, for the adjustment of the said claims according to the principles of justice, the law of nations, and the stipulations of the treaty of amity and commerce between the United States and Mexico of the 5th of April 1831; the said documents to be specified when demanded at the instance of the said commissioners.

Art. V. The said commissioners shall, by a report under their hands and seals, decide upon the justice of the said claims and the amount of compensation, if any, due from the Mexican Government in each case.

Art. VI. It is agreed that if it should not be convenient for the Mexican Government to pay at once the amount so found due, it shall be at liberty, immediately after the decisions in the several cases shall have taken place, to issue treasury notes, receivable at the maritime customhouses of the Republic in payment of any duties which may be due or imposed at said custom-houses upon goods entered for importation or

tarios, versados en los idiomas Castellano è Inglès; uno 1839
de los cuales será nombrado por el Presidente de la Republica Mexicana, y otro por el de los Estados Unidos, con consentimiento y aprobacion del Senado de los mismos; y dichos secretarios prestaràn juramento de cumplir fielmente los debores de su destino.

Art. III. Se reunirà la mencionada comision en la ciudad de Washington, dentro del termino de tres meses, contados desde el càngo de las ratificaciones de este convenio, y à los diez y ocho meses, despues del dia en que se reunire, terminaràn sus funciones. Inmediatamente despues de que las ratificaciones de esta convencion hayan sido cangeadas, anunciarà el Secretario de Estado de los Estados Unidos, en dos de los periodicos de Washington, y otros que le parezca conveniente, la epoca en que dicha comision se reunirà.

Art. IV. Todo documento que en la actualidad se halle, ò que en lo successivo viniere à poder del Departamento de Estado de los Estados Unidos, durante la ecsistencia de la comision establecida por este convenio, y sea relativo à las mencionadas reclamaciones, se entregarà à la comision. El Gobierno Mexicano subministrarà cuantos documentos y aclaraciones estèn à su alcance, para el ajuste de las espresadas reclamaciones, segun los principios de justicia, el derècho de gentes, y las estipulaciones del tratàdo de amistad y comercio entre Mexico y los Estados Unidos de 5 de Abril de 1831; y se especificarà cuales sean dichos documentos, al tiempo de pedirlos, à instancia de los mencionados comisionados.

Art. V. Los dichos comisionados fallaràn, por medio de una relacion autorizada con sus firmas y sellos respectivos, sobre la justicia de las mencionadas reclamaciones, y el importe à que pueda ascender la compensacion de que resulte deudor, en cada caso, el Gobierno Mexicano.

Art. VI. Se ha convenido igualmente, que si al Gobierno Mexicano no lo fuere còmodo satisfacer al contado el importe de que resultàre deudor, podrà inmediatamente despues de pronunciados los fàllos en los diversos casos, emitir libranzas recibideras en las aduanas maritimas de la Republica en pagamento de cualesquiera derechos que en ellas se adeudàren ò se impusieren à los efectos, tanto à su importacion, como à

Government, it i
obligation of said
ment of duties,
half the amount

Art. VII.

of the commissio
said claims, they
a report stating,
differ, and the
opinions have be
said report or re
documents upon
referred to the
Prussia. But as
claims are so vol
His Prussian Maj
nally to investiga
point a person to
the person so app
that his travellii
thence on his retu
sia, shall be defra
and one half by
shall receive as a
equal to one half
wed by the Unite
to be appointed b

su esportacion. Dichas libranzas estaràn sujetas à un interès anual de ocho por ciento, desde la fecha en que se dèn los decretos sobre las reclamaciones en cuya satisfacion hayan sido emitidas dichas libranzas, hasta la en que se perciban en las espresadas aduanas. Pero como la presentacion y recibo de dichas libranzas en las mencionadas aduanas en grandes sumas podria no convenir al Gobierno Mexicàno, se ha acordado, ademas, que en tal caso la obligacion de recibirlas dicho Gobierno, en pagamento de derechos, segun se ha espresado arriba, pueda limitarse à una mitad del importe à que asciendan dichos derechos. 1839

Art. VII. Se ha convenido ademas que, en caso de no estar conformes los comisionados con respecto à las precitadas reclamaciones, estiendan junta o separadamente, una relacion circunstanciada de los puntos en que sean de opinion contraria y de las razones sobre que funden sus respectivos juicios. Y se ha acordado que dicha relacion ò relaciones, acompañados de copias autènticas de todos los documentos en que se apoyen, se refieran à la decision de Su Magestad el Rey de Prusia. Pero como los documentos relativos à las precitadas reclamaciones, son tal voluminosos que no puede esperarse que Su Magestad Prusiana quiera ò pueda ecsaminarlos por si, se ha convenido en que nombrè una persona que como arbitro le represente; que la persona nombrada del modo que va espresado se trasladarà à Washington; que los gastos de su viage à esta ciudad, y de ella al punto de su residencia en Prusia, seràn costèàdos una mitad por la Republica Mexicàna y otra por los Estados Unidos, y que recibrià, como honorarios por sus servicios, una suma igual à mitad de la que el Gobierno Mexicano señalare à uno de los comisionados que ha de nombrar, con otra mitad de la que por los suyos señalàren los Estados Unidos à uno de los comisionados que por su parte han de nombrarse; cuyos honorarios seràn satisfechos una mitad por la Republica Mexicàna y la otra por los Estados Unidos.

Art. VIII. Inmediatamente despues qué los plenipotenciarios de las partes contratantes hayan firmado esta convencion, dirigiràn de mancomun (para lo cual estan ambos competentemente autorizados), por conducto

1839 vered by the Minister of the United States at Berlin, invite the said monarch to appoint an umpire to act in his behalf in the manner above-mentioned, in case this convention shall be ratified respectively by the Governments of the United States and Mexico.

Art. IX. It is agreed that, in the event of His Prussian Majesty's declining to appoint an umpire to act in his behalf, as aforesaid, the contracting parties, on being informed thereof, shall, without delay, invite Her Britannic Majesty, and in case of her declining his Majesty the King of the Netherlands, to appoint an umpire to act in their behalf, respectively, as above provided.

Art. X. And the contracting parties further engage to consider the decision of such umpire to be final and conclusive on all the matters so referred.

Art. XI. For any sums of money which the umpire shall find due to citizens of the United States by the Mexican Government, treasury notes shall be issued in the manner aforementioned.

Art. XII. And the United States agree for ever to exonerate the Mexican Government from any further accountability for claims which shall either be rejected by the board or the arbiter aforesaid, or which, being allowed by either, shall be provided for by the said Government in the manner before — mentioned.

Art. XIII. And it is agreed that each Government shall provide compensation for the commissioners and secretary to be appointed by it, and that the contingent expenses of the board shall be defrayed, one moiety by the United States and one moiety by the Mexican Republic.

Art. XIV. This convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Washington within twelve months from the signature hereof, or sooner if possible.

In faith whereof, we, the plenipotentiaries of the United States of America and of the Mexican Republic, have signed and sealed these presents.

Done in the city of Washington, on the eleventh day of April, in the year of our Lord one thousand

del señor enviado de los Estados Unidos à Berlin, à 1839
su escelencia el Ministro de relaciones estrangeros de Su Magestad el Rey de Prusia, una nota invitando à dicho monarca para nombrar una persona que como arbitro lo represente de la manera arriba mencionada, en caso de que esta convencion sea ratificada respectivamente por los Gobiernos de Mexico y los Estados Unidos.

Art. IX. Se ha convenido adimas que si Su Magestad Prusiana rehusàre hacer el nombramiento de que habla el articulo anterior, procederàn al momento que lo sepan las partes contratantes à invitar à Su Magestad Britanica, y si tambien ella se rehusaré, à Su Magestad el Rey de Hollanda, à fin que nombre un arbitrador que le represente segun queda pactado.

Art. X. Las partes contratantes se obligan ademas à considerar como final y decisivo el fallo del mencionado arbitrador, en todas las materias que se hayan sujetado à su ecsàmen.

Art. XI. Se emitiràn libranzas, en los terminos arriba espresados, por el importo del dinero que el arbitrador encuentre que sea deudor à ciudadanos de los Estados el Gobierno Mexicano.

Art. XII. Y los Estados Unidos convienen en descargar para siempre al Gobierno Mexicano de toda responsibilidad ulterior, por reclamaciones que sean rechazadas, bien por la junta à que admitidas por cualquiera de ellos, haya dicho Gobierno provisto à su compensacion en los terminos antes espresados.

Art XIII. Se ha convenido en que cada Gobierno señale à los comisionados y secretarios que ha de nombrar los honorarios respectivos; y que los gastos contingentes de la junta sean costeados, una mitad por la Republica Mexicana, y otra por los Estados Unidos.

c

Art. XIV. La presente conven ion serà ratificada, y las ratificaciones seràn cangeadas en Washington dentro de doce meses de este dia, ò antes si fuere posible.

En fe de lo cual noso dos los plenipotenciarios de la Republica Mexicana y de los Estados Unidos de America hemos firmado y sellado las presentes.

Fecho en la ciudad de Washington, à los once dias de Abril del año del Señor mil ochocientos treinta

1839 eight hundred and thirty nine, in the sixty-third year of the independence of the United States of America and the nineteenth of that of the Mexican Republic.

(L. S.) John Forsyth,
(L. S.) Franc. Pizarro Martinez.

And whereas the said convention has been duly ratified on both parts, and the respective ratifications of the same have been exchanged.

Now therefore, be it known, that J, Martin van Buren President of the United States, have caused the said convention to be made public, to the end that the same, and every clause and article thereof, may be observed and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof.

In witness whereof, I have hereunto set my hand, and caused the seal of the United States to be affixed. Done at the city of Washington, this eight day of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty, and of the independence of the United States the sixty-fourth. By the President.

M. van Buren. John Forsyth, Secretary of State.

56.

Exposé de la cour de Rome, en réponse à la Déclaration du gouvernement Prussien publiée par la gazette d'état le 31 *Décembre* 1838. *En date du* 11 *Avril* 1839.

(Esposizione di diritto et di fatto con autentici documenti en riposta alla Dichiarazione e Memoria del governo Prussiano publicate nella gazetta di Stato di Berlino il 31 Decembre 1838. Roma 1839).

Fin dal giorno 31 Decembre 1838 è comparsa nella Gazetta di Stato di Berlino, e poscia è stata riprodotta in altri giornali una *dichiarazione* seguita da una *memoria* *), ossia esposizione, con cui il Governo

*) *Alla* dichiarazione *del Governo Prussiano sono uniti due Allegati, di cui il primo* (*lett.* A) *contiene la Pontificia Allocu-*

y nueve, decimo nono de la independencia de la Repu- 1839
blica Mexicana y el sexagesimo tercio de la de los Estados Unidos de America.

(L. S.) Franc. Pizarro Martinez.
(L. S.) John Forsyth.

56.

Darlegung des Rechts- und Thatbestandes mit authentischen Documenten, als Antwort des Päbstlichen Hofes auf die Erklärung der Königl. Preussischen Regierung in der Staatszeitung v. 31. *December* 1838. *Gegeben zu Rom, den* 11*ten April* 1839.

(Wortgetreue Uebersetzung des italiänischen Originals).

Am 31. December 1838 erschien in der Berliner Staatszeitung und aus ihr in andern Blättern eine Erklärung, begleitet mit einer „Denkschrift" *)

*) Bei der Erklärung der preussischen Regierung befinden sich zwei Beilagen, von dem die erste (Lit. A.) die päpstliche

1839 Prussiano ha preteso *di dare una pubblica confutazione* alla Pontificia Allocuzione del 13 Settembre dello stesso anno nella parte relativa alle nuove di lui intraprese contro gl' inviolabili diritti della Chiesa Cattolica, ed in ispecie ai disgustosi avvenimenti dell' Arcivescovato di Gnesna e Posnania. La S. Sede non può rimanersi in silenzio riguardo al contenuto della *dichiarazione* e *memoria* anzidette, sia pei principii su cui si fondano, sia pei fatti che vi si annunziano. In ambedue quegli scritti domina, e si stabilisce come incontrastabile una erronea massima, che forma il punto ed il centro, d'onde discende, ed a cui può richiamarsi la serie tutta delle pretensioni ed asserzioni del Reale Governo; la massima cioè della dipendenza della Chiesa dalla potesta dello Stato in cose di Religione.

Si pretende pertanto, esser proprio dell' autorità Regia l'emanare disposizioni ed ordini sopra oggetti religiosi, anche in opposizione a quanto ne dispone e comanda la Chiesa, in guisa che le leggi e la costituzione di essa debbano cedere alle leggi ed alla costituzione del Regno. Vuolsi in conseguenza che nel conflitto dell' une colle altre i Vescovi, il Clero, ed il popolo Cattolico siano obbligati a seguire non le leggi e la costituzione della Chiesa, ma le leggi e la costituzione del Regno; e che ricusandosi all' osservanza di queste per attenersi ed ubbidire a quelle, si facciano rei di pervertito ordine legale, e come tali siano a punirsi con tutto il rigore delle leggi sovrane. Si pretende del pari, che non solo niun Vescovo delle Diocesi Cattoliche di Prussia possa emettere nuove ordinazioni in affari di Religione e di Chiesa senza il permesso del Governo, nè deporre di proprio diritto alcun ecclesiastico dal suo posto e dalla sua dignità; ma che la stessa S. Sede non possa esercitare in altri Stati alcuna autorità legislativa, per modo che eziandio in materie dottrinali niuna Pontificia decisione debba esser pubblicata ed aver forza nel Regno senza l'assenso del Governo

zione del 13 *Settembre* 1838, *l'altro* (*lett.* B) *è la* memoria *succitata.*

oder Auseinandersetzung, mit welcher die preussische 1839
Regierung es übernahm eine öffentliche Widerlegung der päbstlichen Allocution vom 13. September v. J. zu geben, insofern dieselbe die neuen Unternehmungen jener Regierung gegen die unverletzlichen Rechte der katholischen Kirche und insbesondere die verdriesslichen Ereignisse in dem Erzbisthum Gnesen und Posen betraf. Der heilige Stuhl kann in Bezug auf den Inhalt besagter Erklärung und Denkschrift nicht im Stillschweigen verharren weder hinsichtlich der Prinzipien, worauf sie sich gründen, noch hinsichtlich der darin besprochenen Thatsachen. In diesen beiden Schriften waltet und gibt sich als unwiderleglich ein irrthümlicher Grundsatz, der den Punkt und das Centrum bildet, von dem die ganze Reihe der Sätze und Behauptungen der preussischen Regierung ausgeht und auf das sie zurückgeleitet werden kann: nämlich der Grundsatz der Abhängigkeit der Kirche von der Staatsgewalt in Religionssachen.

Man behauptet denn also, der königlichen Autorität sey es eigenthümlich, dass von ihr Bestimmungen und Verordnungen über religiöse Angelegenheiten, selbst im Widerspruch gegen das von der Kirche Bestimmte und Verordnete, ausfliessen können, dergestalt dass die Gesetze und die Verfassung derselben den Gesetzen und der Verfassung des weltlichen Reichs weichen müssten. Man will demnach, dass bei einem Conflikte beider die katholischen Bischöfe, der Clerus und das katholische Volk verbunden seyen, nicht den Gesetzen und der Verfassung der Kirche, sondern den Gesetzen und der Verfassung des Staats zu folgen, und dass dieselben, wenn sie sich dessen weigern, sich einer Verletzung der gesetzlichen Ordnung schuldig machen, und darum nach der ganzen Strenge der Gesetze zu bestrafen seyen. Gleicherweise stellt man den Satz auf, nicht nur dass kein Bischof der katholischen Sprengel in Preussen neue Verordnungen in Angelegenheiten der Religion und der Kirche ohne die Erlaubniss der Regierung erlassen, noch aus eigenem Recht irgend einen Kirchendiener seines Postens und seiner Würde entsetzen könne, sondern dass auch der heil. Stuhl selbst in andern Staaten keine

---

Allocution vom 13. Septembre 1838. enthält, die andere (Lit. B.) die obenerwähnte Denkschrift ist.

1839 medesimo. Si pretende in ultimo, essere in potere del Sovrano temporale l' impedire che i Cattolici rassegnino al Capo della Chiesa gli atti della loro sommissione alle sue decisioni, se queste non abbiano riportato la Regia annuenza: e si esige perfino, che i Vescovi ed il Clero non ricorrano alla S. Sede per chiedere istruzioni in cose religiose, sia di domona, sia di disciplina, nè abbiano con esso lei in simili affari comunicazione veruna senza la piena notizia, il permesso, e l'intervento dello Stato.

Nè solamente siffatti principii constituiscono tutto il fondamento della *dichiarazione* e *memoria* pubblicate dal suddetto Governo, e vi si proclamano come altettanti diritti inerenti alla dignità Reale; ma si protesta altresì, che quel Monarca *non sarà mai per rinunziare ad uno solo di essi*, e che *nessun potere sulla terra potrà giammai impedirgli di sostenerli.* E non contento neppure il Gabinetto Prussiano di stabilire nei suindicati principii la norma e regola di sua governativa condotta inverso i sudditi Cattolici nei loro rapporti colla Chiesa, vuole inoltre che dalla pratica applicazione dei principii medesimi si ripetano quelle ch' egli chiama *benefiche forme di un ordine, in cui la Chiesa stessa trova una garanzia della sua esistenza e della sua prosperità.* Quindi dichiara insussistenti le incolpazioni ed inammissibili *l' esigenze*, di cui è parola nelle due Allocuzioni del Santo Padre al Sacro Collegio: nè teme di asserir francamente che simili *esigenze* ad altro non sono dirette, se non *ad estendere il potere ecclesiastico in un modo inconciliabile coi diritti del Sovrano, ed a dilatar sempre più la disgradevole scissura fra lo Stato e la Chiesa.* In seguito poi, e sull' appoggio dei ridetti principii, il Governo di Prussia giunge nella sua *dichiarazione* ad aggravare pubblicamente i Vescovi e Sacerdoti Cattolici, i quali in difformità alle leggi della Monarchia promuovono ed inculcano ai fedeli l'ubbidienza alle leggi della Chiesa; quasichè adoperando in tal guisa *accendano all' Altare la face della discordia*, atten-

legislative Autorität ausüben könne, und hiernach auch 1839
in Sachen der Glaubenslehre kein päpstlicher Entscheid im Staate ohne die Bestimmung der weltlichen Regierung veröffentlicht werden und Geltung erlangen dürfe. Man behauptet ferner, es stehe in der Befugniss des weltlichen Souverains, zu verhindern, dass die Katholiken den Entscheidungen des Oberhaupts der Kirche gehorchen, wenn diese nicht zuvor die königliche Genehmigung erlangt haben, und man fordert endlich, dass die Bischöfe und der Clerus sich nicht an den heil. Stuhl um Weisungen in religiösen, das Dogma oder die Disziplin betreffenden Fragen wenden, noch mit ihm irgend einen Verkehr in solchen Angelegenheiten pflegen sollen ohne das volle Mitwissen, die Erlaubniss und die Vermittlung des Staats.

Solche Principien bilden nicht nur die ganze Grundlage der preussischen Erklärung und Denkschrift, und werden darin als eben so viele der königlichen Würde inhärente Rechte proclamirt, sondern es wird auch versichert, der jenseitige Monarch werde niemals auf eines derselben verzichten, und keine Macht der Erde werde ihn jemals an deren Aufrechthaltung verhindern können. Und nicht zufrieden damit, in diesen Grundsätzen die Norm und Regel ihres gouvernementalen Verfahrens gegen die katholischen Unterthanen in deren Beziehungen zur Kirche festzusetzen, verlangt die preussische Regierung überdiess, dass man aus der praktischen Anwendung jener Grundsätze das abstrahire, was sie die wohlthätigen Formen einer Ordnung nennt, worin die Kirche selbst eine Bürgschaft ihrer Existenz und Wohlfahrt finde. Sofort erklärt sie für unstichhaltig die Beschuldigungen und für unzulässlich die Zumuthungen, von denen in den beiden Allokutionen des heil. Vaters an das heilige Kollegium die Rede sey; und sie scheut sich nicht geradezu zu behaupten, dass solche Zumuthungen nichts anderes bezweckten, als die kirchliche Gewalt in einer mit den Rechten des Souveräns unverträglichen Weise auszudehnen, und die betrübende Spaltung zwischen Staat und Kirche immer mehr zu erweitern. Auf die mehrerwähnten Grundsätze gestützt, erhebt dann im weitern Verfolg die preussische Regierung öf-

1839 tino alla quiete della società, eccitino i sudditi alla ribellione, *e preparino con ciò la ruina stessa della Chiesa, che*, com' esso si esprime, *tosto o tardi seguirebbe.*

Per verità non può esser nuovo alla S. Sede l'udire dalla bocca di un Governo Protestante la proscritta massima di dipendenza della Chiesa dallo Stato. Sente anzi tutta l'inutilità di confutarla, non potendo ad un tempo non riposar tranquillamente sulla pura fede, e sui costanti sani principii della popolazione cattolica di quel Regno. Se non che dall' applicazione fatta dal Gabinetto Prussiano dell' indicata massima nella sua *dichiarazione* e *memoria*, dal complesso dei principii quivi annunziati, e dal sentimento palesemente espresso di dover su di essi regolare il suo pratico sistema a riguardo della Chiesa Cattolica, risulta ad evidenza quanto a ragione il S. Padre nella sua Allocuzione del 13 Settembre scorso reclamasse contro le intraprese del predetto Governo, come quelle che tendevano a distaccare la popolazione Cattolica della Monarchia dal centro della Cattolica unità, e quanto a torto pel contrario lo stesso Governo censuri tali reclami, come quelli, che *non può scusare neppure l' impeto di un linguaggio appassionato.* Imperciocchè non può su quei principii e quelle massime seguirsi in effetto un tal sistema, senza un' aperta diretta tendenza a stabilire nel Reale Governo il centro dell' unità ecclesiastica per tutto il Cattolicismo del Regno, a distaccare la popolazione Cattolica di Prussia dal vero e solo centro di unità che è il Romano Pontefice, ad introdurre nella Chiesa una nuova Costituzione opposta a quella datale dal suo divino Autore, a formare in somma della parte Cattolica della Monarchia una Chiesa novella; la quale perciò sarebbe tutt' altro che Cattolica, non dipendendo dal potere e dai disegni degli uomini la natura e la forma di una Chiesa istituita da Dio, nè potendo più sussistere la Chiesa Cattolica, ove si alterino e si escludano le

fentliche Beschwerde gegen die katholischen Bischöfe 1839
und Priester, welche im Zwiespalt mit den Gesetzen der Monarchie den Gläubigen Gehorsam gegen die Gesetze der Kirche einprägen, als ob sie dadurch „am Altar die Fackel der Zwietracht anzündeten," die Ruhe der bürgerlichen Gesellschaft störten, die Unterthanen zur Empörung aufmunterten, und damit selbst den Ruin der Kirche vorbereiteten, welcher (wie die preussische Regierung sich ausdrückt) früher oder später daraus folgen müsse.

In der That kann es dem heiligen Stuhle nichts Neues seyn, aus dem Munde einer protestantischen Regierung die geächtete Maxime der Abhängigkeit der Kirche vom Staat zu vernehmen. Der heil. Stuhl fühlt auch das ganz Nutzlose einer Widerlegung derselben, indem er zugleich ruhig auf den reinen Glauben und die beständigen gesunden Prinzipien der katholischen Bevölkerung in den preussischen Landen bauen kann. Indess aus der vom preussischen Kabinet in seiner Erklärung und Denkschrift gemachten Anwendung von der besagten Maxime, aus dem Zusammenhange der darin angekündigten Grundsätze, und aus seinem offen ausgedrückten Entschluss, gemäss denselben sein praktisches System in Betreff der katholischen Kirche regeln zu wollen, erhellt augenscheinlich, wie sehr mit Recht der heilige Vater in seiner Allocution vom 13. September v. J. gegen die Maassregeln jener Regierung reclamirte, als welche dahin abzweckten, die katholische Bevölkerung der Monarchie vom Mittelpunkte der katholischen Einheit abzulösen, und wie sehr hingegen dieselbe Regierung Unrecht hatte, dergleichen Reclamationen als solche zu rügen, „welche nicht einmal der Ungestüm einer leidenschaftlichen Sprache entschuldigen könne". Denn auf jenen Prinzipien und Maximen lässt sich ein solches System nicht aufbauen ohne die offenbare und gerade Tendenz, in der königlichen Regierung den Mittelpunkt der kirchlichen Einheit für den ganzen Katholicismus des preussischen Staates festzustellen, die katholische Bevölkerung Preussens von dem wahren und einzigen Centrum der Einheit, das der römische Papst ist, loszureissen, in der Kirche eine neue; derjenigen, die ihr von ihrem göttlichen Stifter gegeben ist, entgegen gesetzte Verfas-

1839 prerogative ed i diritti di cui fu rivestita dal suo Fondatore.

Infatti la Chiesa Cattolica secondo le intenzioni della Sapienza Divina è immancabilmente *una*; e quantunque diffusa in tutto il mondo, forma un sol corpo, un solo ovile, una sola perfetta società, per la professione di una medesima fede, per l'uso de' medesimi sacramenti, per la subordinazione ad un medesimo sacro regime. Esiste quindi nella Chiesa Cattolica una vera potestà in oggetti di religione, potestà del tutto distinta dall' altra che presiede alle cose civili, potestà somma nel suo genere, ed essenzialmente indipendente da ogni dominazione terrena, potestà che come tale non può non riunire tutti i diritti necessarii al fine di sua istituzione, e quelli in ispecie di far leggi, giudicare, e punire. Certamente il Figliuol di Dio, inviato dall' eterno suo Padre per formare un nuovo popolo, esercitò la sua missione, ed istituì la Religione, senza dipendenza alcuna dall' autorità secolare. E lungi dal confidare il deposito della rivelazione, dal comunicare i suoi poteri ai Regnanti del mondo, scelse al grand' uopo gli Apostoli, predicendo loro, ed animandoli a soffrire con coraggio gli odii, i contrasti, le persecuzioni ch' erano per incontrare dalla parte delle potenze del secolo: quelle persecuzioni, in mezzo ed a fronte delle quali fu realmente fondata, propagata, stabilita la Chiesa. Nè i Principi e Re della terra, ma i Vescovi son posti dallo Spirito Santo a reggere la Chiesa di Dio. Ha inoltre la Chiesa per divina istituzione un Maestro supremo, un Centro comune, un Capo universale, che con pienezza di autorità la regge e governa. Questo Capo universale, questo Centro comune, questo supremo Maestro è il Romano Pontefice, cui Gesù Cristo nella persona del principe degli Apostoli S. Pietro ha affidato il poter delle Chiavi, ha conferito il Primato di onore insieme e di giurisdizione su tutta la Chiesa, non solo ha dato il diritto, ma imposto al-

sung einzuführen, kurz aus dem katholischen Theile 1839
der Monarchie eine neue Kirche zu bilden, die jedoch darum etwas ganz Anderes seyn würde, als eine katholische, indem nicht von der Macht und den Entwürfen der Menschen die Natur und Form einer von Gott eingesetzten Kirche abhängt, und die katholische Kirche da nicht mehr bestehen kann, wo man die Prärogative und Rechte ändert und ausschliesst, mit denen sie von ihrem Gründer bekleidet worden.

In der That ist die katholische Kirche nach den Absichten der göttlichen Weisheit unfehlbar Eine, und, obwohl über die ganze Welt verbreitet, bildet sie doch einen einzigen Körper, eine einzige Heerde, eine alleinzige vollkommene Gesellschaft durch das Bekenntniss eines und desselben Glaubens, durch den Gebrauch einer und derselben Sakramente, durch die Unterordnung unter ein und dasselbe heilige Regiment. Es besteht sonach in der katholischen Kirche eine wahre Macht in Gegenständen der Religion — eine Macht, ganz verschieden von derjenigen, die in bürgerlichen Dingen den Vorsitz führt, eine in ihrem Bereich höchste Macht und wesentlich unabhängig von jeder irdischen Herrschaft, eine Macht, die als solche alle die Rechte in sich vereinigen muss, die zu dem Entzweck ihrer Einsetzung nothwendig sind, und insbesondere die, Gesetze zu geben, zu richten und zu strafen. Gewiss der Sohn Gottes, von seinem ewigen Vater in die Welt gesandt, um ein neues Volk zu bilden, übte seine Sendung aus und gründete die Religion ohne irgend eine Abhängigkeit von der weltlichen Autorität. Und weit entfernt, den Gewaltigen der Erde den Schatz der Offenbarung anzuvertrauen und seine Vollmachten mitzutheilen, wählte er zu seinem grossen Werke die Apostel, ihnen voraussagend und sie ermunternd mit Geduld zu ertragen den Hass, die Widerwärtigkeiten, die Verfolgungen, die ihnen von Seite der weltlichen Mächte bevorstanden — jene Verfolgungen, inmitten und trotz derer in Wahrheit die Kirche gegründet, fortgepflanzt, befestigt ward. Nicht die Fürsten und Könige der Erde, sondern die Bischöfe sind vom heiligen Geist gesetzt, die Kirche Gottes zu regieren. Ueberdiess hat die Kirche durch göttliche Einsetzung einen obersten Lehrer, ein gemeinsames Centrum, ein allgemeines Oberhaupt, das in der Fülle der Autorität sie lenkt und regiert.

1839 tresì il più stretto dovere di pascere gli agnelli e le pecore, i fedeli cioè ed i pastori medesimi, di confermare i suoi fratelli ovunque sparsi sulla terra. Non v' ha perciò parte alcuna dell' Orbe Cattolico, rapporto alla quale la sacra suprema potestà del Romano Pontefice possa dirsi estranea. I diritti necessariamente connessi col suo Primato si estendono a qualunque nazione, stato, e regno, sol che v' abbiano Cattolici da istruirsi nella dottrina, da regolarsi nella disciplina. Ora tutte queste prerogative e diritti, d' onde risulta la divina inalterabile Costituzione della Chiesa Cattolica, sono in aperto conflitto coi principii e colle massime che il Governo Prussiano sostiene nella sua *dichiarazione* e *memoria*, e sulle quali pretende di voler regolare la sua governativa condotta in ordine ai sudditi Cattolici. E nell' applicazione di tali principii, massime, e regole opposte affatto alla natura, indole, ed originarie prerogative della Chiesa Cattolica, ben lungi dal trovar essa una garanzia della sua esistenza e della sua prosperità, trova invece una vera schiavitù tendente alla distruzione del Cattolicismo in quel Regno.

Pertanto se alla S. Sede non giunge inaspettata, che un Governo Protestante professi la massima della dipendenza della Chiesa dallo Stato; non può non essere al più alto segno sorpresa e dolente, che tal massima con tutte le applicazioni fattene nella *dichiarazione* e *memoria* del Gabinetto di Prussia voglia mandarsi ad effetto in nome e per autorità di un Re, che raduna sotto al suo scettro oltre a cinque millioni di sudditi cattolici, e che avendo trovato stabilita e diffusa negli Stati di suo antico o recente possesso la Chiesa Cattolica, si è ne'modi più solenni obbligato a mantenervela intatta ed illesa secondo i principii, la costituzione, e la forma, in cui l'ha trovata, non secondo

Dieses allgemeine Oberhaupt, dieser gemeinsame Mittel- 1839
punkt, dieser oberste Lehrer ist der römische Papst, welchem Jesus Christus in der Person des Apostelfürsten St. Petri die Gewalt der Schlüssel anvertraut, den Primat der Ehren zugleich und der Jurisdiktion über die ganze Kirche übertragen, nicht allein das Recht gegeben, sondern auch die strengste Pflicht auferlegt hat, zu weiden die Lämmer und die Schafe, die Gläubigen nämlich und die Hirten selbst; und zu bestätigen seine Brüder, wo immer sie über die Erde zerstreut sind. Darum gibt es keinen Theil der katholischen Welt, in Bezug auf welchen die heilige höchste Macht des römischen Papstes eine fremde genannt werden könnte. Die mit seinem Primat nothwendig verknüpften Rechte erstrecken sich auf jede Nation, Staat, Reich, wo nur Katholiken des Unterrichts in der Lehre, der Regelung in der Disciplin bedürfen. Nun sind alle diese Prärogative und Rechte, aus denen die göttliche unwandelbare Verfassung der katholischen Kirche entspringt, in offenbarem Widerspruch mit den Prinzipien und Maximen, welche die preussische Regierung in ihrer Erklärung und Denkschrift behauptet, und nach denen sie ihr gouvernementales Verfahren gegen ihre katholischen Unterthanen regeln zu wollen erklärt. Und in der Anwendung solcher, der Natur, dem Wesen und den ursprünglichen Prärogativen der katholischen Kirche entgegengesetzten Grundsätze, Maximen und Regeln findet die katholische Kirche, weit entfernt, darin eine Bürgschaft ihrer Existenz und Wohlfahrt zu sehen, vielmehr eine wahre Sklaverei, abzweckend auf die Zerstörung des Katholizismus in jenem Königreich.

Indessen, wenn es dem heil. Stuhl nicht unerwartet kömmt, dass eine protestantische Regierung die Maxime der Abhängigkeit der Kirche vom Staat verkündet, so muss er doch darüber höchst erstaunt und betrübt seyn, dass eine solche Maxime mit allen in der Erklärung und der Denkschrift der preussischen Regierung daran geknüpften Folgesätzen vollzogen werden soll im Namen und auf das Ansehen eines Königs hin, der unter seinem Scepter über fünf Millionen katholischer Unterthanen vereint, und welcher, sowie er in seinen alten oder neuüberkommenen Staaten die katholische Kirche befestigt und verbreitet vorgefunden, also sich auf die feierlichste Weise verpflichtet hat, dieselbe unberührt

1839 quella che pretende darle egli stesso. Ed in vero se per una parte i Cattolici sono in coscienza strettamente tenuti ad uniformare la propria condotta agli essenziali principii della loro Chiesa, e se per l'altra il Monarca di Prussia ne ha loro garantita la professione e la pratica; può ora convenire alla giustizia, alla rettitudine, alla sacra parola della Maestà Sua l' obbligarli ad operare contro i principii medesimi, esigendo che in oggetti religiosi osservino non le leggi della Chiesa, ma quelle del Regno; ubbidiscano non già ai Pastori e Superiori ecclesiastici, ma al Governo secolare; rompano i legami di assoluta essenziale dipendenza dal supremo lor Capo, nè abbiano con esso lui alcuna comunicazione senza l'intervento dello Stato?

Non è dunque che la S. Sede voglia estendere il suo potere in un modo inconciliabile coi diritti del Sovrano. E' il Governo di Prussia, che si arroga dei diritti ripugnanti all' immutabile Costituzione della Chiesa, ed alla fede stessa dei solenni trattati. Non è che il Capo della Chiesa Cattolica intenda di spiegare in altri Stati l'autorità legislativa fuori della sfera delle sue attribuzioni ecclesiastiche. E' il Gabinetto Prussiano che gli contrasta pubblicamente il diritto di legislazione in affari religiosi; non dubitando di caratterizzarlo qual *potere estraneo* riguardo perfino al Cattolicisme, ed agli oggetti ecclesiastici del Regno. Il S. Padre non fa che diffendere i diritti essenzialmente inerenti al suo divino Primato; diritti di cui è gravemente tenuto a zelare l'integrità, a respingere ogni violazione ed attacco; diritti, che essendo accordati in vantaggio della Chiesa, sono ad un tempo altrettanti doveri, del cui fedele adempimento egli è responsabile a Dio. Con tutte che non possono più validamente dimostrare la giustizia dei reclami espressi nelle due Pontificie Allocuzioni del 10 Decembre 1837, e 13 Settembre 1838, non che la necessità in cui trovasi la Santità Sua di rinnovarli contro quanto di erroneo ed ingiurioso alla libertà ed autorità della Chiesa si contiene nella *dichia-*

und unverletzt aufrecht zu halten nach den Grundsätzen, 1839
der Verfassung und der Form, in welcher er sie gefunden, und nicht nach einer neuen Form, die er ihr selbst zu geben sich berechtigt glaubt. Und in Wahrheit, wenn einerseits die Katholiken in ihrem Gewissen streng gehalten sind, ihr Benehmen mit den wesentlichen Grundsätzen ihrer Kirche in Uebereinstimmung zu bringen, und wenn andrerseits der Monarch von Preussen ihnen das Bekenntniss und die Ausübung ihres Glaubens verbürgt hat: kann es dann der Gerechtigkeit, dem Geradsinn, dem heiligen Wort Sr. Majestät gemäss seyn, sich zu Handlungen gegen eben diese Prinzipien zu verbinden und zu fordern, dass seine katholischen Unterthanen in Religionssachen nicht die Gesetze der Kirche, sondern die des Staats befolgen, dass sie nicht den Hirten und Kirchenobern, sondern der weltlichen Regierung gehorchen, dass sie die Bande absoluter wesentlicher Abhängigkeit von ihrem höchsten Oberhaupt zerreissen, mit ihm keinerlei Verkehr ohne die Vermittlung des Staats pflegen sollen?

Also nicht der heil. Stuhl ist es, der seine Macht auf eine mit den Rechten des Souverains unvereinbare Art ausdehnen will; die preussische Regierung ist es vielmehr, welche Rechte für sich anspricht, die der unabänderlichen Verfassung der Kirche und selbst der Treue feierlicher Verträge widerstreiten. Nicht das Oberhaupt der katholischen Kirche ist es, welches die Absicht hat, in andern Staaten seine gesetzgebende Autorität über die Sphäre seiner kirchlichen Attribute auszudehnen; die preussische Regierung ist es, die ihm öffentlich das Recht der Gesetzgebung in kirchlichen Dingen bestreitet, kein Bedenken tragend, dasselbe als eine „fremde Macht" in Bezug auf den Katholizismus und auf die Angelegenheiten der Kirche in Preussen zu bezeichnen. Der heil. Vater vertheidigt nur die seinem göttlichen Primat wesentlich inhärirenden Rechte; — Rechte, für deren Integrität zu eifern und sie gegen jede Verletzung und Antastung zu schützen er streng gehalten ist; Rechte, welche, zum Vortheil der Kirche verliehen, zugleich eben so viele Pflichten sind, für deren treue Erfüllung er vor Gott verantwortlich ist. Alles das beweist, so stark als es nur geschehen kann, die Gerechtigkeit der in den beiden päpstlichen Allokutionen vom 10. December 1837 und 13. September

1839 *razione* e *memoria* del Governo Prussiano, e di protestare ad un tempo che se il medesimo non vuole rinunziare ad un solo de' pretesi suoi diritti, molto meno vuol Essa mancare ad alcuno de' sacri doveri del supremo suo Magistero, ed universale Apostolato.

Dopo tuttociò la Santa Sede non dee che rigettare con orrore anche il più lontano sospetto di sentimenti ed intenzioni men conformi alla massima d'intiera sommissione e dipendenza, cui nell' ordine civile sono tenuti i sudditi verso la Potestà temporale. Qui però fa d' uopo richiamare e stabilire una volta per sempre la giusta idea della questione, che ha formato il principale motivo delle disgustose vertenze fra la stessa Santa Sede e il Gabinetto di Prussia sul conto de' matrimonii misti. Siccome il Sommo Pontefice Pio VIII di sa. mem., merce le concessioni espresse nel noto suo Breve del 25 Marzo 1830 intorno ai detti matrimonii, che nella parte occidentale della Monarchia Prussiana fossero per contrarsi senza la previa promessa della cattolica educazione di tutta la prole, avea dal canto suo assicurata la legittimità della successione e figliolanza, e provveduto in conseguenza a tutto quello che sull' oggetto in discorso è connesso coll' interesse pubblico e privato nell'ordine civile: e siccome l'Arcivescovo di Colonia prefiggevasi soltanto l' esatta osservanza delle disposizioni contenute nel citato Breve, e quello di Gnesna e Posnania proponeva appunto di ricorrere alla S. Sede, per portarle ad effetto anche nel suo Arcivescovato posto nel lato orientale del Regno; così ci è chiaro che la questione non tocca affatto i rapporti de' matrimonii misti colla società civile. Tutta dunque si riduce al punto della cooperazione ed assistenza ai medesimi dalla parte del Clero Cattolico. Si cerca cioè se, in mancanza delle condizioni prescritte mai sempre dalla Chiesa in siffatti matrimonii, possa il Clero accordar loro il sacro rito della benedizione nuziale, e cooperare così attivamente ad un' azione che giusta le inconcusse massime Cattoliche dee riputare illecita. Quindi la questione cade su cosa del tutto spirituale ed es-

1838 ausgedrückten Reklamationen, so wie auch die 1839
Nothwendigkeit, worin Se. Heiligkeit sich befindet, dieselben gegen all das Irrthümliche und für die Freiheit und das Ansehen der Kirche Beleidigende zu erneuen, was in der Erklärung und der Denkschrift der preussischen Regierung enthalten ist, und zugleich zu versichern, dass, wenn dieselbe auf keines ihrer vorgeblichen Rechte verzichten will, noch viel weniger Se. Heiligkeit einer der heiligen Pflichten seines obersten Hirtenamtes und Weltapostolats entstehen wird.

Nach allem diesem muss jedoch der heilige Stuhl mit Abscheu auch den entferntesten Verdacht zurückweisen, als stimme er in seinen Gesinnungen und Absichten nicht ganz mit dem Grundsatz völliger Unterwerfung und Abhängigkeit überein, welche in der bürgerlichen Ordnung die Unterthanen der weltlichen Obrigkeit schuldig sind. Hier jedoch ist nöthig, noch einmal ins Gedächtniss zu rufen und ein- für allemal festzusetzen die richtige Ansicht von der Frage, welche die Hauptveranlassung zu den verdriesslichen Händeln zwischen demselben heil. Stuhl und dem preussischen Cabinet in Betreff der gemischten Ehen gebildet hat. Gleichwie Papst Pius VIII. seligen Andenkens, kraft der Zugeständnisse in seinem bekannten Breve vom 25. März 1830 in Betreff besagter Ehen, die in Westpreussen ohne vorhergehendes Versprechen der katholischen Erziehung sämmtlicher Kinder würden geschlossen werden, seinerseits die Legitimität der Nachkommenschaft zugesichert, und folglich für alles das vorgesehen hatte, was in der fraglichen Sache mit dem öffentlichen und Privat-Interesse in der bürgerlichen Ordnung zusammenhängt; und gleichwie der Erzbischof von Cöln sich nur die genaue Beobachtung der in dem angezogenen Breve enthaltenen Bestimmungen vorsetzte, und der Erzbischof von Gnesen und Posen deshalb an den heil. Stuhl rekurriren wollte, um dieselben auch in seinem auf der Ostseite des preussischen Staats gelegenen Erzbisthum auszuführen: also ist es klar, dass die Frage die Beziehungen der gemischten Ehen zur bürgerlichen Gesellschaft ganz und gar nicht berührt. Die ganze Frage reducirt sich hiernach auf den Punkt der Mitwirkung und Assistenz von Seite des katholischen Clerus bei der Schliessung dieser Ehen. Es frägt sich nämlich, ob, in Ermangelung der jederzeit von der

1389 clesiastica. In una questione di tal natura a chi apparterrà la decisione, alla Chiesa Cattolica o piuttosto al Governo laico protestante? Quale dovrà essere la condotta del Clero Cattolico, quella che ingiunge, ed ha in ogni tempo prescritto la Chiesa, o piuttosto quella conforme a ciò che ingiunge e prescrive lo Stato? E chi potrà dirsi che violenti le coscienze e ne offenda la libertà, la Santa Sede, ed i Vescovi che per suo loro dovere inculcano ed impongono al Clero Cattolico di uniformarsi alla dottrina e disciplina della Chiesa, o piuttosto il Gabinetto Prussiano che con minacce e misure di rigore esige dal Clero medesimo l'adempimento delle leggi del Regno?

Ciò posto, la Religione Cattolica non solo professa la massima di perfetta fedeltà e sommissione alla Potestà temporale nell' ordine civile, ma l'annunzia apertamente, e ne inculca l'osservanza anche nel duro caso di vessazioni in materia di religione. E la Santa Sede, gelosa depositaria e zelante sostenitrice delle massime professate della Cattolica Religione, l' ha messa costantemente in pratica. Quanti sono i suoi atti, che hanno in alcun modo relazione a quest' oggetto, tanto ne sono le prove luminose ed irrefragabili. Il linguaggio tenuto dal Santo Padre nella Enciclica indirizzata il giorno 15 Agosto 1832 a tutt' i Vescovi dell' Orbe Cattolico, ed in altre sue lettere di pubblica notizia e di recente memoria, non può esserne più convincente. Perciò la massima di fedeltà e sommissione alla Potestà temporale nell' ordine civile è affatto lontana dall' autorizzare la disubbidienza e ribellione alla Potestà della Chiesa nell' ordine religioso. Egli è d'uopo ubbidire agli uomini, ma dee prima ubbidirsi a Dio; e si ubbidisce realmente a Dio coll' adempiere alle leggi della Chiesa, che nelle cose di Religione ha ricevuto esclusivamente la sua autorità e missione da Dio. Se quindi,

Kirche für dergleichen Ehen vorgeschriebenen Bedingungen, der Clerus ihnen den heiligen Ritus der priesterlichen Einsegnung gewähren, und auf diese Weise thätig zu einer Handlung mitwirken könne, die den unerschütterlichen katholischen Grundsätzen gemäss als unerlaubt gelten muss. Sonach stellt sich die Frage auf einen rein geistlichen und kirchlichen Standpunkt. In einer Frage von solcher Natur, wem wird da die Entscheidung zustehen, der katholischen Kirche oder der weltlichen protestantischen Regierung? Wie wird das Verfahren des katholischen Clerus seyn müssen: so, wie es die Kirche vorschreibt und zu allen Zeiten vorgeschrieben hat, oder so, wie es der Staat gebietet und vorschreibt? Und von wem wird man sagen können, dass er den Gewissen Gewalt anthue und deren Freiheit verletze, vom heil. Stuhl und den Bischöfen, die ihrer heiligen Pflicht gemäss dem katholischen Clerus einprägen und vorschreiben, sich der Lehre und Zucht der Kirhe zu fügen, oder nicht vielmehr von dem preussischen Cabinet, das mit Drohungen und mit Maassregeln der Strenge von dem Clerus selbst die Erfüllung der Staatsgesetze fordert? 1839

Dies einmal vorausgeschickt, bekennt die katholische Religion nicht allein den Grundsatz vollkommener Unterthanentreue und Unterwürfigkeit gegen die weltliche Obrigkeit in der bürgerlichen Ordnung, sondern verkündet ihn auch laut und offen, und prägt dessen Beobachtung auch in dem harten Falle von Behelligungen in Religionssachen ein. Der heil. Stuhl, der eifersüchtige Bewahrer und eifrige Schirmer der von der katholischen Religion bekannten Grundsätze, hat jene Maxime beständig in Ausübung gebracht. So viele seiner Handlungen irgendwie auf diesen Gegenstand Bezug haben, eben so viele sind auch lichtvolle und unverbrüchliche Beweise jener Thatsache. Die Sprache des heil. Vaters in dem am 15. August 1832 an alle Bischöfe der katholischen Welt erlassenen encyklischen Schreiben, und in andern seiner Sendschreiben, die allgemein bekannt und in frischem Andenken sind, könnte in dieser Hinsicht nicht überzeugender seyn. Die Maxime der Unterthanentreue und des Gehorsams gegen die weltliche Macht in bürgerlichen Dingen ist übrigens weit entfernt, Gehorsam und Empörung gegen die Macht der Kirche in religiösen Dingen zu autorisiren. Man

1839 come disgraziatamente avviene nell' oggetto della vertenza fra la Santa Sede e la Corte di Prussia sul punto dei matrimonii misti, la Potestà secolare si permette di dar leggi e regole intorno ad affari religiosi in opposizione a ciò che ne dispone e comanda la Chiesa; i Cattolici attenendosi alle prescrizioni ecclesiastiche anzichè alle civili, non tradiscono altrimenti la fedeltà dovuta al Sovrano nell' ordine temporale, ma soddisfano al grand' obbligo di ubbidire prima a Dio che agli uomini. Ed il Capo della Chiesa, quegli che Dio ha posto al governo ed alla difesa di lei, reclamando i manomessi sui diritti, non eccita già alla rivolta, ma compie i suoi sacri doveri. Che se il grido della sua voce diretto soltanto alla tutela di questi diritti, all' adempimento di questi doveri, fosse sinistramente inteso, fino a produrre funesti effetti nell' ordine politico; il Capo della Chiesa ne sarebbe dolentissimo, li compiangerebbe e riproverebbe altamente: ma il buon senso, la ragion pubblica, gl' imparziali estimatori del vero, deciderebbero, se dovessero ad esso lui attribuirsi, o piuttosto a chi lo ridusse alla dura necessità di alzar la sua voce.

Del resto qual sia stata realmente la condotta della Santa Sede, non che dell' Arcivescovo e Clero di Gnesna e Posnania a riguardo del Governo Prussiano nel corso delle dispiacevoli vicende, di cui si ragiona, si scorgerà dalla serie dei fatti, che la Santa Sede è quì obbligata a tracciar diffusamente sull'appoggio di autentici documenti, sia per ischiarire e rettificar quelli citati dallo stesso Governo nell' ultima sua *memoria*, sia perchè apparisca se abbia esso potuto asserir con ragione nella contemporanea *dichiarazione*, che la Pontificia Allocuzione del 13 Settembre 1838, *è in gran parte fondata sopra una inesatta esposizione di fatti.*

muss den Menschen, vor allem aber Gott gehorchen, und 1839
man gehorcht Gott wirklich, wenn man die Gesetze der Kirche erfüllt, die in Religionssachen ausschliesslich ihre Autorität und Sendung von Gott empfangen hat. Wenn daher, wie dies unglücklicherweise in dem Streite zwischen dem heil. Stuhl und dem preussischen Hof in Betreff der gemischten Ehen der Fall ist, die weltliche Macht sich erlaubt, Gesetze und Regeln über religiöse Angelegenheiten im Widerspruche mit dem zu geben, was die Kirche darüber bestimmt und gebietet, so verrathen die Katholiken, wenn sie sich vielmehr an die kirchlichen Vorschriften als an die bürgerlichen halten, keineswegs die dem Landesherrn in den zeitlichen Dingen schuldige Treue, sondern genügen der grossen Obliegenheit, Gott eher zu gehorchen als den Menschen. Das Oberhaupt der Kirche, Er, den Gott zur Leitung und zur Vertheidigung derselben gesetzt hat, regt, indem er ihre angetasteten Rechte zurückfordert, nicht zur Empörung auf, sondern erfüllt nur seine geheiligten Pflichten. Sollte der Ruf seiner Stimme, nur auf den Schutz dieser Rechte, auf die Erfüllung dieser Pflichten gerichtet, unheilvoll missverstanden werden, dermassen, dass er verderbliche Folgen in politischer Beziehung hervorbrächte, so würde das Oberhaupt der Kirche darüber im Tiefsten betrübt seyn, würde sie beweinen und laut missbilligen; aber der gute Sinn, das öffentliche Rechtsgefühl, die unparteiischen Würdiger der Wahrheit würden entscheiden, ob solche Folgen ihm beizumessen wären oder nicht vielmehr dem, der ihn in die harte Nothwendigkeit, seine Stimme zu erheben, versetze.

Von welcher Art übrigens in Wahrheit das Benehmen des heil. Stuhls, so wie des Erzbischofs und des Clerus von Gnesen und Posen gegenüber der preussischen Regierung im Verlaufe der unangenehmen Verhandlungen, um die es sich hier frägt, gewesen ist, wird man aus der Reihe der Thatsachen ersehen, die der heil. Stuhl hier vermüssigt ist, gestützt auf authentische Urkunden, umständlich darzulegen, theils um die von der preussischen Regierung selbst in ihrer letzten Denkschrift angeführten Thatsachen aufzuhellen und zu berichtigen, theils damit es sich zeige, ob jene Regierung in ihrer gleichzeitigen Erklärung mit Recht habe behaupten können, dass die päpstliche Allocution vom

La Prussia, che sin dal 1742 era in possesso di Breslavia colle altre parti della Slesia, unì alle Provincie Orientali della Sua Monarchia le Diocesi di Warmia e Culma nel 1772, e quelle di Gnesna e Posnania nel 1793.

Nei relativi Trattati solennemente conchiusi in *Berlino* il 28 Luglio 1742, in *Varsavia* il 18 Settembre 1773, ed in *Grodno* il 25 Settembre 1793, i Monarchi Prussiani garantirono ai sudditi Cattolici il pieno libero esercizio della loro Religione, con tutte le Chiese e beni, di cui essi erano in possesso; e dichiararono al pari tempo, *anche pei loro Successori, di non voler giammai esercitare* i così detti *diritti di Sovranità in pregiudizio dello stato attuale della Religione Cattolica* nei paesi che passavano sotto il loro dominio in virtù dei suddetti Trattati (*Documento N°. I.*).

Nelle mentovate Diocesi, come in tutte le altre del Regno di Polonia, trovavasi in vigore per la celebrazione dei matrimonii misti la Costituzione „*Magnae nobis admirationis*" diretta da Benedetto XIV. di sa me. in data 29 Giugno 1748 al Primate, Arcivescovi e Vescovi dello stesso Regno. Con questa Costituzione a norma della costante ed universal disciplina della Chiesa Cattolica eransi sull' oggetto inculcate e prescritte a tutti gli Ordinarii le necessarie cautele, vale a dire: *ne conjux Catholicus ab Haeretico perverti posset; quin potius ille teneri se sciret ad hunc pro viribus ab errore retrahendum; tum etiam ut proles utriusque sexus ex eo matrimonio procreandae in Catholicae Religionis sanctitate omnino educaretur.* Conformi a tali Apostoliche prescrizioni erano eziandio le regole stabilite pei matrimonii misti nei Sinodi particolari delle predette Diocesi (*Documento N°. II.*)

Incorporate quelle Provincie alla Monarchia Prussiana, si vide all' istante in pericolo l'osservanza della disciplina della Chiesa: poichè in evidente contradizione

15. September v. J. „grossentheils auf eine ungenaue Darlegung der Fakta gegründet gewesen sey". 1839

Preussen, das seit 1742 im Besitze von Breslau sammt den andern Theilen Schlesiens war, vereinigte mit den östlichen Theilen seiner Monarchie die Diöcesen Ermeland und Culm im Jahre 1772, und die von Gnesen und Posen 1793.

In den zu Berlin am 28. Juli 1742, zu Warschau am 18. September 1773 und zu Grodno am 25. September 1793 feierlich abgeschlossenen Verträgen garantirten die preussischen Monarchen den katholischen Unterthanen die volle freie Ausübung ihrer Religion, mit allen den Kirchen und Gütern, in deren Besitz sie waren, und sie erklärten zu gleicher Zeit auch für ihre Nachkommen, die sogenannten Souverainitätsrechte niemals zum Nachtheile des dermaligen Standes der katholischen Religion in den Ländern ausüben zu wollen, welche kraft der obenbesagten Verträge unter ihre Herrschaft übergingen. (Beilage Nr. I.)

In den erwähnten Diöcesen, wie in allen andern des Königreichs Posen bestand für die kirchliche Feier der gemischten Ehen in Kraft die Verordnung: „Magnae nobis admirationis," die von Benedikt XIV. seligen Andenkens unterm 29. Junius 1748 an den Primas, die Erzbischöfe und Bischöfe desselben Königreichs gerichtet worden. Vermittelst dieser Verordnung waren, nach der Norm der beständigen und allgemeinen Disciplin der katholischen Kirche, über jenen Gegenstand allen Bischöfen die nöthigen Cautelen vorgeschrieben, nämlich: „ne conjux catholicus ab haeretico perverti posset; quin potius ille teneri se sciret ad hunc pro viribus ab errore retrahendum; tum etiam ut proles utriusque sexus ex eo matrimonio procreanda in catholicae religionis sanctitate omnino educaretur". Solchen apostolischen Vorschriften conform waren auch die in den Partikular-Synoden vorbesagter Diöcesen für die gemischten Ehen festgesetzten Regeln. (Beilage Nr. II.)

Kaum waren jene Provinzen der preussischen Monarchie einverleibt, so sah man augenblicklich die Beobachtung der Disciplin der Kirche in Gefahr; denn in

1839 Nell' anno 1815, in conseguenza del Trattato di Vienna, tornò la Prussia a possedere le accennate Provincie sotto il titolo di Gran Ducato di Posnania. Fu allora che con Regio Manifesto del 15 Maggio si rinnovarono in favore degli Abitanti Cattolici le solenni promesse, che *la loro Religione sarebbe mantenuta nella sua integrità*. Ma in nuova contradizione colle medesime il Governo Prussiano fu sollecito di richiamare in vigore le disposizioni contenute nella Dichiarazione del 21 Novembre 1803 circa l'educazione della prole nei matrimonii *fra persone di diversa confessione*.

Tolta così alle Spose Cattoliche ogni libertà di opporre nelle nozze la condizione di educare cattolicamente tutta la prole, venne ancora ad impedirsi, che i Parrochi potessero più esigerla innanzi il Matrimonio. Fu quindi per fatto del Reale Governo, che si aprì un largo campo al riprovevole abuso di accordare ai matrimonii misti la benedizione ecclesiastica senza la condizione in discorso. Quest' abuso peralto, essendo direttamente opposto alle invariabili massime e regole della Chiesa, non può aver mai costituito una legale osservanza e consuetudine capace di abrogare per via di *prescrizione* quanto di più sacro insegna, ordina e pratica sul proposito la Religione Cattolica.

Oltre di che non è altrimenti vero quanto su di proposito asserisce il Governo, vale a dire che l'uso di benedire i Matrimonii misti senza le necessarie condizioni fosse da lungo tempo ed universalmente osservato nell' Archidiocesi di Ghesna e Posnania. Un cumulo di documenti autentici, che *quasi al numero di mille col percorrere benchè superficialmente i registri ecclesiastici* *), sonosi prodotti innanzi il Governo medesimo, smentisce del tutto somigliante asserzione. Risulta infatti da tali documenti: CHE la pratica generale di quelle Diocesi fu anzi costantemente conforme ai principii e regole della Chiesa; CHE fino ai tempi più recenti, e sotto lo stesso Governo Prussiano non furono

*) *Così Monsig. Dunin nella sua dichiarazione pubblicata dalla Gazzetta politica di Monaco il 1 Febbraro 1839.*

Im Jahre 1815 gelangte, in Folge des Wiener Ver- 1839
trags, Preussen wieder in den Besitz der erwähnten Provinzen, unter dem Namen Grossherzogthum Posen. Damals wurden vermöge königlichen Manifestes am 15. Mai zu Gnesen den katholischen Einwohnern die feierlichen Verheissungen erneuert, dass ihre Religion in ihrer Integrität gewahrt werden solle. Aber im neuen Widerspruche mit diesen Zusicherungen liess die preussische Regierung es sich angelegen seyn, die in der Erklärung vom 21. November 1803 enthaltenen Bestimmungen über die Kindererziehung in der Ehe zwischen Personen verschiedener Confession wieder in Kraft zu setzen.

Nachdem so den katholischen Bräuten alle Freiheit benommen war, den Eheverträgen die Bedingung der katholischen Erziehung aller Kinder beizufügen, ward auch noch verhindert, dass die Pfarrer fortan eine solche Bedingung vor der Ehe fordern könnten. Auf solche Weise öffnete die königliche Regierung dem verwerflichen Missbrauch ein weites Feld, den gemischten Ehen den kirchlichen Segen ohne die in Rede stehende Bedingung zu ertheilen. Dieser Missbrauch übrigens kann, als den unabänderlichen Maximen und Regeln der Kirche direkt entgegengesetzt, niemals eine gesetzliche Observanz und Gewohnheit begründet haben, die fähig wäre, auf dem Wege der Verjährung abzuschaffen, was in der katholischen Religion als heiligste Lehre, Verordnung und Praxis gilt.

Zudem verhielt es sich nicht in Wahrheit, was in Betreff dieses Punktes die preussische Regierung behauptet, nämlich dass der Gebrauch die gemischten Ehen ohne die nöthigen Vorbedingungen einzusegnen, seit langer Zeit und allgemein in den Erzdiöcesen Gnesen und Posen beobachtet worden sey.

Ein Haufe authentischer Urkunden, welche — die kirchlichen Register auch nur oberflächlich durchlaufen, an die Zahl Tausend betragen *), sind derselben Regierung vorgelegt worden, und diese widerlegen ganz und gar eine solche Behauptung. Es geht in der That aus diesen Urkunden her-

*) So Herr v. Dünin in seiner Erklärung, veröffentlicht von der Münchener polit. Zeitung am 1. Februar 1839. und in der Sion Nro. 18 u. 19. Beilag Nro. 3 u. 4.

1839 dai Sacerdoti Cattolici benedetti i Matrimonii misti, se non previa la condizione della educazione cattolica di tutta la prole; CHE perciò la pretesa contraria pretesa di accordare la benedizione anche in mancanza della detta condizione è priva di ogni fondamento, e tutta invece si riduce ad un semplice abuso di singoli casi particolari, che non può certamente distruggere la costante generale osservanza della disciplina ecclesiastica *).

E molto meno sussiste, che il preteso uso di benedire i Matrimonii misti senza le condizioni sia stato *libero*, nel senso cioè che siasi *liberamente* introdotto dal Clero Cattolico; e che fosse anzi per parte di esso l' effetto di una saggia e matura riflessione sugl' interessi sociali di una popolazione mista, come nell' istessa sua *memoria* pubblicata in Berlino nella Gazzetta di Stato sostiene il Gabinetto Prussiano. Sono abbastanza note la severità e l' insistenza, onde le Civili Autorità han sempre influito anche con minacce di pena, sì presso i contraenti per l' esatto adempimento della Regia Dichiarazione del 21 Novembre 1803, sia presso i Parrochi Cattolici per l'esecuzione della ceremonia ecclesiastica, ad onta che mancassero le condizioni prescritte. E la generale inquietezza delle coscienze, che nelle attuali deplorabili circostanze ha mosso ad un tratto il Clero Cattolico di Gnesna e Posnania a chiedere lume e consiglio dal proprio Arcivescovo, dimostra altresì ad evidenza, che ove invalse l' abuso di cui si parla, non fu se non l' effetto del privato errore, della debolezza, o dell' ignoranza, nella quale tanto più facilmente fra le varie vicende e legislazioni era caduta una parte del Clero, quanto più per opera del Go-

*) *Quanto si è detto riguardo all' Arcivescovato di Gnesna e Posnania si verifica esattamente anche nelle due Diocesi di Warmia e Culma, come risulta dalle Lettere Pastorali, che i rispettivi Vescovi hanno diretto al loro Clero, il primo in data di Frauenburg il* 19 *Aprile, il secondo in data di Pelplin il* 1 *Settembre* 1838.

vor, dass die allgemeine Praxis in jenen Diözesen vormals 1839
den Grundsätzen und Regeln der Kirche beständig conform war; dass bis auf die neuesten Zeiten und unter derselben preussischen Regierung von den katholischen Priestern die gemischten Ehen nur dann eingesegnet wurden, wenn die Bedingung der katholischen Erziehung aller Kinder vorausging; dass daher die behauptete gegenseitige Praxis, die Einsegnung auch in Ermangelung der besagten Bedingung zu gewähren, ganz grundlos ist, und sich vielmehr ganz einfach auf einen Missbrauch in besondern einzelnen Fällen reducirt, welcher gewiss die beständige allgemeine Observanz der Kirchendisciplin nicht zerstören kann *).

Noch viel weniger verhält es sich in Richtigkeit, dass der angebliche Gebrauch die gemischten Ehen unbedingt einzusegnen, frei gewesen sey, nämlich in dem Sinne, dass derselbe vom katholischen Clerus frei eingeführt worden, und dass er auch von dessen Seite die Wirkung einer weisen und reiflichen Ueberlegung über die gesellschaftlichen Interessen einer gemischten Bevölkerung gewesen sey, wie das preussische Cabinet in seiner letzten, in der Berliner Staatszeitung veröffentlichten Denkschrift behauptet. Hinlänglich bekannt sind die Strenge und Hartnäckigkeit, womit die Civilbehörden immer, selbst unter Strafandrohungen, theils bei den Kontrahenten auf genaue Erfüllung der königlichen Erklärung vom 21. November 1803, theils bei den katholischen Pfarrern auf Vollziehung der kirchlichen Feier gedrungen haben, trotz dem, dass die von der Kirche vorgeschriebenen Bedingungen mangelten. Auch die allgemeine Gewissensruhe, die unter den jetzigen beklagenswerthen Umständen auf einmal den katholischen Clerus von Gnesen und Posen bewogen hat, bei dem eigenen Erzbischof Erleuchtung und Rath zu suchen, beweist augenscheinlich, dass, wo der in Rede stehende Missbrauch eingeschlichen war, dies nur die Folge des Privatirrthums, der Schwäche oder der Un-

*) Was in Betreff des Erzbisthums Gnesen und Posen gesagt ist, bewahrheitet sich auch genau von den beiden Diöcesen Ermeland und Kulm, wie aus den Hirtenbriefen hervorgeht, welche die betreffenden Bischöfe, der erstere aus Frauenburg vom 19. April, der zweite aus Pelplin vom 1. September 1838, an ihre Geistlichkeit gerichtet haben.

1839 verno fu sempre chiusa ogni via di libera communicazione colla Sede Apostolica *).

Nè similmente può dirsi con verità, che il controverso uso sia stato positivamente riconosciuto dai defunti Arcivescovi di Gnesna e Posnania Monsignor Gorczensky, e Monsignor Wolicky, od anche dall' attuale Arcivescovo Monsignor Dunin, perchè essendo Vicario Capitolare dette una dichiarazione autentica dell' esistenza di tal consuetudine. Il Governo Prussiano non deve aver dimenticato gli energici reclami che contro le sue leggi intorno ai Matrimonii misti avanzarono a suo tempo le Ecclesiastiche Autorità Cattoliche di quelle Provincie senza averne ottenuto giammai il meritato effetto **). Non esiste poi negli Archivii della Curia Arcivescovile, nè si produce dal Governo stesso alcun atto, dal quale si provi che i due sunnominati defunti Arcivescovi riconoscessero *formalmente* come legittima la supposta consuetudine. D'altra parte fu sempre non la perfetta loro adesione alle massime e regole della Chiesa Cattolica; ed in ultimo qualunque condiscendenza voglia loro attribuirsi sul punto di cui si tratta, non può essa in alcun modo aver legittimato un sì riprovevole abuso nell' amministrazione di un Sagramento. Del resto, per ciò che riguarda particolarmente Monsignor Dunin, è da osservarsi, CH' egli fu eletto Vicario Capitolare negli ultimi giorni di Decembre 1829; CH' immediatamente il giorno 20 Gennaro 1830 fu richiesto

---

*) *Altrettanto è avvenuto non solo del Clero delle due Diocesi di Culma e Warmia, ma di quello eziandio della Diocesi di Breslavia, il quale in un suo Indirizzo al Vescovo nel compiangere l' errore, in cui confessa d'esser caduto per le minacce del* Potere e per le illusioni del Filosofismo e Filantropismo Protestantico, *non ha lasciato di eccitare il proprio Pastore a contribuire colla sua autorità ed influenza*, affinchè sia tolto od almeno alleggerito nello Stato Prussiano il costringimento dei Cattolici in materia di Religione e di coscienza.

**) *Costa alla Santa Sede, che la celebrazione dei Matrimonii dei Soldati, ancorchè ambe le parti fossero Cattoliche, fu anche una volta commessa dal Governo Prussiano ai Cappellani Militari Protestanti, e che Monsignor Arcivescovo Raczynski avanzò le più vive rimostranze contro tali disposizioni, e contro altri atti legislativi in cose di Religione; ma sempre inutilmente.*

wissenheit war, in welche unter den verschiedenen 1839
Wechseln und Gesetzgebungen ein Theil der Geistlichkeit um so leichter verfallen, je mehr durch Zuthun der Regierung immer jede freie Kommunikation mit dem apostolischen Stuhle versperrt war *).

Gleicherweise lässt sich nicht mit Wahrheit behaupten, dass der streitige Gebrauch von den verstorbenen Erzbischöfen von Gnesen und Posen, den H. H. Gorzensky und Wolicky, oder auch von dem jetzigen Erzbischof H. Dunin bestimmt anerkannt worden sey, weil Letzterer als Kapitularvikar eine authentische Erklärung von dem Daseyn einer solchen Gewohnheit gegeben habe. Die preussische Regierung darf die nachdrücklichen Reklamationen nicht vergessen haben, welche gegen ihre Gesetze in Betreff der gemischten Ehen seiner Zeit die katholischen Kirchenbehörden jener Provinzen erhoben, ohne dass sie jemals den verdienten Erfolg hatten.

Weder in den Archiven der erzbischöflichen Kurie existirt ein Aktenstück, noch wird ein solches **) von der Regierung producirt, welches bewiese, dass die zwei obengenannten verstorbenen Erzbischöfe die angebliche Gewohnheit als rechtmässig förmlich anerkannt haben. Andererseits war ihre Anhänglichkeit an die Maximen und Regeln der katholischen Kirche allzeit bekannt, und endlich, welche Willfährigkeit man ihnen auch in dem fraglichen Punkte beimessen wollte, so kann diese doch nicht so weit gegangen seyn, dass

---

*) Eben dies geschah nicht nur von Seite des Clerus der beiden Diöcesen Kulm und Ermeland, sondern auch von dem der Diöcese Breslau, welcher in seiner Adresse an den Bischof, indem er den Irrthum beklagt, in welchen er durch die Drohungen der Macht und durch die Täuschungen des protestantischen Philosophismus und Philanthropismus gefallen zu seyn bekennt, nicht unterlassen hat, den eigenen Hirten aufzufordern, er möge mit seinem Ansehen und Einfluss dazu beitragen, dass die Beschränkungen der Katholiken in Religions- und Gewissenssachen im preussischen Staate gehoben oder mindestens gemildert würden.

**) Dem heiligen Stuhl ist bekannt, dass die Einsegnung der Soldaten-Ehen, selbst wenn beide Theile katholisch waren, einmal von der preussischen Regierung den protestantischen Militärgeistlichen übertragen wurde und dass der H. Erzbischof Raczinski die lebhaftesten Remonstrationen gegen solche Verfügungen und gegen andere legislative Akte in Religionssachen erhob, aber immer vergebens.

1839 del sovraespresso certificato; e CHE in questo, punto toccare il merito intrinseco della pretesa *co tudine*, si limitò unicamente al *fatto*, di cui egli nelle dichiarazioni date posteriormente al Gover escluso la generalità, rilevando che nel rilasciarlo cava di esatte informazioni per non essergli dato pure il tempo necessario a proccacciarsele dai B dell' Archidiocesi.

In questo stato erano le cose, quando final nel 1834. per parte del Governo Prussiano ebbe il notissimo Breve, che intorno ai Matrimonii mis VIII. di sa. me. diresse il 25 Marzo 1830 all'Ar covo e Vescovi delle Diocesi Renane, e di Westfa In quella circostanza tutto generalmente il Clero lico delle Diocesi di Gnesna e di Posnania ebbe istante ad avvedersi, *che l'antichissima prescri della Chiesa Cattolica sui Matrimonii misti aveva dal lato dell' Apostolica Sede sofferto cambiamento, e che perciò le deviazioni intr tesi erano un crasso errore, un grave peccato tro Dio e la Santa sua Parola, una viola della inalterabile fede Cattolica, in somma mettere a repentaglio l' eterna salute dei Cat che vi avevano parte* **). Furono quindi innu bili le istanze dirette a voce ed in iscritto dal stesso a Monsignor Arcivescovo, il quale dopo m considerazione vedendo che le leggi civili oppone diametralmente alle massime e regole della Chies determinò a fare presso il Governo ogni sforzo bile per togliere sì funesta collisione, ben conte assumere egli solo in prò della sua Diocesi il p

*) *Si vegga l' Esposizione della S. Sede (Stamperia del greteria di Stato) in data 4 Marzo 1838 pag. 5.*

**) *In tali termini i sentimenti del Clero si esposero da signor Dunin a S. M. nella lettera del 21 Ottobre 1837, d dursi a suo luogo.*

sie einen so verwerflichen Missbrauch in der Administration eines Sakraments legitimirt hätte. Was übrigens insbesondere den Hrn. v. Dunin betrifft, so ist zu bemerken, dass er gegen Ende Decembers 1829 zum Kapitularvikar gewählt wurde, dass ihm gleich darauf, am Januar 1830, die obenerwähnte Bescheinigung abgefordert ward, und dass er in dieser, ohne den innern Werth oder Unwerth der angeblichen Gewohnheit zu berühren, sich einzig auf die Thatsache beschränkte, deren Allgemeinheit er in den später der Regierung abgegebenen Erklärungen selbst ausgeschlossen hat, hervorhebend, dass er bei Erlassung jenes Certifikats genauer Nachweise ermangelt habe, indem ihm nicht einmal die nöthige Zeit gelassen worden sey, sich solche von Dechanten des Erzbisthums zu verschaffen. 1839

So standen die Sachen, als endlich im Jahr 1834 von der preussischen Regierung das wohlbekannte Breve in Umlauf gesetzt wurde, welches Pius der VIII. sel. Ads. in Betreff der gemischten Ehen unterm 25. März 1830 an den Erzbischof und die Bischöfe der Diözesen am Rhein und Westphalen richtete *). Aus diesem Umstande musste der ganze katholische Clerus der Diöcesen Gnesen und Posen augenblicklich ersehen, dass die uralte Vorschrift der katholischen Kirche über die gemischten Ehen von Seite des apostolischen Stuhls keinerlei Aenderung erfahren hatte, und dass folglich die eingeführten Abweichungen ein grober Irrthum, eine schwere Sünde gegen Gott und sein heiliges Wort, eine Verletzung des unwandelbaren katholischen Glaubens, kurz eine Gefährdung des ewigen Heils der dabei betheiligten Katholiken waren **). Unzählig waren von da an die Gesuche, welche der Clerus selbst mündlich und schriftlich an den Herrn Erzbischof richtete, der nach reiflicher Ueberlegung, als er sah, dass die bürgerlichen Gesetze den Maximen und Regeln der Kirche schnurstracks entgegen liefen, den Entschluss fasste, bei der Regierung sich alle mögliche Mühe zu geben, um eine so traurige Kollision zu beseitigen, wohl zufrieden,

*) Siehe die Darstellung des heil. Stuhls d. d. 4. März 1838. Seite 5.

**) In diesen Worten drückte Herr v. Dunin in seinem Schreiben an seine preussische Majestät vom 21. October 1837 die Gesinnungen des Clerus aus. Das Schreiben findet sich an der gehörigen Stelle.

1839 la difficoltà di una impresa sì feconda di odiosità e di amarezze *). Ma lo spirito di conciliazione e di prudenza, con cui il Prelato si propose di regolare la sua condotta in sì difficile affare, l'indusse perfino ad invocare il *permesso* del Governo e del Re in oggetti, sui quali l'Autorità Ecclesiastica è del tutto indipendente da quella dello Stato. Ed è appunto per rilevare siffatta condotta dell' Arcivescovo, che nell' esporre qui appresso i fatti sull' appoggio dei relativi documenti, si farà uso delle identiche di lui espressioni.

Pertanto nel mese di Gennaro 1837 **) si rivolse Monsignor Dunin al Regio Ministero per rappresentare, che dopo aver conosciuto il Breve di Pio VIII. la sua conscienza e le frequentissime richieste del Clero lo stimolavano a non lasciar più a lungo inosservati nel suo Arcivescovato i principii richiamati in detto Breve: *chiese in grazia* di pubblicarlo liberamente nei luoghi soggetti alla sua giuridizione, o di ammonire almeno il suo Clero sull' osservanza delle massime in esso contenute: espresse infine la speranza di non incontrare per parte del Governo alcuna difficoltà, poichè trattavasi *di uno stesso e medesimo Stato, di una stessa e medesima Chiesa, di uno stesso e medesimo oggetto.*

---

*) *Così dichiarò Monsignor Arcivescovo nel bel principio della Circolare indirizzata al Clero di Gnesna e Posnania il 30 Gennaro 1838, che si riporterà in appresso. Da questa Circolare, e dalla succitata lettera del 21 Ottobre 1837, si è principalmente desunto quanto viene ora a narrarsi sulle trattative ch' ebber luogo fra lui ed il Governo.*

**) *Giova quì osservare, come il Governo Prussiano nella Memoria pubblicata dalla predetta Gazzetta di Stato abbia adesso liberamente palesato, che* sin dal principio del 1837 *era già insorto Monsignor Arcivescovo di Posnania contro la pretesa* consuetudine *di benedire i Matrimonii misti senza condizioni, mentre nel* publicandum *del Regio Ministero in data 15 Novembre dello stesso anno si asserì, che niun altro Vescovo della Monarchia erasi arbitrato di amministrar la Diocesi, come pretendeva amministrarla Monsignor Arcivescovo di Colonia; quasi che intorno ai matrimonii misti, sui quali cadeva in sostanza il punto principale della questione, non fosse mai giunto al Governo alcun reclamo per parte di qualche altro Vescovo.*

zum Nutz und Frommen seiner Diöcese das Gericht 1839
und die Schwierigkeit eines an Gehässigkeit und Bitterkeit so fruchtbaren Unternehmens auf sich allein zu nehmen *). Aber der Geist der Versöhnung und Klugheit, womit der Prälat sein Benehmen in einer so schwierigen Angelegenheit zu regeln sich vornahm, bewog ihn endlich, um die Erlaubniss der Regierung und des Königs in Gegenständen anzurufen, hinsichtlich deren die kirchliche Behörde von der Staatsbehörde ganz und gar unabhängig ist. Und gerade um dieses Verfahren des Erzbischofs in ein klares Licht zu setzen, wird man in der hier folgenden auf die bezüglichen Documente sich stützenden Darstellung der Thatsachen sich seiner identischen Ausdrücke bedienen.

Herr von Dunin wendete sich deshalb im Januar des Jahres 1837 **) an das Königliche Ministerium, um diesem vorzustellen, er könne in seinem Erzbisthume, nachdem das Breve Papst Pius VIII. zu seiner Kenntniss gelangt sey, die in diesem Breve neuerdings ausgesprochenen Grundsätze nicht länger unbeachtet lassen, sein Gewissen und das wiederholte Begehren seines Clerus fordre dies von ihm; er verlangte als Vergünstigung, das Breve ungehindert in allen seiner Jurisdiktion unterworfenen Orten verkündigen, oder doch wenigstens seinen Clerus ermahnen zu dürfen, die darin enthaltenen Grundsätze zu beobachten und sprach am

---

*) Also erklärte der Herr Erzbischof gleich im Anfange des Rundschreibens, dass er am 30. Januar 1838 an den Clerus von Gnesen und Posen richtete. Aus diesem Rundschreiben und aus dem oben angeführten Briefe vom 21. October 1837 hat man hauptsächlich entnommen, was so eben über die zwischen ihm und der Regierung stattgehabten Verhandlungen erzählt werden soll.

**) Es muss hier bemerkt werden, wie die preussische Regierung in der Denkschrift, welche sie in der erwähnten Staatszeitung veröffentlichte, jetzt offen erklärt, der Herr Erzbischof von Posen habe sich bis zum Beginne des Jahres 1837 gegen die angebliche Praxis der unbedingten Einsegnung gemischter Ehen erklärt, während das Publikandum der Königlichen Minister vom 15. November desselben Jahres sich äussert, kein Bischof der Monarchie habe sich herausgenommen, seine Diöcese so zu verwalten, wie der Herr Erzbischof von Cöln seine amtliche Wirksamkeit auszuüben gesucht habe; gleich als wäre in Betreff der gemischten Ehen, die doch den vorzüglichsten Punkt des Wesentlichen der Frage bildeten, niemals der Regierung von Seite eines Bischofes eine Beschwerde eingesendet worden.

Fu sorpreso il Regio Ministero di siffatta domanda, e rispose in poche parole al Prelato, CHE il Breve di Pio VIII, essendo stato soltanto diretto all' Arcivescovo di Colonia, ed ai Vescovi di Treveri, Münster, e Paderbona, non riguardava affatto l' Arcivescovato di Gnesna e Posnania *); quasi che i principii dottrinali, dei quali intendeva parlare l' Arcivescovo, fossero limitati alla sóla parte Occidentale di Prussia, e non riguardassero la Chiesa Cattolica, ovunque esista. Soggiungeva poi lo stesso Regio Ministero, CHE pel detto Arcivescovato, lungi dal potersi permettere alcun cambiamento, dovevasi invece mantenervi intatta la *consuetudine* di benedire i Matrimonii misti senza le condizioni, *in conformità dei principii legali ed amministrativi dello Stato.*

Nella necessità pertanto di provvedere alla quiete di sua coscienza non potè Monsignor Dunin dispensarsi dal repitere al Regio Ministero le sue istanze. Disse di aver profondamente esaminato la materia, e chiese che su tal affare si umiliasse un rapporto a Sua Maestà, perchè non gli fosse impedito o di pubblicare nel suo Arcivescovato il succitato Breve, o di ricorrere almeno alla Santa Sede per una decisione sul punto in questione. A questa nuova dimanda aggiunse Monsignor Arcivescovo una Memoria, nella quale si esponeva: CHE riguardo ai Matrimonii misti i Cattolici delle Diocesi di Gnesna e Posnania dovevano innanzi tutto riportarsi

*) Non poteva essere nella intenzione del Papa, *dice il Governo Prussiano in detta Memoria*, di estendere a tutti i Fedeli della Cristianità le mitigazioni contenute nel Breve. *Ma Monsignor Dunin, come ben rilevasi dalle posteriori sue dichiarazioni date al Governo, chiedendo per la sua Diocesi la pubblicazione del Breve di Pio VIII. di su. me., intendeva di volerne applicare ed eseguire la parte dottrinale, a fine di togliere l' abuso della benedizione Cattolica nei matrimonii misti senza condizioni, e non già estenderne al suo Arcivescovato le straordinarie concessioni, che da quel Pontefice eransi fatte per le sole Diocesi delle Provincie del Reno e di Westfalia; pel qual oggetto riconoscevasi necessario il ricorso alla S. Sede.*

Schlusse die Hoffnung aus, hierin keinem von Seite 1839
der Regierung gelegten Hindernisse zu begegnen, da es sich von „einem und demselben Staate, von einer und derselben Kirche, von einem und demselben Gegenstande handle."

Das Königliche Ministerium wurde von diesem Verlangen überrascht und antwortete dem Prälaten ganz kurz, das Breve Pius VIII. sey nur allein an den Erzbischof von Cöln und die Bischöfe von Trier, Münster und Paderborn gerichtet und gehe das Erzbisthum von Gnesen und Posen nicht an *), gleich als wären die doktrinellen Grundsätze, von denen der Erzbischof sprechen wollte, nur allein auf den westlichen Theil des preussischen Staates beschränkt und hätten also für die übrige katholische Kirche, wo sie bestehen möge, keine Geltung.

Das Königliche Ministerium fügte selbst noch hinzu, man solle im Erzbisthume Gnesen und Posen, ohne sich die geringste Aenderung zu erlauben, statt dessen die Praxis der unbedingten Einsegnung bei gemischten Ehen unversehrt und in Uebereinstimmung mit „den gesetzlichen und administrativen Bestimmungen des Staates aufrecht erhalten." Herr von Dunin, der sich gedrungen fühlte, für die Ruhe seines Gewissens zu sorgen, konnte nicht umhin, dem Königlichen Ministerium hierüber wiederholt Vorstellungen zu machen. Er erklärte darin, dass er den Gegenstand reiflich überlegt habe und verlangte, über denselben an Se. Majestät berichten zu dürfen, damit es ihm unverwehrt bleibe, in seinem Erzbisthume das erwähnte Breve zu veröffentlichen oder wenigstens sich an den heil. Stuhl zu

---

**) Die preussische Regierung sagt in dem erwähnten Memoire, es könne nicht die Absicht des Papstes gewesen seyn, die Milderungen, welche das Breve enthalte, auf alle Länder der Christenheit auszudehnen. Herr von Dunin aber beabsichtigte nur, wie diess aus seinen späteren Erklärungen an die Regierung deutlich erhellt, indem er für seine Diöcese die Veröffentlichung des Breve Pius des Achten sel. Andenkens verlangte, den doktrinellen Theil anzuwenden und auszuführen, um den Missbrauch der unbedingten Einsegnung gemischter Ehen von katholischer Seite aufzuheben und wollte nicht, dass jene ausserordentlichen Zugeständnisse, die der Papst allein für die Rheinprovinz und Westphalen gemacht hatte, zugleich auf sein Erzbisthum ausgedehnt werden sollten, denn er wusste wohl, dass er zu diesem Zwecke sich an den heil. Stuhl hätte wenden müssen.

1839 alla Costituzione Benedettina „*Magnae Nobis admirationis*"; CHE siccome il Sagramento del Matrimonio è *un solo e lo stesso* presso tutti i Cattolici, così la spiegazione della dottrina cattolica intorno alla celebrazione dei Matrimonii misti, fatta dal Supremo Maestro della Cattolica Chiesa nel Breve Pontificio del 25 Marzo 1830, riguardava tutt' i Cattolici del mondo intiero; CHE non trattavasi di una semplice ceremonia, ed cosa solamente disciplinare, ma bensì di decidere *dove, come, e quando* debba amministrarsi un Sagramento; CHE ormai tal questione era stata decisa dal Supremo Gerarca, cui Gesù Cristo affidò il sagro ed inviolabile deposito della sua dottrina; CHE l' esempio di alcuni Sacerdoti Cattolici, i quali per errore avessero talvolta benedetto i Matrimonii misti senza condizioni, non poteva avere stabilito una prassi canonica contro la disciplina della Cattolica Chiesa; CHE dopo essersi tal errore riconosciuto presso la decisione Apostolica, verrebbe a separarsi dalla Chiesa Cattolica chiunque ricusasse di aderire alle dichiarazioni e prescrizioni della S. Sede; CHE l' esigersi nei Matrimonii misti la condizione della educazione Cattolica di tutta la prole non era altrimenti una novità, perchè tale era stata in quella Diocesi la pratica generalmente osservata dal Clero; CHE invece il Governo costringerebbe i Cattolici ad ammettere delle novità in cose di coscienza, ed in aperta opposizione colla originaria dottrina della Chiesa; CHE finalmente Gesù Cristo aveva santificato il Matrimonio innalzandolo alla dignità di Sagramento, e perciò il pretendere da un Sacerdote Cattolico la benedizione di un Matrimonio misto senza le condizioni, era lo stesso che pretendere la profanazione del Sagramento, e distruggere i primi principii della fede Cattolica.

Queste ed altre consimili rimostranze furono da Monsignor Dunin ripetute più volte al Governo, ma senza verun successo. Anzichè secondare le giuste do-

enden, und eine Entscheidung über den fraglichen 1839
ıukt zu erhalten.

Mit diesem neuen Ansuchen verband der Herr
zbischof noch eine Denkschrift, in welcher er aus-
ıander setzte: die Katholiken der Erzdiöcese Gnesen
ıd Posen seyen verpflichtet, sich in Betreff der ge-
ischten Ehen ganz und gar an die Konstitution Bene-
kts: Magnae Nobis admirationis zu halten; wie das
ıkrament der Ehe bei allen Katholiken nur eines und
sselbe sey, so gelte auch die Erklärung der katholi-
hen Kirche durch das päpstliche Breve vom 25. März
130 in Betreff der gemischten Ehen für alle Katholi-
n der ganzen Welt; es handle sich hier nicht blos
a eine Ceremonie, oder nur allein um eine Maassre-
l Disciplin, sondern, vielmehr um die Entscheidung,
n welche Personen, auf welche Weise und in wel-
en Fällen" ein Sakrament zu spenden sey; diese Frage
y von dem obersten Hierarchen, welchem Jesus Chri-
ıs den heiligen und unverletzbaren Glaubensquell sei-
r Lehre anvertraut habe, entschieden worden und
s Verfahren einiger katholischer Priester, welche aus
rthum einige Male gemischten Ehen eine unbedingte
nsegnung ertheilt hätten, könne im Widerstreite mit
r Disciplin der katholischen Kirche keine kanonische
axis begründen; denn, da dieser Irrthum durch die
pstliche Entscheidung als solcher erklärt sey, so trenne
h Jeder von der katholischen Kirche, der den Aus-
rüchen und Vorschriften des heil. Stuhls seine Bei-
mmung verweigere; die Bedingung der katholischen
ziehung aller Kinder bei gemischten Ehen sey nichts
eues, denn sie sey in diesen Diöcesen allgemein vom
erus beobachtete Praxis gewesen, die Regierung lege
ıgegen den Katholiken den Zwang auf, in Sachen des
ewissens Neues und der ursprünglichen Kirchenlehre
Widerstreitendes annehmen zu müssen. Jesus Christus
be die Ehe geheiligt, indem er sie zur Würde eines
ıkraments erhoben; von einem katholischen Priester
e unbedingte Einsegnung einer gemischten Ehe for-
rn, heisse daher nichts Anderes verlangen, als die
ıtwürdigung des Sakraments und die Vernichtung der
ssentlichsten Grundsätze des katholischen Glaubens.

Diese und andere ähnliche Gegenvorstellungen wur-
n von Hrn. v. Dunin zu wiederholten Malen der Re-
erung gemacht, aber ohne allen Erfolg. Anstatt auf

1839 mande del Prelato, il Regio Ministero non pure confermò la sua opposizione alla pubblicazione del Breve di Pio VIII., ma gli dichiarò inoltre di aver già avvertito le Autorità locali a reprimere con tutta energia ogni tentativo, che dal Clero si facesse per indurre un cambiamento, e far dipendere la benedizione nuziale dalla condizione di educare la prole nella Religione Cattolica; e riprovò ad un tempo la Memoria del sullodato Arcivescovo come una produzione *di chi manca di retto giudizio, di chi non conosce le leggi dello Stato, di chi ha un animo alieno dal Governo.*

Replicò pieno di rispetto, ma insieme con apostolica fermezza l' Arcivescovo, CHE consolavasi nella coscienza col detto di S. Paolo „*Nos stulti propter Christum*"; CHE in quella Memoria consideravasi il matrimonio come Sagramento, e non discutevansi che le leggi dello Stato che lo riguardano: nè gli effetti puramente civili; cose tutte dipendenti dal legislatore temporale; CHE non sapeva intendere, come potesse riconoscersi *un animo alieno dal Governo* nella semplice difesa dei principii della Chiesa Cattolica, mentre tutti quei, che ne professano la fede, non cedono certamente ai seguaci delle altre Confessioni nell' amore, nella sommissione alla civile potestà; CHE i suoi Antecessori avrebbero anch' eglino fatto altrettanto per distruggere un erroneo abuso, se le loro orecchie, come le sue, udito avessero la voce del Capo della Chiesa nel Breve di Pio VIII.; CHE la cosa era del più grande rilievo per quelle Provincie, ove le pubbliche cariche sono occupate da una moltitudine di giovani nativi di altre Provincie, e nella massima parte Acattolici; i quali sogliono ordinariamente ammogliarsi con donne indigene; per lo che il Cattolicismo anderebbe poco a poco a distruggersi, se la prole de' matrimonii misti dovesse educarsi nella religione del Padre. Conchiuse domandando nuovamente al Regio Ministero di rassegnare un esposizione di tutto a Sua Maestà, affinchè fosse tolto ogni ostacolo o alla pubblicazione del precitato Breve, o alla interpellazione della S. Sede pel suo supremo giudizio, nella stessa guisa che avvenne nel 1828 per

die gerechten Begehren des Prälaten einzugehen, be- 1839
harrte das königl. Ministerium nicht nur auf seinem Widerstande gegen die Veröffentlichung des Breve Pius VIII., sondern erklärte Hrn. v. Dunin auch überdiess, man habe bereits die Ortsbehörden beauftragt, mit aller Kraft jeden etwaigen Versuch des Clerus zu unterdrücken, der dahin abzwecken möchte, eine Veränderung herbeizuführen und die Einsegnung der Ehen von der Bedingung der katholischen Kindererziehung abhängig zu machen; gleichzeitig verwarf das k. Ministerium auch die Denkschrift des Erzbischofs als ein Machwerk, welches ohne die gehörige Urtheilskraft und ohne Kenntniss der Staatsgesetze abgefasst sey und feindliche Gesinnung gegen die Regierung verrathe.

Ehrfurchtsvoll, aber zugleich mit apostolischer Festigkeit antwortete der Erzbischof, dass er sich in seinem Gewissen mit dem Ausspruche des heil. Paulus: „nos stulti propter Christum" tröste; dass in seiner Denkschrift die Ehe als Sakrament betrachtet sey, und weder die auf sie bezüglichen Staatsgesetze noch ihre rein bürgerlichen Wirkungen — beides Dinge, die der weltlichen Gesetzgebung unterworfen seyen — in Erörterung kämen; dass er nicht begreife, wie man in einer einfachen Vertheidigung der Grundsätze der katholischen Kirche eine der Regierung feindselige Gesinnung zu erkennen vermeine, während doch alle diesen Glauben Bekennende gewiss hinter den, anderen Konfessionen Zugethanen an Anhänglichkeit und Gehorsam gegen die bürgerliche Gewalt nicht zurückstehen; dass seine Vorgänger eben so sehr gesucht haben würden, einen auf Irrthum beruhenden Missbrauch abzustellen, hätten sie, so wie er in dem Breve Pius VIII., die Stimme des Oberhauptes der Kirche vernommen; dass diese Sache für jene Provinzen von grösster Wichtigkeit sey, da dort die öffentlichen Aemter in grosser Anzahl mit jungen Leuten aus andern Provinzen, und grösstentheils Akatholiken, besetzt seyen, welche sich gewöhnlich im Lande mit Eingebornen verheirathen; dadurch ginge allmählig der Katholicismus zu Grunde, wenn die Kinder aus gemischten Ehen der Religion des Vaters folgen würden. Er schloss mit Erneuerung der Bitte, es möge dem königlichen Ministerium gefallen, Sr. Majestät eine Darlegung dieser Verhältnisse zu unterbreiten, damit der Publicirung des erwähnten

1839 parte dell' Arcivescovo di Colonia, e dei tre Vescovi delle Provincie Renane e di Westfalia.

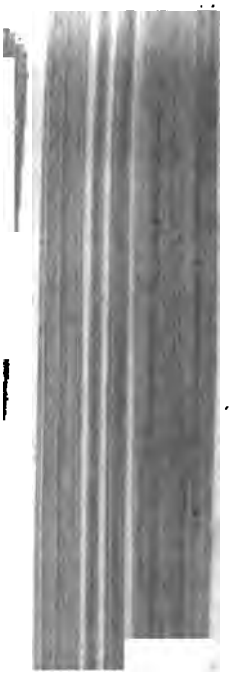
Fermo però il Governo nel suo proposito non tardò a ripetere al Prelato una più acerba assoluta negativa. Gli notificò che, tentando il Clero di attenersi al Breve di Pio VIII. nello scopo di non accordare la benedizione nei matrimonii misti, se non previa la sua condizione, era già incaricata la Reggenza delle sue Provincie a sospendere immantinente il pagamento degli assegni al Vicariato Generale ed all' Arcivescovo stesso. Che anzi con Rescritto del 3 Maggio 1837 il Regio Ministero ordinò espressamente, *che anche nelle due Diocesi di Gnesna e Posnania dovessero i matrimonii misti essere celebrati dal Clero Cattolico ai bandi e colla ecclesiastica benedizione, senza esigere una promessa, e senza insinuare un accordo intorno alla educazione della prole nella Fede Cattolica.* E quest' ordine fu officialmente partecipato il 19 Luglio ai rispettivi Commissarii Distrettuali e Burgomastri coll' ingiunzione di annunziarlo al Clero, di procurarne il più rigoroso adempimento, e di dare esatta contezza dell' eventuali contravvenzioni con tutte le relative circostanze (*Documento N°. III.*).

Giunte le cose a tal punto, non rimase a Monsignor Dunin altro partito che di rivolgersi direttamente al Trono Reale. Con sua lettera in data 21 Ottobre 1837 espose rispettosamente a Sua Maestà lo stato della questione, riepilogando la sostanza delle rappresentanze fatte al Ministero: e dopo aver dimostrato sino all' evidenza la irragionevolezza sì delle negative ricevute, sì della pretensione che aveva il Governo di forzare i Sacerdoti Cattolici a benedire i Matrimonii misti senza le debite condizioni; chiese che gli si lasciasse la libertà o di seguire in appresso la norma prescritta dalla Costituzione Benedettina „*Magnae Nobis admirationis*" o di ricorrere alla S. Sede per ottenerne una decisione

Breve, oder der Befragung des heil. Stuhles um dessen 1839
höchste Entscheidung, wie dies im Jahre 1828 Seitens des Erzbischofs von Cöln und der drei Bischöfe der Rheinprovinzen und Westphalens geschehen sey, jegliches Hinderniss benommen werde.

Fest jedoch beharrte die Regierung auf ihrem Entschlusse, und säumte nicht, dem Prälaten eine noch herbere, und absolut abschlägige Antwort zu ertheilen. Sie eröffnete ihm, dass, falls der Clerus versuchen würde, sich an das Breve Pius VIII. zu halten, mit der Absicht die Einsegnung der gemischten Ehen ohne die bekannte vorläufige Bedingung, zu verweigern, die Regierung dieser Provinzen bereits beauftragt sey, die Bezahlung der Bezüge des Generalvikars und selbst des Erzbischofs sofort einzustellen. Noch mehr, es verordnete das königliche Ministerium mittelst Rescripts vom 3. Mai 1837 ausdrücklich, dass auch in den beiden Diöcesen Posen und Gnesen die gemischten Ehen vom katholischen Clerus mit Aufgebot und kirchlichem Segen geschlossen werden müssten, ohne dass ein Versprechen gefordert, und ein Uebereinkommen hinsichtlich der Erziehung der Nachkommenschaft im katholischen Glauben insinuirt werde. Und dieser Befehl wurde am 19. Juli den betreffenden Distrikts-Kommissären und Bürgermeistern mitgetheilt mit der Weisung, auch den Clerus hiervon zu verständigen, für die strengste Darnachachtung zu sorgen, und über etwaige Uebertretungen genauen und umständlichen Bericht zu erstatten.

Es blieb nun, da die Lage der Dinge so weit gekommen war, dem Herrn von Dunin kein anderer Ausweg übrig, als sich unmittelbar an den königlichen Thron zu wenden. In seinem Schreiben vom 21. October 1837 setzte er Se. Majestät den Standpunkt der Frage ehrfurchtsvoll auseinander; wiederholte kurz den wesentlichen Inhalt seiner Vorstellungen an das Ministerium und verlangte, nachdem er das Widersinnige sowohl der ihm ertheilten abschlägigen Antworten und der Anmassung, mit welcher die Regierung die katholischen Priester zur Einsegnung gemischter Ehen zwingen wolle, bis zur Evidenz bewiesen hatte, dass es ihm unbenommen bleibe, entweder sich nach den in der Konstitution Benedikts: Magnae nobis admirationis vor-



ebbe nondime
colta. Rispos
1837, ma pel
vasi disposto
esistente in t
narchia, in
così detti Ma
colla benedi
particolare p
come Arcives
il Clero ad e
tempo seguit
per aver egli
pitolare certific
dine senza es
in proposito;
dargli *nè di p*
XIV., nè di
insegnamenti
regolato (Doc

Sonosi già
tero e seguiro
1830 da Monsi
consuetudine
dizioni; e ben
somministri al
dopo la pubbli

geschriebenen Normen zu richten, oder sich an den 1839
heil. Stuhl zu wenden, und von ihm eine Entscheidung zu erhalten, mit welcher er sein Gewissen und das Gewissen seines Clerus beruhigen könne. (Vergl. Dokument Nro. VI). Dieses Verlangen schlug, obgleich es mit noch grösserer Bestimmtheit als die übrigen abgefasst war, dennoch fehl und fand keine Annahme.

Der König antwortete zwar dem Prälaten am 30. December 1837, aber bloss um ihm zu eröffnen, er finde sich nicht bewogen, eine Veränderung der Praxis, welche in den östlichen Provinzen der Monarchie bestehe, und gemäss welcher die sogenannten gemischten Ehen mit Aufgeboten und kirchlicher Einsegnung ohne Abforderung eines besondern Versprechens vollzogen würden, eintreten zu lassen; er habe vielmehr von ihm als Erzbischof erwartet, dass er seinen Clerus anhalte, in dieser Sache den Weg zu betreten, welchen die schon lange Zeit bestehende Praxis vorzeichne, um so mehr, da der Erzbischof selbst in seiner frühern Eigenschaft als Kapitelsverweser das Daseyn dieser lobenswerthen Praxis durch ein Certifikat bestätigt habe, ohne einen Tadel hierüber auszusprechen. Eben desshalb könne er auch nicht genehmigen, dass man die Konstitution Benedikts XVI. veröffentliche, noch auch, dass man sich in einer schon so lange geordneten Sache an den heil. Stuhl um Instruktionen wende.

Die Umstände, welche dem Certifikate des Herrn v. Dunin vom Januar 1830 über das einfache Faktum der angeblichen Praxis, die gemischten Ehen unbedingt einzusegnen, hervorgingen und es begleiteten, haben wir bereits im voraus bemerkt, und man sieht leicht ein, wie gehaltlos die Grundlage ist, auf welche hin die Regierung sich heraus nahm, von dem Prälaten zu verlangen, er solle, nachdem das Breve Pius VIII. bereits veröffentlicht war, in einer so wichtigen Angelegenheit die Stimme seines Gewissens überhören. Eben so gehaltlos ist aber auch der Schluss, dessen sich die Regierung selbst in der Staatszeitung bediente, um die wiederholt dem Erzbischof auf seine Vorstellungen, in welchen er die Beobachtung der Konstitution Benedikts forderte, ertheilten abschlägigen Antworten zu rechtfertigen *).

*) Man sehe, welche Wendung die Regierung dieser Sache in

cesi, quanto sp
i detti Matrimo
dai Sacerdoti (
prescritte dalla (
in quei tempi fi
savia sostenuta
non fu mai po
disposizioni qui
tradizione colle
chè non si tratt
Sagramento, di
clesiastica, sulla
il diritto di stab
sarii regolamenti

E' poi non
zione, con cui il
ficare l'ostacolo
Dunin alla S. Se
osservarsi, che l

Der polnische Reichstag, der in den Jahren 1767 1839
und 1768 statt fand, hat bloss die Erklärung abgegeben, die erwähnte Konstitution habe fernerhin im Reiche keine Gültigkeit mehr.

Diese Handlung geschah ohne alle Berechtigung und die Konstitution selbst hörte desshalb gar nicht auf, die unveränderlichen Regeln der katholischen Kirche bei der Vollziehung gemischter Ehen zu enthalten, so dass sie in diesen Provinzen immer noch ihre gleiche Geltung behielt, und wirklich erhellt auch aus den ächten Aktenstücken der bischöflichen Curien, sowohl der übrigen Diöcesen als insbesondere der Diöcese von Posen, dass die bezeichneten Ehen auch damals von den katholischen Priestern nicht eingesegnet wurden, wenn nicht die nach dem Inhalte der Konstitution vorgeschriebenen Bedingungen vorausgegangen waren, und diese Konstitution wurde in jener Zeit von den Nuncien, welche in Warschau residirten, in ihrer ganzen Kraft erhalten und eben so vom heil. Stuhle auch in späterer Zeit niemals zurückgenommen. Es kann nicht als Gegenstand gelten, dass die in ihr ausgesprochenen Vorschriften gegenwärtig mit den Gesetzen der preussischen Monarchie in Widerspruch stehen, denn es handelt sich hier nicht von einer weltlichen Sache, sondern von einem Sakramente, von einer rein geistlichen und kirchlichen Angelegenheit, welche nach Bedürfniss zu regeln in der ganzen katholischen Welt nur allein die Kirche berechtigt ist.

Eben so sonderbar als grundlos ist hiernach auch die Aeusserung der preussischen Regierung, mit welcher sie die Maassregeln zu rechtfertigen suchte, durch die sie den Herrn v. Dunin verhinderte, sich an den heil. Stuhl zu wenden *).

---

in ihrer Erklärung gibt: „abgesehen davon, dass die angeführte Bulle durch die Beschlüsse des polnischen Reichstages bereits in den Jahren 1766—68 ausser Kraft gesetzt worden war, steht auch ihr Inhalt, wie der Erzbischof selbst in seiner Vorstellung anerkannte, in Widerspruch mit den Gesetzen des Landes".

*) Die Regierung gebrauchte in der erwähnten Erklärung bei dieser Gelegenheit folgende hier wörtlich angeführte Ausdrücke: „dem zweiten Antrage (sich an den heil. Stuhl zu wenden) stand aber entgegen, dass schon bei Gelegenheit der im Jahr 1836 in Rom begonnenen dem Breve vorhergegangenen Unterhandlungen die obenerwähnte in den östlichen Provinzen bestehende Praxis

1839 Orientali di Prussia intorno alla benedizione de' Matrimonii misti senza le condizioni, altro non essendo in sostanza se non un abuso invalso *di recente per effetto d' ignoranza o di debolezza in casi particolari;* non poteva mai intendersi, nè fu mai intesa diversamente dalla Santa Sede. Manca dunque tutto il fondamento ed il soggetto perfino del *tacito* di lei *consenso*, su cui insiste tanto nella sua *Memoria* il Regio Governo. In secondo luogo non sussiste affatto, che la stessa Santa Sede si mostrasse indifferente sull' ulteriore osservanza dell' asserita *consuetudine*, e vi prestasse perciò il suo *tacito consenso*, quando se ne fece menzione nelle trattative intraprese in Roma fin dal 1828 intorno ai Matrimonii misti delle Provincie Renane e di Westfalia. Vero è, che all' occasione di tali trattative il Signor Cav. Bunsen, dopo aver dichiarato che intendeva *parlare del fatto senza giudicarlo*, accennò *che nelle Provincie Orientali del Regno, sia per indulto Pontificio, sia per inveterata consuetudine, sia per qualunque altra ragione, non si fanno, e non si esigono tali condizioni.* Ma è altresì vero, come costa dagli originali delle trattative medesime, che gli fu risposto gli atti in questi precisi termini: *L'asserto fatto delle Provincie Orientali cioè che in esse non si facciano le controverse convenzioni circa l' educazione cattolica della prole, fa vedere gli enormi abusi e disordini ivi introdottisi su questo punto; poichè non vi è certo su di ciò Pontificio indulto.* Al contrario egli è indubitato che fin dal primo momento, in cui il Governo Prussiano pubblicò sull' educazione della prole nei Matrimonii misti leggi opposte a quelle della Chiesa, la S. Sede fu sollecita d'ingiungere ai rispettivi Vescovi la stretta osservanza della disciplina ecclesiastica; dichiarando insieme che i Parrochi Cattolici senza *grave peccato* non potevano *actu aliquo sacrilego*

---

ne traesse motivo di opporsi alla ulteriore sua osservanza. Anzi quando più tardi l' Arcivescovo di Colonia Conte Spiegel, in una Lettera pastorale del 13 Ottobre 1834, colla quale trasmetteva quel Breve ai Vescovi della sua Diocesi, si riferì espressamente all' uso vigente nelle Provincie Orientali, la Corte di Roma dopo averne preso cognizione non fece la minima obbiezione contro il senso. Non poteva dunque esser messa in dubbio la tacita sua concessione".

Vor Allem muss man hier bemerken, dass die angebliche Praxis in den Ostprovinzen Preussens, die Einsegnung bei gemischten Ehen ohne alle Bedingung zu ertheilen, wesentlich nichts Anderes ist, als ein in „neuerer Zeit in Folge von Unwissenheit oder Schwäche in einzelnen Fällen eingedrungener Missbrauch," der von dem heil. Stuhle weder als etwas Anderes angesehen werden konnte, noch jemals angesehen wurde. 1839

Die „stillschweigende Einwilligung" des heil. Stuhles, auf welche die königl. Regierung in ihrer Erklärung so viel Gewicht gelegt hat, entbehrt daher, so fein diess auch ausgesonnen war, allen Grundes. Eben so hat auch der zweitens angebrachte Grund, der heil. Stuhl habe sich selbst gegen das fernere Bestehen der angeführten Praxis gleichgültig erwiesen, und ihr sogar stillschweigende Zustimmung ertheilt, als bei dem, im Jahr 1828 über die gemischten Ehen in den Rheinprovinzen und Westphalen angeknüpften Unterhandlungen dieser Praxis erwähnt wurde, keinen Bestand. Es ist richtig, dass bei Gelegenheit dieser Unterhandlungen Herr von Bunsen, nachdem er erklärt hatte, er wolle nur von der Thatsache, „ohne alle weitere Beurtheilung derselben sprechen," andeutete, in den östlichen Provinzen des Reiches verhalte es sich wieder aus päpstlicher Nachsicht oder vermöge verjährten Gewohnheitsrechtes, oder aus irgend einem andern Grunde so, dass man solche Bedingungen weder mache noch fordere, aber eben so richtig ist es auch andrerseits, wie aus den Originalakten dieser Unterhandlungen hervorgeht, dass man Herrn v. Bunsen in bestimmten Ausdrücken antwortete: die gemachte Aeusserung über die Ostprovinzen, nach welcher die bestrittenen Verträge über die Erziehung der Kinder dort nicht stattfänden, „mache den ungeheuern Missbrauch und die

---

zur Sprache gekommen war, ohne dass der päpstliche Hof hiervon Veranlassung genommen hatte, das Fortbestehen derselben in Frage zu stellen. Ja, als später der Erzbischof von Köln, Graf von Spiegel, in einem unter dem 31. October 1834 erlassenen Hirtenbriefe, durch welchen er diess Breve den Bischöfen seiner Erzdiöcese zufertigte, sich ausdrücklich auf die in den östlichen Provinzen bestehende Praxis bezog, hatte der päpstliche Hof, nach erlangter Kenntniss des Hirtenbriefes, nicht das Mindeste gegen diese Praxis eingewendet. Seine stillschweigende Zulassung derselben konnte daher nicht in Zweifel gezogen werden.

1839 *connubium confirmare* *). Ad escludere poi col l'*indifferenza* ed il *tacito consenso*, che il Gov Prussiano vorrebbe eziandio dedurre dal silenzio Sede Apostolica sulla lettera Pastorale di Monsig. gel del 13 Ottobre 1834, ove si accennava di ve ridetta supposta *consuetudine*, basterà rilevare, la stessa S. Sede in tutti i casi di dispense acco per Matrimonii misti da celebrarsi anche nelle Pr cie Orientali di Prussia, e prima e dopo l'epoca, delle summentovate trattative, sia della citata Pastorale, non cessò mai d' imporre le solite condi non ostante che quel Governo ne abbia sempre dito l'essecuzione, dichiarandole *contrarie alle leggi* **). Come dunque dopo ciò poteva il Gov medesimo supporre per parte della Sede Apostoli *tacito consenso* al chiaramente escluso dal *fatto* suoi Rescritti? E non è anzi il Governo stesso, ch'es la supposizione di tal *tacito consenso*, quand intendere nella sua *memoria* di aver appunto imp il ricorso alla S. Sede, perchè prevedeva, che *fatta una formale domanda, come aveva intenz di farla l'Arcivescovo Dunin, la Sede Pontif qual centro della unità della Chiesa Cattolica sarebbe creduta in dovere di richiamare in moria . . . i precetti generali della Chiesa?*

---

*) *Così, nell' intendimento d'impedire che il Clero Cat intervenisse con qualsiasi ecclesiastica ceremonia alla celebra dei Matrimonii misti senza le prescritte condizioni, rispose Congregazione del Concilio il 5 Maggio 1774 al quesito gliene da Monsignor Mayer Vescovo di Culma nella sua zione del 9 Decembre 1773 già citata alla pag. 15. Not. 1.*

1) *Tanto pure accadde nel recentissimo esempio addotto Monsignor Dunin nella sua lettera al Re del 21 Ottobre* (Documento N. IV.).

Unordnung ersichtlich, die dort eingerissen seyen, aus 1839
päpstlicher Nachsicht finde diess nicht statt". Im Gegentheil ist es eine unbestreitbare Thatsache, dass der heil. Stuhl vom ersten Augenblick an, als die preussische Regierung ihre mit den Vorschriften der Kirche über die Erziehung der Kinder aus gemischten Ehen widerstreitenden Gesetze veröffentlichte, unablässig Sorge trug, den betreffenden Bischöfen die strenge Beobachtung der kirchlichen Disciplin aufzutragen, indem er zugleich erklärte, ein katholischer Pfarrer könne, ohne eine schwere Sünde zu begehen, solche kirchenschänderische Ehen nicht durch eine priesterliche Handlung bestätigen *).

Endlich wird zur faktischen Widerlegung des Vorwurfes der Gleichgültigkeit und der stillschweigenden Zustimmung, welchen die preussische Regierung sogar aus dem Stillschweigen des apostolischen Stuhles gegen das Pastoralschreiben des Grafen Spiegel vom 13. October 1838 herleiten will, in welchem er nur flüchtig die oft angeführte unterschobene Praxis andeutet, die Bemerkung genügen, dass der heil. Stuhl in allen Fällen, in welchen er zum Vollzuge gemischter Ehen Dispensen ertheilte, auch in den östlichen Provinzen Preussens „sowohl vor als nach" den obenerwähnten Unterhandlungen und dem Pastoralschreiben „niemals" aufgehört hat, die gewöhnlichen Bedingungen vorzuschreiben, ungeachtet die Regierung stets den Vollzug derselben verhinderte und sie als den Staatsgesetzen widerstreitend erklärte **).

Wie konnte nun nach allem diesem die Regierung eine stillschweigende Zustimmung des apostolischen Stuhles unterschieben wollen, da eine solche durch die thatsächlichen Rescripte des heil. Stuhles widerlegt wird? Ist es nicht vielmehr die Regierung selbst, welche selbst

---

*) So antwortete die Kongregation für die Auslegung des Concils von Trient im Mai 1774 auf die schon oben erwähnte Anfrage des Herrn Bischofs Mayer von Culm in seinem Berichte vom 9. December 1775, um dadurch zu verhindern, dass der katholische Clerus auch nicht einer kirchlichen Ceremonie bei dem Vollzuge gemischter Ehen statt gebe, wenn die vorgeschriebenen Bedingungen nicht vorhanden seyen.

**) Diess findet sich auch in dem neuesten von Herrn v. Dunin in seinem Brief an den König vom 21. October 1837 angeführten Beispiele.

Vedendo pertanto il Prelato che tutte le sue c
presso il Regio Ministero e presso lo stesso Mon
erano tornate a vuoto, nè potendo tradire i suoi s
doveri, si trovò nella necessità di render conto d
sua condotta al proprio Clero, alle cui moltiplici ist
e quesiti sull' oggetto non aveva sin allora rispo
Che però in data 30 Gennaro 1838 diresse a tutto
Clero di Gnesna e Posnania una Circolare in idio
Polacco, ove con linguaggio Apostolico sì, ma ben
verso da quello descritto nella Gazzetta di Stato di B
lino *), riferì le trattative inutilmente avute col Re
Ministero e col Re; protestò di persistere nel suo p
posito, perchè non poteva nè macchiare il sacro ca
tere di Vescovo, nè farsi reo d' infedeltà innanzi
Dio, nè rompere l'unità col Capo della Chiesa, ri
mandogli all'orecchio la voce di Gregorio XVI, che
torno ai Matrimonii misti condannò *qualunque pra
illecitamente introdotta nel Regno di Prussia c
tro il senso genuino del Breve di Pio VIII. di
me.*; osservò di essere ad ogni costo in obblig
esortare il Clero al mantenimento dei principii d
Chiesa Cattolica a norma della Benedettina Costituzi
e del rispettivo Sinodo Diocesano, dichiarando di
*guire in ciò l'esempio di tanti Santi Vescovi,
anche di S. Stanislao*: le quali parole non esprim
certamente l' intenzione di paragonarsi collo stesso Sa
Vescovo *ucciso per mano del Re di Polonia Bol
lao II. e venerato qual Martire*, come afferma

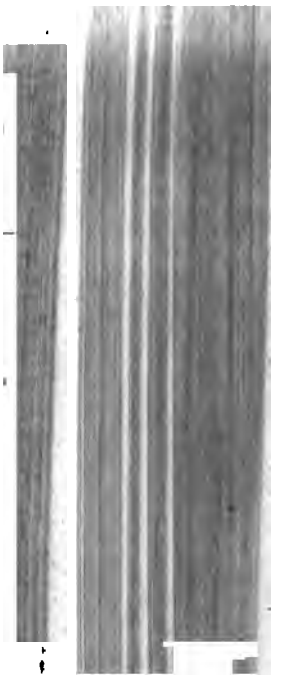
*) Con un linguaggio, *dice il Governo nella sua Mem*
estremamente animoso ed affatto dimentico del rispetto dovuto
Superiorità.

den Verdacht einer solchen stillschweigenden Zustimmung vernichtet, da sie in ihrer Erklärung angibt, sie habe „desshalb" den Rekurs an den heil. Stuhl verhindert, weil sie voraus sah, dass, im Fall einer förmlichen Anfrage, wie sie der Erzbischof von Dunin zu machen beabsichtigte, der päpstliche Stuhl als Centrum der Einheit der katholischen Kirche sich verpflichtet halten würde, die abstrakte Allgemeinheit der kirchlichen Regeln und Satzungen wieder in Erinnerung zu bringen. 1839

Der Prälat, welcher nun einsah, dass alle seine Bestrebungen bei dem königlichen Ministerium und bei dem Monarchen selbst vergeblich seyen, konnte an seinen heiligen Pflichten nicht zum Verräther werden, und fand sich somit in die Nothwendigkeit versetzt, seinem Clerus, welchem er auf vielfältiges Andringen bis dahin nur mit Schweigen geantwortet hatte, von seinem bisherigen Wirken Rechenschaft abzulegen. Desshalb richtete er am 30. Januar 1830 an den Clerus von Gnesen und Posen ein Rundschreiben in polnischer Sprache, worin er mit apostolischer Ausdrucksweise, und ganz anders, als die preussische Staatszeitung es schildert *), die erfolglosen Unterhandlungen, die er mit dem Ministerium und dem Könige hatte, mittheilt, und sein Beharren auf seinem Entschlusse bestätigt, denn er könne, sagt er, das heilige Amt eines Bischofs nicht beflecken, noch sich vor Gott des Unglaubens schuldig machen, noch das Band der Einheit mit dem Oberhaupt der Kirche zerreissen, da die Stimme Gregors XVI. ihm stets um die Ohren töne, der hinsichtlich der gemischten Ehen jede auf unerlaubte Weise im Königreiche Preussen eingeführte Praxis verwerfe, welche dem unverfälschten Inhalt des Breve Papst Pius VIII., seligen Angedenkens, widerstreite.

Der Prälat bemerkt, er fühle sich auf jede Gefahr hin verpflichtet, seinen Clerus zu ermahnen, dass er fest an den Grundsätzen der katholischen Kirche halte, wie sie in den Normen der Konstitution Benedikts und den einschlägigen Statuten der Diöcesan-Synoden ausgedrückt seyen, und erklärt, er werde hierin dem Bei-

*) Die Regierung sagt in ihrer Denkschrift: das Rundschreiben sey in einer höchst aufgeregten Sprache unter gänzlicher Hintansetzung der Obrigkeit schuldigen Ehrerbietung abgefasst.



partiti religi
to dallo stesso
dichiarazione

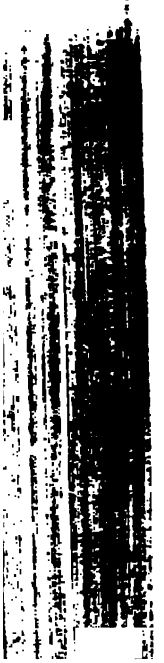
Se non c
alla piena osse
di Benedetto X
Febbraro 1838
ai Parrochi sott
ficio, et benef
monii misti la
mente la prome
nella Religione
giunzione appell
quale, mentre
ai Matrimonii m
promessa; e s
chiara ed esplici

piele so vieler heiligen Bischöfe und auch dem des 1839
ıeiligen Stanislaus folgen; diese Worte des Prälaten
rücken nichts weniger als die Tendenz aus, sich mit
ıem heiligen Bischofe selbst, der von der Hand Boles-
aus II., Königs von Polen, getödtet wurde und als
Märtyrer verehrt wird, zu vergleichen, welche die Re-
ierung in ihrer Denkschrift darin finden wollte *).
ım Schlusse schärfte er es den Pfarrern ein, sein
Rundschreiben ihren Gemeinden bekannt zu machen,
ınd besonders die katholischen Mütter und Töchter zu
rmahnen, sie möchten sich von den ehelichen Verbin-
ıungen mit Personen verschiedener Konfession ferne
alten.

Diese Ermahnungen des Prälaten stimmen mit den
Gesetzen der Kirche und mit den Grundsätzen, welche
Pius VIII. in seinem Breve aussprach, ganz überein,
nd tragen durchaus nicht die Farbe der Aufreizung
er Religionsparteien gegen einander, welche dieselbe
Regierung in der mit ihrer Erklärung verbundenen
Denkschrift ihnen geben wollte (Document Nro. VI).

Nur um seinen Clerus förmlich an die strenge Be-
bachtung der oft erwähnten Konstitution Benedikts XIV.
u erinnern, erliess Hr. v. Dunin am 27. Februar 1838.
ine Instruktion in lateinischer Sprache, in welcher er
einen Pfarrern unter Androhung der Strafe der Sus-
ension von der Ausübung der Rechte der Weihe, der
urisdiktion und des Genusses ihrer Pfründen befahl,
ei gemischten Ehen die kirchliche Einsegnung ferner-
in nicht mehr zu ertheilen, wenn nicht das besondere
Versprechen vorhergehe, alle Kinder in der katholischen
Religion zu erziehen. Zur Bekräftigung dieses Auftra-
es berief er sich umsichtsvoll auf das Breve Pius VIII.,
elches die gewöhnlichen Garantieen vorschreibt, die
iner gemischten Ehe vorhergehen sollen, und mit glei-
hem Gewicht auf die Ablegung des erwähnten Versprechens dringt, indem es überdiess in deutlicher und über je-

*) Hr. v. Dunin beklagt sich in der Erklärung, welche er in er Münchener politischen Zeitung vom 1. Februar 1839 abdrucken ess, mit Recht, dass die Preussische Staatszeitung sein Wirken nter dem ungünstigsten Lichte darstellen wollte, indem sie die Mei-ıng zu verbreiten suchte, er habe sich mit dem heiligen Bischofe tanislaus desshalb verglichen, um auf das Märtyrthum des Heili-en durch die Hand des Königs Boleslaus anzuspielen.



vile Potestà, può be
scrisse al Re in dat
N°. *VIII.*).

Nel volgere di s
del Capitolo di Gnes
al proprio Pastore u
soddisfazione per la
dottrina cattolica, ed
vano alla dolorosa
quest' effetto gli spe
qual interprete dei l
a disposizione di lui
ressero. Commosso
tanto onorava la rel
resse loro il 16 Mar
quale dopo aver pal
derli fermi e fedeli
giunse di essere per
cioli di Dio dovess

s Missverständniss erhabener Weise für jene Fälle 1839
welchen die seelsorglichen Ermahnungen des Bischofs
ler Pfarrers erfolglos seyn sollten, festsetzt, dass der
itholische Seelsorger sich dann nicht nur jedes heili-
n Ritus, wodurch er die nachher stattfindende ehe-
:he Verbindung ehren würde, sondern auch einer je-
:n Handlung, wodurch er sie zu billigen scheinen
innte, enthalten müsse. (Dokument Nro. VII).

Der Erzbischof machte daher nur von der ihm
bührenden Jurisdiktion Gebrauch, indem er die an-
führte Instruktion an seinen Clerus richtete, und
inn hiefür nicht der weltlichen Obrigkeit gegenüber
s verantwortlich erscheinen *).

Wie sehr ihm aber der Schritt bei seiner unge-
einen Ehrfurcht, die er als getreuer Unterthan stets
gen die höchste weltliche Macht an den Tag legte,
immervoll war, geht aus dem Schreiben klar hervor,
is er am 10. März 1838 an den König richtete. (Do-
ment Nro. VIII.)

Im Laufe so betrübender Umstände dachten die Dom-
irren des Kapitels von Gnesen, es gebühre sich wohl,
m eigenen Hirten, ein äusserliches Zeugniss ihrer gro-
en Befriedigung zu geben, in Beziehung auf die Fe-
igkeit, mit welcher er die katholische Lehre vertrete,
id zugleich des Antheils, welchen sie an seiner trau-
gen Lage nähmen. Zu diesem Behufe sandten sie ei-
:n Priester, Hrn. Przytuski, als Dolmetscher ihrer Ge-
inungen an ihn ab und stellten ihr eigenes Vermögen
rkommenden Falls unbedingt zu seiner Verfügung.
ührt über diese Handlung, welche dem frommen
fer seiner Domherren sehr zur Ehre gereichte, rich-
te Hr. v. Dunin unterm 16. März ein vertrauliches
:hreiben an sie, in welchem er ihnen seine Zufrieden-
it darüber ausdrückte, sie in der heiligen Religion stand-
ft und treu verharren zu sehen, und sodann hinzu-
gte, er sey überzeugt, dass, wenn er jemals
ich den hohen Rathschlüssen Gottes ge-

*) Dennoch trug die preussische Regierung kein Bedenken, in
er Denkschrift zu sagen: „der Erzbischof habe sich (indem er
: Instruktion in Umlauf setzte) eine seine Befugnisse weit über-
ireitende, ungesetzliche Jurisdiktion angemasst, in der Absicht,
ne Diöcesan-Geistlichen zur Uebertretung der Landesgesetze zu
leiten."

1839 *daloso esempio del Capitolo di Colonia*, il quale *innanzi al Capo Supremo della Chiesa si permise di accusare il suo legittimo Pastore.* Bensì avrebbe solamente in vista il *fatto* di sua positiva prigionia, e non già quello *della sua persecuzione*, come a torto volle supporre il Governo *) espresse il Prelato nella stessa lettera la convenienza di sospendere *in quel caso* la musica ed il suono delle Campane nelle Chiese (*Documento N°. IX.*).

Intanto sotto il giorno 12 Aprile fu diretto ai sudditi Cattolici del Gran Ducato di Posnania un Regio Manifesto, col quale il Monarca di Prussia palesava il vivo suo dispiacere nell' aver conosciuto, che persone malintenzionate cercassero di far credere, aver Egli in mira *di turbare e pregiudicare i Cattolici nel libero esercizio della loro Religione e nella osservanza delle dottrine della loro Credenza.* Per dileguare anzi ogni dubbio intorno ai *sovrani e paterni suoi sentimenti*, dichiarava essere *il suo volere seriamente rivolto a proteggerli nella loro Religione, come fin ad ora, così in avvenire* **), *in conformità all' Atto di possesso del* 15 *Maggio* 1815, e di non soffrire in conseguenza che *in qualsiasi oggetto della dottrina ecclesiastica fosse turbata od impedita la libertà di fede e di coscienza prescritta dalle leggi di Stato.* Finiva con assicurare ai sudditi Cattolici la stessa libertà di coscienza e di religione, onde godettero i loro Padri, minacciando eziandio di far tutto cadere il suo rigore sopra chi ardisse cambiare un tal ordine di cose, far vacillare i sudditi nella fiducia sulla parola del loro Re, e turbare *l'amore e la*

---

*) *Anche su tal passo duolsi giustamente Monsignor Arcivescovo nella sua Dichiarazione del* 1 *Febbraro* 1839, *che la Gazzetta di Stato di Berlino voglia far credere di aver riportato le sue stesse parole.*

**) *Quale sia il vero senso di quelle espressioni* „come fin ora, così anche per l' avvenire" *abbastanza lo dimostrano i fatti del Governo Prussiano.*

fangengesetzt, oder auf was immer für 1839
eine Weise in der Ausübung seines Amtes gehindert werden sollte, das Kapitel von Gnesen, das anstössige Beispiel des Kapitels von Cöln, welches dem Oberhaupte der Kirche gegenüber sich erlaubte, seinen gesetzmässigen Oberhirten anzuklagen, nicht nachahmen würde. Nur für den Fall seiner wirklichen, thatsächlichen Gefangensetzung, und nicht seiner Verfolgung, wie die Regierung mit Unrecht folgern wollte *), drückte sich der Prälat in seinem Schreiben dahin aus, dass es schicklich sey, in diesem Falle die Musik und das Läuten der Glocken in den Kirchen einzustellen. (Dokum. Nro. IX.)

Mittlerweile erging unterm 12. April an die katholischen Unterthanen des Grossherzogthums Posen ein königliches Manifest, in welchem der preussische Monarch sein lebhaftes Missfallen darüber aussprach, vernommen zu haben, dass böswillige Menschen glauben machen wollten, Er habe die Absicht, die Katholiken in freier Ausübung ihrer Religion und in Beobachtung ihrer Glaubenssätze zu stören. Um im Gegentheile jedweden Zweifel über seine landesväterlichen Gesinnungen zu entfernen, erklärte Er, dass sein ernstlicher Wille dahin gerichtet sey, sie wie bisher, so auch ferner **), dem Besitzergreifungs-Patente vom 15. Mai 1815 gemäss, bei ihrer Religion zu schützen, und daher nicht zu dulden, dass die durch seine Landesgesetze gebotene Glaubens- und Gewissensfreiheit in irgend einem Gegenstande der kirchlichen Lehre gestört oder gehemmt werde. Zum Schlusse verbürgte Er den katholischen Unterthanen dieselbe Gewissens- und Religionsfreiheit, deren ihre Väter genossen, indem er

*) Auch hinsichtlich dieser Stelle beklagt sich der Herr Erzbischof in seiner Erklärung vom 1. Februar 1839 mit Recht, dass die Berliner Staatszeitung seinen Worten eine falsche Deutung gegeben habe.

**) Welches der wahre Sinn der Worte — „wie bisher, so auch ferner" — sey, zeigen die Handlungen der preussischen Regierung zur Genüge.

1839 *monia*, che aveva fin allora legate fra loro *le diver Comunioni di Religione Christiana nei suoi Sta* (*Documento N°. X.*).

Ma indarno si cercherebbe di conciliare i sentim esternati in questo Manifesto ai sudditi Cattolici co quelli, che lo stesso Sovrano di Prussia espresse n giorno medesimo 12 Aprile in un Ordine di Gabinet indirizzato ai tre Ministri Altenstein, Rochow, e We ther. Quivi S. M. si dolse amaramente della condot dell' Arcivescovo per aver voluto colla nota lettera Pa storale annullare nella sua Diocesi la pretesa *consuetu dine intorno all' ecclesiastica benedizione dei Ma trimonii misti; consuetudine* (*diceva il Re*) *conso nante colle leggi dello Stato;* rilevò che siffatta con dotta del Prelato era *contro la sovrana sua volont a lui manifestata col Regio Ordine del* 30 *Decem bre* 1837, ed il giuramento di *speciale fedeltà* e *obbedienza* prestato al Sovrano nel prender possess dell' Arcivescovato: per lo che fè sentire di avere n *ben fondato motivo di ritirar da lui la sua sov rana approvazione e di rendergli impossibile i suo ulteriore ministero.* Soggiunse però, che prim di far uso di *tal pieno potere della sua Sovranità* voleva sottoporre l'Arcivescovo ad un Processo, p dargli tempo di conoscere *i suoi traviamenti*, e fa la sua difesa (*Documento N°. XI*).

In realtà con altr' ordine di Gabinetto del suddett giorno 12 Aprile Sua Maestà partecipò al Sig. Flottwel Primo Presidente della Provincia, l' ordine contempo raneamente indirizzato ai tre summenzionati Ministri, gl' ingiunse di fare nel Regio suo Nome una official comunicazione a Monsignor Arcivescovo sull' oggett della controversia (*Documento N°. XII*). Recato perciò il Ministro nel giorno 19 del detto mese press

zugleich jeden mit der Strenge der ihm von Gott ver- 1839
liehenen Machtvollkommenheit bedroht, der sich unterfangen würde, diesen Zustand ändern, das Vertrauen der Unterthanen auf das Wort ihres Königs wankend machen und die Liebe und Eintracht stören zu wollen, in welcher bisher die verschiedenen christlichen Religionsparteien in seinen Landen nebeneinander gelebt haben. (Docum. Nro. X.)

Aber umsonst würde man versuchen, die in diesem Manifest an die katholischen Unterthanen ausgedrückten Gesinnungen mit jenen zu vereinbaren, welche derselbe Monarch an demselben Tage — 12. April — in einem an die drei Minister Altenstein, Rochow und Werther gerichteten Kabinetsschreiben aussprach. Hier beklagte sich Se. Majestät bitter über das Verfahren des Erzbischofs, indem dieser durch seinen bekannten Hirtenbrief in seiner Diöcese die sogenannte Praxis in Betreff der kirchlichen Einsegnung gemischter Ehen habe aufheben wollen: eine (wie der König sagte) mit den Staatsgesetzen übereinstimmende Praxis; ein solches Verfahren des Prälaten sei gegen Seinen ihm mittelst königlichen Befehls vom 30. December 1837 eröffneten souveränen Willen, und gegen den bei Besitznahme des Erzbisthums dem Könige geleisteten Eid der besonderen Treue und des Gehorsams; desshalb, hiess es weiter, habe Er auch wohlbegründete Ursache, ihm seine allerhöchste Approbation zu entziehen, und ihm seine weitere Amtsführung unmöglich zu machen. Er fügte jedoch hinzu, dass bevor Er von diesem seinen vollen Hoheitsrechte Gebrauch machen werde, Er den Erzbischof einem Prozess unterziehen wolle, um ihm Zeit zu lassen, seine Verirrungen zu erkennen, und seine Vertheidigung zu führen. (Dokument Nro. XI).

Wirklich setzte Se. Majestät durch ein anderes Kabinetsschreiben von demselben Tage (12. April) den Oberpräsidenten der Provinz, Herrn Flottwell, von dem an die obenerwähnten drei Minister erlassenen Befehle in Kenntniss und trug ihm auf, dem Herrn Erzbischof in Seinem königl. Namen eine officielle Eröffnung über die in Rede stehende Streitfrage zu machen. (Dokment Nro. XII). Demnach verfügte sich der Präsident

1839 il Prelato gli dichiarò alla presenza di più Officiali del Governo e di varii Membri del Capitolo di Posnania, secondo le Sovrane istruzioni, *CHE Sua Maestà voleva riguardare il suo trascorso come una semplice erronea interpretazione della sua posizione, qualora egli stesso volesse riconoscere per tale il proprio contegno, e fosse disposto a ristabilire l'ordine legale rivocando le istruzioni date al Clero; CHE qualunque limitazione della libertà di coscienza dei sudditi Cattolici in questo ed in ogni altro argomento ecclesiastico era affatto in opposizione col Regio volere; CHE nessuna violenza sarebbe fatta a qualsivoglia Ecclesiastico in punto di Matrimonio misto; ma CHE all' incontro anche la Maestà Sua fedele a queste massime non sarebbe per tollerare, nè permetterebbe giammai ad un Vescovo di violentare le coscienze colla minaccia di castighi a quegli Ecclesiastici, i quali celebrassero Matrimonii senza chiedere una precedente promessa relativa alla educazione dei figli; estendendo così l' illegale trasgressione delle competenti sue attribuzioni nella ecclesiastica disciplina fino alle pretensioni, di cui Monsignor Dunin si era reso colpevole coll' Ordinanza del 27 Febbraro 1838 *).* Dopo di che il Ministro accordò all' Arcivescovo il breve spazio di sole ore 24 per emettere in iscritto una dichiarazione corrispondente all' espettazione del Re, intimandogli insieme che altrimenti sarebbesi procedute contro di lui all' apertura di una legale inquisizione, e che gli sarebbe nel caso proibito di emanare su tal oggetto qualsiasi ordine, e di mantenerne corrispondenza per lettera.

---

*) *Sono questi i precisi termini della* Memoria *aggiunta alla* Dichiarazione *Prussiana del* 31 *Decembre* 1838.

am 19. desselben Monats zu dem Prälaten, und erklärte 1839
ihm in Gegenwart mehrerer Regierungsbeamten und Mitglieder des Posener Kapitels, in Gemässheit der königl. Befehle: „Se. Majestät wollten sein Vergehen noch als eine bloss irrthümliche Verkennung seines Standpunktes betrachten, wenn er seine Handlungsweise selbst als eine solche anzuerkennen, und demgemäss unter Aufhebung der von ihm an die Geistlichen gerichteten Verfügungen die gesetzliche Ordnung wieder herzustellen bereit sey; jede Beschränkung der Gewissensfreiheit Allerhöchstihrer katholischen Unterthanen in dieser, wie in jeder andern kirchlichen Angelegenheit sey dem allerhöchsten Willen Sr. königl. Majestät ganz entgegen. Keinem Geistlichen solle Zwang angethan werden zur kirchlichen Einsegnung einer gemischten Ehe; wogegen aber auch Se. Majestät, jenem Grundsatze getreu, eben so wenig jemals dulden, oder einem Bischofe gestatten würden, seinerseits einen Gewissenszwang durch Androhung von Strafen gegen diejenigen Geistlichen, welche dergleichen Ehen, ohne vorhergegangene Versprechen der Verlobten in Betreff der Kindererziehung, durch die kirchliche Einsegnung vollziehen — einzuführen, und eine solche gesetzwidrige Ueberschreitung der ihm zustehenden Kirchenzucht bis zu jener Anmaassung, deren sich der Erzbischof in seiner Verordnung vom 27. Februar schuldig gemacht habe, auszudehnen *)". Hierauf gestattete der Präsident dem Erzbischofe die kurze Frist von 24 Stunden, innerhalb welcher er eine den Erwartungen des Königs entsprechende schriftliche Erklärung zu geben habe, widrigenfalls zur Eröffnung einer gerichtlichen Untersuchung gegen ihn geschritten, und ihm verboten würde, über diesen Gegenstand was immer für einen Befehl zu erlassen, oder briefliche Korrespondenzen zu unterhalten.

*) Diess sind die genauen Worte der, der preussischen Erklärung vom 31. December 1828 beigefügten Denkschrift.

1839 Nel seguente giorno 20. Aprile Monsignor Arcivescovo dichiarò per iscritto al Sig. Flottwell l'intima sua persuasione di aver diretto al Clero la lettera Pastorale del 27 Febbraro per dovere di coscienza verso la Religione Cattolica, e di esserne responsabile soltanto a Dio ed alla Santa Sede, trattandosi di un oggetto che non riguardava punto *i rapporti civili e politici de' suoi Diocesani* col Reale Governo; attestò di esser gratissimo alla degnazione del Re nel fargli partecipare, che *non era affatto suo sovrano volere il costringere il Clero Cattolico a benedire i Matrimonii misti, se a ciò si opponessero le prescrizioni della Cattolica Chiesa*; aggiunse che ravvisava così cessato affatto il principal motivo di sue doglianze, e che perciò sperava di veder rimosse su tal punto tutte le difficoltà al libero esercizio dell' Ecclesiastico Ministero. Al qual fine rappresentò, CHE doveva essere in libertà dei Parrochi di avvertire nei Matrimonii misti la parte Cattolica sull' obbligo che le corre di educare cattolicamente la Prole da nascere; CHE in forza anche della Regia Dichiarazione, se le condizioni mancassero, doveva il Clero ricusare le proclamazioni e la benedizione nuziale, rimanendo altresì esclusa la parte Cattolica dai Sagramenti, come infedele ai principii della sua fede; CHE infine niun Vescovo avrebbe potuto essere impedito di esercitare il suo diritto di sorvegliare e punire giusta i Canoni il proprio Clero in caso di trasgressione, e tanto più dovendosi eliminare un abuso invalso contro le massime della Chiesa, che comprometteva la stessa unità della dottrina e disciplina cattolica.

Nella fiducia che in forza della Sovrana suepressa Dichiarazione fossero rimosse siffatte difficoltà, Monsignor Dunin dichiarò al Sig. Flottwell di esser pronto a dare col mezzo di un' altra lettera Pastorale le corrispondenti istruzioni al suo Clero. Protestò inoltre di non aver con quella del 27 Febbraro avuto intenzione di sollevare il popolo *contro l' ordine legale*; di non aver emanato *alcuna nuova ordinazione*, ma di aver soltanto richiamato alla osservanza *le antichissime pre-*

Am folgenden Tage, 20. April, erklärte der Herr 1839
Erzbischof dem Herrn Flottwell schriftlich, seiner innigen Ueberzeugung nach habe er durch seinen Hirtenbrief vom 27. Februar eine Gewissenspflicht gegen die katholische Kirche erfüllt, und sey darüber nur Gott und dem heil. Stuhle Rechenschaft schuldig, indem es sich hier von einem Gegenstand handle, der mit den bürgerlichen und politischen Verhältnissen seiner Diöcesanen zur königl. Regierung nichts gemein habe; er bezeugte seine grosse Dankbarkeit für die Gnade des Königs, indem Se. Majestät ihn versichern liessen, dass es nicht Ihr allerhöchster Wille sey, den katholischen Clerus zur Einsegnung gemischter Ehen zu zwingen, wenn die Gesetze der katholischen Kirche dagegen seien; er fügte hinzu, dass er auf diese Weise den Hauptgrund seiner Beschwerden für beseitigt betrachte, und dass er daher hoffe, in dieser Beziehung alle Schwierigkeiten in Betreff der freien Ausübung der geistlichen Amtswirksamkeit hinweggeräumt zu sehen. Er stellte daher vor, dass den Pfarrern freistehen müsse, bei gemischten Ehebündnissen den katholischen Theil auf die ihm obliegende Verbindlichkeit der katholischen Kindererziehung aufmerksam zu machen; dass, auch kraft der königl. Erklärung, im Falle die Bedingungen mangeln, der Clerus die Verkündigung und die Einsegnung verweigern, und der katholische Theil, als den Grundsätzen seines Glaubens ungetreu, von dem Empfang des Sakraments ausgeschlossen bleiben müsse; dass endlich kein Bischof die Ausübung seines Rechtes, den eigenen Clerus in Uebertretungsfällen nach den Kanones zu strafen, hätte verhindert werden dürfen, und dass ein gegen die Grundsätze der Kirche eingerissener Missbrauch um so mehr abgestellt werden müsse, als er selbst die Einheit der katholischen Lehre und Disciplin gefährde.

Im Vertrauen, dass durch die obenerwähnte königliche Erklärung die Schwierigkeiten gehoben seyn dürften, erklärte sich Hr. v. Dunin bereit, dem Clerus die entsprechenden Weisungen mittelst eines andern Hirtenbriefes zu ertheilen. Er betheuerte überdies, dass er mit jenem vom 27. Februar niemals beabsichtigt habe, das Volk gegen die gesetzliche Ordnung aufzureizen; dass er keine neue Verordnung erlassen, sondern nur die uralten kirchlichen Vor-

1839 *scrizioni ecclesiastiche*, come doveva un Arcivescovo *nello stato ognor più tristo della sua Chiesa*; di essere dispiacentissimo che *contro la sua intenzione* avesse avuto luogo in alcuna parte della Provincia qualche tumulto, ma questo doversi unicamente attribuire alla maniera clamorosa, con cui le Civili Autorità ritirarono dal Clero la detta sua Pastorale. Terminò con dire che lo spazio di 24 ore era troppo breve, perchè egli *nello stato di sua salute indebolita* potesse in oggetto sì grave emettere la offerta sua dichiarazione, e pregò il Presidente a voler intanto farla conoscere a Sua Maestà ed assicurarla in pari tempo che *in tutte le cose temporali era pienamente divoto, fedele, e soggetto al suo Monarca* (*Documento N°. XIII.*)

Spedita al Sig. Flottwell siffatta lettera, Monsignor Arcivescovo ne scrisse nell' indomani (21 Aprile) un' altra al Capitolo di Gnesna, notificandogli il suo giubilo e contentamento per la comunicazione ricevuta dell' Ordine di Gabinetto diretto il 12 dello stesso mese al suddetto Presidente, ove *Sua Maestà erasi degnata di dichiarare, che „ogni limitazione della libertà di coscienza de' suoi sudditi Cattolici in riguardo ai matrimonii così detti misti, come pure in ogni altro affare ecclesiastico, era del tutto contraria al suo Sovrano volere*". E nel riportarsi specialmente al Regio Manifesto indirizzato nel medesimo giorno ai sudditi Cattolici, ordinò a quel Capitolo che nella prossima festa di S. Adalberto se ne facesse dal Pergamo un solenne annunzio ai fedeli, esortandoli a mostrarsene vivamente riconoscenti al Sovrano con esser fedeli ed obbedienti *alle leggi, ed alle Civili Autorità* (*Documento N°. XIV.*).

Sebbene Monsignor Arcivescovo avesse mostrato dal suo canto le migliori disposizioni ad una conciliazione, che fosse peraltro compatibile coi doveri della

schriften zur Darnachachtung in Erinnerung gebracht habe, wie dies einem Erzbischof bei dem heutigen überaus betrübenden Zustande seiner Kirche gezieme; sehr missfällig sey ihm, dass gegen seine Absicht in einigen Gegenden der Provinz Ruhestörungen vorgefallen seyen, dies sey aber einzig der Aufsehen erregenden Weise zuzuschreiben, in welcher die Civilbehörden seinen genannten Hirtenbrief dem Clerus abnahmen. Er schloss mit der Bemerkung, dass bei seiner schwachen Gesundheit, die Frist von 24 Stunden zu kurz sey, um ihm zu gestatten, seine versprochene Erklärung in einer so wichtigen Sache aufzusetzen, und bitte daher den Präsidenten, sie inzwischen zur Kenntniss Sr. Majestät zu bringen, und Allerhöchstdieselben zugleich zu versichern, dass er in allen zeitlichen Dingen seinem Monarchen völlig ergeben, treu und unterwürfig sey. (Dokum. Nro. XIII.) 1839

Nachdem der Herr Erzbischof diesen Brief an Hrn. Flottwell abgesandt hatte, schrieb er am folgenden Tage (21. April) einen andern an das Kapitel von Gnesen, in welchem er diesem seine Freude und Befriedigung über die Mittheilung des unterm 12. desselben Monats an den genannten Präsidenten gerichteten Cabinetschreibens ausdrückte, indem Se. Majestät geruht habe, darin zu erklären, dass jede Beschränkung der Gewissensfreiheit Ihrer katholischen Unterthanen hinsichtlich der sogenannten gemischten Ehen, wie auch in jeder andern geistlichen Angelegenheit, Ihrem königlichen Willen völlig entgegen sey. — Und unter besonderer Berufung auf das am selben Tage an die katholischen Unterthanen gerichtete Manifest befahl er seinem Kapitel, dass dieses Manifest am nächsten Festtage des heiligen Adalbertus den Gläubigen von der Kanzel feierlich verkündet werde; zugleich ermahnte er sie, dem Landesfürsten durch Treue und Gehorsam gegen die Gesetze und gegen Civilbehörden, ihre lebhafte Dankbarkeit an den Tag zu legen. (Dokum. Nro. XIV).

Obgleich der Hr. Erzbischof von seiner Seite die beste Stimmung zu einer Versöhnung, insofern diese mit seinen Gewissenspflichten vereinbar war, gezeigt hatte, so musste er sich dennoch überzeugt haben, dass er

1839 sua coscienza; ebbe nondimeno a persuadersi *), che col Presidente Sig. Flottwell non avrebbe potuto accomodar la cosa *in una maniera chiara, e sulle basi da lui già date il* 20 *Aprile.* Si determinò pertanto a farne una immediata rimostranza a Sua Maestà con lettera del 24 Aprile, in cui espose con pari fermezza i sentimenti medesimi, che in giustificazione della sua Pastorale, ed in garanzia della più esatta osservanza delle prescrizioni ecclesiastiche sul punto dei Matrimonii misti, aveva sviluppato nell' altra del 20 dello stesso mese al Presidente anzidetto: e con tutto il diritto si fondò sulla già accennata Regia dichiarazione (consentanea al prescritto della legge universale dello Stato), secondo la quale *gli Ecclesiastici Cattolici non debbono esser costretti alla benedizione de' matrimonii misti contro la loro coscienza e l'insegnamento Cattolico;* non che sul Manifesto del 12 Aprile, con cui S. M. aveva rinnovato ai sudditi Cattolici le più solenni assicurazioni *per la libertà di fede e di coscienza, mantenuta ed esercitata dai loro Padri.* (*Documento N°. XV.*) **).

Il complesso dei fatti finora esposti escludono chiaramente in Monsignor Dunin ogni ombra d' incoerenza e titubanza nei suoi principii. Tuttavia comparvero in diversi Giornali non pochi articoli tendenti a far credere, ch' egli intimidito dalla officiale comunicazione del 19 Aprile avesse ceduto al Governo, ed avesse persino ritrattato in tutto le anteriori sue risoluzioni ***). Ma contro sì false asserzioni del Giornalismo comparve

---

*) *Così egli stesso nella sua dichiarazione pubblicata nella Gazzetta politica di Monaco il* 1 *Febbraro* 1839.

**) *Nella Gazzetta di Stato di Berlino si duole il Governo Prussiano, che l'Arcivescovo Dunin tentasse d'interpretare il Manifesto Reale* nel senso che gli accordasse il diritto di emettere Circolari ed Istruzioni al popolo. *Tal fondamento chiamavasi dal Governo* un vano ed inconcludente sutterfugio *dell' Arcivescovo. Ma ciò non può ammettersi, senza che il Governo stesso proclami essere in sostanza* vano ed inconcludente *il detto Regio Manifesto.*

***) *Nella pubblicazione del* 31 *Decembre* 1838 *non ha esitato* il *Governo Prussiano di far credere anch' esso, che la comunicazione del Presidente Flottwell in data* 19 *Aprile sembrasse aver prodotto la desiderata impressione nell' Arcivescovo. Così infatti si esprime:* "Promise l' Arcivescovo il giorno appresso, previa la soppressione della Circolare del 30 Gennaro e della sug-

mit dem Herrn Präsidenten Flottwell die Sache auf 1839
eine klare Weise und auf den von ihm bereits am 20. April gegebenen Grundlagen nicht beilegen könne. Er entschloss sich daher eine Immediatvorstellung an seine Majestät mittelst eines Schreibens vom 24. April zu richten, in welchem er mit gleicher Festigkeit dieselben Grundsätze aussprach, welche er zur Rechtfertigung seines Hirtenbriefes und zu Gunsten der strengen Beobachtung der kirchlichen Vorschriften in Betreff der gemischten Ehen bereits in seinem Briefe an den Präsidenten entwickelt hatte; und wobei er sich mit vollem Rechte auf die bereits erwähnte (mit den Vorschriften des allgemeinen Staatsgesetzes übereinstimmende) königl. Erklärung: laut welcher die kathol. Priester zur Einsegnung gemischter Ehen gegen ihr Gewissen und die kathol. Lehre nicht gezwungen werden dürfen, sodann auf das Manifest vom 12. April berief, in welchem letzteren Se. Majestät Ihren kathol. Unterthanen hinsichtlich der Glaubens- und Gewissensfreiheit, wie sie von ihren Vätern aufrecht erhalten und geübt worden sey, die feierlichsten Versicherungen erneuert hatte. (Dokum. Nro. XV.)*).

Der Inbegriff der bis jetzt dargelegten Thatsachen spricht Hr. v. Dunin von jedem Schatten von Inconsequenz oder Wankelmuth frei. Demohngeachtet erschienen in verschiedenen Zeitungen mehrere Artikel, welche glauben machen wollten, dass dieser Prälat, eingeschüchtert durch die amtliche Mittheilung vom 19. April, der Regierung gewichen sey, und in Allem seine frühern Beschlüsse zurückgenommen habe **). Aber ge-

*) In der Berliner Staatszeitung beklagt sich die preussische Regierung, dass der Erzbischof von Dunin das königliche Manifest in dem Sinne auszulegen versuche, dass es ihm das Recht gewähre, Sendschreiben und Weisungen ans Volk zu erlassen. Dies nennt die Regierung eine leere und nichtsbedeutende Ausflucht des Erzbischofs. Dies kann jedoch nicht angenommen werden, ohne dass die Regierung gesteht, gedachtes königliches Manifest sey im Grunde leer und nichtsbedeutend.

**) In der Bekanntmachung vom 31. Dezember 1838 nahm die preussische Regierung selbst keinen Anstand, zu behaupten, dass die dem Erzbischofe durch den Oberpräsidenten Flottwell am 19. April gemachte Mittheilung den beabsichtigten Eindruck nicht verfehlt zu haben schien. Sie drückt sich folgendermassen aus:

1839 nella Gazzetta Universale di Augusta *) una dichiarazione del Sacerdote Miszewski Prevosto del Capitolo di Posnania, il quale certificò al Pubblico che l'Arcivescovo non avea mai condisceso ad una simile ritrattazione sull' oggetto, e che perciò non poteva neppure sussistere averla egli in seguito ritirata (*Documento N°. XVI*).

E quì dee osservarsi, come due giorni dopo la comunicazione fatta dal Sig. Flottwell per parte del suo Sovrano a Monsignor Arcivescovo, diresse il Governo una Circolare a tutti i Consigli delle Provincie di Posnania, sottoscritta dal Sig. Strödel, colla quale si adottavano le più severe misure a carico di quegli Ecclesiastici, che avessero dal pulpito, o durante il Culto Divino, pubblicato al popolo la Circolare di Monsignor Arcivescovo, dichiarandoli inabili ad ottenere *alcun Beneficio Parrocchiale di Patronato Regio* **), o ad esser promossi ad altro migliore (*Documento N°. XVII*).

Prima di tal epoca il Governo aveva risoluto di procedere contro il Sacerdote Brodziszewki Vicario Generale di Gnesna. Questi, forse presso l' ordine Governativo del 19 Luglio 1837 tendente ad obbligare i Sacerdoti Cattolici a benedire i Matrimonii misti senza le condizioni, erasi creduto in dovere di dare al Clero nel giorno 6 del susseguente Settembre una particolare istruzione, accompagnata da uno scritto risguardante la condotta tenuta in proposito dall' Arcivescovo. Nella

---

seguente Istruzione del 27 Febbraro 1838, di dare col mezzo di una nuova Pastorale un' altra istruzione al Clero Diocesano sulla condotta da tenersi intorno alla benedizione de' matrimonii misti; ma poi cambiò improvvisamente consiglio, e si diresse al Re colla rappresentanza del 24 Aprile." *Ma su tal proposito l'Arcivescovo nella sua dichiarazione del* 1 *Febbrajo* 1839 *così si esprime:*" „Quì è piaciuto al Redattore (*della Gazzetta di Berlino*) parlare soltanto della favorevole impressione del discorso del Presidente, e di far valere la diramazione di una nuova istruzione, senza però ricordare la cosa principale, cioè sotto quali condizioni io volessi emettere una nuova lettera Pastorale."

*) *N.* 147 *del* 27 *Maggio* 1838.

**) *Non esiste* Patronato Regio *su i Beneficii Ecclesiastici che in forza di un privilegio della Santa Sede, la quale lo accorda ai soli Sovrani Cattolici.*

gen so falsche Behauptungen des Journalismus, erschien 1839
in der Allgemeinen Augsburger Zeitung*) eine Erklärung des Priesters Miszewski, Propst des Kapitels von Posen, welcher vor dem Publikum bezeugte, dass der Erzbischof sich niemals zu einer ähnlichen Retraktation herbeigelassen, und es daher unmöglich sey, dass er späterhin dieselbe wiederum zurückgenommen habe. (Dokum. Nro. XVI.).

Und hier muss bemerkt werden, dass zwei Tage nach der von Hrn. Flottwell im Namen des Königs an den Herrn Erzbischof gemachten Erklärung, die Regierung an alle Provinzialräthe von Posen ein von Hrn. Strödel unterzeichnetes Cirkular erliess, in welchem die schärfsten Maassregeln über die Geistlichen verhängt wurden, welche von der Kanzel während des Gottesdienstes vor dem Volke das Cirkular des Herrn Erzbischofs verkündigt hatten, indem sie zugleich für unfähig erklärt wurden, irgend eine Pfarrpfründe vom königlichen Patronate**) zu erhalten, noch zu einem bessern befördert zu werden. (Dokum. Nro. XVII).

Vorher hatte bereits die Regierung beschlossen, gegen den Priester Brodziszewski, Generalvikar von Gnesen, gerichtlich einzuschreiten. Dieser hatte nämlich wohl in Folge des Regierungsbefehls vom 19 Juli 1837,

---

„Der Erzbischof versprach am folgenden Tage, mittelst Erlasses eines neuen Hirtenbriefes, unter Aufhebung seines Umlaufschreibens vom 30. Jänner und des darauffolgenden Erlasses vom 27. Februar, der Diöcesangeistlichkeit eine andere Belehrung über ihr zu beobachtendes Verfahren bei der kirchlichen Einsegnung gemischter Ehen zu ertheilen; allein plötzlich würde er wieder andern Sinnes und wandte sich mit seiner Vorstellung vom 24. April an den König." — Hierüber äussert sich der Erzbischof in seiner Erklärung vom 1. Februar 1839 folgendermassen: „Hier hat es der Redaktion (der Berliner Zeitung) gefallen, bloss von dem günstigen Eindrucke der Rede des Oberpräsidenten zu sprechen und die Ertheilung einer andern Instruktion geltend zu machen, ohne jedoch die Hauptsache zu erwähnen, nämlich unter welchen Bedingungen ich einen neuen Hirtenbrief erlassen wollte."

*) Nro. 147 vom 27. Mai 1838.

**) Es gibt kein königliches Patronat über geistliche Pfründen, ausser kraft eines Privilegiums vom heil. Stuhle, der diess bloss katholischen Monarchen verleiht.

1839 relativa Circolare premettevasi dal detto Vicario la solenne protesta, CH' egli era il primo a rispettare ed eseguire con docilità gli ordini del Governo, quante volte questi non si opponessero ai sacri inviolabili principii della fede Cattolica; CHE se fossero contrarii alle leggi della Chiesa, non poteva altrimenti rispondere che colle parole di S. Pietro *„è meglio obbedire a Dio che agli uomini"*. Dopo ciò informando il Clero degli officii praticati dall' Arcivescovo presso il Ministero per reclamare il mantenimento della disciplina Cattolica nella celebrazione dei Matrimonii misti, lo eccitava alla più esatta osservanza della detta disciplina; lo richiamava alla prassi generale della Chiesa, e specialmente alle prescrizioni della Santa Sede contenute nel Breve di Pio VIII; lo dichiarava finalmente responsabile innanzi a Dio di ogni deviazione da quanto insegnano e comandano la Chiesa, la Fede, e la Religione Cattolica (*Documento N°. XVIII.*).

Contro siffatta istruzione sdegnato il Governo spedì un Regio Commissario al sunnominato Vicario Generale per fargli render conto dell' operato; ma questi, come nella stessa istruzione si era già espresso, replicò che nelle cose di Religione *„dee obbedirsi più a Dio che agli uomini"*. Allora dal Regio Commissario fu ordinato ai Membri del Concistoro Arcivescovile di Gnesna, che in avvenire tutti gli affari di loro ingerenza fossero sottomessi alla sua ispezione. Furono peraltro unanimi nel rispondergli che ciò si opponeva alla libertà della Chiesa. Tanto bastò al Reale Governo per sospenderli tutti dall' officio unitamente al Vicario Generale, che fin dal giorno 19 Marzo 1838 fu altresì posto in arresto nella propria abitazione; cosicchè l'Arcivescovo ebbe ad assumere la immediata amministrazione di quell' Archidiocesi.

In risposta poi alla rappresentanza, che lo stesso

welcher die katholischen Geistlichen zur unbedingten 1839
Einsegnung der gemischten Ehen anhalten will, sich für verpflichtet gehalten, dem Clerus am 6. September desselben Jahres eine Partikular-Instruktion zu ertheilen, welche er mit einer Schrift über das Benehmen des Erzbischofs in dieser Sache begleitete. In diesem Cirkular schickte der genannte Vikar die Betheuerung voraus, dass er der Erste sey, willig die Befehle der Regierung zu vollziehen, so lange sie nicht mit den heiligen und unverletzlichen Grundsätzen des katholischen Glaubens in Widerspruch träten; dass, wenn sie den Gesetzen der Kirche zuwiderliefen, er nur mit den Worten des heiligen Petrus entgegnen könne: besser ist es Gott zu gehorchen, als den Menschen. — Hierauf unterrichtete er den Clerus von den Schritten, welche der Erzbischof beim Ministerium gethan hatte, um die Aufrechthaltung der katholischen Disciplin bei den gemischten Ehen zu erwirken, und forderte ihn zur genauesten Befolgung dieser Disciplin auf; er brachte ihm die allgemeine Kirchenpraxis und insbesondere die im Breve Pius VIII. enthaltenen Vorschriften des heiligen Stuhles in Erinnerung, und machte ihn zum Schlusse für jede Abweichung von der Lehre und dem Gebote der Kirche, des Glaubens und der katholischen Religion verantwortlich. (Dokum. Nro. XVIII.)

Erzürnt über diese Instruktion, sandte die Regierung einen königlichen Kommissair an den Generalvikar, um ihn über seinen Erlass zur Rechenschaft zu ziehen; aber dieser entgegnete, wie er schon in der Instruktion selbst gesagt hatte, dass man in religiösen Dingen Gott mehr gehorchen müsse, als den Menschen. Hierauf befahl der königliche Kommissair den Gliedern des erzbischöflichen Konsistoriums zu Gnesen, dass in Zukunft alle Geschäfte ihres Wirkungskreises seiner Einsicht zu unterziehen seyen. Sie antworteten jedoch einstimmig, dass ein solches Ansinnen der Freiheit der Kirche zuwider sey. Diess war der Regierung genug, um sie alle sammt und sonders, den Generalvikar mit inbegriffen, von ihren Aemtern zu suspendiren; der Vikar wurde überdiess am 19. März 1838 in seiner eigenen Wohnung in Arrest gesetzt; so musste nunmehr der Erzbischof die unmittelbare Verwaltung jener Erzdiöcese übernehmen.

In Erwiederung der Vorstellung, welche letzterer

1839 Arcivescovo aveva fatta al Re il 24 Aprile di detto anno, il Signor Frankenberg Presidente del Supremo Tribunale di Appello per espresso ordine sovrano gli manifestò personalmente il 5 del seguente mese, che la condotta da lui tenuta era affatto illegale: e nella mira d' indurlo a revocare i surriferiti Atti del 30 Gennaro, e 27 Febbraro, lo chiamò a riflettere seriamente *alle disposizioni delle leggi del Regno che gli dimostravano la misura del proprio trascorso, e delle conseguenze che ne derivavano, lasciando al suo arbitrio la scelta della forma, ed il tenore che stimasse il più opportuno per salvare tutti i riguardi dovuti alla sua persona e dignità* *).

Nella stessa congiuntura fu anche partecipato all' Arcivescovo, che *siccome dalla corrispondenza intervenuta frattanto collo S. Sede risultava, altro non essere l'Allocuzione del* 10 *Decembre* 1837 *se non una pubblica protesta contro un atto pubblico, così doveva ritenersi che il Papa non intendeva di aver dato alcun precetto, meno poi ai Vescovi delle Provincie Orientali della Monarchia Prussiana* **). Ma quanto erronea e priva affatto di fondamento fosse una tale illazione, i documenti stessi lo dimostrano. Il Signor Cav. Bunsen con sua Nota del 17 dello stesso mese, dopo aver detto che nella mentzionata Allocuzione la Santa Sede poteva implicitamente far supporre di aver voluto rompere *les relations amicales qui existent entre les deux Cours*, soggiungeva, che ciò non ostante Sua Maestà non avrebbe ravvisato in quell' atto *une déclaration de guerre . . . que sur une déclaration explicite et catégorique quant au point en question.* Quindi il Gabinetto Pontificio per far conoscere, che non poteva riguardarsi come ostile dalla parte del Santo Padre un atto provocato da un' ingiuria atroce fatta dal Governo Prussiano alla Chiesa nella sagra persona di un suo Arcivescovo; rispose con Nota del 25 Decembre, altro non essere l'Allocuzione „*che una protesta pubblica contro UN FATTO PUBBLICO, che UN RECLAMO SOLENNE contro una manifesta e scandalosa violazione dei sacri*

---

*) Memoria *annessa alla* Dichiarazione *Prussiana del* 31 *Decembre* 1838.

**) Memoria *suddetta*.

unterm 24. April 1838 an den König gerichtet hatte, 1839
eröffnete ihm am 5. des folgenden Monates Herr Frankenberg, Präsident des obersten Appellationsgerichtes, persönlich in besonderem Auftrage des Königs, dass er illegal gehandelt habe; und forderte, in der Absicht, ihm zum Widerruf seiner Erlasse vom 30. Januar und 27. Februar zu bewegen, ihn auf, die Anordnungen der Landesgesetze reiflich zu erwägen, an welchen er seine Verschuldung und deren Folgen zu ermessen habe; wobei er ihm anheimstellte, die seine Person und Würde schonend berücksichtigende Form und Fassung zu wählen*).

Zugleich wurde dem Erzbischof bedeutet, dass, da aus einem inzwischen mit dem päpstlichen Stuhle Statt gefundenen Notenwechsel erhelle, dass die Allokution vom 10. December 1837 nichts weiteres habe seyn sollen, als eine öffentliche Protestation gegen eine öffentliche Handlung, gleichfalls daraus hervorgehe, dass der Papst kein Gebot, am wenigstens ein solches für die Bischöfe der östlichen Provinzen des preussischen Staates, beabsichtiget habe **). Aber wie irrig und aller Begründung entbehrend eine solche Schlussfolgerung sey, beweisen die Dokumente selbst am besten. Der Herr Ritter Bunsen, nachdem er in seiner Note vom 17. desselben Monats gesagt hatte, der heilige Stuhl habe durch die erwähnte Allocution implicite zur Vermuthung Anlass geben können, er wolle die freundschaftlichen Verhältnisse, die zwischen beiden Höfen bestehen (les relations amicales qui existent entre les deux Cours), abbrechen, fügte hinzu, dass Se. Majestät demohngeachtet in jenem Akte nicht eine Kriegserklärung (une déclaration de guerre ... que sur une déclaration explicite et categorique quant au point en question) habe wahrnehmen wollen. Um nun begreiflich zu machen, dass ein Akt, welcher durch einen der Kirche in der geheiligten Person einer ihrer Erzbischöfe angethanen furchtbaren Schimpf pro-

*) Der preussischen Erklärung vom 31. December 1838 beigefügte Denkschrift.

**) Obgedachte Denkschrift.

1839 *diritti della Chiesa*". Egli è dunque evidente dal contesto e dallo scopo della stessa Nota, che quella *protesta pubblica*, e quel *reclamo solenne* riguardavano il solo fatto scandaloso dell' arresto e violenta deportazione del Prelato di Colonia; tanto più che nella Nota medesima si era già detto, essere stata Sua Santità astretta *a parlare*, anche perchè *il suo silenzio sarebbe stato giustamente interpretato dai fedeli come una connivenza alle gravissime violazioni* dei diritti della Chiesa, operate con tal fatto dal Governo Prussiano. Pertanto ogni uomo dotato del solo buon senso vedrà, se da quelle espressioni della Nota discenda l' illazione, *che il Papa* (coll' Allocuzione del 10 Decembre 1837) *non intendeva di aver dato alcun precetto*. Eppoi dall' Allocuzione medesima non venne forse altamente ed espressamente riprovata *qualunque pratica invalsa illecitamente nel Regno di Prussia intorno ai Matrimonii misti in opposizione al senso del Breve di Pio VIII?* *). „*Hanc vero nacti opportunitatem*, disse il Santo Padre, *quod privatim hucusque praestare non destitimus, publice nunc solemniterque denuntiamus, Nos scilicet inductam perperam in Borussiae Regno quamlibet praxim circa mixta connubia contra genuinum sensum Declarationis ab Decessore Nostro editae PENITUS ROPREBARE*". Or potevasi giustamente asserire, che il Santo Padre non avesse inteso di dare *alcun precetto ai Vescovi delle Provincie Orientali della Monarchia Prussiana* contro gli abusi invalsi nella celebrazione dei Matrimonii misti, mentre in termini così generali ed assoluti aveva riprovati siffatti abusi ovunque esistessero? Del resto gioverà quí rilevare che il Governo di Prussia quantunque fosse pienamente informato della riprovazione Pontificia, pure non dubitò di esprimere nella *memoria* unita alla *dichiarazione* del 31 Decembre 1838 la sua indignazione e sorpresa, perchè le communiçazioni del Primo Presidente, e le di lui *più energiche rappresentanze ed ammonizioni non poterono ricondurre l' Arcivescovo nella via legale*; quasicchè in materia puramente religiosa un Arcivescovo Cattolico dovesse ubbi-

*) *Esposizione della S. Sede* (*Stamperia della Segreteria di Stato*) *in data* 4 *Marzo* 1838 *Docum. N. XVI. p.* 91.

vocirt worden, nicht als Feindseligkeit zu betrachten 1839
sey, antwortete das päpstliche Kabinet in einer Note vom 25. December — dass die Allocution nichts Anders sey, als eine öffentliche Protestation gegen **eine öffentliche Handlung, ein feierlicher Einspruch** gegen eine offenkundige und Aergerniss gebende Verletzung der heiligen Rechte der Kirche. Es geht also augenblicklich aus der Fassung und der Tendenz jener Note hervor, dass jene öffentliche Protestation, jener feierliche Einspruch einzig und allein jenes ärgerliche Faktum, die Gefangennehmung und gewaltsame Wegführung des Erzbischofs von Köln, betrafen; und diess um so mehr, als in jener selben Note schon gesagt wurde, Se. Heiligkeit sey gezwungen worden, zu sprechen, weil sonst Ihr Stillschweigen mit Recht von den Gläubigen als eine Connivenz bei den gröblichsten Verletzungen der Rechte der Kirche, welche die preussische Regierung ihr durch jene Handlung zugefügt hatte, gedeutet worden wäre. Aber jedweder, der nur gesunden Menschenverstand besitzt, wird sehen, ob aus jenen Ausdrücken der Note gefolgert werden könne, dass der Papst (durch die Allokution vom 10. December 1827) kein Gebot zu geben beabsichtigt habe. Und wurde vielleicht in der Allokution selbst nicht jede im Königreich Preussen hinsichtlich der gemischten Ehen, gegen den wahren Sinn des Breve's Pius VIII., unrechtmässiger Weise eingeführte Praxis ausdrücklich und bestimmt verworfen *)? Hanc vero nacti opportunitatem, sagte der heilige Vater, quod privatim hucusque praestare non destitimus, publice nunc solemniterque denuntiamus, Nos scilicet inductam perperam in Borussiae Regno quamlibet praxim circa mixta connubia contra genuinum sensum declarationis ab Decessore Nostro editae penitus reprobare. Wie also konnte behauptet werden, der heilige Vater habe nicht beabsichtigt, den Bischöfen der Ostprovinzen der preu-

*) Staatsschrift des heiligen Stuhles vom 4. März 1838. Dokument Nro. XVI. p. 91.

1839 dire al Re, piuttosto che al Capo della Chiesa, Giudice e Maestro supremo in fatto di dottrina!

Ma appunto nella dispiacevole inutilità delle rappresentanze anteriori, ed insieme nella fiducia della giustizia Sovrana, Monsig. Dunin nell' anzidetto giorno 5 Maggio volle anche una volta rivolgersi a S. M. con altra lettera, in cui confermò di essere stato per dovere di coscienza obbligato ad inviare al Clero delle sue Diocesi la nota lettera Pastorale. Disse che dalle comunicazioni fattegli dal Signor Frankenberg non poteva non dedurre, *che i Magistrati Civili avessero in vista di costringere i Sacerdoti Cattolici alla benedizione de' Matrimonii misti senza condizioni*; laddove il Regio Manifesto agli Abitanti Cattolici del Gran Ducato di Posnania, ed il Supremo Ordine al Primo Presidente Flottwell del 12 Aprile stabilivano, *che nell' illimitato esercizio della dottrina Cattolica una siffatta coazione non doveva punto aver luogo pel Clero Cattolico*. Aggiunse, che avrebbe dato al Clero l' istruzione di *far presenti ai promessi sposi i doveri imposti dalla Chiesa Cattolica* riguardo alla educazione della prole, con avvertenza che nel solo caso di renuenza dei medesimi ad assumere simili doveri si negasse la benedizione nuziale e l' amministrazione dei Sagramenti alla parte Cattolica. Conchiuse, che gli Ecclesiastici, i quali non avessero osservato tale istruzione, sarebbero da lui puniti a seconda del Gius

ssischen Monarchie irgend ein Gebot 1839
gegen die bei Schliessung gemischter Ehen eingerissenen Missbräuche zu ertheilen, während er in so allgemeinen und bestimmten Ausdrücken die genannten Missbräuche allenthalben, wo sie vorkämen, verdammte? Hier muss noch hervorgehoben werden, dass die preussische Regierung, obgleich von der päpstlichen Verdammung vollkommen unterrichtet, nicht Anstand nahm, in ihrer der Erklärung vom 31. December 1838 beigefügten Denkschrift ihre Entrüstung und Verwunderung auszudrücken, dass die Eröffnungen des Oberpräsidenten und die eindringlichsten Vorstellungen und Warnungen desselben nicht den Erfolg hatten, den Erzbischof in die gesetzliche Bahn zurückzuführen; als ob in rein religiösen Dingen ein Erzbischof dem Könige mehr zu gehorchen hätte, als dem Oberhaupte der Kirche, dem Richter und obersten Meister in Fragen der Doktrin!

Aber gerade weil seine bisherigen Vorstellungen leider fruchtlos geblieben waren und im Vertrauen auf die Gerechtigkeit des Königs, wandte sich Hr. v. Dunin am besagten 5. Mai in einem zweiten Schreiben an Se. Maj., in welchem er wiederholt erklärte, dass er in seinem Gewissen verpflichtet gewesen sey, den bekannten Hirtenbrief an den Clerus seiner Diöcesé zu erlassen. Aus den ihm von Hrn. Frankenberg gemachten Eröffnungen müsse er schliessen, dass die Civilbehörden die Absicht haben, die kathol. Priester zur unbedingten Einsegnung gemischter Ehen zu zwingen, während doch das königl. Manifest an die kathol. Unterthanen des Grossherzogthums Posen und Cabinetsordre an den Oberpräsidenten Flottwell vom 12. April feststellten, dass bei unbeschränkter Ausübung der kathol. Lehre ein solcher Zwang gegen die kathol. Geistlichkeit nicht stattfinden dürfe. Demnach habe er dem Clerus die Weisung ertheilt, den Brautleuten die von der kathol. Kirche auferlegten Pflichten hinsichtlich der Kindererziehung gegenwärtig zu halten, mit dem Beifügen, dass im Falle der Weigerung, solche Pflichten zu übernehmen, die eheliche Einsegnung und die Ertheilung der Sakramente an den kathol. Theil, zu versagen seyen. Er schloss das Schreiben mit der Anzeige, dass die Geistlichen, welche

1839 Canonico, sebbene colla maggior moderazione possibile (*Documento N°. XIX.*).

Il contenuto di questa lettera fu discusso il giorno appresso 6 Maggio fra Monsignor Dunjn ed il Regio Commissario. Il Prelato in prova ulteriore dello spirito di conciliazione e prudenza, onde nei limiti dei sacri suoi doveri regolava costantemente la propria condotta condiscese a dichiarare, CHE l' avvertenza suddetta degli obblighi risguardanti l' educazione della prole, potrebbe pure limitarsi alla sola parte Cattolica, ma in presenza della parte Acattolica; Che per mettere il Sacerdote in grado di giudicare se dovesse o no accordarsi la benedizione nuziale, potrebbe anche bastare (escludendosi dal Governo la domanda di una verbale promessa) l' interrogazione da farsi alla parte Cattolica, *se voglia assumere il dovere relativo alla educazione della prole*, e quindi la semplice risposta *sì*, *o nò*; CHE la punizione degli Ecclesiastici trasgressori era su tal punto indispensabile, non dovendo e non potendo alcun di essi allontanarsi dalla dottrina della Chiesa; CHE ogni Prete Cattolico, il quale credesse di dover ricusare la benedizione nuziale, sarebbe obbligato a rilasciarne in iscritto un certificato; CHE finalmente l' istruzione da darsi al Clero sarebbe stata redatta colla massima cura, e messa in esecuzione coll' intesa della Civile Potestà *).

*) „Soltanto per quel che concerne la forma, la quale da me dipende, *dice l' Arcivescovo nella sua dichiarazione pubblicata nella Gazzetta di Monaco il* 1 *Febbraro* 1839, io era pronto per l' amor della pace a mostrare ogni rassegnazione, ed a mitigare alcune cose; ed è su ciò che il Regio Ministero si è creduto autorizzato ad accusarmi d'incerta titubanza .... Io persistendo nelle mie esigenze anteriori mi proponeva di dare a queste una nuova forma e redazione sotto l' approvazione dello Stato. .... Anche nelle susseguenti negoziazioni col Presidente Signor Frankenberg io non ho menomamente cambiato cosa alcuna nella già proposta necessaria prassi ecclesiastica, e nol poteva. Ogni uomo, che conosca il mio dovere e la mia posizione, non potrà esiger di più da me; al contrario il Redattore della Gazzetta di Stato non ravvisa nella mia condotta se non ostinata resistenza".

seine Weisung nicht befolgten, nach dem kanonischen 1839
Recht, aber mit möglichster Milde, von ihm würden bestraft werden. (Dokument Nro. XIX).

Der Inhalt dieses Briefes wurde am folgenden Tage, den 6. Mai, zwischen Hrn. v. Dunin und dem königlichen Kommissär besprochen. Zum ferneren Beweise der klugen und versöhnlichen Gesinnungen, welche innerhalb seiner heil. Pflichten ihm fortwährend zur Richtschnur seines Handelns dienten, liess sich der Prälat zur Erklärung herbei, dass die erwähnte Vorhaltung der Pflichten hinsichtlich der Kindererziehung sich auch auf den kathol. Theil beschränken könne, jedoch in Gegenwart des akatholischen zu geschehen habe; dass ferner, damit der Priester in Stand gesetzt werde, zu beurtheilen, ob die eheliche Einsegnung zu ertheilen sey oder nicht, die an den kathol. Theil zu stellende Frage, ob er die Pflicht hinsichtlich der Kindererziehung übernehmen wolle, und hierauf die einfache Antwort Ja oder Nein hinreichen würden (die Regierung schloss nämlich das Verlangen eines mündlichen Versprechens aus); dass die Bestrafung der diese Vorschrift übertretenden Priester unerlässlich sey, da keiner von ihnen von der Lehre der Kirche abweichen dürfe noch könne; dass jeder kathol. Priester, welcher die eheliche Einsegnung verweigern zu müssen glaube, hierüber ein schriftliches Zeugniss auszustellen habe; dass endlich die dem Clerus zu ertheilende Instruktion mit der grössten Sorgfalt abgefasst und im Einvernehmen mit der Civilgewalt zur Ausführung gebracht werden solle *).

*) Bloss hinsichtlich der Form, die von mir abhängt, sagt der Erzbischof in seiner durch die Münchener Zeitung vom 1. Februar 1839 bekannt gemachten Erklärung, war ich aus Liebe zum Frieden bereit, jede Nachgiebigkeit zu beweisen und Einiges zu mildern; und dafür hielt sich das königliche Ministerium für berechtigt, mich eines gewissen Wankelmuths zu beschuldigen. Auf meinen frühern Forderungen beharrend, wollte ich denselben unter Genehmigung des Staats eine neue Form und Fassung geben.... Auch bei den späteren Verhandlungen mit dem Hrn. Präsidenten Frankenberg habe ich nicht dass Mindeste in der bereits vorgeschlagenen nothwendigen Kirchenpraxis geändert und ich konnte es nicht. Jedermann, der meine Pflicht und meine Stellung kennt, wird nicht mehr von mir fordern können; dagegen sieht der Re-

1389 Sua Maestà Prussiana, a cui il Regio Commissario dovette prontamente comunicare le surriferite dichiarazioni, rispose il 22 Maggio all' Arcivescovo, CHE lo scritto del 5 dello stesso mese non aveva punto appagato la sovrana sua espettazione *dietro l' indulgenza dimostratagli*, e CHE non essendosi poi definitivamente compiute le trattative fra esso ed il Presidente Frankenberg, avea questi ricevuto l' incarico di procurar *senza indugio tal conclusione con un atto giudiziale*, che contenesse *la definitiva di lui dichiarazione* (*Documento N*⁰. *XX.*).

Munito perciò di nuove istruzioni recossi il Primo Presidente del Tribunale di Appello nel 28 Maggio presso Monsig. Dunin, e gli propose.

1) di dichiarare, CH' egli (l' Arcivescovo) riconosceva il suo torto; CHE colle sue Pastorali e colla lettera al Capitolo di Gnesna avendo indotto contro la volontà e la saputa del Re un cambiamento nella condotta fin allora tenuta circa i Matrimonii misti, conveniva di aver commesso una grave mancanza contro la Maestà Sua; e CHE sperava di ottenerne il perdono, mentre dichiarava sinceramente che in avvenire, qual obbediente Suddito, e qual Vescovo fedelissimo al suo Re e Signore, non tornerebbe mai nell' esercizio del suo ministero a perdere di vista le leggi dello Stato.

2) di revocare gli ordini già dati, esprimendo che in seguito tanto del Regio Manifesto diretto il 12 Aprile agli Abitanti Cattolici della Provincia, quanto della Dichiarazione Sovrana, la quale assicurava gli Ecclesiastici di non dover essere costretti a benedire i Matrimonii misti *), se vi trovassero ostacolo nella loro coscienza,

*) „Non esiste una legge in Prussia, che imponga al Clero l' obbligo della benedizione ecclesiastica di un Matrimonio misto". *Così proclama e ripete il Governo nella sua Memoria. Ma il fatto è contrario, ed è anzi chiarissimo, che si vuol costringere il Clero a benedir tali Matrimonii senza le debite condizioni. Tanto provasi ad evidenza dall' Ordine Governativo del* 19 *Luglio* 1837, (Documento N. III.), *non che dalle risposte date costantemente all' Arcivescovo di Gnesna e Posnania non solo dal Regio Ministero* (p. 24 26 27), *ma ben anche dallo stesso Re in data* 30

Se. Majestät der König, welchem der königliche 1839
Kommissär diese Erklärungen schleunigst überlieferte, erwiederte dem Erzbischof unterm 22. Mai: dass sein Schreiben vom 5. die allerhöchste Erwartung nach der ihm erwiesenen Nachsicht in keiner Weise befriedigt habe, und dass, da die Verhandlungen zwischen ihm und dem Präsidenten Frankenberg zu keinem definitiven Schlusse gediehen seyen, letzterer sofort den Befehl erhalten habe, einen solchen Schluss ohne Aufschub mittelst eines gerichtlichen Aktes, der seine (des Erzbischofs) definitive Erklärung enthalte, herbeizuführen. (Dokum. Nro. XX.)

Mit neuen Instruktionen versehen, begab sich demnach der Oberpräsident des Appellationsgerichts am 28. Mai zu Hrn. v. Dunin, und schlug ihm vor:

1) zu erklären, dass er (der Erzbischof) sein Unrecht anerkenne; dass er zugestehe, durch seine Hirtenbriefe und das Schreiben an das Kapitel von Gnesen gegen den Willen und ohne Wissen des Königs hinsichtlich der bisher bei gemischten Ehen beobachteten Praxis eine Aenderung eingeführt, und dadurch eines schweren Vergehens gegen Se. Maj. sich schuldig gemacht zu haben, und dass er hoffe, Vergebung zu erhalten, indem er hiermit aufrichtig erkläre, in Zukunft als gehorsamer Unterthan und seinem Könige und Herrn treu ergebener Bischof, niemals bei Ausübung seiner Amtspflicht die Staatsgesetze aus den Augen zu verlieren;

2) die bereits gegebenen Befehle zu widerrufen, aus dem Grunde, weil sowohl in Folge des königl. Manifestes vom 12. April an die kathol. Bewohner der Provinz, als auch der allerhöchsten Erklärung, welche den Priestern die Versicherung ertheilte, dass sie nicht gezwungen werden sollten, gemischte Ehen einzusegnen *), wenn sich ihr Gewissen dagegen sträubte, er

---

dakteur der Staatszeitung in meinem Benehmen nichts als hartnäckigen Widerstand.

*) Es besteht kein Gesetz in Preussen, welches der Geistlichkeit den Zwang zur kirchlichen Trauung einer gemischten Ehe auferlegt. — Diess sagt und wiederholt die Regierung in ihrer Denkschrift. Aber die Thatsache spricht dagegen und es ist im Gegentheile sonnenklar, dass man die Geistlichkeit zwingen will, solche Ehen ohne

1839 erasi egli (l'Arcivescovo) ben persuaso non esser necessario sull' oggetto alcun atto ulteriore per parte della Chiesa; e che in conseguenza ritirava gli ordini emessi in addietro, rendendo ad un tempo avvertiti i Parrochi, che l' esigenza di una secreta promessa era proibita, e legalmente invalida; e che se il Parroco avesse scrupolo di fare la ceremonia religiosa, dovesse lasciar agire le parti contraenti a seconda del Codice (§. 442 tit. 11. part. 2.) senza ricusarsi nè di fare i proclami, nè di dare il Certificato dello stato libero *).

Decembre 1837 (Documento N. V.). *Questa inoltre fu sempre la decisa pretensione del Governo non solo per le Provincie Orientali, ma sì ancora per quelle Occidentali della Monarchia, come il defunto Arcivescovo di Colonia Monsignor Spiegel espose a Leone XII. di sa. me. nella sua lettera del* 12 *Aprile* 1828, *trasmessa al Cardinale Segretario di Stato di quel tempo colla Nota del Sig. Bunsen in data* 10 *del susseguente Giugno. Ed appunto per assicurare la piena soddisfazione di tal pretesa fu conchiusa per incarico di S. M. Prussiana fra Monsign. Spiegel e lo stesso Sig. Bunsen la famosa e già dalla Santa Sede riprovata Convenzione del* 12 *Giugno* 1834, *a senso della quale* (Esposizione della Santa Sede (*Stamperia della Segreteria di Stato*) del 4 Marzo 1838 Documento N. XVII. art. 6 lett. f. pag. 98) *il caso di negare la benedizione nuziale era affatto illusorio. Quindi essendosi da Monsig. Droste Arcivescovo di Colonia data ai Parrochi l' istruzione di non accordare la benedizione nuziale ne' Matrimonii misti, se non previa la condizione dell' educazione cattolica di tutta la prole, il Re stesso con lettera diretta dal Baron di Altenstein in data* 24 *Ottobre* 1837 *al detto Arcivescovo fece dichiarare, che tale istruzione era* ripugnante alle precise prescrizioni delle leggi del paese (Esposizione Prussiana pag. 30). *Finalmente, come a tutti è ben noto, la ferma volontà dell' Arcivescovo nel suo proposito costituì il primario motivo, per cui si decise il Governo alla violenta di lui deportazione.*

*) *Ecco quanto prescrive il Codice:* „Se un Parroco Cattolico ha difficoltà di prestarsi alla proclamazione e benedizione di un matrimonio (il quale sia permesso dalle Leggi dello Stato) per la ragione che non siasi richiesta o siasi ricusata la dispenza dei Superiori Ecclesiastici; allora egli non deve opporsi, che tali ceremonie si adempiano da un altro Parroco": *quindi* „Il Collegio di Giustizia dello Stato è in tal caso autorizzato. . . . . a commettere l' una e l' altra cosa ad un Parroco, ed in ogni caso anche ad uno di diversa religione".

(der Erzbischof) sich überzeugt habe, dass über diesen 1839
Gegenstand Seitens der Kirche kein weiterer Akt nöthig sey; und er daher die früheren Weisungen zurücknehme, auch den Pfarrern bedeute, dass die Forderung eines geheimen Versprechens verboten und gesetzlich ungültig sey; habe aber ein Pfarrer Scrupel, so habe er die contrahirenden Theile nach dem Landrecht (§. 442 Tit. 11 Thl. 2.) vorangehen zu lassen, ohne jedoch die Verkündigung und die Dimissorialien zu verweigern *).

---

die gehörigen Bedingungen einzusegnen; dies beweist augenscheinlich der Regierungsbefehl vom 19. Juli 1837. (Dokument Nro. III.); diess beweisen die dem Erzbischof von Gnesen und Posen nicht bloss vom königl. Ministerium, sondern auch vom König selbst unterm 30. December 1837 ertheilten Antworten. (Dokument Nro. V.) Diess war übrigens stets die bestimmte Anforderung der Regierung nicht bloss in den östlichen, sondern auch in den westlichen Provinzen der Monarchie, wie der verstorbene Erzbischof von Köln, Herr v. Spiegel, Leo XII. heil. Gedächtnisses, in seinem Schreiben vom 12. April 1828 auseinandersetzte, welches dem damaligen Staatssecretär mittelst Note des Herrn Bunsen vom 10. Juni desselben Jahres übermacht worden war. Und gerade um die vollkommene Befriedigung dieser Forderung sicherzustellen, wurde in Auftrag Sr. preussischen Majestät zwischen Herrn v. Spiegel und demselben Herrn Bunsen die berüchtigte, und von dem heil. Stuhle bereits verworfene Convention vom 12. Juni 1834 geschlossen, nach welcher (Exposition des heil. Stuhles vom 4. März 1838. Dokument Nro. XVII. 6. Lit. f. p. 98) der Fall der Verweigerung der kirchlichen Einsegnung durchaus illusorisch war. Als daher von Herrn Droste, Erzbischof v. Köln, den Pfarrern die Weisung ertheilt wurde, die kirchliche Einsegnung der gemischten Ehen nur nach vorausgegangener Bedingung der kathol. Erziehung sämmtlicher Kinder zu ertheilen, liess der König selbst durch ein von dem Freiherrn v. Altenstein unterm 24. October 1837 an den gedachten Erzbischof erlassenes Schreiben erklären, dass eine solche Weisung den bestimmten Vorschriften der Landesgesetze zuwider sey. (Preussische Staatsschrift S. 30). Endlich war ja, wie allgemein bekannt ist, die feste Beharrlichkeit des Erzbischofs bei seinem Entschlusse der Hauptgrund, aus welchem die Regierung sich zur gewaltsamen Deportation desselben entschloss.

*) Nachstehendes ist die Vorschrift des Landrechts: Wenn ein kathol. Pfarrer Anstand nimmt, eine Ehe, welche nach den Landesgesetzen erlaubt ist, um desswillen, weil die Dispensation der geistlichen Obern nicht nachgesucht, oder versagt worden, durch Aufgebot und Trauung zu vollziehen; so muss er sich gefallen lassen, dass diese von einem andern Pfarrer verrichtet werden — daher ist das Landes-Ju-

1839 3) di dirigere ai Decani ed ai Parrochi una nuova Circolare, in cui doveva l' Arcivescovo manifestare il suo dolore per avere alcuni Ecclesiastici preso occasione dalle sue Circolari sui Matrimonii misti di ragionarne ai fedeli in maniera sì impropria ed inconsiderata, da sollevare gli animi indotti a temere pel mantenimento della fede Cattolica. Doveva inoltre aggiungere di esser perciò tanto più rammaricato, in quanto che tal timore non aveva alcun fondamento, ma esistevano invece sullo stesso rapporto le più consolanti assicurazioni nel Regio Manifesto del 12 Aprile. Doveva infine esprimere la sua fiducia, che tutti gli Ecclesiastici si sarebbero in avvenire astenuti da simili ragionamenti coi loro Parrocchiani, ed in ispecie da ogni censura del Governo, e che chiunque tra loro si riconoscesse degno di rimprovero, procurasse di purificarsi colla propria futura condotta.

4) di dimettere dall' officio di Vicario Generale di Gnesna il Sacerdote Brodziszewski.

A queste proposte non potè Monsignor Arcivescovo che ripetere quanto aveva precedentemente espresso, soggiungendo che ad onta dell' ottima sua volontà non gli era permesso di aderire alle inammissibili dichiarazioni, che da lui si desideravano. E sopra ciascun capo videsi Monsignor Dunin costretto a spiegarsi nel modo seguente.

Rapporto al 1° disse, CH' egli nè poteva, nè doveva riconoscersi reo di alcun fallo, perchè promulgando le sue istruzioni avea soltanto seguito i dettami della coscienza; CHE la sua condotta era quella di un Vescovo, a cui anche col sagrifizio della propria vita incombe il dovere di mantener ferma in tutta l' integrità la dottrina Cattolica, sul qual punto è unicamente responsabile a Dio ed alla Chiesa Universale; CHE pensando ed operando altrimenti, renderebbesi ribelle alla Chiesa medesima, e sacrificherebbe la sua eterna salute, specialmente dopo essersi udita la voce del Supremo Gerarca, ed averne sempre più conosciuto la fermezza nei principii della pura cattolica dottrina; CHE se la sua condotta fu diversamente giudicata e disapprovata da Sua Maestà, protestava non essere stata giammai sua intenzione di disgustare il proprio Monarca; CHE del resto assicurava coll' intimo del cuore, ch' egli in avvenire, come per lo innanzi, rimarrebbe suddito fe-

3) An die Dechanten und Pfarrer ein neues Cirkular zu erlassen, in welchem der Erzbischof sein Bedauern ausdrücke, dass einige Geistliche von seinen Cirkularen über gemischte Ehen Anlass genommen haben, zu den Gläubigen in so unstatthafter unvorsichtiger Weise zu sprechen, dass dadurch bei den Ungebildeten Befürchtungen für den Fortbestand des kathol. Glaubens entstanden seyen. Dies habe ihn um so mehr betrübt, als eine solche Furcht durchaus grundlos sey, und im Gegentheile das königliche Manifest vom 12. April hierüber die tröstlichsten Versicherungen enthalte. Endlich sollte der Erzbischof seine Zuversicht ausdrücken, dass alle Geistlichen in Zukunft sich ähnlicher Reden gegen ihre Pfarrkinder, und namentlich jeden Tadels der Regierung enthalten, und diejenigen von ihnen, welche sich einer Schuld bewusst wären, durch ihr künftiges Benehmen sich zu reinigen suchen würden. 1839

4) Den Generalvikar von Gnesen Brodziszewski seines Amtes zu entsetzen.

Auf diese Vorschläge konnte der Herr Erzbischof nur entgegnen, was er bisher bereits gesagt hatte, indem er hinzufügte, dass es mit dem besten Willen ihm nicht möglich sey, die von ihm geforderten unannehmbaren Erklärungen auszustellen. Ueber jeden einzelnen Punkt sah sich Hr. v. Dunin genöthigt, in folgender Weise sich auszudrücken:

In Beziehung auf 1): dass er sich eines Vergehens weder könne noch dürfe schuldig bekennen, indem er bei Erlassung seiner Instruktionen nur der Stimme des Gewissens gefolgt sey; dass sein Benehmen das eines Bischofs sey, dem auch mit Aufopferung seines Lebens die Pflicht obliegt, die kathol. Lehre in vollem Umfange aufrecht zu erhalten, und der in diesem Punkte nur Gott und der allgemeinen Kirche Rechenschaft schuldig sey; dass, dächte und handelte er anders, er sich der Auflehnung gegen die Kirche selbst schuldig machen, und sein ewiges Seelenheil aufs Spiel setzen würde, besonders, nachdem er die Stimme des obersten Hirten vernommen, und dessen Festigkeit in den Grundsätzen der reinen kathol. Lehre immer mehr erkannt habe;

---

stizkollegium in einem solchen Falle . . . befugt, beides einem andern Pfarrer, auch von einer verschiedenen Religionspartei, aufzutragen.

1839 delissimo ed illimitatamente obbediente alla Maestà Sua in tutto ciò che non si oppone ai principii della Cattolica Religione, cui d'altronde era deciso di rimaner inviolabilmente fedele fino all' ultimo respiro.

In quanto al 2° fece sentire, CHE le sue Lettere Pastorali al Clero contenevano soltanto le pure massime fondamentali della Cattolica dottrina, nè poteva revocarle senza rendersi gravemente reo innanzi a Dio ed alla Chiesa, e cessare anzi di esser Cattolico: CHE dall' altro canto le leggi del paese, e la parola del Re garantivano a lui ed al suo gregge il libero esercizio della propria Religione nella sua integrità: CHE siccome parecchi Ecclesiastici sembravano dimentichi della dottrina Cattolica intorno ai Matrimonii misti, ed insieme le Autorità temporali esigevano la benedizione dei medesimi senza le condizioni; così erasi trovato nella necessità di richiamare alla memoria del Clero le relative massime della Chiesa Cattolica, obbligandolo a seguirle, e ad istruirne i Coniugi di mista Confessione: CHE non aderendo questi a tali massime, la parte Cattolica si separa *eo ipso* dalla Cattolica Chiesa, nè può in conseguenza permettersi la proclamazione del matrimonio nella Chiesa stessa, e solo può rilasciarsi un attestato, onde costi non esser luogo alla benedizione di esso secondo il rito cattolico, perchè le parti non han voluto assoggettarsi alla Cattolica dottrina.

In ordine poi al 3° significò, CHE nulla essendogli noto sugli abusi, di cui si fosse reso colpevole il Clero dopo la promulgazione delle sue Pastorali, non era egli in grado di rimproverarlo o punirlo per questo: ma CHE nondimeno, se Sua Maestà si degnasse aver riguardo alle dichiarazioni e preghiere già da lui replicatamente fattele, si obbligava (riportandosi alla promessa datane nelle trattative del 6 Maggio) di dirigere al Clero Cattolico una Pastorale a norma della lettera scritta il 21 Aprile al Capitolo di Gnesna, esigendo che il Clero stesso inculcasse costantemente al popolo una inviola-

dass, wenn sein Benehmen von Sr. Maj. anders beurtheilt und gemissbilligt werde, er dennoch betheuern könne, niemals beabsichtigt zu haben, seinem Könige zu missfallen, dass er übrigens aus ganzem Herzen versichern könne, er werde in Zukunft, wie bisher, ein treuer Diener Sr. Maj. verharren und Ihr unterwürfig bleiben in allem, was den Grundsätzen der kathol. Religion nicht zuwiderläuft, welchen er unabänderlich bis zu seinem letzten Athemzuge treu zu bleiben gedenke. 1839

In Bezug auf 2): dass seine Hirtenbriefe an den Clerus nur die reinen Grundsätze der kathol. Kirche enthielten, und er sie daher nicht widerrufen könne, ohne sich eines schweren Verbrechens gegen Gott und die Kirche schuldig zu machen, ja aufzuhören ein Katholik zu seyn; dass andererseits die Landesgesetze und das Wort des Königs ihm und seiner Heerde die freie Ausübung ihrer Religion in ihrem ganzen Umfange verbürgten; dass, da mehrere Geistliche die kathol. Lehre hinsichtlich der gemischten Ehen vergessen zu haben schienen, und zugleich die weltlichen Behörden die unbedingte Einsegnung derselben verlangten, er sich in der Nothwendigkeit gesehen habe, dem Clerus die Grundsätze der kathol. Kirche in Erinnerung zu bringen, sie aufzufordern, sie zu befolgen, und die Brautleute gemischter Konfession hiervon zu verständigen; dass durch die Weigerung, diesen Grundsätzen beizutreten, der kathol. Theil sich eo ipso von der kathol. Kirche trenne, und demnach die Verkündigung des Ehebündnisses nicht gestattet, sondern nur ein Zeugniss ertheilt werden kann, um zu bestätigen, dass die Einsegnung nach kathol. Ritus nicht Statt finde, weil die Parteien sich nicht der kathol. Lehre haben fügen wollen.

Zu 3): dass ihm nichts von den Missbräuchen bekannt sey, deren sich der Clerus nach Verkündigung seiner Hirtenbriefe solle schuldig gemacht haben, und dass er daher nicht im Stande sey, ihn hierüber zu rügen oder zu bestrafen; dass aber nichtsdestoweniger, falls S. Majestät geruhen wollten, die allerhöchsten Ortes von ihm wiederholt gemachten Erklärungen zu berücksichtigen, er sich erbiete (unter Berufung auf das in den Besprechungen vom 6. Mai gegebene Versprechen), an den kathol. Clerus einen Hirtenbrief zu erlassen, der nach dem Muster des an das Gnesener Ka-

1839 bile fedeltà, ed una illimitata obbedienza verso il Trono nelle materie d'ordine civile.

Espose finalmente riguardo al 4º capo, CHE la condotta del suo Vicario Brodziszewski era stata unicamente animata dallo zelo per l'intatto mantenimento della dottrina Cattolica; CHE questa condotta corrispondeva perfettamente alla dottrina medesima, nè riguardava in alcun modo gli affari temporali; CHE il Brodziszewski dal 19 Marzo al 20 Aprile era già stato in rigoroso arresto nella sua abitazione a Gnesna senza sentenza e senza giudizio; CHE trattenevasi allora presso di lui nella residenza Arcivescovile circondata fin dal 23 Aprile da Giandarmi ed impiegati di Polizia. Conchiuse supplicando rispettosamente Sua Maestà di avere un benigno riguardo in favore del summentovato Ecclesiastico.

Non contento Monsig. Dunin di essersi così espresso nella sua comunicazione al Presidente Frankenberg, amò di rassegnare direttamente i medesimi sentimenti a S. M. Prussiana con lettera direttale giorno 30 Maggio. Quivi aggiunse, CHE s'egli potesse divenire spergiuro verso la sua Religione, non potrebbe essere suddito fedele del suo Sovrano: CHE la Religione Cattolica ordina a chi la professa la più severa obbedienza verso i Monarchi nelle cose temporali: CHE peraltro in affari di Religione aveva Gesù Cristo stabilito non i Re, ma i Vescovi, e soprattuto il Capo della Chiesa nella persona del Romano Pontefice, alla di cui voce negli affari anzidetti è tenuto assolutamente di obbedire ogni Cattolico, mentre nol facendo cesserebbe per ciò stesso di esser Cattolico: CHE la sua fedeltà verso il Trono era così salda come verso la sua Santa Religione: CHE la fedeltà sua tanto sarebbe durevole verso S. M. quanto verso la sua Religione: CHE la sollevazione degli animi in quelle Provincie non era opera sua, ma doveva attribuirsene la causa alle misure delle Autorità temporali: CHE si lusingava in somma di conoscere la soddisfazione Sovrana per le ultime sue dichiarazioni, al qual effetto ne umiliava al Prono le più efficaci preghiere (*Docum. Nº. XXI*).

Sifatte decisive risposte non poterono non convincere il Governo Prussiano, che ogni ulteriore tentativo

pitel unterm 21. April gerichteten Schreibens, den Clerus auffordern würde, dem Volke fortwährend unverbrüchliche Treue und unbegränzten Gehorsam gegen den Thron in weltlichen Dingen einzuprägen. 1839

Endlich zu 4): dass das Benehmen seines Vicars Brodziszewski einzig von dem Eifer für die unverletzte Aufrechterhaltung der kathol. Lehre geleitet worden sey; dass diess Benehmen vollkommen mit dieser Lehre in Einklang stehe, und in keiner Weise zeitliche Dinge betreffe; dass Brodziszewski vom 19. März bis 20. April ohne Urtheil und Gericht in seiner Wohnung zu Gnesen in strenger Haft gehalten worden sey, und sich seit dem 23. April bei ihm in der erzbischöflichen Residenz befinde, von Gensdarmen und Polizeibeamten umgeben. Er schloss mit der ehrfurchtsvollen Bitte, Se. Majestät wollen zu Gunsten des erwähnten Priesters gnädige Rücksicht nehmen.

Nicht zufrieden, sich in seiner Erklärung an den Präsidenten Frankenberg also ausgedrückt zu haben, wollte Hr. v. Dunin den Ausdruck derselben Gesinnungen in einem Schreiben vom 30. Mai unmittelbar an Se. Maj. gelangen lassen; er fügte hier bei, dass, wenn er zum Verräther an seiner Religion werden würde, er auch kein treuer Unterthan seines Königs seyn könnte; dass die kathol. Religion denen, die sich zu ihr bekennen, in zeitlichen Dingen den strengsten Gehorsam gegen die Monarchen auferlege; dass aber in Religionsfragen Jesus Christus nicht die Könige, sondern die Bischöfe und vor Allem das Oberhaupt der Kirche in der Person des römischen Papstes eingesetzt habe, dessen Stimme in genannten Dingen jeder Katholik unbedingt zu gehorchen gehalten sey; dass seine Treue gegen den Thron so fest sey, wie gegen seine heil. Religion; dass die Aufregung der Gemüther in jenen Provinzen nicht sein Werk sey, sondern den Maassregeln der weltlichen Behörden zugeschrieben werden müsse; dass er sich schmeichle, die allerhöchste Zufriedenheit mit seinen letzten Erklärungen zu vernehmen, und zu diesem Ende dem Throne seine wärmsten Bitten unterlege. (Dokument Nro. XXI.).

Diese bestimmten Entgegnungen mussten die preussische Regierung überzeugen, dass jeder weitere Schritt bei jenem Prälaten völlig fruchtlos seyn würde. Es erschien demnach am 25. Juni ein von dem Freiherrn

1839 presso quel Prelato sarebbe affatto infruttuoso. Comparve pertanto in data 25 Giugno un Editto sottoscritto dal Sig. Barone di Altenstein, col quale non solo rappresentaronsi come illegali e perturbatrici dell' ordine pubblico le ordinanze ed istruzioni date dal Prelato, ma furono altresì dichiarate del tutto invalide e come non avvenute. Fu inoltre con minaccia di severe pene proibito al Clero di mettere in pratica, o anche pubblicare gli Atti dell' Arcivescovo; si richiamò l' osservanza di quanto prescrivono le leggi Prussiane pel caso, in cui un Parroco, attesa la mancanza della dispensa ecclesiastica, avesse difficoltà di benedire un Matrimonio misto permesso dallo Stato; ed in ultimo si promise il potente sostegno del' Governo a chiunque del Clero venisse in qualche modo molestato dall' Arcivescovo per la trasgressione delle sue istruzioni (*Doc. N°. XXII.*).

Nello stesso giorno 25 Giugno i tre Ministri di Altenstein, Rochow, e Werther diressero a Monsig. Dunin un dispaccio, ove gli annunziarono che Sua Maestà non avea trovato *conveniente la dichiarazione da lui emessa il* 30 *Maggio*, stantechè, a fronte di tutte le assicurazioni di sommissione e divozione, *egli persisteva nel mantenimento della novità introdotta senza la Regia approvazione, e con trasgressione delle prescrizioni del Codice Generale riguardo ai Matrimonii misti: e colla erronea idea, che si era formato de' suoi rapporti verso il Governo, aveva reso vane le intenzioni del Padre della Patria ispirate da sovrana clemenza*; e che perciò era piaciuto alla Maestà Sua di ordinare contro di lui *l'apertura di una criminale inquisizione* (*Doc. N°. XXIII.*).

Monsignor Arcivescovo non esitò a rispondere ai tre Ministri, come esigeva il suo dovere. Nel relativo suo indirizzo in data del 9 Luglio protestò, CHE per soggiacere ad una inquisizione su quanto aveva creduto di fare circa i Matrimonii misti, non poteva egli riconoscere qual suo foro competente un Tribunale laico, nè renderne conto al medesimo; CHE trattavasi di una cosa di religione e di coscienza, dell' amministrazione cioè del Sagramento del Matrimonio a norma della invariabile dottrina Cattolica; CHE in questa materia era

von Altenstein unterzeichnetes Edikt, in welchem nicht 1839
nur die Erlasse und Instruktionen des Prälaten als ungesetzlich und die öffentliche Ordnung störend bezeichnet, sondern als völlig ungültig und nicht bestehend erklärt wurden. Ueberdiess wurde unter Androhung strenger Strafen dem Clerus verboten, die Erlasse des Erzbischofs in Ausübung zu bringen oder auch nur bekannt zu machen; dafür wurde die Beobachtung der preussischen Gesetze für den Fall, dass der Pfarrer, wegen Mangel der geistlichen Dispens, Schwierigkeiten machen sollte, eine vom Staate gestattete gemischte Ehe einzusegnen, anbefohlen; endlich wurde den etwa von dem Erzbischofe wegen Uebertretung seiner Weisungen, irgend belästigten Geistlichen der mächtige Schutz der Regierung zugesagt. (Dokum. Nro. XXII.).

Am selben Tage, 25. Juni, richteten die drei Minister von Altenstein, Rochow und Werther an Hrn. v. Dunin einen Erlass, in welchem sie ihm ankündigten, Se. Maj. habe die von ihm unterm 30. Mai gegebene Erklärung nicht für statthaft erachtet, weil er, ohngeachtet aller Versicherungen von Ehrfurcht und Unterwürfigkeit, auf der ohne königliche Billigung und mit Uebertretung der Vorschriften des allgemeinen Landrechts über gemischte Ehen eingeführten Neuerung verharre; er auch durch die irrige Vorstellung, welche er sich von seinem Verhältnisse zur Regierung mache, die dem Landesvater von Sr. allerhöchsten Gnade eingegebenen Absichten vereitelt habe; wesshalb von Sr. Maj. die Eröffnung einer Kriminal-Untersuchung gegen ihn angeordnet worden sey. (Dokum. Nro. XXIII.).

Der Herr Erzbischof zögerte nicht, den drei Ministern zu antworten, wie es seine Pflicht erheischte. In seinem Schreiben vom 9. Juli erklärte er, dass, um zu einer Untersuchung hinsichtlich dessen, was er hinsichtlich der gemischten Ehen gethan habe, gezogen zu werden, er ein weltliches Gericht nicht als competent anerkennen, noch demselben Rede stehen könne; dass es sich um eine Religions- und Gewissensfrage, um die Ertheilung des Sakraments der Ehe nach der unveränderlichen Lehre der Kirche handle; dass er in

1839 solo responsabile a Dio, ed a tutta la Chiesa rappresentata dal suo Capo Visibile il Romano Pontefice, e non ad un Giudice Secolare; CHE lo stesso Codice Generale non prescrive ciò che abbiano a fare su tal proposito i Cattolici ed i loro Sacerdoti: prescrive bensì che i Sacerdoti Cattolici in affare di fede e di disciplina ecclesiastica debbano render conto ai Tribunali Ecclesiastici; CHE si è solennemente assicurato ai Cattolici l'esercizio della loro Religione in tutta l'estensione, in cui lo godettero i| loro padri; CHE per ciò stesso si è dal Governo riconosciuta la Gerarchica inviolabile Costituzione della Cattolica Chiesa; CHE la Bolla „*De salute animarum*" ha sanzionato agli Arcivescovi e Vescovi tutti i loro diritti; onori, prerogative, e franchigie; CHE pel Clero di second' ordine esistono stabiliti i Tribunali Vescovili; e CHE pei Vescovi ed Arcivescovi non può stabilirsi un Tribunale dal poter secolare, ma soltanto dalla Sede Apostolica (*Doc. N°. XXIV.*).

Quando così scriveva Monsignor Arcivescovo, il Sig. Frankenberg gli avea il 7 Luglio formalmente intimato, che *in conformità degli ordini Sovrani del 12 Aprile e 21 Giugno* avrebbe luogo l' apertura del Processo *contro la illegale di lui condotta nell' affare dei Matrimonii misti*, indicandogli altresì i nomi dei rispettivi Officiali che n' erano stati incaricati, coll' ingiunzione di procedere agli atti necessarii nella stessa sua abitazione (*Doc. N°. XXV.*). Quindi Monsig. Dunin nello stesso giorno 9 Luglio aveagli brevemente risposto nel senso identico in cui si era espresso coi tre Ministri, aggiungendogli che a seconda dei sentimenti già esternati non avrebbe neppur sottoscritto alcun atto, *perchè in affari della Santa Cattolica Religione non riconosceva, nè riconoscerebbe giammai per suo Foro il Reale Supremo Tribunale della Provincia, essendo un tribunale secolare* (*Doc. N°. XXVI.*).

Dopo ciò, in continuazione della sua dichiarazione del 9 Luglio, lo stesso Monsignor Arcivescovo scrisse il dì seguente un' altra lettera agli anzidetti

diesem Punkte nur Gott und der von dem sichtbaren 1839
Oberhaupte, dem römischen Papste — vertretenen Kirche, nicht aber einem weltlichen Richter verantwortlich sey; dass das allgemeine Landrecht nicht einmal vorschreibe, was Katholiken und ihre Geistlichen in diesem Punkte zu thun haben; während es im Gegentheile bestimme, dass die kathol. Geistlichen in Sachen des Glaubens und der kirchlichen Disciplin den geistlichen Gerichten Rechenschaft zu geben haben; dass den Katholiken die Ausübung ihrer Religion in ihrem vollen Umfange, wie ihre Väter sie genossen, feierlich verbürgt sey; dass hierdurch von der Regierung selbst die hierarchische und unverletzliche Verfassung der kathol. Kirche anerkannt wurde; dass die Bulle — De salute animarum — sämmtliche Rechte, Ehren, Prärogativen und Immunitäten der Erzbischöfe und Bischöfe sanktionirt habe; dass für den Clerus zweiten Ranges die bischöflichen Gerichtshöfe bestünden, und dass für die Bischöfe und Erzbischöfe kein Tribunal von der weltlichen Macht, sondern nur von dem heil. Stuhle bestimmt werden könne. (Dokum. Nro. VXIV.).

Als der Herr Erzbischof dies schrieb, hatte ihm Hr. Frankenberg bereits unterm 7. Juli förmlich angezeigt, dass in Gemässheit der allerhöchsten Befehle vom 12. April und 21. Juni die Eröffnung des Prozesses gegen sein ungesetzliches Verfahren in Sachen der gemischten Ehen Statt finden würde; zugleich theilte er ihm die Namen der Gerichtspersonen mit, welche hierzu beauftragt seyen, und demnach zu den nöthigen Amtsverhandlungen in seiner Wohnung schreiten würden. (Dok. Nro. XXV). Hierauf erwiderte Hr. v. Dunin am selben Tage, 9. Juli, kurz in demselben Sinne, in welchem er sich gegen die drei Minister ausgedrückt hatte, und fügte hinzu, dass in Gemässheit der schon geäusserten Gesinnungen, er nicht einmal einen Akt unterzeichnen würde, da er in den Dingen der heil. kathol. Religion das königliche Obertribunal der Provinz, da es ein weltliches Gericht sey, nicht anerkenne, noch jemals anerkennen werde. (Dokum. Nro. XXVI.).

Hierauf, im Verfolge seiner Erklärung vom 9. Juli, schrieb der Herr Erzbischof am folgenden Tage an die drei Minister einen Brief, in welchem er den ihm insbeson-

1839 tre Ministri, nella quale si propose specialmente di vieppiù confutare la proposizione sì spesso obbiettatagli dal Governo „*ch' egli colla lettera Pastorale del 27 Febbrajo avesse introdotto nella sua Diocesi una novità rapporto ai Matrimonii misti*". Premise, che negli atti della Curia Arcivescovile non esisteva la *minima traccia* di quanto pretendeva il Governo medesimo essersi assicurato dai defunti Arcivescovi Gorczensky e Wolicky intorno alla supposta *consuetudine di benedire i Matrimonii misti senza le condizioni*, e confessò ingenuamente di *aver egli preso un abbaglio* nel Certificato che in qualità di Amministratore Capitolare avea rilasciato nel 1830 senza essere sull' oggetto ben informato *). Spedì inoltre con detta sua lettera ai' tre Ministri *diecinove estratti dei Registri Ecclesiastici, avuti per incidenza*, i quali provavano *che siffatti matrimonii nell' Arcivescovato di Gnesna e Posnania non si erano benedetti se non colla promessa della educazione della prole nella Religione Cattolica:* estratti, dei quali, disse Monsig. Dunin, *potrei recare un maggior numero, se io provocassi ad esibirmeli tutti i Parrochi dell' Archidiocesi* **), e d' onde dimostrasi *incontestabilmente, esser affatto senza fondamento la proposizione piantata contro di me „che i matrimonii misti nella mia Archidiocesi erano benedetti senza condizioni*". Quindi ripetè CHE in vista soltanto di togliere *l' abuso di alcuni casi particolari* aveva richiamato alla osservanza il prescritto della disciplina della Chiesa: CHE avea perfino implorato più volte il permesso di poter almeno proporre la questione alla S. Sede; ma CHE gli era stato decisamente negato, ed in vece senza riguardo alle stesse disposizioni del Codice erasi preteso, *doversi benedire i matrimonii misti senza le condizioni*; CHE ciò *involveva la*

---

*) *V. pag.* 19. 20.

**) *In realtà Monsig. Arcivescovo nella lettera posteriormente scritta al Ministro della Giustizia Sig. Mühler il giorno* 11 *Settembre* 1838 *(Documento Num. XXXV.) disse che* il numero degli attestati in discorso si era presso di lui considerabilmente aumentato; *e nella sua dichiarazione pubblicata dalla Gazzetta politica di Monaco il* 1 *Febbrajo* 1839 *espresse, che gli attestati medesimi eransi prodotti innanzi al Governo* „quasi al numero di mille" *V. pag.* 17.

dere von der Regierung so oft gemachten Vorwurf: 1839
dass er durch seinen Hirtenbrief vom 27. Februar in seiner Diöcese eine Neuerung in Betreff der gemischten Ehen eingeführt habe, noch vollständiger zu entkräften suchte. Er schickte voraus, dass sich in den Archiven der erzbischöflichen Curie nicht die mindeste Spur von dem vorfinde, was, wie die Regierung vorgebe, die verstorbenen Erzbischöfe Gorczenski und Wolicki hinsichtlich der sogenannten Praxis der unbedingten Einsegnung gemischter Ehen ausgesagt haben sollen, und gestand freimüthig, bei dem Zeugnisse, welches er als Kapitularverweser im Jahre 1830, ohne von der Sache besser unterrichtet zu seyn, ausstellte, einen Missgriff begangen zu haben *). Ueberdies sandte er den drei Ministern mit besagtem Schreiben neunzehn Auszüge aus den Kirchenregistern, die er eben zufällig hatte, und welche bewiesen, dass solche Ehen in dem Erzbisthum von Gnesen und Posen nicht eingesegnet wurden, ausser nach vorausgegangenem Versprechen der katholischen Kindererziehung; von diesen Auszügen, fügte Hr. v. Dunin hinzu, könnte ich eine grössere Anzahl beibringen, wenn ich sämmtliche Pfarrer des Erzbisthums aufforderte, solche auszuheben **), und aus welchen unbestreitbar hervorginge, wie sehr die gegen mich erhobene Anklage — dass die gemischten Ehen in meiner Diöcese ohne Bedingung eingesegnet worden seyen — unbegründet ist. Er wiederholte abermals: dass nur um Missbräuchen in einzelnen Fällen vorzubeugen, er die Beobachtung der Kirchendisciplin in Erinnerung gebracht; dass er endlich mehrere Male die Erlaubniss, die Sache wenigstens an den heil. Stuhl

*) Siehe Oesterr. Beob. S. 601.

**) Wirklich sagt der Hr. Erzbischof in seinem Schreiben an den Justizminister Hrn. Mühler vom 11. September 1838 (Dokum. Nro. XXXV.), dass die Zahl der in Rede stehenden Zeugnisse sich bei ihm beträchtlich vermehrt habe; und in seiner durch die Münchener politische Zeitung vom 1. Februar 1839 bekannt gemachten Erklärung äusserte er, dass der Regierung nahe an tausend solche Zeugnisse vorgelegt worden seyen. Vergl. Oesterr. Beob. S. 601.

1839 *richiesta di rinegare l' antica dottrina Cattolica, e ritrattare l'obbedienza giurata in cose di religione alla S. Sede;* CHE ad una richiesta di tal fatta non aveva potuto assolutamente prestarsi, e CHE il suo rifiuto non poteva prendersi in cattiva parte da uno Stato, *il quale proclamava di nuovo ai sudditi Cattolici di voler efficacemente proteggerne la Religione, come i loro Padri la praticarono* (*Doc. N°. XXVII.*).

Di sì disgustoso stato di cose giustamente dolente il Clero Cattolico di Gnesna e Posnania, e forte insieme sulla libertà del Culto Cattolico solennemente garantita da Sua Maestà Prussiana, non potè dispensarsi dal prender parte alla causa dell'Arcivescovo in difesa della sana dottrina e disciplina della Chiesa. Il Decanato di Kozmin nel giorno 15 Luglio, quello di Posnania il 21 di detto mese, dieci Decanati di Gnesna, e l' altro di Krotoschin nell' Archidiocesi di Posnania il 3 Agosto, e il Decanato infine d'Inowraclaw il 14 dello stesso mese, diressero tutti alle rispettive Civili Autorità le più energiche proteste, dichiarando di voler conservare l'unità della fede Cattolica; di voler nelle cose spirituali ed ecclesiastiche ascoltare soltanto la voce del loro Pastore in armonia colla voce del Capo Visibile della Chiesa il Romano Pontefice; di volere in una parola intorno ai Matrimonii misti scrupolosamente osservare le pastorali istruzioni emanate dal loro Arcivescovo (*Doc. N. XXVIII. XXIX. XXX. XXXI. XXXII.*).

Inoltre i suddetti dieci Decanati di Gnesna, nel giorno 23 Luglio scrissero in nome di tutto il Clero una lettera all' Arcivescovo, per assicurarlo dell' unanime ed intera loro adesione alle di lui massime e prescrizioni sul proposito (*Doc. N°. XXXIII.*).

Frattanto il Prelato avendo rinnovato anche in voce le sue proteste contro l' incompetenza del Foro, e

zu bringen, nachgesucht habe; dass ihm aber dies auf 1839
das Bestimmteste verweigert, und im Gegentheile, ohne selbst die Anordnungen des Landrechts zu beachten, die unbedingte Einsegnung gemischter Ehen verlangt worden sey; dass dies aber einer Verläugnung der alten kathol. Doctrin und einer Verweigerung des in religiösen Fragen dem heil. Stuhle gelobten Gehorsams gleichkomme; dass er sich einem solchen Verlangen durchaus nicht habe fügen können; und dass seine Weigerung nicht übelgenommen werden könne von einer Regierung, welche neuerdings den kathol. Unterthanen versprochen hat, ihre Religion, so wie ihre Väter sie ausgeübt, zu schützen. (Dok. Nro. XXVII.).

Der kathol. Clerus von Gnesen und Posen, mit Recht trauernd über eine so widerwärtige Lage der Dinge, und zugleich gestützt auf die von Sr. Majestät dem Könige dem kathol. Clerus verbürgte Freiheit, konnte sich nicht erwehren, an der Sache des die heil. Doctrin und Disciplin der Kirche vertretenden Erzbischofs Theil zu nehmen. Es richteten das Decanat von Kozmin am 15. Juli, jenes von Posen am 21. desselben Monats, zehn Decanate von Gnesen, und das andere von Krotoschin in der Erzdiöcese Posen am 3. August, endlich das Decanat von Inowraclaw am 14. desselben Monats, an die betreffenden weltlichen Behörden die kräftigsten Vorstellungen und die Erklärung, dass sie die Einheit des kathol. Glaubens bewähren, in geistlichen und kirchlichen Dingen nur die Stimme ihres Oberhirten, im Einklange mit der des Oberhauptes der Kirche, des römischen Papstes, Gehör geben, mit einem Worte, hinsichtlich der gemischten Ehen gewissenhaft die Pastoralweisungen ihres Erzbischofs befolgen wollten. (Dok. Nro. XXVIII, XXIX, XXX, XXXI, XXXII.).

Ueberdies schrieben die zehn Dekane von Gnesen am 23. Juli, im Namen des gesammten Clerus, einen Brief an den Erzbischof, um ihn ihres völligen und einstimmigen Beitritts zu den von ihm über den Gegenstand ausgesprochenen Grundsätzen und erlassenen Vorschriften zu versichern. (Dok. Nro. XXXIII.).

Inzwischen erhielt der Prälat, welcher auch mündlich seine Protestation gegen die Kompetenz des Ge-

1839 non avendo voluto nè udire, nè leggere, nè sottoscrivere il relativo Protocollo, ricevette dal Sig. Mühler Ministro della Giustizia un dispaccio in data 5 Settembre, col quale gli si notificava, *che non era ammissibile il di lui rifiuto di sottomettersi all'inquisizione, perchè altrimenti ogni incolpato potrebbe in tal guisa sottrarsi al suo Giudice, e che solo alla Corte di Giustizia apparteneva il giudicare sulla competenza, mentre l' incolpato non può certamente deciderne da se stesso* (*Doc. N°. XXXIV*). Nel giorno 11 del detto mese Monsig. Dunin rispose al summentovato Ministro, osservando prima di tutto, che il considerabile aumento dei relativi attestati dimostrava sempre più esser senza fondamento l' asserzione „*ch' egli colla sua lettera Pastorale del 27 Febbraro avesse introdotto una novità*". Dichiarò poi di non poter essere compreso *nella generalità d' ogni incolpato e di non abbisognare di alcuna decisione sulla competenza del Giudice*; mentre restava fermo *fin dai primordii del Cattolicismo, ed era da per tutto pubblicamente riconosciuto, ch' egli nella qualità di Arcivescovo in cose di Religione dipendeva soltanto dai Concilii Generali, e dalla S. Sede Apostolica*, e non era in conseguenza, nè poteva essere *suo giudice un Giudice Secolare, il quale altrimenti sarebbe anche competente a decidere in cose di Religione ed a regolare la fede; ciocchè la Chiesa Cattolica non ha mai ammesso, nè può ammettere* (*Doc. N°. XXXV.*) *) Di questa dichiarazione Monsignor Dunin rimise nello stesso giorno una copia al Superiore Regio Tribunale, protestando ad un tempo che *sarebbe su tal punto irremovibile, come richiedeva il dovere del suo stato* (*Doc. N°. XXXVI*).

Chiunque anche leggermente istruito nel Diritto Ecclesiastico conosce, che a senso dei Canoni la persona di un Vescovo per lo stesso sagro Carattere, di cui è rivestita, è affatto esente dalla giurisdizione di un Tribunale laico.

richtshofes wiederholt hatte, und das sich darauf be- 1839
ziehende Protokoll weder hören, noch lesen, noch unterzeichnen wollte, von dem Herrn Justizminister Mühler eine Zuschrift vom 5. September, in welcher ihm erklärt wurde, dass seine Weigerung sich der Untersuchung zu unterziehen, nicht zulässig sey, weil sonst jeder Inkulpat sich in ähnlicher Weise seinem Richter entziehen könnte, und dass es nur dem Justizgerichte zukomme, über die Kompetenz zu urtheilen, während dem Inkulpaten hierüber gewiss keine Entscheidung zustehe. (Dok. N. XXXIV.) Am 11. desselben Monats antwortete Herr v. Dunin dem gedachten Minister, indem er vorerst bemerkte, dass die beträchtlich vermehrten diessfallsigen Zeugnisse immer mehr bewiesen, wie grundlos die Behauptung sey, dass er mit seinem Hirtenbriefe vom 27. Februar eine Neuerung eingeführt habe. Er erklärte ferner, er könne nicht schlechthin wie jeder andere Inkulpat betrachtet werden, auch habe er keine Entscheidung über die Kompetenz des Richters nöthig, da seit Anbeginn des Katholicismus feststehe, und allenthalben anerkannt sey, dass er in religiösen Dingen, in seiner Eigenschaft als Erzbischof nur von allgemeinen Concilien, und von dem heiligen apostolischen Stuhle abhange und folglich sein Richter kein weltlicher Richter sey, noch seyn könne, indem dieser sonst auch in religiösen Dingen und Glaubenssätzen kompetent seyn würde, was aber die kathol. Kirche nie zugegeben hat und nie zugeben kann. (Dok. Nro. XXXV)*). Von dieser Erklärung übergab Herr v. Dunin am selben Tage dem königl. Obergerichte eine Abschrift, indem er unter Einem versicherte, dass er in diesem Punkte unerschütterlich sey, wie diess die

*) Jeder, der auch nur eine oberflächliche Kenntniss vom Kirchenrechte besitzt, weiss, dass im Sinne der Kanones die Person eines Bischofs, schon wegen des geheiligten Charakters, mit dem sie bekleidet ist, schlechterdings der Gerichtsbarkeit eines weltlichen Tribunals nicht unterworfen seyn kann.

1839

Comecchè il Ministro di Giustizia Sig. Mühler opinasse di non dover alcuna risposta alla lettera dell' Arcivescovo degli 11 Settembre, pure si determinò a riscontrarla il 22 dello stesso mese, esprimendosi di farlo *non già nella sua qualifica officiale, ma solamente per istima verso la di lui persona*, e di essere a ciò maggiormente mosso dal riflesso che nella lettera del Prelato *la verità e l' errore si toccavano così d' appresso, da concedergli senza riserva la più parte de' principii, senza però poter riconoscere le conseguenze che il Prelato stesso ne traeva.* Gli accordò infatti ch' egli *come Cristiano Cattolico in cose di Religione non era soggetto al Giudice Secolare*, e che *il matrimonio secondo i principii della Chiesa Cattolica è senza dubbio un Sagramento. Ma il Sagramento del Matrimonio*, così proseguiva, *riguarda solo la santità e indissolubilità del Vincolo Coniugale, solo i rapporti dei Coniugi fra loro in ordine ai doveri reciprocamente contratti*, esclusi quelli che derivano *dal rapporto dei genitori verso la prole*; sostenendo che questo *non appartiene nè ai principii di Religione, nè ai Sagramenti della Cattolica Chiesa, e non riposa su d' alcuna ecclesiastica istituzione, e perciò non rispetta neppure alla giurisdizione della Chiesa.* Pretese al contrario di persuadere, *CHE nello Stato compete incontrastabilmente all' Autorità Civile l' insistere su i doveri de' genitori intorno alla educazione morale e religiosa della prole; CHE se tuttavia la Chiesa ha creduto bene di emanare su di ciò prescrizioni, queste in tanto solamente hanno valore, in quanto che le leggi dello Stato si riportano ad esse; CHE la Legislazione dello Stato Prussiano rispetta i diritti de' genitori nei loro rapporti verso la prole, ed appunto per assicurarli pienamente non riconosce come obbligatoria alcuna promessa degli Sposi tendente a limitarli, nè soffre che il Parroco l' esiga o anche solo l' accetti.* Conchiuse, dunque, CHE *nelle cose divine* e perciò *anche ne' Sagramenti segue un Vescovo Cattolico gl' insegnamenti della sua Chiesa, e si astengono le leggi dello Stato da ogni prescrizione*, ma

Pflicht seines Standes erheische. (Dok. Nro. XXXVI.). 1839

Obgleich der Justizminister Herr Mühler sich nicht für verpflichtet hielt, den Brief des Herrn Erzbischofs vom 11. September zu beantworten, so entschloss er sich doch, es unter dem 22. desselben Monats zu thun, zwar nicht in seiner officiellen Eigenschaft, sondern nur aus Achtung für seine Person und hauptsächlich durch die Betrachtung hierzu bewogen, dass in dem Briefe des Prälaten Wahrheit und Irrthum sich so nahe berührten, dass, wenn er ihm auch ohne Rückhalt, den grössten Theil der Principien zugebe, er dennoch die von dem Prälaten daraus abgeleiteten Folgerungen nicht anzuerkennen vermöge. Er gab ihm in der That zu, dass als kathol. Christ er in religiösen Fragen dem weltlichen Richter nicht unterworfen sey, und dass die Ehe nach den Grundsätzen der katholischen Kirche ohne Zweifel ein Sakrament sey. Aber das Sakrament der Ehe, fuhr er fort, betrifft bloss die Heiligkeit und Unauflösbarkeit des ehelichen Bandes, nur die Verhältnisse der Ehegatten unter einander in Beziehung auf die wechselseitigen Pflichten, mit Ausschliessung jener, welche aus dem Verhältniss der Aeltern zu den Kindern entspringen, diess behauptete er, gehöre weder zu den Grundsätzen der Religion noch zu den Sakramenten der kathol. Kirche, und beruhe auf keiner kirchlichen Institution, daher es auch die Jurisdiktion der Kirche nicht angehe. Im Gegentheile suchte er zu beweisen, dass im Staate es unstreitig der bürgerlichen Autorität zukomme, über die Pflicht der Aeltern hinsichtlich der moralischen und religiösen Erziehung ihrer Kinder zu wachen; dass, wenn demohngeachtet die Kirche hierüber Vorschriften erlassen habe, sie nur insofern Kraft haben, als die Gesetze des Staates sich darauf berufen; dass die preussische Gesetz-

1839 CHE *nelle cose appartenenti al dominio civile dell' Autorità dello Stato* (fra le quali annoverava *l' educazione religiosa della prole*) *deve il Vescovo regolarsi secondo le leggi territoriali*; CHE in conseguenza, siccome la lettera Pastorale dell' Arcivescovo, contenendo istruzioni riguardo *all' educazione religiosa della prole, esce fuori del campo della Chiesa, s' intromette in quello della Legislazione Civile, ed è soggetta alla censura della Civile Autorità*; così la stessa persona del Prelato *soggiace* su tal punto *alle sanzioni penali, le quali, quando siansi inutilmente adoperati i mezzi degli avvisi ed ammonizioni, si fanno in fine valere o in via disciplinare per mezzo dell' allontanamento dalla propria Diocesi e di assegnamento di un determinato soggiorno, come nel caso dell' Arcivescovo di Colonia, o in via di formale inquisizione e sentenza giudiziaria, come appunto or procedevasi contro di lui.* (*Doc. N°. XXXVII.*).

Poteva ben prevedersi che Monsignor Arcivescovo non avrebbe lasciato senza replica una comunicazione, la quale entrava per la prima volta nel merito della questione, e metteva su di essa in piena luce la vera maniera di vedere del Governo. Quindi nella risposta realmente data il 3 Ottobre ebbe ad esternarne al Sig. Mühler la sua compiacenza, mentre tutte le comunicazioni antecedenti *non contenevano* (com' egli diceva) *se non giudizi di condanna, comandi, e minacce senz' addurre motivi.* Entrando poi in materia co-

gebung die Rechte der Aeltern in Beziehung auf die Kinder achte, und eben um sie vollkommen sicherzustellen, ein Versprechen der Brautleute, welches jene Rechte beschränke, nicht als verbindend anerkenne, noch auch gestatte, dass der Pfarrer diess fordere oder auch nur annehme. Er schloss daraus, dass in göttlichen Dingen, und also auch bei den Sakramenten, der kathol. Bischof die Lehre seiner Kirche befolge, und daher die Staatsgesetze sich jeder Vorschrift hierüber enthalten, dass aber in Dingen, welche in die Sphäre der bürgerlichen Staatsgewalt gehören (unter welcher er die religiöse Erziehung der Kinder rechnete), sich der Bischof nach den Landesgesetzen zu richten habe; dass demnach, so wie der Hirtenbrief des Erzbischofs, indem er Weisungen über die religiöse Erziehung der Kinder enthält, aus dem Gebiete der Kirche heraustritt, in jenes der bürgerlichen Gesetzgebung eingreift und der Rüge der Civilbehörde unterworfen ist, so auch die Person des Prälaten selbst, hierüber den Strafgesetzen unterliege, welche, wenn sie fruchtlos mittelst Erinnerungen und Ermahnungen angewandt worden sind, endlich entweder auf dem Disciplinarwege mittelst Entfernung aus der eigenen Diöcese oder Anweisung eines bestimmten Aufenthaltsortes, wie diess der Fall des Erzbischofs von Köln sey, oder im Wege förmlicher Untersuchung und gerichtlichen Urtheiles, wie diess eben gegen ihn eingeleitet worden, geltend gemacht werden. (Dokum. Nro. XXXVII.). 1839

Es liess sich wohl voraussehen, dass der Erzbischof eine Mittheilung nicht ohne Erwiederung lassen würde, die zum ersten Male auf den eigentlichen Gegenstand der Frage einging und die wahre Ansicht der Regierung hierüber in ein helles Licht setzte. Er gab daher in seiner unterm 3. October ertheilten Antwort dem Herrn Mühler zuvörderst sein Wohlgefallen zu erkennen, da alle frühern Mittheilungen, wie er sich ausdrückte, nichts als Verdammungsurtheile, Befehle und Drohungen, ohne Gründe anzuführen, ent-

1839 minciò dal ringraziarlo ben di cuore *per la leale e giusta confessione, „ch' egli* (l'Arcivescovo) *sull' amministrazione dei Sagramenti, e conseguentemente sull' amministrazione del Matrimonio, abbia diritto incontrastabile di procedere secondo gli Statuti della Chiesa Cattolica, e che lo Stato non abbia nulla da opporre a tali disposizioni"*, rilevando che una tal confessione per parte del Sig. Mühler *pronunziava l' intera* e *piena sua giustificazione.* Posto infatti che l'amministrazione del Sagramento del matrimonio *sia cosa della Chiesa*, come il Ministro confessava, ebbe Monsignor Dunin tutta la ragione di dedurre, CH' egli non poteva essere in alcun modo redarguito dal Governo a motivo della sua lettera Pastorale, giacchè *l' oggetto della medesima era appunto quello di esporre solo le condizioni, sotto cui, a norma delle antichissime ordinazioni della Chiesa Cattolica, può darsi luogo nel caso de' matrimonii misti all' amministrazione del Sagramento;* e CHE perciò con emanarla *non aveva punto oltrepassato i limiti, benchè troppo angusti, dallo stesso Ministro assegnati alla sua giurisdizione.* Quindi dopo aver accennato essere *in facoltà della Chiesa* il sottrarsi all' amministrazione de' Sagramenti, *ove non si soddisfi alle necessarie condizioni*, nè poter essa *esser forzata a compartire* in tal caso *i suoi beni spirituali*, prese a confutare trionfantemente il principio stabilito dal Signor Mühler, dimostrando sull' autorità de' Padri, de' Dottori, de' Concilii, e delle Costituzioni Apostoliche, che *l' educazione della prole nella Religione rivelata è comandamento di Dio, è uno dei fini capitali del matrimonio cristiano, ed uno altresì de' principali incarichi della Chiesa Cattolica, cui non può essere contestato.* Su di che aggiunse, esser egli indifferente riguardo al modo di pensare dello stesso Ministro e dei Protestanti *intorno al matrimonio e suoi effetti*, trattandosi *soltanto di ciò che ritengono in proposito i Cattolici e la Cattolica Chiesa;* si fondò *sulla prassi esistente nel suo Arcivescovato;* appellò non solo ai solenni Atti, onde il Monarca di Prussia *si obbligò a proteggere la Religione Cattolica nella estensione, in cui la esercitarono i Maggiori*, ma anche alla Bolla *„De salute Animarum"*, la quale confermò *agli Arcive-*

hielten. Hierauf in die Sache eingehend, dankte er 1839
ihm vor Allem herzlich für das loyale und billige Geständniss, dass er (der Erzbischof) in Bezug auf die Ausspendung der Sakramente und folglich auch des Sakraments der Ehe, ein unbestreitbares Recht habe, nach den Vorschriften der kathol. Kirche zu verfahren, und dass der Staat gegen solche Anordnungen nichts einzuwenden habe, wobei er bemerkte, dass dieses Geständniss von Seite des Herrn Mühler seine gänzliche und vollkommene Rechtfertigung ausspreche. Denn, angenommen, dass die Ausspendung des Sakraments der Ehe Sache der Kirche ist, wie der Minister eingestand, so hatte Herr v. Dunin allen Grund, daraus den Schluss zu ziehen, dass er von der Regierung wegen seines Hirtenbriefes in keiner Weise getadelt werden könne, indem der Zweck desselben gerade darin bestand, allein die Bedingungen auseinander zu setzen, unter denen in Gemässheit der ältesten Vorschriften der kathol. Kirche bei gemischten Ehen die Ausspendung des Sakramentes Statt finden darf; und dass er folglich bei Erlassung jenes Hirtenbriefes keineswegs die, obgleich viel zu engen Gränzen überschritten habe, welche der Minister selbst seiner Jurisdiktion gesteckt hatte. Nachdem er sodann angeführt, dass es in den Befugnissen der Kirche liege, sich der Ausspendung der Sakramente, wenn den nothwendigen Bedingungen nicht Genüge geleistet wird, zu entziehen und dass sie in einem solchen Falle nicht gezwungen werden kann, ihre geistlichen Segnungen zu spenden, suchte er den Herrn Mühler gegenüber durch die Autorität der Väter, der Doktoren, der Koncilien und der apostolischen Konstitutionen den Beweis zu führen, dass die Erziehung der Kinder in der geoffenbarten Religion ein Gebot Gottes und einer der Hauptzwecke der christlichen Ehe und ausserdem eine der Hauptpflichten der kathol. Kirche ist, welcher sie nicht streitig gemacht werden kann. Ferner fügte er hinzu: es sey ihm gleichgültig, wie der Minister selbst und die Protestanten über die Ehe und ihre Wirkungen dächten, da es sich bloss

1839 *scovi tutt' i loro diritti, prerogative, e franchigie*; protestò di non poter *assolutamente* convenire nell' opinione del Sig. Ministro *„che in caso di collisione debba il diritto Canonico cedere al diretto Civile*; ed in fine coi più validi argomenti respinse *come priva di ogni fondamento, e neppur degna di risposta l' accusa., se mai venisse avvanzata" che la sua lettera Pastorale potesse contenere offese, eccitamenti a disubbidienza, o altre lesioni di diritto contro lo Stato, od anche contro di un terzo"* (*Documento N°. XXXVIII*).

Termina quì la genuina serie dei fatti, che nella gravissima controversia sui Matrimonii Misti hanno avuto luogo fra Monsignor Arcivescovo di Gnesna e Posnania ed il Governo Prussiano, e che sono giunti finora a sicura notizia della Sede Apostolica. Chiunque si faccia ad esaminarli con animo scevro da ogni prevenzione e parzialità, non pure vedrà facilmente che Monsignor Dunin *dal principio sino al fine ha invariabilmente sostenuto la causa da lui sempre qualificata come causa della Cattolica Chiesa* *); ma potrà altresì giudicare, se nel sostenere una tal causa quel Prelato abbia usato fino all' ultimo limite e dei mezzi di conciliazione compatibile co' suoi doveri, e dei riguardi dovuti al Governo ed alla persona di S. M. Prussiana; e se in conseguenza abbia meritato il trattamento, onde lo stesso Governo ha proceduto contro di lui, caratterizzandolo eziandio come *un uomo, il quale ora*

*) *Così egli stesso nella sua Dichiarazione pubblicata nella Gazzetta di Monaco il 1 Febbraro* 1839.

darum handelt, aus welchem Gesichtspunkte 1839
die Katholiken und die kathol. Kirche die Sache betrachten; er stützte sich auf die in seinem Erzbisthum bestehende Praxis; er berief sich nicht bloss auf die feierlichen Akte, worin der preussische Monarch sich verpfichtete, die kathol. Religion in dem Umfange, in dem die Vorfahren sie ausübten, zu beschützen, sondern auch auf die Bulle — De salute animarum — welche den Erzbischöfen und Bischöfen alle ihre Rechte, Prärogativen und Freiheiten bestätigte; er betheuerte, dass er schlechterdings der Meinung des Herrn Ministers nicht beipflichten könne: dass im Kollisionsfalle das kanonische Recht dem bürgerlichen Rechte weichen müsse; und schliesslich widerlegte er, als durchaus grundlos und keiner Erwiederung werth, die Anklage, wenn sie vorgebracht werden sollte: dass sein Hirtenbrief Beleidigungen, Aufregungen zum Ungehorsam oder andern Rechtsverletzungen gegen den Staat oder auch gegen dritte Personen enthalte. (Dokument Nro. XXXVIII.).

Hier endigt die Reihe authentischer Thatsachen, die in dem hochwichtigen Streite über die gemischten Ehen zwischen dem Erzbischof von Gnesen und Posen und der preussischen Regierung Statt gefunden haben, und bis jetzt zur sichern Kunde des heil. Stuhls gelangt sind. Jeder, der sie mit vorurtheilsfreiem und unparteiischem Geiste prüft, wird nicht nur leicht erkennen, dass Herr v. Dunin von Anfang bis zu Ende unwandelbar die Sache, die er selbst als die Sache der kathol. Kirche bezeichnet *), vertheidigt hat, sondern auch urtheilen können, ob dieser Prälat bei Vertheidigung dieser Sache nicht bis zur äussersten Gränze sowohl die mit seinen Pflichten vereinbaren Mittel der Versöhnung angewendet, als auch die der Regierung und der Person Sr. preussischen Majestät schuldigen Rücksichten beobachtet, und ob er demnach die Behandlung verdient hat, welche

*) So der Erzbischof selbst in seiner in der Münchener politischen Zeitung vom 1. Febr. 1839 erschienenen Erklärung.

[illegible] *degna di* [illegible] *).

[illegible] la serie [illegible], non si richiede [illegible] di un [illegible] non prevenuto [illegible] di decidere, se in [illegible] del Potere Civile contro gl' [illegible] della Chiesa Cattolica la [illegible] indifferente. Essa nol fu [illegible] e più risulterà da [illegible] sull' appoggio di originali documenti [illegible] I poichè il Governo [illegible] alla sua *dichiarazione* [illegible] le sue [illegible] a ciò che riguarda [illegible] ha riprodotto [illegible] relativo [illegible] così è d' [illegible] stato delle [illegible] altre circostanze [illegible] resti ad [illegible] condotta [illegible] delle vertenze [illegible] di questa Esposizione.

Con Nota del [illegible] Aprile [illegible] il Signor Cavalier [illegible] al Cardinal Segretario di Stato [illegible] dai [illegible] precedente [illegible] dall' Abb. [illegible] in Bruxelles, [illegible] *contre* [illegible] *Cha-*

---

*) Nella Memoria [illegible] del [illegible]

jene Regierung ihm zufügte, indem sie ihn sogar als 1839
einen Mann bezeichnet, der sich bald bis zur äussersten Gränze eines sträflichen Trotzes verirrt, bald eine verzagte Wankelmüthigkeit zur Schau trägt*).

Nachdem man so die Reihe der Thatsachen kennen gelernt hat, bedarf es nur eines nicht vornweg befangenen und parteiisch gestimmten Sinnes, um darüber entscheiden zu können, ob inmitten so vieler Unternehmungen der Civilgewalt gegen die unverletzlichen Grundsätze und Rechte der katholischen Kirche der heil. Stuhl gleichgültig bleiben konnte. Er war es in der That nicht, wie zum Theil bekannt ist, und wie noch deutlicher aus den als stützenden Belegen beigefügten Originalurkunden erhellen wird. Und da die preussische Regierung in der ihrer Erklärung vom 31. Dezember v. J. beigegebenen Denkschrift ihre Beschwerden gegen den apostolischen Stuhl nicht auf die Vorgänge in Gnesen und Posen beschränkt, sondern nach den Incidentfall mit dem Abt Spinelli in Bezug auf das nicht minder beklagenswerthe Ereigniss von Cöln wieder angeregt hat, so ist es nöthig, auch hierüber den wahren Stand der Dinge darzulegen, auf dass durch die Kenntniss mehrerer andern damit im Zusammenhange stehenden Umstände und Handlungen das weitere Benehmen des heil. Stuhls gegenüber der genannten Regierung in der Angelegenheit, die den leidigen Gegenstand dieser Darstellung bildet, auf einmal gerechtfertigt erscheine.

Mittelst Note vom 7. April 1838 verlangte der Herr Ritter Bunsen vom Kardinal-Staatssekretär bestimmte Aufklärungen über ein Rundschreiben, das, den öffentlichen Blättern zufolge, am 12. März desselben Jahres vom Abt Spinelli, dem damaligen interimistischen päpstlichen Geschäftsträger in Brüssel, an den Clerus des Erzbisthums Cöln gerichtet worden sey, und „des dispositions pontificales relativement au carême et une protestation contre l'administration provisoirement éta-

---

*) In der der preussischen Erklärung vom 31. December 1838 beigefügten Denkschrift.

1839 *pître.* Di tal Circolare il Signor Ministro si mostrò anche più inquieto per la supposta esistenza di un Breve, col quale il detto Spinelli fosse stato dichiarato *Vicario Apostolico* per l'Arcivescovato di Colonia. Fu in questa circostanza che il Signor Cavalier Bunsen si vide nell' impegno di dover finalmente rimettere le due lettere, che sull' elezione già da' quattro mesi seguita del Vicario Capitolare erano state scritte al Santo Padre dallo stesso eletto Signor Hüsgen e dal Capitolo, l' una del 5, l' altra del 19 Decembre 1837 *). E poichè doveva ben presagire, che un sì lungo ritardo avrebbe giustamente richiamato l' attenzione della S. Sede, pretese anzi di farsene un merito *dans la supposition* (scrisse il Sig. Ministro) *qu'une telle manière d'agir, loin de donner au Saint Siège un sujet de plainte ou de doléance, serait au contraire appréciée dans son véritable motif, comme calculée de lui épargner des embarras et de diminuer les complications des circonstances* (*Documento N°. XXXIX.*).

Fu subito risposto il giorno appresso (8. Aprile) dal Cardinal Segretario di Stato, assicurando il Signor Cavaliere, che dai soli pubblici fogli erasi avuto qualche sentore dell' atto attribuito all' Abbate Spinelli, e che gli si era già scritto per averne precisa contezza. Non si omise peraltro di far conoscere nella stessa occasione al Ministro Prussiano ciò che sul proposito era *fatto* della S. Sede, e quel che non poteva ad essa attribuirsi.

Si rilevò infatti, CHE il Sig. Ministro, avendo differito fino al 7 Aprile a rimettere le due succitate lettere del Decano Hüsgen e del Capitolo di Colonia, sapeva benissimo non essersi fino allora officialmente notificata alla S. Sede la seguita elezione del Vicario Capitolare; d'onde doveva ben dedursi che l'Atto dell'

*) *Prescindendo per un istante dal* diritto, *questo solo fatto* (*in materia di sì grave importanza per la S. Sede*) *basterebbe a far conoscere, se la medesima potrebbe esser tranquilla sull' intervento del Governo Prussiano nelle communicazioni fra essa ed i Cattolici di quel Regno.*

blie du chapître" enthalte. Ueber ein solches Rund- 1839
schreiben zeigte der Herr Gesandte sich um so unruhiger wegen der vorausgesetzten Existenz eines Breve, mittelst dessen besagter Spinelli zum apostolischen Vikar statt des Erzbischofs von Cöln erklärt worden sey. Unter diesen Umständen geschah es, dass Herr Ritter Bunsen sich in der Obliegenheit fand, endlich die beiden Briefe zu übergeben, welche auf die schon vor vier Monaten erfolgte Wahl des Kapitularvikars von eben dem dazu erwählten Herrn Hüsgen und vom Kapitel, der eine am 5., der andere am 19. Dezember 1837 an den heiligen Vater geschrieben worden waren *). Und da er ahnen musste, dass eine so lange Verzögerung gerechterweise die Aufmerksamkeit des heil. Stuhls erregt haben werde, gab er sich überdies das Ansehen, als machte er sich ein Verdienst daraus, „dans la supposition (schrieb der Herr Gesandte), qu' une telle manière d'agir, loin de donner au Saint Siège un sujet de plainte ou de doléance, serait au contraire appréciée dans son veritable motif, comme calculée de lui épargner des embarras et de diminuer les complications des circonstances.? (Dokument Nr. XXXIX.).

Gleich am folgenden Tage (8. April) erfolgte die Antwort des Kardinal-Staatssekretärs, die dem Herrn Ritter die Versicherung gab, dass man nur aus den öffentlichen Blättern einige Kunde von der dem Abte Spinelli beigemessenen Handlung habe, und dass bereits an denselben geschrieben sey, um von ihm genauen Bericht darüber zu erhalten. Zugleich unterliess man übrigens nicht, dem preussischen Gesandten das zu wissen zu thun, was von Seite des heil. Stuhls wirklich geschehen sey, und was diesem nicht zugeschrieben werden könne.

Es ergab sich in der That, dass der Herr Gesandte, der die Uebergabe der beiden ebengedachten Briefe vom Dekan Hüsgen und dem Cölner Kapitel bis zum 7. April verschoben hatte, recht gut wusste, dass bis dahin dem heil. Stuhle die erfolgte Wahl des Kapitular-Vikars nicht offiziell angezeigt worden war, woraus sich wohl

*) Um einen Augenblick vom Recht abzusehen, würde schon diese Thatsache allein (in einer für den heil. Stuhl so wichtigen Angelegenheit) hinreichen, zu zeigen, ob derselbe bei der Einmischung (intervento) der preussischen Regierung in die Kommunikationen zwischen ihm (dem heil. Stuhl) und den Katholiken in Preussen ruhig seyn konnte.

1839 Abbate Spinelli, emesso il 12 Marzo intorno alla detta elezione, non poteva essere stato autorizzato dalla S. Sede medesima. Gli venne poi partecipato che dallo stesso Ab. Spinelli erasi riferito, avergli taluno dell' Archidiocesi di Colonia espresso per lettera le gravi agitazioni di coscienza, in cui trovavansi quei Cattolici a motivo della dispensa della Quaresima, ignorando se potessero far uso dei cibi di grasso; CHE in tale stato di cose volendo Sua Santità provvedere al bene spirituale ed alla tranquillità de' fedeli, come esigeva l'Apostolico suo officio, erasi degnata di accordare pel detto Arcivescovato la stessa dispensa conceduta l'anno avanti dall' Arcivescovo in virtù delle facoltà delegategli dalla S. Sede, ed inoltre aveva fatto commettere all' Abbate Spinelli di render noto colla dovuta prudenza e riserva l' indicato provvedimento a chi lo aveva interpellato, o ad altri che si trovassero in somigliante agitazione di spirito; CHE questa risposta a *un dubbio solo di coscienza* era stata inviata per mezzo dell' Abbate Spinelli, perchè la persona agitata erasi prevalsa del medesimo per provocarla; CHE a questo solo si limitava *il fatto* della S. Sede; CHE il S. Padre coll' accennata misura aveva adempito un sacro dovere verso le anime bisognose di Apostolico provvedimento, dacchè *per fatto del Governo Prussiano* mancavano del loro Pastore; e CHE del resto era una mera invenzione quanto si era annunziato dell' esistenza di un Breve, con cui lo Spinelli venisse nominato *Vicario Apostolico dell' Arcivescovato di Colonia* (*Doc. N°. XL.*).

Malgrado una sì franca e precisa risposta, il Signor Bunsen volle con altra sua Nota del 10 Aprile far sentire la necessità che fosse smentito un preteso documento risguardante l'Atto del ridetto Abbate Spinelli, ed indicato nei pubblici giornali sotto il nome del Cardinal Segretario di Stato, osservando che *par son contenu et la rédaction latine* doveva sembrare

schliessen liess, dass jener Akt des Abts Spinelli, der 1839
am 12. März, um die Zeit der fraglichen Wahl, ergangen war, nicht vom heil. Stuhle selbst autorisirt seyn konnte. Dem Hrn. Gesandten ward hierauf eröffnet, wie von demselben Abt Spinelli anher berichtet worden, dass Jemand vom Erzbisthum Cöln ihm brieflich die schweren Gewissensbeunruhigungen geschildert, worin sich die dortigen Katholiken hinsichtlich der Dispens von den vierzigtägigen Fasten befänden, indem sie nicht wüssten, ob sie Fleischspeisen geniessen dürften; dass unter diesen Umständen Se. Heiligkeit, um für das geistliche Wohl und die Gewissensruhe der Gläubigen zu sorgen, wie es Ihr apostolisches Amt erheischte, geruht habe, für besagtes Erzbisthum die nämliche Dispens zu bewilligen, welche im vorausgegangenen Jahre vom Erzbischof kraft der ihm vom heil. Stuhl delegirten Machtvollkommenheiten bewilligt worden war, dass ferner Se. Heiligkeit dem Abt Spinelli habe auftragen lassen, mit gebührender Klugheit und Zurückhaltung erwähnte Bestimmung demjenigen mitzutheilen, der ihn darum befragt, oder Andern, die sich in einer ähnlichen Unruhe des Geistes befänden; dass diese Antwort auf einen blossen Gewissenszweifel durch Vermittlung des Abtes Spinelli ertheilt worden sey, weil die in ihrem Gewissen beunruhigte Person sich eben dieses Mannes bedient hatte, um dieselbe zu veranlassen, dass hierauf einzig und allein sich das von Seite des heil. Stuhls Geschehene beschränke; dass der heil. Vater mit gedachter Maassregel eine heil. Pflicht gegen die einer apostolischen Fürsorge bedürftigen Seelen erfüllt habe, da sie ja in Folge der Handlung der preussischen Regierung ihres Hirten ermangelten, und dass übrigens blosse Erdichtung sey, was man über das Vorhandenseyn eines Breve in die Welt geschrieben, vermöge dessen Spinelli zum apostolischen Vikar des Erzbisthums Cöln ernannt worden sey. (Dokum. Nro. XL.).

Ungeachtet einer so freimüthigen und genauen Antwort wollte Hr. Bunsen durch eine weitere Note vom 10. April die Nothwendigkeit fühlbar machen, dass jenes vorgebliche Dokument in Bezug auf den Akt des mehrbesagten Abtes Spinelli desavouirt (smentito), und dies in den öffentlichen Blättern mit Namensunterschrift des Kardinal-Staatssekretärs bekannt gemacht werde,

1839 al pubblico *plus même qu'un document diplomatique, c'est à dire une disposition Pontificale d'administration* (*Documento N°. XLI*). Replicò il Cardinale in quel giorno medesimo, di non occuparsi per massima di quanto fosse detto o pubblicato dai giornali, riputando ciò al di sotto della sua stessa dignità, e di averne dato delle positive riprove anche al Signor Ministro, cui non erasi mai rivolto per domandare che fossero smentite più pubblicazioni fatte sull' affare di Colonia in molti giornali, ed in quei specialmente che si stampano in Prussia, su cose le quali interessano gravemente la S. Sede (*Documento N°. XLII.*).

Intanto il Sig. Cav. Bunsen, ricambiando le due Note del Cardinal Segretario di Stato in data 25 Decembre 1837, e 2 Gennaro 1838 *) (colle quali erasi formalmente reclamata in nome di Sua Santità la restituzione dell' Arcivescovo di Colonia alla sua Chiesa) annunziò con sua Nota del 24 Aprile, che *le retablissement de l' Archevêque de Cologne dans son Diocèse est et reste impossible dans les conjonctures actuelles, comme les motifs qui ont forcé le Gouvernement à éloigner ce Prélat, subsistent encore dans ce moment, et s'opposent à ce que la mesure soit changée*, e richiamò altresì *l'attention de la Cour de Rome sur la nécessité d'adopter l'impossibilité d'une réintégration de Monseigneur l'Archevêque pour point de depart, lorsqu'Elle voudra s'occuper des mesures, que dans l'état actuel des choses Elle jugerait nécessaires pour le bien de l'Eglise* (*Documento N°. XLIII.*).

Seguita dopo quest' epoca la partenza da Roma del Signor Cavaliere Bunsen, il Signor Baron Buch Incaricato di Prussia rimise nel giorno 28 Aprile al Cardinal Segretario di Stato un rapporto diretto dal Capitolo di Colonia a Sua Santità in data 29 Marzo. Nella sue Nota il Signor Incaricato rilevò in nome del Regio Governo, CHE il Capitolo di Colonia, *observant consciencieusement les lois du pays*, era ricorso alla

*) *Esposizione della S. Sede (Stamperia della Segreteria di Stato) del 4 Marzo 1838 Documenti N. XIX. pag. 109 e N. XXI. pag. 114.*

indem er bemerkte, dass dasselbe „par son contenu et 1839
la rédaction latine dem Publicum plus même qu'un document diplomatique, c'est à dire une disposition Pontificale d'administration" scheinen müsse. (Dok. Nro. XLI.).

Der Kardinal erwiederte an dem nämlichen Tage, dass er sich aus Grundsatz nicht mit dem befasse, was von Zeitungsblättern gesagt oder veröffentlicht werde, indem er dies unter seiner Würde erachte, wovon er auch dem Hrn. Gesandten schon positive Beweise gegeben, als von welchem er nie verlangt habe, dass Artikel, welche in der Cölner Angelegenheit in vielen Journalen, namentlich preussischen Journalen über Dinge erschienen, die den heil. Stuhl schwer interessiren, desavouirt werden möchten. (Dokum. Nro. XLII.).

Mittlerweile kündigte in Antwort auf die beiden Noten des Kardinal-Staatssekretärs vom 25. December 1837 und 2. Januar 1838 (in welchen im Namen Sr. Heiligkeit die Wiedereinsetzung des Erzbischofs von Cöln in seine Kirche förmlich verlangt worden war) Hr. Bunsen mittelst Note vom 24. April an, dass „le retablissement de l'Archevêque de Cologne dans son Diocèse est et reste impossible dans les conjunctures actuelles, comme les motifs, qui ont forcé le Gouvernement, à éloigner ce Prélat subsistent encore dans ce moment, et s'opposent à ce que la mesure soit changée," und wollte überdies richten „l'attention de la Cour de Rome sur la nécessité d'adopter l'impossibilité d'une réintégration de Monseigneur l'Archevêque pour point de départ, lorsqu'Elle voudra s'occuper des mesures que dans l'état actuel des choses Elle jugerait nécessaires pour le bien de l'Eglise. (Dokum. Nro. XLIII.).

Als nach dieser Epoche die Abreise des Hrn. Ritters Bunsen von Rom erfolgt war, übergab Hr. Baron v. Buch als preussischer Geschäftsträger dem Kardinal-Staatssekretär einen Bericht, den das Cölner Domkapitel unterm 29. März an Se. Heiligkeit gerichtet. In seiner Note hob der Hr. Geschäftsträger im Namen der königlichen Regierung hervor, dass das Cölner Kapitel „observant consciencieusement les lois du pays" an die Vermittelung eben dieser Regierung recurrirt habe, um seinen obenbesagten Bericht an den päpstlichen Hof gelangen zu lassen; dass dasselbe Kapitel „ne peut et ne doit accepter une réponse qu'il puisse regarder comme

1839 mediazione dello stesso Governo per far giungere il suddetto suo rapporto alla Corte Pontificia; CHE il medesimo Capitolo *ne peut et ne doit accepter une réponse qu'il puisse regarder comme telle, qu'en tant qu'elle lui aura été transmise par la même voie;* e CHE d'altronde *le Gouvernement est trop intéressé lui-même, par rapport au maintien de l'ordre public dans les Provinces Rhénanes, à la réponse qu'il plaira au Saint Siège de faire à la dite lettre du Chapitre, pour qu'il ne soit de son devoir de veiller attentivement à ce que la voie légale établie pour les communications entre la Cour de Rome et les Diocèses de la Prusse soit strictement suivie* (*Documento N°. XLIV.*).

Nel testè citato rapporto il Capitolo parlava dell' Atto dell' Abbate Spinelli, e si facevano contro di lui le più vive doglianze, specialmente per aver dichiarato, CHE l' elezione fatta del Decano Hüsgen in Vicario Capitolare era contraria alle disposizioni canoniche; CHE non aveva questi alcuna Apostolica Autorità per l'amministrazione della Chiesa di Colonia; CHE non costava in verun modo della suddelegazione delle necessarie facoltà dal canto dell' Arcivescovo; e CHE dovevasi perciò riputar come nullo l'Indulto accordato dal detto Vicario pel tempo quaresimale. Esponevansi quindi dal Capitolo parecchi riflessi, nello scopo di giustificare sì la concessione dell' accennato Indulto sì principalmente l' elezione fatta del Vicario Capitolare (*Docum. N°. XLV.*).

Si è già accennato che questo rapporto del Capitolo Metropolitano, provocato dall' Atto dell' Abbate Spinelli (la cui copia fu dal Signor Baron Buch trasmessa al Cardinal Segretario di Stato con Nota del 29 Aprile, *Documenti N°. XLVI. XLVII.*) non era giunto alla Santa Sede che il 28 del detto mese. Il Santo Padre ebbe la degnazione d'indirizzargli senza indugio il 9 Maggio un Breve epistolare, in cui dopo avere avvertito che le due lettere del 5 e 19 Decembre 1837 risguardanti l' elezione del Vicario Capitolare non erano giunte in sue mani prima del 7 Aprile, e che perciò lo scritto dell' Abbate Spinelli avente la data 12 Marzo non poteva in alcun modo esser emanato dalla Santa Sede nel senso in cui era concepito, dichiarò, CHE *le cose quivi contenute erano state quasi in ogni parte*

telle, qu'en tant qu'elle lui aura eté transmise par la 1839
même voie," und dass andrerseits „le gouvernement est trop interéssé luimême, par rapport au maintien de l'ordre public dans les Provinces Rhénanes, à la réponse qu'il plaira au Sant-Siége de faire à la dite lettre du chapitre, pour qu'il ne soit de son devoir de veiller attentivement à ce que la voie légale établie pour les communications entre la cour de Rome et les diocèses de la Prusse soit strictement suivie." (Dokum. Nro. XLIV.).

In dem eben angeführten Berichte sprach das Kapitel von der Handlung des Abts Spinelli, und man erhob gegen ihn die lebhaftesten Beschwerden, insbesondere weil er erklärt habe, dass die geschehene Wahl des Dechants Hüsgen zum Kapitular-Vikar den kanonischen Bestimmungen entgegen sey; dass derselbe keine apostolische Autorität für die Administration der Cölner Kirche habe; dass auf keine Weise eine Subdelegation der nöthigen Befugnisse von Seite des Erzbischofs vorliege, und dass sonach der von besagtem Vikar für die Fastenzeit bewilligte Indult als null und nichtig zu betrachten sey. Vom Kapitel waren einige Ausführungen zu dem Zwecke beigefügt, sowohl die Bewilligung des erwähnten Indults, als die Wahl des Kapitular-Vikars zu rechtfertigen. (Dokum. Nro. XLV.).

Es wurde schon angedeutet, dass dieser durch den Akt des Abtes Spinelli hervorgerufene Bericht des Metropolitankapitels (wovon der Baron v. Buch dem Kardinal-Staatssekretär mit der Note vom 29. April eine Abschrift übermachte, (Dokum. Nro. XLVI u. XLVII) nicht früher als am 28. besagten Monats an den heil. Stuhl gelangt war. Der heil. Vater geruhte ohne Verzug am 9. Mai an denselben ein Epistolarbreve zu richten, worin er zuerst anzeigte, dass die beiden Briefe vom 5. und 19. December 1837 in Betreff der Wahl des Kapitular-Vikars erst am 7. April in seine Hände gekommen, und folglich die vom 12. März datirte Schrift des Abtes Spinelli mit nichten in dem Sinne, worin sie abgefasst war, vom heil. Stuhl ausgeflossen seyn konnte, und erklärte dann, der Inhalt desselben sey fast durchgängig anders gefasst, als er in seinem päpstlichen Namen dem erwähnten Hrn. Spinelli vorgeschrie-

1839 *enunciate in un modo alieno dalla mente espressa nel Pontificio suo Nome al mentovato Signor Spinelli;* CHE in seguito delle angustie di coscienza ad esso esternate da talun individuo dell' Arcivescovato di Colonia, la Santa Sede aveva inteso di provvedere per di lui mezzo alla tranquillità di quei fedeli, accordando loro per l' imminente Quaresima l' indulto stesso già promulgato nell' anno antecedente dall' Arcivescovo Monsignor Droste; Ma CHE peraltro non erasi mai commesso all' Abb. Spinelli di pronunziare alcun giudizio nè intorno all' amministrazione della Chiesa pria assunta dal Capitolo, nè rapporto alla elezione da lui fatta del Vicario Capitolare: *de quibus*; così il Santo Padre, *ab omni ferenda sententia consulto abstinuimus, quemadmodum etiam nunc exinde adducimur abstinere, quod scire satis apteque scrutari nequeamus singulas facti circumstantias, unde legitima juris pendet definitio.* Fece anzi intendere Sua Santità che, prescindendo affatto da dal questione, ed avendo in vista nella sollecitudine dell' universale suo Apostolato il bene spirituale de' fedeli ed il legittimo esercizio della sacra giurisdizione, aveva fin allora tollerato che il governo dell' Arcivescovato rimanesse nelle mani di colui, che d'altronde vi aveva esercitato l'ufficio di Vicario Generale fino al punto della violenta deportazione dell' Arcivescovo. A toglier poi ogni dubbio, ed a provvedere maggiormente alla tranquillità delle coscienze pel tratto avvenire, aggiunse espressamente di permettere, che il Sacerdote D. Giovanni Hüsgen continuasse ad amministrare l' Arcivescovato di Colonia *come Vicario Generale dell' Arcivescovo Clemente Augusto*, finchè questi non fosse restituito alla sua Chiesa, o non fosse altrimenti disposto dalla Santo Sede: ben inteso però che dovesse conservare l' indicato titolo in tutti e singoli gli atti, e nel caso di far uso delle facoltà quinquennali dovesse esprimere *la suddelegazione dell' Arcivescovo.* E quì non dissimulò il Santo Padre la sua esitanza nel prendere siffatto provvedimento a motivo delle accuse già da più parti innoltrategli sulla forma di amministrazione tenuta fino allora dal suddetto Decano. Il perchè soggiunse, che nel chiamarlo con lettera contemporanea a render conto di tal sua condotta, gl' imponeva *esplicitamente* non pure di far costare la sua piena

ben worden; der heil. Stuhl habe zwar durch diesen 1839
Herrn für die Gewissensruhe der Gläubigen in dem Erzbisthum Cöln Sorge tragen wollen, und ihnen daher für die bevorstehende Fastenzeit den nämlichen Indult, wie im vorhergegangenen Jahre der Hr. Erzbischof Droste bewilligt, aber im Uebrigen sey dem Abt Spinelli nie aufgetragen worden, irgend ein Urtheil weder über die früher vom Kapitel übernommene Administration der Kölner Kirche, noch über die von ihm vorgenommene Wahl des Kapitular-Vikars auszusprechen: „de quibus (so äusserte sich der heil. Vater) ab omni ferenda sententia consulto abstinuimus, quemadmodum etiam nunc exinde adducimur abstinere, quod scire satis apteque scrutari nequeamus singulas facti circumstantias, unde legitima juris pendet definitio." Auch gab Se. Heiligkeit zu verstehen, dass, von einer solchen Frage ganz absehend, und vermöge seines Weltapostolats das geistliche Wohl der Gläubigen und die gesetzliche Ausübung der heil. Jurisdiktion im Auge habend, er es bis jetzt geduldet habe, dass die Leitung des Erzbisthums in den Händen desjenigen verbleibe, der darin früher schon das Amt eines Generalvikars bis zur gewaltsamen Wegführung des Erzbischofs bekleidet. Um dann jeden Zweifel zu heben und desto nachhaltiger für die Ruhe der Gewissen zu sorgen, fügte der heil. Vater ausdrücklich bei, er gestatte, dass der Priester Herr Johann Hüsgen fortfahre das Erzbisthum Cöln „als General-Vikar des Erzbischofs Clemens August" zu administriren, bis dieser in seine Kirche wieder eingesetzt, oder bis anderweitig vom heil. Stuhl verfügt seyn werde, wohl verstanden jedoch, dass er besagten Titel in allen und jeden Akten beizubehalten, und im Falle, dass er von den quinquennalen Amtsbefugnissen Gebrauch mache, die „Subdelegation des Erzbischofs" auszudrücken habe. Und hier verhehlte der heil. Vater, indem er eine solche Vorkehrung traf, nicht seine Bedenklichkeit wegen der Berichte, die schon von mehreren Seiten ihm über die bis dahin vom besagten Dechant eingehaltene Verwaltungsform zugekommen waren. Daher fügte er bei, dass er, indem er ihn in einem gleichzeitigen Briefe zur Rechenschaft über sein Benehmen aufforderte, er ihm zugleich ausdrücklich aufgegeben, nicht nur seine volle Unterwerfung unter das apostolische Urtheil über die Bücher von Hermes kundzugeben, und

1839 sommissione al giudizio Apostolico sui libri di Hermes, e di esigerla da chiunque nell' Arcivescovato fosse addetto all' insegnamento delle sacre facoltà, ma inoltre di non dipartirsi affatto sul punto de' Matrimonii misti dalla norma prescritta nel notissimo Breve di Pio VIII., e nell' annessa Istruzione del Cardinal Albani. Conchiuse infine porgendo salutari avvertenze all' intero Capitolo, d' onde potesse prender norma della condotta, che pel vantaggio della Religione e l' edificazione della Chiesa doveva tenere (*Doc. N°. XLVIII.*).

Infrattanto il Card. Segretario di Stato con Nota del 12 Maggio, in replica a quella del Ministro Prussiano in data 24 Aprile relativa all' Arcivescovo di Colonia, significò, CHE quanto maggiore era la fiducia riposta da Sua Santità nel buon diritto, sul quale si fondavano le rimostranze espresse nelle precedenti Note del 25 Decembre 1837 e 2 Gennaro 1838, tanto più grave n'era stata l'afflizione e la sorpresa nell' apprendere la determinazione adottata dal Sovrano di Prussia di non permettere il ritorno del detto Prelato alla sua Sede; CHE il Santo Padre, lungi dall' ammettere in alcun modo l'accennata determinazione del Governo Prussiano, aveva ordinato di ripetere il formali reclami contro la detenzione dello stesso Monsignor Arcivescovo, e di domandarne di bel nuovo il pronto ritorno alla libera amministrazione della Chiesa affidatagli; CHE siccome la Santità Sua non poteva mai supporre nel regime di un giusto Monarca l'intenzione di tenere a forza un Arcivescovo lontano dalla sua pastorale residenza, e privo di libertà *pel solo motivo di aver eseguito religiosamente i dettami di sua coscienza, e di essersi mostrato fedele al suo ministero;* così doveva nutrire tutta la fiducia, che S. M. Prussiana meglio informata dello stato delle cose sarebbe premurosa di restituire un sì degno Prelato al libero esercizio della sua ecclesiastica giurisdizione, all'amore e venerazione del suo gregge; CHE questa sincera fiducia erasi espressa dal Santo Padre anche al Capitolo di Colonia nel' occasione di rispondere alle lettere del medesimo, e di fargli conoscere le disposizioni Apostoliche riguardo al governo provisorio di quell'Arcivescovato fino alla liberazione di Mongnor Droste. In tal circostanza il Cardinal Segretario di Stato, vedendo che in risposta alla Nota del Signor Baron Buch del

dieselbe von jedem Geistlichen im Erzbisthum zu fordern, sondern überdies im Punkte der gemischten Ehen nicht von der Form abzugehen, wie sie in dem allbekannten Breve Pius VIII. und in der beiliegenden Instruktion des Kardinals Albani vorgeschrieben. (Dokum. Nro. XLVIII.). 1839

Mittlerweile zeigte der Kardinal-Staatssekretär durch eine Note vom 12. Mai als Antwort auf die des preussischen Gesandten vom 24. April in Betreff des Erzbischofs von Cöln an, dass, je grösser das Vertrauen Sr. Heiligkeit auf das gute Recht sey, worauf die in den früheren Noten vom 25. December 1837 und 2. Januar 1838 ausgedrückten Remonstrationen gegründet, mit desto schwererer Betrübniss und desto grösserem Erstaunen habe Dieselbe den von Preussens Souverän gefassten Beschluss vernommen, die Rückkehr des besagten Prälaten in sein Bisthum nicht zu gestatten; dass der heilige Vater, weit entfernt, auf irgend eine Weise den erwähnten Beschluss der preussischen Regierung zuzugeben, vielmehr befohlen habe, die förmlichen Reklamationen gegen die Detention des Herrn Erzbischofs zu wiederholen und dessen schleunige Wiedereinsetzung in die freie Administration der ihm anvertrauten Kirche zu verlangen; dass, sowie Se. Heiligkeit nimmermehr in dem Regiment eines gerechten Monarchen die Absicht voraussetzen könne, einen Erzbischof mit Gewalt von seinem Pastoralsitz entfernt und der Freiheit beraubt zu halten aus dem einzigen Beweggrund, weil er die Vorschriften seines Gewissens genau erfüllt und sich seinem Amte treu bezeigt, so Dieselbe auch alle Zuversicht habe hegen dürfen, dass Se. preussische Majestät, besser unterrichtet vom Stande der Dinge, sich beeilen würde, einen so würdigen Prälaten der freien Ausübung seiner kirchlichen Jurisdiktion, der Liebe und Verehrung seiner Heerde zurückzugeben; und dass diese aufrichtige Zuversicht vom heiligen Vater auch in seiner Antwort auf die Briefe des Cölner Kapitels ausgedrückt worden sey. Unter solchen Umständen übermachte der Kardinal-Staatssekretär, weil eine Antwort auf die Note des Herrn Baron Buch vom 29. April nur den Inhalt des Epistolar-Breve Sr. Heiligkeit an das Kapitel hätte wiederholen

1839 29 Aprile avrebbe dovuto ripetere il contenuto del Breve Epistolare di Sua Santità al Capitolo, gliene rimise una copia; riservandosi in pari tempo di ricambiare l'altra dell'istesso Sig. Incaricato che portava la data del 28 di detto mese (*Documento N°. XLIX.*).

In effetto il 15 Giugno soddisfece il Cardinale a questo suo debito dichiarando nel Pontificio Nome al Sig. Incaricato, CHE la Santità Sua aveva rinvenuto in quella Nota nuovi motivi di sorpresa ed afflizione, attesa la pretensione del suddetto Governo di non ammettere altre comunicazioni tra la Santa Sede ed il Capitolo di Colonia, meno quella per la via del Ministero Prussiano; CHE il Santo Padre ben lontano dall'aderire in modo alcuno a siffatte pretese, e fermo anzi nella difesa della sacra libertà della Chiesa e degl'inviolabili diritti del Pontificio Primato, aveva comandato al Cardinale medesimo di reclamare formalmente contro un principio del tutto riprovevole, con cui vorrebbe impedirsi la libera comunicazione fra il Capo della Chiesa ed i fedeli in ciò che ne concerne lo spirituale governo; CHE perciò in adempimento dell'espresse Pontificie intenzioni si protestava altamente sia contro il principio medesimo, sia contro ogni misura tendente a porlo in effetto; e CHE avendo il Sovrano di Prussia solennemente promesso di mantenere intatta ne' suoi Dominii la Chiesa Cattolica, il Santo Padre era in diritto di attendere, che informata la Maestà Sua di tali reclami rendesse ad essi giustizia col togliere ogni ostacolo alla libera comunicazione in discorso (*Docum. N°. L.*).

In questa stessa Nota, di cui il Signor Baron Buch accusò il 20 Giugno il semplice ricevimento con aggiungere di averla inviata alla sua Corte (*Documento N°. LI.*), il Cardinal Segretario di Stato avea altresì esposto brevemente, come la Chiesa Cattolica per la sua divina Costituzione sia e debba mantenersi sempre *una*, tanto che *una sola* dev'esserne la dottrina, *uno solo* il governo; e come a tal fine Gesù Cristo le abbia dato nella persona di S. Pietro e de'suoi legittimi Successori un Capo Supremo e Visibile che ne fosse il centro, e il di cui Primato, non d'onore solo, ma ben

müssen, Ersterem eine Abschrift davon, wobei er sich zugleich vorbehielt, die andere Note desselben Herrn Botschafters d. d. 28. besagten Monats auszuwechseln. (Dokum. Nro .XLIX.). 1839

Wirklich genügte am 15. Junius der Kardinal dieser seiner Zusage, indem er im päpstlichen Namen dem Herrn Geschäftsträger erklärte, dass der heil. Vater in jener Note neue Gründe des Erstaunens und der Betrübniss vorgefunden habe, in Anbetracht der Prätention besagter Regierung, zwischen dem heil. Stuhl und dem Cölner Kapitel keine weiteren Kommunikationen zu erlauben, es wäre denn durch Vermittlung des preussischen Ministeriums; dass der heil. Vater, weit entfernt, solchen Ansprüchen beizutreten, und gleicherweise fest in der Vertheidigung der geheiligten Freiheit der Kirche und der unverletzlichen Rechte des päpstlichen Primats, demselben Kardinal befohlen habe, förmlich gegen einen ganz verwerflichen Grundsatz zu reklamiren, nach welchem man den freien Verkehr zwischen dem Oberhaupte der Kirche und den Gläubigen in dem, was deren geistliche Leitung angeht, behindern wolle; dass daher, in Erfüllung der ausgedrückten päpstlichen Absichten, laut gegen jenen Grundsatz selbst als gegen jede auf dessen Vollzug abzweckende Maassregel protestirt werde, und dass, nachdem der Souverän von Preussen feierlich versprochen, die katholische Kirche in seinen Staaten unversehrt aufrecht zu halten, der heil. Vater zu der Erwartung berechtigt sey, Se. Majestät werde, von diesen Reklamationen in Kenntniss gesetzt, ihnen Gerechtigkeit widerfahren lassen und jedes Hinderniss des in Frage stehenden freien Verkehrs aufheben. (Dokum. Nro. L.).

In dieser selben Note, deren einfachen Empfang der Herr Baron Buch unterm 20. Junius mit dem Beisatz anzeigte, dass er sie seinem Hofe zugefertigt habe (Dokum. Nr. LI.), hatte der Kardinal-Staatssekretär gleichfalls kurz auseinandergesetzt, wie die katholische Kirche durch ihre göttliche Verfassung allzeit eine sey und bleiben müsse, und auch deren Lehre eine einzige, deren Regierung eine einzige, und wie zu diesem Ende Jesus Christus ihr in der Person des heil. Peters und seiner rechtmässigen Nachfolger ein oberstes und sichtbares Haupt gegeben habe, auf dass

1839 anche di giurisdizione, si estendesse alla libertà e dell' insegnamento e del regime di tutti i fedeli.

Ciò posto, doveva ben intendersi che non esiste, nè può esistere in alcun luogo *un uso fondato* (come dice la *dichiarazione* Prussiana del 31 Decembre 1838) *sul diritto Majestatico*, in forza del quale spetti al Governo secolare il decidere, se debba o no permettersi l'esecuzione di un atto della Santa Sede in cose di Religione, e l'intervenire nelle comunicazioni di essa coi Cattolici in materie spirituali ed ecclesiastiche. Che se fosse altrimenti, l'esercizio del Cattolicismo non sarebbe mai libero, (quale altronde è stato garantito anche dal Governo di Prussia); attesochè potrebbe essere regolato e ristretto a piacere e talento della Civil Potestà. Sarebbe anzi distrutta *l'Unità* Cattolica; poichè una verità dommatica, solennemente definita dalla Chiesa, potrebbe non essere professata in qualche Stato, ove il Governo ricusasse di dare il suo *placet*: ed in simil guisa un errore, formalmente condannato, potrebbe continuarsi ad insegnare e sostenere in qualche Stato, in cui il Governo avesse voluto impedire la pubblicazione del relativo atto di condanna, come appunto si permette di fare quello di Prussia rapporto al giudizio Apostolico sui libri di Hermes: giudizio che sarà sempre obbligatorio per tutt' i Cattolici di qualunque Regno.

Ma lo spirito che in ciò guida il detto Governo, quello spirito che ha eccitato e diretto tanti suoi atti in danno della Religione Cattolica, quello che gli ha fatto proclamare nella succitata sua *dichiarazione* il preteso *uso fondato sui diritti Majestatici* in ordine alla comunicazione del Capo della Chiesa coi fedeli; quello stesso aveva regolato due *Istruzioni*, indirizzate nello scorso Aprile a tutti i Consigli della Provincia di Posnania. Della prima in data del 21 sottoscritta dal Signor Strödel, e riguardante la punizione degli Ecclesiastici, che avessero pubblicato al popolo la nota Circolare di Monsignor Dunin, si è già parlato nello sviluppo dei fatti fra questo Prelato ed il Governo Prussiano; e quì non torna a farsene menzione, se non

es der Kirche Centrum sey, und sein Primat, nicht 1839
allein der Ehre, sondern auch der Jurisdiktion, sich frei auf den Unterricht und das Regiment aller Gläubigen erstrecke.

Unter dieser Voraussetzung verstand es sich wohl von selbst, dass nirgend und an keinem Orte eine (wie die preussische Erklärung vom 31. December 1838 sagt) „auf das Majestätsrecht gegründete Einrichtung" weder besteht noch bestehen kann, kraft deren der weltlichen Regierung die Befugniss zukommt, zu entscheiden, ob die Vollziehung eines Akts des heil. Stuhls in Religionssachen gestattet werden dürfe oder nicht, und in die Kommunikationen desselben mit den Katholiken in geistlichen und kirchlichen Materien störend einzugreifen. Verhielte es sich anders, so würde die Ausübung des Katholicismus niemals frei seyn (und als solche ist sie doch auch von der preussischen Regierung garantirt worden), indem sie ja nach Lust und Belieben der Civilgewalt geregelt und gehemmt werden könnte. Auch die kathol. Einheit würde zerstört seyn, denn eine dogmatische Wahrheit, feierlich definirt von der Kirche, könnte in diesem oder jenem Staate, wo die Regierung ihr Placet verweigerte, nicht bekannt werden, und auf gleiche Weise könnte ein von der Kirche förmlich verdammter Irrthum in diesem oder jenem Staate, wo es der Regierung gefallen hätte, die Veröffentlichung des bezüglichen Verdammungsaktes zu verhindern, nach wie vor gelehrt und behauptet werden, wie solches zu thun in der That von Preussen in Hinsicht auf das apostolische Urtheil über die Bücher des Hermes gestattet wird — ein Urtheil, das für alle Katholiken jedweden Reichs immer verbindende Kraft haben wird.

Aber der Geist, der hierin die preussische Regierung lenkt, jener Geist, der so viele Handlungen derselben zum Schaden der kathol. Religion hervorgerufen und geleitet hat; jener Geist, der dieselbe in ihrer oben gedachten Erklärung die vorgebliche „auf das Majestätsrecht gegründete Einrichtung" in Bezug auf den Verkehr des Kirchenoberhaupts mit den Gläubigen hat verkündigen lassen — eben dieser Geist hatte zwei Instruktionen entworfen, die im verlaufenen April an alle Behörden der Provinz Posen gerichtet wurden. Vor der ersten, vom 21. April datirten, von Herrn Strödel unterzeichneten Instruktion, betreffend die Be-

1839 per la sua relazione alla condotta della S. Sede rispetto al medesimo Governo in quelle vertenze. L'altra del giorno 27, firmata dal Signor Flottwell, non solo mandava ad effetto il riprovevole principio (enunciato contemporaneamente in Roma dal Sig. Baron Buch nella Nota rimessa al Cardinal Segretario di Stato il 28 del suddetto mese) di voler cioè impedire nelle cose spirituali ed ecclesiastiche la libertà della comunicazione del Capo della Chiesa col Clero e gli altri fedeli che ne sono le membra; ma prescriveva altresì le più ostili misure, affinchè l'osservanza del principio suddetto venisse immancabilmente introdotta ed assicurata mediante l'arresto e la punizione dei trasgressori (*Documento N°. LII.*).

Appena dai pubblici fogli si conobbe l'esistenza delle due riferite *Istruzioni*, il S. Padre prima di prestarvi piena fede, e di prendere all'uopo le convenienti risoluzioni, commise al Cardinal Segretario di Stato di scrivere una Nota al Signor Incaricato di Prussia nello scopo *di sapere esplicitamente se gl'indicati documenti nello stesso tenore delle copie che gli si accludevano, o almeno nella loro sostanza, provenissero dalle Autorità Prussiane* (*Docum. N°. LIII.*).

A questa Nota spedita in data del 2 Luglio il Sig. Baron Buch rispose prontamente nello stesso giorno *), che *n'ayant reçu aucune communication ni officielle ni privée de ces documens*, era assai dispiacente *de ne pouvoir donner à Son Eminence le renseignement qu'Elle réclame* (*Documento N°. LIV.*). Fu bensì in tale incontro che lo stesso Incaricato fece officiale comunicazione, e trasmise al Cardinale Segretario di Stato una copia dell'Ordine di Gabinetto del 9 Aprile, *provoqué*, com'egli disse, *par les démarches illicites de Monsieur l'Abbé Spinelli* (*Documento*

*) *Vale a dire*, due mesi e più *dopo la seguita pubblicazione degli atti in discorso.*

strafung der Geistlichen, die dem Volke die Cirkular- 1839
note des Herrn Dunin publicirt haben würden, war schon oben in der Entwicklung der Thatsachen zwischen diesem Prälaten und der preussischen Regierung die Rede, und hier geschieht derselben nur wegen ihrer Beziehung zum Verfahren des heil. Stuhls gegenüber der preussischen Regierung in diesen Streithändeln nochmals Erwähnung. Die andere Instruktion vom 27. April, von Herrn Flottwell unterzeichnet, setzte nicht nur in Vollzug, den verwerflichen Grundsatz (der gleichzeitig in Rom von Herrn Baron Buch in der dem Kardinal-Staatssekretär am 28. obigen Monats übergebenen Note ausgesprochen worden), nämlich den, in geistlichen und kirchlichen Dingen die Freiheit der Kommunikation des Kirchenoberhaupts mit dem Clerus und den übrigen zur Kirche gehörigen Gläubigen verhindern zu wollen, sondern schrieb auch die feindseligsten Maasregeln vor, damit die Beobachtung obigen Grundsatzes durch Verhaftung und Bestrafung der Uebertreter unfehlbar gesichert werde. (Dokum. Nro. LII.).

Kaum kannte man nach den öffentlichen Blättern das Daseyn der beiden bezüglichen Instruktionen, so trug der heil. Vater, bevor er ihnen vollen Glauben schenkte und im Nothfalle die sachgemässen Resolutionen fasste, dem Kardinal-Staatssekretär auf, eine Note an den preussischen Herrn Geschäftsträger zu schreiben zu dem Zwecke, „deutlich zu erfahren, ob die gedachten Dokumente mit den beigeschlossenen Abschriften gleichlautend, oder mindestens im wesentlichen Inhalte mit ihnen übereinstimmend, von den preussischen Behörden herrührten." (Dokument Nr. LIII.) Auf diese Note d. d. 2. Julius antwortete der Herr Baron Buch gleich am nämlichen Tage *), dass, n'ayant reçu aucune communication ni officielle ni privée de ces documens, es ihm sehr unangenehm sey, de ne pouvoir donner à son Eminence le renseigment qu' Elle reclame. (Dokum. Nr. LIV.). Wohl aber theilte bei dem nämlichen Anlass derselbe Herr Geschäftsträger dem Kar-

*) D. h. zwei Monate und darüber nach erfolgter Publikation der fraglichen Akte.

1839 N°. *LV*). Con quest' Ordine di Gabinetto si erano prescritte le misure da prendersi contro la propagazione degli atti emanati da *Superiori Ecclesiastici Esteri*: nella qual generale denominazione non può dubitarsi che si volesse comprendere il Santo Padre ed i suoi Rappresentanti; dacchè in principio della succitata *Istruzione* del 27 Aprile fu dichiarato dal Governo di Prussia che l'anzidetto Ordine di Gabinetto, *pubblicato nella collezione delle leggi*, conteneva *i provvedimenti in caso di comunicazione colla Sede Romana e suoi Agenti contro l'esistente divieto* *).

Comunque però il Signor Baron Buch non avesse potuto certificare la genuina provenienza delle due succennate *istruzioni*, la S. Sede per mezzo di sicure ed esette informazioni ebbe a persuadersi esser esse autentiche. Fu quindi sollecito il Cardinal Segretario di Stato di esprimerne al Signor Incaricato con altra Nota degli 11 Luglio il vivissimo dolore di Sua Santità, tornando nel Pontificio Suo Nome a ripetere *contro l'inammissibile principio e le ingiuriose adottate misure, le più solenni proteste nel senso e per le ragioni medesime già sviluppate nella Nota del 15 del precedente mese.* Ed essendosi riconosciuto che lo stesso principio „*d'impedire nelle cose spirituali ed ecclesiastiche la libera comunicazione colla S. Sede* serviva di base all' Ordine di Gabinetto del 9 Aprile; il Cardinale medesimo estese anche ad esso i dovuti reclami. Niente infatti poteva giustificare quella disposizione del Governo di Prussia in pregiudizio della Chiesa Cattolica, ed in offesa della S. Sede; e molto meno poteva addursene un motivo nel fatto dell'Abbate Spinelli, stante che su tal argomento, come fu allora ripetuto al Signor Baron Buch, il Ministero Pontificio avea già dati per ben due volte i necessarii schiarimenti alla Legazione Prussiana, e specialmente colla Nota dell' 8 Aprile, nella quale, dopo aver premesso le re-

*) *Si vegga il* Documento LII.

dinal-Staatssekretär eine Abschrift von der Kabinetsordre vom 9. April mit, provoqué, wie er sich ausdrückte, par les dimarches illicites de Mr. l'Abbé Spinelli. (Dokum. Nr. LV.). Mittelst dieser Kabinetsordre waren die Maassregeln vorgeschrieben, die gegen die Verbreitung der von „auswärtigen Kirchenobern" ausgeflossenen Akte zu fassen seyen — unter welchem allgemeinen Namen, wie sich nicht zweifeln liess, der heil. Vater und seine Stellvertreter begriffen werden sollten, dieweil im Anfang obengedachter Instruktion vom 27. April von der preussischen Regierung erklärt worden, dass der vorerwähnte, in der Gesetzessammlung veröffentlichte Kabinetsbefehl die Bestimmungen für den Fall enthalte, dass „Kommunikationen mit dem römischen Stuhl und seinen Agenten gegen das bestehende Verbot stattfänden *)". 1839

Da Herr Baron Buch die Ursprungsächtheit der beiden obenerwähnten Instruktionen nicht hatte bescheinigen können, so sah der heil. Stuhl sich veranlasst, vermittelst sicherer und genauer Erkundigungen sich von deren Authenticität zu überzeugen. Der Kardinal-Staatssekretär war daher beflissen, dem Herrn Geschäftsträger mittelst Note vom 11. Juli den lebhaftesten Schmerz Sr. Heiligkeit auszudrücken, indem er in seinem päpstlichen Namen gegen das angenommene unzulässliche Princip und die gefassten beleidigenden Maasregeln die feierlichsten Protestationen in dem Sinne und aus den nämlichen Gründen, wie sie bereits in der Note vom 15. des vorgehenden Monats entwickelt worden, wiederholte. Und da dasselbe Princip: „in geistlichen und kirchlichen Dingen die freie Kommunikation mit dem heil. Stuhle zu behindern," auch der Kabinetsordre vom 9. April als Basis diente, so dehnte der Kardinal auch auf diese seine pflichtmässigen Reklamationen aus. Nichts in der That konnte diese Stimmung der preussischen Regierung zum Präjudiz der kathol. Kirche und zur Beleidigung des heiligen Stuhles rechtfertigen, und noch viel weniger liess sich dafür in dem Falle mit dem Abt Spinelli ein Motiv anführen, da, gestützt auf den-

*) Siehe Document 52.

1839 lative notizie di fatto, si conchiudeva in sostanza, che *la Circolare dell' Abbate Spinelli non era un atto della S. Sede, nè da lei autorizzato* (*Documento N°. LVI.*).

Il Signor Incaricato con sua Nota responsiva del 14 Luglio accusò al solito il semplice ricevimento di quella rimessagli il giorno 11 Luglio dalla Segreteria di Stato *au sujet des deux circulaires, qui seraient émanées d'Autorités royales du Grand Duché de Posen*; soggiungendo che non avrebbe mancato di portarne il contenuto alla cognizione della sua Corte (*Documento N° LVII.*).

Poco appresso giunse a notizia della S. Sede il suindicato Editto Ministeriale del 25 Giugno, col quale si pretese *annullare* le istruzioni dell'Arcivescovo di Gnesna e Posnania intorno ai Matrimonii misti. Che però il Cardinal Segretario di Stato con sua Nota del 25 Luglio pria comunicò al Sig. Incaricato di Prussia la nuova e più acerba sorpresa del S. Padre nel vedere, che il Governo Prussiano *lungi dall'allontanare le cause, che avevano determinato lo stato attuale delle cose, non facea che renderne peggiore la condizione con nuovi Atti guidati sempre dal medesimo spirito:* indi per espressa commissione della Santità Sua avanzò le più alte proteste contro quell'Atto, che *tendeva apertamente a vieppiù impedire nei Reali Dominii il libero esercizio della Religione Cattolica*, rendendo vani i rispettivi ordini del legittimo Superiore Ecclesiastico, ed eccitando il Clero sul particolare de Matrimonii misti alla piena osservanza delle leggi civili, ch'è quanto dire *alla violazione delle leggi canoniche prescrittegli dalla S. Sede* (*Documento N°. LVIII.*).

Quasi che dubbia fosse l'emanazione dell'Editto in

selben Beweissatz, welcher damals dem Herrn Baron 1839
Buch wiederholt wurde, das päpstliche Ministerium bereits zweimal die nöthigen Aufklärungen der preussischen Gesandtschaft gegeben hatte, insbesondere mittelst der Note vom 8. April, in welcher, nach Voraussschickung der bezüglichen Nachweise über das Faktum, die Konklusion gegeben war, dass „das Rundschreiben des Abts Spinelli kein Akt des heil. Stuhls, noch von ihm autorisirt sey". (Dokum. Nro. LVI.).

Der Herr Geschäftsträger zeigte in seiner Antwort vom 14. Juli wie gewöhnlich den einfachen Empfang der ihm am 11. Juli vom Staatssekretariat übermachten Note „au sujet des deux circulaires, qui seraint emanées d'autorités royales du Grand Duché de Posen" an, mit dem Beifügen, dass er nicht ermangelt habe, deren Inhalt zur Kenntniss seines Hofs zu bringen, (Dokum. Nro. LVII.).

Bald darauf gelangte zur Kenntniss des heil. Stuhls das oben angedeutete Ministerialausschreiben vom 25. Juni, mit welchem man sich berechtigt hielt die Instruktionen des Erzbischofs von Gnesen und Posen in Betreff der gemischten Ehen zu annulliren. Hatte nun der Kardinal-Staatssekretär mit seiner Note vom 25. Juli schon früher dem preussischen Herrn Geschäftsträger die neue und herbe Ueberraschung des heil. Vaters mitgetheilt, zu sehen, dass die preussische Regierung „weit entfernt die Ursachen zu beseitigen, die den dermaligen Stand der Dinge herbeigeführt, mit neuen, immer vom nämlichen Geist eingegebenen Handlungen die Sachlage nur immer schlimmer mache", so legte derselbe nun in ausdrücklichem Auftrage Sr. Heiligkeit die lautesten Verwahrungen gegen jenen Akt ein, als welcher „offen darauf abzwecke, noch weit mehr in den königl. Staaten die Ausübung der kathol. Religion zu behindern, indem er die respectiven Befehle des rechtmässigen kirchlichen Obern vereitle und den Clerus im Punkte der gemischten Ehen zur vollen Beobachtung der bürgerlichen Gesetze, d. h. in diesem Falle zur Verletzung der von dem heil. Stuhl ihm vorgeschriebenen kanonischen Gesetze auffordere". (Dokum. Nro. LVIII.).

Gleichsam als ob der Ausfluss des in Rede stehen-

1839 discorso per parte del Governo Prussiano, il Signor Incaricato rispose in data 27 Luglio di aver ricevuto la detta Nota *au sujet d'un rescript, que, suivant la Gazette d'Augsbourg, le Baron d'Altenstein avait publié pour annuller une Circulaire de Monseigneur l'Archevêque de Posen et Gnesen*; ed assicurò di averla trasmessa alla sua Corte (*Documento N°. LIX*).

Se non che il Governo Prussiano, invece di recedere dai suoi falsi principii e soddisfare alle giustissime rimostranze della S. Sede, si decise anzi a manifestare vieppiù apertamente le sue intenzioni opposte alla libertà della Chiesa ed al libero esercizio della Cattolica Religione ne'suoi Stati. Con Nota dell' 8 Agosto, in risposta a quella del Cardinal Segretario di Stato in data 15 Giugno, l'Incaricato di Prussia dichiarò per parte del suo Governo, CHE coll'altra precedente Nota del 28 Aprile non erasi voluto entrare in discussione di principii, e solamente pel caso particolare, di cui trattavasi, erasi reclamata l'osservanza della pratica da lungo tempo stabilita, secondo la quale la corrispondenza fra la S. Sede ed il Clero Cattolico in Prussia si trasmetteva col mezzo del Regio Ministero e della Legazione; CHE in conseguenza la Real Corte era rimasta sorpresa delle proteste della stessa S. Sede; CHE si era sempre ben lungi dal discutere il principio in questione, essendo le massime enunciate dal Cardinal Segretario di Stato *assai diverse dalle disposizioni della Legislazione Prussiana, nè potendo in tal punto sperarsi alcun accordo di principii*; CHE in *opposizione alle proteste della Sede Apostolica* il Regio Governo dichiarava doversi *invariabilmente mantenere, ed essersi già prescritta alle competenti Autorità l'osservanza delle dette disposizioni, le quali obbligano il Clero Cattolico a far passare la sua corrispondenza colla S. Sede per le mani del Regio Ministero*; CHE sperava il Governo di rinvenire nella S. Sede medesima tutta la premura di evitare ogni atto contrario alla pratica in discorso; e CHE infine ogni deviazione da quest'ordine *menerebbe seco dei gravi inconvenienti* (*Doc. N°. LX.*).

den Edikts von Seite der preussischen Regierung zweifelhaft wäre, antwortete der Herr Geschäftsträger unterm 27. Juli, er habe die besagte Note „au sujet d'un rescript, que, suivant la Gazette d'Augsbourg, le Baron d'Altenstein aurait publié pour annuller une circulaire de Monseigneur l'Archevêque de Posen et Gnesen", erhalten, und versicherte sie seinem Hof übermacht zu haben. (Dokument Nro. LIX.). 1839

Die preussische Regierung, anstatt von ihren falschen Principien abzugehen und den so gerechten Remonstrationen des heil. Stuhls zu willfahren, entschied sich vielmehr dahin, noch viel offener ihre der Freiheit der Kirche und der freien Ausübung der kathol. Religion in ihren Staaten widerstreitenden Absichten an den Tag zu legen. Mittelst Note vom 8. August, in Antwort auf die des Kardinal-Staatssekretärs vom 16. Junius, erklärte der preussische Geschäftsträger von Seite seiner Regierung, dass man mit der andern vorhergegangenen Note vom 28. April in keine Diskussion über Principien habe eingehen wollen, und dass man nur für den besondern Fall, von dem es sich handelte, die seit langer Zeit feststehende Beobachtung der Praxis reklamirt habe, wornach die Korrespondenz zwischen dem heil. Stuhl und dem kathol. Clerus in Preussen durch Vermittlung des königl. Ministeriums und die Gesandtschaft stattfand; dass hiernach der königl. Hof über die Protestationen des heil. Stuhles erstaunt sey; dass man jederzeit weit entfernt gewesen sey, den fraglichen Grundsatz zu diskutiren, indem die ausgesprochenen Maximen des Kardinal-Staatssekretärs sehr verschieden seyen von den Verfügungen der preussischen Gesetzgebung, und über diesen Punkt kein Einklang in den Principien zu hoffen sey; dass, im Gegensatz zu den Protestationen des apostolischen Stuhls, die königl. Regierung auf unabänderlicher Beobachtung besagter Verfügungen, die dem kathol. Clerus auferlägen, seine Korrespondenz mit dem heil. Stuhl durch die Hände des königl. Ministeriums gehen zu lassen, ein- für allemal beharre, und in dieser Beziehung den zuständigen Behörden das Betreffende vorgeschrieben habe; dass die preussische Regierung hoffe, bei dem heil.

1839

Il S. Padre, cui fu rassegnata immediatamente la detta Nota, ebbe a rilevare non senza il più vivo rammarico, che mentre il Governo Prussiano dichiarava di non aver voluto, e di non voler entrare colla S. Sede in discussione di principii, pretendeva d'imporre i proprii alla S. Sede medesima, volendo quasi costringerla a rinunciare a quelli *essenzialmente* veri, che per debito dell'Apostolico suo officio è ad ogni patto tenuta di sostenere. Fu perciò nella necessità di far rinnovare i più forti reclami al Governo di S. M., anche sul riflesso, che altrimenti il silenzio della Sede Apostolica avrebbe potuto interpretarsi nel senso di una tacita approvazione di ciò che si oppone alla essenziale Divina Costituzione della Chiesa Cattolica. Quindi in esecuzione degli ordini di Sua Santità il Cardinal Segretario di Stato diresse il 25 Agosto al Sig. Baron Buch una Nota, in cui, dopo essersi riportato alle ragioni esposte nella precedente del 15 Giugno, ripetè formalmente in nome del S. Padre le più solenni proteste *contro qualunque ostacolo che dal Governo Prussiano si frapponesse alla libera comunicazione della S. Sede coi Cattolici di quella Monarchia* (*Documento N°. LXI.*).

Tanti e sì giusti reclami del Supremo Gerarca della Chiesa essendo rimasti del tutto inutili per solo fatto del Governo Prussiano, il S. Padre videsi in coscienza obbligato a giustificare innanzi al Mondo Cattolico la condotta da Esso tenuta nelle surriferite tristissime vertenze. Adempì pertanto a tal dovere nell'Allocuzione pronunziata al S. Collegio riunito in Concistoro il 13 Settembre 1838., esternando al tempo stesso quella lusinga, cui ama tuttora di nutrire, che Sua Maestà il

Stuhle selbst ein angelegentliches Bemühen zur Vermeidung jeder der fraglichen Praxis zuwiderlaufenden Handlung zu finden; und dass endlich jede Abweichung von dieser Ordnung schwere Uebelstände nach sich ziehen würde. (Dokum. Nro. LX.). 1839

Der heil. Vater, welchem besagte Note sogleich übersendet wurde, sah sich nicht ohne den lebhaftesten Kummer veranlasst, seinerseits hervorzuheben, dass die preussische Regierung, während sie erkläre, in einer Principiendiscussion mit dem heil. Stuhle einzugehen weder gewollt zu haben noch zu wollen, gleichwohl sich befugt halte, die eigenen Principien dem heil. Stuhl aufzudringen, und solchen gleichsam zwingen wolle, auf diejenigen wesentlich wahren Grundsätze zu verzichten, die er in jeder Weise aufrecht zu halten durch die Pflicht seines apostolischen Hirtenamtes verbunden ist. Er sah sich daher in die Nothwendigkeit versetzt, die stärksten Reklamationen an Sr. preussischen Maj. Regierung zu erneuen, auch auf diese Erwägung hin, dass ausserdem das Schweigen des apostolischen Stuhls in dem Sinn einer stillschweigenden Gutheissung dessen hätte ausgelegt werden können, was der wesentlichen göttlichen Verfassung der kathol. Kirche widerstreitet. Demnach richtete in Gemässheit der Befehle Sr. Heiligkeit der Kardinal-Staatssekretär am 25. August an Herrn Baron Buch eine Note, worin er, unter Beziehung auf die in der früheren vom 15. Junius auseinandergesetzten Gründe, förmlich im Namen des heil. Vaters die feierlichsten Protestationen wiederholte, „gegen jedwedes Hinderniss, das von der preussischen Regierung der freien Kommunikation des heil. Stuhls mit den Katholiken der jenseitigen Monarchie in den Weg gelegt werden sollte" (Dokum. Nro. LXI.).

Da nun so viele und so gerechte Vorstellungen des höchsten Kirchenoberhaupts durch alleinige Schuld der preussischen Regierung völlig fruchtlos geblieben, so sah sich der heil. Vater in seinem Gewissen verpflichtet, vor der kathol. Welt das von ihm in den erörterten höchst betrübenden Händeln eingehaltene Verfahren zu rechtfertigen. Er entledigte sich daher dieser Pflicht in der Allokution, welche er an das am 13. September 1838 im Konsistorium versammelte heil. Kollegium hielt,

1839 Re di Prussia, *pro excelsa qua pollet mente, aequiora amplexus consilia Catholicam Ecclesiam sinat uti legibus suis, nec quemquam ejus libertati permittat obsistere* (*Documento N°. LXII*).

Quest' Allocuzione, di cui pure è sì mite e moderato il linguaggio, divenne ciò non ostante il soggetto delle più acerbe doglianze espresse dal Gabinetto di Berlino nella sua *Dichiarazione* e *Memoria* del 31 Decembre dello stesso anno. Ma se i *fatti* sussistono, come vennero di sopra descritti, se non possono in alcuna benchè menoma parte smentirsi; si lascia con fiducia al libero e franco giudizio di ogni lettore saggio e spassionato il decidere, se le querele del Governo Prussiano siano giuste e ragionevoli.

Roma, dalla Segreteria di Stato 11 Aprile 1839.

57.

Traité conclu et signé à Londres, le 19 avril 1839, entre la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, d'une part, et les Pays-Bas de l'autre part, relatif à la séparation de la Belgique d'avec les Pays-Pas.

(Publication officielle).

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité.

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le roi des Français, S. M. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur de toutes les Russies, ayant pris en considération leur traité conclu avec S. M. le roi des Belges, le 15 novembre 1831, et S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, étant disposé à conclure un arrangement définitif sur la base des 24 articles arrêtés

indem er zugleich die Hoffnung ausdrückte, mit der er 1839
sich gern auch jetzt noch schmeichelt, dass Se. Maj. der König von Preussen pro excelsa qua pollet mente, aequiora complexus consilia Catholicam ecclesiam sinat uti legibus suis, nec quemquam ejus libertati permittat obsistere. (Dokum. Nro. LXII.).

Diese Allokution, deren Sprache doch so mild und gemässigt ist, wurde nichtsdestoweniger der Gegenstand der bittersten Beschwerden von Seite des Berliner Kabinets, die es in seiner Erklärung und Denkschrift vom 31. December desselben Jahres aussprach. Aber wenn die Thatsachen so in Wahrheit bestehen, wie sie oben auseinander gesetzt worden sind, wenn sie auch nicht in dem kleinsten Theile geläugnet werden können, so überlässt man mit Zuversicht dem freien und aufrichtigen Urtheile jedes verständigen und unbefangenen Lesers die Entscheidung, ob die Beschwerden der preussischen Regierung gerecht und vernünftig seyen.

Rom, aus dem Staatssecretariate vom 11. April 1839.

---

par les plénipotentiaires de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, le 14 octobre 1831, leursdites majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême: le sieur Frédéric-Chrétien-Louis, comte de *Senfft-Pilsach*, grand'-croix de l'ordre impérial de Léopold et de celui de Saint-Joseph de Toscane, grand'-croix décoré du grand cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chevalier des ordres de Saint-Jean de Jérusalem et de l'Aigle-Blanc, grand'croix de la Légion-d'Honneur, de l'ordre du Mérite de Saxe et de celui de Saint-Stanislas, etc., etc., chambellan et conseiller intime actuel de S. M. impériale et royale apostolique, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Pays-Bas;

S. M. le roi des Français: le sieur Horace-François-Bastien, comte *Sébastiani-Porta*, grand'croix de son ordre royal de la Légion-d'Honneur, grand-cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold de Belgique, de Saint-Ferdinand de Naples, du Saint-Sauveur de Grèce, chevalier de l'ordre de la Couronne de

1839 Fer, etc., etc., lieutenant-général de ses armées, membre de la Chambre des députés de France, son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. britannique;

S. M. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande: le très-honorable Henri-Jean, vicomte *Palmerston*, baron Temple, pair d'Irlande, conseiller de S. M. britannique en son conseil privé, chevalier grand'croix du très-honorable ordre du Bain, membre du parlement et principal secrétaire d'état de S. M. britannique pour les affaires étrangères;

S. M. le roi de Prusse: le sieur Henri-Guillaume, baron de *Bulow*, grand'croix de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la seconde classe, grand'croix de l'ordre royal des Guelphes, commandeur des ordres de Saint-Stanislas de Russie et du Faucon de Saxe-Weimar, etc., son chambellan, conseiller intime de légation, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. britannique;

S. M. l'empereur de toutes les Russies: le sieur Charles-André, comte *Pozzo di Borgo*, général d'infanterie de ses armées, son aide-de-camp-général, ambassadeur extraordinaire et plenipotentiaire près S. M. britannique, chevalier des ordres de Russie et de l'ordre militaire de Saint-Georges de la quatrième classe, chevalier de l'ordre de la Toison-d'Or, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Etienne de Hongrie, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de Saint-Ferdinand de Naples, de l'ordre royal des Guelphes, commandeur grand'croix de l'ordre du Bain, etc. etc.;

Et S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg: le sieur Salomon *Dedel*, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, commandeur de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'engage à faire immédiatement convertir en traité avec S. M. le roi des Belges les articles annexés*) au

*) Nous nous dispensons de publier ces articles à la suite de

présent acte, et arrêtés d'un commun accord sous les 1839
auspices des Cours de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Art. 2. S. M. Français, S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, S. M. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur de toutes les Russies, déclarent que les articles mentionnés dans l'article qui précède sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient insérés textuellement dans le présent acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de leursdites majestés.

Art. 3. L'union qui a existé entre la Hollande et la Belgique, en vertu du traité de Vienne du 31 mai 1815, est reconnue par S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, être dissoute.

Art. 4. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, à Londres, dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. L'échange de ces ratifications aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité entre la Hollande et la Belgique.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 19 avril de l'an de grâce 1839.
(L. S.) H. Sebastiani. (L. S.) Senfft. (L. S.) Palmerston. (L. S.) Bulow. (L. S.) Pozzo di Borgo. (L. S.) Dedel.

58.

Traité fait et signé à Londres, le 19 Avril 1839, entre la Belgique et la Hollande, relatif à la séparation de leurs territoires respectifs.

(Publication officielle faite à Bruxelles, conformement au texte collationné, mot à mot, sur la pièce originale signée par les plénipotentiaires respectifs).

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

---

ce traité, puisque nous publions ci-après le traité conclu entre la Belgique et la Hollande, où ils sont textuellement reproduits dans les 24 premiers articles.

1839. Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prenant en considération leurs traités conclus avec les Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, savoir: par Sa Majesté le Roi des Belges, le 15 novembre 1831, et par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, en ce jour, Leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires: savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Sylvain Van De Weyer, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, etc., etc.;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le sieur Salomon Dedel, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, commandeur de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Le territoire belge se composera des provinces de Brabant méridional,

Liége,
Namur,
Hainaut,
Flandre occidentale,
Flandre orientale,
Anvers, et
Limbourg,

telles qu'elles ont fait partie du royaume uni des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés à l'art. 4.

Le territoire belge comprendra, en outre, la partie du grand-duché de Luxembourg indiquée dans l'art. 2.

Art. 2. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que, dans le grand-duché de Luxembourg, les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dessous:

A partir de la frontière de France entre *Rodange*,

qui restera au grand-duché de Luxembourg, et *Athus*, 1839
qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'*Arlon* à *Longwy*, la ville d'*Arlon* avec sa banlieue, et la route d'*Arlon* à *Bastogne*, passera entre *Messancy*, qui sera sur le territoire belge, et *Clémency*, qui restera au grand-duché de Luxembourg, pour aboutir à *Steinfort*, lequel endroit restera également au grand-duché. De *Steinfort*, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'*Eischen*, de *Hecbus*, *Guirsch*, *Ober-Pallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* et *Perlé* jusqu'à *Martelange*: *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb* et *Parette*, devant appartenir à la Belgique; et *Eischen*, *Ober-Pallen*, *Perlé* et *Martelange* au grand-duché. De *Martelange* la dite ligne descendra le cours de *la Sure*, dont le *Thalweg* servira de limite entre les deux Etats, jusque vis-à-vis *Tintange*, d'où elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, et passera entre *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, qu'elle laissera au grand-duché de Luxembourg, et *Honville*, *Livarchamps*, et *Loutremange* qui feront partie du territoire belge; atteignant ensuite, aux environs de *Doncols* et de *Soulez*, qui resteront au grand-duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, la ligne en question suivra la dite frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au grand-duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires-démarcateurs dont il est fait mention dans l'art. 6, auront égard aux localités ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. 3. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Art. 4. En exécution de la partie de l'art. 1er

1839 relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, fait dans l'art. 2, Sa dite Majesté possédera, soit en qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous :

1° *Sur la rive droite de la Meuse :* aux anciennes enclaves hollandaises sur la dite rive, dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liége au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande;

2° *Sur la rive gauche de la Meuse:* à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessous de *Wessem*, entre cet endroit et *Stevenswaardt*, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de Ruremonde et de Maestricht, de manière que Bergerot, Stamproy, Neer Itteren, Ittervoordt et Thorn, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle, avec un rayon de territoire de 1,200 toises, à partir du glacis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Art. 5. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération Germanique et les agnats de la Maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les art. 3 et

4, ainsi que sur tous les arrangements que les dits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la Maison de Nassau, soit avec la Confédération Germanique. 1839

Art. 6. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les art. 1, 2 et 4.

Les dites limites seront tracées, conformément à ces mêmes articles, par des commissaires-démarcateurs belges et hollandais, qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de Maestricht.

Art. 7. La Belgique, dans les limites indiquées aux art. 1, 2 et 4, formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre.

Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Art. 8. L'écoulement des eaux des Flandres sera réglé entre la Belgique et la Hollande, d'après les stipulations arrêtées à cet égard dans l'art. 6 du traité définitif conclu entre Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et les Etats Généraux, le 8 novembre 1785; et, conformément au dit article, des commissaires, nommés de part et d'autre, s'entendront sur l'application des dispositions qu'il consacre *).

---

*) Art. 6 du Traité de Fontainebleau, du 8 Novembre 1785: LL. HH. PP. feront régler de la manière la plus convenable, à la satisfaction de l'Empereur, l'écoulement des eaux des pays de S. M., en Flandre et du côté de la Meuse, afin de prévenir, autant que possible, les inondations. LL. HH. PP. consentent même, qu'à cette fin, il soit fait usage, sur un pied raisonnable, du terrain nécessaire sous leur domination. Les écluses qui seront construites à cet effet sur les territoires des Etats Généraux, resteront sous leur souveraineté, et il n'en sera construit dans aucun endroit de leur territoire, qui pourraient nuire à la défense de leurs frontières. Il sera nommé respectivement dans le terme d'un mois, après l'échange des ratifications, des commissaires qui seront chargés de déterminer les emplacements les plus convenables pour lesdites écluses; ils conviendront ensemble de celles qui devront être soumises à une régie commune.

1839 Art. 9. §. 1er. Les dispositinns des art. 108 jusqu'au 117 inclusivement de l'acte général du congrès de Vienne, relatives à la libre navigation des fleuves et rivières navigables, seront appliquées aux fleuves et rivières navigables qui séparent ou traversent à la fois le territoire belge et le territoire hollandais *).

---

*) Art. 108—117 de l'Acte général du Congrès de Vienne:

Art. 108. Les Puissances, dont les Etats sont séparés ou traversés par une même rivière navigable, s'engagent à régler d'un commun accord tout ce qui a rapport à la navigation de cette rivière. Elles nommeront à cet effet des commissaires qui se réuniront au plus tard six mois après la fin du congrès, et qui prendront pour base de leurs travaux les principes établis dans les articles suivants.

Art. 109. La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'article précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, bien entendu que l'on se conformera aux règlements relatifs à la police de cette navigation, lesquels seront conçus d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorables que possible au commerce de toutes les nations.

Art. 110. Le système qui sera établi, tant pour la perception des droits que pour le maintien de la police, sera, autant que faire se pourra, le même pour tout le cours de la rivière, et s'étendra aussi, à moins que des circonstances particulières ne s'y opposent sur ceux de ses embranchements et confluents qui, dans leurs cours navigables, séparent ou traversent différents Etats.

Art. 111. Les droits sur la navigation seront fixés d'une manière uniforme, invariable, et assez indépendante de la qualité différente des marchandises, pour ne pas rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison autrement que pour cause de fraude et de contravention. La quotité de ces droits qui, en aucun cas, ne pourront excéder ceux existant actuellement, sera déterminée d'après les circonstances locales, qui ne permettent guère d'établir une règle générale à cet égard. On partira néanmoins, en dressant le tarif, du point de vue d'encourager le commerce, en facilitant la navigation, et l'octroi établi sur le Rhin pourra servir d'une norme approximative.

Le tarif une fois réglé, il ne pourra plus être augmenté que par un arrangement commun des Etats riverains, ni la navigation grevée d'autres droits quelconques outre ceux fixés dans le règlement.

Art. 112. Les bureaux de perception, dont on réduira autant que possible le nombre, seront fixés par le règlement, et il ne pourra s'y faire ensuite aucun changement que d'un commun accord, à moins qu'un des Etats riverains ne voulût diminuer le nombre de ceux qui lui appartiennent exclusivement.

Art. 113. Chaque Etat riverain se chargera de l'entretien

§. 2. En ce qui concerne spécialement la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, il est convenu que le pilotage et le balisage, ainsi que la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers, seront soumis à une surveillance commune, et que cette surveillance commune sera exercée par des commissaires nommés à cet effet de part et d'autre; des droits de pilotage modérés seront fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations. 1839

En attendant et jusqu'à ce que ces droits soient arrêtés, il ne pourra être perçu des droits de pilotage plus élevés que ceux qui ont été établis par le tarif de 1829, pour les bouches de la Meuse, depuis la pleine mer jusqu'à Helvoet, et de Helvoet jusqu'à Rotterdam, en proportion des distances. Il sera au choix de tout navire se rendant de la pleine mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine mer par l'Escaut, de prendre tel pilote qu'il voudra; et il sera loisible d'après cela aux

---

des chemins de halage qui passent par son territoire, et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, pour ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

Le règlement futur fixera la manière dont les Etats riverains devront concourir à ces derniers travaux, dans le cas où les deux rives appartiennent à différents gouvernements.

Art. 114. On n'établira nulle part des droits d'étape, d'échelle ou de relâche forcée. Quant à ceux qui existent déjà, ils ne seront conservés qu'en tant que les Etats riverains, sans avoir égard à l'intérêt local de l'endroit ou du pays où ils sont établis, les trouveraient nécessaires ou utiles à la navigation et au commerce en général.

Art. 115. Les douanes des Etats riverains n'auront rien de commun avec les droits de navigation. On empêchera, par des dispositions réglementaires, que l'exercice des fonctions des douaniers ne mette pas d'entraves à la navigation, mais on surveillera, par une police exacte sur la rive, toute tentative des habitants de faire la contrebande à l'aide des bateliers.

Art. 116. Tout ce qui est indiqué dans les articles précédents sera déterminé par un règlement commun, qui renfermera également tout ce qui aurait besoin d'être fixé ultérieurement. Le règlement une fois arrêté ne pourra être changé que du consentement de tous les Etats riverains, et ils auront soin de pourvoir à son exécution d'une manière convenable et adaptée aux circonstances et aux localités.

Art. 117. Les règlements particuliers relatifs à la navigation du Rhin, du Neckar, du Mein, de la Moselle, de la Meuse et de l'Escaut, tels qu'ils se trouvent joints au présent acte, auront la même force et valeur que s'ils y avaient été textuellement insérés.

1839 les, conduisent aux frontières de l'Allemagne, ne sera assujetti qu'au payement de droits de barrière modérés pour l'entretien de ces routes, de telle sorte que le commerce de transit n'y puisse éprouver aucun obstacle, et que, moyennant les droits ci-dessus mentionnés, ces routes soient entretenues en bon état et propres à faciliter ce commerce.

Art. 12. Dans le cas où il aurait été construit en Belgique une nouvelle route, ou creusé un nouveau canal, qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis le canton hollandais de Sittard, alors il serait loisible à la Belgique de demander à la Hollande, qui ne s'y refuserait pas dans cette supposition, que la dite route ou le dit canal fussent prolongés d'après le même plan, entièrement aux frais et dépens de la Belgique, par le canton de Sittard, jusqu'aux frontières de l'Allemagne. Cette route ou ce canal, qui ne pourraient servir que de communication commerciale, seraient construits, au choix de la Hollande, soit par des ingénieurs et ouvriers que la Belgique obtiendrait l'autorisation d'employer à cet effet dans le canton de Sittard, soit par des ingénieurs et ouvriers que la Hollande fournirait, et qui exécuteraient, aux frais de la Belgique, les travaux convenus, le tout sans charge aucune pour la Hollande, et sans préjudice de ses droits de souveraineté exclusifs sur le territoire que traverserait la route ou le canal en question.

Les deux parties fixeraient, d'un commun accord, le montant et le mode de perception des droits et péages qui seraient prélevés sur cette même route ou canal.

Art. 13. §. 1er. A partir du 1er janvier 1839, la Belgique, du chef du partage des dettes publiques du royaume des Pays-Bas, restera chargée d'une somme de cinq millions de florins des Pays-Bas de rente annuelle, dont les capitaux seront transférés du débet du grand-livre d'Amsterdam ou du débet du trésor général du royaume des Pays-Bas, sur le débet du grand-livre de la Belgique.

§. 2. Les capitaux transférés et les rentes inscrites sur le débet du grand-livre de la Belgique, par suite du paragraphe précédent, jusqu'à la concurrence de la somme totale de 5,000,000 florins des Pays-Bas de rente annuelle, seront considérés comme faisant partie de la dette nationale belge, et la Belgique s'engage à n'ad-

mettre, ni pour le présent ni pour l'avenir, aucune 1839
distinction entre cette portion de sa dette publique, provenant de sa réunion avec la Hollande, et toute autre dette nationale belge déjà créée ou à créer:

§. 3. L'acquittement de la somme de rentes annuelles ci-dessus mentionnées de 5,000,000 florins des Pays-Bas, aura lieu régulièrement de semestre, en semestre soit à Bruxelles, soit à Anvers, en argent comptant, sans déduction aucune de quelque nature que ce puisse être, ni pour le présent ni pour l'avenir.

§. 4. Moyennant la création de ladite somme de rentes annuelles de 5,000,000 florins la Belgique se trouvera déchargée envers la Hollande de toute obligation du chef du partage des dettes publiques du royaume des Pays-Bas.

§. 5. Des commissaires nommés de part et d'autre se réuniront dans le délai de quinze jours, après l'échange des ratifications du présent traité, en la ville d'Utrecht, afin de procéder au transfert des capitaux et rentes qui, du chef du partage des dettes publiques du royaume des Pays-Bas, doivent passer à la charge de la Belgique jusqu'à la concurrence de 5,000,000 florins de rente annuelle. Ils procéderont aussi à l'extradition des archives, cartes, plans et documents quelconques appartenant à la Belgique ou concernant son administration.

Art. 14. Le port d'Anvers, conformément aux stipulations de l'art. 15 du traité de Paris du 30 mai 1814, continuera d'être uniquement un port de commerce *).

Art. 15. Les ouvrages d'utilité publique ou particulière, tels que canaux, routes ou autres de semblable nature, construits, en tout ou en partie, aux frais du royaume des Pays-Bas, appartiendront, avec les avantages et les charges qui y sont attachés, au pays où ils sont situés.

Il reste entendu que les capitaux empruntés pour la construction de ces ouvrages, et qui y sont spécialement affectés, seront compris dans les dites charges, pour autant qu'ils ne sont pas encore remboursés, et

---

*) *Art.* 15 *du traité de Paris du* 30 *mai* 1814: „Dorénavant le port d'Anvers sera uniquement un port de commerce".

1839 sans que les remboursements déjà effectués puissent donner lieu à liquidation.

Art. 16. Les séquestres qui auraient été mis en Belgique, pendant les troubles, pour cause politique, sur des biens et domaines patrimoniaux quelconques, seront levés sans nul retard; et la jouissance des biens et domaines susdits sera immédiatement rendue aux légitimes propriétaires.

Art. 17. Dans les deux pays dont la séparation a lieu en conséquence du présent traité, les habitants et propriétaires, s'ils veulent transférer leur domicile d'un pays à l'autre, auront la liberté de disposer pendant deux ans de leurs propriétés, meubles ou immeubles, de quelque nature qu'elles soient, de les vendre, et d'emporter le produit de ces ventes, soit en numéraire, soit en autres valeurs, sans empêchement ou acquittement de droits, autres que ceux qui sont aujourd'hui en vigueur dans les deux pays pour les mutations et transferts.

Il est entendu que renonciation est faite, pour le présent et pour l'avenir, à la perception de tout droit d'aubaine et de détraction sur les personnes et sur les biens des Belges en Hollande et des Hollandais en Belgique.

Art. 18. La qualité de sujet mixte, quant à la propriété, sera reconnue et maintenue.

Art. 19. Les dispositions des art. 11 jusqu'à 21 inclusivement, du traité conclu entre l'Autriche et la Russie, le 3 mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, à l'élection de domicile qu'ils sont tenus de faire, aux droits qu'ils exerceront comme sujets de l'un ou de l'autre Etat, et aux rapports de voisinage dans les propriétés coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires ainsi qu'aux propriétés qui, en Belgique, en Hollande ou dans le grand-duché de Luxembourg, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne *).

---

*) *Art.* 11 *jusque* 21 *du traité conclu entre la Russie et l'Autriche, le* 3 *mai* 1815.

Art. 11. Tout individu qui possède des propriétés sous plus d'une domination est tenu, dans le courant d'une année, à dater

Il est entendu que les productions minérales sont 1839
comprises dans les productions du sol mentionnées dans

---

du jour où le présent traité sera ratifié, de déclarer par écrit, par-devant le magistrat de la ville la plus prochaine, ou bien le capitaine du cercle le plus voisin, ou bien l'autorité civile la plus rapprochée, dans le pays qu'il a choisi, l'élection qu'il aura faite de son domicile fixe.

Cette déclaration, que le susdit magistrat ou autre autorité devra transmettre à l'autorité supérieure de la province, le rend pour sa personne et sa famille exclusivement sujet du souverain dans les États duquel il a fixé son domicile.

Art. 12. Quant aux mineurs et autres personnes, qui se trouvent sous tutelle ou curatelle, les tuteurs et curateurs seront tenus de faire, au terme prescrit, la déclaration nécessaire.

Art. 13. Si un individu quelconque, propriétaire mixte, avait négligé, au bout du terme prescrit d'une année, de faire la déclaration de son domicile fixe, il sera considéré comme étant sujet de la Puissance dans les États de laquelle il avait son dernier domicile; son silence dans ce cas devant être envisagé comme une déclaration tacite.

Art. 14. Tout propriétaire mixte, qui aura une fois déclaré son domicile, n'en conservera pas moins pendant l'espace de huit ans, à dater du jour des ratifications du présent traité, la faculté de passer sous une autre domination, en faisant une nouvelle déclaration de domicile, et en produisant la concession de la Puissance sous le gouvernement de laquelle il veut se fixer.

Art. 15. Le propriétaire mixte qui a fait sa déclaration de domicile, ou qui est censé l'avoir faite, conformément aux stipulations de l'art. 13, n'est pas tenu à se défaire, à quelque époque que ce soit, des possessions qu'il pourrait avoir dans les États d'un souverain dont il n'est pas sujet. Il jouira, à l'égard de ces propriétés, de tous les droits qui sont attachés à la possession. Il pourra en dépenser les revenus dans le pays où il aura élu son domicile, sans subir aucune détraction au moment de l'exportation. Il pourra vendre ces mêmes possessions et en transporter le montant, sans être soumis à aucune retenue quelconque.

Art. 16. Les prérogatives énoncées dans l'article précédent de non-détraction, ne s'étendent toutefois qu'aux biens qu'un tel propriétaire possédera à l'époque de la ratification du présent traité.

Art. 17. Ces mêmes prérogatives s'appliquent cependant à toute acquisition faite dans l'une des deux dominations à titre d'hérédité, de mariage ou de donation d'un bien, qui, à l'époque de la ratification du présent traité, appartenait en dernier lieu à un propriétaire mixte.

Art. 18. Dans le cas qu'il fût dévolu à un individu, qui ne possède aujourd'hui que sous l'un des deux gouvernements, une fortune quelconque à titre d'héritage, de legs, de donation, de mariage, dans l'autre gouvernement, il sera assimilé au propriétaire mixte, et sera tenu de faire, dans le terme prescrit, la déclaration de son domicile fixe.

1389 l'art. 20 du traité du 3 mai 1815 sus-allégué. Les droits d'aubaine et de détraction étant abolis dès à présent entre la Belgique, la Hollande et le grand-duché de Luxembourg, il est entendu que, parmi les dispositions ci-dessus mentionnées, celles qui se rapporteraient aux droits d'aubaine et de détraction seront censées nulles et sans effet dans les trois pays.

Art. 20. Personne, dans les pays qui changent de domination, ne pourra être recherché ni inquiété en aucune manière, pour cause quelconque de participation directe ou indirecte aux événements politiques.

Art. 21. Les pensions et traitements d'attente, de non-activité et de réforme, seront acquittés à l'avenir, de part et d'autre, à tous les titulaires, tant civils que

---

Ce terme d'un an datera du jour où il aura apporté la preuve légale de son acquisition.

Art. 19. Il sera libre au propriétaire mixte, ou à son fondé de pouvoirs, de se rendre en tout temps de l'une de ses possessions dans l'autre, et pour cet effet il est de la volonté des deux cours, que le gouverneur de la province la plus voisine délivre les passeports nécessaires, à la réquisition des parties. Ces passeports seront suffisants pour passer d'un gouvernement dans l'autre, et seront réciproquement reconnus.

Art. 20. Les propriétaires dont les possessions sont coupées par la frontière, seront traités, relativement à ces possessions, d'après les principes les plus libéraux.

Ces propriétaires mixtes, leurs domestiques et les habitants auront le droit de passer et repasser avec leurs instruments aratoires, leurs bestiaux, leurs outils, etc., etc., d'une partie de la possession, ainsi coupée par la frontière, dans l'autre, sans égard à la différence de souveraineté; de transporter de même, d'un endroit dans l'autre, leurs maisons, toutes les productions du sol, leurs bestiaux et tous les produits de leur fabrication, sans avoir besoin de passeports, sans empêchement, sans redevance et sans payer de droit quelconque.

Cette faveur est restreinte toutefois aux productions naturelles ou industrielles dans le territoire ainsi coupé par la ligne de démarcation. De même, elle ne s'étend qu'aux terres appartenantes au même propriétaire dans l'espace déterminé d'un mille de quinze au degré de part et d'autre, et qui auraient été coupées par la ligne de frontière.

Art. 21. Les sujets de l'une et de l'autre des deux Puissances, nommément les conducteurs de troupeaux et pâtres, continueront à jouir des droits, immunités et priviléges dont ils jouissaient par le passé.

Il ne sera également mis aucun obstacle à la pratique journalière de la frontière entre les limitrophes, en allemand *Gränzverkehr*.

militaires, qui y ont droit, conformément aux lois en 1839
vigueur avant le 1er novembre 1830.

Il est convenu que les pensions et traitements susdits des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui la Belgique, resteront à la charge du trésor belge, et les pensions et traitements des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui le royaume des Pays-Bas, à celle du trésor néerlandais.

Art. 22. Toutes les réclamations des sujets belges sur des établissements particuliers, tels que fonds de veuves, et fonds connus sous la dénomination de fonds des *leges*, et de la caisse des retraites civiles et militaires, seront examinées par la commission mixte dont il est question dans l'art. 13, et résolues d'après la teneur des règlements qui régissent ces fonds ou caisses.

Les cautionnements fournis, ainsi que les versements faits par les comptables belges, les dépôts judiciaires et les consignations, seront également restitués aux titulaires sur la présentation de leurs titres.

Si, du chef des liquidations dites *françaises*, des sujets belges avaient encore à faire valoir des droits d'inscription, ces réclamations seront également examinées et liquidées par la dite commission.

Art. 23. Seront maintenus dans leur force et vigueur, les jugements rendus en matière civile et commerciale, les actes de l'état civil, et les actes passés devant notaire ou autre officier public sous l'administration belge, dans les parties du Limbourg et du grand-duché de Luxembourg, dont Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, va être remis en possession.

Art. 24. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les ordres nécessaires seront envoyés aux commandants des troupes respectives pour l'évacuation des territoires, villes, places et lieux qui changent de domination.

Les autorités civiles y recevront aussi en même temps les ordres nécessaires pour la remise de ces territoires, villes, places et lieux aux commissaires qui seront désignés à cet effet de part et d'autre.

Cette évacuation et cette remise s'effectueront de manière à pouvoir être terminées dans l'espace de quinze jours, ou plus tôt, si faire se peut.

Art. 25. A la suite des stipulations du présent

1839 traité, il y aura paix et amitié entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs.

Art. 26. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Cet échange aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité conclu en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-neuf avril de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

(L.-S.) Sylvain Van de Weyer.

(L.-S.) Dedel.

59.

Traité entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part et la Belgique de l'autre part. Conclu et signé à Londres, le 19 *Avril* 1839.

(Publication officielle).

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi des Belges, prenant en considération, de même que Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, leur Traité conclu à Londres le 15 Novembre 1831, ainsi que les Traités signés en ce jour entre leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, la

Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies d'une part et Sa Majesté, le Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg de l'autre part, et entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sadite Majesté le Roi des Pays-Bas, Leurs dites Majestés ont nommé pour leur plénipotentiaires, savoir: 1839

Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Sylvain Van de Weyer, son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la légion d'honneur etc. etc.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Sieur Frédéric-Chrêtien-Louis, Comte de Senfft-Pilsach, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold et de celui de St. Joseph de Toscane, grand-croix décoré du grand cordon des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'ordre de St.-Jean de Jérusalem et de l'aigle blanc, grand-croix de la légion d'honneur, de l'ordre de Mérite de Saxe et de celui de St.-Stanislas etc., chambellan et conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Français, le sieur Horace-François-Bastien, comte Sébastiani-Porta, grand-croix de son ordre royal de la Légion d'honneur, grand-cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold de Belgique, de St.-Ferdinand de Naples, du Saint-Sauveur de Grèce, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer, etc., etc., etc., lieutenant général de ses armées. membre de la chambre des députés de France, son Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, baron Temple, pair d'Irlande, conseiller de Sa Majesté Britannique, en son conseil privé, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, membre du parlement, et principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le sieur Henri-Guil-

1839 laume, baron de Bulow, grand-croix de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la seconde classe, grand-croix de l'ordre royal des Guelphes, commandeur des ordres de St.-Stanislas de Russie et du Faucon de Saxe-Weimar, etc., son Chambellan, conseiller intime de légation, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Charles-André, comte Pozzo di Borgo, général d'infanterie de ses armées, son aide de camp général, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie et de l'ordre militaire de Saint-George de la 4e classe, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de St.-Etienne de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de St.-Ferdinand de Naples, de l'ordre royal des Guelphes, commandeur grand-croix de l'ordre du Bain, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, déclarent que les articles ci-annexés et formant la teneur du traité conclu en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leursdites Majestés.

Art. 2. Le traité du 15 novembre 1831, entre Sa Majesté le Roi des Belges et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, est déclaré n'être point obligatoire pour les hautes parties contractantes.

Art. 3. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Cet échange

aura lieu en même temps que celui des ratifications du 1839
traité entre la Belgique et la Hollande.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-neuf avril, l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

(L. S.) Sylvain Van de Weyer. (L. S.) Senft. — Sebastiani. — Palmerston. — Bulow. — Pozzo di Borgo.

60.

Acte d'accession d'Autriche et de Prusse, au nom de la confédération germanique, aux dispositions concernant le Grand-duché de Luxembourg, contenues dans les Traités conclus le 19 Avril 1839 entre les cinq grandes Puissances et le Roi des Pays-Bas, entre la Belgique et les Pays-Bas et entre les dites cinq Puissances et la Belgique. Fait et signé à Londres, le 19 Avril 1839.

(Publication officielle faite à Bruxelles).

Les plénipotentiaires des cours de Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, ayant signé aujourd'hui les traités conclus entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, entre Leurs Majestés le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Belges, les plénipotentiaires ont jugé à propos que les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins pouvoirs de la diète de la confédération germanique, fussent invités à accéder, au nom de ladite confédération, aux dispositions concernant le grand-duché de Luxembourg, contenues dans les traités susdits.

1839 En conséquence, les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, représentant la diète, en vertu des susdits pleins pouvoirs déclarent que la confédération germanique accède formellement aux arrangements territoriaux concernant le grand-duché de Luxembourg, contenus dans les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'annexe des traités conclus, en ce jour, entre les cinq cours et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et S. M. le Roi des Belges, ainsi que dans les articles correspondants du traité signé en même temps entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg. — Et ils prennent envers les cours de Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse, de Russie, au nom de la confédération germanique, l'engagement que celle-ci se conformera en tout aux stipulations renfermées dans lesdits articles, dont la teneur suit mot à mot, en tant qu'elles peuvent concerner la confédération germanique.

Art. 1er. Le territoire belge se composera des provinces de: Brabant méridional, Liége, Namur, Hainaut, Flandre occidentale, Flandre orientale, Anvers et Limbourg, telles qu'elles ont fait partie du royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'art. 4.

Le territoire belge comprendra, en outre, la partie du grand-duché de Luxembourg indiquée dans l'art. 2.

Art. 2. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que, dans le grand-duché de Luxembourg, les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dessous:

A partir de la frontière de France entre Rodange, qui restera au grand-duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue et la route d'Arlon à Bastogne, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge, et Clémency, qui restera au grand-duché de Luxembourg, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au Grand-Duché. De Steinfort, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'Eischen, de Hecbus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé jusqu'à Martelange: Hecbus, Guirsch, Grende, Nothomb et

Parette devant appartenir à la Belgique; et Eischen; 1839
Ober-Pallen, Perlé et Martelange au Grand-Duché De Martelange, ladite ligne descendra le cours de la Sure, dont le Thalweg servira de limite entre les deux Etats, jusque vis-à-vis Tintange, d'où elle sera prolongée, aussi directement que possible, vers la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, et passera entre Surret, Harlange, Tarchamps, qu'elle laissera au grand-duché de Luxembourg, et Honville, Livarchamps et Loutermange qui feront partie du territoire belge; atteignant ensuite, aux environs de Doncols et de Soulez, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, la ligne en question suivra ladite frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique; et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au grand-duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires démarcateurs dont il est fait mention dans l'art. 6, auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. 3. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Art. 4. En exécution de la partie de l'art. 1er relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, fait dans l'art. 2, Sadite Majesté possédera, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous:

1° Sur la rive droite de la Meuse, aux anciennes enclaves hollandaises, sur ladite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse et comprise entre ce fleuve à l'ouest,

1839 la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liége au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2° Sur la rive gauche de la Meuse: à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessus de Wessem, entre cet endroit et Stevenswaardt, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de Ruremonde et de Maestricht, de manière que Bergerot, Stamproy, Neer-Itteren, Itterveordt et Thorn, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle, avec un rayon de territoire de 1,200 toises, à partir du glacis extérieur de la place sur ladite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Art. 5. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg, s'entendra avec la confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau sur l'application des stipulations renfermées dans les art. 3 et 4, ainsi que sur tous les arrangements que lesdits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau, soit avec la confédération germanique.

Art. 6. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement, pour jamais, à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles 1, 2 et 4.

Lesdites limites seront tracées conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs *belges et hollandais* qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de Maestricht.

Art. 7. La Belgique, dans les limites indiquées aux

articles 1, 2 et 4, formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. 1839

Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Les plénipotentiaires de la Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, en vertu de leurs pleins pouvoirs, acceptent formellement, au nom de leurs cours respectives, ladite accession de la part de la confédération germanique.

Le présent acte d'accession sera ratifié par les cours de Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, ainsi que par la confédération germanique, moyennant un arrêté de la diète, dont expédition sera faite au nombre des copies nécessaires. Et les actes de ratification respectifs seront échangés à Londres dans l'espace de six semaines, à dater de ce jour, ou plus tôt, si faire se peut, et en même temps que se fera l'échange des ratifications des trois traités susdits.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte d'accession, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-neuf avril de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

(L. S.) Sylvain Van de Weyer. (L. S.) Senfft.
(L. S.) Bulow.
(L. S.) Senfft. — Sebastiani. — Palmerston. — Dedel. — Bulow. — Pozzo di Borgo.

62.

Loi donnée par le Congrès de la République de Vénézuéla sur l'habilitation des ports. En date de Caracas, le 22 Avril 1839.

(Traduction officielle).

Le Sénat et la Chambre des représentans de la république de Vénézuéla réunis en congrès: considérant que l'expérience a démontré la nécessité de réformer la loi du 8 mai 1837, relative à l'habilitation des ports,

1839 On sait que la Russie a un système sanitaire fort bien organisé, et que les provenances des ports de cet empire sur la mer Noire ne présentent par elles-mêmes aucun danger; mais on a pu craindre qu'en communiquant avec Constantinople, ou avec d'autres ports infectés de la peste, en y prenant des vivres ou quelque objet de pacotille, les navires partis d'Odessa, par exemple, n'apportassent dans nos ports le germe de la contagion qui n'existait pas au lieu de leur départ.

Or, pour écarter cette crainte, il suffit que les bâtimens venant de la mer Noire ne communiquent avec aucun port suspect de peste, ou du moins ne communiquent avec de tels ports qu'au moyen des précautions usitées dans les lazarets pour les communications qui ont lieu nécessairement entre l'intérieur et l'extérieur de ces établissemens.

C'est à quoi il est facile de pourvoir par un règlement local, dont l'application a été reconnue facile, à Constantinople même, par l'inspecteur des établissemens sanitaires du royaume, et dont M. l'ambassadeur de France voudra bien, sur ma demande, arrêter les dispositions.

Parfaitement rassuré par ces dispositions, je ne vois aucune difficulté à ce que les navires français qui auraient pris, dans les ports russes de la mer Noire ou de la mer d'Azoff, des marchandises susceptibles, ou non susceptibles, ne soient plus soumis au régime de la patente brute, lorsqu'ils se présenteront munis de deux certificats, délivrés, l'un par le chancelier de l'ambassade à Constantinople, l'autre par l'agent consulaire des Dardanelles, et constatant que les formalités relatives au firman ont été remplies avec les précautions prescrites par le règlement pour empêcher les communications interdites; lorsqu'il résultera, en outre, des papiers de bord et de la déclaration des capitaines, que, dans leur traversée, ces navires n'ont pas communiqué avec des ports suspects.

Non-seulement les navires placés dans ces conditions pourront être reçus à l'avenir dans les ports de Toulon, de Marseille, de Trompeloup, de Lorient, de Brest et de Tatihou, mais j'ai décidé, en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 7 août 1829, qu'ils seraient admis à subir leur quarantaine et à débarquer leurs marchandises dans les rades de La Rochelle, de Saint-

Nazaire, près Nantes, du Hoc, près le Havre, et de Dunkerque. 1839

La quarantaine sera, jusqu'à nouvel ordre, de dix jours pour les navires et les équipages.

Les marchandises non susceptibles seront mises immédiatement en libre pratique, conformément au règlement en vigueur, et les balles de laine seront mises provisoirement en sereine, sur des alléges, et ne seront livrées qu'après la vérification dont il va être question. Le navire vide sera visité dans toutes ses parties. Les sacs et malles de l'équipage, vidés et vérifiés au moment de l'arrivée, seront vérifiés de nouveau après le débarquement des marchandises; et, dans le cas où un objet de fabrique turque se trouverait à bord sans figurer sur le manifeste, indépendamment des poursuites qui pourront être dirigées contre le capitaine, pour fausse déclaration, le navire, l'équipage et la cargaison, si elle est de nature susceptible, seront soumis au maximum de la quarantaine que comporte l'état sanitaire de Constantinople.

Pendant la séquestration du navire, les hardes en laine des personnes du bord resteront exposées à l'air douze heures au moins par jour; le linge de corps et les hamacs devront avoir été lavés huit jours au moins avant l'admission à libre pratique.

Quant aux navires étrangers, comme ils ne sauraient offrir pour nous les mêmes garanties de non communication qui résulteront du règlement que M. l'ambassadeur de France voudra bien faire appliquer aux navires de notre nation dans le port de Constantinople, il y a lieu de maintenir provisoirement, à leur égard, les règlemens en vigueur.

Je vous recommande, Messieurs, de veiller, en ce qui vous concerne, avec le plus grand soin, à l'exécution des dispositions qui précèdent. Plus le Gouvernement est empressé d'adoucir ce que les règlemens sanitaires peuvent avoir de trop rigoureux, en ayant égard aux changemens survenus dans l'état social et politique des peuples, plus les administrations chargées de veiller sur la santé publique doivent montrer de sollicitude pour que les précautions qu'on juge encore nécessaires ne soient pas éludées.

1839 Agréez, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Pair de France, Ministre de l'intérieur, chargé, par intérim, du département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

Signé: GASPARIN.

63.

Décret de la République, de la Nouvelle-Grenade donnée à Bogota le 25 Avril 1839, qui assimile le pavillon espagnol à celui de la Nouvelle-Grenade.

(Traduction officielle).

Le Sénat et la Chambre des représentans de la Nouvelle-Grenade réunis en congrès, considérant;

1° Que la conduite du gouvernement constitutionnel de l'Espagne, d'accord sur ce point avec l'opinion nationale à l'égard des nouveaux Etats américains, tend à former entre eux et l'Espagne, des relations d'amitié sur la base de leur indépendance;

2° Que dans de pareilles circonstances, il est du devoir de la Nouvelle-Grenade de fixer le moment où s'établira une paix ferme et durable entre les deux Etats, et de prendre à cet effet des mesures qui favorisent les relations, en même temps qu'elles développent les rapports de commerce actuellement en usage,

Décrètent:

Art. 1er. Les navires de commerce espagnols ne paieront pas dans les ports de la république des droits de port autres ou plus elevés que ceux qui sont ou qui seraient acquittés par les navires grenadins, et les produits du sol ou des manufactures des Etats espagnols et les importations par navires espagnols dans les ports de la Nouvelle-Grenade ne paieront pas de droits autres ou plus élevés que ceux qu'ils acquitteraient à leur importation par navires grenadins. La Nouvelle-Grenade reconnaît comme navires espagnols ceux qui seront tenus pour tels par le gouvernement espagnol.

2. Les dispositions de l'article précédent recevront 1839
leur accomplissement, pour les navires et les produits, soit du sol, soit des manufactures de la nation espagnole qui entreront dans les ports de la Nouvelle-Grenade à partir du 1er juillet de la présente année.

Donné à Bogota, le 25 avril 1839.

Le Président du Sénat, signé:
José Cornelio Valencia.

Le Président de la Chambre des représentans,
Signé: Soaguit Acosta.

64.

Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande.

(Histoire parlamentaire du Traité de Paix du 19 Avril 1839 entre la Belgique et la Hollande. Bruxelles, 1839).

I.

Note du plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges à M. le plénipotentiaire de S. M. la reine de la Grande-Bretagne, du 27 avril 1839.

Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, s'empresse de transmettre à S. Exc. le vicomte Palmerston copie d'une dépêche que le gouvernement du roi vient d'adresser à Londres, sous la date du 23, au sujet de la réponse de la conférence aux questions relatives à l'Escaut. Sa seigneurie verra qu'une erreur de fait a été commise par la conférence en ce qui concerne le tonnage des Pays-Bas et la réduction en pieds anglais. Il importe que cette erreur, qui trouve son correctif dans le principe général posé par la conférence, soit cependant rectifiée avant l'échange des ratifications, afin d'éviter toute confusion d'idées que pourraient faire naître les chiffres erronés. Le soussigné prie son Exc. le vicomte Palmerston de vouloir bien arrêter, de commun accord avec leurs Exc. les plénipotentiaires d'Au-

1839 triche, de France, de Prusse et de Russie, le mode de rectification à suivre en cette occurrence.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à lord Palmerston l'assurance de sa plus haute considération.

Signé: SYLVAIN VAN DE WEYER.

Annexe.

Bruxelles, le 23 avril 1838.

M. le ministre, la réponse de la conférence au n° 4, des questions sur l'Escaut, renferme une grave erreur de fait, qu'elle doit absolument rectifier avant l'échange des rectifications. Dans ma dépêche du 27 février dernier, je m'en étais référé à l'art. 292 de la loi générale du 26 août 1822, en vigueur tant en Hollande qu'en Belgique. Or, le texte de cette loi porte: que le tonneau sera estimé équivaloir à 1,000 livres des Pays-Bas, représentées par une *aune et demie* cube, mesure des Pays-Bas, c'est-à-dire une aune cube plus la moitié du volume d'une aune cube; ce qui

	35,3170
fait 52,9755	17,6585
	52,9755

au lieu de 35,3170 comme le porte la note de la conférence, laquelle suppose seulement un mètre et a oublié la moitié de ce mètre.

Il semblerait d'abord étrange que l'on ait adopté la mesure d'un mètre et demi pour un tonneau néerlandais, tandis qu'en France on a adopté un mètre; mais il est à remarquer qu'en France l'ordonnance du 18 novembre 1837, motivée sur ce que la mesure d'un mètre est trop défavorable au commerce, a déterminé un nouveau mode de jaugeage qui, par son application, amène un résultat semblable à celui obtenu en Hollande et en Belgique, ainsi que je l'avais fait remarquer par ma dépêche susdite du 27 février dernier et ainsi que le démontre une autre lettre de M. le ministre des finances en date de ce jour.

J'ai dit que la déclaration de la conférence du 18 avril dernier renferme une erreur de fait dans l'énoncé d'un mètre au lieu d'un mètre et demi et ensuite dans la réduction en pieds anglais; mais la conférence avait, dans la même déclaration, posé en principe que c'était la loi du lieu de débition du droit, et conséquemment

le tonneau néerlandais, qui devait servir de base d'ap- 1839
plication pour toutes les nations. Or, ce tonneau doit être celui déterminé par la loi actuellement en vigueur en Hollande; il est donc impossible qu'il soit entré dans les intentions de la conférence de diminuer la valeur de ce tonneau et d'augmenter par là de moitié le péage déjà beaucoup trop onéreux de l'Escaut. Ce qui le prouve plus clairement encore, c'est que la conférence a eu uniquement en vue de résoudre la question de savoir si le péage serait uniforme pour toutes les nations et si ce serait d'après la loi hollandaise.

Comme je vous l'ai dit, M. le ministre, les ratifications ne peuvent être échangées avant que cette erreur soit rectifiée. Veuillez, en conséquence, vous concerter avec les plénipotentiaires de la conférence, et plus particulièrement avec lord Palmerston sur le mode à suivre pour la rectification.

Comme je dois faire un rapport à la Chambre des représentans le 2 mai, et que des interpellations me seront sans doute adressées à ce sujet, je dois être à même d'y répondre.

Signé: DE THEUX.

II.

Note de la conférence de Londres adressée au Plénipotentiaire de la Belgique, en date du 31 *mai* 1839.

Les soussignés, plénipotentiaires des Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont pris connaissance d'une note adressée, le 27 du courant, par M. le plénipotentiaire belge à M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, communiquant une dépêche de son gouvernement, relative à une erreur que les plénipotentiaires des cinq Cours auraient commise dans leur note du 18 avril, en ce qui concerne le tonnage néerlandais et la réduction en pieds anglais du tonneau des Pays-Bas.

Les soussignés, ayant constaté l'exactitude des observations faites par le gouvernement belge, et de la disposition de la loi néerlandaise du 26 août 1822, rapportées dans la dépêche du ministère belge, ont l'honneur de déclarer que la réponse qu'ils ont donnée, dans

1839 leur note du 18 avril, au quatrième objet sur lequel M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges a désiré, dans sa note du 14 du même mois, obtenir des éclaircissemens, doit être interprétée d'après le principe qui s'y trouve clairement établi, savoir: que le droit de tonnage sur l'Escaut doit être perçu conformément à la mesure qui est actuellement en usage dans les ports néerlandais, d'après les dispositions de la loi précitée, qui fixe le contenu d'un tonneau néerlandais à une aune et demie cube, et que l'erreur de fait, dans laquelle la conférence est tombée en évaluant cette mesure à 35,3170 pieds anglais, ne saurait aucunement altérer l'application du dit principe.

Les soussignés saisissent cette occasion pour renouveler à son Exc. M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, l'assurance de leur haute considération.

Signé: Esterhazy, Bourqueney, Palmerston, Werther, Pozzo di Borgo.

III.

Protocole de la conférence tenue à Londres au foreign-office, le 31 *mai* 1839.

Présents: Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie s'étant réunis, le plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a proposé à la conférence de proroger le terme fixé pour l'échange des ratifications des traités du 19 avril, jusqu'au 8 juin, par le seul motif que le plénipotentiaire belge, en conséquence d'un accident tout à fait indépendant de la volonté de son gouvernement, n'avait point encore reçu ses ratifications, et que le temps matériel avait manqué au collationnement de celles de presque toutes les autres cours.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie ont annoncé leur adhésion à la proposition de monsieur le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne; et il a été conséquemment arrêté de communiquer cette proposition aux plénipotentiaires néerlandais et belge, et de les inviter à se réunir aux plé-

nipotentiaires des cinq puissances le 8 juin, ou plus tôt, 1839
si faire se peut, afin de procéder à l'échange des ratifications des traités du 19 avril. Les plénipotentiaires néerlandais et belge ont été introduits, et ont fait les déclarations ci-jointes.

Signé : Esterhazy. — Bourqueney. — Palmerston. Werther. — Bozzo di Borgo.

Annexe A *au protocole du* 31 *mai* 1839.

Le plénipotentiaire belge déclare, au nom de son gouvernement, qu'il adhère avec d'autant plus d'empressement à la proposition en vertu de laquelle l'échange les ratifications aura lieu le 8 juin ou plustôt, si faire se peut, qu'il a reçu de sa cour, sous la date du 28 mai, l'annonce officielle de l'envoi des actes de ratifications des traités signés le 19 avril, et que l'arrivée de ces actes n'a été retardée que par un fait tout à fait indépendant de la volonté du gouvernement belge.

Signé: Sylvain Van de Weyer.

Annexe B *un protocole du* 31 *mai* 1839.

Le plénipotentiaire des Pays-Bas déclare que sa cour apprendra sans doute avec regret que l'échange des ratifications n'a pu avoir lieu au terme fixé par le traité, mais prenant en considération l'assurance donnée qu'aucun autre motif que celui d'un accident tout à fait indépendant de la volonté du gouvernement belge n'a occasionné le retard de ces ratifications et que les plénipotentiaires réunis en conférence ont été unanimement d'avis que le délai de huit jours pouvait être accordé, le plénipotentiaire des Pays-Bas a cru pouvoir prendre sur lui d'adhérer aux propositions qui lui ont été faites par la conférence relativement au susdit délai.

Signé: Bentinck.

IV.

Protocole d'une conférence tenue au foreign-office à Londres, le 8 *Juin* 1839.

Présents : les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

1839 Les plénipotentiaires des cinq cours s'étant réunis en conférence, le plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a annoncé que M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, ayant reçu les actes de ratification de son gouvernement, était prêt à procéder à l'échange de ces actes avec les plénipotentiaires des cinq cours et avec les plénipotentiaires des Pays-Bas.

Les plénipotentiaires néerlandais et belge ayant été introduits, le plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne leur a remis la déclaration ci-jointe, *sub littera* A.

Le plénipotentiaire de Sa Majèsté le Roi des Belges a ensuite remis la déclaration ci-jointe *sub littera* B, aux plénipotentiaires des cinq cours et au plénipotentiaire des Pays-Bas.

Le plénipotentiaire de Sa Majeté le Roi des Pays-Bas a, de son côté, remis la déclaration ci-jointe *sub littera* C, aux plénipotentiaires des cinq cours et au plénipotentiaire de la Belgique.

Les plénipotentiaires des cours respectives ont procédé ensuite à l'échange des ratifications des traités du 19 avril 1839.

ESTERHAZY. — BOURQUENEY. — PALMERSTON. — WERTHER. — POZZO DI BORGO.

Annexe A. — *Déclaration du plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande.*

ORIGINAL.

In proceeding to the exchange of the Ratifications of the Treaties relative to the Netherlands and Belgium, signed at London the 19lh of April 1839, between Their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the King of the French, the King of Prussia, and the

TRADUCTION.

En procédant à l'échange des ratifications des traités relatifs aux Pays-Bas, et à la Belgique, signés à Londres le 19 avril 1839, entre Leurs Majestés la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies, d'une part, et Leurs Majestés

Emperor of all the Russias, on the one part, and Their Majesties the King of the Belgians and the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxembourg respectively, on the other part, the Undersigned Plenipotentiary of Her Britannick Majesty, is commanded by Her Majesty to explain and declare:

le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg respectivement, de l'autre part, le soussigné plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a reçu de Sa Majesté l'ord de déclarer explicitemen 1839

That the government of Her Britannick Majesty does not consider the 16th Article of the Annex to the Treaties above mentioned, or the corresponding Article of the Treaty concluded on the same day between Belgium and the Netherlands, to be applicable to certain tenements and parcels of land belonging to the House of Orange-Nassau, and situated at Laeken, and intermixed with the Crown-property at that Royal-Residence; because it has been understood between the governments of their Britannick and Netherland Majesties, in consequence of communications which took place between them before the signature of the Treaties of the 19th of April, that the before mentioned tenements and parcels are to be sold by the House of Orange-Nassau to the Crown of Belgium at their fair value; such tenements and parcels of land

Que le gouvernement de Sa Majesté Britannique ne considère pas le 16e article de l'annexe aux traités ci-dessus mentionnés, ou l'article correspondant du traité conclu le même jour, entre la Belgique et les Pays-Bas, comme applicable aux propriétés et portions de terrains appartenant à la maison d'Orange-Nassau, et situés à Laeken et enclavés dans le domaine de la Couronne à cette résidence royale; parce qu'il a été entendu, entre les gouvernements de Leurs Majestés Britannique et des Pays-Bas, par suite des communications qui ont eu lieu entre eux, avant la signature des traités du 19 avril, que les propriétés et parties de terrains ci-dessus mentionnées seront vendues par la Maison d'Orange-Nassau à la Couronne de Belgique à un prix équitable (*fair value*); attendu que ces propriétés et portions de terrains sont nécessaires aux

1839 being necessary for the convenient occupation of the Royal Residence at Laeken.

Her Britannick Majesty's Ratifications of the aforesaid Treaties are exchanged under the explicid declaration and understanding abovementioned.

Done at London, the eighth day of June 1839.

PALMERSTON.
(L. S.)

convenances de la résidence royale de Laeken.

L'échange des ratifications de Sa Majesté Britannique, en ce qui concerne les traités précités, a lieu sous la réserve de la déclaration explicite et de l'arrangement qui précèdent.

Donné à Londres, le huitième jour de juin 1839.

PALMERSTON.
(L. S.)

Annexe B. — *Déclaration du plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges.*

Le plénipotentiaire belge, en procédant à l'échange des ratifications des traités du 19 avril, fait observer que, pour éviter toute difficulté dans l'exécution de l'article 16 du traité, il doit être entendu que, vu l'intente directe qui a eu lieu au sujet des domaines de Laeken entre les cabinets de St.-James et de la Haye, et de l'expertise contradictoire à intervenir, l'exécution des dispositions de l'article 16 est suspendue en ce qui concerne spécialement et exclusivement les biens acquis et payés par la Maison de Nassau dans la vue d'embellir et d'agrandir le domaine de Laeken et ses dépendances, jusqu'à l'arrangement entre les parties.

Foreign-Office, le 8 juin 1839.

SYLVAIN VAN DE WEYER.
(L. S.)

Annexe C. — *Déclaration du plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.*

Le plénipotentiaire des Pays-Bas, ayant pris connaissance des déclarations qui ont été faites par le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges et par le plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, a déclaré que comme il n'est pas muni d'instructions pour le cas exceptionnel auquel il a été fait allusion relativement aux domaines patrimoniaux qui sont placés aux envi-

rons du château de Laeken, il croit de son devoir de 1839
réclamer qu'il soit entendu que les déclarations de Messieurs les plénipotentiaires belge et britannique n'invalident pas les droits de propriété de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, sur les susdits domaines.

Londres, le 8 juin 1839.

BENTINCK.
(L. S.)

V.

Ratification du Traité du 19 Avril 1839 entre la Belgique et la Hollande, par Sa Majesté le Roi des Belges, en date de Bruxelles, le 28 Mai 1839.

Nous LEOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Ayant vu et examiné le traité conclu et signé à Londres, le dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf, par le sieur Sylvain Van de Weyer, notre Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, etc., etc., muni de pleins pouvoirs spéciaux, avec le sieur Salomon Dedel, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, commandeur de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc., etc., également muni de pleins pouvoirs en bonne et due forme de la part de notre très-cher et très-amé bon frère, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, duquel traité la teneur suit:

(*Texte du traité*).

Nous, ayant pour agréable le susdit traité, en tou, tes et chacune des dispositions qui y sont contenue-déclarons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, qu'il est approuvé, accepté, ratifié et confirmé, et, par les présentes, signées de notre main, nous l'approuvons, acceptons, ratifions et confirmons:

1839 promettant en foi et parole de Roi, de l'observer et de le faire observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait mettre notre sceau à ces présentes.

Donné au palais de Bruxelles, le vingt-huitième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

LEOPOLD.
Par le Roi:
Le Ministre des affaires étrangèret et de l'intérieur
DE THEUX.

VI.

Ratification du Traité du 19 *Avril* 1839 *entre la Hollande et la Belgique, par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg, en date de la Haye, le* 26 *Mai* 1839.

Guillaume, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc., etc.

Ayant vu et examiné le traité conclu et signé à Londres, le dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf, par notre plénipotentiaire, d'une part, et par le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, d'autre part, respectivement nommés et désignés à cet effet, duquel traité la teneur suit ici mot à mot:

(*Texte du traité*).

Approuvons le traité ci-dessus, et chacun des articles qui y sont contenus; déclarons qu'ils sont acceptés, ratifiés et confirmés, et promettons qu'ils seront exécutés et observés selon leur forme et teneur.

En foi de quoi nous avons donné les présentes, signées de notre main, contre-signées et scellées de notre sceau royal, à La Haye, le vingt-six mai de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf, et de notre règne le vingt-sixième.

GUILLAUME.
Le Ministre des affaires étrangères, Par le Roi:
VERSTOLK DE SOELEN. VAN DOORN.

VII. 1839

Procès-verbal de l'échange des ratifications entre la Belgique et la Hollande. Fait à Londres, le 8 *Juin* 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications d'un traité entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, conclu et signé à Londres le 19 avril 1839, avec deux cartes y annexées, et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal d'échange, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le huit juin mil huit cent trente-neuf.

Sylvain Van de Weyer.	Bentinck.
(L. S.)	(L. S.)

VIII.

Ratification du Traité du 19 *Avril* 1839 *entre la Belgique d'une part et l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'autre part, par Sa Maj. le Roi des Belges. En date de Bruxelles, le* 28 *Mai* 1839.

Nous, Leopold, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Ayant vu et examiné le traité conclu et signé à Londres, le dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf, par le sieur Sylvain Van de Weyer, notre Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc., muni de pleins pouvoirs spéciaux, ainsi que par le sieur Frédéric-Chrétien-Louis, comte de Senfft-Pilsach, conseiller intime actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye, etc., etc., plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique; le sieur Horace-François-Bastien, comte Sébastiani Porta, lieutenant général, Ambassadeur extraordinaire à Londres, etc., etc., plénipotentiaire de

1839 Sa Majesté le Roi des Français; le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, baron Temple, pair d'Irlande, principal sécrétaire d'Etat, ayant le département des affaires étrangères, etc., etc., de Sa Majesté Britannique; le sieur Henri-Guillaume, baron de Bulow, conseiller intime de légation, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, etc., etc., plénipotentiaire de Sa Majesté Prussienne; et le sieur Charles-André, comte Pozzo di Borgo, général d'infanterie, Ambassadeur extraordinaire à Londres, etc., etc., plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; tous lesdits plénipotentiaires également munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme: duquel traité la teneur suit.

(*Texte du traité*).

Nous, ayant pour agréable le susdit traité, en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues et annexées, déclarons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, qu'il est approuvé, accepté, ratifié, et, par les présentes, signées de notre main, nous l'approuvons, acceptons, ratifions et confirmons; promettant en foi et parole de Roi, de l'observer et de le faire observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, pour quelque cause et sous quesque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait mettre notre sceau à ces présentes.

Donné en notre palais de Bruxelles, le vingt-huitième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

LEOPOLD.

Par le Roi:

Le Ministre des affaires étrangères, et de l'intérieur,

DE THEUX.

1839

IX.

Ratification du Traité conclu avec la Belgique le 19 Avril 1839, par sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême. En date de Vienne, le 19 Mai 1839.

Wir

Ferdinand der 1ste, *von Gottes Gnaden, Kaiser von Oesterreich, König von Hungarn und Boehmen*; dieses Namens der 5te, König der Lombardei und Venedigs, von Dalmatien, Croatien, Slavonien, Galizien, Lodomerien und Illyrien, König von Jerusalem, u. s. w.; Erzherzog von Oesterreich; Grossherzog von Toscana; Herzog von Lothringen, von Salzburg, Steyer, Kaernthen, Krain; Grossfürst von Siebenbürgen; Markgraf von Mähren; Herzog von Ober- und Nieder-Schlesien, von Modena, Parma, Piacenza und Guastalla, von Auschwitz und Zator, von Teschen, Frioul, Ragusa und Zara; gefürsteter Graf von Habsburg, von Tyrol, von Kyburg, Görz und Gradisca; Fürst von Trient und Brixen; Markgraf der Ober- und Niederlausitz und in Istrien, Graf von Hohenems, Feldkirch, Bregentz, Sonnenberg, u. s. w.; Herr von Triest, von Cattaro und auf der Windischen Mark.

Nous

Ferdinand 1er, *par la grâce de Dieu, Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème*, 5e de ce nom, Roi de Lombardie et de Venise, de Dalmatie, de Croatie, de Slavonie, de Galicie, de Lodomérie et d'Illyrie; Roi de Jérusalem, etc.; Archiduc d'Autriche; Grand-Duc de Toscane; Duc de Lorraine, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole; Grand Prince de Transylvanie; Margrave de Moravie; Duc de la Haute et Basse Silésie, de Modène, Parme, Plaisance et Guastalla, d'Auschwitz et Zator, de Teschen Frioul, Raguse et Zara; Comte Prince de Habsbourg, du Tyrol de Kybourg, Görz et Gradisca; Prince de Trente et Brixen; Margrave de la Haute et Basse Lusace et d'Istrie, Comte de Hohenems, Feldkirch, Bregentz; Sonnenberg, etc.; Seigneur de Trieste, de Cattaro et de Windisch Mark.

1839 Thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem zu London zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem ihrer Majestäten des Königs der Franzosen, der Königin von Gross-Britannien, des Königs von Preussen und des Kaisers von Russland, zur Schlichtung der aus der Trennung Belgiens vom Königreiche der Niederlande entstandenen Differenzen, Verhandlungen gepflogen worden sind, aus welchen ein am 19ten April des laufenden Jahres zwischen den Bevollmächtigten der erstgenannten fünf Mächte einer und jenem Seiner Majestät des Königs der Belgier andererseits unterzeichneter Tractat hervorgegangen ist, des folgenden Inhaltes:

Par les présentes savoir faisons:

Attendu qu'à la suite des négociations entamées à Londres entre notre plénipotentiaire et ceux de Leurs Majestés le Roi des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie, à l'effet de faire cesser les différends qui se sont élevés par la séparation de la Belgique et du royaume des Pays-Bas, il en est résulté, le 19 avril de l'année courante, entre les plénipotentiaires des cinq dites puissances, d'une part, et celui de Sa Majesté le Roi des Belges, d'autre part, le traité ci-dessous, de la teneur suivante:

(*Texte du traité*).

Als haben Wir nach vorgenommener Prüfung sämmtlicher in diesem Tractate enthaltenen Artikel, dieselben gutgeheissen und genehmigt; versprechen auch mit Unserem Kaiserlich Königlichen Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, dieselben ihrem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Un-

Après examen de tous les articles contenus dans ce traité, nous les avons approuvés et agréés; et promettons sur notre parole impériale et royale, pour nous et nos successeurs, de les observer et faire observer fidèlement dans tout leur contenu.

En foi de quoi nous avons signé de notre propre main le présent acte et y avons

ser Kaiserliches Insiegel beifügen lassen.

So geschehen zu Wien den neunzehnten Mai, im Jahre des Herrn, Eintausend acht hundert neun und dreissig, Unserer Reiche im fünften.

FERDINANDUS.

C. W. L. Fürst von METTERNICH.

Auf Allerhöchsteigenen Befehl Seiner Kais. Kön. Apost. Majestät.

JOSEPH Freih. v. WERNER.

fait apposer notre sceau impérial. 1839

Ainsi fait à Vienne le dix-neuf mai, l'an de grâce mil huit cent trente-neuf, le 5e de notre règne.

FERDINAND.

C. W. L., Prince de METTERNICH.

Par ordonnance de sa Majesté Imp. Roy. Apost.

JOSEPH baron de WERNER.

X.

Procès-verbal de l'échange des ratifications du Traité du 19 *Avril* 1839 *entre la Belgique et l'Autriche. Fait à Londres, le* 8 *Juin* 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications d'un traité entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, de Roi Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, conclu et signé à Londres le 19 Avril 1839, avec vingt-quatre articles et deux cartes y annexés; et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal d'échange et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le huit juin mil huit cent trentneuf.

SYLVAIN VAN DE WEYER. (L. S.)

ESTERHAZY. (L. S.)

1839

XI.

Ratification du Traité du 19 *Avril* 1839 *conclu avec la Belgique par Sa Majesté et le Roi des Français. En date de Paris, le* 18 *mai* 1839.

Louis-Philippe, Roi des Français,

à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

Ayant vu et examiné le traité et son annexe de vingt-quatre articles destinés à regler, d'une manière définitive, la séparation de la Belgique et des Pays-Bas, et les limittes des territoires respectifs de ces deux royaumes: traité et annexe conclus et signés à Londres, le dix-neuf avril dernier, par notre plénipotentiaire, muni de pleins pouvoirs spéciaux à cet effet, avec les plénipotentiaires, également munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme de Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, la Reine du royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse; l'Empereur de toutes les Russies, d'une part, et le Roi des Belges, de l'autre part.

Traité et annexe (auquel annexe est attachée une carte lithographiée dont un exemplaire, signé et paraphé par les plénipotentiaires des six puissances demeure joint à l'instrument original) dont la teneur suit:

(*Texte du Traité*).

Nous, ayant agréable le susdit traité, ainsi que son annexe, en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues, déclarons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, qu'ils sont approuvés, acceptés, ratifiés et confirmés, et, par ces présentes, signées de notre main, nous les approuvons, acceptons, ratifions et confirmons; promettant, en foi et parole de Roi, de les observer et de les faire observer inviolablement sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, pour quelque cause ou quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait mettre notre sceau à ces présentes.

Donné en notre palais des Tuileries, le dix-huitième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

Louis Philippe.
Par le Roi:
Maréchal duc de Dalmatie.

XII.

1839

Procès-verbal de l'échange des ratifications du Traité du 19 *avril* 1839 *entre la Belgique et la France. Fait à Londres, le* 8 *juin* 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications d'un traité entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies de l'autre part, conclu et signé à Londres, le 19 avril 1839, avec vingt-quatre articles et deux cartes y annexés; et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal d'échange et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le huit juin mil huit cent trent-neuf.

SYLVAIN VAN DE WEYER. (L. S.) BOURQUENEY. (L. S.)

XIII.

Ratification du Traité conclu le 19 *avril* 1839 *avec la Belgique, par Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. En date de Londres, le* 22 *mai* 1839.

ORIGINAL.

Victoria, by the grace of God, Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Defender of the Faith, etc., etc. To All and Singular to Whom these Presents shall come. Greeting! Whereas a Treaty between Us and Our good Brothers the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the King of

TRADUCTION.

Victoire, par la grâce de Dieu, Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc. A tous et chacun de ceux qui les présentes verront, salut! Attendu qu'un traité entre nous et nos bons frères l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, le Roi

1839 the French, the King of Prussia, and the Emperor of all the Russias, on the one part, and Our good Brother the King of the Belgians, on the other part, was concluded and signed at London on the Nineteenth day of April ultimo, together with twenty four Articles and two Maps annexed thereto, by the Plenipotentiaries of Us and of Our Said good Brothers, duly and respectively authorized for that purpose; Which Treaty and Articles are hereinafter inserted, word for word, together with copies of the maps aforesaid.

de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies, d'un part, et notre bon frère le Roi des Belges, de l'autre part, a été conclu et signé à Londres, le dix-neuvième jour d'avril dernier, avec vingt-quatre articles et deux cartes y annexés, par nos plénipotentiaires et ceux de nos dits bons frères, dûment et respectivement autorisés à cet effet; lesquels traité et articles sont insérés ci-dessous, mot pour mot, avec des exemplaires des cartes susdites.

(*Texte du traité.*).

We having seen and considered the Treaty and twenty four Articles aforesaid, have approved, accepted, and confirmed the same, in all and every one of their respective articles and clauses, as we do by these Presents approve, accept, confirm and ratify them for Ourselves, Our Heirs and Successors.

Engaging and Promising upon Our Royal word, that we will sincerely and faithfully perform and observe all and singular the things which are contained ed and expressed in the Treaty and Articles aforesaid, and that we will never suffer the same to be violated by any

Après avoir vu et considéré le traité et les vingt-quatre articles déjà cités, nous les avons approuvés, acceptés et confirmés dans tous et chacun de leurs articles et clauses respectifs, comme par les présentes nous les approuvons, confirmons et ratifions, pour nous-mêmes, nos héritiers et successeurs.

Nous engageant et promettant, sur notre parole royale, que nous exécuterons et observerons sincèrement et fidèlement toutes et chacune des clauses contenues et exprimées dans le traité et les vingt-quatre articles susdits, et que nous ne souffrirons jamais qu'elles

one, or transgressed in any manner, as far as it lies in Our Power.

For the greater Testimony and validity of all which, we have caused the Great Seal of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland to be affixed to these Presents, which we have signed with Our Royal Hand.

Given at Our Court at Buckingham Palace, the twenty second day of May, in the year of our Lord One Thousand eight Hundred and thirty nine, and the Second Year of Our Reign.

VICTORIA, R.

soient violées par personne, ou transgressées d'aucune manière, en tant qu'il est en notre pouvoir. 1839

En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes, signées de notre main royale, le grandsceau de notre royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Donné en notre cour, au palais de Buckingham, le vingt-deuxième jour de mai, l'an de Notre-Seigneur mil huit cent trente-neuf, et de notre règne le deuxième.

VICTOIRE, R.

XI.

Procès-verbal de l'échange des ratifications du Traité du 19 *avril* 1839 *entre la Belgique et la Grande-Bretagne. Fait à Londres, le* 8 *juin* 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications d'un traité entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, conclu et signé à Londres, le 19 avril 1839, avec vingt-quatre articles et deux cartes y annexés; et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-ver-

1839 bal d'échange et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le huit juin mil huit cent trente-neuf.

SYLVAIN VAN DE WEYER. (L. S.) PALMERSTON. (L. S.)

XII.

Ratification du Traité conclu le 19 *Avril* 1839 *avec la Belgique, par Sa Majesté le Roi de Prusse. En date de Berlin, le* 20 *Mai* 1839.

NOUS FREDERIC GUILLAUME III,
Par la grace de Dieu, Roi de Prusse.

Savoir faisons par les présentes, qu'étant convenus avec Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges d'autre part, de conclure un traité definitif dans le but d'aplanir les difficultés qui s'étaient opposées à l'accomplissement du traité signé à Londres le 15 novembre 1831, nous avons nommé pour cet effet le sieur Henri-Guillaume, baron de Bulow, notre chambellan, conseiller intime de légation, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand-croix de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse de la seconde classe, grand-croix de l'ordre royal des Guelphes, commandeur des ordres de St.-Stanislas de Russie, et du Faucon de Saxe-Weimar, etc., et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies et le Roi des Belges ayant nommé de leur côté, savoir: Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Frédéric-Chrétien-Louis, comte de Senfft-Pilsach, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold, et de celui de St.-Joseph de Toscane, grand-croix décoré du grand-cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chevalier des ordres de St.-Jean de Jérusalem, et de l'Aigle blanc, grand-croix de la Légion d'honneur, de l'ordre du Mérite de Saxe et de celui de St.-Stanislas, etc., chambellan et conseiller intime actuel de Sa Majesté Impé-

riale et Royale Apostolique et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas; 1839

Sa Majesté le Roi des Français, le sieur Horace-François-Bastien, comte Sébastiani Porta, grand-croix de son ordre royal de la Légion d'honneur, grand-cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold de Belgique, de St.-Ferdinand de Naples, du St.-Sauveur de Grèce, chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer, etc., etc., lieutenant général de ses armées, membre de la chambre des députés de France, son Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, baron Temple, pair d'Irlande, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, membre du parlement et principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Charles-André, comte Pozzo di Borgo, général d'infanterie de ses armées, son aide de camp général, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie, et de l'ordre militaire de St.-Georges de la quatrième classe, chevalier de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de St.-Etienne de Hongrie, de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de St.-Ferdinand de Naples, de l'ordre royal des Guelphes, commandeur grand-croix de l'ordre du Bain, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Sylvain Van de Weyer, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honeur, etc., etc.;

Et lesdits plénipotentiaires après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ayant conclu à Londres, le dix-neuf avril mil

1839 huit cent trente-neuf, le traité dont la teneur suit ici de mot à mot:

(*Texte du Traité*).

Nous, après avoir lu cet acte, l'avons trouvé en tous points conforme à notre volonté; en conséquence de quoi, nous l'avons approuvé, et confirmé et ratifié, comme nous l'approuvons, le confirmons et le ratifions par les présentes, pour nous et nos successeurs, promettant, en foi et parole de Roi, d'accomplir et d'observer ledit traité en tous ses points et articles, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu par d'autres, de quelque manière que ce soit ou puisse être.

En foi de quoi nous avons signé le présent acte de ratification de notre main et y avons fait apposer notre sceau royal.

Fait à Berlin, le vingt mai de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf et de notre règne le quarante-troisième.

FREDERIC-GUILLAUME.
WERTHER.

XIII.

Procès-verbal de l'échange des ratifications du Traité du 19 *Avril* 1839 *entre la Belgique et la Prusse. Fait à Londres, le* 8 *Juin* 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications d'un traité entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, conclu et signé à Londres, le 19 avril 1839, avec vingt-quatre articles et deux cartes y annexés; et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-

verbal d'échange et y ont apposé le cachet de leurs armes. 1839

Fait à Londres, le huit juin mil huit cent trente-neuf.

SYLVAIN VAN DE WEYER. (L. S.) WERTHER. (L. S.)

XIV.

Ratification du Traité conclu le 19 Avril 1839 avec la Belgique, par Sa Maj. l'Empereur de toutes les Russies. En date de St. Petersbourg, le 6 mai (anc. ère) 1839.

Ratification de Sa Majesté L'Empereur de toutes les Russies.

Nous NICOLAS Premier,

Par la grace de Dieu, Empereur et Autocrate de toutes les Russies;

de Moscovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod, Czar de Cazan, Czar d'Astracan, Czar de Pologne, Czar de Sibérie, Czar de la Chersonèse-Taurique, Seigneur de Plescou et Grand-Duc de Smolensko, de Lithuanie, Volhynie, Podolie et de Finlande, Duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Bialostock, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie, et d'autres; Seigneur et Grand-Duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Résan, Polock, Rostow, Jaroslaw, Bélooséric, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepsk, Mstislaw, Dominateur de tout le côté du nord, Seigneur d'Iverie, de la Cartalinie, de la Géorgie, de la Cabardie et de la province d'Arménie, Prince héréditaire et souverain des Princes de Czercassie, Gorsky et autres; Successeurs de Norwège, Duc de Schleswick-Holstein, de Stormarie, de Dithmarsen et d'Oldenbourg, etc., etc., etc.

Savoir faisons par les présentes, que d'un commun accord entre nous, Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Roi de Prusse d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges, de l'autre, nos plénipotentiaires respectifs ont conclu et signé à Londres le 7/19 avril 1839, un traité avec l'annexe mentionnée dans l'article 1er de

1839 ce traité et avec deux cartes appartenantes à l'annexe, dont la teneur mot pour mot est comme suit:

(*Texte du Traité*).

A ces causes, après avoir suffisamment examiné ce traité, ainsi que l'annexe mentionnée dans l'article 1er de ce traité et les deux cartes appartenantes à l'annexe, nous les avons agréés et nous les confirmons et ratifions dans toute leur teneur, en promettant sur notre parole impériale, pour nous, nos héritiers et successeurs, que tout ce qui a été stipulé dans ce traité avec l'annexe mentionnée dans l'article 1er de ce traité et les deux cartes appartenantes à l'annexe, sera observé et exécuté inviolablement. En foi de quoi, nous avons signé de notre propre main la présente ratification impériale, et avons ordonné d'y apposer le sceau de notre empire.

Donné à St.-Pétersbourg, le six mai de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf, et de notre règne la quatorzième année.

NICOLAS.

Le vice-chancelier,
Comte de NESSELRODE.
Pour traduction conforme,
Le comte de NESSELRODE.

XV.

Procès-verbal de l'échange des ratifications du Traité du 19 *Avril* 1839 *entre la Belgique et la Russie. Fait à Londres, le* 8 *Juin* 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications d'un traité entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi de Prusse, de l'autre part, conclu et signé à Londres le 19 avril 1839, avec vingt-quatre articles et deux cartes y annexés: et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal d'échange et y ont apposé le cachet de leurs armes. 1839
Fait à Londres, le huit juin mil huit cent trente-neuf.

SYLVAIN VAN DE WEYER. POZZO DI BORGO.

XVI.

Actes concernant l'accession de la confédération germanique aux Traités signés à Londres le 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Hollande d'avec la Belgique.

A. *Oeffentliches Protokoll*

der 7ten Sitzung der Deutschen Bundesversammlung.
Geschehen, Frankfurt den 11. Mai 1839.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen Generals der Infanterie, Herrn von Schöler;

Von Seiten Bayerns: des Königlichen Staatsraths, Herrn von Mieg;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Herrn Conferenzministers und wirklichen Geheimen Raths, Freiherrn von Manteuffel;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Herrn Geheimen Cabinetsraths, Freiherrn von Stralenheim;

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsraths, Freiherrn von Trott;

Von Seiten Badens: des Grossherzoglichen Geheimen Raths, Herrn von Dusch;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths, Herrn von Riess;

Von Seiten des Grossherzogthums Hessen: des Grossherzoglichen Herrn wirklichen Geheimen Raths, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dänischen Herrn Kämmerers, Freiherrn von Pechlin;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Grossherzogthums Luxemburg: des Königlich-

1839 Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grunne;

Von Seiten der Grossherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Grossherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Herzoglich-Nassauischen Geheimen Raths, Herrn von Röntgen;

Von Seiten Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Grossherzoglich-Mecklenburg-Schwerinischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn von Schack;

Von Seiten Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des von dem Bundestagsgesandten der 15. Stimme, Herrn von Both, substituirten Grossherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Bundestagsgesandten, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg: des Hamburgischen Bundestagsgesandten, Herrn Syndicus Sieveking;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen Legationsraths und Bundescanzlei-Direktors, Ritters von Weissenberg.

In Abwesenheit eines Gesandten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuss, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck.

Die Territorialverhältnisse des Grossherzogthums Luxemburg, und die diessfalls zu London am 19. *April* 1839 *unterzeichneten Verträge betreffend.*

Der Kaiserl.-Königl. Oesterreichische Präsidirende Gesandte, Herr Graf von Münch-Bellinghausen, zeigt an, dass der Königlich-Niederländische, Grossherzoglich-Luxemburgische Herr Gesandte, dessgleichen die Gesandtschaften von Oesterreich und Preussen, in Betreff der Territorialverhältnisse des Grossherzogthums Luxemburg und der diessfalls zu London unterzeichneten Verträge, Erklärungen abzugeben hätten.

Niederlande wegen des Grossherzogthums Luxemburg. Der Gesandte hat, in Gemässheit des dazu erhaltenen Befehls, die Ehre, hoher

Bundesversammlung eine Abschrift des am 19. April 1839
dieses Jahrs zu London durch den Bevollmächtigten des Königs Grossherzogs einer und durch den Belgischen Bevollmächtigten anderer Seits unterzeichneten Tractats vorzulegen, und dabei zugleich Namens Seiner Majestät den Wunsch auszudrücken: es möge nunmehr die hohe Versammlung zur Ratification der Accessionsacte schreiten, welche gleichfalls am oberwähnten 19. April zu London durch die beiden Bevollmächtigten des Bundes zugleich mit dem Niederländischen und jenen der fünf Mächte Frankreich, Grossbritannien, Oesterreich, Preussen und Russland, wie auch von dem Belgischen Bevollmächtigten, unterzeichnet worden ist.

Oesterreich und Preussen. Die Gesandten von Oesterreich und Preussen sind von ihren allerhöchsten Höfen beauftragt, der hohen Bundesversammlung die zu London am 19. April ausgefertigte Urkunde zu übergeben, durch welche einer Seits die Bevollmächtigten Dieser Höfe bei der Londoner Conferenz in ihrer Eigenschaft als Bevollmächtigte für den durchlauchtigsten Deutschen Bund erklärt haben, dass derselbe denjenigen Artikeln der Separationsacte vom 15. October 1831, welche die Territorialverhältnisse des Königreichs Belgien und die immerwährende Neutralität dieses Staates betreffen, so weit durch dieselben des Bundes Rechte und Interessen berührt sind, seine Zustimmung gebe; und durch welche anderer Seits die Bevollmächtigten von Oesterreich, Belgien, Frankreich, Grossbritannien, den Niederlanden, Preussen und Russland diese Zustimmung des Bundes, Namens der gedachten sieben Höfe, welche Contrahenten der am obigen Tage abgeschlossenen Tractate sind, zu acceptiren erklärt haben.

Zugleich haben die Gesandten von Oesterreich und Preussen die Ehre, der hohen Bundesversammlung, im Auftrage ihrer Höfe, vidimirte Abschriften dieser Traktate, nämlich des am 19. April zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland einer und den Niederlanden anderer Seits, dann des zwischen den gedachten fünf Mächten einer und Belgien anderer Seits unterzeichneten Tractats, mit dem Beisatze zu übergeben, dass die, diesen beiden Verträgen als Beilage angeschlossenen 24 Artikel unter demselben Datum zwischen den Bevollmächtigten der Nie-

1839 welchem die beiden allerhöchsten Höfe von Oesterreich und Preussen die Ihrer Vertretung vertrauensvoll empfohlenen Interessen des Deutschen Bundes in dieser schwierigen Unterhandlung gewahrt und die vorliegenden Erfolge erzielt haben.

Sämmtliche übrigen Gesandtschaften erklärten ebenfalls ihre Zustimmung zu dem vom Präsidio proponirten Beschlusse, und vereinigten sich mit der Königlich-Bayerischen Gesandtschaft in dem Ausdruck dankbarer Anerkennung der von den Höfen von Oesterreich und Preussen der Wahrung der Rechte und Interessen des Bundes gewidmeten beharrlichen Bemühungen.

Für Nassau wurde hierbei von dem die dreizehnte Stimme führenden Herrn Gesandten nachstehende Erklärung abgegeben:

Bei den Verhandlungen, welche im Jahre 1834 zu Wiesbaden in Anwesenheit eines Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen und eines Königlich-Preussischen Bevollmächtigten wegen der agnatischen Verhältnisse des Grossherzogthums Luxemburg gepflogen worden sind, haben Seine Durchlaucht der Herzog Sich verpflichtet gehalten, für den Deutschen Bund das Recht auf Territorialersatz conserviren zu lassen und als Agnat in die Abtretung nicht anders einwilligen wollen, als dass dem Deutschen Bunde Territorialentschädigung zu Theil werde.

Von Königlich-Niederländischer Seite wurde in den damaligen Verhandlungen jede Aeusserung über Territorialersatz für den Bund abgelehnt, und laut Protokolls vom 22. Juli 1834 haben die Bevollmächtigten darin das alleinige, dem wirklichen Abschlusse eines Vertrags wegen der agnatischen Verhältnisse, über dessen einzelne Bestimmungen sie sonst überall einig waren, entgegenstehende Hinderniss gefunden.

Seine Durchlaucht der Herzog ersehen jetzt zwar mit grosser Befriedigung, dass dem Bunde Territorialentschädigung zugesichert ist. Auf der andern Seite aber können Sie nicht unbemerkt lassen, dass seit dem 22. Juli 1834 irgend eine Erklärung von Seiner Majestät dem Könige der Niederlande nicht an Sie gelangt ist, und dass Sie Sich daher ganz in Ungewissheit darüber befinden, ob der damals mit beiderseitiger Uebereinstimmung verabredete Vertrag wegen der agnatischen

Rechte nunmehr vollzogen, oder was an seine Stelle 1839
gesetzt werden solle. Seine Durchlaucht sähen Sich daher eigentlich in die Nothwendigkeit versetzt, Sich auf Ihre Erklärung in der Bundestagssitzung vom 17. Januar 1834 zu beziehen, und Ihre Einwilligung zur Abtretung des Wallonischen Theils von Luxemburg an Belgien, als Civilmitbesitzer von Luxemburg und als Bundesglied, noch zur Zeit nicht zu ertheilen. Höchstdieselben wollen aber, in dem Vertrauen auf die bewährten verwandtschaftlichen Gesinnungen Seiner Majestät des Königs der Niederlande und in der zuversichtlichen Erwartung, dass Allerhöchstdieselben die agnatischen Verhältnisse nunmehr alsbald auf befriedigende Weise zu ordnen bereit seyn werden, der Ratification des Vertrags von Seiten des deutschen Bundes kein Hinderniss in den Weg stellen.

Präsidium erklärte hierauf, dass, da der Punkt 4 des proponirten Beschlusses ohnehin die Wahrung der agnatischen Rechte beziele, bei einhelliger Genehmigung des Beschlussentwurfs diessfalls eine weitere Verwahrung nicht erforderlich und nur noch in dem definitiv zu fassenden Beschlusse auf den so eben vernommenen Vorbehalt der Herzoglich-Nassauischen Gesandtschaft Bezug zu nehmen seyn werde.

Die Bundesversammlung war mit dieser Präsidialerklärung einhellig einverstanden.

In Gemässheit der erfolgten Abstimmung wurde demnach

beschlossen:

1) Der Deutsche Bund, nachdem derselbe von der Urkunde Einsicht genommen hat, welche, kraft der von ihm ertheilten Vollmacht und in seinem Namen, von den Bevollmächtigten Oesterreichs und Preussens zu London am 19. April l. J. mitunterzeichnet worden ist, und welche wörtlich also lautet:

(Es folgt hier der französische Text der von den Bevollmächtigten Oesterreichs und Preussens zu London im Namen des deutschen Bundes am 19ten April 1839 unterzeichneten Accessions-Akte, den man in der unten beigefügten officiellen französischen Uebersetzung des Protokolls der Sitzung der deutschen Bundesversammlung v. 11. Mai 1839 nachlesen kann)

ertheilt dieser Beitrittsurkunde hiermit die Genehmigung und Ratification.

1839 2) Die Ratificationsurkunden des Bundes sind hiernach in der erforderlichen Zahl auszufertigen und zu vollziehen, und wird die K. K. Oesterreichische Präsidialgesandtschaft ersucht, dieselben zu dem Ende nach London zu befördern, damit solche in dem tractatmässig festgesetzten Termin gegen die Ratificationsurkunden von Oesterreich, Belgien, Frankreich, Grossbritannien, den Niederlanden, Preussen und Russland ausgewechselt werden.

3) Die Urschrift der Beitrittsurkunde, dessgleichen die der Bundesversammlung vorgelegten vidimirten Abschriften der zu London unterzeichneten Verträge sind in das Bundesarchiv zu hinterlegen.

4) Die Königlich-Niederländische, Grossherzoglich-Luxemburgische Gesandtschaft wird, in Erwiederung auf ihre heutige Mittheilung und mit Rücksicht auf den von der Herzoglich-Nassauischen Gesandtschaft in Betreff der agnatischen Verhältnisse zu Protokoll erklärten Vorbehalt, ersucht, die gegenwärtige Verhandlung mit dem Beifügen zur Kenntniss Seiner Majestät des Königs Grossherzogs zu bringen, dass die Bundesversammlung erwarte, Se. Majestät werde nunmehr in Verfolg des Bundesbeschlusses vom 15. Juni 1838 die wegen Ermittlung und Feststellung der dem Bundesgebiete als Ersatz für den abgetretenen Theil des Grossherzogthums Luxemburg zuzuschlagenden Gebiete noch rückstehende Eröffnung, mit Beachtung der unbeeinträchtigt verbleibenden Rechte der Agnaten des Hauses Nassau, an die Bundesversammlung gelangen lassen.

5) Den Höfen von Oesterreich und Preussen wird für ihre den Rechten und Interessen des Bundes bei den statt gefundenen Verhandlungen gewidmeten beharrlichen Bemühungen der Dank des Bundes ausgedrückt.

Die der Bundesversammlung heute vorgelegten Abschriften der zu London unterzeichneten Verträge sind diesem Protokolle in Abdrücken sub num. 1, 2 und 3 angefügt.

Münch-Bellinghausen. Schöler. Mieg. Manteuffel. Stralenheim. Trott. Dusch. Riess. Gruben. Plehlin. Gruxne. Beust. Röntgen. Schack. Sieveking.

B. *Traduction officielle du Protocole public de la 7me Séance de la Diète germanique, du* 11 *Mai* 1839. 1839

Sont présens:

Pour l'Autriche: M. le comte de Münch-Bellinghausen, conseiller intime actuel de Sa Majesté I. et R. Ap.;

Pour la Prusse: M. de Schöler, général d'Infanterie au service de S. M. le Roi;

Pour la Bavière: M. de Mieg, ministre d'état de Sa Majesté le Roi;

Pour la Saxe: M. le conseiller intime actuel et ministre de conférence, baron de Manteuffel;

Pour le Hanovre: M. le conseiller intime de cabinet, baron de Stralenheim;

Pour le Wurtemberg: M. le conseiller d'état, baron de Trott;

Pour le grand-duché de Bade: M. de Dusch, conseiller intime de S. A. R;

Pour la Hesse-Electorale: M. de Riess, conseiller intime de S. A. S.;

Pour le grand-duché de Hesse: M. le conseiller intime actuel, baron de Gruben;

Pour le Danemarc, à raison du Holstein et du Lauenbourg: M. le chambellan de Sa Majesté, baron de Pechlin;

Pour les Pays-Bas, à raison du grand-duché de Luxembourg: M. le lieutenant-général, comte de Grunne;

Pour les maisons grand-ducale et ducales de Saxe: M. le conseiller intime actuel, comte de Beust;

Pour les duchés de Brunswic et de Nassau, M. le conseiller intime, de Röntgen;

Pour Mecklenbourg-Schwerin et Mecklenbourg-Strélitz: le conseiller intime actuel de S. A. R., M. de Schack;

Pour Oldenburg, Anhalt et Schwarzbourg, M. le comte de Beust, envoyé du grand-duché et des duchés de Saxe, substitué à M. de Both, envoyé à la Diète pour la 15e voix.

Pour les villes libres de Lubeck, Francfort, Brème et Hambourg, M. l'envoyé et sindic de la ville Hambourg, Sieveking;

Et moi, chevalier de Weissenberg, conseiller de la légation autrichienne, et directeur de la chancellerie de la Diète.

1839 En l'absence d'un envoyé de Hohenzollern, Liechtenstein, Reus, Schaumbourg-Lippe, Lippe et Waldeck.

Question territoriale du grand-duché de Luxembourg, et traités signés à Londres le 19 *avril* 1839.

L'Envoyé de Sa Majesté I. et R. Ap., président de la Diète, comte de Münch-Bellinghausen, annonce que l'envoyé de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, ainsi que les légations d'Autriche et de Prusse feront des communications relativement à la question territoriale du grand-duché de Luxembourg et aux traités y relatifs signés à Londres.

Les Pays-Bas pour le grand-duché de Luxembourg. Conformément à l'ordre qu'il en a reçu, l'envoyé a l'honneur de présenter à la sérénissime Diète une copie du traité signé à Londres, le 19 avril de cette année, par les plénipotentiaires du Roi grand-duc d'une part et par le plénipotentiaire belge d'autre part, et d'exprimer en même tems au nom du Roi son maître, le desir de voir la haute Diète procèder maintenant à la ratification de l'acte d'accession qui a été signé à Londres le 19 avril par les plénipotentiaires de la Confédération, de même que par celui des Pays-Bas et ceux des cinq puissances, la France, le Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie, ainsi que par le plénipotentiaire de la Belgique.

Autriche et Prusse. Les envoyés d'Autriche et de Prusse sont chargés par leurs cours respectives de remettre à la Diète l'acte rédigé à Londres le 19 avril, par lequel,

d'une part, les plénipotentiaires de ces cours près la Conférence de Londres, en leur qualité de plénipotentiaires de la haute Confédération germanique, ont déclaré que la dite Confédération accède aux articles de l'acte de séparation du 15 octobre 1831 relatifs aux rapports territoriaux du royaume de Belgique et à la neutralité perpétuelle de cet état, en tant que ces articles concernent les droits de la Confédération, et par lequel,

d'autre part, les plénipotentiaires d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie ont déclaré accepter cette accession de la Diète, au nom des sept dites cours qui

sont les parties contractantes des traités conclus le jour précité. 1839

Les envoyés d'Autriche et de Prusse ont en même tems, au nom de leurs cours, l'honneur de remettre à la haute Diète les copies légalisées de ces traités, savoir: de celui qui a été conclu le 17 avril, entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part; ensuite de celui qui a été conclu entre les cinq puissances susdites, d'une part, et la Belgique, d'autre part; en ajoutant que les 24 articles qui sont annexés à ces deux traités ont aussi été signés, sous la même date et dans la forme des traités, par les plénipotentiaires des Pays-Bas et de Belgique.

Deplus les envoyés sont chargés de proposer que la haute Diète veuille prendre une résolution par laquelle elle approuve l'accession aux articles en question du traité de Londres, déclarée par les plénipotentiaires de leurs cours respectives au nom de la haute Diète, et par laquelle il soit pourvu à l'expédition des ratifications, en due forme, pour que l'échange en puisse avoir lieu à Londres.

Cet échange devant se faire dans six semaines à partir du 19 avril, par conséquent le 31 mai, les envoyés sont chargés de faire observer qu'il serait à desirer que les résolutions prises à ce sujet par la haute Diète, fussent expédiées à Londres sans délai.

MM. les envoyés d'Autriche et de Prusse, ayant ensuite exprimé la reconnaissance de leurs cours pour la confiance honorable que leur avait témoignée la Confédération en les chargeant des négociations qui ont eu lieu à Londres, et ayant rendu un compte détaillé de l'accomplissement de leur mission,

le président, par suite de la déclaration faite par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et par suite des documens présentés par l'Autriche et la Russie, a proposé une résolution qui serait ainsi concue:

1. La Confédération germanique ayant pris connaissance de l'acte, signé à Londres le 19 avril dernier, avec la participation des plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins-pouvoirs de la Con-

1839 fédération et agissant en son nom, acte dont la teneur suit mot à mot:

(*Suit l'acte d'accession.*).

approuve cet acte d'accession et le ratifie par les présentes.

2. En conséquence les actes de ratification de la Confédération seront expédiés et signés en nombre suffisant. La légation présidiale de S. M. l'Empereur d'Autriche, est invitée d'envoyer ces actes à Londres, pour y être échangés dans le terme fixé par le traité contre les actes de ratification de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Prusse et de la Russie.

3. L'original de l'acte d'accession, ainsi que les copies légalisées des traités signés à Londres, présentés à la Diète, seront déposés dans les archives de la Diète.

4. L'envoyé de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas grand-duc de Luxembourg est prié, en réponse à sa communication d'aujourd'hui, de porter à la connaissance de Sa Majesté le présent arrêté sub No. I, et d'ajouter que la Diète s'attend à ce que Sa Majesté, par suite de la décision de la Diète du 15 juin 1838, lui fera parvenir, tout en ayant égard aux droits intacts des agnats de la maison de Nassau, les ouvertures qui restent encore à faire relativement à la fixation des territoires à réunir à celui de la Confédération en compensation de la partie cédée du Luxembourg.

En suite de cette proposition présidiale les votes suivans ont été émis.

L'Autriche et la Prusse adhérent à la résolution proposée par le président.

La Bavière: l'envoyé se référant expressément à ses votes précédents relatifs à la question territoriale du Luxembourg, et dans la supposition constamment maintenue par Sa Majesté: que les droits des agnats de la maison de Nassau seront garantis, et que toutes les parties du territoire de Limbourg, qui doivent constituer le dédommagement dû à la Confédération pour la partie cédée du Luxembourg, seront incorporées à la Confédération, ce dont on devra faire mention dans la demande adressée à S. M. le Roi des Pays-Bas — est chargé d'adhérer aux propositions du président.

L'envoyé est en outre autorisé par ses instructions à joindre à cette déclaration les expressions de gratitude de son souverain pour les efforts constans avec lesquels les cours d'Autriche et de Prusse ont défendu les intérêts de la Confédération germanique dans une négociation aussi délicate, et auxquels sont dûs les succés dont leurs travaux ont été couronnés. 1839

Les envoyés de tous les autres états adhèrent également aux résolutions proposées par le président et se joignent à l'envoyé de Sa Majesté le Roi de Bavière, pour offrir l'expression de leur gratitude aux cours d'Autriche et de Prusse, pour leurs efforts à maintenir les droits et les intérêts de la Confédération.

L'envoyé qui a la treizième voix, fit ensuite au nom de S. A. S. le duc de Nassau la déclaration suivante:

Lors des négociations, qui en 1834 ont eu lieu à Wiesbade en présence d'un plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et d'un plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, relativement aux rapports des agnats du grand-duché de Luxembourg, S. A. S. le duc s'est cru obligé à faire conserver à la Confédération germanique le droit d'une indemnité territoriale, et à n'accéder, en sa qualité d'agnat, à la cession, que dans le cas où il serait accordée une indemnité territoriale, à la Confédération germanique.

De la part de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, toute explication relative à une indemnité territoriale pour la confédération fut écartée des négociations qui eurent lieu à cette époque, et, comme le prouve le protocole du 22 Juillet 1834, cette circonstance a été l'unique obstacle à la conclusion définitive d'un traité relatif aux rapports des agnats, les plénipotentiaires étant d'accord sur tous les autres points de ce traité.

S. A. S. le duc de Nassau voit aujourd'hui, il est vrai, avec une grande satisfaction, que l'on a assuré à la Confédération une indemnité territoriale. Mais, d'un autre côté, il ne peut s'empêcher de faire observer que, depuis le 22 Juillet 1834, il ne lui est parvenu aucune communication de la part de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et qu'en conséquence, il ignore complètement si le traité, relatif aux droits des agnats, dont alors on était convenu de part et d'autre, doit recevoir

1839 son exécution, ou ce qui doit être mis à sa place. S. A. S. se verrait par conséquent dans la nécessité de s'en rapporter à sa déclaration faite dans la séance de la Diète du 17 janvier 1834, et de ne pas encore accéder, en sa qualité de co-possesseur civil du Luxembourg et de membre de la Confédération germanique, à la cession à la Belgique de la partie vallone du Luxembourg: Cependant S. A. S. pleine de confiance dans les sentimens de parenté de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et s'attendant à ce que Sa Majesté se montrera disposée à terminer promptement et d'une manière satisfaisante la question des agnats, ne veut pas mettre obstacle à la ratification du traité de la part de la Confédération germanique.

Mr. le président déclara que, l'article IV de l'arrêté proposé, ayant pour but de maintenir les droits des agnats, une reserve ultérieure à cet égard ne sera plus nécessaire après l'adoption unanime de l'arrêté proposé, et qu'il suffira de se référer, dans l'arrêté qui sera pris, à la réserve faite aujourd'hui par l'envoyé de Nassau.

La Diète adhéra à l'unanimitè à cette déclaration du président.

En conséquence des votes émis, la Diète a pris la résolution suivante:

1. La Confédération germanique ayant pris connaissance de l'acte, signé à Londres le 19 avril dernier, avec la participation des plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins-pouvoirs de la Confédération et agissant en son nom, acte dont la teneur suit mot à mot:

„Les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie ayant signé aujourd'hui les traités conclus entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, entre Leurs Majestés le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Belges, les plénipotentiaires ont jugé à propos que les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins-pouvoirs de la Diète de la Confédération germanique, fussent invités à accéder au nom de la dite Confédération, aux dispositions con-

cernant le grand-duché de Luxembourg, contenues dans 1839
les traités susdits.

En conséquence, les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, représentant la Diète, en vertu des susdits pleins-pouvoirs, déclarent que la Confédération germanique accède formellement aux arrangemens territoriaux concernant le grand-duché de Luxembourg, contenus dans les articles I, II, III, IV, V, VI et VII de l'annexe des traités conclus en ce jour entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Belges, ainsi que dans les articles correspondans du traité signé en même tems entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg; et ils prennent envers les cours d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, au nom de la Confédération germanique, l'engagement que celle-ci se conformera en tout aux stipulations renfermées dans les dits articles, dont la teneur suit mot à mot, en tant qu'elles peuvent concerner la Confédération germanique.

Art. I. Le territoire belge se composera des provinces de

Brabant méridional,
Liège,
Namur,
Hainault,
Flandre occidentale,
Flandre orientale,
Anvers et
Limbourg,

telles qu'elles ont fait partie du royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'article IV.

Le territoire belge comprendra en outre la partie du grand-duché de Luxembourg indiquée dans l'article II.

Art. II. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, consent à ce que dans le grand-duché de Luxembourg, les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dessous:

A partir de la frontière de France entre *Rodange*, qui restera au grand-duché de Luxembourg, et *Athus*, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la

1839 route d'*Arlon* à *Longwy*, la ville d'*Arlon* avec sa banlieue et la route d'*Arlon* à *Bastogne*, passera entre *Mesancy*, qui sera sur le territoire belge, et *Clemancy*, qui restera au grand-duché de Luxembourg pour aboutir à *Steinfort*, lequel endroit restera également au grand-duché. De *Steinfort*, cette ligne sera prolongée dans la direction d'*Eischen*, de *Hecbus*, *Guirsch*, *Oberpallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* et *Perlé* jusqu'à *Martelange*; *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb* et *Parette* devant appartenir à la Belgique, et *Eischen*, *Oberpallen*, *Perlé* et *Martelange* au grand-duché. De *Martelange* la dite ligne descendra le cours de la Sure, dont le *Thalweg* servira de limite entre les deux états, jusque vis-à-vis *Tintange*, d'où elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, et passera entre *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, qu'elle laissera au grand-duché de Luxembourg, et *Honville*, *Livarchamps* et *Loutremange*, qui feront partie du territoire belge; atteignant ensuite aux environs de *Doncols* et de *Soulez*, qui resteront au grand-duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, la ligne en question suivra la dite frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux, situés à l'Ouest de cette ligne appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'Est de cette même ligne, continueront d'appartenir au grand-duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la *carte*, jointe pour plus de clarté au présent article, les commissaires demarcateurs dont il est fait mention dans l'article VI, auront égard aux localités ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Article III. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Pas, grand-duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Article IV. En exécution de la partie de l'art. I, relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, fait dans l'art. II., Sa dite Ma-

jesté possédera, soit en sa qualité de grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous; 1839

1° *Sur la rive droite de la Meuse:* aux anciennes enclaves hollandaises sur la dite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats-Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'Ouest, la frontière du territoire prussien à l'Est, la frontière actuelle de la province de Liège au Midi, et la Gueldre hollandaise au Nord, appartiendra désormais toute entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2° *Sur la rive gauche de la Meuse:* A partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après *la carte ci-jointe*, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessus de *Wessem*, entre cet endroit et *Stevenswaard* au point où se touchent sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissemens actuels de *Ruremonde* et de *Maestricht*, de manière que *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren Ittervoord* et *Thorn*, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au Nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de *Maestricht*, laquelle avec un rayon de territoire de douze cents toises à partir du glacis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Article V. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg s'entendra avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les articles III et IV, ainsi que sur tous les arrangemens que les dits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau, soit avec la Confédération germanique.

1839 Article VI. Moyennant les arrangemens territoriaux arrêtés ci-dessus chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux, situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles I, II et IV.

Les dites limites seront tracées, conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs belges et hollandais, qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de Maestricht.

Article VII. La Belgique, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, formera un état indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres états.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, en vertu de leurs pleins-pouvoirs, acceptent formellement au nom de leurs cours respectifs, la dite accession de la part de la Confédération germanique.

Le présent acte d'accession sera ratifié par la Confédération germanique, moyennant un arrêté de la Diète, dont l'expédition sera faite au nombre des copies nécessaires; ainsi que par les cours d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie; et les actes de ratification respectifs seront échangés à Londres dans l'espace de six semaines, à dater de ce jour, ou plus tôt, si faire se peut, et en même tems que se fera l'échange des ratifications des trois traités susdits.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte d'accession, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-neuf avril, l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

(L. S.) Senfft. (L. S.) Bülow. (L. S.) Senfft.
(L. S.) Sylvain van de Weyer. (L. S.) H. Sebastiani.
(L. S.) Palmerston. (L. S.) Dedel. (L. S.) Bülow.
(L. S.) Pozzo di Borgo.

approuve cet acte d'accession et le ratifie par les présentes.

2° En conséquence, les actes de ratification de la Confédération seront expédiés et signés en nombre suffisant. La

légation présidiale de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, 1839
est invitée d'envoyer ces actes à Londres, pour y être échangés, dans le terme fixé par le traité, contre les actes de ratification de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Prusse et de la Russie.

3°. L'original de l'acte d'accession, ainsi que les copies légalisées des traités signés à Londres, présentées à la Diète, seront déposés dans les archives de la Diète.

4°. L'envoyé de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, est prié, en réponse à sa communication d'aujourd'hui, et en considération de la réserve faite dans le protocole d'aujourd'hui par l'envoyé de Nassau relativement aux droits des agnats, de porter à la connaissance de Sa Majesté les présentes délibérations, et d'ajouter que la Diète s'attend à ce que Sa Majesté, par suite de la décision de la Diète du 15 juin 1838, lui fera parvenir, tout en ayant égard aux droits intacts des agnats de la maison de Nassau, les ouvertures qui restent encore à faire relativement à la fixation des territoires à réunir à celui de la Confédération en compensation de la partie cédée du Luxembourg.

5°. La Confédération exprime ses remercimens aux cours d'Autriche et de Prusse pour les efforts constans qu'elles ont faits dans les négociations pour le maintien des droits et des intérêts de la Confédération.

Les copies des traités signés à Londres, présentées aujourd'hui à la Diète, sont annexées à ce procès-verbal sous les numéros 1, 2 et 3.

MUNCH-BELLINGHAUSEN. SCHOELER. MIEG. MANTEUFFEL. STRALENHEIM. TROTT. DUSCH. RIES. GRUBEN. PECHLIN. GRUNNE. BEUST. ROENTGEN. SCHACK. SIEVEKING.

C. *Ratification de la Confédération Germanique sur l'acte d'accession.*

(ORIGINAL).

Der Deutsche Bund,

Nachdem derselbe von der Urkunde Einsicht genommen hat, welche Kraft der

(TRADUCTION).

La Confédération Germanique,

Après avoir pris connaissance de l'acte qui a été

1839 von ihm ertheilten Vollmacht und in seinem Namen von den Bevollmächtigten Oesterreichs und Preussens zu London am 19ten April laufenden Jahres mitunterzeichnet worden ist, und welche wörtlich also lautet:

signé, conformément aux pleins pouvoirs par elle et en son nom accordés, par les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, à Londres, le 19 avril de l'année courante, et qui est ainsi textuellement conçu:

(*Texte de l'acte d'accession*).

Ertheilt dieser Beitritts-Urkunde hiermit die Genehmigung und Ratification.

Zu dessen Bekräftigung ist Gegenwärtiges unterzeichnet und besiegelt worden.

Geschehen Frankfurt am Main, den eilften des Monats Mai, im Jahr Eintausend achthundert neun und dreissig.

Der Deutsche Bund,

Und in dessen Namen der Kaiserlich Oesterreichische Präsidirende Gesandte der Bundesversammlung.

(L. S.) Joachim, Graf von Münch-Bellinghausen.

Accorde par les présentes à l'acte ci-joint son approbation et sa ratification.

En foi de quoi, les présentes ont été signées et scellées.

Fait à Francfort sur le Mein, le onzième jour du mois de mai, l'an mil huit cent trente-neuf.

La Confédération Germanique,

Et, en son nom, l'Ambassadeur de l'Empereur d'Autriche, président de la Diète fédérale,

(L. S.) Joachim, comte de Münch-Bellinghausen.

D. *Ratification de Sa Majesté le Roi des Belges.*

Nous, Leopold, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Ayant vu et examiné l'acte d'accession de la part de la Confédération Germanique, signé à Londres, le dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf, par le sieur Sylvain Van de Weyer, notre Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la Légion

d'honneur, etc., muni de pleins pouvoirs spéciaux, ainsi 1839
que par le sieur Frédéric-Chrétien-Louis, comte de Senfft-Pilsach, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold, et de celui de St.-Joseph de Toscane, grand-croix décoré du grand-cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chevalier des ordres de St.-Jean de Jérusalem et de l'Aigle blanc, grand-croix de la Légion d'honneur, de l'ordre du Mérite de Saxe et de celui de St.-Stanislas, etc., etc., chambellan et conseiller intime actuel de Sa Majesté impériale et Royale Apostolique, et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas; le sieur Horace-François-Bastien, comte Sébastiani Porta, grand-croix de l'ordre royal de la Légion d'honneur, grand-cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold de Belgique, de St.-Ferdinand de Naples, du Sauveur de Grèce, chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer, etc., etc., lieutenant général des armées de France, membre de la chambre des députés, Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Français près Sa Majesté Britannique; le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, baron Temple, pair d'Irlande, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, membre du parlement et principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères, le sieur Salomon Dedel, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, commandeur de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, près Sa Majesté Britannique; le sieur Henri-Guillaume, baron Bulow, grand-croix de l'Aigle rouge de Prusse de la seconde classe, grand-croix de l'ordre royal des Guelphes, commandeur des ordres de Stanislas de Russie et du Faucon de Saxe-Weimar, etc., etc., chambellan et conseiller intime de légation de Sa Majesté le Roi de Prusse, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique; et le sieur Charles-André, comte de Pozzo di Borgo, général d'infanterie, Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie, et de l'ordre militaire de Saint-

1839 Georges de la quatrième classe, chevalier de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Etienne de Hongrie, de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de Saint-Ferdinand de Naples, de l'ordre royal des Guelphes, commandeur grand-croix de l'ordre royal du Bain, etc, etc.; tous lesdits, plénipotentiaires également munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme, duquel acte d'accession la teneur suit:

(*Texte de l'acte d'accession*).

Nous, ayant pour agréable le susdit acte d'accession en toutes et chacune des dispositions qu'il renferme, déclarons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, qu'il est approuvé, accepté, ratifié et confirmé, et, par les présentes, signées de notre main, nous l'approuvons, acceptons, ratifions et confirmons; promettant en foi et parole de Roi, de l'observer et de le faire observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, pour quelque cause et sous quelque prétexte que se soit. En foi de quoi nous avons fait mettre notre sceau à ces présentes.

Donné au palais de Bruxelles, le vingt-huitième jour du mois de mai, de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

LEOPOLD.

Par le Roi:

Le Ministre des affaires étrangères et de l'intérieur,

DE THEUX.

F. *Publication officielle de la Diète germanique.*

Francfort sur le Mein, le 28 juin.

L'acte d'accession que les fondés de pouvoirs de la Confédération germanique d'une part, et les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, d'autre part, ont signé à Londres, le 19 avril dernier, et par lequel la Confédération a déclaré consentir et accéder aux stipulations arrêtées à l'égard du grand-duché de Luxembourg, par les articles y relatifs des traités conclus à Londres le 19 avril dernier, entre les sept cours ci-dessus nommées, — ayant obtenu l'agrément de chacune des hautes parties con-

1839

E. *Procès-verbal de l'échange des ratifications entre la Belgique et la Confédération Germanique. Fait à Londres le* 8 *Juin* 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications de l'acte d'accession de la Confédération Germanique aux arrangement territoriaux concernant le grand-duché de Luxembourg, contenus dans les articles 1 à 7 des vingt-quatre articles annexés au traité signé à Londres, le 19 avril 1839, entre la Belgique et les Pays-Bas respectivement, d'une part, et l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, de l'autre part, lequel acte d'accession a été aussi conclu et signé à Londres, le 19 avril, avec deux cartes y annexées; et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal d'échange, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Londres, le huit juin mil huit cent trente-neuf.

SYLVAIN VAN DE WEYER. (L. S.)

ESTERHAZY. (L. S.)

WERTHER. (L. S.)

F. *Officielle Bekanntmachung der deutschen Bundesversammlung.*

Frankfurt, 28. Juni.

Nachdem die Beitrittsurkunde, welche am 19. April l. J. zu London einerseits von den Bevollmächtigten des deutschen Bundes und andrerseits von jenen der Höfe von Belgien, Frankreich, Grossbritannien, den Niederlanden, Oesterreich, Preussen und Russland unterzeichnet, und worin die Zustimmung und der Beitritt des Bundes zu den das Grossherzogthum Luxemburg betreffenden Artikeln der am 19. April zwischen den eben genannten sieben Höfen zu London geschlossenen Verträge erklärt worden ist, die Genehmigung sämmtlicher kontrahirenden Theile erhalten hat, so sind die im Na-

1839 2° Les droits qui reviennent au capitaine de port et qui sont de 3 pesos;

3° Les droits d'entrée, qui sont de 7 centavos par chaque tonneau de jauge. Dans le port de la Guaira, il sera perçu en outre, pour droit d'entrée, 2 p. % sur le montant des droits d'importation que doivent les marchandises introduites de l'étranger;

4° Les droits revenant au médecin de la santé, qui sont de 3 pesos, mais qui ne seront payés qu'autant que la visite aura eu lieu;

5° Les droits d'ancrage, qui sont de 18 centavos par tonneau;

6° Les droits de pilotage, qui sont de 6 pesos par chaque pied de tirant d'eau des bâtimens qui entrent à Angostura et à Maracaïbo;

7° Les droits d'aiguade, dont le montant est de 12 centavos par tonneau;

8° Les droits de permis de naviguer (congés), dont le montant est de 2 pesos.

Exceptions.

Art. 2. Seront exempts de tous les droits spécifiés en l'article précédent:

1° Les bâtimens de guerre, les paquebots ou les courriers nationaux ou étrangers;

2° Les bâtimens qui, en cas d'avaries effectives et prouvées, entreront, dans le seul but de se réparer, dans les chantiers de la république: pourvu qu'ils n'introduisent ni n'exportent aucune marchandise:

3° Les bâtimens en relâche forcée, s'ils ne chargent ni ne déchargent aucune marchandise.

Art. 3. Les bâtimens qui entreront et sortiront sur lest, ceux qui entreront chargés et sortiront sans avoir déchargé ni chargé aucune marchandise, et ceux qui entreront sur lest et sortiront chargés seulement de bétail, ne devront que les droits spécifiés dans les §§ 4 et 6 de l'article 1er.

Art. 4. Le droit d'aiguade ne sera perçu sur les bâtimens non exceptés que dans les ports où il y aura de l'eau fournie par la nature ou amenée par des tra-

---

Loi du 26 avril 1838, relative à la dette étrangère.
Décret du 28 avril 1838, réglant le tarif des droits d'importation.

vaux d'art, dont les bâtimens peuvent se pourvoir, ainsi 1839
que dans ceux où il y a ou il y aura par la suite des aqueducs publics construits à cet effet.

Commerce de Cabotage.

Art. 5. Les bâtimens nationaux venant des ports habilités de la république, qui déposent ou prennent quelque chargement, paieront pour tout droit de port:

1° 12 centavos par chaque tonneau que jaugera le bâtiment au-dessus de 30;

2° 3 pesos pour le médecin de la santé, quand le bâtiment venant d'un port infecté sera visité par lui par ordre de l'autorité compétente;

3° Les droits de pilotage, quand les bâtimens en prendront à bord, à l'embouchure de l'Orénoque ou à la barre de Maracaïbo, auquel cas ils paieront 6 pesos pour tout droit, quel que soit le tirant d'eau du bâtiment;

4° 50 centavos pour permis de navigation.

Perception et Emploi des droits.

Art. 6. Les droits de port établis par cette loi seront perçus à la sortie des bâtimens non exceptés ainsi qu'il suit: ceux qui reviennent au médecin de la santé et au capitaine de port, par ces employés eux-mêmes, et tous les autres par le chef ou les chefs de la douane des ports habilités où ils seront dus.

Art. 7. L'emploi des fonds recouvrés sera fait tous les mois ainsi qu'il suit:

1° Les droits d'ancrage seront exclusivement destinés à soutenir les hôpitaux de ladres ou lépreux existans dans la république, et le pouvoir exécutif, suivant le nombre des infirmes qui se trouveront dans chaque hôpital, désignera les députations provinciales à la disposition desquelles les chefs des douanes devront tenir les fonds, en tant que ces hôpitaux sont à la charge de ces corporations;

2° Les droits d'entrée et d'aiguade seront affectés à l'amélioration des ports et darses, et à la construction et l'entretien des aqueducs et fontaines publiques dans les lieux où il y en a ou pourra en être établi: le tout sous la direction des conseils municipaux respectifs. Le droit de 2 p. % qui se percevra dans la douane de la Guaira sur les droits d'importation, sera appliqué

1839 en outre des objets indiqués, à la construction de la prison publique de ce port;

3º Les droits du médecin et du capitaine de port appartiendront à ces employés;

4º Les droits de tonnage et de pilotage entreront dans les caisses nationales;

5º Les droits de permis de navigation seront affectés aux municipalités.

Dispositions générales.

Art. 8. Les droits de port que doit un bâtiment venant de l'étranger, dans le but de décharger et de charger dans deux ou plusieurs ports de la république, seront payés seulement dans le premier port où il débarquera, ou prendra une partie de son chargement, sauf le droit d'aiguade qui sera payé dans le port où il sera dû, conformément à l'art. 4, et le droit de pilotage, qui sera payé toutes les fois que le bâtiment entrera à Angostura et à Maracaïbo.

Art. 9. Lorsque des bâtimens qui entreront dans l'Orénoque sur lest dans le but de charger du bétail le feront pour la première fois et ne connaîtront pas le nombre exact de tonneau qu'ils jaugent, les droits de port qu'ils devront par tonneau seront perçus sur le nombre de tonneaux énoncé en la patente, avec augmentation de 10 p. %.

§ unique. Dans le cas où celui qui devra le droit s'y refusera, le bâtiment se rendra au port d'Angostura pour y être mesuré conformément à la loi sur la matière, et la douane prendra note du résultat pour servir de règle à l'avenir.

Art. 10. Les capitaines de port ont le droit:

1º D'expédier sur papier timbré nº 5 les rôles des bâtimens qui font le commerce étranger ou de cabotage, et la valeur du papier sera remboursée par les intéressés.

2º De se servir des embarcations des douanes pour faire la visite des bâtimens.

Art. 11. La première autorité civile des ports habilités expédiera les licences de navigation à tous les bâtimens qui doivent partir pour l'étranger, ou pour un autre port ou point de la république, en exigeant

d'abord du capitaine ou du consignataire la preuve que 1839
le paiement en a été fait à la douane.

Art. 12. La loi du 21 février 1838 est abrogée.

Caracas, 3 mai 1839. Signé : J.-A. Paez.

II.

Loi du 6 mai 1839, relative à un impôt extraordinaire de douanes.

Art. 1er. A partir du 1er juillet de l'année courante, il sera perçu dans les douanes habilitées pour l'importation un impôt extraordinaire de 4 p. % sur la valeur des droits d'importation dus sur les marchandises importées dans ces ports; la perception en sera faite à la Guaira, conformément à l'article 6.

2. La douane de Porto-Cabello tiendra le produit de ce nouvel impôt à la disposition des députations de Carabobo et de Barquisimento, chacune pour moitié.

3. Les douanes de Guyana et de Maracaïbo tiendront de même les produits dudit impôt à la disposition des députations d'Apure, de Barinas, de Guyana, de Maracaïbo, de Merida et de Truxillo, savoir: les produits réalisés à Guyana seront destinés, un quart pour la députation de cette province, un quart pour la députation d'Apure, et les deux autres quarts pour la députation des Barinas. Les produits réalisés à Maracaïbo seront distribués, un quart pour la députation de cette ville, et le surplus par portions égales entre les députations de Truxillo et de Merida.

4. Dans la douane de la Vela, il sera perçu un impôt extraordinaire de 4 p. %, conformément aux dispositions de l'art. 1er, pour être tenu à la disposition de la députation provinciale de Coro.

5. Cet impôt extraordinaire sera exclusivement affecté à l'ouverture, la construction et l'établissement des chemins, prisons, darses, ponts et canaux principaux des provinces, au profit desquelles il est perçu, suivant la répartition qui en sera faite par les députations respectives.

§ 1er. Les produits de cet impôt dans les ports de Cumana, Carupano, Guiria et Maturin seront appliqués aux cantons et aux objets signalés par cette loi.

§ 2. A Barcelonne, l'impôt de 4 p. % sera ex-

1839 clusivement employé à l'achèvement de la prison commencée par le dernier gouvernement.

Art. 6. Dans la douane de la Guaira, il sera perçu 2 p. % sur la valeur des droits d'importation dus sur les marchandises importées, pour être tenus à la disposition de la députation provinciale de Caracas, afin d'être exclusivement affectés à la route de Caracas à la Guaira. S'il vient à être accordé un privilége pour la construction de ladite route, les fonds touchés en exécution de ce décret seront mis à la disposition de la députation provinciale pour la construction du chemin de Caracas à la vallée d'Aragua.

7. Les députations provinciales régleront l'emploi des sommes reçues des diverses douanes, et rendront compte au congrès, dans chaque session, de l'état des travaux auxquels elles auront été employées, conformément au pouvoir que leur concède ce décret.

8. La durée de cette contribution extraordinaire est fixée au 30 juin 1845, conformément au décret qui l'a établie.

9. Le décret du 25 avril 1835 est abrogé.

Caracas, 6 mai 1839. Signé: J.-A. Paez.

III.

Loi du 10 mai, sur le commerce de cabotage.

Art. 1er Les bâtimens nationaux pourront seuls faire le commerce de cabotage d'un point de la côte à l'autre.

2. Néanmoins, les bâtimens étrangers pourront charger des produits du pays sur tout point quelconque des côtes, rivières et anses d'où ils proviennent ou se trouvent déposés, en se conformant aux règles prescrites pour le commerce d'exportation.

3. Les marchandises et effets qui seront transportés d'un port habilité à un autre, ou d'un port vers un point quelconque de la côte, sur des bâtimens nationaux, devront être accompagnés d'un certificat de la douane respective, à l'effet de quoi l'exportateur pré- [illegible] une note signée de lui des susdits objets, et [illegible] les visitera ou fera visiter.

[illegible] de ces certificats sera ainsi qu'il suit:

[illegible] . . . . . à . . . . . de . . . . . .

Nous, A. B. et C. D., administrateur et contrôleur 1839
de cette douane, certifions que, suivant la note qui nous a été présentée (nom de l'exportateur), expédie par (nom et classe du bâtiment), les marchandises et effets ci-dessous désignés, pour lesquels ont été payés à leur entrée les droits correspondans d'importation.

Marques Numéros. Nombre. Collis et contenu.

Signé: A. B., administrateur. C. D., contrôleur.

4. Les fruits et productions de la république, envoyés par mer d'un port habilité à un autre, ou d'un point de la côte à un port, devront être accompagnés d'un certificat délivré par les administrateurs ou contrôleurs de la douane, par les juges locaux ou les chefs des administrations, ou leurs premiers commis, suivant le lieu d'où se fera l'exportation.

5. Le nombre et la quantité des colis, marchandises et effets seront énoncés dans les certificats prescrits par cette loi, en toutes lettres.

6. Les certificats devront être présentés à l'employé chargé de la visite, qui les remettra à l'administrateur et au controleur. Sont exceptées de cette règle les douanes de Carupano et de Guaira, conformément à la loi sur l'habilitation des ports.

7. Les douanes qui ne sont habilitées que pour l'importation des objets destinés à leur consommation intérieure, ne pourront délivrer les certificats dont il est parlé dans l'article 3.

8. Il est interdit aux bâtimens qui font le commerce de cabotage ou côtier de toucher à aucune des Antilles lorsqu'ils sont chargés de marchandises étrangères, sous peine de payer les droits d'importation, conformément à la loi, sur les effets trouvés à bord, quand même ils les auraient payés dans le port de leur expédition.

9. La loi du 12. mai 1834 est abrogée.

Caracas, 10 mai 1839. Signé: S.-A. Paez.

IV.

Loi du 10 *mai, sur le régime des douanes.*

Le Sénat et la Chambre des représentans de la république de Vénézuéla, réunis en congrès, décrètent:

Art. 1er. Au moment où un navire mouillera dans quelqu'un des ports habilités pour le commerce exté-

1839 rieur, il sera passé en visite par l'administrateur ou par la personne que celui-ci désignera à cet effet, et par le commandant de la douane, où il y en aura un, avec un brigadier et un surveillant; et si le navire venait d'un port étranger, on exigera du capitaine la patente de navigation et le manifeste du chargement, dans lequel on exprimera la nature et le nom du bâtiment, la nation à laquelle il appartient, les tonneaux qu'il jauge, le nom du capitaine, celui du port ou du lieu d'où s'est fait l'exportation, le nombre et le détail des colis que contient le chargement, avec spécification de leurs marques et numéros; le nom des consignataires, conforme aux connaissemens qu'ils auront signés; le port auquel on les envoie, et une note des vivres destinés à l'usage du navire et des autres effets de rechange qu'il y aurait à bord pour la voilure, les apparaux et autres objets à l'usage du bâtiment; laissant à bord un ou plusieurs surveillans de garde; dans le cas où le navire viendrait chargé, et s'il venait sur lest, on n'exigera pas de manifeste, mais seulement les documens et renseignements déjà mentionnés, ainsi qu'un examen attentif pour s'assurer si le navire est bien venu sur lest.

§. 1er. Les articles de rechange pour la voilure, apparaux et autres objets à l'usage du navire, seront considérés comme en dépôt à bord, et le capitaine ne pourra s'en servir pendant son séjour dans le port sans la connaissance des chefs de la douane. Si en passant la visite de mouillage, pour se mettre en charge ou pour toute autre circonstance, les chefs de la douane ne trouvaient pas l'existence de ces articles d'accord avec la quantité déclarée à l'entrée, et avec l'emploi qui en aurait été fait à leur connaissance dans le port, ils imposeront au capitaine une amende de 50 à 500 piastres, selon le cas.

§ 2. Les chefs des douanes peuvent ordonner l'embarquement d'un ou plusieurs surveillans de garde à bord d'un navire, toutes les fois qu'ils le jugeront avantageux pour les intérêts du fisc.

Art. 2. Si au moment de la visite le capitaine ne présentait pas son manifeste dans la forme prévue par l'article 1er, on exigera de lui les connaissemens du chargemeet, et en outre une note de tous autres effets qu'il aurait à bord et qui n'y seraient pas compris, et ces documens resteront à la douane jusqu'à ce que le

capitaine forme et présente, d'après eux, son manifeste, sans qu'on puisse, en attendant, débarquer aucun objet. 1839

Art. 3. En cas de manque de manifeste et en même temps de connaissemens, les chefs des douanes prendront, aux frais du capitaine, toutes les mesures qui leur paraîtront nécessaires, pour s'assurer que rien ne sera débarqué sans leur permission.

Art. 4. Lorsque le chargement qui se trouvera à bord d'un navire ne sera pas d'accord avec le manifeste ou les connaissemens présentés par la capitaine au moment de la visite, on procédera conformément à la loi sur la contrebande.

Art. 5. Lorsque le capitaine de navire, par insolvabilité ou pour tout autre motif, ne paiera pas les frais et l'amende dont il est parlé à l'article 3 et au § 1er de l'article 1er, le navire et ses apparaux restent responsables pour les sommes dues par le capitaine.

Art. 6. Les navires qui se dirigeront vers Angostura et Maracaïbo seront accompagnés d'un ou plusieurs surveillans, depuis Yaya et le château de Saint-Charles, afin qu'il ne leur soit permis de rien extraire du navire avant d'avoir été visités par les employés de la douane.

Art. 7. Dans les cinq jours qui suivront le mouillage du navire, son consignataire ou le propriétaire de la cargaison devra déclarer à la douane s'il a ou non l'intention de décharger. Si le déchargement devait s'effectuer en tout ou en partie, on demandera la permission voulue par écrit au chef de la douane, dans le délai fixé, exprimant si quelques parties du chargement est destinée à d'autres ports étrangers ou de la republique; mais si le navire ne se décidait pas à décharger, il devra partir six jours pleins après son arrivée, excepté les cas de relâche pour avaries notoirement vérifiés, dans lequel cas le navire ne restera dans le port que le temps nécessaire pour les réparer, sous la surveillance convenable. Si le propriétaire ou consignataire du navire laissait à son bord quelque partie du chargement pour la conduire dans d'autres ports, son départ devra avoir lieu dans le délai de dix jours, comptés depuis celui où il aura débarqué la partie de marchandises qu'il avait déclaré devoir, débarquer, et

1839 pendant son séjour dans le port, il gardera à son bord un ou plusieurs surveillans.

Art. 8. Les bâtimens étrangers, comme les nationaux, pourront porter d'un port à d'autres ports habilités la partie de la cargaison qui ne sera point destinée au port où sera arrivé le navire, et qui sera déclarée sur le manifeste comme de transit pour un ou d'autres ports de Vénézuéla.

Art. 9. Lorsque des marchandises ou des effets déclarés devront être transportés à un ou à d'autres ports par le même navire qui les a apportés, l'administrateur et le contrôleur donneront au capitaine une copie entière et certifiée du manifeste, fait et présenté par lui à son entrée, dans lequel on mentionnera en outre les marchandises et effets qui seront restés à bord.

§. 1er. La forme de ce certificat sera la suivante:

Port de . . . . . le . . . . . etc., etc.

Nous certifions que la copie précédente est celle du manifeste du chargement de (nature et nom du navire); capitaine (nom du capitaine) qui est entré dans ce port le . . . . . de . . . . . et que les marchandises et effets suivans restent à bord, destinés au port de... marques. numeros. nombre. collis et leur contenu.

Signé: A. B., administrateur. C. D., contrôleur.

§ 2. Quand des effets resteront à bord et seront transportés à un ou à d'autres ports de Vénézuéla, le capitaine du navire ou son consignataire devra présenter à la première douane où il a été expédié un certificat de la dernière où il sera arrivé, constatant que le déchargement des effets qu'il avait déclarés de transit pour un ou d'autres ports de la république s'est opéré légalement.

Art. 10. Rien ne pourra être débarqué sans la permission de l'administrateur et du contrôleur.

Art. 11. Une fois obtenue la permission de décharger un navire, il en sera fait part au commandant de la douane, afin que le déchargement s'accomplisse avec les formalités suivantes:

Première. Le commandant de la douane ordonnera par écrit aux surveillans de garde du navire de permettre le débarquement.

Deuxième. Les surveillans de garde fourniront une note des colis qui seront déchargés par chaque

embarcation, spécifiant leurs numéros et marques, les classant par caisses, malles, barils, balles, fordeaux, etc. Leurs bulletins seront vérifiés par les surveillans de garde, avec les colis débarqués, et s'ils les trouvent d'accord, ils les remettront au commandant de la douane, pour qu'il les copie sur un registre et les transmette à la douane, afin que les colis soient reçus dans ses magasins. 1839

Troisième. Le commandant de la douane résumera dans une note journalière les colis qu'on aura débarqués de chaque navire, d'après la vérification des bulletins qu'il aura reçus des surveillans de garde. Il fera tous les jours part de cette note à l'administrateur de la douane, afin que, avant de terminer l'expédition, lui ou le contrôleur la confrontent avec les colis déposés à la douane, et que, s'ils la trouvent d'accord, ils la signent ou qu'ils fassent les observations convenables.

Quatrième. Les déchargemens se feront sur les quais et lieux désignés, depuis six heures du matin jusqu'à trois heures du soir; et depuis l'arrivée du navire jusqu'à ce que le déchargement soit fini, personne ne pourra aller à bord, à moins qu'il ne soit porté sur le rôle du bâtiment, ou qu'il n'aille avec une permission de la douane, sous peine d'une amende de 25 piastres, qui sera imposée et rendue effective par les chefs de la douane. Les personnes qui contribueront à secourir un bâtiment dans le cas de danger ou de perte n'auront pas besoin de permission.

Cinquième. Le déchargement terminé, après que le capitaine du navire en aura fait part à l'administrateur, celui-ci ou le contrôleur, emmenant avec lui le commandant ou le brigadier de la douane, fera une visite pour examiner s'il est resté à bord d'autres effets ou marchandises autres que ceux qui, dans le manifeste, auront été déclarés destinés à un ou à d'autres ports.

Art. 12. La visite du bâtiment une fois faite, on confrontera les notes journalières du déchargement, et si elles sont d'accord, le commandant de la douane constatera que le déchargement est terminé.

Art. 13. Dans les quarante-huit heures après avoir déclaré qu'un navire va décharger, le consignataire, l'agent ou propriétaire des marchandises qui devront être débarquées en présentera à l'administration un

1839 manifeste en langue espagnole, dans lequel il devra mentionner la quantité desdites marchandises, selon leur nature, leur nombre, leurs poids et mesure, comme aussi leurs qualités et leur prix.

§ 1er. Quand l'introducteur aura des doutes sur le prix ou les mesures qu'il devra mettre aux articles contenus dans le manifeste, on lui permettra de voir la marchandise avant d'en faire la reconnaissance.

§ 2. Si l'introducteur avait également des doutes relativement à leur qualité, c'est-à-dire, pour savoir si elles sont en fil, en coton, en laine, en soie, ou mêlées, etc., on permettra à l'introducteur de les voir avant, et si après cela il déclare qu'il ne peut ou ne sait pas les estimer, alors les chefs de la douane feront l'évaluation, qu'ils établiront de manière à ce que les articles en question paient le droit le plus élevé, selon la loi des tarifs de douane.

§ 3. Lorsque les doutes des introducteurs porteront sur le poids des articles, ils seront pesés dans les magasins de la douane, et on percevra le droit d'après le résultat de la pesée.

Art. 14. Le droit de ces effets, qui, d'après la loi des tarifs, doit se recouvrer selon la valeur (*ad valorem*), se calculera d'après le prix imposé à cesdits effets dans le manifeste.

Art. 15. Lorsque l'administrateur ou le contrôleur d'une douane jugeront que dans le manifeste présenté, conformément à l'article 9, les prix de quelques-uns ou de tous les effets dont les droits sont perçus *ad valorem*, auront été cotés si bas, qu'en ajoutant les droits qu'ils doivent payer selon leur qualité, conformément à la loi du tarif, à 10 p. % de bénéfice, il y ait encore une différence avec le prix courant de la place, ils pourront prendre, pour le compte du gouvernement, les effets dont le taux sera abaissé, en payant à l'intéressé le prix auquel ils auront été évalués dans le manifeste, et 10 p. % en sus de bénéfice.

§ 1er. Dans le cas de l'article ci-dessus, les chefs de la douane déclareront leur intention à l'introducteur, au moment même de la vérification, et dans les trois jours suivans, ils feront part de leur résolution définitive.

§ 2. La somme qui, pour cette affaire, sera due par l'administration des douanes aux consignataires, agens

ou propriétaires des marchandises, leur sera payée 1839
comptant, si elle ne dépasse pas cent piastres; jusqu'à trois cents à trente jours, jusqu'à cinq cents à soixante jours et au-dessus de cette somme, quelqu'élevée qu'elle soit, par moitié à trois et six mois d'échéance, comptés de la date à laquelle les chefs de la douane déclareront qu'ils prennent les effets pour le compte de l'Etat, et dans ce cas, les susdits chefs délivreront des bons à payer en faveur de l'intéressé ou à son ordre, pour la somme offerte à l'échéance qui lui sera due.

Art. 16. Le pouvoir exécutif donnera les instructions qu'il croira convenables aux chefs des douanes pour exercer les attributions qui leur sont accordées par l'article précédent, et il donnera les ordres qu'il jugera à propos sur le lieu et le mode d'après lesquels devra s'effectuer la vente des effets achetés pour le compte de l'Etat.

Art. 17. Une fois que les marchandises et effets qui composent la cargaison d'un navire, ou bien que la totalité des colis, contenus dans un ou plusieurs des manifestes présentés auront été déposés à la douane, il sera procédé à leur vérification par l'administrateur et le contrôleur, et là où il n'y aura pas de contrôleur, par l'administrateur et le brigadier de la douane, demeurant tous solidairement responsables.

§ 1er. Dans le port de Cumana, le dépôt et la vérification, dont traite cet article, se pratiqueront dans les magasins à l'embouchure du fleuve.

§ 2. Les articles inflammables et tous les autres, qui n'arrivent point en caisse ou en ballot, et les effets des voyageurs pourront, après la vérification, être expédiés du port ou de la plage sans qu'il soit nécessaire de les faire entrer dans les magasins.

§ 3. Quand un importateur ne présentera pas le manifeste comme il est exigé par l'art. 13 et ses paragraphes, on ne pratiquera pas la vérification de ses marchandises sans cette formalité. Quand il le présentera et qu'on la pratiquera, on recouvrera sur lui 1 p. % de magasinage sur la valeur dudit manifeste, et il sera entendu qu l'échéance des droits courra du jour où les articles seront entrés en douane.

Art. 18. Les propriétaires, consignataires ou agens des marchandises, seront convoqués par l'administrateur vingt-quatre heures avant de commencer la vérifi-

1839 cation, et s'ils n'y assistent pas, il y sera procédé, sans qu'on puisse la faire de nouveau.

Art. 19. Quand, au moment de la vérification des marchandises et des effets, on reconnaîtra une avarie et qu'on en demandera une estimation, l'administrateur et le contrôleur, avec un commerçant nommé par l'intéressé, procéderont à cette verification, et l'on n'exigera aucun droit sur la valeur des avaries. Après que les marchandises et les effets auront été enlevés de la douane, il n'y aura lieu à aucune réclamation pour avarie.

Art. 20. Les droits d'importation se percevront conformément à la loi des tarifs, si les marchandises ou effets sont venus à bord de navires nationaux, ou de celles des nations qui ont des traités en vigueur avec la république, sur le pied de la nation la plus favorisée. Si l'introduction se faisait par tout autre navire, il sera perçu en outre 10 p. %, calculés en sus du droit, soit que celui-ci soit spécifique ou *ad valorem*.

§ unique. Sont exceptés les productions ou objets manufacturés espagnols, importés par navires espagnols, lesquels, par un décret spécial du 13 mars 1838, ne paieront des droits autres ou plus élevés que ceux que paient ou paieraient les mêmes produits importés par des navires vénézuéliens.

Art. 21. Pour jouir de l'égalité des droits établis par l'article et le paragraphe antérieurs, entre les navires nationaux, les espagnols et ceux des nations qui auront conclu des traités, on fera constater par un certificat de l'employé principal de la douane du port d'où proviennent les marchandises, que celles-ci et les autres effets importés sont des produits ou des objets manufacturés de sa nation.

Art. 22. Les doutes que pourrait avoir l'administrateur de la douane sur les noms des marchandises, si dans le manifeste de l'importateur elles étaient désignées par des noms différens de ceux mentionnés dans le tarif, seront résolus par deux experts, nommés l'un par l'administrateur, et l'autre par l'importateur; en cas de désaccord, la question sera décidée par un troisième expert, nommé par l'administrateur.

Art. 23. Les experts nommés pour exercer les fonctions exprimées par l'article antérieur, ne pourront

s'excuser sans un empêchement jugé suffisant par l'administrateur. Dans le cas où l'excuse ne serait pas admise, les experts nommés seront forcés d'exercer lesdites fonctions, sous peine d'une amende de 200 piastr. 1839

Art. 24. Les tares sur les articles qui paient leurs droits au poids seront déduites ainsi: 2 p. % sur toute espèce de grains, fruits, graines et farines en sacs de toile, et sur tous les articles qui viennent en caisses, caissons, barils, etc., on déduira les tares marquées sur les colis; la vérification par la pesée pourra avoir lieu si l'administrateur pense qu'il y a erreur.

Art. 25. Le pouvoir exécutif fournira aux douanes les pithomètres et tous autres instrumens qui sont nécessaires pour mesurer la capacité des divers vaisseaux qui contiennent des liquides.

Art. 26. Pour les liquides qui viennent dans des vaisseaux de bois, on déduira 4 p. % pour le coulage; et pour ceux qui viennent en bouteilles, en flacons ou tous autres vaisseaux de verre, renfermés dans des caisses, des paniers ou des barils, on fera la même déduction pour avarie, comme aussi sur la faïence, la porcelaine; les verreries et les cristaux, si on ne demandait pas l'estimation, conformément à l'art. 19.

Art. 27. A la suite du manifeste, on exprimera les démarches de vérification et d'estimation des avaries, lorsqu'on pratiquera quelqu'une de ces opérations, et tout sera signé par ceux qui y auront pris part, et de suite après, on formera la liquidation des droits.

Art. 28. Une fois la vérification des marchandises et effets terminée, les propriétaires ou consignataires devront les enlever des magasins de la douane, et s'ils ne le font pas dans le délai de trois jours, ils paieront pour droits de magasinage un quart pour cent par jour sur la valeur des effets, exprimée dans le manifeste.

§ unique. Le délai de trois jours, mentionné dans cet article, pourra être prorogé, à la volonté de l'administrateur ou du contrôleur, quand ceux-ci ne croiront pas nécessaire de débarrasser la place où se trouvent les effets expédiés, et quand des circonstances spéciales s'opposeraient à leur extraction.

Art. 29. Malgré les dispositions de l'article antérieur, lorsque le propriétaire, importateur ou consignataire, déclarera qu'il veut réexporter quelques marchandises ou effets de ceux contenus dans le manifeste

1839 présenté, parce que leur introduction n'est pas à sa convenance, ils resteront déposés dans les magasins de la douane, et dans le délai de six mois au plus, il devra déclarer qu'il les introduit, en tout ou en partie, pour la consommation ou les réexporter. Dans le cas de réexportation, l'intéressé paiera 1 p. % par mois sur la valeur des effets portée au manifeste, et dans le cas où il les introduirait pour la consommation, il paiera, en outre dudit magasinage, les droits d'importation, demeurant entendu que les échéances de ceux-ci commenceront à courir du jour où les marchandises ou effets ont été déposés.

Art. 30. La liquidation des droits sera faite par l'administrateur et le contrôleur, conformément à la loi des tarifs, et dans les huit jours au plus tard, on donnera au consignataire ou proprietaire des marchandises, contre un reçu, un bulletin de la liquidation des droits, afin que s'il le trouve d'accord avec la loi, il le signe, en le faisant précéder de cette note: *C'est conforme:* ou au contraire qu'il réclame la rectification, par une réclamation signée, qui sera jointe à l'expedition respective d'entrée.

§ unique. Pour rendre les bulletins, on assigne aux propriétaires ou consignataires le délai imprescriptible de six jours, comptés de celui où ils auront été remis contre un reçu. Ce délai expiré, sans que le bulletin soit rendu, on le considérera comme d'accord, et on joindra à l'expédition le document du reçu.

Art. 31. L'expédition d'entrée d'un navire, qui se forme comme pièce comprobante de la base respective d'après laquelle doit être établi le compte des frais, se composera: 1° du livre de bord et permis de décharger: 2° des notes des déchargemens journaliers, légalisés par le commandant de la douane, là où il y en aura un, ou par le brigadier; 3° des manifestes, procès-verbaux de vérification et liquidation des droits, qui se fera ainsi qu'il est prévu; 4° des bulletins rendus ou des reçus de ceux qui n'ont pas été rendus.

§ unique. Dans le délai de quatre jours, comptés depuis celui où les bulletins auront été signés par les propriétaires ou consignataires des marchandises, ou depuis celui où le déjai sera expiré pour faire les reclamations, l'expédition devra être regardée comme com-

plètement terminée, et on devra établir la base des 1839
droits qui lui correspondent.

Art. 32. Tout propriétaire ou consignataire assurera par un ou deux répondans, d'accord et solidaires, agréés par l'administrateur ou le contrôleur, le paiement des droits qu'ils réclament, et lui seul signera des bons à payer, écrits sur le papier timbré correspondant, pour les droits qu'il doit; ces bons seront aussi nombreux que les échéances qu'on lui accordera pour le paiement.

§ unique. La forme de ces bons sera la suivante:

Port de . . . . . le . . . . . B. P. piastres.

Je dois et je paierai (ou: Nous devons et nous paierons) à la trésorerie générale de la république de Vénézuéla, la somme de .... pour droits d'importation des marchandises et effets introduits par moi (ou par nous), à bord de .... (nature et nom du navire), capitaine (nom du capitaine), venant de (port ou ports de provenance étrangère), laquelle somme je m'oblige (ou nous nous obligeons) à payer sous la caution fournie le ..... à l'administration de cette douane, ou à l'ordre de la susdite trésorerie.

A. B., propriétaire ou consignataire.

Art. 33. Les droits se paieront au comptant, s'ils n'excèdent pas cent piastres; à trente jours, s'ils n'excèdent pas trois cents; à soixante jours jusqu'à cinq cents, et au-dessus de cette quantité, quel que soit le montant, à trois et six mois d'échéance, comptés de la date desdits bons à payer, qui sera forcément celle du jour où les marchandises auront été expédiées en douane, à l'exception des cas prévus par le § 3 de l'art. 17.

Art. 34. Si, à l'échéance des obligations, le paiement n'avait pas lieu, il sera procédé contre le débiteur et les répondans, ou contre quelqu'un d'eux, non-seulement pour la quantité due, mais encore pour les frais et les intérêts de 2 pour % par mois.

Art. 35. Dans le cas où le propriétaire ou consignataire des marchandises et effets, n'aurait pas de répondans à la satisfaction de l'administrateur ou contrôleur, ou dans le cas où ils ne paieraient pas les droits en numéraire, on retiendra à la douane les marchandises et effets dont la valeur sera jugée suffisante pour couvrir les droits de toute l'importation; et si ceux-ci ne sont point acquittés à l'échéance des bons,

1839 on vendra les marchandises et les effets aux enchères publiques, et on remettra l'excédant, s'il y en a un, à l'intéressé.

Art. 36. S'il arrivait que le propriétaire, importateur ou consignataire, voulût faire cession de quelques marchandises ou effets, pour la valeur des droits qui leur auraient été imposés, cela leur sera permis, pourvu que cela ait lieu avant de les sortir de la douane; et lesdits effets seront adjugés aux enchères publiques pour le compte du trésor.

Art. 37. La responsabilité des commerçans, exprimée dans l'article 32 de cette loi, relativement au droit d'importation, est annulée par le paiement effectif des droits qu'ils auront acquittés, d'après la liquidation pratiquée, sans qu'on puisse exiger d'eux aucun remboursement d'aucune espèce, après qu'ils auront satisfait aux échéances établies pour le paiement par l'article 33. Les importateurs ou leurs consignataires pourront seulement réclamer contre les préjudices que leur causerait la liquidation dans le même délai.

§ unique. Les chefs des douanes, aussitôt que les bulletins d'une expédition seront terminés, en remettront copie au tribunal des comptes, par le courrier suivant, afin qu'il les examine, et le pouvoir exécutif fera les dispositions nécessaires afin que cette vérification ait lieu avant toute autre affaire, afin que si la liquidation des droits renfermait quelque erreur, elle pût être rectifiée par les employés responsables avant l'échéance des bons, délai après l'expiration duquel toute réclamation ou action pour remboursement contre les négocians, est frappée de prescription, selon ce qui est prévu dans cet article.

Art. 38. Toutes les amendes imposées par cette loi appartiendront au trésor public, quand elles n'auront pas d'emploi spécial, et elles seront exigées, le cas échéant, par l'administrateur ou le contrôleur de la douane respective.

Art. 39. La présente loi sera exécutoire dans toutes les douanes de la république à dater du 1er juillet, pour les Antilles, et pour le commerce d'Europe et des Etats-Unis, à dater du 1er octobre prochain.

Art. 40. La loi du 12 mai 1834, sur l'organisation des douanes, est et demeure abrogée.

Donné à Caracas, le 8 mai 1839 (an x de la loi et xxix de l'indépendance). 1839

Le président du Sénat, *Jose Manuel Alegria*; le président de la Chambre des représentans, *Francisco Diaz*; le secrétaire du Sénat, *Jose Angel Freire*, le secrétaire de la Chambre des représentans, *Rafaël Acevedo*.

Caracas, 10 mai 1839 (x et xxix).

A exécuter. (L. S.) Jose Antonio Paez.
Par S. E. Guillaume Smith.

V.

Loi du 10 mai, sur la contrebande.

Le Sénat et la Chambre des représentans de la république de Vénézuéla, réunis en congrès, décrètent:

Article 1er. La connaissance des procès de contrebande, dont la valeur principale excédera 400 piastres, appartiendra aux juges de première instance; les maires (alcaldes) connaîtront de ceux qui ne dépasseront pas cette quantité, et ces magistrats se conformeront pour la procédure et l'application des peines à ce qui est établi par la présente loi. Pour établir la compétence du tribunal, on considérera comme faisant partie de la valeur principale de la contrebande celle du bâtiment et de ses apparaux, les chevaux et bêtes de somme, les voitures et autres objets, dont la perte est encourue, en vertu de la contravention imputée.

§ 1er. Dans le cas de manque de colis, eu égard au nombre exprimé sur le livre de bord ou le connaissement, l'alcade connaîtra du délit, s'il n'excède pas quatre colis; mais ce sera le juge de première instance qui devra en connaître, s'il excède le nombre quatre.

§ 2. Dans les causes d'une grande valeur, s'il n'y avait pas de juge de première instance dans le lieu où la contravention aurait été commise, l'alcade dressera procès-verbal, et une fois terminé, il le remettra au juge de première instance du district.

Cas de contrebande.

Art. 2. Sera compris dans le délit de contrebande:

1° Tout ce qui sera conduit par des navires étrangers, d'un port à un autre de la répubiique, hors les cas permis par la loi, ou sans les documens et forma-

1839 lités exigés, à moins qu'on ne prouve que la contravention est excusable;

2° Tout ce qui sera conduit d'un port à un autre, habilité ou à un point quelconque de la côte, par des navires nationaux, sans le certificat exigé par la loi du cabotage, si l'on ne peut prouver par un document semblable que le manque de certificat a été involontaire;

3° Tout ce qui aura été embarqué ou sera pris sur le fait, ou préparé pour l'embarquement, sur les quais ou autres points voisins des embarcadères des ports habilités, sans permission écrite de l'administrateur ou contrôleur, mise au bas du manifeste ou de la police des articles, quels qu'ils soient;

4° Tout ce qui sera débarqué ou sera trouvé débarquant dans les ports habilités, sans les permissions: bulletins et autres formalités exigés par la loi d'importation, quoiqu'après le débarquement cela ait été conduit dans une maison, magasin ou autre lieu quelconque à terre;

5° Tout ce qui sera embarqué ou débarqué, ou sera trouvé débarquant ou embarquant de nuit ou de jour, ou à des jours et des heures qui ne sont pas destinés à l'expédition en douane, quoique ce soit avec les formalités exprimées dans les paragraphes antérieurs. Est excepté le cas d'avarie effective d'un navire qui serait dans un danger si imminent, qu'il faudrait le décharger à toute heure et en tout lieu. Le déchargement aurait lieu alors en faisant part à l'administrateur ou contrôleur, ou, à leur défaut, au commandant de la douane, afin que rien ne s'égare, jusqu'à ce que le chargement soit déposé à la douane, où l'on collationnera les marchandises avec le livre de bord ou les connaissemens que le capitaine aura remis au moment de mouiller.

6° Tout ce qui aura été débarqué ou sera trouvé débarquant sans permission légale, s'embarquant ou essayant de s'embarquer sans manifeste et permission écrite de la douane respective ou des autorités compétentes, dans les ports non habilités, côtes, baies, rades ou rivières, dans des canots, des chaloupes ou autres alléges et embarcations, quelle que soit leur capacité; le bâtiment encourant la confiscation avec tous ses agrès et ses apparaux;

7° Tout ce qui aura été débarqué par contrebande 1839
et sera rencontré ou saisi sur les chemins, dans des lieux habités ou autres; les voitures, chevaux et objets dont se servent les contrevenans encourront la même punition;

8° Tous les effets de l'étranger qui seraient débarqués et seront trouvés cachés, rassemblés, emmagasinés ou déposés, ou de toute autre manière, dans les maisons, cabanes, chaumières ou autres points de la côte, ou terres inhabitées, distances de la surveillance des douanes et des ports habilités, dont les parages seraient sujets à la fraude, à cause de leurs localités et du voisinage des haies, rades, rivières ou ports non habilités;

9° Tout navire étranger, avec ses agrès, apparaux et chargement, qui sera surpris, mouillant dans un port non habilité, rade, baie, golfe ou rivière, sans permission de quelque douane pour le chargement des produits du pays, et conformément aux dispositions de la loi d'exportation;

10° Tout navire national ou étranger, pour lequel il sera prouvé qu'il a fait un voyage des ports ou côtes de la république à tout autre point étranger, sans avoir été expédié légalement, et tout navire étranger ou national, qui sera prouvé avoir fait un voyage direct de l'étranger à un point ou port de la côte non habilité pour l'importation;

11° Les produits qu'on transporte de port à port habilité, ou d'une propriété ou point de la côte à un port, sans le certificat exigé par la loi de cabotage; pour le manque de ce document, ou procédera conformément à l'article 29 de cette loi;

12° Tous les effets étrangers qui seront conduits par mer, avec ou sans passavant des ports ou points de la côte non habilités pour l'importation, ou de ceux qui le sont seulement pour leur consommation, sans avoir le droit spécial de délivrer des passavans, quel que soit le port où se dirigent ou pour lequel seraient destinés ces effets;

13° Tous les articles qui, au moment de la vérification et de la confrontation qui se pratiquent dans la douane, seront trouvés en plus dans le manifeste ou les manifestes présentés, et les excédans qu'il y aura sur les articles en poids et en mesures;

14° Tous les effets qui, après vérification à la

1839 douane, différent essentiellement en qualité de ceux montrés par le propriétaire ou consignataire, si la différence causait un préjudice notable à l'Etat, à raison de ce que ces effets seraient présentés dans le manifeste de manière à payer moins de droits que ceux qu'ils devraient payer d'après leur qualité; le tribunal jugera cette différence d'après la vérification des articles, que pratiqueront deux experts nommés sur-le-champ, l'un par l'administrateur, l'autre par l'intéressé: dans le cas de désaccord, un troisième expert, choisi part l'administrateur, décidera la question;

15° La valeur de tout ce qui sera établi par chaque manifeste et se trouvera en moins lorsque la douane pratiquera la vérification et la collation, si l'on ne prouve pas, dans un délai péremptoire, que cela a été jeté à la mer par nécessité, et qu'on ne rende l'erreur patente par le contenu du colis, en reconnaissant que l'on n'a pu extraire autre chose que ce qui était déclaré s'y trouver;

16° Tous les articles qui seront trouvés sur le navire au moment de faire la visite de mouillage, après avoir fini le déchargement, et qui n'auront pas été compris dans le livre de bord du capitaine, ni dans sa note de vivres, ni dans celle des objets de rechange pour la voilure, les apparaux et autres agrès du navire, ni parmi ce qui a été déclaré pour d'autres ports. On excepte les articles à l'usage des individus appartenant au navire;

17° Tous les effets d'importation prohibés, qui seront à bord du navire et excéderont ce qui est strictement nécessaire pour l'usage du capitaine et de l'équipage, à moins qu'ils ne fussent déclarés sur le livre de bord comme destinés à un autre ou à d'autres ports étrangers.

(Nous omettons ici les articles qui règlent le mode de procédure).

Peines contre les contrevenans.

Art. 22. En outre de la perte des articles, des navires et autres embarcations, les contrevenans seront, selon le cas, condamnés aux peines établies par les articles suivans.

Art. 23. Dans les cas 1°, 2° et 3° de l'article 2, les contrevenans seront punis non-seulement par la

perte des articles auxquels ils s'appliquent, mais encore 1839
par les droits que ceux-ci doivent payer à l'Etat, et par le montant des frais de justice.

Art. 24. Ceux qui auront débarqué ou qu'on surprendra débarquant des articles sujets aux droits, dans les cas 4° et 5° de l'article 2, seront condamnés à payer à l'Etat le double des droits qui lui reviennent, et solidairement à payer le montant des frais de justice avec le capitaine du navire et les propriétaires des articles, s'ils sont découverts. L'habitant de la maison ou possesseur du magasin paiera une amende de 100 piastres.

Art. 25. Ceux qui auront débarqué ou seront surpris débarquant, embarquant ou tâchant d'embarquer des effets qui doivent payer des droits dans les ports mentionnés dans le sixième cas dudit article 2, seront condamnés solidairement avec le capitaine ou le propriétaire des effets, à payer quatre fois les droits de l'Etat, à la perte du navire, des chaloupes, canots et alléges quelconques, et à payer le montant des frais de justice. Si le capitaine n'était pas arrêté, pour lui imposer la responsabilité, le propriétaire des articles paiera le quadruple des droits, solidairement avec les embarqueurs ou débarqueurs.

Art. 26. Les personnes qui auraient débarqué des articles de contrebande ou qui les auraient dans leurs maisons, dans les cas mentionnés au paragraphe 8 dudit article 2, seront punies toutes, et paieront solidairement le quadruple des droits dus à l'Etat et le montant des frais de justice; et les habitans des chaumières et cabanes, qui seraient dans ce cas, les perdront en outre, si elles étaient leurs propriétés: sinon, ils encourront une amende égale à leur valeur. Dans le septième cas, en outre de la perte des effets, des bêtes de somme, des voitures et ustensiles, les contrevenans seront punis par le paiement du quadruple des droits, solidairement, et par le montant des frais de justice.

Art. 27. Dans le neuvième cas dudit article 2, le capitaine ou patron sera condamné à la confiscation de son navire, de son chargement, au paiement des droits d'importation des marchandises saisies, si elles étaient étrangères, ou au paiement des droits d'importation, si le chargement se composait de denrées ou de productions du pays, et au montant des frais de justice, cal-

1839 culés d'après la valeur du navire et de ses apparaux, agrès et chargemens, et par une amende de 500 piastres.

Art. 28. Dans les cas du paragraphe 10 dudit article 2, le navire encourra la peine de la confiscation, et si le capitaine était pris, il paiera une amende de 500 piastres, et le montant des frais de justice, calculés d'après la valeur du navire.

Art. 29. Dans le cas onzième de l'article mentionné, seront retenus par les douanes ou par les autorités locales, les denrées ou produits dont-il y est fait mention, et les capitaines ou patrons qui les transporteraient sans le passavant exigé, jusqu'à ce que l'on vérifie s'ils sont transportés légitimement. Si ces objets provenaient de vol, ils seraient remis à leurs maîtres, et celui qui les conduirait serait mis à la disposition de l'autorité publique, pour être jugé conformément à la loi sur les fraudes; mais s'il était prouvé que le transport de ces objets a lieu pour la contrebande, ils seront confisqués, et le conducteur ou celui auquel ils sont destinés, condamné solidairement à payer les droits qui reviennent à l'Etat, au montant des frais de justice, calculés sur la valeur des articles, et à une amende de 50 à 100 piastres.

Art. 30. Dans les cas 12, 13, 14 et 15 dudit article 2, en outre de la confiscation des effets, les contrevenans paieront les droits qui reviennent à l'Etat et le montant des frais de justice, conformément à la loi qui régit la matière.

§ unique. Si ce qui n'est pas compris dans le manifeste des propriétaires ou consignataires était trouvé caché dans quelques coffres, caisses ou autres colis, le propriétaire ou consignataire qui aura tenté de frauder les droits et de tromper la vigilance des employés vérificateurs, paiera en outre une amende de 200 piastres.

Art. 31. Lorsque le capitaine d'un navire, par insolvabilité ou pour tout autre motif, ne paiera pas les frais et amendes dont il serait responsable, conformément à la présente loi, l'embarcation et ses apparaux demeureront responsables de la somme due par le capitaine.

§ 1er. Lorsqu'il y aura des colis en plus ou en

moins dans le chargement d'un navire après vérification faite sur le livre de bord ou les connaissemens, les chefs de la douane s'adresseront à qui de droit pour empêcher la sortie du bâtiment, jusqu'à ce que le capitaine ait donné caution agréée par les chefs de la douane pour le paiement des sommes auxquelles il pourrait être condamné. 1839

§ 2. Cette même retenue ou embargo aura lieu toutes les fois que le capitaine d'un navire sera soupçonné d'un cas de contrebande, et l'action sera suspendue aussitôt qu'il aura fourni la caution exigée par le paragraphe précédent.

Art. 32. Dans le cas 16°, le capitaine du navire paiera à l'Etat des droits doubles pour les articles confisqués, sans qu'il puisse faire valoir l'excuse qu'il ne les a pas compris sur le livre de bord, par oubli, ou parce qu'il ignorait leur existence à bord.

Art. 33. Les effets dont l'introduction est prohibée et auxquels se rapporte le 17e cas de l'article 2, lorsque le contrevenant ne pourra être découvert, seront vendus aux enchères publiques, au plus offrant, après que le jour aura été fixé par le juge du délit. L'Etat percevra sur le produit 30 p. %, et le reste sera partagé entre les capteurs; mais si le contrevenant était découvert, il paiera 50 p. % de droits et le montant des frais de justice. Ces deux sommes seront calculées d'après la valeur qu'auront les articles sur le marché de la place, et les objets seront alors remis intégralement au capteur.

Art. 34. Le capitaine d'un navire, ou propriétaire ou consignataire des effets, qui pour la seconde fois sera reconnu comme l'auteur ou le complice d'un délit de contrebande, paieront des droits triples des objets qu'ils tenteraient de frauder; s'ils sont saisis pour la troisième fois, ils paieront des droits quadruples, et ainsi successivement, en augmentant les droits du double, sans préjudice de ceux auxquels ils seraient condamnés pour une contravention antérieure.

Art. 35. En outre des complices dont il est fait mention dans cette loi, seront considérés et punis par les peines suivantes:

1° Ceux qui, de quelque manière, auraient donné

1839 aide ou prêté secours à ceux qui font la contrebande, par une amende de 100 piastres.;

2º Les contre-maîtres des portefaix qui dans les ports habilités exercent le débarquement des marchandises, lorsque quelqu'un de leur escouade, et à leur connaissance, portera dans quelque maison ou magasin un ou plusieurs colis déjà débarqués, au lieu de les conduire à la douane, seront condamnés chacun à une amende de 200 piastres, et l'habitant de la maison ou du magasin qui les aurait reçus, à une amende de 300 piastres.

Art. 36. Lorsque le chargement d'un navire ne sera pas d'accord avec le livre de bord ou les connaissemens présentés par le capitaine, celui-ci encourra les peines suivantes: S'il se trouve plus de colis que ceux déclarés sur le livre de bord, il lui sera imposé une amende du double de la valeur des droits que paieront les articles excédans, et s'il y avait des colis en moins, il sera sujet à une amende de 50 à 500 piastres pour chaque colis qui manquera, à moins que dans ce dernier cas il ne soit déclaré au moment de la visite, et il ne soit prouvé, dans un délai péremptoire, que le colis ou les colis qui manquent ont été jetés dans l'eau par nécessité, ou que la faute ne peut être attribuée au capitaine.

Dispositions générales.

Art. 37. Dans le cas où un navire provenant de l'étranger aurait à son bord une cargaison de cacao, même quand elle serait déclarée sur le livre de bord comme destinée pour un autre point étranger, on l'obligera à mettre à la voile à l'instant même, pour tout autre port qu'il voudra et qui n'appartiendra pas à la république de Vénézuéla, et en attendant, le navire demeurera entièrement privé de communications, sans qu'on puisse en aucune manière envoyer à son bord ni lettres ni papiers d'aucune espèce.

Art. 38. Lorsque le contrevenant sera inconnu, ne sera point arrêté, ou qu'il sera reconnu insolvable pour le paiement des droits et le montant des frais de justice, ces deux sommes seront déduites de la valeur des objets confisqués, en calculant ces droits, quand on ne connaîtra pas le navire par lequel auront été

introduites les marchandises, comme si elles eussent été 1839
importées ou exportées par navires nationaux. Le montant des frais de justice sera évalué au quart de ce qui doit se payer, conformément à la loi sur la matière, et le reste sera remis aux capteurs.

Art. 39. Les contrevenans reconnus insolvables, ou qui ne paieraient pas leur quote-part lorsqu'ils auront été condamnés, conjointement et solidairement avec d'autres, à payer une certaine somme, et auxquels la présente loi n'assignerait aucune peine corporelle, seront condamnés à être détenus dans une prison, à raison d'un mois, pour toute somme qu'ils ne paieraient point et qui ne dépasserait pas 50 piastres; deux mois pour la somme qui n'excéderait pas 100 piastres, et ainsi proportionnellement, sans que l'emprisonnement puisse dépasser un an; et s'ils n'avaient point de quoi se nourrir, dans ce cas, on leur fournira une ration sur les rentes municipales, avec obligation de travailler aux travaux publics.

Art. 40. Les articles confisqués appartiennent aux dénonciateurs et aux capteurs, qu'ils soient ou non employés, et ils seront distribués entre eux par parties égales. Les chefs ou le commandant de la douane y auront aussi part, lorsque, sur l'avis d'une fraude, ils en auront ordonné la saisie.

§ unique. Lorsque dans une saisie il y aura à la fois un ou plusieurs capteurs, la moitié sera distribuée entre le premier ou les premiers, et l'autre moitié s'appliquera au capteur ou aux capteurs.

Art. 41. Lorsque la saisie de la contrebande se fera au moment de la vérification qui se pratique à la douane, elle se partagera entre les employés vérificateurs et par parties égales.

Art. 42. Les amendes imposées par cette loi se distribueront, d'après la valeur principale de la saisie, entre les ayant-part désignés par la loi, sans autre déduction que les droits naturels du trésor et les frais de procédure et de justice, dans les cas où le contrevenant ne serait pas connu ou n'aurait pas de quoi les payer.

Art. 43. Dans les jugemens de contrebande sujets à la procédure établie par la présente loi, on suivra les dispositions du Code de procédure civile pour les cas qui n'y seraient point prévus.

1839 Art. 44. La loi du 12 mars 1834 sur les contrebandes est abrogée.

Donné à Caracas, le 8 mai 1839 (an x de la loi et xxix de l'indépedance).

Le président du Sénat, *Josef-Manuel Alegria*; le président de la Chambre des représentans, *Francisco Diaz*; le secrétaire du Sénat, *Josef Angel Freyre*; le secrétaire de la Chambre des représentans *Rafaël Acevedo*.

Caracas, le 10 mai 1839 (an x et xxix).

A exécuter. (L.-S.) José-Antonio Paez.

Par S.-E. Guillaume Smith.

66.

Convention additionnelle à la convention postale du 30 mars 1836 entre la France et la Grande-Bretagne, pour le transport, à travers la France, des correspondances des Indes orientales pour l'Angleterre, et vice versâ. Signée à Paris, le 10 mai 1839.

(Journal des Débats).

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant s'entendre sur un arrangement pour le transport, à travers la France, des correspondances entre la Grande-Bretagne et les Indes orientales, ont résolu d'assurer cet important résultat au moyen d'une convention additionnelle à la convention postale conclue le 30 mars 1836, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, le sieur Napoléon Lannes, duc de Montebello, pair de France, officier de son ordre royal de la Légion-d'Honneur, grand'croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique, son ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Granville, comte Granville, chevalier grand'croix du très-

honorable ordre du Bain, pair du royaume-uni, membre du conseil privé, et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté britannique près Sa Majesté le Roi des Français; 1839

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. 1er. Le gouvernement de Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande confiera à l'office des postes de France, aux conditions qui seront exprimées dans les articles ci-après, le transport, en dépêches ou malles closes, des correspondances venant des Indes orientales, destinées pour le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, *et vice versâ*, toutes les fois que les susdites correspondances passeront par la France.

Le gouvernement britannique se réserve toujours la faculté de faire transporter, toutes les fois qu'il le jugera convenable, par des bâtimens fretés ou employés à cet effet par ses ordres, ou par les paquebots de la marine royale, soit entre Alexandrie et Malte, ou entre Malte et Marseille, soit entre Alexandrie et Marseille, les correspondances susmentionnées, venant des Indes orientales, destinées pour le royaume-uni, *et vice versâ*, et passant par la France.

2. Dans le cas où les paquebots de la marine royale britannique, chargés des correspondances des Indes orientales pour la Grande-Bretagne, aborderaient à Marseille ou dans tout autre port français de la Méditerranée, ils seront considérés et reçus dans ces ports comme vaisseaux de guerre et exempts de tout droit de navigation et de port, et ils y jouiront de tous les honneurs et priviléges attribués par la convention du 14 juin 1833 aux bâtimens des deux Etats employés au transport des correspondances entre Calais et Douvres.

Les mêmes immunités, honneurs et priviléges sont assurés aux paquebots de la marine royale française, dans les ports de la Mediterranée soumis à la domination de Sa Majesté britannique.

3. Le gouvernement français s'engage à faire effectuer le transport des correspondances désignées dans l'article 1er de la présente convention additionnelle, savoir:

1° Entre Alexandrie et Marseille, par des paque-

1839 bots à vapeur de la force de cent soixante chevaux appartenant à l'Etat, qui partiront d'Alexandrie les 7, 17 et 27, et de Marseille les 1er, 11 et 21 de chaque mois.

2° Entre Marseille et Calais, par des malles-postes partant de ces deux villes tous les jours. En cas de changement dans les jours et heures de départ de ces deux ports, l'office des postes de France en informera l'office des postes britanniques six mois à l'avance.

4. La durée du trajet d'Alexandrie à Marseille, y compris le temps nécessaire au transbordement et à la purification, s'il y a lieu, des correspondances à Malte, ne devra pas, à moins de obstacles de force majeure, excéder trois cent quarante-cinq heures, ou quatorze jours et neuf heures.

La durée du trajet de Marseille à Alexandrie, y compris le temps nécessaire au transbordement des correspondances à Malte, sera, à moins d'obstacles de force majeure, au plus de trois cents heures, ou douze jours et douze heures.

5. La distance entre Marseille et Calais sera parcourue par les malles postes de l'office français en cent deux heures, ou quatre jours six heures.

6. La malle des lettres venant des Indes orientales pour la Grande-Bretagne, ou de la Grande-Bretagne pour les Indes orientales, traversera le territoire français, scellée du cachet de l'office des postes de la compagnie des Indes orientales, ou de celui de l'office des postes britanniques.

Une empreinte du cachet servant à sceller la malle des lettres venant des Indes orientales devra être fournie et déposée à l'intendance sanitaire de Marseille.

Afin de soustraire les correspondances venant des Indes orientales aux opérations de purification auxquelles elles seraient soumises par les règlemens sanitaires, les malles destinées à contenir ces correspondances devront être construites en tôle ou en ferblanc, et hermétiquement fermées, et elles ne pourront être garnies d'aucune matière réputée contumace par lesdits règlemens sanitaires.

7. Lors de chaque expédition faite par les soins de l'office français des malles renfermant les correspondances des Indes orientales pour la Grande-Bretagne, ou de la Grande-Bretagne pour les Indes orientales, il sera réservé,

tant dans les paquebots français de la Méditerranée que 1839
dans les malles-postes qui transporteront ces correspondances, une place gratuite pour un courrier de Sa Majesté britannique, qui conservera sous sa garde particulière les dépêches et malles du gouvernement de sadite Majesté, et qui pourra assister à la purification des correspondances, toutes les fois qu'elle devra avoir lieu, et à toutes autres opérations auxquelles ces correspondances pourraient être soumises.

Le passage gratuit sera également accordé à ce courrier dans les paquebots de l'office français établis sur la Manche, lorsqu'il jugera à propos de s'embarquer sur ces bâtimens pour se rendre de Calais à Douvres.

8. Le gouvernement de Sa Majesté britannique promet de remettre à l'office de France les lettres des Indes orientales et des possessions françaises dans l'Inde, destinées pour la France ou les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et de faire transporter avec ses propres correspondances celles qui lui seront remises par l'office de France, à destination des Indes orientales et des possessions françaises dans l'Inde.

Le port de toutes ces correspondances devra être acquitté jusqu'à Alexandrie par les envoyeurs, soit de France, soit des Indes orientales.

Il est entendu que les correspondances venant des Indes orientales, et destinées pour les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, ne seront remises à l'office français qu'autant que les envoyeurs auront exprimé l'intention de diriger ces correspondances par la France, en écrivant sur l'adresse les mots: *Par l'office de France* ou *voie de France.*

9. L'office des postes de la Grande-Bretagne paiera à l'office des postes de France; pour tout droit de transport ou de transit des correspondances mentionnées dans l'art. 1er de la présente convention additionnelle, entre Alexandrie et Calais, savoir:

1° Pour les lettres, six francs par once britannique, poids net;

2° Pour les journaux, les prix courans et autres imprimés jouissant dans la Grande-Bretagne d'une modération de taxe, dix centimes par journal ou feuille d'impression.

Les Lettres seront pesées, et les journaux, prix

1839 courans et autres imprimés susmentionnés seront comptés par le bureau de Londres, avant le départ ou au moment de l'arrivée de la malle des Indes orientales: et il devra être dressé, immédiatement après cette opération, une déclaration exprimant le résultat de ce compte et pesée, qui sera envoyée par l'office des postes britanniques à l'office des postes de France.

Dans le cas où des paquebots britanniques seraient employés pour transporter les correspondances de ou pour l'office français, les opérations de pesée et de compte ci-dessus prescrites seront pratiquées par le bureau de poste de Marseille, et le résultat en sera communiqué par l'office des postes de France à l'office des postes du royaume-uni.

10. Les sommes revenant à l'office des postes de France en vertu de l'article précédent, seront portées au crédit de cet office dans le compte général de la transmission des correspondances, qui doit être dressé chaque mois, conformément aux stipulations de l'art. 14 de la convention du 30 mars 1836.

11. Il est entendu que si le transport des correspondances mentionnées dans l'art. 1er de la présente convention additionnelle devait être exécuté par le moyen des paquebots de la marine royale de la Grande-Bretagne, ou par des bâtimens qui seront fretés ou employés par les ordres du gouvernement de Sa Majesté britannique, soit entre Alexandrie et Marseille, soit entre Marseille et Malte, ou Malte et Alexandrie, le port de transit de ces correspondances à payer à l'office des postes de France, conformément aux dispositions de l'art. 9 de la présente convention additionnelle, sera fixé, savoir:

1° Lorsque le transport desdites correspondances aura été effectué par des paquebots anglais, ou qui seront fretés ou employés par les ordres du gouvernement anglais, dans le trajet entier d'Alexandrie à Marseille, *et vice versâ*, à la somme de quatre francs par once britannique, poids net, pour les lettres; et pour les journaux, les prix courans et autres imprimés mentionnés dans l'article 9 précité, à cinq centimes par journal ou par feuille d'impression;

2° Lorsque ce transport aura été effectué par les mêmes bâtimens dans le trajet seulement d'Alexandrie à Malte ou de Malte à Marseille, *et vice versâ*, à cinq

francs par once britannique pour les lettres, et au prix 1839
de dix centimes fixé par l'art. 9 précité pour les journaux, les prix courans et autres imprimés susmentionnés.

12. Par réciprocité, les paquebots de Sa Majesté britannique qui feront le trajet entre Marseille et Alexandrie ou Malte, transporteront, en dépêches closes, les correspondances originaires ou à destination des Indes orientales et des possessions françaises dans l'Inde, qui leur seront remises par l'office français ou pour cet office, aux conditions ci-après, savoir:

1° A raison de deux francs par once britannique pour les lettres transportées entre Marseille et Alexandrie;

2° A raison d'un franc par once britannique pour les lettres transportées entre Alexandrie et Malte, ou Malte et Marseille;

3° Et pour les journaux, les prix courans et autres imprimés mentionnés en l'art. 9 de la présente convention additionnelle, à raison de cinq centimes par journal ou par feuille.

13. Les correspondances mentionnées dans l'article précédent pourront être accompagnées par un courrrier ou agent de l'office français, lequel, dans ce cas, jouira, sur les paquebots anglais, ou qui sont fretés ou employés par le gouvernement anglais, des priviléges accordés aux courriers de l'office britannique par l'art. 8 de la présente convention additionnelle.

14. Les courriers de l'office britannique qui accompagneront, sur les paquebots français de la Méditerranée, les correspondances des Indes orientales pour la Grande-Bretagne, et de la Grande-Bretagne pour les Indes orientales, pourront prendre ou remettre, soit à Malte, soit dans toute autre station où relâcheront lesdits paquebots, des dépêches de ou pour la Grande-Bretagne, aux mêmes conditions et avec les mêmes priviléges stipulés par la présente convention additionnelle, relativement au transport de la correspondance des Indes orientales, sauf l'application des règlemens sanitaires.

Il est toutefois entendu que, dans le cas où les susdites correspondances venant de Malte ou du Levant auront été purifiées au lazaret de Malte, elles ne seront assujéties à aucune purification en arrivant à Marseille.

Quant au prix à payer à l'office de France, les

1839 stations en deçà de Malte seront assimilées à Malte, et celles au-delà à Alexandrie.

15. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 30 mars 1836, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, et elle sera mise à exécution au plus tard deux mois après l'échange desdites ratifications. Toutefois, les deux offices des postes de France et de la Grande-Bretagne pourront, d'un consentement mutuel, avancer l'époque de la mise à exécution de ladite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention additionnelle, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 10e jour du mois de mai de l'an de grâce 1839.

(L. S.) Duc de Montebello. (L. S.) Granville.

Ordonnance du 24 juillet 1839, relative à la convention ci-dessus.

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.;

Vu, 1° la convention du 10 mai 1839, entre la France et la Grande-Bretagne;

2° La loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802);

3° Les lois des 15 mars 1827, 14 décembre 1830 et 30 mai 1838;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. A dater du 1er août prochain, les personnes qui voudront adresser de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, des lettres ordinaires ou chargées, des échantillons de marchandises, des journaux et autres imprimés pour les Indes orientales et les possessions françaises dans l'Inde, pourront les faire expédier par la voie des paquebots de la Méditerranée, en en payant le port d'avance jusqu'à Alexandrie (Egypte), conformément aux lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830, et au tarif établi par l'ordonnance royale du 30 mai 1838.

2. La même faculté est accordée, aux mêmes conditions, pour les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et autres imprimés qui seront expédiés par les paquebots de la Méditerranée, des Indes orientales et des possessions françaises dans l'Inde, à destination de la France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste. 1839

3. Notre ministre secrétaire d'état, etc.

Signé; Louis-Philippe.

Et plus bas: H. Passy.

67.

Convention avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt pour son accession aux conventions de monnoie conclues le 25 Août 1837 et le 8 Juin 1838 entre les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. Signé à Munic, le 11 Mai 1839.

(Amtsblatt der freien Stadt Frankfurt v. 3. August 1839).

Vertrag

zwischen den Staaten des süddeutschen Münz-Vereins und dem Fürstenthum Schwarzburg-Rudolstadt, wegen des Beitritts des Letzteren zu den Münz-Conventionen vom 25. August 1837 und 8. Juni 1838.

Nachdem die Regierung des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt den Wunsch zu erkennen gegeben hat, mit der ihr angehörigen Oberherrschaft den zwischen den Staaten von Bayern Würtemberg, Baden, Hessen und Nassau, dann der freien Stadt Frankfurt am 25. August 1837 abgeschlossenen Münz-Conventionen, in-

1838 gleichen dem zwischen den genannten Staaten und dem Herzogthum Sachsen-Meiningen zu Stande gekommenen Vertrage vom 8. Juni 1838 beizutreten, welche Conventionen und welcher Vertrag also lauten:

(Folgt der Text derselben).

und nachdem die Regierungen von Bayern, Würtemberg, Baden, Hessen, Sachsen-Meiningen und Nassau, so wie Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt den unterzeichneten Königlich Bayerischen Staatsminister des Königlichen Hauses und des Aeussern Frihern v. Gise bevollmächtigt haben, in ihrem Namen über den Beitritt der Oberherrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt zu dem durch die vorstehenden Conventionen gegründeten Münz-Vereine zu unterhandeln und einen eigenen Vertrag abzuschliessen, so ist in Folge dessen zwischen dem genannten Staatsminister einerseits und dem unterzeichneten Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen Bevollmächtigten, wirklichen geheimen Rath, Oberstallmeister und Landeshauptmann etc. v. Witzleben andererseits, vorbehaltlich der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden:

Art. I. Die Regierung des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt tritt, rücksichtlich der Oberherrschaft jenes Fürstenthums, den vorerwähnten Conventionen gegen Uebernahme der Verbindlichkeit bei, die Bestimmungen derselben in allen ihren Punkten im ganzen Umfange der Fürstlichen Oberherrschaft zu vollziehen und vollziehen zu lassen.

Art. II. Ausserdem macht sich die Fürstliche Regierung verbindlich:

1) die Bestimmungen des Art. VII der Münz-Convention vom 25. August 1837 in der Art zu vollziehen, dass sie sogleich für das Jahr 1838 und für ihre Rechnung eine nach Massgabe der oberherrschaftlichen Bevölkerung; respektive der Zoll-Revenuen-Vertheilung, treffende Summe von 36,600 Gulden, und zwar davon 124,400 in ganzen, dann 2,200 in halben Guldenstücken, bei einer zum süddeutschen Münzverein gehörigen Münzstätte ausprägen und in Umlauf setzen lassen werde;

2) die für das vorstehende Ausmünzungs-Quantum, so wie für jenes, welches im Vollzug des Art. VIII der Münz-Convention auf die Fürstliche Oberherrschaft noch überwiesen wird, angeordnete Controle von

demjenigen Staate vornehmen zu lassen, welchem 1839
dieselbe nach dem Turnus, wie derselbe im Art. II. des Vertrags mit Sachsen-Meiningen festgesetzt worden, gegen denjenigen Staat zugestehet, dessen Münzstätte sich mit der Ausprägung des Fürstlichen Ausmünzungs-Contingents befasset.

Art. III. Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratification vorgelegt und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden spätestens binnen vier Wochen in München bewirkt werden.

So geschehen München den 11. Mai 1839.

(L. S.) gez. Freiherr v. Gise. (L. S.) gez. v. Witzleben.

68.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Porte Ottomane et les républiques anséatiques de Lübeck, Breme et Hambourg. Signé à Londres, le 18 *Mai* 1839.

(Hamburgischer unpartheiischer Correspondent. 1839. Nro. 206. v. 31. August).

Nachdem die Senate der freien hanseatischen Republiken, Lübeck, Bremen und Hamburg den Wunsch zu erkennen gegeben, die Grundlagen der Freundschaft und des guten Vernehmens mit der hohen Pforte durch Abschluss eines Handels- und Schifffahrts-Vertrages zwischen Sr. Maj., dem Padischah der Ottomanen einerseits und den Senaten der genannten Staaten (eines jeden für sich besonders) andererseits, zu befestigen; so haben der Senat der freien hanseatischen Republik Lübeck, der Senat der freien hanseatischen Republik Bremen und der Senat der freien hanseatischen Republik Hamburg zur Verhandlung und Abschliessung der Artikel des besagten Vertrages bevollmächtigt den Hrn. James Colquhoun, Doctor der Rechte, Ehrenbürger der genannten Republiken, und gegenwärtig diplomatischen Agenten derselben bei der erlauchten Regierung I. Maj. der Königin des vereinigten Königreichs Grossbrittannien und Irland, Ritter des K. sächsischen Verdienst-Ordens etc. Auf diesen Wunsch

1839 eingehend, hat ihrerseits die hohe Pforte, kraft der ihm durch die erhabene Person seines Souveräns und Herrn, des durchlauchtigsten, glorreichsten, grosswürdigsten und grossmächtigsten Sultan Mahmud II. übertragenen Vollmachten ernannt und ermächtigt Se. Exc. Mustafa Reschid Pascha, einen der Vezire und Grosswürdenträger des Reichs, Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Inhaber der mit Brillanten (als besonderem Zeichen seines hohen Ranges) verzierten Insignien des Kais. Ordens Nischani Iftichar und Grosskreuz des französischen Ordens der Ehrenlegion, des belgischen Leopolds-Ordens und des spanischen Ordens Isabellens der Katholischen. Die vorgenannten Bevollmächtigten sind in Berathung getreten und haben die nachstehenden achtzehn Artikel verabredet und festgesetzt, auch beiderseits genehmigt und mit ihren Unterschriften versehen.

Art. 1. Zwischen den Staaten und Unterthanen der hohen Pforte und den hanseatischen Republiken, deren Bürgern und Einwohnern soll fortan immerwährende Freundschaft bestehen.

Art. 2. Es können demzufolge die Unterthanen und Bürger der hohen contrahirenden Theile in völliger Sicherheit ihre beiderseitigen Besitzungen besuchen, daselbst ihren Handel zu Wasser und zu Lande betreiben, auch Häuser und Speicher miethen; ihre Personen werden dort jederzeit geachtet seyn, und in Allem, was ihre persönlichen Vorrechte, so wie das Recht zum Handels- und eigenem Geschäftsbetriebe anlangt, sollen sie gegenseitig alle diejenigen Vorzüge geniessen, deren sich in den Gebieten der hohen Contrahenten die Unterthanen und Bürger der meist begünstigten Nationen erfreuen. Die Freundschaft unter den hohen contrahirenden Theilen wird selbst im Fall eines Krieges eines derselben mit einer dritten Macht keine Unterbrechung leiden. Die hanseatischen Republiken, in ihrer Neutralität verharrend, werden immer mit derselben Achtung die Flagge und Unterthanen der hohen Pforte, seyen es Ottomanen oder Rajahs, bei sich aufnehmen, denen keinerlei Beeinträchtigung widerfahren, vielmehr die Fortsetzung ihrer Handelsverbindungen ungekränkt verbleiben wird. Und in Erwiederung wird die hohe Pforte den Bürgern der hanseatischen Repu-

bliken die gleiche Aufnahme angedeihen lassen, deren 1839.
Flagge und Eigenthum immer respectirt werden soll.

Art. 3. Die Unterthanen der hohen Pforte, sie mögen Kaufleute seyn oder nicht, welche die Gebiete der hanseatischen Republiken betreten, sollen bei ihrer Ankunft und während ihres Aufenthalts mit derselben Auszeichnung behandelt werden und sich derselben Vorzüge und Privilegien erfreuen, wie die Unterthanen der am meisten begünstigten Nationen. Auf gleiche Weise dürfen die hanseatischen Bürger, sie mögen Kaufleute seyn oder nicht, welche die Meere, Gewässer, Häfen und Lande der hohen Pforte durchreisen, besuchen oder bewohnen, dort nicht beeinträchtigt oder belästigt werden, und haben sie keine andere Zölle und sonstige Abgaben zu entrichten, als diejenigen, denen die Kaufleute und Unterthanen der am meisten begünstigten Nationen unterworfen sind. Beide Theile werden den Reisenden Pässe bewilligen.

Art. 4. Die Bürger der hanseatischen Republiken, welche die Gebiete des ottomanischen Reiches besuchen wollen, können solches mit Sicherheit thun, und werden zu dem Zwecke einen Geleitsbrief (kaiserlichen Befehl) erhalten, Kraft dessen sie nirgends auf ein Hinderniss stossen, vielmehr überall Schutz und Beistand finden werden.

Art. 5. In sämmtlichen Staaten der hohen Pforte sollen die hanseatischen Bürger niemals und unter keinem Vorwande in ihren Geschäften gestört werden; und wird man ihrentwegen überhaupt das nämliche Herkommen befolgen, was rücksichtlich der meist begünstigten Nationen feststeht. Zu ihren Handelsgeschäften mögen sie sich nach Belieben der Mäkler jeder Nation und jedes Glaubens bedienen.

Art. 6. Es steht der hohen Pforte frei, in allen Städten und Häfen der hanseatischen Republiken Consuln und Vice-Consuln (Schabenders) anzustellen; diese sollen überall Schutz und Beistand finden und mit der, ihrem Stande gebührenden und den in den hanseatischen Republiken residirenden Personen gleichen Ranges der am meisten begünstigten Nationen zuerkannten Auszeichnung behandelt werden. Die hanseatischen Republiken haben die gleiche Befugniss zur Anstellung von Consuln oder Vice-Consuln, sowohl aus der Zahl ihrer eigenen Bürger, als anderer Fremden, mögen

1839 diese zugleich Consulat-Funktionen im Dienste einer dritten Macht ausüben oder nicht, in allen Plätzen, Häfen oder Handelsstädten der hohen Pforte, wo immer deren Gegenwart durch das hanseatische Interesse geboten werden mag. Die hohe Pforte wird ihnen Fermane oder Berats zustellen und den angemessenen Schutz, Beistand und Auszeichnung angedeihen lassen.

Art. 7. Kein hanseatischer Bürger, sey er Kaufmann oder nicht, darf zum Sklaven gemacht werden. Gleiches gilt mit Bezug auf die Muhammedaner oder sonstigen Unterthanen der hohen Pforte in den hanseatischen Republiken. Hinsichtlich der Güter von hanseatischen, in den Staaten der hohen Pforte verstorbenen Bürgern, so wie umgekehrt von ottomanischen Unterthanen, die in den Gebieten der hanseatischen Republiken verstorben, dient das in Betreff der meist begünstigten Nation beobachtete Verfahren als Regel.

Art. 8. Im Fall eines Streites oder eines Prozesses zwischen Unterthanen der hohen Pforte und hanseatischen Bürgern sollen die Parteien nicht anders vernommen und das Urtheil nicht anders gesprochen werden, als in Gegenwart des hanseatischen Dragomans. So oft in einer Sache der Streitgegenstand 500 Piaster an Werth übersteigt, wird sie dem Richterspruch der hohen Pforte unterzogen, damit diese nach den Gesetzen des Rechts und der Billigkeit entscheide. Hanseatische Bürger, welche ihren Handels- und sonstigen Geschäften redlich und friedlich obliegen, dürfen niemals durch die Ortsbehörden zur Haft gezogen oder sonst belästigt werden; im Fall eines Verbrechens oder Vergehens aber, soll die Sache ihrem Minister, Geschäftsträger, Consul oder Vice-Consul, der dem Orte, wo das Verbrechen begangen worden, am nächsten wohnt, überwiesen werden; die Angeschuldigten sollen dann von ihm gerichtet und nach dem in Betreff der Franken bestehenden Gebrauche bestraft werden.

Art. 9. Die Flagge der hohen Pforte soll in den hanseatischen Republiken respectirt werden, und sollen die hanseatischen Kriegsfahrzeuge in Betreff der Handelsschiffe des ottomanischen Reichs die in der Marine üblichen Zeichen der Freundschaft und Höflichkeit beobachten. Gleiches Verfahren haben die ottomanischen Kriegsschiffe gegen die hanseatischen Handelsschiffe zu befolgen, und es sollen die hanseatischen Flaggen eben

so in allen Staaten der hohen Pforte respectirt werden. 1839
Die hanseatischen Schiffe können unter ihrer eigenen Flagge in völliger Sicherheit segeln; in keinem Falle aber dürfen sie ihre Flagge weder den Fahrzeugen ottomanischer Unterthanen noch denen andrer Nationen leihen. Die Gesandten, Geschäftsträger, Consuln oder Vice-Consuln der Senate der hanseatischen Republiken, dürfen niemals, weder öffentlich noch insgeheim, einen Rajah der Gewalt der hohen Pforte entziehen, noch ihn durch Patente schützen. Sie werden darauf achten, dass man niemals und in keinem Stücke von den in diesem Vertrage aufgestellten und von den beiden contrahirenden Theilen gutgeheissenen Grundsätzen abweiche. — In Erwägung des beschränkten Umfangs der Gebiete der Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg und der innigen Handels- und Schifffahrts-Verbindung, welche zwischen diesen Republiken besteht, wird hiemit verabredet und festgesetzt, dass jedes Schiff, welches ausschliesslich einem oder mehreren Bürgern einer oder der andern der genannten Republiken gehört und deren Capitain gleichfalls Bürger der genannten Republiken ist, vorausgesetzt, dass drei Viertheile der Mannschaft aus Bürgern oder Unterthanen einer oder mehrerer der genannten Republiken, oder eines oder mehrerer Staaten des deutschen Bundes bestehen, in Betreff aller Verhältnisse, die Gegenstand dieses Vertrags sind, als ein Lübeckisches, Bremisches oder Hamburgisches Schiff angesehen werden soll. Die ordnungsmässig ausgefertigten Seepässe werden zwischen den höhern contrahirenden Theilen als Beweise der Nationalität der ottomanischen und hanseatischen Fahrzeuge gelten.

Art. 10. Die hanseatischen Handelsschiffe können frei durch den Canal der Kaiserl. Residenz fahren, um in das schwarze Meer oder aus demselben heraus zu gelangen, und mit Ausnahme der im ottomanischen Reiche verbotenen Gegenstände, dürfen sie mit allen Waaren, Natur- oder Industrie-Erzeugnissen des ottomanischen Reichs oder jedes andern Ursprungs-Orts beladen seyn. Auch soll es hanseatischen Handelsfahrzeugen freistehen, sey es beladen oder in Ballast, sowohl den Bosporus oder das schwarze Meer zu beschiffen, als alle andern Meere, Gewässer, Rheden und Häfen zu befahren, die von der hohen Pforte abhängen, — welche Letztere, mittelst Ertheilung der dazu

1839 erforderlichen Fermane, ihnen Schutz verschaffen wird gegen jede Beeinträchtigung oder jeden Angriff von Seiten der afrikanischen Regentschaften. Und um besser zu erklären, welches Verfahren die Bürger und Einwohner der hanseatischen Republiken einzuschlagen haben, wenn hanseatische Bürger oder Schiffe auf der See durch Unterthanen der hohen Pforte beraubt wurden sollten, diese mögen den afrikanischen Provinzen oder irgend einem andern, der Herrschaft Sr. ottomanischen Maj. unterworfenen Gebiete angehören; — so hat der so beraubte hanseatische Bürger oder Schiffs-Capitän bei seiner Ankunft, in welchem Hafen es sey, vor der competenten Behörde daselbst in hergebrachter Form eine beeidigte Erklärung abzulegen, um die Umstände der angethanen Gewalt zu constatiren. Dieser Erklärung werden die Documente beigefügt, welche die Entschädigungs-Forderungen enthalten. Der Beraubte wendet sich sodann an den dort residirenden Consul der hanseatischen Republiken oder einer derselben, oder falls es dort keinen gäbe, an den Consul irgend einer andern Nation, um das Ganze nach Konstantinopel befördern zu lassen. Hier werden die den Betrag der Entschädigungs-Forderung constatirenden Documente nach den bei der hohen Pforte geltenden Rechtsgrundsätzen und den zur Unterstützung dienenden Beweismitteln von dem, welchen es angeht, untersucht. Die competente Behörde wird über die Bezahlung der Entschädigung entscheiden, welche sodann von dem Piraten oder demjenigen, der den Schaden angerichtet hat, innerhalb drei Monaten vom Tage des ausgesprochenen Urtheils angerechnet, zu leisten ist.

Art. 11. Wenn ein Unterthan der hohen Pforte, er oder sein Schiff mag den afrikanischen Provinzen oder irgend einem andern, der Herrschaft Sr. ottomanischen Maj. unterworfenen Gebiete angehören, durch die Handlung eines hanseatischen Bürgers oder Schiffs-Capitäns auf der See Verlust oder Schaden erlitten haben sollte, so hat der Verletzte seine Entschädigungs-Forderung vor der competenten Behörde derjenigen unter den Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg, welcher der Verletzende angehört, geltend zu machen; diese wird dann die dem ottomanischen Unterthan binnen drei Wochen nach gesprochenem Erkenntnisse auszuzahlende Entschädigung festsetzen. Da jeder rechtlich

begründeten Forderung durch diese Vereinbarung die 1839
Entschädigung gewährleistet wird, so hat man ausdrücklich anerkannt, dass in diesem Betrachte keinerlei Solidarität, weder unter den drei hanseatischen Republiken, noch unter ihren Bürgern, noch unter den Bürgern einer derselben bestehe; und eben so soll auch andrerseits jeder ottomanische Unterthan nur für die von ihm selbst contrahirten Schulden verantwortlich seyn.

Art. 12. In allen Häfen des ottomanischen Reichs sollen die hanseatischen Schiffe sowohl bei ihrer Ankunft als bei ihrem Abgange, keiner strengeren Untersuchung von Seiten der Zoll- oder Hafen-Beamten unterliegen, als die Schiffe der am meisten begünstigten Nationen; auch sollen die besagten Schiffe und ihre Ladungen nie andre oder höhere Zoll-, Hafen- oder sonstige Abgaben bezahlen, als die Schiffe eben dieser Nationen. Gleicherweise sollen sie auch alle Producte oder Waaren jeder Art ein- und ausführen dürfen, welche von den Schiffen der am meisten begünstigten Nationen ein- und ausgeführt werden. Die Schiffe unter ottomanischer Flagge, welche die Häfen der hanseatischen Republiken besuchen, sollen sich dort derselben Vortheile erfreuen. Was den Küstenhandel anlangt, welcher die aus einem in den andern Hafen eines der hohen contrahirenden Theile expedirten inländischen oder ausländischen Producte umfasst, so ist festgesetzt worden, dass die Betreibung dieses Handels den Schiffen und Unterthanen oder Bürgern der beiden respectiven Contrahenten freistehen soll: Jedoch ist derselbe den für den innern Handel bestehenden Reglements, so wie solche von beiden Seiten auf die Unterthanen der am meisten begünstigten Nationen angewendet werden, anzupassen.

Art. 13. Die Unterthanen und Bürger eines der hohen contrahirenden Theile, welche mit ihren Fahrzeugen an einer, dem andern Theile gehörigen Küste ankommen, aber entweder in den Hafen nicht einlaufen, oder wenn sie eingelaufen sind, daselbst keinen Theil ihrer Ladung löschen wollen, haben völlige Freiheit, wieder abzugehen und ihre Reise fortzusetzen, ohne andre Abgaben zu bezahlen als diejenigen, denen in gleichem Falle die meistbegünstigten Nationen unterworfen sind.

Art. 14. Man ist ferner übereingekommen, dass

1839 es den Handelsfahrzeugen des einen contrahirenden Theiles, wenn sie in den Häfen des andern eingehalten sind, freistehen soll, je nach der Willkühr des Capitäns oder des Eigenthümers, nur einen Theil der Ladung zu löschen und mit dem übrigen ungehindert wieder abzusegeln, ohne Zoll, Abgaben oder sonstige Lasten für ein Mehreres zu entrichten, als für den wirklich ans Land gebrachten Theil der Ladung, welche in dem, eine Aufzählung sämmtlicher Gegenstände der Schiffsladung enthaltenden Manifeste zu bezeichnen und durchzustreichen ist; zu welchem Behufe dieses Manifest der Zollbehörde desjenigen Ortes, den das Schiff angegangen ist, vollständig vorgelegt werden muss. Für den im Schiffe weiter mitgenommenen Theil der Ladung wird nichts entrichtet, es mag mit diesem eine Fahrt nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes fortsetzen, um dort über den Rest der Ladung, sofern dieselbe aus Gegenständen besteht, deren Einfuhr gestattet ist, unter Bezahlung der darauf anwendbaren Abgaben, zu verfügen, — oder auch nach jenem dritten Lande damit versegeln. Hierbei wird jedoch wohl verstanden, dass alle und jede, das Schiff selbst treffenden Zölle, Abgaben und Lasten nur ein einziges Mal und zwar in dem ersten Hafen, wo das Schiff die Ladung bricht oder einen Theil derselben löscht, zu entrichten sind; dass aber keine Zölle, Abgaben oder Lasten dieser Art in den übrigen Häfen desselben Landes, wo das besagte Schiff später noch sollte einlaufen wollen, aufs Neue gefordert werden dürfen; es sey denn, dass die am meisten begünstigte Nation in gleichem Falle noch weiteren Abgaben unterworfen wäre.

Art. 15. Die Eigenthümer oder Capitäne der Handelsfahrzeuge beider contrahirenden Theile, sollen in keinem Falle gezwungen werden, ihre Schiffe zum Transporte von Truppen, Munition oder anderen Kriegsbedürfnissen herzugeben; sie sind befugt, alle desfalls an sie gerichteten und ihnen selbst nicht zusagenden Vorschläge abzulehnen.

Art. 16. Wenn Schiffe des einen der beiden contrahirenden Theile vor Stürmen, Piraten, Corsaren oder sonstigen Ungemach Schutz suchen in den Häfen oder innerhalb des Gerichtsbezirks des anderen Theiles, so soll ihnen Aufnahme, Schutz und freundliche Behandlung widerfahren. Im Fall auch ein Schiff des einen

contrahirenden Theils an den Küsten des andern Schiff- 1839
bruch litte, soll die gerettete Mannschaft allen Beistand finden, den ihre Lage erheischt; die Waaren und sonstigen Gegenstände aber, die man zu bergen vermocht, sind dem hanseatischen Consul des zunächst gelegenen Orts zu überliefern, um dem Eigenthümer zugestellt zu werden. Für die Güter ottomanischer Unterthanen wird in solchen Fällen das in den hanseatischen Republiken rücksichtlich der meist begünstigten Nationen geltende Verfahren zur Norm dienen.

Art. 17. Gegenwärtiger Freundschafts- und Handels-Vertrag, nachdem er die Unterschrift der vorgenannten Bevollmächtigten erhalten, um von der einen wie von der andern Seite für alle Folgezeit getreulich in Ausführung gebracht zu werden, ist von denselben an ihre Regierungen einzusenden, deren keine gestatten wird, dass man ihm zuwider handle, und zwar unter dem förmlichen und gegenseitig gegebenen Versprechen, dass innerhalb vier Monaten, von dem Tage der Unterzeichnung angerechnet, oder wenn möglich noch früher, derselbe durch Se. Maj. den Kaiser der Ottomanen einerseits und die Senate der hanseatischen Republiken andererseits genehmigt und bestätigt werden soll, damit die Artikel desselben ohne alle Aenderung und Abweichung beobachtet werden.

Art. 18. Obgleich die gegenwärtige Convention, als den drei freien hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg gemeinsam angesehen wird, so ist doch vereinbart, dass zwischen den selbstständigen Regierungen derselben keine Solidarität besteht, und dass die Bestimmungen der gegenwärtigen Convention, falls sie in Betreff einer oder zweier der genannten Republiken wegfallen würden, nichtsdestoweniger für die übrigen in voller Kraft bleiben sollen.

Schluss. Demzufolge ist, nachdem die vorstehenden achtzehn Artikel geordnet und vereinbart worden, der gegenwärtige Vertrag abgefasst, um, wenn es Gott gefällt, durch die in London vorzunehmende Auswechselung der Ratificationen seine Vollendung zu erhalten, und ist derselbe von den vorgenannten Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt und gegen eine völlig gleichlautende Urkunde ausgewechselt worden.

So geschehen zu London, am 18 Mai 1839.

(L. S.) J. Colquhoun. (L. S.) Reschid Pascha.

1839 *Déclaration du Ministre des affaires étrangères de la sublime Porte.*

(Traduction officielle.).

Wir, der unterzeichnete Minister der auswärtigen Angelegenheiten der hohen Pforte und ausserordentliche Gesandte bei dem Hofe zu London, um aus dem Handelsvertrag, den Wir im Namen unseres erlauchten Souveräns mit den hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg abzuschliessen, beauftragt waren, und am 18 d. M. abgeschlossen haben, jeden Gegenstand eines Zweifels oder einer falschen Auslegung zu entfernen und auf den von Hrn. James Colquhoun, Bevollmächtigten der genannten Republiken, gegen uns ausgesprochenen Wunsch, erklären hiermit:

1. Dass in dem Art. 10 des genannten Vertrags, wo von verbotenen Gegenständen die Rede ist, man nicht von solchen Waaren hat reden wollen, die, am Bord eines hanseatischen Schiffes befindlich, nach einem nicht zu den Staaten Sr. ottomanischen Maj. gehörenden Hafen bestimmt sind.

2. Dass wenn (im Art. 11) festgesetzt wird, die ottomanischen Unterthanen und die hanseatischen Bürger sollten nur für die von ihnen selbst contrahirten Schulden verantwortlich seyn, damit nicht gesagt ist, dass sie nicht auch dann verantwortlich seyn sollen, wenn sie für irgend jemand Anders Bürgschaft oder Sicherheit geleistet haben.

3. Dass der an mehreren Stellen gebrauchte Ausdruck *Bürger*, wo von Personen die Rede ist, die von den hanseatischen Republiken abhängig sind, im türkischen Text durch ein Wort ausgedrückt worden ist, welches *Unterthan* bedeutet, und welches ohne Unterschied des religiösen Glaubens und der bürgerlichen oder politischen Rechte alle den hanseatischen Republiken untergebenen Individuen umfasst.

4. Dass unter dem Wort *Piaster* ausschliesslich der türkische Piaster von vierzig Paras zu verstehen ist.

London, am 22 Mai 1839.

(unterz.) Reschid.

Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Londres le 27 Août 1839.

69.

Circulaire du ministre du commerce en France du 25 mai 1839, relative aux provenances de la Grèce.

(Moniteur universel).

Messieurs, les bâtimens provenant des ports de la Grèce sont encore soumis, dans les ports du royaume, au même régime qu'à l'époque où ce pays faisait partie de l'empire ottoman, et où l'on n'y prenait aucune précaution contre l'importation de la peste.

Cependant la Grèce a maintenant un système sanitaire régulier sur sa frontière de terre et dans ses principaux ports: l'inspecteur des établissemens sanitaires du royaume, récemment envoyé sur les lieux, s'est assuré, par ses propres yeux, que ce système offrait en général des motifs de sécurité à peu près suffisans.

Il serait dès lors contraire aux principes de notre législation sanitaire de maintenir, dans toute leur rigueur, les mesures précédemment établies à l'égard des provenances de la Grèce.

L'intendance sanitaire de Marseille ayant pensé elle-même que ce régime pouvait être adouci, j'ai décidé qu'à l'avenir les bâtimens partis des ports grecs en état de patente nette, ne seraient plus soumis dans nos ports qu'à une quarantaine d'observation.

Cette quarantaine devant être renfermée dans les limites fixées par l'article 33 de l'ordonnance du 7 août 1822, sera de dix jours sur les côtes de l'Océan et de la Manche, et de douze jours sur les côtes de la Méditerranée; elle sera réduite à huit jours pour les bâtimens de guerre.

La quarantaine ainsi fixée, sera applicable même aux bâtimens venant des ports du Levant qui auraient été admis à libre pratique dans les ports grecs où il existe des lazarets, après y avoir subi la quarantaine et les purifications prescrites par les règlemens locaux. Néanmoins les administrations sanitaires restent juges des cas où, soit à cause du défaut de justification suffisante, soit à cause de quelque circonstance survenue dans la traversée, les bâtimens de cette provenance devront être renvoyés dans les ports à lazaret.

Ces mêmes administrations devront toujours veil-

1839 ler à ce que pendant la durée de la quarantaine d'observation, les hardes, hamacs et effets des équipages et des passagers soient mis à l'évent conformément aux instructions sur la police sanitaire.

70.

Décrets concernant la navigation, publiés dans la République de la Nouvelle-Grénade.

I.

Décret du 26 mai 1839 qui admet en franchise les produits de Venezuela et de l'Equateur à leur entrée par terre ou par la navigation fluviale.

Le Sénat et la Chambre des représentans de la Nouvelle-Grenade réunis en congrès, décrètent:

Article unique. Tous les produits naturels des manufactures de Venezuela et de l'Equateur, à l'exception de l'eau-de-vie de canne et de ses composés et du tabac de toute nature, n'acquitteront à leur entrée dans la Nouvelle-Grenade, par les frontières de terre ou par les rivières navigables, aucun des droits perçus au profit de l'Etat.

Paragraphe unique. Il n'est point dérogé par cette loi au paragraphe unique de l'article 31 de la loi du 5 juin 1834, ni aux dispositions en vigueur sur l'introduction du sel étranger, qui continuera à payer les droits d'importation et d'*alcabala*, conformément à la même loi du 5 juin et à celle du 14 mai 1835.

Bogota, le 20 mai 1839,

Signé: Jose Ignacio de Marquez.

II.

Décret du 31 mai 1839 qui accorde certaines franchises aux ports de Panama et de Buenaventura.

Art. 1er. Jusqu'à la réalisation de la disposition prévue par l'article 13 du décret du 25 mai 1835, le

port de Panama jouira, pendant quatre années, des 1839
priviléges suivans:

1° Les bâtimens nationaux et étrangers des puissances amies et neutres ne paieront, à leur entrée dans ledit port, aucuns droits d'ancrage, de tonnage ou autres, perçus à raison de l'entrée et du mouillage du bâtiment;

2° Les produits agricoles des républiques de l'Equateur, du Pérou du Mexique et de l'Amérique centrale dont l'importation est permisse dans la Nouvelle-Grenade, et qui sont importés à Panama, ne seront soumis à aucun droit d'importation, d'alcabala et de routes (*caminos*);

3° L'or en poudre, en pâte ou ouvré, et l'argent en barres, *pigne* ou ouvré, ne paieront à l'exportation aucun droit, pourvu que ces métaux proviennent des provinces de l'isthme ou soient venus de l'extérieur;

4° Les bâtimens nationaux et étrangers qui entreront dans le port de Panama, pourront aller faire de l'eau et des vivres dans l'île de Taboga. La douane prendra les précautions nécessaires.

2. La ville de Porto-Bello est déclarée port d'entrepôt pour toutes les marchandises nationales et étrangères, en se conformant aux règles établies par le décret législatif du 4 avril 1826.

3. Le port de Buenaventura, sur la côte de l'Océan Pacifique, sera, pour quarante années, port franc, avec la libre entrée et sortie des nationaux et étrangers de toute classe, sans paiement de droit d'importation ou de toute autre charge, de quelque nom ou espèce que ce soit. Il n'est fait d'exception que pour les navires des nations en guerre avec la Nouvelle-Grenade.

Paragraphe unique. L'exemption de l'article précédent ne comprend que le port et les habitans de Buenaventura; toutes les marchandises exportées pour les autres parties de la république, par terre et par mer, seront soumises au paiement des droits nationaux.

Bogota, le 31 mai 1839.

Signé: Jose Ignacio de Marques.

Fil de coton, de
sus. — F

M

Bas et chaussettes de
— — — fines
— de coton : Bas
— — — — fins
— — — pour fem
— — — — demi-
— — — — fins

Nota. Ne sont pas
nation les bas de France

— — — pour hom
— — — fins
— de laine : Chauset
— — — fines
— — Bas communs
— — — fins
— — de lin et chanvr
— — — fines

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Bas de laine: pour femme, communs	la douz.	6000
— — — — fins.	id.	12000
— — — pour homme, communs.	id.	8000
— — — — fins.	id.	16000
— — de soie Chaussettes.	id.	16000
— — Bas pour enfant	id.	12000
— — — pour femme	id.	18000
— — — pour homme, de *pezo*	id.	40000
— — — autres	id.	30000
Bonnets (*Barretes*) de laine, de peluche, doubles	id.	3600
— — simples	id.	2200
— de tricot. doubles	id.	3000
— — simples.	id.	2000
Voir, en outre, Chapeaux.		
Bretelles de coton, en tricot, communes	id.	1200
— fines	id.	2000
Caleçons de coton, en tricot	la pièce	1200
— de laine, de flanelle	id.	1200
— — de tricot. *C.* de coton.		
Capotes *V.* Manteaux.		
Chapeaux, casquettes et bonnets: *Barretes* ou *Carapuças* de laine,	id.	800
— — de poil de lièvre	id.	3500
— — — autres.	id.	800
— *Chapeos* de coton, de toute qualité	id.	2400
— — de laine et de poil: de laine de *Braga* ou façon de *Braga*, pour enfant, communs	id.	800
— — — — — fins	id.	1200
— — — — autres, communs	id.	1200
— — — — — fins	id.	1800
— — — de poil de castor, en forme, non montés	id.	5500
— — — — de lièvre	id.	4000
— — — — autres, pour enfant	id.	3200
— — — — — pour homme, d'uniforme	id.	8000
— — — — — — autres, communs	id.	3000
— — — — — — — fins	id.	5000
— — — — — — — surfins	id.	8000

Nota. Les chapeaux, avec ornemens, sont évalués à 50 p. % en sus.

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Chapeaux de paille du Chili, pour enfant, de toute qualité	la pièce	2400
— — — autres, communs	id.	2400
— — — — demi-fins	id.	4000
— — — — fins	id.	6000
— — de soie, de toute qualité	id.	5000
— — vernis id.	id.	2000
Chemises de coton, de batiste, pour homme	id.	4000
— — d'indienne ou étoffe rayée et quadrillée, d'indienne (*chita*)	id.	2400
— — d'étoffe rayée etc. (*riscado*), commune, écrue, blanche, de couleur	id.	1200
— — — autre. *C.* d'indienne		
— — de *môrim* (espèce de calicot)	id.	4000
— — de percale	id.	4000
— — de tricot, communes	la douz.	8000
— — — autres, à poil en dedans	id.	16000
— — — — sans poil idem	id.	12000
— de laine: de flanelle, bayette (*baeta*)	id.	18000
— — autre (*baetilha* ou *franela*)	id.	18000
— — de molleton	id.	24000
— — de sérafine	id.	18000
— — de tricot *C.* de coton		
— de lin: de batiste, pour femme	la pièce	20000
— — — autres, unies	id.	15000
— — de Bretagne, unies	id.	4000
— — de lin, de *brim*, unies	id.	4000
— — d'*esguiao*, id.	id.	8000
— — d'Irlande, id. *C.* d'*esguiao*		
— — de *panno*, id.	id.	4000
— — autres, communes, écrues, blanches, de couleur.	id.	1200

Nota. Les chemises, avec garnitures, jabots, plis sur la poitrine et autres ornemens analogues, paieront un droit additionnel sur une evaluation de 20 p. % qui s'ajoutera à la valeur respective.

Lorsqu'elles auront des devans, cols ou poignets d'étoffes différentes du corps, on leur ap-

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
pliquera l'évaluation fixée pour celles de prémiere qualitè.		
Chemises (cols de), pour homme, en coton	la pièce	640
— — en lin et chanvre	id.	1280
Corsets, pour femme	id.	4000
Culottes et pantalons de coton: pur, de tricot	id.	4000
— — — autres très-communs	id.	1200
— — — — autres	id.	4000
— — — mélangé de lin et de chanvre. *C.* de lin et chanvre, *brim* mélangé.		
— de laine, de casimir	id.	15000
— — de flanelle (*baeta*)	id.	3000
— — de drap, très-commun	id.	3000
— — — autre	id.	18000
— — de mérinos. *C.* de casimir.		
— — de molleton. *C.* de flanelle.		
— — autres, non dénommés	id.	6000
— de lin et de chanvre: de *brim*, pur, commun	id.	1200
— — — — autre écru ou blanc, croisé	id.	7000
— — — — — uni	id.	4800
— — — mélangé de coton écru ou blanc *C.* pur.		
— — d'*estopa*	id.	1200
Dentelles (*Rendas*) de coton, y compris les entre-deux brodés	la vare*)	240
Fils (*Linhas*) à coudre, de Portugal ou façon de Portugal	le paq. de 30 échev.	2000
— — autres, de coton, sur bobines	la douz.	600
— — — — en écheveaux	la livre	1200
— — — — en pelotes, en boites contenant 8 pelottes	la boite	160
— — — — — autres	la livre	1200
— — — de lin et de chanvre	id.	1800
— autre, écru ou de couleur	id.	1000
Galons (*Cadaços*) de coton, pur, pour bords de bottes.	la vare	30
— — — dits de *rosinhas*, jusqu'à ½ pouce de large		10

*) La *vare* (5 palmes) = 1 mètre 087. — D'autres renseignemens la portent à 1 mètre 700.

Marchandises.	Unités.	Evaluation.
		reis.
Galons (*Cadaças*) de coton, autres, blancs, du nº 13 à 60	la vare	6
— — — — noirs, jusqu'à ½ pouce de large	id.	6
— — mélangé, de laine, dits de *rosinhas*, *C.* pur.		
— — — mélangé de lin et chanvre pour bords de botes, dits de *rosinhas*. *C.* pur.		
— de laine, dits de *rosinhas*, de mélangés coton et de lin. *C.* de coton mélangé.		
— de lin et de chanvre, purs, pour bords de bottes	id.	30
— — — autres, blancs, du nº 13 à 60	id.	6
— — — — rayés, nº 30, en paquets de 12 pièces	id.	10
— — — — 40, id. 9 id.	id.	10
— — — — 60, id. 6 id.	id.	10
— — — — 80, id. 4 id.	id.	10
— — mélangés de coton ou de laine. *C.* de coton mélangée		
— de soie, jusqu'à ½ pouce de large	id.	20
— — jusqu'à un pouce idem.	id.	50
Voir, en outre, Rubans.		
Gants de coton, courts	la douz.	4000
— — longs	id.	8000
— de laine, en tricot, courts	id.	5000
— de lin, id., id.	id.	4800
— de peau, de castor, courts	id.	4000
— — — longs	id.	8000
— — de chamois, pour militaire, avec poignets,	id.	16000
— autres. *C.* de castor.		
— — de daim, pour militaire, avec poignets	id.	16000
— — — autres, courts	id.	6000
— — de *pellica*, courts	id.	7200
— — — longs	id.	14400
— de soie, courts	id.	7200
— — longs	id.	14400
Gilets (*Coletes*) de coton, pur.	la pièce	3600
— — mélangé, de laine. *C.* de laine, de lin, soie melangés.		
— — — de lin et de chanvre. *C.* idem.		
— — — de soie. *C.* idem.		
— de laine, pure, de casimir.	id.	7200

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Gilets de laine, de drap. *C.* de casimir.		
— — de mérinos. *C.* idem.		
— — autres, purs ou mélangés. *C.* idem.		
— mélangée, de coton. *C.* pure.		
— — — de soie. *C.* idem.		
— de lin et de chanvre, pur	la pièce	3600
— — mélangé de coton *C.* pure.		
— de soie, pure, de velours.	id.	10000
— — — autre. *C.* de velours.		
— — mélangée, de coton.	id.	7200
— — — de laine. *C.* de coton.		
Nota. Pour les gilets de soie brodés ou ornés, les évaluations ci-dessus sont augmentées de 50 p. %.		
Habillemens et effets à usage. *V.* Caleçons, Chemises et Cols de chemise, Culottes, Gilets, Habits, Manteaux, Pantalons, Redingotes, Robes, Vestes.		
Habits (*Casacas*) de drap	id.	40000
Manteaux (*Capotes*) de laine, de camelot uni, à carreaux écossais, pour femme.	id.	15000
— — pour homme. *C.* pour femme.		
— de drap commun	id.	8000
— — fin, à bords de velours ou garniture analogue.	id.	60000
— — de drap, fin, doublé en soie.	id.	60000
— — — autres, unis	id.	40000
— de flanelle (bayette)	id.	8000
— de molleton. *C.* de drap commun.		
— de ratine. *C.* de camelot.		
Ombrelles. *V.* Parapluies.		
Pantalons. *V.* Culottes.		
Parapluies et Parasols: pour femme (Ombrelles), à manche droit, couverts en soie, unis	id.	4800
— autres, de percale	i.	1600
— — de soie.	id.	7500
Redingotes de laine, de camelot	id.	30000
— de casimir	id.	50000
— de drap. *C.* de casimir.		
— de mérinos. *C.* idem.		

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Redingotes de ratine. *C.* de camelot		
— de serge. *C.* idem.		
— autres. *C.* idem.		
Robes: *Japonas* de chambre, de drap très-commun.	la pièce	5000
— — de flanelle (bayette). *C.* de drap.		
— — de molleton. *C.* de drap.		
— *Vestidos* de coton, en coupons, de *escossia*. *C.* de mousseline.		
— — d'indienne (*chita*), bleue, avec bordure	le coup.	800
— — de mousseline blanchie ou de couleur, teinte ou imprimée, unie, brochée, damassée ou brodée, d'Allemagne ou façon d'Allemagne, commune.	id.	1600
— — — demi-fine.	id.	3000
— — — fine	id.	4000
— — de tulle. *C.* de mousseline.		
— *Saias* d'indienne bleue, en coupons. *C.* *Vestidos*.		
Rubans de satin ou satinés, unis, lustrés: jusqu'à 1/4 de pouce *) de large	la vàre	20
— de 1/2 pouce id.	id.	35
— de 3/4 de pouce id.	id.	50
— de 7/8 de pouce id.	id.	60
— d'une pouce id.	id.	75
— d'un pouce 1/4 id.	id.	90
— d'un pouce 1/2 id.	id.	120
— de deux pouces id.	id.	200
— de plus de deux pouces id.	par 1/8 de pouce	20
Nota. Le mode de mesurage ci-dessus ne s'appliquera pas aux *rubans* de couleur rose, cramoisie ou écarlate. *Voir*, en outre, Galons.		
Sacs de l'Inde, de *Gunes*, très-communs.	la pièce	200
— autres, de serpillière, très-grossiers	id.	400
Soie moulinée d'Italie	la livre	16000
— autre	id.	8000

*) Le pouce (1/12 de pied ou 12 lignes) = 0 mètre 025.

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de coton: Basin, *Fustaó*, piqué, de *patente*, commun.	le cov. *)	360
— — Basin, *Fustao*, piqué, *de patente*, fin.	id.	900
— — *Metim* blanc ou de couleur, commun	id.	200
— — fin	id.	300
— Batiste unie, en pièces de 6 vares	la pièce.	3000
— *Birolas*	le cov.	120
— Bretagne. *C. Morins.*		
— *Brim* croisé, pur, jusqu'à 26 pouces de large	la vare	400
— — de plus de 26 pouces	e pouce	20
— — mélangé de lin. *C.* pur.		
— *Cadeaz.* C. *Birolas.*		
— *Castores*	le cov.	300
— *Chillas.* C. *Birolas.*		
— *Coromandeis.* C. *Birolas.*		
— Couvertures (*Mantas*) pour lit, communes, blanches ou rayées	la pièce	800
— Dentelle. *V.* ce mot.		
— *Fafulez.* C. *Birolas.*		
— *Hollanda* écrue, jusqu'à 24 pouces de large	le cov.	80
— — de plus de 24 pouces id.	le pouce	5
— Indiennes et étoffes rayées et quadrillés: *Chitas* de Portugal ou façon de Portugal, bleues.	le cov.	200
— — — — d'autres couleurs, étroites.	id.	200
— — — — larges.	id.	240
— — — autres en *madapolam* ou *morins*, écarlates, jusqu'à 24 pouces de large	id.	320
— — — — — de 24 à 32 id.	id.	480
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	20
— — — — autres, jusqu'à 24 id.	le cov.	200
— — — — — de 24 à 32 id.	id.	350
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	15
— — *Riscados* (étoffes rayées, etc.) pures, pour courtepointes et matelas, jusqu'à 24 id.	la vare	200
— — — — — de plus de 24 id.	le pouce	10

*) Le *covado* (3 palmes) = o mètre 652. — Une autre évaluation le porte à o mètre 670. — La douane de Rio-Janeiro calcule ordinairement les 100 aunes de France à 172 *covados*, quoiqu'elles ne rendent que de 166 à 168.

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de coton : *Riscados* (étoffes rayées etc.) autres, communes, jusqu'à 16 id.	le cov.	100
— — — — — — de plus de 16 id.	le pouce	5
— — — — — fines, jusqu'à 16 id.	le cov.	150
— — — — — — de plus de 16 id.	le pouce	5
— — — mélangées de laine ou *Escocezes*. *V.* Tissus de laine. — *Escocezes*.		
— — — — de lin et de chanvre, pour courtepointe, etc., jusqu'à 24 pouces de large	la vare	360
— — — — — — de plus de 24 id.	la pouce	20
— Irlandes. — Mêmes évaluations que *Morins* ci-après, suivant la largeur et la qualité.		
— *Gonguins*. C. *Birolas*.		
— *Madapolams* communs; jusqu'à 24 pouces de large.	la vare	120
— — — de 24 à 28 id.	id.	160
— — — de 28 à 32 id.	id.	200
— — — de plus de 32 id.	le pouce	10
— — fins, jusqu'à 24 id.	la vare	200
— — — de 24 à 28 id.	id.	240
— — fin, de 28 à 32 pouces de large	la vare	
— — — de plus de 32 id.	le pouce	280
— *Metim*. V. Basin.		15
— *Morins* de l'Inde	la vare	800
— — autres, communs. *C. Madapolams* fins		
— — — demi-fins, jusqu'à 24 pouces de large	id.	240
— — — — de 24 à 28 id.	id.	320
— — — — de 28 à 32 id.	id.	400
— — — — de plus de 32 id.	le pouce	20
— — — fins. *C.* demi-fins.		
— Mouchoirs de poche (à tabac) à fond rouge, communs	la douz.	2400
— — — — demi-fins	id.	3600
— — — — fins.	id.	4800
— — — autres, communs	id.	1800
— — — demi-fins	id.	2400
— — — fins	id.	3600
— — autres, de basin (*metim*). *C.* de mousseline.		

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de coton: d'indienne (*chita*), écarlates, jusqu'à 28 pouces de large	la douz.	4800
— — — — — de plus de 28 id.	le pouce	300
— — — — autres communs, jusqu'à 20 id.	la douz.	1400
— — — — — — de plus de 20 id.	le pouce	160
— — — — — fins, jusqu'à 20 id.	la douz.	1800
— — — — — — de plus de 20 id.	le pouce	240
— — — de mousseline, unis ou ouvrés, d'Ecosse, communs, jusqu'à 20 id.	la douz.	1400
— — — — — — de plus de 20 id.	le pouce	160
— — — — — fins, jusqu'à 20 id.	la douz.	1800
— — — — — — de plus de 20 id.	le pouce	240
— — — — autres. *C.* d'Ecosse.		
— — — de *murselina*. *C.* d'indienne, autres.		
— — — de percale. *C.* id. id.		
Nota. Par *mouchoirs*, on entend ceux qui ont jusqu'à 32 pouces. On les mesurrera sur leur plus grande dimension. *Voir*, en outre, Scäalls.		
— Mousseline d'Ecosse, faconnée, commune, jusqu'à 32 pouces de large	la vare	240
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	10
— — — — mi-fine, jusqu'à 32 id.	la vare	320
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	15
— — — — fine, jusqu'à 32 id.	la vare	400
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	20
— — — unie. *C.* façonnée.		
— — de France ou façon de France, façonnée et dammassée, comm., jusqu'à 32 pouces de large	la vare	400
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	15
— — — — fine, jusqu'à 32 id.	la vare	750
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	30
— — autre, à carreaux ou à raies, façonnée, tissue à jour, blanche ou de couleur, commune, jusqu'à 32 id.	la vare	240
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	10
— — — — fine, jusqu'à 32 id.	la vare	400
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	15
— — — unie, transparente, commune, jusqu'à 32 id.	la vare	240

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de coton : Mousseline, autre, unie, transparente, commune, de plus de 32 pouces de large	le pouce	10
— — — — mi-fine, jusqu'à 32 id.	la vare	450
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	15
— — — — fine, jusqu'à 33 id.	la vare	600
— — — — — de plus de 32 id.	le pouce	20
— — — de même qualité que les *Garrazes*, ou de qualité analogue	la vare	160
— — — de qualité supérieure, telle que *Sanas* ou de qualité analogue	id.	220
— *Murim*. Voir *Morins*.		
— *Murselina*	le cov.	280
— *Nanguinas*. C. *Birolas*.		
— Nankin et nankinette : Nankin de l'Inde, blanc. *C.* jaune.		
— — — — bleu, en pièce, ayant jusqu'à 14 covados	la pièce	1900
— — — — jaune, étroit, en pièce, qusqu'à 11 pouces de large et 7 covados de long	id.	800
— — — — — large, jusqu'à 10 covados de long.	id.	1300
— — — d'ailleurs, bleu, jusqu'à 11 pouces de large	le cov.	100
— — — — — de plus de 11 id.	le pouce	10
— — — — jaune et blanc, jusqu'à 11 id.	le cov.	100
— — — — — de 11 à 13 id.	id.	110
— — — — — de plus de 13 id.	le pouce	10
— — Nankinette écarlate, unie, jusqu'à 24 id.	le cov.	240
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	15
— — — d'autre couleur ou rayée, jusqu'à 16 id.	le cov.	120
— — — — de plus de 16 id.	le pouce	10
— Nappes ouvrées ou damassées, jusqu'à 12 palmes	la nappe	2400
— — de plus de 12 id.	le pouce	400
— *Panno* de *Bales*	la pièce	1500
— — pour nègres (de *Cafre*)	id.	1200
— — autre, pur, uni, écru, jusqu'à 24 pouces de large.	la vare	140
— — — — — de 24 à 28 id.	id.	160
— — — — — de 28 à 32 id.	id.	180

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de coton: autre, pur, uni, écru, de 32 à 40 id.	la vare	240
— — — — — de 40 à 48 id.	id.	300
— — — — — de plus de 48 id.	le pouce	10
— — — — croisé, façon de Brésil, jusqu'à 28 pouces de large	la vare	240
— — — — — — de plus de 28 id.	le pouce	15
— — — — — autre, écru, en sus de l'évaluation de l'uni	la vare	60
— — — — — — blanchi, en sus de l'évaluation du croisé écru	id.	50
— — — — — — rayé, en sus de l'évaluation du croisé écru.	id.	100
— — — — ouvré, damassé, jusqu'à 24 pouces de large.	id.	360
— — — — — de plus de 24 id.	le pouce	15
— — — mélangé de lin et de chanvre, façon de Portugal, jusqu'à 25 id.	la vare	240
— — — — — de plus de 25 id.	le pouce	25
— — — — autre, jusqu'à 24 id.	la vare	500
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	25
— Peluche, jusqu'à 20 id.	le cov.	600
— — de coton, de plus de 20 pouces de large	le pouce	30
— Percale façonnée, à carreaux, à jour, commune, jusqu'à 48 id.	la vare	350
— — — fine, jusqu'à 48 id.	id.	560
— — autres, de couleur, jusqu'à 24 id.	le cov.	100
— — — — de plus de 24 id.	l. 4 pouc.	20
— — — autres en pièces de 10 vares, commune, jusqu'à 28 id.	la pièce	2000
— — — — — de 28 à 48 id.	id.	2800
— — — — fine, jusqu'à 28 id.	id.	3000
— — — — — de 28 à 48 id.	id.	4200
— — — — — de 48 à 64 id.	id.	6000
— *Picotes*, jusqu'à 32 id.	le cov.	200
— — de plus de 32 id.	le pouce	10
— Platilles. — Mêmes évaluations que *Morins*, suivant la largeur et la qualité.		
— *Rapoes*. V. Nankinette.		
— *Riçasdos*. *V*. Indiennes.		

Marchandises.	Traites.	Evaluations.
		reis.
Tissus de coton: Satinette blanche et de couleur	le pouce	300
— Schalls de basin (*metim*). *C.* d'indienne		
— — d'indienne, écarlates, de plus de 32 pouces jusqu'à 40	la douz.	14400
— — — — de plus de 40 pouces	le pouce	300
— — — autres, unis ou ouvrés, de plus de pouces jusqu'à 40	la douz.	6000
— — — — de plus de 40 pouces	le pouce	250
— — de mousseline d'Ecosse et autre. *C.* d'indienne, autres.		
— — de *murselina*. *C.* d'indienne, autres.		
— — de percale. *C.* d'indienne, autre.		
Nota. Les *schalls* se mesureront sur leurs plus grande largeur. *Voir*, en outre, Mouchoirs.		
— Serviettes (*Guardanapos*), communes	la douz.	1200
— — fines	id.	3000
— Tapis (*Oleados*) de table, garnis de drap, jusqu'à 32 pouces de large.	le cov.	1000
— — de plus de 32 id.	le pouce	40
— Tricot	le cov.	1000
— Tulle: filet, uni, à jour, jusqu'à 28 pouces de large	id.	360
— — — de plus de 28 id.	le pouce	15
— — autre, uni ou façonné	la vare	200
— Velours (*Belbutinas*), jusqu'à 16 pouces de large	le cov.	360
— — de plus de 16 id.	le pouce	20
— *Zuartes*	le cov.	200
Tissus de laine: Angoline, jusqu'à 24 pouces de large	id.	700
— — de plus de 24 id.	le pouce	30
— Alépine, mélangée de soie, jusqu'à 24 id.	le cov.	400
— — de plus de 24 id.	le pouce	50
— Bayette. *V.* Flanelle.		
— — Bouracan: *Barregana*. *V.* Ratine.		
— — *Durante* uni uni ou façonné, cramoisi, écarlate, rose	le cov.	300
— — — d'autres couleurs	id.	240

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de laine: *Duroque*, jusqu'à 20 pouces de large	le cov.	650
— — — de plus de 20 id.	le pouce	40
— Casimirs écarlates. — Ils sont évalués 25 p. % de plus que ceux de toutes autres couleurs.	id.	600
— — autres, communs, simples	id.	1400
— — — demi-fins, doubles ou simples	id.	2000
— — — fins, doubles ou simples		
— — — surfins, doubles. *C.* fins.		
— Couvertures (*Cobertores*) écarlates, dou- jusqu'à 8 palmes *)	la pièce	4500
— — — — de 8 à 9 id.	id.	5500
— — — — de plus de 9 id.	id.	7000
— — — simples, jusqu'à 8 id.	id.	2000
— — — — de 8 à 9 id.	id.	2500
— — — — de plus de 9 id.	id.	3000
— — autres, doubles, jusqu'à 8 id.	id.	3500
— — — — de 8 à 9 id.	id.	4500
— — — — de plus de 9 id.	id.	5600
— — — simples jusqu'à 8 id.	id.	1200
— — — — de 8 à 9 id.	id.	1800
— — — — de plus de 9 id.	id.	2200
— Crêpe (*Fumo*) pour deul, jusqu'à 16 pouces de large	le cov.	400
— — de plus de 16 id.	le pouce	30
— Damas, jusqu'à 24 id.	le cov.	750
— — de plus de 24 id.	le pouce	50
— Draps écarlates. Ils sont évalués 25 p. % de plus que ceux de toutes autres couleurs.	le cov.	800
— — autres, très-communs	id.	1800
— — — communs	id.	3000
— — — demi-fins	id.	5000
— — — fins	id.	7500
— — — superfins		

*) La palme (8 pouces 7 lignes) = 0 mètre 217. — Une autre évaluation la porte à 0 mètre 2233, et la calcule sur 8 pouces, dits *pouces de palme*, de 24 au *covado*, de 40 à la *vare*.

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Nota. Sont réputés *draps* de moyenne largeur ceux qui ne passent pas 3 palmes ½.		
Tissus de laine: *Escocezes* purs, jusqu'à 24 pouces de large	le cov.	500
— — — de plus de 24 id.	le pouce	25
— — mélangés de coton. *C.* purs.		
— *Estopa. V.* Tissus de lin et de chanvre. — *Estopa.*		
— *Fillele* (Mousseline)	le cov.	240
— Flanelle: Bayette (*Baeta*) *colchestes* (piqué)	id.	750
— — — de couleur, lustrée	id.	600
— — — — autre	id.	500
— — — de *pello.*	id.	700
— — Flanelle, autre (*Bahilha* ou *flanella*), mouchetée, jusqu'à 24 pouces de large	id.	360
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	25
— — — autre, jusqu'à 24 id.	le cov.	300
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	20
— *Macedonia*, jusqu'à 24 id.	le cov.	700
— — de plus de 24 id.	le pouce	40
— Mérinos, commun, jusqu'à 20 id.	le cov.	1000
— — — de plus de 20 id.	le pouce	40
— — mi-fin, jusqu'à 20 id.	le cov.	1400
— — — de plus de 20 id.	le pouce	60
— — fin, jusqu'à 20 id.	le cov.	1800
— — — de plus de 20 id.	le pouce	80
— Molleton de couleur, écarlate	le cov.	1100
— — autre	id.	800
— Peluche, jusqu'à 20 pouces de large	id.	600
— — de plus de 20 id.	le pouce	30
— Ratine, jusqu'à 24 id.	le cov.	500
— — de plus de 24 id.	le pouce	25
— *Riscados.* Voir *Escocezes.*		
— *Saragoça.* — Mêmes évaluations que Draps, suivant la qualité.		
— Schalls de casimir, peints ou unis, communs, jusqu'à 52 pouces de large	la pièce	3000
— — — de plus de 52 id.	le pouce	300
Nota. Les *schalls* se mesureront sur la plus grande largeur.		

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus Serges: *Saetas* de couleur, écarlates, gros rouge, roses	le cov.	400
— — — — autres	id.	320
— — — autres, ouvrées ou peintes	id.	480
— *Sarja*, jusqu'à 24 pouces de large	id.	400
— — — de plus de 24 id.	le pouce	25
— Tapis: *Alcatifas*, communs, jusqu'à 32 id.	le cav.	600
— — — — de plus de 32 id.	le pouce	20
— — — fins, jusqu'à 24 id.	le cov.	1400
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	60
— — *Oleados*, de table, en drap ou flanelle, purs, jusqu'à 32 id.	le cov.	1000
— — — — de plus de 32 id.	le pouce	40
— — — mélangés de coton. *C.* purs.		
— — — — de poil. *C.* purs.		
— — *Tapetes.* V. *Alcatifas* communs.		
— Tricot.	le cov.	1200
Tissus de lin et de chanvre: Batiste (*Cambraia*) unie, en pièces de 6 vares	la pièce	16000
— Bretagnes en pièces de 6 vares, pures, françaises, communes, étroites.	id.	2800
— — — — — larges	id.	4000
— — — — demi-fines, étroites	id.	3600
— — — — — larges	id.	4800
— — — — fines, étroites	id.	4400
— — — — — larges	id.	5600
— — — — — autres, étroties	id.	2400
— — — — larges	id.	3600
Tissus de lin et de chanvre: Bretagnes en pièces de 6 vares, mélangées de coton	id.	1600
— *Brim* (Cretonne) pure, croisée, commune jusqu'à 26 pouces ds large	la vare	500
— — — — — de plus de 26 id.	le pouce	25
— — — — demi-fine, jusqu'à 26 id.	la vare	850
— — — — — de plus de 26 id.	le pouce	35
— — — — fine, jusqu'à 26 id.	la vare	1200
— — — — — de plus de 26 id.	le pouce	45
— — — autre, commune, jusqu'à 26 id.	la vare	220
— — — — — de plus de 26 id.	le pouce	15
— — — — demi-fine, jusqu'à 26 id.	la vare	400

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de lin et de chanvre: *Brim* (Cretonne) pure, croisée, commune, de plus de 26 id.	le pouce	20
— — — — fine, jusqu'à 26 id.	la vare	500
— — — — — de plus de 26 id.	le pouce	25
Voir, en outre *autres à voiles.*		
— — mélangée de coton, croisée, jusqu'à 26 pouces de large	la vare	600
— — — — de plus de 26 id.	le pouce	25
— — — unie, jusqu'à 26 id.	la vare	240
— — — — de plus de 26 id.	le pouce	15
— Crée commune (Morlaix), gommée	la vare	300
— — autre, jusqu'à 24 pouces de large	id.	240
— — — de 24 à 32 id.	id.	360
— *Esguiao* (Toile de Hollande très-fine)	id.	1400
— *Estopa* (Toile de chanvre tres-commune)	id.	160
— Hollande, écrue, pure, jusqu'à 24 pouces de large	le cov.	160
— — — de plus de 24 id.	le pouce	10
— — mélangée de coton, jusqu'à 24 id.	le cov.	100
— — — de plus de 24 id.	le pouce	10
— Irlande, commune	la vare	600
— — fine	id.	1400
— *Lilas* d'Angleterre	le cov.	250
— Mouchoirs de batiste (*Cambraia*) unis, blancs ou imprimés	le mouch.	2000
— Nappes de *Guimarrães* ou façons *Guimarrães*, jusqu'à 12 palmes	la nappe	4000
— — — de plus de 12 id.	la palme	500
— — autres, damassées, communes, jusqu'à 10 id.	la nappe	6000
— — — — de plus de 10 idt	la palme	700
— — — fines, jusqu'à 10 id.	la nappe	8000
— — — — de plus de 10 id.	la palme	1000
— *Panno* pur, ouvré et damassé, commun, jusqu'à 24 pouces de large	la vare	500
— — — — — de plus de 24 id.	le pouce	25
— — — — fin, jusqu'à 24 id.	la vare	800
— — — — — de plus de 24 id.	le pouce	40
— — — autre commun, jusqu'à 25 id.	la vare	320
— — — — de plus de 25 id.	le pouce	30

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de lin et de chanvre : mélangé de coton, façon de Portugal, jusqu'à 25 id.	la vare	240
— — — — de plus de 25 id.	le pouce	25
— — — autre ouvré et damassé, jusqu'à 24 id.	la vare	500
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	25
— Peluche jusqu'à 20 id.	le cov.	600
— — de plus de 20 id.	le pouce	30
Tissus de lin et de chanvre Platilles. *V.* Rouens.		
— *Riscados. V.* autres Rayés, pour matelas.		
— Rouens ou platilles, purs, communs, jusqu'à 24 pouces de large	la vare	800
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	15
— — — fins, jusqu'à 24 id.	la vare	400
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	20
— — mélangés de coton, jusqu'à 24 id.	la vare	250
— — — de plus de 24 id.	le pouce	15
— Serdillières et toiles d'emballage : *Aniages* ou *creguelas*, communes, jusqu'à 26 id.	la vare	220
— — — — de plus de 26 id.	le pouce	10
— — — fines, jusqu'à 26 id.	la vare	300
— — — — de plus de 26 id.	le pouce	15
— — *Calhamaço* commune	la vare	200
— Serviettes (*Guardanapos*) communes	la douz.	3000
— — fines, damassées	id.	9000
— — — autres	id.	5000
— Tapis *V.* autres, cirés.		
— *Zuartes V.* Tissus de coton.		
— autres, cirés et gommés (*Oleados*), pour coiffe de chapeau, jusqu'à 32 pouces de large	le cav.	450
— — — — de plus de 32 id.	le pouce	15
— — — pour tapis de pied	la palm.	120
— — — — de table, jusqu'à 32 id.	le cov.	400
— — — — — de plus 32 id.	le pouce	15
— — rayés et quadrillés (*Riscados*) à matelas, purs, jusqu'à 24 id.	la vare	500
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	25
— — — mélangés de coton, jusqu'à 24 id.	la vare	360
— — — — de plus de 24 id.	le pouce	20
— — à voiles : *Brim* de Russie et façon de Russie, étroits, jusqu'à 30 vares	la pièce	10000

Marchandises.	Unités.	Evaluations.
		reis.
Tissus de lin et de chanvre: larges, de plus de 30 id.	la pièce	12000
— — — *Lonas* d'Angleterre, en pièces, ayant jusqu'à 31 vares de long, jusqu'à 22 pouc. de large	id.	12000
— — — — — de plus de 22 id.	id.	16000
— — — — de Russie ou façon de Russie, en pièces, ayant jusqu'à 31 vares	id.	20000
Tissus de soie: Alépine mélangée de laine *V.* Tissus de laine. — Alépine.		
— Crêpe (*Escomilha*) de toute couleur	le cov.	500
— Damas, uni, de toute couleur, jusqu'à 24 pouces de large	id.	1800
— — de plus de 24 id.	le pouce	150
— Gaze (*Volaute*), jusqu'à 20 id.	le cov,	300
— — de plus de 20 id.	la pouce	30
— Mouchoirs (foulards) imprimés, de 7 à la pièce.	la pièce	10000
Nota. Par *mouchoirs*, on entend ceux qui ont jusqu'à 32 pouces. On les mesurera sur leur plus grande dimension.		
— Peluche, jusqu'à 20 pouces de large	le cov.	800
— — de plus de 20 id.	le pouce	40
— Velours: *Vellulo* uni	le cov.	3200
— — — ouvré	id.	4000
— — *Velludilho*	id.	2400
Vestes de coton, pur, de basin (*fustao* ou *metim*)	le plèce	5000
— — — d'indienne rayée (*riscado*)	id.	2500
— — — autres, communes. *C.* d'indienne.		
— — — — fines *C.* de basin.		
— — mélangé de lin. *C.* pur.		
— de laine pure, de bouracan (*duraque*)	id.	6000
— — — de casimir	id.	15000
— — — de cassinette. *C.* de bouracan.		
— — — de drap commun.	id.	4000
— — — — fin.	id.	18000
— — — de flanelle (bayette). *C.* de drap comm.		
— — — de mérinos. *C.* de casimir.		
— — — de molleton. *C.* de drap commun.		
— — — autres non dénommées. *C* de bouracan.		
— — mélangée de coton. *C.* de bouracan.		
— de lin et de chanvre. *C.* de coton.		

Articles non dénommés. — Ils seront évalués et 1839
liquidés sur facture, toujours avec faculté de préemption pour les employés de la douane, moyennant bonification de 10 p %.

Le recours à l'évaluation par arbitres, accordé antérieurement pour les produits des nations avec lesquelles le Brésil n'a pas de traité, n'est plus admis.

72.

Loi publiée en Belgique, relativement au remboursement du pèage sur l'Escaut. En date de Bruxelles, le 5 Juin 1839.

(Moniteur Belg.)

Léopold Roi des Belges, etc.

Art. 1er. Le péage à percevoir par le gouvernement des Pays-Bas sur la navigation de l'Escaut, pour se rendre de la mer en Belgique ou de Belgique à la mer, par l'Escaut ou le canal de Terneuzen, sera remboursé par l'état aux navires de toutes les nations. Toutefois, s'il se présente à l'égard de l'un des pavillons étrangers, des motifs graves et spéciaux, le gouvernement est autorisé à suspendre provisoirement, à son égard, l'effet de la présente disposition.

Il est ouvert au gouvernement un crédit de trois cent mille francs, destinés à couvrir les dépenses des derniers mois de l'exercice 1839.

2° Avant le 1er janvier 1843, il sera examiné si le bénéfice de l'article précédent doit être maintenu en faveur des pays avec lesquels il ne sera pas intervenu d'arrangemens commerciaux de douane ou de navigation.

3° Pour faire face, en partie, au remboursement prescrit par l'art. 1er, il sera prélevé trois centimes additionnels sur les droits de douane, de transit et de tonnage, à partir de la date qui sera fixée ultérieurement par le gouvernement.

Donné à Bruxelles, le 5 Juin 1839.

73.

Loi donnée en Belgique portant des modifications au tarif des douanes. En date de Bruxelles, le 6 Juin 1839.

(Moniteur Belg.)

Léopold, Roi des Belges, à tous présens et à venir, salut. Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété, et nous ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. A dater de l'exécution des clauses territoriales des traités à intervenir entre les puissances réunies en Conférence à Londres, la Hollande et la Belgique, le tarif des douanes pour les objets ci-après désignés, provenant des parties à céder du Luxembourg, sera modifié ainsi qu'il est dit aux articles suivans:

2° Les fontes et fers travaillés au bois et au marteau, provenant des établissemens existant à ce jour dans la partie détachée du Luxembourg, seront admis en Belgique par le bureau d'Arlon, moyennant un simple droit de balance de 25 centimes par 100 kilogrammes, mais seulement jusqu'à concurrence de trois millions de kilog. de fers forgés supposés représenter quatre millions de fontes.

Le bénéfice cessera dans le cas où la sortie des mines et minerais de fer de la partie allemande par la frontière belge, viendrait à être prohibée ou assujettie à un droit de douane.

3° Les faïences provenant des établissemens existant aussi a ce jour dans la même partie du Luxembourg seront admises à l'importation par le même bureau, moyennant un droit de quatre pour cent de la valeur, jusqu'à concurrence, par année, d'une valeur effective de quatre cent mille francs seulement.

4° Les étoffes de laine désignées au tarif sous la dénomination de coatings, calmouks, alpagas, duffels, frises, castorines, serges, domets, baies, molletons, kerseys, couvertures en laine et autres tissus de l'espèce, provenant des établissemens en activité à ce jour dans la même partie du Luxembourg, seront reçues à l'entrée par le même bureau au droit de quatre pour

cent à la valeur, mais seulement jusqu'à concurrence 1839
d'une valeur, par année, de quatre cent mille francs.

Dans cette somme, les draps communs du Luxembourg du prix de 5 fr. le mètre au plus, pourront être compris pour une valeur qui ne pourra excéder cinquante mille francs.

5° Le gouvernement prendra toutes les mesures propres à assurer à chacun des établissemens existans à ce jour, l'importation des produits repris aux trois articles qui précédent, en ayant égard pour chacun d'eux, à leurs situations locales et à leur état actuel de production par année: ces objets devront, dans tous les cas, porter la marque des fabriques d'où ils proviennent, et être accompagnés d'un certificat d'origine délivré dans la forme à déterminer par le gouvernement.

6° Des fruits verts et secs de toute espèce, à l'exception de ceux qui sont spécialement tarifés, de même que les charbons de bois, la chaux et le plâtre, importés de la partie allemande dans la partie vallonne du Luxembourg, seront admis par tous les bureaux que le gouvernement désignera à cet effet, au droit d'un demi pour cent à la valeur.

7° Le froment, l'orge et le méteil ainsi que leurs farineux, qui seront importés, par le bureau d'Arlon, de la partie détachée du Luxembourg dans la partie qui restera belge, seront admis à l'entrée au quart des droits établis par les lois en vigueur, mais seulement jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de trois millions de kilog.

8° Les grains de toute espèce qui séront importés de la partie détachée du Limbourg dans le district de Verviers, par le bureau qui sera indiqué, à cette fin, par le gouvernement, à proximité du marché d'Aubel, seront admis à l'entrée moyennant la réduction établie par l'article précédent, mais seulement jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de six millions de kilog.

9° Le gouvernement prendra toutes les mesures propres à éviter tout abus des avantages accordés par les articles précédens, et assurer les approvisionnemens des marchés d'Arlon et d'Aubel d'une manière aussi régulière que possible.

10° Le gouvernement pourra, pour la province

1839 du Luxembourg, désigner un autre bureau d'entrée en outre de celui d'Arlon.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 1839.

74.

Règlement organique du Conseil de santé à Constantinople pour les provenances de mer. En date de Constantinople, le 10 *Juin* 1839.

(Traduction officielle).

Les soussignés, composant, d'une part, le conseil de santé sous la présidence de son excellence Hifzy Moustapha pacha, de l'autre, la délégation étrangère accréditée par les différentes missions, à la demande de la Sublime Porte, près ledit conseil, s'étant réunis en conférence à l'effet de délibérer sur le choix du système quarantainaire le mieux approprié à cette capitale contre les provenances de mer; animés d'un égal désir de concilier, autant que possible, les garanties sanitaires avec les besoins du commerce maritime, ont, après mûre délibération, arrêté de commun accord les résolutions suivantes:

Art. 1er. *De la patente.* Tout navire, arrivant à Constantinople, devra être muni d'une patente de santé, qu'il sera tenu de remettre au préposé de l'intendance sanitaire chargé de la réclamer, et qui la recevra au bout d'une perche et sans monter à bord.

Art. 2. Il y aura trois catégories de patentes, à savoir:

La patente *nette*, la patente *suspecte*, la patente *brute*.

Patente nette. Sera réputée *nette* toute patente délivrée *trente jours* après le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur sera admis immédiatement en libre pratique avec ses passagers, équipage et cargaison.

Patente suspecte. Sera réputée *suspecte* toute patente délivrée *quinze jours* après le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur, fera une quarantaine de *quinze jours*, s'il est chargé, et de *dix*, s'il est vide.

Patente brute. Sera réputée *brute* toute patente 1839
délivrée dans l'intervalle des *quinze jours* depuis le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur, fera une quarantaine de *vingt jours*, s'il est chargé, et de *quinze*, s'il est vide.

Art. 3. *Navires arrivant chargés, avec patente suspecte ou brute.* La quarantaine pour les navires chargés, tant suspects que bruts, leur sera comptée à partir du jour de leur mouillage devant le lazaret de *Kouléli.* Toutefois, considérant, d'une part, que le temps pourra quelquefois les empêcher de poursuivre leur route jusqu'à ce mouillage, de l'autre, que, pour le moment, il n'existe pas encore de remorqueur pour les y conduire immédiatement, il demeure convenu que des magasins seront construits dans le plus court délai sur la pointe de *Fener-Baktché*, pour recevoir la cargaison des navires compris dans le cas prévu ci-dessous, et dont la quarantaine commencera dès lors à courir du jour de leur mouillage dans ledit lieu de Fener-Baktché.

Il est bien entendu, du reste, que cette facilité ne sera accordée qu'aux navires évidemment empêchés par le temps de se rendre au lazaret de *Kouléli*, et seulement jusqu'à l'époque où l'intendance sanitaire aura à sa disposition les moyens convenables pour les y diriger par le vent contraire.

Art. 4. *Navires arrivant vides, avec patente suspecte ou brute.* La quarantaine pour les navires vides, tant suspects que bruts, leur sera comptée à partir du jour de leur arrivée.

Art. 5. *Obligation de prendre un garde sanitaire aux Dardanelles ou à Galipoli.* Tout navire, suspect ou brut, venant par le détroit des Dardanelles, qu'il soit chargé ou vide, sera tenu de prendre un garde de santé, ou à l'office sanitaire des Dardanelles mêmes ou à celui de Galipoli, au choix du capitaine.

Si le navire est vide, sa quarantaine courra du jour où le garde est entré à bord, à condition qu'il se soumettra aux mesures de désinfection prescrites par ce dernier. Dans ce cas, et si le navire purge sa quarantaine durant le voyage, il sera reçu à Constantinople en libre pratique.

Si le navire est chargé, sa quarantaine devra tou-

1839 jours commencer du jour de son mouillage à *Kouléli* ou à *Fener-Baktché*.

Garde supplémentaire. Arrivés à Constantinople, le navire chargé, ainsi que le navire vide, qui n'aurait pas terminé sa contumace en route, recevront un garde supplémentaire qu'ils conserveront, avec celui pris aux Dardanelles ou à Galipoli, jusqu'à l'expiration de la quarantaine.

Il est sous-entendu que les navires, avec patente nette, ne seront tenus de s'arrêter ni aux Dardanelles, ni à Galipoli.

Art. 6. *Mouillage des navires suspects ou bruts.* Les navires, tant suspects que bruts, arrivés vides, pourront mouiller à l'entrée du port, ou dans le canal, à quelque distance de la terre, sous la surveillance de leurs gardes. Les navires, arrivés chargés, jouiront de cette même faculté, mais seulement après leur déchargement, devant d'abord déposer leurs cargaisons ou à *Kouléli* ou à *Fener-Baktché*.

Art. 7. *Navires destinés pour la mer Noire avec patente brute ou suspecte.* Les navires, tant vides que chargés, venant de la mer Blanche, et destinés pour la mer Noire, avec patente suspecte ou brute, seront également tenus de recevoir un garde de santé aux Dardanelles ou à Galipoli, soit qu'ils veuillent purger leur quarantaine à Constantinople, soit qu'ils préfèrent poursuivre en contumace pour leur destination. Arrivés ici, ils aboreront au mât de misaine un pavillon formé de deux bandes jaune et noire placées verticalement, qu'ils garderons jusqu'à leur départ.

Il sera loisible à ces navires de faire leur quarantaine à Constantinople, en se soumettant aux mesures précisées dans les articles précédens à l'égard des navires destinés pour ce port; seulement, dans ce cas, les capitaines devront déclarer leur intention dans l'interrogatoire qu'ils auront à subir.

Si, au contraire, ils préfèrent poursuivre en contumace, ils recevront à leur arrivée un garde supplémentaire, qu'ils conserveront jusqu'à leur départ avec celui pris aux Dardanelles ou à Galipoli, et avant leur entrée dans la mer Noire, ils les débarqueront l'un et l'autre au poste sanitaire de *Kavak*. Quant aux marchandises et passagers, destinés pour Constantinople, ils seront débarqués au lazaret de *Kouléli*, où ils pur-

geront leur quarantaine conformément aux conditions 1839
sanitaires du navire.

Le bateau de l'intendance sanitaire, chargé d'examiner les patentes, informera sans délai de leur arrivée leurs chancelleries respectives, afin qu'elles s'occupent de leur fournir, avec les précautions requises, les expéditions et les firmans d'usage pour la mer Noire.

Il est bien entendu que ceux de ces navires qui, étant vides, voudront profiter de la facilité de commencer leur quarantaine aux Dardanelles ou à Galipoli, aux termes du deuxième paragraphe de l'art. 5, en auront le droit; seulement, dans ce cas, ils devront en faire la déclaration préalable dans celui des deux offices où ils prendront le garde de santé, afin que ce dernier puisse les soumettre, durant le voyage, aux mesures convenables de désinfection.

Art. 8. *Navires destinés de la mer Noire pour la mer Blanche, avec patente suspecte ou brute.* Les navires, provenant de la mer Noire, tant chargés que vidés, avec patente suspecte ou brute, prendront un garde de santé à l'office sanitaire de *Kavak*, ou à celui de *Silvi-Bournou*, dans le cas d'impossibilité absolue pour eux, à cause du temps, de s'arrêter devant le premier de ces lieux; mais ils n'auront à subir aucun interrogatoire ni dans l'un, ni dans l'autre de ces deux offices. Cette formalité sera remplie au lazaret de *Kouléli*, où ils devront prendre également leur garde supplémentaire.

Toutes les dispositions de l'art. 7, relatives aux navires suspects ou bruts destinés pour la mer Noire, sont également applicables aux navires provenant des ports compromis de cette mer, et qui, destinés pour la mer Blanche, ne voudront pas purger leur quarantaine à Constantinople. Seulement, ces navires auront la faculté de débarquer ici, au moment de leur départ, un des deux gardes sanitaires et ils conserveront l'autre jusqu'à leur arrivée aux Dardanelles, où ils devront le remettre à l'office sanitaire du lieu.

Art. 9. *Interrogatoire.* Tout navire arrivant soit de la mer Blanche, soit de la mer Noire, devra subir un interrogatoire dans lequel le capitaine déclarera fidèlement les conditions sanitaires du navire, ainsi que les communications qu'il peut avoir eues durant le vo-

1839 yage. Si le navire est suspect ou brut, il recevra immédiatement le garde de santé supplémentaire.

Art. 10. *Défense de monter sur les navires.* Il est expréssement entendu que nul préposé de la santé, à l'exception des gardes sanitaires, ne pourra, dans aucun cas, monter à bord des navires soit à Constantinople, soit dans tous les autres ports ou lieux de l'empire ottoman où devront s'accomplir des formalités sanitaires.

Navires avec patente nette qui ne voudront pas communiquer avec Constantinople. Cette défense sera surtout rigoureusement observée envers les navires qui, destinés avec patente nette pour les ports de la mer Noire, où il existe des quarantaines organisées, ou bien de ces derniers ports pour les pays étrangers, ne voudront pas communiquer avec Constantinople ou tout autre lieu de la Turquie. Ces navires seront de plus exemptés de l'obligation de remettre leur patente au préposé de la santé.

Visite du médecin. Quant aux navires, bruts ou suspects; destinés pour Constantinople, et qui auront déjà reçu leurs gardes sanitaires, il ne sera permis qu'au seul médecin de la quarantaine de se rendre à bord, dans le cas spécial où il y aurait un malade, pour s'assurer du caractère de la maladie.

Art. 11. *Navire sur lequel il y a la peste.* Le navire sur lequel un accident de peste se sera manifesté, sera toujours libre de partir sans purger sa quarantaine ici. Il sera tenu seulement de prendre une patente qui mentionnera le cas de peste survenu à bord.

Art. 12. *Pavillons à arborer par les navires qui arrivent.* A l'effet de hâter autant que possible l'accomplissement des formalités sanitaires, il sera prescrit à tous les navires venant soit de la mer Blanche, soit de la mer Noire, d'arborer à leur mât de misaine un des trois pavillons suivans, à savoir: *blanc* pour la patente *nette*; *blanc* et *noir* pour la patente *suspecte*; *noir* pour la patente *brute*.

Sont exemptés de l'obligation d'arborer ces couleurs les navires mentionnés dans le premier paragraphe de l'article 7.

Art. 13. *Des bateaux à vapeur.* Pour éviter des frais considérables aux bateaux à vapeur qui font e service hebdomadaire, il leur sera permis de con-

server leurs gardes à bord pendant tout le temps que 1839
leurs provenances seront compromises ou en état de suspicion.

Art. 14. *Des lieux de relâche.* Tout navire porteur d'une patente nette, qui aura communiqué en route avec un lieu suspect ou brut, sera passible des rigueurs quarantainaires réclamées par l'état sanitaire de ce lieu.

Art. 15. *Des passagers.* Les passagers arrivés sur des navires avec patente suspecte ou brute, feront leur quarantaine à *Kouléli*; elle sera de 15 jours pour la patente brute; et de 10 pour la patente suspecte. Il est entendu que les passagers venant de la mer Blanche sur des navires vides, tant bruts que suspects, participeront au bénéfice de la facilité accordée à ces navires par le deuxième paragraphe de l'article 5. Ceux qui seront dans le cas de faire leur quarantaine à Constantinople et qui se trouveront embarqués sur des navires que le temps mettra dans l'impossibilité de se rendre à Kouléli, y seront transportés avec leurs effets dans les bateaux du lazaret, et leur quarantaine commencera du jour de l'arrivée du navire.

Art. 16. *Des délits et contraventions.* Tout délit en matière quarantainaire sera jugé d'après les lois en vigueur en Europe, et le délinquant remis à l'autorité dont il relève, pour recevoir sa punition.

Art. 17. *Des droits quarantainaires.* Les soussignés étant déjà convenus depuis quelque temps que les droits quarantainaires ne pourront être perçus que deux mois après la conclusion et signature du règlement définitif, ils croyent convenable d'ajouter ici que ce délai commence à courir dès ce jour même, et que conséquemment le paiement de ces droits deviendra obligatoire à partir du 10 août prochain. MM. les délégués européens se réservent de prier leurs chefs respectifs de recommander à l'approbation de leurs Cours le tarif proposé dans le temps par le conseil de santé et modifié par eux, afin que dans l'intervalle des deux mois cet objet puisse être aussi définitivement réglé.

Art. 18. *Des marchandises.* Il est convenu que le maximum de la quarantaine des marchandises sera de vingt jours.

Art. 19. Le présent réglement n'ayant trait qu'aux mesures de précaution dirigées contre les provenances

1839 de mer, le conseil de santé, sur la proposition de MM. les délégués, se réserve d'examiner et de discuter avec eux, dans une prochaine séance, la question relative aux cordons sanitaires et aux mesures locales de désinfection.

Article additionnel. Il est expressément entendu que les magasins à construire à *Fener Baktché*, aux termes de l'article 3, seront en pierre. MM. les délégués accordent trois mois pour la construction de ces magasins. Jusque-là, les navires suspects ou bruts, qui arriveront chargés, courront la chance du temps contraire, s'il les empêche de se rendre au lazaret de Kouléli. Seulement le conseil de santé s'engage d'employer tous les moyens en son pouvoir pour les y faire aller un moment plus tôt, leur quarantaine ne devant commencer à compter que du jour de leur mouillage devant ce lazaret.

Le présent règlement restera déposé aux archives du conseil de santé, et fera foi comme acte organique et fondamental.

Fait et signé à Constantinople, dans la salle des conférences du conseil de santé, le 27 de Rébiul-Ewel 1255 (10 juin 1839).

Délégués :	*Membres du conseil:*
A. Pezzoni.	Cachet de S. Exc. le président.
Ed. de Cadalvene.	Hifzy Moustapha Pascha.
Ant. de Raab.	Dr Minas. — Dr Mac Carthy.
F. Bosgiovich.	Dr Neuner. — Dr Bernard.
J. Bosgiovich.	Dr Marchand. — G. Francesch.

	POUR LA DELIVRANCE DE LA PATENTE.	POUR LE SIMPLE VISA.	OBSERVATIONS.
DROIT DE PATENTE.	piastres Navires de la portée d'un kilo à mille. 2 » » de 1001 à 3000 6 » » de 3001 à 5000 10 » » de 5001 à 7000 12 » » de 7001 à 10000 16 » » de 10001 à 12000 20 Navires portant au delà de 12000 kilo. 24	piastres . . . . . 1 . . . . . 3 . . . . . 5 . . . . . 6 . . . . . 8 . . . . . 10 12	Les droits établis par le présent tarif ne seront acquittés qu'à Constantinople, er il n'en pourra être perçu aucun par les offices sanitaires des Dardanelles et de Galipoli. Tous les navires ottomans ou étrangers y seront également soumis, à l'éxception des bâtimens de guerre, à quelque nation qu'ils appartiennent, qui seront dans le cas de faire quarantaine, et lesquels n'auront non plus rien à payer pour leurs gardes de santé.
INTERROGATOIRE.	piastres Navires de la portée d'un kilo à 3000 2 » » de 3001 à 8000 5 » » de 7001 à 10000 10 » » de 10001 en sus 20	*N. B.* Tout navire arrivant à Constantinople, quelle que soit sa provenance, sera tenu d'acquitter ce droit.	
DROITS A PERCEVOIR, sur les navires en quarantaine.	piastres par jour Navires de a portée d'un kilo à 1000 8 » » de 1001 à 3000 10 » » de 3001 à 5000 15 » » de 5001 à 7000 20 » » de 7001 à 10000 25 » » de 10001 à 12000 30 Navires portant au delà de 12000 kilo 35	N. B, Il est bien entendu que dans ce droit est comprise aussi la paie des gardes de santé depuis l'arrivée des navires à Constantinople. Quant à celui qu'ils auront pris aux Dardanelles ou à Galipoli, ils lui devront payer à raison de dix piastres par jour jusqu'à l'arrivée dans cette capitale. Dans l'un et l'autre cas, la nourriture des gardes doit être à la charge des capitaines.	
DROITS A PAYER par le voyageurs qui entrent au lazaret.	piastres Pour chaque garde de santé, indépendamment de sa nourriture par jour 10 Par chambrée, pour les parfums pendant toute la durée de la quarantaine 45		Le logement sera gratis.
DROITS A PERCEVOIR pour la désinfection des marchandises.	SUR LES MARCHANDISES DE VOLUME : piast. Pour chaque *balle*, pesant d'une ocque à 40 1 SUR LES MARCHANDISES DE VALEUR DONT LA DESINFECTION SERAIT DIFFICILE. Pour chaque *balle*, pesant d'une ocque à 40 4	piast. De 41 ocques à 80 2 » » 8	piast. De 81 ocques à 120 3 » » 12
DROITS SUR LES ANIMAUX	Boeuf, vache, cheval, chameau,	Mouton, chèvre, chevreau,	piast. Poule, oie, canard, et autres De 121 ocques en sus 4 » » 15

75.

Actes officiels publiés en France concernant la population esclave dans les colonies françaises. En date de Paris le 11 *Juin* 1839.

(Moniteur universel).

Rapport du Ministre de la Marine et des Colonies au Roi.

Paris, le 11 Juin 1839.

Sire, depuis la fondation de nos colonies, de nombreux règlemen ont été faits pour constater par des dénombremens ou recensemens le mouvement de la population esclave. Ces réglemens avaient pour but de donner des garanties d'ordre public, en même temps qu'ils concouraient à assurer le recouvrement de la contribution payée par les propriétaires sous le nom de capitation. Après l'abolition de la traite des noirs, les dénombremens ont été aussi un utile auxiliaire pour la surveillance exercée à l'intérieur contre ce trafic illicite.

Ce n'est plus, heureusement, sous ce dernier rapport que le recensement périodique des esclaves dans nos colonies peut encore offrir de l'intérêt: depuis la publication de la loi du 4 mars 1831, toute introduction clandestine de noirs d'Afrique y a absolument cessé.

Ce n'est pas non plus par son but fiscal que le régime des dénombremens d'ésclaves serait de nature à se recommander aujourd'hui. Les réglemens existans suffiraient d'autant mieux à cet égard, que l'impôt dit de capitation a été converti, en grande partie, dans nos îles d'Amérique, en un droit qui se perçoit directement sur les produits de la culture.

Mais, considérés comme moyen de police générale et d'exacte appréciation des progrès moraux et matériels de la population noire, les recensemens sont devenus l'un des points de la législation coloniale sur l'imperfection desquels l'attention du gouvernement a dû se porter avec le plus de sollicitude.

Le droit de faire la législation en cette matière est

au nombre des attributions qu'a conférées au pouvoir royal la loi du 24 avril 1833,; à cette époque, l'un de mes prédécesseurs prescrivit de faire préparer dans les colonies, avec le concours des conseils coloniaux, des projets d'ordonnances royales sur les recensemens. Toutefois, et sans attendre la réception de ces travaux, Votre Majesté, sur sa proposition, adopta provisoirement l'ordonnance royale du 4 août 1833, qui a marqué le commencement d'un système uniforme de recensemens, et qui, en prescrivant l'établissement de registres pour constater les naissances, les décès et les mariages des esclaves, a introduit dans le régime jusqu' alors en vigueur une importante innovation. 1839

Je viens aujourd'hui soumettre à Votre Majesté une ordonnance qui a pour objet de statuer complètement sur la matière. Le projet ci-joint est basé en grande partie sur les travaux élaborés dans les colonies depuis l'émission de l'ordonnance de 1833 : il n'est même, en quelque sorte, dans ses chapitres II et III, que le développement de celle-ci. On y trouve seulement de nouvelles garanties empruntées, pour la constatation des naissances et des décès des esclaves, aux règles tracées à l'égard des libres par le code civil, et une autre répartition des pénalités applicables aux contraventions.

Le chapitre 1er consacre seul une série de dispositions entièrement nouvelles, ayant pour objet de donner, par un recensement *type*, un point de départ authentique aux recensemens périodiques qui auront lieu subséquemment, et de créer pour les esclaves une matricule au moyen de laquelle puissent être suivies et contrôlées toutes les mutations qui surviendront dans cette population. Ce système d'enregistrement a déjà reçu l'adhésion du conseil colonial de l'île Bourbon, et je crois pouvoir, d'ailleurs, dire avec confiance à Votre Majesté que, dans toutes nos colonies, le gouvernement peut compter, pour la confection et la bonne tenue des matricules, sur le concours actif et éclairé des autorités locales.

L'art. 7 déclare libre, sauf un engagement de sept années au service du gouvernement, le noir qui, sans pouvoir prouver qu'il est libre, ne serait cependant porté sur la matricule d'aucune commune, et de la possession duquel aucun habitant ne pourrait justifier par des recensemens antérieurs ou par d'autres titres

1839 Cette disposition n'est pas seulement destinée à assurer l'exacte inscription de tous les esclaves sur les matricules: elle aura pour effet d'abroger les dispositions de l'ancienne législation qui déclarent *épaves*, et comme tels esclaves du domaine, les noirs placés dans cette position, devenue, au surplus, extrêmement rare.

L'ordonnance que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté s'occupe exclusivement du recensement des esclaves et des propriétaires d'esclaves. Quant aux règles à suivre pour les dénombremens du reste de la population, elles sont du ressort du pouvoir réglementaire des gouverneurs; à l'instar de ce qui se pratique en France par les soins des administrations départementales. Tel est l'objet des art. 5 et 16.

J'aurai à préparer, d'après l'art. 21, une ordonnance spéciale sur le mariage des esclaves. La matière étant sous quelques rapports toute nouvelle, et pouvant offrir dans certains cas des difficultés d'exécution, il a été reconnu nécessaire de consulter les conseils coloniaux avant de s'occuper du projet d'ordonnance dont il s'agit. Les conseils coloniaux ont délibéré sur ce grave sujet à la fin de 1838. La totalité de leurs délibérations ne m'est pas encore parvenue; dès qu'elles seront entièrement connues, j'aurai l'honneur d'en rendre compte à Votre Majesté. Cette mesure de haute amélioration morale a besoin, au surplus, d'être préparée par les bienfaits de l'instruction religieuse, qui est l'objet de la sollicitude spéciale du gouvernement de Votre Majesté.

L'ordonnance sur les recensemens dont le projet est ci-joint se termine par des dispositions qui soumettent les habitations à des visites aussi fréquentes que le bien du service pourra l'exiger. Le droit de visite a été consacré par d'anciens réglemens, et notamment, pour nos colonies d'Amérique, par une déclaration du roi du 3 octobre 1730, dont les principales dispositions se retrouvent dans divers actes de l'autorité royale applicables spécialement à l'île de Bourbon. Ce droit sera d'ailleurs exercé avec la réserve que commandent les intérêts mêmes qu'il s'agit de protéger.

Je suis, etc. DUPERRÉ.

(Suit une ordonnance royale datée du 11 juin, statuant que le recensement proposé dans le rapport

qui précède aura lieu dans les six mois qui suivront 1839
la publication de ladite ordonnance).

Rapport du même Ministre au Roi.

Sire, Paris, 11 juin 1839.

L'ancienne législation relative à l'affranchissement des esclaves dans les colonies françaises a été essentiellement modifiée depuis 1830 par deux ordonnances de Votre Majesté qui l'ont replacée sous l'empire du principe de libre manumission, primitivement écrit dans le code noir. L'ordonnance du 1er mars 1831 a d'abord supprimé toute taxe sur les concessions de liberté; celle du 12 juillet 1832, après avoir pourvu à la régularisation des nombreuses libertés qui n'avaient point encore reçu dans nos colonies la sanction de l'autorité, a ensuite soumis, pour l'avenir, l'exercice de la formalité d'affranchir aux seules conditions nécessaires pour la conservation des droits des tiers, et pour qu'on n'abusât pas de la faculté d'affranchissement à l'égard des esclaves vieux ou infirmes.

Sous l'empire de ces deux actes, le nombre des nouveaux libres s'est augmenté, dans nos quatre principales colonies, de plus de 34,000 individus.

D'après l'art. 3, §. 5, de la loi du 24 avril 1833, il appartient au pouvoir royal de statuer „sur les conditions et les formes des affranchissemens". Des travaux pour régler cette matière ont été préparés depuis lors par les soins de mon département, avec le concours de la plupart des conseils coloniaux, et je viens en conséquence soumettre à l'approbation de Votre Majesté un projet d'ordonnance royale ayant pour objet:

1° D'étendre à un certain nombre de cas non prévus par les règlemens antérieurs, l'affranchissement par droit naturel ou acquis;

2° De compléter les garanties propres à prévenir tous abus ou actes de négligence frustratoires, à l'égard des esclaves appelés ainsi à la liberté;

3° De mieux spécifier les cas où le ministère public a le droit, dans l'intérêt du bon ordre ou dans celui de l'esclave lui-même, de former opposition à un affranchissement.

Les dispositions des deux premières catégories sont conçues dans un esprit notable de progrès. Le conseil des délégués s'est empressé d'y donner son adhésion.

1839 Quant à l'article du projet d'ordonnance concernant le droit d'opposition aux affranchissemens, de la part des procureurs du roi, je dois dire à Votre Majesté qu'il est destiné à satisfaire à un besoin d'ordre public vivement ressenti dans nos colonies depuis quelques années, et signalé par la correspondance des gouverneurs. Ce besoin, reconnu par tous les bons esprits, a été l'année dernière l'objet d'observations très judicieuses qui se trouvent consignées dans le rapport fait à la chambre des députés le 18 juin 1838, au nom de la commission qui avait été chargée d'examiner une proposition sur l'esclavage.

Je crois utile de relater ici ces observations:

„Dociles à l'esprit qui avait dicté l'ordonnance du 12 juillet 1832, les autorités locales n'ont mis nulle entrave à la facilité croissante des colons à prononcer des manumissions. On n'a pas regardé assez sévèrement à la réalité des moyens de subsistance dont l'art. 3 exigeait la preuve comme une condition de l'affranchissement. Non seulement une partie des libres de fait émancipés, mais plusieurs de ceux des nombreux affranchis que la faiblesse ou le caprice a jetés dans la société libre, ont donné aux colonies le spectacle d'une vie oisive, misérable, errante, et compromis la liberté en se montrant peu capables d'en user. C'est une expérience de fâcheux augure pour l'émancipation à venir; du moins est ce une preuve que l'affranchissement sans garantie n'est pas une bonne chose.

„ ..... Refusez la faculté du rachat au nègre repris de justice: soumettez même l'exercice de cette faculté à l'approbation du gouverneur. Entourez-la, vous le pouvez, de formalités rassurantes; mais ne mettez pas d'obstacle à une forme d'affranchissement qui porte sa garantie avec elle-même. Nous concevrions beaucoup plutôt qu'on restreignît cette liberté presque illimitée d'affranchir, maintenant accordée au maître, et que le gouverneur eût le pouvoir de mettre son *veto* à toute manumission qui lui paraîtrait dénuée de motifs louables dans le passé, de garanties satisfaisantes pour l'avenir".

Je ne dois pas omettre de faire mention d'une mesure qui se rattache à l'affranchissement, et qui rentre également dans l'attribution conférée au gouvernement par l'art. 3 déjà cité, de la loi du 24 avril 1833. Je

veux parler du rachat à prix débattu entre le maître 1839
et l'esclave : il n'en est point question dans l'ordonnance ci-jointe, parce que le rachat forcé et la création du pécule légal des esclaves, qui sont des mesures inséparables, se rattachent à un ordre d'idées distinct de l'objet de cette ordonnance. Je me réserve, en conséquence, d'en entretenir ultérieurement Votre Majesté.

Je suis, etc. DUPERRE.

Ordonnance royale.

Louis-Philippe, etc.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. Sont affranchis de droit, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances, de la Guyane française et de l'île Bourbon, 1° l'esclave avec qui son maître ou sa maîtresse contractent mariage ; 2° l'esclave qui, du consentement de son maître, contracte mariage avec une personne libre. Dans ce cas, les enfans naturels qui, antérieurement, seraient issus des deux conjoints, sont également affranchis de droit ; 3° l'esclave qui, du consentement de son maître, est réclamé par la personne libre avec laquelle il a contracté mariage antérieurement à la présente ordonnance ; 4° l'esclave adopté, du consentement de son maître, par une personne libre, sous les formes et conditions réglées par le code civil ; 5° l'esclave qui aura été fait légataire universel par son maître, ou nommé soit exécuteur testamentaire, soit tuteur de ses enfans ; 6° les enfans naturels, esclaves de leur père ou de leur mère libres, et reconnus par eux ou par l'un deux ; 7° le père ou la mère, esclaves de leurs enfans libres ; 8° les frères et soeurs, esclaves de leurs frères ou soeurs libres ; 9° les enfans nés postérieurement à la déclaration faite pour l'affranchissement de leur mère, sauf le cas où cet affranchissement ne s'effectuerait pas.

Art. 2. § 1. L'effet des affranchissemens de droit spécifiés dans l'article précédent sera poursuivi, ainsi qu'il est dit ci-après, par les personnes libres désignées plus haut, dans le délai de trois mois à partir du mariage, de l'adoption, de la reconnaissance ou de la possession. Un délai de trois mois, à compter de la publication de la présente ordonnance, sera également accordé pour les individus auxquels l'affranchissement sera immédiatement applicable.

25 à 300 fr. d'amende, suivant le cas, par chacun des individus à affranchir. 1839

Le montant desdites amendes, sous la seule distraction des frais, sera appliqué au profit des individus affranchis, par les soins et sous la surveillance du conseil colonial.

Art. 6. § 1er. Dans les cas prévus par les articles 1, 2, 3 et 5, l'affranchissement devra, à défaut des personnes qui sont tenues de le requérir, être poursuivi à la diligence des procureurs du roi.

§ 2. Les maires chargés de tenir les registres de l'état civil des libres, et les registres des naissances et des mariages des esclaves, les notaires qui auront reçu les testamens ou les donations, les greffiers qui assisteront à l'ouverture des testamens, les curateurs aux successions vacantes, seront tenus, sous les peines portées en l'article précédent, de faire remettre, dans le plus bref délai, au parquet du procureur du roi de leur ressort, copie des actes entraînant l'affranchissement de droit aux termes de l'art. 1er, ou des déclarations d'affranchissement spécifiées par l'art. 5.

Art. 7. § 1er. L'esclave qui aura rendu de grands services publics pourra être affranchi; le gouverneur fera présenter au conseil colonial un projet de décret pour cette libération, laquelle aura lieu, aux frais de la caisse coloniale, sur une estimation arbitrée par experts contradictoires, sauf recours aux tribunaux s'il y a contestation.

§ 2. Si l'esclave se trouve frappé d'une des incapacités prévues par le 4e paragraphe du § 1er de l'art. 9 ci-après, le même décret déterminera la somme qui devra lui être allouée, à titre de moyens d'existence, sur les fonds de la caisse coloniale.

§ 3. La somme destinée à la libération de l'esclave sera déposée dans une caisse publique pendant six mois, pour être soumise à l'action des créanciers du maître.

Art. 8. § 1er. La déclaration d'affranchissement faite à l'officier de l'état civil ou remise à l'esclave lui-même ne peut être révoquée, si ce n'est pour l'un des motifs prévus, pour la révocation des donations entre vifs, par les §§ 1 et 2 de l'art. 955 du code civil.

§ 2. Ce droit de révocation cesse à dater de l'inscription de l'affranchissement sur les registres de l'état civil.

Art. 9. § 1er. Le droit d'opposition donné au mi-

1839 nistère public, en matière d'affranchissement, par l'art. 3 de l'ordonnance royale du 12 juillet 1832, sera, en outre, exercé par lui dans les cas ci-après déterminés:

1° Lorsque l'esclave objet de la déclaration d'affranchissement aura été condamné à une peine afflictive ou infamante, quel que soit le temps écoulé depuis la condamnation; 2° Lorsque l'esclave aura été condamné à une peine correctionnelle. Dans ce cas, l'opposition ne sera recevable que pendant un délai de trois ans à dater de la condamnation; 3° lorsque l'esclave sera signalé par les autorités locales et reconnu comme étant dangereux pour l'ordre public; 4° lorsque l'esclave, adulte, valide, et non sexagénaire, ne justifiera pas d'une industrie, de la propriété d'un terrain propre à la culture, ou d'autres moyens d'existence suffisans pour

---

76.

Convention entre le Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg et le Duc de Nassau. Conclue et signée à Wiesbade, le 27 Juin 1839.

(Journal de la Haye du 3 Novembre 1839).

Lorsque, par suite des évènemens déplorables de l'année 1830, la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg fut devenue une nécessité politique pour S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et cette partie ayant été effectivement cédée par S. M., par l'art. 2 du traité conclu le 19 avril de cette année, à Londres, et S. M. ayant demandé à cet effet, conformément au pacte de famille de 1783, l'assentiment de ses sérénissimes agnats, ont été nommés comme plénipotentiaires, pour les négociations relatives à cet objet, de la part de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg.

M. le baron Hugo van Zuylen van Nyevelt, commandeur de l'ordre royal du Lion néerlandais, grand-croix de l'ordre royal français de la Légion-d'Honneur,

lui et pour ses enfans, si ces derniers sont affranchis 1839
avec lui.

§ 2. Le droit d'opposition du ministère public n'est applicable, dans aucun cas, aux affranchissemens de droit prévus par l'art. 1er.

Art. 10. Lorsque l'affranchissement aura lieu en vertu d'un testament ou d'une donation, si l'affranchi, adulte et valide, est l'objet de l'opposition prévue au 4e paragraphe du § 1er de l'article précédent, les tribunaux pourront décider qu'il sera passé outre à l'affranchissement, en ordonnant que des alimens lui soient assurés sur la portion disponible des biens de la succession ou de l'auteur de la donation.

Donné à Paris, le 11 juin 1839.

76.

Uebereinkunft zwischen dem Könige Wilhelm von den Niederlanden und dem Herzoglichen Hause Nassau. Abgeschlossen und unterzeichnet zu Wiesbaden, am 27. Juni 1839.

(Frankfurter Oberpostamtszeitung. 1839. v. 7. November. Nro 307. Beilage).

Nachdem in Folge der beklagenswerthen Ereignisse des Jahres 1830 die Abtretung eines Theils des Grossherzogthums Luxemburg eine politische Nothwendigkeit für Se. Maj. den König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, geworden war, und dieser Theil wirklich durch Se. Majestät durch den Art. 2 des am 19. April d. J. zu London abgeschlossenen Vertrags abgetreten worden ist, und Se. Majestät zu diesem Ende, in Gemässheit des Familienpactes von 1783, die Zustimmung der durchlauchtigsten Agnaten verlangt hat, sind als Bevollmächtigte für die diesen Gegenstand betreffenden Unterhandlungen von Seiten Sr. Maj. des Königs der Niederlande ernannt worden: der Hr. Baron Hugo van Zuylen van Nyevelt, Commandeur des königl. Ordens des niederländischen Löwen, und von

1839 membre de l'ordre Equestre et des Etats-Provinciaux de Hollande, ministre d'état et chambellan du Roi; et de la part du sérénissime duc de Nassau, M. Charles-Wilderich, comte de Walderdorff, chevalier de l'ordre de Malte, chevalier de l'ordre royal prussien de l'Aigle-Rouge, première classe, grand-croix de l'ordre grand-ducal hessois de Louis, membre héréditaire du banc seigneurial du duché de Nassau, ministre d'état du sérénissime duc, lesquels, sous la réserve de la ratification de leurs augustes cours, ont conclu la convention suivante:

Art. 1er. Le sérénissime duc de Nassau promet, après avoir reçu l'indemnité stipulée dans l'art. 2, pour lui, pour monseigneur le sérénissime prince héréditaire Adolphe de Nassau et ses autres descendans mâles, ainsi que pour monseigneur son sérénissime frère le prince Frédéric de Nassau, de faire cession des droits, qui reviennent, conformément au pacte de famille de 1783 et à l'acte du congrès de Vienne du 9 juin 1815, à la branche de Walram de la maison de Nassau, sur cette partie du grand-duché de Luxembourg, que S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, a cédée par l'art. 2 du traité de Londres du 19 avril 1839.

2. Comme il a été déclaré de la part du Roi des Pays-Bas qu'il n'est pas dans la situation de pouvoir donner en échange aux agnats une indemnité en territoire et population, et que, en même tems, la nécessité a été démontrée de lever, par l'assentiment des agnats, un obstacle qui pourrait entraver le réglement d'intérêts plus généraux et plus importans, les hauts agnats se sont montrés prêts, sous l'empire de ces circonstances pressantes, à ne pas s'arrêter à une indemnité territoriale dans la province du Limbourg, et il a été arrêté que, au lieu de cette indemnité, S. M. le Roi des Pays-Bas paierait au sérénissime duc de Nassau un capital de 750,000 florins, au pied de 24.

3. Ce Capital de 750,000 florins, au pied de 24, sera payé en trois mois, en espèces métalliques, libres de frais, à Wiesbade ou à Francfort s. M., et en même tems, seront remis, en échange, les actes d'assentiment, en due forme, du sérénissime duc de Nassau, du sérénissime prince héréditaire de Nassau, et du sérénissime prince Frédéric de Nassau.

4. Les droits de la branche de Walram de la mai-

Seiten des durchlauchtigsten Herzogs von Nassau, der 1839
Hr. Carl Wilderich, Graf von Walderdorff, Ritter des Malteserordens, welche, unter dem Vorbehalt der Ratification ihrer erlauchten Höfe, folgende Uebereinkunft abgeschlossen haben: Artikel 1. Se. Durchlaucht der Herzog von Nassau verspricht, nachdem er die im Art. 2 stipulirte Entschädigung erhalten hat, für sich, für Se. Durchl. den Hrn. Erbprinzen Adolph von Nassau und seine übrigen männlichen Descendenten, so wie für seinen durchlauchtigsten Hrn. Bruder, den Prinzen Friedrich von Nassau, auf die Rechte Verzicht zu leisten, die, in Gemässheit des Familienpactes von 1783 und der Wiener Congressacte vom 9. Juni 1815, der Linie Walrams vom Hause Nassau auf jenen Theil des Grossherzogthums Luxemburg zukommen, den S. Maj. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, durch den Art. 2 des Londoner Vertrags vom 19 April 1839 abgetreten hat. Art. 2. Nachdem von Seiten des Königs der Niederlande erklärt worden ist, dass er nicht in der Lage sey, den Agnaten eine Entschädigung in Gebiet und Bevölkerung in Tausch geben zu können, und nachdem, zu gleicher Zeit, die Nothwendigkeit erwiesen worden ist, durch die Zustimmung der Agnaten, ein Hinderniss zu heben, das der Feststellung allgemeinerer und wichtigerer Interessen im Wege stehen könnte, haben die hohen Agnaten sich bereit gezeigt, unter diesen dringenden Umständen nicht mehr auf einer Gebietsentschädigung in der Provinz Limburg zu bestehen, und es ist beschlossen worden, dass, statt dieser Entschädigung, Se. Maj. der König der Niederlande Sr. Durchl. dem Herzog von Nassau ein Capital von 750,000 fl., im fl. 24 Fuss, zahlen. Art. 3. Dieses Capital von 750,000 fl., im fl. 24 Fuss, soll innerhalb 3 Monate, in groben Münzsorten, kostenfrei, zu Wiesbaden oder Frankfurt a. M. ausbezahlt werden, und, zu gleicher Zeit, sollen die, in gehöriger Form abgefassten Zustimmungsacten Sr. Durchl. des Herzogs von Nassau, Sr. Durchl. des Erbprinzen von Nassau und des durchlauchtigsten Prinzen Friedrich von Nassau ausgewechselt werden. Art. 4. Die Rechte der Linie Walrams vom Hause Nassau auf den bleibenden Theil des Grossherzogthums Luxemburg, mit Inbegriff der Stadt und Bundesfestung gleichen Namens, bleiben in ihrer ursprünglichen Stärke und Kraft, und

1839 sou de Nassau sur la partie restante du grand-duché de Luxembourg, y compris la ville et forteresse de la Confédération du même nom, restent dans leur force et vigueur primitive et sous les mêmes garanties qui ont été établies par l'acte du congrès de Vienne.

5. De la part du Roi des Pays-Bas, il sera pris les mesures nécessaires afin que les obligations fédérales imposées à la partie cédée du grand-duché, ne viennent pas à la charge de la partie restante de ce grand-duché.

6. La présente convention sera ratifiée et les actes de ratification seront échangés en 15 jours ou plus tôt, à Wiesbade.

Ainsi fait à Wiesbade, le 27 juin 1839.

Signé: H. van Zuylen van Nyevelt. (L. S.)
Comte von Waldedorff. (L. S.)

(Les ratifications de cette convention ont été échangées à Wiesbade le 9 Juillet 1839).

77.

Allocution pontificale, en date de Rome, le 8 Juillet 1839.

(Journal de Francfort. 1839. Nro 199).

Vénérables frères,

Pénétré que nous sommes de l'obligation de défendre les droits de l'Eglise, dont Dieu, malgré notre indignité, nous a confié la garde, nous avons, le 10 décembre 1837, à cette même place, protesté contre la violence exercée sur la personne de notre vénérable frère, Clément-Auguste, archevêque de Cologne, par ordre du gouvernement prussien; arrêté par la force armée, et banni loin de ses ouailles bien-aimées, sans autre motif que son refus de violer, dans la question des mariages mixtes, les lois que l'Eglise catholique regarde comme inhérentes à sa doctrine.

Le 13 septembre de l'année suivante, nous fumes de nouveau obligés d'élever notre voix apostolique au milieu de vous, à raison d'autres événemens qui venaient d'avoir lieu dans ce même royaume de Prusse, contre les droits et les libertés de l'Eglise, en particulier, concernant notre vénérable frère Martin, arche-

unter den nemlichen Bürgschaften, die durch die Wie- 1839
ner Congressacte festgestellt worden sind. Art. 5. Von Seiten des Königs der Niederlande sollen die nöthigen Massregeln getroffen werden, damit die, dem abgetretenen Theile des Grossherzogthums aufgelegten Bundesverpflichtungen nicht dem bleibenden Theile dieses Grossherzogthums zur Last fallen. Art. 6. Gegenwärtige Uebereinkunft soll ratificirt, und die Ratificationsacten sollen innerhalb 14 Tagen oder früher zu Wiesbaden ausgewechselt werden. Also gegeben zu Wiesbaden, den 27. Juni 1839. Unterz. H. van Zuylen van Nyevelt.
Graf von Walderdorff.

(Die Ratificationen dieser Uebereinkunft sind am 9ten Juli 1839 in Wiesbaden gegenseitig ausgewechselt worden).

---

vêque de Posen et Gnesen, qui, dans la même question, avait rappelé au clergé de son diocèse les enseignemens de l'Eglise catholique, en leur enjoignant l'observation des règles de la discipline qui s'y rapportent. Cependant, nous n'avons cessé de négocier, comme auparavant, avec le gouvernement prussien, et de plaider près de lui la cause de l'Eglise catholique par les réclamations que nous lui faisions remettre par son envoyé ou chargé-d'affaires. Nous espérions, en effet, que S. M. le Roi, suivant de meilleurs conseils, consentirait au retour de l'archevêque de Cologne dans son diocèse, et qu'il lui serait permis, ainsi qu'à l'archevêque de Posen et aux prélats catholiques d'exercer librement les fonctions pastorales en tout ce qui concerne la religion; d'après les instructions de notre Siège pontifical. Mais il n'en fut pas ainsi; car il arriva de nouveaux actes qui aggravèrent l'oppression de la liberté de l'Eglise catholique, et dans l'affaire de l'archevêque de Gnesen et Posen, l'abus est allé jusqu'à le faire frapper d'une sentence judiciaire à cause de sa fermeté à maintenir la discipline et l'enseignement de l'Eglise catholique, par un tribunal séculier qui n'avait aucune competence sur sa personne, et dans la question en litige. Ce jugement fut prononcé dans les derniers jours du mois de février de cette année; cependant, nous ne voulions pas former des reclamations prématurées, parce que le jugement n'était point encore si-

1839 gnifié à l'archevêque, et que toute l'affaire paraissait encore en suspens, et qu'enfin nous ne connaissions pas nous même suffisamment quelle était la sentence, qui avait été prononcée par ce tribunal. Nous en eûmes enfin connaissance à la fin d'avril, après que l'archevêque se fut rendu à Berlin, sur un ordre du gouvernement. Lorsque la chose devint plus notoire, nous aussi, nous apprîmes de bonne part toute la teneur de cette sentence. Nous apprîmes qu'on reprochait surtout trois griefs à l'archevêque, et que dans ce même arrêt, il était entièrement absous du crime de lèse-majesté, et de celui d'excitation à la révolte, Quelque peu vraisemblable qu'il fût qu'un évêque si sage et si débonnaire, eût pu être soupçonné de ces deux crimes, dès trois crimes qu'on lui imputait, il n'en restait qu'un, c'était d'avoir dans l'affaire des mariages mixtes, agi contre les lois du gouvernement prussien (lois qui sont en opposition avec les préceptes de l'Eglise). Du fait de cette accusation, les juges ont condamné l'archevêque, non seulement aux frais du procès et à une détention de six mois dans une forteresse quelconque; mais encore ils le déclarèrent incapable de remplir aucune fonction dans le royaume; ils allèrent même jusqu'à lui ôter sa charge pastorale et métropolitaine. Les paroles nous manquent, vénérables frères, pour vous peindre la profonde douleur que nous avons ressentie en apprenant cette nouvelle, la douleur que vous éprouvez vous-même, vous fera comprendre toute l'étendue de la nôtre. Il ne s'agit pas seulement de la personne sacrée de l'évêque, qui, on ne saurait le nier, a été offensée en étant traduite devant des juges laïques, mais la chose pour laquelle il a été jugé, et la punition qui lui a été infligée annoncent un beaucoup plus large empiètement sur le droit divin de l'Eglise. En examinant la punition, il paraît que l'archevêque a non seulement été puni d'une amende, mais qu'il a encore été privé de ses fonctions, pour les deux diocèses, et pour l'Eglise suffragante de Kulm, comme si le pouvoir sacré que les évêques reçoivent du St-Esprit par notre ministère pouvait cesser par la volonté d'une autorité temporelle. Si vous considérez, quel est le motif de cette punition, vous verrez que cette infraction aux lois du royaume relatives aux mariages mixtes, pour laquelle on a voulu le juger, ne trouble en rien

les effets civils de ces mariages, puisqu'il a lui même 1839
au contraire déclaré n'avoir aucune prétention à cet égard, mais qu'il n'avait d'autre but que l'accomplissement des devoirs sacrés de son ministère ; que c'était enfin pour obéir à sa conscience que dans une circulaire adressée au clergé, il lui avait parlé de la sainteté du mariage, et des devoirs qu'il impose aux époux catholiques, surtout de l'obligation d'élever tous les enfans, selon que le prescrit la loi divine, dans la vraie foi, et enfin des garanties exigées par l'Eglise pour l'observation de ces devoirs. C'est dans ce but qu'il avait rappelé aux prêtres, même en les menaçant de suspense, l'obligation où ils sont d'instruire les catholiques de leurs paroisses de ces lois divines et ecclésiastiques, afin que toutes les fois qu'un catholique voudrait à son detriment spirituel et à celui de sa postérité, contracter un mariage mixte sous les garanties mentionnées, le prêtre se gardât du moins de donner à ces réunions la bénédiction, selon le rit catholique ou d'y donner leur assentiment de quelque manière que ce soit.

Or, s'il n'est plus permis en Prusse, à un évêque catholique, de défendre la sainteté du mariage qui est un grand sacrement en Jésus-Christ et dans l'Eglise, s'il ne lui est plus permis d'indiquer aux prêtres les moyens qu'ils doivent employer pour empêcher, par leurs instructions et leurs exhortations paternelles la conduite sacrilège des catholiques qui veulent contracter des unions que réprouvent Dieu et l'Eglise ; ou du moins de les détourner de sanctionner le crime par leur coopération personnelle. Enfin, pour le répéter en peu de mots, si on détruit la liberté des évêques dans les choses qui ne touchent aucunement aux effets civils du mariage, mais qui appartiennent exclusivement à la doctrine et à la morale catholique sur le mariage, et aux règles prescrites par les canons qui s'y rapportent également, où est donc alors cette liberté, que l'auguste monarque a permise à l'Eglise catholique en différentes circonstances.

Informés de ce qui se passait, nous nous sommes au même instant rappelé le devoir rigoureux qui nous est imposé de prendre la défense des droits méprisés de la sainte Eglise catholique. Après avoir longtems invoqué le secours du Ciel, et avoir mûrement réfléchi en présence de Dieu, après avoir consulté quelques

1839 hommes sages du milieu de vous, nous accomplissons enfin aujourd'hui ce que nous avons cru unanimement devoir faire d'après leurs avis. Nous commençons par répéter spécialement en présence du cette nombreuse assemblée les réclamations que nous avons déjà annoncées comme ayant été faites à cette place et qui ont été livrées à la publicité; et nous protestons en même tems, contre tout ce qui, dans l'affaire des évêques de Cologne et de Posen ou dans toute autre, a eu lieu dans le royaume de Prusse au détriment de la religion catholique ou des droits de l'Eglise et du Saint-Siége.

Ensuite nous nous plaindrons en particulier, et nous nous éléverons avec force contre le jugement par lequel des juges séculiers ont présumé frapper la personne sacrée de l'archevêque, surtout en matière religieuse, et à lui faire l'application d'une peine ecclésiastique en tentant de le déposer; nous déclarons et nous décidons en vertu de la plénitude de notre pouvoir apostolique, que notre vénérable frère Martin est toujours le véritable et le seul archevêque des églises de Gnesen et Posen. D'après le droit canonique et même divin il n'a perdu aucun droit à raison de ce jugement, et enfin que, dans ce qui est de sa juridiction de métropolitain, l'obéissance lui est due dans le diocèse de Kulm comme elle lui est due, de la même manière qu'auparavant, pour tout ce qui concerne la religion et l'autorité épiscopale de la part des fidèles des deux diocèses. Nous devons même payer au prélat le tribut de louanges que mérite son zèle pour la religion, la constance inébranlable de son coeur sacerdotal, et nous le félicitons de toute notre âme, d'avoir été trouvé digne de souffrir le mépris pour le nom de Jésus. Nous avions l'intention de corroborer cette réclamation en l'accompagnant d'une nouvelle marque quelconque de notre désapprobation; attendu que l'importance de l'affaire paraissait le commander ainsi, et que l'on n'a fait droit à aucune des représentations que nous avons faites jusqu'ici, tant par rapport à l'archevêque de Cologne qui est toujours détenu captif, que par rapport au procès de l'archevêque de Gnesen et Posen. Mais afin que l'on ne puisse nous reprocher d'avoir agi avec plus de précipitation que de patience, de réflexion, de tranquillité, nous nous abstiendrons, confiant dans la justice de notre cause, de toute autre manifestation de notre mécontentement.

Nous reconnaissons donc ici et nous le déclarons so- 1839
lennellement que ce n'est qu'à regret; et avec la plus forte répugnance que nous nous décidons à exposer aujourd'hui nos plaintes comme ça été avec regret que nous l'avons fait précédemment, et qu'il a fallu que nous y fussions déterminés par la religion et par la nécessité de satisfaire à notre devoir. Ainsi, tout ce que nous desirons, c'est que tout sujet de mésintelligence soit écarté désormais, *après que le gouvernement de S. M. aura consenti* au retour des deux archevêques dans leurs églises, et qu'il aura levé toutes les entraves qui présent dans tout le royaume sur l'exercice des droits du St-Siége. De plus nous avons, comme nous l'avons déjà dit, l'espoir que tel sera dans peu l'issue de cette affaire. Car si S. M. daigne, dans sa haute sagesse examiner de près la question, elle reconnaîtra sans peine que tout ce qui a été fait par les deux évêques ne touchait qu'à la question religieuse, et elle verra en même tems combien il est pernicieux à l'ordre public, qu'un grand nombre de catholiques de ses états soient portés à mépriser les préceptes de la Sainte-Eglise, surtout dans une affaire de cette importance; car ceux-là mêmes qui en viennent à cette désobéissance n'en seront que plus prompts à fouler aux pieds les lois de l'état. Quant à ce qui regarde les autres devoirs civils, quoique personne ne puisse, sans une injustice évidente mettre en doute nos sentimens à cet sujet, nous assurons ici, et nous déclarons solennellement, que dans la présente allocution, nous n'avons d'autre but que de défendre les droits de la religion et de l'Eglise; mais que nous ne voulons nullement toucher aux affaires purement temporelles qui appartiennent au Roi. C'est pourquoi nous exhortons, avec l'autorité apostolique, les enfans de l'Eglise dans le royaume de Prusse, et nous les adjurons avec force au nom du Seigneur, d'obéir à l'Eglise en ce que nous avons dit touchant le mariage et les obligations qui en résultent pour les époux, ainsi qu'en tout ce qui concerne la foi et les moeurs et en ce qui est décidé par la discipline des canons; et de ne se laisser séparer de son obéissance ou de sa communion, ni par l'espérance d'aucun avantage temporel, ni par la crainte d'aucun dommage; pendant que d'autre part et dans les choses qui sont de l'ordre temporel, ils doivent être soumis

1839 aux ordres de leur monarque, et fermer l'oreille aux hommes turbulens qui prêchent la révolte, et ainsi être soumis à S. M. selon le précepte de l'apôtre, non point par crainte, mais par conscience. Par-là ils obéiront à l'ordre du divin prince des pasteurs, qui nous a enseigné à rendre à Caesar, ce qui est à Caesar, et à Dieu ce qui est à Dieu, et imposeront silence à ceux qui veulent rendre la fidélité des catholiques suspecte à S. M.

Voilà, vénérables frères ici assemblés, ce que nous avons cru devoir vous communiquer sur l'importante affaire que nous vous avons exposée. D'ailleurs, ne

---

78

Convention entre l'Autriche et la Belgique pour assurer à Leurs sujets le droit réciproque d'hériter dans l'autre Etat, ainsi que l'abolition des impôts dits de détraction ou d'émigration entre Leurs Etats respectifs. Signée et conclue à Vienne, le 9 Juillet 1839.

(L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne,, le 3 Octobre 1839).

Texte original.

Sa Maj. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème etc. et Sa Maj. le Roi des Belges désirant assurer par des stipulations formelles le droit réciproque de Leurs sujets d'hériter dans l'autre Etat, ainsi que l'abolition des impôts dits de détraction ou d'émigration entre Leurs Etats respectifs, ont nommé des Plénipotentiaires pour arrêter et signer les dits stipulations, savoir:

Sa Maj. l'Empereur d'Autriche etc., Son Altesse Clément Wenceslas Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg, Duc de Portella etc.;

Sa Maj. le Roi des Belges, le Baron O'Sullivan de Grass de Scovaud, Envoyé extraord. et Ministre plénip. près Sa Maj. Imp. et Royale apostolique, etc.;

lesquels sont convenus des articles suivans:

nous lassons pas, vénérables frères, de supplier humblement avec des soupirs et des larmes, et au nom de Jesus-Christ, le père des miséricordes, d'accorder aux deux prélats, ainsi qu'aux autres évêques, à tout le clergé de Prusse et au peuple fidèle, une docilité persévérante à sa volonté. Qu'il daigne inspirer à l'auguste souverain d'accorder à ses sujets la pleine liberté de la religion catholique; enfin qu'il daigne faire tourner au bien de l'Eglise ce qui, dans ce royaume, aurait été resolu ou exécuté contre les droits de l'Eglise. 1839

78.

Staats-Vertrag über die Erbfähigkeit der gegenseitigen Unterthanen und über die wechselseitige Freizügigkeit des Vermögens und der Verlassenschaften, zwischen den Oesterreichischen Kaiserstaate und dem Königreiche Belgien, geschlossen zu Wien, den 9ten Julius 1839.

(Texte officiel allemand).

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich und Se. Maj. der König der Belgier, in der Absicht durch förmliche Stipulationen Ihren Unterthanen gegenseitig das Erbrecht in dem andern Staate zu sichern und zugleich die Aufhebung der Abfahrts- und Emigrations-Abgaben zwischen Ihren resp. Staaten festzusetzen, haben Bevollmächtigte ernannt, um diese Stipulationen zu verabreden und zu unterzeichnen, und zwar:

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich etc. Se. Durchl. Clemens Wenzel Lothar Fürsten von Metternich-Winneburg etc., und

Se. Maj. der König der Belgier den Baron O'Sullivan de Gross de Scovaud, Ihren ausserordentl. Gesandten und Bevollm. Minister bei Sr. K. K. apostol. Maj. etc., welche über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

1839 Art. 1. Les sujets de Sa Maj. Imp. et Roy. apost. sont admis à succéder en Belgique, soit ab intestat, soit par testament, conformément aux lois en vigueur en ce Royaume, et à l'égal des propres sujets belges, et réciproquement les sujets de Sa Maj. Belge seront admis à succéder dans les Etats de Sa Maj. Imp. et Roy. apost. avec les mêmes droits que les sujets autrichiens et conformément aux lois d'Autriche

La même réciprocité entre les sujets respectifs et le même traitement en leur faveur existera à l'égard des donations entre vifs.

Art. 2. Il ne sera prélevé lors de l'exportation de biens, argent ou effets quelconques hors des Etats qui composent la Monarchie Autrichienne, pour la Belgique, ou de la Belgique pour les Etats Autrichiens soit que cette exportation ait lieu à titre de succession, de legs, de dot, donation ou autre quelconque, aucun droit de détraction (gabella héreditaria) ni impot pour l'exportation ou émigration. Les biens et effets ainsi exportés ne seront assujettis à d'autres impositions ou taxes au profit du fisc et quant aux successions provenant de Militaires en Autriche au profit de la caisse des Invalides qu'à celles, qui à raison du droit de succession, de vente ou mutation de propriété quelconque devront être acquittées par les sujets Autrichiens eux-mêmes en Autriche, et par les sujets belges en Belgique d'après les lois, réglemens et ordonnances existans ou à émaner à l'avenir dans les Etats respectifs.

Art. 3. Cette exemption s'entend non seulement du droit de détraction et de l'impôt d'émigration, susmentionnés à verser dans les caisses de l'Etat, mais aussi de ceux à verser dans les caisses des villes, bourgs, communes, jurisdictions patrimoniales ou corporations quelconques, à l'exception néanmoins du Royaume de Hongrie et de la Transylvanie, à l'égard desquels pays, vû la législation particuliére qui y est en vigueur la convention présente ne doit rien changer aux droits que des villes, des seigneuries, corporations, ou communes pourraient avoir légalement acquis à des perceptions à titre de détraction lors de l'exportation de biens, argent ou effets soumis à leur jurisdictions.

Art. 1. Die Unterthanen Sr. K. K. apostol. Maj. 1839
sind zugelassen in Belgien, sowohl ab intestato, als vermöge letztwilliger Anordnung gleich den eignen Belgischen Unterthanen und in Gemässheit der in diesem Königreiche geltenden Gesetze, Erbschaften anzutreten, und gegenseitig können die Unterthanen Sr. Maj. des Königs der Belgier in den Staaten Sr. K. K. apost. Maj. gleich den eigenen Oesterreichischen Unterthanen und nach dem Oesterreichischen Gesetze Erben seyn.

Dieselbe Gegenseitigkeit und dieselbe Behandlungsweise soll zu Gunsten der beiderseitigen Unterthanen rücksichtlich der Schenkungen unter Lebenden beobachtet werden.

Art. 2. Es soll bei der Exportation eines Vermögens, Geldes oder sonstiger Effecten aus den die Oesterreichische Monarchie bildenden Staaten nach Belgien, diese Exportation möge als Erbschaft, Legat, Heirathsgut, Schenkung oder nach was immer für einen Erwerbtitel geschehen, keinerlei Abschossgebühr (gabella hereditaria), noch eine Abgabe wegen Exportation oder Emigration erhoben werden. Die solchergestalt ausgeführten Vermögenschaften und Effecten sollen keiner andern Abgabe oder Taxe zu Gunsten des Fiscus oder, bei Verlassenschaften Oesterreichischer Militairpersonen; zu Gunsten der Invalidenkasse unterliegen, als welche wegen des Erbrechts, Verkaufs oder wegen sonstiger Besitzveränderung von den eigenen Oesterreichischen Unterthanen in Oesterreich und von den Belgischen Unterthanen in Belgien nach den in beiden Staaten bestehenden oder in Hinkunft zu erlassenden Gesetzen, Vorschriften und Anordnungen entrichtet werden müssen.

Art. 3. Diese Enthebung ist nicht bloss von den vorerwähnten Abschossgeldern und Emigrationsgebühren, welche in die Staatskassen fliessen, sondern auch von jenen zu verstehen, welche den Städten, Märkten, Gemeinden, Patrimonial-Jurisdictionen oder irgend welchen Corporationen zukommen, mit Ausnahme jedoch des Königreichs Ungarn und Siebenbürgens, in Ansehung welcher Länder wegen der in denselben bestehenden besondern Gesetzgebungen, die gegenwärtige Convention an den von Städten, Herrschaften, Corporationen oder Gemeinden gesetzlich erworbnen Rechten auf Erhebung einer Abzugssteuer bei Exportation von den

1839

Réciproquement il sera prélevé sur les biens que des habitans des localités, où ce droit de détraction est maintenu, seront appelés à recueillir en Belgique, une part égale à la valeur du même droit de détraction. Cette part sera dévolue aux sujets belges où à l'état, profession, ou corporation appelés par les lois du pays, conjointement avec les habitans des dites localités ou immédiatement après eux à la possession des biens en question, et à leur défaut cette part à retenir appartiendra au bureau de bienfaisance de la commune où la succession est ouverte, et s'il ne s'agit par de succession, au bureau de bienfaisance de la commune où les biens à recueillir sont situés.

Art. 4. Les règles fixées dans les articles précédens en faveur des particuliers des deux Etats seront également observées à l'égard des établissements de bienfaisance et des corporations qui seraient appelés à acquérir des biens dans l'un ou l'autre pays par testament ou par donation entre vifs, avec la réserve toutefois que les lois et ordonnances qui existent ou qui pourraient encore émaner dans les deux Etats par suite du droit de suprême tutèle à exercer par le gouvernement sur les corporations ou établissements de cette nature, auront toujours leur plein effet.

Art. 5. L'exemption des droits susdits, dont il est parlé dans les articles 2 et 3, a trait aux biens, argent et effets quelconques qui seraient exportés; mais les lois respectives dans les Etats de Sa Maj. l'Empereur d'Autriche d'une part et d'autre part dans ceux de Sa Maj. le Roi des Belges, touchant la personne de l'individu qui émigre, ses devoirs personnels et particulièrement ceux qui concernent le service militaire, sont maintenues en pleine vigueur non obstant la présente convention. A l'égard du service militaire et des autres devoirs personnels de l'émigrant, aucun des deux Gouvernemens ne sera non plus restreint par la pré-

ihrer Jurisdiction unterworfen liegenden Vermögenschaften, Geldern und Effecten nichts ändern soll. 1839

Dagegen wird von jenem Vermögen, welches Bewohnern solcher Ortschaften, wo diese Abzugssteuer noch fortzubestehen hat, in Belgien zufallen sollte, ein jener Abgabe gleichkommender Betrag zurückbehalten werden. Dieser Abzugsbetrag soll jene Belgischen Unterthanen oder jenem Stande oder jener Profession oder Corporation zu Gute kommen, welche nach den Landesgesetzen entweder gemeinschaftlich mit den Bewohnern der vorerwähnten Ortschaften oder nach ihnen zum Besitz des in Frage stehenden Vermögens berufen sind, oder wenn deren keine vorhanden wären, soll jener Abzugsbetrag der Armenverwaltung der Gemeinde, wo der Erbfall eingetreten ist, oder wenn es sich um keine Erbschaft handelt, der Armenverwaltung der Gemeinde, gehören, in welcher sich das zu beziehende Vermögen befindet.

Art. 4. Die in den vorstehenden Artikeln zu Gunsten der einzelnen Angehörigen beider Staaten enthaltenen Bestimmungen sollen gleichfalls zu Gunsten der Wohlthätigkeitsanstalten und Corporationen beobachtet werden, welche in dem einen oder in dem andern Staate zur Erwerbung eines Vermögens, es sey durch Testamente oder durch Schenkung unter Lebenden berufen würden, mit dem Vorbehalt jedoch, dass die Gesetze und Anordnungen, welche in beiden Staaten bestehen oder vermöge des obersten Aufsichtsrechts der Regierungen über derlei Anstalten und Corporationen in Hinkunft erlassen werden dürften, jederzeit volle Kraft haben sollen.

Art. 5. Die Aufhebung der in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Gebühren bezieht sich auf alle zu exportirenden Vermögenschaften, Gelder und sonstige Effekten; allein die in den Staaten Sr. Maj. des Kaisers von Oesterreich einer- und Sr. Maj. des Königs der Belgier anderer Seits bestehenden Gesetze in Ansehung der Person der Auswanderer, ihrer persönlichen Pflichten und namentlich jener, welche den Militairdienst betreffen, verbleiben, ungeachtet der gegenwärtigen Convention, in voller Gültigkeit. Rücksichtlich des Militairdienstes und der anderen persönlichen Pflichten der Auswanderer soll auch in Zukunft keine der beiden Re-

1839 sente convention relativement à la législation future sur ces objets.

Art. 6. La présente convention aura force et valeur à commencer de l'échange de ses ratifications qui aura lieu dans le terme de six semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous Plénipotentiaires de Sa Maj. l'Empereur d'Autriche et de Sa Maj. le Roi des Belges avons signé la présente convention et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Vienne, ce 9 Juillet 1839.

(L. S.) Metternich. (L. S.) Bn. O'Sullivan de Grass.

Publication officielle de la Convention ci-dessus, faite à Vienne.

(Amtsblatt zur Oesterreichisch-Kaiserl. privilegirten Wiener Zeitung, v. 31. Jan. 1840).

Circulare der K. K. Landesregierung in Erzherzogthum Oesterreich unter der Ens, über den zwischen dem Kaiserl. Oesterreichischen und dem Königl. Belgischen Hofe abgeschlossenen Erbfähigkeits- und Freizügigkeits-Vertrag.

In Folge hohen Hofkanzley-Dekrets v. 16. November 1839 wird nachstehender, zwischen dem Kaiserl. Oesterreichischen und dem Königl. Belgischen Hofe am 9. Jul. 1839 abgeschlossener und am 3ten Oktober 1839 ausgewechselter Vertrag zur Festsetzung der Erbfähigkeit der gegenseitigen Unterthanen und Einführung der Freizügigkeit zwischen beiden Staaten zur öffentlichen Kenntniss gebracht. Wien, am 18. Januar 1840.

Johann Talatzko Freiherr von Gestieticz,
Regierungs-Präsident.
Anton Taulow Ritter v. Rosenthal,
Regierungs-Rath und Canzleidirektor.

Nos *Ferdinandus Primus*, divina favente Clementia Austriae Imperator, Hungariae et Bohemiae Rex hujus nominis quintus, Rex Lombardiae etc.

gierungen durch gegenwärtige Convention in Bezug auf 1839
ihre Gesetzgebung beschränkt seyn.

Art. 6. Gegenwärtige Convention soll vom Tage der Auswechselung der Ratificationen, welche in dem Termine von sechs Wochen, oder, wenn es geschehen kann, auch noch früher vor sich zu gehen hat, in Kraft und Wirksamkeit treten.

Urkunde dessen haben Wir Bevollmächtigte Sr. Maj. des Kaisers von Oesterreich und Sr. Maj. des Königs der Belgier gegenwärtige Convention unterzeichnet und Unsere Wappen-Insiegel beigedrückt.

So geschehen, Wien den 9ten Julius 1839.

(L. S.) Metternich.

(L. S.) Bn. O'Sullivan de Grass.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus: cum Nobis et Belgarum Regis Majestate e re visum sit, subditis utriusque Nostrum jus mutuo sibi succedendi positivis stipulationibus assecurare atque liberam haereditatum aliarumque facultatum ex una in alteram ditionem exportationem absque ullo destractu concedere; cumque desuper a Nostro et praelaudatae Regiae Majestatis Plenipotentiario die nona Julii anni labentis specialis conventio inita et signata fuerit, tenoris sequentis:

(Suit le texte de la convention).

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis, illos omnes et singulos ratos gratosque habere hisce declaramus, verbo Nostro Caesareo Regio spondentes Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari jussimus.

Dabantur in arce Nostra Schoenbrunn, die 27 mensis Septembris anno 1839, Regnorum Nostrorum quinto.

Ferdinandus.

Princeps a Metternich.

(L. S.) Ad mandatum Sacr. Caes. Reg. Apostolicae Majestatis proprium.

Franciscus L. B. de Lebzeltern-Collenbach.

79.

1839 *Convention signée à Paris le 3 août 1839, entre la France et la Grande-Bretagne, relative aux limites des pêcheries.*

S. M. le roi des Français et feu S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant, en l'année 1837, nommé une commission mixte pour établir et déterminer les limites en dedans desquelles les sujets des pays respectifs pourront librement exercer la pêche des huîtres, entre l'île de Jersey et les côtes avoisinantes de France;

Les membres de ladite commission étant convenus de certaines lignes, tracées sur une carte à laquelle il sera référé plus loin, pour déterminer lesdites limites, et étant aussi tombés d'accord sur certains arrangemens qui leur semblent devoir prévenir le renouvellement des disputes qui se sont souvent élevées entre les pêcheurs des deux nations;

Il a paru opportun à S. M. le roi des Français et à S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, que les limites dont sont convenus lesdits commissaires, et les arrangemens qu'ils ont proposés, fussent reconnus et sanctionnés par une convention qui sera conclue entre leursdites majestés;

Et comme les hautes parties contractantes ont aussi considéré qu'il était à désirer que les limites, en dedans desquelles le droit général de pêche sur toutes les parties des côtes des deux pays sera exclusivement réservé aux sujets respectifs de la France et de la Grande-Bretagne, fussent définies et réglées, lesdites hautes parties contractantes ont, à cet effet, nommé pour plénipotentiaires, savoir:

S. M. le roi des Français,

Le sieur Jean de Dieu Soult, duc de Dalmatie, maréchal et pair de France, grand'croix de son ordre royal de la Légion-d'Honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de son conseil des ministres;

Et S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, 1839

Le très-honorable Granville, comte Granville, pair du royaume-uni, chevalier grand'croix du très-honorable ordre du Bain, membre du conseil privé, et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. britannique près de S. M. le roi des Français;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. 1er. Il est convenu que les lignes tracées entre les points indiqués par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I, K, sur la carte annexée à la présente convention et signée par les plénipotentiaires respectifs, seront reconnues par les hautes parties contractantes, comme déterminant les limites entre lesquelles et les côtes de France la pêche des huîtres sera exclusivement réservée aux sujets français; ces lignes sont comme suit:

La première ligne se dirige du point A à trois milles de la laisse de basse mer (la pointe du Menga restant au sud), jusqu'au point B, dont les amers sont la tour d'Agon, par la touffe d'arbres sur le mont Huchon, et le sommet de Gros-Mont en ligne avec le signal sur Grand'Ile.

La seconde ligne court dudit point B vers la tour d'Agon et la touffe d'arbres sur le mont Huchon, dans la direction nord, 64 degrés est, jusqu'à relever au point C le moulin de Lingreville à l'est du monde.

Partant du point C, la troisième ligne court, est du monde, vers le moulin de Lingreville, jusqu'à ramener au point D le rocher l'Etat par le Grand-Huguenant.

La quatrième ligne se dirige du point D vers le nord (relevant toujours l'Etat par le Grand-Huguenant), jusqu'à la section en E d'une ligne ayant pour amers la tour d'Agon par la cathédrale de Coutances.

La cinquième court, dans la direction de l'est du point E au point F, où le clocher de Pirou se relève par le rocher le Sennequet.

La sixième ligne, partant du point F, se dirige vers le nord du monde, jusqu'au point G, dont les amers sont le clocher de Blainville par le Sennequet.

La septième ligne court du point G vers le clocher

1839 de Pirou, jusqu'au point H, où le phare du cap Carteret reste au nord 24 degrés ouest.

La huitième ligne court du point H au point I, qui est à peu près par le travers de Port-Bail, et qui a pour amers le fort de Port-Bail en ligne avec le clocher de Port-Bail.

La neuvième ligne enfin court du point I aux Trois-Grunes, point K, où le cap Carteret reste à l'est 10 degrés nord par le clocher de Barneville.

Il est en outre convenu que tous les relèvements désignés au présent article sont corrigés de la variation du compas, et non calculés d'après le méridien magnétique.

2. La pêche des huîtres, en dedans de trois milles (calculés de la laisse de basse mer) de l'île de Jersey, sera exclusivement réservée aux sujets britanniques.

3. Sera commune aux sujets des deux pays, la pêche des huîtres entre les limites ci-dessus désignées, et en dedans desquelles cette pêche est exclusivement réservée, soit aux pêcheurs français, soit aux sujets britanniques.

4. Depuis le coucher du soleil jusqu'au lever du soleil suivant, il sera défendu aux sujets des deux pays respectivement, de draguer des huîtres entre les côtes de France et les côtes de Jersey, du cap *Carteret* à la pointe du *Menga*.

5. Attendu que les lois de France exigent que tous les bateaux de pêche français soient marqués et numérotés, il est convenu, par ces présentes, que tous bateaux pêcheurs britanniques, draguant des huîtres entre Jersey et les côtes de France, seront aussi marqués et numérotés.

6. Tous bateaux pêcheurs britanniques, engagés dans ladite pêche, seront inscrits au bureau de l'inspection des pêches dans l'île de Jersey, et l'enregistrement de chaque bateau sur la matricule constatera le numéro, la description et le tonnage dudit bateau, ainsi que le nom du propriétaire. Cette inscription devra être renouvelée annuellement avant l'ouverture de la pêche.

7. Le droit d'abr; dans les îles Chausey, sera accordé aux pêcheurs anglais, pour cause d'avaries ou de mauvais temps évident.

8. Lorsque les beteaux pêcheurs d'une des deux nations seront portés en dedans des limites de pêche

établies pour l'autre pays, par des vents contraires, des 1839
courans violens, ou par toute autre cause indépendante de la volonté du patron et de l'équipage, ou qu'ils auront enfreint les limites en louvoyant pour regagner leur terrain de pêche, les patrons seront tenus d'arborer aussitôt un pavillon bleu de deux pieds de guindant sur trois pieds de largeur, et de conserver ce pavillon en tête du mât, si long-temps qu'ils resteront en dedans desdites limites.

Les croiseurs de chaque nation apprécieront les causes de ces infractions, et lorsqu'ils auront reconnu que lesdits bateaux de pêche n'auront ni dragué ni pêché en dedans des limites ci-dessus mentionnées, les croiseurs susdits ne devront détenir ni les bateaux ni les équipages, ni exercer à l'égard de ces derniers aucune répression.

9. Les sujets de S. M. le roi des Français jouiront du droit exclusif de pêche dans le rayon de trois milles, à partir de la laisse de basse mer, le long de toute l'étendue des côtes de France; et les sujets de S. M. britannique jouiront du droit exclusif de pêche dans un rayon de trois milles de la laisse de basse mer, le long de toute l'étendue des côtes des îles britanniques

Bien entendu que sur cette partie des côtes de France qui se trouve entre le cap *Carteret* et la pointe de *Menga*, le droit exclusif de toute espèce de pêche n'appartiendra qu'aux sujets français, en dedans des limites mentionnées en l'article 1er de la présente convention.

Il est également entendu que le rayon de trois milles fixant la limite générale du droit exclusif de pêche sur les côtes des deux pays sera mesuré, pour les baies dont l'ouverture n'excédera pas dix milles, à partir d'une ligne droite allant d'un cap à l'autre.

10. Il est convenu que les milles mentionnés en la présente convention sont des milles géographiques de soixante au degré de latitude.

11. Dans le but de prévenir les collisions qui, de temps à autre, ont lieu sur les mers entre les côtes de France et de la Grande-Bretagne parmi les dragueurs, les pêcheurs à la ligne et au filet des deux pays, les hautes parties contractantes consentent à nommer, dans le délai des deux mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente convention, une commission

1839 qui sera composée d'un nombre égal d'individus de chaque nation, qui prépareront une série de règlemens sur les devoirs et obligations des pêcheurs des deux pays dans les susdites mers.

Ces règlemens seront soumis par lesdits commissaires à leurs gouvernemens respectifs, pour être approuvés et confirmés, et les hautes parties contractantes s'engagent à proposer à la législature de leurs nations les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des règlemens, qui seront ainsi approuvés et confirmés.

12. La présente convention sera ratifiée, et la ratification en sera échangée dans l'espace de six semaines.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le deuxième jour du mois d'août de l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

(L. S.) Maréchal duc DE DALMATIE. (L. S.) GRANVILLE.

(Les ratifications de cette convention ont été échangées à Paris, le 17 Aout 1839).

80.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre sa majesté le roi des Belges et la sublime Porte-Ottomane, en date du 3 août 1839.

Sa majesté le très-excellent, très-puissant Léopold Ier, roi des Belges, ayant témoigné le désir de cimenter les bases de l'amitié et de la bonne intelligence avec la sublime Porte, par la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, entre sa majesté le Padischah des Ottomans et sa majesté le roi des Belges, a envoyé à cet effet son excellence le très-noble baron O'Sullivan de Grass de Séovaud, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de Russie de la deuxième classe en diamans, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de sa majesté le roi des Belges près sa majesté l'empereur d'Autriche, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en mission spéciale près la sublime Porte-Ottomane, avec des pouvoirs munis de son sceau, à l'effet de négocier et de conclure les articles dudit traité. Ledit envoyé ayant annoncé officiellement cette circon-

stance, d'après l'amitié sincère de la sublime Porte en- 1839
vers les puissances amies, cette demande a été agréée par elle, et elle a désigné et autorisé son excellence Méhémet Nourry Effendi, un des ministres d'état distingués de la sublime Porte, conseiller intime du ministère des affaires étrangères, décoré des insignes en brillans de première classe de l'ordre impérial du Nichani Iftihar, en vertu des pleins pouvoirs remis entre ses mains de la part de la personne auguste de son souverain et maître, sultan Mahmoud II, très-illustre, très-glorieux, très-majestueux, très-puissant, celui qui orne le trône de la royauté, et qui élève la splendeur du kalifat; le sultan des sultans ottomans; l'ombre de Dieu, le Padischad juste, le serviteur des deux cités saintes, et le maître des deux terres et des deux mers.

Les susdits plénipotentiaires, étant entrés en conférence, ont réglé et arrêté les seize articles suivans, agréés des deux côtés et au bas desquels ont été apposées leurs signatures, ainsi que celle de son excellence Mustafa Reschid Pacha, un des grands vizirs et dignitaires de l'empire, ministre des affaires étrangères, décoré des insignes en brillans, marques distinctives de son haut rang, de l'ordre impérial di Nichani Iftihar, et grand'croix de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

Art. 1er. Il y aura désormais amitié perpétuelle entre les Etats et sujets de sa majesté le roi des Belges et les Etats et sujets de la sublime Porte-Ottomane.

2. En conséquence, les sujets des hautes parties contractantes pourront en toute sécurité visiter leurs possessions respectives, faire leur commerce par terre et par mer, louer des maisons ou des magasins, et toujours il sera accordé les plus grands égards aux individus.

En cas de guerre, même de l'une des puissances contractantes avec une autre puissance, l'amitié ne cessera pas d'exister entre les deux nations.

La Belgique, conservant sa neutralité, recevra toujours avec les mêmes égards le pavillon et les sujets musulmans ou rayas, qui ne seront jamais inquiétés en rien, et pourront continuer leurs relations commerciales.

Par réciprocité, le même accueil sera fait par la sublime Porte à la Belgique, dont les sujets, le pavillon et les propriétés seront toujours respectés.

3. Les négocians ou sujets de la sublime Porte,

1839 musulmans ou rayas, qui se rendront en Belgique, y seront regardés à leur arrivée pendant leur séjour avec la même distinction et y jouiront des mêmes avantages et des mêmes priviléges que les sujets des nations les plus favorisées. De même les négocians ou autres sujets belges qui se rendront dans les mers, les eaux, les ports, et tous les pays de la sublime Porte, ne pourront y être vexés ou molestés, et paieront les mêmes droits et autres impôts que ceux qui sont imposés aux négocians et sujets des puissances amies les plus favorisées.

Les deux parties accorderont des passe-ports aux voyageurs.

4. Les sujets belges qui, soit par dévotion, soit par l'amour des voyages, voudraient visiter la sainte cité de Jérusalem ou quelque autre lieu de l'empire ottoman, pourront le faire avec sécurité, et, à cet effet, ils obtiendront un laissez-passer (commandement impérial), au moyen duquel ils ne rencontreront aucun obstacle, et trouveront protection et assistance.

5. Dans tous les Etats de la sublime Porte, les négocians belges ne seront jamais, pour aucun motif, troublés en rien dans leurs affaires, et l'on suivra en général, à leur égard, les coutumes établies à l'égard des commerçans des autres puissances amies. Ils pourront, pour leurs affaires de commerce, se servir de courtiers de quelque nation ou religion que ce soit.

6. La sublime Porte pourra placer (*shabenders*) des consuls et vice-consuls dans toutes les villes et ports de la Belgique; ils trouveront partout aide et protection, et jouiront de toute la distinction qui est due à leur caractère. La Belgique aussi pourra établir des consuls ou vice-consuls, nés Belges ou étrangers (*unestemer*) dans toutes les places, ports ou villes de commerce de la sublime Porte, là où elle reconnaîtra que ses intérêts nécessitent leur présence. La sublime Porte leur delivrera des firmans ou delibérats, et il leur sera accordé la protection, l'assistance et la distinction convenables.

7. Il ne sera point permis de réduire en esclavage un sujet belge. De même aucun mahométan ou autre sujet de la sublime Porte ne sera fait esclave en Belgique.

Les biens des sujets belges décédés dans les Etats

de la sublime Porte, comme les biens des sujets otto- 1839
mans décédés dans les Etats belges, seront remis entre les mains des ministres, chargés d'affaires, consuls ou vice-consuls des deux pays respectifs, de la manière la plus prompte et la plus sûre, pour être par eux restitués à leurs héritiers.

8. Dans le cas de contestation ou de procès entre les sujets de la sublime Porte et les sujets de sa majesté le roi des Belges, les parties ne seront entendues, ni la cause jugée qu'en présence du drogman de Belgique. Toutes les fois qu'il s'agira d'une cause dont l'objet dépassera en valeur cinq cents piastres, elle sera soumise au jugement de la sublime Porte, pour qu'elle décide suivant les lois de la justice et de l'équité.

Les Belges vaquant honnêtement et paisiblement à leurs occupations ou à leur commerce, ne pourront jamais être arrêtés ou molestés par les autorités locales; mais en cas de crimes ou de délits, l'affaire sera remise à leur ministre, chargé d'affaires, consul ou vice-consul; les accusés seront jugés par lui et punis selon l'usage établi à l'égard des Francs.

9. Le pavillon de la sublime Porte sera respecté dans toute la Belgique, et les bâtimens de guerre belges observeront, à l'égard des navires de commerce de l'empire ottoman, les démonstrations d'amitié et la courtoisie usitées en marine. Les vaisseaux de guerre ottomans useront des mêmes procédés à l'égard des navires belges, et le pavillon belge sera respecté dans tous les Etats de la sublime Porte. Les vaisseaux belges navigueront en toute sûreté sous leur propre pavillon; mais dans aucun cas, ils ne pourront accorder leur pavillon, soit aux navires des rayas, soit à ceux des autres nations. Les envoyés, chargés d'affaires, consuls ou vice-consuls de sa majesté le roi des Belges ne pourront jamais soustraire publiquement ou secrêtement des rayas à l'autorité de la sublime Porte, ni les protéger par des patentes. Ils veilleront à ce qu'on ne s'écarte jamais en rien des principes posés dans ce traité, et approuvés par les deux parties contractantes.

10. Les navires marchands belges pourront librement passer par le canal de la résidence impériale, pour aller dans la mer Noire ou en revenir, et, à moins d'objets prohibés dans l'empire ottoman, ils pourront être chargés des effets ou de toutes les productions na-

seront pas assujéttis, p
de la chancellerie du p
que ceux des nations l
res et leurs cargaisons
de plus forts droits de
ceux payés par ces mê

De même ils pour
les produits et marchan
être importés ou export
les plus favorisées. Le
qui se rendront dans to
des mêmes avantages.
pour la pêche nationale
viléges et d'avantages p
du sel, à l'égard duquel
réserve de faire jouir la
spéciaux et exclusifs.

Pour ce qui est du
produits indigènes ou é
l'autre de l'un des pays
tes, il est convenu qu'i
les navires et les sujets
tefois il sera assimilé au
intérieur, appliqués de
puissances amies les plu

12. Les sujets de

chands de l'une des hautes parties contractantes étant 1839
entrés dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou propriétaire le désirera, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, sans payer de droits, impôts ou charges quelconques, que pour la partie qui aura été mise à terre et qui sera marquée et biffée sur le manifeste, qui contiendra l'énumération des effets dont le bâtiment était chargé, lequel manifeste devra être présenté en entier à la douane du lieu où le bâtiment aura abordé. Il ne sera rien payé pour la partie de la cargaison que le bâtiment remportera, et avec laquelle il pourra continuer sa route pour un ou plusieurs ports du même pays, et y disposer du reste de sa cargaison, si elle est composée d'objets dont l'importation est permise, en payant les droits qui y sont applicables; ou bien il pourra s'en aller dans tout autre pays.

Il est cependant entendu que les droits, impôts ou charges quelconques, qui sont ou seront payables pour les bâtimens mêmes, doivent être acquittés une seule fois au premier port où ils rompraient le chargement, ou en déchargeraient une partie; mais qu'aucuns droits, impôts ou charges pareils ne seront demandés de nouveau, dans les ports du même pays, où lesdits bâtimens pourraient vouloir entrer après, à moins que la nation la plus favorisée ne soit sujette à quelques droits dans le même cas.

14. Dans aucune circonstance, on ne pourra forcer les propriétaires ou capitaines des vaisseaux marchands des deux parties contractantes à employer leurs vaisseaux au transport de troupes, munitions ou autres objets de guerre. Ils auront la liberté de refuser les arrangemens qu'on leur proposerait et qui se trouveraient ne pas leur convenir.

15. Si un vaisseau d'une des deux parties contractantes vient à se réfugier dans les ports ou dans la juridiction de l'autre, pour se mettre à l'abri de la tempête, des pirates, des corsaires ou de quelque autre accident, il sera reçu, protégé et traité avec courtoisie, et si un vaisseau d'une des deux parties contractantes venait à faire naufrage sur les côtes de l'autre, les hommes de l'équipage qu'on aura pu sauver, recevront les secours que réclame leur position: ou

1839 déposera chez le consul belge de l'endroit le plus prochain, les marchandises et les objets qu'on aura pu sauver, pour être remis à leur propriétaire.

16 et dernier. Le présent traité d'amitié et de commerce ayant été signé par les plénipotentiaires susdits, à l'effet d'être exécuté fidèlement de part et d'autre, à toute perpétuité, sera transmis par eux à leurs gouvernemens dont ni l'un ni l'autre ne permettra qu'on y contrevienne, sous la promesse formelle et réciproque que, dans l'espace de quatre-vingt-dix jours, à compter de la date de la signature, ou plus tôt si faire se peut, il sera approuvé et ratifié par leurs souverains respectifs, pour que les articles en soient observés sans altération ni changement.

Conclusion.

En conséquence, les seize articles ci-dessus ayant été réglés et convenus, le présent traité a été rédigé pour recevoir, s'il plaît à Dieu, son accomplissement, par l'échange des ratifications, et il a été signé et scellé des signatures et sceaux des plénipotentiaires susdits, et échangé contre un instrument en tout conforme, qui a été remis à l'envoyé et plénipotentiaire de sa majesté le roi des Belges.

Fait à Balta-Liman, le 3 août 1839.

(L. S.) O'Sullivan de Grass.
(L. S.) Mustapha Reschid.
(L. S.) Mohammed Hourry.

81.

Ouverture du Ministre plénipotentiaire du Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg, adressée, à la Diète germanique le 16 Août 1839, relativement à l'incorporation d'une partie du duché de Limbourg au territoire de la confédération germanique.

(Allg. Zeitung 1839. No. 313. v. 9 November).

Sechszehnte Sitzung des deutschen Bundestags am 16ten August 1839 zu Frankfurt a. M.

Niederlande wegen des Grossherzogthums Luxemburg.

In der 12ten Sitzung am 27 Jun. d. J. hat der k. niederländische, grossherzogl. luxemburgische Gesandte die Ehre gehabt, diese hohe Versammlung davon in Kenntniss zu setzen, dass Se. Maj. der König Grossherzog zu der in Folge des Londoner Vertrags vom 19 April d. J. nöthig gewordenen neuen Regulirung der agnatischen Verhältnisse Unterhandlungen mit dem herzoglich nassauischen Hofe hätten eröffnen lassen. Es gereicht Sr. Maj. zum Vergnügen, dieser Mittheilung schon jetzt die Anzeige folgen lassen zu können, dass die erwähnten Unterhandlungen mit einem glücklichen Erfolge gekrönt worden, und eine vollständige Verständigung über die agnatischen Verhältnisse und Ansprüche, in Beziehung auf die Abtretung eines Theils des Grossherzogthums Luxemburg, und die den Agnaten des Hauses Nassau dafür zu leistende Entschädigung, zwischen den beiden Linien des gedachten hohen Hauses stattgefunden hat, wie solches von Seite des herzoglich nassauischen Hrn. Gesandten ohne Zweifel bestätigt werden wird. In Folge dieser Verständigung finden Se. Maj. der König Grossherzog sich nunmehr im Stande, dem deutschen Bund folgende Eröffnung machen zu lassen: Wenn Se. Maj. unterm 15 Jun. v. J. dieser hohen Versammlung erklären liessen, dass Al-

1839 lerhöchstdieselben geneigt seyen, den 4ten Artikel des nunmehr ratificirten Londoner Vertrags vom 19 April d. J. im Sinne einer Territorialentschädigung für den deutschen Bund anzunehmen, so waren damit noch keineswegs alle Schwierigkeiten der Frage: wo und innerhalb welcher Gränzen das zur Entschädigung des deutschen Bundes bestimmte Territorium zu finden sey? beseitigt. Im Gegentheil stellten sich dieselben bei jedem Versuche einer nähern Erörterung dieser Frage nur noch mehr heraus, indem einerseits die auf den Bestimmungen des obenerwähnten Artikels beruhenden Ansprüche des deutschen Bundes von Sr. Maj. zwar anerkannt, andererseits aber auch die Rechte des Königreichs der Niederlande auf alt-niederländische Besitzungen, welche von den übrigen geographisch nicht zu trennen waren, durch die dem Tractate vorangegangenen Londoner Verhandlungen festgestellt worden waren. Hiezu kam die Betrachtung, dass eine abermalige Scheidung der unter die Herrschaft Sr. Maj. des Königs Grossherzogs zurückkehrenden limburgischen Gebietstheile, so wie deren gänzliche Trennung von dem Königreich der Niederlande, auf die moralischen und materiellen Interessen derselben von wesentlich nachtheiligem Einfluss seyn würde. Von dieser Ueberzeugung geleitet, haben Se. Maj., zunächst in Folge der mit dem herzoglich nassauischen Hause abgeschlossenen Uebereinkunft, festgesetzt, dass die obenerwähnten, grossentheils schon alt-niederländischen, nach dem 4ten Artikel des Londoner Vertrags unter Allerhöchstihre Regierung zurückkehrenden Gebietstheile für ewige Zeiten nach der für die niederländische Krone bestehenden Successionsordnung vererbt werden sollen. Allerhöchstdieselben haben ferner beschlossen, dass jene Gebietstheile ungetrennt bleiben, und als Herzogthum Limburg wieder hergestellt werden sollen, wogegen das Königreich der Niederlande im Besitz der beiden Städte und Festungen Maestricht und Venlo, mit ihren Rayons, verbleiben wird. Se. Maj. beabsichtigen, an die Stelle des durch den 2ten Artikel des Londoner Vertrags abgetretenen Theils des Grossherzogthums Luxemburg, mit dem ganzen Herzogthum Limburg, so wie es jetzt von Allerhöchstihnen gebildet worden, dem deutschen Bunde beizutreten, und wenn auch Allerhöchstdieselben bei dieser Erklärung sich vorbehalten müssen, nach

Maasgabe der obenangedeuteten Verhältnisse, das Herzogthum Limburg unter dieselbe Verfassung und Verwaltung mit dem Königreich der Niederlande zu stellen, so verbinden Se. Majestät doch damit die Zusicherung, dass dieser Umstand die Anwendung der deutschen Bundesverfassung auf das erwähnte Herzogthum in keiner Weise hindern soll. Da zufolge der angestellten Berechnungen die Bevölkerung des abgetretenen Theils des Grossherzogthums Luxemburg 149,572 Seelen beträgt, während diejenige des Herzogthums Limburg sich auf 147,527 Seelen beläuft, so kann dieser geringe Unterschied ohne allen Einfluss auf den bisher für das Grossherzogthum Luxemburg bestandenen Matricularansatz bleiben. Gleichwie nun Se. Maj. der König Grossherzog auf diese Weise im Stande seyn werden, allen Ihren früheren Verpflichtungen als Bundesglied ungeschmälert nachzukommen, und sich auch beeifern werden, nicht nur das Luxemburgische, sondern auch das Limburgische, Bundescontigent baldmöglichst bundeskriegs-verfassungsmässig herzustellen, so behalten Allerhöchstdieselben dem nunmehrigen Grossherzogthum Luxemburg und Herzogthum Limburg collectiv alle diejenigen Rechte und Vorzüge vor, welche nach der Bundesverfassung und in Folge besonderer Bundesbeschlüsse bislang dem Grossherzogthum Luxemburg allein zustanden. Schliesslich ist der Gesandte zu der Versicherung autorisirt, dass, so wie Se. Maj. sich vertrauensvoll der Hoffnung überlassen, dass die vorstehende Eröffnung von Ihren höchsten und hohen Mitverbündeten als ein neuer Beweis Ihrer föderativen Gesinnungen entgegengenommen werden wird, Allerhöchstdieselben nicht minder bereit seyn werden, auch in Ihrer Eigenschaft als König der Niederlande, bei vorkommenden Veranlassungen, dem deutschen Bunde Beweise Allerhöchstihrer Freundschaft und nachbarlichen Zuneigung zu ertheilen. 1839

82.

Convention conclue à Paris, le 1er août 1839, entre la France et la Belgique, pour l'ouverture, sur le territoire belge du canal dit de l'Espierre, devant servir de prolongement au canal français de Roubaix.

Leurs Majestés le Roi des Français et le Roi des Belges, désirant, autant que possible, satisfaire aux réclamations élevées dans le département du Nord au sujet des droits établis sur l'entrée des charbons étrangers, et considérant que ce but peut être atteint en créant une voie directe de communication entre le centre de ce département et le Hainaut, tout en écartant les dangers que cette voie pourrait offrir pour la navigation intérieure de la Belgique,

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français,

Le sieur Jean-de-Dieu Soult, duc de Dalmatie, maréchal et pair de France, grand'croix de son ordre royal de la Légion-d'Honneur et de l'ordre royal de Léopold etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président de son conseil des ministres,

Et Sa Majesté le Roi des Belges,

Le sieur Charles-Amé-Joseph comte Le Hon, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Français, officier de l'ordre royal de Léopold, grand-officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, grand'croix de l'ordre de Charles III d'Espagne, etc., etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles qui suivent:

Art. 1er. Le gouvernement belge décrétera l'exécution du canal dit *de l'Espierre*, destiné à servir de prolongement au canal français de Roubaix jusqu'à l'Escaut, vers Warcoing.

Art. 2. Aussitôt et aussi long-temps que la né-

cessité en sera reconnue par le gouvernement belge 1839
dans l'intérêt de la navigation belge sur Dunkerque, les conducteurs de tous bateaux venant de l'Escaut et entrant dans le canal de l'Espierre seront astreints à faire une consignation dont ils obtiendront la restitution en produisant la preuve que leurs cargaisons n'auront point été déchargées sur des parties du territoire français situées au-delà de Watten ou au-delà de Cassel, dans l'hypothèse de l'ouverture d'un canal d'Hazebroug à Bergues.

Art. 3. Cette preuve sera faite au moyen d'un certificat délivré par le maire de la commune où la cargaison aura été déchargée, et par le chef du poste de douane le plus voisin.

Art. 4. Dans le cas où le contrôleur de la navigation belge de l'Espierre, ou toute autre autorité belge déléguée à cet effet, aurait des doutes sur l'exactitude du certificat exigé par l'article précédent, il pourra être sursis à la restitution de la somme déposée, jusqu'à ce que les faits aient été vérifiés.

Art. 5. A partir de l'époque à laquelle le canal de Bossuyt sera livré à la navigation, les bateaux qui descendraient la Lys chargés de pierres, de houilles ou de chaux, seront tenus de payer, au profit du concessionnaire de ce canal, à leur passage à l'écluse de Commines, un droit spécial à fixer par le gouvernement belge, et destiné à assurer au canal de Bossuyt le marché des rives de la Lys en aval de cette écluse.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un mois, où plus tôt si faire se peut *).

Fait à Paris, le 27e jour du mois d'août de l'an de grâce 1839.

(L. S.) Maréchal duc de Dalmatie.
(L. S.) Comte Le Hon.

---

*) Les ratifications ont été échangées, à Paris, le 16 octobre

83.

Convention conclue entre le capitaine-général des armées nationales en Espagne don Baldomero Espartero et le lieutenant-général don Raphaël Maroto. En date de Bergara, le 31 Août 1839.

(Journaux de Bajonne).

Art. 1er. Le capitaine-général don Baldomero Espartero s'empressera d'accomplir sa promesse et s'engage formellement à proposer aux Cortès la concession ou la modification des *fueros*.

Art. 2. Seront reconnus les emplois, grades et décorations des généraux, chefs, officiers et autres individus dépendant de l'armée commandée par le lieutenant-général don Raphaël Maroto, lequel indiquera les armes auxquelles ils appartiennent. Il leur sera loisible de continuer à servir en défendant la constitution de 1837, le trône d'Isabelle II, et la régence de son auguste mère, ou bien de se retirer dans leurs foyers s'ils veulent quitter le service.

Art. 3. Ceux qui adopteront la première condition de rester au service, seront placés dans les corps de l'armée, soit effectivement, soit en qualité de surnuméraires, selon l'ordre d'inscription dans le tableau des inscriptions de leur arme.

Art. 4. Quant a ceux qui préfèreront se retirer dans leurs foyers, les généraux et brigadiers auront le droit de choisir leur résidence; ils y jouiront du traitement alloué à leur grade par les règlemens; les chefs et les officiers obtiendront congé illimité ou leur retraite, selon les règlemens. Si quelque individu de ces classes désire obtenir un congé temporaire, il le sollicitera de l'inspecteur de son arme. Ce congé pourra même être donné pour l'étranger, et dans ce cas, la demande devra être adressée au capitaine-général don Baldomero Espartero, qui délivrera le passeport en même tems qu'il demandera l'approbation de S. M.

Art. 5. Ceux qui demanderont un congé temporaire pour l'étranger ne pouvant, d'après les ordonnances royales, percevoir leur traitement jusju'à leur retour, le capitaine-général don Baldomero Espartero leur fera payer quatre mois de ce traitement, en vertu des facultés dont il est revêtu. Cet article sera applicable à toutes les classes, depuis le général jusqu'au sous-lieutenant inclusivement. 1839

Art. 6. Les articles précédens seront applicables à tous les employés civils qui se présenteront dans les douze jours de la ratification de la présente convention.

Art. 7. Si les divisions de Navarre et d'Alava se présentent en la même forme que les divisions castilanes, biscayennes et guipuzcoanes, elles jouiront des concessions stipulées dans les articles précédens.

Art. 8. Les parcs d'artillerie, les dépôts d'armes, d'habillemens et de vivres, qui sont sous les ordres ou à la disposition du général Maroto, seront remis au capitaine-général don Baldomero Espartero.

Art. 9. Les prisonniers appartenant aux corps des provinces de Biscaye et de Guipuzcoa, et ceux des corps de la division castillane, qui se conformeront en tout aux articles de la présente convention, seront mis en liberté, et jouiront des avantages accordés aux autres. Ceux qui n'y consentiront pas continueront à être traités comme prisonniers de guerre.

Art 10. Le capitaine-général don Baldomero Espartero exposera au gouvernement, pour que celui-ci l'expose aux Cortés, la considération que méritent les veuves et orphelins de ceux qui sont morts dans la présente guerre, et qui ont appartenu aux corps compris dans la présente convention, laquelle a eté ratifiée au quartier-général de Bergara, le 31 août 1838.

DUC DE LA VICTOIRE, RAPHAEL MAROTO,

Pour copie:

DUC DE LA VICTOIRE.

1839

84.

Traité conclu à Stockbridge dans le Territoire de Wisconsin entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une et les tribus indiennes des Stockbridges et des Munsis de l'autre part. En date du 3 Septembre 1839.

(Acts and Resolutions passed at the first Session of the 26th Congress of the United States. Washingt. 1840. Append. p. 140).

Articles of a Treaty made at Stockbridge in the Territory of Wisconsin, on the 3d day of September 1839, between the United States of America, by their Commissioner Albert Gallup, and the Stockbridge and Munsee tribes of Indians, who reside upon Lake Winnebago in the Territory of Wisconsin.

Art. 1. The Stockbridge and Munsee tribes of Indians (formerly of New-York) hereby cede and relinquish to the United States of America, the east half of the tract of 46080 acres of land, which was laid off for their use, on the east side of Lake Winnebago, in pursuance of the Treaty made by George B. Porter, Commissioner on the part of the United States and the Menominee nation of Indians, on the 27 October 1832. The said east half hereby ceded, to contain 23040 acres of land, to be of equal width at the north and south ends, and to be divided from the west half of said tract of 46080 acres, by a line to run parallel to the east line of said tract. The United States to pay therefor one dollar per acre at the time and in the manner hereinafter provided.

Art. 2. Whereas a portion of said tribes, according to a census or roll taken and hereunto annexed, are desirous to remove west and the others to remain where they now are; and whereas the just proportion of the emigrating party in the whole tract of 46080

acres is 8767¾ acres of land: it is agreed that the 1839
United States pay to the said emigrating party the sum of 8767 Dollars 75 Cents, as a full compensation for all their interest in the lands held by the party who remain, as well, as in the lands hereby ceded to the United States.

Art. 3. Whereas the improvements of the emigrating party are all on that part of the original tract which is reserved and still held by the party who remain in Stockbridge and it is but equitable that those who remain should pay those who emigrate for such improvements: it is agreed that the United States shall pay to the emigrating party the sum of 3879 dollars and 30 cents, the appraised value of said improvements; and it is hereby agreed and expressly understood that the moneys payable to the emigrating party shall be distributed among the heads of families according to the schedule hereunto annexed, the whole amount to be paid to the emigrating party under this and the preceding article being the sum of 12647 Dollars and 5 cents.

Art. 4. The balance of the consideration money for the lands hereby ceded (after deducting the sums mentioned in the second and third articles) amounting to the sum of 10392 Dollars and 95 cents is to be paid to and invested for the benefit of such of the Stockbridge and Munsee Tribes of Indians (numbering 342 souls) as remain at their present place of residence at Stockbridge on the east side of Winnebago lake as follows: 6000 Dollars of said sum to be invested by the United States in public stocks at an interest of not less than 5% per annum, as a permanent school fond; the interest of which shall be payd annually to the sachem and counsellors of their tribes, or such other person as they may appoint to receive the same whose receipt shall be a sufficient voucher therefor; and the balance thereof amounting to 4392 Dollars and 95 cents shall be paid to the said sachem and counsellors or to such person as they may appoint to receive the same, whose receipt shall be a sufficient voucher therefor.

Art. 5. The moneys herein secured to be paid by the United States to the Stockbridge and Munsee tribes, amounting in all to 23040 Dollars, are to be

1839 paid in manner aforesaid, in one year from the date hereof or sooner if practicable.

Art. 6. It is agreed that an exploring party not exceeding three in number may visit the country west, if the Indians shall consider it necessary, and that whenever those who are desirous of emigrating shall signify their wish to that effect, the United States will defray the expenses of their removal west of the Mississippi and furnish them with subsistence for one year after their arrival at their new homes. The expenses of the exploring party to be borne by the emigrants.

Art. 7. Whereas there are certain unliquidated claims and accounts existing between the emigrating

---

85.

Arrêté de la Diète germanique concernant l'incorporation du duché de Limbourg au territoire de la confédération germanique. En date de Francfort, le 5 Septembre 1839.

(Journal de Francfort 1839 du 6 Novembre Nro 306).

Dix neuvième Séance de la Diète germanique du 5 Septembre 1839.

S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'étant déterminé à faire incorporer au territoire de la Confédération germanique la totalité du duché nouvellement créé de Limbourg, avec une population de 147,527 habitans, en compensation de la partie du grand-duché de Luxembourg, cédée à la Belgique par l'art. II du traité conclu à Londres le 19 avril dernier, la Diète reconnaît avec satisfaction que cette mesure répond à la condition explicite de laquelle elle avait, par arrêté, pris dans sa treizième séance de l'année 1836, fait dépendre son consentement à la cession d'un territoire qui jusqu'ici avait fait partie de la Confédération.

Si la Confédération germanique doit par conséquent considérer désormais le duché de Limbourg comme partie intégrante du territoire fédéral, tous les droits

party and those who remain where they now are, 1839
which it is now impossible to liquidate and adjust; it is hereby agreed that the same shall be submitted to the agent of the United States who shall be appointed to make the payments under this Treaty, and that his decision shall be final thereon.

In witness whereof we have hereunto set our hands and seals this 3d September 1839.

ALBERT GALLUP (L. S.)
Commiss. on the part of the United States.
(Suivent les signatures des Indiens et des témoins).

La ratification de ce Traité par le Président des Etats-unis (M. VAN BUREN) est datée de Washington, le 16 Mai 1840.

85.

Beschluss der deutschen Bundesversammlung in Betreff der Einverleibung des Herzogthums Limburg in das deutsche Bundesgebiet. Datirt Frankfurt a. M., den 5ten September 1839.

(Frankfurter Oberpostamtszeitung v. 6. November 1839).

Neunzehnte Sitzung des deutschen Bundestags v. 5ten September 1839.

Die Bundesversammlung erkennt mit Befriedigung in der von Seiner Majestät dem König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, gefassten Entschliessung, an die Stelle des durch den Artikel II. des zu London am 19. April l. J. abgeschlossenen Staatsvertrages an Belgien abgetretenen Gebiets im Grossherzogthum Luxemburg mit dem ganzen, eine Bevölkerung von 147,527 Seelen in sich begreifenden, neu gebildeten Herzogthum Limburg dem deutschen Bunde beizutreten eine genügende Erfüllung derjenigen Bedingung, unter welcher allein der deutsche Bund, vermöge des in der 13. Sitzung vom Jahr 1836 gefassten Beschlusses, zu der Abtretung eines bisher demselben einverleibten Gebiets seine Einwilligung geben zu wollen, erklärt hat. Sowie daher der deutsche Bund von nun an das Herzogthum Lim-

1839 et prérogatives dont le grand-duché de Luxembourg avait joui à lui seul jusqu'à présent, seront réservés au grand-duché actuel de Luxembourg et au duché de Limbourg, pris collectivement.

Pour ce qui concerne la participation proportionnelle aux prestations en troupes et en numéraire, fixée par la matricule, les proportions respectives se trouvant être, d'après les lois organiques de la Confédération, déterminées par les déclarations que font les Etats fédéraux de leurs populations respectives, la matricule fédérale sera rectifiée conformément aux déclarations faites à ce sujet par S. M. le Roi grand-duc le 16 août dernier.

Les assurances données en outre par S. M., que la parité qui existera entre le royaume des Pays-Bas et le duché de Limbourg, à l'égard de la constitution régissant ces pays, et à l'égard de leur administration, n'apportera aucune entrave à l'exécution des lois fédérales dans le duché de Limbourg, — offrent à la Diète la plus sûre garantie que la sagesse de S. M. le Roi saura prendre les mesures convenables pour prévenir les inconvéniens qui pourraient naître de cet état de choses.

La Confédération se fera un devoir, et s'empressera de répondre aux sentimens bienveillans d'amitié, et aux dispositions de bon voisinage que S. M. lui a également, en sa qualité de Roi des Pays-Bas, manifestées à l'occasion d'une affaire si importante pour toute l'Allemagne.

86.

Convention postale entre la Belgique et les Pays-Bas, signée à Anvers, le 6 septembre 1839.

Nous, soussignés, de Meren (Ferdinand-Antoine-Paul-Joseph-Richard), directeur comptable des postes dans la province d'Anvers, et Hachmeester-Eckhout (Jean-Guillaume), inspecteur-général des postes des Pays-Bas, chevalier de l'ordre du Lion-Neerlandais, chargés des pleins pouvoirs de nos administrations respectives et réunies à Anvers, à l'effet de régler provisoirement l'échange des correspondances entre la Belgique et les

burg als zum Bundesgebiete gehörig betrachten wird, 1839
so bleiben auch dem nunmehrigen Grossherzogthum Luxemburg und Herzogthum Limburg kollektiv alle diejenigen Rechte und Vorzüge vorbehalten, welche bisher mit dem Grossherzogthum Luxemburg allein verbunden waren. Belangend das matrikularmässige Verhältniss für Mannschaftsstellung und für Geldleistungen, so ist dasselbe verfassungsmässig durch die von den Bundesgliedern angegebne Volkszahl bedingt, und es wird daher nach dem von Sr. Majestät dem König Grossherzog in der Erklärung vom 16. August l. J. angegebenen Zahlenverhältniss die Bundesmatrikel berichtigt werden. Die Bundesversammlung findet übrigens in der Erklärung Sr. Maj., dass, unbeschadet der mit dem Königreich der Niederlande gleichen Verfassung und Verwaltung des Herzogthums Limburg, die Anwendung der Bundesgesetze auf das Herzogthum Limburg in keiner Weise beeinträchtigt werden solle, die sicherste Bürgschaft dafür, dass die Weisheit Sr. königl. Majestät Massregeln treffen werde, welche geeignet sind, den Unzukömmlichkeiten vorzubeugen, die sonst möglicherweise aus diesen Verhältnissen entstehen könnten. Die bei diesem für ganz Deutschland wichtigen Anlasse auch in der Eigenschaft als König der Niederlande dem deutschen Bunde kundgegebenen wohlwollenden Gesinnungen von Freundschaft und nachbarlicher Zuneigung zu jeder Zeit zu erwiedern, wird der Bund sich stets so bereit als verpflichtet finden.

Pays-Bas, d'une manière conforme aux intérêts des deux pays, en attendant qu'il soit conclu un traité définitif, sommes convenus des articles suivans:

Art. 1er. Il y aura échange journalier de correspondance entre la Belgique et les Pays-Bas, tant pour les lettres, échantillons de marchandises et imprimés de toutes espèces, des deux pays, que pour les objets de même nature originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire.

Il est bien entendu toutefois que la stipulation qui précède n'infirme en aucune manière le droit que peut avoir l'un ou l'autre des deux offices de ne pas effectuer sur son propre territoire le transport de ces jour-

1839 naux, gazettes, imprimés, livres en feuilles ou brochés et autres objets mentionnés dans l'art. 11 ci-après, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois et arrêtés qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation.

Art. 2. L'échange des correspondances ci-dessus désignées aura lieu par les bureaux suivans, savoir:

1° Entre le bureau belge de Bruges et celui des Pays-Bas de l'Ecluse;

2° Entre le bureau belge de Gand et celui des Pays-Bas de Terneusen, avec rapports directs entre Gand et la distribution du Sas, ressortissant au bureau de Terneusen;

3° Entre le bureau belge de St-Nicolas et celui des Pays-Bas de Terneusen, avec rapports directs entre St-Nicolas et la distribution de Hulst, ressortissant au bureau de Terneusen;

4° Entre le bureau belge d'Anvers et celui des Pays-Bas de Bergen-op-Zoom;

5° Entre le bureau d'Anvers et celui des Pays-Bas de Bréda;

6° Entre le bureau belge de Turnhout et celui des Pays-Bas de Tilbourg;

7° Entre le bureau belge de Peer et celui des Pays-Bas d'Eyndhoven;

8° Entre le bureau belge de Maeseyk et ceux des Pays-Bas de Ruremonde, Sittard et Maestricht;

9° Entre le bureau belge de Tongres et celui des Pays-Bas de Maestricht;

10° Entre le bureau belge de Liége et celui des Pays-Bas de Maestricht, avec rapports directs entre Maestricht et la distribution de Visé, ressortissant au bureau de Liége.

L'échange entre les bureaux d'Anvers et de Bergen-op-Zoom, et entre ceux de Turnhout et Tilbourg, pourra cependant être différé jusqu'à ce que la nécessité en aura été mieux reconnue par les deux administrations.

Art. 3. Le mode de transport des dépêches et les heures de départ et d'arrivée des courriers réciproques entre les divers bureaux d'échange sont fixés comme il suit:

Service entre Anvers et Bréd: malle-estafette à deux colliers.	Départ d'Anvers à 6 h. 30 m. du soir.

Trajet en 3 heures 1/4.	Départ de Bréda à 5 h. 40 m. du matin.	1839
Service entre Bruges et l'Ecluse, à cheval ou en cariole.	Depart de Bruges à 6 h. du matin.	
Trajet en 2 heures.	Id. de l'Ecluse à 2 h. du soir.	
Service entre Gand et la distribution du Sas, en coïncidence avec celui du Sas au bureau de Terneusen, à cheval ou en cariole.	Départ de Gand à 2 h. du soir.	
	Id. du Sas à 9 h. du matin.	
Trajet en 2 heures 1/2.		
Service entre St-Nicolas et la distribution de Hulst, en coïncidence avec celui de Hulst au bureau de Terneusen.	Départ de St-Nicolas à 6 h. du matin.	
	Id. de Hulst à 11 h. 30 m. du matin.	
Service à pied en 3 heures.		
Service entre Peer et Eyndhoven, en coïncidence avec celui de Peer à Hasselt.	Départ de Peer à 11 h. du matin.	
Service à pied en 6 heures.	Id. d'Eyndhoven à 4 h 30 m. du matin.	
Service entre Maeseyk et Buchten (où il sera établi un entrepôt aux frais de l'office néerlandais), en communication avec les courriers de Maestricht, Sittart et Ruremonde.	Départ de Maeseyk à 7 h. du soir.	
	Id. de Buchten à 4 h. du matin.	
A pied en 1 heure 1/2.		
Service entre Tongres et Maestricht, en cariole.	Départ de Tongres à 4 h. du matin.	
En 1 heures 5/4.	Id. de Maestricht à 5 h. du soir.	
Service entre Liége et Maestricht, à cheval ou en cariole.	Départ de Liége à 2 h. du soir..	
En 3 heures au plus.	Id. de Maestricht à 5 h. du matin.	

Le mode des services entre Anvers et Bergen-op-Zoom, et entre Turnhout et Tilbourg, sera déterminé d'accord entre les deux administrations, lorsqu'elles jugeront convenable de les établir.

Dans le cas où l'expérience démontrerait l'utilité de

1839 changer les heures d'expédition fixées ci-dessus, les deux offices se concerteront à cet effet, en cherchant toutefois à éviter autant que possible tout dérangement préjudiciable dans la coïncidence des services intérieurs.

Art. 4. La correspondance sera dirigée par la voie qui offrira le plus de célérité: à cet effet, les deux offices arrêteront, de commun accord et avant la mise à exécution du présent arrangement, la direction qui devra être donnée aux correspondances d'un pays pour l'autre.

Art. 5. La reconnaissance des dépêches aura lieu aux points d'échange: le même courrier devra les accompagner d'un bureau frontière à l'autre.

Art. 6. Les dépenses du transport des dépêches entre les divers points d'échange, y compris celles des malles-estafettes et du courrier à employer entre Anvers et Bréda, seront supportées par moitié entre les deux offices. A cet effet, celui des deux offices qui acquittera la totalité des frais sur un point quelconque, devra fournir à l'autre un double du marché conclu pour cet objet avec l'entrepreneur.

Art. 7. L'envoi des lettres de Belgique pour les Pays-Bas, ou des Pays-Bas pour la Belgique, pourra avoir lieu: 1° en laissant le port entier à la charge des destinataires; 2° en payant le port d'avance jusqu'à destination; 3° en n'acquittant ce port que jusqu'à la frontière du pays auquel les lettres sont destinées.

Art. 8. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif stipulé par l'article précédent, en faveur des lettres ordinaires des deux pays, sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

Art. 9. Les échantillons de marchandises qui seront envoyés d'un pays pour l'autre, affranchis, ou non affranchis, jouiront de part et d'autre des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et règlemens des deux pays.

Art. 10. Il pourra être envoyé d'un pays pour l'autre des lettres dites chargées. Le port en sera double de celui des lettres ordinaires, et il devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Art. 11. Les journaux, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papier de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront envo-

yés sous bandes de Belgique pour les Pays-Bas, ou des 1839
Pays-Bas pour la Belgique, ne pourront être affranchis que jusqu'à destination.

En cas d'affranchissement, l'office de Belgique bonifiera à celui des Pays-Bas:

1° Pour les journaux, un cent par journal;

2° Pour les autres imprimés de toute nature, deux cents par feuille ou fraction de feuille, quelle qu'en soit la dimension.

De son côté, l'office des Pays-Bas bonifiera à celui de la Belgique:

1° Pour les journaux, deux centimes par journal;

2° Pour les autres imprimés, quatre centimes par feuille ou traction de feuille de toute dimension.

Art. 12. Les taxes revenant à chacun des deux offices sur les lettres envoyées de Belgique pour les Pays-Bas, ou des Pays-Bas pour la Belgique, seront bonifiées de part et d'autre d'après les tarifs, progressions, poids et règlemens en vigueur dans le pays auquel la bonification devra être faite.

Il sera tenu compte à l'office de Belgique de la taxe supplémentaire d'un décime, à laquelle sont assujéties en Belgique les lettres originaires ou à destination d'une commune où il n'existe pas d'établissement de poste.

Réciproquement l'office belge tiendra compte à celui des Pays-Bas d'une taxe supplémentaire et fixe de cinq cents, sur les lettres non affranchies originaires des communes néerlandaises où un service rural sera organisé, ainsi que sur les lettres qu'il lui remettra affranchies à destination des mêmes communes.

Art. 13. Chaque office touchera à son profit la totalité de la taxe des lettres de l'un pour l'autre bureau frontière, dites lettres locales.

L'office qui aura perçu l'affranchissement de ces lettres en bonifiera le port entier à l'office auquel il les transmettra.

Lorsque les bureaux frontières respectifs ne seront pas éloignés de plus de 30 kilomètres, cette correspondance ne sera frappée que d'une taxe de vingt centimes ou dix contièmes de florin, tandis qu'elle subira une taxe de trente centimes ou quinze centièmes de florin lorsque lesdits bureaux d'échange seront éloignés de plus de 30 kilomètres.

1839 Pareillement la taxe des lettres provenant d'un bureau frontière pour d'autres destinations que le bureau frontière opposé par lequel ces lettres sont dirigées, ainsi que la taxe des lettres nées dans les bureaux de l'intérieur de l'un des deux offices et destinées pour les bureaux frontières de l'autre office auquel elles sont transmises directement, sera portée à dix ou vingt centimes (cinq ou dix centièmes de florin), pour le seul parcours entre les deux points d'échange, selon que la distance qui les sépare s'élève à plus ou moins de 30 kilomètres.

Art. 14. Les lettres de Belgique à destination des possessions des Pays-Bas aux Indes seront assujéties à un affranchissement obligatoire jusqu'au port d'embarquement (le Helder).

Pareillement les deux offices auront la faculté de se livrer affranchies jusqu'aux ports d'embarquement désignés sur les adresses des lettres à destination des pays d'outre-mer, que le public désirerait expédier par les occasions qu'offriront les navires en partance dans les deux pays.

Art. 15. La taxe à appliquer aux correspondances étrangères transitant à découvert par la Belgique pour les Pays-Bas, ou par les Pays-Bas pour la Belgique, se composera du port interne du pays parcouru et du remboursement fait aux offices étrangers.

Art. 16. Les journaux et imprimés de toute nature originaires des Etats étrangers, transitant par les Pays-Bas pour la Belgique, ou par la Belgique pour les Pays-Bas, seront réciproquement livrés à raison d'une taxe d'un décime (cinq cents) par feuille ou fraction de feuille, pour le parcours à l'intérieur, plus le montant du remboursement fait à l'office étranger.

Art. 17. Les lettres mal adressées ou mal dirigées, celles adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et celles adressées à des personnes inconnues, seront, sans aucun délai, renvoyées à l'un des bureaux d'échange de l'office expéditeur pour le prix auquel cet office aura livré ces lettres en compte à l'autre office.

Art. 18. Les tombées en rebut seront renvoyées de part et d'autre, directement d'administration, à la fin de chaque mois; celles de ces lettres qui auront été livrées en compte seront remises pour les prix auxquels

elles auront été originairement livrées par l'office envoyeur à l'office destinataire. 1839

Art. 19. Il ne sera admis à destination de l'un des deux pays aucune lettre, même chargée, qui contiendrait de l'or ou de l'argent monnayé, des bijoux et autres effets précieux, ou tout objet passible des droits de douane.

Art. 20. Dans le cas où quelque chargement viendrait à se perdre, celui des deux offices sur le territoire duquel la perte aurait eu lieu, paiera à l'autre office, à titre de dédommagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le cas, une indemnité de cinquante francs, dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation.

Les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi du chargement; passé ce terme, les deux offices ne seront tenus l'un envers l'autre à aucune indemnité.

Art. 21. Il sera fait usage, de part et d'autre, de timbres propres à désigner les différentes espèces d'affranchissement.

Du côté de la Belgique, les lettres affranchies jusqu'à destination porteront l'empreinte du timbre P. D. (payé, destination), et celles affranchies jusqu'à la frontière, l'empreinte du timbre P. F. (payé, frontière); du côté des Pays-Bas, les lettres affranchies jusqu'à destination porteront l'empreinte du timbre *franco*, et celles affranchies jusqu'à la frontière, l'empreinte du timbre *franco grenzen*.

La taxe des affranchissemens jusqu'à destination sera notée au dos des lettres en deux chiffres (%); le chiffre de dessus représentera le montant du port de l'office qui aura perçu l'affranchissement, et celui de dessous le port de l'office étranger ou destinataire.

Art. 22. Les bureaux frontières respectifs appliqueront sur les lettres distribuables par le bureau frontière correspondant, nonseulement le chiffre des taxes à bonifier d'office à office, mais encore celui des taxes internes et étrangères réunies, telles qu'elles devront être perçues des destinataires.

Afin d'éviter toute confusion dans les chiffres de ces taxes, ceux indiquant la taxe à bonifier seront faits en encre bleue ou rouge, et les autres en encre noire.

Art. 23. Les dépêches que les bureaux d'échange

1839 des deux offices s'expédieront réciproquement, seront accompagnées d'une feuille d'avis qui énoncera les divers articles contenus dans la dépêche: cette feuille d'avis, dont le modèle arrêté est annexé à la présente (sub n° 2), mentionnera en outre l'accusé de réception du dernier envoi reçu du bureau correspondant.

Art. 24. Les courriers chargés d'effectuer le transport des dépêches entre les bureaux frontières des deux pays recevront à chaque expédition une feuille qui mentionnera le nombre et la destination des paquets qui leur seront remis, ainsi que l'heure de départ. Ces feuilles seront signées au bureau frontière destinataire, et seront renvoyées par l'ordinaire suivant au bureau expéditeur, afin de s'assurer réciproquement de l'exécution régulière du service.

Art. 35. Les comptes de la transmission réciproque des correspondances seront dressés tous les mois, et, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par les deux offices, ils seront soldés, à la fin de chaque trimestre, par l'office qui sera reconnu débiteur envers l'autre.

La forme arrêtée pour ces comptes se trouve également annexée à la présente (sub n° 3).

Art. 26. Pour s'assurer réciproquement tous les produits des correspondances d'un pays pour l'autre, les parties contractantes s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que celle de leurs postes respectives.

Art. 27. Le transport des dépêches par estafettes entre les deux pays aura lieu par l'intermédiaire des bureaux frontières respectifs; ces bureaux seront chargés du recouvrement des frais.

Le port revenant soit à l'office destinataire, soit à l'office expéditeur, suivant le cas, sur les lettres envoyées par estafettes, sera porté en compte sur la feuille d'avis de la première dépêche ordinaire du bureau frontière qui aura fait l'expédition.

Art. 28. Le présent arrangement provisoire recevra son exécution à partir du 16 octobre prochain, et restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un traité définitif. Il sera préalablement soumis à l'approbation de MM. les ministres de Belgique et des Pays-Bas, ayant les postes dans leurs attributions.

Ainsi fait et arrêté par les commissaires susnommés, à Anvers, le six du mois de septembre mil huit cent trente-neuf. 1839

(Signé) DE MEREN, HACHMEESTER-EEKHOUT.

(Cette convention a été respectivement ratifiée par les ministres ayant les postes dans leurs attributions; toutefois il a été pris des arrangemens particuliers relativement au décompte entre les deux offices et au transit de paquets clos).

87.

Arrêté du Roi des Pays-Bas, pour déterminer la position de ceux dont la qualité de Néerlandais pourrait être affectée par les Traités du 19 *Avril* 1839. *En date de la Haye, le* 24 *Septembre* 1839.

(Staats-Courant).

Nous GUILLAUME, etc. Vu la nécessité de déterminer la position de ceux dont la qualité de Néerlandais pourrait être affectée par les traités du 19 avril dernier, mais qui maintenant exercent quelque emploi dans les Pays-Bas ou se sont fixés d'une autre manière dans notre royaume ou bien qui désirent s'y établir, en concordance avec l'article XVII du traité avec la Belgique;

Considérant que ces personnes ont un droit acquis pour être regardées, par continuation dans ce cas, comme Néerlandais, et qu'il ne doit pas être porté préjudice à ce droit par les conventions politiques avec la Belgique;

Le conseil-d'état entendu, avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. Ceux dont la qualité de Néerlandais pourrait être affectée par les traités du 19 avril dernier, mais qui maintenant sont revêtus dans les Pays-Bas de quelque emploi civil ou militaire, conservent cette qualité, sans avoir besoin de faire une nouvelle déclaration ou d'obtenir admission de la part du gouvernement des Pays-Bas, excepté en ce qui regarde la conservation de leurs emplois.

2° Ceux qui se trouvent dans la catégorie du préambule de l'art. 1er et qui, sans être revêtus de quel-

3° Toutes les personnes qui [illegible]
[illegible] des deux précédents [illegible]
[illegible] la qualité de Néerlandais et
[illegible] les traités susmentionnés, devr
mettre, en déans les deux années après
de ces traités, une déclaration et nou
permission de s'établir dans les Pays-Ba

Cette demande étant accordée par n
sonnes devront se fixer effectivement,
née, dans ce royaume, et seront tenu
la déclaration et information mentionnées
cédent, en produisant l'autorisation d'éta
nous accordée, qui sera également inscr
gistre. Si l'on ne satisfait pas, dans le
cette exigence, l'autorisation sera cons
périmée.

4° Les délais ci-dessus sont prolo
personnes qui se trouvent ailleurs qu'en
savoir: pour l'Europe, de trois mois; po
l'Afrique, les Indes occidentales et la p
de l'Amérique, de six mois; et pour les
tales et la partie occidentale de l'Amériq
née. Cela est de rigueur, à moins qu
prouver qu'on n'a pu s'annoncer en dé
prolongés. Les personnes qui n'ont pas
ces délais, à cause de minorité, pourront

88.

Traité d'amitié, de navigation et de commerce, conclu à Paris, le 25 septembre 1839, entre la France et la république du Texas.

S. M. le roi des Français et le président de la république du Texas, désirant établir et régler, d'une manière solide, les rapports politiques et commerciaux de la France et du Texas, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de navigation et de commerce, fondé sur l'intérêt commun des deux pays, et destiné à consacrer la reconnaissance formelle, de la part de la France, de l'indépendance de la république du Texas; et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. le roi des Français, le sieur *Jean-de-Dieu Soult*, duc *de Dalmatie*, maréchal et pair de France, grand'croix de son ordre royal de la Légion-d'Honneur, etc., son ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères et président de son conseil des ministres;

Et le président de la république du Texas, le général *James Pinckney Henderson*, citoyen de ladite république;

Et lesdits plénipotentiaires, après avoir vérifié et échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, ont arrêté les articles suivans:

Art. 1er. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre S. M. le roi des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la république du Texas, d'autre part, et entre les citoyens des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux.

2. Les Français et les Texiens jouiront, en leurs personnes et propriétés, dans toute l'étendue des territoires respectifs, des mêmes droits, priviléges, faveurs, exemptions qui sont ou seraient accordés à la nation la plus favorisée. Ils pourront disposer librement de leurs propriétés, par vente, échange, donation, testament, ou de toute autre manière, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ni empêchement. De même, les citoyens de l'un des deux Etats qui seraient héritiers de biens

1839 situés dans l'autre, pourront hériter sans empêchement de ceux desdits biens qui leur seraient dévolus *ab intestat*, et sans être tenus d'acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des cas semblables, par les nationaux eux-mêmes. Ils seront exempts de tout service militaire de quelque nature que ce soit, ainsi que de toutes contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires; et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges ou impôts que ceux qui seront supportés par les nationaux eux-mêmes.

3. S'il arrive que l'une des deux parties contractantes soit en guerre avec quelque puissance que ce soit, l'autre partie défendra à ses nationaux de prendre ou d'accepter des commissions ou lettres de marque pour agir hostilement contre la première, ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses citoyens.

4. Les deux parties contractantes adoptent, dans leurs relations mutuelles, le principe que *le pavillon couvre la marchandise.*

Si l'une des deux parties reste neutre, l'autre étant en guerre avec une puissance tierce, les marchandises couvertes du pavillon neutre seront aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre partie contractante.

Il est également entendu que la neutralité du pavillon assure aussi la liberté des personnes, et que les individus appartenant à une puissance ennemie, qui seraient trouvés à bord d'un bâtiment neutre, ne pourront pas être faits prisonniers, à moins qu'ils ne soient actuellement engagés au service de l'ennemi.

En conséquence de ce principe de l'assimilation du pavillon et de la marchandise, la propriété neutre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée sur ce navire avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on eût connaissance de cette déclaration dans le port d'où le navire est parti.

Les deux parties contractantes n'appliqueront ce principe, en ce qui concerne les autres puissances, qu'à celles qui le reconnaîtront également.

5. Dans le cas où l'une des parties contractantes seraient en guerre avec une autre puissance, et où ses

bâtimens auraient à exercer en mer le droit de visite, 1839
il est convenu que s'ils rencontrent un navire appartenant à l'autre partie demeurée neutre, ils y enverront, dans leur canot, deux personnes chargées de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandans seront responsables de toutes vexations ou actes de violence qu'ils commettraient ou toléreraient en cette occasion.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtimens qui navigueraient sans convoi; il suffira, lorsqu'ils seront convoyés, que le commandant du convoi déclare, verbalement et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'Etat dont il abore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque les navires seront destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

6. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec une puissance tierce, les citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce et leur navigation avec cette même puissance, à l'exception des villes et ports devant lesquels sérait établi un blocus effectif.

Il est bien entendu que cette liberté de commerce et de navigation ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, tels que canons et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipement militaire et tous instrumens quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce appartenant à des citoyens de l'un des deux pays, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par l'autre, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus, par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus; et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé, s'il vient ensuite à se représenter devant le même port pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification en question, laquelle contien-

1839 dra, d'ailleurs, les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

7. Les navires de l'un des deux Etats entrant dans un des ports de l'autre en relâche forcée seront exempts de tous droits, tant pour le navire que pour le chargement, s'ils n'y font aucune opération de commerce, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus long-temps que ne l'exige le motif qui les y aura forcément amenés.

8. Les deux parties contractantes auront le droit de nommer des consuls, vice-consuls et agens consulaires dans toutes les villes ou ports ouverts au commerce étranger. Ces agens n'entreront en fonctions qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial.

9. Les consuls, vice-consuls et agens consulaires respectifs, ainsi que leurs chanceliers, jouiront, dans les deux pays, des priviléges généralement attribués à leurs charges, tels que l'exemption des logemens militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient citoyens du pays, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou, enfin, qu'ils ne fassent le commerce, dans lesquels cas, ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers. Ces agens jouiront en outre de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourront être accordés, dans leurs résidences, aux agens du même rang de la nation la plus favorisée.

10. Les archives et en général tous les papiers des chancelleries des consulats respectifs seront inviolables, et sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

11. Les consuls, vice-consuls et agens consulaires respectifs auront le droit, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires, de remplir, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, en ayant soin de prévenir d'avance l'autorité locale compétente, les formalités nécessaires, dans l'intérêt des héritiers, de prendre en leur nom possession de la succession, de la liquider et

administrer, soit personnellement, soit par des délégués, 1839
nommés sous leur responsabilité.

12. Les consuls, vice-consuls et agens consulaires respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord d'autres bâtimens.

13. Les consuls, vice-consuls et agens consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leurs pays, les matelots qui auraient déserté des bâtimens de guerre ou de commerce appartenant à leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si ledit navire était parti, par copie desdites pièces dûment certifiées par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera de plus donné toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la requête et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agens aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de quatre mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

14. Les navires français arrivant dans les ports du Texas ou en sortant, et les navires texiens, à leur entrée dans les ports de France ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires nationaux.

15. Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays importés directement dans les ports de l'autre, et dont l'origine sera dûment constatée, y paieront les mêmes droits, qu'ils soient chargés sur navires français ou texiens.

De même les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, alloca-

1839 tions et restitutions de droits qui sont ou pourraient être réservées aux exportations faites sur bâtimens nationaux.

16. Les *cotons* du Texas, sans distinction de qualité, paieront à leur entrée dans les ports de France, lorsqu'ils seront importés directement par bâtimens français ou texiens, un droit unique de vingt francs par cent kilogrammes.

Toute réduction de droits qui pourrait être faite par la suite en faveur des *cotons* des Etats-Unis, sera également appliquée à ceux du Texas, gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.

17. A partir de l'échange des ratifications du présent traité, les droits actuellement prélevés au Texas sur les *tissus et autres articles de soie*, ou dont la soie forme la matière principale, provenant des fabriques françaises, et importés directement au Texas par navires français ou texiens, seront réduits de *moitié*.

Il est bien entendu que si le gouvernement texien venait à réduire les droits sur les produits similaires des autres nations, jusqu'à un taux inférieur à la moitié du taux actuellement établi, la France ne pourrait, en aucun cas, être tenue d'acquitter des droits plus élevés que ceux payés par la nation la plus favorisée.

Les droits actuellement établis au Texas sur les *vins et eaux-de-vie* de France, également importés directement par navires français ou texiens, seront réduits, les premiers, de *deux cinquièmes*, les seconds, d'*un cinquième*.

Il est entendu que, dans le cas où le gouvernement texien jugerait à propos de diminuer, par la suite, les droits actuels sur les vins et eaux-de-vie provenant des autres pays, une réduction correspondante sera faite sur les vins et eaux-de-vie de France, gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.

18. Les habitans des colonies françaises, leurs propriétés et navires jouiront, au Texas, et réciproquement les citoyens du Texas, leurs propriétés et navires jouiront, dans les colonies françaises, des avantages qui sont ou seront accordés à la nation la plus favorisée.

19. Les stipulations du présent traité sont perpétuelles, à l'exception des articles 14, 15, 16, 17 et 18,

dont la durée est fixée à *huit années*, à partir du jour 1839
de l'échange des ratifications.

20. Le présent traité sera ratifié de part et d'autre, et les ratifications en seront échangées, à Paris ou à Austin, dans le délai de huit mois, ou plus tôt, si faire se peut *).

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fai à Paris, le 25 septembre 1839.

(L. S.) Mal. Duc de Dalmatie.
(L. S.) J. Pinckney-Henderson.

Articles additionnels.

Art. 1er. La législation française exigeant, comme conditions de la nationalité d'un bâtiment,

Qu'il ait été construit en France;

Que le propriétaire, le capitaine et les trois quarts de l'équipage soient français;

Et le Texas se trouvant, par suite des circonstances particulières où il est placé, dans l'impossibilité de satisfaire aux mêmes conditions, les deux parties contractantes sont convenues de considérer comme navires texiens ceux qui seront, de bonne foi, la propriété réelle et exclusive d'un citoyen ou de citoyens texiens résidant dans le pays depuis deux ans au moins, et dont le capitaine et les deux tiers de l'équipage seront également, de bonne foi, citoyens du Texas.

2. Il est entendu que si le gouvernement texien croit devoir, par la suite, diminuer les droits actuellement existans sur *les soieries*, il laissera subsister, entre les tissus et marchandises de soie venant de pays situés au-delà du cap de Bonne-Espérance et les produits similaires provenant d'autres pays, une différence de *dix pour cent* au profit des derniers.

3. Les présens articles additionnels auront, pour huit années, la même force que s'ils avaient été textuellement insérés dans le traité de ce jour.

Ils devront être également ratifiés de part et d'autre, et les ratifications échangées en même temps que celles du traité.

Fait à Paris, le 25 septembre 1839.

(L. S.) Mal. duc de Dalmatie.
(L. S.) J. Pinckney-Henderson.

*) Les ratifications de ce traité ont été échangées à Austin le 14 fév. 1840.

89.

Circulaire de la Direction des douanes en France du 30 Septembre 1839, relative au retablissement des relations commerciales de la France avec le Mexique.

Une ordonnance royale du 14 août dernier, insérée au Bulletin des lois du 17 du même mois, n° 674, a publié le traité de paix et d'amitié conclu à la Vera-Cruz, le 9 mars précédent, entre la France et la république du Mexique.

L'article 3 de ce traité porte qu'en attendant que les deux parties puissent conclure entre elles un traité de commerce et de navigation qui règle d'une manière définitive, et à l'avantage réciproque de la France et du Mexique, leurs relations à venir, les agens diplomatiques et consulaires, les citoyens de toute classe, les navires et marchandises de chacun des deux pays, continueront de jouir, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques qui sont ou qui seront accordés, par les traités et par l'usage, à la nation étrangère la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec les mêmes compensations si elle est conditionnelle.

Le Mexique ayant, sous la condition de réciprocité, assuré le traitement national aux divers Etats avec lesquels il s'est lié par des traités, la France, qui voulait jouir des mêmes avantages, a dû offrir la même compensation, et assurer dès lors aux Mexicains les immunités énumérées ci-après dont jouissent les regnicoles:

1° Exemption du droit de tonnage et d'expédition, et réduction, aux taux fixés pour les Français, des autres taxes de navigation, telles que droit de permis, d'acquit, de pilotage et de courtage;

2° Affranchissement des surtaxes de navigation pour les produits du sol et de l'industrie du Mexique importés directement en France par ses propres navires;

3° Faculté pour les capitaines et négocians d'agir par eux-mêmes et de présenter en douane leurs mani-

festes, déclarations, etc., dans les limites imposées aux Français; 1839.

4° Enfin, pour les agens consulaires, autorisation d'assister les capitaines de leur nation; de remplir auprès d'eux les fonctions de courtier, de surveiller la police intérieure des navires, et de diriger les opérations relatives au sauvetage des bâtimens naufragés ou échoués.

Ainsi que l'a fait connaître la circulaire n° 1050, relative aux *déclarations* du 8 mai 1837, qui avaient déjà réglé nos relations commerciales avec le Mexique, et qui demeurent en vigueur, il faut, pour qu'un navire soit considéré et traité comme mexicain, qu'il appartienne de bonne foi à des citoyens de cet Etat; que le capitaine et les trois quarts de l'équipage au moins soient originaires du Mexique, ou légalement naturalisés dans ce pays, et qu'il soit de plus muni d'un registre, passeport ou papier de sûreté constatant les faits propres à établir ces justifications.

Quant aux marchandises, elles devront être accompagnées de certificats d'origine délivrés dans la forme indiquée par la circulaire n° 1050, à laquelle je me réfère pour cet objet.

Le Conseiller d'état, Directeur de l'administration,

Signé: Th. Grétrain.

1839

91.

Lettre écrite par M. de Dunin, Archevêque de Gnesen et de Posen, à son départ pour Posen, à Sa Maj. le Roi de Prusse.

(Journal de Francfort. 1839. Nro 308, du 8 Novembre).

Berlin, le 4 Octobre 1839.

Appelé le 14 de mars de cette année à me rendre à Berlin au nom de V. M., j'y suis arrivé le 5 avril, me confiant entièrement à votre parole royale ; j'ai non seulement dans les ouvertures qui m'ont été faites par M. Duesberg, secrétaire-d'état, mais encore dans mes très-humbles requêtes du 9, 16, 19 et 23 avril et du 1er juin de cette année, proposé tous les moyens qui étaient à ma disposition et donné toutes les déclarations qu'il m'a été possible de donner sans blesser ma conscience et violer les préceptes de la religion catholique, et pour terminer l'affaire des mariages mixtes à l'avantage de mon Eglise et à la satisfaction de V. M. Malheureusement mes efforts les plus constans, ma confiance illimitée et mes plus vives espérances ne se sont point réalisés. Au contraire, un rescrit de V. M., en date du 10 de ce mois, m'a annoncé, à ma grande affliction, qu'il ne m'était pas permis de retourner à Posen, attendu que je n'avais pas présenté les propositions qui avaient été exigées de moi. V. M. voudra bien me pardonner si je répète les déclarations que j'ai faites dans ma très-humble requête du 1er juin, savoir: que j'atteste devant Dieu et sur ma parole, que je ne peux, sans blesser ma conscience et sans trahir mon Eglise, les fonctions dont je suis revêtu et ma croyance, indiquer d'autres projets que ceux contenus dans les requêtes ci-dessus indiquées. Comme V. M. fait dépendre mon retour dans le diocèse, qui m'a été confié de conditions moralement impossibles, et qu'ainsi il se trouve renvoyé indéfiniment, que moi de mon côté je ne puis voir avec indifférence le désordre toujours croissant qui règne dans l'administration ecclésiastique

91.

Schreiben gerichtet an Se. Maj. den König von Preussen von dem Hrn. v. Dunin, Erzbischofe von Gnesen und Posen bei seiner Abreise nach Posen.

(Allg. Zeitung 1839 v. 6. Novemb. Nro. 310).

Berlin, am 4ten Oktober 1839.

Im unbegränzten Vertrauen auf Ewr. Maj. königliches Wort: „aus milden und wohlwollenden Rücksichten", durch welches ich am 13. März d. J. nach Berlin berufen worden, bin ich hier am 5. April c. eingetroffen, und habe sowohl in den, mit dem Staatssekretär Düsberg gepflogenen Unterhandlungen, wie auch in meinen allerunterthänigsten Eingaben vom 9., 16., 19. und 23. April und 1. Juni c. alle möglichen, in meiner Befugniss liegenden Mittel vorgeschlagen, und alle, die Erklärungen abgegeben, welche ich, ohne Verletzung meines Gewissens und der katholischen Religionsvorschriften, abgeben konnte, um die Sache der gemischten Ehen zum Besten meiner Kirche, und somit zur Zufriedenheit Ewr. königl. Maj. beizulegen, und baldigst in meiner verwaisten Erzdiöcese zurückzukehren. Leider bin ich nicht so glücklich gewesen, meine eifrigsten Bemühungen, mein unbegränztes Vertrauen und meine feste Hoffnung mit gewünschtem Erfolge gekrönt zu sehen! Vielmehr, zu meiner innigsten Betrübniss, wurde ich unterm 10. c. durch Ewr. königl. Majestät allerhöchste Kabinetsordre dahin beschieden, dass meine Rückkehr nach Posen nicht gestattet werden kann, weil ich die von mir geforderten Vorschläge nicht eingereicht habe. Ew. königl. Maj. geruhen allergnädigst zu verzeihen, wenn ich nicht wage, Allerhöchstdenselben das zu wiederholen, was ich in meiner allerunterthänigsten Eingabe vom 1. Juni c. erklärt habe: dass ich vor Gott und meinem Gewissen keine andern Projekte, ausser den, in meinen vorerwähnten allerunterthänigsten Eingaben enthaltenen anzugeben weiss und anzugeben vermag, sonst müsste ich mein Gewis-

1839 de mon diocèse, je me suis vu dans la nécessité de partir hier pour Posen, et de reprendre la direction du troupeau commis à ma garde.

En prenant la respectueuse liberté d'instruire V. M. de cette démarche, faite par moi à l'exemple des apôtres St-Pierre, St-Paul et de plusieurs autres évêques des premiers siècles de l'Eglise, j'ose concevoir l'espérance que la justice, si connue de V. M., me laissera remplir en toute tranquillité mon ministère ecclésiastique, et ne permettra pas que la liberté garantie par V. M. à l'exercice de la religion catholique soit troublée ou inquiétée en aucune manière. Je suis avec le plus profond respect de V. M. le très-humble et très-dévoué serviteur.

92.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, fait entre la Belgique et le Bey de Tunis, par l'entremise du Sr. J. B. d'Egremont, Consul-général de la Belgique pour la Régence de Tunis et revêtu à cet effet des pleins pouvoirs nécessaires par lettre du Roi des Belges, en date du 25 Juin 1839. Signé à Tunis. le 14 Octobre 1839.

(Publication officielle faite en Belgique).

Art. 1. Il y aura désormais amitié perpétuelle entre les Etats et sujets de Sa Maj. le Roi des Belges et les Etats et sujets de Son Altesse le Bey de Tunis.

Art. 2. Il sera donné un signal ou passeport à tous les bâtimens appartenant aux deux hautes parties contractantes, par lequels ils pourront se reconnaitre mutuellement lorsqu'ils se rencontreront en mer: Et si le commandant d'un vaisseau de guerre, appartenant à une des hautes parties, a d'autres bâtimens sous son convoi, la déclaration du commandant suffira seule pour les exempter de toute recherche.

sen verletzen, meine Kirche und mein Hirtenamt verrathen, und meinem Glauben abtrünnig werden. Da nun Ewr. königl. Maj. allerhöchste Erwartung von neuen Vorschlägen, meine Rückkehr in die mir anvertrauten Diöcesen von moralisch unmöglichen Bedingungen abhängig macht, und sie dadurch in die entfernteste, unabsehbare Zukunft stellt, ich aber, auf die Verwirrung in der geistlichen Administration meiner Diöcesen, welche je länger je höher gesteigert werden muss, keinesweges mit Gleichgültigkeit zuschauen darf, so bin ich dadurch in meinem Gewissen genöthigt worden, am gestrigen Tage Berlin zu verlassen und nach Posen abzureisen, um dort, meinem Hirtenamte gemäss, die mir vom Heilande anvertrauten Schaafe zu weiden. Indem ich Ewr. königl. Maj. von diesem meinem Schritte, welchen ich nach dem Beispiele des heiligen Apostelfürsten Petrus, des grossen Weltapostels Paulus und vieler heiligen Bischöfe der ersten christlichen Jahrhunderte gethan habe, die allergehorsamste Anzeige zu machen mir erlaube, hege ich die grösste Hoffnung, dass das Allerhöchste königliche Werk der „milden und wohlwollenden Rücksichten", welches mich nach Berlin berufen hat, und die weltgepriesene Gerechtigkeit Ewr. kgl. Maj., mir jetzt, aus reinem Amtseifer und strenger Gewissenspflicht nach Posen zurückkehrendem, zu Theil werden und nicht zugeben wird, dass ich in meinem Hirtenamte, und die katholische Kirche meiner Diöcesen in ihrer von Ewr. k. Maj. garantirten Freiheit der Lehre und Ausübung der Glaubenssätze und Religions-Vorschriften, auf irgend eine Weise gestört oder gehindert werde. In tiefster Ehrfurcht ersterbe ich Ewr. königl. Maj. terugehorsamst. 1839

En outre il est convenu que si une recherche à bord doit avoir lieu, elle se fera en envoyant une chaloupe avec deux ou trois hommes seulement, et s'il se tire quelque coup ou qu'il se fasse quelque dommage, sans qu'on y ait donné lieu, la partie qui aura fait l'offense, procurera l'indemnité de tous les dommages.

Art 3. Il est convenu que les sujets belges pourront trafiquer librement avec les Tunisiens en payant les droits établis; qu'ils pourront acheter d'eux ou leur vendre, sans empêchement, toutes marchandises, dont

pour les navires, -
avantages seront a
mation du Consul
l'importation du
l'objet de prévilèg

Art. 4. Les
ront tels interprèt
ster dans leurs af
cun Capitaine de
plus long-temps q
personnes emploj
quelque autre tr
taux usité, ni plu

Art. 5. Les
tractantes arrivan
appartenant à l'au
port, ou après y
cune partie de le
tir et de poursuî
droits que n'en
tions amies.

Art. 6. Auc
port, sous quelc
obligé de prendr
tement du capita
convenir du fret
barguera.

elgique pourrait être en guerre, n'obtiendra la per- 1839
ission de le suivre ou de l'attaquer.

Il en sera de même en Belgique pour les navires nissiens.

Art. 8. Lorsqu'un vaisseau de guerre de l'une des utes parties contractantes entrera dans le port de utre et saluera, le salut lui sera rendu avec un nom- e égal de coups, ni plus ni moins.

Art. 9. Le bey ayant à jamais aboli dans ses Etats sclavage, tout sujet belge qui, par hasard, s'y trou- rait encore en état d'esclavage, sera immédiatement is en liberté. Il en sera de même des sujets belges ui, ayant été faits esclaves dans d'autres pays, se trou- raient sur le territoire de la régence.

Le bey ne pourra non plus retenir dans son pays n sujet belge quelconque contre son propre gré, sauf cas d'un délit commis et prouvé ou de dettes con- atées devant le consul.

Art. 10. Le consul belge peut établir dans les orts de la régence de Tunis le nombre de vice-con- ls ou agens consulaires nationaux qu'il voudra pour assister les négocians, les capitaines et matelots en ut ce dont ils pourront avoir besoin, entendre leurs fférends, et décider des cas qui pourront survenir tre eux, sans qu'aucune autorité du pays puisse ja- ais les en empêcher.

La position du consul, des vice-consuls, agens et toutes personnes belges sera réglée d'après ce qui pratique à l'égard des consuls des nations les plus vorisées.

Art. 11. Le consul belge pourra choisir ses drog- ans à son gré et volonté avec l'approbation du bey, son altesse les lui changera toutes les fois qu'il vou- a, s'ils ne lui conviennent plus.

Art. 12. Le bey, voulant se conformer aux usa- s des autres nations, déclare renoncer et il renonce, l'avenir, à tout présent, donatif, ou autres redevan- s quelconques, sous quelque dénomination que ce it, et notamment à l'occasion de la conclusion d'un uité ou lors de l'installation d'un nouveau consul, ce-consul ou agent consulaire.

Art. 13. Si quelque sujet belge contracte des det- s ou des engagemens, le consul n'en sera responsable aucune façon, à moins qu'il n'ait donné une pro-

1839 messe par écrit pour le paiement ou acquit, sans laquelle promesse par écrit l'on ne s'adressera point à lui pour en obtenir la prestation.

Art. 14. S'il arrive quelque différend entre un Belge et un sujet du bey, soit pour affaires commerciales, soit pour toute autre cause, l'affaire sera portée devant son altesse qui en décidera, d'accord avec le consul, conformément à la justice.

Et si quelque délinquant échappe de prison, le consul ne sera pas responsable de sa personne en quelque manière que ce soit.

Art. 15. Si quelques-uns des sujets belges ont un différend ensemble, le consul décidera entre les deux parties. Et toutes les fois que le consul exigera quelqu'aide ou assistance de la part du gouverneur ou officier du bey, pour faire exécuter ses décisions, elle lui sera immédiatement accordée.

Art. 16. Les biens des sujets belges décédés dans les Etats du bey, comme les biens des sujets du bey décédés dans les Etats de sa majesté le roi des Belges, seront remis entre les mains des consuls ou vice-consuls des deux pays respectifs, de la manière la plus prompte et la plus sûre pour être par eux restitués aux héritiers.

Art. 17. Si, à l'avenir, quelques doutes venaient à s'élever sur l'interprétation de quelques-uns des articles du traité susmentionné, il est convenu qu'à Tunis, son interprétation doit être à l'avantage des sujets belges, et en Belgique à celui des Tunissiens.

Art. 18 et dernier. Ce traité continuera d'avoir son entière force, avec l'aide de Dieu, à toute perpétuité, après qu'il aura été ratifié par le gouvernement belge.

Fait et signé en triple expédition, au palais du Bardo, le lundi 7 de la lune chaaban, l'an 1255 de l'hégire, qui correspond au 14 du mois d'octobre de l'an 1839 de l'ère chrétienne.

Le consul-général, plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, J.-B. D'EGREMONT.

(le Traité a été ratifié par le Roi des Belges, le 11 Mars 1840).

93.

Convention entre le gouvernement Belge, représenté par M. le ministre des finances de la Belgique et la direction de la société rhénane des chemins de fer, représentée par M. Hansemann, son vice-président, en vertu de procuration en date du 27 mai 1839.

Signée à Bruxelles, le 18 Octobre 1839.

Art. 1er. La société vend au gouvernement belge quatre mille actions de ladite société rhénane des chemins de fer, de 250 thalers chaque.

2. Le prix de vente de ces actions est stipulé au pair et au cours de fr. 3—75 le thaler (fr. 937—50 par action). La société escompte au gouvernement belge les intérêts desdites actions jusqu'au 30 juin 1843; de sorte que le gouvernement belge n'aura à payer que fr. 837—40 par action, et ainsi, pour prix desdites quatre mille actions, que la somme de fr. 3,349,600.

Par contre, le gouvernement renonce à tous intérêts et dividendes jusqu'à la même époque.

3. Le prix de fr. 3,349,600 sera payé par le gouvernement belge en quatre portions égales de fr. 837,400 chaque, aux époques suivantes: le 1er mars 1840, le 1er janvier 1841, le 30 juin 1841 et le 1er janvier 1842. Il est, en outre, stipulé que ledit gouvernement ne sera obligé d'acquitter le premier terme qu'après que les autres actionnaires auront eu versé 60 p. c. du capital de leurs actions; qu'il ne devra payer le second terme qu'après que les autres actionnaires auront eu versé 80 p. c.; le troisième, seulement après que les autres actionnaires auront en vensé 90 p. c.; finalement, qu'il ne sera tenu d'effectuer son quatrième versement qu'après que les autres actionnaires auront eu versé eux-mêmes le montant intégral de leurs actions.

De plus, avant que le gouvernement belge puisse être tenu à faire les deuxième, troisième et quatrième versemens, la société rhénane devra justifier que les

1839 fonds antérieurement versés ont été appliqués simultanément aux travaux à exécuter de Cologne à Aix-la-Chapelle et d'Aix-la-Chapelle à la frontière belge.

Les paiemens successifs du gouvernement se feront à Bruxelles.

4. Les susdites quatre mille actions seront inscrites dans les registres de la société au nom du gouvernement belge, ou au nom de telles personnes que le gouvernement désignera.

5. Le gouvernement belge se réserve le droit d'envoyer, sur les lieux, une ou plusieurs personnes, qui seront chargées de constater l'état d'avancement des travaux, et de s'assurer de leur bonne exécution.

La direction s'engage à fournir à ces personnes tous les renseignemens qui leur seront nécessaires.

6. La direction de la société s'oblige à prendre, à des établissemens industriels en Belgique, le matériel dont elle aura besoin pour la construction du chemin de fer rhénan, pour autant que ses intérêts le comportent.

6. La présente convention ne sera valable et définitive qu'autant qu'elle sera approuvée par la législature belge, avant le 1er février 1840: elle devra, pour lui être soumise, avoir été ratifiée préalablement, soit par l'assemblée générale des actionnaires de la société, soit par le conseil d'administration seulement, ainsi qu'il sera décidé ultérieurement.

Ainsi fait en double, à Bruxelles, le 18 octobre 1839.

Signé: HANSEMANN. L. DESMAISIÈRES,
Ministre des finances.

Article additionnel.

Le délai fixé par l'art. 7 de la convention qui précède est prorogé au 20 mars prochain.

Le paiement du premier terme se fera dans la huitaine de l'approbation de la convention.

Ainsi convenu et consenti de part et d'autre, et fait en double, à Bruxelles, ce 31 janvier 1840.

La direction du chemin de fer rhénan,

Signé: HANSEMANN. L. DESMAISIÈRES.
HAUCHECORNE, directeur spécial.

[illegible] Attendu que,

[illegible] Si, dans la convention du 18 octobre 1839, il est

dérogé aux art. 14, 15, 16, 19 et 20 des statuts de la société, en ce qui concerne les paiemens à faire et l'escompte des intérêts des actions; 1839

Il y est suppléé par la convention en date du 28 Octobre 1839, en vertu de laquelle les maisons de banque. J. D. Herrstatt, Sal, Oppenheim jun. et comp. et J. H. Stein se sont engagées à effectuer au lieu et place du gouvernement belge lesdits payemens aux époques et dans les termes préscrits par les statuts.

Le conseil d'administration (de la société rhénane des chemins de fer à Cologne) déclare qu'il a les pouvoirs nécessaires pour ratifier et ratifie par les présentes ladité convention du 18 Octobre 1889, dressée à Bruxelles entre M. le Ministre des finances de la Belgique, au nom du gouvernement belge, et M. Hansemann, au nom de la direction de la société rhénane du chemin de fer.

Fait á Cologne, le 29 Octobre 1839.

(Suivent les Signatures des membres du conseil d'administration de la société rhénane de chemins de fer).

(Le Roi des Belges a approuvé cette convention du 18 Octobre 1839, par une loi sanctionnée à Paris le 1er Mai 1840, sous la réserve qu'outre les obligations qui y sont stipulées, la société rhénane à Cologne s'engagera à achever la section du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à la frontière belge, le plus tôt possible sans qu'elle puisse recourir à une nouvelle demande de fonds à la charge du trésor belge, la direction de cette Société devant, pour l'achèvement de tous les travaux et l'établissement du matériel, se contenter de l'exécution franche et loyale de la dite convention).

94.

Décret de la Republique de Bolivie du 27 octobre 1839, prohibant l'importation de divers objets fabriqués.

(Journal général de commerce).

José Miguel de Velasco, président provisoire de la république, etc.

Considérant que le congrès constituant, en sanc-

1839 tionnant la loi du 18 du courant qui défend l'importation sur le territoire de la république, des articles dont l'entrée nuit à l'industrie nationale, a autorisé le gouvernement à désigner les articles sur lesquels devait porter l'interdiction :

Je décrète:

Art. 1er. A partir du 1er novembre 1840, seront prohibés à l'entrée sur le territoire de la république, les produits de fabrication étrangère qui suivent:

Les tissus dits *tocujos* (calicots écrus).

Les selles de cheval.

Les chaussures d'hommes.

Les vêtemens confectionnés (ropa cosida).

Les chapeaux de feutre ou de soie (de lana ò seda).

Art. 2. Le ministre secrétaire d'état est chargé de l'impression, de la publication et de l'exécution du présent décret.

Fait au palais du gouvernement dans la capitale de Sucré, ce 27 octobre 1839.

Signé: J. M. DE VELASCO.

95.

Réglements de la Belgique publiés au mois d'Octobre 1839 *pour l'exécution de l'art.* 9 *du Traité du* 19 *Avril* 1839.

I.

Réglement provisoire pour l'exécution de l'art. 9 *du traité du* 19 *avril* 1839, *relativement au pilotage.*

Les commissaires belges et les commissaires néerlandais, réunis à Anvers pour l'exécution des dispositions de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. Provisoirement et jusqu'à ce qu'un règlement définitif sur la matière ait été adopté, celui des deux pays qui, conformément à l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, établira de nouveaux services de pilo-

tage, soit dans le cours de l'Escaut, soit à ses embou- 1839
chures, en fera la notification au gouvernement de l'autre. Il lui donnera en même temps connaissance des marques distinctives tant des bateaux que des pilotes employés à ces services, et de tout ce qui pourra les faire reconnaître et respecter par le gouvernement à qui la notification aura été faite.

2. Le gouvernement de chaque pays fera de même notifier au gouvernement de l'autre pays, si des pilotes de ses stations, non situées sur l'Escaut ou à ses embouchures ont été admis par lui à piloter, soit de la mer dans l'Escaut, soit de l'Escaut dans la mer, et commissionnés comme tels. Il fera connaître, en même temps, quel signe il aura adopté pour indiquer les bâtimens qui seront pourvus d'un semblable pilote, comme aussi la marque distinctive du pilote lui-même.

3. Les deux gouvernemens s'engagent à prendre réciproquement les mesures nécessaires pour s'assurer de la capacité des personnes auxquelles ils confient les fonctions de pilote sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures.

4. Tout navire sera tenu de prendre un pilote de l'une ou de l'autre nation. Si un capitaine parvenait néanmoins à se soustraire à cette obligation, il n'en devra pas moins les droits de pilotage, dus conformément aux règlemens de chaque pays. Dans ce cas, ces droits seront partagés par moitié entre les administrations de pilotage des deux pays.

5. Sont dispensés de prendre un pilote:

1° Les bâtimens de guerre;

2° Les bâtimens de mer ayant un tirant d'eau de moins de 15 décimètres;

3° Les bateaux employés à la pêche ou au transport du poisson frais ou salé.

6. Le présent règlement ne sera mis à exécution qu'après approbation des gouvernemens respectifs auxquels il sera soumis sans délai.

Vu pour être annexé au procès-verbal n° 30 de la séance du 23 octobre 1839.

(Signé) Ch. Rogier. Lespirt. Cateaux-Wattel.
L. Jacobs. Belpaire. E. de Cuyper, secrét.
(Signé) Copes van Hasselt. Boeye. Van de Velde.
H.-A. van Karnebeek. C. Leclercq, sécret.

1839

II.

Règlement provisoire pour l'exécution de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, relativement à la surveillance commune.

Dans le but de faciliter l'exécution des stipulations du § 2 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, conclu entre sa majesté le roi des Belges et sa majesté le roi des Pays-Bas, et en attendant le règlement à intervenir, la commission mixte est convenue provisoirement des dispositions suivantes :

Art. 1er. La surveillance commune, ainsi qu'elle se trouve définie au § 2 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, sera applicable tant à ce qui existe qu'à ce qui sera établi ultérieurement, et aura lieu, soit conjointement, soit séparément, par les commissaires institués à cette fin et de la manière déterminée ci-après.

2. Les commissaires se réuniront au moins une fois par trimestre, alternativement à Anvers et à Flessingue. Ces réunions auront lieu à des jours convenables et à déterminer entre eux d'un commun accord. Elles auront principalement pour but l'inspection générale tant des bouées, balises et passes navigables que des services de pilotage dans les limites tracées par les art. 3 et 4 ci-après. Dans ces réunions, les commissaires arrêteront en commun toutes les mesures que l'intérêt de ces divers services pourra réclamer, en tant que ces mesures rentrent dans le cercle de leurs attributions. Si elles excédent leurs pouvoirs, il en sera par eux référé à leur gouvernement respectif.

Outre ces réunions périodiques, les commissaires de l'un et de l'autre pays pourront, lorsqu'ils le jugeront utile, provoquer d'autres assemblées qui se tiendront aussi alternativement à Anvers et à Flessingue; dans ce cas, ils seront tenus de se convoquer réciproquement huit jours à l'avance, en faisant connaître le but et les motifs de la réunion.

3. Les deux gouvernemens s'étant engagés à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures, et à y placer et y entretenir les balises et bouées nécessaires, chacun pour sa partie du fleuve, les commissaires, dans leurs inspections à faire toutes les fois qu'ils le trouveront convenable, soit conjointe-

ment, après s'être concertés à cet effet, soit individuel- 1839
lement, observeront avec soin tous les changemens qui pourraient s'être opérés dans les fonds et passes ordinaires, en examinant si, par suite de ces changemens, les bouées et balises se trouvent encore placées convenablement et en nombre suffisant. Ils s'assureront également si, par d'autres causes, des bouées ou balises ne se trouvent plus à leur place, ou pourraient être mieux et plus sûrement établies. Au cas où les commissaires des deux gouvernemens se trouvent réunis, il sera dressé procès-verbal en double expédition du résultat de leur inspection, et s'il y a lieu, ils y consigneront leurs propositions relatives aux améliorations à introduire dans ce service, après avoir, pour autant que de besoin, consulté à cet égard les chefs ou les pilotes les plus expérimentés de l'un et de l'autre pilotage.

En cas de desaccord entre les commissaires des deux gouvernemens sur leur manière de voir, ainsi que sur les mesures à prendre, il sera fait mention au procès-verbal de l'opinion des uns et des autres. S'il est reconnu urgent de prendre des mesures par les commissaires du gouvernement auquel incombe l'obligation d'entretenir les bouées et balises, ils auront soin d'y faire procéder le plus promptement possible, soit par l'administration du pilotage appartenant audit gouvernement, soit par l'entrepreneur du balisage. S'il n'y a point d'urgence, les commissaires en référeront respectivement à leur gouvernement.

Les commissaires des deux gouvernemens, dans leurs inspections individuelles, trouvant quelque dérangement dans le balisage ou des changemens dans les fonds et passes navigables, en informeront sans délai leurs collègues respectifs et, si besoin est, se réuniront, afin de reconnaître le fait signalé et d'agir de concert pour les mesures à prendre, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus et dans l'article 2.

4. La surveillance commune du pilotage ne s'étendra pas audelà du service actif des pilotes. En conséquence, cette surveillance aura seulement pour but de s'assurer que les pilotes de l'un et de l'autre gouvernement remplissent leurs devoirs conformément aux dispositions réglementaires communes aux deux pays.

Les commissaires s'entendront, en outre, dès à pré-

1839 sent, pour faire conjointement, lorsqu'il sera jugé convenable, les enquêtes nécessaires à l'effet, s'il y a lieu, de constater l'inconduite, les négligences, l'impéritie et les délits ou toutes autres contraventions aux règlemens des pilotes dans l'exercice de leurs fonctions; et il en sera dressé procès-verbal en y consignant, s'il y a lieu, les dépositions des témoins sur les faits à constater. Si ces faits sont de nature à n'attirer aux pilotes qu'une punition disciplinaire, les commissaires de leur nation auront soin qu'il en soit fait l'application par l'administration du pilotage auquel appartiennent ces pilotes. Si, au contraire, la punition des délits ou contraventions excède le pouvoir ou la compétence de ladite administration, il en sera référé par elle à son gouvernement.

Les commissaires de l'un ou de l'autre gouvernement ayant pris isolément connaissance d'un manquement ou fait quelconque contre les devoirs des pilotes qui n'appartiennent point à leur nation, après avoir, pour autant que de besoin, établi le fait par des preuves, dénonceront officiellement les pilotes coupables aux commissaires de leur nation, pour leur faire infliger les peines ou punitions qu'ils auraient méritées, ou pour en rendre compte au gouvernement qui doit en connaître, sauf à ces derniers commissaires le droit de requérir au préalable une enquête par les commissaires réunis des deux pays.

5. En cas d'échouement et de naufrage d'un bâtiment ou de tout sinistre de cette nature, les commissaires seront tenus de se rendre aussitôt que possible sur les lieux, si faire se peut, conjointement, afin de s'enquérir des causes et circonstances de l'événement tant par eux-mêmes que d'après les dépositions à recueillir contradictoirement du capitaine ou patron du navire, de son équipage et du pilote, s'il en existe à bord; de tout quoi il sera dressé procès-verbal en double pour servir et valoir où besoin sera; à défaut de comparution simultanée des commissaires des deux gouvernemens sur les lieux, à l'effet de faire l'enquête dont il s'agit, ceux qui s'y trouveront les premiers auront néanmoins la faculté de procéder aux investigations qu'ils jugeraient nécessaires, sauf aux commissaires absens le droit de réquérir ensuite, si bon leur semble, une nouvelle enquête, conjointement avec les autres

commissaires qui ne pourront se refuser à cette nouvelle instruction. 1839

Les commissaires de part et d'autre auront soin, dans leurs inspections soit générales, soit particulières, de se munir de leurs lettres de service délivrées par les gouvernemens respectifs, afin de pouvoir, au besoin, se faire reconnaître par les autorités des deux pays et avoir droit aux égards et aux prérogatives attachés à leurs fonctions. Le bâtiment qu'ils monteront portera une marque distinctive et sera exempté de toute visite de douane ou de police.

Les commissaires respectifs pourront s'adresser leur correspondance *officielle* par les voies qu'ils jugeront les plus convenables.

7. Dans le délai d'un mois, à partir de l'acceptation des présentes dispositions, les commissaires feront conjointement le relevé de l'état des bouées et balises, telles qu'elles existent actuellement, tant dans l'Escaut qu'à ses embouchures. L'indication ou plan de ce relevé en double sera signé par les commissaires respectifs.

8. Le présent règlement ne sera mis à exécution qu'après l'approbation des gouvernemens respectifs auxquels il sera soumis sans délai.

Vu pour être annexé au procès-verbal n° 30 de la séance du 23 octobre 1839.

(Signé) Ch. Rogier. (Signé) Copes van Hasselt.
Lespiart. Boeye.
Cateaux-Wattel. Van de Velde.
L. Jacobs. H.-A. van Kabnebeek.
Belpaire. C. Leclercq, secrét.
E. de Cuyper, secrét.

III.

Règlement provisoire pour l'exécution de l'art. 9 du traité du 19 août 1839, relativement au droit le navigation de l'Escaut et de ses embouchures.

Art. 1er. Le paiement du droit unique sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, fixé par l'art. 9, § 3, du traité du 19 avril 1839, savoir: de fl. 1—12 par tonneau pour les navires qui, arrivant de la pleine mer, remonteront l'Escaut occidental pour

1839 se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuze, et de fl. 0—38 par tonneau des navires qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuze, descendront l'Escaut occidental pour se rendre dans la pleine mer, se fera à Anvers et à Terneuze, au bureau de l'agent néerlandais, contre quittance conforme au modèle litt. *A* annexé au présent règlement.

2. Les bureaux de l'agent néerlandais, qui seront, autant que possible, situés à proximité des bassins, seront ouverts aux mêmes jours et heures que ceux fixés par l'art. 316 de la loi générale du 26 août 1822. (*Journal officiel des Pays-Bas*, n° 38.)

Dans les cas extraordinaires ou d'urgence, l'agent ne se refusera pas, hors des jours et heures fixés pour l'ouverture de ses bureaux, à contribuer, en ce qui le regarde, à la prompte expédition des navires.

3. Le paiement se fera, soit en monnaie belge, le franc étant calculé à raison de 47 ¼ cents ou centièmes de florin des Pays-Bas, soit en monnaie néerlandaise, soit en toutes autres monnaies ayant cours légal en Belgique, sans que, dans aucun cas, les monnaies inférieures au demi-franc doivent être admises autrement que pour solde des fractions au-dessous de 50 cent.

4. Le tonnage des navires sera calculé à raison de 1½ mètre ou aune cube, mesure des Pays-Bas, conformément au § 2 de l'art. 292 de la loi générale du 26 août 1822 et d'après les instructions du 20 octobre 1819, n° 1, modifiées par celles du 21 février 1823, n° 173, et du 12 avril 1825, n° 40.

Quant au tonnage des bateaux à vapeur, il n'est rien préjugé au sujet des réserves réciproquement faites.

5. Tous certificats de jaugeage exprimant le tonnage des navires, d'après les principes établis à l'art. 5 du présent règlement, et délivrés par l'autorité compétente, en quelque pays que ce soit, seront exhibés aux agens néerlandais à Anvers ou à Terneuze et seront par eux admis pour servir de base à la perception du droit de navigation. Ces certificats ne seront valables que pendant le terme de deux ans depuis la date de leur délivrance.

6. § 1. Il pourra néanmoins être procédé contradictoirement avec la partie interessée à la vérification du jaugeage du navire aux frais desdits agens, chaque

fois que ceux-ci auront des motifs spéciaux et plausibles pour la requérir dans l'intérêt du trésor néerlandais. 1839

§ 2. Dans ces cas, la demande et l'opération seront faites en temps utile et de manière qu'il n'en résulte aucune entrave ni aucun retard, autres que ceux inséparables de l'opération.

§ 3. Ces vérifications pourront réciproquement, et pour les mêmes motifs, être demandées par les parties payantes. Dans ces cas, elles auront lieu aux frais de ces dernières, et contradictoirement avec les agens néerlandais.

§ 4. Dans tous les cas de désaccord entre les deux experts vérificateurs, il leur sera adjoint, pour les départager, un tiers expert, à désigner par le sort entre deux personnes présentées à cet effet de part et d'autre.

Les frais résultant de cette contre-expertise seront à la charge de la partie succombante.

7. § 1. La vérification, dont il s'agit à l'art. 6, ne devant occasionner ni entraves, ni retards, autres que ceux inséparables de l'opération, et ne pouvant se faire convenablement à Terneuze, alors surtout que les navires sont chargés, se fera pour tous les navires chargés ou sur lest, indistinctement dans tous les ports belges de déchargement et de chargement.

§ 2. Les frais de déplacement comme les frais de jaugeage, sont à la charge de la partie qui aura demandé la vérification. Ces frais seront les uns et les autres calculés d'après le tarif annexé au présent règlement, sous la lettre *B*.

§ 3. Lorsqu'il s'agira de jauger pour la première fois un navire lancé en Belgique, l'administration des douanes préviendra les agens néerlandais respectifs, au moins deux jours d'avance, du jour et de l'heure des opérations du jaugeage, pour que ceux-ci puissent en faire reconnaître l'exactitude. Dans ce cas, les frais de déplacement seuls seront à la charge de l'agent néerlandais.

8. Pour les navires venant de la pleine mer, et entrant en Belgique par le canal de Terneuze, sans être munis de certificats de jaugeage conformes aux stipulations de l'art. 5, il sera fourni une caution solvable, au gré de l'agent, pour une somme proportionnée au montant du droit de navigation évalué approximativement par ledit agent.

1839 La caution sera déchargée dans le délai de quinze jours, moyennant paiement sur présentation d'un certificat de jaugeage en due forme, délivré par l'autorité compétente.

9. Le droit de navigation de l'Escaut sera payé *à l'agent des Pays-Bas à Terneuze*, avant que le navire quitte le lieu, soit pour la pleine mer, soit pour le territoire belge, sauf le cas prévu à l'art. 8, et *à celui d'Anvers*, 1° pour les navires venant de la pleine mer, dans le délai de 15 jours après leur arrivée ou passage à Anvers: 2° pour les navires allant à la pleine mer, avant leur départ.

10. Pour les bâtimens soumis au droit de navigation, il ne pourra être délivré aucun document à la sortie, ni acte effectif ou négatif de décompte, qu'après qu'il aura été justifié du paiement de ce droit.

11. Les navires partis de la Belgique pour la mer et pour lesquels de droit de navigation aura été payé, ne seront pas sujets une deuxième fois au même droit, ni à la rentrée, ni à la sortie, s'ils rentrent de la mer par force majeure et retournent au port de départ, où la force majeure et l'identité de la cargaison devront être dûment constatées.

Pour les navires rentrant en Belgique par le canal de *Terneuze*, il sera fourni caution à la demande de l'agent, jusqu'à ce que les pièces justificatives lui aient été communiquées.

Il n'est rien préjugé par la présente disposition au sujet des autres exemptions proposées par les commissaires belges.

12. Si le droit avait été mal à propos payé en tout ou en partie, soit par erreur, soit parce que le navire n'aurait pas pris la route qui l'assujettissait au péage, soit par toute autre circonstance, le porteur de la quittance ne pourra répéter ce qui aurait été indûment perçu, qu'en déans les six mois, à dater du paiement.

Réciproquement, l'agent ne pourra recouvrer le paiement du droit dû, qui n'aurait pas été payé, soit par erreur, soit parce que le navire aurait pris une route qui l'assujettissait au péage, soit par toute autre circonstance, qu'en déans les six mois, à dater du jour que le droit aurait dû être payé.

13. Le terme de six mois fixé à l'art. 12, endéans lequel devront être répétés les droits indûment payés

et être recouvrés ceux dus, qui n'auraient pas été payés, ne sera pas applicable aux droits à l'égard desquels il n'a pas encore été adopté un principe définitif par la commission de navigation, etc., etc. 1839

14. Le présent règlement ne sera transmis à exécution qu'après l'approbation des gouvernemens respectifs auxquels il sera soumis sans délai.

Vu pour être annexé au procès-verbal n° 31 du 28 oct. 1839.

(Signé) Ch. Rogier. (Signé) Coffs van Hasselt.
Lesprit. Boeye.
Cateaux-Wattel. Van de Velde.
L. Jacobs. H.-A. van Karnebeek.
Belfaire. C. Leclercq, secrét.
E. de Cuyper, secrét.

96.

Communication diplomatique faite le 1er Novembre 1839 à la seconde Chambre des Etats-généraux des Pays-Bas par le Ministre des relations exterieures.

(Journal de la Haye, du 3 Novembre 1839).

Nobles et puissans seigneurs,

En vertu de l'article 3 du traité conclu le 19 avril de cette année avec la Belgique, inséré au traité avec les puissances représentées à la Conférence de Londres, il devait être assigné au Roi grand-duc une indemnité territoriale dans la province de Limbourg pour la partie cédée du grand-duché de Luxembourg. L'article 4 désignait les parties du Limbourg qui appartiendraient à S. M., soit en sa qualité de grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunies aux Pays-Bas. Enfin, aux termes de l'article 5, le Roi grand-duc devait s'entendre avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau sur l'application des dispositions comprises dans les deux articles précédens, ainsi que sur tous les arrangemens que ces articles pourraient rendre nécessaires avec les agnats de la maison de Nassau ou avec la Confédération germanique.

1839 N'ignorant pas que l'exécution du contenu de l'article 5 était intimément liée à la délimitation des frontières méridionales et également aux propres affaires des Pays-Bas, le Roi grand-duc fit ouvrir immédiatement après l'échange des actes de ratification des traités du 19 avril, une négociation avec le duc de Nassau, ayant pour but d'amener la conclusion des arrangemens entre S. M. et les agnats de la maison de Nassau, devenus nécessaires par la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg. Cette négociation ne tarda pas à atteindre son terme, et le 27 juin de cette année il fut signé par les plénipotentiaires respectifs à Wiesbade une convention, par laquelle S. A. S. feu le duc de Nassau pour lui-même, pour le prince héréditaire, aujourd'hui duc régnant, et pour ses autres descendans, ainsi que pour son frère, le prince Frédéric de Nassau, cession des droits, que le pacte de famille de 1783, et l'acte du congrès de Vienne du 9 juin 1815 avaient reconnus à la branche de Walram de la maison de Nassau, sur la partie du grand-duché de Luxembourg, cédée par les traités de Londres du 19 avril de cette année.

Cette convention, dont l'échange des ratifications a eu lieu, est de la teneur suivante: (Suit le texte de la convention conclue à Wiesbade, le 27 Juin 1839).

Les arrangemens voulus par les traités de Londres du 19 avril, et résultant de la nature des choses, se trouvant ainsi accomplis à l'égard d'une des parties intéressées, le moment était arrivé de s'entendre aussi avec l'autre partie, la Confédération germanique. Dans ce but et dans l'esprit de la convention déjà signée à Wiesbade, l'envoyé néerlandais luxembourgeois adressa à la Diète germanique, dans sa séance du 16 août, l'ouverture suivante pour une réunion perpétuelle avec les Pays-Bas de la partie cédée du Luxembourg soumise au pouvoir de S. M., de manière que cette partie, à l'exception des villes et forteresses de Maestricht et de Venloo avec leurs rayons, appartiendrait en même tems à la Confédération germanique. (Suit le texte de l'ouverture adressée le 16 Août 1839 à la Diète germanique à Francfort par l'Envoyé néerlandais-luxembourgeois)

Une correspondance privée de la Haye dans la gazette 1839
universelle d'Augsbourg (1839. Nro 313) donne encore le passage suivant du discours du Ministre des relations extérieures:

Edelmögende Herren! Die vorgelesenen Urkunden enthalten eine Lösung der limburgischen Territorialfrage. Die Abtretung an Belgien eines Theils des Grossherzogthums Luxemburg, wozu der König sich genöthigt gesehen hat, ist dem deutschen Bunde vergütet worden durch einen Territorialersatz in dem unter des Königs Herrschaft gestellten Theil von Limburg. Dieser Theil von Limburg bleibt fortwährend unter der niederländischen Krone, ist jedoch unter dem Titel eines Herzogthums, mit Ausnahme der Städte und Festungen Maestricht und Venloo und deren Rayons, in den deutschen Bund als Mitglied und Bundesstaat aufgenommen. Es hat also jener Landstrich besondere Verpflichtungen dem Bunde gegenüber, in Hinsicht auf welchen er zwar ein Surrogat bleibt für den abgetretenen Theil des Grossherzogthums; nicht aber mit Beziehung auf die Walramische Linie des Hauses Nassau, welche gegen Schadenersatz völlig darauf verzichtet hat. — Die im Verlauf der Zeiten mögliche Erbfolge der Walramischen Linie in Luxemburg, im Falle des Aussterbens der männlichen Ottonischen Linie, welche der König repräsentirt, erstreckt sich also von nun an nur auf den dem König Grossherzog erhaltenen deutschen Theil des Grossherzogthums, so wie derselbe bis jetzt bestanden hat. — Das Herzogthum Limburg endlich, mit den Niederlanden vereinigt, verbürgt dem Reich nicht nur die Fortdauer financieller Hülfsquellen für den allgemeinen Schatz, sondern auch den von allen Hindernissen und Schwierigkeiten befreiten, leichten Zugang zu der Festung Maestricht, und zugleich für immer die vortheilhafteste Gränzlinie. Es darf also diese Erledigung der Limburger Frage geachtet werden den Interessen aller Parteien zu genügen, und den Einwohnern Limburgs in den gegebenen Umständen die günstigste Stellung zu verleihen. — Der König Grossherzog, stets durchdrungen von Ehrerbietung für geschlossene Verträge, wird es sich zur Pflicht rechnen, in Erfüllung der Wünsche des deutschen Bundes, durch geeignete Maassregeln alle Collisionen zu verhüten, welche aus den zwiefachen Verhältnissen im Herzogthum Lim-

1839 irgend entstehen könnten; und wenn nun auch die Einrichtung der beiderseitigen Gesandtschaften von Niederland und Belgien den Fortgang der, bei den Tractaten vom 19 April den Commissionen zu Utrecht, Antwerpen und Maestricht aufgetragenen Arbeiten wird gefördert haben, wie man solches zu erwarten berechtigt ist, dann wird vielleicht der ersehnte Augenblick nicht mehr fern seyn, wo ich E. E. M. die gänzliche Ausführung jener Tractate werde ankündigen können.

97.

Arrêté du gouverneur-général hollandais de Java, en faveur des fabricans belges, daté de Batavia le 2 Novembre 1839.

(Nouv. Archives du commerce redigés par J. Colombel. Paris, 1840. Mars S. 203).

Son Excellence le gouverneur-général (des possessions hollandaises dans les Indes orientales) informe le public: que comme conséquence de la conclusion du Traité des 24 articles (entre les Pays-Bas et la Belgique et publié dans le *Staats-Courant* des Pays-Bas du 11 Juillet 1839) le Roi a donné ordre de décider comme il est décidé et déterminé par les présentes, que

1° les vaisseaux naviguant sous pavillon belge, seront admis à l'avenir dans les ports de l'Inde Néerlandaise, sur le même pied que les bâtimens des autres nations amies.

2do. Comme mesure corrélative, il ne sera plus appliqué aux étoffes de laine et de coton belges, la clause de la résolution du 1er Juillet 1834 nro 4 (*Staatsblad* nro 32), portant qu'il séra perçu un surcroit de droits de 50 à 70 p. % sur les marchandises de cette espèce provenant des pays avec lesquels le gouvernement néerlandais n'est pas en bonne amitié.

98.

Avis du gouvernement de la Sardaigne, relatif à la reprise des relations commerciales avec l'Espagne. En date de Turin, le 11 Novembre 1839.

(Gazette officielle de Turin).

Le gouvernement sarde a reçu l'avis officiel que la mesure adoptée par le cabinet espagnol au mois de juillet 1837, et d'après laquelle les bâtimens sardes ne devaient pas être admis dans les ports de la Péninsule, a été révoquée, et qu'en conséquence les relations commerciales entre la Sardaigne et l'Espagne sont rétablies sur le pied où elles étaient antérieurement à cette époque.

99.

Allocution du Saint Père dans le Consistoire secret, du 22 Novembre 1839.

(Diario di Roma. 1839).

Venerabiles Fratres! Multa quidem gravia et acerba inde ab initio Apostolici officii munere coacti fuimus diuturna temporum adversitate ex hoc ipso loco nuntiare. At quod in hodierno Coctu Vestro moerorem inter ac luctum Ecclesiae universae sumus nuntiaturi, ejusmodi profecto est, ut malorum, quae alias ingemuimus, longe superet acerbitatem.

Nemo Vestrum ignorat, Ruthenos Episcopos, omnemque inclytam nationem illam quae post susceptam cum Christiana Fide Catholicam unitatem misere ab ea defecerat, et proprii sermonis usu Graecoque ritu retento, luctuosum Graecorum schisma sequebatur, de firmo ac sincero ad Romanam Ecclesiam reditu non semel, divina excitante gratia, cogitasse. Hinc primum

1839 in Oecumenica Florentina Synodo una cum Graecis Archiepiscopus Kioviensis totius Russiae Metropolita celebratissimo *unionis* decreto subscripsit. Licet autem res in irritum mox cesserit per obortas turbas, et hostiles eorum conatus, qui lumini rebelles schismati pertinacius adhaerebant; nunquam tamen Episcoporum praesertim consilia et studia in id ipsum destiterunt: illuxitque tandem dies auspicatissimus, quo, faciente Deo misericordias suas, Ruthenorum genti datum erat ad desertae Matris sinum reverti, sanctamque illam rursus ingredi Civitatem ad Altissimo fundatam, in qua unice fas est salutem invenire. Qui enim saeculo decimo sexto exeunte piisimi Sigismundi III Poloniae et Sveciae Regis ac Magni Litthuaniae Ducis civili dominationi subierant Rutheni Antistites, cum memoria repeterent concordiam quae inter Orientalem et Occidentalem Ecclesiam antea viguerat, quamque majores sui sub Apostolicae Sedis regimine impense foverant; non vi coacti aut artibus decepti, non animi vel ingenii levitate ducti, non temporalis commodi illecebris allecti, sed sola supernae lucis claritate perfusi, sola veritatis agnitione compulsi, sola demum salutis suae et commissarum sibi ovium cupidine incensi, post habitam in communi conventu de tanto negotio deliberationem, per binos Collegas ad hanc Beati Petri Cathedram totius Cleri ac Populi nomine legatos, Schismaticorum erroribus penitus ejuratis, Romanae Ecclesiae rursus consociari, pristinaeque cum illa unitati restitui postularunt. Quo tunc caritatis studio Clemens VIII sa. me. Praecessor Noster eos inter Catholici Orbis plausus exceperit, qua deinde sollicitudine Sancta haec Sedes ipsos constanter fuerit prosequuta, qua indulgentiae sagacitate tractaverit, quot quantisque modis juverit, apertissime testantur complures Apostolicae Constitutiones, quibus tum peculiares gratiae et maxima beneficia in gentem illam collata sunt, tum servati ipsius Clero, quatenus Catholicae unitati non officerent, sacri ritus ab orientalis Ecclesiae consuetudine profecti, tum erecta pluribus in locis, ac praesertim Vilnae, vel annuo censu ditata Collegia ad Ruthenae nationis Clericos in sanctitate fidei morumque instituendos. Molestissimum equidem fuit, instauratam adeo feliciter cum Romana Ecclesia Ruthenorum conjunctionem adversis vicibus fuisse progressu temporis obnoxiam. Illud tamen supererat omnino laetandum,

quod ingens illorum pars, sacrorum in primis Praesulum constantia praeeunte, tam firmiter Apostolicae Sedi devota, atque ab hoc unitatis centro indivulsa permanserit, ut, serpentibus licet elapso saeculo per suas regiones inanis philosophiae fallaciis pravisque opinionum commentis, a Catholicae doctrinae fideique integritate nullimode deflexerit. 1839

At o miseram et infelicem rerum conversionem! O durissimam et nunquam satis lamentandam Ruthenae gentis calamitatem! Quos namque patres ac pastores proximis temporibus acceperat, quosque idcirco duces ac magistros experiri debuisset, ut arctiori usque nexu corpori Christi, quod est Ecclesia, juncta servaretur; eos nuper in extremam suam perniciem sensit novae defectionis auctores. Hoc porro est, Venerabiles Fratres, quod Nos anxios vehementer et sollicitos habet: hoc ad ingruentes undique amaritudines accessit lacrymis potius quam verbis commemorandum. Fatemur quidem, Nos initio adduci nequaquam potuisse, ut fidem iis omnibus adhiberemus quae hac tristi de re fuerant rumore perlata; inspecta praesertim summa locorum distantia, et gravi qua angimur difficultate cum Catholicis passim ibi degentibus communicandi. Atque id causae fuit, cur hactenus distulerimus clamores questusque Nostros pro mali magnitudine attollere. At certis subinde nuntiis acceptis, reque per publicas ephemeridas jam palam evulgata, sicuti altissime dolendum, ita minime dubitandum, plures ex Ruthenis Unitis Episcopos in Lithuania et Alba Russia cum Cleri ac Populi sibi crediti parte, relicta miserabiliter communione Romanae Ecclesiae, unde unitas sacerdotalis exorta est, ad Schismaticorum castra transiisse. Ea autem fuit iniqui ipsorum consilii ratio, ut inductis primum fraudulenter in Sacri celebratione libris, quos a Graeco-Russis receperant, omnem propemodum divini cultus peragendi formam ad horum usus retulerint; quo nempe ignara plebs ex rituum similitudine sensim invalescente in schisma vel invita traduceretur. Dein mandato illorum convocati pluries Parochi, et litterae identidem ad eos datae sunt, quibus inter impudentes fallacias indicebatur, ut quisque adhaesionem suam *Ecclesiae Graeco Russiacae* juxta propositam in id formulam profiteretur; monitis una simul renuentibus de paroeciali munere illico amittendo, deque certa accusatione ad supe-

1839 texte que ce soit, on ne pourra admettre en paiement de ce droit que du numéraire à l'exclusion des bons du trésor ou de toute autre valeur, ni l'hypothéquer à l'acquittement d'une dette ou créance quelconque.

7. Il est dérogé au décret du 16 février de la présente année, et les produits auxquels il s'applique, à l'exception de ceux qu'affecte l'ordonnance du 20 juin déjà citée au paiement des dépenses mentionnées dans son article 3, séront versés à la trésorerie générale pour couvrir les dépenses publiques.

8. Les sommes perçues en vertu de la présente loi, et qui devront être transmises à la capitale de la république par les administrateurs respectifs, seront remises en traites ou par toute autre voie également sûre, sous la responsabilité de ces fonctionnaires qui abonneront ou supporteront, selon le cas, les primes ou frais de négociation.

9. Les députés pourront être payés dans leurs départemens, sauf par eux à en donner avis préalable au trésorier du congrès, et ils pourront également, ainsi que les sénateurs, s'ils sont fonctionnaires publics, recevoir de l'administration dont ils feraient partie, leurs indemnités de voyage et de séjour; le paiement se fera sans aucune retenue, et ils n'en conserveront pas moins tous leurs droits sur la caisse des retraites.

10. Il n'est point dérogé aux articles 73 et 74 du tarif des douanes maritimes actuellement en vigueur, et aux termes desquels la franchise des droits est accordée à certains articles étrangers.

Au palais du gouvernement national à Mexico, le 26 novembre 1839. Signé: Anastasio Bustamante.
Et plus bas: Echeverria.

101.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. le roi de Suède et de Norwège, d'une part, et S. M. le roi de Sardaigne, de l'autre, conclu à Gênes le 28 novembre 1839.

(Publication officielle faite à Stockholm).

S. M. le roi de Suède et de Norwège et S. M. le roi de Sardaigne, également animés du désir de rétablir

et d'étendre des relations commerciales qui ont existé 1839
pendant de longues années entre leurs Etats respectifs, à leur avantage réciproque, mais que le cours des temps et les circonstances ont insensiblement rendues moins suivies, et voulant faciliter et consolider celles qui subsistent entre les deux pays, convaincus que ce but ne saurait être mieux rempli que par l'adoption d'un système de parfaite réciprocité, basé sur des principes équitables, sont convenus d'entrer en négociation pour la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet des plénipotentiaires, savoir: S. M. le roi de Suède et de Norwège, le sieur Jean-Guillaume Bergman, son secrétaire des commandemens, chevalier de son ordre de l'Etoile polaire, muni dans cette circonstance des pleins pouvoirs de Sa Majesté comme son ministre plénipotentiaire; et S. M. le roi de Sardaigne, le comte Clément Solar de la Marguerite, chevalier grand'croix, décoré du grand cordon de l'ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare; grand'croix des ordres de Saint-Grégoire-le-Grand, d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, et de celui de Léopold de Belgique, chevalier de l'ordre pontifical du Christ, premier secrétaire d'état des affaires étrangères, notaire de la couronne et surintendant-général des postes; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Les bâtimens suédois et norwégiens, qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports du royaume de Sardaigne, de même que les bâtimens sardes qui arrivent dans les ports des royaumes de Suède et de Norwège sur leur lest ou chargés, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelque espèce ou dénomination que ce soit, revenant à la couronne, aux villes, ou à des établissemens particuliers quelconques.

2. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des royaumes de Suède et de Norwège, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du royaume de Sardaigne est légalement permise sur des bâtimens sardes, pourront également y être importés sur des bâtimens suédois et norwégiens, sans être assujettis à d'autres ou de

1839 plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtimens sardes; et réciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol et de l'industrie du royaume de Sardaigne, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports des royaumes de Suède et de Norwège est légalement permise, sur des batimens suédois et norwégiens, pourront également y être importés sur des bâtimens sardes, sans être assujettis à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtimens suédois et norwégiens.

Les stipulations de l'article précédent et de celui-ci sont, dans toute leur plénitude, applicables aux navires suédois et norwégiens qui entreront dans les ports du royaume de Sardaigne, ainsi qu'aux navires sardes qui entreront dans les ports des royaumes de Suède et de Norwège, alors même que ces navires respectifs, sans venir directement des ports des royaumes de Suède et de Norwège, ou bien de ceux du royaume de Sardaigne; arriveraient en droiture des ports de tout autre pays étranger.

3. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des royaumes de Suède et de Norwège, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports desdits royaumes, sur leurs propres bâtimens, est légalement permise, pourront de même être exportés desdits ports, sur des bâtimens sardes, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si l'exportation evait été faite sur des bâtimens suédois et norwégiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les ports du royaume de Sardaigne, de sorte que toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Sardaigne, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports du dit royaume, sur ses propres bâtimens, est légalement permise, pourront de même être exportés desdits ports, sur des bâtimens sardes, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite sur des bâtimens suédois et norwegiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les ports du royaume

de Sardaigne, de sorte que toutes les marchandises et 1839
objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Sardaigne, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports du dit royaume, sur ses propres bâtimens, est légalement permise, pourront de même être exportés desdits ports, sur des bâtimens suédois et norwégiens, sans être assujettis à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite sur des bâtimens sardes.

4. Les stipulations générales des articles 1, 2 et 3 inclusivement, seront de même appliquées aux navires de la colonie de Saint-Barthélemy de S. M. le roi de Suède et de Norwège (aux Indes occidentales) qui entreront dans les ports du royaume de Sardaigne, et aux navires sardes qui entreront dant les ports de ladite colonie.

5. Il ne sera donné ni directement, ni indirectement, ni par l'un des gouvernemens, ni par aucune compagnie, corporation ou agent agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie, soit de l'un des deux Etats, soit de tout autre pays, légalement importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire qui aurait importé ces objets, l'intention bien positive des deux hautes parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

6. Tout bâtiment de commerce suédois ou norwégien entrant, en relâche forcée, dans un port du royaume de Sardaigne, et reciproquement, tout bâtiment de commerce sarde entrant, en relâche forcée, dans un port des royaumes de Suède et de Norwège, y sera exempt de tout droit de port et de navigation revenant à la couronne, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, et pourvu qu'ils ne se livrent dans les ports de relâche à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises; bien entendu, toutefois, que les déchargemens et rechargemens, motivés par l'obligation de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opération de commerce, donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche.

1839 7. Les bâtimens suédois et norwégiens, ainsi que les bâtimens sardes, ne pourront profiter des immunités et avantages que leur accorde le présent traité, qu'autant qu'ils se trouveront munis des papiers et certificats exigés par les règlemens existans dans les pays respectifs pour constater leur port et leur nationalité.

Les hautes parties se réservent d'échanger des déclarations pour faire une énumération claire et précise des papiers et documens dont l'un et l'autre Etat exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange, qui aura lieu au plus tard deux mois après l'échange, des ratifications du présent traité, l'une des hautes parties contractantes se trouvait dans le cas de changer ou de modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre communication officielle.

8. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années à compter du jour de l'échange des ratifications, et si douze mois avant l'expiration de ce terme, l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes n'avait point annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet, ce traité restera encore obligatoire douze mois au-delà de ce terme, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront l'annonce officielle, faite par l'une des deux hautes parties contractantes à l'autre, pour qu'il soit annulé.

9. Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Turin dans l'espace de deux mois après la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Gênes, le 28 novembre 1839.

(L. S.) Bergman. (L. S.) Solar de la Marguerite.

Article séparé. S. M. le roi de Sardaigne jugeant convenable, par des motifs particuliers, de continuer à percevoir, pour à présent, des droits différentiels, au détriment des pavillons étrangers, sur les blés, l'huile d'olive et le vin importés directement de la mer Noire, des ports de la mer Adriatique et de ceux de la Méditerranée, jusqu'au cap Trafalgar, nonobstant les articles 1 et 2 du présent traité, il est spécialement entendu

et établi entre les deux hautes parties contractantes 1839
que S. M. le roi de Suède et de Norwège aura pleine liberté d'établir, au détriment du pavillon sarde, des droits différentiels équivalens sur les mêmes articles importés des mêmes pays, dans le cas où la perception des droits différentiels continuerait à être exercée, au détriment du pavillon de S. M. le roi de Suède et de Norwège, par S. M. le roi de Sardaigne, au-delà de l'espace de quatre ans, à compter du jour de l'échange des ratifications des présens traité et article séparé. Mais ces droits différentiels équivalens, de quelque espèce qu'ils soient, sur lesdits articles de commerce, cesseront d'être perçus du moment où S. M. le roi de Suède et de Norwège aura été informé d'office de la cessation des droits différentiels de la part de S. M. sarde.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot à mot dans le traité signé aujourd'hui, et sera ratifié en même temps.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent article, et y avons apposé les sceaux de nos armes.

Fait à Gênes, le 28 novembre 1839.

(L. S.) Bergman. (L. S.) Solar de la Marguerite.

(Les ratifications ont eu lieu par S. M. le roi de Suède et de Norwège, à Stockholm, le 8 janvier, et par S. M. le roi de Sardaigne, à Turin, le 18 janvier 1840; et ont été dûment échangées à Turin).

102.

Déclaration du Général Perowsky, Commandant en chef de l'Expedition Russe contre le Chan de Chiwa. Datée d'Orenbourg, le 1 Décembre 1839.

(St. Petersburger Zeitung v. 17 Decemb. 1839).

Seit langer Zeit hatten die Beschimpfungen und Herausforderungen aller Art, welche sich die Bewohner des Chanats von Chiwa gegen Russland erlauben, die Aufmerksamkeit der kaiserlichen Regierung auf diese Völkerschaft gelenkt. Chiwa, welches an die von den Kirgis-Kaissaken, Unterthanen des russischen Reichs,

1839 bewohnten Steppen grenzt, hat während einer Reihe von Jahren nicht aufgehört, durch die feindseligsten Handlungen seine geringe Achtung vor einer Macht zu erkennen zu geben, mit der es in seinem eigenen Interesse freundschaftliche Verhältnisse hätte unterhalten sollen. Der Handel, den wir mit den Ländern Mittelasiens treiben, war in der That eine Quelle des Wohlstandes für die Chiwaer selbst. Sie schöpften daraus alle unerlässliche Hülfsmittel ihrer Existenz, sie genossen bei uns die Privilegien und Vorrechte, die den anderen Kaufleuten Asiens bewilligt worden sind; allein weit entfernt, diese Vortheile zu würdigen, diese Wohlthaten anzuerkennen, hat Chiwa dieselben durch die ausgesuchteste Unredlichkeit erwiedert. Mit einer beispiellosen Kühnheit beunruhigt es täglich die an unseren Grenzen lagerndenden Nomadenstämme, es schneidet die Verbindungen ab, welche die anderen Staaten Asiens mit uns unterhalten, hält die Bucharischen Carawanen an, die sich nach Russland begeben oder von dort zurückkehren, legt denselben übertriebene Abgaben auf und zwingt sie mit Gewalt, sein Gebiet zu durchziehen, wo den Einzelnen willkührlich ein beträchtlicher Theil ihrer Waaren abgenommen wird. Diese gegen die mit Russland handelnden Ausländer gerichteten Beleidigungen waren indess von geringerer Bedeutung, als die Angriffe, welche auch die eigentlich russischen Carawanen erfahren haben; keine derselben kann jetzt ohne Gefahr die Steppen Asiens durchziehen. So wurde eine Carawane die von Orenburg mit Waaren abging, welche unseren Kaufleuten gehörten, von bewaffneten Horden aus Chiwa völlig ausgeplündert. Kein russischer Kaufmann darf mehr das Gebiet dieses Chanats betreten, ohne Gefahr zu laufen, das Leben zu verlieren, oder gefangen zu werden. Die Chiwaer machen häufige Einfälle in das Land der von unseren Linien entfernten Kirgisen, die bereits unter Abul Chair Chan die Souverainetät Russlands anerkannt hatten; sie zerstören die Lager derselben, legen ihnen schweren Tribut auf, reizen sie zum Ungehorsam gegen die gesetzliche Behörde, gewähren den Empörern ein Asyl und endlich, um allen diesen Schändlichkeiten die Krone aufzusetzen, halten sie in Chiwa mehrere tausend russischer Unterthanen zurück, die sie mit Ketten belasten. Die Zahl dieser Unglücklichen nimmt täglich zu; denn

auf Antrieb der Chiwaer werden die friedlichen Fischer 1839
an den Gestaden des kaspischen Meeres fortwährend angegriffen und gewaltsam nach Chiwa geschleppt, wo sie alles Elend der Sklaverei zu erdulden haben. Das traurige Loos so vieler Opfer musste nothwendigerweise die ganze Sorgfalt unserer Regierung erwecken, die es mit Recht als eine ihrer heiligsten Pflichten betrachtet, das Leben und die Ruhe aller Unterthanen des Reichs zu beschützen und sicher zu stellen. Allein die edelmüthige Weise, mit der sie die Chiwaer auf die Folgen aufmerksam machte, die ihr strafbares Benehmen nothwendig nach sich ziehen müsse, blieb leider ohne Erfolg. Taub gegen alle Ermahnungen verachteten sie selbst die Gründe, die uns bewogen, ihren Beleidigungen Nachsicht entgegen zu setzen, und indem sie in ihren beschränkten Ideen die Mässigung mit Schwäche verwechselten, glaubten sie auf eine ewige Ungestraftheit von unserer Seite rechnen zu können. In diesem blinden Vertrauen gingen sie so weit, dass sie ausserhalb ihrer Grenzen und an dem Wege, den die nach Buchara gehenden Caravanen nehmen, zwei Forts errichteten, um unsere Kaufleute mit geringerer Gefahr angreifen zu können. Seitdem haben sich ihre Einfälle und Räubereien täglich vermehrt, und sie haben ihrem unversöhnlichen Hasse gegen die Russen keine Grenzen mehr gesetzt. Man musste endlich zweckmässigere Massregeln ergreifen, um diese Barbaren zur Einsicht zu bringen. Man versuchte ein letztes Mittel. Kaufleute aus Chiwa, die nach Russland kamen, wurden an unserer Militairlinie verhaftet und für ihre Freilassung verlangte man die unverzügliche Auslieferung der gefangenen Russen und die Einstellung der Feindseligkeiten, allein diese Massregel war gleichfalls erfolglos. Nachdem wir drei Jahre gewartet, sind kaum hundert Personen nach Russland zurückgekehrt, während im letzten Frühjahr allein vom caspischen Meere 200 unserer Schiffer gefangen fortgeführt wurden. Alle Mittel der Ueberredung sind daher erschöpft. Die Aufrechthaltung der Rechte Russlands, die Sicherheit seines Handels, die Ruhe seiner Unterthanen, diess Alles verlangt jetzt entschiedenere Entschlüsse. Die Würde des Reiches selbst fordert diess gebieterisch. Diese eben so gerechten als begründeten Motive haben den Kaiser bewogen, ein Militairdetaschement nach Chiwa zu senden, um den Plünderungen

1839 und Erpressungen ein Ziel zu setzen, die in der Sklaverei zurückgehaltenen gefangenen Russen zu befreien, den Chiwaern Achtung vor dem russischen Namen einzuflössen und endlich in diesem Theile Asiens den legitimen Einfluss zu befestigen, der Russland dort gebührt, und der allein die Erhaltung des Friedens daselbst verbürgen kann. Diess ist der Zweck der unternommenen Expedition. Sobald derselbe erreicht und eine den wechselseitigen Interessen Russlands und der benachbarten asiatischen Staaten angemessenere Ordnung der Dinge auf dauernden Grundlagen daselbst eingeführt ist, kehrt, den Befehlen Sr. Majestät gemäss, das nach Chiwa beorderte Truppencorps innerhalb der Grenzen des Reichs zurück.

103.

Bref papal contre la traite des nègres. Donnée à Rome, le 3 Décembre 1839.

(Frankfurter Oberpostamtszeitung. 1839. Nro. 356).

Gregorius XVI. Zum künftigen Gedächtnisse. Auf die höchste Stufe des Apostolats gestellt und obgleich ohne alles unser Verdienst die Stelle Jesu Christi, des Sohnes Gottes, vertretend, der wegen seiner übergrossen Liebe Mensch geworden, sich auch gewürdiget hat, für die Erlösung der Welt zu sterben, halten wir es unserer Hirtensorgfalt für angemessen, uns zu befleissen, die Gläubigen von dem unmenschlichen Negerhandel oder jedem andern Menschenhandel ganz und gar abzulenken. In der That, als das Licht des Evangeliums zuerst sich zu verbreiten anfing, fühlten jene Unglücklichen, die in so grosser Anzahl, besonders aus Anlass von Kriegen, in die härteste Knechtschaft geriethen, ihr Schicksal bei den Christen sehr erleichtert. Denn die Apostel, von dem göttlichen Geiste beseelt, ermahnten zwar die Knechte selbst, den leiblichen Herren, gleichwie Christo, zu gehorchen, und den Willen Gottes willig zu thun; den Herren aber befahlen sie, gegen die Knechte

gut zu handeln, ihnen, was recht und billig ist, zu 1839
erweisen und von Drohungen abzulassen, wissend, dass der Herr Jener auch der ihrige ist im Himmel, und dass bei ihm kein Ansehen der Person ist. Und da überhaupt eine aufrichtige Liebe gegen Alle durch das Gesetz des Evangeliums gar sehr anempfohlen wurde, und Christus der Herr erklärt hatte, dass er jede Güte und Barmherzigkeit, welche den Geringsten und Nothleidenden erwiesen oder verweigert worden, als ihm selbst erwiesen oder verweigert ansehen werde, so geschah es dadurch leicht, dass die Christen ihre Knechte, besonders wenn es Christen waren, nicht bloss gleichsam wie Brüder behandelten, sondern auch geneigter waren, denjenigen, welche es verdienten, die Freiheit zu schenken; was, wie Gregor von Nyssa berichtet, besonders aus Anlass der Osterfeier zu geschehen pflegte. — Und es fehlte auch nicht an solchen, die von einer feurigeren Liebe angetrieben, sich selbst in Ketten warfen, um andere zu befreien, deren mehrere gekannt zu haben der apostolische Mann und zugleich unser Vorgänger heiligen Andenkens Clemens I. bezeugt. Demnach ist es, nachdem im Laufe der Zeit die Finsterniss des heidnischen Aberglaubens vollständiger zerstreut und die Sitten auch der roheren Völker durch die Wohlthat des durch die Liebe wirkenden Glaubens gemildert worden waren, endlich dahin gekommen, dass schon seit mehreren Jahrhunderten bei den meisten christlichen Völkern keine Sklaven mehr gehalten werden. Allein, wir sagen es mit grossem Schmerz, es haben sich hernach aus der Zahl der Gläubigen selbst Leute gefunden, die, durch die Sucht nach schmutzigem Gewinn schändlich verblendet, kein Bedenken trugen, Indianer, Neger und andere Unglückliche in entlegenen und fernen Ländern in die Sklaverei zu bringen, oder durch Einführung und Erweiterung des Handels mit denen, die von anderen zu Gefangenen gemacht worden waren, die unwürdige That derselben zu unterstützen. Es haben in der That mehrere römische Päpste, glorreichen Andenkens, unsere Vorgänger, wie es ihres Amtes war, nicht unterlassen, das Verfahren jener Leute, als ihrem geistlichen Heile schädlich, und für den christlichen Namen schimpflich, streng zu tadeln; da sie als Folge davon auch voraussahen, dass die ungläubigen Völker dadurch in dem Hasse gegen unsere wahre Religion immer mehr

1839 bestärkt werden würden. Dahin gehört das apostolische Schreiben, welches Paul III. am 29. Mai 1537 unter dem Fischerringe an den Cardinal-Erzbischof von Toledo, so wie das noch umständlichere, welches Urban VIII. am 22. April 1539 an den Einnehmer der Gebühren der apostolischen Kammer in Portugal erlassen hatten; in welchen Schreiben namentlich diejenigen aufs schärfste getadelt werden, welche sich unterfangen oder herausnehmen sollten, die westlichen oder südlichen Indianer in die Sklaverei zu bringen, zu verkaufen, zu kaufen, zu vertauschen, oder zu verschenken, sie von ihren Frauen und Kindern zu trennen, ihrer Habe und ihres Vermögens zu berauben, sie an andere Orte zu führen und zu verschicken, oder auf was immer für eine Art der Freiheit zu berauben, sie in der Sklaverei zu behalten, wie auch denen, welche Vorbesagtes thun, unter was für einem Vorwand und gesuchter Entschuldigung, Rath, Hülfe, Gunst und Beistand zu leisten, oder diess für erlaubt zu erklären und auszugeben, und sonst auf irgend eine Weise zu Vorstehendem mitzuwirken. Diese Verordnungen der erwähnten Päpste hat hernach Benedict XIV. durch ein neues apostolisches Schreiben vom 20. Dez. 1741 an die Bischöfe von Brasilien und einigen anderen Ländern bestätigt und erneuert, worin er die Sorgfalt jener Bischöfe zu demselben Zwecke ernstlich in Anspruch nahm. Früher schon hatte ein anderer, und zwar älterer, unserer Vorgänger Pius II., als zu seiner Zeit die Portugiesen ihre Herrschaft über Guinea, ein Negerland, erstreckten, unterm 7. Oct. 1462 ein Schreiben an den dahin abreisenden Bischof erlassen, worin er demselben nicht bloss die zweckdienlichen Vollmachten, um sein heil. Amt daselbst mit grösserem Nutzen ausüben zu können, verliehen, sondern auch bei diesem Anlasse gegen diejenigen Christen die schwerste Ahndung verhängt hat, welche die Neophyten in die Sklaverei wegschleppten. Und auch in unseren Zeiten hat Pius VII., von demselben Geiste der Religion und der Liebe, wie seine Vorgänger, geleitet, seine Verwendung bei mächtigen Männern angelegentlich eintreten lassen, damit endlich der Negerhandel bei den Christen gänzlich aufhören möge. Diese Anordnungen und Bemühungen unserer Vorgänger haben unter Gottes Beistand nicht wenig dazu beigetragen, die Indianer und andere ob-

besagten Völker gegen die Grausamkeit der Eroberer 1839
oder gegen die Habsucht der christlichen Kaufleute zu schützen; jedoch nicht so, dass sich dieser heil. Stuhl des vollen Erfolges seiner Bemühungen in dieser Hinsicht erfreuen konnte, indem ja der Negerhandel, obgleich einigermassen vermindert, dennoch von mehreren Christen getrieben wird. Desshalb, von dem Wunsche beseelt, eine so grosse Schmach von allen christlichen Ländern abzuwenden, und nachdem wir die ganze Sache mit Beiziehung einiger unserer ehrwürdigen Brüder, der Cardinäle der heil. römischen Kirche, reiflich erwogen, ermahnen und beschwören wir, den Fusstapfen unserer Vorgänger folgend, aufs ernstlichste alle Christgläubigen, wess Standes sie seyn mögen, dass Keiner es wage, fernerhin Indianer, Neger oder Menschen dieser Art ungerecht zu quälen, oder sie ihrer Habe zu berauben, oder sie in Sklaverei zu bringen, oder anderen, welche solches gegen sie verüben, Hülfe oder Begünstigung angedeihen zu lassen; oder jenen unmenschlichen Handel zu treiben, wodurch die Neger, als ob sie keine Menschen, sondern blosse Thiere wären, auf was immer für eine Art in die Sklaverei gebracht, ohne alle Rücksicht, gegen die Rechte der Gerechtigkeit und Menschlichkeit gekauft, verkauft, und zuweilen zu den härtesten Arbeiten verwendet, und überdiess auch durch die den ersten Besitzern der Neger eröffnete Aussicht auf Gewinn, Zwiespalt und gewissermassen ein ewiger Krieg in jenen Ländern genährt worden. Derohalben verwerfen wir durch apostolische Autorität Alles Vorbesagte, als des christlichen Namens durchaus unwürdig, und verbieten, dass kein Geistlicher oder Laie sich herausnehme; jenen Negerhandel unter was immer für einem Vorwand oder gesuchten Entschuldigung als erlaubt in Schutz zu nehmen oder auf andere Weise gegen dasjenige, wozu wir in diesem apostolischen Schreiben ermahnen, zu predigen, oder auf was immer für eine Weise öffentlich oder privat zu lehren. Damit aber dieses unser Schreiben allen desto leichter bekannt werde; und Niemand die Unkenntniss desselben anführen könne, beschliessen und befehlen wir, dass selbes an den Thoren der Hauptkirche des Fürsten der Apostel, und der apostolischen Kanzlei, wie auch der allgemeinen Curie auf dem Monte Citorio und an der Ecke des Campo di Fiore von einem unserer Kanzlei-

1839 boten, wie es der Brauch ist, bekannt gemacht, und Exemplare davon daselbst angeheftet zurückgelassen werden. Gegeben zu Rom, bei St. Maria Maggiore unter dem Fischerringe, am 3. Dezember im Jahre 1839, unseres Pontificates im neunten.

ALOYSIUS CARD. LAMBRUSCHINI.

104.

Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, conclue déja le 8 avril 1836 entre la France et la République de l'Uruguay, mais dont les ratifications n'ont pu être échangées à Montevideo que le 7 Décembre 1839.

(Journal des Débats 1840).

Sa Majesté le Roi des Français et le Président de l'Etat oriental de l'Uruguay, étant également animés du désir de régulariser l'existence des nombreuses relations de commerce qui se sont etablies depuis plusieurs années entre les Etats de Sa Majesté le Roi des Français et ledit Etat de l'Uruguay, d'en favoriser le développement et d'en perpétuer la durée par un traité de commerce et de navigation qui consacrera en même temps, d'une manière plus solennelle, la reconnaissance déjà faite, le 16 décembre 1830, par Sa Majesté le Roi des Français, de l'indépendance de l'Etat oriental de l'Uruguay;

Considérant, d'un autre côté, que la conclusion de ce traité ne saurait avoir lieu aussi promptement que l'exigerait l'intérêt des deux pays;

Et voulant que les relations réciproques soient dès à présent placées sur un pied conforme aux sentimens mutuels de bienveillance et d'affection qui animent Sa Majesté le Roi des Français et le Président de l'Eta oriental de l'Uruguay,

Ont nommé, dans ce but, pour leurs commissaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, M. *Jean-Marie-*

Raymond Baradère, chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, son consul à Montevideo; 1839

Et l'excellentissime Président de la République orientale de l'Uruguay, le docteur *don Francisco Llambi*, ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Les agens diplomatiques et consulaires, les Français de toute classe, les navires et les marchandises des Etats et possessions de Sa Majesté le Roi des Français, jouiront, dans l'Etat oriental de l'Uruguay, de tous les droits, priviléges, franchises et immunités concédés ou à concéder en faveur de toute autre nation; et réciproquement les agens diplomatiques et consulaires, les Orientaux de toute classe, les navires et les marchandises de l'Etat oriental de l'Uruguay jouiront, dans les Etats et possessions de Sa Majesté le Roi des Français, de tous les droits, priviléges, franchises et immunités concédés ou à concéder en faveur de toute autre nation. Ces concessions seront gratuites dans les deux pays, si la concession est gratuite, et il sera accordé la même compensation, si la concession est conditionnelle.

2. Pour la meilleure intelligence de l'article 1er, les deux hautes parties contractantes conviennent de considérer comme navires français ou orientaux ceux qui, de bonne foi, seront la propriété des citoyens respectifs, pourvu que cette propriété résulte des titres authentiques délivrés par les autorités de l'un et de l'autre pays, et quelle que soit la construction.

3. Les consuls respectifs pourront faire arrêter e renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtimens de leur nation; à cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition des registres des bâtimens ou rôles d'équipage, ou, si le navire était parti, par copie desdites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage, et qu'ils étaient obligés à suivre le voyage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée; il leur sera, de plus, donné toute aide et assistance pour la recherche, saisie

1839 et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agens aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Le droit de réclamer des déserteurs ne pourra, toutefois, s'exercer que pendant l'espace de trois mois, à compter du jour de la désertion; mais les effets de cette réclamation dureront une année, après laquelle elle sera considérée comme non avenue, si les déserteurs réclamés n'ont pas été arrêtés.

4. Les stipulations ci-dessus exprimées demeureront, de part et d'autre, en vigueur, depuis le jour de l'échange des ratifications jusqu'à la mise à exécution du traité d'amitié, de commerce et de navigation que les parties contractantes se réservent de conclure ultérieurement entre elles.

Mais si ledit traité de paix et d'amitié n'est pas conclu dans le délai de quinze ans, à compter du jour de la ratification de la présente convention, celle-ci deviendra nulle et sans effet.

5. La présente convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi des Français et par l'Excellentissime Président de la République orientale de l'Uruguay, ou celui qui exercerait ses fonctions, après l'approbation préalable du Corps législatif de cette république; et les ratifications en seront échangées à Montevideo, le plus tôt qu'il se pourra.

En foi de quoi, les commissaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en la ville de Montevideo, le 8 avril 1836.

(L. S.) R. Baradère. (L. S.) Francisco Llambi.

105.

Convention conclue à Paris, le 7 décembre 1839, entre la France et le Portugal, concernant le règlement des réclamations particulières.

(Moniteur universel 1840).

Sa Majesté le roi des Français et Sa Majesté la reine du Portugal et des Algarves, étant également animés du désir de mettre un terme aux difficultés qui ont retardé jusqu'à présent l'adhésion de Sa Majesté très-fidèle à la convention conclue à Paris, le 25 avril 1818, entre la France et les quatre puissances signataires du traité du 20 novembre 1815, ainsi que le règlement des indemnités dues à des Français par le Gouvernement de Sa Majesté trèsfidèle, en exécution de traités et conventions antérieurement conclus entre les deux Etats, ont nommé, dans ce but et à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le roi des Français, le sieur Alexandre-Jean-Joseph-Louis, marquis du Bouzet, officier de son ordre royal de la Légion-d'Honneur, et chef du contentieux à son département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté la reine du Portugal et des Algarves, le sieur Bernard Daupias, baron d'Alcochete, membre du Conseil de Sa Majesté très-fidèle, commandeur de son ordre du Christ, chevalier de celui de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, conseiller de légation et consul-général de Portugal en France,

Et le sieur Nuno Barbosa de Figueiredo, commandeur de l'ordre du Christ, secrétaire de la légation de Sa Majesté très-fidèle à Paris;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Sa Majesté la reine du Portugal donne son adhésion pleine et entière à la convention conclue à Paris, le 25 avril 1818, entre les Cours de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

2. Au moyen de l'adhésion stipulée par l'article précédent, Sa Majesté le roi des Français s'engage à

1839 faire remettre aux personnes autorisées à cet effet par Sa Majesté la reine du Portugal et des Algarves, immédiatement après l'échange des ratifications de la présente convention, l'inscription de quarante mille neuf cents francs de rente cinq pour cent, allouée au Portugal par l'article 7 de la convention du 25 avril 1818, laquelle a été et se trouve encore déposée, du consentement des deux gouvernemens, entre les mains de deux commissaires français, suivant procès-verbal dressé à Paris, le 18 juillet 1821.

3. Quant aux soixante et dix-huit mille sept cent quarante trois francs de rente cinq pour cent, aussi déposées entre les mains des mêmes commissaires (dont le bordereau, dressé et paraphé par eux, est annexé à la présente convention), et provenant de l'emploi,

1° De quatre-vingt-un mille huit cents francs, produit de quatre semestres de la rente principale de quarante mille neuf cents francs, échus le 22 mars 1820, perçus par M. le marquis de Marialva, et comptés auxdits commissaires dépositaires, le 18 juillet 1821, par le consul-général de Portugal à Paris;

2° Du montant, au fur et à mesure du paiement qui leur en a été fait, chaque semestre, depuis le 22 septembre 1820 jusqu'au 22 septembre dernier, des intérêts accumulés et composés de ladite rente principale.

Sa Majesté très-fidèle consent à ce qu'il en soit retenu, par le Gouvernement de Sa Majesté le roi des Français, une portion suffisante pour que la vente, qui en sera faite immédiatement après l'échange des ratifications de la présente convention, au cours moyen de la bourse de Paris, produise une somme nette de huit cent mille francs; que ladite somme soit versée sur-le-champ à la caisse des dépôts et consignations, et qu'elle y soit tenue à la disposition du Gouvernement de Sa Majesté le roi des Français, pour être employée par ses soins à l'acquit des réclamations formées par des Français contre le gouvernement portugais, fondées sur les dispositions des divers traités et conventions conclus entre les deux Etats.

4. De son côté, Sa Majesté le roi des Français, en considération de l'abandonnement stipulé par l'article précédent, s'engage à faire remettre aux personnes autorisées par Sa Majesté très-fidèle la portion des rentes provenant du placement des intérêts dont la vente n'aura

pas été nécessaire pour la réalisation des huit cent mille francs dont il est question audit article. 1839

Sa Majesté le roi des Français s'engage, en outre, à prescrire les mesures nécessaires pour effectuer la liquidation des réclamations, à l'extinction desquelles ladite somme est exclusivement affectée.

5. Au moyen des stipulations contenues dans les articles précédens, la France et le Portugal se trouveront complètement libérés des dettes de toute nature prévues par les traités et conventions en vigueur.

6. Pour faciliter les liquidations qui devront avoir lieu par suite de la présente convention, leurs Majestés le roi des Français et la reine du Portugal et des Algarves s'engagent réciproquement à fournir tous les documens, explications et renseignemens qui seront demandés par l'intermédiaire de leurs légations respectives.

7. Il est bien entendu que les stipulations ci-dessus, relatives seulement à l'exécution des traités et conventions, ne préjudicieront en rien aux réclamations de toute autre nature que des Français auraient à faire valoir sur le gouvernement portugais, ou des Portugais sur le gouvernement français, lesquelles réclamations seront jugées conformément aux lois et règlemens du gouvernement auquel elles auront été adressées.

8. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Paris, dans le terme de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut*).

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait Paris, à le septième jour du mois de décembre de l'an de grâce 1839.

(L. S.) A. du Bouzet. (L. S.) Baron d'Alcoçhete.
(L. S.) Nuno Barbosa de Figueiredo.

Article additionnel à la convention du 7 décembre 1839, entre la France et le Portugal.

Dans le cas où la liquidation des réclamations formées par des Français, et comprises dans les stipulations de l'article 3 de la convention de ce jour (laquelle liquidation sera faite suivant les formes usitées dans les cas analogues), laisserait sans emploi une portion quel-

*) Les ratifications ont été échangées le 7 février. Nous croyons superflu de reproduire l'état annexé au traité.

1839 conque de la somme de huit cent mille francs abandonnée par le Portugal pour servir à l'acquit desdites réclamations, Sa Majesté le roi des Français consent à ce que la portion non employée fasse retour au gouvernement de Sa Majesté la reine du Portugal et des Algarves.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré dans ladite convention.

Fait double, à Paris, les mêmes jour et an que dessus. (L. S.) A. du Bouzet.
(L. S.) Baron d'Alcochete.
(L. S.) Nuno Barbosa de Figueiredo.

Ordonnance publiée à Paris le 17 février 1840, pour l'exécution des articles 2 et 3 de la convention conclue à Paris, le 7 décembre 1839, entre la France et le Portugal.

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.;

Vu les articles 2 et 3 de la convention conclue à Paris, le 7 décembre 1839, entre la France et le Portugal;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. Les sieurs Maillard et Mignet, conseillers d'état, commissaires dépositaires de l'inscription de quarante mille neuf cents francs de rente cinq pour cent, allouée au Portugal par l'art. 7 de la convention du 25 avril 1818, et des inscriptions de la même rente produites par le placement des intérêts accumulés et composés de ladite rente principale, jusqu'au 22 septembre dernier, dont le bordereau est annexé à la convention du 7 décembre, feront vendre par l'intermédiaire de l'agent de change du Trésor public, et au cours moyen de la Bourse de Paris, le jour qui suivra immédiatement la notification qui leur sera faite de la présente ordonnance, la quantité d'inscriptions nécessaires pour que ladite vente produise une somme nette de huit cent mille francs, laquelle somme sera de suite versée, par les soins dudit agent de change, à la caisse des dépôts et consignations, pour y être tenue à la disposition de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères.

2. Immédiatement après que cette vente aura été 1839
effectuée, les commissaires dépositaires feront la remise à MM. le baron d'Alcochete, consul-général de Portugal en France, et le chevalier de Barbosa, secrétaire de la légation portugaise à Paris, délégués à cet effet par Sa Majesté la reine de Portugal et des Algarves, aux termes de leurs pleins pouvoirs, de toutes les inscriptions de rente cinq pour cent qui resteront encore au dépôt confié à leurs soins, et ils leur feront en même temps remise du bordereau justificatif de l'emploi des rentes vendues pour réaliser la somme nette de huit cent mille francs.

3. Notre ministre, etc.

Signé : Louis-Philippe.

Et plus bas : M^al^ duc de Dalmatie.

106.

Ordonnance royale publiée en France le 8 décembre 1839, relative à la modification du tarif d'entrée dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe.

Rapport au Roi.

Sire, le tarif des douanes à la Martinique et à la Guadeloupe a cessé d'être en harmonie avec les besoins de la consommation coloniale. Ce tarif remonte à l'ordonnance du 5 février 1826. Depuis lors, plusieurs modifications y ont été faites : d'autres encore sont impatiemment attendues. Nous croyons nécessaire de comprendre les unes et les autres dans une seule et même ordonnance qui redressera tout ce qui, dans le tarif actuel, peut laisser à désirer pour la forme et pour le fond.

C'est ainsi que certains objets qui payaient à la valeur, comme les bestiaux, les légumes, les bois, le charbon, etc., et sur lesquels, à raison de ce mode de perception, l'application du droit présentait souvent des difficultés, seront, sans qu'il en résulte d'aggravation pour les consommateurs, taxés à la pièce, au poids,

1839 ou à la mesure. La taxe *ad valorem* ne subsisterait que pour les objets à l'égard desquels tout autre mode de perception serait impracticable.

D'autres articles frappés de prohibition, comme les chapeaux de paille dits *de Panama*, et quelques instrumens aratoires, s'introduisaient frauduleusement. Ils deviennent admissibles sous un droit modéré, dont les produits accroîtront les ressources du budget colonial.

L'admission des vins de Madère et de Ténériffe a été réclamée comme moyen d'hygiène, leur emploi étant indispensable pour le traitement de certaines maladies qu'engendre le climat. Leur importation n'aura lieu qu'à un droit élevé qui garantira nos vins et nos bières de toute rivalité.

Dans la vue de rendre moins chère et plus générale la consommation des denrées alimentaires de première nécessité, nous croyons utile d'effectuer une légère réduction de droit sur le riz et sur la farine, et d'abaisser de 15 à 10 fr. le droit du boeuf salé, que les colonies tirent aujourd'hui presque entièrement du continent américain.

Votre Majesté remarquera que, parmi les autres mesures de détail sur lesquelles je m'abstiens de fixer son attention, il s'en trouve une qui élève de 15 (soit 7 pour cent) à 20 fr. le droit du tabac en feuilles, et à 30 fr. celui du tabac fabriqué. Ce sont les conseils coloniaux eux-mêmes qui ont proposé cette aggravation, sentant le besoin de rétablir la culture du tabac, qui réussissait autrefois si bien dans nos Antilles, et qui peut redevenir une de leurs principales exploitations.

En accordant, Sire, ces différentes modifications aux voeux des deux colonies, nous avons cru pouvoir donner satisfaction à d'autres intérêts engagés dans le commerce des Antilles. D'abord, il est juste que le pavillon français soit favorisé par une modération de droits d'un cinquième pour l'importation des marchandises d'Europe ou des pays non européens situés sur la Méditerranée, dont le transport lui est réservé par une conséquence de la loi du 12 juillet 1837 sur les entrepôts.

Ensuite nous proposons d'admettre à la Martinique et à la Guadeloupe, sous un simple droit d'ordre, quelques produits qui peuvent être fournis par nos établissemens de l'Afrique occidentale.

Enfin, il y avait à régulariser les taxes de naviga- 1839
tion et à les rendre moins onéreuses, en les rapprochant de celles qui se perçoivent en France.

Toutes ces mesures, Sire, seront soumises à la législature dès l'ouverture de la session; nous avons néanmoins pensé qu'il convenait de les réaliser dès à présent, afin que les intérêts qu'elles affectent ne restent pas en souffrance, s'il arrivait que, par suite de leurs occupations nombreuses, les Chambres se trouvassent dans l'impossibilité de leur donner prochainement la sanction de la loi.

Je suis avec respect, Sire, etc.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'agriculture et du commerce,

Signé: L. Cunin-Gridaine.

Ordonnance.

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.

Vu les ordonnances des 5 février 1826, 25 juillet 1837 et 23 juillet 1838, sur le régime commercial des colonies de la Martinique et de la Guadeloupe; ensemble la loi du 24 avril 1833 et l'art. 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture et du commerce, au département de la marine et des colonies, et au département des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Tarif d'entrée.

Art. 1er. A partir du 1er mars prochain, le tarif d'entrée dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe sera modifié ainsi qu'il suit:

1° *Marchandises étrangères admissibles à l'importation.*

Les tableaux A et B annexés à la présente ordonnance seront substitués aux tableaux 1 et 2 annexés à l'ordonnance du 5 février 1826, pour déterminer les marchandises étrangères admissibles à l'importation dans lesdites colonies, et les droits d'entrée à percevoir sur lesdites marchandises.

Les marchandises portées au tableau A, lorsqu'elles

1839 viendront d'Europe ou des pays non européens situés sur la Méditerranée, ne seront admissibles à la consommation desdites colonies qu'autant qu'elles seront importées directement des lieux de production ou des entrepôts par navires français; dans ce cas, elles jouiront d'une réduction de droits d'un cinquième.

2° *Marchandises importées des établissemens français sur la côte occidentale d'Afrique.*

Les droits d'entrée sur les marchandises importées, par navires français, des établissemens français sur la côte occidentale d'Afrique, lorsqu'elles seront accompagnées de certificats d'origine authentiques délivrés par les autorités locales, seront perçus conformément au tableau C, annexé à la présente ordonnance.

3° *Marchandises importées de France.*

Les produits naturels ou manufacturés importés de France, dont les similaires étrangers, compris aux tableaux joints à la présente, sont admissibles dans lesdites colonies, paieront 5 centimes par 100 kilogrammes ou par tête, s'il s'agit d'animaux vivans.

Pour toutes les autres marchandises importées de France, non comprises aux tableaux A et B, les droits d'entrée ne pourront être élevés à plus de 3 pour cent de la valeur.

Tarif de navigation.

Art. 2. Les droits de navigation à payer par les bâtimens français et étrangers, dans les ports de la Martinique et de la Guadeloupe et dépendances, seront perçus conformément au tarif ci-après:

DESIGNATION DES DROITS.				DROITS à percevoir par tonneau. fr. c.	bâtiment. f. c.	acte. f. c.
Droit de tonnage.	Bâtim. ven. de France ou des possessions françaises			» »	» »	» »
	Bâtimens français et étrangers venant de l'étranger	de long-cours et de grand cabotage.	avec chargement pour la consommation ou l'entrepôt	2 90	» »	» »
			avec deux tiers chargement en bois.	1 60	» »	» »
			sur lest.	» 20	» »	» »
		de petit cabotage.	chargés	1 15	» »	» »
			sur lest.	» 20	» »	» »
Droit d'expédition.	Bâtim^s ven. de France ou des possessions françaises			» »	» »	» »
	Bâtimens français et étrangers venant de l'étranger	de 100 tonneaux et au-dessous.		» »	25 »	» »
		de plus de 100 à 150 inclusivement			30 »	» »
		de plus de 150 à 200 id.		» »	40 »	» »
		de plus de 200 tonneaux		» »	50 »	» »
Droit de congé des bâtimens français et droit de passeport des bâtimens étrangers.				» »	» »	6 »
Permis de charger et de décharger. Bâtimens au mouillage sans distinction de pavillon				» »	5 »	» »
Droits sanitaires. Bâtimens de toute provenance.	de 100 tonneaux et au-dessous			» »	6 »	» »
	de plus de 100 à 150 inclusivement			» »	9 »	» »
	de plus de 150 à 200 id.			» »	12 »	» »
	de plus de 200 tonneaux			» »	15 »	» »
Droit de francisation.	Bâtimens de construction française.	de 30 tonneaux et au-dessous.		» »	30 »	» »
		de plus de 30 à 60 inclusivement.		» »	40 »	» »
		de plus de 60 tonneaux		» »	50 »	» »
	Bâtimens de construction étrangère, dans le cas où la francisation en est autorisée par la loi.			12 »	» »	» »

Art. 3. Nos ministres secrétaires d'état, etc.

Fait au palais des Tuileries, le 8 décembre 1839.

Signé: LOUIS-PHILIPPE.

Et plus bas: L. CUNIN-GRIDAINE.

TABLEAU A.

Marchandises étrangères dont l'importation est autorisée dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, en payant les droits ci-après:

Animaux vivans.

Chevaux	30 00	Par tête
Mulets	45 00	
Bœufs	25 00	
Vaches, taureaux, taurillons, bouvillons, génisses et ânes	12 50	
Veaux, porcs, moutons et chèvres	4 00	
Tous autres	1 00	

Bois.

Feuillard	10 00	le 1000 en nombr.
Merrains	6 00	
Essentes	00 75	
Planches et autres	1 25	les 100 mètres de long.
Brai, goudron et autres résineux	00 75	Par 100 kil.
Charbons de terre	00 10	
Fourrages verts et secs	00 50	
Graines potagères	6 00	
Fruits de table	6 00	
Boeuf salé	10 00	Par 100 kil.
Riz	4 00	
Farines de froment	18 50	
Morues et autres poissons salés	7 00	
Sel	5 00	
Tabac en feuilles	20 00	
Tabac fabriqué	30 00	
Mouchoirs de l'Inde en coton teint en fil, sans apprêt, dits madras ou paliacats	8 00	La pièce.
Id. glacés ou cylindrés à chaud, dits vendapolam et masulipatam	4 00	
Toiles à voiles écrues communes, de lin et de chanvre, dont la chaine présente moins de huit fils dans l'espace de 5 millimètres	30 f.	les 100 kil.
Légumes secs	3 50	l'hect.
Maïs en grains	2 00	
Cuirs verts en poils non tannés	00 35	La pièce
Charrues	25 00	
Chapeaux de paille à tresses engrainées, dits de Panama	5 00	
Voitures	15 pour cent de la valeur.	
Moulins à égrener le coton		
Pompes en bois non garnies		
Chaudières en potin		
Houes et pelles	4 00	La douzaine.
Serpes et coutelas	3 00	
Rames et avirons	00 05	par mètre de long.
Vins de Madère et de Ténériffe	100 00	l'hectolitre.

TABLEAU B.

Marchandises étrangères dont l'admission est autorisée dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, par tous pavillons, en payant 5 centimes par 100 kilogrammes.

Baumes et sucs médicinaux. — Bois d'ébénisterie odorans. — Casse. — Cire non ouvrée. — Cochenille. — Coques de coco — Cuivre brut. — Curcuma. — Dents d'éléphant. — Ecailles de tortue, — Etain brut. — Fanons de baleine. — Gingembre. — Gommes. — Graines d'amome. — Grains durs à tailler. — Indigo. — Joncs et roseaux. — Hermès. — Légumes verts. — Laque naturelle. — Muscades. — Nacre. — Or et argent. — Os et cornes de bétail. — Peaux sèches et brutes. — Plomb brut. — Poivre. — Potasse. — Quercitron. — Quinquina. — Rocou. —

Racines, écorces, herbes, feuilles et fleurs médicinales. — Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie. — Sumac. — Vanille. 1839

TABLEAU C.

Marchandises des établissemens français sur les côtes occidentales d'Afrique dont l'importation est autorisée à la Martinique et à la Guadeloupe par navires français, et avec certificats d'origine délivrés par les autorités desdits établissemens.

Boeufs, ânes, chèvres, moutons, 50 cent. par tête.
Riz, 5 cent., par 100 kilogr.

107.

Convention entre l'association allemande de douanes et de commerce et la ville libre de Hambourg, en date du 12/17 Décembre 1839.

(Hamburg. Unparth. Correspondent. 1840. 21. Januar).

Nach beiderseits erfolgter Ratification eines zwischen den Staaten des deutschen Zoll- und Handels-Vereines und der freien und Hansestadt Hamburg, durch Austausch gleichlautender resp. vom 12ten und 17ten Decbr. v. J. datirten Declarationen für die Dauer des zwischen den gedachten Staaten und dem Königreiche der Niederlande unter dem 21sten Januar 1839 abgeschlossenen Handelstractats festgestellten Uebereinkommens wegen gegenseitiger Verkehrserleichterungen, wird der Inhalt dieser Uebereinkunft im Nachstehenden zur öffentlichen Kenntniss gebracht:

1. Der Senat der freien und Hansestadt Hamburg macht sich Preussen und hierdurch zugleich den übrigen Staaten des Zollvereins gegenüber, verbindlich, während der Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft weder die nachbenannten jetzt in Hamburg von allem Zoll befreieten Artikel:

a. Leinen, bunte Leinen mit Baumwolle gemischt, leinene und wollene Lumpen, alte und neue Wäsche, Garn und Gürten von Flachs, von Hanf und von Baumwolle, rohe Schaaf- und Lammwolle.

1839 b. Weizen, Roggen, Hafer, Gerste, Buchweizen, Malz, Kartoffeln und Rappsaamen.

c. UnverarbeitetesKupfer und Messing, Schiffskupfer, altes zum Einschmelzen bestimmtes Messing und Kupfer und Kupferkrätze, Kupfer- und Messing-Platten, roher Zink, verzinntes und unverzinntes Eisenblech.

d. Baarschaften und Münzen, unverarbeitetes Gold und Silber und Krätze, die aus dem Verfeinern edler Metalle herrührt.

e. Druckschriften, Bücher, Musikalien und Landkarten.

f. Oelkuchen, Borke, Knochen

aus den Vereinstaaten kommend oder dahin gehend, mit einem Zoll zu belegen, noch den Transit nach dem, in der Hamburgischen Zoll-Ordnung vom 25sten Febr. 1835 davon aufgestellten doppelten Begriff, sowohl der freien Durchfuhr, als des fictiven Entrepots für Waaren aus und nach den Vereinstaaten zu belasten.

2. In gleicher Weise gehet der Senat der freien und Hansestadt Hamburg die Verpflichtung ein, vom 1sten Jan. 1840 an, die nachbezeichneten Gegenstände:

Hirse, Erbsen, Bohnen, Linsen, Wicken, Spelt, Anis, Kümmel, Mehl, Krapp, Saatoel, Arsenik, Blaufarben, Galmei, Gyps, Graphit, Mineralerde, Mörtel, Mühlsteine, Rothstein, Smalte, Töpfererde, Trass, Trippel, Tuffstein, Walkererde, Schwefel, Zink in Blechen und Steinkohlen,

aus den Vereinsstaaten kommend und dahin gehend vom Eingangs-Zoll gänzlich zu befreien.

3. Nicht minder wird Seitens des Senates der freien Stadt Hamburg zugesagt, die, nach der revidirten Hamburger Zoll-Ordnung vom 25sten Februar 1835, §. 20 unter dem Namen „Schiffs-Zoll" bestehende Abgabe der oberelbischen vereinsländischen Fahrzeuge dahin zu vereinfachen, dass, vom 1sten Januar 1840 an, für Fahrzeuge über zwanzig Lasten Tragfähigkeit — die Last, nach dem bisher schon bei der Erhebung dieses Schiffszolles in Hamburg bestehenden Gebrauche zu 6000 ℔ gerechnet — zwei Mark Courant und für Fahrzeuge bis einschliesslich zwanzig Lasten Tragfähigkeit Eine Mark Courant entrichtet werden sollen, und wobei auch ferner die Erleichterungen in Anwendung bleiben werden, welche im §. 21 der gedachten Zoll-Verordnung unter No. 5 und 6 zu Gunsten der Fluss-Schifffahrt ausgesprochen sind.

4. In Erwiederung der vorstehend unter No. 1 bis 3 enthaltenen Zugeständnisse wird von der Königl. preussischen Regierung für sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handels-Vereines die Verbindlichkeit übernommen, den in das Gebiet dieses Vereines eingehenden Hamburger Lumpenzucker und die Hamburger Raffinade keinen höhern Eingangs-Abgaben als von den gleichartigen Niederländischen Erzeugnissen nach dem vorerwähnten Traktate zu entrichten sind, zu unterwerfen, vielmehr beiderlei Erzeugnisse jetzt und fernerhin auf völlig gleichem Fusse zu behandeln. 1839

5. In gleicher Weise wird Königlich Preussischer Seits hierdurch die Zusicherung ertheilt, dass im Gebiete des Zoll- und Handels-Vereines der Hamburgische Weinhandel gleicher Begünstigung mit dem Niederländischen Weinhandel in der Art geniessen soll, dass, wenn die in den Staaten des Zoll-Vereines gegenwärtig zu Gunsten des Grosshandels mit Wein bestehende Rabatt-Bewilligung auf die Eingangs-Abgaben von den unmittelbar aus den Ländern der Erzeugung eingeführten Weinen noch über den 1sten Januar 1840 hinaus fortgesetzt werden sollte oder andere Begünstigungen dieser Art jenem Handel etwa zugestanden werden möchten, diese Begünstigungen von dem gedachten Zeitpunkte ab, gleichmässig auch auf die aus Hamburg bezogenen Weine angewendet werden sollen.

Conclusum in Senatu Hamburgensi. Lunae d. 20. Jan. 1840.

108.

Nouvelle Loi de Douanes, donnée dans la Ville libre de Hambourg, le 12 Décembre 1839.

(Revidirte Hamburgische Zoll-Verordnung beliebt durch Rath- und Bürger-Schluss vom 12. December 1839. Publicirt auf Befehl eines Hochedlen Raths der freien Hanse-Stadt Hamburg. 1839.).

Es ist hierselbst der Waaren- und Schiffszoll, wie folgt, zu entrichten, und sind dieserhalb die in der

1839 gegenwärtigen Verordnung enthaltenen Bestimmungen und Vorschriften festgesetzt:

§. 1. Sobald die Schiffe und Fahrzeuge bei der Ankunft respective Altona und oberhalb den Baum passirt sind, sind solche den hiesigen Zollverfügungen unterworfen, und müssen die darin verladenen Waaren mit den erforderlichen Zollzetteln versehen werden; von welchen überhaupt eine jede an den hiesigen Zollstätten und Zollposten ein- oder auspassirende Waare begleitet seyn muss.

§. 2. Der Waarenzoll ist, mit den in folgenden Artikeln dieser Verordnung ausdrücklich bezeichneten Ausnahmen, von allen einkommenden Waaren und Gütern, sie mögen ausserdem der Accise unterworfen seyn oder nicht, mit ½ pCt. und von allen ausgehenden Gütern mit ⅛ pCt Courant vom Bancowerthe nach dem laufenden Börsenpreise zu entrichten.

Von zollfreien Gegenständen.

§. 3. Vom Eingangszoll und Ausgangszoll sind befreiet:

1) Leinen, bunte Leinen mit Baumwolle vermischt, leinene und wollene Lumpen, alte und neue Wäsche, Garn und Gurten von Flachs, von Hanf und von Baumwolle, rohe Schaaf- und Lamm-Wolle;
2) Waizen, Rocken, Hafer, Gerste, Buchwaizen, Malz, Kartoffeln und Rappsaamen;
3) Unverarbeitetes Kupfer und Messing, Schiffskupfer, altes, zum Einschmelzen bestimmtes Messing und Kupfer und Kupferkrätze, Kupfer- und Messing-Platten, roher Zink, verzinntes und unverzinntes Eisenblech:
4) Barschaften und Münzen, unverarbeitetes Gold und Silber; und Krätze, die aus dem Verfeinern edler Metalle herrührt;
5) Druckschriften, Bücher, Musikalien und Landcharten;
6) Oelkuchen, Borke, Knochen;
7) Passagiergut, insofern es vom Eigenthümer begleitet oder eine besondere Genehmigung des Zollherrn erfolgt ist.

§. 4. Vom Eingangs-Zoll sind befreiet:

1) Hirse, Erbsen, Bohnen, Linsen, Wicken, Spelt, Anis, Kümmel, Mehl, Krapp, Saatoel, Arsenik, Blaufarben, Galmey, Gyps, Graphit, Mineralerde, Mörtel, Mühl-

steine, Smalte, Töpfererde, Trass, Trippel, Tuffstein, Walkererde, Schwefel, Zink in Blechen und Steinkohlen; 1839

2) Bau-, Stab- und Brenn-Holz, welches die Elbe herunter oder zur Fuhr an die Stadt gebracht wird; letzteres mit Ausnahme des seewärts gekommenen;

3) die mit den Posten einkommenden Waaren, insofern die an denselben Empfänger eintreffenden Waaren einen Werth von funfzig Mark Banco nicht übersteigen.

§. 5. Vom Ausgangs-Zoll sind befreiet:

1) alle hiesige Fabrikate und hieselbst verarbeitete Manufacturwaaren; und

2) kleine Versendungen bis 100 Pfund an Gewicht, sofern deren Werth 100 Mark Banco nicht übersteigt.

§. 6. Der Eingangs-Zoll ist von den nachbenannten Früchten, als: Citronen, Pommeranzen und Apfelsinen mit 2 β Cour. für die halbe Kiste bis 500 Stück, mit 4 β Cour. für die ganze Kiste bis 1000 Stück, und für grössere Kisten bis 1500 Stück u. s. w., so wie für Fässer, nach demselben Verhältnisse zu bezahlen.

Vom Transito.

§. 7. Bei allen Waaren und Gütern, die nach den folgenden Bestimmungen Transitogut sind, und als solches declarirt werden, tritt der Regel nach eine gänzliche Befreiung vom Zoll ein.

§. 8. Transitogut ist, nach dem dieser Verordnung zum Grunde liegenden gesetzlichen Begriffe, allein solches Gut, welches zur Spedition und weitern Beförderung über Hamburg, sey es für Rechnung eines Hamburgers oder für fremde Rechnung, anhero gebracht wird.

§. 9. Eine hier im Transito liegende Waare, die verhandelt oder vertauscht wird, oder mit der sonst eine Eigenthumsveränderung vorgeht, hört auf, Transitogut zu seyn. Auch darf namentlich keine Waare, die ein Hiesiger für seine Rechnung vom Auslande bezogen hat und an einen Auswärtigen für dessen oder eines Dritten Rechnung versendet, als Transitogut angesehen werden.

§. 10. Es dürfen nur solche Güter zum Transito declarirt werden, welche direct auf hier gekommen sind. Alle seewärts auf der Elbe angekommene Waaren, welche ausserhalb der Stadt ans Land gebracht und gelöscht worden, können die Transitofreiheit nicht

1839 geniessen; es wäre denn, dass solches wegen Havarie oder sonstiger unvermeidlicher Umstände hätte geschehen müssen, in welchem Falle die Transitofreiheit für solche Güter, auf desfallsiges Nachsuchen bei einem der Zollherren, erlangt werden kann.

Waaren, die von der Vorstadt St. Pauli oder deren Nachbarschaft aus, ausserhalb Baumes passiren, um in dort in Ladung liegenden Schiffen verladen zu werden, dürfen zollfrei verschifft werden, und sind die bei der Verladung auszustellenden Passirscheine an die Zolljacht oder eine der benachbarten Zollstätten abzugeben.

§. 11. Von der Transitofreiheit ist Brennholz, ausgenommen, so wie Bau- und Stabholz, falls dasselbe nicht seewärts gekommen ist.

§. 12. Zu Transito-Declarationen sind nur die im hiesigen Nexus stehenden christlichen und israelitischen Handlung treibenden Bürger und Einwohner befugt, insofern sie, in Gemässheit der Verordnung vom 30. December 1833, das Grossbürgerrecht erworben, oder, anlangend die Israeliten, die vorgeschriebene Abgabe an die Cammer bezahlt haben. Jedoch müssen dieselben, vor ihrer Zulassung ihren Grossbürgerschein, oder die Cammer-Quittung am Zoll-Comptoir produciren, auch ihre Unterschrift in ein dazu bestimmtes Buch eigenhändig eintragen.

§. 13. Alle Güterbestäter, sowohl Schiffsprocureure als Litzenbrüder und Andere, sind von der Befugniss, zum Transito zu declariren, ausgeschlossen.

§. 14. Ein jeder zur Transitofreiheit Berechtigte, welcher Waaren zum Transito declariren will, hat in dem Transitozettel auf seinen der Stadt geleisteten Eid zu erhärten, dass das declarirte Gut wirklich, nach dem dieser Verordnung zum Grunde liegenden gesetzlichen Begriffe, Transitogut sey.

§. 15. Die Transitofreiheit ist in der Regel auf die Dauer von drei Monaten, vom Tage der Ausstellung des Transitozettels, beschränkt. Es findet jedoch eine Prolongation auf fernere drei Monate Statt, wenn vor Ablauf der ersten drei Monate darum nachgesucht und eine Abgabe von ¼ pCt. Cour. vom Bancowerthe der Waare entrichtet wird. Eine Prolongation über sechs Monate hinaus findet unter keinen Umständen Statt.

§. 16. Die, mit Ablauf von drei Monaten nicht prolongirten, und, bei eingetretener Prolongation, mit

Ablauf von sechs Monaten nicht wieder ausgeführten, 1839
zum Transito declarirten, Waaren müssen unter Einreichung des Transitozettels am Haupt-Zollcomptoir ordnungsmässig, nebst einer auf den zehnten Theil des Zolls bestimmten Erhöhung, einverzollet werden. (§. 49).

§. 17. Auf gleiche Weise ist eine jede zum Transito declarirte Waare, die zum hiesigen Verkaufe oder Handel bestimmt wird, vor der Ablieferung mit der im vorigen §. festgesetzten Erhöhung einzuverzollen. (§. 50.)

§. 18. Wenn zum Transito angegebene Güter von Seiten des Transitonehmers zur Verfügung einer andern Person gestellt werden sollen, haben beide Personen solches am Haupt-Zollcomptoir anzuzeigen, und, mit Genehmigung eines der Zollherren, durch Unterschrift des gebräuchlichen gedruckten Formulars auf ihren der Stadt geleisteten Eid oder an Eidesstatt zu erklären, dass keine Eigenthumsveränderung mit der Waare vorgegangen ist. (§. 48, No. 3).

§. 19. Wenn Transitogut umgepackt oder mit einer Marke versehen, oder wenn dessen vorhandene Marke verändert werden soll, muss dazu die Genehmigung eines der Zollherren nachgesucht werden, worauf die Umpackung, Aufsetzung der Marke oder Ummarkung in Gegenwart eines Officianten unentgeltlich geschieht. (§. 48, No. 2).

Vom Schiffszoll.

§. 20. Der Schiffszoll ist, nach den am Zollcomptoir vorzulegenden Messzetteln, unter nachfolgenden Modificationen, theils nach der Zahl der Commerzlasten der Trächtigkeit, theils für das Fahrzeug im Ganzen, zu entrichten.

1. Für die Commerzlast:

A. Von allen über 20 Commerzlast haltenden Schiffen:

1) Vom Cap der guten Hoffnung und jenseits, so wie von jenseits des Cap Horn	Crt. Mk. 3 — β
2) Aus Westindien, Nordamerika, Südamerika bis zum Cap Horn, den Inseln des atlantischen Meeres, von der Westküste von Afrika bis zum Cap excl.	„ 2. 8 „
3) Von Portugal, Spanien und aus der mittelländischen See	2. — „

1839 4) Aus den übrigen europäischen Häfen, insofern nicht die Modificationen des §. 22 eintreten . . . . . Ctr.Mk. 1. 8 β
5) Aus Holland, Ostfriesland, von der Weser, von Jütland und von der Eider „ — 12 „
6) Von allen in Ballast ein- und ausgehenden Schiffen . . . . . „ — 8 „

B. Von allen bis 20 Commerzlast haltenden Schiffen ohne weiteren Unterschied . . „ — 4 „

II. Für das Fahrzeug im Ganzen:
1) Von allen von der Stecknitz und der Oberelbe eintreffenden Fahrzeugen
über 20 Commerzlast Tragfähigkeit „ 2. — „
bis 20 Commerzlast einschliesslich „ 1. — „
2) Von den Fahrzeugen von Otterndorf, Altenbruch, Ritzebüttel und Holstein jenseits der Stör, und von Lauenburg, Winsen, Lüneburg und Boitzenburg „ 1. — „
3) Von den Fahrzeugen von Harburg, Buxtehude, Stade und aus Holstein bis zur Stör . . . . . „ — 8 „

§. 21. Ausgenommen vom Schiffszolle sind:
1) alle 20 Commerzlasten und darunter haltende Schiffe und Fahrzeuge, die in Ballast direct aus See ein- oder dahin ausgehen;
2) die hiesigen Grönlandsfahrer;
3) die von Grund aus hieselbst neu erbaueten Schiffe, jedoch nur für die Rückkehr von ihrer ersten Reise;
4) die seewärts kommenden Schiffe, die nichts als Steinkohlen geladen haben, wenn sie in Ballast von hier zurückkehren;
5) alle Flussschiffe, die nur Getreide, Früchte und andere Gegenstände der ersten Lebensbedürfnisse, so wie nur Holz und Torf an die Stadt bringen, wenn sie ohne Waaren von hier zurückkehren;
6) alle sub No. 5 erwähnte Schiffe, auch wenn sie beladen zurückkehren, sofern sie nicht über 10 Commerz-Last halten.

§. 22. Sofern die im vorigen §. unter No. 4 und 5, letztere, wenn sie über zehn Last halten, bezeichneten Schiffe und Fahrzeuge, zur Rückladung Handelsartikel einnehmen, muss die Hälfte desjenigen Schiffs-

zolls bezahlt werden, welcher, wenn sie mit Ladung eingetroffen wären, zu entrichten gewesen seyn würde. 1839

Auf gleiche Weise ist von denjenigen Schiffen, die seewärts in Ballast einkommen und mit einer Rückladung wieder abgehen, die Hälfte desjenigen Schiffszolls zu erlegen, welcher, wenn das Schiff beladen von dem Bestimmungsorte der Rückladung angekommen wäre, zu entrichten gewesen seyn würde. (Schlammgeld wird wie bisher für Bau-, Stab- und Brennholz entrichtet. Schiffe von 20 Commerzlast und darunter sind vom Lootsgelde befreiet. Hafengeld, sonstige Gebühren und Sporteln fallen auch für die Zukunft weg).

Von den Declarationen beim Zoll, darauf bezügliche Verpflichtungen und allgemeine Verfügungen.

§. 23. Die Angaben zur Verzollung müssen vor der Einfuhr oder Ausfuhr gemacht werden, und müssen die zu dem Ende einzureichenden Zollzettel die richtige Aufgabe der Gebinde, ob solche in Bouccauts, Oxhoften, Terzien, Quarten, Ballen, Säcken, ganzen oder halben Stücken und dergleichen bestehen; deren Inhalt, Maass, Gewicht, Stückenzahl, Marke und Nummer, und den Werth der Waaren nach dem hiesigen Börsenpreise am Verzollungstage, enthalten.

Dieselben Angaben sind in Bezug auf die Ein- und Ausfuhr nach und von dem Grasbrook zu machen, welcher als innerhalb der Zollstätten begriffen, angesehen wird.

Die Zoll- und Transito-Zettel zu den Waaren, die in den im §. 1 näher bezeichneten Zolldistrict See- und Flusswärts eingeführt und ausserhalb Baumes übergeladen werden, müssen sogleich bei deren Einfuhr in den gedachten Zolldistrict, spätestens aber vor deren Wiederausfuhr aus demselben, am Haupt-Zollcomptoir eingereicht werden.

§. 24. Vorstehende Vorschrift findet in ihrem ganzen Umfange, auch auf die Transitozettel, und die sämmtlichen sonstigen Declarationsscheine über zollpflichtige und zollfreie Güter, Anwendung.

Zollfreie Waaren dürfen nicht zum Transito, und zollpflichtige und zollfreie Waaren zusammen nicht auf demselben Zollzettel angegeben werden.

§. 25. Bei Waaren, deren allgemeine Benennung mehrere Sorten von ungleichem Werthe begreift, wie

1839 z. B. bei Kaffe, Zucker, Taback, Indigo etc., muss jedesmal die Sorte des zu verzollenden Gegenstandes genau angegeben werden.

§. 26. Ein Vorbehalt zur Berichtigung der beim Zoll gemachten Angaben ist nur dann verstattet, wenn dazu die Genehmigung eines der Zollherren, welcher solche nach den Umständen zu ertheilen hat, erfolgt ist. Jedoch muss eine Erklärung über die Berichtigung binnen vier Wochen erfolgen, widrigenfalls der gemachte Vorbehalt als erloschen anzusehen ist.

§. 27. Der im Zollzettel aufgegebene Werth der Waaren, wobei angenommen wird, dass solche gesund und unbeschädigt sind, kann nur heruntergesetzt und der zuviel bezahlte Zoll zurückgefordert werden, wenn der Zollpflichtige, sogleich nach erfolgter Entlöschung der Waare, eine etwanige, ihm früher unbekannte, Beschädigung der Waare im allgemeinen bei der Zoll-Deputation anzeigt, mit Vorbehalt der fördersamsten Verification des mindern Werthes durch Vorzeigung der Waare und durch bündige Documente und Atteste. Sofern indess solche allgemeine Anzeige nicht sogleich nach der Entlöschung geschehen ist, kann hernach keine Herabsetzung des in dem Zollzettel aufgegebenen Werthes Statt finden.

§. 28. Berichtigung von Zollangaben behufs der Nachverzollung ist straffrei gestattet, sofern solche von den Declaranten auf eigene Wahrnehmung des Versehens, vor erfolgter Anhaltung der beikommenden Waaren oder vor verfügter Untersuchung, freiwillig und von Seiten der Zollbehörde unveranlasst geschieht.

§. 29. Die Zollabgaben müssen in Hamburger Courantgelde am Haupt-Zollcomptoir sogleich bei gemachter Angabe entrichtet werden.

§. 30. Die Zollabgaben sind bei Fallissementen, allen sonstigen Stadt-Contributionen und öffentlichen Abgaben gleich, privilegirt.

§. 31. Zur Erleichterung des Commerciums kann für die seewärts ankommenden Waaren, eine Frist von höchstens einem Monate, vom Tage der Ankunft der Waaren an, zur Berichtigung des Zolls gestattet werden. Wer zu dieser Ausnahme zugelassen werden will, muss sogleich bei der Angabe der Waaren einen Interimsschein unterzeichnen, welcher alle für die Zollzettel (§. 23) vorgeschriebene Aufgaben enthält, und über-

nimmt dadurch die Verpflichtung, den schuldigen Zoll 1839
binnen Monatsfrist, bei Vermeidung der im §. 49 No. 1 angedroheten Strafe, nach dem am Verzollungstage Statt findenden Börsenpreise zu entrichten. Bei der Verzollung muss sodann die Nummer des Interimsscheins und das Datum der Ausstellung desselben im Zollzettel angegeben werden.

§. 32. Solche Interimsscheine müssen nach Verschiedenheit des Werthes der declarirten Waaren mit einem Stempel versehen seyn, und zwar mit einem Stempel von 4 β Courant für einen Werth bis 100 Mark Banco, von 8 β Cour. für einen Werth von 101 bis 300 Mark Banco, und von 1 Mark Cour. für einen Werth von 300 Mark Banco und darüber.

§. 33. Alle Zoll-, Transito- und Transito-Abschreibe-Zettel, alle Passirscheine, alle Declarationsscheine über zollfreie Waare, und überhaupt alle bei dem Zollwesen vorkommenden Zettel, nur mit Ausnahme der bereits in Folge des vorstehenden §. mit einem Sempel belegten Interimsscheine, so wie mit Ausnahme aller Duplicate und Triplicate, und derjenigen, deren Werthangabe 100 Mark Banco nicht übersteigt, müssen mit einem Stempel versehen seyn, welcher für Zettel, mit einer Werthangabe von 101 bis 400 Mark Banco, 1 β, für diejenigen, die gar keine oder eine höhere Werthangabe enthalten, 2 β beträgt.

§. 34. Den hiesigen Handel treibenden Bürgern und sonstigen im hiesigen Nexu stehenden Einwohnern, steht, mit den, rücksichtlich der Befugniss zu Transito-Declarationen festgesetzten näheren Bestimmungen, die Befugniss zu, Declarationen beim hiesigen Zolle zu machen; den nicht Handel treibenden nur in ihren eigenen Angelegenheiten.

§. 35. Bei genügenden Veranlassungen steht es den zu Declarationen berechtigten Personen frei, einen Special-Bevollmächtigten zu ernennen, um in ihrem Namen und unter ihrer unbedingten Verantwortlichkeit zu declariren und zu verzollen, und, haben erstere zu dem Endzweck gedruckte Vollmachts-Formulare mit Genehmigung eines der Zollherren, zu vollziehen, die sodann von dem Bevollmächtigten entweder bei einer jeden Verzollung oder Declaration vorzuzeigen oder auch am Haupt-Zollcomptoir niederzulegen sind.

§. 36. Kein Zollofficiant darf, bei Verlust seines

1839 Dienstes, die Verzollung für Zollpflichtige beim hiesigen Zoll übernehmen.

§. 37. Sämmtliche Zollzettel, Interimsscheine, Transitozettel und sonstige Declarationsscheine müssen von den Zollpflichtigen oder deren Special-Bevollmächtigten eigenhändig unterschrieben seyn. Falls aber solche Zettel oder Scheine von anderweitigen Personen unterschrieben eingereicht werden sollten, hat nicht allein der Zollpflichtige, sobald es mit seinem Wissen oder seiner Genehmigung geschehen, unbedingt für dergleichen unzulässige Unterschriften zu haften, sondern es verfallen auch beide Theile in eine nach Befinden der Umstände von der Zolldeputation zu bestimmende Geldstrafe, die auch auf denjenigen Anwendung findet, welcher unbefugt und eigenmächtig zu einer solchen Unterschrift geschritten ist. (S. §. 59.).

§. 38. Wenn Jemand Waaren oder Güter auf einen Zollzettel, einen Interimsschein oder zum Transito declariren will, worüber die Connossemente oder Frachtbriefe nicht auf seinen, sondern auf eines Dritten, hiesigen oder auswärtigen Namen gestellt sind, so ist er vor solcher Declaration dieserwegen genügende Gründe, die aus dem Geschäfte selbst herrühren müssen, im Zollzettel, im Interimsschein oder im Transitozettel, oder sonst schriftlich, einem der Zollherren anzugeben, auch den Namen desjenigen, auf welchen das Connossement oder der Frachtbrief lautet, in solchen Scheinen zu bemerken verpflichtet. (§. 48, No. 1.)

§. 39. In der Regel ist keiner Waare ohne Abreichung eines am Haupt-Zollcomptoir eingelöseten Zoll- oder Transitozettels das Einpassiren oder Auspassiren verstattet. Ausnahmen von dieser Verfügung treten ein:

1) bei den mit den Posten eintreffenden Waaren, die zwar ohne Declaration einpassiren, jedoch innerhalb 14 Tage nach ihrer Ankunft beim Zoll gehörig einclarirt werden müssen;

2) bei allen eingehenden Waaren und Gütern bis zum Werthe von 800 Mark Bco., welche auf, von dem Declaranten, nach Vorschrift des §. 23, auszufüllende, Blanco-Formulare zu Zolldeclarationen, die mit den respectiven Zollbeträgen gestempelt sind, einclarirt werden dürfen. Zu dem Behufe sind solche Formulare mit dem Stempel für den Zoll à ½ pCt., in Abstufungen von 50 zu 50 Mark Bco. an Werth,

ohne Rücksicht auf die dazwischen liegenden Summen, bis zu 800 Mark Bco. versehen; 1839

3) bei allen auszuführenden Waaren und Gütern bis zum Werthe von 800 Mark Bco., welche auf, von den Declaranten nach Vorschrift des §. 23, auszufüllende, Blanco-Formulare zu Zolldeclarationen, die mit den resp. Zollbeträgen gestempelt sind, ausclarirt werden dürfen. Zu dem Behufe sind solche Formulare mit dem Stempel für den Zoll à $\frac{1}{8}$ pCt., in Abstufungen von 50 zu 50 Mark Banco an Werth, ohne Rücksicht auf die dazwischen liegenden Summen, bis zu 800 Mark Bco. versehen;

4) bei allen auszuführenden, vom Zoll befreiten Gegenständen, die auf gedruckte Declarations-Formulare ausclarirt werden dürfen.

§. 39. a. In den Fällen schleuniger Waarenbeförderung dürfen interimistische Declarationen benutzt werden, die demnächst durch gewöhnliche Zoll- und Transito-Zettel einzulösen sind, unter nachfolgenden Bestimmungen:

1) Man darf sich derselben nur zu schleuniger Waarenbeförderung und zu einer Zeit bedienen, während das Haupt-Zollcomptoir nicht geöffnet, mithin daselbst die Expedirung der gewöhnlichen Zoll- und Transitozettel nicht zu erlangen ist, namentlich also Abends nach $6\frac{1}{2}$ Uhr bis zur Schliessung der Thöre und Bäume, und Morgens von deren Oeffnung an, bis eine halbe Stunde nach Oeffnung des Haupt-Zollcomptoirs; auch nur bei Waaren, zu deren Declarirung die mit den Zollbeträgen gestempelten Zollzettel nicht ausreichen;

2) Eine jede Declaration ist mit einem Stempel von 1 Mark Crt. zu versehen, wogegen die im §. 33 der Zoll-Verordnung vorgeschriebenen Stempel der Zoll- und Transitozettel bei solchen Declarationen wegfallen;

3) Diese Declarationen, hinsichtlich deren Form und Art der Anwendung alle, sonst für Zoll-Declarationen vorgeschriebenen Verfügungen anzuwenden sind, nur dass sie zu mehrerer Sicherheit, ausser der sonst erforderlichen Unterschrift, auch noch mit dem Siegel der Firma versehen seyn müssen, — sind fördersamst durch Ausstellung von Zoll- und Transitozettel einzulösen; und bleiben die specielleren Be-

1839 stimmungen des Verfahrens der verfassungsgemässen Beliebung überlassen.

§. 40. Damit die Waaren, welche zur Fuhr früher hieselbst ankommen, als der Empfänger von deren Ankunft Kenntniss hat, an den Thoren nicht aufgehalten werden, ist es verstattet, auf ausgestellte Verpflichtungsscheine der Litzenbrüder, binnen 48 Stunden von Zeit der Ankunft der Waaren an, die Zoll- und Transitozettel der Empfänger einzuliefern, und gegen Einreichung eines von solchen Litzenbrüdern ordnungsmässig auszustellenden Manifestes, die Waare passiren zu lassen. Jedoch sind die Zollofficianten befugt, eine nähere Untersuchung vorzunehmen.

§. 41. Die Zollofficianten an den Thoren und Bäumen haben im allgemeinen die Obliegenheit, auf die ein- und ausgehenden Waaren, Schiffe und Fahrzeuge zu achten; den Bestand der Waaren mit dem Inhalt der Zoll- und Transitozettel nach der Zahl, Grösse, Eigenschaft, in Ansehung der Richtigkeit der Benennung, Marke der Gebinde, Gewicht und Werth der Waaren und Güter zu vergleichen, und die erforderliche Untersuchung vorzunehmen; auch haben sie die Richtigkeit der Angaben in den Zollzettel zu bescheinigen.

§. 42. Die Schiffsmäkler, Litzenbrüder und andere Güterbestäter und Everführer sind für die Richtigkeit der Angabe der Schiffe und Güter, in deren Betreff sie adhibirt worden, verantwortlich.

§. 43. Die Mäkler, Schiffer, Litzenbrüder und andere Güterbestäter müssen bei Ankunft der Waaren sogleich und vor Oeffnung der Schiffsluken, bei abgehenden Waaren aber zeitig vor deren beabsichtigter Absendung, die Connossemente, Manifeste, Frachtbriefe, Cockets und Contentzettel an das Haupt-Zoll-Comptoir einliefern.

§. 44. Es dürfen die in Schiffen ankommenden Waaren nicht eher gelöscht werden, als bis die Seeschiffe bei der Zollcontrolle einclarirt, und bis für die Flussschiffe die Manifeste bei derselben eingereicht sind. Eine Ausnahme tritt bei den von der Niederelbe ankommenden Flussschiffen ein, deren Waaren, nachdem die Manifeste am Niederbaum producirt und der Schiffszoll daselbst entrichtet worden, gelöscht werden dürfen.

§. 45. Keinem von hier abgehenden Flussschiffe

darf die Passage resp. am Ober- und Niederbaum anders gestattet werden, als gegen Vorzeigung eines am Haupt-Zollcomptoir beglaubigten und mit den erforderlichen Zolldeclarationen versehenen Manifestes. Keinem seewärts abgehenden Schiffe ist, bei Vermeidung der §. 55 angeordneten Strafen, das Vorbeisegeln an der Zolljacht verstattet, falls nicht der Schiffer einen am Haupt-Zollcomptoir beglaubigten Schein des adhibirten Schiffsmaklers, dass ein ordnungsmässig ausgestelltes Manifest eingereicht worden, abliefert. 1839

§. 46. Es darf kein Ever noch sonstiges Fahrzeug, bei Strafe der Confiscation desselben, dazu gebraucht werden, Waaren vom Bord der Seeschiffe zu holen oder an Bord derselben zu bringen, sofern demselben nicht von der hiesigen Behörde eine Nummer ertheilt ist.

Es dürfen keine Güter vom Bord geholt oder an Bord gebracht werden, ohne dass die erforderlichen Zoll-, Transito-, Interim- oder Passir-Scheine an eine Zollstätte oder die Zolljacht abgegeben werden; und sind namentlich die Everführer und sonstigen Schiffer bei Ordnungsstrafe, eventualiter bei Verlust der Nummer ihrer Fahrzeuge, zu deren Abgabe verpflichtet.

§. 47. Nach Baumschluss und vor Baumöffnung darf im hiesigen Ober- und Niederhafen nicht mit Gütern gefahren werden. Die nach Verlauf einer halben Stunde nach geschlossenem Baum bis zur nächsten halben Stunde vor Baumöffnung betroffen werdenden Contravenienten, sollen angehalten und nach Befinden der Umstände gestraft werden.

Von den Strafen.

In allen Fällen, wo gegen den Inhalt und die Vorschriften dieser Verordnung gehandelt worden, treten nachfolgende Strafen ein:

§. 48. Eine Ordnungsstrafe, oder, nach Befinden der Umstände, die Entrichtung des Zolles mit einer Erhöhung um den vierten Theil, findet Statt:

1) wenn Güter auf einen Zollzettel, auf einen Interimsschein oder zum Transito declarirt worden, worüber die Connossemente oder der Frachtbrief auf eines Andern, als des Declaranten, Namen lauten, ohne dass der Vorschrift des §. 38 eine Genüge geleistet worden;
2) wenn eine Umpackung oder Ummarkung von Tran-

einfachen Zolls eine Geldstrafe einzutreten, welche dem 1839
sechsten Theile des Werthes der Waare gleich kommt, die der Verzollung im Falle der Nichtentdeckung entgangen seyn würde. Jedoch darf eine solche Strafe den Betrag von 500 Mark Bco. nicht übersteigen. Dagegen ist, bei wiederholt vorgekommenen Fällen der Art, die Strafe gegen denselben Contravenienten, nach Befinden der Umstände, bis zur Hälfte des Werthes zu schärfen.

§. 52. Gänzliche Confiscation des Gegenstandes, welcher dem Zoll hat entzogen werden sollen, oder eine dem Werth solchen Gegenstandes gleichkommende Geldstrafe findet in allen Fällen erwiesener Verfälschung, Defraude oder sonstigen Betruges Statt. Im Wiederbetretungsfalle ist die Strafe zu schärfen, nach Befinden bis zur Verdoppelung derselben.

§. 53. Wer über eine zum Transito declarirte Waare, sie mag innerhalb der Zollstätten, im Hafen oder innerhalb des im §. 1 bezeichneten Districts sich befinden, der Vorschrift des §. 9 entgegen verfügt, verfällt in die Strafe der Confiscation solcher Waare oder Bezahlung deren Werthes. Ist dabei die Benutzung der Transitofreiheit dem Andern mit überlassen, so tritt die Strafe für jeden Theil, den Ueberträger und den Uebernehmer, ausserdem aber und für immer die Strafe des Verlustes der Befugniss, zum Transito zu declariren, ein, und wird die gesetzliche Strafe für den begangenen Meineid vorbehalten, worüber der Senat zu entscheiden hat. Mäkler und Unterhändler, die ein solches Geschäft betrieben haben werden in diesem Falle durch die Mäkler-Deputation, an welche die Sache zu dem Endzweck verwiesen wird, nach den Vorschriften der Mäklerordnung bestraft.

§. 54. Wer für eine zum Transito declarirte Waare eine andere unterschiebt, um dieselbe als Transitogut auszuführen, ist dadurch, ausser dem Verluste für immer der Befugniss, zum Transito zu declariren, in die Confiscation beider Waaren, der zum Transito declarirten und der untergeschobenen, oder Bezahlung des Werthes derselben, verfallen.

§. 55. Falls ein Schiffer bei seinem Abgange in die See, der Vorschrift des §. 45 gemäss, einen am Haupt-Zollcomptoir beglaubigten Schein an der Zoll-

1839 jacht nicht vorzeigt, verfällt derselbe in eine Strafe von 50 Rthlrn. Species.

§. 56. Fahrzeuge, Wagen und Pferde, oder sonstige zum Behuf einer Zoll-Defraudation gebrauchte Transportmittel, sind der Confiscation unterworfen, sofern die Eigenthümer derselben um die Defraudation gewusst haben, und sind solche Transportmittel in jedem Falle als für die Defraudation haftend, den Regress des Eigenthümers gegen den Defraudanten vorbehältlich, bis zur ausgemachten Sache in Gewahrsam zu behalten.

§. 57. Fuhrleute, Schiffer oder sonstige Gehülfen, welche um eine Defraudation gewusst und zur Ausführung derselben die Hände geboten haben, sollen, nach Befinden der Umstände, mit Gefängniss oder sonstiger nachdrücklicher Strafe belegt werden.

§. 58. Die in den vorstehenden Paragraphen verordneten Zollstrafen finden übrigens, ausser in den speciell angegebenen Fällen, analoge Anwendung auf Fälle jeder Art der Zollumgehung, Verletzung oder Defraudation oder desfallsige Versuche, so wie auf jede Contravention gegen die Vorschriften der Zollordnung.

§. 59. Die Nichtbefolgung der in dieser Verordnung das Verfahren und die Ordnung betreffenden Vorschriften zieht, insofern nicht specielle Strafbestimmungen eintreten, eine Geldstrafe nach sich, die nach Befinden der Umstände bestimmt wird, jedochnicht mehr als 15 Rthlr. betragen darf. Das Minimum aller in dieser Verordnung bestimmten Geldstrafen, sie mögen im Verhältniss zum Zoll und zum Werth der Waaren oder nicht erhoben werden, wird auf 2 Rthlr. festgesetzt.

§. 60. Von den erkannten Geldstrafen und dem Ertrage confiscirter Gegenstände wird die Hälfte an die Pensionskasse der Beamten und Officianten des Hamburgischen Staates, überwiesen. Ein Sechstheil erhält derjenige, auf Verlangen unter Verschweigung seines Namens, welcher eine Defraudation oder Verletzung des Zolls entdeckt und angiebt, es sey ein Zollofficiant oder ein Anderer. Ein Sechstheil wird unter die bei dem Zollcomptoir oder der Zollstätte, wo die Zollverletzung entdeckt worden, angestellten Beamten und Officianten, und das übrigbleibende Sechstheil unter die sämmtlichen beim Zollwesen angestellten Beamten und Officianten, nach einer von der Zoll-Deputation zu bestimmenden Norm, vertheilt.

Von der Zoll-Deputation.

§. 61. Das gesammte Zollwesen ist der Zoll-Deputation untergeordnet, welche aus zwei Mitgliedern des Senats, als Zollherren, zwei Mitgliedern des Collegii der Oberalten, einem Mitgliede der Kämmerei, einem Mitgliede der Commerz-Deputation und drei dazu deputirten Bürgern besteht, und welcher ein graduirter Rechtsgelehrter als Actuar beigegeben ist. Die Deputation entscheidet auf die in Zollsachen eigegangenen Gesuche und Bittschriften, so wie in allen Zollsachen, und erkennt gegen Contravenienten und Defraudanten die verordneten Strafen. Gegen ihre Entscheidungen und Erkenntnisse findet das Rechtsmittel der Supplication an den Senat Statt, welcher in letzter Instanz entscheidet.

§. 62. Die Deputation ist gleichfalls mit der Anstellung, so wie unter vorkommenden Umständen mit der Kündigung und Entlassung der Beamten und Officianten beauftragt. Die Beeidigung derselben geschieht in der Deputation durch den Zollherrn. Der Actuar und der Zoll-Inspector werden jedoch vor dem Senate beeidigt.

Schluss-Artikel.

§. 63. Durch die vorstehende Verordnung, welche mit dem 1. Januar künftigen Jahres in Kraft tritt, sind alle frühern, das Zollwesen betreffenden, Verordnungen und sonstige gesetzliche Vorschriften aufgehoben und ausser Anwendung gesetzt.

Bekanntmachung des Senats in Hamburg.

Nachdem durch den Rath- und Bürger-Schluss vom 12. dieses Monats, auf Veranlassung der Prolongation der Zoll-Abgabe für fünf Jahre, zugleich einige Zusätze und Abänderungen zu dem bisherigen Gesetze beliebt worden, welche hauptsächlich folgende Punkte betreffen;

die Ausdehnung der vom Eingangs-Zoll befreiten Artikel, §. 4;

den Zoll von Südfrüchten, §. 6;

die Abgabe von den, vom Cap der guten Hoffnung und Amerika, so wie von den, von der Stecknitz und der Oberelbe eintreffenden Fahrzeugen, §. 20

1839 die prompte Beibringung der Zoll- und Transito-Zettel für die, ausserhalb Baumes übergeladenen Waaren, §. 23;
die Declaration zollfreier und zollpflichtiger Waaren, §. 24;
die Erklärung über die vorbehaltene Berichtigung der Zoll-Angaben, §. 26;
die Gestattung interimistischer Declarationen, in Fällen schleuniger Waarenbeförderung, für die Zeit, wo das Zoll-Comptoir geschlossen ist, (§. 39 a und §. 49, No. 3);
die Befugnisse der Zoll-Deputation, §. 62;
so wird Dieses hiedurch von E. H. Rath mit dem Hinzufügen bekannt gemacht, dass die demgemäss Revidirte Zoll-Verordnung bei dem Raths-Buchdrucker Meissner zu bekommen ist.

Gegeben in Unserer Raths-Versammlung. Hamburg, den 23. December 1839.

109.

Convention entre le Royaume de Danemarc et la ville libre de Francfort sur l'abolition réciproque du droit de détraction, en date du 27 Décembre 1839.

(Amtsblatt der freien Stadt Frankfurt. 1840. 23. Januar).

Nachdem unterm 27. Dez. 1839 zwischen Sr. Maj. dem Könige von Dänemark und hiesiger freien Stadt eine Uebereinkunft getroffen worden, wodurch die, rücksichtlich der zum deutschen Bunde gehörigen königl. dänischen Staaten bereits gesetzlich bestehende Freizügigkeit, auch auf die, nicht zum deutschen Bunde gehörigen königl. dänischen Staaten ausgedehnt wird, so wird solches, in Auftrag hohen Senats, mit dem Bemerken bekannt gemacht, dass vom 1. Jan. 1840 an von allem Vermögen, welches aus dem Gebiete der freien Stadt Frankfurt in diese nicht zum deutschen Bunde gehörige königlich dänische Staaten, oder aus diesen in das Gebiet der freien Stadt Frankfurt expor-

tirt wird, keinerlei Art Nachsteuer erhoben werden darf, dass jedoch unter dieser gegenseitigen Aufhebung der Nachsteuer diejenigen Abgaben nicht begriffen sind, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object im Lande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Fremden gleichmässig zu erlegen sind, so wie denn auch diese gegenseitige Freizügigkeit nur das exportirt werdende Vermögen, keineswegs aber die sonstige persönliche Pflichten des Auswandernden, namentlich rücksichtlich des Kriegsdienstes, betrifft. Frankfurt a. M., den 21. Januar 1840. Stadt-Kanzlei.

110.

Tarif de Douanes pour la République de Hayti, publié au Port-au-Prince et mis en vigueur 1839.

Tarif Nro. I.

Droits à l'importation.

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. gourd.	c.
Acide tartarique, la livre.		12
dito sulfurique, la bouteille.		6
Acier en barres, le cent.	2	
dito en lames, dito.	2	50
Agraves en fil d'argent, la grosse.	1	
dito, dito de cuivre, dito.		50
dito, dito de fer, dito.		37
Aiguilles fines, à coudre, le millier.		25
dito à voile, dito.	2	
Aiguillettes en or fin, chaque.	2	50
dito en argent fin, dito.	2	
dito en or et argent faux, dito.	1	
dito en soie, dito.		50
dito en laine, fil et coton, la douzaine.	1	
Ail en macornes ordinaires, la macorne.		8
dito en gernier et petits paquets, le quintal.	3	
Alambics en cuivre, avec couleuvre et chapiteau, chaque gallon.		25
dito sans couleuvre ni chapiteau, dito.		12
dito en ferblanc, pour liqueur ou autre usage, de 10 à 12 gallons, chaque.	1	50

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Alènes montées, la douzaine.		12
dito non montées, le millier.	2	
Alkali volatil, la livre.		9
Allumettes, la douzaine de paquets.		9
Almanachs de cabinet, la douzaine.		24
dito de poche, dito.		25
Aloës en poudre, la livre.		5
Alun, le quintal.	2	50
Amadou, la livre.		25
Amandes, le quintal.	1	50
Amidon, dito.	5	
Ammoniac, la livre.		6
Anchoix en caisses, les douze pobans.		30
dito en pots ou petits barils, le pot ou le baril.		15
Ancres de navire, le quintal.	1	
Andouilles, andouillettes, le quintal.	2	
Anes, ânesses, chaque.	2	
Anis vert et étoilé, la livre.		5
Anisette en paniers de deux pomponnelles, le panier.		85
dito en caisses, les douze bouteilles.	2	50
Anneaux en cuivre, pour rideaux, la grosse.		50
dito en fer, pour tentes, dito.		25
dito en cuivre, pour boucles d'oreilles, embellis de verre, de couleurs diverses, la douzaine de paires.		12
dito des mêmes, unis, dito dito		6
dito en pierres fausses, montées en or ou argent, la paire		25
dito en nacre, corail, faux grenat et jais, la douze de paires	1	50
dito en perles fausses, pierres fausses, montées sur cuivre doré, la douzaine de paires.		50
dito en pierres précieuses et perles fines, la paire.	1	
Antimoine cru ou préparé, le quintal.	1	
Archets de violon, la douzaine.	1	
Ardoises pour écolier, dito.		6
dito pour maisons, le millier.	1	
Argent monnayé (*franc de droits*).		
dito brûlé, l'once.		8
dito faux, en feuilles, les cent feuilles.	2	
Armoires d'acajou ou bois recherché, chaque.	36	
dito en chêne ou bois commun, dito.	10	
Arrowroot en poudre, fécule de pommes de terre, la livre.		12
Arsenic, la livre.		10
Arrosoirs en ferblanc, chaque.	1	
dito en cuivre, dito.	1	50
dito en tôle, dito.	1	
Assiettes en porcelaine fine et dorée, la douzaine.	1	
dito dito dito, unie ou à filet, dito.		75
dito dito, ordinaire, dito.		50
dito dito, commune, dito.		37

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Assiettes en ferblanc, la douzaine.		50
dito de faïence fine, de toutes qualités, la douzaine.		12
dito dito ordinaire et brune dito.		6
Atlas d'hydrographie ou de géographie, reliés en peau, chaque		75
dito dito dito, cartonnés, dito.		50
dito dito dito, brochés, dito.		37
Avirons, chaque.		6
Avoine en barils, le baril		30
dito en dames-jeannes, la dame-jeanne.		12
Azur en poudre ou en roche, la livre.		12
Bagues en pierres fausses, montées sur cuivre, la grosse.		10
dito dito, dito sur plomb et étain, dito.		4
Bahuts, par jeux de 6, 7, 8, 9, le jeu.		75
Baignoires en cuivre, grandes, chaque.	4	
dito dito, petites, dito.	3	
dito dito, montées sur fauteuil, ou 1/2 bain, dito.	2	
dito en ferblanc, grandes et petites, dito.	2	
dito dito, montées sur fauteuil, ou 1/2 bain, dito.	1	25
dito en bois, ou grandes bailles, dito.	1	50
dito dito, petites, par jeux de 6, le jeu.	2	
Balais en crin et en paille, la douzaine.	1	
dito dito à main, dito.		50
dito en plumes, à main, dito.	1	
Balances composées de plateaux, fléau et chaînes en fer, pouvant peser dix quintaux et au-dessus, chaque.	8	
dito comme ci-dessus, de cinq à dix quintaux, dito.	4	
dito d'un à cinq quintaux, dito.	2	
dito riches, en cuivre doré ou argenté, avec plateaux, ou montées sur colonne, chaque.	3	
dito ordinaires, de boutique, à plateaux de métal, chaque.	1	25
dito de boutique, en ferblanc, la douzaine.	2	50
Ballustrade en fer, les 100 livres	1	50
Bandages, chaque.		25
Bandes de mousseline, percale et organdi, brodées, l'aune.		6
Barriques vides, de 60 gallons, chaque.		12
Barsac (pavés de), la brasse.		25
Bas de soie pour hommes et femmes, la douzaine de paires.	1	50
dito de fil d'Ecosse pour femmes, la douzaine.	1	
dito de fil, pour hommes et femmes, dito.		75
dito de coton, pour hommes et femmes, la douzaine de paires.		50
dito de laine, dito dito, dito.	1	
dito pour enfans, en coton ou laine, dito.		20
Basannes, la douzaine.	3	
Basins piqués, croisés, mousseline, fins, de vingt-quatre pouces et au-dessus de large, l'aune.		8
dito piqués, croisés, mousseline, ordinaires, de vingt-quatre pouces et au-dessus de large, l'aune.		5
dito des mêmes, communs et étroits, dito.		4

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des droits d'imp. g.	c.
Bouilloires en cuivre, chaque.		20
dito de potin ou ferblanc, chaque.		16
Boulets de tous calibres (*francs de droits*).		
Bourses en colliers ou en acier, la douzaine.	1	
dito en soie, avec fermoir en or ou en argent, chaque.		75
dito dito, sans fermoir, à coulisse ou à anneau, la douzaine.	1	
dito dito, avec fermoir en cuivre doré ou argenté, dito.	2	50
dito en étoffe commune, dito.		75
Bouteilles vides, le cent.		50
dito dito, garnies en osier, assorties, la douzaine.		30
Boutons de metal, gravés, pour officiers, la grosse.		50
dito dito, dito, ou à balles, pour troupes, dito.		18
dito dito, unis, plats ou à balles, fins, dito.		40
dito de nacre, serge ou soie, dito.		30
dito de fil ou de verre, dito.		20
dito d'os ou de bois, le paquet de 12 rangs.		18
Bouvets, la douzaine de paires	1	50
Brai gras et sec, le baril.		50
Brésillet en poudre, le quintal.	4	
Bretagne large, de fil ou de fil et coton, l'aune.		6
dito étroite, dito, dito, dito.		4
dito de coton pur, large dito.		3
dito dito, étroite, dito.		2
Bretelles fines, brodées en soie, avec boucles dorées ou argentées, la douzaine de paires.	1	75
dito en coton, coutil de fil et gomme élastique, avec boucles de fer, étain ou cuivre poli, la douzaine de paires.		75
dito fines, à boucles de métal, et d'étoffes diverses, la douz.	1	50
dito de coton, communes, à boucles de fer, dito.		12
dito de fusil, en cuir, dito.		6
Brides montees, avec mors plaqués, chaque.	2	50
dito fines, sans mors, la douzaine de brides.	12	
dito communes, sans mors, la douzaine.	9	
Brin de 7/8 et de 5/4, l'aune.		2
dito, grande largeur, dito.		4
Briques, le millier.	1	
Briquets phosphoriques, chaque.		12
dito en acier, à battre le feu, la douzaine.		10
dito d'infanterie, pour troupes (*francs de droits*).		
Broches de cuisine, avec chaine en fer, chaque.	1	
Brosses fines, à habits, la douzaine.		60
dito communes, à souliers, dito.		25
dito à dents, la douzaine.		20
Brouettes, chaque.		75
Buffets en acajou ou bois recherché, chaque.	25	
dito en bois commun, dito.	10	
Burat, l'aune.		5
Bureaux-secrétaires, en acajou ou bois recherché, chaque.	15	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Bureaux-secrétaires, de chêne ou bois commun, chaque.	7	
Bustes en plâtre, au-dessus de 24 pouces de hauteur, dito.		50
dito dito, de 12 à 24 pouces de hauteur, dito.		25
dito dito, de 12 pouces de hauteur, la douzaine.	1	
Burettes en argent fin, le marc.	1	
dito en cristal, la paire		25
Câbles en chaînes de fer, pour navires, le quintal.	1	
Cahiers, méthodes ou livres de musique, reliés en peau ou maroquin, dorés ou non dorés, chaque.		25
dito, des mêmes, cartonnés ou brochés, chaque.		15
Caisses de genièvre avec les 12 pobans vides, chaque caisse.		20
Cabrits en vie, chaque.		50
Cabrouets, grands, chaque.	10	
dito, moyens, dito.	5	
Cache-peignes ou garnitures de peignes en pierres fausses, chaque.		75
Cachets en argent, pour bureaux, la douzaine.	4	
dito, en cuivre, dito dito.		30
Cadenas en cuivre, la douzaine.	1	
dito, en fer, dito.		30
Cadres dorés ou non dorés, de toutes dimensions, pour tableaux, *sur estimation de 12 pour cent sur la facture.*		
Cafetières en argent, le marc.	1	
dito en dito plaqué, chaque.		40
dito en ferblanc, composées de diverses pièces, avec robinet ou non, chaque.		30
dito en ferblanc, communes, la douzaine.		80
dito en faïence, montées sur fourneaux en fer, dites à la Dubeloir, chaque.		75
dito en dito, simples, dito.		6
Cages assorties, la douzaine.	4	
Calendérie véritable, l'aune.		12
Calemande double, dito.		12
dito simple, dito.		6
Calenkart, l'aune.		6
Cambray, dito.		3
Camelot, dito.		5
Camomille, la livre.		4
Camphre, dito.		16
Canapés ou sophas, en bois divers, couverts en étoffes de crin, maroquin ou sole, chaque.	7	
dito, dito en bois peint ou verni, à fond de paille ou de jonc, fins, dorés ou non, chaque.	4	
dito en bois ou paille, communs à fond dito, dito.	2	
Canaris et formes à sucre, chaque.		6
Canelle, la livre.		8
Cannes à main, de jonc, garnies en or, chaque.	2	
dito, dito, dito en argent, dito.	1	
dito, dito, dito en écaille, dito.	3	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Cannes à main, de jonc, garnies en coco, or faux ou en corne, la douzaine.	2	
dito de bois commun verni, la douzaine.		
dito en fer, dito.	1	
dito de tambour-major, à pomme d'argent ou d'argent doré, chaque.	4	
Canevettes de forme ordinaire, garnies de flacons dorés ou non dorés, vides, chaque.	1	
Canifs fins, la douzaine.	1	50
dito communs dito.		40
Canons de cuivre, de fer ou de fonte (*francs de droits*).		
Cantharides (mouches de), la livre.		40
Cantille en or ou argent fin, l'once.		50
dito, dito, dito faux, dito.		25
Canules pour seringue, la douzaine.		8
Caparaçons d'étoffe fine, richement brodés en or, chaque.	4	
dito dito, dito en argent, dito.	2	50
dito de soie, unis ou brodés en couleur, dito.	1	25
dito de coton, dito, dito, dito.		30
Capotes de castor, pour femmes, de toutes qualités, la douzaine.	8	
dito, dito, pour enfans, dito, dito.	4	
Câpres, les douze pobans.		20
Caractères d'imprimerie, la livre.		2
Carafes en cristal, la paire.		50
dito en verre fin, dito.		30
dito en dito commun, la paire.		18
Carnassières de chasse, la douzaine.	2	
Carreaux de marbre, le millier.	25	
dito ordinaires, à carreler, de 6 pouces, le millier.	1	
dito d'Alotte (pierre), la pièce.		2
Cartes à jouer, le sixain.		25
dito de marine ou de géographie, détachées, montées sur toile et vernies, larges de plus de 48 pouces, chaque.		25
dito de marine ou de géographie, détachées, montées sur toile et vernies, au-dessous de 48 pouces de large, chaque.		12
Casaques de cultivateurs, la douzaine.	1	
Casimir en laine pure, croisé, l'aune.		32
dito en laine et coton de 28 pouces de large et plus, l'aune.		12
dito dito au-dessous de 28 pouces, dito.		5
dito dito pour pantalons, à barres et en couleurs d°.		32
Casques dorés ou argentés, pour officiers, chaque.	2	
dito de troupes, la douzaine.	3	
dito ordinaires, de troupes, garnis, chaque.	1	
Casquettes en étoffes, avec galons ou tresses, la douzaine.	3	
dito dito unies, dito.	1	50
dito en cuir, dito, dito.	1	25
Casse médicinale, la livre.		6
Casseroles en cuivre, la livre.		12

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Casseroles en potin ou fer étamé, la livre.		12
Cartons de bureaux, la douzaine.	1	
dito pour chapeaux dito.		75
dito pour modes, dito.		50
dito en feuilles assorties, dito.		16
Ceintures de gaze ou de mousseline, dito.	1	
Ceinturons d'officiers supérieurs, en galons d'or ou d'argent, ou brodés sur velours, chaque.	4	
dito tressés en fil d'or ou d'argent, chaque.	3	
dito en maroquin brodés, la douzaine.	4	
dito en cuir estampillé, dito.	2	25
dito dito verni, dito.	1	50
Chaînes en or, pour montres, l'once.	1	
dito de sûreté, en or, pour montres, l'once.	1	
dito dito, en argent, dito, le marc.	1	
Chaînes en acier, dito la douzaine.		50
dito en cuivre doré, dito dito.		50
dito pour arpenteurs, chaque.		50
dito en fer, autres que celles pour câbles, la livre.		4
Chaises et fauteuils, en bois peint ou verni, dorés ou non, à fond de bois, jonc ou paille fine, la douzaine.	4	
dito dito en bois divers, garnis, couverts en crin, soie ou maroquin, la douzaine.	8	
dito dito percés, la douzaine.	5	
dito communes, à fond de paille ou de bois, la douzaine.	1	75
dito petites, pour enfans, et marche-pieds fins, dito.	2	50
dito dito des mêmes, communes, dito.	1	20
dito et fauteuils d'enfans, fins, dito.	2	50
dito dito dito percés, fins, dito	1	25
Chamberry (fruits de), le baril.		50
Champignons secs, la livre.		12
Chandelles de suif, dito.		2
Chandeliers d'argent, de toutes formes et grandeurs, le marc.	1	
dito à plusieurs branches, en cuivre doré ou argenté, la paire.	1	
dito simples, en cuivre doré ou argenté, grands de 10 pouces et au-dessus, la paire.		50
dito des mêmes, au-dessous de 10 pouces, dito.		37
dito en cuivre pur, de toutes formes et dimensions, dito.		25
dito en cristal, dito.		50
dito en verre, dito.		30
dito en ferblanc, la douzaine.	1	
Chapeaux retapés, avec bordure en or ou argent, chaque.	8	
dito dito, dito en soie, garnis de plumes et de floches, pour officiers supérieurs, dito.	4	
dito dito, avec bordure de soie, garnis de floches, pour officiers inférieurs, dito.	2	
dito à retaper, fins, la douzaine.	9	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Chapeaux à retaper, ordinaires, la douzaine.	5	
dito dito en laine, pour troupes, dito.	2	75
dito ronds, fins, de feutre ou de soie, à homme ou à femme, la douzaine.	5	
dito dito ordinaires, de feutre, de soie ou de coton, à homme ou à femme, la douzaine.	3	
dito dito communs, en laine ou en coton, à homme ou à femmme, la douzaine.	2	
dito dito pour cadets, fins, de feutre ou de soie, la douzaine.	4	
dito dito dito ordinaires, de soie ou de coton, dito.	3	
dito dito dito communs, en laine ou en coton, dito.	1	50
dito dito en paille de Panama, dito.	8	
dito dito pour enfans, fins, non garnis, dito.	2	
dito dito dito communs, dito, dito.		75
dito dito en paille ou en osier, dito.		60
dito dito, pour femmes, garnis de plumes, fleurs ou dentelles, la douzaine.	8	
dito dito, pour enfans, des mêmes, dito.	3	
Chapelets en bois, la grosse.		40
dito en coco, la douzaine.		12
dito en verre, dito.		20
Chapiteaux pour alambics, sans chaudières, le quintal.	5	
Charbon de terre en boucauts, le boucaut.	1	
dito dito en baril, le baril.		20
Chariots démontés, 12 p. % *ad valorem.*		
Charpentes dito, dito.		
Charnières en cuivre, la douzaine.		25
dito. en fer, dito.		12
Charrues (*franches de droits*).		
Chaudières en cuivre, pour manufactures, le quintal.	5	
dito en fer ou potin, le toutes formes et dimensions, le quintal.		75
Chaussons ou demi-bas, de soie, la douzaine.		75
dito, dito en laine, dito.		50
dito, dito en fil ou coton, dito.		25
Chemises à femme, de batiste ou de toile fine, brodées, chaque.	12	
dito dito, dito, dito unies, dito.	6	
dito à homme, dito, dito, garnies ou non, dito.	4	
dito dito, de toile ordinaire, la douzaine.	16	
dito dito dito commune, dito.	10	
dito pour troupes, matelots, en laine, grosse toile ou ginga, la douzaine.	6	
dito de percale fine, pour hommes, la douzaine.	10	
dito dito ordin. ou com., pour hommes, la douzaine.	6	
dito à femme, de percale brodée ou unie, chaque.	4	
Chevaux (étalons), chaque.	10	
dito (bongres ou coupés), chaque.	15	
Chlorure d'oxide de sodium, la bouteille.		2

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Chocolat, la livre.		32
Choucroute, le baril.		50
Cidre en barriques, la barrique de 60 galons.	2	
dito en tierçons, le tierçon.	1	
dito en bouteilles, la douzaine.		25
Cierges, la livre.		10
Cigares, le cent.		50
Ciment en boucauts, le boucaut.	1	
Cirages pour cuirs, souliers, etc., liquides, en pobans, les 12 pob.		20
dito dito dito, etc., en bâtons ou en pots, la douz.	1	
dito dito en boules, la douzaine.		20
dito dito en petites cruches, dito.		40
Cire à cacheter, de toutes couleurs, la livre.		20
Cire (ouvrages en cire), 12 p. % *ad valorem.*		
Ciseaux à maçons, menuisiers, etc., assortis, la douzaine.		20
dito de tailleurs, grands de plus de 6 pouces, dito.		60
dito de couturières, de toutes grandeurs, fins, dito.	1	
dito dito dito communs, dito.		30
dito à découper le carton, chaque.		75
dito dito la tôle, le ferblanc, etc., chaque.	1	
Clarinettes à clefs d'argent, chaque.	2	75
dito dito de cuivre, dito.	1	
Clefs pour lits, en fer, la douzaine.		75
dito de montre, en cuivre, dito.		12
dito dito en pierres fausses montées sur cuivre, la douzaine.	1	
Cloches en cuivre, le quintal.	5	
dito en fonte, dito.	4	
Clochettes, la douzaine.		50
Clous en fer, assortis, le quintal.	1	50
dito en cuivre, dito dito.	5	
dito dorés ou argentés, le millier.		50
Cocardes assorties, en soie, chaque.		10
dito en cuir verni, le cent.		10
Cochenille, la livre.		40
Cochons en vie, chaque.		50
Coeurs de boeuf, en petits barils, le baril.		40
Coffres-forts, en fer ou en fonte, le quintal.	5	
dito doublés en bois, chaque.	8	
Coiffes de taffetas ciré, pour chapeaux, la douzaine.		50
Colets avec paremens et écussons d'habits brodés, pour généraux ou grands fonctionnaires, chaque garniture.	5	
dito des mêmes, brodés sur drap ou velours, pour officiers de santé ou administrateurs, chaque garniture.	3	
Colette blanche, mi-blanche et brabant, l'aune.		3
dito grise, l'aune.		2
Colliers de verre, en perles fausses et en pierres fausses, sans agrafes, les 12 rangs.		4
dito en faux grenats, les 12 rangs.		25

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Colliers en petits grains d'argent doré, les 12 rangs.		50
dito d'ambre, chaque.		60
dito en perles ou en pierres fausses, montés avec agrafes en cuivre pur ou doré, la douzaine.		50
dito en nacre, corail et jais, montés avec agrafes d'or ou d'argent, chaque.		20
dito en terre, vernis, les 12 rangs.		12
Cols de toutes qualités, la douzaine.	1	
Colle-forte, la livre.		8
dito de poisson, la livre.		16
Colonnes pour lits, en bois fins, sculptées ou cannelées, les quatre colonnes.	16	
dito, dito, en acajou ou bois jaune, tournées, unies, les quatre colonnes.	10	
Colophane, le quintal.	1	
Coloquinte, la livre.		5
Combourg, l'aune.		2
Compas ou boussoles, pour navires, chaque.		50
dito en fer ou en cuivre, pour charpentiers, la douzaine.		40
dito pour cordonniers, la douzaine.		75
Compotiers en porcelaine dorée, la paire.		50
dito dito unie, ou à simple filets, la paire.		30
dito en cristal, la paire.		75
dito en verre, dito.		37
Confitures sèches ou liquides, la livre.		75
Connaissemens imprimés, le cent.		40
Commodes de nuit, avec vase en porcelaine, chaque.	6	
dito, dito, dito, en faïence, dito.	4	
Consoles dorées, chaque.	8	
dito en acajou, chaque.	6	
Cordages assortis, le quintal.	1	50
Cordes de harpe, assorties, l'assortiment.		30
dito de violon, violoncelle et guittarre, assorties, par rouleau ou autrement, les 12 cordes.		10
Cordonnets pour schakots, en or ou argent fin, chaque.	3	
dito dito en or ou argent faux, chaque.	1	50
dito dito en soie, la douzaine.	1	75
dito en fil blanc ou coton, pour schakots, la douzaine.		75
dito en fil, laine ou coton, pour dito, les 12 aunes.		3
dito en soie, pour robes, les 12 aunes.		6
Coriandre, la livre.		6
Cornes pour chausser, en corne, la douzaine.		30
dito, dito, en cuivre, dito.	1	
Cornets à jouer, en corne, cuir ou bois, chaque.		50
Cornichons en aucres, l'aucre.		40
dito en pobans, les 12 pobans.		30
Cors-de-chasse (instrument), chaque.	2	
dito pour habits. (Voyez Garniture).		

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Corsets pour femmes, la douzaine.	2	
Coton blanc, dit madapolam, imitation de Rouen, Morlaix, et toile à draps, large de 30 pouces et au-dessus, l'aune.		4
dito, des mêmes, au-dessous de 30 pouces, l'aune.		2
dito, dit toile de coton, à chemise, fine. dito.		6
dito, dito, dito, dito, ordin., dito.		4
dito, dit madapolam, commun dito.		3
dito bleu, rouge ou coloré, large, dito.		3
dito, des mêmes, étroit, dito.		2
Couleurs (boîtes de), à dessiner, la boîte simple.		50
dito, dito, dito, la boîte double.	1	
Couleuvres en cuivre, sans alambics, le quintal.	5	
dito en étain, dito, dito.	4	
Couperose, le quintal.		50
Couplets en fer, à équerre, de 2 à 6 pouces, les 12 paires.		40
dito, dito, de 7 à 12 pouces, dito.		75
dito, dito, de 13 pouces et au-dessus, les 12 ps.	1	
Coussins en peau, chaque.		25
Coussinets pour porte-manteaux, la douzaine.	2	
Couteaux de chasse, chaque.	2	
dito à indigo, la douzaine.		50
dito de table, fins, avec fourchettes, la douzaine.	1	25
dito, dito, communs, dito, dito.		40
dito, dito, fins, sans fourchettes, dito.		75
dito, communs, pour tables, sans fourchettes, la douzaine.		25
dito d'ivoire ou d'os pour papier, dito.		25
dito, grands pour ceinture, dits flamands (*prohibés*).		
dito, à tonnelier, la douzaine.		75
Coutil de fil ou de fil et coton, large de 4/4 et au-dessus, l'aune.		10
dito de coton pur, large de 4/4 et au-dessus, dito.		7
dito de fil ou de fil et coton, au-dessous de 4/4, dito.		5
dito de coton pur, au-dessous de 4/4, dito.		4
Couvertures de coton, chaque.		50
dito de laine, dito.		25
dito de fil, d'indienne, fines, chaque.		30
dito dito, dito, communes et étroites, la douzaine.		40
dito pour fontes, en peau de tigre et d'ours, sans galons, chaque.		50
dito de fil de laiton ou de composition, pour plats, la douzaine.		50
Cravaches en baleine, la douzaine.	2	
dito en bois, dito.	1	
Cravates de soie, de 7/8 à 5/4, la douzaine.	1	50
dito de coton et mousseline, brodées, la douzaine.		80
dito de batiste ou percale, dito en 1/2 mouchoirs, la douzaine.	2	
dito des mêmes, brodées aux deux coins, en mouchoirs entiers, la douzaine.	4	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Crayons de mine de plomb, pour bureaux, par paquets de douze crayons, les douze paquets.		40
dito des mêmes, par paquets de six crayons, les douze paquets.		20
dito à dessiner, la grosse.		25
dito d'ardoise, le mille.		50
Crême de tartre, la livre.		6
Crêpe, large, l'aune.		12
dito, étroit, pour deuil, dito.		4
Creusets, le jeu.		25
Crics, chaque.		75
Crin, la livre.		4
Cristaux, autres que ceux dénommés, 12 p. % *ad valorem*.		
Crochets en cuivre, de 2 à 12 pouces, la douzaine.		75
dito, dito, de 13 pouces au-dessus, la douzaine.	1	50
dito en fer, de 2 à 12 pouces, dito.		40
dito, dito, de 13 pouces et au-dessus, dito.		60
dito pour bottes, la paire.		3
Croudes blanches, assorties, l'aune.		2
dito grises, dito, dito.		1
Croupières, la douzaine.	3	
Cuillers d'argent, à filets ou unies, le marc.	1	
dito en or, petites, l'once.	1	
dito plaquées, fines, avec fourchettes, la douzaine.	2	
dito, dito, à potage, chaque.		30
dito soufflées, communes, avec fourchettes, la douzaine.	1	
dito dito, dito, à potage, chaque.		20
dito de métal, dit de composition, avec fourchettes, la douz.		30
dito dito, dito, à potage, chaque.		6
dito de fer battu ou d'étain, avec fourchettes, la douzaine.		16
dito dito dito, à potage, chaque.		3
dito et écumoirs en cuivre, pour sucrerie, la livre.		5
Cuirs à rasoirs, la douzaine.		50
dito tannés, le cent.	4	
dito d'éperons, la douzaine.		15
Caisses d'oeie, le pot.		60
Cuivre, le quintal.	5	
Culottes, chaque.	4	
Cuvettes en porcelaine, avec leurs pots, le tout.		40
dito dito, sans pots, chaque.		20
dito en faïence fine, avec leurs pots, le tout.		12
dito dito commune, dito, dito.		8
Cylindres en verre, pour pendules et fleurs, chaque.	1	
dito en fer, pour rôles de moulin, le quintal.		50
Couteaux de pelletier, la douzaine.	1	
Cercles pour selles, en cuivre doré ou argenté, le pied.		2
dito dito, en cuivre pur, dito.		1
Chainettes en cuivre, la douzaine.		10
Calomelas, la livre.		12

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Cheveux (touffes de), la douzaine.		50
Calices en or, l'once.	1	
dito en argent, le marc.	1	
dito dito, plaqués, chaque.		50
Ciboires ou hostiaires en or, l'once.	1	
dito en vermeil, le marc.	1	
dito en argent, dito.	1	
dito en cuivre argenté ou plaqué, chaque.	1	
Ciel ou trône maçonnique, 12 p. % *ad valorem.*		
Conserves alimentaires, la boîte.		30
Carreaux à carreler, de divers pans et vernis, le millier.	1	50
Chaînes en argent, pour montres, le marc.	1	
dito de sûreté, en cuivre doré, pour montres, la douzaine.		50
Chaises et fauteuils d'enfans, percés, communs, dito.		75
Chaudières à sucre, en fer ou potin, de toutes fermes et dimensions, le cent.		75
Colliers en rocaille, terre cuite, pour broder les bourses, la livre.		15
Couvertures de coton mêlé de soie, avec franges ou non, chaque.	1	
dito en bourre de coton très-commun, chaque.		6
Cravates de soie, $^2/_5$ à $^7/_8$, la douzaine.	1	
Cuvettes en faïence fine, sans pots, chaque.		6
dito dito, commune, dito, dito.		4
Dames-jeannes vides, grandes de 6 gallons et plus, chaque.		6
dito dito, petites, de 3 à 5 gallons. dito.		4
dito pleines de légumes, dito.		25
Damiers plaqués en ivoire et ébène, dito.	2	
dito dito en bois ordinaire, dito.		25
dito dito ordinaires, petits, d'un pied carré et au-dessous, la douzaine.	1	25
Décorations maçonniques, complètes, chaque.	4	
dito dito, simples, dito.	2	
Dentelle de fil ou de soie, en étoffe, pour robes. l'aune.		50
dito de coton, en étoffe, dito.		25
dito en rubans de fil ou de soie, large de plus de 4 pouces, dito.		20
dito dito large de 3 à 4 pouces. dito.		10
dito dito large de 1 à 3 pouces, dito.		6
dito dito au-dessous d'un pouce, dito.		4
dito en rubans de coton, large de plus de 4 pouces, dito.		15
dito dito large de 3 à 4 pouces, dito.		10
dito dito large de 1 à 3 pouces, dito.		6
dito dito au-dessous d'un pouce, dito.		2
dito en or ou argent fin, en galons assortis, dito.		75
dito dito faux, dito. dito.		25
Dés à coudre, en or, chaque.	1	
dito en argent, dito.		25
dito en nacre ou en ivoire, la douzaine.		32
dito en cuivre doré ou argenté, la grosse.		25
dito en os, cuivre pur, ou fer, dito.		15

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Dés à jouer, la douzaine.	1	
dito ou verges, pour voiliers et tailleurs, la douzaine.		6
Désirés pour robes, l'aune.		6
Digdales vides, chaque.		2
Dindons en vie, dito.		20
Dolemans galonnés en or ou en argent, dito.	10	
Dominos (jeux de), dito.		10
Dragées de toutes espèces, la livre.		16
Dragonnes en or ou argent fin, pour officiers supérieurs, chaque.		80
dito des mêmes, en or ou argent faux, dito.		40
dito en or ou argent fin, pour officiers inférieurs, dito.		40
dito dito faux, dito dito.		20
dito en soie, la douzaine.		80
dito en laine, fil ou coton, la douzaine.		18
Drap fin, de 4/4 et plus, l'aune.	1	
dito ordin., dito, dito.		55
dito commun, large de plus de 4/4, dito.		25
dito dito, de 4/4 et au dessous, dito.		18
dito de soie. (Voyez Soieries).		
dito de serge et de soie, et étoffes en couleur, pour gilets, l'aune.		16
dito de coton, l'aune.		10
Drill fin, de fil ou de fil et coton, dito.		10
dito ordin., dito, dito.		6
dito comm., dito, dito.		3
dito en coton pur, fin. dito.		4
dito dito, ordinaire, dito.		3
Drogues assorties, 12 p. % *ad valorem*.		
Eau de Cologne, les 12 fioles.		12
dito dito, en pobans carrés, grands, la douzaine.		25
dito forte, en bouteilles, la bouteille.		8
dito de senteur, dito, dito.		20
dito dito, en fioles ou topettes, la douzaine.		50
dito minérale, en cruches ou en bouteilles, dito.		30
Eau-de vie en pipes ou en futailles de 60 gallons au moins, le gall.	1	
dito en caisses, la caisse de 12 bouteilles.	2	
dito en potiches ou cruches d'une pinte et demi, la douz.	1	75
dito d'Andaye, en caisses de 12 bouteilles, la caisse.	2	
dito préparée pour la confection des chapeaux, le gallon.		4
Echalottes, la macorne.		5
Echarpes pour aides-de-camp, à gros grains, chaque.	2	
dito dito à petits grains, dito.	1	50
dito en soie, pour femmes dito.		75
Ecorces pilées, à tanner le cuir, le baril.		25
Ecrins en grenats fins, chaque.	4	
dito dito faux, dito.	1	50
Ecritoires en métal ou en porcelaine, dito.		12
dito communes, la douzaine.		40
Egohines assorties, dito.	2	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Elixir anti-glaireux, la bouteille de forme ordinaire.		20
Embouchoirs de bottes, la paire.		50
Embouts de fonte, dorés ou argentés, dito.		12
dito dito, ordinaires, dito.		6
Encens, la livre.		6
Enclumes, le quintal.		50
Encensoirs en argent pur, le marc.	1	
dito en cuivre plaqué, chaque.	2	
Encre en poudre et en petites cruches, la douzaine.		20
dito en bouteilles, dito.		75
dito rouge, en petits pobans, dito.		12
dito de la Chine, l'once.		12
dito à marquer le linge, l'étui.		12
Entonnoirs en cuivre, chaque.		15
dito en ferblanc, dito.		6
Epaulettes en or fin, pour officiers supérieurs, la paire.	6	
dito en argent fin, dito dito.	4	
dito en or et argent faux, dito dito.		75
dito en or fin, pour officiers inférieurs, dito.	3	
dito en argent fin, dito dito.	1	25
dito en soie, la douzaine.	1	25
dito en fil, laine ou coton, dito.		75
Epées montées en argent fin, avec fourreaux en cuivre argenté, ch.	4	
dito dito dito en cuir et embouts. argentés, chaque.	3	
dito en cuivre doré ou argenté, avec fourreaux en cuivre doré ou argenté, chaque.	1	
dito en cuivre doré ou argenté, avec fourreaux en cuir et embouts en cuivre doré ou argenté chaque.		75
Eperons d'or fin, à chaine ou unis, l'once.	1	
dito d'argent fin, dito, le marc.	1	
dito en cuivre doré ou argenté, la douzaine de paires.	4	
dito en fer ou cuivre; soufflé ou plaqué. dito.	1	
dito en fer ou cuivre brut, dito.		50
Epingles en pierres fausses, montées sur or ou argent, la douzaine.		75
dito en cuivre doré, de toutes formes, dito.		37
dito diverses, de toilette, le paquet de 12 feuilles.		12
dito des mêmes, en grenier, la livre.		16
Eponges fines, dito.		35
dito communes, pour chevaux, dito.		6
Eprouvettes ou aéromètres, chaque.		15
Equerres en fer, dito.		10
dio en bois, dito.		6
Esprit de vin, le gallon.	1	50
Espagnolettes en fer, grandes, pour portes, chaque.		75
dito petites, pour fenêtres, dito.		50
Essence de térébenthine, le gallon.		12
dito de semen-contra, en fioles, la douzaine.		75

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Essence éthérée, le flacon.		12
dito de girofle, vanille et autre de cette espèce, la bouteille.		60
dito d'odeurs, en petites fioles de cristal, chaque.		10
Essences de cèdre, cyprès, ou pitchpin, le millier.		75
Essence de sap, le millier.		40
Essieux en fer, le quintal.		50
Estampes, autres que celles prohibées, 12 p. % *ad valorem*.		
Estoupilles de toutes qualités, l'aune.		8
Etain en saumon, le quintal.	3	
Etamine large, l'aune.		4
dito étroite dito.		2
Etaux, grands, le quintal.		50
dito, petits, à main, pour orfèvres, la douzaine.	1	
Ether sulfurique, la livre.		12
Etiquettes diverses, le cent.		50
Etoupe, le quintal.	1	
Etriers fins, la paire.		30
dito communs, la douzaine.		50
Etrivières, la douzaine.	3	
Etuis d'instrumens de mathématiques, chaque.		50
dito en ferblanc, peints, pour cigares, la douzaine.		25
dito de couturières, en nacre ou en ivoire, dito.		30
dito en bois ou en os, dito.		8
dito en carton, avec fioles vides, pour contenir l'encre à marquer le linge, la douzaine d'étuis.		25
Eventails fins, en étoffes de soie, paillettes, ou en ivoire détaillé, montés en ivoire, la douzaine.	2	
dito ordinaires, en étoffe commune ou en papier, pailletés et montés en bois fins, la douzaine.		75
dito communs, en papier peint, non pailletés, montés en bois communs ou en os, la douzaine.		12
Entrées de serrures en cuivre, pour armoires, la paire.		12
dito dito en fer, pour dito dito.		2
Etrilles, la douzaine.		30
Etoffes pour pantalons, tissu de laine et de fil, en couleur, de 4/4 de largeur, unies, à barres ou à raies, l'aune.		6
dito, dito, fil et coton, de 4/4 de largeur, unies, à barres ou à raies, l'aune.		4
dito, dito, des mêmes, étroites, unies, à barres ou à raies, l'aune.		3
dito, dito, de coton pur, de 4/4 de largeur, l'aune.		4
dito, dito, dito, étroites, l'aune.		3
dito, dito, tissu de laine et de fil, en couleur, unies, à barres ou à raies, étroites, l'aune.		4
dito en crin pour sophas, l'aune.		25
Emétique, l'once.		20
Faïence fine, en paniers, le panier de 5 pieds de long.	4	
dito commune en boucauts ou tierçons, chaque.	5	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Faïence fine, en demi-paniers, chaque de 2 pieds.	2	
dito brune, en paniers ou harasses, chaque.	1	50
dito, dito, en demi-paniers ou demi-harasses, chaque.		75
Fanaux, grands, en cuivre verni ou argenté, dito.		25
dito, petits, dito, dito dito dito.		12
Farine de froment, le baril.	2	
dito de seigle, dito.	1	
dito de maïs, dito.	2	50
Fauteuils seuls, fins, à fond de paille ou de bois, dorés, chaque.	1	
dito, dito, dito, en crin ou maroquin, dorés ou non, dito.	1	
dito, dito, de bois ordinaires, à grand dossier, dorés ou non, chaque.		75
dito, dito, simples communs, chaque.		50
Fers en barres, le quintal.		60
dito en saumon, dito.		50
dito en lames, dito.		70
dito à repasser, les 12 paires.	1	
dito à varlopes et à rabots, la douzaine.		25
dito à ferrer les chevaux, les 4 fers.		8
Ferblanc double, en feuilles, les 100 feuilles.	2	
dito simple, dito, dito.	1	
Feuillards en fer, le quintal.		75
dito en bois, le millier.	1	50
Festons brodés, en mousseline, etc., l'aune.		8
Fiches en cuivre, pour armoires, la douzaine.		80
dito en fer, pour dito dito.		40
Feuilles en bois, pour la confection des boîtes de chapeaux, la douzaine de paquets.	2	
Fèves en baril, le baril.		40
Ficelle, la livre.		3
Fichus, collerettes, pellerines, de dentelle de fil ou de soie, la douzaine.	4	
dito, dito, dito, de dentelle de coton, la douzaine.	2	
dito, dito, dito, de soie ou de gaze de soie, dito.	2	
dito, dito, dito, de batiste, brodés, dito.	2	50
dito, dito, dito, dito, unis, dito.	2	
dito, dito, dito, de gaze, linon, coton et mousseline, la douzaine.	1	
Fifres, garnis en argent, chaque.		30
dito ordinaires, la douzaine.		60
Figues en petits barils, caisses ou paniers, chaque.		25
Fil d'épreuve (gingas de), l'aune.		2
dito blanc, assorti par numéros, la livre.		20
dito de couleur, dito dito.		18
dito de coton blanc, par têtes assorties, la livre.		14
dito, dito de couleur, dito dito.		12
dito, dito blanc, à broder, en pelottes ou bobines, le carton de 12 pelottes ou bobines.		2

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Fil de coton blanc et de couleur, en bobines ou pelottes, dites papillottes, la livre.		8
dito de Rennes, dito.		12
dito à voile, à fole et à cordonnier, la livre.		4
dito de laiton ou de fer, dito.		8
Filières assorties, chaque.		20
Fioles vides, grandes, le cent.		50
dito, dito, petites, dito.		40
Flageolets, la douzaine.		75
Flammes pour saigner les chevaux, à plusieurs lames, chaque.		12
dito dito, dito, simples, la douzaine.		30
Flanelle, l'aune.		6
Fleurs de tilleul, violette, sureau, etc., la livre.		4
dito artificielles, en bouquets, avec pots de porcelaine et cylyndres, chaque pot garni.	2	
dito des mêmes, avec pots de porcelaine, sans cylindres, le pot.	1	
dito des mêmes, en carton de dix bouquets, le carton.	3	
dito des mêmes, par bouquets, chaque bouquet.		30
dito des mêmes, pailletées en guirlandes, pour tête, chaque guirlande.		60
Fleurets, montés ou non, les 12 fleurets.	1	50
Flûtes de 6 à 8 clefs, chaque flûte.	1	37
dito ordinaires, la douzaine.	3	
Foin, la botte.		30
Fontaines en faïence et ferblanc, chaque.		30
Fontes fines, avec couvertures en peau d'ours ou de tigre, galons en or ou argent, embouts plaqués ou soufflés, la paire.	3	50
dito, dito, sans couvertures, avec embouts plaqués ou soufflés, la paire.	1	50
dito communes, sans embouts, avec couvertures en cuir, la paire.	1	
Formes de chapeau, en bois, la douzaine.	2	
dito de souliers, assorties, la douzaine de paires.	2	88
dito à sucre et canaris, chaque.		6
Forté-piano, à queue, chaque.	25	
dito carrés, dito.	20	
Fouets de cabriolet, la douzaine.	4	
dito de cheval, fins, dito.	2	50
dito dito, communs, la douzaine.	1	25
Fourchettes d'argent, le marc.	1	
dito de métal. (Voyez les articles Cuillers et Couteaux.)		
Franges de soie, l'aune.		6
dito de fausse dentelle, l'aune.		4
dito de coton, dito.		1
dito en or ou argent faux, dito.		50
dito, dito, dito, fin, dito.	1	25
Fromages, de toutes qualités, la livre.		2
Fruits à l'eau-de-vie, les 12 pobans.		50

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Fruits confits au vinaigre, dito.		30
dito factices, en marbre, la douzaine.		15
dito à l'eau-de-vie, en bocaux, chaque bocal.		50
Fusées et pétards, la douzaine.		30
Fusils de munition, avec ou sans baïonnettes (*francs de droits.*)		
dito de chasse, fins, garnis ou non en argent, à 2 coups, avec ou sans boîtes, chaque.	6	
dito des mêmes, à un coup, avec ou sans boîtes, chaque.	3	50
dito des mêmes, ordinaires, à 2 coups, dito.	1	50
dito des mêmes, dito, à un coup, dito.	1	
dito à aiguiser les couteaux, la douzaine.		40
Fers ou carreaux pour chapeliers ou tailleurs, la douzaine de paires.	1	25
Gallons en cuivre, pour mesure, chaque.		40
dito en ferblanc, dito dito.		16
Galettes de feutre, grises, pour chapeaux, chaque.		12
dito, dito, noires, dito, dito.		16
Galons d'or fin, de plus de 18 lignes, l'aune.	1	50
dito, dito, de 12 à 18 lignes, dito.		80
dito, dito, au-dessous de 12 lignes, l'aune.		40
dito d'argent fin, de plus de 18 dito, dito.		75
dito, dito, de 12 à 18 dito, dito.		40
dito, dito, au-dessous de 12 lignes, l'aune.		18
dito d'or et d'argent faux, de plus de 18 lignes, l'aune.		25
dito, dito, dito, dito, de 12 à 18 lignes, dito.		15
dito, dito, dito, dito, au-dessous de 12 lign., dito.		8
dito de soie, étroits, l'aune.		6
dito de laine, dito, dito.		3
Ganses en torsade et en galons plats d'or fin, chaque.		30
dito, dito, des mêmes, d'argent fin, chaque.		20
dito, dito, des mêmes, d'or ou d'argent faux, chaque.		12
Gants de peau, à la crispin, pour hommes, la douzaine.	1	50
dito de peau ordin. pour hommes et femmes, la douzaine.		87
dito de peau fine, pour femmes, grands, p. bras, la douzaine.	1	75
dito de soie, pour hommes et femmes. dito.		50
dito de laine, fil ou coton, dito.		40
Garnitures de cercueil, chaque.	6	
dito de robes, en tulle ou dentelle, avec bouquets ou perles, fleurs, etc., chaque.	3	
dito, dito, de mousseline ou de gaze, brodées, l'aune.		8
dito, dito, de mousseline ou de gaze, dites entre-deux, l'aune.		5
dito de foudres, grenades, cors-de-chasse, en or ou argent fin, la garniture.		40
dito des mêmes, en or ou argent faux, la garniture.		25
dito des mêmes, en cuivre pur, dito.		12
dito de brides, chaque.		50
Gaze de soie et fil, avec or ou argent, pour robes, l'aune.		50
dito, dito, dito, unie, pour robes, l'aune.		25

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Gaze de coton, l'aune.		8
Genièvre en futailles de 60 gallons au moins, le gallon.		50
dito en caisses de 12 flacons, la caisse.	1	50
dito en potiches ou cruches d'une pinte et demie, la douzaine de cruches ou potiches.	1	
Gibernes d'officiers, avec baudriers en galon d'or ou d'argent, chaque.	1	50
dito avec baudriers de maroquin brodé, chaque.		75
dito dito dito estampillé ou uni, chaque.		40
dito dito de cuir uni ou verni, dito.		20
dito de troupes, avec baudriers en buffle, la douzaine.	2	
Gilets de drap fin, à manches, chaque.	6	
dito de drap ordinaire ou commun, à manche, chaque.	4	
dito d'étoffes légères, à manches, chaque.	5	
dito de dessous, en casimir, drap de soie ou autre étoffe brochée, chaque.	2	
dito dito, en étoffes légères, chaque.	1	
dito dito, galonnés en or ou argent, chaque.	6	
Gingas de toutes qualités, au-dessous de 24 pouces de largeur, l'aune.		1
dito des mêmes, de 24 à 31 pouces l'aune.		2
dito des mêmes, au-dessus de 31 pouces à 36 pouces, l'aune.		3
dito des mêmes, au-dessus de 36 pouces à 42 pouces, dito.		4
dito des mêmes, au-dessus de 42 pouces, l'aune.		5
Girofle, la livre.		18
Glaces encadrées, avec dorure ou non, de toutes dimensions, (autres que miroirs), par chaque pouce carré.		1
Glands en or ou argent, pour bottes ou chapeaux, en franges la paire.		30
dito des mêmes, pour officiers supérieurs, la paire.		60
Gobelets (Voyez Verrerie).		
Globes ou sphères géographiques, chaque.		50
dito pour salle, garnis avec chaînes, chaque.	2	
dito dito sans garnitures, dito.	1	
Gomme de gaïac, le quintal.	2	
dito arabique, la livre.		3
dito gutte, adragante, ammoniaque, la livre.		8
dito élastique, la livre.		40
Gonds et pentures en cuivre, la livre.		8
dito et pentures en fer, assortis, les 12 paires.	2	
Goudron, le baril.		75
Gouges assorties, pour charpentiers, la douzaine.		30
Gourmettes pour brides, la douzaine.		18
Graines de jardinage, la livre.		8
dito de lin, le cent.		37
dito de genièvre, la livre.		3
dito de santé, en boîtes, la boîte.		6
Graphomètres à lunette, ou longue-vue, chaque.	2	50

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Graphomètres à alidades simples, chaque.		75
Gravures, petites et communes, sans cadres, autres que celles prohibées, la douzaine.		12
Grelots en cuivre doré ou argenté, la grosse.		40
dito en cuivre pur, la grosse.		20
Grenades, (projectiles), (*franches de droits*).		
dito foudres et cors-de-chasse, pour garnitures d'habits. (Voyez Garnitures).		
Grenats fins, par masses de 12 rangs, la masse.	3	
dito faux, dito dito dito.		25
Grilles en fer, pour barrières ou balcons, le quintal.	4	
Grils dito, pour cuisine, la douzaine.		87
Gros-fort, l'aune.		3
Guêtres blanches ou en couleur, la douzaine.		50
dito en drap, la douzaine.	2	
Guignolet et ratafia, les 12 bouteilles.	1	
dito, dito les 12 demi-bouteilles.		50
Guimauve (fleurs de), la livre.		5
Guinée bleue, l'aune.		3
dito rouge, dito.		5
Guinghans, de 20 à 25 pouces, l'aune.		2
dito, de 25 à 30 dito, dito.		3
dito, de 30 à 35 dito, dito.		4
dito, de 35 à 40 dito, dito.		5
dito, de 40 à 45 dito, dito.		6
dito, de 45 et au-dessus, dito.		7
dito, des Indes, réels, clairs, communs, l'aune.		3
Gigots pour manches de robes, détachés des coupons de robes, la douzaine de gigots.	1	50
Gueuses en fer, le quintal.		50
Guitares, chaque.	1	
Garnitures pour lits, en soie, avec brandebourgs, chaque.	4	
dito pour lits, en étoffe de toutes qualités, dito.	2	
Gratoirs pour bureaux et comptoirs, la douzaine.		50
Habits de drap fin, unis, faits, chaque.	10	
dito dito ordinaire ou commun, faits, chaque.	8	
dito dito divers, pour enfans, faits, dito.	6	
dito dito brodés en or fin, dito, dito.	20	
dito dito en argent fin, dito, dito.	15	
dito dito divers, coupés et non cousus, dito.	2	50
Haches de sapeur, avec ou sans fourreaux, chaque.		25
dito de charpentier, de toutes qualités, la douzaine.	1	
Hachots, pour couvreurs, la douzaine.		75
Hamacs de soie, chaque.	3	
dito de coton, damassés et tricotés, chaque.	2	
dito unis, chaque.	1	50
Hameçons assortis, le millier.	1	50
Harengs au gos sel et en saumure, le baril.		50

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Harengs saurs, en quarts, huitièmes, ou en caisses, chaque.		12
Harmonica, (instrument de musique). dito.		25
Harpes, chaque.	25	
Hausse-cols, chaque.		25
Horloges de sable, la douzaine.		75
dito en bois, pour antichambre ou cuisine, avec chaine et poids, chaque.		60
dito pour maisons, églises, etc., 12 p. % *ad valorem.*		
Houes, la douzaine.		60
Housses et houssons galonnés, en or, chaque.	5	
dito dito dito, en argent, dito.	3	
dito dito en soie et fil, brodés ou non en couleur, chaque.	1	50
dito dito de coton, unis ou non brodés, en couleur, dito.		30
Huile d'olive, en futailles, le gallon.		20
dito dito en touques de 3 à 4 gallons, la touque.		75
dito dito en demi-touques, la demi-touque.		37
dito dito en paniers de douze bouteilles, le panier.		50
dito dito en caisses de 30 fioles, la caisse.		60
dito dito en caves de 12 pobans, la cave.		25
dito à brûler, le gallon.		5
dito de lin et de térébenthine, le gallon.		12
dito dito dito en touques, de 3 à 4 gallons, la touque.		40
dito d'amandes, la bouteille.		12
dito dito la livre.		10
dito de palma-christi, clarifiée, la bouteille.		16
dito dito dito le gallon.		64
Huîtres marinées, en petits barils ou en pots, le baril ou le pot.		18
Herses, objets pour culture (*franches de droits*).		
Images assorties, autres que celles prohibées, les cent.		50
Incarnat (coton), la livre.		20
Indiennes, grosses, claires et très-communes, l'aune.		3
dito autres que celles ci-dessus, l'aune.		6
Indigo, la livre.		40
Instrumens de chirurgie, 12 p. % *ad valorem.*		
dito de musique militaire (le corps complet).	40	
Ipecacuanha, la livre.		20
Ivoire (objets en ivoire), non prévus, 12 p. % *ad valorem.*		
dito brut ou morfil, la livre.		6
Jabotières de dentelle de fil ou de soie, la douzaine.	4	
dito de batiste, brodées, la douzaine.	3	
dito dito unies, dito.	1	50
Jalap, la livre.		8
Jambettes à plusieurs lames, fines, la douzaine.		50
dito à une seule lame, dito dito.		16
dito commune, à une seule lame, dito.		8
Jambons, la livre.		2
Jarres assorties, chaque.		87

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Jarretières en peau ou étoffes diverses, la douzaine de paires.		50
Jetons, 12 p. % *ad valorem.*		
Joujoux d'enfans, autres que ceux prévus, 12 p. % *ad valorem.*		
Jumens, chaque.	10	
Jugulaires pour casques ou schakos d'officiers, détachées, la paire.		8
dito dito dito de troupe, la douzaine de paires.		30
Kermès minéral, la livre.		50
Kirsch-wasser en bouteilles, la douzaine.	1	50
Lacets en soie, la douzaine.		8
dito en fil ou coton, la douzaine.		6
Laine brute, la livre.		8
Langues fourrées, la douzaine.		50
dito de morue, en petits barils ou en pots, chaque.		12
dito en saumure, le baril.		75
Lanternes en ferblanc, grandes, chaque.		18
dito dito petites, dito.		8
Lard en planches, la livre.		2
Lattes de bois, le millier.		75
Licols en cuir, pour chevaux, chaque.		25
Liége en planches, le millier.	3	
Lignes de pêche, à pavillon, etc., la livre.		4
Limes assorties, la douzaine.		75
Linon fin, uni ou brodé, l'aune.		30
dito ord. dito dito.		12
dito commun, uni ou brodé, l'aune.		8
dito de coton ou gazé, dito.		12
Liqueurs doucés, de toutes qualités, les 12 bouteilles.	2	50
dito des mêmes, en paniers de 2 pomponnelles, le panier.		85
Lits à colonnes, de bois d'acajou, unis, chaque.	15	
dito des mêmes, sculptés ou cannelés, avec corniche, chaque.	25	
dito de chêne, unis, chaque.	8	
dito de sap, dito.	6	
Livres reliés en basane, en veau ou en maroquin, dorés ou non sur tranches, avec ou sans gravures, chaque volume in-folio.		40
dito dito in-4°.		20
dito dito in-8°.		15
dito dito in-12.		10
dito dito in-16.		5
dito dito in-18.		2
Livres cartonnés ou brochés, avec ou sans gravures, chaque volume in-folio.		20
dito in-4°.		12
dito in-8°.		10
dito in-12.		6
dito in-16.		3
dito in-18.		1
dito classiques, c'est-à-dire les grammaires et dictionnaires des		

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des de d'imp. g.	c.
langues mortes et vivantes, les auteurs latins et grecs, les livres d'arithmétique, de géométrie et d'algèbre, et les géographies élémentaires, quand ils sont cartonnés ou brochés paieront la moitié moins que les livres cartonnés ou brochés, dans les mêmes dimensions.		
Livrets ou carnets de poche, simples, la douzaine.		30
dito dito fins, en cahiers, dito.		40
dito d'or (petits carnets ayant les feuilles dorées), la douzaine.		40
Longues-vues, grandes de 2 pieds dans tout leur développement, la douzaine.	2	
dito au-dessous de 2 pieds dans tout leur développement, la douzaine.	1	25
Loquets en fer, avec poignées de cuivre, la douzaine.		75
dito dito de fer, dito.		25
Lorgnettes richement montées, chaque.	1	
dito en cuivre doré ou argenté chaque.		40
dito en bois ou carton, chaque.		15
Lorgnons richement montés dito.		30
dito en ivoire, écaille, cuivre doré ou argenté, chaque.		15
Lotos (jeux de), chaque.	1	50
Louchets en fer, la douzaine.		40
Lunettes à branches, montées en or, chaque.	1	
dito dito dito en argent, dito.		60
dito dito d'écaille, montées en or, chaque.		50
dito dito dito en cuivre doré ou argenté, la douzaine.	1	50
dito à branches d'écaille, montées en fer, la douzaine.		50
Lunettes sans branches, montées en or, chaque.		40
dito dito dito en argent, dito.		20
dito dito dito en écaille, la douzaine.		90
dito dito dito en cuivre doré ou argenté, la douzaine.		75
dito dito dito en fer, la douzaine.		30
Lustres à cercles ou à cristaux, 12 p. %, *ad valorem.*		
Madras réels, en pièces, pour robes, l'aune.		25
dito faux, dito dito dito.		15
Macamby, le baril.		40
Machines pour préparer le coton, piler et vanner le café, et autres propres à économiser la main-d'oeuvre ou à améliorer la préparation des produits du sol, 12 p. % *ad valorem.*		
Maïs en grains, le baril.	2	
Magnésie, la livre.		20
Malaguette, dito.		8
Malles vides, grandes et petites, en jeu, chaque malle.		75
dito contenant des marchandises importées, dito.		25
Manches d'alènes, la grosse.		51
Manchettes à manche de corne, la douzaine.		50
dito dito de bois, dito.		40

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Manchettes à longues, à gardes ou sans gardes, avec fourreaux en cuir, la douzaine.	1	
Mandolines, chaque.	1	
Manne, la livre.		10
Manteaux de drap, galonnés en or ou argent, chaque.	20	
dito dito fins, unis, chaque.	10	
dito dito ordinaire ou commun, chaque.	5	
Mantègue, le quintal.	1	50
Maquereaux, le baril.		50
Marbres pour commodes, consoles, bureaux ou tables, chaque.	1	
dito pour tombes, de 6 à 7 pieds de long, gravés, dito.	5	
dito dito dito unis, dito.	3	
dito dito d'enfans, de 3 à 4 pieds de long, gravés, chaque.	2	
dito dito d'enfans, de 3 à 4 pieds de long, unis, chaque.	1	
Marmites en fer ou en fonte, le quintal.		75
dito en tôle ou en ferblanc, chaque.		12
Marrons, le baril.		75
Marteaux assortis, la douzaine.		40
Masses en fer, dito.	1	50
Masques en fil de fer, pour escrime, la paire.		40
dito de carnaval, en carton, la douzaine.	1	
dito en toile cirée, dito.	2	
Matelas en crin, grands, chaque.	1	50
dito dito, petits, dito.		75
Mats, petits, dits espars, dito.		40
dito, grands, pour mâtures, 12 p. % *ad valorem*.		
Mèches à vilbrequin, le jeu.		75
dito à quinquet, la grosse.		12
Médecine purgative de Leroy, en demi-litres, chaque.	1	
dito dito dito, en quarts de litre, chaque.		50
dito, vomi-purgatif, dito, en huitièmes de litre, dito.		36
dito dito dito, en seizièmes de litre, dito.		18
Mercure précipité, la livre.		40
Merrains, le millier.	1	50
Meules à aiguiser, assorties, chaque.		25
Miel, la bouteille.		16
Mine de plomb, la livre.		8
Mirobon, étoffe mêlée de soie et coton, l'aune.		10
Miroirs de 2 pouces sur 3, montés sur carton ou feuille de bois, la douzaine.		4
dito de 3 à 4 pouces, sur 5 à 7 pouces, montés sur carton ou feuille de bois, la douzaine.		8
dito de 4 à 7 pouces, sur 7 à 12 pouces, montés sur carton, avec ou sans tiroirs, la douzaine.		50
dito des mêmes dimensions, montés sur bois divers, avec ou sans dorure, pour toilette, la douzaine.		70

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c
Nappes de coton, fines et larges, chaque.		60
dito dito, communes et étroites, chaque.		20
Nattes de paille, larges de 4/4 et au-dessus, en pièces, l'aune.		20
dito au-dessous de 4/4 de large, en pièces, l'aune.		12
dito de jonc, chaque.		15
Navettes en argent pur, le marc.	1	
dito en cuivre doré, chaque paire.	1	
Nécessaires en nacre, garnis de leurs objets, pour hommes et femmes, chaque.	1	50
dito riches, en nacre, garnis de leurs objets, chaque.	6	
dito en acajou ou bois recherchés, garnis de leurs objets, chaque.		75
Noir de fumée, la poche.		1
dito animal, le cent.		75
Noisettes et noix à manger, le baril.		75
Noix de galle, la livre.		4
Nougat blanc et rouge, la livre.		12
Obus (projectiles) (*francs de droits*).		
Obusiers, (bouches à feu), dito.		
Ocre jaune, le quintal.		75
Oignons en macornes, la macorne.		5
dito en grenier, le quintal.	1	
Olives en pobans, les 12 pobans.		20
dito en petits barils, le petit paril.		30
dito en potiches, la potiche.		8
Onguent mercuriel, la livre.		12
dito diachylum, amer, basilicum, la livre.		6
Opium, la livre.		20
Or brûlé, l'once.	1	
Oreillers ou traversins en plumes, chaque.		45
Orge, le baril.		75
Ornemens de brides, en étain, la grosse.		66
dito, dito, en cuivre doré ou argenté, la grosse.	1	50
dito d'église, 12 p. % *ad valorem.*		
dito de prêtres, 12 p. % *sur estimation.*		
Organdi en pièce, l'aune.		5
Orgues, 12 p. % *ad valorem.*		
Paillettes en or ou argent fin, l'once.		75
dito dito dito, faux, dito.		40
Pains à cacheter, la livre.		20
Palettes de peintre, en ivoire, la douzaine.		20
dito, dito, en bois divers, dito.		12
Panacée, la bouteille.		50
Paniers ou corbeilles en osier, grands, la douzaine.	2	
dito, dito, dito, petits, dito.		75
Pantalons de drap fin, casimir, tricot soie, chaque.	4	
dito de toile fine, basin, nankin, nankinette et autres étoffes légères, chaque.	1	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Pantalons de peau de daim ou de chamois, chaque.	4	
dito galonnés en or, chaque.	8	
dito dito en argent, chaque.	6	
dito en colette ou grosse toile, la douzaine.	3	
Papier sablé, la main.		8
dito à dessins, plans et cartes, dit grand aigle, les 100 feuilles.	1	
dito à ministre, coupé, fin et doré sur tranches, la rame.	1	
dito du même, non doré sur tranches, dito.		75
dito fin, au-dessus de 15 pouces, dito.		60
dito ordinaire, grand, de 15 pouces et au-dessus, dito.		70
dito commun, à écolier, au-dessous de 15 pouces, dito.		25
dito à lettres, doré sur tranches, dito.		60
dito dito, non doré sur tranches, dito.		48
dito d'enveloppes, à cartouches et à doublage, gris, bleu, jaune, la rame.		12
dito rayé, à musique, la main.		10
dito à tapisserie, à fond riche ou avec sujet, et velouté ou satiné, le rouleau.		25
dito dito, à fond varié ou à fleurs, et velouté ou satiné, sans dorure, le rouleau.		18
dito dito, à fond uni, velouté ou satiné, le rouleau.		12
dito dito, ordinaire, à fond uni, varié ou à fleurs, sans dorure, ni satiné, glacé ou non glacé, le rouleau.		6
Parapluies en soie et à longue-vue, chaque.	1	50
dito en soie, ordinaires, dito.		75
dito en coton, dito.		18
Parasols et ombrelles pour femmes, de toutes grandeurs et façons, chaque.		80
dito dito pour enfans, comme ci-dessus.		75
Parchemin, les douze feuilles.		75
Passans ou passemens en or ou argent fin, la paire.		8
dito dito dito faux, dito.		4
Pastilles diverses, la livre.		12
Pâte, vermicelle, macaroni, etc., la livre.		3
dito d'amandes et de cocos, la livre.		28
Peaux de vache, diverses chaque.		64
dito de veau, vernies, pour couvertures de fonte, etc., la dze.	4	
dito dito dito.	3	
dito de chèvre, dito.	1	
dito de maroquin vrai, la douzaine.	2	
dito dito faux, dito.	1	
dito de daim ou de chamois, chaque.		30
dito de mouton, blanches ou chamoisées, la douzaine.	1	
dito d'ours, chaque.		50
dito de tigre, dito.	1	
dito de buffle, la douzaine.	12	
dito de cochon, dito.	5	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Peaux cirées, de cheval, chaque.		30
Peignes en cuivre doré, montés en pierres fausses, la douzaine.	7	
dito en écaille, pour femmes, dito.	4	
dito en corne, dito. dito.	2	
dito en ivoire, à décrasser ou à démêler, et en écaille, petits, la douzaine.		50
dito en corne, divers, à décrasser ou à démêler, communs, la douzaine.		25
Peintures de toutes qualités, en barils, la livre.		3
dito fines, en petits pots, dito.		7
Pékin de toutes couleurs, l'aune.		40
Pelles en fer, la douzaine.		75
dito en bois, dito.		40
Peluches en soie, pour chapeaux, l'aune.		12
dito en coton, dito dito.		6
Pendules à musique, chaque.	16	
dito à répétition, dito.	6	
dito ordinaires, dito.	3	
Pentures et gonds. (Voyez Gonds et Pentures).		
Percale fine et ordinaire, l'aune.		6
dito très-commune, dito.		3
Perdrix confites, le pot.		28
Perlasse, le quintal.		75
Perruques, chaque.	1	
Petit-salé en gonnes, la gonne.	2	50
dito en barils, le baril.	2	
Pièces à eau, cerclées en bois, par chaque gallon.		1
dito dito en fer, dito.		2
Pieds-de-roi, la douzaine.		25
Pieds et oreilles de cochon, en barils, le baril.	1	
Pierres à fusil, le millier.		75
dito à rasoir, chaque.		3
dito à filtrer, non montées, chaque.		40
dito dito montées, dito.		75
Pinceaux à peinture, assortis, la douzaine.		75
dito à barbe, dito.		40
Pinces à orfèvre et cordonnier, dito.		40
dito à pioches, piquois, dito.	1	40
Pipes vides, de 100 à 120 gallons, chaque.		25
dito à fumer, en porcelaine, garnies, chaque.		10
dito dito en faïence, la grosse.		24
dito dito en terre, dito.		10
Pistolets à cheveux, ou fin, à piston ou non, avec leurs boîtes et accessoires, la paire.	9	
dito ordinaires, à piston ou non, sans boîtes, la paire.	2	
dito de cavalerie (*francs de droits*).		
Planches de pitchpin, le millier.	2	50
dito de sap, dito.	1	75

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Planches de chêne, le millier.	3	50
Plaques en cuivre, pour schakos de troupe, la douzaine.		24
Plateaux pour cabaret, peints, dorés ou non, d'un pied et au-dessus de diamètre, chaque.		75
dito pour cabaret, peints, dorés ou non, au-dessous d'un pied de diamètre, chaque.	1	20
Platilles blanches, de toutes qualités, larges de plus de 2/5, même taxe que toiles à chemises. (Voyez Toiles.)		
dito blanches, fines, de fil ou fil et coton, larges de 2/5 et au-dessous, l'aune.		7
dito ordinaires et communes, de fil ou de fil et coton, larges de 2/5 et au-dessous, l'aune.		4
dito grises, de toutes qualités et largeurs, l'aune.		2
dito blanches, de coton pur, de toutes qualités, larges de 2/5 et au-dessus, l'aune.		2
Platines pour la confection des cassaves, chaque.		20
Plats en porcelaine fine et dorée, la douzaine.	2	50
dito fine, unie ou à filets, dito.	1	66
dito ordinaire et unie, dito.	1	20
Plats à barbe, en porcelaine, unis, à filets ou dorés, chaque.		10
dito en faïence ou ferblanc, la douzaine.		75
Plomb en grains, la livre.		4
dito en planches, dito.		2
dito en saumons, dito.		31
Plumes d'oie, à écrire, et cure-dents, le millier.		30
dito en acier, à écrire, la grosse.		30
Plumes de toutes couleurs, pour chapeaux, à raison de 3 plumes par garniture, la douzaine de garnitures.		75
Plumets et panaches, en plumes fines, chaque.		40
dito de plumes de coq, dito.		10
Poêles et poêlons de cuisine, la douzaine.	1	50
Poignées pour malles en cuivre, la douzaine de paires.		60
dito dito en fer, dito.		12
dito en cuivre ou en cristal, pour tables, la douzaine de paires.		75
Pointes en cuivre, la livre.		9
dito de Paris, en fer, assorties, la livre.		6
Poids pour balances, en cuivre, le quintal.	9	
dito dito en fer, dito.	3	
Poires à poudre, en cuivre, assorties, la douzaine.	4	
dito en corne, dito. dito.	2	50
Poires sèches, dites tapées, le panier.		30
Pois à manger, de toutes espèces le baril.	1	
dito d'iris, pour cautères, la livre.		3
Poisonnières, en cuivre, la livre.		10
dito en ferblanc, chaque.		20
Poivre de toutes espèces, la livre.		2
Polonaise, l'aune.		5
Poligraphes, chaque.		75

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Poil de cerf, le quintal.	2	
Pommades en pots et en bâtons, ordinaires, la douzaine.		25
dito en grands pots de grès ou ferblanc, etc., la livre.		20
dito en salières de verre.	1	
Pommes d'arbres, le baril.		40
dito de terre, dito.		40
Pommelles pour voiliers, la grosse.		40
Pommeaux de selles, la douzaine de pommeaux.		12
Pompes en bois, pour navires, chaque.	2	
dito à incendie, chaque.	5	
dito à manivelle, pour puits, chaque.	3	
dito en cuivre, à main, pour guildives, chaque.		50
dito en ferblanc, pour guildives, chaque.		37
dito en bois, à main, dito dito.		12
Pompons en or ou en argent, pour officiers, la douzaine.	2	50
dito en or et soie, ou argent et soie, dito.		75
dito en soie, dito.		40
dito en laine, dito.		25
Porcelaine, service de table, le service complet.	18	
dito de cabaret, le service composé de 12 tasses et soucoupes, 1 théière, 1 sucrier, 1 cafetière, 1 pot à lait, bole, blanche et unie, le service.	2	
dito service de cabaret composé des mêmes articles, à dessins communs ou à filets dorés, le service.	3	
dito service de cabaret, composé des mêmes articles, à dessins ou à dorures riches, le service.	6	
Porte-bouteilles, plaqués en argent, chaque.		8
dito non plaqués, la douzaine.		40
Porte-huiliers et porte-liqueurs, plaqués, fins, avec les carafes en cristal, chaque.	2	25
dito des mêmes, avec les carafes en verre, chaque.	1	
dito en bois ou en fer blanc, peints, sans carafes, chaq.		30
Porte-crayons, fins, en or, chaque.		25
dito fins, en argent, chaque.		16
dito ordinaires, en argent, chaque.		10
dito en cuivre argenté, dito.		4
dito dito pur, la douzaine.		30
Porte-feuilles, grands, dits à ministre, chaque.	1	50
dito de poche, grands de 6 pouces ou de plus de 6 pouces, avec fermoirs, la douzaine.		40
dito des mêmes, au-dessous de 6 pouces, avec fermoirs, la douzaine.		20
dito des mêmes, sans fermoirs, assortis, la douzaine.		12
Porte-manteaux de voyage, de toutes qualités, chaque.	1	60
Porte-montres, en soie, brodés, la douzaine.	1	
dito unis, dito.		50
Porte-épées, en maroquin ou velours, brodés d'or, chaque.		25
Potasses, le quintal.		75

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Potiches à encre, vides, de toutes dimensions, le cent.		40
Pots de faïence, pour tabac, chaque.		20
dito pour le débit des drogues, d'une à quatre onces, les 100 pots.		50
Pots de faïence des mêmes, de plus de quatre onces à huit onces, les 100 pots.	1	
Pots de porcelaine, dorés, riches, pour pharmaciens, chaque.		40
dito pour tout usage, chaque.		25
Poudre à poudrer, les 12 livres.		24
dito à gibier, la livre.		12
dito à canon, dito.		5
dito de litharge d'or ou d'argent, la livre.		8
dito de fer, livre.		4
dito à dents, les 12 boîtes.		40
dito de Saint-Ange et d'Aillaux, la boîte.		12
dito de Seidlitz et de Soda-Water, la douzaine de boîtes.		66
Poulies simples, en bois, assorties, le pouce.		1
dito doubles, dito dito dito.		2
dito en cuivre, la livre.		10
Pantoufles en maroquin, la douzaine de paires.	4	
dito en peau ordinaire ou maroquinée, la douzaine de paires.	3	
Pâte pectorale, la boîte.		3
Poupées fines, grandes de plus de 2 pieds, habillées ou non habillées, chaque.		50
dito fines, de 12 à 24 pouces, habillées ou non chaque.		12
dito communes, en gros carton, grandes de plus de 2 pieds, habillées ou non, chaque.		25
dito communes, en gros carton, de 12 à 24 pouces, habillées ou non, chaque.		6
dito au-dessous de 12 pouces, de toutes qualités, habillées ou non, la douzaine.		36
Presses hydrauliques (*franches de droits*).	1	
dito à imprimer, chaque.	2	
dito à relier, dito.	2	
dito à timbrer, dito.	3	
Printannières. (Voyez Nankinettes).		
Projectiles d'artillerie, de toutes sortes, non denommés (*francs de droits*).		
Prunes et pruneaux, la livre.		2
Psychés (Voyez Glaces).		
Queues de billard, la douzaine.		
Quina en poudre fine, ordinaire, la livre.	3	20
dito en écorce. dito.		4
dito en sulfate ou quinine, l'once.		20
Quincaillerie non prévue, 12 p. % *ad valorem*.		
Qui-ne-peut (guinga très-commun), l'aune.		1
Quinquets à plusieurs branches, chaque.	2	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Quinquets ordinaires, chaque.		30
dito pour tables, à globes en verre, chaque.	1	25
dito dito à cercle et à garde-vue, en soie ou étoffe gazée, chaque.		40
Quitrines. (Voyez Voitures.)		
Rabots avec fers, la douzaine.		75
dito sans fers, dito.		50
Racines de bulbe, la livre.		4
dito de toutes espèces, pour pharmacie et autres usages, la livre.		4
Raisins secs, la livre.		2
Rapporteurs en cuivre, ivoire ou corne, quand ils sont détachés des boîtes ou des étuis de mathématiques, la douzaine.		60
Rasoirs fins, dans leurs boîtes ou étuis, la paire.		30
dito dito en paquets et en carte, dito.		20
dito communs, dito dito.		6
Ratafia et guignolet, les 12 bouteilles.	1	
dito dito les 12 demi-bouteilles.		50
Rateaux en fer, chaque.		12
Réchaux en terre, cerclés en fer, chaque.		10
dito en fer, chaque.		20
Redingotes en drap fin, chaque.	10	
dito en drap ordinaire ou étoffes diverses, chaque.	4	
Régénérateur en bouteilles, la bouteille.		25
Registres au-dessus de 24 pouces, chaque.	1	50
dito de 18 à 24 pouces, dito.	1	
dito au dessous de 18 pouces, dito.		30
Règles du jeu de billard en tableaux, le tableau.		40
dito en bois, pour bureaux assorties, la douzaine.		30
Réglisse en bâtons ou liquide, la livre.		10
Rhubarbe, la livre.		10
Ridicules en soie, pour femme, chaque.		16
Rigoises en cuir de boeuf, la douzaine.		24
Riz, le quintal.	1	50
Rob antisiphilitique, en bouteilles la bouteille.		25
Robes faites, en dentelle ou en tulle de fil, de soie ou de fil et soie, chaque.	16	
dito en batiste et linon, unies, brodées ou en percale brodée, chaque.	6	
dito en batiste et linon, brodées, en soie ou en gaze chaq.	10	
Robes en coupons de dentelle ou de tule de soie et gaze de soie, avec garnitures de linon ou de gaze, chaque.	4	50
dito brodées, sans garnitures de linon, de gaze ou de percale, chaque.	4	
dito de mousseline, brodées, fines, en coupons de 4 aunes 1/2 chaque.	1	25
dito de mousseline, unies, en coupons de 4 aunes 1/2 chaque.		60
dito d'indienne, de guinghan, fines, chaque.		88

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp	
	g.	c.
Robes en coupons d'indienne, de guinghan, communes, chaque.		40
Robinets en cuivre, pour grosses pièces, bassines, barriques, etc., la livre.		12
dito en plomb, pour grosses pièces, bassines, bariques, etc., la livre.		6
Rôtissoirs en ferblanc, avec broches et lèchefrites, chaque.	1	
Rouen couronné, fleuret, l'aune.		6
Roues de voitures, la paire.	8	
dito de cabrouet ou de chariot, la paire.	6	
Rouleau de ménage, blanc, l'aune.		2
dito de toile écrue, dito.		6
Roulettes en cuivre, la douzaine.		40
dito en fer, dito.		25
Rubans de satin et de soie, de 2 pouces de large, et plus, l'aune.		10
dito des mêmes, au-dessous de 2 pouces, par pièces de 12 aunes, la pièce.		6
dito de soie, au-dessous d'un pouce, pour border les souliers, par pièces de 12 aunes, la pièce.		2
dito de soie, larges, pour bordures de chapeaux, dits galons de soie, l'aune.		12
dito de velours de soie, par pièces de 12 aunes, la pièce.		5
dito dito et d'étoffes veloutées, de 2 pouces de large et plus, l'aune.		8
dito gazés, l'aune.		4
dito de fil et coton, les 12 pièces de 6 aunes, chaque.		7
Russie véritable, large, l'aune.		5
dito dito étroite, dito.		3
dito contrefaite, large, dito.		4
dito dito étroite, dito.		2
Sabres de cavalerie, pour troupes (*francs de droits.*)		
dito fins, pour officiers, avec fourreaux et poignées en cuivre doré ou argenté, et avec moulures ou ornemens, chaque.	2	
dito des mêmes, sans moulures ni ornemens, chaque.	1	50
dito ordinaires, avec fourreaux et poignées en cuivre bruni ou uni, chaque.		75
dito ordinaires, avec fourreaux de cuir et embouts de fer ou de cuivre, chaque.		40
Sacs à habitans, de 3 à 4 fils, la douzaine.		75
dito de colette et autres toiles, à charger, le cent.	2	50
dito en soie, pour femmes, (Voyez Ridicules).		
dito de chasse, pour plomb, simples, la douzaine.		60
dito dito dito doubles, dito.	1	20
dito de nuit ou de voyage, en étoffe riche, chaque.		75
dito dito dito dito commune, dito.		12
Safran, la livre.		25
Sagou et salep, la livre.		8
Saint-Georges, l'aune.		3
Salières en cristal et en porcelaine, la douzaine.	1	50

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Salières en verre, la douzaine.		75
Salsepareille, la livre.		10
Sance, l'aune.		3
Sandaraque en petites fioles, la douzaine.		50
Sangsues, le cent.		8
Sangles faites, chaque.		25
dito en pièces, l'aune.		3
Sardines en barils, le baril.		75
dito en pots, le pot.		20
dito à l'huile, en caisses de ferblanc, la caisse.		20
Sassafras (bois de), le quintal.		75
Satin. (Voyez Soieries).		.
Sauce ou King-sauce, la douzaine de pobans.		3
Saucissons confits au sain-deux, la livre.		12
dito non confits, la livre.		8
Saumon en barils, le baril.	1	50
dito en demi-barils, le demi-baril.		75
dito en quarts de baril, le quart de baril.		37
Savon de toutes qualités, les 100 livres.	1	25
Savonnettes, la douzaine.		16
Schakots d'officiers, en castor, velours ou maroquin, sans cordons, chaque.	1	50
dito de troupes, avec plaques, sans cordons, la douzaine.	3	
Schalls de tulle ou de dentelle de fil, et fil et soie, de 4/4 et au-dessus, chaque.	2	40
dito des mêmes, au-dessous de 4/4, chaque.	1	50
dito de dentelle de coton, de 4/4 et au-dessus, chaque.	1	20
dito des mêmes, au-dessous de 4/4, chaque.	1	
dito de soie, de 5/4 et au-dessus, dito.	1	25
dito dito au-dessous de 5/4, dito.	1	
dito de coton blanc et en couleur, de 4/4 et au-dessus, la douzaine.	2	
dito des mêmes, au-dessous de 4/4 la douzaine.	1	50
dito de mousseline fine, de 4/4 et au-dessus, la douzaine.	2	
dito des mêmes, au-dessous de 4/4, dito.	1	
dito de mérinos, de laine et coton, de 4/4 et au-dessus, la douzaine.	5	
dito des mêmes, au-dessous de 4/4, la douzaine.	2	25
Scies, grandes et moyennes, non montées, assorties, la douzaine.	2	
dito petites, dito dito.	1	50
dito moyennes, montées, assorties, la douzaine.	2	25
dito petites, dito dito dito.	1	75
Seaux en cuir, en bois, chaque.		12
dito en verre blanc ou de couleur, pour table, la douzaine.		30
Secrétaires portatifs de voyage, en bois d'acajou, de cèdre, de buis, etc., fins et riches, chaque.	6	
dito dito unis et communs, dito.	1	50
Sel ammoniac, d'epsom, de glauber, etc., la livre.		4

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Sel marin, en barils, le baril.	1	
dito en petits pains ou paniers, chaque.		5
Selles fines, à hommes, pour officiers supérieurs, garnies de fontes et de housses galonnées, chaque.	20	
dito ordinaires, avec housses, communes, chaque.	15	
dito sans fontes ni garnitures, dito.	10	
dito de troupes, avec harnais, dito.	4	
dito fines, à femmes, garnies, dito.	12	
dito communes, dito. dito.	8	
dito à hommes et à femmes, de toutes qualités, non montées, chaque.	4	80
Séné, la livre.		8
Serge l'aune.		5
Serinettes, chaque.	1	50
Seringues à pompe, la douzaine.		60
dito à injection, chaque.		25
dito ordinaires, dito.		25
dito d'enfants, dito.		12
Serpes, la douzaine.		50
Serrures en cuivre, de plus de 6 pouces de large, chaque.		30
dito dito au-dessous de 6 pouces, assorties, la douzaine.	2	50
dito en fer, assorties, pour portes, la douzaine.	1	
dito pour malles et tiroirs, en fer, dito.		25
dito en fer, montées sur bois, dito.		75
Serviettes avec nappes, blanches, de fil, ouvrées et damassées, la douzaine.	2	50
dito sans nappes, blanches, de fil, ouvrées et damassées, la douzaine.	2	
dito avec nappes, unies, à barres en couleur, la douzaine.	1	30
dito sans nappes, dito dito dito.	1	
dito avec nappes, écrues, dito dito dito.		75
dito sans nappes, dito dito dito dito.		50
dito de coton, larges et damassées, avec nappes, dito.	1	50
dito des mêmes, sans nappes, dito.		60
dito dito étroites, petites et communes, dito.		25
Siamoise de 3/4 à 7/8, rayée, l'aune.		4
Sirop d'orgeat et d'autres qualités, en bouteilles, la douzaine.	3	50
dito dito en fioles, dito.	1	75
Sirsacas véritable, l'aune.		20
dito contrefait, dito.		8
Soie à coudre et à broder, la livre.	1	
Soieries: Drap de soie et autres étoffes brodées. l'aune.		40
— Gros de Naples, broché, uni ou rayé, satin uni ou à fleurs, tafetas et autres étoffes de soie, ouvrées, pour robes, etc., l'aune.		25
— Lévantine, florence et soierie légère et rayée, l'aune.		16
Soie pour cordonniers, la livre.		20
Son, le baril.		30

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Sondes à main, en ferblanc, pour vins, la douzaine.		50
Soufflets de forgeron, chaque.	3	
dito de boucher, dito.	1	
dito de cuisine, la douzaine.		50
Soufre, la livre.		4
Souliers fins, pour hommes, la douzaine.	6	
dito ord. dito dito.	3	
dito communs, pour troupes, dito.	2	
dito pour femmes, en soie, en peau fine de couleur ou en maroquin, unis, la douzaine.	4	
dito dito des mêmes, brodés ou pailletés, la douzaine.	6	
dito dito en prunelle et autres étoffes, ou en peau commune, la douzaine.	3	
dito de garçons, dits de cadets, dito.	3	
dito d'enfans, de toutes qualités, dito.	2	
Sucre candi, de pomme et d'orge, la livre.		16
dito raffiné, la livre.		10
Suif, la livre.		3
Statues en plâtre, de 2 pieds de hauteur et au-dessus, chaque.		75
dito de 12 à 23 pouces dito de hauteur.		37
dito au-dessous de 12 pouces, la douzaine.		60
dito en marbre ou en bronze, 12 p. % *ad valorem*.		
Soucoupes en faïence, communes, teintes, pour fleurs artificielles, la douzaine.		12
Suspensoirs en toile, la douzaine.		6
Tabac en poudre, la livre.		50
dito dito en bouteilles et en flacons, chaque.		50
dito en andouilles, la livre.		25
dito en feuilles, de Cuba, la livre.		12
dito dito des Etats-Unis, la livre.		4
dito à chiquer, la livre.		5
Tabatières en or, simples ou à musique, l'once.	1	
dito en écaille, garnies en or fin, chaque.		80
dito en argent fin, le marc.	1	
dito en écaille, garnies en argent fin, chaque.		60
dito en bois ou autres matières, à fond doré, chaque.		40
dito en carton, fines, la douzaine.	1	
dito en carton, cuir, ou bois divers, à fond de corne, communes, la douzaine.		60
dito en étain, plomb, corne, communes, la douzaine.		30
dito à musique, en écaille, bois, etc., chaque,	1	50
Tables en acajou, pliantes, chaque.	15	
dito d'autres bois, dito dito.	10	
dito de toilette, en acajou ou bois recherché, chaque.	6	
dito ordinaires, de noyer, cerisier et autres bois ordinaires, chaq.	4	
dito de sap, chaque.	2	
Tableaux peints à l'huile, avec ou sans cadres, 12 p. % *ad valorem*.		

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Tableaux gravés, coloriés ou non, avec cadres dorés de 6 à 8 pouces, sur 6 à 12 pouces, chaque.		28
dito des mêmes, de 9 à 11 pouces, sur 13 à 15 pouces, chaque.		50
dito dito de 12 à 20 dito sur 16 à 24 dito dito.		75
dito dito de 21 à 30 dito sur 25 à 34 dito dito.	1	20
dito dito de 31 à 36 dito sur 35 à 40 dito dito.	2	25
dito dito de plus grandes dimensions, 12 p. % *ad valorem.*		
NOTA. Les tableaux coloriés ou non, à cadres non dorés, dans les proportions ci dessus, paieront la moitié du droit établi sur ceux à cadres dorés.		
Tablettes de peintre, en ivoire, la douzaine.		24
dito pour peintre, en bois, dito.		16
Tabliers en peau, chaque.		75
Tafetas faux, de soie et de coton, l'aune.		10
Tambours (caisses), en cuivre, chaque.		40
dito dito en bois, dito.		20
dito pour enfans, la douzaine.		60
Tamis à farine, montés, dito.	1	
dito à vesou, non montés, dito.		50
Tapis de billard, chaque.	4	
dito de pieds, de plus de 3 pieds de large, chaque.		50
dito dito de moins de 3 pieds de large, dito.		25
dito de chambre ou de salle, chaque.	7	
dito fins pour tables, dito.		75
Targettes en cuivre, la douzaine.	1	50
dito en fer, dito.		75
Tarrières assorties, dito.		75
Tasses et soucoupes, en porcelaine fine, à fond doré, de toutes grandeurs, la douzaine.	2	50
dito dito avec autres dorures, la douzaine.	2	
dito dito de porcelaine unie ou à filets, dito.	1	50
Tenailles, chaque.		5
Télescopes portatifs, chaque.	3	
dito grands, 12 p. % *ad valorem.*		
Terrailles en paniers ou en boucauts, chaque.	1	50
dito en grenier, assorties, la pièce.		2
Terre de pipes. (Voyez Ciment).		
dito de Sienne, la livre.		2
Thé en boîtes ou sans boîtes, la livre.		25
Thériaque, la livre.		6
Thermomètres, grands de plus de 12 pouces, chaque.		60
dito au-dessous de 12 pouces, la douzaine.		60
Tierçons vides, de 10 à 30 gallons, chaque.		6
Tiges de bottes, la paire.		40
Tilles à charpentiers, la douzaine.	1	
Tire bouchons, dito.		40
Tire-bottes, dito.		40

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. f.	c.
Toiles fines, ordinaires, de fil ou de fil et coton, à chemises, de toutes fabriques, l'aune.		10
dito très-communes, de fil ou de fil et coton, à chemises, de toutes fabriques, l'aune.		5
Toiles de coton pur. (Voyez Coton).		
dito grises, fines et ordinaires, de toutes fabriques, l'aune.		5
dito très-communes, dito dito.		2
Toiles à draps, de 5/4 à 7/4, l'aune.		12
dito dito au-dessous de 7/4 à 6/4, l'aune.		18
dito dito de 6/4, l'aune.		30
dito damassées, larges de 4/4 et au-dessus, l'aune.		12
dito dito au-dessous de 4/4, dito.		8
dito à voile, l'aune.		4
dito à sac, dito.		2
dito cirées, dito.		12
dito à emballage, l'aune.		2
Tôle, le quintal.		75
Tombeaux ou monumens en marbre, de toutes dimensions, chaque.	20	
Toni-purgatif, le flacon.		25
Tranchets à cordonnier, la douzaine.		30
Traversins en plumes, chaque.		50
Trébuchets, chaque.		75
Tresses en or ou argent fin, pour gilets, l'aune.		12
dito dito faux, dito.		5
dito en soie, les 12 aunes.		6
dito en laine, fil et coton, les 12 aunes.		3
Trictracs, 12 p. % *ad valorem*.		
Tripoli, la livre.		4
Trompettes, chaque,		75
Trompes en fer, la grosse.		60
Truelles pour maçons, la douzaine.		50
Tuiles à couvrir, le millier.	1	
Tulipes en or, pour chapeaux, chaque.		50
dito en argent, pour schakots, dito.		40
dito pour chapeaux, en cuivre doré ou argenté, la douzaine.	2	50
dito en cuivre bruni, la douzaine.		30
Tuyaux de fer ou de fonte, pour conduits d'eau, le quintal.	2	
Vanille et autres parfums, en coque, la livre.		75
Varlopes avec fers, la douzaine.	1	50
dito sans fers, dito.	1	
Veilleuses en verre, chaque.		10
dito en porcelaine, dito.		20
Velours de soie, cramoisi, en étoffe, l'aune.		50
dito de soie, d'autres couleurs, en étoffe, l'aune.		40
dito de coton fin, dito dito.		25
dito dito ordinaire, dito dito.		12
Vermicelle, (Voyez Pâte).		
Vermillon, la livre.		30

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Vernis en bouteilles, la bouteille.		12
Verreries: Verres ou gobelets en cristal, taillés, à pattes, avec couvercles ou étuis, chaque.		75
— dito, dito, dito, coulés, des mêmes chaque.		50
— dito, dito, dito, taillés. sans pattes, avec étuis ou convercles, chaq.		50
— dito, dito, dito, coulés, des mêmes chaque.		40
NOTA. Les mêmes que dessus, sans étuis ni couvercles, paieront 10 centimes de moins.		
— Verres et gobelets en verre fin, taillés ou gravés, à pattes, la douzaine.	1	
— dito, dito, dito, des mêmes, sans pattes, la douzaine.		75
— dito, dito, dito, coulés ou montés, à pattes, la douzaine.		75
— dito, dito, dito, coulés ou montés, sans pattes, la douzaine.		60
— dito, dito, dito, les mêmes, taillés, gravés et coulés, sans pattes ou à pattes, avec étuis ou convercles grands, chq.		15
— dito, dito, dito, les mêmes que dessus, moyens, chaque.		7
— dito à liqueur ou de dessert, en cristal, taillés, à pattes, la douzaine.		40
— dito, dito. dito, des mêmes, sans pattes, la douzaine.		30
— dito, dito, en cristal, coulés, à pattes ou sans pattes, la douzaine.		25
— dito, dito, ou de dessert, en verre, taillés, à pattes ou sans pattes, la douz.		20
— dito, dito, dito, en verre, coulés, à pattes ou sans pattes. la douz.		15
— dito de champagne, en cristal, la douzaine.		50
— dito dito, en verre, dito.		40
— dito communs, dits de fougères, de toutes grandeurs, la douzaine.		8
— dito à lampes ou à quinquets, la douzaine.		48
— dito à montres, la grosse.	2	50
— dito à lunettes (ordinaire ou de couleur), la grosse.	1	50
— Verrines à fleurs, à cylindre, la paire.	1	50
— dito unies, dito, dito.		75
— dito en cristal, à embouts, pour chandeliers, la paire.	1	50
— dito en verre, dito, dito, dito.		75
Vert-de-gris, la livre.		12
Vestes faites, en drap de toutes qualités, chaque.	8	
dito, dito, en étoffes légères, diverses, dito.	3	
Vilbrequins, avec méches, assortis, la douzaine.	1	

DESIGNATION DES OBJETS.	Montant des dr. d'imp. g.	c.
Vilbrequins, sans mèches, assortis, la douzaine.		36
Vin rouge et blanc. en barriques, la barrique de 60 gallons.	4	
dito, dito, en caisses de 12 bouteilles, la caisse.		40
Vin de Madère, de Ténériffe, de Malaga, de Brunty, de muscat, du Cap du Bonne-Espérance, en futailles, le gallon.		15
dito de Champagne, de Porto, du Rhin, en caisses de 12 bouteilles, la caisse.	1	
dito de muscat, de malvoisie et autres, de dessert, en caisse de 12 bouteilles, la caisse.		75
dito blanc ou coloré, de Marseille, dit façon de Madère, en futailles, le gallon.		15
Vinaigres en futailles diverses, le gallon.		4
dito en dame-jeannes, chaque.		25
dito en bouteilles, la douzaine.		15
Violons et violoncelles, fins, avec boîtes, chaque.	1	
dito communs et ordinaires, sans boîtes. dito.		50
Vis en fer, pour lits, la douzaine.		60
dito, petites, en cuivre, la grosse.	1	
dito, dito, en fer, dito.		75
Vitres, 12 p. % *ad valorem.*		
Vitriol, la livre.		6
Voiles de dentelle, de tulle, de fil ou de soie, chaque.	2	
dito de gaze et de mousseline, chaque.		30
dito de dentelle de coton, dito.		75
Voitures: Carrosses et calèches, chaque.	100	
— Cabriolets et quitrines, dito.	40	
— Chars-à-bancs et tilburys, dito.	35	
— d'enfans, à ressorts, dito.	2	
Vrilles assorties, la douzaine.		18
Whisky en futailles de 60 gallons au moins, le gallon.		50
dito en caisses de 12 flacons, la caisse.	1	
dito en potiches d'une pinte et demie, les 12 potiches.	1	
Zinc en feuilles et clous, la livre.		2

Tarif Nro. II.

Des droits d'exportation et de l'imposition territoriale.

DESIGNATION DES OBJETS.	Droit d'export. g.	c.	Imposit. territor. g.	c.
Amidon, le baril.	2			50
Boeufs en vie, chaque.	5			
Bouvards en vie, au-dessus de 2 ans, chaque.	3			
Bois d'acajou, en planches ou en billes, les mille pieds.	10		12	

DESIGNATION DES OBJETS.	Droit d'export.		Imposit. territor.	
	g.	c.	g.	c.
Bois d'espinelle, en planches ou en billes, les mille pieds.	10		12	
dito de campêche, de gaïac, de fustic ou bois jaune, de brésillet, le millier pesant.	3		3	
Cabrits en vie, chaque.		50		
Cacao, le millier pesant.	6		4	
Café, dito.	10		12	
Cassaves, la douzaine.		12		12
Casse médicinale, le millier pesant.	5		5	
Cire jaune, dito.	20			
Citrons, le baril.	1			50
Cochons en vie, chaque.	1			
Cornes de boeuf, les cent cornes.		50		
Chiffons (vieux), le millier pesant.	1			
Cotons en soie, dito.	8		8	
Cuirs de boeuf en poil, chaque.		50		
dito de cheval, dito dito.		50		
dito de mouton ou de cochon en poil, chaque.		25		
dito de cabrit en poil, la douzaine.	1			
Cocos, le cent.		50		25
Ecaille, onglons de caret, le quintal.	5			
Farine de manioc, le baril.	21			50
dito de maïs, dito.	1			50
Fécule d'arrowroot, en bouteilles, la bouteille.		3		3
dito dito en caisses, la livre.		3		3
Gigiri, le baril.	2			50
Gingembre, le quintal.	1			50
Gomme de gaïac et autres, le quintal.	1			50
Huile de palma-christi, le gallon.		50		25
Ignames, le baril.		50		25
Indigo, le quintal.	5		5	
Jus de citron en bouteilles, la douzaine.		24		
dito en barils ou en dame-jeannes, le gallon.		8		2
Maïs en grains (le baril de 180 liv.), le baril.		50		25
Moutons en vie, chaque.	1			
Oranges et autres fruits d'arbres, le baril.	1			50
Pistaches, le baril.	2			50
Pois de toutes qualités, le baril.	1			50
Pitte en crin, le quintal.		50		25
Riz, le baril.	1			50
Sirop de bassin ou de batterie, le millier.	1	50	1	
dito de miel, le gallon.		25		
Sucre brut, le millier.	2		2	
dito terré, dito.	3		3	
Tabac en feuilles, le quintal.	1			50
dito en andouilles ou surons, le quintal.	1			50
dito en cigares, le millier de cigares.		25		25
Tafia, le baril de 55 à 60 gallons, chaque.	1	50		

Tarif Nro. III.

Droit de warfage à l'importation et à l'exportation.

DESIGNATION DES OBJETS.	Droits de warfage.	
	f.	c.
Acier, le quintal.		6
Ail en macornes, les 100 macornes.		50
dito en grenier, le quintal.		4
Alambics avec leurs accessoires, chaque.	2	
Ancres de navires, ou à jet, le quintal.		6
Ardoisses en caisses, la caisse.		25
Armoires, chaque.	1	
Avirons, la douzaine.		6
Bahuts, le jeu.		12
Baignoires en cuivre ou ferblanc, chaque.		50
dito en demi-bain, en cuivre ou ferblanc, chaque.		25
dito en bois ou grandes bailles, chaque.		4
Bailles en bahuts, le jeu.		12
Balles de marchandises sèches, de 2 pieds et au-dessus, chaque.		25
dito dito dito, au-dessous de 2 pieds, dito.		12
Barrillages de la grosseur d'un baril de farine, chaque.		12
dito moitié moins, chaque.		6
Barriques pleines, de 55 à 60 gallons, chaque.		25
dito vides, dito, dito dito.		4
dito pleines, au-dessus de 60 gallons, dito.		50
dito vides, dito, dito dito.		8
Beurre en fréquins, le quintal.		12
Balances fortes, chaque.		50
dito à colonnes, chaque.		6
dito de boutique, la douzaine.		12
Bierre en tierçons, chaque.		18
Biscuits en barils, chaque.		12
dito en demi-barils, chaque.		6
dito en sacs, le quintal.		6
dito en petits barils ou fréquins, chaque.		4
Billards, chaque.	2	
Boeuf fumé, le quintal.		12
Bois jaune, le millier.		50
dito d'acajou ou d'espinille, les 1000 pieds réduits.	1	
Boucauts en bottes, chaque.		6
dito pleins. (Voyez les articles y contenus).		
Briques, le millier.		50
Brouettes, chaque.		6
Buffets, dito.	1	
Bureaux-secrétaires, chaque.	1	
Bois équarris de pitchpin ou de sap, le millier.		50
Cabriolets. (Voyez Voitures).		
Cabrouets, grands et moyens, chaque.		50

DESIGNATION DES OBJETS.	Droits de warfage. g.	c.
Cacao, le millier.		50
Café, dito.		50
Caisses de provisions, se vendant à la livre ou au cent, le quintal.		12
dito, de marchandises sèches, de 2 pieds et plus, chaque.		25
dito, dito, dito, au-dessous de 2 pieds, dito.		12
Campêche, le millier.		50
Canapés divers, chaque.		25
Carreaux de marbre, le millier.	2	
dito de Barsac, la brasse.		25
dito d'Alotte, de pierres de Bourg et autres grosses pierres de construction, la douzaine.		25
Carrosses. (Voyez Voitures).		
Cassettes, le jeu.		12
Chaises diverses, la douzaine	1	
Chandelles en caisses, le quintal.		12
Chapeaux, le boucaut.		50
Chars-à-bancs. (Voyez Voitures).		
Charbon de terre, le boucaut.		50
Chaudières à sucre, chaque.		25
Clous de toutes qualités, le quintal.		12
Cochon fumé, le quintal.		12
Carreaux ordinaires, le millier.		50
Cloches en fer, fonte ou cuivre, le quintal.		12
Commodes, chaque.	1	
Cordages divers, le quintal.		12
Cornes de boeuf, les 100 cornes.		6
Coton, le millier.		50
Cuirs de boeuf en poil, les 100 cuirs.	1	
dito de cheval dito dito.		50
dito de cabrit, mouton, cochon, les 100 cuirs.		25
Cuivre, le quintal.		6
Chapiteaux pour alambics, détachés, chaque.		30
Couleuvres pour dito, dito, dito.		30
Dames-jeannes de toutes grandeurs, vides ou pleines, chaque.		2
Demi-baril, en général gros comme un demi-baril de farine, chaque.		6
Denrées se vendant à la livre, au cent ou au millier, le millier.		50
Digdales pleines ou vides, chaque.		2
Dragées, par caisses de 12 bouteilles, ou 12 pobans, ou 30 fioles, la caisse.		6
dito, par caisses doubles, la caisse.		12
Ebichettes. (Voyez Tamia).		
Etain, le quintal.		6
Etaux, chaque.		12
Enclumes, chaque.		25
Echalottes en grenier, le quintal.		4
dito en macornes, les 100 macornes.		50
Essences diverses, le millier.		50
Espars, chaque.		6

DESIGNATION DES OBJETS.	Droits de warfage. g.	c.
Eau-de-vie (*mêmes droits que le genièvre et le whisky*).		
Faïence en boucauts, le boucaut.		50
dito en paniers, le paniers.		36
dito en barasses, chaque.		36
dito en grandes caisses, chaque.		36
dito en mannequins ou demi-paniers, chaque.		18
Farine de froment ou de seigle, le baril.		12
dito, dito, dito, le demi-baril.		6
Fer en barres, en saumons, en lames, le quintal.		6
Ferraille, le boucaut.		50
Ferremens, le tierçon.		18
dito non en futailles, le quintal.		6
Feuillards en fer, dito.		6
dito en bois, le millier.		50
Fréquins. (Voyez les articles y contenus).		
Fromages, le quintal.		12
Fruits à l'eau-de-vie, la caisse de 12 bouteilles, de 12 pobans ou 30 fioles, chaque.		6
dito des mêmes, en caisses doubles, la caisse.		12
Fontaines, chaque.		12
Formes à sucre et canaris, la douzaine.		12
Gaïac, le millier.		50
Gingembre, le millier.		50
Grapins, le quintal.		6
Genièvre en futailles de 60 gallons, chaque futaille.		25
dito dito de plus de 60 gallons dito.		50
dito en potiches ou en caisses, la caisse ou les 12 potiches.		6
Harpes, chaque.	1	
Horloges de maison (grosses), chaque.	1	
dito de cuisine ou d'antichambre, chaque.		25
Huiles en caisses de 12 bouteilles, 12 pobans ou 30 fioles, chaque.		6
dito dito doubles, chaque.		12
dito en touques, dito.		2
dito en caves de 12 pobans, dito.		4
dito en fréquins, dito.		4
Jambons non enfutaillés, le quintal.		12
Jarres assorties, chaque.		12
Langues de boeuf fourrées, non enfutaillées, le quintal.		12
Lard en planches, le quintal.		12
Liqueurs de toutes qualités, en caisses de 12 bouteilles, 12 pobans ou 30 fioles, chaque.		6
dito des mêmes, en caisses doubles, chaque.		12
dito en ancres, l'ancre de 8 gallons, dito.		6
dito, dito, dito de 4 dito et moins, chaque.		3
Lattes, le millier.		50
Lits divers, chaque.	1	
Madère en barriques de 55 à 60 gallons, chaque.		25
Maïs en grains ou en farine, le baril.		12

DESIGNATION DES OBJETS.	Droits de warfage. g.	c.
Maïs en grains ou en farine, le demi-baril.		6
Malles de marchandises sèches, de 2 pieds et au-dessus, chaque.		25
dito dito, au-dessous de 2 pieds, dito.		12
Marchandises en général, se vendant à la livre, au cent et au millier, le quintal.		12
Martègue en fréquins, le quintal.		12
Matelas en cargaison, chaque.		12
Merrains, le millier.		50
Meules à aiguiser, assorties, la douzaine.	1	
Morue, bacaliau, en boucauts, le boucaut.		60
dito, dito, en tierçons, le tierçon.		18
Moulins à vapeur, pour sucreries, chaque.	1	
dito à vanner et piler le café, dito.	1	
dito à peigner et à passer le coton, chaque.	1	
dito à tabac, dito.		25
dito à maïs, non enfutaillés, dito.		4
Mortiers de fer ou de cuivre, pour pharmaciens, chaque.		12
dito en marbre, assortis, la douzaine.		24
Nattes de jonc, la douzaine.		12
Oignons en grenier, le quintal.		4
dito en macornes, les 100 macornes.		50
Orgues, chaque.		25
Osier, les 100 poignées.		12
Paniers en osier, vides, assortis, la douzaine.		12
Peaux diverses, non emballées, grandes, la douzaine.		12
dito, dito, dito, petites, de cabrit, chèvre, mouton et cochon, la douzaine.		6
Peintures en fréquins, le quintal.		12
Pelles, la douzaine.		6
Piano-forté, chaque.	1	
Pièces à eau et à guildive, de 55 à 60 gallons, chaque.		25
dito, dito, au-dessus de 60 gallons, chaque.		50
Pierres. (Voyex Carreaux).		
Pinces et piquois, le quintal.		6
Plomb en saumons et en planches, le quintal.		6
Poids en fer ou en cuivre, pour balances, le quintal.		6
Poêles et poêlons non enfutaillés, la douzaine.		6
Pois de toutes sortes, le baril.		12
dito dito le demi-baril.		6
Pompes à incendie, chaque.	1	
dito à navire, dito.		25
dito à puits et à manivelle, chaque.		12
Presses hydrauliques, chaque.	1	
dito d'imprimerie, dito.	1	
dito à relieur, non encaissées, chaque.		25
dito à timbrer, dito, dito.		12
Poulies assorties, dito, la douzaine.		6
Provisions en caisses. (Voyez Caisses).		

DESIGNATION DES OBJETS.	Droits de warfage. f.	c.
Quitrines. (Voyez Voitures).		
Riz en boucauts, en tierçons, en demi-tierçons et en sacs, le quintal.		12
Roues de cabrouet, détachées, la paire.		40
dito de voiture, la paire.		25
Rouleaux, (Voyez Toileries).		
Sacs vides, non emballés, le cent.		25
Salaisons, le tierçon.		18
dito, le baril.		12
dito, le demi-baril.		6
dito, le fréquin, ou la cave de 12 pobans.		4
Savon en caisses, le quintal.		12
Secrétaires portatifs, en acajou ou autre bois, chaque.		4
Serinettes, chaque.		4
Sucre ou sirop, le millier.		50
Soufflets de forge, non emballés, chaque.		25
dito de boucher, non emballés, dito,		12
Tabac en andouilles, non enfutaillées, le quintal.		12
Tables de toutes espèces, chaque.		25
Tamis de crin ou de laiton, la douzaine.		25
Terrailles en boucauts, chaque.		50
dito en paniers ou harasses, chaque.		36
dito en grenier, les cent pièces.	1	
Tierçons. (Voyez les articles y contenus).		
Toileries, le boucaut.		50
dito, le tierçon.		18
dito, telles que colette, toile d'emballage et autres non emballées, le rouleau.		4
Tombereaux, chaque.	1	
Tôle, le quintal.		6
Tuiles, le millier.		50
Trictracs, chaque.		25
Tafia en barriques de 55 à 60 gallons, la barrique.		25
dito, dito de plus de 60 gallons, dito.		50
Vermicelle, macaroni et autres pâtes en caisses ou paniers, le quintal.		12
Vinaigre en barriques de 55 à 60 gallons, la barrique.		25
dito en ancres, de 8 gallons, chaque.		6
dito dito de 4 gallons et moins, chaque.		3
dito en fréquins, le fréquin.		4
dito en caves de 12 pobans, la cave.		4
Vin en barriques de 55 à 60 gallons, chaque.		25
dito, dito de plus de 60 gallons, dito.		50
dito en tierçons, chaque.		18
dito en caisses de 12 bouteilles, ou 30 fioles, chaque.		6
dito des mêmes, en caisses doubles, chaque.		12
Voitures, carrosses, calèches, cabriolets, quitrines, chars-à-bancs et tilburys, chaque.	2	
dito d'enfans, à ressorts, chaque.		25

DESIGNATION DES OBJETS.	Droits de warfage. g.	c.
Whisky en futailles de 60 gallons, chaque.		25
dito dito de plus de 60 gallons, chaque.		50
dito en potiches ou en caisses, la caisse ou les 12 potiches.		6
Zinc en feuilles ou en clous, le quintal.		6

Tarif Nro. IV.

Droits de pesage.

Les droits de pesage, à l'importation, se prélèvent sur toutes les marchandises qui se vendent à la livre, au quintal ou par tonneau, n'importe la désignation desdites marchandises, à raison de cinquante centimes par chaque millier pesant, ci . . 50 c.

Les droits de pesage, à l'exportation, se prélèvent sur toutes les denrées, bois de teinture et autres produits qui se vendent au poids, à raison de cinquante centimes le millier pesant, ci. 50 c.

Tarif Nro. V.

Des droits de fontaines, là où il y en a, paur la commodité des bâtimens de commerce.

Par chaque bâtiment	de 15 à 50	tonneaux. . . .	4	g.
	de 51 à 100	dito	8	
	de 101 à 150	dito	12	
	de 151 à 250	dito	16	
	de 251 à 300	dito et au-dessus.	20	

Circulaire du ministre du commerce en France en date du 28 janvier 1839 transmettant aux chambres de commerce le nouveau tarif d'Haïti.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une loi et un tarif de douanes sanctionnés par le président d'Haïti, le 23 juillet dernier, et dont la publication a eu lieu le 18 août.

Le régime qui ressort de ces actes est plus favorable au commerce que celui qui datait de 1835. Le plus grand nombre des marchandises dénommées se trouve dégrevé à l'im-

portation, et quant aux articles omis, ils ne paieront que 12 au lieu de 16 p. %.

Il y a aussi allégement au droit additionnel dit de *consignation*. Il était de 3 ou 9 p. %, suivant que les marchandises étaient consignées à des maisons haïtiennes ou étrangères. Il est réduit pour le premier cas à 2, et pour le second à 6 p. % du droit principal d'entrée.

Quant aux droits de navigation, ils sont maintenant fixés à 1 gourde par tonneau, c'est-à-dire à la moitié de ce qu'ils étaient précédemment.

Je vous prie d'avertir les commerçans de la réception du nouveau tarif, afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce,

signé: N. Martin (du Nord).

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1830 30 Novembre. Déclaration signée à Copenhague sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Royaume de Danemarc et le Duché de Schleswig d'une part et la ville libre de Lübeck de l'autre part. Pag. 1

1832 30 Juillet. Convention signée à Copenhague sur l'abolition réciproque du droit de détraction, entre le Royaume de Danemarc et la Principauté de Schaumbourg-Lippe. 2

7 Août. Circulaire de la chambre générale de douanes et du collège de commerce en Danemarc, concernant les bâtimens de l'Etat de l'Eglise. 4

16 Octobre. Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les royaumes de Danemarc et de Würtemberg. 5

12 Novembre. Convention signée à Copenhague sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Royaume de Danemarc et le Duché d'Anhalt-Dessau. 7

4 Décembre. Déclaration signée à Copenhague sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Royaumes de Danemarc et de Bavière. 9

1833 23 Fevrier — 4 Mai. Pièces concernant l'arrangement entre la Porte Ottomane et Mehemed-Ali, Vice-Roi d'Egypte. 10

27 Juin. Ordonnance du gouvernement danois, concernant les malfaiteurs et vagabonds exilés du royaume de Hanovre. 21

1833 27 Juillet. Ordonnance royale donnée en Suède, relative à l'admission du pavillon belge. Pag. 22
23 Décembre. Convention signée à Berlin entre la Prusse et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les relations réciproques de jurisdiction. 23
1834 1 Mai. Convention conclue à Berlin entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen, pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. 36
12 Mai. Publication d'une Convention conclue entre la Prusse et la Saxe-royale, concernant les biens féodaux et allodiaux dans les territoires cidevant Saxons cedés à la Prusse. 39
17 Mai. Convention signée à Berlin entre la Prusse et la Bavière, concernant la correspondance des autorités judiciaires respectives. 41
5 Juil. Convention signée à Berlin entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen, sur l'accéleration de l'exercice réciproque de l'administration de la justice. 44
21 Juil. Circulaire de la chambre générale de douanes et du collège de commerce à Copenhague, concernant les bâtimens grecs et leurs cargaisons. 59
1835 6 Septembre. Convention d'etappes signée à Berlin entre la Prusse et le Duché de Brunswick. 60
18 Septembre. Décret de la Diète germanique à Francfort, refusant aux Puissances étrangères le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la confédération germanique. 56
22 Septembre. Publication de la convention entre les royaumes de Prusse et de Saxe, concernant les delits forestiers commis dans les forêts de leurs frontières respectives. 70
5 Novembre. Déclarations données par le gouvernement du royaume de Danemarc et celui de la ville libre anséatique de Brème, concernant le traitement des bâtimens de Danemarc et de Brème dans les ports respectifs. 72
1836 26 Janvier. Traité signé à Berlin entre la Prusse d'une part et les Duchés d'Anhalt-Coethen et d'Anhalt-Dessau de l'autre part, concernant le renouvellement des Traités subsistans

entre ces Etats sur les relations de commerce et de douane et les droits auxquels seront soumis les produits des dits Duchés. Pag. 74

1836 28 Mai. Déclaration du gouvernement danois signée à Copenhague sur l'abolition réciproque du droit de détraction et d'aubaine entre le Royaume de Danemarc et le Duché de Schleswig d'une part et la ville libre anséatique de Breme de l'autre part. 82

10 Octobre et 7 Novembre. Déclaration ministérielle, datée d'Oldenbourg et de Stockholm, tenant lieu de Convention de parfaite réciprocité entre le Grand-duché d'Oldenbourg et le Royaume de Suede, pour les droits à payer par les navires de chaque pays dans les ports de l'autre et l'entière assimilation des deux Pavillons. 84

1837 27 Octobre. Traité de commerce signé à la Haye entre la Hollande et la Grande-Bretagne. 86

1838 15 Janvier et 11 Juin. Traité conclu à Buffalo entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et plusieurs tribus d'Indiens dans l'Etat de New-York et amendé par le Sénat des Etats-unis. 92

Février—Aout. Correspondance diplomatique entre Lord Palmerston et le Colonel Campbell à Alexandrie sur Ali-Mehemed, Vice-Roi d'Egypte. 108

10 Février. Convention signée à Francfort entre le Grand-duché de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort sur la construction de chemins de fer, pour faciliter la communication entre les villes de Francfort et de Mayence, celle entre Darmstadt et Mayence et celle de Biberich et Wiesbade avec Mayence. 118

Avril—July. Actes et documens concernant les relations entre la Grande-Bretagne et la Perse. 124

1 Mai. Décret du Roi de Danemarc, donné à Copenhague, sur l'organisation des Douanes dans les Duchés de Schleswig et de Holstein. 162

8 Juin. Convention signée à Munic entre les Royaumes de Bavière et de Würtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse, le Du-

ché de Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et le Duché de Saxe-Meiningen de l'autre part, sur l'admission de celui-ci aux conventions de monnoie conclues le 25 Août 1837 entre ceux-là. Pag. 261

1838 30 Juil. Convention spéciale signée à Dresde entre les Royaumes de Prusse et de Saxe, l'Electorat de Hesse, le Grand-duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Cobourg-Gotha, et de Saxe-Altenbourg et les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue à Dresde le 30 Juillet 1838. 264

26 Novembre. Traité de commerce et de navigation, signé à Gènes, entre la Sardaigne et les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 266

Octobre 1838 — Avril 1839. Correspondance diplomatique entre les cabinets de Londres et de St. Petersbourg, concernant les relations de la Perse. 284

1839 1 Janvier. Tarif de Douanes dans les Duchés de Schleswig et de Holstein. 309

Tarif de Douanes dans la République de Hayti publié au Port-au-Prince et mis en vigueur 1839. 1071

25 Janv. Notes des cabinets de St. Petersbourg et de Londres, concernant la situation de l'Espagne. 364

4 Janv. Traité signé à Copenhague entre le Duché de Holstein et la Principauté de Lubeck sur l'adoption d'un système uniforme et commune de Douanes. 366

4 Janv. Cartel de Douanes conclu à Copenhague entre le Duché de Holstein et la Principauté de Lubeck. 377

5 Janv. Déclaration de M. de Dunin Archevêque de Gnèsen et Posen vis à vis du gouvernement Prussien, avec les documens y relatifs. 382

11 Janv. Traité conclu au fort de Gibson à l'ouest d'Arkansas, entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les grands et petits Osages. 402

19 Janv. Traité de commerce et de navigation conclu à Washington entre les Etats-unis de

l'Amérique septentrionale et le Royaume des Pays-Bas. Pag. 404

1839 21 Janv. Traité de commerce signé à Berlin entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Würtemberg, la Bade, la Hesse-Electorale, la Hesse-Grand-ducale, les Etats formant l'union de douanes et de commerce dite de Turingue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part. 410

25 Janv. Deux Décisions austrégales prononcées par la cour suprême d'appel du Grandduché de Bade à Mannheim, constitué en tribunal austrégal, pour la décision definitive des différends concernant des droits de Souveraineté entre la Principauté de Lippe-Detmold et celle de Lippe-Schaumbourg. 432

31 Janv. — 4 Février. Différens Traités conclus par la Grande Bretagne avec plusieurs tribus et le Sultan Mahomed-Houssain en Arabie 505

1 Février. Rapport fait aux chambres de la Belgique par le Ministre des affaires étrangères sur l'état des négociations entamées de nouveau à Londres relativement à la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 507

1 Février — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 532

7 Février. Articles supplémentaires à certains Traités entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaws de la nation indienne des Chippewas, signés et conclus en Michigan. 567

13 Février. Convention concernant l'abolition du droit d'aubaine et de détraction entre la Sardaigne et la Hesse-électorale. 568

19 Février. Mémoire intitulé : „La vérité sur la question de succession à la couronne d'Espagne," redigé dans le but de prouver la légitimité de la Reine Isabelle II et présenté à la cour de Berlin par *Don Francisco de Zea Bermudez* (ancien premier Sécrétaire d'état, président du Conseil des Minis-

conclues le 25 Août 1837 et le 8 Juin 1838 entre les Royaumes de Bavière et de Würtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort. Pag. 883

1839 18 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Londres entre la Porte Ottomane et les républiques anséatiques de Lübeck, Brême et Hambourg. 885

25 Mai. Circulaire du Ministre du commerce en France, relative aux provenances de la Grèce. 895

26 Mai — 31 Mai. Décrets concernant la navigation, publiés dans la République de la Nouvelle-Grénade. 896

27 Mai. Tarif d'évaluations pour servir à la perception des droits de douanes dans l'Empire du Brésil. 898

5 Juin. Loi publiée en Belgique, relativement au remboursement du pèage sur l'Escaut. 917

8 Juin. Loi donnée en Belgique portant des modifications au tarif de douanes. 918

10 Juin. Règlement organique du Conseil de santé à Constantinople pour les provenances de mer. 920

11 Juin. Actes officiels publiés en France concernant la population esclave dans les colonies françaises. 928

27 Juin. Convention signée à Wiesbade entre le Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg et le Duc de Nassau. 936

8 Juillet. Allocution pontificale faite à Rome. 940

9 Juillet. Convention signée à Vienne entre l'Autriche et la Belgique pour assurer à leurs sujets, le droit réciproque d'hériter dans l'autre Etat, ainsi que l'abolition des impôts dits de détraction ou d'émigration entre leurs Etats respectifs. 946

3 Août. Convention signée à Paris entre la France et la Grande-Bretagne, relative aux limites des pêcheries. 954

3 Août. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Balta-Liman entre la Sublime Porte Ottomane et la Belgique. 958

16 Août. Ouverture du Ministre plénipotentiaire du Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxem-

bourg, faite à la Diète germanique, relativement à l'incorporation d'une partie du duché de Limbourg au territoire de la confédération germanique. Pag. 965

1839 27 Août. Convention conclue à Paris entre la France et la Belgique, pour l'ouverture sur le territoire belge du canal dit de l'Espierre, devant servir de prolongement au canal français de Roubaix. 968

31 Août. Convention datée de Bergara, conclue entre le capitaine-général des armées nationales en Espagne Don Baldomero Espartero et le Lieutenant-général Don Raphael Maroto. 970

3 Septembre. Traité conclu à Stockbridge dans le Territoire de Wisconsin entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes des Stockbridges et des Munsis. 972

5 Septembre. Arrêté de la Diète germanique concernant l'incorporation d'une partie du Duché de Limbourg au territoire de la confédération germanique. 974

6 Septembre. Convention postale signée à Anvers entre la Belgique et les Pays-Bas. 976

24 Septembre. Arrêté du Roi des Pays-Bas, à la Haye, pour déterminer la position de ceux dont la qualité de Néerlandais pourrait être affectée par les Traités du 19 Avril 1839. 985

25 Septembre. Traité d'amitié, de navigation et de commerce, signé à Paris, entre la France et la République de Texas. 987

30 Septembre. Circulaire de la Direction des douanes en France, relative au rétablissement des relations commerciales de la France avec le Mexique. 994

4 Octobre. Lettre écrite par M. de Dunin, Archevêque de Gnesen et de Posen, à son départ de Berlin à Posen, à Sa Maj. le Roi de Prusse. 996

14 Octobre. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Tunis entre la Belgique et le Bey de Tunis. 998

18 Octobre. Convention signée à Bruxelles entre le gouvernement belge et la direction de la

société rhénane des chemins de fer, représentée par M. Hansemann. Pag. 1003
1839 23 Octobre. Règlements de la Belgique pour l'exécution de l'art. 9 du Traité conclu le 19 Avril 1839 avec les Pays-Bas. 1006
27 Octobre. Décret de la République de Bolivie, prohibant l'importation de divers objets fabriqués. 1005
1 Novembre. Communication diplomatique faite à la seconde chambre des Etats-généraux des Pays-Bas, par le Ministre des relations extérieures. 1015
2 Novembre. Arrêté du gouverneur-général hollandais à Batavia dans l'Isle de Java, en faveur des fabricans belges. 1018
11 Novemb. Avis du gouvernement de la Sardaigne daté de Turin relatif à la reprise des relations commerciales avec l'Espagne. 1019
22 Novembre. Allocution du Saint-Père dans le Consistoire secret à Rome. 1019
26 Novembre. Décret donné en Mexique, relatif à l'établissement d'un droit de consommation sur les marchandises étrangères. 1024
28 Novembre. Traité de commerce et de navigation conclu à Gènes entre la Suede et la Sardaigne. 1026
1 Décembre. Déclaration du Général Perowsky Commandant en chef de l'Expédition Russe contre le Chan de Chiwa, datée d'Orenbourg. 1031
3 Décembre. Bref papal donné à Rome contre la traite des nègres. 1034
7 Décembre. Convention préliminaire d'amitié de commerce et de navigation, conclue déja le 8 Avril 1836 entre la France et la République de l'Uruguay, mais dont les ratifications n'ont pu être échangées à Montevideo que le 7 Décembre 1839. 1038
7 Decembre. Convention conclue à Paris entre la France et le Portugal, concernant le règlement des réclamations particulières. 1041
8 Décembre. Ordonnance royale publiée en France, relative à la modification du tarif d'entrée dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe. 1045

1839 ~~12~~ 14 Décembre. Convention entre la ville libre de Hambourg et l'association allemande de Douanes et de commerce. Pag. 1051
12 Décembre. Nouvelle Loi de douanes, donnée dans la ville libre de Hambourg. 1053
27 Décembre. Convention entre le Royaume de Danemarc et la ville libre de Francfort sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 1070

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Allemagne (confédération germanique).

1834 18 Septemb. Décret de la Diète germanique à Francfort, refusant aux Puissances étrangères le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la confédération allemande. 56
1839 19 Avril. Acte d'accession d'Autriche et de Prusse, au nom de la confédération germanique, aux dispositions concernant le Grand-duché de Luxembourg, contenues dans les Traités de la même date sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande, fait et signé à Londres. 791
11 Mai. Actes concernant l'accession de la confédération germanique aux Traités signés à Londres le 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Hollande d'avec la Belgique. 825
16 Août. Ouverture du Ministre plénipotentiaire du Roi des Pays-Bas, Grandduc de Luxembourg, faite à la Diète germanique, relativement à l'incorporation d'une partie du duché de Limbourg au territoire de la confédération germanique. 965
5 Septembre. Arrêté de la Diète germanique concernant l'incorporation du duché de Lim-

bourg au territoire de la confédération germanique. Pag. 974

Amérique (Etats-unis de l'Amérique septentrionale).

1838 15 Janv. et 11 Juin. Traité conclu à Buffalo avec plusieurs tribus d'Indiens dans l'Etat de New-York et amendé par le Sénat des Etats-unis. 92

26 Novembre. Traité de commerce et de navigation conclu à Gènes avec la Sardaigne. 266

1839 11 Janv. Traité, conclu au fort de Gibson à l'ouest d'Arkansas, avec les grands et petits Osages 402

19 Janv. Traité de commerce et de navigation conclu à Washington avec le Royaume des Pays-Bas. 404

7 Février. Articles supplémentaires à certains Traités avec la tribu des Saganaws de la nation indienne des Chippewas signés en Michigan. 567

11 Avril. Convention conclue à Washington avec la République Mexicaine, pour règler les réclamations des citoyens des Etats-unis contre le Mexique. 624

3 Septembre. Traité conclu à Stockbridge dans le territoire de Wisconsin, avec les tribus indiennes des Stockbridges et des Munsis. 972

Anhalt (Duchés).

1836 26 Janv. Traité des Duchés d'Anhalt-Coethen et d'Anhalt-Dessau avec la Prusse, concernant le renouvellement des Traités subsistans entre ces Etats sur les relations de commerce et de douane et les droits auxquels seront soumis les produits des dits Duchés). 74

Arabie.

1839 31 Janv. — 4 Févr. Différens Traités conclus par la Grande-Bretagne avec plusieurs tribus et le Sultan Mahomed-Houssain en Arabie. 505

Autriche.

1 Févr. — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 532

1839 19 Avril. Traité signé à Londres avec les Pays-Bas relatif à la séparation définitive de la Belgique d'avec les Pays-Bas. Pag. 770
19 Avril. Traité signé à Londres avec la Belgique sur le même sujet. 788
19 Avril. Acte d'accession au nom de la confédération germanique aux dispositions concernant le Grand-duché de Luxembourg contenues dans les Traités avec les Pays-Bas et la Belgique de la même date. 791
Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801
9 Juillet. Convention signée à Vienne avec la Belgique, pour assurer aux sujets respectifs le droit réciproque d'hériter dans l'autre Etat, ainsi que l'abolition des impots dits de détraction ou d'émigration. 946

Bade (Grand-duché).

1838 8 Juin. Convention sur l'admission du Duché de Saxe-Meiningen aux Conventions de monnoie, conclues le 25 Août 1837 à Munic. 261
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410
30 Mars. Convention signée à Munic, avec la Bavière, le Grand-duché de Hesse, les duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen et la ville libre de Francfort, pour la fixation et l'exécution des dispositions relatives à la quantité de monnoie frappée, sur lesquelles étaient demeurés d'accord les commissaires rassemblés à Drèsde à un congrès monétaire. 622
11 Mai. Convention signée à Munic avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour son accession aux conventions de monnoie du 25 Août 1837 et du 8 Juin 1838. 883

Bavière.

1832 4 Décembre. Convention avec le Danemarc sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 9
1834 17 Mai. Convention avec la Prusse, concernant la correspondance des autorités judiciaires respectives. 41

1838 8 Juin. Convention des royaumes de Bavière et de Würtemberg, des Grand-duchés de Bade et de Hesse, du Duché de Nassau et de la ville libre de Francfort avec le Duché de Saxe-Meiningen, sur l'admission de celui-ci aux conventions de monnoie, conclues le 25 Août 1837 entre ceux-là. Pag. 261
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410
30 Mars. Convention signée à Munic avec le Wurtemberg, la Bade, la Hesse-grandducale, les duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen et la ville libre de Francfort, pour fixer et exécuter les dispositions relatives à la quantité de monnoie frappée, sur lesquelles étaient demeurés d'accord les commissaires rassemblés à Drèsde à un congrès monétaire. 622
11 Mai. Convention signée à Munic avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour son accession aux conventions de monnoie du 25 Août 1837 et du 8 Juin 1838. 883

Belgique.

1839 1 Février. Rapport fait aux chambres de la Belgique par le Ministre des affaires étrangères sur l'état des négociations entamées de nouveau à Londres, relativement à la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 507
1 Fév. — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 532
19 Avril. Traité signé à Londres avec l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 788
19 Avril. Traité signé à Londres avec le royaume des Pays-Bas sur le même sujet. 733
Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801
5 Juin. Loi relativement au remboursement du pèage sur l'Escaut. 917
6 Juin. Loi portant des modifications au tarif des douanes. 918

1839 9 Juillet. Convention signée à Vienne avec l'Autriche pour assurer aux sujets respectifs le droit d'hériter dans l'autre Etat, ainsi que l'abolition des impôts dits de détraction ou d'émigration. Pag. 946

3 Août. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Balta-Liman, avec la Porte Ottomane. 958

27 Août. Convention conclue à Paris avec la France, pour l'ouverture sur le territoire belge du canal, dit de l'Espierre, devant servir de prolongement au canal français de Roubaix. 968

6 Septembre. Convention postale conclue à Anvers avec le royaume des Pays-Bas. 976

14 Octobre. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Tunis avec le Bey de Tunis. 998

18 Octobre. Convention signée à Bruxelles avec la direction de la société rhénane des chemins de fer, représentée par M. Hansemann. 1003

23 Octobre. Règlements pour l'exécution de l'art. 9 du Traité conclu le 19 Avril 1839 avec les Pays-Bas. 1006

2 Novembre. Arrêté du gouverneur général hollandais à Batavia dans l'Isle de Java en faveur des fabriquans belges. 1018

Bolivie (République).

27 Octobre. Décret prohibant l'importation de divers objets fabriqués. 1005

Brème (ville libre).

1835 5 Novembre. Convention avec le Danemarc concernant le traitement de leurs bâtimens dans les ports respectifs. 72

1836 28 Mai. Convention avec le Danemarc et le Duché de Schleswig sur l'abolition réciproque du droit de détraction et d'aubaine. 82

1839 18 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Londres avec la Porte Ottomane. 88

Brésil (Empire).

1839 27 Mai. Tarif d'évaluations pour servir à la perception des droits de douanes. Pag. 898

Brunswick (Duché).

1835 8 Septemb. Convention d'étappes signée à Berlin avec la Prusse. 60

Danemarc.

1830 30 Novembre. Déclaration signée à Copenhague sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Royaume de Danemarc et le Duché de Schleswig d'une part et la ville libre de Lubeck de l'autre part. 1
1832 30 Jul. Convention signée à Copenhague avec la Principauté de Schaumbourg-Lippe, sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 2
7 Août. Circulaire de la chambre-générale de douanes et du colège de commerce à Copenhague, concernant les bâtimens de l'Etat de l'Eglise. 4
16 Octobre. Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et le Würtemberg.. 5
4 Décembre. Convention avec la Bavière sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 9
1833 27 Juin. Ordonnance concernant les malfaiteurs et vagabonds exilés du royaume de Hanovre. 21
1834 21 Juil. Circulaire de la chambre générale des douanes et du collège de commerce concernant les bâtimens grecs et leurs cargaisons. 59
1835 5 Novembre. Convention avec la ville libre de Brème, concernant le traitement des bâtimens dans les ports respectifs. 72
1836 28 Mai. Convention avec la ville libre de Brème sur l'abolition réciproque du droit de détraction et d'aubaine. 82
1838 1 Mai. Décret royal sur l'organisation des douanes dans les Duchés de Schleswig et de Holstein. 162
1839 1 Janvier. Tarif de douanes dans les Duchés de Schleswig et de Holstein. 309
4 Janvier. Traité conclu à Copenhague avec le

Grandduché d'Oldenbourg sur l'adoption d'un systême uniforme et commune pour le Duché de Holstein et la Principauté de Lubeck. Pag. 366

1839 4 Janv. Cartel de douanes conclu à Copenhague. avec le Grandduché d'Oldenbourg pour le Duché de Holstein et la Principauté de Lubeck. 377

27 Décembre. Convention avec la ville libre de Francfort sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 1070

Equateur (République).

27 Mars. Décret relatif à l'admission du pavillon espagnol au traitement national. 620

Espagne.

1839 2 et 25 Janv. Notes des cabinets de Londres et de St. Petersbourg, concernant la situation de l'Espagne. 364

19 Février. Mémoire intitulé: „La vérité sur la question de succession à la couronne d'Espagne" redigé dans le but de prouver la légitimité de la Reine Isabelle II et présenté à la cour de Berlin par M. *Don Francisco de Zea Bemudez* (ancien Secrétaire d'Etat, Président du Conseil des Ministres de S. M. Catholique) et M. *Marliani* chargés d'une mission en Allemagne. 569

Instruction pour les agens diplomatiques de Don Carlos dans l'étranger, redigée par M. de Labrador. 599

27 Mars. Décret du gouvernement de la République de l'Equateur, pour l'admission du pavillon espagnol au traitement national. 620

31 Août. Convention datée de Bergara, conclue entre le capitaine-général des armées nationales, Don Baldomero Espartero et le Lieutenant-général Don Raphael Maroto. 970

11 Novembre. Avis du gouvernement de la Sardaigne, relatif à la reprise des relations commerciales avec l'Espagne. 1019

France.

1839 1 Févr. — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation definitive de la Belgique d'avec la Hollande. Pag. 532
9 Mars. Convention d'armistice conclue entre l'Amiral français Baudin et le général mexicain Victoria. 609
9 Mars. Traité de paix et d'amitié signé à Vera-Cruz avec la République du Mexique. 607
9 Mars. Convention signée à Vera-Cruz avec la République du Mexique, relative aux reclamations particulières. 610
19 Avril. Traité signé à Londres avec les Pays-Bas sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 770
19 Avril. Traité signé à Londres avec la Belgique sur le même sujet. 788
24 Avril. Circulaire du Ministre du commerce aux intendances sanitaires relativement aux provenances de la mer noire. 797
Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801
10 Mai. Convention additionnelle signée à Paris avec la Grande-Bretagne à la convention postale du 30 Mars 1836, pour le transport à travers la France des correspondances des Indes orientales pour l'Angleterre et vice versa. 876
25 Mai. Circulaire du Ministre du commerce, relative aux provenances de la Grèce. 895
11 Juin. Actes officiels concernant la population esclave dans les colonies françaises. 928
3 Août. Convention signée à Paris avec la Grande-Bretagne relative aux limites des pêcheries. 954
27 Août. Convention conclue à Paris avec la Belgique, pour l'ouverture sur le territoire belge du canal dit de l'Espierre, devant servir de prolongement au canal français de Roubaix. 968
25 Septemb. Traité d'amitié, de navigation et de commerce, signé à Paris avec la République de Texas. 987
30 Septembre. Circulaire de la Direction des doua-

nes en France, relative au retablissement des relations commerciales avec le Mexique. Pag. 994
1839 7 Décembre. Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, conclue déja le 8 Avril 1836 avec la République d'Uruguay, mais dont les ratifications n'ont pu être échangées à Montevideo que le 7 Décembre 1839. 1038
1 Décembre. Convention conclue à Paris avec le Portugal sur des réclamations particulières. 1041
8 Décembre. Ordonnance royale relative à la modification du tarif d'entrée dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe. 1045

Francfort (ville libre).

1838 10 Février. Convention avec le Grand-duché de Hesse et le Duché de Nassau sur la construction de chemins de fer, pour faciliter la communication entre les villes de Francfort et de Mayence, celle entre Darmstadt et Mayence et celle de Biberich à Mayence. 118
8 Juin. Convention sur l'admission du Duché de Saxe-Meiningen aux conventions de monnoie conclues le 25 Août 1837 à Munic. 261
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le Royaume des Pays-Bas. 410
30 Mars. Convention signée à Munic avec la Bavière, le Wurtemberg, la Bade, la Hesse-grandducale, le Nassau et la Saxe-Meiningen, pour la fixation et l'exécution les dispositions relatives à la quantité de monnoie frappée, sur lesquelles étaient demeurés d'accord les commissaires rassemblés à Drèsde à un congrès monétaire. 622
11 Mai. Convention signée à Munic avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour son accession aux conventions de monnoie du 25 Août 1837 et du 8 Juin 1838. 883
27 Décembre. Convention avec le Danemarc sur l'abolition réciproque du droit de détraction, 1070

Grèce (Royaume).

1834 21 Juillet. Circulaire de la chambre générale de douanes et du Collège de commerce à Co-

penhague, concernant les bâtimens grecs et leurs cargaisons. Pag. 59
1839 25 Mai. Circulaire du Ministre du commerce en France, relative aux provenances de la Grèce. 895

Grande-Bretagne.

1837 27 Octobre. Traité de commerce signé à la Haye avec le Royaume des Pays-Bas. 86
1838 Février — Août. Correspondance diplomatique entre Lord Palmerston et le Colonel Campbell à Alexandrie sur Ali-Mehemed, Vice-Roi d'Egypte. 108
Avril — July. Actes et documens concernant les relations entre la Grande-Bretagne et la Perse. 124
Octobre — Avril (1839). Correspondance diplomatique entre les cabinets de Londres et de St. Petersbourg, concernant les relations de la Perse. 284
1839 2—25 Janv. Notes des cabinets de Londres et de St. Petersbourg, concernant la situation de l'Espagne. 364
31 Janv. — 4 Févr. Différens Traités conclus avec plusieurs tribus et le Sultan Mahomed-Houssain en Arabie. 505
1 Février — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 532
19 Avril. Traité signé à Londres avec les Pays-Bas sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 770
19 Avril. Traité signé à Londres avec la Belgique sur le même sujet. 788
Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801
10 Mai. Convention additionnelle signée à Paris avec la France à la convention postale du 30 Mai 1836, pour le transport à travers la France des correspondances des Indes orientales pour l'Angleterre et vice versa. 876
3 Août. Convention signée à Paris avec la France, relative aux limites des pêcheries. 954

Hambourg (ville libre).

1839 18 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Londres, avec la Porte Ottomane. Pag. 885
12/17 Décembre. Convention avec l'association allemande de douanes et de commerce. 1051
12 Décembre. Nouvelle loi de douanes. 1053

Hanovre.

1833. 27 Juin. Ordonnance du gouvernement danois concernant les malfaiteurs et vagabonds exilés du Royaume de Hanovre. 21

Hayti (République).

1839 1 Janvier. Tarif de Douanes, publié au Port-au-Prince et mis en vigueur. 1839. 1071

Hesse (Electorale).

1838 30 Juil. Convention spéciale signée à Drèsde avec la Prusse, la Saxe-royale, le Grand-duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Altenbourg et les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss, sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue le même jour à Drèsde. 264
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410
13 Février. Convention avec la Sardaigne, pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. 568

Hesse (Grand-ducale).

1838 10 Février. Convention avec le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort, sur la construction de chemins de fer, pour faciliter la communication entre les villes de Francfort et de Mayence, entre Darmstadt et Mayence et entre Bieberich et Mayence. 118
8 Juin. Convention sur l'admission du Duché de Saxe-Meiningen aux conventions de monnoie, conclues le 25 Août 1837 à Munic. 261
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

1839 30 Mars. Convention signée à Munic avec la Bavière, le Wurtemberg, la Bade, le Nassau, la Saxe-Meiningen et la ville libre de Francfort, pour la fixation et l'exécution des dispositions relatives à la quantité de monnoie frappée, sur lesquelles sont demeurés d'accord les Commissaires rassemblés à Drèsde à un congrès monétaire. Pag. 622

11 Mai. Convention signée à Munic avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour son accession aux conventions de monnoie du 25 Août 1837 et du 8 Juin. 1838. 883

Hollande (Pays-Bas).

1837 27 Octobre. Traité de commerce signé à la Haye avec la Grande-Bretagne. 86

1839 19 Janv. Traité de commerce et de navigation, conclu à Washington avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 404

21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec la Prusse et les Etats allemands reunis à une association commune de douanes. 410

1 Février — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Hollande d'avec la Belgique. 532

23 Février. Avis du gouverneur-général à Batavia dans l'Isle de Java, relatif à l'interdiction du commerce avec la Nouvelle-Hollande. 595

19 Avril. Traité signé à Londres avec l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie relatif à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 770

19 Avril. Traité signé à Londres avec la Belgique sur le même sujet. 773

Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801

27 Juin. Convention signée à Wiesbade avec le Duc de Nassau. 936

16 Août. Ouverture faite à la Diète germanique, relativement à l'incorporation d'une partie du duché de Limbourg au territoire de la confédération germanique. 965

1839 6 Septembre. Convention postale conclue à Anvers avec la Belgique. Pag. 976

24 Septembre. Arrêté royal pour déterminer la position de ceux dont la qualité de Néerlandais pourrait être affectée par les Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Hollande d'avec la Belgique. 985

1 Novembre. Communication diplomatique faite à la seconde chambre des Etats-généraux par le Ministre des relations extérieures. 1015

2 Novembre. Arrêté du gouverneur général de l'Isle de Java à Batavia, en faveur des fabricans belges. 1018

Lippe-Detmold (Principauté).

1839 25 Janv. Deux Décisions austrégales prononcées par la cour suprême d'appel du Grandduché de Bade à Mannheim, constitué en tribunal austrégal, pour la décision définitive des différends concernant des droits de souveraineté entre la Principauté de Lippe-Detmold et celle de Lippe-Schaumbourg. 432

Lippe-Schaumbourg (Principauté).

1832 30 Jul. Convention signée à Copenhague avec le Danemarc sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 2

1839 25 Janv. Deux Décisions austrégales prononcées par la cour suprême d'appel du Grand-duché de Bade à Mannheim, constitué en tribunal austrégal, pour la décision definitive des différends concernant des droits de souveraineté entre les deux Principautés de Lippe. 432

Lübeck.

1830 30 Novembre. Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre la ville libre de Lubeck et le Danemarc. 1

1839 18 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Londres avec la Porte Ottomane. 885

Mexique (République).

1839 9 Mars. Convention d'armistice entre l'amiral français Baudin et le général Mexicain Victoria. Pag. 609
Traité de paix et d'amitié signé à Vera-Cruz avec la France. 607
Convention signée à Vera-Cruz avec la France, relative aux réclamations particulières. 610
11 Avril. Convention conclue à Washington avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour règler les reclamations des citoyens de ceux-ci contre le Mexique. 624
30 Septembre. Circulaire de la Direction des douanes en France, relative au retablissement des relations commerciales de la France avec le Mexique. 994
26 Novembre. Décret relatif à l'établissement d'un droit de consommation sur les marchandises étrangères. 1024

Nassau (Duché).

1838 10 Février. Convention avec le Grand-duché de Hesse et la ville libre de Francfort, sur la construction de chemins de fer, pour faciliter les communications entre Francfort et Mayence, entre Darmstadt et Mayence et entre Biberich et Mayence. 118
8 Juin. Convention sur l'admission du Duché de Saxe-Meiningen aux conventions de monnoie, conclues le 25 Août 1837 à Munic. 261
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410
30 Mars. Convention signée à Munic avec la Bavière, le Würtemberg, la Bade, la Hesse-grandducale, la Saxe-Meiningen et la ville libre de Francfort, pour la fixation et l'exécution des dispositions relatives à la quantité de monnoie frappée, sur lesquelles étaient demeurés d'accord les commissaires rassemblés à Drèsde à un congrès monétaire. 622
11 Mai. Convention signée à Munic avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour son accession aux conventions de monnoie du 25 Août 1837 et du 8 Juin 1838. 883

1839 27 Juin. Convention conclue à Wiesbade avec le Roi des Pays-Bas, Grandduc de Luxembourg. Pag. 936

Nouvelle-Grénade (République).

25 Avril. Décret donné à Bagota qui assimile le pavillon espagnol au pavillon national. 800

26–31 Mai. Décrets publiés à Bagota, concernant la navigation. 896

Oldenbourg (Grand-duché.)

1836 10 Octobre et 7 Novemb. Convention de parfaite réciprocité avec la Suède, pour les droits à payer par les navires de chaque pays dans les ports de l'autre et l'entière assimilation des deux pavillons. 84

1839 4 Janv. Traité conclu à Copenhague avec le Danemarc, sur l'adoption d'un système uniforme et commune de douanes pour le Duché de Holstein et la Principauté de Lübeck. 377

4 Janv. Cartel de douanes conclu à Copenhague avec le Danemarc pour le Duché de Holstein et la Principauté de Lübeck. 377

Perse.

1838 Avril — July. Actes et documens concernant les relations entre la Perse et la Grande-Bretagne. 124

Octobre — Avril (1839). Correspondance diplomatique entre les cabinets de Londres et de St. Petersbourg, concernant les relations de la Perse. 284

Porte Ottomane.

1833 23 Févr. — 4 Mai. Pièces concernant l'arrangement entre la Porte Ottomane et Mehemed-Ali, Vice-roi d'Egypte. 10

1838 Février — Août. Correspondance diplomatique entre Lord Palmerston et le Colonel Campbell à Alexandrie sur Ali-Mehemed, Vice-roi d'Egypte. 108

1839 18 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Londres avec les républi-

ques anséatiques de Lubeck, de Brème et de Hambourg. Pag. 885
1839 10 Juin. Règlement organique du Conseil de santé à Constantinople, pour les provenances de mer. 920
3 Août. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Balta-Liman, avec la Belgique. 958

Portugal.

1839 7 Décembre. Convention conclue à Paris avec la France, relative aux réclamations particulières. 1041

Prusse.

1833 23 Décembre. Convention signée à Berlin avec le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les relations réciproques de jurisdiction. 23
1834 1 Mai. Convention signée à Berlin avec la Principauté de Reuss-Plauen pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. 36
12 Mai. Publication d'une convention conclue avec la Saxe-royale, concernant les biens féodaux et allodiaux dans les territoires ci-devant Saxons cédés à la Prusse. 39
17 Mai. Convention signée à Berlin avec la Bavière concernant la correspondance des autorités judiciaires respectives. 41
5 Juil. Convention signée à Berlin avec la Principauté de Reuss-Plauen sur l'accéleration de l'exercice réciproque de l'administration de la justice. 44
1835 8 Septemb. Convention d'étappes avec le Duché de Brunswick. 60
22 Septembre. Publication de la convention avec le Royaume de Saxe, concernant les délits forestiers commis dans les forêts de leurs frontières respectives. 70
1836 25 Janv. Traité avec les Duchés d'Anhalt-Coethen et d'Anhalt-Dessau, concernant le renouvellement des Traités subsistans sur les relations de commerce et de douane et les droits auxquels seront soumis les produits des dits Duchés. 74
1839 5 Janv. Déclaration de M. de Dunin, Archevêque de Gnèsen et de Posen vis à vis du gouver-

nement prussien, avec les documens y relatifs. Pag. 382
21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le Royaume des Pays-Bas. 410
1 Février — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 532
19 Avril. Traité signé à Londres avec les Pays-Bas sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 770
19 Avril. Traité signé à Londres avec la Belgique sur le même sujet. 788
19 Avril. Acte d'accession au nom de la confédération germanique aux dispositions concernant le Grand-duché de Luxembourg, contenues dans les Traités sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 791
Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801
4 Octobre. Lettre écrite par M. de Dunin, Archevêque de Gnesen et de Posen, à son départ de Berlin à Posen, à Sa Maj. le Roi de Prusse. 996

Reuss (Principautés).

1 Mai. Convention conclue à Berlin entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. 36
5 Juil. Convention avec la Prusse, sur l'accélération de l'exercice réciproque de l'administration de la justice. 44
30 Juil. Convention spéciale, signée à Drèsde avec la Prusse, la Saxe-royale, l'Electorat de Hesse, le Grand-duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Altenbourg, les Principautés de Schwarzbourg et la Principauté de Reuss-Gera, sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue le même jour à Drèsde. 264
21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

ques anséatiques de Lubeck, de Brème et de Hambourg. Pag. 885
1839 10 Juin. Règlement organique du Conseil de santé à Constantinople, pour les provenances de mer. 920
3 Août. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Balta-Liman, avec la Belgique. 958

Portugal.

1839 7 Décembre. Convention conclue à Paris avec la France, relative aux réclamations particulières. 1041

Prusse.

1833 23 Décembre. Convention signée à Berlin avec le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les relations réciproques de jurisdiction. 23
1834 1 Mai. Convention signée à Berlin avec la Principauté de Reuss-Plauen pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. 36
12 Mai. Publication d'une convention conclue avec la Saxe-royale, concernant les biens féodaux et allodiaux dans les territoires ci-devant Saxons cédés à la Prusse. 39
17 Mai. Convention signée à Berlin avec la Bavière concernant la correspondance des autorités judiciaires respectives. 41
5 Juil. Convention signée à Berlin avec la Principauté de Reuss-Plauen sur l'accéleration de l'exertice réciproque de l'administration de la justice. 44
1835 8 Septemb. Convention d'étappes avec le Duché de Brunswick. 60
22 Septembre. Publication de la convention avec le Royaume de Saxe, concernant les délits forestiers commis dans les forêts de leurs frontières respectives. 70
1836 26 Janv. Traité avec les Duchés d'Anhalt-Coethen et d'Anhalt-Dessau, concernant le renouvellement des Traités subsistans sur les relations de commerce et de douane et les droits auxquels seront soumis les produits des dits Duchés. 74
1839 5 Janv. Déclaration de M. de Dunin, Archevêque de Gnèsen et de Posen vis à vis du gouver-

nement prussien, avec les documens y relatifs. Pag. 382
21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le Royaume des Pays-Bas. 410
1839 1 Février — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 532
19 Avril. Traité signé à Londres avec les Pays-Bas sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 770
19 Avril. Traité signé à Londres avec la Belgique sur le même sujet. 788
19 Avril. Acte d'accession au nom de la confédération germanique aux dispositions concernant le Grand-duché de Luxembourg, contenues dans les Traités sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 791
Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801
4 Octobre. Lettre écrite par M. de Dunin, Archevêque de Gnesen et de Posen, à son départ de Berlin à Posen, à Sa Maj. le Roi de Prusse. 996

Reuss (Principautés).

1834 1 Mai. Convention conclue à Berlin entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. 36
5 Juil. Convention avec la Prusse, sur l'accélération de l'exercice réciproque de l'administration de la justice. 44
1838 30 Juil. Convention spéciale, signée à Drèsde avec la Prusse, la Saxe-royale, l'Electorat de Hesse, le Grand-duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Altenbourg, les Principautés de Schwarzbourg et la Principauté de Reuss-Gera, sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue le même jour à Drèsde. 264
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

Rome (Etat de l'Eglise).

1832 7 Août. Circulaire de la chambre générale de douanes et du collège de commerce à Copenhague concernant les bâtimens de l'Etat de l'Eglise. Pag. 4
1839 11 Avril. Exposé en réponse à la Déclaration du gouvernement prussien publiée par la gazette d'état le 31 Décembre 1838. 634
8 Juillet. Allocution pontificale. 940
22 Novembre. Autre Allocution pontificale. 1019
3 Décembre. Bref papal donné à Rome contre la traite des nègres. 1034

Russie.

1838 Octobre — Avril (1839). Correspondance diplomatique entre les cabinets de St. Petersbourg et de Londres, concernant les relations de la Perse. 284
1839 2—25 Janv. Notes des mêmes cabinets, concernant la situation de l'Espagne. 364
1 Février — 19 Avril. Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 532
.... Février. Déclaration du concile de l'Eglise grecque-unie assemblé à Polozk. 595
19 Avril. Traité signé à Londres avec les Pays-Bas sur la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 770
19 Avril. Traité signé à Londres avec la Belgique sur le même sujet. 788
Actes relatifs aux ratifications des Traités du 19 Avril 1839 pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. 801
1 Decembre. Déclaration du général Perowsky, Commandant en Chef de l'Expédition contre le Chan de Chiwa, datée d'Orenbourg. 1031

Sardaigne.

1838 26 Novembre. Traité de commerce et de navigation avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 266
1839 13 Février. Convention avec la Hesse-électorale

pour l'abolition définitive du droit d'aubaine et de détraction. Pag. 568
1839 11 Novembre. Avis relatif à la reprise des relations commerciales avec l'Espagne. 1019
28 Novembre. Traité de commerce et de navigation conclu à Gènes avec la Suède et la Norwegue. 1026

Saxe (royale).

1834 12 Mai. Publication d'une convention conclue avec la Prusse, concernant les biens féodaux et allodiaux dans les territoires ci-devant saxons cédés à la Prusse. 39
1838 30 Juil. Convention spéciale signée à Dresde avec la Prusse, l'Electorat de Hesse, le Grand-duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Altenbourg et les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss, sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue à Drèsde le 30 Juillet 1838. 264
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le Royaume des Pays-Bas. 410

Saxe-Weimar-Eisenach (Grand-duché).

1838 30 Juil. Convention spéciale signée à Drèsde avec la Prusse, la Saxe-royale, l'Electorat de Hesse, les Duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Altenbourg et les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss, sur l'exécution de la convention de monnoie conclue le même jour à Drèsde. 264
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

Saxe-Altenbourg (Duché).

1838 30 Juil. Convention spéciale signée à Drèsde avec la Prusse, la Saxe-royale, l'Electorat de Hesse, le Grand-duché de Weimar, le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha et les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss, sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue le même jour à Drèsde. 264
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

Saxe-Cobourg-Gotha (Duché).

1833 23 Décembre. Convention signée à Berlin avec la Prusse, concernant les relations réciproques de jurisdiction. Pag. 23

1838 30 Juillet. Convention spéciale signée à Dresde avec la Prusse, la Saxe royale, l'Electorat de Hesse, le Grand-duché de Saxe-Weimar, le Duché de Saxe-Altenbourg et les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss, sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue le même jour à Dresde. 264

1839 21 Janv. Traté de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

Saxe-Meiningen (Duché).

1838 8 Juin. Convention avec les royaumes de Bavière et de Würtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort sur l'admission aux conventions de monnoie, conclues le 25 Août 1837 entre ces Etats. 261

1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

30 Mars. Convention signée à Munic avec la Bavière, le Würtemberg, la Bade, la Hesse-grand-ducale, le Nassau et la ville libre de Francfort, pour la fixation et l'exécution des dispositions relatives à la quantité de monnoie, frappée, sur lesquelles étaient demeurés d'accord les commissaires rassemblés à Dresde à un congrès monétaire. 622

Schwarzbourg (Principautés).

1838 30 Juil. Convention spéciale signée à Dresde avec la Prusse, la Saxe-royale, l'Electorat de Hesse, le Grandduché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Altenbourg et les Principautés de Reuss, sur l'exécution de la convention de monnoie, conclue le même jour à Dresde. 264

1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410

11 Mai. Convention signée à Munic avec la Ba-

vière, le Würtemberg, la Bade, la Hesse-grand-ducale, le Nassau et la ville libre de Francfort pour l'accession de la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt aux conventions de monnoie du 25 Août 1837 et du 8 Juin 1838. Pag. 883

Suède.

1836 10 Octobre et 7 Novembr. Convention de parfaite réciprocité avec le grand-duché d'Oldenbourg, pour les droits à payer par les navires de chaque pays dans les ports de l'autre et l'entière assimilation des deux pavillons. 84

28 Novembre. Traité de commerce et de navigation, conclu à Gènes avec la Sardaigne. 1026

Texas (République).

1839 25 Septemb. Traité d'amitié, de navigation et de commerce, conclu à Paris avec la France. 987

Tunis.

1839 14 Octobre. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Tunis avec la Belgique 998

Uruguay (République).

1839 7 Décembre. Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, conclue déjà le 8 Avril 1836 avec la France, mais dont les ratifications n'ont pu être échangées à Montevideo que le 7 Décembre 1839. 1038

Vénézuela (République).

1839 22 Avril. Loi donnée par le Congrès à Caracas sur l'habilitation des ports. 795

3—10 Mai. Lois données à Caracas, concernant le commerce, la navigation et les douanes de la République. 848

Würtemberg.

1832 16 Octobre. Convention avec le Danemarc sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 5

1838 8 Juin. Convention sur l'admission du Duché de Saxe-Meiningen aux conventions de monnoie conclues le 25 Aout 1837 à Munic. 261
1839 21 Janv. Traité de commerce conclu à Berlin avec le royaume des Pays-Bas. 410
11 Mai. Convention signée à Munic avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour son accession aux conventions de monnoie du 25 Août 1837 et du 8 Juin 1838. 883

Errata.

P. 50 au lieu de: *le*, lisez: *la*
P. 53 au lieu de: *Principauté*, lisez: *et la Principauté.*
P. 624 au lieu de: *entre celle-ci*, lisez: *contre celle-ci.*
P. 1034 au lieu de: *données à Rome*, lisez: *donné à Rome.*

In unserm Verlag erschien früher:

Grimm, Jacob, Weisthümer, Bd. I. II. gr. 8. 1840. 7 Rthl. 16 Ngr. Bd. III. erscheint in diesem Jahre.

Richthoven, K. von, altfriesisches Wörterbuch. gr. 4. 1840. 4 Rthl. 12 Ngr.

Thöl, H., das Handelsrecht. Als gemeines in Deutschland geltendes Privatrecht mit Berücksichtigung des außerdeutschen Handelsrechts. Bd. I. gr. 8. 1840. 2 Rthl. 8 Ngr.

Dahlmann, F. C., Quellenkunde der deutschen Geschichte nach Folge der Begebenheiten für eigene Vorträge der deutschen Geschichte. 2te vermehrte und verbesserte Auflage. gr. 8. 1838. 16 Ngr.

Havemann, W. Elisabeth, Herzogin von Braunschweig Lüneburg geb. Markgräfin von Brandenburg. Ein Beitrag zur Reformations- und Sittengeschichte des 16. Jahrhunderts. gr. 8. 1839. 20 Ngr.

Murhard, K., Theorie u. Politik d. Besteuerung. gr. 8. 1835. 2 Rthl. 16 Ngr.

Schaumann, A. F. H., über das Chronicon Corbejense bei Wedekind Noten Bd. I. P. 374—399. 8 maj. 1839. 12 Ngr.

Schaumann, A. F. H., Gesch. des niedersächsischen Volks, von dessen erstem Hervortreten auf deutschem Boden an bis zum J. 1180. Mit 2 Karten. gr. 8. 3 Rthl.

Grimm, J., deutsche Rechtsalterthümer. gr. 8. 1828. 4 Rthl. 12 Ngr.

Grimm, W., deutsche Heldensage. gr. 8. 1829. 2 Rthl.

Martens, G. F., Erzählungen merkwürdiger Fälle des neuern europäischen Völkerrechts in einer praktischen Sammlung von Staatsschriften aller Art. 2 Thle. gr. 4. 1800. 1802. 1 Rthl. 12 Ngr.

Martens, G. F., Grundriß des Handelsrechts insbesondere des Wechsel- und Seerechts. 3te Aufl. 8. 1826. 12 Ngr.

Murhard, Fr., der Zweck des Staats. Eine propolitische Untersuchung im Lichte unsers Jahrhunderts. gr. 8. 1832. 2 Rthl.

Murhard, K., Ideen über wichtige Gegenstände aus dem Gebiete der National-Oconomie und Staatswirthschaft. 8. 1808. 1 Rthl. 16 Ngr.

Murhard, K., Theorie und Politik des Handels. Ein Handbuch für Staatsgelehrte und Geschäftsmänner. 2 Thle. gr. 8. 1831. 3 Rthl. 8 Ngr.

Pfeiffer, B. W., über die Grenzen der Civil-Patrimonial-Jurisdiction. Ein Beitrag zum Territorial-Staatsrecht. gr. 8. 1806. 1 Rthl. 12 Ngr.

Pfeiffer, B. W., Ideen zu einer neuen Civil-Gesetzgebung für teutsche Staaten. gr. 8. 1815. 1 Rthl.

Reedtz, H. C. de, Répertoire historique et chronologique des traités conclus par la couronne de Danemarc, depuis